

Date: Lundi 8 Avril 2024

Horaire: 18:00

20240408-1 Communication de M. le Maire : passation de marchés, d'accords-cadres et d'avenants dans le cadre de la délégation.

Annexe - Délibération

**Pièce annexe - PA : TABLEAU DES MARCHES,
ACCORDS-CADRES ET AVENANTS**

20240408-2 Communication de M. le Maire : demande de subventions.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA : tableau subventions

20240408-3 Communication de M. le Maire : acceptation du don de parcelles sises lieu-dit "Hoslach" - sente du Terrier.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA : plan rapport

20240408-4 Communication de M. le Maire : acceptation du don d'une parcelle sise lotissement Les Coteaux - impasse du Vignoble.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - plan rapport

20240408-5 Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 12 février 2024.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PV-Conseil Municipal du 12 février 2024

20240408-6 Installation d'une Conseillère Municipale.

Annexe - Délibération

20240408-7 Remplacement d'un Conseiller Municipal démissionnaire au sein de diverses commissions et instances.

Annexe - Délibération

20240408-8 Examen des Comptes Administratifs et de Gestion de l'exercice 2023 du Budget principal de la Ville et des Budgets annexes du Centre Funéraire et du lotissement "La Petite Lor - Saint-Exupéry".

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA1-NoticeCA-ville

Pièce annexe - PA2-CA2023-maquette-ville

Pièce annexe - PA4-NoticeCA-CFU

Pièce annexe - PA5-CA-CFU-maquette

Pièce annexe - PA7-CA-LOR-maquette

20240408-9 Bilan des Autorisations de Programmes / Crédits de Paiement (A.P./C.P.).

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA-bilan des AP

20240408-10 Affectation du résultat de l'exercice 2023 du Budget Principal de la Ville.

Annexe - Délibération

20240408-11 Affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2023 du Budget annexe du Centre Funéraire.

Annexe - Délibération

20240408-12 Budget principal de la Ville : adoption du Budget supplémentaire 2024.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA-BS2024Ville-maquette

20240408-13 Budget annexe du Centre Funéraire : adoption du Budget supplémentaire 2024.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA-BS2024-CFU-maquette

20240408-14 Budget annexe du lotissement "La Petite Lor - Saint-Exupéry" : adoption du Budget Primitif 2024

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA - Maquette BP2024-LOR

20240408-15 Avis sur le Compte Administratif 2023 du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA-Notice-CA2024-CCAS

20240408-16 Avis sur le Budget supplémentaire de l'exercice 2024, Budget du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville.

Annexe - Délibération

20240408-17 Cartographie des zones d'accélération des énergies renouvelables.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA : cartographie

20240408-18 Politique de la Ville : adoption du Contrat de Ville 2024-2030 "Engagements Quartiers 2030".

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA1 : contrat de ville

Pièce annexe - PA2a__annexe_au_contrat_de_ville-1

Pièce annexe - PA2b__annexe_au_contrat_de_ville-1

20240408-19 Animations "Rive et Cœur de Ville en Fête" 2024.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - ANNEXE 1 : cahier des charges

Pièce annexe - ANNEXE 2 - convention

Pièce annexe - ANNEXE 3 : contrat de location

Pièce annexe - ANNEXE 4 - convention

20240408-20 Modification du tableau des effectifs : création de postes d'agents saisonniers.

Annexe - Délibération

20240408-21 Ouverture d'un nouvel équipement culturel municipal : le LAB.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA1 - Convention-type du LAB

Pièce annexe - PA2 - annexes1-2-3 à la convention type.

Pièce annexe - PA3 - Grille Tarifs le LAB 2024

20240408-22 Subvention exceptionnelle pour le Festival « Toutes Nos Voix » 2024.

Annexe - Délibération

20240408-23 Subvention exceptionnelle au Souvenir Français pour l'achat d'un drapeau.

Annexe - Délibération

20240408-24 Subvention exceptionnelle à l'Union Nationale des Combattants pour l'achat d'un drapeau.

Annexe - Délibération

20240408-25 Police pluri-communale de Thionville-Terville : reconduction de la convention de mise à disposition du service.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA 1 : Projet convention

Pièce annexe - PA 2 : annexe 1 : tableau des personnels mis à disposition

Pièce annexe - PA 3 : annexe 2 : liste des équipements utilisés en commun

Pièce annexe - PA 4 : annexe 3 : convention PM et forces de l'Etat

Pièce annexe - PA 5 : annexe 4 : convention signée avec Manom

Pièce annexe - PA 6 : annexe 5 : convention signée avec Fontoy

Pièce annexe - PA 7 : annexe 6 : convention signée avec Tressange

Pièce annexe - PA 8 : annexe 7 : convention signée avec Angevillers

20240408-26 Rentrée scolaire 2024-2025 : notification des mesures prévisionnelles de carte scolaire.

Annexe - Délibération

20240408-27 Crédits des écoles maternelles et élémentaires publiques : forfait par élève pour l'année scolaire 2024-2025.

Annexe - Délibération

20240408-28 Crédits des écoles maternelles et élémentaires : fixation du forfait par élève thionvillois fréquentant l'Institut Notre-Dame de la Providence pour l'année scolaire 2024-2025.

Annexe - Délibération

20240408-29 Création d'un "dojo solidaire" au sein de l'Ecole "Les Vergers du Berel" de Garche : convention avec la Fédération Française de Judo.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA : Convention de mise à disposition

20240408-30 Subvention à l'association "La Relève" dans le cadre d'une nouvelle action jeunesse.

Annexe - Délibération

20240408-31 Associations environnementales : attribution de subventions 2024.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA1 : Projet de convention Mob d'emploi 2024

Pièce annexe - PA2 : Projet de convention Les Pieds sur Terre 2024

Pièce annexe - PA3 : Subventions prévisionnelles Ass Les Pieds sur Terre

20240408-32 Acquisition d'un terrain rue de la Céramique.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA : plan rapport

20240408-33 Z.A.C. Rive Gauche : passation d'un avenant n°1 à la convention d'études et de travaux, site EMC2, avec l'Établissement Public Foncier de Grand Est.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA : avenant n°1 à la convention de projet - THIONVILLE - EMC2 - Logements

20240408-34 Désaffectation et déclassement du presbytère de Garche et de ses dépendances.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - plan rapport - Opération rue de la Peupleraie

20240408-35 Incorporation dans le domaine public communal d'un bassin de rétention du lotissement "La Croix Hepich".

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA : plan

20240408-36 Enfouissement de réseaux basse tension route des Romains : régularisation du fonds de concours versé.

Annexe - Délibération

20240408-37 Distribution publique d'électricité : conventions de servitude entre la Ville et ENEDIS.

Annexe - Délibération

Pièce annexe - PA1-1 convention servitude G. Mangin et Merlin

Pièce annexe - PA1-2 : plan Merlin - Général Mangin

Pièce annexe - PA2-1 : Convention Les Linots - Hunter Der Kirche

Pièce annexe - PA2-2 : plans les Linots et Hinter der Kirche

Pièce annexe - PA3-1 : convention La MALGRANGE

Pièce annexe - PA3-2 : plan La Malgrange

Pièce annexe - PA4-1 convention La Malgrange - Rhin

Pièce annexe - PA4-2 : plan La Malgrange et rue du Rhin

Pièce annexe - PA4-3 : plan La Malgrange et rue du Rhin (schéma câble)

20240408-38 Mise à disposition de locaux au profit d'associations.

Annexe - Délibération

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

1 - Communication de M. le Maire : passation de marchés, d'accords-cadres et d'avenants dans le cadre de la délégation.

M. le Maire : Le Conseil Municipal est informé qu'en application de la délégation accordée à Monsieur le Maire par délibération du 4 juillet 2020 (article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales) ont été passés les marchés et avenants suivants (voir tableau annexé).

Il est rappelé que l'ensemble de ces opérations a fait l'objet d'une attribution en Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) pour les marchés formalisés et en Commission d'Attribution des Marchés à Procédure Adaptée (C.A.M.P.A.) pour les marchés non formalisés.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- prend acte de la présente communication ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

n° marché	Date	Objet	Entreprise titulaire	Montant € HT
TH24-001	15/02/2024	Extension et réhabilitation de la maison de quartier Jacques Prévert Lot 2 : couverture, étanchéité (relance)	CONCEPT ETANCHE 57290 FAMECK	67 650,00 €
TH24-004MS	01/02/2024	Marché subséquent n°5 : mission d'AMO à la détection, localisation et géoréférencement de réseaux SNCF (Base TH19-269AC)	HDZ Urbanistes Architectes 75020 PARIS	6 517,00 €
TH24-005MS	01/02/2024	Marché subséquent n°6 : étude d'optimisation de la densité (Base TH19-269AC)	HDZ Urbanistes Architectes 75020 PARIS	1 700,00 €
TH24-015	04/03/2024	Reconstruction du gymnase municipal Jean Burger et de la salle polyvalente à Thionville Lot 24 : lasure minérale sur béton	AYRIKAN FACADES 57365 ENNERY	252 964,70 €
AVENANTS				
Avenant n°1 TH20-293	04/01/2024	Reconstruction du gymnase municipal et de la salle polyvalente à Thionville Lot 19 : précâblage	TELMO 57155 MARLY	+20 328,14 € + 41,20%
Avenant n°3 TH22-171AC	18/01/2024	Nettoyage des locaux communaux Lot 4 : nettoyage des bâtiments administratifs, techniques, sportifs, sociaux et prestations ponctuelles	MELZER Patrick 57160 SCY CHAZELLES	Ajout de prestations sans augmentation du montant maxi du marché
Avenant n°1 TH19-090	26/01/2024	Mission CT, OPC et de coordination SSI dans le cadre de la démolition et de la reconstrction du Gymnase Municipal et de la salle Jean Burger Lot 3 : coordination système de sécurité incendie	SOCOTEC SMART SOLUTIONS (ci après SOCOTEC) 94320 THIAIS	Transfert (sans incidence financière)

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

2 - Communication de M. le Maire : demande de subventions.

M. le Maire : Dans le cadre de la délégation accordée à Monsieur le Maire par délibération du 4 juillet 2020 (article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales) ont été établies les décisions suivantes (voir tableau annexé) relatives aux demandes de subventions.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Environnement, Cadre de Vie et Travaux" ont été consultées respectivement les 2 et 3 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- prend acte de cette communication ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

N° décision	Date	Objet	Co-financeur	Montant Travaux H.T. / Prestations subventionnables	Montant Subvention
2023 001 - DAPT	03/02/2023	DEC sub ANAH - Poste Directeur Cœur de Ville	ANAH	47 759,02 €	23.879,51 €
2023 002 - DAPT		ANNULEE			
2023 003 - DAPT	27/02/2023	DEC sub. - Requalification d'entrée de ville - Route de Metz	REGION	956 050,00 €	387.506,00 €
2023 004 - DAPT	27/02/2023	DEC sub - Rénovation Terrain de football synthétique et remplacement sources lumineuses Stade de Veymerange	FFF	470 648,91 €	25.000,00 €
2023 005 - DAPT	27/03/2023	Assistant éducatif de langue Allemenande	Département	1 816,12 €	38% du SMIC chargé
2023 006 - DAPT	18/10/2023	DEC sub - Projet éducatif école CDR	Académie Nancy-Metz	3 545,00 €	1.772,50 €
2023 007 - DAPT	18/10/2023	DEC sub - Projet éducatif école Poincaré	Académie Nancy-Metz	41 000,00 €	13.000,00 € / an
2023 008 - DAPT	15/11/2023	Construction d'un centre national d'arts dramatiques – LE NEST	DRAC	2 651 361,00 €	650.000,00 €
2023 009 - DAPT	23/11/2023	Nouvel accueil périscolaire de Volkrange	DSIL	1 725 625,00 €	431.406,25 €
2023 010 - DAPT	23/11/2023	Nouvel accueil périscolaire de Volkrange	CAF	1 725 625,00 €	750.000,00 €
2023 011 - DAPT	29/11/2023	Rénovation énergétique des vestiaires du stade Omnisports de Guenrange	Fonds Verts	285 250,00 €	171.150,00 €
2023 012 - DAPT	29/11/2023	ECO-ORGANISME CITEO dans le cadre de la Convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus	CITEO		130.489,60 €

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

3 - Communication de M. le Maire : acceptation du don de parcelles sises lieu-dit "Hoslach" - sente du Terrier.

Conformément à la délégation de pouvoirs accordée par le Conseil Municipal au Maire pour régler directement un certain nombre d'affaires courantes au cours de sa séance du 4 juillet 2020, la Ville a accepté le don par Monsieur Jean-Jacques GUTH de parcelles sises lieu-dit "Hoslach " - sente du Terrier cadastrées :

- section 99 n°31 et n°32 de 3 a 02 ca et de 7 a 07 ca

Ce don n'est grevé ni de conditions, ni de charges.

Le présent rapport a pour objet d'informer l'Assemblée Communale de l'acceptation de ce don, conformément à l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales.

Le Conseil Municipal est appelé à :

- prendre acte de cette communication ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.

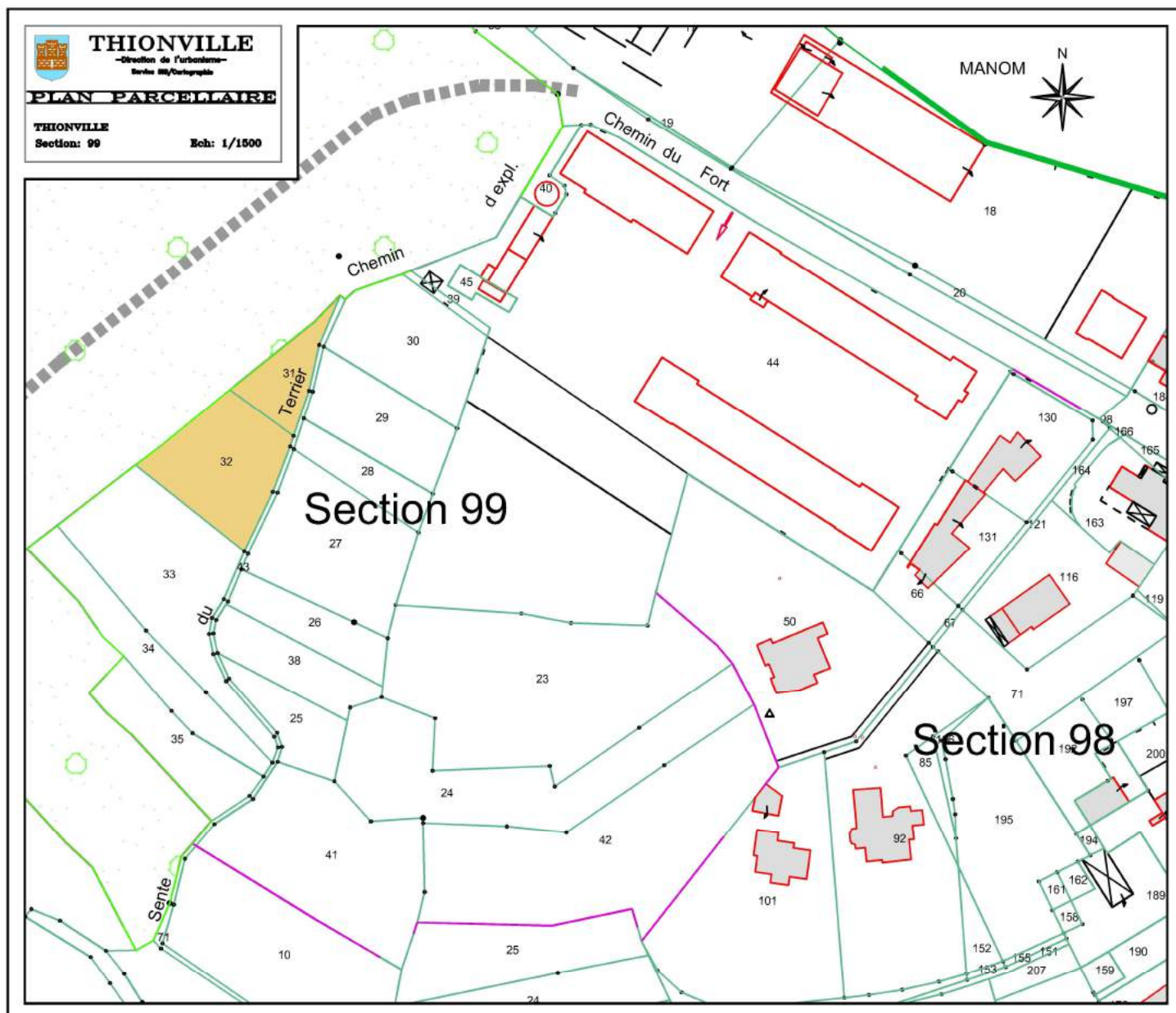
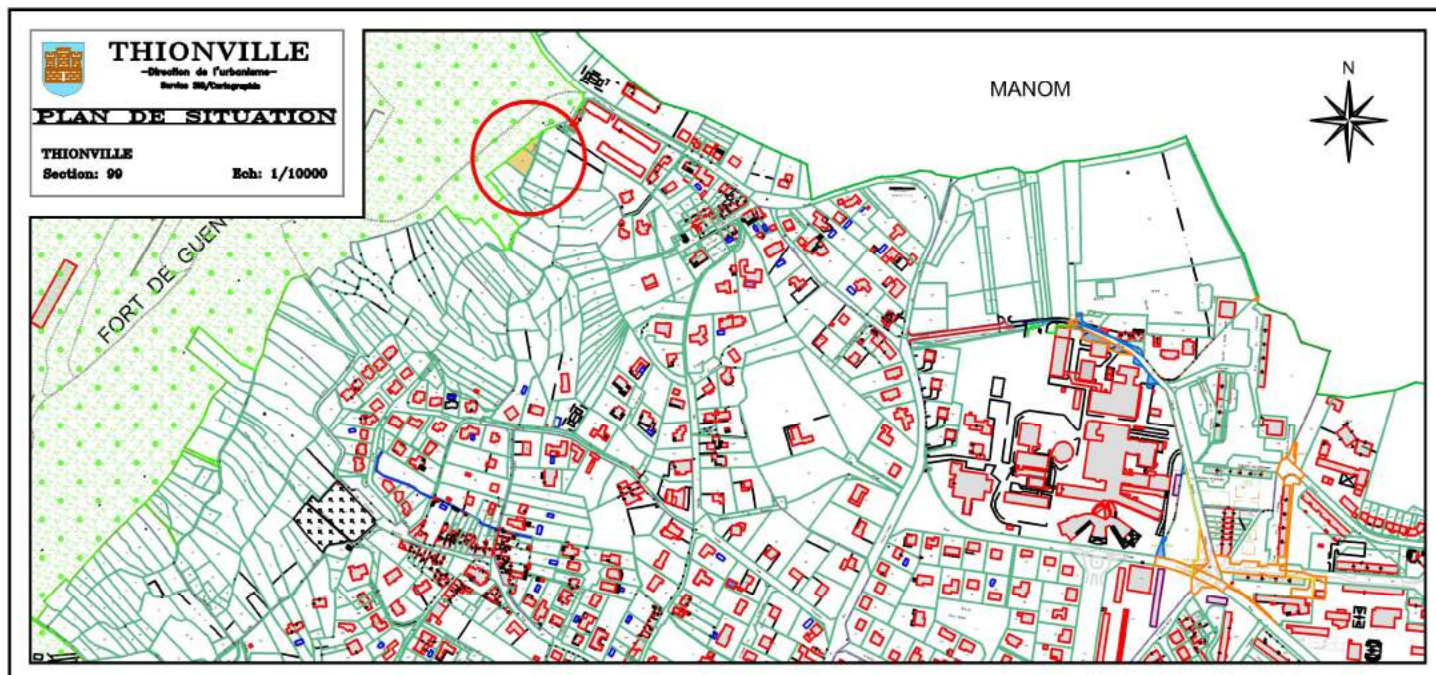
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

4 - Communication de M. le Maire : acceptation du don d'une parcelle sise lotissement Les Coteaux - impasse du Vignoble.

M. le Maire : La Ville a, par délibération du 10 juillet 2020, autorisé l'acquisition auprès de la Société CODACI S.A.R.L. des voiries et réseaux cadastrés section 35 n°338 de 7 a 90 ca, n°352 de 5 a 85 ca, n°353 de 4 a 41 ca, n°357 de 3 a 67 ca, n°359 de 37 a 92 ca et n°360 de 1 a 93 ca ainsi que leur classement dans le domaine public communal.

La Ville a, par décision du 16 janvier 2023, accepté le don par la Société CODACI S.A.R.L. de la parcelle cadastrée section 35 n°358 de 31 ca, conformément à la délégation de pouvoirs accordée par le Conseil Municipal au Maire pour régler directement un certain nombre d'affaires courantes au cours de sa séance du 4 juillet 2020.

Ce don de parcelle n'est grevé ni de conditions, ni de charges.

Le présent rapport a pour objet d'informer l'Assemblée Communale de l'acceptation de ce don, conformément à l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Urbanisme" ont été consultées respectivement les 2 et 3 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- prend acte de cette communication ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

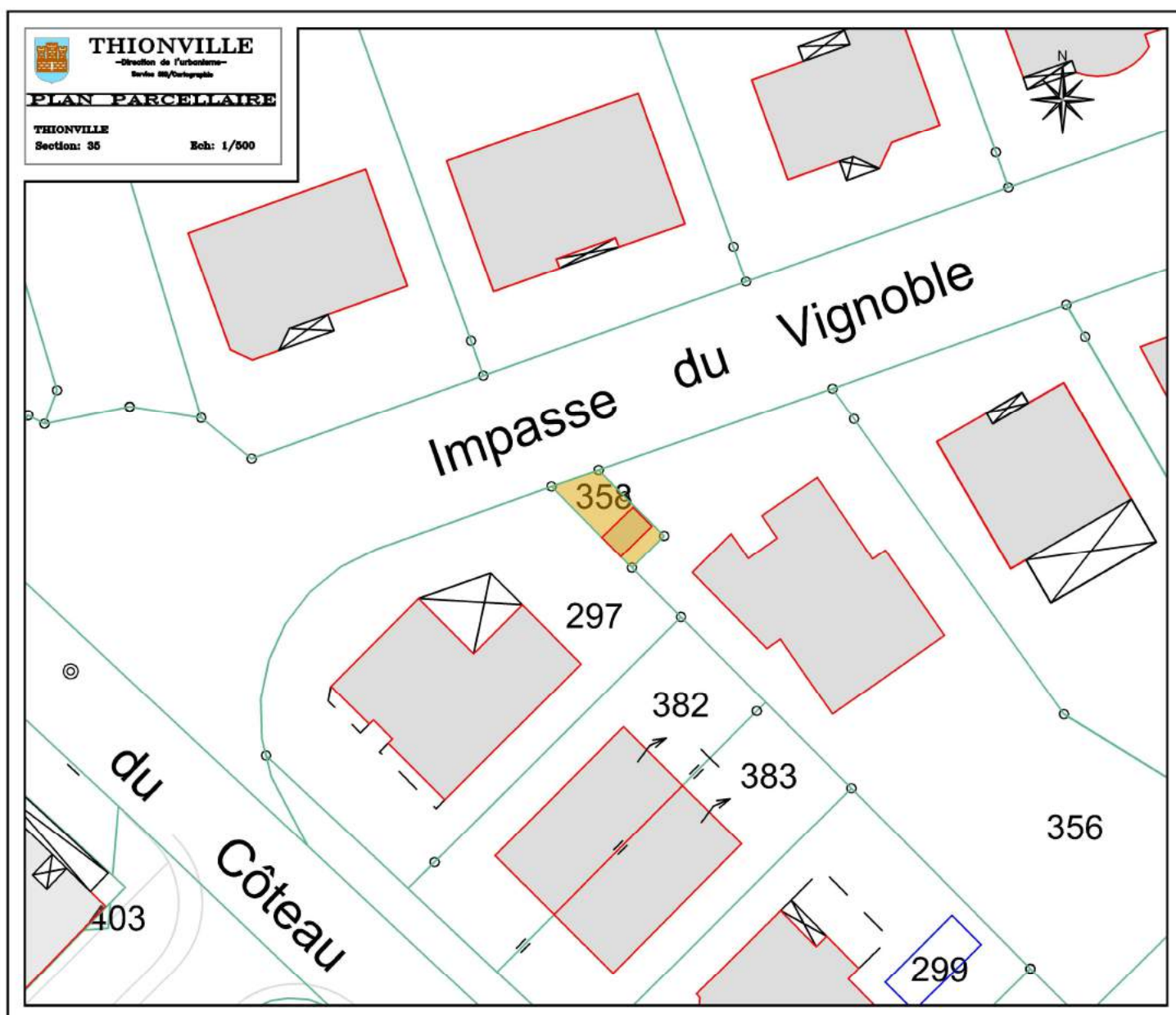
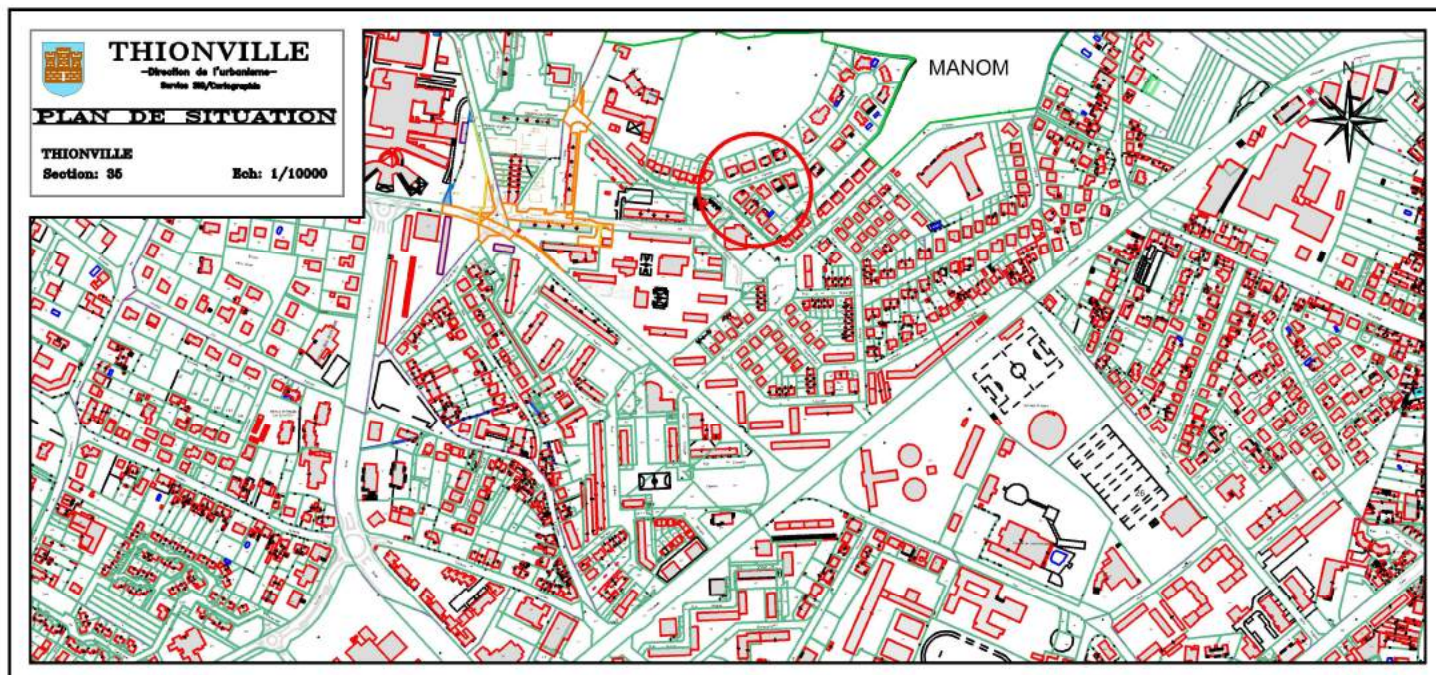
Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

5 - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 12 février 2024.

M. le Maire : Il est proposé à l'Assemblée Communale d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 12 février 2024, dont un exemplaire est joint en annexe.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 12 février 2024 ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.

Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Le Conseil Municipal a été convoqué en date du 5 février 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUD, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, Mme KHERB, M. SICHET, Mme BOUCHERON-ICARD, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme CZERNIAK, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme BOUCHERON-ICARD avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée à l'examen du point n°13 (18h37).
M. LOUIS avait donné procuration à M. GANDECKI avant son arrivée à l'examen du point n°17 (18h43).
Mme KHERB avait donné procuration à M. MALET avant son arrivée à l'examen du point n°22 (18h53).

Absent(s) : Mme SCHMITT

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à M. BERTIN,
Mme KIS a donné procuration à Mme SCHNEIDER,
M. TSCHIRSCH a donné procuration à Mme THIL,
Mme MONNIER a donné procuration à M. HELFGOTT,
M. BIEDER a donné procuration à M. KROB,
Mme HEIN a donné procuration à Mme JEAN,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme PELLICORI a donné procuration à M. HARAU,
M. JASNIAK a donné procuration à M. NILLES.

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; Mme QUENETTE, Secrétaire Générale ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; M. CAVALIERI, Directeur Général Adjoint des Services ; Mme MANGEOT, Directrice du Secrétariat Général.

Le quorum étant atteint, la séance ouvre à 18h18.

Ordre du jour

- 1 - Communication de M. le Maire : passation de marchés, d'accords-cadres et d'avenants dans le cadre de la délégation.
- 2 - Communication de M. le Maire : renouvellement de l'adhésion de la Ville aux associations.
- 3 - Communication de M. le Maire : mises en locations intervenues en 2023.
- 4 - Communication de M. le Maire : acquisition par exercice du Droit de Prémption Urbain (D.P.U.) de terrains rue des Vergers.
- 5 - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 11 décembre 2023.
- 6 - Convention Pluriannuelle d'Objectifs (C.P.O.) entre la Ville et Thionville Commerces, l'Office du Commerce, de l'Artisanat et de l'Entrepreneuriat.
- 7 - Construction d'un nouveau Centre Dramatique National pour le NEST : composition de la Commission d'Appel d'Offres ad hoc, modalités de dépôt des listes de candidats.
- 8 - Construction d'un nouveau Centre Dramatique National pour le NEST : composition du jury du marché global de performances.
- 9 - Construction d'un nouveau Centre Dramatique National pour le NEST : constitution de la commission d'appel d'offres ad hoc.
- 10 - Communauté d'Agglomération "Portes de France - Thionville" : transfert du soutien au Triathlon Thionville Yutz Club au 1er janvier 2024, approbation du rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (C.L.E.C.T.).
- 11 - Communauté d'Agglomération "Portes de France - Thionville" : actualisation de la contribution "eaux pluviales", approbation du rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (C.L.E.C.T.).
- 12 - Communauté d'Agglomération "Portes de France - Thionville" : révision de l'attribution de compensation pour l'année 2024, approbation du rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (C.L.E.C.T.).
- 13 - Contrat de ville : avenant à la convention d'utilisation de l'abattement sur la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (T.F.P.B.) 2015-2020 dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (Q.P.V.).
- 14 - Rentrée 2024-2025 : organisation du temps scolaire.
- 15 - Thionville Jazz Festival : passation d'une convention avec l'Association Anatole Jazz.
- 16 - Associations culturelles : attribution de subventions 2024.
- 17 - Subvention à l'Office Municipal des Sports (O.M.S.).
- 18 - Adhésion à l'Association des Collectivités Publiques Utilisant des Systèmes d'Information (A.C.P.U.S.I.).

- 19 - Formation des élus locaux en 2022 et 2023.
- 20 - Personnel communal : service de médecine préventive, avenant à la convention avec AGESTRA.
- 21 - Désaffectation du presbytère de Beauregard.
- 22 - Désaffectation et déclassement du domaine public communal d'un terrain rue Cormontaigne.
- 23- Bilan de la concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) Thionville Rive Droite.
- 24 - Gestion de la forêt communale : renouvellement d'engagement à la certification forestière (P.E.F.C.).
- 25 - Mise à disposition de locaux au profit d'associations ou d'organismes.

1 - Communication de M. le Maire : passation de marchés, d'accords-cadres et d'avenants dans le cadre de la délégation.

M. le Maire : Le Conseil Municipal est informé qu'en application de la délégation accordée à Monsieur le Maire par délibération du 4 juillet 2020 (article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales) ont été passés les marchés et avenants suivants (voir tableaux annexés).

Il est rappelé que l'ensemble de ces opérations a fait l'objet d'une attribution en Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) pour les marchés formalisés et en Commission d'Attribution des Marchés à Procédure Adaptée (C.A.M.P.A.) pour les marchés non formalisés.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- prend acte de la présente communication ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

2 - Communication de M. le Maire : renouvellement de l'adhésion de la Ville aux associations.

M. le Maire : Conformément à la délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020 portant délégation au Maire dans le cadre des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, les adhésions aux associations dont la Ville est membre et dont le détail figure ci-dessous ont été renouvelées pour l'année 2023.

Associations concernées	Montant cotisation 2023 en euros
Association Française des Cinémas Art et Essai	1.635,00
Association des Villes Marraines	1.649,44
Agence Développement Régional du Cinéma	105,00
Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et Environnement - Moselle	5.000,00
Association Nationale des Elus en charge des Sports	488,00
Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies	798,00
Association des Maires de l'Arrondissement de Thionville Est et Ouest	200,00
Mission Opérationnelle Transfrontalière	3.300,00
Association des Maires de France	6.991,42
AFIGESE - Réseau des financiers, gestionnaires, évaluateurs, managers des Collectivités Territoriales	210,00
Réseau des Villes Fortifiées	4.000,00
Fédération du Patrimoine	1.000,00
Association Mosellane d'Enseignement Scientifique, Technique et Economique	92,00
Réseau Français des Villes-Santé	475,00
Conseil National Villes et Villages Fleuris	450,00
Fédération Française des Villes et des Conseils de Sages	850,00
Association Nationale des Croix de Guerre "Villes décorées"	150,00
Association pour la DOcumentation et la COnservation des édifices et sites du MOuvement MOderne	190,00
Union Nationale de l'Apiculture Française	1.500,00
TOTAL (T.T.C.)	29.083,86

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- prend acte de cette communication ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

3 - Communication de M. le Maire : mises en locations intervenues en 2023.

M. le Maire : Conformément aux dispositions des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, l'Assemblée Communale est informée des locations suivantes, intervenues en 2023 :

- à compter du 1er janvier 2023,
 - et jusqu'au 31 décembre 2023,
 - de locaux situés 14, rue des Ecluses, à l'Association SOLIDARI'THI, moyennant une indemnité d'occupation mensuelle de 300,00 € (par avenant du 22 mars 2023, celle-ci a été réduite à 100,00 €/mois avec effet rétroactif au 1er janvier) ;
 - d'un terrain situé à Oeustrange, destiné au parcage de chevaux, au profit de Madame Sabine MARTINI, moyennant une indemnité annuelle de 5,98 € ;
 - et pour une durée de 9 années, d'un emplacement accueillant un relais de radiotéléphonie sur un terrain situé impasse du Viaduc, au profit de la Société CELLNEX France, moyennant une redevance annuelle de 6.500,00 €, révisable chaque année à hauteur de 3% ;
- à compter du 1er février 2023 et pour une durée de 9 années, d'un emplacement accueillant un relais de radiotéléphonie sur un terrain situé rue du Chemin de Fer, au profit de la Société S.F.R., moyennant un loyer annuel de 6.500,00 €, révisable chaque année à hauteur de 3% ;
- à compter du 14 février 2023, suite à l'acquisition de l'immeuble situé 13 rue Brûlée par l'E.P.F.G.E. pour le compte de la Ville, reprise du bail commercial de la Société PAUSE CAFE et location moyennant un loyer mensuel de 2.305,49 € ;
- à compter du 17 mars 2023, et jusqu'au 10 novembre 2025, de terrains agricoles situés à Volkrange, au profit du G.A.E.C. des Castors représenté par M. Martial ERPELDINGER, moyennant une indemnité annuelle de 150,72 € ;
- à compter du 27 mars 2023 et jusqu'au 31 mars 2024, d'un logement situé 10, rue du Parc (1er face) à M. Stéphane VINET, moyennant une redevance mensuelle de 329,00 € ;
- à compter du 1er avril 2023,
 - et jusqu'au 31 décembre 2023, d'une parcelle située au sein de la pépinière municipale destinée à l'installation de ruches, au profit des Ruchers de Mary, moyennant une indemnité annuelle symbolique de 1,00 € ;
 - d'une parcelle de terrain située à Volkrange et destinée à l'installation de ruches, au profit de M. Régis WATEL, moyennant une indemnité annuelle de 5,50 € ;
 - et jusqu'à la date de signature de l'acte de cession, de terrains situés avenue de Douai à la Société SODEVAM, moyennant une indemnité d'occupation de 100,00 € ;
- à compter du 2 juin 2023, et jusqu'au 30 juin 2025, d'un logement situé 18, boucle de la Milliaire (rde G) à M. Moulay EL BATAT, moyennant une redevance mensuelle de 590,00 € ;
- à compter du 1er juillet 2024,
 - et jusqu'au 30 juin 2025,
 - d'un logement situé 82, rue de Longwy (1er étage) à Mme Irène BELLINI, moyennant une redevance mensuelle de 668,00 € (renouvellement) ;
 - d'un logement situé 18, boucle de la Milliaire (2ème D) à M. Philippe NOLLER, moyennant une redevance mensuelle de 679,00 € (renouvellement) ;
- à compter du 1er septembre 2023 et jusqu'au 31 août 2025,
 - d'un logement situé 18, boucle de la Milliaire (1er G) à Mme Sylvie BAECHLER, moyennant une redevance mensuelle de 490,00 € (relogement suite à procédure d'expropriation découlant du projet de renouvellement urbain de la Côte-des-Roses) ;
 - d'un logement situé 10, rue du Parc (1er D) à M. et Mme Olivier JACQUEMIN, moyennant une redevance mensuelle de 558,00 € (renouvellement) ;

- à compter du 11 novembre 2023 et jusqu'au 10 novembre 2025, d'un terrain agricole situé à Veymerange, au profit de M. René FOETZ, moyennant une indemnité d'occupation annuelle de 6,62€ ;
- jusqu'à la date de signature de l'acte de cession et ce, depuis le 1er janvier, de terrains situés rue du Vieux-Collège au profit du Groupe Habiter, moyennant une indemnité d'occupation de 100,00 €.

L'Assemblée Communale est encore informée que 17 contrats ont été signés pour l'attribution de jardins familiaux sur l'ensemble des sites réservés à cet usage, au prix de 11,00 €/are/an.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Urbanisme" ont été consultées respectivement les 6 et 8 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- prend acte de cette communication ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

4 - Communication de M. le Maire : acquisition par exercice du Droit de Préemption Urbain (D.P.U.) de terrains rue des Vergers.

M. le Maire : Conformément à la délégation de pouvoir accordée par le Conseil Municipal au Maire pour régler directement un certain nombre d'affaires courantes, au cours de sa séance du 4 juillet 2020, la Ville a exercé son droit de préemption urbain, par décision en date du 26 juin 2023. Cette décision concerne l'acquisition, sur les consorts DAUTCOURT, de deux immeubles non-bâtis situés rue des Vergers et cadastrés :

- section 43 n°66 de 4 a 27 ca ;
- section 43 n°94 de 70 ca,

moyennant le prix de vente par adjudication de 66.000,00 €.

Cette acquisition permet de répondre aux objectifs fixés par l'emplacement réservé T 75 "Thionville - Aménagement routier Chemin de la Malgrange" grevant la parcelle cadastrée section 43 n°66.

Le présent rapport a pour objet d'informer le Conseil Municipal de la procédure mise en oeuvre pour l'acquisition de ces terrains, conformément à l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Urbanisme" ont été consultées respectivement les 6 et 8 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- prend acte de cette communication ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

5 - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 11 décembre 2023.

M. le Maire : Il est proposé à l'Assemblée Communale d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 11 décembre 2023, dont un exemplaire est joint en annexe.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 11 décembre 2023 ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

6 - Convention Pluriannuelle d'Objectifs (C.P.O.) entre la Ville et Thionville Commerces, l'Office du Commerce, de l'Artisanat et de l'Entrepreneuriat.

Mme MICHEL, Conseillère Municipale déléguée : Par délibération du 31 mai 2021, le Conseil Municipal a approuvé la mise en oeuvre d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2023 avec l'Office du Commerce, de l'Artisanat et de l'Entrepreneuriat.

L'efficacité des actions entreprises dans le cadre de la précédente convention est à souligner avec notamment :

- un renouvellement de 25% du parc commerçants/artisans du périmètre coeur de ville, soit plus de 100 nouvelles entreprises ;
- la baisse de la vacance commerciale de 60% en 4 ans ;
- l'augmentation du nombre d'adhérents de 44% entre 2022 et 2023 ;
- la mise en place d'un éco-système favorable à l'implantation liant les différents opérateurs locaux.

Thionville Commerces, l'Office du Commerce, de l'Artisanat et de l'Entrepreneuriat oeuvre à la redynamisation du coeur de Ville et plus largement à l'attractivité du territoire, autant sur le volet communication-marketing que sur les volets évènementiel et d'intelligence économique,

Il est proposé de poursuivre le partenariat engagé pour la période 2024-2027.

Les orientations du projet global de l'association pour la période 2024-2027 sont les suivantes :

- contribuer au développement d'une approche globale d'attractivité ;
- déployer l'offre d'accompagnement des porteurs de projets, des propriétaires, des enseignes, des investisseurs sur l'ensemble du territoire ;
- développer les partenariats avec des opérateurs publics et privés dans une logique de marketing territorial ;
- conserver l'expertise, le soutien au développement du programme Action Coeur de Ville.

La Ville attribuera ainsi annuellement à Thionville Commerces, l'Office du Commerce, de l'Artisanat et de l'Entrepreneuriat une subvention de 150.000,00 € ainsi qu'une mise à disposition du local situé 3, place Anne Grommerch, valorisé à hauteur de 15.000,00 € annuellement.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité (M. CUNY, M. GHEZZI, Mme THIL ayant quitté la salle et ne participant pas au vote) :

- approuve les termes de la convention d'objectifs liant la Ville à Thionville Commerces, l'Office du Commerce, de l'Artisanat et de l'Entrepreneuriat pour la période 2024-2027, cette convention figurant en annexe ;
- approuve le versement d'une subvention annuelle de 150.000,00 € ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération et notamment à signer la convention susmentionnée.

7 - Construction d'un nouveau Centre Dramatique National pour le NEST : composition de la Commission d'Appel d'Offres ad hoc, modalités de dépôt des listes de candidats.

M. HELFGOTT, Adjoint : Par une délibération du 11 décembre 2023, le Conseil Municipal a autorisé le lancement d'un marché global de performance, en application des articles L.2171-3, R.2171-2, R.2171-3 et D.2171-4 à D.2171-22 du Code de la commande publique et a fixé ainsi la composition du jury correspondant, en application des termes de la délibération du 10 juillet 2020 désignant les membres de la Commission d'Appel d'Offres.

Or, le projet de construction d'un nouveau Centre Dramatique National pour le NEST appelle la création d'une Commission d'Appel d'Offres ad hoc en lieu et place de la commission d'appel d'offres permanente, conformément aux dispositions de l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales, composée lorsqu'il s'agit d'une commune de 3.500 habitants et plus, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Avant de procéder à l'élection des membres de cette commission, le Conseil Municipal fixe, conformément aux dispositions des articles D.1411-4 et D.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, les conditions de dépôt des listes :

- les listes comprenant au maximum 5 titulaires et 5 suppléants seront déposées auprès de M. le Maire ;
- les listes pourront comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir ;
- elles devront indiquer les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants ;
- les suppléants ne seront pas nommément affectés à un titulaire ;
- une seule liste pourra être présentée ainsi que l'autorise l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), si elle satisfait aux mêmes obligations de représentation proportionnelle au plus fort reste, de manière à permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée délibérante.

En application de l'article D.1411-3 du C.G.C.T., l'élection des membres titulaires et suppléants de la C.A.O. ad hoc s'effectue au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

Il est précisé, en outre, que, conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T., le vote a lieu à bulletin secret lorsqu'il est procédé à une nomination à moins que le Conseil Municipal décide à l'unanimité de ne pas y procéder.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve la création d'une Commission d'Appel d'Offres ad hoc spécifique au projet de construction d'un nouveau Centre Dramatique National pour le NEST ;
- approuve les conditions de dépôt des listes, celles-ci étant à déposer auprès de M. le Maire en vue de procéder à l'élection des membres de la Commission au point suivant prévu à l'ordre du jour ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

8 - Construction d'un nouveau Centre Dramatique National pour le NEST : composition du jury du marché global de performances.

M. HELFGOTT, Adjoint : Après plusieurs réunions de comité de pilotage, composé de l'Etat, de la Région Grand Est, de la Ville et du NEST, les principales orientations définissant le projet de construction d'un nouveau Centre Dramatique National pour le NEST ont été partagées.

L'implantation du projet a été décidée principalement sur le site actuel du NEST, dans le cadre des équipements de la Z.A.C. Rive Gauche. Les ateliers seront implantés sur un site secondaire, chemin des Déportés.

Dans ce cadre, le Conseil Municipal a autorisé, par délibération du 11 décembre 2023, le lancement d'un marché global de performance, en application des articles L.2171-3, R.2171-2, R.2171-3 et D.2171-4 à D.2171-22 du Code de la commande publique et a fixé la composition du jury correspondant, en application des termes de la délibération du 10 juillet 2020 désignant les membres de la C.A.O.

Cette délibération en date du 11 décembre 2023 nécessite d'être modifiée dans la mesure où le projet de construction d'un nouveau Centre Dramatique National pour le NEST appelle la création d'une Commission d'Appel d'Offres ad hoc en lieu et place de la commission d'appel d'offres permanente, conformément aux dispositions de l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales.

Aussi, le Conseil Municipal est invité à fixer la composition du jury du projet du NEST ayant voix délibérative comme suit, en vertu des articles R.2162-22 et R.2162-24 du Code de la commande publique :

- le Président ou son représentant et les 5 membres élus de la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) ad hoc ;
- des membres experts, dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours. Ces membres sont désignés par le Président du jury ;
- des personnes qualifiées, à raison d'au moins un tiers des membres du jury, ayant la même qualification ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats. Ces membres sont désignés par le Président du jury.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve la composition du jury du marché global de performance relatif à la construction d'un nouveau Centre Dramatique National pour le NEST ;

- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

9 - Construction d'un nouveau Centre Dramatique National pour le NEST : constitution de la commission d'appel d'offres ad hoc.

M. HELFGOTT, Adjoint : Par délibération du 11 décembre 2023, le Conseil Municipal a approuvé le lancement d'un marché global de performance pour la construction d'un nouveau Centre Dramatique National pour le NEST.

Conformément aux articles R.2162-16 à 18 du Code de la commande publique (C.C.P.), un jury se réunira pour donner un avis sur les dossiers de candidatures et également sur les projets qui seront remis par les trois candidats qui auront été sélectionnés.

Le jury aura également à se prononcer sur le montant des primes attribuées aux candidats non retenus.

Les membres du jury avec voix délibérative sont, conformément aux dispositions des articles R.2162- 22 et R.2162-24 du C.C.P. :

- le Président et les 5 membres élus de la commission d'appel d'offres ad hoc désignée pour le projet du nouveau Centre Dramatique National pour le NEST ;
- les personnes qualifiées désignées par le Président du jury, à raison d'au moins 1/3 des membres du jury, ayant la même qualification ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats ;
- les membres experts, dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours. Ces membres sont désignés par le Président du jury ;

Aussi, le Conseil Municipal est invité à procéder à l'élection des membres de la commission d'appel d'offres ad hoc. Cette commission ad hoc se substituera à la C.A.O. permanente pour toutes les réunions portant sur le projet de construction du nouveau Centre Dramatique National pour le NEST.

Il convient de noter que le marché sera attribué par la C.A.O. ad hoc, au vu de l'avis formulé par le Jury.

Ainsi, l'objet du présent rapport est de constituer cette commission ad hoc, de procéder à l'élection de ses membres et de préciser ses conditions de fonctionnement.

Pour rappel, de manière générale, la C.A.O. intervient exclusivement pour les marchés dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens, pour la désignation du titulaire du marché et pour avis sur tout projet d'avenant entraînant une augmentation du montant de plus de 5% si le marché concerné a été attribué par cette commission.

L'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) modifié par le C.C.P., précise que la Commission d'Appel d'Offres est composée conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du C.G.C.T. applicable à la commission de délégation de service public, lorsqu'il s'agit d'une commune de 3.500 habitants et plus, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, Président et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

La C.A.O. ad hoc est donc composée :

- du Maire ou de son représentant, Président de droit ;
- de 5 membres titulaires élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

En application de l'article D.1411-3 du C.G.C.T., l'élection des membres titulaires et suppléants de la C.A.O. s'effectue au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages ; en cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 et L.1411-5 du C.G.C.T., le vote à bulletin secret est obligatoire dans le cadre de l'élection des membres des commissions susvisées, sauf si le Conseil Municipal décide à l'unanimité de ne pas y procéder et sauf si une seule liste a été proposée après appel de candidatures. Dans ce dernier cas, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant et il en est donné lecture par le Président.

La C.A.O. est, par ailleurs, composée, outre les membres à voix délibérative, de membres invités à voix consultative : personnalités, agents compétents de la collectivité, comptable de la collectivité, un représentant du ministre chargé de la concurrence.

Concernant son fonctionnement, le C.G.C.T. précise certaines règles, à savoir :

- quorum : celui-ci est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum. (art. L.1411-5) ;
- les délibérations de la C.A.O. peuvent être organisées à distance (art. L.1411-5) ;
- le remplacement total de la commission n'est obligatoire que dans le cas où la composition de la C.A.O. ne permet plus de garantir l'expression du pluralisme des élus en son sein (art. L.2121-22).

En dernier lieu, il est proposé de déterminer les autres règles applicables, à savoir :

- convocation : le délai de convocation est fixé à 5 jours francs avant la réunion, comme le Conseil Municipal. Elle comporte un ordre du jour précis ;
- en cas de partage des voix, le Président a voix prépondérante ;
- un procès-verbal sera dressé à chaque séance de la C.A.O. ;
- le remplacement d'un membre titulaire se fait par un des membres suppléants de la même appartenance sans ordre de préférence.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve les conditions de fonctionnement de la commission d'appel d'offres ad hoc ;

- déclare élus cinq membres titulaires et cinq membres suppléants, une seule liste satisfaisant aux obligations de représentation proportionnelle au plus fort reste étant présentée :
 - M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, M. LOUIS, Mme VAISSE, en tant que membres titulaires,
 - Mme RENAUX, M. ALIX, M. GANDECKI, M. SICHET, M. KROB, en tant que membres suppléants ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

10 - Communauté d'Agglomération "Portes de France - Thionville" : transfert du soutien au Triathlon Thionville Yutz Club au 1er janvier 2024, approbation du rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (C.L.E.C.T.).

M. LOUIS, Adjoint : L'article 1609 nonies C du Code général des impôts prévoit la constitution, entre la Communauté d'Agglomération et ses Communes membres, d'une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges (C.L.E.T.C.). La commission est chargée d'évaluer le coût des charges transférées à la C.A.P.F.T. en prenant en compte le coût des dépenses transférées réduit des ressources afférentes à ces charges.

Cette évaluation est déterminée par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils Municipaux, sur la base du rapport de la C.L.E.T.C.

La Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges s'est réunie le 5 décembre 2023 et a examiné le rapport n° 22 relatif au transfert du soutien au Triathlon Thionville Yutz Club (TRITYC) au 1er janvier 2024.

Ainsi, à compter du 1er janvier 2024, la C.A.P.F.T. attribuera une subvention annuelle de 26.000,00 € au TRITYC au titre du soutien à la mise en oeuvre de son projet associatif global.

Cette aide financière correspond pour partie à la moyenne des montants versés annuellement par la Ville de Thionville et la Ville de Yutz au club dans le cadre des Conventions Pluriannuelles d'Objectifs 2021-2023 arrivées à échéance le 31 décembre 2023 (18.500,00 € en moyenne) et, pour autre partie, à la part versée directement par la Communauté d'Agglomération "Portes de France - Thionville" (7.500,00 €).

Les Villes ont communiqué les charges financières suivantes :

Collectivités	Type de subvention	2021	2022	2023	Moyenne	Incidence sur l'Attribution de Compensation 2024
Thionville	Subvention Fonctionnement	8.000 €	8.000 €	8.000 €	8.000 €	10.500 €
	Subvention Triathlon	3.000 €	2.000 €	2.500 €	2.500 €	
Yutz	Subvention Fonctionnement	8.000 €	8.000 €	8.000 €	8.000 €	8.000 €
Total		19.000 €	18.000 €	18.500 €	18.500 €	18.500 €

La moyenne retenue pour la Ville de Thionville est de 10.500,00 €. La réduction d'Attribution de Compensation (A.C.) sera opérée sur l'A.C. 2024.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le rapport n° 22 de la C.L.E.T.C. intervenu le 5 décembre 2023 qui valide le montant des charges retenues à hauteur de 18.500,00 €, soit 10.500,00 € pour la Ville de Thionville et qui indique que la réduction d'attribution de compensation (A.C.) sera opérée sur l'A.C. 2024 ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

11 - Communauté d'Agglomération "Portes de France - Thionville" : actualisation de la contribution "eaux pluviales", approbation du rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (C.L.E.C.T.).

M. LOUIS, Adjoint : L'article 1609 nonies C du Code général des impôts prévoit la constitution, entre la Communauté d'Agglomération et ses Communes membres, d'une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges (C.L.E.T.C.). La commission est chargée d'évaluer le coût des charges transférées à la C.A.P.F.T. en prenant en compte le coût des dépenses transférées réduit des ressources afférentes à ces charges.

Cette évaluation est déterminée par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils Municipaux, sur la base du rapport de la C.L.E.T.C.

La Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges s'est réunie le 5 décembre 2023 et a examiné le rapport n° 23 relatif à l'actualisation de la contribution "eaux pluviales" selon les critères en vigueur au 1er janvier 2023.

La collecte et le traitement des eaux pluviales constituent un service public administratif à la charge du Budget général. Lorsque le service d'assainissement apporte son concours au traitement des eaux pluviales, il est interdit de faire supporter à la redevance d'assainissement les dépenses relatives aux eaux pluviales.

La C.L.E.T.C. et le Conseil Communautaire (par délibérations en date des 31 mars 2004 et 23 mars 2006) ont établi le calcul de cette contribution en prenant en compte trois critères pondérés : la longueur de réseaux (50%), la population (35%), le nombre d'avaloirs (15%) et une valeur de point de 175,00 €.

Cette contribution, déduite de l'attribution de compensation des communes, constitue ainsi une dépense sur le Budget principal de la Communauté d'Agglomération et une recette pour le Budget annexe Assainissement.

Les critères n'ont jamais été révisés depuis 2006 et la contribution n'est aujourd'hui plus en adéquation avec le coût du service.

En septembre 2015, la C.L.E.T.C. avait fixé le principe d'une révision annuelle de la contribution "eaux pluviales". En 2020, la C.L.E.T.C. a réduit cette périodicité à deux révisions par mandature.

Dans ce contexte, la C.L.E.T.C. a examiné les nouveaux montants de la contribution "eaux pluviales" actualisés pour 2023.

Concernant la Ville de Thionville, l'incidence est la suivante :

Commune	Contribution 2020	Contribution 2023	Variation 2020/2023
Thionville	232.032,50 €	233.467,50 €	1.435,00 €

L'attribution de compensation 2023 sera modifiée afin de tenir compte des contributions "eaux pluviales" arrêtées pour les années 2021-2022-2023.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le rapport de la C.L.E.T.C. n°22 intervenu le 5 décembre 2023 qui valide le montant actualisé de la contribution "eaux pluviales" selon les critères en vigueur au 1er janvier 2023 et indique que la réduction d'Attribution de Compensation (A.C.) sera opérée sur l'A.C. 2023 ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

12 - Communauté d'Agglomération "Portes de France - Thionville" : révision de l'attribution de compensation pour l'année 2024, approbation du rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (C.L.E.C.T.).

M. LOUIS, Adjoint : L'article 1609 nonies C du Code général des impôts prévoit la constitution, entre la Communauté d'Agglomération et ses Communes membres, d'une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges (C.L.E.T.C.). La commission est chargée d'évaluer le coût des charges transférées à la C.A.P.F.T. en prenant en compte le coût des dépenses transférées réduit des ressources afférentes à ces charges.

Cette évaluation est déterminée par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils Municipaux, sur la base du rapport de la C.L.E.T.C.

La Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges s'est réunie le 5 décembre 2023 et a examiné le rapport n° 24 relatif à la révision de l'attribution de compensation pour l'année 2024.

En septembre 2021, les Maires des 13 communes de la C.A.P.F.T. ont exprimé la volonté d'étudier la possibilité de réviser l'Attribution de Compensation (A.C.). M. Olivier POSTAL a été chargé, dans le cadre de sa délégation liée au transfert de compétences de soumettre une étude sur la révision de l'A.C.

Suite aux cinq réunions menées, un consensus a été trouvé en novembre 2023, portant sur les éléments suivants:

- les calculs ont été réalisés selon les données fiscales 2016 ;
- les nouveaux montants sont déterminés à enveloppe globale constante ;
- la philosophie est double : revaloriser l'A.C. aux communes dont les recettes fiscales ont évolué positivement et porter collectivement le montant des attributions négatives pour qu'aucune commune ne soit obligée de payer pour être membre de la structure intercommunale.

Après présentation de plusieurs scénarii, une proposition a été validée lors de la conférence des maires du 16 novembre 2023 :

- 2 communes présentent une attribution négative ;
- 2 communes présentent des recettes fiscales plus élevées que le niveau de leur attribution de compensation ;
- 9 communes présentent des recettes fiscales moins élevées que le niveau de leur attribution de compensation.

Au total, les montants des attributions négatives et des recettes fiscales plus élevées représentent une somme de 268.000,00 €.

Il est ainsi proposé que cette somme soit prise en charge par les 9 communes dont les recettes fiscales sont moins élevées que leur A.C., en fonction de leur produit fiscal. Cela représenterait une baisse de 1,86% de l'A.C. pour chacune de ces communes.

Ainsi, pour Thionville, la variation de l'A.C. actualisée au prorata du produit fiscal sera de - 145.171,00 €.
L'A.C. 2024 passera de 7.757.668,42 € à 7.612.497,42 € (hors charges liées aux services communs).

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le rapport de la C.L.E.C.T. n° 24 intervenu le 5 décembre 2023 qui valide la révision de l'attribution de compensation pour l'année 2024 ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

13 - Contrat de ville : avenant à la convention d'utilisation de l'abattement sur la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (T.F.P.B.) 2015-2020 dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (Q.P.V.).

M. BERTIN, Adjoint : L'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (T.F.P.B.) pour les Quartiers Prioritaires Politique de la ville (Q.P.V.p) permet aux bailleurs sociaux de financer des actions de cohésion urbaine.

La Loi de Finances pour 2015 a étendu l'abattement de 30% sur la base d'imposition à la T.F.P.B. dont bénéficiaient les bailleurs pour leur patrimoine situé en Zones Urbaines Sensibles (Z.U.S.) aux 1.500 Quartiers Prioritaires de la ville de métropole et d'outre-mer. Des conventions d'utilisation de cet abattement ont été signées entre les bailleurs sociaux, les collectivités territoriales et l'Etat. Elles constituent une annexe au Contrat de ville.

Cet abattement temporaire était maintenu jusqu'en 2020. Il a été prolongé dans le cadre du protocole d'engagements renforcés et réciproques et doit faire l'objet d'un avenant spécifique à la convention d'utilisation de l'abattement de la T.F.P.B. dans les quartiers prioritaires qui visait à maintenir sa durée jusqu'en 2022. Cette durée a ensuite été prolongée jusqu'au 31/12/2023.

Par courrier du 26 octobre 2023, le Sous-Préfet de Thionville a demandé la prorogation de la convention pour l'année 2024 sur le fondement du Contrat de ville 2015-2023 et sur la base de la géographie prioritaire actuelle.

Une nouvelle convention d'utilisation de l'abattement sur la T.F.P.B. sera ensuite établie avec les bailleurs, l'Etat et les Collectivités Territoriales d'ici le 31 décembre 2024, dont le déploiement est prévu dans le cadre du futur Contrat de ville (2024-2030) qui sera signé courant 2024.

Des démolitions prévues sur le secteur de la Côte-des-Roses ont diminué le nombre total de logements concernés par l'abattement et ainsi, le montant total de ce dernier.

Par ailleurs, cet avenant a acté la volonté des bailleurs de valoriser davantage d'actions participant à l'animation du lien social et à la sensibilisation du maintien du cadre de vie. Les bailleurs se sont ainsi engagés à dédier une partie de l'abattement sur la T.F.P.B. pour soutenir des projets déposés dans le cadre de la programmation annuelle du Contrat de ville qui intégreraient les axes précités.

Par délibération du 21 septembre 2023, le Conseil Communautaire a pris acte du rapport annuel 2022 du Contrat de ville, auquel était annexé celui des actions menées dans le cadre de l'abattement sur la T.F.P.B. Ces actions renvoient à plusieurs axes d'intervention, allant de la gestion des déchets et encombrants à la tranquillité résidentielle en passant par des actions de concertation et de sensibilisation des locataires.

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine sur le quartier "Côte-des-Roses", les travaux sur les bâtiments existants en 2024 continuent avec les réhabilitations des barres Chevreuil et Faisan, la résidentialisation de la barre Chevreuil, les déconstructions de la tour Bécasse et de la barre commerciale Sainte-Anne. Concernant l'espace public, les voiries existantes vont être réaménagées (requalification du giratoire, suppression des impasses et démarrage des aménagements liés à la dorsale végétale).

Sur le quartier "Saint-Pierre - La Milliaire", l'année 2024 verra le démarrage des travaux de réhabilitation des tours Saint-Pierre ainsi que l'extension et la réhabilitation du Centre social et culturel Jacques Prévert.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve les termes de l'avenant n°4 de prorogation jusqu'au 31 décembre 2024 de la convention avec les bailleurs pour l'utilisation de l'abattement sur la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (T.F.P.B.) figurant en annexe ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

14 - Rentrée 2024-2025 : organisation du temps scolaire.

M. BERTIN, Adjoint : En 2018, était organisée une grande consultation invitant les parents, les enseignants, les animateurs municipaux et des centres sociaux à se prononcer sur l'organisation du temps scolaire à 8 ou à 9 demi-journées.

Depuis la rentrée de 2018, sur le fondement de l'article D. 521-12 du Code de l'éducation, la Ville bénéficie d'une dérogation concernant l'organisation du temps scolaire.

Cette dérogation est valable pour 3 années. Une demande a déjà été formulée pour la rentrée 2021 par une délibération du 29 mars 2021. Il est, par conséquent, nécessaire de formuler une nouvelle demande pour les années scolaires 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027.

Deux choix sont possibles :

- demander à titre dérogatoire le renouvellement pour une période maximale de 3 ans de l'organisation des enseignements répartis sur 4 jours hebdomadaires ou 8 demi-journées ;
- adopter le cadre général avec une organisation sur neuf demi-journées incluant le mercredi matin.

Les 19 Conseils d'Ecoles ont été invités à se prononcer sur le renouvellement du cadre dérogatoire, qu'ils ont unanimement retenu. Les résultats des votes ont été annexés au compte rendu des Conseils d'Ecoles et transmis à la Ville. Ces documents figurent en annexe.

Le temps scolaire sera réparti à raison de 3h30 le matin et de 2h30 l'après-midi, soit de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 le lundi, mardi, jeudi et vendredi. Certaines écoles éloignées l'une de l'autre entre la maternelle et l'élémentaire auront des horaires décalés de 5 ou 10 minutes pour permettre aux familles de se rendre aux deux écoles à l'entrée ou à la sortie de la classe, sans modifier le volume horaire hebdomadaire de 24h00.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité (4 abstentions : Mme VAISSE, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI) :

- décide de demander, à titre dérogatoire, le renouvellement pour une période de 3 ans de l'organisation des enseignements répartis sur 4 jours hebdomadaires ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

15 - Thionville Jazz Festival : passation d'une convention avec l'Association Anatole Jazz.

M. HELFGOTT, Adjoint : L'Association Anatole Jazz organise la 1ère édition du Thionville Jazz Festival. Cette association, au service d'une ambition artistique de qualité, concourt à la pérennisation d'une réelle dynamique entre institutions, associations, artistes et publics.

Prenant la suite du Festival Jazzpote, le Thionville Jazz Festival permet de maintenir un évènement majeur sur la scène Jazz nationale tout en apportant une nouvelle proposition.

Afin de permettre et de maintenir la qualité de l'offre artistique, la Ville apporte son soutien à l'association sous la forme d'une subvention de 28.000,00 €.

A ce titre, une convention précisant les conditions de cette aide est à conclure avec l'Association Anatole Jazz.

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2024.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Culture et vie associative" ont été consultées respectivement les 6 et 7 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- adopte les propositions du présent rapport et les termes de la convention figurant en annexe ;
- autorise le versement d'une subvention d'un montant total de 28.000,00 € à l'Association Anatole Jazz ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

16 - Associations culturelles : attribution de subventions 2024.

M. HELFGOTT, Adjoint : L'accompagnement des associations culturelles, dans la mise en oeuvre de leurs projets associatifs respectifs, contribue à la réalisation du projet culturel du territoire thionvillois.

Pour s'assurer de la convergence escomptée entre, d'une part, le développement et la promotion de l'ambition culturelle portée par chacune des associations et, d'autre part, la mise en oeuvre de la politique culturelle de la Ville, les différentes demandes de soutien présentées sont traitées en référence à une logique de projets.

Seront distinguées, dans la liste figurant en annexe :

- les subventions de fonctionnement, pour un montant total de 20.550,00 € ;
- les subventions au projet (accordées pour aider à la réalisation d'une action spécifique), pour un montant total de 33.300,00 €.

Il est à noter que le versement des subventions de fonctionnement interviendra en totalité en 2024 après délibération du Conseil Municipal et que les subventions au projet seront versées selon l'avancée desdits projets.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Culture et vie associative" ont été consultées respectivement les 6 et 7 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- se prononce en faveur du versement des montants proposés aux associations, les crédits étant inscrits au budget 2024 en section de fonctionnement ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

17 - Subvention à l'Office Municipal des Sports (O.M.S.).

M. le Maire : La Ville considère que l'accompagnement des clubs sportifs dans la mise en oeuvre de leur projet associatif respectif contribue à la réalisation du projet sportif thionvillois.

Ainsi, dans le cadre d'une subvention de fonctionnement, il est proposé au Conseil Municipal de soutenir l'Office Municipal des Sports (O.M.S.) à hauteur de 8.000,00 € pour la tenue de la patinoire place Anne Grommerch dans le cadre des animations de Noël dernier.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité (M. PELINGU ayant quitté la salle et ne participant pas au vote) :

- se prononce en faveur du versement de la subvention à l'association précitée, les crédits étant disponibles au budget ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

18 - Adhésion à l'Association des Collectivités Publiques Utilisant des Systèmes d'Information (A.C.P.U.S.I.).

M. GANDECKI, Conseiller Municipal délégué : L'Association des Collectivités Publiques Utilisant des Systèmes d'Information (A.C.P.U.S.I.) est une association Loi 1901, créée en 1984 sur l'initiative de trois villes, et qui regroupe aujourd'hui près de 190 collectivités territoriales ou établissements publics utilisateurs de logiciels CIVIL de la Société CIRIL GROUP.

L'Association a pour mission de défendre les intérêts de ses membres en se faisant leur porte-parole auprès des fournisseurs de logiciels.

En 2002, l'A.C.P.U.S.I. a concrétisé son partenariat par la signature d'une charte avec la Société CIRIL, devenue aujourd'hui la Société CIRIL GROUP.

Après plus de 35 ans d'existence, l'A.C.P.U.S.I. se félicite "du réseau de villes" qui s'est mis en place au fil des années permettant partage d'expériences et diffusion d'informations.

Les avantages de cette adhésion sont les suivants :

- la pertinence d'un "club utilisateur" indépendant ;
- un partenariat constructif formalisé par une charte avec la Société CIRIL (consultable sur le site internet: www.acpusi.org) pour des logiciels et des services de qualité ;
- une réduction de 5% sur l'ensemble des prestations CIRIL GROUP (hors contrat de maintenance) ainsi que sur le prix catalogue des modules complémentaires ;
- l'accès à des informations, des échanges d'expériences et des conseils entre utilisateurs ;
- la participation gratuite à l'Assemblée Générale annuelle avec des rencontres/débats en présence d'intervenants de la Société CIRIL GROUP sur leur différents produits.

L'association propose également des réunions utilisateurs annuelles sur les thématiques des ressources humaines, de la formation, du recrutement ou des finances. Ces réunions permettent un moment d'échanges entre adhérents utilisateurs des mêmes outils sur des problématiques qu'ils souhaitent voir améliorer ou corriger.

Les collectivités de 40.000 à 50.000 habitants doivent s'affranchir d'une adhésion de 580,00 € par an.

Dans la perspective d'améliorer constamment les fonctionnalités du logiciel de gestion des ressources humaines Ciril ainsi que le portail dédié aux agents de la Collectivité (gestion des congés, des entretiens professionnels, des ordres de mission, etc...), il est proposé d'adhérer à cette association, à compter de 2024.

La présente adhésion permettra, en outre, à la Ville de gagner en visibilité, quant aux demandes exprimées au prestataire Ciril.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve l'adhésion de la Ville à l'Association des Collectivités Publiques utilisant des Systèmes d'Information (A.C.P.U.S.I.) à compter de l'exercice 2024 ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

19 - Formation des élus locaux en 2022 et 2023.

M. BERTIN, Adjoint : La formation des membres du Conseil Municipal est structurée autour de deux cadres distincts :

- d'une part, les Collectivités Territoriales et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre sont dans l'obligation de mettre en oeuvre le droit de leurs élus à une formation. Les formations éligibles à ces financements publics sont uniquement les formations liées à l'exercice du mandat ;
- d'autre part, le droit individuel à la formation (D.I.F.E.) dont l'objectif est de faciliter l'exercice par des élus locaux, de leur mandat, permet à l'ensemble des élus d'acquérir chaque année des droits à formation comptabilisés dorénavant en euros. Les formations éligibles au D.I.F.E. recouvrent un champ plus large puisqu'elle peuvent concerner l'exécution des mandats comme la réinsertion professionnelle. L'Elu est libre d'en disposer. Le financement s'effectue par des cotisations prélevées sur les indemnités de fonction des élus. Les Collectivités Territoriales ne participent donc pas à son financement.

A noter qu'à compter du 1^{er} janvier 2022, les élus locaux peuvent mobiliser leur D.I.F.E. par le biais d'une plate-forme numérique dédiée accessible via internet ou application dédiée :

<https://retraitesolidarite.caissedesdepots.fr/dif-élus>

Par une délibération du 5 octobre 2020, le Conseil Municipal a déterminé les orientations de formation à destination des élus ainsi que les crédits inscrits à ce titre.

C'est dans ce cadre que la Ville a proposé à l'ensemble de ses élus un Plan de Formation au titre de l'année 2022.

Les enseignements relatifs à la formation au titre de l'année 2022 :

Le plan de formation suivant a été proposé en 2022 :

- 30 avril et 7 mai 2022, sur la gestion de l'urgence et de l'anticipation ;

- 11 juin et 18 juin 2022 sur l'affirmation de soi ;
- 1er et 8 octobre 2022 sur la négociation raisonnée ;
- 10 septembre 2022 sur les outils et méthode de la gestion de projet.

Une formation a été réalisée à la demande d'un conseiller municipal sur la thématique "Développer la Transition sur son Territoire, du Local à l'Europe", sur 2 jours, avec le prestataire Cédis pour un coût de 930,00 € net.

Les enseignements relatifs à la formation au titre de l'année 2023 :

Aucune formation n'a été recensée au titre de l'année 2023.

Une nouvelle offre de formation sera proposée courant 2024.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- prend acte du présent bilan des formations des élus au titre des années 2022 et 2023 ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

20 - Personnel communal : service de médecine préventive, avenant à la convention avec AGEstra.

M. BERTIN, Adjoint : La Ville a, par une convention signée le 27 mars 2019 avec le Centre Interentreprises de Santé au Travail (C.I.S.T.), confié à ce dernier les missions du service de médecine préventive et le soin, notamment, d'assurer les visites médicales des agents municipaux.

La participation financière de la Ville est fixée sous forme d'une cotisation annuelle par agent ainsi qu'éventuellement une indemnité compensatoire d'absence.

Cette cotisation annuelle et éventuellement l'indemnité compensatoire d'absence sont actualisées chaque année par avenant.

Le projet d'avenant à la convention du 27 mars 2019 figurant en annexe vient modifier le montant de la cotisation annuelle par agent fixée pour 2024 à 90,00 € H.T., ce montant était de 81,63 € H.T. en 2023. Le montant de l'indemnité compensatoire d'absence demeure fixé à 50,00 € H.T.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 6 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve les termes de l'avenant figurant en annexe ;
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération et notamment à signer l'avenant précité.

21 - Désaffectation du presbytère de Beauregard.

M. le Maire : Le Conseil de Fabrique de l'Eglise Catholique de Beauregard est propriétaire du presbytère de Beauregard, cadastré section 69 n°41 de 6 a 60 ca, situé rue Sainte-Elisabeth.

Le Conseil de Fabrique a décidé, par délibération du 12 septembre 2023, de céder le presbytère de Beauregard, ce dernier étant vacant depuis de nombreuses années.

Il a, conformément à l'article L.2541-14 du Code général des collectivités territoriales, sollicité l'avis de la Ville quant à la désaffectation de ce bâtiment et à sa cession.

Aucune observation particulière n'est à formuler.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité (M. ALIX ayant quitté la salle et ne participant pas au vote) :

- émet un avis favorable à la désaffectation et à la cession du presbytère de Beauregard ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

22 - Désaffectation et déclassement du domaine public communal d'un terrain rue Cormontaigne.

M. SCHREIBER, Adjoint : Le Conseil Municipal a, lors de sa séance en date du 25 septembre 2023, autorisé la signature d'un compromis de vente pour céder une surface à extraire du terrain cadastré section 16 n°170, situé rue Cormontaigne.

Ledit terrain ayant été acquis suivant un acte administratif du 30 mars 1998 en vue de la réalisation d'équipements publics, il est nécessaire de procéder à son déclassement.

Un procès-verbal de constat en date du 8 janvier 2024 a été établi par la Police Municipale. Cette dernière atteste de la désaffectation du terrain.

Il est proposé de constater sa désaffectation et de décider de son déclassement afin de régulariser l'acte de vente.

En outre, pour permettre la réalisation du projet immobilier de la Société ADIM EST, il est préconisé de déroger aux articles 16 et 17 du cahier des charges et conditions applicables à la vente des terrains communaux du 16 septembre 2015 sous réserve que l'acquéreur produise une garantie financière d'achèvement sur l'ensemble du projet bénéficiant à la Ville.

Il est rappelé que la cession intervient au profit de la société dénommée ADIM EST ou toute société à créer de droit européen agréée par la Ville, au prix, après estimation de la Direction Départementale des Finances Publiques de Moselle, de 3.168.000,00 € H.T., frais d'acte et d'arpentage à la charge de l'acquéreur.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Urbanisme" ont été consultées respectivement les 6 et 8 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide de constater la désaffectation et de décider du déclassement de la parcelle cadastrée section 16 n°170 ;
- décide de déroger aux articles 16 et 17 du cahier des charges et conditions applicables à la vente des terrains communaux du 16 septembre 2015 sous réserve que l'acquéreur produise une garantie financière d'achèvement sur l'ensemble du projet bénéficiant à la Ville ;
- donne son accord à la signature de l'acte de vente dès la levée des conditions suspensives et au prix de 3.703.000,00 € H.T. ventilé comme suit :
 - 3.168.000,00 € H.T. pour l'acquisition de l'assiette foncière ;
 - 535.000,00 € H.T. pour la participation financière aux équipements publics de la zone et aux aménagements pris en charge par la Ville de Thionville ;
- décide de reverser à la Communauté d'Agglomération "Portes de France - Thionville" par suite d'un appel de fonds de cette dernière, le montant de la participation financière aux équipements collectifs dans la limite de 490.314,00 € ventilé ainsi :
 - réseaux humides 169.160,00 € ;
 - réseaux secs 312.254,00 € ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

23 - Bilan de la concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) Thion- ville Rive Droite.

M. SCHREIBER, Adjoint : Le projet d'aménagement de la Rive Droite de la Moselle (secteur gare) s'inscrit dans la stratégie "Thionville 2030" portée par la collectivité, visant à renforcer l'attractivité de la commune et accueillir de nouveaux résidents.

Par délibération du 19 décembre 2018, le Conseil Municipal approuvait les objectifs poursuivis par le projet pour mettre en oeuvre une composition urbaine structurante de 30 hectares, 1300 logements et 20000 m² de surfaces d'activités, la desserte du futur quartier par le Bus à Haut Niveau de Service (B.H.N.S.), la valorisation des berges de Moselle et des infrastructures existantes. Pour mener à bien le projet, le Conseil Municipal autorisait l'engagement des études préalables à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) Thionville Rive Droite et fixait les modalités de concertation en application de l'article L300-2 du Code de l'urbanisme.

La Ville a mandaté le groupement piloté par l'urbaniste HDZ pour l'accompagner dans la définition du projet urbain et la réalisation des études techniques permettant d'aboutir à une proposition de plan-guide pour la future Z.A.C. Le périmètre de projet et le plan-guide sont issus d'un partenariat étroit avec les entités du groupe SNCF, propriétaire foncier majeur sur le secteur, permettant de renforcer le pôle gare et reconquérir des friches ferroviaires en coeur de Ville et d'Agglomération. Ainsi, le projet d'aménagement propose une programmation de 1100 logements (dont 25% de logements sociaux), 13400 m² de surfaces de bureaux, 1250 m² de commerces et un groupe scolaire. La desserte du quartier demeure un enjeu majeur pour l'accès à la gare (B.H.N.S., parking silo, modes doux), de même que la mise en valeur des berges de la Moselle.

Le plan-guide et ses évolutions ont été portés à la connaissance de la population par le biais de différents canaux et conformément à la délibération susmentionnée. Ainsi, la concertation sur le projet s'est appuyée sur :

- une première réunion publique le 12 octobre 2020 ;
- une maquette du projet visible à Puzzle d'octobre 2020 à février 2021 ;
- des articles dans la presse locale ;

- des publications dans le Journal de Thionville ;
- une information des habitants par le biais de la Maison des Projets ;
- une seconde réunion publique le 19 septembre 2023 ;
- un registre d'observations et de suggestions ouvert au public du 20 septembre 2023 au 12 janvier 2024 sur support numérique ou en version papier (disponible aux Services Techniques Municipaux, Pôle Stratégie Urbaine et Numérique).

Une soixantaine de personnes au total a assisté aux réunions publiques d'information. Les présentations du projet (dont le périmètre et la programmation ont évolué entre les deux séances) et les débats qui ont suivi ont permis de répondre aux interrogations du public.

Parallèlement, 17 personnes ont pris l'attache de la Maison des Projets pour disposer d'informations sur le contenu et la temporalité du projet.

Enfin, deux observations ont été enregistrées sur les registres dédiés.

Les thématiques abordées sont les suivantes :

- le parti pris architectural, la programmation proposée et les choix techniques envisagés ;
- l'intégration urbaine et paysagère des immeubles et infrastructures existants ainsi que les projets mitoyens (Z.A.C. Couronné-Artisans) ;
- l'association des résidents actuels du quartier au projet et, le cas échéant, le relogement des locataires dont les immeubles sont appelés à être démolis ;
- le confort d'habiter et le bien-être des résidents ;
- la politique de stationnement et de mobilité en lien avec l'accès à la gare ;
- les services mis en place dans le futur quartier ;
- les modalités et le calendrier de commercialisation ;
- la compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme.

Les remarques et commentaires observés permettent de constater l'intérêt des habitants pour le projet, qui est globalement accueilli favorablement. Ils ne remettent pas en cause le projet de Z.A.C. Trois axes de réflexions issus de la concertation méritent d'être pris en compte dans la suite du projet :

- conjuguer projet urbain et quartier vécu, en associant les résidents en amont de la réalisation de la Z.A.C., notamment dans la définition des espaces publics ;
- veiller à la complémentarité de l'offre de logements du futur quartier Thionville Rive Droite avec celle mise sur le marché par les autres grands projets urbains de Thionville 2030 ;
- faire du confort d'habiter et de la qualité de vie dans le quartier des priorités.

Il est proposé que le dossier de création de Z.A.C. recense ces préoccupations et qu'elles s'inscrivent dans les principes d'aménagement du projet.

Le bilan de la concertation préalable est annexé à la présente.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Urbanisme" ont été consultées respectivement les 6 et 8 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le bilan de la concertation préalable à la création de la Z.A.C. Thionville Rive Droite ;
- déclare que ce bilan ne remet pas en cause le projet de Z.A.C. Thionville Rive Droite ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

24 - Gestion de la forêt communale : renouvellement d'engagement à la certification forestière (P.E.F.C.).

M. HAMELIN-BOYER, Conseiller Municipal délégué : Par délibération en date du 19 novembre 2018, la Ville s'était prononcée favorablement sur l'adhésion au Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières. La durée de l'engagement étant de cinq ans, celui-ci arrivera à échéance le 31 mars prochain.

Pour rappel, la certification forestière (P.E.F.C.) est un système garantissant, d'une part, que le propriétaire de forêts met en oeuvre une gestion durable de celles-ci et d'autre part, que tout au long de la chaîne de transformation et de distribution, les produits issus de gestion durable sont parfaitement identifiés.

Elle est conçue au plus près des intérêts économiques, sociaux et environnementaux et la forêt. Concrètement et l'apposition d'un logo en attestant, elle permet :

- de valoriser les bois de la commune lors des ventes, notamment dans un cadre concurrentiel et international,
- d'accéder aux aides publiques en lien avec la forêt,
- de bénéficier d'une meilleure visibilité de la bonne gestion mise en oeuvre en forêt,
- de participer à une démarche de filière en permettant aux entreprises locales d'être plus compétitives, car P.E.F.C. regroupe tous les acteurs de la filière Forêt Bois Française.

La durée de l'engagement est toujours de cinq ans et le coût de l'adhésion comprend une contribution forfaitaire de 20,00 € ainsi qu'une part variable de 0,65 € par hectare, soit un total de 481,50 € pour la forêt de Thionville.

La Commission de la Forêt Communale a émis un avis favorable à l'adhésion proposée.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Urbanisme" ont été consultées respectivement les 6 et 8 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve l'adhésion à la certification forestière (P.E.F.C.) ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

25 - Mise à disposition de locaux au profit d'associations ou d'organismes.

Mme RENAUX, Adjointe : Diverses associations ou organismes sollicitent régulièrement la Ville dans le but d'obtenir des locaux pour leurs activités.

Dans ce cadre, la mise à disposition suivante serait consentie à titre gratuit au bénéficiaire ci-après :

- locaux d'une surface de 70 m² environ situés dans l'immeuble sis 94, route de Guenrange, déjà mis à disposition de l'Association Dispositif d'Appui à la Coordination 57 (DAC 57 - ex GérontoNord) et destinés à une utilisation hebdomadaire par l'Association ADOCThionis.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Urbanisme" ont été consultées respectivement les 6 et 8 février 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve la signature de la convention correspondante, établie aux conditions énoncées ci-dessus ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

La séance est levée à 18h24.

Le Maire :

Pierre CUNY

Le Secrétaire de Séance :

Lucas GRANDJEAN

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

6 - Installation d'une Conseillère Municipale.

M. le Maire : Suite à la démission parvenue en Mairie le 29 février 2024 de Monsieur Amir JASNIAK du Conseil Municipal, et aux termes de l'article L.270 du Code électoral, le candidat venant immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le Conseiller Municipal élu sur la liste dont le siège devient vacant.

Il s'agit, en l'occurrence, pour la liste "Thionville le Renouveau" de Madame Rebecca MARCIANO, candidate suivante et qui est donc devenue Conseillère Municipale à la date de la vacance.

Madame Rebecca MARCIANO est donc installée dans ses fonctions.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- installe Madame Rebecca MARCIANO dans ses fonctions ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

7 - Remplacement d'un Conseiller Municipal démissionnaire au sein de diverses commissions et instances.

M. le Maire : Suite à la démission de M. Amir JASNIAK, Conseiller Municipal, il appartient à l'Assemblée Communale de procéder à son remplacement au sein de certaines commissions communales et instances.

Le Conseil Municipal, lors de ses séances des 10 juillet et 31 mai 2021, avait procédé aux désignations suivantes :

Commission "Urbanisme"

13 membres du Conseil Municipal :

Roger SCHREIBER, représentant de M. le Maire en qualité de Président ainsi que Brigitte SCHNEIDER, Thierry GHEZZI, Carol THIL, Frédéric SICHET, Laurent TSCHIERSCH, Camille MONNIER, Geoffrey FELICI, Lucas GRANDJEAN, Paul NILLES, Amir JASNIAK, Brigitte VAISSE, Guy HARAU.

Commission de la Délégation de Service Public (C.D.S.P.)

10 membres du Conseil Municipal :

Jean-Charles LOUIS en qualité d'autorité habilitée à signer les contrats de concession correspondants ou son représentant, Thierry GHEZZI, Frédéric SICHET, Brigitte SCHNEIDER, Emmanuel BERTIN, Amir JASNIAK en tant que membres titulaires ainsi que Pierre ALIX, Claude GANDECKI, Laurent TSCHIERSCH, Geoffrey FELICI, Guy HARAU, comme membres suppléants.

Lors de sa réunion du 10 juillet 2020, le Conseil Municipal a approuvé les conditions de fonctionnement de cette commission et a précisé notamment que le remplacement d'un membre titulaire se fait par un des membres suppléants de la même appartenance sans ordre de préférence.

Ces dispositions sont à combiner avec celles de l'article L 2121-22 du Code général des collectivités territoriales qui précise que le remplacement total de la Commission n'est obligatoire que dans le cas où sa composition ne permet plus de garantir l'expression du pluralisme des élus en son sein.

Syndicat Intercommunal de Suivi de la Concession de Distribution Publique d'Electricité du Pays des Trois-Frontières (S.I.S.C.O.D.I.P.E.)

20 membres du Conseil Municipal :

Frédéric SICHET, Anita FATIS, Claude GANDECKI, Brigitte SCHNEIDER, Lucas GRANDJEAN, Cathy STARCK, Carol THIL, Jean-Christophe HAMELIN-BOYER, Amir JASNIAK et Guy HARAU, en tant que membres titulaires, Christiane ZANONI, Laurent TSCHIERSCH, Camille MONNIER, Danielle BERTRAND, Thierry GHEZZI, Simon MALET, Marie MICHEL, Jackie HELFGOTT, Laurent KROB et Philippe NOLLER, en tant que membres suppléants.

Il est précisé que, conformément à l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le vote a lieu à scrutin secret lorsqu'il est procédé à une nomination, à moins que le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, de ne pas y procéder.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal ayant décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder à un vote à bulletin secret :

- désigne Mme Rebecca MARCIANO en tant que :
 - membre de la Commission Urbanisme,
 - membre titulaire de la Commission de la Délégation de Service Public (C.D.S.P.),
 - représentant de la Ville en tant que membre titulaire du Comité du Syndicat Intercommunal de Suivi de la Concession de Distribution Publique d'Electricité du Pays des Trois-Frontières (S.I.S.C.O.D.I.P.E.),en remplacement de M. Amir JASNIAK, Conseiller Municipal démissionnaire ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

8 - Examen des Comptes Administratifs et de Gestion de l'exercice 2023 du Budget principal de la Ville et des Budgets annexes du Centre Funéraire et du lotissement "La Petite Lor - Saint-Exupéry".

M. LOUIS, Adjoint : Comme chaque année, le compte administratif et le compte de gestion sont soumis à l'examen du Conseil Municipal en vue de leur adoption.

Ces deux documents retracent les opérations comptables de la Ville au cours de l'exercice 2023.

Cependant, en application du principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables, le compte administratif, dont un exemplaire a été remis à chaque Conseiller, reproduit la comptabilité de l'ordonnateur, c'est-à-dire du Maire, tandis que le compte de gestion retrace celle du comptable public du service de Gestion Comptable d'Hayange. Il est entendu que les données et les résultats de ces deux documents doivent concorder strictement.

S'agissant du Budget de la Ville :

SECTION INVESTISSEMENT	
DEPENSES INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	-32 127 404,01 €
RECETTES INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	29 071 886,79 €
RESULTAT INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	- 3 055 517,22 €
EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE (RESULTAT 2022)	6 411 823,01 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT (1) (R-001)	3 356 305,79 €

ETAT DES REPORTS A REPENDRE AU BUDGET 2024	
REPORTS DEPENSES INVESTISSEMENT	-9 271 524,11 €
REPORTS RECETTES INVESTISSEMENT	3 907 751,00 €
SOLDE DES REPORTS (2)	- 5 363 773,11 €
RESULTAT APRES REPORTS INVESTISSEMENT - Besoin de financement	- 2 007 467,32 €

SECTION FONCTIONNEMENT	
DEPENSES FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	-55 616 107,77 €
RECETTES FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	61 927 972,44 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	6 311 864,67 €
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (RESULTAT 2022)	8 056 687,88 €
RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT - A affecter	14 368 552,55 €

S'agissant du Budget annexe du Centre Funéraire :

SECTION INVESTISSEMENT			
DEPENSES INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE			-476 990,24 €
RECETTES INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE			828 368,05 €
RESULTAT INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE			351 377,81 €
EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE (RESULTAT 2022)			89 308,38 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT (1) (R-001)			440 686,19 €

ETAT DES REPORTS A REPENDRE AU BUDGET 2024			
REPORTS DEPENSES INVESTISSEMENT			-45 882,02 €
REPORTS RECETTES INVESTISSEMENT			0,00 €
SOLDE DES REPORTS (2)			- 45 882,02 €
RESULTAT APRES REPORTS INVESTISSEMENT - Excédent de financement			394 804,17 €

SECTION FONCTIONNEMENT			
DEPENSES FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE			-1 162 344,32 €
RECETTES FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE			1 691 666,02 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE			529 321,70 €
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (RESULTAT 2022)			436 453,84 €
RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT - A affecter			965 775,54 €

S'agissant du Budget annexe du Lotissement communal La Petite Lor – Saint-Exupéry :

Les travaux liés à l'aménagement du lotissement sont terminés au 31 décembre 2023, d'autre part, l'ensemble des terrains ont été vendus.

Le présent compte administratif établit le résultat de l'opération qui sera repris sur le budget primitif 2024, dernier exercice budgétaire de ce budget annexe. Aussi, le résultat net de l'opération représente l'excédent de cette opération qui sera versé sur le budget principal de la Ville.

SECTION INVESTISSEMENT				
DEPENSES INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE				0,00 €
RECETTES INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE				0,00 €
RESULTAT INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE				- €
DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTE (RESULTAT 2022)				-1 150 504,52 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT (1) (D-001)				- 1 150 504,52 €

ETAT DES REPORTS A REPENDRE AU BUDGET 2024				
REPORTS DEPENSES INVESTISSEMENT				0,00 €
REPORTS RECETTES INVESTISSEMENT				0,00 €
SOLDE DES REPORTS (2)				- €
RESULTAT APRES REPORTS INVESTISSEMENT - Besoin de financement				- 1 150 504,52 €

SECTION FONCTIONNEMENT				
DEPENSES FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE				-0,88 €
RECETTES FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE				32 870,20 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE				32 869,32 €
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (RESULTAT 2022)				1 371 092,78 €
RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT				1 403 962,10 €
Soit un résultat net de				253 457,10 €

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, M. le Maire ayant quitté la salle avant l'examen du rapport et ne participant pas au vote, le Conseil Municipal :

par 30 voix pour et 7 abstentions (M. BIEDER, Mme JEAN, Mme VAISSE, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme CZERNIAK) :

- approuve les comptes administratifs de l'exercice 2023 du Budget principal de la Ville et ses Budgets annexes ;
- pour ce qui concerne les comptes de gestion :
 - statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023,
 - statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 pour ce qui concerne les différentes sections budgétaires du Budget principal et des Budgets annexes (Centre Funéraire, Petite Lor - Saint-Exupéry),

- statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,
- déclare que les comptes de gestion, dressés pour l'exercice 2023, par le comptable public, n'appellent aucune observation, ni réserve de sa part ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

EXAMEN DES COMPTES ADMINISTRATIF ET DE GESTION DE L'EXERCICE 2023

Ville de Thionville

1 - Exécution générale

L'exécution du budget Ville de l'exercice 2023 se traduit par les résultats suivants :

En fonctionnement :

Recette de fonctionnement	61 927 972,44 €
Depense de fonctionnement	55 616 107,77 €
Résultat de l'exercice	6 311 864,67 €
Résultat antérieur	8 056 687,88 €
Résultat cumulé	14 368 552,55 €

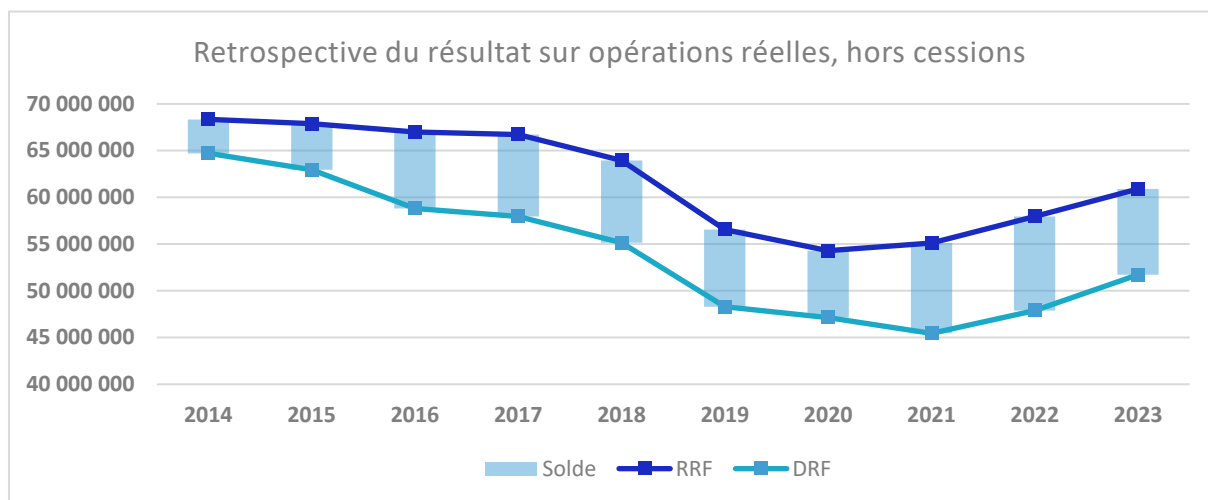
En Investissement :

Recette d'investissement	29 071 886,79 €
Depense d'investissement	32 127 404,01 €
Résultat de l'exercice	- 3 055 517,22 €
Résultat antérieur	6 411 823,01 €
Résultat cumulé	3 356 305,79 €
Reports recette d'investissement	3 907 751,00 €
Reports depense d'investissement	9 271 524,11 €
Solde	- 5 363 773,11 €
Résultat d'investissement	- 2 007 467,32 €

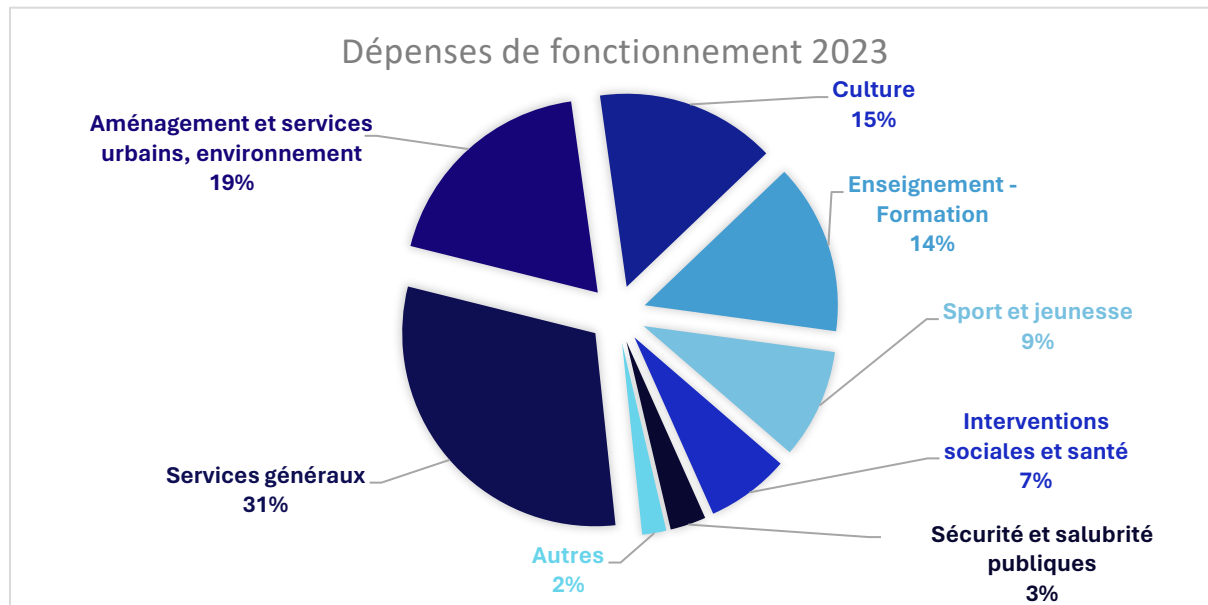
Le résultat à affecter est ainsi de **14 368 552,55 €** ; un montant de 2 007 468 € est affecté au 1068 pour la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, le report à nouveau est de **12 361 084,55 €**.

2 - Section de fonctionnement

	2022	2023
Recettes réelles	58 135 463,31 €	61 716 305,25 €
Depenses réelles	47 880 067,42 €	51 727 900,30 €
Solde	10 255 395,89 €	9 988 404,95 €
Solde hors cession	10 089 198,29 €	9 173 427,84 €



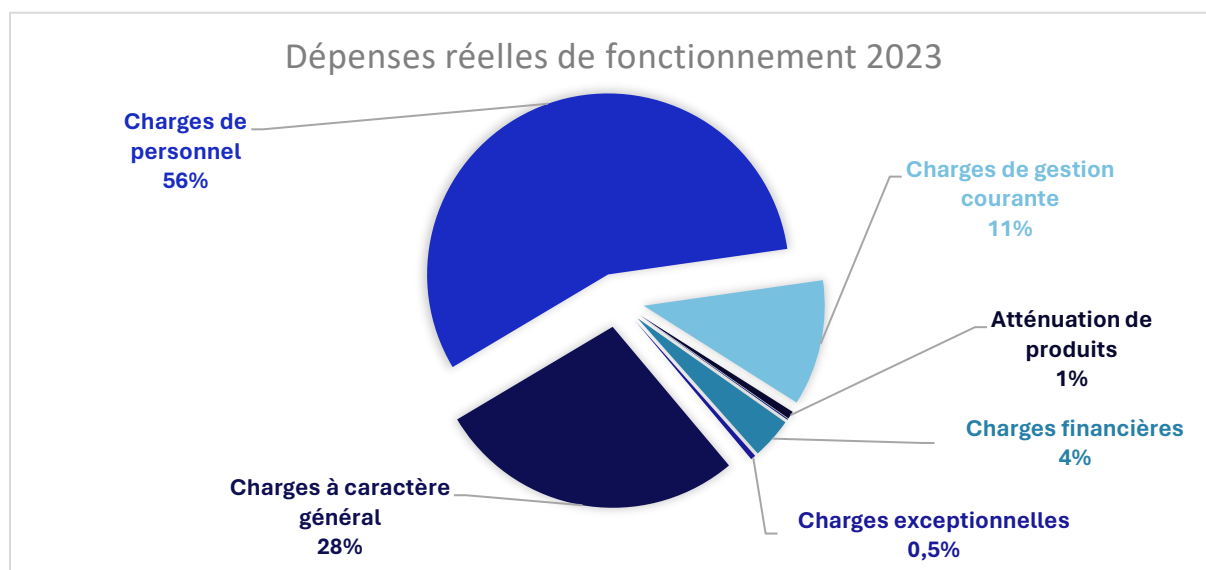
La répartition des dépenses de fonctionnement, par fonction et hors services non ventilables, est la suivante :



Dépenses réelles

	2022	2023	Evolution %
Charges à caractère général	13 047 720,45 €	14 254 871,14 €	9,25%
Charges de personnel	27 951 372,44 €	29 121 213,14 €	4,19%
Charges de gestion courante	5 547 160,59 €	5 815 761,56 €	4,84%
Atténuation de produits	186 654,56 €	353 370,56 €	89,32%
Provision	- €	50 000,00 €	
Charges financières	819 655,82 €	1 897 844,41 €	131,54%
Charges exceptionnelles	327 503,56 €	234 839,49 €	-28,29%
Total	47 880 067,42 €	51 727 900,30 €	8,04%

Les dépenses réelles de fonctionnement sont en augmentation entre 2022 et 2023 (+8,04%).



Les **charges à caractère général** sont en augmentation de 1 207 k€ entre 2022 et 2023 (+9,26%).

Cette augmentation s'explique principalement par l'inflation observée sur 2023 qui a impacté le coût des contrats et interventions de maintenance et d'entretien à hauteur de 322 k€. Un entretien des terrains de sport a été plus soutenu, notamment le terrain d'honneur du football et l'intervention d'une entreprise spécialisée pour 57,3 k€ en 2023. Le réajustement des cotisations d'assurance a déjà coûté 18 k€ de plus qu'en 2022.

Les dépenses liées au service de la restauration scolaire ont augmenté de 127 k€, en lien avec une hausse de la fréquentation. Par ailleurs, la charge comptabilisée sur l'exercice 2023 des services communs (SCSI, SCRH, SCCP et SCAJ) a augmenté de 451 k€ par rapport à 2022, par suite de la prise en compte du décalage sur 2023 de charges 2022 non rattachées.

Le coût des fluides reste stable entre ces deux années (-0,35%) avec toutefois une baisse du coût du gaz et une augmentation de celui de l'électricité. Les achats de carburant ont augmenté de + 50 k€

Les **charges exceptionnelles** diminuent de 93 k€ en 2023, en raison d'une requalification de certaines dépenses exceptionnelles en charges à caractère général ou de gestion courante.

Les **charges de personnel** sont en augmentation de 1 170 k€ entre 2022 et 2023 (+4,19%). Cette augmentation s'explique principalement par la hausse du point d'indice sur 6 mois de plus qu'en

2022, le GVT, l'augmentation du CIA et le recrutement de nouveaux agents sur des postes vacants en 2022.

Les **charges de gestion courante** sont en augmentation de 269 k€ entre 2022 et 2023 (+4,84%). Cette augmentation s'explique principalement par l'ajustement de la subvention d'équilibre du CCAS.

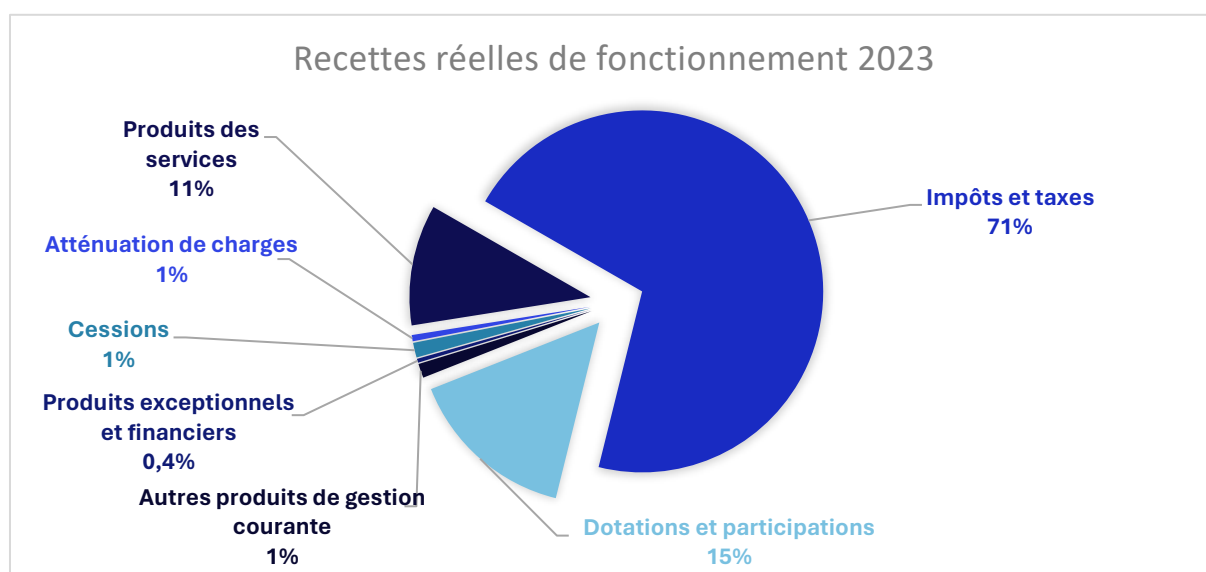
Une **provision** de 50 k€ pour contentieux est réalisée en 2023.

Les **frais financiers** augmentent fortement entre 2022 et 2023, à hauteur de 1 078 k€ (+131,54%), en raison de la hausse des taux d'intérêts des emprunts.

Recettes réelles

	2022	2023	Evolution %
Produits des services	6 009 180,89 €	6 663 204,90 €	10,88%
Impôts et taxes	40 902 002,29 €	43 568 358,62 €	6,52%
Dotations et participations	9 579 872,79 €	9 324 232,82 €	-2,67%
Autres produits de gestion courante	621 329,75 €	784 550,06 €	26,27%
Produits exceptionnels et financiers	267 448,36 €	216 516,41 €	-19,04%
Cessions	166 197,60 €	814 977,11 €	390,37%
Reprise sur provision	200 274,00 €	- €	-100,00%
Atténuation de charges	389 157,63 €	344 465,33 €	-11,48%
Total	58 135 463,31 €	61 716 305,25 €	6,16%

Les recettes réelles de fonctionnement augmentent entre 2022 et 2023 (+6,16%).



Les **produits des services** sont en augmentation de 654 k€ entre 2022 et 2023 (+10,91%). Cette augmentation s'explique principalement par :

- Une augmentation des redevances et recettes d'utilisation du domaine de 349 k€ dont 303 k€ de recettes de stationnement ;
- Une augmentation de la refacturation de charges de personnel CCAS et CFU de 322 k€ ;
- Une augmentation des redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement de 107 k€ liée à une hausse de la fréquentation ;

- Une diminution des redevances et droits des services à caractère culturel de 111 k€ liée à une hausse de la fréquentation des équipements.

Les **impôts et taxes** sont en augmentation de 2 666 k€ entre 2022 et 2023 (+6,53%). Cette augmentation s'explique principalement par :

- Une augmentation du produit de la fiscalité locale de 3 078 k€ due à la hausse des bases ;
- Une augmentation du produit des taxes locales sur la consommation finale d'électricité et publicité extérieure de 443 k€ ;
- Une diminution du produit de la taxe additionnelle aux droits de mutation de 636 k€ ;
- Une diminution de l'attribution de compensation versée par la Communauté d'Agglomération Portes de France Thionville de 159 k€.

Les **dotations et participations** sont en diminution de 256 k€ entre 2022 et 2023 (-2.46%). Cette diminution s'explique principalement par :

- Une diminution de la participation de la CAF dans le cadre de la CTG 472 k€, cette part étant directement reversée aux centres sociaux dans le cadre de l'évolution de modalité de gestion de la CTG 2023 ;
- Une augmentation de la dotation pour les titres sécurisés de 105 k€ ;
- Une augmentation des compensations de l'Etat au titre des exonérations des taxes foncières de 61 k€ ;
- Une augmentation des participations de l'Etat, du Département et de la région à hauteur de 59 k€ ;

Depuis 2017, une part de F.C.T.V.A. est perçue en fonctionnement pour les dépenses d'entretien des bâtiments publics. En 2023, la Ville de Thionville a perçu 105 727 €.

Les **autres produits de gestion courante** sont en augmentation de 163 k€ entre 2022 et 2023 (+26,27%). Cette augmentation s'explique principalement par :

- Une augmentation des produits divers de gestion courante de 121 k€ (notamment location salle du théâtre et produit de la chasse)
- Une augmentation des revenus des immeubles de 35 k€ ;

Les **produits exceptionnels et financiers** sont en diminution de 51 k€ entre 2022 et 2023.

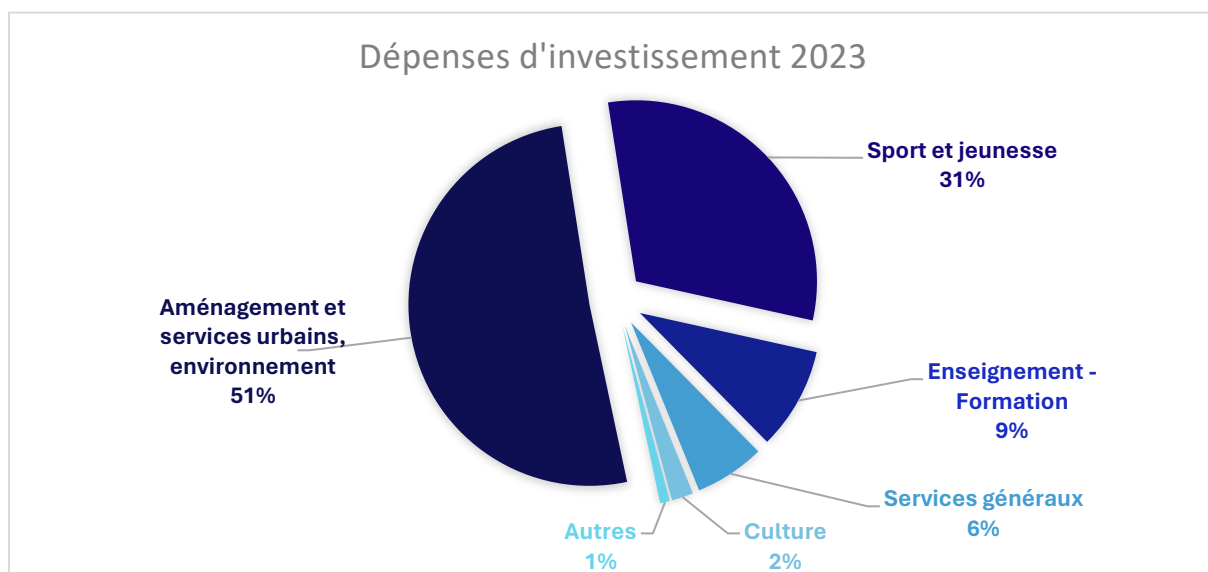
En 2023, la Ville a réalisé des **cessions** à hauteur de 815 k€.

Les **atténuations de charges** sont en diminution entre 2022 et 2023, lié à l'arrêt de la valorisation comptable des variations de stocks selon la demande de la Trésorerie.

3 - Section d'investissement

	2022	2023
Recettes réelles	18 337 473,02 €	21 229 605,87 €
Depenses réelles	22 207 898,00 €	27 971 045,20 €
Solde	- 3 870 424,98 €	- 6 741 439,33 €

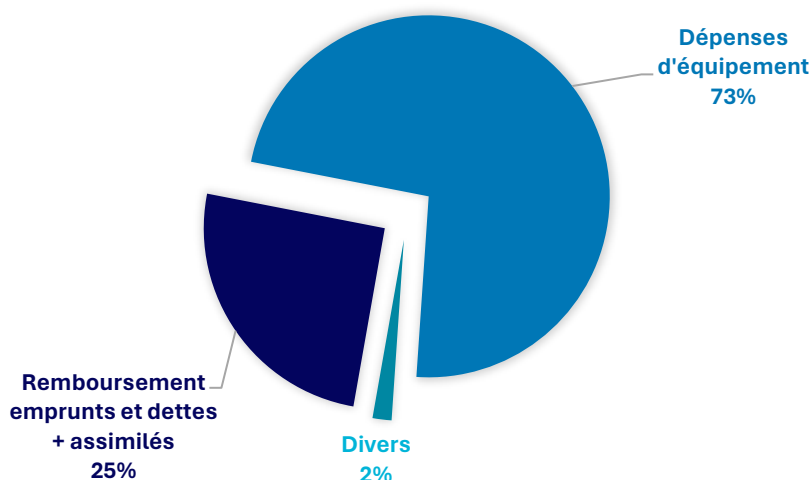
La répartition des dépenses d'investissement, par fonction et hors services non ventilables, est la suivante :



Dépenses réelles

	2022	2023	Evolution %
Dépenses d'équipement	15 070 639,78 €	20 425 117,96 €	35,53%
<i>Dont Immobilisations incorporelles</i>	284 637,63 €	719 826,83 €	152,89%
<i>Dont Subventions d'équipement versées</i>	672 747,42 €	791 733,17 €	17,69%
<i>Dont Immobilisations corporelles</i>	6 646 177,95 €	8 313 191,99 €	25,08%
<i>Dont Immobilisations en cours</i>	7 467 076,78 €	10 600 365,97 €	41,96%
Remboursement emprunts et dettes + assimilés	7 137 258,22 €	7 072 355,78 €	-0,91%
Divers	- €	473 571,46 €	
Total	22 207 898,00 €	27 971 045,20 €	25,95%

Dépenses réelles d'investissement 2023



Dans le cadre de la mise en œuvre du programme politique Thionville 2030, les dépenses d'équipement brut réalisées s'élèvent à 20 425 k€ en 2022.

Le Plan Pluriannuel d'Investissement à l'horizon 2030 s'articule autour de 3 axes majeurs : la transition écologique, la transition numérique et l'aménagement du cadre de vie, confort et mobilité. Les opérations les plus significatives sont :

L'aménagement du cadre de vie, confort et mobilité

Action Cœur de Ville :

- Démolition et reconstruction du gymnase et de la Salle Jean Burger 4 819 931 €

Rive Droite :

- Construction du parking SILO gare..... 2 837 449 €

Côte des roses Bel Air :

- ANRU – Projet urbain, Côte des Roses Secteur Ste-Anne et St Hubert 1 100 000 €

La Transformation de l'espace public

Travaux de voirie :

- Travaux de réfection de voirie et trottoirs (Grosses réparations de voirie, équipements de voirie, aménagement route de Metz, ...)..... 2 533 696 €

Les travaux et équipements des bâtiments municipaux :

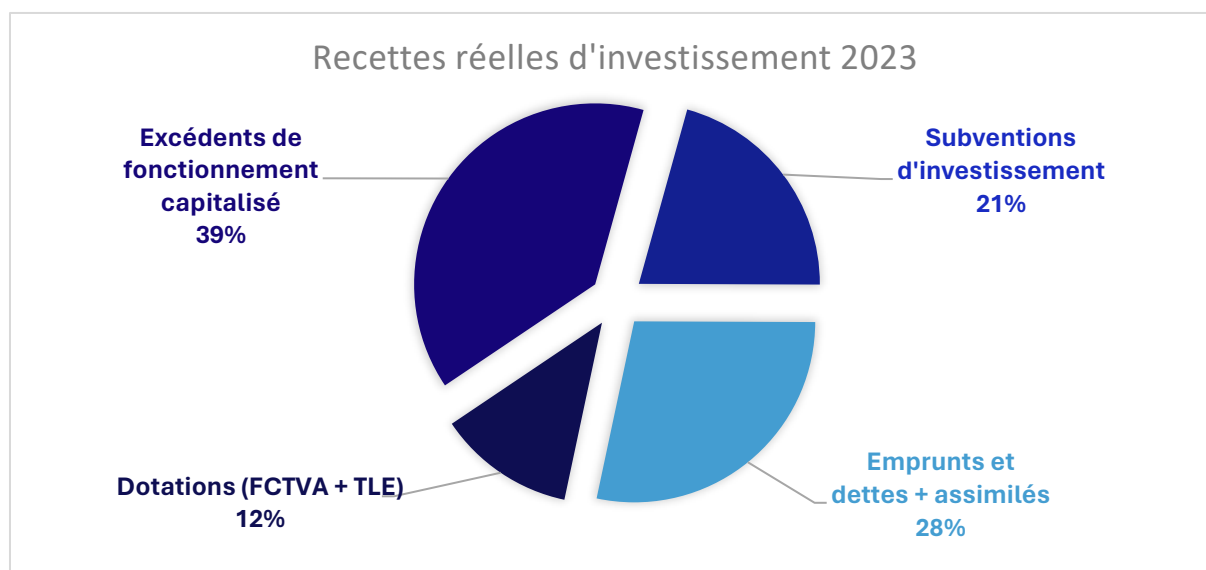
- Travaux, matériels et équipements sportifs 1 574 871 €
- Travaux et équipements dans les écoles 1 534 059 €
- Travaux et acquisition de matériels et mobiliers sur équipements culturels 385 895 €
- Travaux et équipements dans les autres bâtiments communaux..... 296 179 €
- Acquisition d'engins et de véhicules (engins, véhicules légers)..... 152 525 €

La Transition écologique

- Modernisation de l'éclairage public..... 897 600 €
- Aménagement des espaces verts 600 785 €
- Réfection de la façade de la Mairie et des changements des menuiseries 464 235 €
- Désimperméabilisation et végétalisation de cours d'écoles 363 084 €
- Sobriété énergétique des bâtiments 133 910 €

Recettes réelles

	2022	2023	Evolution %
Opérations pour compte de tiers R	343 841,25 €	- €	-100,00%
Dotations (FCTVA + TLE)	3 057 437,51 €	2 598 264,40 €	-15,02%
Excédents de fonctionnement capitalisé	4 902 899,48 €	8 224 000,00 €	67,74%
Subventions d'investissement	3 532 213,78 €	4 405 332,47 €	24,72%
Emprunts et dettes + assimilés	6 501 081,00 €	6 002 009,00 €	-7,68%
Total	18 337 473,02 €	21 229 605,87 €	15,77%



Les **subventions perçues** atteignent 4 405 k€. Elles concernent essentiellement :

- La reconstruction du gymnase et de la salle Jean Burger..... 1 444 318 €
- Le solde de la construction de la Passerelle de l'Europe 749 512 €
- La construction du parking SILO 746 591 €
- La construction du nouveau NEST 195 000 €
- Le changement des menuiseries de la mairie..... 182 572 €
- Le solde de la cour d'école résiliente Poincaré 147 192 €
- Le solde la zone humide de Volkrange..... 105 301 €

En outre, la Ville a perçu 311 k€ de produit des amendes de police.

Le montant perçu au titre de la **taxe d'aménagement** s'élève à 629 741,73 €.

Le **FCTVA** perçu en 2023 sur les opérations de 2022 est de 1 968 522,67 €.

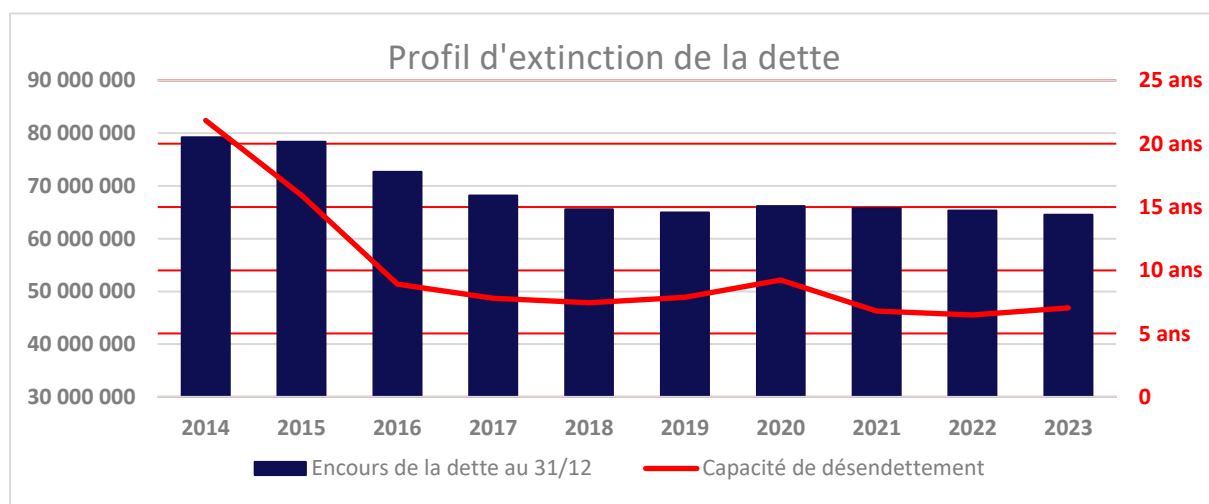
4 - Indicateurs

Dette

La Ville de Thionville continue d'opérer son désendettement avec un objectif d'atteindre un encours de 63 M€ en fin de mandat.

L'encours de dette Ville est de 64 521 784 € au 31 décembre 2023, compte tenu de l'amortissement des prêts au cours des précédents exercices et du recours à l'emprunt à hauteur de 6 000 k€ en 2023 puis en 2024.

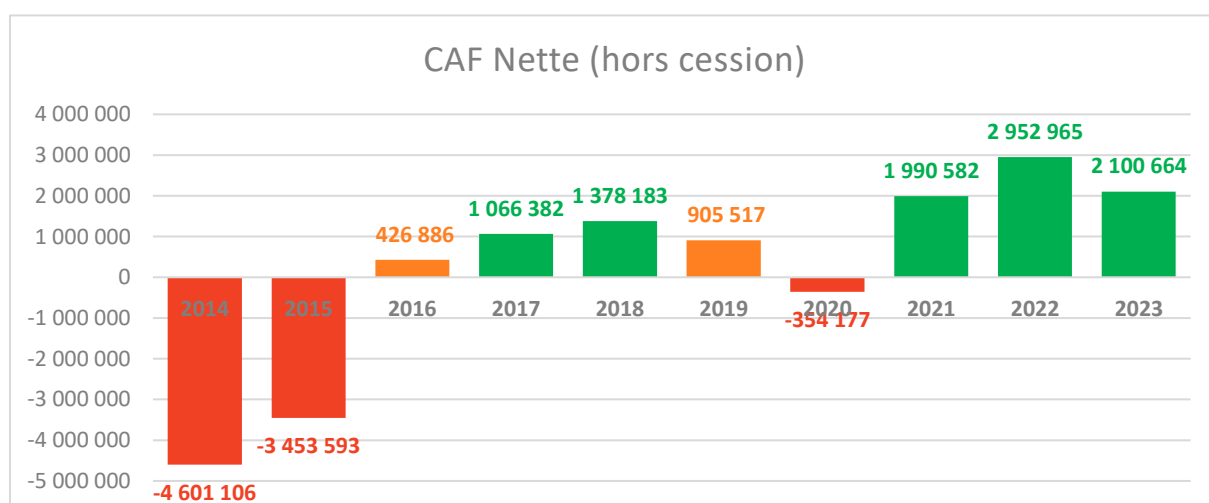
La capacité de désendettement est de 7 ans à fin 2023, conforme à l'objectif fixé en début de mandat.



Capacité d'autofinancement

La **CAF nette** atteint 2 101 k€ en 2023.

Elle diminue entre 2022 et 2023 en raison de la hausse plus rapide des dépenses réelles de fonctionnement (+3 848 k€) par rapport aux recettes réelles de fonctionnement hors cessions (+2 959 k€).



REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE - VILLE DE THIONVILLE (1)
AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21570672200018

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE HAYANGE

M 14

Compte administratif
voté par nature

BUDGET : Budget principal (3)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	22

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	27
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	41
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	91
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	134
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	135
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	142
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	144
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	145
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	146
A4 - Etat des provisions	147
A5 - Etalement des provisions	148
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	149
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	150
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	152
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	176
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	196
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	197
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	208
A10.3 - Opérations liées aux cessions	213
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	214
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	216
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	235
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	236
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	237

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	244
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	245
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	246
C1.2 - Actions de formation des élus	252
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	253
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	254
C3.2 - Liste des établissements publics créés	255
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	256
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	257
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	258
C3.6 - Identification des flux croisés	260
C4 - Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain	Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	261
D2 - Arrêté et signatures	262

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	VILLE DE THIONVILLE Budget principal	CA 2023
-------------------	---	--------------------------

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	42117
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	301
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
CAPFT (Communauté d'Agglomération Porte de France - Thionville)	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
41159755	48192471	0,00 €	1293,46

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3) Compte de gestion 2020
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1221,59	1212
2	Produit des impositions directes/population	753,6	670,00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1368,87	1405,00
4	Dépenses d'équipement brut/population	443,02	301,00
5	Encours de dette/population	1572,41	1018,00
6	DGF/population	159,51	202,00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	54,92%	62,40 %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	101,82%	93,40%
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	32,36%	21,40%
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	114,87 %	72,40 %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE⁽¹⁾

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A 55 616 107,77	G 61 927 972,44
	Section d'investissement	B 32 127 404,00	H 29 071 886,79

+

+

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C 0,00 (si déficit)	I 8 056 687,88 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 6 411 823,01 (si excédent)

=

=

TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D 87 743 511,77	= G+H+I+J 105 468 370,12
--------------------------------	-------------------------	--------------------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 9 271 494,11	L 3 907 751,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 9 271 494,11	= K+L 3 907 751,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E 55 616 107,77	= G+H+K 69 984 660,32
	Section d'investissement	= B+D+F 41 398 898,11	= H+J+L 39 391 460,80
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 97 015 005,88	= G+H+I+J+K+L 109 376 121,12

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 9 271 494,11	L 3 907 751,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	3 907 751,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	765 431,75	0,00
204	Subventions d'équipement versées	685 298,64	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	3 455 967,79	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 364 795,93	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	15 309 184,00	10 198 215,54	4 056 655,60	0,00	1 054 312,86
012	Charges de personnel, frais assimilés	29 199 800,00	29 074 350,14	46 863,00	0,00	78 586,86
014	Atténuations de produits	505 800,00	353 370,56	0,00	0,00	152 429,44
65	Autres charges de gestion courante	6 157 190,00	5 815 761,56	0,00	0,00	341 428,44
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		51 171 974,00	45 441 697,80	4 103 518,60	0,00	1 626 757,60
66	Charges financières	2 036 100,00	1 347 359,92	550 484,49	0,00	138 255,59
67	Charges exceptionnelles	457 700,00	229 839,49	5 000,00	0,00	222 860,51
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	70 000,00	50 000,00			20 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		53 735 774,00	47 068 897,21	4 659 003,09	0,00	2 007 873,70
023	Virement à la section d'investissement (2)	9 597 379,88				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	4 000 000,00	3 888 207,47			111 792,53
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		13 597 379,88	3 888 207,47			9 709 172,41
TOTAL		67 333 153,88	50 957 104,68	4 659 003,09	0,00	11 717 046,11
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) 0,00				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	394 013,00	344 465,33	0,00	0,00	49 547,67
70	Produits services, domaine et ventes div	6 165 656,00	6 638 251,76	24 953,14	0,00	-497 548,90
73	Impôts et taxes	42 186 199,00	43 568 358,62	0,00	0,00	-1 382 159,62
74	Dotations et participations	9 137 157,00	9 319 089,32	5 143,50	0,00	-187 075,82
75	Autres produits de gestion courante	635 241,00	784 270,06	280,00	0,00	-149 309,06
Total des recettes de gestion courante		58 518 266,00	60 654 435,09	30 376,64	0,00	-2 166 545,73
76	Produits financiers	0,00	18,00	0,00	0,00	-18,00
77	Produits exceptionnels	73 200,00	1 031 475,52	0,00	0,00	-958 275,52
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	150 000,00	0,00			150 000,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		58 741 466,00	61 685 928,61	30 376,64	0,00	-2 974 839,25
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	535 000,00	211 667,19			323 332,81
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		535 000,00	211 667,19			323 332,81
TOTAL		59 276 466,00	61 897 595,80	30 376,64	0,00	-2 651 506,44
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) 8 056 687,88				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	2 164 737,15	360 983,34	765 431,75	1 038 322,06
204	Subventions d'équipement versées	1 598 619,12	791 733,17	685 298,64	121 587,31
21	Immobilisations corporelles	14 819 617,79	8 198 738,88	3 455 967,79	3 164 911,12
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	21 527 981,85	9 544 485,97	4 364 795,93	7 618 699,95
	Total des opérations d'équipement	1 529 770,33	1 529 176,60	0,00	593,73
	Total des dépenses d'équipement	41 640 726,24	20 425 117,96	9 271 494,11	11 944 114,17
10	Dotations, fonds divers et réserves	473 572,00	473 571,46	0,00	0,54
13	Subventions d'investissement	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	7 150 840,00	7 072 355,77	0,00	78 484,23
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	40 605,96			
	Total des dépenses financières	7 695 017,96	7 545 927,23	0,00	149 090,73
45...	Total des opé. pour compte de tiers (6)	1 150 000,00	0,00	0,00	1 150 000,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	50 485 744,20	27 971 045,19	9 271 494,11	13 243 204,90
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	535 000,00	211 667,19		323 332,81
041	Opérations patrimoniales (1)	8 550 000,00	3 944 691,62		4 605 308,38
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	9 085 000,00	4 156 358,81		4 928 641,19
	TOTAL	59 570 744,20	32 127 404,00	9 271 494,11	18 171 846,09
	Pour information	(2) 0,00			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	7 776 691,48	4 405 332,47	3 907 751,00	-536 391,99
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	6 000 000,00	6 000 000,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	9 381,83	9 381,83	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	13 786 073,31	10 414 714,30	3 907 751,00	-536 391,99
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	2 300 000,00	2 598 264,40	0,00	-298 264,40
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	8 224 000,00	8 224 000,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 700,00	2 009,00	0,00	3 691,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	5 545 768,00		0,00	
	Total des recettes financières	16 075 468,00	10 824 273,40	0,00	5 251 194,60
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (6)	1 150 000,00	0,00	0,00	1 150 000,00
	Total des recettes réelles d'investissement	31 011 541,31	21 238 987,70	3 907 751,00	5 864 802,61
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	9 597 379,88			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	4 000 000,00	3 888 207,47		111 792,53
041	Opérations patrimoniales (1)	8 550 000,00	3 944 691,62		4 605 308,38
	Total des recettes d'ordre d'investissement	22 147 379,88	7 832 899,09		14 314 480,79
	TOTAL	53 158 921,19	29 071 886,79	3 907 751,00	20 179 283,40

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information	(2) 6 411 823,01			
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	14 254 871,14		14 254 871,14
012	Charges de personnel, frais assimilés	29 121 213,14		29 121 213,14
014	Atténuations de produits	353 370,56		353 370,56
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 815 761,56		5 815 761,56
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	1 897 844,41	0,00	1 897 844,41
67	Charges exceptionnelles	234 839,49	944 268,94	1 179 108,43
68	Dot. aux amortissements et provisions	50 000,00	2 943 938,53	2 993 938,53
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		51 727 900,30	3 888 207,47	55 616 107,77
Pour information				0,00
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	473 571,46	0,00	473 571,46
13	Subventions d'investissement	0,00	12 781,67	12 781,67
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	7 072 355,77	0,00	7 072 355,77
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	1 529 176,60		1 529 176,60
19	Neutral. et régul. d'opérations (5)		129 291,83	129 291,83
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	360 983,34	402 379,21	763 362,55
204	Subventions d'équipement versées	791 733,17	0,00	791 733,17
21	Immobilisations corporelles (6)	8 198 738,88	3 039 236,92	11 237 975,80
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	9 544 485,97	572 062,54	10 116 548,51
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		606,64	606,64
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		27 971 045,19	4 156 358,81	32 127 404,00
Pour information				0,00
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	344 465,33		344 465,33
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	6 663 204,90		6 663 204,90
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		68 987,05	68 987,05
73	Impôts et taxes	43 568 358,62		43 568 358,62
74	Dotations et participations	9 324 232,82		9 324 232,82
75	Autres produits de gestion courante	784 550,06	0,00	784 550,06
76	Produits financiers	18,00	0,00	18,00
77	Produits exceptionnels	1 031 475,52	142 073,50	1 173 549,02
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	606,64	606,64
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		61 716 305,25	211 667,19	61 927 972,44
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				8 056 687,88

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 598 264,40	0,00	2 598 264,40
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	8 224 000,00		8 224 000,00
13	Subventions d'investissement	4 405 332,47	0,00	4 405 332,47
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	6 002 009,00	0,00	6 002 009,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		69 321,11	69 321,11
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	2 606 538,75	2 606 538,75
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	874 947,83	874 947,83
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	9 381,83	1 338 152,87	1 347 534,70
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		2 943 938,53	2 943 938,53
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		21 238 987,70	7 832 899,09	29 071 886,79
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				6 411 823,01

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES					A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	15 309 184,00	10 198 215,54	4 056 655,60	0,00	1 054 312,86
60222	Produits d'entretien	51 000,00	49 260,18	0,00	0,00	1 739,82
60223	Fournitures des ateliers municipaux	76 687,43	71 769,12	0,00	0,00	4 918,31
60224	Fournitures administratives	73 783,80	70 375,09	0,00	0,00	3 408,71
60226	Vêtements de travail	33 528,77	27 098,75	0,00	0,00	6 430,02
60228	Autres fournitures consommables	65 000,00	61 469,05	0,00	0,00	3 530,95
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	300 000,00	298 147,44	0,00	0,00	1 852,56
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	1 034 854,30	845 886,99	49 301,12	0,00	139 666,19
60611	Eau et assainissement	323 568,56	310 322,10	0,00	0,00	13 246,46
60612	Energie - Electricité	4 622 897,49	1 905 918,06	2 576 760,74	0,00	140 218,69
60621	Combustibles	39 694,95	33 531,94	0,00	0,00	6 163,01
60622	Carburants	408 583,51	319 255,15	16 478,35	0,00	72 850,01
60623	Alimentation	54 255,84	26 061,69	35,28	0,00	28 158,87
60624	Produits de traitement	450,00	0,00	0,00	0,00	450,00
60628	Autres fournitures non stockées	431 350,44	349 926,36	46 215,48	0,00	35 208,60
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	383,91	0,00	-383,91
60632	Fournitures de petit équipement	462 019,35	384 850,72	41 942,54	0,00	35 226,09
60633	Fournitures de voirie	0,00	46 937,24	1 744,09	0,00	-48 681,33
60636	Vêtements de travail	66 104,71	62 313,63	6 004,61	0,00	-2 213,53
6064	Fournitures administratives	21 871,33	21 672,44	4 530,72	0,00	-4 331,83
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	52 515,01	47 429,37	3 705,00	0,00	1 380,64
6067	Fournitures scolaires	142 890,00	137 568,27	3 755,79	0,00	1 565,94
6068	Autres matières et fournitures	10 509,00	6 649,56	276,30	0,00	3 583,14
611	Contrats de prestations de services	89 457,00	8 106,51	55 350,00	0,00	26 000,49
6122	Crédit-bail mobilier	0,00	0,00	57 142,59	0,00	-57 142,59
6132	Locations immobilières	174 692,00	152 010,39	14 247,55	0,00	8 434,06
6135	Locations mobilières	449 033,49	336 465,68	36 209,03	0,00	76 358,78
614	Charges locatives et de copropriété	75 028,80	54 332,23	917,23	0,00	19 779,34
61521	Entretien terrains	234 546,39	237 630,27	11 937,65	0,00	-15 021,53
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	466 710,98	343 130,45	72 760,43	0,00	50 820,10
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	56 816,00	1 506,64	868,80	0,00	54 440,56
615231	Entretien, réparations voiries	508 068,89	172 575,79	54 398,43	0,00	281 094,67
615232	Entretien, réparations réseaux	1 112,15	187 134,74	97 537,34	0,00	-283 559,93
61524	Entretien bois et forêts	19 865,00	9 460,12	4 113,23	0,00	6 291,65
61551	Entretien matériel roulant	147 471,51	142 458,37	9 625,54	0,00	-4 612,40
61558	Entretien autres biens mobiliers	249 689,60	155 641,86	56 779,54	0,00	37 268,20
6156	Maintenance	446 743,80	295 144,63	23 715,11	0,00	127 884,06
6161	Multirisques	120 190,00	117 137,68	0,00	0,00	3 052,32
6168	Autres primes d'assurance	94 320,00	90 730,57	0,00	0,00	3 589,43
617	Etudes et recherches	109 140,09	41 394,30	600,00	0,00	67 145,79
6182	Documentation générale et technique	45 049,00	50 100,21	0,00	0,00	-5 051,21
6184	Versements à des organismes de formation	100 000,00	102 626,35	0,00	0,00	-2 626,35
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	1 105,60	0,00	0,00	-1 105,60
6188	Autres frais divers	134 981,20	65 202,69	3 857,40	0,00	65 921,11
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	3 500,00	3 022,56	0,00	0,00	477,44
6226	Honoraires	139 585,75	62 359,99	0,00	0,00	77 225,76
6227	Frais d'actes et de contentieux	312,17	1 974,40	0,00	0,00	-1 662,23
6228	Divers	13 213,00	10 546,13	2 155,34	0,00	511,53
6231	Annonces et insertions	102 818,95	94 002,60	7 085,60	0,00	1 730,75
6232	Fêtes et cérémonies	410 324,99	327 274,43	137 702,64	0,00	-54 652,08
6236	Catalogues et imprimés	96 114,19	75 842,23	4 853,48	0,00	15 418,48
6237	Publications	40 365,00	40 305,04	0,00	0,00	59,96
6238	Divers	28 550,52	16 787,98	3 686,40	0,00	8 076,14
6241	Transports de biens	24 629,95	7 948,08	531,95	0,00	16 149,92
6247	Transports collectifs	223 439,77	161 264,00	25 441,79	0,00	36 733,98
6248	Divers	31 594,09	32 367,93	870,28	0,00	-1 644,12
6251	Voyages et déplacements	20 000,00	29 318,61	0,00	0,00	-9 318,61
6256	Missions	20 012,00	247,48	0,00	0,00	19 764,52
6257	Réceptions	93 144,28	83 256,09	0,00	0,00	9 888,19
6261	Frais d'affranchissement	95 240,00	89 108,89	0,00	0,00	6 131,11
6262	Frais de télécommunications	112 756,00	111 959,50	5 455,72	0,00	-4 659,22
627	Services bancaires et assimilés	23 485,00	25 587,16	0,00	0,00	-2 102,16
6281	Concours divers (cotisations)	30 675,00	29 682,74	0,00	0,00	992,26
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	37 900,00	32 083,01	5 885,41	0,00	-68,42
6283	Frais de nettoyage des locaux	862 550,40	745 310,31	20 936,00	0,00	96 304,09
6284	Redevances pour services rendus	22 407,80	19 351,46	0,00	0,00	3 056,34
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	848 540,00	367 476,99	590 476,09	0,00	-109 413,08

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
62878	Remb. frais à d'autres organismes	27 090,00	3 374,17	0,00	0,00	23 715,83
6288	Autres services extérieurs	26 396,20	19 843,96	102,50	0,00	6 449,74
63512	Taxes foncières	113 720,00	126 111,00	0,00	0,00	-12 391,00
6353	Impôts indirects	13 940,00	13 896,65	0,00	0,00	43,35
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	90,00	0,00	0,00	0,00	90,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 800,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
6358	Autres droits	1 450,00	1 154,00	0,00	0,00	296,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	48 058,55	26 419,92	278,60	0,00	21 360,03
012	Charges de personnel, frais assimilés	29 199 800,00	29 074 350,14	46 863,00	0,00	78 586,86
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	46 800,00	6 744,07	46 800,00	0,00	-6 744,07
6218	Autre personnel extérieur	38 156,00	179 853,25	0,00	0,00	-141 697,25
6331	Versement mobilité	315 009,00	286 570,43	0,00	0,00	28 438,57
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	89 661,00	81 876,20	0,00	0,00	7 784,80
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	186 000,00	167 270,22	0,00	0,00	18 729,78
64111	Rémunération principale titulaires	13 961 790,00	12 639 988,47	0,00	0,00	1 321 801,53
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	501 377,00	388 521,81	0,00	0,00	112 855,19
64118	Autres indemnités titulaires	4 079 214,00	3 893 862,27	0,00	0,00	185 351,73
64131	Rémunérations non tit.	2 840 123,00	3 608 627,50	0,00	0,00	-768 504,50
64136	Indemnités préavis, licenciement non tit	10 400,00	0,00	0,00	0,00	10 400,00
64168	Autres emplois d'insertion	73 000,00	0,00	0,00	0,00	73 000,00
6417	Rémunérations des apprentis	113 085,00	74 602,35	0,00	0,00	38 482,65
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 364 352,00	3 159 823,07	0,00	0,00	-795 471,07
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 689 607,00	3 939 363,14	0,00	0,00	-249 756,14
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	141 398,98	0,00	0,00	-141 398,98
6455	Cotisations pour assurance du personnel	212 398,00	269 760,40	0,00	0,00	-57 362,40
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	108 920,00	52 096,00	0,00	0,00	56 824,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	7 914,00	0,00	0,00	0,00	7 914,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	36 000,00	84 090,35	0,00	0,00	-48 090,35
64731	Allocations chômage versées directement	161 456,00	6 675,05	0,00	0,00	154 780,95
6475	Médecine du travail, pharmacie	102 419,00	86 141,30	63,00	0,00	16 214,70
6478	Autres charges sociales diverses	79 201,00	7 085,28	0,00	0,00	72 115,72
6488	Autres charges	182 918,00	0,00	0,00	0,00	182 918,00
014	Atténuations de produits	505 800,00	353 370,56	0,00	0,00	152 429,44
739113	Reversements conventionnels de fiscalité	167 272,00	134 997,00	0,00	0,00	32 275,00
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	4 000,00	3 301,00	0,00	0,00	699,00
73918	Autres reversements sur impôts locaux	1 800,00	1 187,56	0,00	0,00	612,44
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	320 000,00	211 157,00	0,00	0,00	108 843,00
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	12 728,00	2 728,00	0,00	0,00	10 000,00
65	Autres charges de gestion courante	6 157 190,00	5 815 761,56	0,00	0,00	341 428,44
6531	Indemnités	320 500,00	314 614,67	0,00	0,00	5 885,33
6532	Frais de mission	4 000,00	2 718,35	0,00	0,00	1 281,65
6533	Cotisations de retraite	31 000,00	35 792,09	0,00	0,00	-4 792,09
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	41 000,00	42 062,30	0,00	0,00	-1 062,30
6535	Formation	5 000,00	930,00	0,00	0,00	4 070,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	476,58	0,00	0,00	-476,58
6541	Créances admises en non-valeur	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
6542	Créances éteintes	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	235 384,00	235 103,37	0,00	0,00	280,63
657362	Subv. fonct. CCAS	3 193 376,00	3 170 126,00	0,00	0,00	23 250,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	1 899 230,00	1 753 870,71	0,00	0,00	145 359,29
65888	Autres	277 700,00	260 067,49	0,00	0,00	17 632,51
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		51 171 974,00	45 441 697,80	4 103 518,60	0,00	1 626 757,60
66	Charges financières (b)	2 036 100,00	1 347 359,92	550 484,49	0,00	138 255,59
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 755 500,00	1 578 237,78	0,00	0,00	177 262,22
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	260 000,00	-230 877,86	550 484,49	0,00	-59 606,63
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
665	Escomptes accordés	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6688	Autres	10 100,00	0,00	0,00	0,00	10 100,00
67	Charges exceptionnelles (c)	457 700,00	229 839,49	5 000,00	0,00	222 860,51
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	30 100,00	0,00	0,00	0,00	30 100,00
6714	Bourses et prix	78 900,00	76 606,22	0,00	0,00	2 293,78
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	128 335,00	16 758,27	0,00	0,00	111 576,73
6745	Subv. aux personnes de droit privé	149 715,00	114 365,00	0,00	0,00	35 350,00
6748	Autres subventions exceptionnelles	15 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	55 650,00	7 110,00	5 000,00	0,00	43 540,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	70 000,00	50 000,00	0,00	0,00	20 000,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00	50 000,00	0,00	0,00	-50 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	70 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		53 735 774,00	47 068 897,21	4 659 003,09	0,00	2 007 873,70
023	Virement à la section d'investissement	9 597 379,88	0,00			9 597 379,88
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	4 000 000,00	3 888 207,47			111 792,53
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	874 947,83			-874 947,83
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	69 321,11			-69 321,11
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	4 000 000,00	2 943 938,53			1 056 061,47
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		13 597 379,88	3 888 207,47			9 709 172,41
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		13 597 379,88	3 888 207,47			9 709 172,41
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		67 333 153,88	50 957 104,68	4 659 003,09	0,00	11 717 046,11
Pour information		0,00				
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1						

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	550 484,49
Montant des ICNE de l'exercice N-1	230 877,86
= Différence ICNE N – ICNE N-1	319 606,63

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES						A2
Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	394 013,00	344 465,33	0,00	0,00	49 547,67
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	300 000,00	279 972,19	0,00	0,00	20 027,81
6419	Remboursements rémunérations personnel	94 013,00	64 493,14	0,00	0,00	29 519,86
70	Produits services, domaine et ventes div	6 165 656,00	6 638 251,76	24 953,14	0,00	-497 548,90
7022	Coupes de bois	53 280,00	0,00	0,00	0,00	53 280,00
7023	Menus produits forestiers	5 390,00	5 413,57	0,00	0,00	-23,57
70311	Concessions cimetières (produit net)	52 000,00	80 810,00	5 110,00	0,00	-33 920,00
70321	Stationnement et location voie publique	311 346,00	320 636,96	0,00	0,00	-9 290,96
70323	Redev. occupat° domaine public communal	71 800,00	84 548,87	0,00	0,00	-12 748,87
70328	Autres droits stationnement et location	40 000,00	57 193,59	0,00	0,00	-17 193,59
7035	Locations de droits de chasse et pêche	38 500,00	24 626,34	0,00	0,00	13 873,66
70383	Redevance de stationnement	1 390 000,00	1 432 867,48	0,00	0,00	-42 867,48
70384	Forfait de post-stationnement	60 000,00	119 437,26	0,00	0,00	-59 437,26
70388	Autres redevances et recettes diverses	73 700,00	81 982,87	0,00	0,00	-8 282,87
7062	Redevances services à caractère culturel	502 620,00	590 814,17	19 843,14	0,00	-108 037,31
7067	Redev. services périscolaires et enseign	800 000,00	961 945,88	0,00	0,00	-161 945,88
70688	Autres prestations de services	0,00	14 355,20	0,00	0,00	-14 355,20
7082	Commissions	5 000,00	4 627,00	0,00	0,00	373,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	17 020,00	24 900,70	0,00	0,00	-7 880,70
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	2 256 450,00	2 159 745,22	0,00	0,00	96 704,78
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	10 000,00	71 564,60	0,00	0,00	-61 564,60
70871	Remb. frais par collectivité rattachemen	0,00	173 724,08	0,00	0,00	-173 724,08
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	180 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	39 000,00	60 068,14	0,00	0,00	-21 068,14
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	47 400,00	63 687,88	0,00	0,00	-16 287,88
70878	Remb. frais par d'autres redevables	209 000,00	301 806,69	0,00	0,00	-92 806,69
7088	Produits activités annexes (abonnements)	3 150,00	3 495,26	0,00	0,00	-345,26
73	Impôts et taxes	42 186 199,00	43 568 358,62	0,00	0,00	-1 382 159,62
73111	Impôts directs locaux	32 114 444,00	32 835 419,00	0,00	0,00	-720 975,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	20 000,00	55 565,00	0,00	0,00	-35 565,00
73211	Attribution de compensation	6 280 000,00	6 280 327,29	0,00	0,00	-327,29
73221	FNGIR	827 955,00	827 955,00	0,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	992 000,00	1 169 879,93	0,00	0,00	-177 879,93
7362	Taxes de séjour	1 800,00	1 187,56	0,00	0,00	612,44
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	350 000,00	481 310,89	0,00	0,00	-131 310,89
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 600 000,00	1 916 713,95	0,00	0,00	-316 713,95
74	Dotations et participations	9 137 157,00	9 319 089,32	5 143,50	0,00	-187 075,82
7411	Dotation forfaitaire	5 306 181,00	5 306 181,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	1 054 588,00	1 054 602,00	0,00	0,00	-14,00
74127	Dotation nationale de péréquation	693 600,00	693 586,00	0,00	0,00	14,00
744	FCTVA	105 700,00	105 727,04	0,00	0,00	-27,04
745	Dotation spéciale instituteurs	5 600,00	5 616,00	0,00	0,00	-16,00
74718	Autres participations Etat	124 700,00	258 662,51	0,00	0,00	-133 962,51
7472	Participat° Régions	12 300,00	9 716,59	0,00	0,00	2 583,41
7473	Participat° Départements	117 000,00	132 122,33	0,00	0,00	-15 122,33
74748	Participat° Autres communes	4 000,00	15 732,13	0,00	0,00	-11 732,13
74751	Participat° GFP de rattachement	2 258,00	-2 257,50	5 143,50	0,00	-628,00
7478	Participat° Autres organismes	392 550,00	370 100,22	0,00	0,00	22 449,78
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	3 530,00	0,00	0,00	-3 530,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	370 000,00	376 261,00	0,00	0,00	-6 261,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	883 000,00	884 010,00	0,00	0,00	-1 010,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	65 680,00	105 500,00	0,00	0,00	-39 820,00
75	Autres produits de gestion courante	635 241,00	784 270,06	280,00	0,00	-149 309,06
752	Revenus des immeubles	299 028,00	353 653,46	275,00	0,00	-54 900,46
757	Redevances versées par fermiers, conces.	20 000,00	49 601,17	0,00	0,00	-29 601,17
7588	Autres produits div. de gestion courante	316 213,00	381 015,43	5,00	0,00	-64 807,43
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		58 518 266,00	60 654 435,09	30 376,64	0,00	-2 166 545,73
76	Produits financiers (b)	0,00	18,00	0,00	0,00	-18,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	18,00	0,00	0,00	-18,00
77	Produits exceptionnels (c)	73 200,00	1 031 475,52	0,00	0,00	-958 275,52
7713	Libéralités reçues	3 000,00	2 500,00	0,00	0,00	500,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	685,65	0,00	0,00	-685,65
7718	Autres produits except. opérat° gestion	200,00	730,81	0,00	0,00	-530,81
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	65 140,31	0,00	0,00	-65 140,31
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	814 977,11	0,00	0,00	-814 977,11

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
7788	Produits exceptionnels divers	70 000,00	147 441,64	0,00	0,00	-77 441,64
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		58 741 466,00	61 685 928,61	30 376,64	0,00	-2 974 839,25
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	535 000,00	211 667,19			323 332,81
721	Immobilisations incorporelles	350 000,00	0,00			350 000,00
722	Immobilisations corporelles	180 000,00	68 987,05			111 012,95
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	0,00	129 291,83			-129 291,83
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	5 000,00	12 781,67			-7 781,67
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	0,00	606,64			-606,64
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		535 000,00	211 667,19			323 332,81
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		59 276 466,00	61 897 595,80	30 376,64	0,00	-2 651 506,44
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		8 056 687,88				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	2 164 737,15	360 983,34	765 431,75	1 038 322,06
202	Frais réalisat° documents urbanisme	76 052,32	773,00	49 994,40	25 284,92
2031	Frais d'études	2 037 704,83	318 430,34	715 437,35	1 003 837,14
2051	Concessions, droits similaires	50 980,00	41 780,00	0,00	9 200,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	1 598 619,12	791 733,17	685 298,64	121 587,31
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	456 969,66	0,00	-456 969,66
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	975 619,12	283 469,23	684 798,64	7 351,25
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	460 000,00	0,00	0,00	460 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	62 500,00	41 500,00	0,00	21 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	100 500,00	9 794,28	500,00	90 205,72
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	14 819 617,79	8 198 738,88	3 455 967,79	3 164 911,12
2111	Terrains nus	1 000 924,27	577 682,26	7 200,00	416 042,01
2112	Terrains de voirie	1 000,00	145,00	1 000,00	-145,00
2115	Terrains bâtis	1 303 200,00	0,00	3 200,00	1 300 000,00
2116	Cimetières	12 792,60	12 792,60	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	1 026,00	0,00	-1 026,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	164 473,31	123 973,33	36 500,02	3 999,96
2128	Autres agencements et aménagements	1 500 744,10	832 646,80	183 197,32	484 899,98
21311	Hôtel de ville	49 109,02	27 998,70	0,00	21 110,32
21312	Bâtiments scolaires	1 144 458,83	628 613,70	118 777,72	397 067,41
21316	Equipements du cimetière	27 840,05	0,00	27 836,45	3,60
21318	Autres bâtiments publics	613 545,59	331 845,80	136 896,47	144 803,32
2135	Installations générales, agencements	1 030 012,97	895 930,09	237 791,20	-103 708,32
2138	Autres constructions	460 280,80	68 484,00	374 286,80	17 510,00
2151	Réseaux de voirie	2 241 560,80	1 804 271,32	294 667,26	142 622,22
2152	Installations de voirie	395 639,14	212 510,16	168 445,14	14 683,84
21533	Réseaux câblés	1 182,70	1 182,70	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	3 129,41	0,00	0,00	3 129,41
21538	Autres réseaux	1 491 457,71	954 516,44	401 190,85	135 750,42
21568	Autres matériels, outillages incendie	220 168,79	122 043,28	26 321,54	71 803,97
21571	Matériel roulant	530 914,66	93 859,20	418 029,71	19 025,75
21578	Autre matériel et outillage de voirie	53 564,61	18 840,40	13 711,50	21 012,71
2158	Autres inst., matériel, outill. techniques	610 724,10	463 961,72	246 507,77	-99 745,39
2161	Oeuvres et objets d'art	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	600,00	1 297,71	0,00	-697,71
2182	Matériel de transport	622 883,84	152 525,19	381 912,88	88 445,77
2183	Matériel de bureau et informatique	86 875,98	64 156,61	20 697,41	2 021,96
2184	Mobilier	163 974,08	159 136,65	6 853,71	-2 016,28
2188	Autres immobilisations corporelles	1 086 560,43	649 299,22	350 944,04	86 317,17
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	21 527 981,85	9 544 485,97	4 364 795,93	7 618 699,95
2312	Agencements et aménagements de terrains	691 845,36	363 288,85	253 268,03	75 288,48
2313	Constructions	18 738 602,02	8 584 090,70	2 744 242,31	7 410 269,01
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 823 196,70	345 966,80	1 344 316,92	132 912,98
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	44 008,00	23 735,52	17 797,80	2 474,68
2318	Autres immo. corporelles en cours	3 964,58	1 038,91	5 170,87	-2 245,20
237	Avances versées commandes immo. corpo.	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	176 365,19	176 365,19	0,00	0,00
304	Opération d'équipement n° 304 (2)	7 643,19	7 049,46	0,00	593,73
800	Opération d'équipement n° 800 (2)	1 128 663,18	1 128 663,18	0,00	0,00
803	Opération d'équipement n° 803 (2)	265 967,24	265 967,24	0,00	0,00
804	Opération d'équipement n° 804 (2)	113 283,65	113 283,65	0,00	0,00
806	Opération d'équipement n° 806 (2)	14 213,07	14 213,07	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		41 640 726,24	20 425 117,96	9 271 494,11	11 944 114,17
10	Dotations, fonds divers et réserves	473 572,00	473 571,46	0,00	0,54
10226	Taxe d'aménagement	473 572,00	473 571,46	0,00	0,54
13	Subventions d'investissement	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	7 150 840,00	7 072 355,77	0,00	78 484,23
1641	Emprunts en euros	6 960 000,00	6 526 667,55	0,00	433 332,45
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	365 000,00	0,00	-365 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	10 230,00	80,00	0,00	10 150,00
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	180 610,00	180 608,22	0,00	1,78
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	40 605,96			
	Total des dépenses financières	7 695 017,96	7 545 927,23	0,00	149 090,73
4581001	Côte des Roses - Convention CA VILLE (3)	1 150 000,00	0,00	0,00	1 150 000,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	1 150 000,00	0,00	0,00	1 150 000,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	50 485 744,20	27 971 045,19	9 271 494,11	13 243 204,90
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	535 000,00	211 667,19		323 332,81
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	5 000,00	13 388,31		-8 388,31
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	11 312,00		-11 312,00
13918	Autres subventions d'équipement	5 000,00	1 469,67		3 530,33
28184	Mobilier	0,00	606,64		-606,64
	Charges transférées (6)	530 000,00	198 278,88		331 721,12
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	129 291,83		-129 291,83
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	1 659,43		-1 659,43
2135	Installations générales, agencements	0,00	34 298,52		-34 298,52
2138	Autres constructions	130 000,00	0,00		130 000,00
2152	Installations de voirie	0,00	13 612,36		-13 612,36
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	291,98		-291,98
2184	Mobilier	0,00	4 367,84		-4 367,84
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	14 756,92		-14 756,92
2315	Installat°, matériel et outillage techni	400 000,00	0,00		400 000,00
041	Opérations patrimoniales (7)	8 550 000,00	3 944 691,62		4 605 308,38
2031	Frais d'études	1 800 000,00	402 379,21		1 397 620,79
2111	Terrains nus	1 000 000,00	0,00		1 000 000,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	23 661,95		-23 661,95
2116	Cimetières	0,00	5 830,04		-5 830,04
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	20 306,28		-20 306,28
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	32 997,66		-32 997,66
21311	Hôtel de ville	0,00	16 783,75		-16 783,75
21312	Bâtiments scolaires	0,00	21 534,42		-21 534,42
21318	Autres bâtiments publics	0,00	410 431,91		-410 431,91
2132	Immeubles de rapport	0,00	3 869,19		-3 869,19
2138	Autres constructions	0,00	549 711,80		-549 711,80
2151	Réseaux de voirie	0,00	1 854 756,92		-1 854 756,92
2152	Installations de voirie	0,00	11 976,00		-11 976,00
21538	Autres réseaux	0,00	70,00		-70,00
2158	Autres inst., matériel, outill. techniques	0,00	2 773,00		-2 773,00
2182	Matériel de transport	0,00	8 035,88		-8 035,88
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	2 448,14		-2 448,14
2184	Mobilier	0,00	763,50		-763,50
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	4 299,43		-4 299,43
2313	Constructions	5 008 250,22	451 568,21		4 556 682,01
2315	Installat°, matériel et outillage techni	741 749,78	120 494,33		621 255,45
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	9 085 000,00	4 156 358,81		4 928 641,19
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	59 570 744,20	32 127 404,00	9 271 494,11	18 171 846,09
	Pour information	0,00			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	7 776 691,48	4 405 332,47	3 907 751,00	-536 391,99
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	43 307,48	2 198 418,00	-2 241 725,48
1318	Autres subventions d'équipement transf.	15 000,00	14 994,72	23 447,00	-23 441,72
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	3 219 713,44	1 015 270,08	559 187,00	1 645 256,36
1322	Subv. non transf. Régions	1 156 025,00	1 005 365,35	100 000,00	50 659,65
1323	Subv. non transf. Départements	1 774 139,00	1 194 317,66	141 229,00	438 592,34
13258	Subv. non transf. Autres groupements	50 000,00	29 375,00	0,00	20 625,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	303 291,54	303 189,82	0,00	101,72
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	1 058 522,50	271 250,20	885 470,00	-98 197,70
1342	Amendes de police non transférable	200 000,00	310 679,00	0,00	-110 679,00
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	26 716,21	0,00	-26 716,21
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	190 866,95	0,00	-190 866,95
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	6 000 000,00	6 000 000,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	6 000 000,00	6 000 000,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	9 381,83	9 381,83	0,00	0,00
237	Avances versées commandes immo. corpo.	9 381,83	9 381,83	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		13 786 073,31	10 414 714,30	3 907 751,00	-536 391,99
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 524 000,00	10 822 264,40	0,00	-298 264,40
10222	FCTVA	1 700 000,00	1 968 522,67	0,00	-268 522,67
10226	Taxe d'aménagement	600 000,00	629 741,73	0,00	-29 741,73
10251	Dons et legs en capital	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	8 224 000,00	8 224 000,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 700,00	2 009,00	0,00	3 691,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	5 545 768,00		0,00	
Total des recettes financières		16 075 468,00	10 824 273,40	0,00	5 251 194,60
4582001	Côte des Roses - Convention CA VILLE (2)	1 150 000,00	0,00	0,00	1 150 000,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		1 150 000,00	0,00	0,00	1 150 000,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		31 011 541,31	21 238 987,70	3 907 751,00	5 864 802,61
021	Virement de la sect° de fonctionnement	9 597 379,88			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	4 000 000,00	3 888 207,47		111 792,53
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	69 321,11		-69 321,11
2111	Terrains nus	0,00	620 046,00		-620 046,00
2138	Autres constructions	0,00	254 901,83		-254 901,83
2802	Frais liés à la réalisation des document	4 000 000,00	23 551,35		3 976 448,65
28031	Frais d'études	0,00	296 432,00		-296 432,00
28033	Frais d'insertion	0,00	504,00		-504,00
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	215 844,39		-215 844,39
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	33 717,23		-33 717,23
28041582	GFP : Bâtiments, installations	0,00	21 025,00		-21 025,00
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	60 482,00		-60 482,00
28041642	IC : Bâtiments, installations	0,00	8 718,68		-8 718,68
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	5 900,00		-5 900,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	7 520,00		-7 520,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	18 156,61		-18 156,61
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	23 020,00		-23 020,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	103 735,00		-103 735,00
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	0,00	326,00		-326,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	13 477,00		-13 477,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	31 799,52		-31 799,52
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	28 585,00		-28 585,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	38 614,84		-38 614,84

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
28132	Immeubles de rapport	0,00	529 126,00		-529 126,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	30 948,70		-30 948,70
28138	Autres constructions	0,00	1 873,00		-1 873,00
28152	Installations de voirie	0,00	110 922,03		-110 922,03
281538	Autres réseaux	0,00	45 914,57		-45 914,57
281568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	56 745,79		-56 745,79
281571	Matériel roulant	0,00	164 503,00		-164 503,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	22 829,03		-22 829,03
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	180 029,55		-180 029,55
28182	Matériel de transport	0,00	305 139,88		-305 139,88
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	69 384,45		-69 384,45
28184	Mobilier	0,00	133 221,09		-133 221,09
28188	Autres immo. corporelles	0,00	361 892,82		-361 892,82
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		13 597 379,88	3 888 207,47		9 709 172,41
041	Opérations patrimoniales (5)	8 550 000,00	3 944 691,62		4 605 308,38
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	1 000 000,00	0,00		1 000 000,00
2031	Frais d'études	5 000 000,00	2 484 159,36		2 515 840,64
2033	Frais d'insertion	0,00	122 379,39		-122 379,39
2315	Installat°, matériel et outillage techni	250 000,00	0,00		250 000,00
237	Avances versées commandes immo. corpo.	1 800 000,00	791 538,04		1 008 461,96
238	Avances versées commandes immo. incorp.	500 000,00	546 614,83		-46 614,83
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		22 147 379,88	7 832 899,09		14 314 480,79
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		53 158 921,19	29 071 886,79	3 907 751,00	20 179 283,40
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		6 411 823,01			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 304 (1)
LIBELLE : Passerelle - Modes doux

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		7 643,19	A 7 049,46	0,00	593,73	B 10 029 908,96
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 169,46	1 169,46	0,00	0,00	114 429,94
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 169,46	1 169,46	0,00	0,00	114 429,94
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	6 473,73	5 880,00	0,00	593,73	9 915 479,02
2315	Installat°, matériel et outillage techni	6 473,73	5 880,00	0,00	593,73	9 688 109,03
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	227 369,99

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		503 291,54	C 749 511,53	0,00	-246 219,99	D 4 848 267,47
13	Subventions d'investissement	503 291,54	749 511,53	0,00	-246 219,99	4 848 267,47
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	446 321,71	0,00	-446 321,71	1 436 294,31
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	1 000 000,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	303 291,54	303 189,82	0,00	101,72	1 626 216,16
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	0,00	0,00	0,00	285 757,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 742 462,07	D - B -5 181 641,49

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 800 (1)
LIBELLE : Projet Urbain Côte des Roses

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		1 128 663,18	A 1 128 663,18	0,00	0,00	B 3 771 080,21
20	Immobilisations incorporelles	78 663,18	78 663,18	0,00	0,00	246 942,79
2031	Frais d'études	78 663,18	78 663,18	0,00	0,00	246 942,79
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	4 632,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	4 632,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 050 000,00	1 050 000,00	0,00	0,00	3 519 505,42
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	66 928,44
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	3 021,98
237	Avances versées commandes immo. corpo.	1 050 000,00	1 050 000,00	0,00	0,00	3 449 555,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0.00	C 187 533.37	0.00	-187 533.37	D 657 618.39
13	Subventions d'investissement	0.00	187 533.37	0.00	-187 533.37	657 618.39
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0.00	187 533.37	0.00	-187 533.37	657 618.39
16	Emprunts et dettes assimilées	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
20	Immobilisations incorporelles	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
204	Subventions d'équipement versées	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
21	Immobilisations corporelles	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
22	Immobilisations reçues en affectation	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
23	Immobilisations en cours	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-941 129,81	D - B	-3 113 461,82

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 803 (1)
LIBELLE : Réaménagement de la rive droite Moselle

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	265 967,24	A 265 967,24	0,00	0,00	B 1 332 492,21
20	Immobilisations incorporelles	265 967,24	265 967,24	0,00	0,00	542 623,10
2031	Frais d'études	265 967,24	265 967,24	0,00	0,00	542 623,10
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	316 974,12
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	316 974,12
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	472 894,99
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	472 894,99

RECETTES (répartition) (Pour information)		Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-265 967,24	D - B	-1 332 492,21

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 804 (1)
LIBELLE : Aménagement de modes doux

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	113 283,65	A 113 283,65	0,00	0,00	B 511 932,46
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
21	Immobilisations corporelles	113 283,65	113 283,65	0,00	0,00	423 999,36
2151	Réseaux de voirie	92 103,03	89 736,03	0,00	2 367,00	375 293,90
2152	Installations de voirie	21 180,62	23 547,62	0,00	-2 367,00	48 705,46
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	82 933,10
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	82 933,10

RECETTES (répartition) (Pour information)		Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-113 283,65	D - B	-511 932,46

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 806 (1)
LIBELLE : Site ETILAM - RG

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
	DEPENSES	14 213,07	A 14 213,07	0,00	0,00	B 66 283,07
20	Immobilisations incorporelles	14 213,07	14 213,07	0,00	0,00	66 283,07
2031	Frais d'études	14 213,07	14 213,07	0,00	0,00	66 283,07
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-14 213,07	D - B	-66 283,07

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES												IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)												A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	7 365 239	1 275 342	81 756	1 907 263	403 697	6 487 834	5 328	0	78 557	10 348 627	17 402	27 971 045
- Equipements municipaux (2)		992 289	81 756	1 907 263	403 675	6 451 334	5 328	0	78 557	9 696 255	16 927	19 633 385
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		282 973	0	0	22	36 500	0	0	0	471 764	475	791 733
- Opérations financières	7 365 239											7 365 239
Dépenses d'ordre	3 794 975											4 156 359
Solde d'exécution reporté de N-1	0											0
Total dépenses	11 160 214	1 312 997	81 756	1 915 513	403 697	6 487 834	5 328	0	78 557	10 664 105	17 402	32 127 404
Total recettes	30 267 198	902 194	0	155 442	203 415	1 463 092	0	0	2 971	2 489 397	0	35 483 710
Solde d'investissement	19 106 985	-410 803	-81 756	-1 760 071	-200 282	-5 024 742	-5 328	0	-75 586	-8 174 708	-17 402	3 356 306
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	1 879 774	38 010	858 124	305 237	1 582 583	37 000	0	32 357	4 253 489	284 920	9 271 494
Total RAR recettes	0	23 447	0	0	596 966	885 470	21 320	0	0	2 380 548	0	3 907 751
SOLDE RAR investissement	0	-1 856 327	-38 010	-858 124	291 729	-697 113	-15 680	0	-32 357	-1 872 941	-284 920	-5 363 743

FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	6 368 607	15 046 395	1 476 674	7 039 583	7 420 284	4 524 287	3 436 627	281 427	77 301	9 309 571	635 351	55 616 108
Total recettes	60 355 516	1 363 687	76 792	1 268 908	1 290 026	310 265	1 990 662	4 839	145 136	2 810 862	367 968	69 984 660
Solde de fonctionnement	53 986 909	-13 682 708	-1 399 882	-5 770 675	-6 130 258	-4 214 022	-1 445 965	-276 588	67 835	-6 498 709	-267 383	14 368 553
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES												IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE												A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		11 160 214	3 192 772	119 766	2 773 637	708 934	8 070 417	42 328	0	110 914	14 917 594	302 322	41 398 898
Dépenses réelles		7 365 239	3 155 116	119 766	2 765 387	708 934	8 070 417	42 328	0	110 914	14 602 116	302 322	37 242 539
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	473 571	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	473 571
10226	Taxe d'aménagement	473 571	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	473 571
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	6 891 668	80	0	0	0	0	0	0	0	180 608	0	7 072 356
1641	Emprunts en euros	6 526 668	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 526 668
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	365 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	365 000
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	80	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	180 608	0	180 608
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	112 708	0	169 476	47 644	40 910	0	0	0	755 677	0	1 126 415
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 767	0	50 767
2031	Frais d'études	0	94 928	0	169 476	23 644	40 910	0	0	0	704 910	0	1 033 868
2051	Concessions, droits similaires	0	17 780	0	0	24 000	0	0	0	0	0	0	41 780
204	Subventions d'équipement versées	0	939 132	0	0	28 661	36 500	0	0	0	472 264	475	1 477 032
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	456 970	0	456 970
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0	939 132	0	0	28 661	0	0	0	0	0	475	968 268
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	0	36 500	0	0	0	5 000	0	41 500
20422	Privé : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 294	0	10 294
21	Immobilisations corporelles	0	772 294	119 766	1 523 643	572 056	1 638 954	32 443	0	95 567	6 883 057	16 927	11 654 707
2111	Terrains nus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	584 882	0	584 882
2112	Terrains de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 145	0	1 145
2115	Terrains bâtis	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 200	0	3 200
2116	Cimetières	0	12 793	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 793
2118	Autres terrains	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 026	0	1 026
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	160 473	0	160 473
2128	Autres agencements et aménagements	0	22 796	0	47 975	0	578 911	0	0	0	366 162	0	1 015 844

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
21311	Hôtel de ville	0	27 999	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 999
21312	Bâtiments scolaires	0	0	0	747 391	0	0	0	0	0	0	0	747 391
21316	Equipements du cimetière	0	27 836	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 836
21318	Autres bâtiments publics	0	30 527	0	0	56 126	382 089	0	0	0	0	0	468 742
2135	Installations générales, agencements	0	208 020	1 206	478 146	101 068	136 737	614	0	95 567	95 984	16 380	1 133 721
2138	Autres constructions	0	0	0	0	0	2 490	0	0	0	440 281	0	442 771
2151	Réseaux de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 098 939	0	2 098 939
2152	Installations de voirie	0	0	0	1 737	0	0	31 445	0	0	347 774	0	380 955
21533	Réseaux câblés	0	0	0	0	0	1 183	0	0	0	0	0	1 183
21538	Autres réseaux	0	51 247	0	0	42 147	0	0	0	0	1 262 313	0	1 355 707
21568	Autres matériels, outillages incendie	0	5 805	77 706	5 186	3 963	1 399	384	0	0	53 717	205	148 365
21571	Matériel roulant	0	69 980	0	0	0	43 200	0	0	0	398 708	0	511 889
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 552	0	32 552
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0	68 220	0	0	549	235 750	0	0	0	405 951	0	710 469
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	0	0	0	0	1 298	0	0	0	0	0	0	1 298
2182	Matériel de transport	0	68 660	37 262	0	0	0	0	0	0	428 516	0	534 438
2183	Matériel de bureau et informatique	0	15 114	2 257	45 564	19 634	0	0	0	0	2 286	0	84 854
2184	Mobilier	0	77 600	0	50 569	32 776	1 472	0	0	0	3 573	0	165 990
2188	Autres immobilisations corporelles	0	85 697	1 335	147 076	314 495	255 724	0	0	0	195 574	343	1 000 243
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	1 330 902	0	1 072 268	60 573	6 354 054	9 885	0	15 347	4 781 333	284 920	13 909 282
2312	Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	475 329	0	0	0	0	0	141 228	0	616 557
2313	Constructions	0	1 330 902	0	596 939	19 040	6 239 022	4 714	0	15 347	2 837 449	284 920	11 328 333
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0	0	0	0	0	2 799	0	0	0	1 687 485	0	1 690 284
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0	0	0	0	41 533	0	0	0	0	0	0	41 533
2318	Autres immo. corporelles en cours	0	0	0	0	0	0	5 171	0	0	1 039	0	6 210
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000	0	50 000
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0	0	0	0	0	112 234	0	0	0	64 132	0	176 365
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 529 177	0	1 529 177
304	Passerelle - Modes doux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 049	0	7 049
800	Projet Urbain Côte des Roses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 128 663	0	1 128 663
803	Réaménagement de la rive droite Moselle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	265 967	0	265 967

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
804	Aménagement de modes doux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	113 284	0	113 284
806	Site ETILAM - RG	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 213	0	14 213
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		3 794 975	37 656	0	8 250	0	0	0	0	0	315 478	0	4 156 359
040	Opérat° ordre transfert entre sections	211 667	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211 667
13911	Etat et établissements nationaux	11 312	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 312
13918	Autres subventions d'équipement	1 470	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 470
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	129 292	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	129 292
2128	Autres agencements et aménagements	1 659	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 659
2135	Installations générales, agencements	34 299	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 299
2152	Installations de voirie	13 612	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 612
21568	Autres matériels, outillages incendie	292	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	292
2184	Mobilier	4 368	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 368
2188	Autres immobilisations corporelles	14 757	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 757
28184	Mobilier	607	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	607
041	Opérations patrimoniales	3 583 307	37 656	0	8 250	0	0	0	0	0	315 478	0	3 944 692
2031	Frais d'études	86 901	0	0	0	0	0	0	0	0	315 478	0	402 379
2113	Terrains aménagés autres que voirie	23 662	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 662
2116	Cimetières	5 830	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 830
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20 306	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 306
2128	Autres agencements et aménagements	32 998	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 998
21311	Hôtel de ville	16 784	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 784
21312	Bâtiments scolaires	21 534	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 534
21318	Autres bâtiments publics	410 432	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	410 432
2132	Immeubles de rapport	3 869	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 869
2138	Autres constructions	549 712	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	549 712
2151	Réseaux de voirie	1 854 757	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 854 757
2152	Installations de voirie	11 976	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 976
21538	Autres réseaux	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 773	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 773
2182	Matériel de transport	8 036	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 036
2183	Matériel de bureau et informatique	2 448	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 448
2184	Mobilier	764	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	764
2188	Autres immobilisations corporelles	4 299	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 299
2313	Constructions	443 318	0	0	8 250	0	0	0	0	0	0	0	451 568
2315	Installat°, matériel et outillage techni	82 838	37 656	0	0	0	0	0	0	0	0	0	120 494

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes d'investissement		30 267 198	925 641	0	155 442	800 381	2 348 562	21 320	0	2 971	4 869 945	0	39 391 461
Recettes réelles		16 822 264	925 641	0	147 192	800 381	2 348 562	21 320	0	2 971	4 078 407	0	25 146 739
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 822 264	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 822 264
10222	FCTVA	1 968 523	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 968 523
10226	Taxe d'aménagement	629 742	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	629 742
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	8 224 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 224 000
13	Subventions d'investissement	0	925 041	0	147 192	800 381	2 348 562	21 320	0	1 562	4 069 025	0	8 313 083
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0	29 520	0	0	0	0	21 320	0	1 562	2 189 323	0	2 241 725
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0	38 442	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38 442
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	355 533	0	0	659 152	10 000	0	0	0	549 772	0	1 574 457
1322	Subv. non transf. Régions	0	0	0	0	0	258 774	0	0	0	846 591	0	1 105 365
1323	Subv. non transf. Départements	0	0	0	0	141 229	1 194 318	0	0	0	0	0	1 335 547
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29 375	0	29 375
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	303 190	0	303 190
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	0	0	147 192	0	885 470	0	0	0	124 058	0	1 156 720
1342	Amendes de police non transférable	0	310 679	0	0	0	0	0	0	0	0	0	310 679
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 716	0	26 716
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0	190 867	0	0	0	0	0	0	0	0	0	190 867
16	Emprunts et dettes assimilées	6 000 000	600	0	0	0	0	0	0	1 409	0	0	6 002 009
1641	Emprunts en euros	6 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 000 000
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	600	0	0	0	0	0	0	1 409	0	0	2 009
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 382	0	9 382
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 382	0	9 382
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		7 033 111	0	0	8 250	0	0	0	0	0	791 538	0	7 832 899
040	Opérat° ordre transfert entre sections	3 888 207	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 888 207
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	69 321	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 321
2111	Terrains nus	620 046	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	620 046
2138	Autres constructions	254 902	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	254 902
2802	Frais liés à la réalisation des document	23 551	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 551
28031	Frais d'études	296 432	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	296 432
28033	Frais d'insertion	504	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	504
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	215 844	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	215 844
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	33 717	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 717
28041582	GFP : Bâtiments, installations	21 025	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 025
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	60 482	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60 482
28041642	IC : Bâtiments, installations	8 719	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 719
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	5 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 900
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	7 520	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 520
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	18 157	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 157
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	23 020	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 020
280422	Privé : Bâtiments, installations	103 735	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	103 735
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	326	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	326
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	13 477	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 477
28051	Concessions et droits similaires	31 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31 800
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	28 585	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 585
28128	Autres aménagements de terrains	38 615	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38 615
28132	Immeubles de rapport	529 126	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	529 126
28135	Installations générales, agencements, ..	30 949	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 949

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
28138	Autres constructions	1 873	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 873
28152	Installations de voirie	110 922	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	110 922
281538	Autres réseaux	45 915	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45 915
281568	Autres matériels, outillages incendie	56 746	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	56 746
281571	Matériel roulant	164 503	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	164 503
281578	Autre matériel et outillage de voirie	22 829	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 829
28158	Autres installat°, matériel et outillage	180 030	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	180 030
28182	Matériel de transport	305 140	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	305 140
28183	Matériel de bureau et informatique	69 384	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 384
28184	Mobilier	133 221	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	133 221
28188	Autres immo. corporelles	361 893	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	361 893
041	Opérations patrimoniales	3 144 903	0	0	8 250	0	0	0	0	0	791 538	0	3 944 692
2031	Frais d'études	2 484 159	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 484 159
2033	Frais d'insertion	122 379	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	122 379
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	791 538	0	791 538
238	Avances versées commandes immo. incorp.	538 365	0	0	8 250	0	0	0	0	0	0	0	546 615
001	Solde d'exécution reporté de N-1	6 411 823	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 411 823

FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement		6 368 607	15 046 395	1 476 674	7 039 583	7 420 284	4 524 287	3 436 627	281 427	77 301	9 309 571	635 351	55 616 108
Dépenses réelles		2 480 400	15 046 395	1 476 674	7 039 583	7 420 284	4 524 287	3 436 627	281 427	77 301	9 309 571	635 351	51 727 900
011	Charges à caractère général	13 039	5 987 651	122 480	1 974 434	1 810 680	1 313 166	121 534	0	76 173	2 639 586	196 128	14 254 871
60222	Produits d'entretien	0	49 260	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49 260
60223	Fournitures des ateliers municipaux	0	71 769	0	0	0	0	0	0	0	0	0	71 769
60224	Fournitures administratives	0	70 375	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70 375
60226	Vêtements de travail	0	27 099	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 099
60228	Autres fournitures consommables	0	61 469	0	0	0	0	0	0	0	0	0	61 469
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	0	298 147	0	0	0	0	0	0	0	0	0	298 147
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0	0	0	489 275	405 913	0	0	0	0	0	0	895 188
60611	Eau et assainissement	0	36 473	591	63 419	32 851	82 007	1 429	0	1 065	70 779	21 708	310 322
60612	Energie - Electricité	0	2 556 640	375	578 445	347 882	545 564	43 072	0	4 070	357 648	48 982	4 482 679
60621	Combustibles	0	11 885	0	0	2 540	10 143	0	0	0	8 964	0	33 532
60622	Carburants	0	93 292	14 906	0	330	10 570	0	0	0	216 636	0	335 734
60623	Alimentation	0	2 825	1 306	16 691	5 275	0	0	0	0	0	0	26 097

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
60628	Autres fournitures non stockées	0	95 290	4 910	6 893	25 771	62 481	38	0	0	199 866	892	396 142
60631	Fournitures d'entretien	0	384	0	0	0	0	0	0	0	0	0	384
60632	Fournitures de petit équipement	0	111 603	8 303	30 573	31 278	56 825	3 340	0	1 570	178 146	5 155	426 793
60633	Fournitures de voirie	0	4 775	0	0	0	0	0	0	0	43 906	0	48 681
60636	Vêtements de travail	0	19 007	14 570	2 524	73	3 609	0	0	0	27 376	1 159	68 318
6064	Fournitures administratives	0	13 486	0	222	11 713	24	0	0	0	757	0	26 203
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	0	51 134	0	0	0	0	0	0	51 134
6067	Fournitures scolaires	0	641	0	136 737	3 945	0	0	0	0	0	0	141 324
6068	Autres matières et fournitures	0	102	2 709	0	4 115	0	0	0	0	0	0	6 926
611	Contrats de prestations de services	0	0	3 124	0	48 000	0	0	0	0	12 333	0	63 457
6122	Crédit-bail mobilier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	57 143	0	57 143
6132	Locations immobilières	0	20 267	0	0	0	83 316	31 123	0	6 528	0	25 024	166 258
6135	Locations mobilières	0	98 657	196	0	115 650	32 479	0	0	0	112 616	13 079	372 675
614	Charges locatives et de copropriété	0	5 164	0	0	1 932	9 278	14 062	0	19 652	0	5 160	55 249
61521	Entretien terrains	0	0	0	2 638	0	58 673	0	0	0	188 258	0	249 568
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	87 899	681	81 382	50 487	105 174	9 038	0	4 008	69 618	7 604	415 891
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0	0	0	0	0	0	0	0	2 375	0	0	2 375
615231	Entretien, réparations voiries	0	1 395	0	0	0	2 065	0	0	0	233 768	-10 254	226 974
615232	Entretien, réparations réseaux	0	2 492	0	1 272	414	11 721	0	0	420	248 138	20 215	284 672
61524	Entretien bois et forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 573	0	13 573
61551	Entretien matériel roulant	0	17 023	1 356	0	495	2 479	0	0	0	130 731	0	152 084
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	11 407	778	55 728	12 569	23 325	0	0	0	108 340	274	212 421
6156	Maintenance	0	80 716	11 478	44 304	45 660	92 330	8 167	0	3 712	27 932	4 560	318 860
6161	Multirisques	0	43 285	0	17 502	15 696	17 498	2 097	0	1 716	18 836	507	117 138
6168	Autres primes d'assurance	0	90 731	0	0	0	0	0	0	0	0	0	90 731
617	Etudes et recherches	9 900	20 490	0	2 580	0	2 400	0	0	614	5 965	45	41 994
6182	Documentation générale et technique	0	18 072	0	0	23 579	50	0	0	0	8 400	0	50 100
6184	Versements à des organismes de formation	0	42 304	18 355	7 716	1 015	8 389	210	0	0	24 638	0	102 626
6185	Frais de colloques et de séminaires	0	1 082	0	0	0	0	0	0	0	24	0	1 106
6188	Autres frais divers	0	23 487	0	2 783	20 156	18 617	268	0	0	2 942	809	69 060
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	3 023	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 023
6226	Honoraires	0	63 516	1 044	0	0	0	0	0	0	0	-2 200	62 360
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	1 974	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 974
6228	Divers	0	5 176	0	0	0	0	0	0	0	7 526	0	12 701
6231	Annonces et insertions	0	45 004	0	0	54 524	0	0	0	0	961	600	101 088
6232	Fêtes et cérémonies	0	306 136	0	67	130 870	22 983	0	0	0	3 367	1 555	464 977

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
6236	Catalogues et imprimés	0	20 954	1 856	779	46 673	3 180	1 117	0	0	3 389	2 748	80 696
6237	Publications	0	40 305	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 305
6238	Divers	0	4 145	0	0	13 715	82	0	0	0	2 471	61	20 474
6241	Transports de biens	0	1 175	7	0	4 248	0	0	0	0	3 049	0	8 480
6247	Transports collectifs	0	2 709	3 582	100 821	6 093	0	0	0	0	73 500	0	186 706
6248	Divers	0	486	21 303	0	11 450	0	0	0	0	0	0	33 238
6251	Voyages et déplacements	117	12 138	1 847	1 543	6 400	1 076	1 029	0	0	5 105	63	29 319
6256	Missions	0	247	0	0	0	0	0	0	0	0	0	247
6257	Réceptions	0	38 739	0	0	44 517	0	0	0	0	0	0	83 256
6261	Frais d'affranchissement	0	88 387	0	722	0	0	0	0	0	0	0	89 109
6262	Frais de télécommunications	0	62 360	7 699	19 237	6 579	11 341	0	0	201	8 580	1 417	117 415
627	Services bancaires et assimilés	0	13 132	0	220	2 290	0	0	0	0	9 687	257	25 587
6281	Concours divers (cotisations)	0	29 284	0	0	191	0	0	0	0	208	0	29 683
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0	5 251	0	10 941	3 964	4 057	45	0	0	13 447	264	37 968
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	194 539	0	295 916	172 241	31 429	0	0	462	57 297	14 363	766 246
6284	Redevances pour services rendus	0	418	0	0	0	0	0	0	0	18 933	0	19 351
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0	948 226	0	0	6 994	0	0	0	0	1 637	1 096	957 953
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 374	0	3 374
6288	Autres services extérieurs	0	10 838	349	2 690	76	0	0	0	0	5 993	0	19 946
63512	Taxes foncières	0	3 517	0	815	787	0	6 500	0	29 779	53 729	30 984	126 111
6353	Impôts indirects	0	0	0	0	13 897	0	0	0	0	0	0	13 897
6358	Autres droits	0	0	1 154	0	0	0	0	0	0	0	0	1 154
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	0	0	0	26 699	0	0	0	0	0	0	26 699
012	Charges de personnel, frais assimilés	160 911	8 485 223	1 352 693	4 756 329	4 588 203	1 630 495	968 722	281 427	0	6 600 998	296 212	29 121 213
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0	13 544	0	0	0	0	0	0	0	40 000	0	53 544
6218	Autre personnel extérieur	86 180	37 916	0	0	55 757	0	0	0	0	0	0	179 853
6331	Versement mobilité	434	82 213	11 676	51 579	45 690	15 584	10 144	2 967	0	63 331	2 951	286 570
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	124	23 489	3 336	14 737	13 055	4 453	2 898	848	0	18 093	843	81 876
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	248	50 503	6 672	29 468	26 117	8 897	5 797	1 695	0	36 186	1 686	167 270
64111	Rémunération principale titulaires	55 478	3 699 358	595 143	2 058 362	1 907 172	782 829	390 074	123 267	0	2 914 215	114 091	12 639 988
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 450	118 672	15 648	59 505	62 660	25 736	14 104	5 412	0	80 562	4 773	388 522
64118	Autres indemnités titulaires	4 520	1 188 622	335 451	473 005	501 881	254 058	105 926	33 502	0	950 139	46 758	3 893 862
64131	Rémunérations non tit.	0	888 470	64 318	790 125	748 798	108 573	174 125	38 811	0	746 681	48 726	3 608 628
6417	Rémunérations des apprentis	0	10 424	0	16 873	0	0	0	0	0	47 306	0	74 602
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 823	829 046	118 557	682 942	520 921	153 183	114 246	36 806	0	666 650	33 650	3 159 823
6453	Cotisations aux caisses de retraites	7 837	1 212 176	182 230	512 211	607 752	255 860	136 680	33 977	0	951 439	39 201	3 939 363

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	33 484	2 619	31 453	28 767	4 417	6 989	1 586	0	29 992	2 094	141 399
6455	Cotisations pour assurance du personnel	722	140 832	8 619	29 018	24 615	13 273	6 180	2 115	0	43 515	872	269 760
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0	52 096	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 096
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	97	14 357	2 234	5 633	44 757	3 150	1 559	385	0	11 463	454	84 090
64731	Allocations chômage versées directement	0	5 584	0	1 091	0	0	0	0	0	0	0	6 675
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	83 540	0	328	263	482	0	56	0	1 424	112	86 204
6478	Autres charges sociales diverses	0	896	6 189	0	0	0	0	0	0	0	0	7 085
014	Atténuations de produits	349 455	2 728	0	0	0	0	0	0	0	0	1 188	353 371
739113	Reversements conventionnels de fiscalité	134 997	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	134 997
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	3 301	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 301
73918	Autres reversements sur impôts locaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 188	1 188
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	211 157	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211 157
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	0	2 728	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 728
65	Autres charges de gestion courante	0	555 378	1 500	304 116	948 478	1 466 776	2 346 371	0	0	59 642	133 500	5 815 762
6531	Indemnités	0	314 615	0	0	0	0	0	0	0	0	0	314 615
6532	Frais de mission	0	2 718	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 718
6533	Cotisations de retraite	0	35 792	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 792
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	42 062	0	0	0	0	0	0	0	0	0	42 062
6535	Formation	0	930	0	0	0	0	0	0	0	0	0	930
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0	477	0	0	0	0	0	0	0	0	0	477
6558	Autres contributions obligatoires	0	2 808	0	232 295	0	0	0	0	0	0	0	235 103
657362	Subv. fonct. CCAS	0	0	0	0	0	850 000	2 320 126	0	0	0	0	3 170 126
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	155 950	1 500	71 820	726 650	616 776	26 245	0	0	21 430	133 500	1 753 871
65888	Autres	0	26	0	1	221 828	0	0	0	0	38 212	0	260 067
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	1 894 232	0	0	0	0	0	0	0	0	3 612	0	1 897 844
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 574 626	0	0	0	0	0	0	0	0	3 612	0	1 578 238
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	319 607	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	319 607
67	Charges exceptionnelles	12 762	15 415	0	4 704	72 923	113 850	0	0	1 128	5 733	8 323	234 839
6714	Bourses et prix	0	0	0	0	976	75 100	0	0	0	530	0	76 606

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	12 762	0	0	1 704	637	0	0	0	1 128	203	323	16 758
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0	415	0	3 000	64 200	38 750	0	0	0	0	8 000	114 365
6748	Autres subventions exceptionnelles	0	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 000
678	Autres charges exceptionnelles	0	0	0	0	7 110	0	0	0	0	5 000	0	12 110
68	Dot. aux amortissements et provisions	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000
Dépenses d'ordre		3 888 207	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 888 207
042	Opérat° ordre transfert entre sections	3 888 207	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 888 207
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	874 948	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	874 948
6761	Différences sur réalisations (positives)	69 321	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 321
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	2 943 939	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 943 939
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		60 355 516	1 363 687	76 792	1 268 908	1 290 026	310 265	1 990 662	4 839	145 136	2 810 862	367 968	69 984 660
Recettes réelles		52 087 161	1 363 687	76 792	1 268 908	1 290 026	310 265	1 990 662	4 839	145 136	2 810 862	367 968	61 716 305
013	Atténuations de charges	0	331 388	110	12 930	38	0	0	0	0	0	0	344 465
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	0	279 972	0	0	0	0	0	0	0	0	0	279 972
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	51 416	110	12 930	38	0	0	0	0	0	0	64 493
70	Produits des services, du domaine, vente	0	749 336	70 003	1 010 814	664 330	109 250	1 931 275	4 839	16 204	1 792 596	314 556	6 663 205
7023	Menus produits forestiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 414	0	5 414
70311	Concessions cimetières (produit net)	0	85 920	0	0	0	0	0	0	0	0	0	85 920
70321	Stationnement et location voie publique	0	0	0	0	15 214	0	0	0	0	90 216	215 206	320 637
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0	1 911	0	0	1 500	0	0	0	0	77 068	4 070	84 549
70328	Autres droits stationnement et location	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	57 194	57 194
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 626	0	24 626

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
70383	Redevance de stationnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 432 867	0	1 432 867
70384	Forfait de post-stationnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	119 437	0	119 437
70388	Autres redevances et recettes diverses	0	0	0	0	0	75 367	0	0	0	6 440	176	81 983
7062	Redevances services à caractère culturel	0	13 615	0	0	597 042	0	0	0	0	0	0	610 657
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0	0	0	961 946	0	0	0	0	0	0	0	961 946
70688	Autres prestations de services	0	0	14 355	0	0	0	0	0	0	0	0	14 355
7082	Commissions	0	0	0	0	4 627	0	0	0	0	0	0	4 627
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0	19 441	0	0	5 460	0	0	0	0	0	0	24 901
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0	321 470	0	0	0	0	1 838 275	0	0	0	0	2 159 745
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0	155	55 648	0	15 762	0	0	0	0	0	0	71 565
70871	Remb. frais par collectivité rattachemen	0	173 724	0	0	0	0	0	0	0	0	0	173 724
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0	46 068	0	0	0	0	14 000	0	0	0	0	60 068
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0	37 879	0	0	0	0	0	0	2 473	23 336	0	63 688
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	49 153	0	48 869	21 230	33 883	79 000	4 839	13 731	13 191	37 911	301 807
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0	0	0	0	3 495	0	0	0	0	0	0	3 495
73	Impôts et taxes	43 567 171	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 188	43 568 359
73111	Impôts directs locaux	32 835 419	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 835 419
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	55 565	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	55 565
73211	Attribution de compensation	6 280 327	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 280 327
73221	FNGIR	827 955	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	827 955
7351	Taxe consommation finale d'électricité	1 169 880	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 169 880
7362	Taxes de séjour	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 188	1 188
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	481 311	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	481 311
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 916 714	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 916 714
74	Dotations et participations	8 423 897	155 864	0	226 936	274 036	197 562	0	0	0	45 939	0	9 324 233
7411	Dotation forfaitaire	5 306 181	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 306 181
74123	Dotation de solidarité urbaine	1 054 602	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 054 602
74127	Dotation nationale de péréquation	693 586	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	693 586
744	FCTVA	105 727	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	105 727

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
745	Dotation spéciale instituteurs	0	0	0	5 616	0	0	0	0	0	0	0	5 616
74718	Autres participations Etat	0	47 636	0	17 578	136 310	11 200	0	0	0	45 939	0	258 663
7472	Participat° Régions	0	0	0	0	9 717	0	0	0	0	0	0	9 717
7473	Participat° Départements	0	0	0	8 322	76 500	47 301	0	0	0	0	0	132 122
74748	Participat° Autres communes	0	0	0	15 732	0	0	0	0	0	0	0	15 732
74751	Participat° GFP de rattachement	0	0	0	0	2 886	0	0	0	0	0	0	2 886
7478	Participat° Autres organismes	0	2 728	0	179 688	48 623	139 061	0	0	0	0	0	370 100
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	3 530	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 530
748313	Dotat° de compensation de la TP	376 261	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	376 261
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	884 010	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	884 010
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0	105 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	105 500
75	Autres produits de gestion courante	0	87 285	6 415	133	349 112	3 108	58 499	0	124 671	104 576	50 752	784 550
752	Revenus des immeubles	0	56 970	0	1	53 958	0	58 499	0	124 471	9 445	50 584	353 928
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0	0	5 221	0	0	0	0	0	0	44 381	0	49 601
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	30 315	1 194	132	295 154	3 108	0	0	200	50 751	168	381 020
76	Produits financiers	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18
764	Revenus valeurs mobilières de placement	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18
77	Produits exceptionnels	96 075	39 815	264	18 095	2 510	345	888	0	4 260	867 751	1 472	1 031 476
7713	Libéralités reçues	0	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 500
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	686	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	686
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0	225	0	0	506	0	0	0	0	0	0	731
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	6	3 509	264	314	1 540	345	888	0	4 260	52 773	1 239	65 140
775	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	814 977	0	814 977
7788	Produits exceptionnels divers	95 383	33 581	0	17 781	463	0	0	0	0	1	233	147 442
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>211 667</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>211 667</i>
042	Opérat° ordre transfert entre sections	211 667	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211 667

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
722	Immobilisations corporelles	68 987	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68 987
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	129 292	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	129 292
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	12 782	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 782
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	607	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	607
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Excédent de fonctionnement reporté		8 056 688	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 056 688

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES		6 368 607,42	15 044 395,12	0,00	2 000,00	21 415 002,54
Réalisations		6 368 607,42	15 044 395,12	0,00	2 000,00	21 415 002,54
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	13 039,25	5 987 650,97	0,00	0,00	6 000 690,22
60222	Produits d'entretien	0,00	49 260,18	0,00	0,00	49 260,18
60223	Fournitures des ateliers municipaux	0,00	71 769,12	0,00	0,00	71 769,12
60224	Fournitures administratives	0,00	70 375,09	0,00	0,00	70 375,09
60226	Vêtements de travail	0,00	27 098,75	0,00	0,00	27 098,75
60228	Autres fournitures consommables	0,00	61 469,05	0,00	0,00	61 469,05
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	0,00	298 147,44	0,00	0,00	298 147,44
60611	Eau et assainissement	0,00	36 473,47	0,00	0,00	36 473,47
60612	Energie - Electricité	0,00	2 556 640,05	0,00	0,00	2 556 640,05
60621	Combustibles	0,00	11 885,17	0,00	0,00	11 885,17
60622	Carburants	0,00	93 291,63	0,00	0,00	93 291,63
60623	Alimentation	0,00	2 824,53	0,00	0,00	2 824,53
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	95 290,00	0,00	0,00	95 290,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	383,91	0,00	0,00	383,91
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	111 603,27	0,00	0,00	111 603,27
60633	Fournitures de voirie	0,00	4 774,87	0,00	0,00	4 774,87
60636	Vêtements de travail	0,00	19 006,70	0,00	0,00	19 006,70
6064	Fournitures administratives	0,00	13 486,42	0,00	0,00	13 486,42
6067	Fournitures scolaires	0,00	641,44	0,00	0,00	641,44
6068	Autres matières et fournitures	0,00	102,22	0,00	0,00	102,22
6132	Locations immobilières	0,00	20 267,04	0,00	0,00	20 267,04
6135	Locations mobilières	0,00	98 656,51	0,00	0,00	98 656,51
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	5 164,43	0,00	0,00	5 164,43
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	87 898,77	0,00	0,00	87 898,77
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	1 395,07	0,00	0,00	1 395,07
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	2 492,44	0,00	0,00	2 492,44
61551	Entretien matériel roulant	0,00	17 023,13	0,00	0,00	17 023,13
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	11 407,14	0,00	0,00	11 407,14
6156	Maintenance	0,00	80 716,06	0,00	0,00	80 716,06
6161	Multirisques	0,00	43 284,97	0,00	0,00	43 284,97
6168	Autres primes d'assurance	0,00	90 730,57	0,00	0,00	90 730,57
617	Etudes et recherches	9 900,00	20 490,00	0,00	0,00	30 390,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	18 071,67	0,00	0,00	18 071,67
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	42 304,05	0,00	0,00	42 304,05
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	1 081,60	0,00	0,00	1 081,60
6188	Autres frais divers	0,00	23 486,64	0,00	0,00	23 486,64

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	3 022,56	0,00	0,00	0,00	3 022,56
6226	Honoraires	0,00	63 516,09	0,00	0,00	63 516,09
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	1 974,40	0,00	0,00	1 974,40
6228	Divers	0,00	5 175,86	0,00	0,00	5 175,86
6231	Annonces et insertions	0,00	45 003,60	0,00	0,00	45 003,60
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	306 135,69	0,00	0,00	306 135,69
6236	Catalogues et imprimés	0,00	20 953,75	0,00	0,00	20 953,75
6237	Publications	0,00	40 305,04	0,00	0,00	40 305,04
6238	Divers	0,00	4 144,88	0,00	0,00	4 144,88
6241	Transports de biens	0,00	1 175,38	0,00	0,00	1 175,38
6247	Transports collectifs	0,00	2 709,44	0,00	0,00	2 709,44
6248	Divers	0,00	485,60	0,00	0,00	485,60
6251	Voyages et déplacements	116,69	12 137,94	0,00	0,00	12 254,63
6256	Missions	0,00	247,48	0,00	0,00	247,48
6257	Réceptions	0,00	38 739,21	0,00	0,00	38 739,21
6261	Frais d'affranchissement	0,00	88 387,29	0,00	0,00	88 387,29
6262	Frais de télécommunications	0,00	62 360,43	0,00	0,00	62 360,43
627	Services bancaires et assimilés	0,00	13 132,36	0,00	0,00	13 132,36
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	29 283,86	0,00	0,00	29 283,86
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	5 250,97	0,00	0,00	5 250,97
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	194 538,91	0,00	0,00	194 538,91
6284	Redevances pour services rendus	0,00	418,00	0,00	0,00	418,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	948 226,25	0,00	0,00	948 226,25
6288	Autres services extérieurs	0,00	10 838,14	0,00	0,00	10 838,14
63512	Taxes foncières	0,00	3 517,00	0,00	0,00	3 517,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	160 910,97	8 485 222,87	0,00	0,00	8 646 133,84
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	0,00	13 544,07	0,00	0,00	13 544,07
6218	Autre personnel extérieur	86 179,73	37 916,40	0,00	0,00	124 096,13
6331	Versement mobilité	433,51	82 213,37	0,00	0,00	82 646,88
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	123,87	23 489,49	0,00	0,00	23 613,36
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	247,70	50 503,12	0,00	0,00	50 750,82
64111	Rémunération principale titulaires	55 478,19	3 699 358,08	0,00	0,00	3 754 836,27
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 449,59	118 671,98	0,00	0,00	120 121,57
64118	Autres indemnités titulaires	4 520,33	1 188 621,73	0,00	0,00	1 193 142,06
64131	Rémunérations non tit.	0,00	888 470,14	0,00	0,00	888 470,14
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	10 423,55	0,00	0,00	10 423,55
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 822,52	829 046,32	0,00	0,00	832 868,84
6453	Cotisations aux caisses de retraites	7 837,11	1 212 175,70	0,00	0,00	1 220 012,81
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	33 484,07	0,00	0,00	33 484,07
6455	Cotisations pour assurance du personnel	721,68	140 831,53	0,00	0,00	141 553,21
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	52 096,00	0,00	0,00	52 096,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	96,74	14 357,29	0,00	0,00	14 454,03
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	5 584,07	0,00	0,00	5 584,07
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	83 539,80	0,00	0,00	83 539,80
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	896,16	0,00	0,00	896,16
014	Atténuations de produits	349 455,00	2 728,00	0,00	0,00	352 183,00
739113	Reversements conventionnels de fiscalité	134 997,00	0,00	0,00	0,00	134 997,00
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	3 301,00	0,00	0,00	0,00	3 301,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	211 157,00	0,00	0,00	0,00	211 157,00
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	0,00	2 728,00	0,00	0,00	2 728,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	3 888 207,47	0,00	0,00	0,00	3 888 207,47
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	874 947,83	0,00	0,00	0,00	874 947,83
6761	Différences sur réalisations (positives)	69 321,11	0,00	0,00	0,00	69 321,11
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	2 943 938,53	0,00	0,00	0,00	2 943 938,53
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	553 378,28	0,00	2 000,00	555 378,28
6531	Indemnités	0,00	314 614,67	0,00	0,00	314 614,67
6532	Frais de mission	0,00	2 718,35	0,00	0,00	2 718,35
6533	Cotisations de retraite	0,00	35 792,09	0,00	0,00	35 792,09
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	42 062,30	0,00	0,00	42 062,30
6535	Formation	0,00	930,00	0,00	0,00	930,00
65372	Cotis. fonds finant alloc. fin mandat	0,00	476,58	0,00	0,00	476,58
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	2 808,00	0,00	0,00	2 808,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	153 950,00	0,00	2 000,00	155 950,00
65888	Autres	0,00	26,29	0,00	0,00	26,29
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 894 232,25	0,00	0,00	0,00	1 894 232,25
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 574 625,62	0,00	0,00	0,00	1 574 625,62
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	319 606,63	0,00	0,00	0,00	319 606,63
67	Charges exceptionnelles	12 762,48	15 415,00	0,00	0,00	28 177,48
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	12 762,48	0,00	0,00	0,00	12 762,48
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0,00	415,00	0,00	0,00	415,00
6748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		60 355 516,24	1 363 687,15	0,00	0,00	61 719 203,39
Réalisations		60 355 516,24	1 363 687,15	0,00	0,00	61 719 203,39
002	Résultat de fonctionnement reporté	8 056 687,88	0,00	0,00	0,00	8 056 687,88
013	Atténuations de charges	0,00	331 387,98	0,00	0,00	331 387,98
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	0,00	279 972,19	0,00	0,00	279 972,19
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	51 415,79	0,00	0,00	51 415,79
042	Opérat° ordre transfert entre sections	211 667,19	0,00	0,00	0,00	211 667,19
722	Immobilisations corporelles	68 987,05	0,00	0,00	0,00	68 987,05
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	129 291,83	0,00	0,00	0,00	129 291,83
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	12 781,67	0,00	0,00	0,00	12 781,67
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	606,64	0,00	0,00	0,00	606,64
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	749 335,79	0,00	0,00	749 335,79
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	85 920,00	0,00	0,00	85 920,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	1 911,09	0,00	0,00	1 911,09
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	13 615,00	0,00	0,00	13 615,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	19 440,70	0,00	0,00	19 440,70
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	321 470,03	0,00	0,00	321 470,03

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	155,00	0,00	0,00	155,00
70871	Remb. frais par collectivité rattachemen	0,00	173 724,08	0,00	0,00	173 724,08
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0,00	46 068,14	0,00	0,00	46 068,14
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	37 878,88	0,00	0,00	37 878,88
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	49 152,87	0,00	0,00	49 152,87
73	Impôts et taxes	43 567 171,06	0,00	0,00	0,00	43 567 171,06
73111	Impôts directs locaux	32 835 419,00	0,00	0,00	0,00	32 835 419,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	55 565,00	0,00	0,00	0,00	55 565,00
73211	Attribution de compensation	6 280 327,29	0,00	0,00	0,00	6 280 327,29
73221	FNGIR	827 955,00	0,00	0,00	0,00	827 955,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	1 169 879,93	0,00	0,00	0,00	1 169 879,93
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	481 310,89	0,00	0,00	0,00	481 310,89
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 916 713,95	0,00	0,00	0,00	1 916 713,95
74	Dotations et participations	8 423 897,04	155 863,50	0,00	0,00	8 579 760,54
7411	Dotation forfaitaire	5 306 181,00	0,00	0,00	0,00	5 306 181,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	1 054 602,00	0,00	0,00	0,00	1 054 602,00
74127	Dotation nationale de péréquation	693 586,00	0,00	0,00	0,00	693 586,00
744	FCTVA	105 727,04	0,00	0,00	0,00	105 727,04
74718	Autres participations Etat	0,00	47 635,50	0,00	0,00	47 635,50
7478	Participat° Autres organismes	0,00	2 728,00	0,00	0,00	2 728,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	3 530,00	0,00	0,00	0,00	3 530,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	376 261,00	0,00	0,00	0,00	376 261,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	884 010,00	0,00	0,00	0,00	884 010,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	105 500,00	0,00	0,00	105 500,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	87 284,94	0,00	0,00	87 284,94
752	Revenus des immeubles	0,00	56 970,40	0,00	0,00	56 970,40
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	30 314,54	0,00	0,00	30 314,54
76	Produits financiers	18,00	0,00	0,00	0,00	18,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	18,00	0,00	0,00	0,00	18,00
77	Produits exceptionnels	96 075,07	39 814,94	0,00	0,00	135 890,01
7713	Libéralités reçues	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	685,65	0,00	0,00	0,00	685,65
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	224,71	0,00	0,00	224,71
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	6,41	3 509,27	0,00	0,00	3 515,68
7788	Produits exceptionnels divers	95 383,01	33 580,96	0,00	0,00	128 963,97
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		53 986 908,82	-13 680 707,97	0,00	-2 000,00	40 304 200,85

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES		10 912 489,33	664 849,68	1 180 802,12	758 302,05	510 134,07	377 968,26	639 849,61	2 000,00	0,00
Réalisations		10 912 489,33	664 849,68	1 180 802,12	758 302,05	510 134,07	377 968,26	639 849,61	2 000,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	5 150 579,81	30 969,17	11 079,91	137 167,44	408 771,97	225 082,12	24 000,55	0,00	0,00
60222	Produits d'entretien	49 260,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60223	Fournitures des ateliers municipaux	71 769,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60224	Fournitures administratives	70 208,89	0,00	166,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60226	Vêtements de travail	27 098,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60228	Autres fournitures consommables	61 469,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	298 147,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	26 482,27	0,00	0,00	0,00	0,00	7 611,10	2 380,10	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	2 394 830,93	4,26	0,00	0,00	44 404,51	112 121,37	5 278,98	0,00	0,00
60621	Combustibles	11 885,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	83 742,56	5 806,04	0,00	0,00	0,00	0,00	3 743,03	0,00	0,00
60623	Alimentation	1 586,53	270,41	0,00	0,00	967,59	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	67 116,61	3 066,72	0,00	672,00	20 383,42	0,00	4 051,25	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	383,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	90 823,76	1 126,39	247,68	2 690,15	4 404,77	6 800,94	5 509,58	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	4 774,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	17 562,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 444,15	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	9 952,50	0,00	3 533,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	641,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	102,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 267,04	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	78 793,67	0,00	0,00	6 465,60	13 103,48	0,00	293,76	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 164,43	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	70 713,98	0,00	0,00	0,00	0,00	17 184,79	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	1 395,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	773,62	0,00	0,00	0,00	0,00	926,82	792,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	15 232,51	1 574,43	0,00	0,00	0,00	0,00	216,19	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	8 988,48	0,00	0,00	2 187,96	0,00	230,70	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	68 371,78	0,00	0,00	0,00	0,00	12 227,28	117,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	38 157,74	131,03	0,00	0,00	0,00	4 884,09	112,11	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	90 730,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	20 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	16 919,79	0,00	0,00	1 151,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	36 784,05	0,00	0,00	5 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 081,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	12 791,86	945,94	518,64	1 134,00	5 327,00	2 769,20	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	63 516,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 974,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	5 175,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	2 895,60	0,00	0,00	27 780,00	14 328,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	10 109,60	137,57	0,00	32 225,10	263 663,42	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	232,80	0,00	5 174,19	8 777,97	6 768,79	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	40 305,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	1 409,88	2 735,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	1 175,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	2 395,00	0,00	0,00	314,44	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	485,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	9 771,00	0,00	12,00	2 354,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	247,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	5 941,85	0,00	0,00	0,00	32 797,36	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	88 369,89	0,00	17,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	48 305,11	9 694,08	0,00	2 749,80	0,00	1 549,04	62,40	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	13 132,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	29 283,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	2 091,47	0,00	0,00	0,00	2 254,39	905,11	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	165 615,70	0,00	0,00	0,00	0,00	28 923,21	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	418,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	948 226,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	10 783,34	0,00	0,00	0,00	54,80	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 517,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	5 589 641,88	238 799,87	1 169 722,21	621 134,61	100 412,10	149 663,14	615 849,06	0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	13 544,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	31 552,93	0,00	0,00	6 363,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	50 937,48	5 119,19	11 820,77	6 368,47	819,12	1 380,92	5 767,42	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	14 553,39	1 462,64	3 377,61	1 819,52	234,01	394,56	1 647,76	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	34 052,62	1 504,35	6 754,68	3 638,61	468,08	789,11	3 295,67	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	2 474 486,52	44 295,31	560 471,62	175 619,91	46 300,25	76 588,26	321 596,21	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	72 578,55	789,32	21 712,32	4 873,33	997,94	3 137,91	14 582,61	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	799 748,72	17 553,82	137 492,98	71 669,49	25 206,63	28 919,36	108 030,73	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
64131	Rémunérations non tit.	480 914,11	105 823,05	107 856,49	191 965,91	1 910,58	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	5 538,82	3 407,17	0,00	0,00	1 477,56	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	521 165,55	31 202,66	122 780,79	83 630,53	7 239,08	12 175,68	50 852,03	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	800 446,43	24 561,75	179 058,11	64 100,66	14 828,70	24 951,68	104 228,37	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	19 542,18	1 876,45	4 398,13	7 667,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	119 397,13	978,69	11 412,37	2 717,42	744,96	1 019,27	4 561,69	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	52 096,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	9 511,83	225,47	2 141,86	699,98	185,19	306,39	1 286,57	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	5 584,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	83 095,32	0,00	444,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	896,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	2 728,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739113	Reversements conventionnels de fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	2 728,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	154 539,64	395 080,64	0,00	0,00	950,00	2 808,00	0,00	2 000,00	0,00
6531	Indemnités	0,00	314 614,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	1 513,35	1 205,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	35 792,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	42 062,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	0,00	930,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65372	Cotis. fonds financé alloc. fin mandat	0,00	476,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 808,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	153 000,00	0,00	0,00	0,00	950,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
65888	Autres	26,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	415,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	415,00	0,00	0,00	0,00
6748	Autres subventions exceptionnelles	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		622 853,13	38,82	118 053,50	0,00	24 548,70	16 989,14	581 203,86	0,00	0,00
Réalisations		622 853,13	38,82	118 053,50	0,00	24 548,70	16 989,14	581 203,86	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	331 387,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	279 972,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	51 415,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	129 898,51	0,00	0,00	0,00	24 322,30	14 000,87	581 114,11	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 920,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	1 911,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 615,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	218,40	0,00	0,00	0,00	19 222,30	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	321 470,03	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	155,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70871	Remb. frais par collectivité rattachemen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173 724,08	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	46 068,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	37 878,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	43 667,00	0,00	0,00	0,00	5 100,00	385,87	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	37 810,00	0,00	118 053,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7411	Dotation forfaitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	35 082,00	0,00	12 553,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	2 728,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	105 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	85 423,57	0,00	0,00	0,00	69,83	1 791,54	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	55 769,40	0,00	0,00	0,00	0,00	1 201,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	29 654,17	0,00	0,00	0,00	69,83	590,54	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	38 333,07	38,82	0,00	0,00	156,57	1 196,73	89,75	0,00	0,00
7713	Libéralités reçues	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	224,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	2 027,40	38,82	0,00	0,00	156,57	1 196,73	89,75	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	33 580,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-10 289 636,20	-664 810,86	-1 062 748,62	-758 302,05	-485 585,37	-360 979,12	-58 645,75	-2 000,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES		1 473 549,72	3 124,00	1 476 673,72
Réalizations		1 473 549,72	3 124,00	1 476 673,72
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	119 356,41	3 124,00	122 480,41
60611	Eau et assainissement	591,37	0,00	591,37
60612	Energie - Electricité	375,10	0,00	375,10
60622	Carburants	14 906,27	0,00	14 906,27
60623	Alimentation	1 306,34	0,00	1 306,34
60628	Autres fournitures non stockées	4 910,11	0,00	4 910,11
60632	Fournitures de petit équipement	8 302,85	0,00	8 302,85
60636	Vêtements de travail	14 570,34	0,00	14 570,34
6068	Autres matières et fournitures	2 709,00	0,00	2 709,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	3 124,00	3 124,00
6135	Locations mobilières	195,84	0,00	195,84
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	680,96	0,00	680,96
61551	Entretien matériel roulant	1 355,50	0,00	1 355,50
61558	Entretien autres biens mobiliers	778,36	0,00	778,36
6156	Maintenance	11 478,00	0,00	11 478,00
6184	Versements à des organismes de formation	18 355,00	0,00	18 355,00
6226	Honoraires	1 043,90	0,00	1 043,90
6236	Catalogues et imprimés	1 856,40	0,00	1 856,40
6241	Transports de biens	7,47	0,00	7,47
6247	Transports collectifs	3 581,78	0,00	3 581,78
6248	Divers	21 302,83	0,00	21 302,83
6251	Voyages et déplacements	1 846,70	0,00	1 846,70
6262	Frais de télécommunications	7 699,09	0,00	7 699,09
6288	Autres services extérieurs	349,20	0,00	349,20
6358	Autres droits	1 154,00	0,00	1 154,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 352 693,31	0,00	1 352 693,31
6331	Versement mobilité	11 676,32	0,00	11 676,32
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	3 335,95	0,00	3 335,95
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	6 672,43	0,00	6 672,43
64111	Rémunération principale titulaires	595 143,21	0,00	595 143,21
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	15 648,44	0,00	15 648,44
64118	Autres indemnités titulaires	335 450,73	0,00	335 450,73
64131	Rémunérations non tit.	64 318,08	0,00	64 318,08
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	118 557,04	0,00	118 557,04
6453	Cotisations aux caisses de retraites	182 230,34	0,00	182 230,34
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 618,94	0,00	2 618,94

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
6455	Cotisations pour assurance du personnel	8 618,80	0,00	8 618,80
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	2 233,91	0,00	2 233,91
6478	Autres charges sociales diverses	6 189,12	0,00	6 189,12
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 500,00	0,00	1 500,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	1 500,00	0,00	1 500,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES		76 791,63	0,00	76 791,63
Réalisations		76 791,63	0,00	76 791,63
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	110,00	0,00	110,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	110,00	0,00	110,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	70 003,20	0,00	70 003,20
70688	Autres prestations de services	14 355,20	0,00	14 355,20
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	55 648,00	0,00	55 648,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	6 414,56	0,00	6 414,56
757	Redevances versées par fermiers, conces.	5 220,56	0,00	5 220,56
7588	Autres produits div. de gestion courante	1 194,00	0,00	1 194,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	263,87	0,00	263,87
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	263,87	0,00	263,87
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-1 396 758,09	-3 124,00	-1 399 882,09

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES		152 995,13	0,00	1 271 608,02	48 840,23	106,34
Réalisations		152 995,13	0,00	1 271 608,02	48 840,23	106,34
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	3 721,83	0,00	115 528,24	0,00	106,34
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	591,37	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	375,10	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
60622	Carburants	0,00	0,00	14 906,27	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	1 200,00	0,00	106,34
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	4 910,11	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	8 302,85	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	14 570,34	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	2 709,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	195,84	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	680,96	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	1 355,50	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	778,36	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	11 478,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	18 355,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	1 043,90	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	1 856,40	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	7,47	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	3 581,78	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	21 302,83	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	140,05	0,00	1 706,65	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	7 699,09	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	349,20	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	1 154,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	149 273,30	0,00	1 156 079,78	47 340,23	0,00
6331	Versement mobilité	1 851,10	0,00	9 825,22	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	528,92	0,00	2 807,03	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 057,92	0,00	5 614,51	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	35 909,18	0,00	559 234,03	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	747,21	0,00	14 901,23	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	4 441,52	0,00	289 858,10	41 151,11	0,00
64131	Rémunérations non tit.	64 318,08	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	31 928,59	0,00	86 628,45	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	4 426,56	0,00	177 803,78	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 618,94	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 445,28	0,00	7 173,52	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	2 233,91	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	6 189,12	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
RECETTES		0,00	0,00	76 791,63	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	76 791,63	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	110,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	110,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	70 003,20	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	14 355,20	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	55 648,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	6 414,56	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	5 220,56	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	1 194,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	263,87	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	263,87	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-152 995,13	0,00	-1 194 816,39	-48 840,23	-106,34

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES		857 027,75	3 916 760,89	33 761,04	0,00	0,00	2 232 033,23	7 039 582,91
Réalizations		857 027,75	3 916 760,89	33 761,04	0,00	0,00	2 232 033,23	7 039 582,91
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	4 026,82	1 214 230,82	33 760,24	0,00	0,00	722 416,19	1 974 434,07
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	489 275,19	489 275,19
60611	Eau et assainissement	0,00	58 316,49	367,57	0,00	0,00	4 735,20	63 419,26
60612	Energie - Electricité	0,00	504 488,17	28 730,49	0,00	0,00	45 226,66	578 445,32
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 691,11	16 691,11
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	3 719,26	0,00	0,00	0,00	3 173,58	6 892,84
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	24 692,28	257,71	0,00	0,00	5 622,82	30 572,81
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 523,83	2 523,83
6064	Fournitures administratives	0,00	222,02	0,00	0,00	0,00	0,00	222,02
6067	Fournitures scolaires	0,00	120 382,89	0,00	0,00	0,00	16 354,47	136 737,36
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 637,60	2 637,60
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	67 992,28	1 556,08	0,00	0,00	11 833,45	81 381,81
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	1 272,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 272,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	50 261,68	0,00	0,00	0,00	5 466,32	55 728,00
6156	Maintenance	0,00	39 801,06	1 282,26	0,00	0,00	3 220,45	44 303,77
6161	Multirisques	0,00	15 734,47	751,13	0,00	0,00	1 016,33	17 501,93
617	Etudes et recherches	0,00	2 580,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 580,00
6184	Versements à des organismes de formation	4 000,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	2 216,00	7 716,00
6188	Autres frais divers	0,00	2 653,75	0,00	0,00	0,00	128,81	2 782,56
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67,00	67,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	556,20	0,00	0,00	0,00	222,60	778,80
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 821,09	100 821,09
6251	Voyages et déplacements	26,82	146,78	0,00	0,00	0,00	1 369,70	1 543,30
6261	Frais d'affranchissement	0,00	721,60	0,00	0,00	0,00	0,00	721,60
6262	Frais de télécommunications	0,00	16 806,74	0,00	0,00	0,00	2 429,81	19 236,55
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220,43	220,43
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	9 026,29	0,00	0,00	0,00	1 914,33	10 940,62
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	290 666,39	0,00	0,00	0,00	5 249,41	295 915,80
6288	Autres services extérieurs	0,00	2 690,47	0,00	0,00	0,00	0,00	2 690,47
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	815,00	0,00	0,00	0,00	815,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	853 000,93	2 420 454,99	0,00	0,00	0,00	1 482 872,72	4 756 328,64
6331	Versement mobilité	9 533,61	24 391,82	0,00	0,00	0,00	17 653,88	51 579,31
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 723,84	6 968,79	0,00	0,00	0,00	5 044,11	14 736,74
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 440,97	13 939,75	0,00	0,00	0,00	10 087,69	29 468,41
64111	Rémunération principale titulaires	367 189,63	1 121 286,62	0,00	0,00	0,00	569 885,37	2 058 361,62

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	15 564,30	29 173,28	0,00	0,00	0,00	14 767,69	59 505,27
64118	Autres indemnités titulaires	91 964,72	255 217,05	0,00	0,00	0,00	125 823,71	473 005,48
64131	Rémunérations non tit.	134 707,35	300 359,20	0,00	0,00	0,00	355 058,39	790 124,94
6417	Rémunérations des apprentis	4 378,09	12 494,44	0,00	0,00	0,00	0,00	16 872,53
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	135 948,44	261 245,12	0,00	0,00	0,00	285 747,98	682 941,54
6453	Cotisations aux caisses de retraites	75 866,16	359 437,72	0,00	0,00	0,00	76 906,80	512 210,68
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	5 005,56	12 148,68	0,00	0,00	0,00	14 298,34	31 452,58
6455	Cotisations pour assurance du personnel	3 785,59	19 230,56	0,00	0,00	0,00	6 001,48	29 017,63
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	772,67	4 353,96	0,00	0,00	0,00	506,30	5 632,93
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 090,98	1 090,98
6475	Médecine du travail, pharmacie	120,00	208,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	280 370,73	0,80	0,00	0,00	23 744,32	304 115,85
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	226 488,13	0,00	0,00	0,00	5 807,24	232 295,37
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	53 882,60	0,00	0,00	0,00	17 937,08	71 819,68
65888	Autres	0,00	0,00	0,80	0,00	0,00	0,00	0,80
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	1 704,35	0,00	0,00	0,00	3 000,00	4 704,35
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	1 704,35	0,00	0,00	0,00	0,00	1 704,35
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		733,09	93 776,05	48 869,60	0,00	0,00	1 125 528,77	1 268 907,51
Réalizations		733,09	93 776,05	48 869,60	0,00	0,00	1 125 528,77	1 268 907,51
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	733,09	0,00	0,00	0,00	0,00	12 196,46	12 929,55
6419	Remboursements rémunérations personnel	733,09	0,00	0,00	0,00	0,00	12 196,46	12 929,55
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	28 527,34	48 868,60	0,00	0,00	933 418,54	1 010 814,48
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	28 527,34	0,00	0,00	0,00	933 418,54	961 945,88
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	48 868,60	0,00	0,00	0,00	48 868,60
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	47 247,71	0,00	0,00	0,00	179 687,98	226 935,69
745	Dotation spéciale instituteurs	0,00	5 616,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 616,00
74718	Autres participations Etat	0,00	17 578,08	0,00	0,00	0,00	0,00	17 578,08
7473	Participat° Départements	0,00	8 321,50	0,00	0,00	0,00	0,00	8 321,50
74748	Participat° Autres communes	0,00	15 732,13	0,00	0,00	0,00	0,00	15 732,13
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 687,98	179 687,98
75	Autres produits de gestion courante	0,00	132,06	1,00	0,00	0,00	0,00	133,06
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	1,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	132,06	0,00	0,00	0,00	0,00	132,06
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
77	Produits exceptionnels	0,00	17 868,94	0,00	0,00	0,00	225,79	18 094,73
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	113,52	0,00	0,00	0,00	200,61	314,13
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	17 755,42	0,00	0,00	0,00	25,18	17 780,60
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-856 294,66	-3 822 984,84	15 108,56	0,00	0,00	-1 106 504,46	-5 770 675,40

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES		580 651,52	914 007,60	2 422 101,77	2 106 161,90	88 662,33	5 195,00	16 271,92	15 742,08
Réalisations		580 651,52	914 007,60	2 422 101,77	2 106 161,90	88 662,33	5 195,00	16 271,92	15 742,08
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	472 011,92	740 572,12	1 646,78	623 289,18	88 662,33	0,00	10 464,68	0,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	489 275,19	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	18 365,80	39 950,69	0,00	4 653,39	0,00	0,00	81,81	0,00
60612	Energie - Electricité	191 455,99	313 032,18	0,00	41 924,12	0,00	0,00	3 302,54	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	16 691,11	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	2 183,25	1 536,01	0,00	3 173,58	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	11 825,34	12 866,94	0,00	5 470,90	0,00	0,00	151,92	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	2 523,83	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	222,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	23 255,92	97 126,97	0,00	16 354,47	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	2 637,60	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	25 740,90	42 251,38	0,00	11 080,38	0,00	0,00	753,07	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	1 272,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	47 186,17	3 075,51	0,00	5 466,32	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	17 074,42	22 726,64	0,00	3 099,14	0,00	0,00	121,31	0,00
6161	Multirisques	4 419,54	11 314,93	0,00	951,52	0,00	0,00	64,81	0,00
617	Etudes et recherches	1 200,00	1 380,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	1 500,00	2 216,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	746,79	1 906,96	0,00	128,81	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	67,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	556,20	0,00	222,60	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	12 158,76	88 662,33	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	146,78	1 369,70	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	141,60	580,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	6 993,87	9 812,87	0,00	1 690,00	0,00	0,00	739,81	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	220,43	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	4 461,45	4 564,84	0,00	1 914,33	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	116 738,86	173 927,53	0,00	0,00	0,00	0,00	5 249,41	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	2 690,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	2 420 454,99	1 482 872,72	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	24 391,82	17 653,88	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	6 968,79	5 044,11	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	13 939,75	10 087,69	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	1 121 286,62	569 885,37	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	29 173,28	14 767,69	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	255 217,05	125 823,71	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	300 359,20	355 058,39	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	12 494,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	261 245,12	285 747,98	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	359 437,72	76 906,80	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	12 148,68	14 298,34	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	19 230,56	6 001,48	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	4 353,96	506,30	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	1 090,98	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	208,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	107 422,80	172 947,93	0,00	0,00	0,00	5 195,00	5 807,24	12 742,08
6558	Autres contributions obligatoires	87 137,80	139 350,33	0,00	0,00	0,00	0,00	5 807,24	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	20 285,00	33 597,60	0,00	0,00	0,00	5 195,00	0,00	12 742,08
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 216,80	487,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 216,80	487,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		54 604,26	39 171,79	0,00	1 125 435,89	92,88	0,00	0,00	0,00
Réalisations		54 604,26	39 171,79	0,00	1 125 435,89	92,88	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	12 196,46	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	12 196,46	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	28 527,34	0,00	0,00	933 418,54	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	28 527,34	0,00	0,00	933 418,54	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	8 321,50	38 926,21	0,00	179 687,98	0,00	0,00	0,00	0,00
745	Dotation spéciale instituteurs	0,00	5 616,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	17 578,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	8 321,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
74748	Participat° Autres communes	0,00	15 732,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	179 687,98	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	132,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	132,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	17 755,42	113,52	0,00	132,91	92,88	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	113,52	0,00	107,73	92,88	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	17 755,42	0,00	0,00	25,18	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-526 047,26	-874 835,81	-2 422 101,77	-980 726,01	-88 569,45	-5 195,00	-16 271,92	-15 742,08

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES		277 213,79	4 236 542,12	2 324 791,42	581 736,77	7 420 284,10
Réalizations		277 213,79	4 236 542,12	2 324 791,42	581 736,77	7 420 284,10
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	1 279,00	1 058 268,85	462 195,18	288 936,77	1 810 679,80
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	358 828,58	8 859,65	38 224,69	405 912,92
60611	Eau et assainissement	0,00	16 910,66	3 495,06	12 445,44	32 851,16
60612	Energie - Electricité	0,00	258 461,33	86 569,08	2 851,68	347 882,09
60621	Combustibles	0,00	2 540,36	0,00	0,00	2 540,36
60622	Carburants	0,00	329,88	0,00	0,00	329,88
60623	Alimentation	0,00	3 413,14	122,73	1 739,12	5 274,99
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	8 561,27	12 507,82	4 702,26	25 771,35
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	10 004,62	12 569,26	8 704,07	31 277,95
60636	Vêtements de travail	0,00	33,18	39,48	0,00	72,66
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	11 713,28	0,00	11 713,28
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	674,96	50 459,41	0,00	51 134,37
6067	Fournitures scolaires	0,00	1 920,80	2 024,46	0,00	3 945,26
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	4 114,64	0,00	4 114,64
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	48 000,00	0,00	48 000,00
6135	Locations mobilières	0,00	103 674,28	400,80	11 574,60	115 649,68
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	1 932,16	0,00	0,00	1 932,16
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	28 781,93	16 984,54	4 720,60	50 487,07
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	414,00	0,00	414,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	244,23	250,63	0,00	494,86
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	12 123,65	408,86	36,54	12 569,05
6156	Maintenance	0,00	27 155,62	16 962,84	1 542,02	45 660,48
6161	Multirisques	0,00	4 092,67	11 337,00	266,26	15 695,93
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	23 578,54	0,00	23 578,54
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	760,00	255,00	0,00	1 015,00
6188	Autres frais divers	0,00	3 160,51	2 674,80	14 320,20	20 155,51
6231	Annonces et insertions	0,00	4 529,00	0,00	49 994,80	54 523,80
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	13 776,48	36 504,15	80 589,24	130 869,87
6236	Catalogues et imprimés	0,00	15 788,23	17 793,18	13 091,28	46 672,69
6238	Divers	0,00	649,68	2 132,18	10 933,52	13 715,38
6241	Transports de biens	0,00	2 405,77	1 842,00	0,00	4 247,77
6247	Transports collectifs	0,00	6 093,48	0,00	0,00	6 093,48
6248	Divers	0,00	2 405,12	634,84	8 409,82	11 449,78
6251	Voyages et déplacements	1 279,00	2 721,55	2 399,70	0,00	6 400,25
6257	Réceptions	0,00	22 001,80	1 374,94	21 140,14	44 516,88

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
6262	Frais de télécommunications	0,00	3 070,43	3 309,97	198,92	6 579,32
627	Services bancaires et assimilés	0,00	2 196,15	94,16	0,00	2 290,31
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	15,00	175,88	0,00	190,88
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	747,26	950,07	2 266,42	3 963,75
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	91 968,38	80 272,16	0,00	172 240,54
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	6 993,74	0,00	0,00	6 993,74
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	76,00	76,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	787,00	787,00
6353	Impôts indirects	0,00	13 896,65	0,00	0,00	13 896,65
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	25 406,30	970,07	322,15	26 698,52
012	Charges de personnel, frais assimilés	252 684,79	2 479 435,30	1 856 083,02	0,00	4 588 203,11
6218	Autre personnel extérieur	0,00	51 834,79	3 922,33	0,00	55 757,12
6331	Versement mobilité	2 601,89	24 758,57	18 329,33	0,00	45 689,79
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	743,47	7 074,14	5 237,13	0,00	13 054,74
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 486,75	14 147,62	10 482,66	0,00	26 117,03
64111	Rémunération principale titulaires	70 880,72	966 059,24	870 231,68	0,00	1 907 171,64
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 046,11	26 972,04	31 641,70	0,00	62 659,85
64118	Autres indemnités titulaires	29 105,37	238 859,80	233 915,73	0,00	501 880,90
64131	Rémunérations non tit.	78 811,05	474 804,03	195 182,99	0,00	748 798,07
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	31 406,66	289 710,46	199 803,39	0,00	520 920,51
6453	Cotisations aux caisses de retraites	28 873,21	314 657,50	264 221,76	0,00	607 752,47
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 072,53	17 779,28	7 915,35	0,00	28 767,16
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 375,19	11 780,41	11 458,95	0,00	24 614,55
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	281,84	40 997,42	3 477,52	0,00	44 756,78
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	262,50	0,00	262,50
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	7 550,00	642 728,18	5 400,00	292 800,00	948 478,18
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	7 550,00	420 900,00	5 400,00	292 800,00	726 650,00
65888	Autres	0,00	221 828,18	0,00	0,00	221 828,18
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	15 700,00	56 109,79	1 113,22	0,00	72 923,01
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	976,22	0,00	976,22
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	499,79	137,00	0,00	636,79
6745	Subv. aux personnes de droit privé	15 700,00	48 500,00	0,00	0,00	64 200,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	7 110,00	0,00	0,00	7 110,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	1 138 198,36	101 423,46	50 404,30	1 290 026,12
Réalisations		0,00	1 138 198,36	101 423,46	50 404,30	1 290 026,12
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	37,80	0,00	0,00	37,80
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	37,80	0,00	0,00	37,80
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	581 114,16	41 312,01	41 904,30	664 330,47
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	15 214,30	15 214,30
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	559 225,56	37 816,75	0,00	597 042,31
7082	Commissions	0,00	4 627,00	0,00	0,00	4 627,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	5 460,00	5 460,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	15 761,60	0,00	0,00	15 761,60
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	21 230,00	21 230,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	3 495,26	0,00	3 495,26
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	208 623,00	56 912,59	8 500,00	274 035,59
74718	Autres participations Etat	0,00	90 000,00	46 310,00	0,00	136 310,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	7 716,59	2 000,00	9 716,59
7473	Participat° Départements	0,00	70 000,00	0,00	6 500,00	76 500,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	2 886,00	0,00	2 886,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	48 623,00	0,00	0,00	48 623,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	346 434,95	2 677,50	0,00	349 112,45
752	Revenus des immeubles	0,00	53 948,34	10,00	0,00	53 958,34
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	292 486,61	2 667,50	0,00	295 154,11
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	1 988,45	521,36	0,00	2 509,81
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	506,10	0,00	506,10
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	1 525,12	15,26	0,00	1 540,38
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	463,33	0,00	0,00	463,33
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-277 213,79	-3 098 343,76	-2 223 367,96	-531 332,47	-6 130 257,98

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES		2 177 664,45	4 674,57	1 486 592,25	567 610,85	1 735 230,54	236 583,83	189 402,99	163 574,06
Réalisations		2 177 664,45	4 674,57	1 486 592,25	567 610,85	1 735 230,54	236 583,83	189 402,99	163 574,06
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	263 260,93	674,57	524 645,42	269 687,93	331 143,54	31 601,77	30 761,63	68 688,24
6042	Achats prestat* services (hors terrains)	97 215,61	0,00	253 682,02	7 930,95	8 859,65	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	913,57	0,00	15 417,61	579,48	3 221,74	0,00	160,65	112,67
60612	Energie - Electricité	55 940,38	0,00	128 209,52	74 311,43	66 945,05	0,00	12 295,12	7 328,91
60621	Combustibles	0,00	0,00	2 540,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	329,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	649,11	0,00	2 051,98	712,05	122,73	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	1 070,94	0,00	2 859,59	4 630,74	8 400,96	3 794,55	242,02	70,29
60632	Fournitures de petit équipement	8 204,09	476,57	695,64	628,32	5 582,96	5 888,55	573,41	524,34

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
60636	Vêtements de travail	33,18	0,00	0,00	0,00	39,48	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	7 106,37	919,01	3 687,90	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	674,96	50 054,03	127,38	278,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	1 920,80	0,00	0,00	0,00	0,00	2 024,46	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 114,64	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00
6135	Locations mobilières	2 600,26	0,00	17 058,61	84 015,41	400,80	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	1 932,16	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	4 610,91	198,00	13 122,99	10 850,03	15 804,08	18,00	1 134,75	27,71
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	244,23	0,00	250,63	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	8 885,60	0,00	380,00	2 858,05	200,00	0,00	0,00	208,86
6156	Maintenance	5 089,80	0,00	14 524,93	7 540,89	11 230,77	0,00	2 903,41	2 828,66
6161	Multirisques	914,74	0,00	1 752,05	1 425,88	1 802,49	378,37	244,54	8 911,60
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	23 459,54	119,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	760,00	0,00	0,00	0,00	255,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	199,20	0,00	745,27	2 216,04	1 477,20	987,60	0,00	210,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	4 529,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	10 456,92	0,00	170,68	3 148,88	33 145,23	3 358,92	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	826,80	0,00	8 963,95	5 997,48	9 460,38	8 332,80	0,00	0,00
6238	Divers	300,00	0,00	0,00	349,68	2 132,18	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	2 405,77	1 842,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	3 982,51	0,00	2 110,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	2 018,77	0,00	227,26	159,09	634,84	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	2 049,32	0,00	0,00	672,23	1 664,10	735,60	0,00	0,00
6257	Réceptions	5 058,63	0,00	16 577,20	365,97	747,93	627,01	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	1 486,68	0,00	720,14	863,61	2 625,23	0,00	684,74	0,00
627	Services bancaires et assimilés	539,37	0,00	1 268,76	388,02	94,16	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00	175,88	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	316,69	0,00	166,65	263,92	316,69	0,00	316,69	316,69
6283	Frais de nettoyage des locaux	36 594,26	0,00	21 326,16	34 047,96	72 297,25	0,00	7 826,40	148,51
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	2 405,61	4 588,13	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6353	Impôts indirects	0,00	0,00	0,00	13 896,65	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	10 622,79	0,00	12 564,36	2 219,15	970,07	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 860 879,52	0,00	320 917,56	297 638,22	1 402 973,78	203 782,06	156 441,36	92 885,82
6218	Autre personnel extérieur	51 834,79	0,00	0,00	0,00	3 922,33	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	19 605,90	0,00	2 321,80	2 830,87	14 000,33	2 089,82	1 362,92	876,26
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	5 601,74	0,00	663,47	808,93	4 000,32	597,02	389,41	250,38
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	11 203,10	0,00	1 326,94	1 617,58	8 008,35	1 194,16	779,39	500,76
64111	Rémunération principale titulaires	692 895,98	0,00	130 704,49	142 458,77	621 244,29	116 461,10	87 324,88	45 201,41
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	19 441,04	0,00	3 433,73	4 097,27	23 009,35	2 855,82	1 882,88	3 893,65
64118	Autres indemnités titulaires	122 982,82	0,00	64 003,70	51 873,28	165 711,92	26 975,10	22 832,05	18 396,66
64131	Rémunérations non tit.	432 324,58	0,00	25 455,49	17 023,96	194 225,41	0,00	0,00	957,58
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	241 758,05	0,00	20 472,70	27 479,71	155 275,95	22 779,19	12 128,64	9 619,61

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
6453	Cotisations aux caisses de retraites	226 168,78	0,00	42 004,94	46 483,78	194 257,73	29 750,62	27 926,44	12 286,97
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	17 087,74	0,00	0,00	691,54	7 876,38	0,00	0,00	38,97
6455	Cotisations pour assurance du personnel	8 254,02	0,00	1 822,14	1 704,25	8 548,96	721,69	1 466,63	721,67
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	11 720,98	0,00	28 708,16	568,28	2 629,96	357,54	348,12	141,90
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	262,50	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	15 528,00	1 000,00	625 919,27	280,91	0,00	1 200,00	2 200,00	2 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	14 600,00	1 000,00	405 300,00	0,00	0,00	1 200,00	2 200,00	2 000,00
65888	Autres	928,00	0,00	220 619,27	280,91	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	37 996,00	3 000,00	15 110,00	3,79	1 113,22	0,00	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	0,00	976,22	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	496,00	0,00	0,00	3,79	137,00	0,00	0,00	0,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	37 500,00	3 000,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	7 110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		304 309,73	0,00	514 019,88	319 868,75	73 595,20	24 878,41	2 939,85	10,00
Réalisations		304 309,73	0,00	514 019,88	319 868,75	73 595,20	24 878,41	2 939,85	10,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	37,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	37,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	232 643,25	0,00	169 264,78	179 206,13	32 951,25	8 306,91	53,85	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	232 643,25	0,00	147 376,18	179 206,13	32 819,25	4 976,80	20,70	0,00
7082	Commissions	0,00	0,00	4 627,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	15 761,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	132,00	3 330,11	33,15	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	70 000,00	0,00	0,00	138 623,00	37 501,59	16 525,00	2 886,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	90 000,00	29 785,00	16 525,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	7 716,59	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 886,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	48 623,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 178,68	0,00	343 230,59	2 025,68	2 621,00	46,50	0,00	10,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
752	Revenus des immeubles	850,00	0,00	51 615,00	1 483,34	0,00	0,00	0,00	10,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	328,68	0,00	291 615,59	542,34	2 621,00	46,50	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	450,00	0,00	1 524,51	13,94	521,36	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	506,10	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	1 524,51	0,61	15,26	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	450,00	0,00	0,00	13,33	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-1 873 354,72	-4 674,57	-972 572,37	-247 742,10	-1 661 635,34	-211 705,42	-186 463,14	-163 564,06

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES		1 023 603,98	1 976 379,20	1 524 303,80	4 524 286,98
Réalizations		1 023 603,98	1 976 379,20	1 524 303,80	4 524 286,98
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	43 457,84	977 023,57	292 684,42	1 313 165,83
60611	Eau et assainissement	0,00	70 288,16	11 718,35	82 006,51
60612	Energie - Electricité	0,00	422 166,73	123 397,56	545 564,29
60621	Combustibles	0,00	10 142,52	0,00	10 142,52
60622	Carburants	10 569,67	0,00	0,00	10 569,67
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	59 328,28	3 152,97	62 481,25
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	47 217,04	9 608,04	56 825,08
60636	Vêtements de travail	0,00	3 609,44	0,00	3 609,44
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	24,48	24,48
6132	Locations immobilières	26 408,61	9 452,66	47 455,00	83 316,27
6135	Locations mobilières	97,92	30 422,35	1 958,40	32 478,67
614	Charges locatives et de copropriété	5 640,00	228,24	3 410,00	9 278,24
61521	Entretien terrains	0,00	58 672,65	0,00	58 672,65
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	81 767,95	23 406,47	105 174,42
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	2 065,20	0,00	2 065,20
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	7 325,60	4 395,22	11 720,82
61551	Entretien matériel roulant	0,00	2 478,94	0,00	2 478,94
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	12 224,96	11 099,89	23 324,85
6156	Maintenance	0,00	65 190,11	27 140,03	92 330,14
6161	Multirisques	49,05	13 537,49	3 911,89	17 498,43
617	Etudes et recherches	0,00	2 400,00	0,00	2 400,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	50,00	50,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	4 690,00	3 698,52	8 388,52
6188	Autres frais divers	0,00	17 043,32	1 573,76	18 617,08
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	18 962,62	4 020,00	22 982,62
6236	Catalogues et imprimés	0,00	3 179,64	0,00	3 179,64
6238	Divers	0,00	82,32	0,00	82,32
6251	Voyages et déplacements	204,34	534,50	337,40	1 076,24
6262	Frais de télécommunications	438,61	7 834,66	3 068,16	11 341,43
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	2 156,64	1 900,14	4 056,78
6283	Frais de nettoyage des locaux	49,64	24 021,55	7 358,14	31 429,33
012	Charges de personnel, frais assimilés	362 405,14	999 355,63	268 734,35	1 630 495,12
6331	Versement mobilité	3 548,12	9 307,58	2 728,40	15 584,10
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 013,73	2 659,28	779,56	4 452,57
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 027,47	5 310,49	1 559,04	8 897,00
64111	Rémunération principale titulaires	150 537,00	529 143,62	103 147,96	782 828,58

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	8 041,18	12 407,54	5 287,64	25 736,36
64118	Autres indemnités titulaires	52 233,55	167 722,06	34 102,65	254 058,26
64131	Rémunérations non tit.	51 093,72	7 601,00	49 878,46	108 573,18
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	38 851,57	83 187,62	31 143,75	153 182,94
6453	Cotisations aux caisses de retraites	50 059,52	169 994,26	35 806,07	255 859,85
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 077,67	307,84	2 031,04	4 416,55
6455	Cotisations pour assurance du personnel	2 321,45	9 094,56	1 857,26	13 273,27
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	600,16	2 137,78	412,52	3 150,46
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	482,00	0,00	482,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	578 991,00	0,00	887 785,03	1 466 776,03
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	850 000,00	850 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	578 991,00	0,00	37 785,03	616 776,03
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	38 750,00	0,00	75 100,00	113 850,00
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	75 100,00	75 100,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	38 750,00	0,00	0,00	38 750,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	127 478,19	182 786,70	310 264,89
Réalisations		0,00	127 478,19	182 786,70	310 264,89
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	77 481,79	31 768,00	109 249,79
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	75 367,20	0,00	75 367,20
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	2 114,59	31 768,00	33 882,59
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	47 300,83	150 261,24	197 562,07
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	11 200,00	11 200,00
7473	Participat° Départements	0,00	47 300,83	0,00	47 300,83
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	139 061,24	139 061,24
75	Autres produits de gestion courante	0,00	2 350,08	757,46	3 107,54
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	2 350,08	757,46	3 107,54
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	345,49	0,00	345,49
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	345,49	0,00	345,49
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-1 023 603,98	-1 848 901,01	-1 341 517,10	-4 214 022,09

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES		1 126 917,77	774 136,95	251,10	46 208,65	28 864,73	2 146,52	1 522 157,28	0,00
Réalisations		1 126 917,77	774 136,95	251,10	46 208,65	28 864,73	2 146,52	1 522 157,28	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	512 607,24	389 342,95	0,00	46 208,65	28 864,73	2 146,52	290 537,90	0,00
60611	Eau et assainissement	13 254,36	55 512,00	0,00	1 521,80	0,00	0,00	11 718,35	0,00
60612	Energie - Electricité	290 131,14	122 626,11	0,00	9 409,48	0,00	0,00	123 397,56	0,00
60621	Combustibles	6 726,78	3 415,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	5 351,21	53 419,21	0,00	557,86	0,00	0,00	3 152,97	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	17 885,53	25 328,57	0,00	4 002,94	0,00	0,00	9 608,04	0,00
60636	Vêtements de travail	1 621,09	1 988,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24,48	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	9 452,66	0,00	0,00	47 455,00	0,00
6135	Locations mobilières	28 987,18	1 094,38	0,00	0,00	340,79	0,00	1 958,40	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	228,24	0,00	0,00	3 410,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	58 672,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	64 163,95	14 455,70	0,00	3 148,30	0,00	882,00	22 524,47	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	2 065,20	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	1 515,60	5 390,38	0,00	419,62	0,00	0,00	4 395,22	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	2 478,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	-140,45	633,94	0,00	11 731,47	0,00	0,00	11 099,89	0,00
6156	Maintenance	39 386,28	24 138,15	0,00	1 665,68	0,00	0,00	27 140,03	0,00
6161	Multirisques	9 466,54	2 319,95	0,00	1 751,00	0,00	540,92	3 370,97	0,00
617	Etudes et recherches	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	4 690,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 698,52	0,00
6188	Autres frais divers	6 727,32	3 620,40	0,00	105,60	6 590,00	0,00	1 573,76	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	18 962,62	0,00	4 020,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	59,52	0,00	148,80	2 971,32	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	82,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	289,50	245,00	0,00	0,00	0,00	0,00	337,40	0,00
6262	Frais de télécommunications	5 816,56	2 018,10	0,00	0,00	0,00	723,60	2 344,56	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	1 839,95	316,69	0,00	0,00	0,00	0,00	1 900,14	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	17 184,70	6 836,85	0,00	0,00	0,00	0,00	7 358,14	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	614 310,53	384 794,00	251,10	0,00	0,00	0,00	268 734,35	0,00
6331	Versement mobilité	5 645,24	3 662,34	0,00	0,00	0,00	0,00	2 728,40	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 612,93	1 046,35	0,00	0,00	0,00	0,00	779,56	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 227,34	2 083,15	0,00	0,00	0,00	0,00	1 559,04	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	318 679,85	210 463,77	0,00	0,00	0,00	0,00	103 147,96	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	8 577,69	3 829,85	0,00	0,00	0,00	0,00	5 287,64	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	107 361,91	60 360,15	0,00	0,00	0,00	0,00	34 102,65	0,00
64131	Rémunérations non tit.	7 601,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 878,46	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	50 896,67	32 290,95	0,00	0,00	0,00	0,00	31 143,75	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	102 385,06	67 358,10	251,10	0,00	0,00	0,00	35 806,07	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	307,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 031,04	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	6 437,50	2 657,06	0,00	0,00	0,00	0,00	1 857,26	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 289,50	848,28	0,00	0,00	0,00	0,00	412,52	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	288,00	194,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	887 785,03	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	850 000,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 785,03	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 100,00	0,00
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 100,00	0,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		126 752,11	345,49	0,00	380,59	0,00	0,00	182 786,70	0,00
Réalizations		126 752,11	345,49	0,00	380,59	0,00	0,00	182 786,70	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	77 101,20	0,00	0,00	380,59	0,00	0,00	31 768,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	75 367,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	1 734,00	0,00	0,00	380,59	0,00	0,00	31 768,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	47 300,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 261,24	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 200,00	0,00
7473	Participat° Départements	47 300,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 061,24	0,00
75	Autres produits de gestion courante	2 350,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	757,46	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	2 350,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	757,46	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	345,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	345,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-1 000 165,66	-773 791,46	-251,10	-45 828,06	-28 864,73	-2 146,52	-1 339 370,58	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES		16 921,32	3 419 706,01	3 436 627,33
Réalizations		16 921,32	3 419 706,01	3 436 627,33
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	16 921,32	104 613,13	121 534,45
60611	Eau et assainissement	953,19	475,71	1 428,90
60612	Energie - Electricité	1 122,80	41 949,08	43 071,88
60628	Autres fournitures non stockées	23,40	14,45	37,85
60632	Fournitures de petit équipement	138,72	3 201,07	3 339,79
6132	Locations immobilières	0,00	31 122,52	31 122,52
614	Charges locatives et de copropriété	13 283,34	779,00	14 062,34
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	9 037,77	9 037,77
6156	Maintenance	54,60	8 112,19	8 166,79
6161	Multirisques	228,07	1 869,41	2 097,48
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	210,00	210,00
6188	Autres frais divers	0,00	267,60	267,60
6236	Catalogues et imprimés	1 117,20	0,00	1 117,20
6251	Voyages et déplacements	0,00	1 029,09	1 029,09
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	45,24	45,24
63512	Taxes foncières	0,00	6 500,00	6 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	968 721,77	968 721,77
6331	Versement mobilité	0,00	10 144,49	10 144,49
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	2 898,45	2 898,45
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	5 796,73	5 796,73
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	390 073,76	390 073,76
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	14 104,09	14 104,09
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	105 925,79	105 925,79
64131	Rémunérations non tit.	0,00	174 124,61	174 124,61
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	114 245,97	114 245,97
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	136 679,61	136 679,61
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	6 988,50	6 988,50
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	6 180,44	6 180,44
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	1 559,33	1 559,33
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	2 346 371,11	2 346 371,11
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	2 320 126,00	2 320 126,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	26 245,00	26 245,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
65888	Autres	0,00	0,11	0,11
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES		13 800,00	1 976 862,04	1 990 662,04
Réalizations		13 800,00	1 976 862,04	1 990 662,04
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	13 800,00	1 917 475,42	1 931 275,42
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	1 838 275,19	1 838 275,19
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0,00	14 000,00	14 000,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	13 800,00	65 200,23	79 000,23
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	58 498,50	58 498,50
752	Revenus des immeubles	0,00	58 498,50	58 498,50
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	888,12	888,12
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	888,12	888,12
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-3 121,32	-1 442 843,97	-1 445 965,29

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES		0,00	2 306,11	14 615,21	2 370 261,63	0,00	375 998,28	593 939,65	79 506,45
Réalisations		0,00	2 306,11	14 615,21	2 370 261,63	0,00	375 998,28	593 939,65	79 506,45
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	2 306,11	14 615,21	4 743,98	0,00	4 706,36	95 162,79	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	953,19	0,00	118,07	0,00	0,00	357,64	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	1 122,80	0,00	3 516,61	0,00	0,00	38 432,47	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	23,40	0,00	0,00	0,00	14,45	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	138,72	0,00	0,00	63,94	3 137,13	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 122,52	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	13 283,34	0,00	0,00	0,00	779,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 519,16	5 518,61	0,00
6156	Maintenance	0,00	54,60	0,00	0,00	0,00	717,42	7 394,77	0,00
6161	Multirisques	0,00	175,52	52,55	155,90	0,00	195,84	1 517,67	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	267,60	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	1 117,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	953,40	0,00	0,00	75,69	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45,24	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	45 391,54	0,00	371 291,92	472 531,86	79 506,45
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	405,05	0,00	4 248,10	4 699,10	792,24
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	115,73	0,00	1 213,81	1 342,58	226,33
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	231,43	0,00	2 427,54	2 685,00	452,76
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	23 420,24	0,00	68 641,48	253 617,17	44 394,87
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	1 149,15	0,00	2 460,44	9 164,80	1 329,70
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	8 539,46	0,00	18 858,42	68 709,51	9 818,40
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 998,47	1 126,14	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	3 571,20	0,00	62 257,94	41 431,43	6 985,40
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	7 325,41	0,00	30 031,61	85 012,74	14 309,85
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 988,50	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	541,25	0,00	891,02	3 728,90	1 019,27
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	92,62	0,00	274,59	1 014,49	177,63
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 320 126,11	0,00	0,00	26 245,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	2 320 126,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 245,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	12 000,00	1 800,00	1 852 275,19	0,00	699,00	123 887,85	0,00
Réalisations		0,00	12 000,00	1 800,00	1 852 275,19	0,00	699,00	123 887,85	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	12 000,00	1 800,00	1 852 275,19	0,00	699,00	64 501,23	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	0,00	0,00	1 838 275,19	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	12 000,00	1 800,00	0,00	0,00	699,00	64 501,23	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 498,50	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 498,50	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	888,12	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	888,12	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	9 693,89	-12 815,21	-517 986,44	0,00	-375 299,28	-470 051,80	-79 506,45

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES		0,00	222 849,17	0,00	0,00	58 577,95	281 427,12
Réalizations		0,00	222 849,17	0,00	0,00	58 577,95	281 427,12
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	222 849,17	0,00	0,00	58 577,95	281 427,12
6331	Versement mobilité	0,00	2 461,38	0,00	0,00	505,92	2 967,30
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	703,18	0,00	0,00	144,52	847,70
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	1 406,40	0,00	0,00	289,09	1 695,49
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	94 358,19	0,00	0,00	28 909,01	123 267,20
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	2 626,97	0,00	0,00	2 784,53	5 411,50
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	21 283,09	0,00	0,00	12 218,83	33 501,92
64131	Rémunérations non tit.	0,00	38 811,28	0,00	0,00	0,00	38 811,28
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	32 345,30	0,00	0,00	4 460,68	36 805,98
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	24 826,94	0,00	0,00	9 149,72	33 976,66
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	1 585,53	0,00	0,00	0,00	1 585,53
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	2 115,40	0,00	0,00	0,00	2 115,40
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	269,51	0,00	0,00	115,65	385,16
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	56,00	0,00	0,00	0,00	56,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	4 839,08	0,00	0,00	0,00	4 839,08
Réalizations		0,00	4 839,08	0,00	0,00	0,00	4 839,08
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	4 839,08	0,00	0,00	0,00	4 839,08
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	4 839,08	0,00	0,00	0,00	4 839,08
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	-218 010,09	0,00	0,00	-58 577,95	-276 588,04

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES		0,00	77 300,99	0,00	0,00	77 300,99
Réalizations		0,00	77 300,99	0,00	0,00	77 300,99
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	76 172,62	0,00	0,00	76 172,62
60611	Eau et assainissement	0,00	1 064,51	0,00	0,00	1 064,51
60612	Energie - Electricité	0,00	4 069,93	0,00	0,00	4 069,93
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	1 570,12	0,00	0,00	1 570,12
6132	Locations immobilières	0,00	6 528,31	0,00	0,00	6 528,31
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	19 652,29	0,00	0,00	19 652,29
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	4 008,38	0,00	0,00	4 008,38
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	2 375,44	0,00	0,00	2 375,44
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	419,62	0,00	0,00	419,62
6156	Maintenance	0,00	3 712,02	0,00	0,00	3 712,02
6161	Multirisques	0,00	1 715,61	0,00	0,00	1 715,61
617	Etudes et recherches	0,00	614,39	0,00	0,00	614,39
6262	Frais de télécommunications	0,00	201,00	0,00	0,00	201,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	462,00	0,00	0,00	462,00
63512	Taxes foncières	0,00	29 779,00	0,00	0,00	29 779,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	1 128,37	0,00	0,00	1 128,37
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	1 128,37	0,00	0,00	1 128,37
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	145 135,92	0,00	0,00	145 135,92
Réalizations		0,00	145 135,92	0,00	0,00	145 135,92
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	16 204,35	0,00	0,00	16 204,35
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	2 473,00	0,00	0,00	2 473,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	13 731,35	0,00	0,00	13 731,35
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	124 671,22	0,00	0,00	124 671,22
752	Revenus des immeubles	0,00	124 471,22	0,00	0,00	124 471,22
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	4 260,35	0,00	0,00	4 260,35
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	4 260,35	0,00	0,00	4 260,35
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	67 834,93	0,00	0,00	67 834,93

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES		2 317 555,95	6 377 420,51	614 594,43	9 309 570,89
Réalizations		2 317 555,95	6 377 420,51	614 594,43	9 309 570,89
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	817 023,23	1 766 105,18	56 457,19	2 639 585,60
60611	Eau et assainissement	454,61	70 300,86	23,80	70 779,27
60612	Energie - Electricité	213 372,73	144 274,92	0,00	357 647,65
60621	Combustibles	0,00	8 963,89	0,00	8 963,89
60622	Carburants	115 422,04	101 214,01	0,00	216 636,05
60628	Autres fournitures non stockées	56 581,45	143 284,93	0,00	199 866,38
60632	Fournitures de petit équipement	50 811,39	127 334,99	0,00	178 146,38
60633	Fournitures de voirie	14 227,04	29 679,42	0,00	43 906,46
60636	Vêtements de travail	10 215,57	17 160,41	0,00	27 375,98
6064	Fournitures administratives	209,88	547,08	0,00	756,96
611	Contrats de prestations de services	12 332,51	0,00	0,00	12 332,51
6122	Crédit-bail mobilier	0,00	57 142,59	0,00	57 142,59
6135	Locations mobilières	2 578,32	110 037,19	0,00	112 615,51
61521	Entretien terrains	0,00	188 257,67	0,00	188 257,67
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	145,39	69 472,38	0,00	69 617,77
615231	Entretien, réparations voiries	-36 657,38	270 425,12	0,00	233 767,74
615232	Entretien, réparations réseaux	214 603,34	33 535,05	0,00	248 138,39
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	13 573,35	13 573,35
61551	Entretien matériel roulant	58 662,50	72 068,98	0,00	130 731,48
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 286,21	107 053,69	0,00	108 339,90
6156	Maintenance	960,39	26 971,92	0,00	27 932,31
6161	Multirisques	514,65	18 321,39	0,00	18 836,04
617	Etudes et recherches	0,00	5 964,84	0,00	5 964,84
6182	Documentation générale et technique	0,00	8 400,00	0,00	8 400,00
6184	Versements à des organismes de formation	250,00	22 779,78	1 608,00	24 637,78
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	24,00	0,00	24,00
6188	Autres frais divers	0,00	2 941,70	0,00	2 941,70
6228	Divers	0,00	7 525,61	0,00	7 525,61
6231	Annonces et insertions	0,00	160,80	800,00	960,80
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	529,00	2 838,06	3 367,06
6236	Catalogues et imprimés	0,00	2 526,06	863,04	3 389,10
6238	Divers	0,00	2 470,80	0,00	2 470,80
6241	Transports de biens	0,00	3 049,41	0,00	3 049,41
6247	Transports collectifs	73 500,00	0,00	0,00	73 500,00
6251	Voyages et déplacements	425,10	4 379,60	300,50	5 105,20
6262	Frais de télécommunications	697,80	7 882,29	0,00	8 580,09

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
627	Services bancaires et assimilés	0,00	9 686,80	0,00	9 686,80
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	208,00	208,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	548,16	12 898,98	13 447,14
6283	Frais de nettoyage des locaux	2 571,04	54 726,00	0,00	57 297,04
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	18 933,46	18 933,46
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	1 636,67	0,00	1 636,67
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	3 374,17	0,00	3 374,17
6288	Autres services extérieurs	1 582,65	0,00	4 410,00	5 992,65
63512	Taxes foncières	22 276,00	31 453,00	0,00	53 729,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 500 532,72	4 601 794,59	498 670,71	6 600 998,02
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00
6331	Versement mobilité	14 217,70	44 779,29	4 333,80	63 330,79
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	4 061,97	12 793,24	1 238,17	18 093,38
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	8 121,25	25 588,79	2 475,80	36 185,84
64111	Rémunération principale titulaires	726 106,08	1 962 079,50	226 029,76	2 914 215,34
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	17 012,23	56 550,46	6 999,13	80 561,82
64118	Autres indemnités titulaires	241 066,71	631 236,43	77 836,21	950 139,35
64131	Rémunérations non tit.	98 034,99	627 348,89	21 297,51	746 681,39
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	47 306,27	0,00	47 306,27
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	139 820,29	485 529,84	41 299,84	666 649,97
6453	Cotisations aux caisses de retraites	234 275,68	644 523,06	72 640,56	951 439,30
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 970,41	25 338,91	682,46	29 991,78
6455	Cotisations pour assurance du personnel	10 495,53	30 078,79	2 941,02	43 515,34
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	2 895,88	7 671,12	896,45	11 463,45
6475	Médecine du travail, pharmacie	454,00	970,00	0,00	1 424,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	175,58	59 466,53	59 642,11
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	21 430,00	21 430,00
65888	Autres	0,00	175,58	38 036,53	38 212,11
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	3 612,16	0,00	3 612,16
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	3 612,16	0,00	3 612,16
67	Charges exceptionnelles	0,00	5 733,00	0,00	5 733,00
6714	Bourses et prix	0,00	530,00	0,00	530,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	203,00	0,00	203,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		158 413,47	2 525 215,51	127 233,03	2 810 862,01
Réalisations		158 413,47	2 525 215,51	127 233,03	2 810 862,01
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	103 369,72	1 655 865,06	33 361,10	1 792 595,88

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
7023	Menus produits forestiers	0,00	0,00	5 413,57	5 413,57
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	90 216,34	0,00	90 216,34
70323	Redev. occupat° domaine public communal	77 068,22	0,00	0,00	77 068,22
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	0,00	24 626,34	24 626,34
70383	Redevance de stationnement	0,00	1 432 867,48	0,00	1 432 867,48
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	119 437,26	0,00	119 437,26
70388	Autres redevances et recettes diverses	3 118,85	0,00	3 321,19	6 440,04
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	22 276,00	1 060,00	0,00	23 336,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	906,65	12 283,98	0,00	13 190,63
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	45 938,93	45 938,93
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	45 938,93	45 938,93
75	Autres produits de gestion courante	44 737,45	11 905,75	47 933,00	104 576,20
752	Revenus des immeubles	0,00	9 445,00	0,00	9 445,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	43 967,10	413,51	0,00	44 380,61
7588	Autres produits div. de gestion courante	770,35	2 047,24	47 933,00	50 750,59
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	10 306,30	857 444,70	0,00	867 751,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	8 699,10	44 073,79	0,00	52 772,89
775	Produits des cessions d'immobilisations	1 607,20	813 369,91	0,00	814 977,11
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	1,00	0,00	1,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-2 159 142,48	-3 852 205,00	-487 361,40	-6 498 708,88

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES		250,00	26 518,53	0,00	1 806 796,92	397 162,76	77 581,94	9 245,80
Réalisations		250,00	26 518,53	0,00	1 806 796,92	397 162,76	77 581,94	9 245,80
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	250,00	26 518,53	0,00	306 264,20	397 162,76	77 581,94	9 245,80
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	404,49	50,12
60612	Energie - Electricité	0,00	2 960,51	0,00	0,00	207 737,02	0,00	2 675,20
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	115 422,04	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	53 197,74	2 411,35	0,00	972,36
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	50 811,39	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	128,70	14 098,34	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	10 215,57	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	209,88	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	12 332,51	0,00	0,00	0,00
6122	Crédit-bail mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	2 578,32	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	145,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	-36 657,38	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	208 287,22	768,00	5 548,12
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	58 662,50	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 286,21	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	682,59	0,00	0,00	0,00	277,80	0,00
6161	Multirisques	0,00	454,04	0,00	0,00	0,00	60,61	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 500,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	425,10	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	697,80	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 571,04	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	1 582,65	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	22 276,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	1 500 532,72	0,00	0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	14 217,70	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	4 061,97	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	8 121,25	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	726 106,08	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	17 012,23	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	241 066,71	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	98 034,99	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	139 820,29	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	234 275,68	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	3 970,41	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	10 495,53	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	2 895,88	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	454,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	22 276,00	0,00	2 706,92	9 276,38	22 000,00	102 154,17
Réalisations		0,00	22 276,00	0,00	2 706,92	9 276,38	22 000,00	102 154,17
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé				Sous-fonction 81			
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Opérat° ordre intérieur de la section							
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	22 276,00	0,00	906,65	0,00	0,00	80 187,07
7023	Menus produits forestiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 068,22
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 118,85
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	22 276,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	906,65	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	770,35	22 000,00	21 967,10
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00	21 967,10
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	770,35	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	1 800,27	8 506,03	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	193,07	8 506,03	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	1 607,20	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-250,00	-4 242,53	0,00	-1 804 090,00	-387 886,38	-55 581,94	92 908,37

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		533 933.69	788 152.23	1 934 176.56	2 465 366.20	655 791.83	220 341.27	18 957.26	309 987.04	65 308.86
Réalisations		533 933.69	788 152.23	1 934 176.56	2 465 366.20	655 791.83	220 341.27	18 957.26	309 987.04	65 308.86
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	903.07	381 365.67	280 407.86	846 127.61	257 300.97	1 768.50	18 957.26	8 459.10	27 272.33
60611	Eau et assainissement	0,00	3 767,63	0,00	58 753,61	7 779,62	0,00	23,80	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	13 200,58	109,56	101 034,84	29 929,94	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	8 077,08	886,81	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	52 035,09	49 178,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	1 181,17	33 534,76	98 375,47	10 193,53	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	6 392,53	31 542,19	85 641,34	3 758,93	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	28 650,39	532,93	496,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	4 213,08	12 947,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	69,96	477,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6122	Crédit-bail mobilier	0,00	0,00	40 001,94	0,00	17 140,65	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	89 719,26	6 155,27	14 162,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	188 257,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	794,40	0,00	16 650,14	52 027,84	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	124 838,55	35 399,49	109 423,88	763,20	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	30 849,82	1 572,83	450,00	662,40	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 573,35
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	42 309,79	29 759,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	71 950,11	3 899,37	31 204,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	4 601,40	0,00	5 769,55	16 600,97	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	69,37	17,52	1 561,12	16 673,38	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	5 964,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	8 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	1 314,00	4 750,00	14 801,78	1 914,00	1 608,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	24,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	199,20	2 742,50	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	7 525,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	160,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	529,00	0,00	0,00	0,00	2 838,06	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	1 075,86	1 450,20	0,00	0,00	0,00	863,04	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 470,80	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	3 049,41	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	742,27	230,50	461,24	1 411,28	1 534,31	160,50	0,00	140,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	3 582,76	1 425,98	2 264,54	609,01	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	9 686,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	283,10	265,06	0,00	0,00	0,00	12 898,98
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	223,20	714,42	7 003,44	46 784,94	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 933,46	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 636,67	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	0,00	3 374,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 410,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	31 453,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	533 030,62	406 786,56	1 653 593,12	1 613 708,59	394 675,70	197 142,77	0,00	301 527,94	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	5 679,95	3 837,07	15 536,97	15 452,60	4 272,70	1 418,24	0,00	2 915,56	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 622,85	1 096,20	4 438,94	4 414,52	1 220,73	405,26	0,00	832,91	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 277,16	2 161,16	8 877,99	8 830,62	2 441,86	810,35	0,00	1 665,45	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	159 000,35	199 022,81	764 069,78	777 810,23	62 176,33	73 148,21	0,00	152 881,55	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	6 284,08	5 043,34	23 760,06	19 081,93	2 381,05	2 623,68	0,00	4 375,45	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	55 038,07	70 655,21	273 688,90	200 146,16	31 708,09	32 871,27	0,00	44 964,94	0,00
64131	Rémunérations non tit.	162 126,03	19 062,99	136 997,64	119 587,07	189 575,16	7 863,54	0,00	13 433,97	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	864,86	2 882,94	42 492,65	1 065,82	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	70 500,29	36 674,28	159 648,12	154 378,07	64 329,08	13 664,94	0,00	27 634,90	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	61 385,93	64 179,20	242 559,63	249 662,03	26 736,27	23 481,11	0,00	49 159,45	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	6 571,17	777,54	5 615,83	4 843,36	7 531,01	153,56	0,00	528,90	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	910,33	2 615,73	12 083,63	13 462,30	1 006,80	414,16	0,00	2 526,86	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	634,41	796,17	2 939,69	3 070,05	230,80	288,45	0,00	608,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	493,00	477,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	175,58	0,00	0,00	21 430,00	0,00	0,00	38 036,53
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 430,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	175,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 036,53
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	3 612,16	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	3 612,16	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	5 530,00	203,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	530,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	203,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	14,10	1 361 311,25	2 829,07	1 161 061,09	0,00	0,00	45 938,93	81 294,10
Réalisations		0,00	14,10	1 361 311,25	2 829,07	1 161 061,09	0,00	0,00	45 938,93	81 294,10
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	1 360 138,79	0,00	295 726,27	0,00	0,00	0,00	33 361,10
7023	Menus produits forestiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 413,57
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	90 216,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 626,34
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	1 138 543,80	0,00	294 323,68	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	119 437,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 321,19
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	11 941,39	0,00	342,59	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 938,93	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 938,93	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	4,50	389,32	7,09	11 504,84	0,00	0,00	0,00	47 933,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	9 445,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	0,00	413,51	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	4,50	389,32	7,09	1 646,33	0,00	0,00	0,00	47 933,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	9,60	783,14	2 821,98	853 829,98	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	9,60	783,14	2 821,98	40 459,07	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	813 369,91	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-533 933,69	-788 138,13	-572 865,31	-2 462 537,13	505 269,26	-220 341,27	-18 957,26	-264 048,11	15 985,24

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES		178 122,80	124 344,54	158,49	0,00	204 991,62	127 733,74	0,00	635 351,19
Réalizations		178 122,80	124 344,54	158,49	0,00	204 991,62	127 733,74	0,00	635 351,19
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	61 370,99	27 458,00	158,49	0,00	31 096,15	76 044,51	0,00	196 128,14
60611	Eau et assainissement	437,36	8 778,24	0,00	0,00	0,00	12 492,05	0,00	21 707,65
60612	Energie - Electricité	25 446,65	9 554,09	47,59	0,00	0,00	13 934,16	0,00	48 982,49
60628	Autres fournitures non stockées	892,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	892,06
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	101,58	0,00	0,00	0,00	5 053,43	0,00	5 155,01
60636	Vêtements de travail	0,00	1 159,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 159,29
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	25 023,80	0,00	0,00	25 023,80
6135	Locations mobilières	11 352,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 726,50	0,00	13 078,50
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	5 160,00	0,00	0,00	5 160,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	2 809,82	0,00	0,00	0,00	0,00	4 794,11	0,00	7 603,93
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	-13 111,44	0,00	0,00	0,00	2 857,65	0,00	-10 253,79
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	19 559,04	0,00	0,00	0,00	655,77	0,00	20 214,81
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	274,10	0,00	274,10
6156	Maintenance	1 046,73	0,00	101,09	0,00	0,00	3 412,35	0,00	4 560,17
6161	Multirisques	328,97	0,00	9,81	0,00	55,35	113,16	0,00	507,29
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45,07	0,00	45,07
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	809,00	0,00	809,00
6226	Honoraires	-2 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 200,00
6231	Annonces et insertions	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
6232	Fêtes et cérémonies	1 554,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 554,83
6236	Catalogues et imprimés	960,48	962,40	0,00	0,00	0,00	825,25	0,00	2 748,13
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61,00	0,00	61,00
6251	Voyages et déplacements	63,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63,20
6262	Frais de télécommunications	324,90	454,80	0,00	0,00	0,00	637,61	0,00	1 417,31
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	257,26	0,00	257,26
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	263,92	0,00	263,92
6283	Frais de nettoyage des locaux	14 205,99	0,00	0,00	0,00	0,00	156,70	0,00	14 362,69
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 096,42	0,00	1 096,42
63512	Taxes foncières	3 548,00	0,00	0,00	0,00	857,00	26 579,00	0,00	30 984,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	116 751,81	96 886,54	0,00	0,00	40 072,19	42 501,67	0,00	296 212,21
6331	Versement mobilité	1 213,58	785,59	0,00	0,00	393,94	558,34	0,00	2 951,45
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	346,75	224,44	0,00	0,00	112,56	159,56	0,00	843,31
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	693,44	448,83	0,00	0,00	225,08	319,12	0,00	1 686,47
64111	Rémunération principale titulaires	48 190,57	43 878,74	0,00	0,00	22 021,54	0,00	0,00	114 090,85

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 048,24	1 987,37	0,00	0,00	737,30	0,00	0,00	4 772,91
64118	Autres indemnités titulaires	13 181,11	28 268,19	0,00	0,00	5 308,48	0,00	0,00	46 757,78
64131	Rémunérations non tit.	19 793,25	0,00	0,00	0,00	0,00	28 932,56	0,00	48 725,81
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	13 620,58	6 926,91	0,00	0,00	3 473,36	9 629,43	0,00	33 650,28
6453	Cotisations aux caisses de retraites	16 557,83	14 193,07	0,00	0,00	7 110,45	1 340,07	0,00	39 201,42
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	801,64	0,00	0,00	0,00	0,00	1 292,23	0,00	2 093,87
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	601,40	270,36	0,00	871,76
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	192,82	173,40	0,00	0,00	88,08	0,00	0,00	454,30
6475	Médecine du travail, pharmacie	112,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 187,56	0,00	1 187,56
73918	Autres reversements sur impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 187,56	0,00	1 187,56
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	133 500,00	0,00	0,00	133 500,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	133 500,00	0,00	0,00	133 500,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	323,28	8 000,00	0,00	8 323,28
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	323,28	0,00	0,00	323,28
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		55 256,34	158 955,51	175,63	0,00	94 731,72	58 848,53	0,00	367 967,73
Réalisations		55 256,34	158 955,51	175,63	0,00	94 731,72	58 848,53	0,00	367 967,73
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	37 224,34	157 783,16	175,63	0,00	62 179,72	57 193,59	0,00	314 556,44
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	157 783,16	0,00	0,00	57 423,16	0,00	0,00	215 206,32
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	0,00	4 069,56	0,00	0,00	4 069,56
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 193,59	0,00	57 193,59
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	175,63	0,00	0,00	0,00	0,00	175,63
70878	Remb. frais par d'autres redevables	37 224,34	0,00	0,00	0,00	687,00	0,00	0,00	37 911,34
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 187,56	0,00	1 187,56
7362	Taxes de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 187,56	0,00	1 187,56
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	18 032,00	0,00	0,00	0,00	32 552,00	167,59	0,00	50 751,59
752	Revenus des immeubles	18 032,00	0,00	0,00	0,00	32 552,00	0,00	0,00	50 584,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167,59	0,00	167,59
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	1 172,35	0,00	0,00	0,00	299,79	0,00	1 472,14
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	1 172,35	0,00	0,00	0,00	67,05	0,00	1 239,40
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	232,74	0,00	232,74

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-122 866,46	34 610,97	17,14	0,00	-110 259,90	-68 885,21	0,00	-267 383,46

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		11 160 213,65	3 192 771,80	0,00	0,00	14 352 985,45
Réalizations		11 160 213,65	1 312 997,42	0,00	0,00	12 473 211,07
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	211 667,19	0,00	0,00	0,00	211 667,19
13911	Etat et établissements nationaux	11 312,00	0,00	0,00	0,00	11 312,00
13918	Autres subventions d'équipement	1 469,67	0,00	0,00	0,00	1 469,67
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	129 291,83	0,00	0,00	0,00	129 291,83
2128	Autres agencements et aménagements	1 659,43	0,00	0,00	0,00	1 659,43
2135	Installations générales, agencements	34 298,52	0,00	0,00	0,00	34 298,52
2152	Installations de voirie	13 612,36	0,00	0,00	0,00	13 612,36
21568	Autres matériels, outillages incendie	291,98	0,00	0,00	0,00	291,98
2184	Mobilier	4 367,84	0,00	0,00	0,00	4 367,84
2188	Autres immobilisations corporelles	14 756,92	0,00	0,00	0,00	14 756,92
28184	Mobilier	606,64	0,00	0,00	0,00	606,64
041	Opérations patrimoniales	3 583 307,45	37 655,91	0,00	0,00	3 620 963,36
2031	Frais d'études	86 901,17	0,00	0,00	0,00	86 901,17
2113	Terrains aménagés autres que voirie	23 661,95	0,00	0,00	0,00	23 661,95
2116	Cimetières	5 830,04	0,00	0,00	0,00	5 830,04
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20 306,28	0,00	0,00	0,00	20 306,28
2128	Autres agencements et aménagements	32 997,66	0,00	0,00	0,00	32 997,66
21311	Hôtel de ville	16 783,75	0,00	0,00	0,00	16 783,75
21312	Bâtiments scolaires	21 534,42	0,00	0,00	0,00	21 534,42
21318	Autres bâtiments publics	410 431,91	0,00	0,00	0,00	410 431,91
2132	Immeubles de rapport	3 869,19	0,00	0,00	0,00	3 869,19
2138	Autres constructions	549 711,80	0,00	0,00	0,00	549 711,80
2151	Réseaux de voirie	1 854 756,92	0,00	0,00	0,00	1 854 756,92
2152	Installations de voirie	11 976,00	0,00	0,00	0,00	11 976,00
21538	Autres réseaux	70,00	0,00	0,00	0,00	70,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 773,00	0,00	0,00	0,00	2 773,00
2182	Matériel de transport	8 035,88	0,00	0,00	0,00	8 035,88
2183	Matériel de bureau et informatique	2 448,14	0,00	0,00	0,00	2 448,14
2184	Mobilier	763,50	0,00	0,00	0,00	763,50

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
2188	Autres immobilisations corporelles	4 299,43	0,00	0,00	0,00	4 299,43
2313	Constructions	443 317,99	0,00	0,00	0,00	443 317,99
2315	Installat°, matériel et outillage techni	82 838,42	37 655,91	0,00	0,00	120 494,33
10	Dotations, fonds divers et réserves	473 571,46	0,00	0,00	0,00	473 571,46
10226	Taxe d'aménagement	473 571,46	0,00	0,00	0,00	473 571,46
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 891 667,55	80,00	0,00	0,00	6 891 747,55
1641	Emprunts en euros	6 526 667,55	0,00	0,00	0,00	6 526 667,55
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	365 000,00	0,00	0,00	0,00	365 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	80,00	0,00	0,00	80,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	49 786,40	0,00	0,00	49 786,40
2031	Frais d'études	0,00	32 006,40	0,00	0,00	32 006,40
2051	Concessions, droits similaires	0,00	17 780,00	0,00	0,00	17 780,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	282 972,73	0,00	0,00	282 972,73
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	282 972,73	0,00	0,00	282 972,73
21	Immobilisations corporelles	0,00	437 186,33	0,00	0,00	437 186,33
2116	Cimetières	0,00	12 792,60	0,00	0,00	12 792,60
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	8 268,00	0,00	0,00	8 268,00
21311	Hôtel de ville	0,00	27 998,70	0,00	0,00	27 998,70
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	25 165,81	0,00	0,00	25 165,81
2135	Installations générales, agencements	0,00	120 319,20	0,00	0,00	120 319,20
21538	Autres réseaux	0,00	7 562,82	0,00	0,00	7 562,82
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	3 540,13	0,00	0,00	3 540,13
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	57 014,52	0,00	0,00	57 014,52
2182	Matériel de transport	0,00	8 892,85	0,00	0,00	8 892,85
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	15 113,67	0,00	0,00	15 113,67
2184	Mobilier	0,00	76 559,75	0,00	0,00	76 559,75
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	73 958,28	0,00	0,00	73 958,28
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	505 316,05	0,00	0,00	505 316,05
2313	Constructions	0,00	505 316,05	0,00	0,00	505 316,05
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	1 879 774,38	0,00	0,00	1 879 774,38
RECETTES (2)		30 267 198,24	925 641,04	0,00	0,00	31 192 839,28

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
Réalisations		30 267 198,24	902 194,04	0,00	0,00	31 169 392,28
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	6 411 823,01	0,00	0,00	0,00	6 411 823,01
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	3 888 207,47	0,00	0,00	0,00	3 888 207,47
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	69 321,11	0,00	0,00	0,00	69 321,11
2111	Terrains nus	620 046,00	0,00	0,00	0,00	620 046,00
2138	Autres constructions	254 901,83	0,00	0,00	0,00	254 901,83
2802	Frais liés à la réalisation des document	23 551,35	0,00	0,00	0,00	23 551,35
28031	Frais d'études	296 432,00	0,00	0,00	0,00	296 432,00
28033	Frais d'insertion	504,00	0,00	0,00	0,00	504,00
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	215 844,39	0,00	0,00	0,00	215 844,39
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	33 717,23	0,00	0,00	0,00	33 717,23
28041582	GFP : Bâtiments, installations	21 025,00	0,00	0,00	0,00	21 025,00
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	60 482,00	0,00	0,00	0,00	60 482,00
28041642	IC : Bâtiments, installations	8 718,68	0,00	0,00	0,00	8 718,68
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	5 900,00	0,00	0,00	0,00	5 900,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	7 520,00	0,00	0,00	0,00	7 520,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	18 156,61	0,00	0,00	0,00	18 156,61
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	23 020,00	0,00	0,00	0,00	23 020,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	103 735,00	0,00	0,00	0,00	103 735,00
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	326,00	0,00	0,00	0,00	326,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	13 477,00	0,00	0,00	0,00	13 477,00
28051	Concessions et droits similaires	31 799,52	0,00	0,00	0,00	31 799,52
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	28 585,00	0,00	0,00	0,00	28 585,00
28128	Autres aménagements de terrains	38 614,84	0,00	0,00	0,00	38 614,84
28132	Immeubles de rapport	529 126,00	0,00	0,00	0,00	529 126,00
28135	Installations générales, agencements, ..	30 948,70	0,00	0,00	0,00	30 948,70
28138	Autres constructions	1 873,00	0,00	0,00	0,00	1 873,00
28152	Installations de voirie	110 922,03	0,00	0,00	0,00	110 922,03
281538	Autres réseaux	45 914,57	0,00	0,00	0,00	45 914,57
281568	Autres matériels, outillages incendie	56 745,79	0,00	0,00	0,00	56 745,79
281571	Matériel roulant	164 503,00	0,00	0,00	0,00	164 503,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	22 829,03	0,00	0,00	0,00	22 829,03
28158	Autres installat°, matériel et outillage	180 029,55	0,00	0,00	0,00	180 029,55
28182	Matériel de transport	305 139,88	0,00	0,00	0,00	305 139,88
28183	Matériel de bureau et informatique	69 384,45	0,00	0,00	0,00	69 384,45
28184	Mobilier	133 221,09	0,00	0,00	0,00	133 221,09
28188	Autres immo. corporelles	361 892,82	0,00	0,00	0,00	361 892,82
041	Opérations patrimoniales	3 144 903,36	0,00	0,00	0,00	3 144 903,36
2031	Frais d'études	2 484 159,36	0,00	0,00	0,00	2 484 159,36
2033	Frais d'insertion	122 379,39	0,00	0,00	0,00	122 379,39
238	Avances versées commandes immo. incorp.	538 364,61	0,00	0,00	0,00	538 364,61

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 822 264,40	0,00	0,00	0,00	10 822 264,40
10222	FCTVA	1 968 522,67	0,00	0,00	0,00	1 968 522,67
10226	Taxe d'aménagement	629 741,73	0,00	0,00	0,00	629 741,73
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	8 224 000,00	0,00	0,00	0,00	8 224 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	901 594,04	0,00	0,00	901 594,04
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	29 520,00	0,00	0,00	29 520,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	14 994,72	0,00	0,00	14 994,72
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	355 533,37	0,00	0,00	355 533,37
1342	Amendes de police non transférable	0,00	310 679,00	0,00	0,00	310 679,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	190 866,95	0,00	0,00	190 866,95
16	Emprunts et dettes assimilées	6 000 000,00	600,00	0,00	0,00	6 000 600,00
1641	Emprunts en euros	6 000 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	600,00	0,00	0,00	600,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	23 447,00	0,00	0,00	23 447,00
SOLDE (2)		19 106 984,59	-2 267 130,76	0,00	0,00	16 839 853,83

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		2 810 402,15	14 337,82	6 546,22	17 270,50	35 652,10	177 412,18	131 150,83	0,00	0,00
Réalisations		1 120 610,68	14 337,82	6 546,22	11 032,00	30 058,80	86 937,26	43 474,64	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
13918	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	37 655,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2116	Cimetières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Hôtel de ville	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	37 655,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	32 006,40	0,00	5 780,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	32 006,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	5 780,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	282 972,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	282 972,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	272 033,86	14 337,82	766,22	11 032,00	18 058,80	77 482,99	43 474,64	0,00	0,00
2116	Cimetières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 792,60	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 268,00	0,00	0,00
21311	Hôtel de ville	27 998,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 165,81	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	69 926,01	0,00	0,00	0,00	0,00	50 393,19	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	6 614,28	0,00	0,00	0,00	948,54	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	3 222,14	0,00	0,00	0,00	0,00	317,99	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	18 777,41	0,00	0,00	0,00	15 823,07	0,00	22 414,04	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
2182	Matériel de transport	8 892,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	765,63	13 581,82	766,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	76 559,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	59 277,09	756,00	0,00	11 032,00	1 287,19	1 606,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	495 941,78	0,00	0,00	0,00	0,00	9 374,27	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	495 941,78	0,00	0,00	0,00	0,00	9 374,27	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		1 689 791,47	0,00	0,00	6 238,50	5 593,30	90 474,92	87 676,19	0,00	0,00
RECETTES (2)		925 041,04	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		901 594,04	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041642	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	901 594,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	29 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	14 994,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	355 533,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	310 679,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	190 866,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	23 447,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-1 885 361,11	-14 337,82	-6 546,22	-17 270,50	-35 652,10	-176 812,18	-131 150,83	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		119 765,72	0,00	119 765,72
Réalizations		81 755,56	0,00	81 755,56
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	81 755,56	0,00	81 755,56
2135	Installations générales, agencements	1 205,82	0,00	1 205,82
21568	Autres matériels, outillages incendie	71 616,66	0,00	71 616,66
2182	Matériel de transport	7 598,10	0,00	7 598,10
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 334,98	0,00	1 334,98
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		38 010,16	0,00	38 010,16
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-119 765,72	0,00	-119 765,72

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	42 059,26	77 706,46	0,00
Réalizations		0,00	0,00	10 138,90	71 616,66	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	10 138,90	71 616,66	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	1 205,82	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	71 616,66	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	7 598,10	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 334,98	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	31 920,36	6 089,80	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalizations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	-42 059,26	-77 706,46	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	2 500 329,68	181,80	0,00	0,00	273 125,32	2 773 636,80
Réalizations		0,00	1 760 113,91	181,80	0,00	0,00	155 217,40	1 915 513,11
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	8 250,22	0,00	0,00	0,00	0,00	8 250,22
2313	Constructions	0,00	8 250,22	0,00	0,00	0,00	0,00	8 250,22
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 832,58	58 832,58
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 832,58	58 832,58
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 176 129,17	181,80	0,00	0,00	96 384,82	1 272 695,79
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	587 929,53	0,00	0,00	0,00	40 684,17	628 613,70
2135	Installations générales, agencements	0,00	420 419,57	0,00	0,00	0,00	17 822,40	438 241,97
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	3 029,34	0,00	0,00	0,00	795,41	3 824,75
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	45 500,04	0,00	0,00	0,00	63,60	45 563,64
2184	Mobilier	0,00	29 226,87	0,00	0,00	0,00	20 668,69	49 895,56
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	90 023,82	181,80	0,00	0,00	16 350,55	106 556,17
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	575 734,52	0,00	0,00	0,00	0,00	575 734,52
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	289 458,37	0,00	0,00	0,00	0,00	289 458,37
2313	Constructions	0,00	286 276,15	0,00	0,00	0,00	0,00	286 276,15
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
Restes à réaliser au 31/12		0,00	740 215,77	0,00	0,00	0,00	117 907,92	858 123,69
RECETTES (2)		0,00	155 442,02	0,00	0,00	0,00	0,00	155 442,02
Réalizations		0,00	155 442,02	0,00	0,00	0,00	0,00	155 442,02
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	8 250,22	0,00	0,00	0,00	0,00	8 250,22
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	8 250,22	0,00	0,00	0,00	0,00	8 250,22
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	147 191,80	0,00	0,00	0,00	0,00	147 191,80
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	147 191,80	0,00	0,00	0,00	0,00	147 191,80
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-2 344 887,66	-181,80	0,00	0,00	-273 125,32	-2 618 194,78

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		410 629,15	2 087 963,67	1 736,86	273 061,72	0,00	0,00	63,60	0,00
Réalizations		347 478,34	1 412 635,57	0,00	155 153,80	0,00	0,00	63,60	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	8 250,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	8 250,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	58 832,58	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	58 832,58	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	328 381,46	847 747,71	0,00	96 321,22	0,00	0,00	63,60	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	220 326,80	367 602,73	0,00	40 684,17	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	88 463,99	331 955,58	0,00	17 822,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	1 168,38	1 860,96	0,00	795,41	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	45 500,04	0,00	0,00	0,00	0,00	63,60	0,00
2184	Mobilier	7 888,92	21 337,95	0,00	20 668,69	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	10 533,37	79 490,45	0,00	16 350,55	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	19 096,88	556 637,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	289 458,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	19 096,88	267 179,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		63 150,81	675 328,10	1 736,86	117 907,92	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	155 442,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	155 442,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	8 250,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	8 250,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	147 191,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	147 191,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-410 629,15	-1 932 521,65	-1 736,86	-273 061,72	0,00	0,00	-63,60	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	378 840,90	305 917,06	24 176,16	708 934,12
Réalizations		0,00	194 071,99	185 448,56	24 176,16	403 696,71
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	24 000,00	24 000,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	24 000,00	24 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	21,50	0,00	0,00	21,50
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	21,50	0,00	0,00	21,50
21	Immobilisations corporelles	0,00	194 050,49	143 932,71	176,16	338 159,36
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	8 869,80	0,00	8 869,80
2135	Installations générales, agencements	0,00	3 262,16	53 436,36	0,00	56 698,52
21538	Autres réseaux	0,00	35 847,06	6 299,92	0,00	42 146,98
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	471,00	401,46	176,16	1 048,62
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	548,51	0,00	548,51
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	0,00	0,00	1 297,71	0,00	1 297,71
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	3 373,00	106,30	0,00	3 479,30
2184	Mobilier	0,00	3 914,94	27 294,50	0,00	31 209,44
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	147 182,33	45 678,15	0,00	192 860,48
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	41 515,85	0,00	41 515,85
2313	Constructions	0,00	0,00	17 780,33	0,00	17 780,33
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0,00	0,00	23 735,52	0,00	23 735,52
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	184 768,91	120 468,50	0,00	305 237,41
RECETTES (2)		0,00	195 000,00	605 381,00	0,00	800 381,00
Réalizations		0,00	195 000,00	8 415,00	0,00	203 415,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	195 000,00	8 415,00	0,00	203 415,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	195 000,00	8 415,00	0,00	203 415,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	596 966,00	0,00	596 966,00
SOLDE (2)		0,00	-183 840,90	299 463,94	-24 176,16	91 446,88

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culture
DEPENSES (2)		62 419,27	0,00	158 819,33	157 602,30	148 994,69	53 340,44	23 203,01	80 378,92
Réalizations		24 537,82	0,00	44 846,47	124 687,70	129 957,96	17 117,87	23 203,01	15 169,72
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	21,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	21,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	24 537,82	0,00	44 824,97	124 687,70	112 177,63	12 951,09	3 634,27	15 169,72
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 869,80
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	2 990,56	271,60	53 436,36	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	5 525,82	0,00	30 321,24	0,00	0,00	0,00	0,00	6 299,92
21568	Autres matériels, outillages incendie	471,00	0,00	0,00	0,00	225,30	0,00	176,16	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	548,51	0,00	0,00	0,00
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 297,71	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	167,00	3 206,00	106,30	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	955,94	0,00	0,00	2 959,00	14 708,22	11 915,70	670,58	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	17 585,06	0,00	11 346,17	118 251,10	43 152,94	1 035,39	1 489,82	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	17 780,33	4 166,78	19 568,74	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	17 780,33	0,00	0,00	0,00
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 166,78	19 568,74	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		37 881,45	0,00	113 972,86	32 914,60	19 036,73	36 222,57	0,00	65 209,20
RECETTES (2)		0,00	0,00	195 000,00	0,00	596 966,00	0,00	8 415,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	195 000,00	0,00	0,00	0,00	8 415,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	195 000,00	0,00	0,00	0,00	8 415,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	195 000,00	0,00	0,00	0,00	8 415,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	596 966,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-62 419,27	0,00	36 180,67	-157 602,30	447 971,31	-53 340,44	-14 788,01	-80 378,92

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		40 328,70	6 495 788,77	1 534 299,99	8 070 417,46
Réalizations		40 328,70	6 166 959,00	280 546,43	6 487 834,13
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	17 288,04	852,00	18 140,04
2031	Frais d'études	0,00	17 288,04	852,00	18 140,04
204	Subventions d'équipement versées	36 500,00	0,00	0,00	36 500,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	36 500,00	0,00	0,00	36 500,00
21	Immobilisations corporelles	3 828,70	1 176 346,78	218 777,92	1 398 953,40
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	554 567,99	0,00	554 567,99
21318	Autres bâtiments publics	0,00	96 637,39	201 172,80	297 810,19
2135	Installations générales, agencements	0,00	101 264,16	13 212,72	114 476,88
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	1 182,70	0,00	1 182,70
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	463,73	550,78	1 014,51
21571	Matériel roulant	0,00	43 200,00	0,00	43 200,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	187 762,42	0,00	187 762,42
2184	Mobilier	1 471,90	0,00	0,00	1 471,90
2188	Autres immobilisations corporelles	2 356,80	191 268,39	3 841,62	197 466,81
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	4 973 324,18	60 916,51	5 034 240,69
2313	Constructions	0,00	4 861 090,58	60 916,51	4 922 007,09
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	112 233,60	0,00	112 233,60
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	328 829,77	1 253 753,56	1 582 583,33
	RECETTES (2)	0,00	1 463 091,66	885 470,00	2 348 561,66
	Réalisations	0,00	1 463 091,66	0,00	1 463 091,66
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 463 091,66	0,00	1 463 091,66
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	258 774,00	0,00	258 774,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	1 194 317,66	0,00	1 194 317,66
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	885 470,00	885 470,00
	SOLDE (2)	-40 328,70	-5 032 697,11	-648 829,99	-5 721 855,80

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	DEPENSES (2)	5 331 640,85	953 927,73	0,00	210 220,19	0,00	0,00	1 534 299,99	0,00
	Réalisations	5 202 823,02	790 984,37	0,00	173 151,61	0,00	0,00	280 546,43	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	6 604,44	10 683,60	0,00	0,00	0,00	0,00	852,00	0,00
2031	Frais d'études	6 604,44	10 683,60	0,00	0,00	0,00	0,00	852,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	227 575,36	775 619,81	0,00	173 151,61	0,00	0,00	218 777,92	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	508 353,40	0,00	46 214,59	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	79 893,00	16 744,39	0,00	0,00	0,00	0,00	201 172,80	0,00
2135	Installations générales, agencements	94 921,65	6 342,51	0,00	0,00	0,00	0,00	13 212,72	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	1 182,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	316,31	0,00	0,00	147,42	0,00	0,00	550,78	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	43 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	187 762,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	52 444,40	12 034,39	0,00	126 789,60	0,00	0,00	3 841,62	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 968 643,22	4 680,96	0,00	0,00	0,00	0,00	60 916,51	0,00
2313	Constructions	4 856 409,62	4 680,96	0,00	0,00	0,00	0,00	60 916,51	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	112 233,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		128 817,83	162 943,36	0,00	37 068,58	0,00	0,00	1 253 753,56	0,00
RECETTES (2)		1 444 317,66	0,00	0,00	18 774,00	0,00	0,00	885 470,00	0,00
Réalizations		1 444 317,66	0,00	0,00	18 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 444 317,66	0,00	0,00	18 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	250 000,00	0,00	0,00	8 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
1323	Subv. non transf. Départements	1 194 317,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	885 470,00	0,00
SOLDE (2)		-3 887 323,19	-953 927,73	0,00	-191 446,19	0,00	0,00	-648 829,99	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		36 615,67	5 712,27	42 327,94
Réalizations		0,00	5 328,43	5 328,43
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	614,06	614,06
2135	Installations générales, agencements	0,00	614,06	614,06
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	4 714,37	4 714,37
2313	Constructions	0,00	4 714,37	4 714,37
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		36 615,67	383,84	36 999,51
RECETTES (2)		21 320,00	0,00	21 320,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		21 320,00	0,00	21 320,00
SOLDE (2)		-15 295,67	-5 712,27	-21 007,94

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		5 170,87	31 444,80	0,00	0,00	0,00	0,00	5 712,27	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 328,43	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	614,06	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	614,06	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 714,37	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 714,37	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		5 170,87	31 444,80	0,00	0,00	0,00	0,00	383,84	0,00
RECETTES (2)		0,00	21 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	21 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-5 170,87	-10 124,80	0,00	0,00	0,00	0,00	-5 712,27	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		0,00	110 914,20	0,00	0,00	110 914,20
Réalizations		0,00	78 557,40	0,00	0,00	78 557,40
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	68 010,09	0,00	0,00	68 010,09
2135	Installations générales, agencements	0,00	68 010,09	0,00	0,00	68 010,09
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	10 547,31	0,00	0,00	10 547,31
2313	Constructions	0,00	10 547,31	0,00	0,00	10 547,31
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	32 356,80	0,00	0,00	32 356,80
RECETTES (2)		0,00	2 971,48	0,00	0,00	2 971,48
Réalizations		0,00	2 971,48	0,00	0,00	2 971,48
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 562,48	0,00	0,00	1 562,48
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	1 562,48	0,00	0,00	1 562,48

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 409,00	0,00	0,00	1 409,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	1 409,00	0,00	0,00	1 409,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-107 942,72	0,00	0,00	-107 942,72

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		1 826 118,69	12 746 753,47	344 721,94	14 917 594,10
Réalizations		1 040 318,70	9 380 313,93	243 472,49	10 664 105,12
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	315 478,04	0,00	315 478,04
2031	Frais d'études	0,00	315 478,04	0,00	315 478,04
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	180 608,22	0,00	180 608,22
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	0,00	180 608,22	0,00	180 608,22
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	77 478,59	132 745,73	0,00	210 224,32
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0,00	773,00	0,00	773,00
2031	Frais d'études	77 478,59	131 972,73	0,00	209 451,32
204	Subventions d'équipement versées	0,00	466 763,94	5 000,00	471 763,94
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	456 969,66	0,00	456 969,66
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	9 794,28	0,00	9 794,28
21	Immobilisations corporelles	962 840,11	3 456 954,70	164 642,01	4 584 436,82
2111	Terrains nus	0,00	577 682,26	0,00	577 682,26
2112	Terrains de voirie	0,00	145,00	0,00	145,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	1 026,00	0,00	1 026,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	123 973,33	0,00	123 973,33
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	269 810,81	0,00	269 810,81
2135	Installations générales, agencements	0,00	79 983,55	0,00	79 983,55
2138	Autres constructions	0,00	0,00	68 484,00	68 484,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	1 804 271,32	0,00	1 804 271,32
2152	Installations de voirie	0,00	212 510,16	0,00	212 510,16
21538	Autres réseaux	902 635,94	2 170,70	0,00	904 806,64
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	40 793,86	0,00	40 793,86
21571	Matériel roulant	0,00	50 659,20	0,00	50 659,20

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
21578	Autre matériel et outillage de voirie	17 405,20	1 435,20	0,00	18 840,40
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 150,92	121 327,34	96 158,01	218 636,27
2182	Matériel de transport	30 087,36	105 946,88	0,00	136 034,24
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	11 560,69	65 219,09	0,00	76 779,78
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	3 298 586,70	73 830,48	3 372 417,18
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	73 830,48	73 830,48
2313	Constructions	0,00	2 837 449,40	0,00	2 837 449,40
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	345 966,80	0,00	345 966,80
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	1 038,91	0,00	1 038,91
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	64 131,59	0,00	64 131,59
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	1 529 176,60	0,00	1 529 176,60
304	Passerelle - Modes doux	0,00	7 049,46	0,00	7 049,46
800	Projet Urbain Côte des Roses	0,00	1 128 663,18	0,00	1 128 663,18
803	Réaménagement de la rive droite Moselle	0,00	265 967,24	0,00	265 967,24
804	Aménagement de modes doux	0,00	113 283,65	0,00	113 283,65
806	Site ETILAM - RG	0,00	14 213,07	0,00	14 213,07
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		785 799,99	3 366 439,54	101 249,45	4 253 488,98
RECETTES (2)		48 132,00	4 716 511,96	105 301,40	4 869 945,36
Réalizations		48 132,00	2 335 963,96	105 301,40	2 489 397,36
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	791 538,04	0,00	791 538,04
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0,00	791 538,04	0,00	791 538,04
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	48 132,00	1 535 044,09	105 301,40	1 688 477,49
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	12 225,00	0,00	12 225,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	446 321,71	0,00	446 321,71
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	746 591,35	0,00	746 591,35
13258	Subv. non transf. Autres groupements	29 375,00	0,00	0,00	29 375,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	303 189,82	0,00	303 189,82
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	18 757,00	0,00	105 301,40	124 058,40
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	26 716,21	0,00	26 716,21
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	9 381,83	0,00	9 381,83
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0,00	9 381,83	0,00	9 381,83
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	2 380 548,00	0,00	2 380 548,00
SOLDE (2)		-1 777 986,69	-8 030 241,51	-239 420,54	-10 047 648,74

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	319 964,96	1 210 681,28	0,00	295 472,45
Réalisations		0,00	0,00	0,00	60 204,17	897 600,31	0,00	82 514,22
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 478,59
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 478,59

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	60 204,17	897 600,31	0,00	5 035,63
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	897 600,31	0,00	5 035,63
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	17 405,20	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	1 150,92	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	30 087,36	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	11 560,69	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
2315	Installat°, matériel et outillage techn	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
304	Passerelle - Modes doux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800	Projet Urbain Côte des Roses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803	Réaménagement de la rive droite Moselle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
804	Aménagement de modes doux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
806	Site ETILAM - RG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	259 760,79	313 080,97	0,00	212 958,23
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 132,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 132,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 132,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 375,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 757,00
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-319 964,96	-1 210 681,28	0,00	-247 340,45

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		597 060,89	585 134,62	4 512 508,45	1 224 463,09	5 827 586,42	101 158,01	102 336,00	0,00	141 227,93
Réalisations		350 987,33	422 034,77	2 776 091,90	646 104,07	5 185 095,86	101 158,01	68 484,00	0,00	73 830,48
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	315 478,04	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	315 478,04	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	180 608,22	0,00	0,00	0,00	0,00
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	0,00	0,00	0,00	0,00	180 608,22	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	773,00	0,00	32 684,40	27 180,06	72 108,27	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisat° documents urbanisme	773,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	32 684,40	27 180,06	72 108,27	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	456 969,66	0,00	9 794,28	5 000,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	456 969,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	9 794,28	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	357 950,60	1 821 259,97	617 754,55	659 989,58	96 158,01	68 484,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	577 682,26	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	1,00	0,00	144,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	1 026,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	123 973,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	269 810,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	2 948,39	77 035,16	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 484,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	142 973,24	1 661 298,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	212 510,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	2 170,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	38 404,10	0,00	2 389,76	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	50 659,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	1 435,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	1 032,00	7 250,09	113 045,25	0,00	96 158,01	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	61 796,98	44 149,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 850,52	60 630,17	2 738,40	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 038,91	0,00	410 098,39	0,00	2 887 449,40	0,00	0,00	0,00	73 830,48

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 830,48
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	2 837 449,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	345 966,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	1 038,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	64 131,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		349 175,42	64 084,17	55 079,48	1 169,46	1 059 668,07	0,00	0,00	0,00	0,00
304	Passerelle - Modes doux	0,00	0,00	5 880,00	1 169,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800	Projet Urbain Côte des Roses	78 663,18	0,00	0,00	0,00	1 050 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
803	Réaménagement de la rive droite Moselle	265 967,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
804	Aménagement de modes doux	0,00	64 084,17	49 199,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
806	Site ETILAM - RG	4 545,00	0,00	0,00	0,00	9 668,07	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		246 073,56	163 099,85	1 736 416,55	578 359,02	642 490,56	0,00	33 852,00	0,00	67 397,45
RECETTES (2)		0,00	103 450,00	788 452,74	0,00	3 824 609,22	0,00	105 301,40	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	788 452,74	0,00	1 547 511,22	0,00	105 301,40	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	791 538,04	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0,00	0,00	0,00	0,00	791 538,04	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	788 452,74	0,00	746 591,35	0,00	105 301,40	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	12 225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	446 321,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	746 591,35	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	303 189,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 301,40	0,00	0,00
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	0,00	26 716,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	9 381,83	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0,00	0,00	0,00	0,00	9 381,83	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	103 450,00	0,00	0,00	2 277 098,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-597 060,89	-481 684,62	-3 724 055,71	-1 224 463,09	-2 002 977,20	-101 158,01	2 965,40	0,00	-141 227,93

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		0,00	342,72	0,00	0,00	0,00	301 979,60	0,00	302 322,32
Réalizations		0,00	342,72	0,00	0,00	0,00	17 059,75	0,00	17 402,47
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475,00	0,00	475,00
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475,00	0,00	475,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	342,72	0,00	0,00	0,00	16 584,75	0,00	16 927,47
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 380,00	0,00	16 380,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204,75	0,00	204,75
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	342,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	342,72
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	284 919,85	0,00	284 919,85
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-342,72	0,00	0,00	0,00	-301 979,60	0,00	-302 322,32

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					124 112 736,99									
1641 Emprunts en euros (total)					113 912 736,99									
10170	CAISSE D'EPARGNE	17/09/2010	25/08/2010	25/12/2010	267 736,99	V	(Euribor 3M-Floor -0.1 sur Euribor 3M) + 0.1	0,991	1,009	EUR	T	C	O	A-1
10174	CAISSE D'EPARGNE	25/05/2012	03/05/2012	25/11/2012	455 000,00	F	Taux fixe à 4.7 %	4,700	4,784	EUR	T	P	O	A-1
10175	CAISSE D'EPARGNE	25/05/2012	03/05/2012	25/11/2012	1 125 000,00	F	Taux fixe à 4.7 %	4,700	4,784	EUR	T	P	O	A-1
10176	CAISSE D'EPARGNE	03/12/2013	14/02/2014	01/07/2014	7 250 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	2,200	2,251	EUR	T	P	O	A-1
11078	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30/06/2009	30/06/2009	01/01/2010	3 100 000,00	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	4,420	EUR	A	P	O	A-1
11080	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/06/2012	13/06/2012	01/07/2013	2 000 000,00	F	Taux fixe à 5.11 %	5,110	5,110	EUR	A	P	O	A-1
12128	DEXIA CL	30/12/2009	30/12/2009	01/04/2011	3 150 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.83	1,150	1,179	EUR	S	P	O	A-1
12130	SFIL CAFFIL	23/11/2010	10/12/2010	01/04/2011	750 000,00	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	1,863	EUR	T	P	O	A-1
13008	CREDIT FONCIER DE FRANCE	28/05/2012	28/05/2012	28/08/2012	1 500 000,00	F	Taux fixe à 5.31 %	5,310	5,497	EUR	T	P	O	A-1
15035	CREDIT MUTUEL	03/08/2011	30/06/2012	30/09/2011	5 100 000,00	F	Taux fixe à 4.5 %	4,500	4,576	EUR	T	P	O	A-1
17100	SFIL CAFFIL	20/06/2013	24/06/2013	01/10/2013	5 500 000,00	V	Euribor 3M + 1.8	2,014	2,059	EUR	T	C	O	A-1
17102	SFIL CAFFIL	17/10/2014	30/10/2014	01/02/2016	5 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 1.4	1,393	1,475	EUR	A	P	O	A-1
17105	SFIL CAFFIL	12/12/2017	12/12/2017	01/01/2019	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.28 %	0,280	0,284	EUR	A	C	O	A-1
17107	SFIL CAFFIL	20/12/2018	28/12/2018	01/04/2019	4 500 000,00	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	1,500	EUR	T	C	O	A-1
17109	SFIL CAFFIL	29/11/2019	30/12/2019	01/04/2020	6 700 000,00	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	0,712	EUR	T	C	O	A-1
17120	SFIL CAFFIL	10/12/2020	28/12/2020	01/04/2021	7 000 000,00	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,491	EUR	T	C	O	A-1
17121	BANQUE POSTALE	25/11/2021	24/12/2021	01/04/2022	7 000 000,00	F	Taux fixe à 0.65 %	0,650	0,652	EUR	T	C	O	A-1
18018-Tirage 1	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	10/11/2010	17/11/2010	29/04/2011	500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.55)-Floor -0.55 sur Euribor 3M	1,598	1,631	EUR	S	C	O	A-1
18018-Tirage 2	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	17/12/2010	31/12/2010	29/04/2011	3 500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.55)-Floor -0.55 sur Euribor 3M	1,563	1,595	EUR	S	C	O	A-1

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
18022consolidation	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	30/06/2011	30/06/2011	30/09/2011	7 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.52)-Floor -0.52 sur Euribor 3M	2,051	2,097	EUR	A	C	O	A-1
18023-Tirage 1	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	23/09/2011	23/09/2011	30/04/2012	3 000 000,00	V	Euribor 3M + 0.6	2,137	2,186	EUR	S	C	O	A-1
18023-Tirage 2	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	23/09/2011	16/12/2011	30/04/2012	1 000 000,00	V	Euribor 3M + 0.6	1,854	1,894	EUR	S	C	O	A-1
18023-Tirage 3	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	23/09/2011	23/11/2011	30/04/2012	1 700 000,00	V	Euribor 3M + 0.6	1,911	1,953	EUR	S	C	O	A-1
18024	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	03/08/2001	30/06/2012	28/09/2012	4 100 000,00	V	Euribor 3M + 0.97	1,623	1,657	EUR	A	C	O	A-1
19000	CREDIT AGRICOLE	29/12/2009	27/05/2010	27/08/2010	3 150 000,00	V	Euribor 3M-Floor -0.4 sur Euribor 3M + 0.4	1,097	1,102	EUR	A	C	O	A-1
19010	CREDIT AGRICOLE	25/07/2012	25/07/2012	25/10/2012	565 000,00	F	Taux fixe à 4.43 %	4,430	4,504	EUR	T	C	O	A-1
19020	CREDIT AGRICOLE	03/12/2020	24/12/2020	15/03/2021	1 400 000,00	F	Taux fixe à 0.14 %	0,140	0,140	EUR	T	P	O	A-1
24011	SOCIETE GENERALE	13/10/2009	31/01/2010	30/04/2010	2 600 000,00	V	Euribor 3M + 0.6	1,265	1,290	EUR	T	P	O	A-1
27000	SaarLB	11/08/2015	11/08/2015	31/08/2016	7 000 000,00	V	(Euribor 6M + 1)-Floor -1 sur Euribor 6M	1,046	1,064	EUR	S	C	O	A-1
28000	ARKEA	12/12/2014	12/12/2014	30/05/2015	2 500 000,00	V	(Euribor 3M + 1.29)-Floor -1.29 sur Euribor 3M	1,372	1,399	EUR	T	P	O	A-1
LANDSAAR 6M€	LANDESBANK SAAR GIROZENTRALE	28/03/2023	03/04/2023	03/07/2023	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	3,957	EUR	T	C	O	A-1
MON544239EUR	SFIL CAFFIL	14/10/2022	30/11/2022	01/03/2023	6 500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.48)-Floor 0 sur Euribor 3M	1,843	1,883	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					10 200 000,00									
18012-conso	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	31/01/2008	31/01/2008	30/04/2008	6 300 000,00	C	Taux fixe 3.89% à barrière 5.2% sur Euribor 3M	3,890	4,006	EUR	T	C	O	B-1

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
18015-consolidation	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	29/12/2008	29/12/2008	29/12/2009	3 900 000,00	V	(TAG 3M(Postfixé)-Floor -0.04 sur TAG 3M(Postfixé)) + 0.04	1,501	1,481	EUR	A	C	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					968 932,86									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					968 932,86									
	EPFL				968 932,86	F		0,000	0,000		A	X	N	A-1
Total général					125 081 669,85									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		65 308 451,47					6 891 667,56	1 574 625,59	0,00	550 484,50
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		64 943 451,47					6 526 667,56	1 566 886,05	0,00	550 484,50
10170	N	0,00	A-1	141 591,73	13,73	V	(Euribor 3M-Floor -0.1 sur Euribor 3M) + 0.1	2,277	10 297,58	4 547,68	0,00	87,88
10174	N	0,00	A-1	179 743,03	4,65	F	Taux fixe à 4.7 %	4,784	34 598,58	7 844,06	0,00	663,23
10175	N	0,00	A-1	444 420,04	4,65	F	Taux fixe à 4.7 %	4,784	85 545,89	19 394,67	0,00	1 639,86
10176	N	0,00	A-1	3 436 095,81	6,25	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,027	497 267,24	113 106,87	0,00	29 343,39
11078	N	0,00	A-1	538 195,37	1,00	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	263 279,21	23 788,24	0,00	12 118,00
11080	N	0,00	A-1	837 888,10	4,50	F	Taux fixe à 5.11 %	5,110	151 303,81	42 816,08	0,00	17 444,77
12128	N	0,00	A-1	769 719,31	3,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.49 sur Euribor 3M) + 0.49	2,741	217 972,20	19 330,12	0,00	6 199,41
12130	N	0,00	A-1	180 561,64	3,00	F	Taux fixe à 1.85 %	1,863	54 408,38	2 964,38	0,00	576,98
13008	N	0,00	A-1	907 059,73	9,41	F	Taux fixe à 5.31 %	5,497	75 520,20	47 321,69	0,00	4 047,52
15035	N	0,00	A-1	2 817 581,58	8,50	F	Taux fixe à 4.5 %	4,576	278 612,67	122 133,41	0,00	0,00
17100	N	0,00	A-1	2 108 333,21	5,50	V	Euribor 3M + 1.8	4,104	366 666,68	84 883,16	0,00	25 336,66
17102	N	0,00	A-1	3 768 822,98	12,08	V	Euribor 12M + 1.01	0,559	212 771,78	21 054,63	0,00	144 007,63
17105	N	0,00	A-1	2 400 000,00	15,00	V	(Euribor 12M + 0.28)-Floor 0 sur Euribor 12M	3,620	150 000,00	6 813,33	0,00	81 172,00
17107	N	0,00	A-1	3 611 842,05	15,00	F	Taux fixe à 1.47 %	1,500	236 842,12	52 506,56	0,00	12 540,94
17109	N	0,00	A-1	5 730 263,21	16,00	F	Taux fixe à 0.7 %	0,712	352 631,56	39 729,57	0,00	9 515,42
17120	N	0,00	A-1	6 387 500,00	18,00	F	Taux fixe à 0.49 %	0,491	350 000,00	30 655,63	0,00	7 313,76

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
17121	N	0,00	A-1	6 737 500,00	19,00	F	Taux fixe à 0.65 %	0,652	350 000,00	42 940,63	0,00	10 264,36
18018-Tirage 1	N	0,00	A-1	212 500,00	8,08	V	(Euribor 3M + 0.55)-Floor -0.55 sur Euribor 3M	2,204	25 000,00	6 664,02	0,00	1 429,05
18018-Tirage 2	N	0,00	A-1	1 487 500,00	8,08	V	(Euribor 3M + 0.55)-Floor -0.55 sur Euribor 3M	2,204	175 000,00	46 648,13	0,00	10 003,36
18022consolidation	N	0,00	A-1	3 150 000,00	8,50	V	(Euribor 3M + 0.52)-Floor -0.52 sur Euribor 3M	2,790	350 000,00	110 761,02	0,00	691,44
18023-Tirage 1	N	0,00	A-1	1 425 000,00	9,08	V	Euribor 3M + 0.6	2,256	150 000,00	45 717,02	0,00	9 825,57
18023-Tirage 2	N	0,00	A-1	475 000,00	9,08	V	Euribor 3M + 0.6	2,256	50 000,00	15 239,00	0,00	3 275,19
18023-Tirage 3	N	0,00	A-1	807 500,00	9,08	V	Euribor 3M + 0.6	2,256	85 000,00	25 906,32	0,00	5 567,83
18024	N	0,00	A-1	2 050 000,00	9,50	V	Euribor 3M + 0.97	3,257	205 000,00	81 439,44	0,00	501,74
19000	N	0,00	A-1	630 000,00	2,40	V	Euribor 3M-Floor -0.4 sur Euribor 3M + 0.4	0,049	210 000,00	308,70	0,00	9 584,65
19010	N	0,00	A-1	178 916,62	4,57	F	Taux fixe à 4.43 %	4,504	37 666,64	7 300,26	0,00	1 129,80
19020	N	0,00	A-1	841 175,47	2,96	F	Taux fixe à 0.14 %	0,140	279 999,48	1 030,68	0,00	32,74
24011	N	0,00	A-1	610 508,90	2,08	F	Taux fixe à 2.95 %	3,027	257 957,13	15 406,61	0,00	1 762,27
27000	N	0,00	A-1	3 966 666,71	8,16	V	(Euribor 6M + 1)-Floor -1 sur Euribor 6M	2,022	466 666,66	120 099,42	0,00	59 122,00
28000	N	0,00	A-1	1 611 565,98	12,16	V	(Euribor 3M + 1.29)-Floor -1.29 sur Euribor 3M	3,363	121 659,75	67 833,30	0,00	6 754,86
LANDSAAR 6M€	N	0,00	A-1	0,00	30,00	F	Taux fixe à 3.9 %	0,000	100 000,00	116 512,50	0,00	55 607,50
MON544239EUR	N	0,00	A-1	6 500 000,00	19,92	V	(Euribor 3M + 0.48)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,492	325 000,00	224 188,92	0,00	22 924,69
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		365 000,00					365 000,00	7 739,54	0,00	0,00
18012-conso	N	0,00	B-1	105 000,00	0,08	C	Taux fixe 3.89% à barrière 5.2% sur Euribor 3M	4,006	105 000,00	1 043,82	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
18015-consolidation	N	0,00	A-1	260 000,00	0,99	F	Taux fixe à 2.54 %	2,602	260 000,00	6 695,72	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		180 608,20					180 608,22	3 612,16	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		180 608,20					180 608,22	3 612,16	0,00	0,00
	N	0,00	A-1	180 608,20	0,00	F		0,000	180 608,22	3 612,16	0,00	0,00
Total général		0,00		65 489 059,67					7 072 275,78	1 578 237,75	0,00	550 484,50

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
18012-conso	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	6 300 000,00	105 000,00	1	15,00		Taux fixe 3.89% à barrière 5.2% sur Euribor 3M	Taux fixe 3.89% à barrière 5.2% sur Euribor 3M	0,00	Taux fixe 3.89% à barrière 5.2% sur Euribor 3M	4,006	1 043,82	0,00	0,16
TOTAL (B)		6 300 000,00	105 000,00						0,00			1 043,82	0,00	0,16
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplificateur jusqu'à 3 ou multiplificateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplificateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		6 300 000,00	105 000,00						0,00			1 043,82	0,00	0,16

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	34	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,85	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	65 384 059,67	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	A2.9

A2.9 – AUTRES DETTES**(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)**

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dettes restantes
Vente EPFL Saint Hubert Tranche 2 (remboursement annuité)	968 932,86	180 608,22	180 608,20

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1500 €			
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Biens immeubles productifs de revenus	25	20/12/1996
L	Coffre-fort	20	20/12/1996
L	Matériel de sécurité	5	20/12/1996
L	Jeux pédagogiques	5	20/12/1996
L	Jeux et équipement d'extérieur	5	20/12/1996
L	Instruments de musique	5	20/12/1996
L	Agencements et Aménagements de bâtiments	15	20/12/1996
L	Matériels classiques	8	20/12/1996
L	Matériel audio-visuel	5	20/12/1996
L	Matériel téléphonique	5	20/12/1996
L	Matériel de décoration	10	20/12/1996
L	Matériel de nettoyage	5	20/12/1996
L	Matériel de couchage	4	20/12/1996
L	Plantations arbres et arbustes	5	20/12/1996
L	Logiciel	2	20/12/1996
L	Matériel de bureau électrique/électronique	5	20/12/1996
L	Matériel informatique	4	20/12/1996
L	Equipements sportifs	10	20/12/1996
L	brevets, licences, marques, logiciels,	2	20/12/1996
L	Autres installations, matériel et outill.	15	20/12/1996
L	Voitures	8	20/12/1996
L	Camions et véhicule industriels	8	20/12/1996
L	Installation et appareils de chauffage	10	20/12/1996
L	Equipements garages et ateliers	10	20/12/1996
L	Equipements des cuisines	10	20/12/1996
L	Bâtiments légers-Abris	10	20/12/1996
L	Mobilier	12	01/01/2000
L	Installation électrique & téléphonique	0	01/01/2000
L	Frais relatifs aux docs urbanismes	10	01/01/2000
L	Immeubles de rapport	25	01/01/2000
L	Matériel funéraire	0	01/01/2000
L	Appareils de laboratoire, matériel médical	0	01/01/2000
L	Subv. équip. aux personnes de dt privé	5	30/03/2006
L	Subv. équip. aux organismes publics	15	30/03/2006
L	Subv. équip. bât. installations	15	02/04/2012
L	Subv. équip. biens mobiliers mat. études	5	02/04/2012

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
Recours en annulation - Société ACTOR	0,00	13/11/2023	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		678 823,06	678 823,06	0,00	678 823,06
Créances irrécouvrables	0,00		678 823,06	678 823,06	0,00	678 823,06
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	0,00		688 823,06	688 823,06	0,00	688 823,06

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au cours de l'exercice	Montant restant à provisionner
Provision pour contentieux	Recours en annulation TA 2303856-6 et TA 2302858-6	77 000,00	2	40 000,00	40 000,00	37 000,00

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		7 659 787,96	I 7 558 628,90
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		7 140 610,00	7 072 275,77
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	6 960 000,00	6 526 667,55
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	365 000,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	180 610,00	180 608,22
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		519 177,96	486 353,13
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10226	Taxe d'aménagement	473 572,00	473 571,46
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	5 000,00	12 781,67
020	Dépenses imprévues	40 605,96	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	7 558 628,90	9 271 494,11	0,00	16 830 123,01

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		21 443 147,88	III 5 542 202,93
Ressources propres externes de l'année (a)		2 300 000,00	2 598 264,40
10222	FCTVA	1 700 000,00	1 968 522,67
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	600 000,00	629 741,73
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		19 143 147,88	2 943 938,53
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
2802	Frais liés à la réalisation des document	4 000 000,00	23 551,35
28031	Frais d'études	0,00	296 432,00
28033	Frais d'insertion	0,00	504,00
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	215 844,39
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	33 717,23
28041582	GFP : Bâtiments, installations	0,00	21 025,00
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	60 482,00
28041642	IC : Bâtiments, installations	0,00	8 718,68
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	5 900,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	7 520,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	18 156,61
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	23 020,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	103 735,00
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	0,00	326,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	13 477,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	31 799,52
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	28 585,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	38 614,84
28132	Immeubles de rapport	0,00	529 126,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	30 948,70
28138	Autres constructions	0,00	1 873,00
28152	Installations de voirie	0,00	110 922,03
281538	Autres réseaux	0,00	45 914,57
281568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	56 745,79
281571	Matériel roulant	0,00	164 503,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	22 829,03
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	180 029,55
28182	Matériel de transport	0,00	305 139,88
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	69 384,45
28184	Mobilier	0,00	133 221,09
28188	Autres immo. corporelles	0,00	361 892,82
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
024	Produits des cessions d'immobilisations	5 545 768,00	0,00
021	Virement de la sect ^e de fonctionnement	9 597 379,88	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	5 542 202,93	3 907 751,00	6 411 823,01	8 224 000,00	24 085 776,94

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 16 830 123,01
Ressources propres disponibles	IV 24 085 776,94
Solde	V = IV – II (3) 7 255 653,93

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CAFE - BAR (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
6161	Multirisques	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CAMPING TOURISTIQUE MUNICIPAL (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	18 948,68
60611	Eau et assainissement	2 354,94
60612	Energie - électricité	4 647,36
60632	Fournitures de petit équipement	3 971,76
6135	Locations mobilières	279,50
615221	Bâtiments publics	512,11
6152312	Entretien et réparation voies et réseaux	2 857,65
615232	Réseaux	655,77
6156	Maintenance	571,40
6161	Multirisques	50,80
617	Etudes et recherches	45,07
6236	Catalogues et imprimés	825,25
6238	Divers	61,00
6262	Frais de communications	417,39
627	Services bancaires et assimilés	257,26
62876	Au GFP de rattachement	1 096,42
63512	Taxes foncières	345,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	42 501,67
6331	Versement de transport	558,34
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	159,56
6336	Cotisations au centre national et centres gestion F.P.T.	319,12
64131	Rémunérations	28 932,56
6451	Cotisations à l'URSSAF	9 629,43
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 340,07
6454	Cotisations aux ASSEDIC	1 292,23
6455	Cotisations pour assurance du personnel	270,36
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		61 450,35
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		61 450,35

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	57 193,59
70328	Autres droits de stationnement et location	57 193,59
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	167,59
7588	Produits divers de gestion courante	167,59
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	299,79
773	Mandats annulés	67,05
7788	Produits exceptionnels divers	232,74
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		57 660,97
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		57 660.97

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CINEMA LA SCALA (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	269 015,70
6042	Achats prestations de service (autres que terrains)	7 930,95
60611	Eau et assainissement	579,48
60612	Energie - électricité	74 311,43
60623	Alimentation	712,05
60628	Autres fournitures non stockées	4 630,74
60632	Fournitures de petit équipement	628,32
6065	Livres, disques, cassettes	674,96
6135	Locations mobilières	84 015,41
614	Charges locatives et de copropriété	1 932,16
615221	Bâtiments publics	10 850,03
61558	Autres biens mobiliers	2 858,05
6156	Maintenance	7 540,89
6161	Multirisques	1 425,88
6188	Autres frais divers	2 216,04
6232	Fêtes et cérémonies	3 148,88
6236	Catalogues et imprimés	5 997,48
6238	Divers	349,68
6241	Transports de biens	2 405,77
6248	Transport divers	159,09
6257	Réceptions	365,97
6262	Frais de télécommunications	863,61
627	Services bancaires et assimilés	388,02
6281	Concours, cotisations	15,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts..)	263,92
6283	Frais de nettoyage des locaux	34 047,96
62876	Au GFP de rattachement	4 588,13
6353	Impôts indirects	13 896,65
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés	2 219,15
012	Charges de personnel, frais assimilés	296 694,25
6251	Voyages et déplacements	672,23
6331	Versement de transport	2 812,89
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	808,93
6336	Cotisations au centre national et centres gestion F.P.T.	1 607,30
64111	Rémunération principale	141 431,53
64112	NBI, supplément familial	4 085,62
64118	Autres indemnités	51 805,65
64131	Rémunérations	17 023,96
6451	Cotisations à l'URSSAF	27 321,21
6453	Cotisations aux caisses de retraites	46 164,97
6454	Cotisations aux ASSEDIC	691,54
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 704,25
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	564,17
65	Autres charges de gestion courante	280,91
65888	Charges diverses de la gestion courante	280,91
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	3,79
673	Titres annulés	3,79
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		565 994,65
042	Opérat° ordre transfert entre sections	142 703,68
6811	Dotations aux amortissements	142 703,68
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		142 703,68
TOTAL GENERAL		708 698,33

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	180 563,95
7062	Redevances et droits des services culturels	180 563,95
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	138 623,00
74718	Participations	90 000,00
7478	Autres organismes	48 623,00
75	Autres produits de gestion courante	2 025,68
752	Revenus des immeubles	1 483,34
7588	Produits divers de gestion courante	542,34
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	13,94
773	Mandats annulés	0,61
7788	Produits exceptionnels divers	13,33
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		321 226,57
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		321 226,57

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

DOMAINE DE VOLKRANGE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	56 777,02
60611	Eau et assainissement	10 137,11
60612	Energie - électricité	9 286,80
60632	Fournitures de petit équipement	1 054,44
6135	Locations mobilières	1 447,00
615221	Bâtiments publics	4 282,00
61558	Autres biens mobiliers	274,10
6156	Maintenace	2 840,95
6188	Autres frais divers	809,00
6282	Frais de gardiennage	263,92
6283	Frais de nettoyage des locaux	156,70
63512	Taxes foncières	26 225,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		56 777,02
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		56 777,02

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

EAU (1)**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	25 809,00
63512	Taxes foncières	25 809,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	248,00
673	Titres annulés	248,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		26 057,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		26 057,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	25 809,00
70876	Remboursements de frais par le GFP de rattachement	25 809,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	248,00
773	Mandats annulés	248,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		26 057,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		26 057,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

EXPLOITATION FORETS (1)**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	27 272,33
61524	Bois et forêts	13 573,35
6231	Frais de gardiennage	800,00
6282	Autres charges financières	12 898,98
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		27 272,33
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		27 272,33

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	5 413,57
7023	Menus produits forestiers	5 413,57
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		5 413,57
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		5 413,57

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

LOCATION ALAMBIC (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	158,49
60612	Energie - électricité	47,59
6156	Maintenance	101,09
6161	Multirisques	9,81
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		158,49
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		158,49

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	175,63
70388	Autres redevances et recettes diverses	175,63
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		175,63
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		175,63

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

LOCATION DE COMMERCE (1)**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
6161	Multirisques	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

LOT SAINT EXUPERY (1)**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
6161	Multirisques	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

LOTISS PORTES DE FRANCE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
6161	Multirisques	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

LOYERS (1)**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
6161	Multirisques	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

PARKING CAPUCINS (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	195 602,03
60611	Eau et assainissement	1 993,31
60612	Energie - électricité	15 334,10
60621	Combustibles	886,81
60628	Autres fournitures non stockées	9 364,93
60632	Fournitures de petit équipement	3 352,86
6122	Crédit bail	17 140,65
614	Charges locatives et de copropriété	18 762,00
615221	Bâtiments publics	47 965,36
615232	Réseaux	266,40
6156	Maintenance	15 371,92
6161	Multirisques	4 479,10
6188	Autres frais divers	2 742,50
6241	Transports de biens	3 049,41
6262	Frais de télécommunications	609,01
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts..)	265,06
6283	Frais de nettoyage des locaux	46 784,94
62876	Au GFP de rattachement	1 636,67
63512	Taxes foncières	5 597,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	390 246,28
6331	Versement de transport	3 751,32
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 071,81
6336	Cotisations au centre national et centres gestion F.P.T.	2 143,38
64111	Rémunération principale	172 571,32
64112	NBI, supplément familial	6 673,45
64118	Autres indemnités	55 502,45
64131	Rémunérations	47 901,81
6451	Cotisations à l'URSSAF	40 230,88
6453	Cotisations aux caisses de retraites	54 441,94
6454	Cotisations aux ASSEDIC	1 964,83
6455	Cotisations pour assurance du personnel	3 349,47
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	643,62
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 989,39
673	Titres annulés	1 989,39
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		587 837,70
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		587 837,70

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	294 323,68
703831	Redevance de stationnement	294 323,68
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	483,89
757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	413,51
7588	Produits divers de gestion courante	70,38
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		294 807,57
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		294 807,57

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

PUBLICATIONS (1)**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
6161	Multirisques	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

THEATRE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	521 594,82
6042	Achats prestations de service (autres que terrains)	253 682,02
60611	Eau et assainissement	15 417,61
60612	Energie - électricité	128 188,02
60622	Carburants	329,88
60623	Alimentation	2 051,98
60628	Autres fournitures non stockées	2 859,59
60632	Fournitures de petit équipement	695,64
6135	Locations mobilières	17 058,61
615221	Bâtiments publics	13 122,99
61551	Matériel roulant	244,23
61558	Autres biens mobilier	380,00
6156	Maintenance	14 284,93
6161	Multirisques	1 503,31
6188	Autres frais divers	745,27
6231	Annonces et insertions	4 529,00
6232	Fêtes et cérémonies	170,68
6236	Catalogues et imprimés	8 963,95
6247	Transports collectifs	2 110,97
6248	Transport divers	227,26
6257	Réceptions	16 577,20
6262	Frais de télécommunications	720,14
627	Services bancaires et assimilés	1 268,76
6282	Frais de gardiennage	166,65
6283	Frais de nettoyage des locaux	21 326,16
62876	Au GFP de rattachement	2 405,61
637	Autres impôts, taxes et versements ass.	12 564,36
012	Charges de personnel, frais assimilés	406 580,12
6331	Versement de transport	3 182,78
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	909,51
6336	Cotisations au centre national et centres gestion F.P.T.	1 818,93
64111	Rémunération principale	178 612,50
64112	NBI, supplément familial	5 289,62
64118	Autres indemnités	74 366,91
64131	Rémunérations	25 455,49
6451	Cotisations à l'URSSAF	28 064,19
6453	Cotisations aux caisses de retraites	57 563,17
6455	Cotisations pour assurance du personnel	2 417,36
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	28 899,66
65	Autres charges de gestion courante	220 619,27
65888	Charges diverses de la gestion courante	220 619,27
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	7 110,00
678	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7 110,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		1 155 904,21
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		1 155 904,21

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	168 264,78
70323	Redevance d'occupation du domaine public communal	500,00

RECETTES - TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	147 376,18
7082	Commissions	4 627,00
70848	Aux autres organismes	15 761,60
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	343 230,59
752	Revenus des immeubles	51 615,00
7588	Produits divers de gestion courante	291 615,59
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	1 524,51
773	Mandats annulés	1 524,51
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		513 019,88
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		513 019,88

(1) Compléter par le nom du service assujéti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

TVA INTRACOMMUNAUTAIRE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	29 313,79
60223	achats stockés - Fournitures des ateliers municipaux	973,33
60628	Autres fournitures non stockées	6 615,35
60632	Fournitures de petit équipement	10 618,56
61551	Matériel roulant	2 996,67
6182	Documentation générale et technique	7 959,88
6232	Fêtes et cérémonies	150,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		29 313,79
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		29 313,79

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

TVA SILO (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

VENTE TERRAINS HLM (1)**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
6161	Multirisques	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ZAC CORMONTAIGNE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
6161	Multirisques	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ZAC GASSION (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
6161	Multirisques	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ZAC VAL MARIE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
6161	Multirisques	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CAFE - BAR⁽¹⁾

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CAMPING TOURISTIQUE MUNICIPAL⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	475,00
2041511	GFP de rattachement	475,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	204,75
21568	Autres matériels et outillages d'incendie	204,75
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		679,75
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		679,75

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CINEMA LA SCALA⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	124 687,70
2135	Installations générale, agencements, aménagements des constructions	271,60
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	3 206,00
2184	Mobilier	2 959,00
2188	Autres immobilisations corporelles	118 251,10
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		124 687,70
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		124 687,70

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	2 523,23
28184	Amortissement matériel de bureau et informatique	2 523,23
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		2 523,23
TOTAL GENERAL		2 523,23

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

DOMAINE DE VOLKRANGE⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	16 380,00
2135	Installations générale, agencements, aménagements des constructions	16 380,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		16 380,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		16 380,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

EAU⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

EXPLOITATION FORETS⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	73 830,48
2312	Terrains	73 830,48
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		73 830,48
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		73 830,48

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

LOCATION ALAMBIC⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

LOCATION DE COMMERCE⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

LOT SAINT EXUPERY⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

LOTISS PORTES DE FRANCE⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

LOYERS⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

PARKING CAPUCINS⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	50 440,07
2135	Installations générale, agencements, aménagements des constructions	48 050,31
21568	Autres matériels et outillages d'incendie	2 389,76
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	5 193,11
2313	Constructions	5 193,11
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		55 633,18
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		55 633,18

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

PUBLICATIONS⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

THEATRE⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	21,50
2041511	GFP de rattachement	21,50
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	44 824,97
2135	Installations générale, agencements, aménagements des constructions	2 990,56
21538	Autres réseaux	30 321,24
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	167,00
2188	Autres immobilisations corporelles	11 346,17
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		44 846,47
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		44 846,47

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

TVA INTRACOMMUNAUTAIRE⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	11 400,15
2188	Autres immobilisations corporelles	11 400,15
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		11 400,15
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		11 400,15

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

TVA SILO⁽¹⁾

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	2 837 449,40
2313	Constructions	2 837 449,40
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		2 837 449,40
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		2 837 449,40

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	746 591,35
1322	Subvention Région	746 591,35
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		746 591,35
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		746 591,35

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

VENTE TERRAINS HLM⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ZAC CORMONTAIGNE⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ZAC GASSION⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ZAC VAL MARIE⁽¹⁾**A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 001		Intitulé de l'opération : Côte des Roses - Convention CA VILLE				Date de la délibération : 24/05/2022
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	1 150 000,00	0,00	0,00	1 150 000,00	0,00
4581 (2)	0,00	1 150 000,00	0,00	0,00	1 150 000,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	0,00	1 150 000,00	0,00	0,00	1 150 000,00	0,00
RECETTES (b)	0,00	1 150 000,00	0,00	0,00	1 150 000,00	0,00
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	1 150 000,00	0,00	0,00	1 150 000,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	1 150 000,00	0,00	0,00	1 150 000,00	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
31/08/1996	Camping caravaniéristes travailleurs	762 024,95	0,00	0
26/06/2006	Vente Weber Ritt - EPFL	0,00	0,00	0
14/09/2009	Ensemble mobilier	1 448,77	1 383,77	1
04/01/2011	Cimetière - Volkange	10 948,63	0,00	0
01/01/2012	Cimetière St François	51 842,54	0,00	0
03/02/2021	Tennis couverts La Milliaire	1 022,76	0,00	0
29/04/2021	Structure multifonctionnelle Val Marie	87 942,30	0,00	0
06/07/2021	Mairie bâtiment E	2 085,00	0,00	0
04/02/2022	Primaire St Pierre	25 921,09	0,00	0
04/02/2022	Primaire Basses-Terres	214 720,53	0,00	0
08/02/2022	Primaire les Vergers du Berel (Garche)	23 105,87	0,00	0
22/02/2022	Restaurant scolaire La Milliaire	4 066,19	0,00	0
22/02/2022	RASED + Educat. routière police municipa	3 064,35	0,00	0
01/03/2022	Réseaux de voirie	3 039 730,22	0,00	0
03/03/2022	Maternelle St. Pierre	13 963,57	0,00	0
03/03/2022	Primaire Jacques Prévert	29 856,54	0,00	0
25/03/2022	Primaire Côte des Roses A	76 422,97	0,00	0
29/03/2022	Groupe scolaire G. Clément - Oeustrange	4 427,95	0,00	0
29/03/2022	Maternelle Jacques Prévert	15 728,13	0,00	0
29/03/2022	Maternelle La Petite Lor	1 249,26	0,00	0
29/03/2022	Maternelle Les Vergers du Berel - Garche	5 615,00	0,00	0
06/04/2022	Primaire Victor Hugo	15 753,04	0,00	0
12/04/2022	Maternelle J.J. Rousseau	91 461,04	0,00	0
20/04/2022	Installations de voirie	97 751,05	0,00	0
26/04/2022	Maternelle Basses-Terres	20 829,84	0,00	0
26/04/2022	Maternelle R. Desnos	89 186,31	0,00	0
06/05/2022	Maternelle Côte des Roses	23 939,39	0,00	0
06/05/2022	Restaurant scolaire Côte des Roses	53 335,67	0,00	0
06/07/2022	Hôtel de Ville - Bat D	63 071,70	0,00	0
06/07/2022	Gymnase J.P. Adams	175 309,75	0,00	0
02/08/2022	Primaire La Milliaire	28 861,68	0,00	0
29/08/2022	Nouveau bât Robert Desnos Veymerange	342 112,26	0,00	0
31/08/2022	Maternelle Victor Hugo	202 336,87	0,00	0
08/09/2022	Maternelle La Milliaire	23 795,78	0,00	0
26/09/2022	Centre Multisports La Milliaire	50 686,79	0,00	0
24/10/2022	Extension Columbarium ST Francois	54 420,60	0,00	0
01/12/2022	Maison de Quartier CDR	155 556,00	0,00	0
13/01/2023	Frais d'acte - terrain Ch. d'Amérique	1 161,88	0,00	0
26/01/2023	table à langer maternelle poincaré	831,66	0,00	1
26/01/2023	Armoire Elem guentrange	501,70	0,00	1
26/01/2023	Bacs BD enfants Bibliothèque	3 652,61	0,00	1
27/01/2023	Acq terrain Place de la Gare	144,00	0,00	0
27/01/2023	fauteuil de bureau. Mat JJ Rousseau	108,05	0,00	1
27/01/2023	tabouret à roulettes. Maternelles divers	2 731,40	0,00	1
27/01/2023	lits couchette Matern CDR	1 958,76	0,00	1
31/01/2023	Abattage arbres	33 581,64	0,00	0
31/01/2023	Fauteuils simili cuir noir. Mr helfgott	508,56	0,00	1
31/01/2023	Table basse ronde. Mr Helfgott	155,36	0,00	1
01/02/2023	Signalisation rue des Près de Brouck	283,86	0,00	0
01/02/2023	Panneau STOP Carrefours Rues Sainte Barb	232,08	0,00	1
01/02/2023	Aménag liaison Crauser-Republique	372,60	0,00	0
01/02/2023	Fourn et pose barrière 5 m	6 960,00	0,00	5
01/02/2023	Travaux cours d'école Prim Poincaré	191 516,98	0,00	0
02/02/2023	travaux de voirie	828 428,43	0,00	0
02/02/2023	Subvention Rond Point Pat Terville	0,00	0,00	15
03/02/2023	Extincteurs	7 172,76	0,00	1
06/02/2023	Subvention Rond Point Pat Terville	456 969,66	0,00	15
07/02/2023	2 canisettes	1 435,20	0,00	1
07/02/2023	Travaux d'espaces verts	124,20	0,00	0
13/02/2023	Maison de quartier Côte des Roses	22 566,00	0,00	0
13/02/2023	Fourniture de 10 socles de voirie	2 508,00	0,00	1
17/02/2023	Centre Multisports La Milliaire	18 712,50	0,00	0
20/02/2023	Fourniture de potelets Urbino fixe	5 045,18	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
21/02/2023	Fauteuil de bureau STM	335,29	0,00	1
21/02/2023	Fauteuil de bureau Mairie serv salle mun	335,29	0,00	1
21/02/2023	Fauteuil de bureau Mairie serv courrier	335,29	0,00	1
21/02/2023	Fauteuil de bureau Amicale	335,29	0,00	1
27/02/2023	Primaire Poincaré	2 570,11	0,00	0
27/02/2023	Caisson mobile sur roulettes 2 tiroirs	285,29	0,00	1
27/02/2023	Fauteuil de bureau Bouthagane	335,29	0,00	1
01/03/2023	Maternelle La Milliaire	37 165,30	0,00	0
01/03/2023	Maternelle Volkrange	49 772,09	0,00	0
01/03/2023	Acq terrains "Buechel" - EpX SCHNEIDER	635,00	0,00	0
02/03/2023	Subv travaux sortie de vacance	7 500,00	0,00	5
06/03/2023	Etanchéité étang Volkrange	42 175,80	0,00	0
06/03/2023	Fourn panneaux de jalonnement	3 289,99	0,00	1
09/03/2023	Tables pliantes. SMC	1 163,10	0,00	1
15/03/2023	Chaises Restaurant Scolaire La Garenne	1 216,99	0,00	1
15/03/2023	Chaises Restaurant Scolaire La Garenne	3 245,32	0,00	1
22/03/2023	Aména zone humide vidange plan eau	915,25	0,00	0
22/03/2023	Création vidéo POLITEIA	12 000,00	0,00	2
28/03/2023	Aménagement sentier derrière la chapelle	16 247,46	0,00	0
28/03/2023	Corbeilles et support sac chiens	16 217,20	0,00	1
30/03/2023	Création haie vive parc mandela	16 080,30	0,00	0
30/03/2023	Réaménagement Allée Parc Mandela	35 688,36	0,00	0
30/03/2023	Caisson mobile sur roulette ARMBRUSTER	285,29	0,00	1
30/03/2023	Caisson hauteur bureau PABISIAK	285,06	0,00	1
30/03/2023	Bureau droit PABISIAK	637,03	0,00	1
31/03/2023	Terrain football Oeustrange + vestiaires	16 744,39	0,00	0
03/04/2023	Travaux espaces verts Charmille des Flan	950,99	0,00	0
06/04/2023	réfection sol parc de jeux petite lor	7 343,40	0,00	0
11/04/2023	Terrain voirie Impasse des Cyprès	1,00	0,00	0
11/04/2023	Engrais	602,80	0,00	0
11/04/2023	Arboretum parc Volkrange	17 405,88	0,00	0
12/04/2023	Déplacement poteaux de feux Carrefour Me	4 440,48	0,00	0
13/04/2023	Equip. spécifique salle d'exposition	4 711,82	0,00	1
18/04/2023	Création d'un caniparc Parc Mandela	0,00	0,00	0
19/04/2023	Acq terrain rue Joffre	506 037,36	0,00	0
21/04/2023	Subvention exceptionnelle MOB EMPLOI	5 000,00	0,00	5
02/05/2023	Travaux allée parc Mandela	41 010,86	0,00	0
02/05/2023	Poteaux d'incendie	44 285,13	0,00	5
15/05/2023	Remplacement passerelles bois	4 032,00	0,00	0
15/05/2023	Création caniparc Parc Mandela	5 019,68	0,00	0
15/05/2023	Fauteuil de bureau Mme MOLLIERE	335,29	0,00	1
16/05/2023	Vestiaires monobloc de secours. CTM+Pépi	42 317,62	0,00	1
16/05/2023	Fauteuil de bureau DIMANCHE	335,29	0,00	1
16/05/2023	Fauteuil de bureau LENAF	335,29	0,00	1
23/05/2023	Bac à BD	1 194,31	0,00	1
25/05/2023	1T2023 Trx régie- mâts /panneaux de rue	3 619,72	0,00	0
25/05/2023	1T2023 Trx régie- plaques de rue	306,31	0,00	0
25/05/2023	1T2023 Trx régie- panneau vandôme	368,31	0,00	0
25/05/2023	1T2023 Trx régie- étagère local ménage	1 213,95	0,00	1
25/05/2023	1T2023 Trx régie- supports bois enceinte	3 153,89	0,00	1
25/05/2023	1T2023 Trx régie- alarme incendie	291,98	0,00	1
06/06/2023	Terrain chemin du Colombier	10 656,00	0,00	0
06/06/2023	Mobilier périscolaire La Garenne PEDT	9 113,23	0,00	1
07/06/2023	Rabotage de souches d'arbres	9 936,00	0,00	0
08/06/2023	Fauteuil de bureau Gaudinet	670,58	0,00	1
08/06/2023	Fauteuil de bureau Strauss Blot	335,29	0,00	1
08/06/2023	Fauteuil de bureau DE ARAUJO	335,29	0,00	1
08/06/2023	Fauteuil de bureau Quenette	335,29	0,00	1
13/06/2023	Poste de Travail assis debout Puzzle	312,19	0,00	1
13/06/2023	Interv pour suppression de PI	5 168,78	0,00	5
14/06/2023	aménag. Carrefours Beuvange	28 250,65	0,00	0
14/06/2023	Rénov City Stade St Pierre- gazon synthé	31 446,19	0,00	0
14/06/2023	Tapis mousse péri La Garenne PEDT	298,38	0,00	1
14/06/2023	Chaise de bureau Mme FAVRET	722,27	0,00	1
21/06/2023	Tables pliantes 120x80	2 451,36	0,00	1
21/06/2023	Chaises 4 pieds struture noir acier	2 018,41	0,00	1
22/06/2023	Arpentage section 78 n°32	1 026,00	0,00	0
27/06/2023	Abonn. annuels rdv en ligne- serv pop	5 780,00	0,00	2
30/06/2023	2 Tables de réunion. salle Anne Grommerc	2 422,44	0,00	1
30/06/2023	Fauteuils visiteurs. Salles Anne Grommer	8 651,23	0,00	1
30/06/2023	Table de réunion ronde 4 personnes CTM	373,09	0,00	1
30/06/2023	Rempl poteaux incendie	22 162,75	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
30/06/2023	Seaux pour corbeille Lena 570	1 188,00	0,00	1
18/07/2023	Création vidéo , Com	24 000,00	0,00	2
24/07/2023	Table PMR Rest. Scolaire Les Coquelicots	963,92	0,00	1
24/07/2023	Fauteuil de bureau Mme Marchal	335,29	0,00	1
24/07/2023	Extension vidéosurveillance	40 793,86	0,00	5
24/07/2023	Armoire salle anne Grommerch	448,12	0,00	1
24/07/2023	TABLE RONDE 116CM	505,60	0,00	1
24/07/2023	SIEGE LUGE NOIR MONTE	558,00	0,00	1
24/07/2023	Porte manteau EASYCLOTH et presentoire	408,30	0,00	1
24/07/2023	Fourn d'écorce aire de jeux écoles	3 154,00	0,00	0
25/07/2023	Rénov terrain synthé. footbal veym	470 468,42	0,00	0
25/07/2023	Signalisation Verticale Plan Vélo	1 180,62	0,00	0
25/07/2023	F&P panneaux Piste cycl plan vélo	22 367,00	0,00	0
26/07/2023	F&P 2 potelets ø114 RAL90	1 185,60	0,00	1
02/08/2023	Fauteuil de bureau Emilie POTHIER	335,29	0,00	1
04/08/2023	Modification clôture aire de Pétanque	10 736,40	0,00	0
08/08/2023	F&P potelets Carrefour beuvange/volkrang	10 969,66	0,00	1
08/08/2023	Jalonnement - Cabinet médical de garde	10 665,50	0,00	0
21/08/2023	Panneaux Parking salle Multi Val Marie	2 378,65	0,00	1
31/08/2023	Panneau, Vieux château Volkrange	377,74	0,00	0
01/09/2023	Subv. OPAH-RU Dossier LECORVAISIER	2 294,28	0,00	5
01/09/2023	REFACTORATION SCS INV 1ER SEM 2023	282 332,68	0,00	15
08/09/2023	Fourniture et pose de barrières VTS -	23 250,00	0,00	1
13/09/2023	signalisation verticale -panneaux	61 609,80	0,00	5
14/09/2023	Mobilier scolaire élem guentrang	455,05	0,00	1
14/09/2023	Mobilier scolaire Elem Gérard Clément	420,05	0,00	1
14/09/2023	Mobilier scolaire Elem Beauregard	440,77	0,00	1
14/09/2023	Mobilier scolaire Matern JJ ROUSSEAU	440,77	0,00	1
14/09/2023	Mobilier scolaire Matern R. DESNOS	649,44	0,00	1
14/09/2023	Mobilier scolaire Elem CDR	1 490,89	0,00	1
14/09/2023	Mobilier scolaire Elem GUENTRANGE CP/CE1	5 202,20	0,00	1
14/09/2023	Mobilier scolaire Maternelle Garche	180,00	0,00	1
14/09/2023	Mobilier scolaire Elem Basse Terre CM1	525,06	0,00	1
14/09/2023	Mobilier scolaire Elem la Milliaire	4 641,26	0,00	1
14/09/2023	Mobilier scolaire Elem Poincaré	1 788,43	0,00	1
14/09/2023	Mobilier scolaire Elem Milliaire	2 474,50	0,00	1
14/09/2023	Installations de voirie	69 982,95	0,00	0
15/09/2023	Fauteuil de bureau ZEHREN	335,29	0,00	1
20/09/2023	Maternelle Les Semailles Elange	78 315,16	0,00	0
22/09/2023	Fauteuil de bureau ST Urbanisme	1 341,50	0,00	1
22/09/2023	Fauteuil, Maire Bât A, Finances	335,29	0,00	1
22/09/2023	Mobilier scolaire Elem Semailles	771,40	0,00	1
25/09/2023	Portails et portillons Stade Guentrang	32 639,62	0,00	0
25/09/2023	Tvx engazonnement Site Beffroi	5 997,00	0,00	0
27/09/2023	128 RUE DE MEILBOURG	14 328,00	0,00	0
27/09/2023	RESTAURENT SCOLAIRE POINCARE	5 246,40	0,00	0
29/09/2023	Enquête publique	773,00	0,00	1
02/10/2023	Fauteuils de bureau, Conservatoire	658,03	0,00	1
02/10/2023	Bureau droit, Conservatoire	297,91	0,00	1
06/10/2023	Chauffeuses, Puzzle	2 356,68	0,00	1
06/10/2023	Fauteuil, Mairie Bât A	335,38	0,00	1
06/10/2023	Acq terrain rue des Vergers	69 848,02	0,00	0
18/10/2023	Etude mur soutènement, Cimetière Volk.	8 268,00	0,00	0
26/10/2023	Armoire inox, Restaurent Scol. Garenne	1 810,30	0,00	10
27/10/2023	Terrain rue du Vieux Collège	450 000,00	0,00	0
27/10/2023	Terrains rue du Donjon à Thionv Volkrang	159 390,00	0,00	0
27/10/2023	Fauteuil de bureau, STM	335,34	0,00	1
27/10/2023	2 fauteuils de bureau, CTM	670,79	0,00	1
02/11/2023	Fauteuils, siège, tabouret, Scala	2 959,00	0,00	1
09/11/2023	Fort de Guentrang	8 869,80	0,00	0
10/11/2023	2 tours à livres, Puzzle	1 540,46	0,00	1
10/11/2023	2 fauteuils de bureau, Puzzle	940,15	0,00	1
16/11/2023	BEQUILLE ARBRE, DOMAINE VOLKRANGE	1 281,69	0,00	0
23/11/2023	Panneaux+kit occultant, Stade Guentrang	5 245,36	0,00	0
30/11/2023	1 table et 3 armoires STM	1 149,97	0,00	1
30/11/2023	2 Sièges et 3 chauffeuses STM	3 317,13	0,00	1
30/11/2023	1 fauteuil de direction STM	722,06	0,00	1
05/12/2023	5 Vitrines tables, Musée Tour aux Puces	11 915,70	0,00	12
05/12/2023	Meuble bas inox - Rest. Scol. Poincaré	1 493,83	0,00	1
05/12/2023	Chaises maternelles MDQ DDL périscolaire	288,96	0,00	1
06/12/2023	Tables maternelles Rest. Scol. Garenne	559,44	0,00	1
06/12/2023	Tables maternelles Rest. Scol. Milliaire	559,44	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
06/12/2023	Tables maternelles Rest. Scol. Milliaire	1 118,88	0,00	1
06/12/2023	4 Dispositifs GéoCoeur	2 460,00	0,00	1
08/12/2023	Chaises GS, Mat petite Saison	224,52	0,00	1
08/12/2023	Chaises, Elem poincaré	628,66	0,00	1
08/12/2023	Chaise élémentaire, Elem CDR CP	449,04	0,00	1
11/12/2023	Plantation mécanisé	39 949,50	0,00	0
12/12/2023	Mobiler, Primaire Volkrange	448,32	0,00	1
12/12/2023	Tableau pivotant, Elem Garche	550,31	0,00	1
12/12/2023	Tableau pivotant, Elem Guentrange	550,31	0,00	1
12/12/2023	Table à langer, Mat St pierre	764,32	0,00	1
12/12/2023	Bâtiment chemin du Leidt	10 837,81	0,00	0
12/12/2023	Périscolaire Guentrange	0,00	0,00	0
13/12/2023	Plan d'intervention , Périsco Guentrange	0,00	0,00	1
22/12/2023	SUBVENTION EXCEPTIONNELLE ATGRS	36 500,00	0,00	5
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
02/01/2000	Chauferrie école Petite Saison	17 984,95	0,00	0
02/01/2000	Théâtre de bois	55 769,09	0,00	0
15/03/2007	Bâtiment rue du Chemin de Fer (dépôt)	548 548,24	0,00	0
05/01/2009	Maison du Stade Jeanne d' Arc	5 718,72	0,00	0
01/01/2010	Centre Technique Municipal	184 863,49	0,00	0
01/01/2010	Equipement de soudeur	328,12	263,12	1
06/01/2010	Chenil - Oeutrange	254 901,83	0,00	0
07/12/2010	Télécopieur Brother 2820	1 597,18	375,54	1
01/01/2011	Bâtiment - Services Techniques	347 455,85	0,00	0
01/01/2011	CTM - Centre Technique Municipal	14 908,61	0,00	0
01/01/2011	Pépinnières Municipales	11 151,11	0,00	0
05/01/2011	Primaire Guentrange	211 525,19	0,00	0
06/01/2011	Nouvelle Ecole Primaire - Volkrange	29 491,80	0,00	0
06/01/2011	Gymnase du Centre - 4, rue du Cygne	4 215,12	0,00	0
06/01/2011	Cours de Tennis Couverts - Rue du Parc	9 749,95	0,00	0
06/01/2011	Boulodrome - Stade Jeanne d'Arc	54 171,77	0,00	0
12/01/2011	Travaux de Voirie	17 035 200,16	0,00	0
07/02/2011	RASED - Education routière	355 549,44	0,00	0
11/02/2011	Ballon eau chaude sanitaire	8 608,15	8 395,92	10
31/03/2011	Camion MAN BL-323-CW	72 410,14	71 447,84	8
07/04/2011	Tondeuse autoportée AMAZONE PROFIHOPPER	28 774,00	28 704,00	10
10/06/2011	Foyer Communal - Oeutrange	27 232,78	0,00	0
08/08/2011	mobilier de plage	861,90	796,90	1
22/09/2011	Tondeuse autotractée type MB655VS Viking	2 198,88	2 128,88	1
23/09/2011	Coffres de stockage à sel	5 837,11	5 767,11	1
26/10/2011	Fourgonnette Peugeot Bipper BW-557-XN	13 054,83	12 876,08	8
01/12/2011	Corbeilles "Urbino"	4 756,00	4 485,00	1
06/12/2011	Banc Corvus	12 807,40	12 737,40	5
08/12/2011	Matériel informatique divers	1 646,36	285,84	1
01/01/2012	Bâtiment - Services Techniques	52 967,62	0,00	0
01/01/2012	Bâtiments - Hotel de Ville	209 103,66	0,00	0
01/01/2012	CTM - Centre Technique Municipal	76 835,11	0,00	0
01/01/2012	Casino Municipal	50 073,62	0,00	0
01/01/2012	Beffroi	451 735,51	0,00	0
01/01/2012	Primaire Basses Terres	121 464,92	0,00	0
01/01/2012	Bâtiment Ancienne Primaire Guentrange	6 566,04	0,00	0
01/01/2012	Logements - 19 rue de la Perdrix	1 033,54	340,00	25
01/01/2012	Gymnase La Fontaine	3 103,17	0,00	0
01/01/2012	Maison de Quartier - Côte des Roses	150 412,42	0,00	0
01/01/2012	Gymnase J.P Adams - 36, rue St Exupéry	36 773,99	0,00	0
01/01/2012	Médiathèque	125 789,50	0,00	0
01/01/2012	Parking 1 Cour des Capucins	10 873 247,60	4 782 635,00	25
13/01/2012	Camion nacelle RENAULT CA-532-AQ	139 978,44	139 258,44	8
18/01/2012	Travaux de Voirie	7 284 761,50	0,00	0
18/01/2012	Remp.Chaudière Lgt 18 Bcle la Milliaire	369,00	110,00	25
18/01/2012	Maison des Gds Chênes	5 543,88	0,00	0
19/01/2012	Théâtre Municipal et Logement	3 075 761,52	0,00	0
20/01/2012	Bâtiment U.V.T. 5, rue des Ecluses	2 542,24	0,00	0
08/03/2012	Véhicule CITROEN JUMPER CC-792-GK	27 161,01	27 096,01	8
15/05/2012	Colombarium	9 480,81	6 787,00	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
30/06/2012	Caisse à outils	622,50	552,50	1
08/08/2012	Véhicule Honda XL125V	7 267,57	6 539,92	8
26/09/2012	Fourgonnette Peugeot Partner CL-429-KN	15 359,17	14 182,67	8
26/09/2012	Fourgonnette Peugeot Partner CL-726-KN	20 474,64	18 108,96	8
08/11/2012	Véhicule laveuse à eau chaude CMAR	164 520,00	164 450,00	8
12/11/2012	Amplificateur Yamaha audio pro	2 472,72	2 407,72	1
01/01/2013	Bâtiments - Hôtel de Ville	155 421,31	0,00	0
01/01/2013	Cimetière St-François	1 234,49	0,00	0
01/01/2013	Théâtre Municipal et Logement	577 418,56	0,00	0
01/01/2013	Conservatoire de Musique et Logement	50 532,31	0,00	0
01/01/2013	Travaux de Voirie	5 958 335,67	0,00	0
24/04/2013	Postes téléphonique	738,00	598,00	1
27/05/2013	Plantation d'arbres. Espaces ver(REPORT)	22 490,44	22 490,44	1
07/08/2013	Gazon synthétique	2 559,16	1 734,20	5
01/01/2014	Beffroi	2 495,66	0,00	0
01/01/2014	Maternelle St-Pierre et logements	12 801,09	0,00	0
01/01/2014	Théâtre Municipal et Logement	207 330,55	0,00	0
01/01/2014	Bâtiment - 5, rue des Ecluses	24 221,79	0,00	0
01/01/2014	Travaux de Voirie	4 549 139,65	0,00	0
20/10/2014	City stade à Volkrange	47 836,10	0,00	0
20/11/2015	Centre Culturel Jacques Brel	6 157,32	0,00	0
01/01/2016	Bâtiment Ancienne Primaire Guentrange	4 366,44	0,00	0
18/10/2017	Calvaire Koeking	3 882,37	0,00	0
08/12/2017	Régul. av mandat d'études ETILAM RG 806	191 474,17	0,00	0
16/03/2018	Bâtiment - Kayak Club	3 328,34	0,00	0
09/01/2023	Parking des capucins	5 193,11	0,00	0
26/01/2023	Réaménagement Rive droite	196 139,39	0,00	0
26/01/2023	Rive Gauche Site ETILAM	22 322,07	0,00	0
26/01/2023	Projet urbain CDR	78 663,18	0,00	0
26/01/2023	Meubles de tri 2X110L	48 218,01	0,00	1
26/01/2023	cafétière puzzle	82,93	0,00	1
26/01/2023	télévision puzzle	200,00	0,00	1
26/01/2023	Pose lettre pour enseigne PIJ	2 700,00	0,00	8
27/01/2023	Enceinte mobile avec 2 micros sans fil	559,00	0,00	1
27/01/2023	projecteur films salle 1	74 998,10	0,00	5
31/01/2023	Débroussailluse réciprocatrice	23 067,60	0,00	10
31/01/2023	Escabeau type EMP de 3 marches	462,00	0,00	1
31/01/2023	MICROPHONE	706,39	0,00	1
31/01/2023	Epandeur sel	1 378,01	0,00	1
31/01/2023	Lame neige, butée hydrolique, kit hydrol	5 206,80	0,00	1
31/01/2023	Tondeuse Hélicoïdale	51 000,00	0,00	10
01/02/2023	création micro foret urbaine	7 718,00	0,00	5
01/02/2023	travaux sur réseaux divers	401 049,31	0,00	0
02/02/2023	Matériel pour trame noire	1 576,55	0,00	1
02/02/2023	Téléphone portables REDMI et coques	302,40	0,00	1
02/02/2023	Chauffe eau 300L périscol Garche	582,00	0,00	1
03/02/2023	Pieds alu enceinte	130,00	0,00	1
03/02/2023	Enceintes Bluetooth	1 476,00	0,00	1
03/02/2023	chauffage rayonnant. Imprimerie	235,50	0,00	1
06/02/2023	Cartes anciennes pour Archives	517,71	0,00	0
07/02/2023	Gymn J. Burger & salle mun mission	6 046,90	0,00	0
07/02/2023	Drapeaux Pavillons 28 Pays	3 120,00	0,00	1
07/02/2023	Partitions	525,30	0,00	1
07/02/2023	Destructeur cni-pass Mairie Quartier	766,22	0,00	1
07/02/2023	Véhicule GLADIATOR 1500	30 087,36	0,00	8
07/02/2023	Modernisation sonorisation complexe MILL	55 478,24	0,00	5
07/02/2023	Arbres et arbustes	63 450,71	0,00	5
07/02/2023	Horloges Restaurant scolaire Val Marie	32,52	0,00	1
13/02/2023	Mise en oeuvre dispositif Eco Energie	6 000,00	0,00	0
13/02/2023	Diagnostic fissures mairie Bat A	420,00	0,00	0
13/02/2023	Lampe de bureau Led Arti. Bat B	63,72	0,00	1
13/02/2023	travaux de chauffage Médiathèque	8 473,19	0,00	15
14/02/2023	Livres Bibliothèque - Médiathèque	29 163,69	0,00	1
14/02/2023	CD DVD Médiathèque	10 433,29	0,00	1
15/02/2023	Tvx accessibilité divers sites	1 094,40	0,00	1
15/02/2023	Matériel écalirage public	14 006,92	0,00	0
17/02/2023	Travaux électriques à la scala	271,60	0,00	1
20/02/2023	Bouclier de protection charriot élévateur	231,34	0,00	1
20/02/2023	Armoire frigo Cantine Garenne	2 113,20	0,00	10
20/02/2023	Buts de foot, filets et abris de touche	8 098,49	0,00	1
21/02/2023	Menuiserie extérieures Mairie Bat A	5 117,29	0,00	0
21/02/2023	Menuiseries extérieures Mairie Bat B	5 117,30	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
21/02/2023	Menuiseries extérieures Mairie Bat C	5 117,29	0,00	0
21/02/2023	Menuiseries extérieures Mairie Bat D	5 117,28	0,00	0
21/02/2023	Menuiseries extérieures Mairie Bat E	5 117,24	0,00	0
27/02/2023	Escabeau 2 marches	308,40	0,00	1
01/03/2023	MOE Zone humide. Domaine Volkrange	1 420,86	0,00	0
01/03/2023	Convention AGURAM 2021-2022	20 000,00	0,00	0
06/03/2023	Remplacement clavier alarme intrusion	614,06	0,00	1
06/03/2023	Saleuse Acométis voirie	12 559,20	0,00	8
06/03/2023	Bétonnière DEPU	897,60	0,00	1
07/03/2023	Travaux électriques compl multisp. Milli	1 639,03	0,00	1
07/03/2023	Tableau blanc Mairie Bat A	137,94	0,00	1
08/03/2023	Achat écran pour accueil Scala	294,99	0,00	1
09/03/2023	Acquisition TNI Ecoles	45 500,04	0,00	4
09/03/2023	tvx revêt. sols souples Biblio CDR	29 617,80	0,00	15
09/03/2023	Enceinte Connectée marque JBL charge 5+h	225,90	0,00	1
15/03/2023	Ajout point d'eau dans la buvette	2 059,86	0,00	15
15/03/2023	F&P chaudière gaz - VIESSMANN VITODENS 1	9 394,04	0,00	15
15/03/2023	Chevalet mobile 70x100cm LD04484R	249,94	0,00	1
15/03/2023	Perforateurs, perceuses, meuleuses	2 959,11	0,00	1
15/03/2023	Projecteur Powel 50W LED rechargeable	769,99	0,00	1
15/03/2023	Riveteuse 12v 2Ah M12 BPRT	462,00	0,00	1
15/03/2023	Echelles EDS	297,60	0,00	1
15/03/2023	Meuleuse	1 831,72	0,00	1
15/03/2023	Meuleuse sans fil 125 18V	644,04	0,00	1
15/03/2023	Cloueur agrafeur 3N1 HNS	752,28	0,00	1
15/03/2023	Cloueur agrafeur 3N1 HNS	300,00	0,00	1
15/03/2023	Cloueur agrafeur 3N1 HNS	222,00	0,00	1
15/03/2023	Laser Bravo Rotatif HV4 + accessoires	834,00	0,00	1
15/03/2023	Pièces pour le serv garage	2 280,00	0,00	1
15/03/2023	Aspirateur spécifique Atelier Menuiserie	2 794,73	0,00	10
15/03/2023	Aspirateur, Atelier Menuiserie	368,46	0,00	1
15/03/2023	Chariot de transport de plantes pour déc	430,80	0,00	1
15/03/2023	Effaroucheur Sonore PRO	760,56	0,00	1
15/03/2023	Boîte à cliquet, Fluides	258,71	0,00	1
15/03/2023	Carotteuse PRO CD 182 à eau + bâti	2 726,71	0,00	10
15/03/2023	Ad'Ap Basses Terres gymn. rampe	4 271,50	0,00	15
17/03/2023	Support PC pour DMC Monsieur ZDUN	35,21	0,00	1
17/03/2023	Mobiliers pr Cour d'école Poincaré	5 864,40	0,00	1
17/03/2023	Poste à souder mini Castolin	581,90	0,00	1
22/03/2023	F&P rideau occultant sur mesure + rail	5 464,32	0,00	1
22/03/2023	Micro Chant	69,00	0,00	1
24/03/2023	Batterie électronique	1 049,17	0,00	1
28/03/2023	étude pr construction périscolaire Volk	87 708,18	0,00	0
28/03/2023	Fourniture matériel BH Technologie mise	7 800,00	0,00	1
28/03/2023	telephones portables agents	1 518,72	0,00	1
28/03/2023	Tapis Romus Restaurant scolaire St Pierr	236,40	0,00	1
28/03/2023	Berce benne EDS 2023 DCV Nettoyement	10 783,20	0,00	10
28/03/2023	Téléphones portables CAB et agents	2 668,08	0,00	1
31/03/2023	ACHAT REGIE MOBILE	13 581,82	0,00	5
31/03/2023	Nettoyeur haute pression, Garage CTM	3 231,00	0,00	10
31/03/2023	Chauffe eau 15 L, Garage CTM	136,80	0,00	1
31/03/2023	F&P cloture et mobiliers ds cour école	13 890,00	0,00	1
31/03/2023	Jeu de société	40,00	0,00	1
31/03/2023	Ordinateur portable de projection cinéma	1 823,92	0,00	4
03/04/2023	Souffleur sans fil Stihl BGA57 Avec batt	279,00	0,00	1
03/04/2023	Nettoyeur HPression K5 Premium Smart Con	349,00	0,00	1
03/04/2023	Réalisation 31 inspections d'ouvrage	13 676,40	0,00	0
03/04/2023	Réfection peintures 82 rte de Longwy	14 983,65	0,00	15
03/04/2023	Télémètre laser TLM40 Stanley STH77666-	74,45	0,00	1
03/04/2023	Electroménager.Aspirateur, réfrigérateur	619,98	0,00	1
03/04/2023	Ecran projection. Matériel salle Munici	210,60	0,00	1
04/04/2023	Tvx sanitaires 18 bcle Milliaire 1er Gau	1 592,80	0,00	1
04/04/2023	Tvx chauffage 18 bcle Milliaire 1er Gau	4 626,81	0,00	15
04/04/2023	Tvx sanitaires 18 bcle Milliaire 1er Dro	1 592,80	0,00	1
04/04/2023	Aspirateur eau et poussière NT/27.11380	399,26	0,00	1
06/04/2023	Scie sur table TR202 carrelage	1 012,62	0,00	1
06/04/2023	Ponceuse excentrique EDS 2023 DPB Peintu	755,51	0,00	1
06/04/2023	Pince à sertir. EDS 2023 DMC	428,26	0,00	1
06/04/2023	Scie sabre MAKITA 18V. EDS 2023 DMC	172,70	0,00	1
06/04/2023	Testeur circuit alimentation	95,82	0,00	1
06/04/2023	Présentoirs, vitrine intérieure. Point I	391,08	0,00	1
06/04/2023	Rempl. structure toboggan petite Lor	9 818,40	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
06/04/2023	Création/Réhabilitation aire jeux Elange	31 065,60	0,00	5
06/04/2023	Rempl module de jeu baleine Veymerange	5 556,00	0,00	5
11/04/2023	kit rénovation banc	1 032,00	0,00	1
11/04/2023	Travaux stade Jeanne d'Arc	23,73	0,00	1
12/04/2023	Stores à bandes verticales Serv Techniqu	656,64	0,00	1
12/04/2023	Support PC	42,25	0,00	1
12/04/2023	Tapis matador Elementaire Jacques Préver	356,21	0,00	1
12/04/2023	Tapis matador Restaurant scol. Garenne	44,53	0,00	1
12/04/2023	Tableau blanc 90x60	229,92	0,00	1
12/04/2023	Rénovation éclairage stade de Guentrange	37 936,75	0,00	0
13/04/2023	Etude requalification route de Metz	8 784,00	0,00	0
13/04/2023	Téléphone portables Samsung Galaxy+REDMI	720,48	0,00	1
13/04/2023	Lampe sur pied noir led	105,37	0,00	1
13/04/2023	saxophone Alto Mib Antigua Pro One	2 799,00	0,00	5
14/04/2023	Store enrouleur mairie annexe de garche	859,68	0,00	1
14/04/2023	Tvx revêtement de sols divers sites	299,56	0,00	1
14/04/2023	Tvx peinture divers sites	585,06	0,00	1
17/04/2023	Piano Neuf Yamaha P121 Noir brillant	7 476,00	0,00	5
18/04/2023	Multisport Milliaire tvx climatisation	8 049,65	0,00	15
18/04/2023	Tvx carrelage SDB 18 bcle Milliaire	2 431,00	0,00	15
18/04/2023	Pistolet à peinture AIR LESS WERKU	1 821,19	0,00	10
18/04/2023	Touret électrique, Trx régie ext.	239,76	0,00	1
18/04/2023	Echelle télescopique, Trx régie ext.	359,36	0,00	1
18/04/2023	Groupe électrogène 3000W, Trx régie ext.	1 196,50	0,00	1
19/04/2023	Atomiseur chenilles EDS 2023	19 920,00	0,00	10
20/04/2023	Création arboretum de Volkrange	5 226,26	0,00	5
20/04/2023	Tvx ORANGE rue Castelnau	1 872,00	0,00	0
20/04/2023	Pieds de micro	583,17	0,00	1
21/04/2023	Rempl bornes fontaine cimetièr	4 950,00	0,00	15
21/04/2023	Autolaveuse Karcher. Salles municipales	2 365,44	0,00	5
21/04/2023	Armoire de sécurité produits dangereux	1 387,20	0,00	1
25/04/2023	chaudière WIESSMANN. 21 rue Perdrix	5 199,67	0,00	15
25/04/2023	Cafetière isotherme, Urbanisme	49,99	0,00	1
25/04/2023	Lampe de bureau. stock	46,50	0,00	1
25/04/2023	Lampadaire LED. Secrétariat DRH+ DRH	199,13	0,00	1
25/04/2023	Lampe de bureau	99,56	0,00	1
25/04/2023	Aspirateur Karcher UGT 12	295,50	0,00	1
02/05/2023	PH mètre et accessoires	173,70	0,00	1
02/05/2023	Chariot lavage et accessoires. SMC	320,30	0,00	1
02/05/2023	Chariot de serre fabrication unique	1 437,60	0,00	1
04/05/2023	Réfect revêt. sols. logt 82 rte longwy	6 773,80	0,00	15
04/05/2023	Réf peintures. logt 18 bcle milliaire	12 102,42	0,00	15
04/05/2023	Extens. réseau électr.17 Rue pres brouck	19 266,59	0,00	0
04/05/2023	Micro-onde. Direction des Finances	84,99	0,00	1
04/05/2023	Interv suite à contrôle réglem. Théâtre	2 990,56	0,00	15
09/05/2023	Porte-manteaux sur pieds	263,42	0,00	1
09/05/2023	Tableau blanc, PIJ et OMS	23,34	0,00	1
11/05/2023	3 embases de guidage. Halte nautique	33 852,00	0,00	0
11/05/2023	Lampe aide à la lecture dyslexie	358,90	0,00	1
11/05/2023	Caméra scanner personnes Dyslexiques	399,00	0,00	1
15/05/2023	micro-ondes. SMC	59,99	0,00	1
16/05/2023	Alimentation sèche-mains : sanitaires H	2 633,62	0,00	15
16/05/2023	Tvx électrique appart 18 bcle Milli 1erG	1 325,21	0,00	1
16/05/2023	txv électriques Appart 82 rte Longwy RdC	2 009,59	0,00	15
16/05/2023	Tondeuse hélicoïdale	5 400,00	0,00	10
16/05/2023	Support PC, Stocks	84,50	0,00	1
17/05/2023	Niveau laser PUZZLE	209,00	0,00	1
23/05/2023	Etude de trafic. Thionville	1 224,00	0,00	0
23/05/2023	Vitrophanie Centre Multisport Milliaire	5 616,00	0,00	15
23/05/2023	Paire de rampe aluminium 2m. Electricité	324,00	0,00	1
23/05/2023	Plaque vibrante EDS 2023. VOIRIE	1 920,00	0,00	15
23/05/2023	Débroussailluse thermique	3 395,04	0,00	15
23/05/2023	Structures pour Jardins Pédagogiques	1 645,44	0,00	1
23/05/2023	Tvx électriques JP Adams gymnase	2 114,99	0,00	15
23/05/2023	Tvx électriques médiathèque le PUZZLE	1 682,33	0,00	1
24/05/2023	Tvx sols souples Restau scol Milliaire	13 512,00	0,00	15
25/05/2023	guirlandes non redressées	6 540,12	0,00	15
25/05/2023	Réfection Halte Nautique	34 632,00	0,00	0
25/05/2023	rempl. SSI complexe multisport Milliaire	1 080,00	0,00	1
25/05/2023	Karcher station lavage CTM	4 606,80	0,00	15
25/05/2023	Pick-Up Ford Ranger GM-047-JQ	61 796,98	0,00	8
25/05/2023	1T2023 Trx régie- blocs multiprises	1 030,98	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
25/05/2023	1T2023 Trx régie- détecteurs lumière	1 629,84	0,00	15
25/05/2023	1T2023 Trx régie- détecteur éclair bat C	259,99	0,00	1
25/05/2023	1T2023 Trx régie- Box de stockage CTM	2 684,97	0,00	15
25/05/2023	1T2023 Trx régie- caissons pour tuyaux	2 596,04	0,00	8
25/05/2023	1T2023 Trx régie- fermes portes sous sol	381,85	0,00	1
26/05/2023	Table élévatrice avec guidage	1 740,00	0,00	1
26/05/2023	Mobilier, aire de jeux. Cour école Poinc	32 863,20	0,00	5
26/05/2023	Ad'Ap 2022 Matern Victor Hugo	19 339,37	0,00	15
26/05/2023	Ad'Ap 2022 Elem Victor Hugo	10 144,46	0,00	1
30/05/2023	Instruments de percussions	378,84	0,00	1
31/05/2023	Mairie BâtE Trx peinture.Salon des Maire	8 781,72	0,00	15
31/05/2023	Déplac. souterrain électr. Porte Sarrelo	6 299,92	0,00	0
31/05/2023	Modernisation EP	188 318,28	0,00	0
06/06/2023	Dépose et repose des réglettes LED	16 589,76	0,00	0
06/06/2023	Diagnostic et étude de circulation	58 512,00	0,00	0
06/06/2023	Particip. renforcement du réseau ENEDIS	431,95	0,00	0
06/06/2023	Outillage stationnement - compresseur	129,00	0,00	1
06/06/2023	Armoire pharmacie 2 portes, Péri. Garche	160,26	0,00	1
06/06/2023	Monture Spéciale Agent RQTH	449,00	0,00	1
06/06/2023	Contener à déchets	34 140,00	0,00	1
06/06/2023	Rampe d'arrosage tunnels de serres	12 039,94	0,00	15
07/06/2023	Tableau blanc STM	23,34	0,00	1
08/06/2023	Tableau blanc. Logistique	23,34	0,00	1
08/06/2023	Aspirateur Karcher. EDS Peinture	218,32	0,00	1
13/06/2023	Support PC	102,22	0,00	1
13/06/2023	Débroussailleuse. SPORT	449,65	0,00	1
13/06/2023	Tatamis de judo	36 825,60	0,00	1
13/06/2023	Rénov City Stade St Pierre- Pare-Ballon	25 974,00	0,00	5
14/06/2023	F&P structure pr sport de glisse. Skate	86 196,00	0,00	5
14/06/2023	OBJECTIF PHOTO, COMM.	2 188,00	0,00	5
14/06/2023	Coffret de réfection de tuyaux de freins	70,80	0,00	1
14/06/2023	Outil pneumatiq à repousse piston+ lampe	265,36	0,00	1
21/06/2023	Décapeurs thermiques EDS 2023 Nettoiemen	1 150,92	0,00	1
21/06/2023	Réalisation d'inspections d'ouvrage	11 517,60	0,00	0
21/06/2023	F&P cloture et mobilier Cour Elem Poinc	19 869,60	0,00	5
21/06/2023	Etude géologique et hydrologique Jardins	24 979,20	0,00	0
21/06/2023	Agrafeuse électrique Stago, Imprimerie	5 280,00	0,00	5
21/06/2023	Contener à déchets	13 800,00	0,00	1
21/06/2023	Plantation arbres arboretum de Volkrange	31 107,02	0,00	5
22/06/2023	Tvx plâtrerie Elém. Guentrange	5 215,08	0,00	15
22/06/2023	txv sols souples. Elem St Pierr et Volkr	7 572,00	0,00	15
22/06/2023	Tvx sols souples- Salon des Maires	5 304,96	0,00	15
22/06/2023	Batterie - Monobloc Gel 6V-180 AH C5	5 539,80	0,00	1
22/06/2023	Fourgon benne Peugeot Boxer PREMIUM	44 149,90	0,00	8
26/06/2023	Rempl. projecteur salle 2. Scala	39 900,00	0,00	5
27/06/2023	4 volets roulants solaires - Péri Elange	4 310,40	0,00	15
27/06/2023	Achat jeux vidéos	991,05	0,00	1
27/06/2023	Arroseurs stades avec programmeurs	2 450,70	0,00	15
27/06/2023	Projecteurs scéniques	4 095,00	0,00	1
27/06/2023	Câbles pour projecteurs scéniques	3 772,00	0,00	1
30/06/2023	Tvx peinture Elem R DESNOS	55 887,29	0,00	15
30/06/2023	Tondeuse autoportée KUBOTA G231 LD	17 464,04	0,00	15
30/06/2023	Cuve arrosage PFV+ remorque 100L	9 072,00	0,00	15
30/06/2023	1 Motobineuse et 2 Tondeuses GRIN	4 501,20	0,00	15
30/06/2023	Frigo et Congélateur, Comm.	2 075,60	0,00	1
04/07/2023	Chariot pour harpe Transharp	664,20	0,00	1
04/07/2023	Marche pied 3 marches escamotable	54,90	0,00	1
04/07/2023	Meuleuse d'angle sans fil 18V	466,80	0,00	1
04/07/2023	Aspirateur poussière 10 litres Karcher	181,80	0,00	1
04/07/2023	Radiateur thermor amadeus Mairie BAT A	257,60	0,00	1
06/07/2023	Achat ventilateur sur pied	488,02	0,00	1
06/07/2023	Conteneur isoth.+Plaqué eutectique, Com	407,52	0,00	1
06/07/2023	Poutre carrée plastique recyclé 7*7*200	440,45	0,00	1
06/07/2023	Burin extra plat 26 mm FACOM	18,91	0,00	1
06/07/2023	Cric extra plat 2 T	277,44	0,00	1
06/07/2023	Support PC Nadia Seghir STM	31,80	0,00	1
06/07/2023	porte coulissante Gymn JPADAMS	4 149,60	0,00	15
07/07/2023	Meuleuse Peinture.EDS 2023	558,24	0,00	1
24/07/2023	Support PC Mr Latassa et Mr Erang DPB	63,60	0,00	1
24/07/2023	Stores enrouleurs GL avec coffre T2	637,20	0,00	1
24/07/2023	Lecteur Blu-ray	65,83	0,00	1
24/07/2023	Pose coffret électriq- Parvis capucins	5 290,67	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
24/07/2023	Mise en oeuvre de la Trame Noire	13 437,06	0,00	0
24/07/2023	Modernisation EP - Allée de la Terrasse	5 609,35	0,00	0
24/07/2023	Eclairage public Impasse Ermesinde	116 018,42	0,00	0
24/07/2023	Pavillon européen (france+europe)	20,40	0,00	1
24/07/2023	Plaque devise républicaine 50 x 200 DIBO	348,00	0,00	1
24/07/2023	Mats de facade + porte drapeau	216,00	0,00	1
24/07/2023	Fourniture de lampes LED pour relamping	15 876,09	0,00	0
24/07/2023	Participation extension réseau	8 947,78	0,00	0
24/07/2023	Matériel nouv technologies -Fond blanc	106,30	0,00	1
24/07/2023	études dépose voies de services	11 315,85	0,00	0
25/07/2023	Téléphone Motorola G53 5G bleu 128G	142,80	0,00	1
25/07/2023	Rampes pour chaises roulantes	1 062,78	0,00	1
25/07/2023	Cables avec Personnalisation logo	9 593,57	0,00	8
25/07/2023	Remise aux normes des installations élec	1 919,44	0,00	15
25/07/2023	Cour école Poincaré- mobilier et cloture	1 138,80	0,00	1
25/07/2023	livres pour archives	740,26	0,00	1
25/07/2023	trx VMC en sous sol- Prim Guentra	2 745,60	0,00	15
25/07/2023	Marchepied 3 marches	87,79	0,00	1
25/07/2023	Trx peinture Elem Desnos	38 725,26	0,00	15
25/07/2023	Trx cablage fibre complexe multi Milli	6 139,04	0,00	15
25/07/2023	Aménag salle de concert ALN à Guentrange	8 505,72	0,00	1
25/07/2023	Volkrange périscolaire relevé topographi	1 784,40	0,00	0
26/07/2023	Kit soupape de pompe pour cuve	1 651,20	0,00	1
26/07/2023	Souffleur STHIL +Débroussailleuse STIHL	2 532,00	0,00	1
26/07/2023	Transpalette 2 500kg long 1 150 cm	540,00	0,00	1
26/07/2023	Un jeu de 2 rampes alu	648,00	0,00	1
26/07/2023	Remorque Hubière GQ-345-GM	8 158,80	0,00	10
26/07/2023	Vitrine intérieur coulissante liège 15A4	465,55	0,00	1
26/07/2023	Tel port. GalaxyA52+iphone13+motorolaG53	3 427,20	0,00	1
26/07/2023	Extension réseau rue des Fleurs	7 618,74	0,00	0
01/08/2023	Machine à café avec thermos et filtres	580,80	0,00	1
04/08/2023	CONTENEUR METALLIQUE	3 000,00	0,00	10
04/08/2023	Echelle 2 plans de 2m50 + porte cadenas	704,40	0,00	1
04/08/2023	F&P panneau plexiglass. Matern St Pierre	636,73	0,00	0
08/08/2023	Install arrosage auto giratoire Luxembou	1 225,86	0,00	1
08/08/2023	Install arrosage auto giratoire Cormont	1 914,00	0,00	15
08/08/2023	Rempl. Escabeaux divers sites	4 248,00	0,00	1
08/08/2023	Pavillons club motonautique	298,80	0,00	1
08/08/2023	Arbres tiges	16 121,00	0,00	1
09/08/2023	Pépinière Municipale tvx serrurerie	2 948,39	0,00	0
09/08/2023	Micro onde samsung DMC	189,99	0,00	1
09/08/2023	Réalisation de 5 comptages, rte de lon	996,00	0,00	0
16/08/2023	bouclier avec housse POLICE MUNICIPALE	1 065,00	0,00	1
21/08/2023	Micro-onde et bouilloire Stationnement	269,98	0,00	1
21/08/2023	Motorola G53 128Go+coque Afid BOUTHAGANE	142,80	0,00	1
21/08/2023	5 Motorola + 3 Samsung+ coques - Agents	1 380,00	0,00	1
23/08/2023	Nouveau bât Robert Desnos Veymerange	59 902,06	0,00	0
23/08/2023	Rideaux intérieurs occultants écoles	8 409,60	0,00	1
30/08/2023	STM aménagements intérieurs	30 554,11	0,00	0
30/08/2023	Club house stade omnisport de Guentrange	3 189,37	0,00	0
30/08/2023	Centrale de désinfection Restaurant scol	198,72	0,00	1
31/08/2023	Maternelle J.J. Rousseau Agencement	23 948,04	0,00	0
01/09/2023	Maternelle R. Desnos Agencement	15 861,95	0,00	0
01/09/2023	Primaire Volk nouvelle école Agencement	21 135,68	0,00	0
01/09/2023	Echauffadage spécial taille haies.	1 856,40	0,00	10
01/09/2023	Bac de décantation 100L	548,51	0,00	1
08/09/2023	Arroseur Stade d'Oeutrange	3 789,10	0,00	15
08/09/2023	Arroseurs terrain de Rugby	19 844,40	0,00	1
08/09/2023	Programmateu arrosage stade	1 772,18	0,00	1
08/09/2023	Débroussailleuses	778,06	0,00	1
08/09/2023	Support PC portable Service Finances	126,76	0,00	1
08/09/2023	Achat de jeux de société	500,00	0,00	1
08/09/2023	Primaire Côte des Roses A	16 910,42	0,00	0
08/09/2023	Primaire Basses-Terres	6 751,75	0,00	0
12/09/2023	Mise en lumière façade du Théâtre	27 655,43	0,00	0
13/09/2023	Maternelle St. Pierre	8 497,81	0,00	0
13/09/2023	Maternelle Beauregard	9 806,71	0,00	0
13/09/2023	Achat de vinyles	1 441,32	0,00	1
13/09/2023	Primaire Victor Hugo	55 925,25	0,00	0
13/09/2023	Rénovation éclairage du stade de Guentra	64 341,58	0,00	15
14/09/2023	réseaux EP	87 203,36	0,00	0
22/09/2023	Primaire La Milliaire	18 660,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
22/09/2023	RASED + Education routière	14 200,20	0,00	0
22/09/2023	Primaire Jacques Prévert	4 928,71	0,00	0
22/09/2023	Primaire les Semailles	2 653,76	0,00	0
22/09/2023	Primaire Poincaré	2 217,83	0,00	0
22/09/2023	Dévidoirs mural Stade Guentrange	354,00	0,00	1
22/09/2023	Echelles-marchepieds-escabeaux	1 976,40	0,00	1
22/09/2023	Fauteuils ST, Lusso et Lustig	670,58	0,00	1
22/09/2023	Amplificateur + 2 micros	746,49	0,00	1
22/09/2023	Pupitres+Amplificateur Conservatoire	850,33	0,00	1
25/09/2023	PANNEAUX D INFORMATIONS-COMMUNICATION	7 320,00	0,00	1
25/09/2023	Rachat 208 EY-814-QF	8 892,85	0,00	8
25/09/2023	Cendrier sur pied. Casino	534,60	0,00	1
27/09/2023	TONDEUSE. STADE GUENTRANGE	43 200,00	0,00	8
27/09/2023	RACCORD RESEAU CABLE. CLUB HOUSE RUGBY	1 182,70	0,00	0
29/09/2023	F&P luminaires, sonettes Mat. Semailles	2 501,66	0,00	0
29/09/2023	Travaux ventilation STM	885,36	0,00	0
02/10/2023	PC serveur et poste de vente. Scala	3 206,00	0,00	4
03/10/2023	Fourniture et pose sonde STM	1 536,00	0,00	0
03/10/2023	Travaux électriques, salle Veymerange	4 771,93	0,00	0
03/10/2023	Travaux électriques Multisport Milliaire	1 329,29	0,00	0
05/10/2023	Installation point d'eau, Conservatoire	916,84	0,00	0
06/10/2023	Travaux de plâtrerie, local PM	1 205,82	0,00	0
06/10/2023	Tvx clim, local informatique STM	2 411,39	0,00	0
06/10/2023	Chauffe eau, Mat. Victor Hugo	676,50	0,00	1
06/10/2023	Coffret de douilles FACOM, garage	188,40	0,00	1
06/10/2023	Lampadaires led, bâtiment D	199,13	0,00	1
10/10/2023	Aspirateurs eau et poussière, Propreté	394,20	0,00	1
10/10/2023	Support PC portable, Finances	42,25	0,00	1
10/10/2023	Présentoir sur pied, Mairie Bât A	543,56	0,00	1
12/10/2023	4 portables Motorola G53 + 4 coques	571,20	0,00	1
12/10/2023	LIVRE MUSEE	691,13	0,00	1
12/10/2023	1 Motorola G53 + 1 Coque CASELLATO	142,80	0,00	1
12/10/2023	1 Tableau blanc, STM	23,34	0,00	1
12/10/2023	1 Lave-vaisselle, Cantine Milliaire	4 358,40	0,00	5
12/10/2023	Casino Municipal	1 779,46	0,00	0
12/10/2023	Bâtiment - Chemin du Leidt	47 807,13	0,00	0
12/10/2023	Maison de quartier, rue St Hubert	2 563,13	0,00	0
16/10/2023	Clavier Yamaha 61 touches, Conservatoire	937,00	0,00	1
18/10/2023	Amplificateur, Conservatoire	444,00	0,00	1
18/10/2023	Set de congas, Conservatoire	288,83	0,00	1
20/10/2023	48 pupitres pliants, Conservatoire	1 200,00	0,00	1
20/10/2023	MOE Réfection vestiaires Stade Guentrange	4 320,00	0,00	0
20/10/2023	Chaudière, Logement Gymnase La Plaine	3 993,35	0,00	10
20/10/2023	Talkies walkies, Scala	609,26	0,00	1
23/10/2023	Projecteurs solaires, Volkrange	1 944,72	0,00	0
24/10/2023	Cafetière, bouilloire, four, Service Com.	394,97	0,00	1
26/10/2023	Broyeur télécommandé, Travaux régie ext.	38 100,00	0,00	8
26/10/2023	Perspectives, quartier St Pierre/Mill.	7 578,00	0,00	0
27/10/2023	Store enrouleur, Elem Semailles Elange	181,44	0,00	1
27/10/2023	Tondeuse Kubota, Service espaces verts	25 048,26	0,00	15
02/11/2023	Médiathèque, aménagements intérieurs	13 663,04	0,00	0
02/11/2023	Château de Volkrange, aménagements intér	16 380,00	0,00	25
02/11/2023	Réhabilitation Maison Prévert	852,00	0,00	0
09/11/2023	Plastifieuse et taille-crayon Mat CDR	183,61	0,00	1
09/11/2023	Maison des projets bld Foch	28 984,85	0,00	0
09/11/2023	Maternelle Les Semailles Elange	6 091,11	0,00	0
09/11/2023	Supports PC portable, CMS	63,60	0,00	1
10/11/2023	Tableau blanc, DRH Mairie bât A	23,34	0,00	1
10/11/2023	Mairie bâtiment A	18 309,98	0,00	0
14/11/2023	Petit matériel photo, Archives	749,56	0,00	1
14/11/2023	MATÉRIEL SONORISATION 4 ENCEINTES, COM	1 524,00	0,00	1
14/11/2023	RETABLISSEMENT BORNES PARC MANDELA	780,00	0,00	0
15/11/2023	2 MOTOROLA MOTO G53+COQUE - AGENTS	285,60	0,00	1
15/11/2023	Achat Airbox 3-4G+ pour RODRIGUES Marie	63,60	0,00	1
16/11/2023	FOYER NICOLAS SCHMITT GARCHÉ	23 589,88	0,00	0
16/11/2023	DEPOT WEBER RITT	2 677,28	0,00	0
16/11/2023	STADE DE FOOT VOLKRANGE	1 208,05	0,00	0
16/11/2023	CENTRALE NETTOYAGE, CANTINE MILLIAIRE	1 495,40	0,00	1
16/11/2023	PANNEAUX AFFICHAGE, ELEM MILLIAIRE	2 122,73	0,00	1
16/11/2023	2 CAISSES POUR PUPITRES, LED	1 623,54	0,00	1
16/11/2023	DEFIBRILLATEUR PARKING GENERAL HUGO	2 526,80	0,00	5
16/11/2023	3 PRESENTOIRS A JOURNAUX, COM	4 010,56	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
20/11/2023	3 aspirateurs, Mat St pierre et Prévert	452,70	0,00	1
20/11/2023	Arbres arbustes et vivaces	1 519,80	0,00	1
22/11/2023	Détecteurs monoxyde de carbone, Bât B	321,70	0,00	1
23/11/2023	Maternelle Poincaré	1 780,61	0,00	0
27/11/2023	DECORATIONS DE NOEL	7 706,40	0,00	1
27/11/2023	Mise en lumière façade Théâtre	2 665,81	0,00	0
29/11/2023	Lampadaire led de bureau, Cabinet maire	99,56	0,00	1
29/11/2023	Etude Piste athlétisme Guentrange	6 363,60	0,00	0
29/11/2023	Réfrigérateur 1 porte Tennis Etilam	479,00	0,00	1
05/12/2023	F&P store bandes verticales, Accueil STM	550,80	0,00	1
05/12/2023	Réhabilitation skate parc Garche	14 320,80	0,00	5
05/12/2023	Réfrigérateur PEDT Coquelicots Millaire	228,00	0,00	1
05/12/2023	Réfrigérateur Poincaré Maternelle PEDT	228,00	0,00	1
05/12/2023	Réfrigérateur Saint Pierre PEDT	228,00	0,00	1
05/12/2023	Réfrigérateur Jean Jacques Rousseau PEDT	228,00	0,00	1
05/12/2023	Câbles pour console scénique, Théâtre	602,00	0,00	1
05/12/2023	Micros serre-tête, Théâtre	1 435,00	0,00	1
05/12/2023	Micro-casque, Théâtre	859,00	0,00	1
05/12/2023	Mise en lumière Mairie Bât. A	6 614,28	0,00	0
05/12/2023	Chauffe eau électrique, STM	252,18	0,00	1
06/12/2023	Enceinte bluetooth, Mat St Pierre	84,78	0,00	1
06/12/2023	Four remise température - Rest. Garche	7 011,00	0,00	10
06/12/2023	Enseigne OMS, 2 rue Neuve	2 356,80	0,00	1
06/12/2023	Laveuse+balayeuse, Gymn. JP Adams	9 600,00	0,00	5
07/12/2023	Tableau signalétique en liège, Puzzle	141,05	0,00	1
07/12/2023	ACHAT CARTE ANCIENNE, ARCHIVES	780,00	0,00	0
07/12/2023	Chauffe eau électrique, Mat V. Hugo	252,18	0,00	1
07/12/2023	Broyeur et cafetière, Puzzle	294,87	0,00	1
11/12/2023	Routeur, Théâtre	167,00	0,00	1
11/12/2023	Convention AGURAM 2023-2024	32 600,00	0,00	0
11/12/2023	Logements 18 boucle de la Milliaire	1 984,95	0,00	25
12/12/2023	MISSION RECONNAISSANCE DES SOLS	3 821,27	0,00	0
12/12/2023	DETECTION RESEAUX EP + BASSE TENSION	73 964,99	0,00	0
12/12/2023	RELEVÉ TOPO PERISCOLAIRE GUENTRANGE	456,00	0,00	0
12/12/2023	F&P store, Maison des projets Bd Foch	2 738,40	0,00	1
12/12/2023	MOTOROLA G53 + COQUE	130,80	0,00	1
12/12/2023	2 MOTOROLA MOTO G53+COQUE - AGENTS	285,60	0,00	1
12/12/2023	Gymnase des Basses-Terres	0,00	0,00	0
13/12/2023	Stores, Mairie bâtiment A	0,00	0,00	1
13/12/2023	Stade Municipal Jeanne d'Arc	3 129,41	0,00	0
15/12/2023	Parking des Capucins	48 050,31	0,00	25
19/12/2023	2 VTT Electriques, PM	7 598,10	0,00	8
TOTAL GENERAL		68 876 281,69	5 336 938,26	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
02/06/2023	Chenil - Oeustrange	254 901,83	0	0,00	254 901,83	180 000,00	-74 901,83
06/06/2023	Terrain chemin du Colombier	10 656,00	0	0,00	10 656,00	10 656,00	0,00
27/10/2023	Terrain rue du Vieux Collège	450 000,00	0	0,00	450 000,00	517 713,91	67 713,91
27/10/2023	Terrains rue du Donjon à Thionv Volkrang	159 390,00	0	0,00	159 390,00	105 000,00	-54 390,00
13/12/2023	Benne à ordures 90 ALL 57	46 120,13	8	46 120,13	0,00	1 607,20	1 607,20
31/12/2023	Rétroviseur sur véhicule 730 BFA 57	293,57	3	293,57	0,00	0,00	0,00
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
09/02/2023	Caisson mobile	256,66	12	256,66	0,00	0,00	0,00
09/02/2023	Tableau pivotant	536,33	12	536,33	0,00	0,00	0,00
09/02/2023	Armoire haute à rideaux	1 999,95	12	1 999,95	0,00	0,00	0,00
09/02/2023	Plan compact 1 caisson	842,41	12	842,41	0,00	0,00	0,00
09/02/2023	Fauteuil assise cuir à roulettes	334,38	12	334,38	0,00	0,00	0,00
09/02/2023	Poste de travail	485,78	12	485,78	0,00	0,00	0,00
02/06/2023	Chenil d'Oeustrange	9 152,96	0	0,00	9 152,96	0,00	-9 152,96
02/06/2023	Chenil d'Oeustrange	3 075,14	0	0,00	3 075,14	0,00	-3 075,14
02/06/2023	Chenil - Oeustrange	5 980,00	0	0,00	5 980,00	0,00	-5 980,00
02/06/2023	Chenil Oeustrange	116,69	0	0,00	116,69	0,00	-116,69
02/06/2023	Chenil - Oeustrange	5 118,88	0	0,00	5 118,88	0,00	-5 118,88
02/06/2023	Chenil - Oeustrange	2 354,00	0	0,00	2 354,00	0,00	-2 354,00
02/06/2023	Chenil - Oeustrange	432,79	0	0,00	432,79	0,00	-432,79
02/06/2023	Chenil	1 815,00	0	0,00	1 815,00	0,00	-1 815,00
02/06/2023	Chenil - Oeustrange	4 351,20	0	0,00	4 351,20	0,00	-4 351,20
09/08/2023	Salle Jean Burger	19 774,48	0	0,00	19 774,48	0,00	-19 774,48
09/08/2023	Salle J. Burger	114 767,42	0	0,00	114 767,42	0,00	-114 767,42
09/08/2023	Salle Jean Burger	1 674,00	0	0,00	1 674,00	0,00	-1 674,00
09/08/2023	Salle Jean Burger	738,71	0	0,00	738,71	0,00	-738,71
09/08/2023	Salle Jean Burger	2 324,37	0	0,00	2 324,37	0,00	-2 324,37
09/08/2023	Salle Jean Burger	6 307,69	0	0,00	6 307,69	0,00	-6 307,69
06/09/2023	M. 06/009 - Echange multimodal	96 449,23	0	0,00	81 488,19	81 488,19	0,00
Divers							
27/01/2023	GARCHE salle communale mission S	231,67	5	0,00	231,67	231,67	0,00
27/01/2023	Gymn J. Burger & salle mun mission	18 044,58	5	0,00	18 044,58	18 044,58	0,00
27/01/2023	Diagnostic structurel Passerelle St Eloi	9 600,00	5	0,00	9 600,00	9 600,00	0,00
27/01/2023	Mairie B façade - menui ext MO S/T	5 067,15	5	0,00	5 067,15	5 067,15	0,00
27/01/2023	Mairie C façade - menui ext MO S/T	5 067,15	5	0,00	5 067,15	5 067,15	0,00
27/01/2023	Mairie A façade - menui ext MO S/T	5 067,16	5	0,00	5 067,16	5 067,16	0,00
27/01/2023	Mairie D façade - menui ext MO S/T	5 067,15	5	0,00	5 067,15	5 067,15	0,00
27/01/2023	Mairie E façade - menui ext MO S/T	5 067,19	5	0,00	5 067,19	5 067,19	0,00
27/03/2023	M. 12/050PA - Mission OPC La Gar(REPORT)	5 726,46	5	0,00	5 726,46	5 726,46	0,00
27/03/2023	M. 06/009 - Renouv urb rive dr. (REPORT)	48 617,73	5	0,00	48 617,73	48 617,73	0,00
27/03/2023	Mission SPS Théâtre(REPORT)(REPO(REPORT)	391,00	5	0,00	467,64	391,00	-76,64
27/03/2023	Diagnostic technique. Site de Gu(REPORT)	2 224,56	5	0,00	2 224,56	2 224,56	0,00
27/03/2023	Etude sur éléments sécurité. CCJB	3 355,98	5	0,00	3 355,98	3 355,98	0,00
27/03/2023	M. 11/149PA - Etudes de trafics	14 118,78	5	0,00	14 118,78	14 118,78	0,00
27/03/2023	M. 11/149PA - Etudes de trafics	7 056,40	5	0,00	7 056,40	7 056,40	0,00
27/03/2023	M. 11/149PA - Rue de l'Agriculture	6 781,32	5	0,00	6 781,32	6 781,32	0,00
27/03/2023	M. 13/137PA - Etudes trafic circulation	3 396,64	5	0,00	3 396,64	3 396,64	0,00
27/03/2023	M. 13/137PA - Etudes trafic circulation	669,76	5	0,00	669,76	669,76	0,00
27/03/2023	M. 13/137PA - Etudes trafic circulation	334,88	5	0,00	334,88	334,88	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
27/03/2023	M. 13/184PA - MOuvre ouvr Peupl+Roseaux	3 013,92	5	0,00	3 013,92	3 013,92	0,00
27/03/2023	M. 13/137PA - Etudes de trafic circul.	717,60	5	0,00	717,60	717,60	0,00
28/03/2023	M. 11/149PA - Etudes de trafic	21 605,74	5	0,00	21 605,74	21 605,74	0,00
28/03/2023	Mission SPS	600,00	5	0,00	717,60	600,00	-117,60
28/03/2023	Théâtre(REPORT)(REPO(REPORT) Etude d'exécution. Mairie bâtime(REPORT)	538,20	5	0,00	538,20	538,20	0,00
28/03/2023	Etude de structure. Mairie bâtim(REPORT)	3 348,80	5	0,00	3 348,80	3 348,80	0,00
28/03/2023	Diagnostic technique. Site de Guentrange	5 190,64	5	0,00	5 190,64	5 190,64	0,00
29/03/2023	Diagnostic solidité. Beffroi	956,80	5	0,00	956,80	956,80	0,00
29/03/2023	Etude technique. Mat. Saint Pierre	598,00	5	0,00	598,00	598,00	0,00
29/03/2023	Compl. Mait.Ouvre 10/241PA REPO(REPORT)	480,17	5	0,00	480,17	480,17	0,00
29/03/2023	M. 12/051PA - MOE réseaux La Gar(REPORT)	263,12	5	0,00	263,12	263,12	0,00
29/03/2023	M. 11/194PA - Rue Peuplerie diag. plomb	454,48	5	0,00	454,48	454,48	0,00
29/03/2023	M. 11/194PA - Bcle Semailles diag. plomb	454,48	5	0,00	454,48	454,48	0,00
05/04/2023	Lever topographique route de Metz	5 817,60	5	0,00	5 817,60	5 817,60	0,00
05/04/2023	Géodétection réseaux route de Metz	16 272,82	5	0,00	16 272,82	16 272,82	0,00
05/04/2023	Levé topo Place du Luxembourg	11 108,40	5	0,00	11 108,40	11 108,40	0,00
05/04/2023	Théâtre de Bois NEST - Etudes	18 062,40	5	0,00	18 062,40	18 062,40	0,00
05/04/2023	Levé Topo Place de la République(REPORT)	11 976,00	5	0,00	11 976,00	11 976,00	0,00
05/04/2023	Etudes requalification route de Metz	9 906,00	5	0,00	9 906,00	9 906,00	0,00
05/04/2023	Comptages direct. carrefour Metz/Digue	864,00	5	0,00	864,00	864,00	0,00
01/06/2023	Etude sur le réaménagement étang(REPORT)	20 306,28	5	0,00	20 306,28	20 306,28	0,00
01/06/2023	Lever topo avant travaux(REPORT)	7 092,28	5	0,00	7 092,28	7 092,28	0,00
01/06/2023	Frais d'études(REPORT)	2 351,34	5	0,00	2 351,34	2 351,34	0,00
01/06/2023	Etude.Espaces multiservices de p(REPORT)	24 386,44	5	0,00	24 386,44	24 386,44	0,00
01/06/2023	TVAI 10/038 Etude affect. com. G(REPORT)	19 800,18	5	0,00	19 800,18	19 800,18	0,00
01/06/2023	Assist. MO étude matériaux zone (REPORT)	7 259,72	5	0,00	7 259,72	7 259,72	0,00
01/06/2023	Etude du carref. Poincaré+Mangin+Cygne	968,76	5	0,00	968,76	968,76	0,00
01/06/2023	M. 11/149PA - Route de Caranusca Garche	418,60	5	0,00	418,60	418,60	0,00
01/06/2023	Etudes administratives(REPORT)(REPORT)	1 958,45	5	0,00	1 958,45	1 958,45	0,00
01/06/2023	Etudes pour ZAC(REPORT)	215,28	5	0,00	215,28	215,28	0,00
16/08/2023	faisabilité secteur Couraonné /A(REPORT)	28 291,38	5	0,00	28 291,38	28 291,38	0,00
16/08/2023	sondage géotechniques	17 055,45	5	0,00	17 055,45	17 055,45	0,00
16/08/2023	Diagnostic technique. Sites d'Oeustrange	6 320,86	5	0,00	6 320,86	6 320,86	0,00
16/08/2023	Diagnostic technique. Sites d'Elange	3 139,50	5	0,00	3 139,50	3 139,50	0,00
16/08/2023	Etude faisabilité chaufferie bois	6 190,50	5	0,00	6 190,50	6 190,50	0,00
16/08/2023	appel de fonds n° 1	1 550,30	5	0,00	1 550,30	1 550,30	0,00
16/08/2023	op. imprévue diagnostic Griesberg	6 936,80	5	0,00	6 936,80	6 936,80	0,00
16/08/2023	leviers topo boucle de la Ferme Volkrange	2 585,15	5	0,00	2 585,15	2 585,15	0,00
16/08/2023	étude circulation Rte Longwy	19 183,84	5	0,00	19 183,84	19 183,84	0,00
16/08/2023	étude circulation route de la Briquerie	6 631,82	5	0,00	6 631,82	6 631,82	0,00
16/08/2023	Plan climat(REPORT)(REPORT)	29 601,00	5	0,00	29 601,00	29 601,00	0,00
16/08/2023	Diagnostic technique. Sites d'Oe(REPORT)	2 708,94	5	0,00	2 708,94	2 708,94	0,00
16/08/2023	Diagnostic technique. Sites d'El(REPORT)	1 345,50	5	0,00	1 345,50	1 345,50	0,00
16/08/2023	Avis suite effondr. mur soutènemt Garche	645,84	5	0,00	645,84	645,84	0,00
16/08/2023	leviers Couronné(REPORT)	9 454,74	5	0,00	9 454,74	9 454,74	0,00
16/08/2023	convention AGURAM (solde)(REPORT)	10 000,00	5	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00
16/08/2023	leviers topos Perdrix-Coteau	3 348,80	5	0,00	3 348,80	3 348,80	0,00
16/08/2023	Assistance maîtrise ouvrage ZAC Rive Dr	3 498,30	5	0,00	3 498,30	3 498,30	0,00
25/08/2023	A.M.O. Stationnement payant	3 600,00	5	0,00	3 600,00	3 600,00	0,00
25/08/2023	Reconnaissance sols Route de Metz	7 995,60	5	0,00	7 995,60	7 995,60	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
25/08/2023	Etudes requalification route de	11 232,00	5	0,00	11 232,00	11 232,00	0,00
25/08/2023	Etudes requalification route RD953	6 042,00	5	0,00	6 042,00	6 042,00	0,00
29/08/2023	Diagnostics phytosanitaires annu(REPORT)	8 603,88	5	0,00	8 603,88	8 603,88	0,00
29/08/2023	Diagnostics phytosanitaires annuels	3 456,12	5	0,00	3 456,12	3 456,12	0,00
29/08/2023	Diagnostic phyto annuel	16 981,56	5	0,00	16 981,56	16 981,56	0,00
29/08/2023	Repérage arbres remarquables	1 050,00	5	0,00	1 050,00	1 050,00	0,00
29/08/2023	Repérage arbres remarquables	1 750,00	5	0,00	1 750,00	1 750,00	0,00
30/08/2023	Détection réseaux EP + basse ten(REPORT)	14 457,46	5	0,00	14 457,46	14 457,46	0,00
30/08/2023	Détection réseaux EP + basse ten(REPORT)	39 798,75	5	0,00	39 798,75	39 798,75	0,00
30/08/2023	Détection réseaux EP + basse ten	3 144,96	5	0,00	3 144,96	3 144,96	0,00
30/08/2023	Comptages vitesse divers rues	840,00	5	0,00	840,00	840,00	0,00
30/08/2023	Pose jauge tri-dimensionnelle Mur Parkin	984,00	5	0,00	984,00	984,00	0,00
30/08/2023	Relevé topographique sur 3 zones route d	2 689,74	5	0,00	2 689,74	2 689,74	0,00
31/08/2023	Mairie bât A diagnostic fissures	2 148,00	5	0,00	2 148,00	2 148,00	0,00
05/09/2023	Solde PDA Rive droite	117 065,18	0	0,00	117 065,18	117 065,18	0,00
05/09/2023	M. 06/009 - Echange multimodal	81 488,90	0	0,00	81 488,90	81 488,90	0,00
06/09/2023	Diagnostic phase 1	7 893,60	0	0,00	7 893,60	7 893,60	0,00
22/11/2023	Levé topo rues du Cygne, du Vieu(REPORT)	6 516,00	5	0,00	6 516,00	6 516,00	0,00
22/11/2023	Levé Topo Place Turenne(REPORT)	3 024,00	5	0,00	3 024,00	3 024,00	0,00
22/11/2023	A.M.O. Stationnement payant	5 400,00	5	0,00	5 400,00	5 400,00	0,00
22/11/2023	Etude G2 - ANALYSE DE SOL	2 040,00	5	0,00	2 040,00	2 040,00	0,00
22/11/2023	Plan topographique	551,36	5	0,00	551,36	551,36	0,00
22/11/2023	Réalisation 34 inspections ouvrages	8 954,40	5	0,00	8 954,40	8 954,40	0,00
22/11/2023	Pose jauge tri dimensionnelle Mur Cimeti	1 380,00	5	0,00	1 380,00	1 380,00	0,00
22/11/2023	Diagnostic circulation Pont Alliés-Passe	2 160,00	5	0,00	2 160,00	2 160,00	0,00
22/11/2023	Détection réseaux EP + basse tension	6 020,41	5	0,00	6 020,41	6 020,41	0,00
22/11/2023	Suivi pose jauge tri-dimensionnelle PARK	300,00	5	0,00	300,00	300,00	0,00
22/11/2023	Etude Géotechnique extension J Prevert	8 399,11	5	0,00	8 399,11	8 399,11	0,00
05/12/2023	AA - Travaux réparations de voirie	166,78	5	0,00	166,78	166,78	0,00
05/12/2023	AA - Aménagement rue de la Perdrix	177,54	5	0,00	177,54	177,54	0,00
05/12/2023	AA - Aménagement pistes cyclables-Lot 1	166,78	5	0,00	166,78	166,78	0,00
05/12/2023	AAPC - Fourniture et pose pare-ballons	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Travaux divers espaces verts	119,48	5	0,00	119,48	119,48	0,00
05/12/2023	AAPC - Pôle multimodal gare Thionville	269,24	5	0,00	269,24	269,24	0,00
05/12/2023	AA - Aire de jeux Thionville-Garche	166,78	5	0,00	166,78	166,78	0,00
05/12/2023	AA - Pistes cyclables - Lot 2	156,02	5	0,00	156,02	156,02	0,00
05/12/2023	AAPC - Travaux divers espaces verts	120,65	5	0,00	120,65	120,65	0,00
05/12/2023	AAPC - Travaux divers espaces verts	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
05/12/2023	AR - Pole Multimodal	114,53	5	0,00	114,53	114,53	0,00
05/12/2023	AR - Pole Multimodal	173,25	5	0,00	173,25	173,25	0,00
05/12/2023	AAPC - Restauration berges Veymerange	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Restauration berges Veymerange	247,14	5	0,00	247,14	247,14	0,00
05/12/2023	AR2 - Pole Multimodal	160,74	5	0,00	160,74	160,74	0,00
05/12/2023	AR2 - Pole multimodal	189,00	5	0,00	189,00	189,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Création passage Cour du Mersch	1 159,35	5	0,00	1 159,35	1 159,35	0,00
05/12/2023	AAPC - Nouvelle Voie Nord - Côte Roses	229,06	5	0,00	229,06	229,06	0,00
05/12/2023	AAPC - Réhabilitation parcours santé	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Réhabilitation aires de jeux	677,88	5	0,00	677,88	677,88	0,00
05/12/2023	AAPC - Parcours de santé Elange - Rectif	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Remplacement poteaux incendie	1 210,72	5	0,00	1 210,72	1 210,72	0,00
05/12/2023	AAPC - Réhabilitation casino mun(REPORT)	1 348,17	5	0,00	1 348,17	1 348,17	0,00
05/12/2023	AAPC - Berges de la Moselle	841,50	5	0,00	841,50	841,50	0,00
05/12/2023	AAPC - Relogement associations(REPORT)	222,34	5	0,00	222,34	222,34	0,00
05/12/2023	AAPC - Maîtrise d'oeuvre lotisse(REPORT)	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AA - Pôle multimodal Lots A et B(REPORT)	331,50	5	0,00	331,50	331,50	0,00
05/12/2023	AAPC - Mission contrôle technique	226,38	5	0,00	226,38	226,38	0,00
05/12/2023	Avis Rectif. - M. O. Lotissement(REPORT)	236,49	5	0,00	236,49	236,49	0,00
05/12/2023	Avis rectif 1 - Pôle multimodal	175,50	5	0,00	175,50	175,50	0,00
05/12/2023	AAPC - Solution gestion accueil	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
05/12/2023	AAPC - Griesberg	1 080,71	5	0,00	1 080,71	1 080,71	0,00
05/12/2023	AAPC - Aménagement des berges	216,27	5	0,00	216,27	216,27	0,00
05/12/2023	Avis rectif 2 - Pôle multimodal	217,75	5	0,00	217,75	217,75	0,00
05/12/2023	AAPC - Ballons eau chaude	212,23	5	0,00	212,23	212,23	0,00
05/12/2023	AAPC - Acquisition d'une tondeuse	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AAPC - AMO Plan climat energie	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Maîtrise d'oeuvre lotisse(REPORT)	208,19	5	0,00	208,19	208,19	0,00
05/12/2023	AAPC - Mobilier urbain - Lot 2	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AA - Solution accueil du public	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Acquisition matériel informatique	803,00	5	0,00	803,00	803,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Rénovation plateau piétonnier	1 133,47	5	0,00	1 133,47	1 133,47	0,00
05/12/2023	AAPC - Trav. carav. trx sanit. & os. bois	230,40	5	0,00	230,40	230,40	0,00
05/12/2023	AAPC - Acquisition autocommutateurs	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AA - Fourniture mobilier urbain : banc	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AA - Tondeuse autoportée	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Théâtre - Assurance dommage ouvra	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Requalification Allée Sources	1 164,33	5	0,00	1 164,33	1 164,33	0,00
05/12/2023	AA - Concours 3ème Lieu	276,25	5	0,00	276,25	276,25	0,00
05/12/2023	AAPC - Création aire rencontre Oeufrange	1 125,24	5	0,00	1 125,24	1 125,24	0,00
05/12/2023	AAPC - Réalisation city stade	1 156,10	5	0,00	1 156,10	1 156,10	0,00
05/12/2023	AAPC - Assistance à maîtrise d'Ouvrage	1 077,93	5	0,00	1 077,93	1 077,93	0,00
05/12/2023	AAPC - Réfection revêtement sportif	224,23	5	0,00	224,23	224,23	0,00
05/12/2023	AAPC - Rénovation plateau piétonnier	715,00	5	0,00	715,00	715,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Assurance théâtre municipal	213,94	5	0,00	213,94	213,94	0,00
05/12/2023	AAPC - Restauration auvent Crève-Coeur	209,83	5	0,00	209,83	209,83	0,00
05/12/2023	AAPC - Travaux parvis Théâtre Municipal	797,50	5	0,00	797,50	797,50	0,00
05/12/2023	AAPC - Fourniture et pose de rayonnages	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Réfection de planchers	222,17	5	0,00	222,17	222,17	0,00
05/12/2023	AAPC - Mission de contrôle technique	226,28	5	0,00	226,28	226,28	0,00
05/12/2023	AA - Equipements informatiques	423,50	5	0,00	423,50	423,50	0,00
05/12/2023	AAPC-Maison quart. CDRTx peinture menui	232,45	5	0,00	232,45	232,45	0,00
05/12/2023	AAPC - Acquisition PL et engins	744,25	5	0,00	744,25	744,25	0,00
05/12/2023	AAPC - Etudes de trafic	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Acquisition véhicules utilitaires	1 176,50	5	0,00	1 176,50	1 176,50	0,00
05/12/2023	AAPC - Construction cellules de stockage	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Acquisition autocommutateurs	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Acquisition PL et engins	218,05	5	0,00	218,05	218,05	0,00
05/12/2023	AAPC - Acquisition véhicules utilitaires	218,05	5	0,00	218,05	218,05	0,00
05/12/2023	AAPC - Sanitaires maison Grands Chênes	211,88	5	0,00	211,88	211,88	0,00
05/12/2023	AAPC - Travaux aménagement parcs clos	1 390,61	5	0,00	1 390,61	1 390,61	0,00
05/12/2023	AAPC - Travaux été dans écoles	1 423,53	5	0,00	1 423,53	1 423,53	0,00
05/12/2023	AAPC - Réfection vestiaire CTM	232,45	5	0,00	232,45	232,45	0,00
05/12/2023	AAPC - Etudes de trafic	216,00	5	0,00	216,00	216,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Rectif véhicules et utilitaires	178,75	5	0,00	178,75	178,75	0,00
05/12/2023	AAPC - Remplacement chaudière	226,28	5	0,00	226,28	226,28	0,00
05/12/2023	AAPC - Travaux de peinture	1 289,81	5	0,00	1 289,81	1 289,81	0,00
05/12/2023	AAPC-Mat.serv.(outil.,bennes,machines..)	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Maîtrise Oeuvre Préau Volkrange	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Fourniture motifs illuminations	698,50	5	0,00	698,50	698,50	0,00
05/12/2023	AAPC-Acquis. équip. auto-laveuse, aspirat	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Maîtrise Oeuvre Préau Volkrange	185,14	5	0,00	185,14	185,14	0,00
05/12/2023	AAPC - Réfection abords stade J. d'Arc	1 277,47	5	0,00	1 277,47	1 277,47	0,00
05/12/2023	AAPC - Remplacement de luminaires	240,68	5	0,00	240,68	240,68	0,00
05/12/2023	AAPC - Maîtrise Oeuvre Beffroi	70,00	5	0,00	70,00	70,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Travaux rénovation au CTM	205,71	5	0,00	205,71	205,71	0,00
05/12/2023	AAPC - Aménagement Jardin du Souvenir	189,26	5	0,00	189,26	189,26	0,00
05/12/2023	AAPC - Rénovation locaux Mairie	218,05	5	0,00	218,05	218,05	0,00
05/12/2023	AAPC - Fourniture véhicules - Lot 9	199,54	5	0,00	199,54	199,54	0,00
05/12/2023	AA - Acquisition véhicules et utilitaire	1 948,09	5	0,00	1 948,09	1 948,09	0,00
05/12/2023	AAPC - Fourniture pose mobilier urbain	201,00	5	0,00	201,00	201,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Traitement acoustique bâtiments	230,40	5	0,00	230,40	230,40	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
05/12/2023	AAPC - Aménagement Jardin du Souvenir	216,00	5	0,00	216,00	216,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Fourniture et pose colombarium	211,88	5	0,00	211,88	211,88	0,00
05/12/2023	AAPC - Travaux balustrade Hôtel Ville	222,17	5	0,00	222,17	222,17	0,00
05/12/2023	AAPC - Gymnase La Fontaine rénovation	218,05	5	0,00	218,05	218,05	0,00
05/12/2023	AAPC - Rénovation locaux suite (REPORT)	218,05	5	0,00	218,05	218,05	0,00
05/12/2023	AAPC - Fabrication de vitrines	222,17	5	0,00	222,17	222,17	0,00
05/12/2023	AAPC - MO réseaux de l'îlot "La Garennes"	224,39	5	0,00	224,39	224,39	0,00
05/12/2023	AAPC - MO Infrastructure La Garenne	247,68	5	0,00	247,68	247,68	0,00
05/12/2023	AAPC - Rénovation gymnase La Fontaine	232,86	5	0,00	232,86	232,86	0,00
05/12/2023	AAPC - construction 3ème lieu	5 706,36	5	0,00	5 706,36	5 706,36	0,00
05/12/2023	AAPC - Construction d'un 3ème Lieu	188,41	5	0,00	188,41	188,41	0,00
05/12/2023	AAPC - Rénovation conservatoire musique	450,00	5	0,00	450,00	450,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Unité de vie transitoire	90,00	5	0,00	90,00	90,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Remplacement chaudières	90,00	5	0,00	90,00	90,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Acquisition bennes à ordures	720,00	5	0,00	720,00	720,00	0,00
05/12/2023	AAPC - Construction d'un 3ème Lieu	188,41	5	0,00	188,41	188,41	0,00
06/12/2023	AAPC - Fabrication vitrines	127,68	5	0,00	127,68	127,68	0,00
06/12/2023	AAPC - Acquisition matériels informatique	1 002,63	5	0,00	1 002,63	1 002,63	0,00
06/12/2023	AAPC - Nouvelle Voie Nord - Côte Roses	930,74	5	0,00	930,74	930,74	0,00
06/12/2023	AAPC - Etude multiservices de proximité	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
06/12/2023	AAPC - Acquisition véhicules Lot 9	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
06/12/2023	AAPC - Aménagement Place Roland	930,74	5	0,00	930,74	930,74	0,00
06/12/2023	AR - Nouvelle voie Nord	154,71	5	0,00	154,71	154,71	0,00
06/12/2023	AR - Nouvelle voie Nord	48,42	5	0,00	48,42	48,42	0,00
06/12/2023	AR - Notre dame des neiges	104,48	5	0,00	104,48	104,48	0,00
06/12/2023	AAPC - Acquisition location duplicopieur	219,01	5	0,00	219,01	219,01	0,00
06/12/2023	AAPC - Réalisation levers topographiques	1 018,70	5	0,00	1 018,70	1 018,70	0,00
06/12/2023	AAPC - Acquisition de véhicules	727,65	5	0,00	727,65	727,65	0,00
06/12/2023	AAPC - Etude casemate Griesberg	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
07/12/2023	AAPC -Terrains de foot gazon synthétique	710,16	5	0,00	710,16	710,16	0,00
07/12/2023	AAPC - Courts de tennis Beaugregard	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
07/12/2023	AAPC - Fourniture mobilier urbain	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
07/12/2023	AAPC - Réfection gazon synthétique	114,80	5	0,00	114,80	114,80	0,00
07/12/2023	AAPC - Fourniture logistique	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
07/12/2023	AAPC - Fourniture mobilier bureau	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
07/12/2023	AAPC - Bureau pépinière Lots 3 et 6	130,03	5	0,00	130,03	130,03	0,00
07/12/2023	AAPC - Menuiseries divers bâtiments	1 320,10	5	0,00	1 320,10	1 320,10	0,00
07/12/2023	AAPC - Courts de tennis - Rectificatif	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
07/12/2023	AAPC - Travaux de chauffage	1 209,59	5	0,00	1 209,59	1 209,59	0,00
07/12/2023	AAPC - Remplacement chaudières	113,63	5	0,00	113,63	113,63	0,00
07/12/2023	AAPC - Archives production eau glacée	118,31	5	0,00	118,31	118,31	0,00
07/12/2023	AAPC - Acquisition aspirateurs	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
07/12/2023	AAPC - Dalles protection sols sportifs	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
07/12/2023	AAPC - Création sanitaires PMR Kayak	125,34	5	0,00	125,34	125,34	0,00
07/12/2023	AAPC - Aire de lavage CTM Thionville	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
07/12/2023	AAPC - Mission de MO Beffroi	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
07/12/2023	AAPC - Acquisition équipements services	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
07/12/2023	AAPC - Théâtre Municipal Phase A	225,04	5	0,00	225,04	225,04	0,00
07/12/2023	AAPC - Théâtre Municipal Phase A	989,92	5	0,00	989,92	989,92	0,00
07/12/2023	AAPC - Assistance à maîtrise d'Ouvrage	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
07/12/2023	AAPC - Documents sonores - audio visuels	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
07/12/2023	AAPC - Dalles de protection	65,00	5	0,00	65,00	65,00	0,00
07/12/2023	AAPC - Locaux éducation routière	1 265,85	5	0,00	1 265,85	1 265,85	0,00
07/12/2023	AAPC - Locaux éducation routière lots4+6	1 157,35	5	0,00	1 157,35	1 157,35	0,00
TOTAL GENERAL		2 136 567,31					-238 148,29

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	5 545 768,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	814 977,11
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	874 947,83

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		68 987,05
722	Immobilisation corporelles		68 987,05
TOTAL GENERAL		0,00	68 987,05

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	68 987,05
2128	Autres agencements de terrains	1 659,43
2135	Installation générales aménagements constructions	34 298,52
2152	Installation de voirie	13 612,36
21568	Autre matériel incendie et défense civile	291,98
2184	Mobilier	4 367,84
2188	Autres immobilisations corporelles	14 756,92
23	Immobilisations en cours	0,00
TOTAL GENERAL		68 987,05

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	68 987,05
Recettes réelles de fonctionnement	61 716 305,25
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,11 %

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actu-riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					667 000,00	62 208,84											1 808,70	61 101,58
CCAS DE THIONVILLE	2012	P		CREDIT MUTUEL	667 000,00	62 208,84	1,00	T	F	Euribor 3M + 2.4	2,944	V	Taux fixe à 1.8 %	1,798	A-1	EUR	1 808,70	61 101,58
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					13 316 575,16	1 966 287,43											49 639,33	608 567,03
APEI DE THIONVILLE	2006	P	1052890	CDC	3 238 000,00	891 416,35	7,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,000	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,992	A-1	EUR	15 050,31	111 937,64
ASS DITE LIGUE PR L'ADAPTATION DU DIMINUE PHYSIQUEAU TRAVAIL	2002	C		DEXIA CL	1 053 575,16	168 571,95	3,33	A	F	Taux fixe à 5.55 %	5,550	F	Taux fixe à 5.55 %	5,540	A-1	EUR	11 694,68	42 143,01
ASS DUPONT DES LOGES	2013	C		BPLC	3 000 000,00	0,00	0,00	A	V	Moyenne Euribor 3M + 1.5	1,748	V	Moyenne Euribor 3M + 1.5	3,358	A-1	EUR	10 101,68	300 000,00
ASS FAMILIALE DE GESTION	2017	P		BP Alsace Lorraine	1 750 000,00	906 299,13	5,20	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,200	F	Taux fixe à 1.2 %	1,197	A-1	EUR	12 613,71	144 843,30
MAISON DE RETRAITE STE MADELEINE	2010	P		CREDIT MUTUEL	150 000,00	0,00	0,00	T	F	Taux fixe à 3.7 %	3,752	F	Taux fixe à 3.7 %	3,720	A-1	EUR	178,95	9 643,08

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
MAISON DE RETRAITE STE MADELEINE	2023	P		CE	4 125 000,00	0,00	41,01	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,236	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					68 821 053,02	51 226 814,33											813 487,03	1 947 471,87
3F GRAND EST	2019	P		CDC	31 250,00	31 250,00	35,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	343,75	0,00
3F GRAND EST	2019	P		CDC	259 135,47	249 567,41	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,821	A-1	EUR	4 063,09	4 375,74
3F GRAND EST	2019	P		CDC	151 213,69	147 127,20	47,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,460	A-1	EUR	2 382,86	1 801,85
3F GRAND EST	2019	P		CDC	104 405,25	99 841,52	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,116	A-1	EUR	815,56	2 103,17
3F GRAND EST	2019	P		CDC	60 938,74	58 886,51	47,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,874	A-1	EUR	478,46	920,75
3F GRAND EST	2022	P		CDC	0,00	0,00	40,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2022	P		CDC	0,00	0,00	50,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2022	P		CDC	0,00	0,00	40,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2022	P		CDC	0,00	0,00	50,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2022	P		CDC	83 750,00	83 750,00	38,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,290	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ADOMA	2017	P		CDC	149 164,58	65 227,70	4,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,842	A-1	EUR	1 256,50	13 303,48
ALPHA MEGA	2011	P		C.C.C.COOP	2 963 790,00	2 178 436,62	19,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.12	2,901	V	Livret A(Préfixé) + 1.12	3,855	A-1	EUR	80 654,74	83 658,25
ALPHA MEGA	2001	C		SG	762 245,09	88 039,27	2,50	T	V	Euribor 3M + 0.16	3,974	V	Euribor 3M + 0.16	3,337	A-1	EUR	2 825,13	32 014,28
ALPHA MEGA	2002	P		CE	2 286 735,00	0,00	0,00	M	V	Taux fixe à 4.25 %	4,334	F	Euribor 1M + 0.6	2,676	A-1	EUR	292,32	56 142,68
ALPHA MEGA	2001	P		CIC	1 524 490,17	0,00	0,00	M	F	Taux fixe à 5.6 %	5,746	F	Taux fixe à 5.6 %	5,662	A-1	EUR	1 475,26	50 172,98
BATIGERE	2018	P	105 logts / Côte des Roses Réaménagé	CDC	144 538,94	100 919,10	11,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,748	A-1	EUR	2 796,87	6 652,94
BATIGERE	2018	P	100 logts/ Basses Terres Réaménagé	CDC	364 112,92	301 713,77	22,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,753	A-1	EUR	8 067,84	8 587,92
BATIGERE	2018	P	60 logts / Quartier St Hubert Réaménagé	CDC	238 567,15	200 420,06	21,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,076	A-1	EUR	3 327,55	7 551,63
BATIGERE	2017	P	Basses Terres II	CDC	1 009 750,00	732 899,98	13,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,561	A-1	EUR	12 452,04	45 352,31
BATIGERE	2017	P	ZAC Metzange/Buchel	CDC	700 000,00	621 910,39	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,755	A-1	EUR	16 341,00	6 589,47
BATIGERE	2017	P	ZAC Metzange/Buchel	CDC	347 500,00	319 347,86	43,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,676	A-1	EUR	8 337,76	1 335,38
BATIGERE	2017	P	ZAC Metzange/Buchel	CDC	450 000,00	391 507,01	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,957	A-1	EUR	7 146,31	5 510,33
BATIGERE	2017	P	ZAC Metzange/Buchel	CDC	137 500,00	123 830,70	43,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,930	A-1	EUR	2 245,70	930,58
BATIGERE	2018	P	30 logts / Rue des Près de Brouck	CDC	295 472,25	265 946,21	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,083	A-1	EUR	4 339,07	5 245,61

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE	2018	P	30 logts / Rue des Près de Brouck	CDC	200 000,00	185 021,16	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,672	A-1	EUR	3 000,54	2 512,48
BATIGERE	2018	P	30 logts / Rue des Près de Brouck	CDC	150 000,00	132 668,15	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,284	A-1	EUR	1 086,08	3 091,36
BATIGERE	2018	P	30 logts / Rue des Près de Brouck	CDC	80 000,00	72 768,86	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,116	A-1	EUR	592,05	1 237,82
BATIGERE	2018	P	Travaux thermiques Quartiers Médoc et CDR	CDC	1 069 280,00	1 069 280,00	34,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,923	A-1	EUR	27 801,28	0,00
BATIGERE	2019	P		CDC	108 000,00	88 016,13	11,08	A	F	Taux fixe à 1.28 %	1,280	F	Taux fixe à 1.28 %	1,276	A-1	EUR	1 212,96	6 746,19
BATIGERE	2019	P		CDC	232 000,00	174 643,56	10,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,061	A-1	EUR	3 021,02	14 170,41
BATIGERE	2019	P		CDC	79 750,00	74 155,68	45,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,647	A-1	EUR	603,05	1 225,95
BATIGERE	2019	P		CDC	288 508,97	275 897,76	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,782	A-1	EUR	2 253,68	5 811,80
BATIGERE	2019	P		CDC	195 500,00	184 308,37	45,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,286	A-1	EUR	2 987,61	2 417,26
BATIGERE	2019	P		CDC	258 024,02	248 497,00	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,511	A-1	EUR	4 045,66	4 356,97
BATIGERE	2019	P		CDC	2 500,00	2 500,00	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,590	A-1	EUR	40,00	0,00
BATIGERE	2019	P		CDC	94 500,00	94 500,00	45,50	A	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	F	Taux fixe à 1.57 %	1,566	A-1	EUR	1 483,65	0,00
BATIGERE	2019	P		CDC	700 750,00	520 306,87	10,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	1,480	A-1	EUR	7 007,50	40 293,13
BATIGERE	2019	P		CDC	820 000,00	657 275,88	11,58	A	F	Taux fixe à 0.13 %	0,130	F	Taux fixe à 0.13 %	0,130	A-1	EUR	925,06	54 311,86

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE	2019	P		CDC	67 500,00	54 209,50	11,58	A	F	Taux fixe à 0.26 %	0,260	F	Taux fixe à 0.26 %	0,259	A-1	EUR	152,49	4 441,68
BATIGERE	2020	F		BANQUE POSTALE	561 250,00	561 250,00	3,12	X	F	EONIA(Postfixé) + 1.13	0,691	V	Taux fixe à 0.96 %	0,957	A-1	EUR	5 388,00	0,00
BATIGERE	2021	P		CDC	459 000,00	403 274,07	12,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	1,483	A-1	EUR	5 355,00	25 125,93
BATIGERE	2021	P		CDC	78 250,00	70 825,96	17,75	A	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	F	Taux fixe à 0.58 %	0,578	A-1	EUR	432,38	3 722,75
BATIGERE	2022	P		CDC	638 500,00	638 500,00	40,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	1,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	0,537	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2022	P		CDC	614 000,00	605 734,69	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	1,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	2,442	A-1	EUR	5 438,99	8 265,32
BATIGERE	2022	P		CDC	210 000,00	210 000,00	25,25	A	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	F	Taux fixe à 1.47 %	0,483	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	592 450,00	455 620,94	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,744	A-1	EUR	7 493,74	12 737,69
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	375 050,00	315 634,20	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,705	A-1	EUR	5 141,98	5 739,51
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	203 900,00	149 734,78	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,945	A-1	EUR	1 235,84	4 744,84
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	129 100,00	103 904,61	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,950	A-1	EUR	849,32	2 260,47
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	1 469 450,00	1 130 073,79	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,744	A-1	EUR	18 586,67	31 593,22
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	900 550,00	757 883,94	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,705	A-1	EUR	12 346,65	13 781,40
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	492 800,00	332 439,96	16,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.36	2,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.36	3,492	A-1	EUR	8 205,46	15 249,21
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	357 200,00	311 906,84	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.36	2,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.36	3,299	A-1	EUR	7 472,75	4 735,05

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE SAREL	2010	P	18 logts / Enfants de la Fensch St Pierre	CDC	565 000,00	435 558,94	26,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,001	A-1	EUR	11 527,67	7 812,93
BATIGERE SAREL	2010	P	18 logts / Enfants de la Fensch St Pierre	CDC	150 500,00	126 963,20	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,972	A-1	EUR	3 328,31	1 048,75
BATIGERE SAREL	2010	P	6 logts / Enfants de la Fensch St Pierre	CDC	188 750,00	138 946,33	26,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,203	A-1	EUR	2 554,94	2 994,83
BATIGERE SAREL	2010	P	6 logts / Enfants de la Fensch St Pierre	CDC	26 500,00	21 380,07	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,206	A-1	EUR	389,35	250,54
BATIGERE SAREL	2010	P	9 logts / rue du Four Banal	CDC	75 000,00	57 817,56	26,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,001	A-1	EUR	1 530,22	1 037,11
BATIGERE SAREL	2010	P	9 logts / rue du Four Banal	CDC	287 500,00	242 537,68	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,972	A-1	EUR	6 358,07	2 003,42
BATIGERE SAREL	2010	P	105 logts / Côte des Roses	CDC	455 000,00	179 580,36	6,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,470	A-1	EUR	4 538,86	22 146,66
BATIGERE SAREL	2010	P	105 logts / Côte des Roses	CDC	684 250,00	102 770,87	1,83	A	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	F	Taux fixe à 1.9 %	1,894	A-1	EUR	2 901,75	49 952,76
BATIGERE SAREL	2011	P	10 logts / St Louis - Merlin	CDC	105 500,00	85 346,88	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,457	A-1	EUR	698,10	1 915,44
BATIGERE SAREL	2011	P	10 logts / St Louis - Merlin	CDC	502 750,00	423 168,41	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,254	A-1	EUR	6 899,48	8 049,02
BATIGERE SAREL	2011	P	100 logts / Basses Terres	CDC	350 000,00	78 119,50	2,17	A	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	F	Taux fixe à 1.9 %	1,891	A-1	EUR	1 960,69	25 074,86
BATIGERE SAREL	2015	P	98 logts / Bois Joli	CDC	362 500,00	319 486,92	41,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,592	A-1	EUR	5 196,73	5 308,61
BATIGERE SAREL	2015	P	98 logts / Bois Joli	CDC	1 025 000,00	861 390,78	31,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,592	A-1	EUR	14 110,17	20 495,09
BATIGERE SAREL	2015	P	60 logts / Quartier St Hubert	CDC	225 000,00	137 750,37	11,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,215	A-1	EUR	1 116,19	11 075,17

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE SAREL	2012	P	47 logts / St Louis - Merlin	CDC	93 750,00	71 092,60	28,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,782	A-1	EUR	586,10	2 170,47
BATIGERE SAREL	2012	P	47 logts / St Louis - Merlin	CDC	315 750,00	248 609,95	28,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,580	A-1	EUR	4 084,91	6 697,18
BATIGERE SAREL	2012	P	47 logts / St Louis - Merlin	CDC	49 250,00	38 777,65	28,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,580	A-1	EUR	637,16	1 044,61
BATIGERE SAREL	2015	P	98 logts / Bois Joli	CDC	225 000,00	193 182,76	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,594	A-1	EUR	3 124,70	2 110,78
BATIGERE SAREL	2015	P	98 logts / Bois Joli	CDC	172 000,00	154 940,13	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,594	A-1	EUR	2 488,29	578,05
BATIGERE SAREL	2015	P	98 logts / Bois Joli	CDC	62 500,00	54 727,00	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,797	A-1	EUR	440,99	396,14
BATIGERE SAREL	2015	P	98 logts / Bois Joli	CDC	162 500,00	135 522,49	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,797	A-1	EUR	1 099,96	1 971,98
BATIGERE SAREL	2016	P	52 logts / domaine du Colombier	CDC	217 000,00	182 399,53	32,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,547	A-1	EUR	1 028,30	4 563,46
BATIGERE SAREL	2016	P	52 logts / domaine du Colombier	CDC	73 000,00	63 954,43	42,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,547	A-1	EUR	358,09	1 153,32
BATIGERE SAREL	2016	P	52 logts / domaine du Colombier	CDC	521 500,00	449 349,30	32,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,344	A-1	EUR	6 196,10	9 620,91
BATIGERE SAREL	2016	P	52 logts / domaine du Colombier	CDC	170 250,00	152 776,07	42,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,344	A-1	EUR	2 092,54	2 226,62
BATIGERE SAREL	2018	C	Basses Terres II	CDC	550 250,00	330 144,15	8,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	1,198	A-1	EUR	914,78	35 767,90
EST HABITAT CONSTRUCTION	2016	P		CDC	208 885,43	189 291,02	42,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	2 567,40	886,97
EST HABITAT CONSTRUCTION	2016	P		CDC	229 792,69	199 949,19	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	2 730,24	2 290,52

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
EST HABITAT CONSTRUCTION	2016	P		CDC	61 396,67	54 322,51	42,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	301,17	436,38
EST HABITAT CONSTRUCTION	2016	P		CDC	182 942,75	155 298,20	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	866,91	2 321,73
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2019	P	Acquisition/ amélioration sis rue du Friscaty	CDC	68 441,25	62 260,78	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,948	A-1	EUR	509,30	1 401,77
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2019	P	Acquisition/ amélioration sis rue du Friscaty	CDC	23 811,75	22 141,40	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,791	A-1	EUR	180,06	366,05
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2019	P	Acquisition/ amélioration sis rue du Friscaty	CDC	25 514,25	23 710,18	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.04	1,790	V	Livret A(Préfixé) + 1.04	3,093	A-1	EUR	491,99	407,15
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2019	P	Acquisition/ amélioration sis rue du Friscaty	CDC	24 017,25	22 794,70	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.04	1,790	V	Livret A(Préfixé) + 1.04	2,751	A-1	EUR	470,34	261,08
ICF NORD EST	1996	P		CDC	160 071,47	28 614,76	4,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	2,865	A-1	EUR	620,57	5 861,35
ICF NORD EST	2019	P	Acquisition - amélioration de 24 logements sis chemin des Bains	CDC	111 640,00	105 977,21	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,947	A-1	EUR	868,44	2 577,46
ICF NORD EST	2019	P	Acquisition - amélioration de 24 logements sis chemin des Bains	CDC	40 756,50	38 686,86	25,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.04	1,790	V	Livret A(Préfixé) + 1.04	3,184	A-1	EUR	808,61	950,86
ICF NORD EST	2019	P	Acquisition - amélioration de 24 logements sis chemin des Bains	CDC	113 030,25	108 109,91	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,747	A-1	EUR	1 765,18	2 214,01
ICF NORD EST	2022	P		CDC	585 302,50	585 302,50	35,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,862	A-1	EUR	0,00	0,00
ICF NORD EST	2022	P		CDC	259 454,75	259 454,75	35,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,597	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA LORRAINE	2016	P		CDC	43 278,25	37 829,33	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,852	A-1	EUR	717,21	730,61

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA LORRAINE	2016	P		CDC	17 173,50	15 620,15	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,852	A-1	EUR	294,20	197,14
NEOLIA LORRAINE	2016	P		CDC	271 059,25	233 557,60	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,344	A-1	EUR	3 220,54	5 000,65
NEOLIA LORRAINE	2016	P		CDC	120 518,00	108 148,40	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,344	A-1	EUR	1 481,28	1 576,20
NEOLIA LORRAINE	2016	P		CDC	150 963,00	126 892,08	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	715,37	3 174,72
NEOLIA LORRAINE	2016	P		CDC	47 634,25	41 731,79	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	233,66	752,57
NEOLIA LORRAINE	2016	P	10 logts en VEFA / Oeustrange	CDC	24 422,25	22 270,87	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,851	A-1	EUR	421,55	393,23
NEOLIA LORRAINE	2016	P	10 logts en VEFA / Oeustrange	CDC	10 093,25	9 455,38	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,851	A-1	EUR	177,92	110,19
NEOLIA LORRAINE	2016	P	10 logts en VEFA / Oeustrange	CDC	154 381,00	139 348,89	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,082	A-1	EUR	2 273,56	2 748,57
NEOLIA LORRAINE	2016	P	10 logts en VEFA / Oeustrange	CDC	64 355,00	59 710,22	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,671	A-1	EUR	968,34	810,83
NEOLIA LORRAINE	2016	P	10 logts en VEFA / Oeustrange	CDC	91 545,00	81 179,74	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,285	A-1	EUR	664,57	1 891,61
NEOLIA LORRAINE	2016	P	10 logts en VEFA / Oeustrange	CDC	38 801,50	35 388,07	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,116	A-1	EUR	287,92	601,96
NEOLIA LORRAINE	2017	P		CDC	20 331,25	19 046,36	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,851	A-1	EUR	358,39	221,95
NEOLIA LORRAINE	2017	P		CDC	56 542,25	51 568,15	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,116	A-1	EUR	419,56	877,19
NEOLIA LORRAINE	2017	P		CDC	138 066,50	128 101,64	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,671	A-1	EUR	2 077,46	1 739,54

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA LORRAINE	2016	P	24 logts / rue de Villars	CDC	44 971,00	41 009,46	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,851	A-1	EUR	776,24	724,09
NEOLIA LORRAINE	2016	P	24 logts / rue de Villars	CDC	42 574,00	37 753,53	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,285	A-1	EUR	309,07	879,71
NEOLIA LORRAINE	2016	P	24 logts / rue de Villars	CDC	353 076,00	318 696,91	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,082	A-1	EUR	5 199,73	6 286,09
OPH DE THIONVILLE	2010	P		CDC	13 527,00	11 320,06	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,742	A-1	EUR	298,55	162,81
OPH DE THIONVILLE	2010	P		CDC	15 903,00	13 308,42	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,742	A-1	EUR	351,00	191,40
OPH DE THIONVILLE	2010	P		CDC	18 262,25	15 282,76	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,742	A-1	EUR	403,07	219,80
OPH DE THIONVILLE	2012	P		CDC	125 250,00	101 461,17	28,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,673	A-1	EUR	2 698,48	2 326,61
OPH DE THIONVILLE	2012	P		CDC	109 375,00	88 601,32	28,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,673	A-1	EUR	2 356,46	2 031,72
OPH DE THIONVILLE	2012	P		CDC	75 000,00	58 871,32	28,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,875	A-1	EUR	1 087,34	1 536,25
OPH DE THIONVILLE	2015	P	11 logts / Route de la Briquerie	CDC	105 000,00	89 688,39	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,104	A-1	EUR	1 933,56	1 949,48
OPH DE THIONVILLE	2015	P	11 logts / Route de la Briquerie	CDC	225 000,00	192 189,39	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,104	A-1	EUR	4 143,34	4 177,46
OPH DE THIONVILLE	2015	P	réhabilitation 17 logts / Cote des Roses	CDC	225 000,00	188 887,77	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	3 100,65	4 902,83
OPH DE THIONVILLE	2015	P	extension réhabilitation / Château Ste Anne	CDC	240 000,00	196 100,42	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	1 611,67	5 358,65

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH DE THIONVILLE	2015	P	32 logts / rue des Frères	CDC	170 000,00	138 744,16	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	1 142,95	4 125,09
OPH DE THIONVILLE	2015	P	pavillon/ impasse du Viaduc	CDC	32 500,00	26 524,62	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	218,51	788,62
OPH DE THIONVILLE	2015	P	3 logts / rue St Charles	CDC	61 625,00	50 294,75	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	414,32	1 495,35
OPH DE THIONVILLE	2014	P	20 logts / rue du Luxembourg	CDC	103 687,50	82 475,99	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,046	A-1	EUR	890,53	2 336,12
OPH DE THIONVILLE	2015	P	8 logts / rue du Vieux Collège	CDC	51 000,00	41 671,34	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,796	A-1	EUR	342,48	1 138,71
OPH DE THIONVILLE	2015	P	2 logts /17 impasse du Viaduc	CDC	64 250,00	52 497,72	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,796	A-1	EUR	431,46	1 434,56
OPH DE THIONVILLE	2005	P		DEXIA CL	4 156 902,76	1 252 807,53	5,92	A	V	Euribor 12M + 0.25	2,496	V	Euribor 12M + 0.25	3,255	A-1	EUR	45 954,96	190 677,77
OPH DE THIONVILLE	2016	P	31 logts VEFA / Avenue Albert 1er	CDC	176 495,25	157 989,08	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	2 171,49	2 861,79
OPH DE THIONVILLE	2016	P	31 logts VEFA / Avenue Albert 1er	CDC	82 057,75	68 802,41	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	389,31	1 980,60
OPH DE THIONVILLE	2016	P	31 logts VEFA / Avenue Albert 1er	CDC	63 192,25	55 224,46	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	310,34	1 201,55
OPH DE THIONVILLE	2016	P	26 logts / Rue des Pyramides	CDC	403 000,00	322 467,74	17,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,498	A-1	EUR	1 676,88	12 908,76
OPH DE THIONVILLE	2016	P	Rue des Frères	CDC	146 209,67	130 941,22	34,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,121	A-1	EUR	2 388,17	1 734,89
OPH DE THIONVILLE	2016	P	Rue des Frères	CDC	74 746,80	68 847,52	44,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,047	A-1	EUR	1 247,95	483,31
OPH DE THIONVILLE	2016	P	Rue des Frères	CDC	191 296,55	179 236,79	44,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,738	A-1	EUR	4 677,40	663,26

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH DE THIONVILLE	2016	P	144 logts / place Roland	CDC	2 016 000,00	1 613 138,82	17,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,498	A-1	EUR	8 388,57	64 575,86
OPH DE THIONVILLE	2016	P	144 logts / place Roland	CDC	153 363,00	122 716,17	17,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,498	A-1	EUR	638,14	4 912,47
OPH DE THIONVILLE	2017	P	3 logts / rue des Pyramides	CDC	77 761,30	69 640,81	34,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,121	A-1	EUR	1 270,14	922,70
OPH DE THIONVILLE	2017	P	31 logts VEFA / Avenue Albert 1er	CDC	37 701,40	33 432,62	34,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,119	A-1	EUR	615,81	779,03
OPH DE THIONVILLE	2017	P	2 logts / Avenue Albert 1er	CDC	17 617,59	16 067,74	44,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,045	A-1	EUR	294,14	273,32
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	257 502,89	122 832,81	4,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,371	A-1	EUR	2 847,15	23 175,06
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	126 081,00	60 142,55	4,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,558	A-1	EUR	1 394,05	11 347,19
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	235 577,62	104 338,74	4,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,695	A-1	EUR	2 098,61	19 108,63
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	58 894,40	26 084,70	4,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,695	A-1	EUR	524,65	4 777,16
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	724 129,64	320 721,36	4,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,695	A-1	EUR	6 450,79	58 737,01
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	947 616,36	503 445,18	6,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,694	A-1	EUR	9 645,15	63 916,77
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	18 981,64	9 958,63	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,383	A-1	EUR	224,43	1 550,44
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	53 799,09	28 225,43	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,383	A-1	EUR	636,09	4 394,38
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	60 630,72	31 809,61	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,383	A-1	EUR	716,86	4 952,40

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	60 161,04	31 563,22	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,692	A-1	EUR	620,11	4 914,03
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	17 181,45	10 422,97	9,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,604	A-1	EUR	206,75	1 063,15
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	132 048,40	80 192,20	10,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	2,868	A-1	EUR	2 423,80	6 372,00
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	20 262,07	12 305,04	10,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,544	A-1	EUR	205,88	977,74
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	26 277,37	15 958,10	10,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,544	A-1	EUR	267,00	1 268,02
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	268 038,74	178 910,57	11,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	2,907	A-1	EUR	3 744,62	13 121,19
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	44 336,04	27 539,71	11,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	2,753	A-1	EUR	536,66	2 274,38
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	150 655,18	103 927,01	12,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,694	A-1	EUR	1 876,98	6 483,87
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	104 197,63	71 879,06	12,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,694	A-1	EUR	1 298,18	4 484,44
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	63 260,72	41 619,67	12,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,544	A-1	EUR	685,68	2 618,04
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	31 951,72	21 021,24	12,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,544	A-1	EUR	346,33	1 322,32
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	30 887,96	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,695	A-1	EUR	78,67	4 627,53
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	72 077,45	10 811,68	0,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	2,770	A-1	EUR	417,62	10 604,90
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	105 443,80	15 816,68	0,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	2,770	A-1	EUR	610,95	15 514,16

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	2 539 328,80	2 373 464,53	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	26 748,56	58 222,76
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	817 061,28	701 649,23	16,00	A	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	F	Taux fixe à 0.7 %	0,698	A-1	EUR	5 182,72	38 739,35
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	2 439 366,66	2 222 347,56	26,00	A	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	F	Taux fixe à 0.85 %	0,848	A-1	EUR	19 510,05	72 952,85
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	1 133 623,94	973 496,59	16,00	A	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	F	Taux fixe à 0.7 %	0,698	A-1	EUR	7 190,72	53 748,54
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	42 879,23	39 064,46	26,00	A	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	F	Taux fixe à 0.85 %	0,848	A-1	EUR	342,95	1 282,37
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	50 592,63	46 091,63	26,00	A	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	F	Taux fixe à 0.85 %	0,848	A-1	EUR	404,64	1 513,05
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	62 199,15	56 665,58	26,00	A	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	F	Taux fixe à 0.85 %	0,848	A-1	EUR	497,47	1 860,16
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	381 479,23	347 540,79	26,00	A	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	F	Taux fixe à 0.85 %	0,848	A-1	EUR	3 051,07	11 408,70
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	374 150,23	342 693,31	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,580	A-1	EUR	5 595,38	7 018,11
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	132 030,46	121 360,49	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,915	A-1	EUR	1 979,61	2 365,16
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	340 820,03	319 382,24	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	3 596,10	7 536,12
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	431 187,55	404 062,34	34,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,859	A-1	EUR	10 578,61	2 807,33
SAHLM PRESENCE HABITAT	2017	P		CDC	10 773,98	4 713,41	4,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,344	A-1	EUR	76,60	960,91
SAHLM PRESENCE HABITAT	2019	P		CDC	20 617,13	16 017,12	13,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	189,05	1 169,05
SODEVAM	2019	P	nouvelle Opération ZAC Rive gauche Moselle	CE	1 600 000,00	1 114 108,68	8,67	T	F	Taux fixe à 1.65 %	1,660	F	Taux fixe à 1.65 %	1,646	A-1	EUR	19 596,01	117 405,14

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SODEVAM	2021	C		ARKEA	1 600 000,00	1 600 000,00	7,25	T	F	(Euribor 3M + 1)-Floor 0 sur Euribor 3M	1,018	V	Taux fixe à 1.98 %	2,002	A-1	EUR	32 120,00	0,00
SODEVAM	2021	F		ARKEA	1 600 000,00	1 600 000,00	2,25	X	F	Taux fixe à 1.63 %	1,664	F	Taux fixe à 1.63 %	1,648	A-1	EUR	26 442,23	0,00
VILOGIA	2015	P	47 logts rue de l'ancienne gare	CDC	883 058,75	781 060,65	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	8 830,68	21 728,23
VILOGIA	2015	P	47 logts rue de l'ancienne gare	CDC	296 321,50	269 213,68	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,593	A-1	EUR	3 025,78	5 856,84
VILOGIA	2015	P	47 logts rue de l'ancienne gare	CDC	140 841,75	122 558,72	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	379,16	3 827,14
VILOGIA	2015	P	47 logts rue de l'ancienne gare	CDC	100 718,00	90 106,67	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,795	A-1	EUR	277,07	2 248,58
VILOGIA	2016	P	14 logts / Rue Berthe au grand pied	CDC	441 662,78	402 581,79	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,754	A-1	EUR	10 569,55	3 939,47
VILOGIA	2016	P	14 logts / Rue Berthe au grand pied	CDC	180 604,20	169 218,50	44,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,665	A-1	EUR	4 415,96	626,19
VILOGIA	2016	P	14 logts / Rue Berthe au grand pied	CDC	165 606,89	148 312,83	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,956	A-1	EUR	2 705,00	1 965,06
VILOGIA	2016	P	14 logts / Rue Berthe au grand pied	CDC	67 457,54	62 133,55	44,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,920	A-1	EUR	1 126,25	436,18
VILOGIA	2020	P		CDC	41 250,00	41 250,00	46,75	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,937	A-1	EUR	387,75	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	13 750,00	13 750,00	36,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2020	P	VEFA 27 logements Chaussée d'Amérique	CDC	101 250,00	101 250,00	46,92	A	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	F	Taux fixe à 0.58 %	0,578	A-1	EUR	587,25	0,00
VILOGIA	2020	P	VEFA 27 logements Chaussée d'Amérique	CDC	33 750,00	33 750,00	36,92	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA	2021	P	VEFA de 31 logements à Thionville, 44 route de Metz Domaine SALVE	CDC	116 250,00	116 250,00	47,25	A	F	Taux fixe à 1.01 %	1,010	F	Taux fixe à 1.01 %	1,007	A-1	EUR	1 174,12	0,00
VILOGIA	2021	P	VEFA de 31 logements à Thionville, 44 route de Metz Domaine SALVE	CDC	38 750,00	38 750,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	15 220,83	15 012,69	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,767	A-1	EUR	121,77	208,14
VILOGIA	2020	P		CDC	26 301,83	25 809,99	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,155	A-1	EUR	210,42	491,84
VILOGIA	2020	P		CDC	37 114,87	36 734,89	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,203	A-1	EUR	593,84	379,98
VILOGIA	2020	P		CDC	67 053,42	66 034,83	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,586	A-1	EUR	1 072,86	1 018,58
VILOGIA	2020	P		CDC	22 806,02	22 500,44	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	2,050	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	2,842	A-1	EUR	467,52	305,58
VILOGIA	2020	P		CDC	17 880,00	17 727,47	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	2,050	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	2,466	A-1	EUR	366,54	152,53
VILOGIA	2020	P		CDC	11 046,62	10 898,60	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	2,050	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	2,842	A-1	EUR	226,46	148,02
VILOGIA	2020	P		CDC	185 798,33	182 975,94	38,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,146	A-1	EUR	2 972,77	2 822,39
VILOGIA	2020	P		CDC	84 961,20	84 091,38	48,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,851	A-1	EUR	1 359,38	869,82
VILOGIA	2020	P		CDC	70 481,94	69 883,24	48,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	2,060	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	2,100	A-1	EUR	1 451,93	598,70

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA	2020	P		CDC	75 666,73	74 655,77	38,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	2,060	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	2,391	A-1	EUR	1 558,74	1 010,96
VILOGIA	2020	P		CDC	61 766,20	60 940,96	38,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	2,060	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	2,391	A-1	EUR	1 272,38	825,24
VILOGIA	2020	P		CDC	173 819,80	170 569,39	38,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,740	A-1	EUR	1 390,56	3 250,41
VILOGIA	2020	P		CDC	88 261,43	87 054,46	48,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,441	A-1	EUR	706,09	1 206,97
VILOGIA	2021	P		CDC	73 247,20	72 962,78	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,510	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,306	A-1	EUR	1 106,03	284,42
VILOGIA	2021	P		CDC	68 231,04	68 231,04	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,510	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,214	A-1	EUR	1 102,46	0,00
VILOGIA	2021	P		CDC	133 819,87	133 300,25	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,510	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,306	A-1	EUR	2 020,68	519,62
VILOGIA	2021	P		CDC	86 208,06	85 734,13	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,123	A-1	EUR	948,29	473,94
VILOGIA	2021	P		CDC	125 188,30	125 126,20	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,998	A-1	EUR	1 377,07	62,11
VILOGIA	2021	P		CDC	249 101,42	246 868,29	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,772	A-1	EUR	747,30	2 233,13
VILOGIA	2021	P		CDC	75 749,45	75 454,79	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,646	A-1	EUR	227,25	294,66
VIVEST ex LOGIEST	2017	P	rue de Verdun	CDC	570 702,25	503 516,85	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,917	A-1	EUR	8 221,76	10 343,41
VIVEST ex LOGIEST	2017	P	rue de Verdun	CDC	294 906,00	269 159,62	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,586	A-1	EUR	4 367,13	3 785,80
VIVEST ex LOGIEST	2017	P	rue de Verdun	CDC	253 833,00	219 242,11	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,119	A-1	EUR	1 796,27	5 291,39

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VIVEST ex LOGIEST	2017	P	rue de Verdun	CDC	136 578,25	122 115,63	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,004	A-1	EUR	994,03	2 138,26
VIVEST ex LOGIEST	2021	P		CDC	187 500,00	187 500,00	47,25	A	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	F	Taux fixe à 0.58 %	0,578	A-1	EUR	1 087,50	0,00
VIVEST ex LOGIEST	2021	P		CDC	62 500,00	62 500,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VIVEST ex LOGIEST	2021	P		CDC	225 795,50	216 686,62	37,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	1,560	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	3,519	A-1	EUR	4 546,83	4 033,16
VIVEST ex LOGIEST	2021	P		CDC	217 111,50	210 376,91	47,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	1,560	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	3,131	A-1	EUR	4 392,61	2 856,79
VIVEST ex LOGIEST	2023	P		CDC	22 664,10	22 386,47	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	2,640	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	3,362	A-1	EUR	146,09	277,63
VIVEST ex LOGIEST	2023	P		CDC	9 565,57	9 504,46	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	2,640	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	3,536	A-1	EUR	61,66	61,11
VIVEST ex LOGIEST	2023	P		CDC	41 733,55	41 222,32	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	2,640	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	3,362	A-1	EUR	269,01	511,23
VIVEST ex LOGIEST	2023	P		CDC	19 268,31	19 145,22	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	2,640	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	3,536	A-1	EUR	124,20	123,10
VIVEST ex LOGIEST	2023	P		CDC	38 559,94	38 025,68	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	2,640	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	3,194	A-1	EUR	417,92	534,26
VIVEST ex LOGIEST	2023	P		CDC	15 817,28	15 701,22	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	2,640	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	3,297	A-1	EUR	171,43	116,06
VIVEST ex LOGIEST	2022	P		CDC	537 416,50	526 973,23	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	2,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	2,741	A-1	EUR	13 596,64	10 443,27
VIVEST ex LOGIEST	2022	P		CDC	427 425,00	420 942,72	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	2,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	2,741	A-1	EUR	10 813,85	6 482,28
VIVEST ex LOGIEST	2022	P		CDC	77 638,00	76 674,24	38,75	A	F	Taux fixe à 3.29 %	3,290	F	Taux fixe à 3.29 %	3,247	A-1	EUR	2 554,29	963,77
TOTAL GENERAL					82 804 628,18	53 255 310,60											864 935,06	2 617 140,48

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	721 116,64
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	33 426,75
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	754 543,39
Recettes réelles de fonctionnement	II	1 492 080,00

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	50,57
---	---------------	--------------

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.3

B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)
2023	Mobilier : EQUIPEMENTS DES PARKING	57 142,59	DESIGNA FRANCE	1	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
<u>Associations</u>		
340ème Section des Médailleurs Militaires	0,00	mise à disposition de locaux
ADAPT	0,00	garantie d'emprunt
APECET	0,00	mise à disposition de locaux
APEI	0,00	garantie d'emprunt
APSiS Emergence	5 549,38	subv fonct -mise à dispo de locaux- interv de personnel- prêt de matériel
ARTHI'S	0,00	intervention de personnel - fourniture de matériel
AS Police	0,00	mise à disposition de locaux
Alzies Brothers	0,00	mise à disposition de locaux
Amicale Cadres du 40ème RT	1 500,00	mise à disposition de locaux
Amicale Personnel Ville de Thionville	153 000,00	Subv fonct- mise à dispo de locaux- fluides- interv de personnel- prêt et fourn de matériel
Amicale de la Marine Thionville-Yutz et environs	0,00	mise à disposition de locaux
Amicale de la Musique des Sapeurs Pompiers	1 500,00	mise à disposition de locaux
Amicale de la Police	0,00	mise à disposition de locaux
Amicale de la Police aux Frontières	0,00	mise à disposition de locaux
Amicale des Anciens de la SECU	0,00	mise à disposition de locaux
Amicale des Donneurs de Sang Bénévoles	0,00	mise à disposition de locaux
Amicale des Italiens de Thionville	0,00	mise à disposition de locaux - fourniture de matériel
Amicale des Préretraités et Retraités de la Sidérurgie	0,00	mise à disposition de locaux
Amicale des Retraités Alsace Lorraine	0,00	mise à disposition de locaux
Amicale des Retraités CEGELEC	0,00	mise à disposition de locaux
Amicale des joueurs de Billards de Thionville	1 000,00	subvention de fonctionnement - mise à disposition de locaux -fluides -
Amicale du Groupe Fortifié de Guentrange	1 200,00	Subventions de fonctionnement - fluides
Amicale du Personnel Bel Air	0,00	mise à disposition de locaux
Amis du Vieux Château de Volkrange	2 000,00	Subv fonct- mise à dispo de locaux- fluide- interv de personnel- transport- txv d'impression
Amnesty International	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel
Apolo J	0,00	travaux d'impression
Association ALEXIS	0,00	Subvention exceptionnelle
Association ATOUT Gym	0,00	mise à disposition de locaux - fluides
Association Artistes Libres	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel
Association Ascoville	0,00	mise à disposition de locaux
Association BATY	0,00	mise à disposition de locaux
Association Bois et Fer	0,00	mise à disposition de locaux - fluides
Association Boumchaka	0,00	mise à dispo de locaux - intervention de personnel - fourniture de matériel
Association Clownoglus	0,00	mise à disposition de locaux
Association Couleurs Musiques	0,00	mise à disposition de locaux - fluides
Association Dianolor	0,00	mise à disposition de locaux
Association Dupont des Loges (St Pierre Chanel)	0,00	garantie d'emprunt
Association Elange Veymerange Animation	0,00	intervention de personnel - mise à disposition de locaux
Association FCPE Poincaré	0,00	mise à disposition de locaux
Association FCPE Victor Hugo	0,00	mise à disposition de locaux
Association Fibromyalgiques de Lorraine	0,00	mise à disposition de locaux
Association France Israël Thionville	300,00	Subvention de fonctionnement
Association Franco Africaine de Moselle (AFAM)	0,00	mise à disposition de locaux - fourniture de matériel
Association Garche'Val	0,00	intervention de personnel - prêt de matériel - fourniture de matériel - travaux d'impression
Association Guentrange Patrimoine et Avenir	1 200,00	Subv fonct- mise à dispo de locaux- prêt et fourn de matériel- txv d'impression
Association Institut Notre Dame de la Providence	0,00	garantie d'emprunt
Association Jazz Pote	29 000,00	Subv fonct et subv exceptionnelle- mise à dispo de locaux- interv de personnel - fourn de matériel
Association Les Amis de l'Orgue de Thionville	1 000,00	Subvention exceptionnelle - fourniture de matériel
Association Les Dames de Cœur	0,00	mise à dispo de locaux - interv de personnel- prêt de matériel- fourn de matériel- txv d'impression
Association Les Grands Chênes	0,00	Subvention de fonctionnement - mise à disposition de locaux - fluides - intervention de personnel -

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Association Les P'tits Loups	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel
Association Les Pieds sur Terre	16 830,00	Subvention de fonctionnement
Association Lorraine Exploitation Modélisme Ferrovière ALEMF	0,00	mise à disposition de locaux
Association Lorraine Népal	0,00	intervention de personnel - prêt de matériel
Association Lorraine Officiers Mariniers Retraités	0,00	mise à disposition de locaux
Association Lorraine amateurs de géologie (GEOLOR)	1 500,00	Subv fonct-mise à dispo locaux- interv personnel- prêt matériel- fluides- transport- tx impression
Association Macina	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel - travaux d'impression
Association Mob emploi	31 245,00	Subvention de fonct, et subv d'équipement - mise à disposition de locaux
Association Mosellane d'Enseignement Scientifique, Technique et Economique AMESTE	0,00	mise à disposition de locaux
Association Métronome	500,00	Subvention de fonctionnement - mise à disposition de locaux
Association Nationale des Officiers de Réserve de l'Armée de l'Air	0,00	mise à disposition de locaux
Association Parents et Amis de Personnes Inadaptées Mentales	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel
Association Passage	0,00	intervention de personnel - prêt de matériel - travaux d'impression
Association Patriotes Résistants Famille de Déportés	0,00	mise à disposition de locaux - fluides - fourniture de matériel
Association Pétanque Les Trois Boules	0,00	subvention de fonctionnement - intervention de personnel et prêt matériel
Association Sculptur'L	0,00	intervention de personnel
Association Sorties de Surface	0,00	mise à disposition de locaux
Association Sportive Art Fun (Capoeira)	0,00	mise à disposition de locaux - fourniture de matériel
Association Sportive Volley Ball Thionville-Yutz	25 000,00	subv fonct- Thi'Pass Sports-mise à dispo de locaux- interv personnel- prêt de matériel
Association Sportive d'Oeuverange	2 000,00	subv fonct- mise à dispo de locaux et de personnel- prêt de matériel- fluides- transport
Association Tanelorn	300,00	Subvention de fonctionnement - intervention de personnel - prêt de matériel
Association Techtic and co	0,00	fourniture de matériel
Association Tempo --> SEMAPHORE PROD	0,00	mise à disposition de locaux
Association Thionville Handisport	4 400,00	Subvention de fonct et subv Moselle Jeunesse - mise à disposition de locaux
Association Thionville Santé - Intercom santé 57	0,00	mise à disposition de locaux
Association Thionilloise d'Aide aux Victimes	0,00	mise à disposition de locaux - travaux d'impression
Association Thionilloise de Gymnastique Rythmique et Sportive (ATGRS)	88 500,00	Subv fonct- subv d'équip- Thi'Pass sport- mise à dispo locaux- fluides- interv personnel- fourn mat
Association Thionilloise pour l'Essor de Nouveaux Espaces Sociaux	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel
Association Théâtre à Dire	10 000,00	Subvention de fonctionnement et subv exceptionnelle - mise à disposition de locaux
Association Twirling Bâton Thionvillois	1 000,00	mise à disposition de locaux - fluides - intervention de personnel - prêt de matériel - transport
Association UFC Que Choisir	0,00	mise à disposition de locaux - fluides - intervention de personnel - prêt de matériel
Association Vie Libre	0,00	mise à disposition de locaux
Association Wei Laang Nach	0,00	mise à disposition de locaux
Association Yoga Danse Théâtre	280,00	Subvention Moselle Jeunesse
Association de Parents d'Elèves Ensemble à Victor Hugo	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel
Association de Parents d'Elèves "Les enfants des Prés de Saint Pierre	0,00	mise à disposition de locaux
Association de Parents d'Elèves Garche	0,00	mise à disposition de locaux
Association de Parents d'Elèves d'Elange	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel
Association de Parents d'Elèves des écoles des Basses-Terres	0,00	mise à disposition de locaux
Association de Parents d'Elèves élémentaire la Petite Saison	0,00	mise à disposition de locaux - travaux d'impression
Association de Tourisme des Travailleurs de la Moselle	0,00	mise à disposition de locaux
Association de parents d'élèves du site biculturel Saint-Pierre	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel
Association de tir Le Point Noir	2 500,00	Subvention de fonctionnement
Association des Algériens de Thionville et environs	0,00	mise à disposition de locaux
Association des Anciens du 25ème RA	0,00	mise à disposition de locaux
Association des Ecrivains Publics - Administrations faciles	0,00	mise à disposition de locaux
Association des Frontaliers au Luxembourg	0,00	mise à disposition de locaux
Association des Malgré-nous	0,00	prêt de matériel
Association des Portugais Saint-François	0,00	garantie d'emprunt
Association des Pré et Retraités F.O.	0,00	mise à disposition de locaux
Association des Sous Officiers de Réserve	0,00	mise à disposition de locaux
Association des amis de Saint-François	0,00	intervention de personnel - prêt de matériel

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Association des mots et débats	8 000,00	Subvention exceptionnelle
Association des musulmans de Thionville	0,00	mise à disposition de locaux
Association des parents d'élèves de Volkrange	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel
Association familiale d'aide à domicile	0,00	mise à disposition de locaux - travaux d'impression
Association les Grenathion	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel
Association organisation, promotion et réalisation artistique Opéra	1 000,00	Subvention exceptionnelle
Association pour la Promotion de la Musique Populaire APMP	0,00	mise à disposition de locaux
Association pour la sauvegarde de la vallée de la Moselle	0,00	mise à disposition de locaux
Association pour le Souvenir de Robert Schuman	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel - vin d'honneur
Association sportive du Fort de Guentrange	1 000,00	
Athlétic Club 2000	0,00	mise à disposition de locaux
Aïkido Club de Thionville	37,50	Subvention Thi Pass Sport- fluides
Boules Sport Thionville	500,00	Subv fonct- mise à dispo locaux- interv de personnel- prêt matériels
Bowling Club Européen	500,00	Subvention de fonctionnement- transport
CFSL	2 000,00	
CLIC Gérontonord	0,00	mise à disposition de locaux
Caisse mutuelle complémentaire et d'actions sociales EDF/GDF	0,00	mise à disposition de locaux
Centre Culturel Jacques Brel	290 000,00	Subvention de fonctionnement - mise à disposition de locaux - fluides
Centre Départemental de prévention en Alcoologie et Addictologie CDPA	0,00	mise à disposition de locaux
Centre Européen pour la Promotion des Arts et Lettres (CEPAL)	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - fourniture de matériel
Centre Social et Culturel Le Lierre	0,00	subv fonct et except-mise à dispo locaux-interv de personnel-prêt matériel-fluides- tx impression
Centre Socio-Culturel Saint Michel	0,00	Subv de fonctionnement et subv exceptionnelle - mise à disposition de locaux - fluides
Centre social et culturel Jacques Prévert	0,00	subv fonct et except-mise à dispo locaux-interv de personnel-prêt matériel-fluide-tx impression
Centre équestre Koeking	0,00	Intervention de personnel - prêt de matériel
Cercle Sportif Veymerange Elange	45 000,00	Subv fonct- mise à dispo de locaux- interv personnel- prêt mat- fourn de matériel- transport
Cercle d'Echecs GK 3000	1 850,00	Subvention de fonctionnement et Moselle Jeunesse - mise à disposition de locaux
Cercle d'Echecs de Thionville	1 537,50	Subvention de fonctionnement - Mise à disposition de locaux
Cercle des Aînés de Guentrange	0,00	mise à disposition de locaux - travaux d'impression
Chorale L'Allegrette	1 350,00	mise à disposition de locaux
Chorale Saint François	500,00	Subvention de fonctionnement
Chorale paroissiale Oeutrange Caecilia	300,00	Subvention de fonctionnement
Cie Via Verde	300,00	mise à disposition de locaux
Cité scolaire Charlemagne	3 000,00	
Club 3ème Age de Garche	0,00	mise à disposition de locaux
Club Artistique de la Garnison	0,00	Intervention de personnels - prêt de matériel
Club Cœur et Santé	0,00	mise à disposition de locaux
Club Dérathée	0,00	mise à disposition de locaux
Club Escalade Evasion	19 500,00	subv fonct, except, d'équip, Moselle Jeunesse-mise à dispo locaux-fluides-interv pers-prêt de mat
Club Espéranto	150,00	Subvention de fonctionnement
Club Ski Motonautique	0,00	Subvention Moselle Jeunesse - fluides
Club Thionville Gym	12 310,00	subv fonct- Thi'Pass sport- interv personnel- prêt matériel - transport
Club Triathlon Thionville-Yutz (TRITYC)	10 500,00	subv fonct- subv exceptionnelle- mise à dispo de locaux- interv de personnel- prêt de matériels
Club Vosgien	1 000,00	Subvention de fonctionnement - mise à disposition de locaux - fluides
Club de Boxe Française	21 602,50	Subv fonct- thi pass sport- mise à dispo locaux-fluides- intervde personnel- prêt matériel
Club de Lutte Fameck	0,00	subvention Moselle Jeunesse
Club des Anciens de Beauregard	0,00	mise à disposition de locaux
Club des Lévrieris	0,00	mise à disposition de locaux
Club du 3ème Age Saint Luc	0,00	mise à disposition de locaux
Collectif Thionvillois d'Actions Humanitaires (CTAH)	0,00	mise à disposition de locaux - fluides - intervention de personnel - prêt de matériel
Collectif de Défense des Bassins Miniers de Lorraine	0,00	mise à disposition de locaux
Collectif du bruit	2 000,00	subvention de fonctionnement et subv exceptionnelle
Combattants Volontaires de la Résistance (CVR)	0,00	prêt de matériel
Comité des Fêtes de Garche-Koeking	1 000,00	Subvention exceptionnelle - mise à disposition de locaux - intervention de personnel
Compagnie des Ô	0,00	intervention de personnel
Confrérie Saint Urbain Thionville	0,00	intervention de personnel - fourniture de matériel

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Confédération Logement et Cadre de Vie (C.L.C.V.)	0,00	mise à disposition de locaux - fluides
Confédération Saint Vincent de Paul	0,00	travaux d'impression
Conseil de Fabrique de la paroisse d'Oeustrange	0,00	mise à disposition de locaux
Conseil de Fabrique de la paroisse de Garche	0,00	mise à disposition de locaux
Conseil de Fabrique de la paroisse de Guentrange	0,00	mise à disposition de locaux
Conseil de Fabrique de la paroisse de Saint Maximin	0,00	mise à disposition de locaux
Conseil de Fabrique de la paroisse de Veymerange-Elange	0,00	mise à disposition de locaux
Conseil de Fabrique de la paroisse de Volkrange	0,00	mise à disposition de locaux
Coordination Nord Mosellane de la Fête de la Science	1 000,00	Subvention exceptionnelle - intervention de personnel
Croix Rouge Française	0,00	mise à disposition de locaux - fluides
Cyclo Sport Thionvillois	15 500,00	Subv fonct- subv exceptionnelle - interv de personnel- prêt et fourn de mat- tvx d'impression
DEMEURE DRUE	7 000,00	
Dakka El Marrakchia	0,00	Subvention de fonctionnement Moselle jeunesse
Dojo Thionville-Elange	5 337,50	Subv fonct- Thi pass sport- mise à dispo de locaux- fluides- interv personnel- prêt mat
Eagle Mentality	0,00	Intervention de personnel - prêt de matériels
Ecole de Karaté Traditionnelle	0,00	mise à disposition de locaux - fluides -intervention de personnel
Ecole de la 2ème Chance	0,00	mise à disposition de locaux
Ecole pour tous au Vitenam (CCAS)	0,00	Mise à disposition salle municipales
Entente Sportive Thionville-Yutz (ESTY)	21 200,00	Subvention de fonctionnement - mise à disposition de locaux - fluides - travaux d'impression
Entreprendre en Lorraine Nord	0,00	mise à disposition de locaux
Escrime Trois Frontières	8 800,00	Subv fonct- subv except- ThiPass Sports- Moselle Jeunesse- interv de personnel- prêt matériels
Espace Rencontre	0,00	mise à disposition de locaux
Espérance Sportive de Garche	3 000,00	Subv fonct-mise à dispo de locaux- interv de personnel- prêt de matériels- fluides
Famille Lorraine de Guentrange	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel
Festi Cœur (CCAS)	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel
Fédération Nationale Anciens Combattants d'Algérie	0,00	mise à disposition de locaux
Fédération Nationale des Accidentés du Travail et Handicapés	0,00	mise à disposition de locaux - fluides
Fédération des Conseils de Parents d'Elèves	0,00	mise à disposition de locaux
Fédération des Conseils de Parents d'Elèves Victor Hugo	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel
GEM THEO	0,00	mise à disposition de locaux - travaux d'impression
Groupe d'Artistes Thionvillois	0,00	mise à disposition de locaux
Groupement des Activités Physiques et d'Aisance Corporelle (GAPAC)	500,00	mise à disposition de locaux
Groupement des Porte-Drapeaux	0,00	mise à disposition de locaux
Gymnastique Volontaire - Section Thionvilloise	0,00	mise à disposition de locaux - fluides
Handojang Taekwondo	0,00	mise à disposition de locaux
Icare Zen	0,00	subvention Moselle Jeunesse
Impro Danse	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel -
Inner Wheel Club de Thionville	0,00	mise à disposition de locaux
Institut d'Education Sensorielle	0,00	mise à disposition de locaux
Judo Club Thionville (AJL)	10 108,50	Subv fonct- Thi Pass Sport- mise à dispo locaux scol- interv de personnel- prêt matériel- fluides
Jumelage Thionville Gao Kenieba Konko	2 000,00	Subv fonct - mise à dispo de locaux - interv de personnel - fourn de matériel
Junior Association Côte des Roses	0,00	subvention Moselle Jeunesse
Kayak Club de Thionville	2 939,50	Subvention de fonctionnement, subv d'équipement et Moselle Jeunesse - fluides
Kem Animation Patrimoine	500,00	Subvention de fonctionnement
Kiwanis Club de Thionville	0,00	mise à disposition de locaux
Krav Maga Moselle	0,00	Subvention Thi pass sport
L'Abeille de Thionville et du Pays des 3 Frontières	0,00	mise à disposition de locaux
Lanafrance Association	1 545,00	
Le Chardon Lorrain	0,00	mise à disposition de locaux
Le Grand Saule de Beaugerard	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel
Les Amis de Palmarin	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel
Les Amis de la Nature	0,00	mise à disposition de locaux
Les Mystères de l'Ouest	0,00	mise à disposition de locaux - travaux d'impression
Ligue de l'enseignement	1 263,44	
Ligue des Droits de l'Homme	0,00	mise à disposition de locaux
Lions Club de Thionville	0,00	mise à disposition de locaux
Ludothèque Jeux et loisirs	10 000,00	Subv fonct- mise à dispo locaux- impression- interv de personnels- prêt et fourn de mat-transports

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MDJC	464,10	
Maison des associations Raymond Queneau	6 000,00	Subvention exceptionnelle -mise à disposition de locaux - fluides
Maison retraite Ste Madeleine / Fondation Lenternier	0,00	garantie d'emprunt
Maquette Club Thionvillois	300,00	Subvention de fonctionnement - mise à disposition de locaux
Model Club Thionvillois	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériels - fluides
Oblique Compagnie	0,00	Subvention exceptionnelle
Office Municipal des Sports (OMS)	39 500,00	Subv fonct- subv except- mise à dispo locaux- interv personnel- prêt mat- fluides- tvx d'impress
Office de Tourisme pays Thionvillois	8 000,00	Subvention exceptionnelle - mise à disposition de locaux - fluides - fourniture de matériel
Office du Commerce de l'Artisanat et de l'Entreprenariat	121 500,00	Subvention de fonctionnement
Orchestre Symphonique de Thionville	0,00	Mie à disposition de locaux, intervention de personnel, fourniture de matériel
Pegasy	0,00	subvention Moselle Jeunesse
Polar sur la Ville	3 500,00	Subvention exceptionnelle - mise à disposition de locaux
Pétanque Club de Thionville	500,00	Subvention de fonctionnement - mise à disposition de locaux - fluides
Pétanque Club de Veymerange	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel et fourniture de matériels- fluides
Radio amateurs - ARRT	1 000,00	Subvention de fonctionnement - mise à disposition de locaux
Rawdogs	800,00	Subvention Moselle Jeunesse
Relais mini-school	0,00	mise à disposition de locaux
Resto du cœur	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt de matériel
Romain Racing Team	0,00	Subvention Moselle Jeunesse
Rotary Club Porte de France	0,00	mise à disposition de locaux
Rotary Club de Thionville	0,00	mise à disposition de locaux
Rotary Club de Thionville Rive Droite	0,00	mise à disposition de locaux
SPA Société Protectrice des animaux	0,00	Subvention de fonctionnement - mise à disposition de locaux
Secours Populaire	0,00	mise à disposition de locaux - fluides - intervention de personnel - prêt de matériel
Six Degrés de Séparation	0,00	mise à disposition de locaux
Société Avicole de Thionville-Garche	800,00	Subvention de fonctionnement - mise à disposition de locaux
Société Philatélique de Thionville	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - fourniture de matériel
Société Philharmonique de Thionville	10 000,00	Subv fonct- mise à dispo locaux- intervention de personnel - fourn de matériel
Société d'Escrime de Thionville	5 000,00	Subv fonct- mise à dispo de locaux- fluide- intervde personnel- prêt de matériel- transport
Société d'Histoire et d'Archéologie de Lorraine	1 000,00	Subvention de fonctionnement - mise à disposition de locaux
Société des Beaux-Arts de Lorraine	4 000,00	subvention de fonctionnement et subv exceptionnelle - Mise à disposition de locaux
Souvenir Français	400,00	mise à disposition de locaux - prêt de matériel - fourniture de matériel - vin d'honneur
Sporting Club Thionvillois	647,50	subvention Thi'Pass sport - transport
Sportive Thionvilloise "Tennis de Table"	8 500,00	Subv fonct- mise à dispo de locaux- fluides- interv de personnel- prêt de matériel- transport
Stanislas Sevens	0,00	subvention Moselle Jeunesse
Syndicat des Arboriculteurs de Garche et Environs	800,00	Subvention de fonctionnement- mise à disposition de locaux - travaux d'impression
Tennis Club de Guentrange	23 000,00	Subv fonct- mise à dispo de locaux- interv de personnel- prêt de matériels- fluides
Tennis Club de Thionville	50 085,00	subv fonc - mise à dispo locau - fluides- interv de personnel- prêt de matériel
Terre Citadine AMAP	415,00	mise à disposition de locaux
Theras Santé Epi d'Or	0,00	Garantie d'emprunt
Thionville Basket Club 85	12 000,00	Subvention de fonctionnement - mise à disposition de locaux - fluides - transport
Thionville Moselle Handball	72 075,00	Subv fonct- Moselle Jeunesse- mise à dispo locaux- fluides- interv personnel- prêt et fourn de mat
Thionville Tout Terrain Moto Club (TTTMC)	2 000,00	Subv fonct- subv except- mise à dispo locaux- interv de personnel- prêt et fournitures de matériels
Thionville VTT	0,00	Subv fonct- interv personnel- prêt de matériel- fourn matériel- transport- tvx d'impression
Thionville-Yutz Génération Rugby Espoirs (TYGRE)	15 000,00	Subv fonct- mise à dispo locaux- fluides- interv de personnel- prêt de matériel

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Théâtre de Nihilo Nihil	3 000,00	Subvention de fonctionnement
Training Club Canin de Thionville	0,00	mise à disposition de locaux - intervention de personnel - prêt et fourniture de matériels
Tremplin	0,00	mise à disposition de locaux - fluides
US Thionville Lusitanos	120 100,00	Subv fonct et except-subv d'équip-Thi'Pass Sports-mise à dispo locaux-interv pers-prêt et fourn mat
Union Invalides, Anciens Combattants et Victimes de Guerre d'Alsace Moselle	0,00	mise à disposition de locaux
Union Nationale des Combattants	0,00	mise à disposition de locaux
Union Nationale des Parachutistes	0,00	mise à disposition de locaux
Union Sportive de Guentrange	13 631,65	Subv fonct- Thi'Pass sport- Moselle Jeunesse- mise à dispo locaux- interv personnel- prêt mat
Union Sportive de Volkrange	3 000,00	Subv fonct- subv d'équip-mise à dispo locaux- fluides- interv personnel- prêt et fourn de mat
Union sportive de l'enseignement	750,00	
VTF L'esprit vacances	2 472,80	
Vivre l'asthme et l'insuffisance respiratoire	0,00	mise à disposition de locaux
le comptoir de Thionville	12 000,00	
les petits débrouillards grand est	439,50	
toutes nos voix	2 500,00	
<u>Entreprises</u>		
<u>Personnes physiques</u>		
Subvention travaux - sortie de vacance	9 794,28	Subvention d'équipement
<u>Autres</u>		
Personnes de droit public		
<u>Etat</u>		
<u>Régions</u>		
Région Grand-Est 32-34 rue du Vieux Collège	0,00	mise à disposition de locaux
<u>Départements</u>		
<u>Communes</u>		
MAIRIE DE TERVILLE	456 969,66	Subvention Rond Point Pat Terville
<u>Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)</u>		
Communauté d'Agglomération Porte de France - Thionville - refacturation SCSi	283 469,23	Mise à disposition de locaux (route de Manom + 1 place de la Gare) - refacturation dépenses SCSi TTC
Subvention enfouissement des réseaux SISCODIPE	0,00	Subvention d'équipement
<u>Autres</u>		
Centre Dramatique Thionville Lorraine - NEST	400 000,00	Subv fonct et subv exceptionnelle- mise à dispo de locaux- interv de personnel- fluides
Maternelle Basses-Terres	1 140,00	subvention fournitures scolaire
Maternelle Beauregard	1 166,70	subvention fournitures scolaire
Maternelle Côte des Roses	2 317,50	subvention fournitures scolaire
Maternelle Garche	705,30	subvention fournitures scolaire
Maternelle Jacques Prévert	643,50	subvention fournitures scolaire
Maternelle Jean-Jacques Rousseau	1 522,20	subvention fournitures scolaire
Maternelle La Milliaire	889,80	subvention fournitures scolaire
Maternelle Les Semailles	1 501,80	subvention fournitures scolaire
Maternelle Notre Dame de la Providence	960,20	Subvention participation frais
Maternelle Oeutrange	748,50	subvention fournitures scolaire
Maternelle Petite Saison	1 713,60	subvention fournitures scolaire
Maternelle Poincaré	1 938,00	subvention fournitures scolaire
Maternelle Robert Desnos	1 291,20	subvention fournitures scolaire
Maternelle Saint Pierre	1 096,80	subvention fournitures scolaire
Maternelle Victor Hugo	1 619,70	subvention fournitures scolaire
Maternelle Volkrange	1 030,20	subvention fournitures scolaire
Primaire Basses-Terres	1 648,25	subvention fournitures scolaire
Primaire Beauregard	1 423,60	subvention fournitures scolaire
Primaire Côte des Roses	7 964,85	subvention fournitures scolaire et subvention scolaire
Primaire Garche	1 935,84	subvention fournitures scolaire
Primaire Guentrange	2 296,20	subvention fournitures scolaire
Primaire Jacques Prévert	864,80	subvention fournitures scolaire
Primaire La Milliaire	3 306,39	subvention fournitures scolaire
Primaire Les Semailles	2 323,90	subvention fournitures scolaire
Primaire Notre Dame de la Providence	2 530,75	Subvention participation frais
Primaire Oeutrange Gérard Clément	1 454,60	subvention fournitures scolaire et subv exceptionnelle
Primaire Petite Saison	3 279,05	subvention fournitures scolaire
Primaire Poincaré	4 547,76	subvention fournitures scolaire
Primaire Robert Desnos	2 002,45	subvention fournitures scolaire

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Primaire Saint Pierre	3 244,82	subvention fournitures scolaire
Primaire Victor Hugo	6 989,73	subvention fournitures scolaire
Primaire Volkrange	1 521,35	subvention fournitures scolaire
TOTAL GENERAL	2 659 968,88	

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Crédits de paiement réalisés durant l'exercice N	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
2023-2212/13 Construction du parking SILO rive droite	0,00	10 258 650,00	10 258 650,00	0,00	2 800 000,00	2 748 195,00	1 910 455,00
2019-3 Rénovation du gymnase municipal Jean BURGER	16 263 590,08	0,00	16 263 590,08	6 813 714,43	0,00	4 813 930,78	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		6,00	0,00	6,00	2,00	3,00	5,00
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	4,00	0,00	4,00	1,00	2,00	3,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		174,00	5,00	179,00	137,00	21,00	158,00
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	58,00	0,00	58,00	54,00	0,00	54,00
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	17,00	3,00	20,00	16,00	3,00	19,00
Adjoint administratif territorial	C	36,00	0,00	36,00	32,00	1,00	33,00
Administrateur	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché	A	16,00	0,00	16,00	7,00	8,00	15,00
Attaché principal	A	8,00	0,00	8,00	5,00	0,00	5,00
Directeur territorial	A	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	19,00	0,00	19,00	9,00	6,00	15,00
Rédacteur Principal de 1ère classe	B	10,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00
Rédacteur Principal de 2ème classe	B	6,00	2,00	8,00	3,00	3,00	6,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		325,00	1,00	326,00	269,00	15,00	284,00
Adjoint technique territorial	C	81,00	0,00	81,00	74,00	0,00	74,00
Adjoint technique territorial principal de 1 ère classe	C	55,00	0,00	55,00	52,00	0,00	52,00
Adjoint technique territorial principal de 2 ème classe	C	70,00	0,00	70,00	64,00	1,00	65,00
Agent de maîtrise	C	27,00	1,00	28,00	19,00	3,00	22,00
Agent de maîtrise principal	C	40,00	0,00	40,00	35,00	0,00	35,00
Ingénieur	A	10,00	0,00	10,00	4,00	4,00	8,00
Ingénieur en chef	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Ingénieur hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	7,00	0,00	7,00	3,00	0,00	3,00
Technicien	B	12,00	0,00	12,00	1,00	6,00	7,00
Technicien principal de 1ère classe	B	11,00	0,00	11,00	10,00	0,00	10,00
Technicien principal de 2ère classe	B	10,00	0,00	10,00	6,00	0,00	6,00
FILIERE SOCIALE (d)		59,00	6,00	65,00	39,00	7,00	46,00
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 1 ère classe	C	34,00	0,00	34,00	26,00	0,00	26,00
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2 ème classe	C	15,00	6,00	21,00	7,00	6,00	13,00
Assistant socio-éducatif	A	3,00	0,00	3,00	0,00	1,00	1,00
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	A	7,00	0,00	7,00	6,00	0,00	6,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		74,00	10,00	84,00	49,00	18,00	67,00
Adjoint du patrimoine principal 1ère classe	C	12,00	0,00	12,00	9,00	0,00	9,00
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	C	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint du patrimoine territorial	C	7,00	0,00	7,00	4,00	0,00	4,00
Assistant d'enseignement artistique	B	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ere classe	B	17,00	0,00	17,00	16,00	1,00	17,00
Assistant d'enseignement artistique principal de 2eme classe	B	11,00	9,00	20,00	6,00	14,00	20,00
Assistant de conservation	B	5,00	0,00	5,00	2,00	2,00	4,00
Assistant de conservation principal de 1ère classe	B	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
Assistant de conservation principal de 2ème classe	B	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Attaché de conservation patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Bibliothécaire Principal	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Conservateur des Bibliothèques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Conservateur en chef du patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Professeur d'Enseignement Artistique classe normale	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Professeur d'Enseignement Artistique hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Professeur de musique	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		90,00	0,00	90,00	79,00	9,00	88,00
Adjoint d'animation principal 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint d'animation principal 2ème classe	C	20,00	0,00	20,00	19,00	1,00	20,00
Adjoint d'animation territorial	C	58,00	0,00	58,00	54,00	4,00	58,00
Animateur	B	7,00	0,00	7,00	3,00	4,00	7,00
Animateur principal de 1ère classe	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Animateur principal de 2ère classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		29,00	0,00	29,00	24,00	0,00	24,00
Brigadier chef principal de police municipale	C	14,00	0,00	14,00	13,00	0,00	13,00
Chef se service de police municipale	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Chef se service de police municipale principal de 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Chef se service de police municipale principal de 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur de Police Municipale	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Gardien-Brigadier de police municipale	C	10,00	0,00	10,00	7,00	0,00	7,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	8,00	8,00
ARE		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Apprenti		0,00	0,00	0,00	0,00	7,00	7,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		751,00	22,00	773,00	597,00	78,00	675,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT ($0,8 * 6 / 12$).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
ARE		OTR		0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	ADM	IB 486	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	IB 367	0,00	3-1 Remplacement temporaire d'un agent indisponible	CDD
Adjoint d'animation principal 2ème classe	C	ANIM	IB 368	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Adjoint d'animation territorial	C	ANIM	IB 367	0,00	3-4 CDI	CDI
Adjoint technique territorial principal de 2 ème classe	C	TECH	IB 430	0,00	3-3-2° lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	IB 372 - 525	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	IB 372 - 525	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2 ème classe	C	S	IB 368	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Animateur	B	ANIM	IB 452	0,00	3-4 Nomination contractuel permanent CDI	CDI
Animateur	B	ANIM	IB 415 - 431	0,00	3-4	CDI
Apprenti		OTR		0,00	3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Assistant d'enseignement artistique	B	CULT	IB 397	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ere classe	B	CULT	IB 573	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 2eme classe	B	CULT	IB 429	0,00	3-1 Remplacement temporaire d'un agent indisponible	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 2eme classe	B	CULT	IB 415	0,00	3-3-2° lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 2eme classe	B	CULT	IB 429 - 458	0,00	3-3-2° CDI	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 2eme classe	B	CULT	IB 429 - 458	0,00	3-3-2° CDI	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 2eme classe	B	CULT	IB 401-506	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Assistant d'enseignement artistique principal de 2eme classe	B	CULT	IB 401-506	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	IB 389 - 401	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	IB 444	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Attaché	A	ADM	IB 469 - 821	0,00	3-3-2° lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient	CDD
Attaché	A	ADM	IB 499 - 611	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Directeur Général Adjoint des Services	A	OTR	IB 851	0,00	3-3-2° Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).	CDD
Directeur Général Adjoint des Services	A	OTR	IB 821	0,00	3-3-2° lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient	CDD
Directeur Général des Services Techniques	A	OTR	IB 826	0,00	3-3-2° lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient	CDD
Ingénieur	A	TECH	IB 518	0,00	3-2	CDD
Ingénieur	A	TECH	IB 697	0,00	3-4 CDI	CDI
Ingénieur	A	TECH	IB 565 - 739	0,00	3-3-2° lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient	CDD
Ingénieur en chef	A	TECH		0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	IB 389 - 500	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Rédacteur Principal de 2eme classe	B	ADM	IB 401 - 458	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Rédacteur Principal de 2eme classe	B	ADM	IB 401 - 458	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Rédacteur Principal de 2eme classe	B	ADM	IB 444	0,00	3-3-1° Absence de cadre d'emplois susceptible d'assurer les fonctions correspondantes	CDD
Technicien	B	TECH	IB 389 - 415	0,00	3-2 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	ADM	IB 486	0,00	3-a° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	IB 367 - 432	0,00	3-a° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	IB 367 - 432	0,00	3-a° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	IB 367	0,00	3-3-1° Contrat de projet	CDD
Adjoint d'animation territorial	C	ANIM	IB 367	0,00	3-b Accroissement saisonnier d'activité	CDD

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - CA - 2023

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint d'animation territorial	C	ANIM	IB 367	0,00	3-a° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Adjoint d'animation territorial	C	ANIM	IB 367	0,00	3-a° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	IB 367 - 432	0,00	3-a° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	IB 367 - 432	0,00	3-a° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	IB 367	0,00	3-b Accroissement saisonnier d'activité	CDD
CHEF DE CABINET	A	OTR	IR 602	0,00	110 Collaborateur de cabinet	CDD
Collaborateur de cabinet	A	OTR	IR 729	0,00	110 Collaborateur de cabinet	CDD
Rédacteur	B	ADM	IB 500	0,00	3-a° Accroissement temporaire d'activité	CDD
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COUT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
Guy HARAU	/	930,00	21/08/2023 AU 25/08/2023 au Havre	Université d'été : transition sur son territoire du local à l'Europe

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u>				
<u>Détention d'une part du capital</u>				
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
-	ASS FAMILIALE DE GESTION		Association	906 299,13
-	APEI DE THIONVILLE		Association	891 416,35
-	ICF NORD EST		SA HLM	1 126 145,99
-	ASS DITE LIGUE PR L'ADAPTATION DU DIMINUE PHYSIQUEAU TRAVAIL		Association	168 571,95
-	MAISON DE RETRAITE STE MADELEINE		Maison de retraite	0,00
-	OPH DE THIONVILLE		OPH	15 216 577,38
-	BATIGERE SAREL		SA HLM	8 843 492,92
-	CCAS DE THIONVILLE		Collectivités	62 208,84
-	EST HABITAT CONSTRUCTION		SA HLM	598 860,92
-	ALPHA MEGA		SA HLM	2 266 475,89
-	ADOMA		SA HLM	65 227,70
-	VILOGIA		SA HLM	4 122 753,86
-	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		SA HLM	130 907,05
-	3F GRAND EST		SA HLM	670 422,64
-	SODEVAM		SEM	4 314 108,68
-	ASS DUPONT DES LOGES		Association	0,00
-	VIVEST ex LOGIEST		SA HLM	2 961 673,27
-	BATIGERE		SA HLM	9 382 128,68
-	NEOLIA LORRAINE		SA HLM	1 507 308,55
-	SAHLM PRESENCE HABITAT		SA HLM	20 730,53
<u>Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme</u>				
<u>Autres</u>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Syndicat Intercommunal de la Concession de Distribution d'Electricité du Pays des 3 Frontières	17/10/1994	Redevances versées par le concessionnaire EDF	0,00
Communauté d'Agglomération Porte de France Thionville	01/01/2004	FPU	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES PAR LA COMMUNE	C3.2

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Service Social	06/05/1995	-	SPA	Non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière	Centre Funéraire	10/01/1998	- 18/12/1997	21507672200695	SPIC	Oui
Lotissement	La Petite Lor - Saint Exupéry	29/03/2011	- 29/03/2011	21570672200703	SPA	Oui

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	ZAC Val Marie		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Terrain caravaniers travailleurs		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Publications		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Théâtre		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Location de commerce		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Portes de France		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Camping touristique municipal		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Cinéma La Scala		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	ZAC Cormontaigne		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Exploitation des forêts		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Location Alambic		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Route de Guentrange		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Domaine de Volkrange		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	ZAC du Gassion		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Acquisition de Fournitures		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Parking Capucins		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Café bar - Puzzle		-	SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Ventes terrains H.L.M		-	SPA

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	59 570 744,20	32 127 404,01	9 271 524,11	18 171 816,08
RECETTES	59 570 744,20	29 071 886,79	3 907 751,00	26 591 106,41
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	67 333 153,88	55 623 317,94	0,00	11 709 835,94
RECETTES	67 333 153,88	61 954 489,75	0,00	5 378 664,13

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : LOTISSEMENT PETITE LOR ST EXUPERY / N°SIRET : 21570672200729				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 150 504,52	0,00	0,00	1 150 504,52
RECETTES	1 150 504,52	0,00	0,00	1 150 504,52
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 371 092,78	0,88	0,00	1 371 091,90
RECETTES	1 371 092,78	32 870,20	0,00	1 338 222,58

BUDGET : CENTRE FUNERAIRE MUNICIPAL / N°SIRET : 21570672200695				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 403 137,22	476 990,24	45 882,02	880 264,96
RECETTES	1 403 137,22	828 368,05	0,00	574 769,17
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 928 533,84	1 162 344,32	0,00	766 189,52
RECETTES	1 928 533,84	1 691 666,02	0,00	236 867,82

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	62 124 385,94	32 604 394,25	9 317 406,13	20 202 585,56
RECETTES	62 124 385,94	29 900 254,84	3 907 751,00	28 316 380,10
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	70 632 780,50	56 785 663,14	0,00	13 847 117,36
RECETTES	70 632 780,50	63 679 025,97	0,00	6 953 754,53
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	132 757 166,44	89 390 057,39	9 317 406,13	34 049 702,92
TOTAL GENERAL DES RECETTES	132 757 166,44	93 579 280,81	3 907 751,00	35 270 134,63

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	62 124 385,94	32 604 394,25	9 317 406,13	20 202 585,56
RECETTES	62 124 385,94	29 900 254,84	3 907 751,00	28 316 380,10
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	70 632 780,50	56 785 663,14	0,00	13 847 117,36
RECETTES	70 632 780,50	63 679 025,97	0,00	6 953 754,53
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	132 757 166,44	89 390 057,39	9 317 406,13	34 049 702,92
TOTAL GENERAL DES RECETTES	132 757 166,44	93 579 280,81	3 907 751,00	35 270 134,63

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION IDENTIFICATION DES FLUX CROISES	C3.6

C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES**1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)**

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	62 775 901,00	0,00	37,26	0,00	30 809 580,00	0,00
TFPNB	279 562,00	0,00	84,90	0,00	237 348,00	0,00
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires.	4 873 745,00	0,00	23,50	0,00	1 145 330,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00			0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

EXAMEN DES COMPTES ADMINISTRATIF ET DE GESTION DE L'EXERCICE 2023

BUDGET CENTRE FUNERAIRE

1 - Exécution générale

L'exécution du budget du Centre Funéraire de l'exercice 2023 se traduit par les résultats suivants :

En fonctionnement :

Recette de fonctionnement	1 691 666,02 €
Depense de fonctionnement	1 162 344,32 €
Résultat de l'exercice	529 321,70 €
Résultat antérieur	436 453,84 €
Résultat cumulé	965 775,54 €

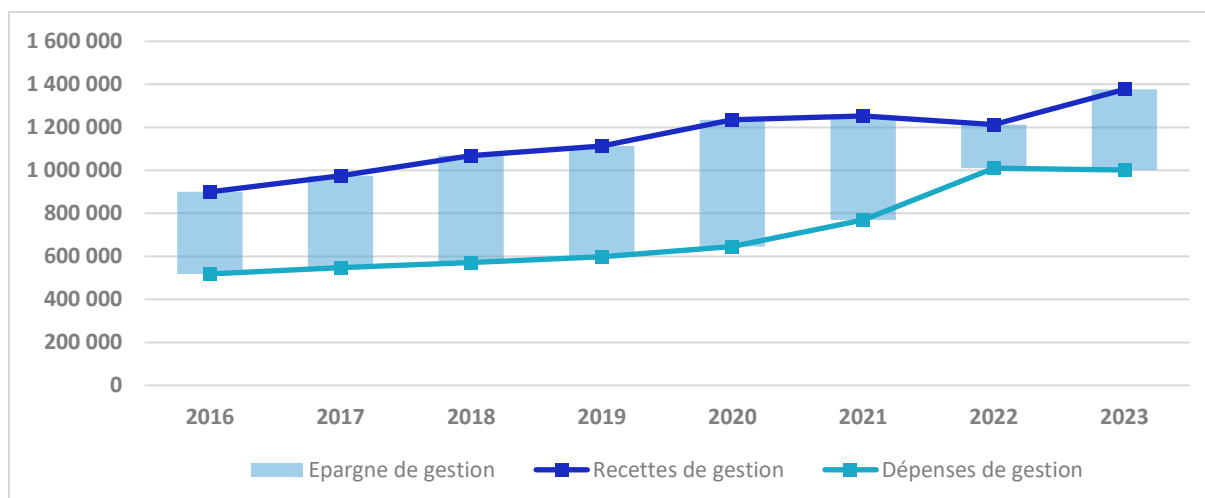
En Investissement :

Recette d'investissement	828 368,05 €
Depense d'investissement	476 990,24 €
Résultat de l'exercice	351 377,81 €
Résultat antérieur	89 308,38 €
Résultat cumulé	440 686,19 €
Reports recette d'investissement	- €
Reports depense d'investissement	45 882,02 €
Solde	- 45 882,02 €
Résultat d'investissement	394 804,17 €

Le résultat à affecter est ainsi de **965 775,54 €**

2 - Section de fonctionnement

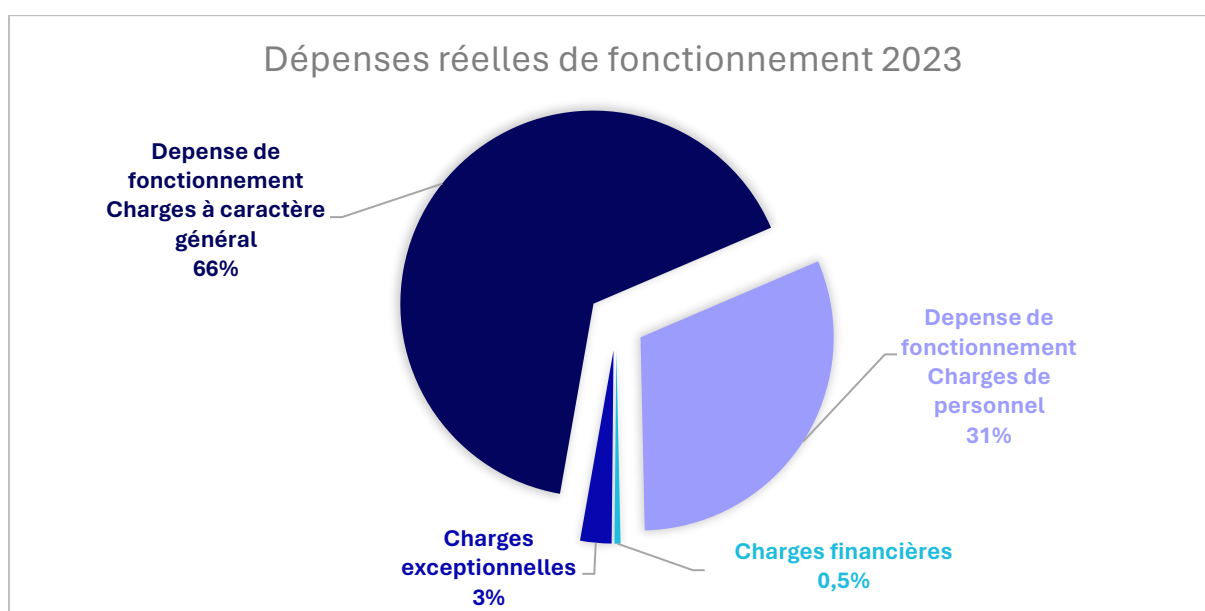
	2022	2023
Recettes réelles	1 396 891,58 €	1 691 666,02 €
Depenses réelles	1 033 350,53 €	1 033 976,27 €
Solde	363 541,05 €	657 689,75 €



Dépenses réelles

	2022	2023	Evolution %
Charges à caractère général	685 726,23 €	680 186,21 €	-0,81%
Charges de personnel	311 572,25 €	321 470,03 €	3,18%
Charges de gestion courante	12 753,08 €	- €	-100,00%
Charges financières	6 443,20 €	5 202,80 €	-19,25%
Charges exceptionnelles	14 796,77 €	27 117,23 €	83,26%
Provision	2 059,00 €	- €	-100,00%
Total	1 033 350,53 €	1 033 976,27 €	0,06%

Les dépenses réelles de fonctionnement sont stables entre 2022 et 2023 (+0.26% hors provision).



Les **charges à caractère général** sont stables entre 2022 et 2023 (-0.81%). Cette stabilité s'explique par :

- Une baisse du poste « électricité gaz » de 33,3 k€
- Une augmentation du coût de la maintenance de 9,5 k€
- Une augmentation du coût d'achats des matières et fournitures diverses de 11,4k€
- Une augmentation du coût des services supports de 11,4 k€

Les **charges de personnel** passent à 321 k€ soit une augmentation de 3,18% principalement dû à l'augmentation de l'indice de rémunération et de l'augmentation du régime indemnitaire, les effectifs restant les mêmes qu'en 2022.

Les **frais financiers** continuent de diminuer (-19,25%) du fait de la non-réalisation depuis 2013 de nouveaux emprunts. Le dernier emprunt de 420 000,00 € a été contracté en 2012 pour le financement des travaux de mise en conformité des fumées.

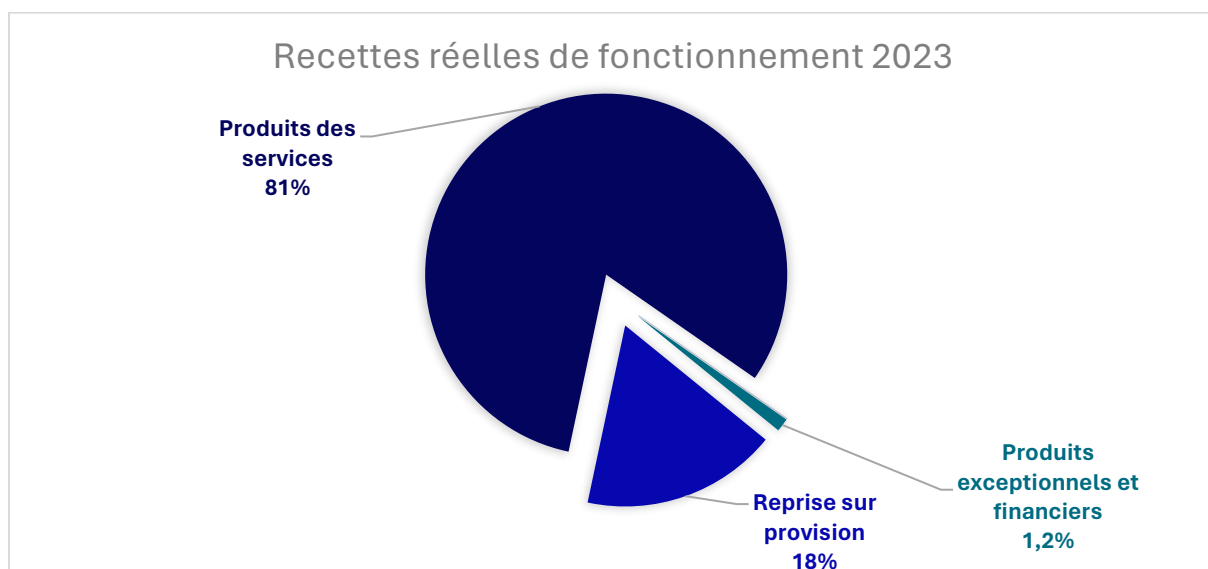
Les **autres charges de gestion courante** diminuent car il n'y a pas de créances impayées constatées en 2023.

Les **charges exceptionnelles** correspondent au don au CCAS.

Recettes réelles

	2022	2023	Evolution %
Produits des services	1 212 595,71 €	1 375 988,54 €	13,47%
<i>Dont crémations</i>	1 007 792,51 €	1 104 962,71 €	9,64%
<i>Dont utilisation de la chambre funéraire</i>	117 377,50 €	149 466,96 €	27,34%
<i>Dont utilisation de la salle de soins</i>	44 364,17 €	45 181,07 €	1,84%
<i>Dont creusement de fosses pour inhumation</i>	15 187,39 €	14 495,75 €	-4,55%
<i>Dont creusement de fosses pour exhumation</i>	1 054,17 €	3 575,03 €	239,13%
<i>Dont dispersion des cendres</i>	11 677,42 €	11 783,26 €	0,91%
<i>Dont dépôt et retrait urnes</i>	4 805,31 €	3 306,88 €	-31,18%
<i>Autres produits d'activités annexes</i>	10 337,24 €	43 216,88 €	318,07%
Autres produits de gestion courante	2,70 €	2,98 €	10,37%
Produits exceptionnels et financiers	184 293,17 €	20 147,50 €	-89,07%
Reprise sur provision	- €	295 527,00 €	
Total	1 396 891,58 €	1 691 666,02 €	21,10%

Les recettes réelles de fonctionnement hors reprise sur provision sont stables entre 2022 et 2023 (-0,5%).



Les **recettes de produits des services** augmentent de 163 k€ en 2023. Le CFU a réalisé 2723 crémations en 2023.

Les **recettes exceptionnelles** diminuent fortement de 164 k€ en 2023 (-89,07%). En effet les recettes exceptionnelles 2022 étaient liées aux indemnités des assurances perçues à la suite des sinistres sur les fours (74 k€) et au versement d'une subvention exceptionnelle de la Ville faisant suite aux augmentations des prix de l'énergie (110 k€).

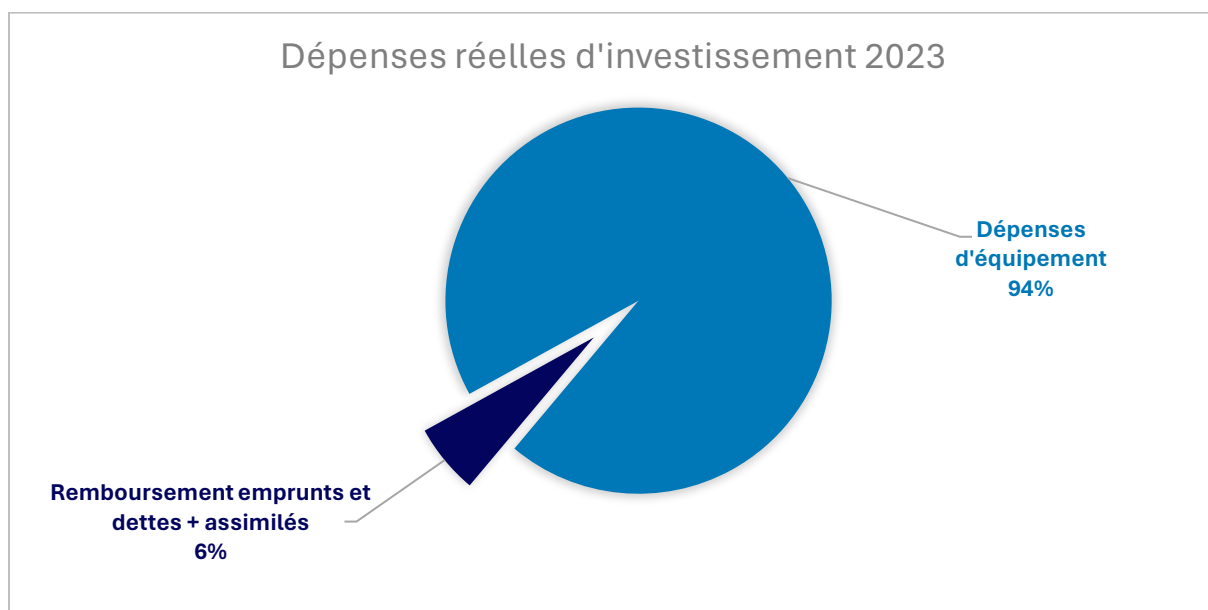
Une **reprise sur provision** de 295 k€ a été réalisée en 2023 afin de financer le début de l'opération de construction du nouveau Centre Funéraire.

3 - Section d'investissement

	2022	2023
Recettes	142 898,00 €	828 368,05 €
Depenses	128 933,69 €	476 990,24 €
Solde	13 964,31 €	351 377,81 €

Dépenses réelles

	2022	2023	Evolution %
Dépenses d'équipement	100 933,69 €	448 990,24 €	344,84%
<i>Dont Immobilisations incorporelles</i>	<i>35 790,14 €</i>	<i>183 590,00 €</i>	<i>412,96%</i>
<i>Dont Immobilisations corporelles</i>	<i>7 152,88 €</i>	<i>10 147,59 €</i>	<i>41,87%</i>
<i>Dont Immobilisations en cours</i>	<i>57 990,67 €</i>	<i>255 252,65 €</i>	<i>340,16%</i>
Remboursement emprunts et dettes + assimilés	28 000,00 €	28 000,00 €	0,00%
Total	128 933,69 €	476 990,24 €	269,95%



Les **dépenses d'équipement** réalisées sont :

- Construction du nouveau CFU (études, AMO) 268 842,65 €
- Construction du nouveau CFU (indemnités de concours) 170 000,00 €
- Achats d'articles funéraires et mobiliers, achats divers..... 10 000,00 €

Les crédits reportés sur 2024 concernent principalement les prestations liées au projet de construction du nouveau centre funéraire.

Recettes réelles

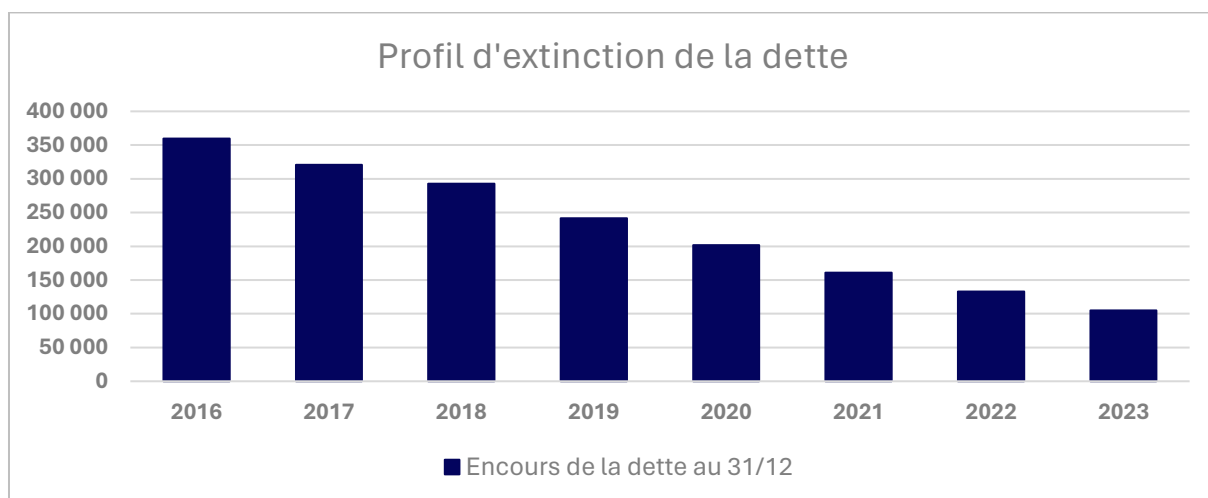
Pour 2023, le budget du Centre Funéraire étant entièrement autofinancé, les seules recettes réelles d'investissement concernent l'affectation du résultat n-1 à hauteur de 700 k€.

4 - Indicateurs

Dette

L'encours de dette s'établit au 31 décembre 2023 à 105 000,00 €.

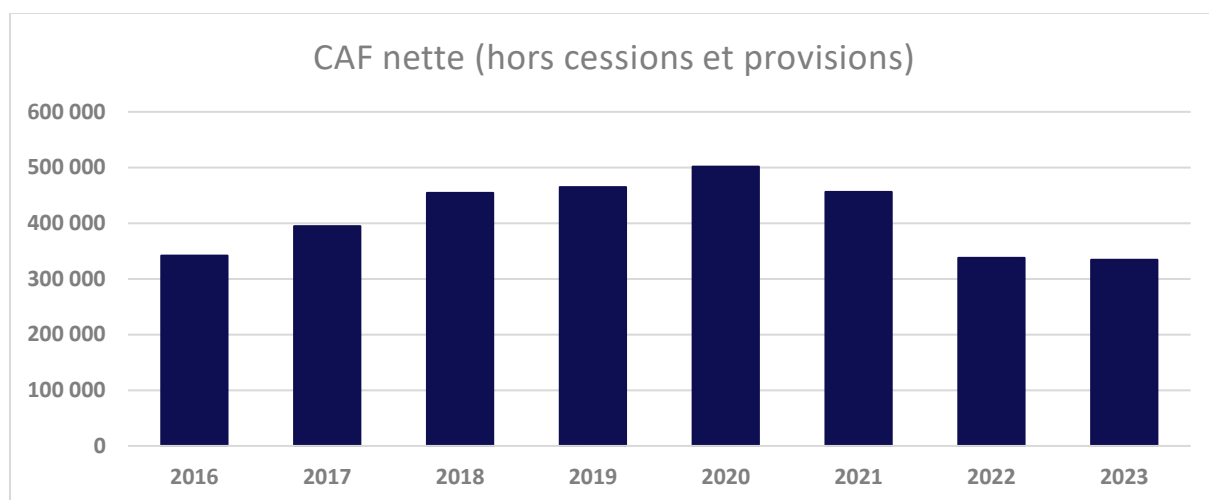
La capacité de désendettement est de 0,28 ce qui signifie que le centre funéraire aurait la capacité de rembourser la totalité du capital de sa dette en moins d'une année s'il y consacrait l'ensemble de son autofinancement brut.



Capacité d'autofinancement nette

L'année 2022 a été marquée par un incident impactant l'un des fours, réduisant la capacité de crémation du CFU et résultant sur une baisse des recettes d'exploitation associées par rapport à 2021 ; ainsi qu'une hausse importante des coûts d'exploitation, notamment par l'augmentation du prix du gaz. Ces deux éléments expliquent la baisse de la CAF nette entre 2021 et 2022.

La stabilité des charges de fonctionnement et l'augmentation des recettes des services compensant la baisse des recettes exceptionnelles ; la CAF nette reste stable entre 2022 et 2023 (cf. supra).



REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21570672200695	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPIC VILLE DE THIONVILLE
--	--

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE HAYANGE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : CENTRE FUNERAIRE MUNICIPAL (2)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget	4
-----------------------------	---

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	17
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	21
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	22
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	23
A3.2 - Etalement des provisions	24
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	25
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	26
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	27
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	28
A8.3 - Opérations liées aux cessions	29
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	30
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	31

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	32
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	33

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures

34

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 1 162 344,32	G 1 691 666,02	G-A 529 321,70
	Section d'investissement	B 476 990,24	H 828 368,05	H-B 351 377,81

		+	+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 436 453,84 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 89 308,38 (si excédent)

	=		=		
	DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)	P= A+B+C+D	1 639 334,56	Q= G+H+I+J	3 045 796,29	=Q-P 1 406 461,73

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 45 882,02	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 45 882,02	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 1 162 344,32	= G+H+K 2 128 119,86	965 775,54
	Section d'investissement	= B+D+F 522 872,26	= H+J+L 917 676,43	394 804,17
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 1 685 216,58	= G+H+I+J+K+L 3 045 796,29	1 360 579,71

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 45 882,02	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	45 715,35	0,00
21	Immobilisations corporelles	166,67	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	948 930,00	481 048,02	199 138,19	0,00	268 743,79
012	Charges de personnel, frais assimilés	350 500,00	321 470,03	0,00	0,00	29 029,97
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	15 550,00	0,00	0,00	0,00	15 550,00
Total des dépenses de gestion courante		1 314 980,00	802 518,05	199 138,19	0,00	313 323,76
66	Charges financières	7 600,00	4 362,94	839,86	0,00	2 397,20
67	Charges exceptionnelles	38 000,00	27 117,23	0,00	0,00	10 882,77
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	1 625,00	0,00			1 625,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	2 500,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		1 364 705,00	833 998,22	199 978,05	0,00	330 728,73
023	Virement à la section d'investissement (4)	433 828,84				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	130 000,00	128 368,05			1 631,95
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		563 828,84	128 368,05			435 460,79
TOTAL		1 928 533,84	962 366,27	199 978,05	0,00	766 189,52
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 197 080,00	1 375 988,54	0,00	0,00	-178 908,54
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	2,98	0,00	0,00	-2,98
Total des recettes de gestion courante		1 197 080,00	1 375 991,52	0,00	0,00	-178 911,52
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	20 147,50	0,00	0,00	-20 147,50
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	295 000,00	295 527,00			-527,00
Total des recettes réelles d'exploitation		1 492 080,00	1 691 666,02	0,00	0,00	-199 586,02
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		0,00	0,00			0,00
TOTAL		1 492 080,00	1 691 666,02	0,00	0,00	-199 586,02
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		436 453,84				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	229 625,86	183 590,00	45 715,35	320,51
21	Immobilisations corporelles	19 270,80	10 147,59	166,67	8 956,54
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 072 240,56	255 252,65	0,00	816 987,91
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		1 321 137,22	448 990,24	45 882,02	826 264,96
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	30 000,00	28 000,00	0,00	2 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	2 000,00			
Total des dépenses financières		32 000,00	28 000,00	0,00	4 000,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		1 353 137,22	476 990,24	45 882,02	830 264,96
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (2)	50 000,00	0,00		50 000,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		50 000,00	0,00		50 000,00
TOTAL		1 403 137,22	476 990,24	45 882,02	880 264,96
Pour information		0,00			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	700 000,00	700 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		700 000,00	700 000,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		700 000,00	700 000,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation (2)	433 828,84			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	130 000,00	128 368,05		1 631,95
041	Opérations patrimoniales (2)	50 000,00	0,00		50 000,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		613 828,84	128 368,05		485 460,79
TOTAL		1 313 828,84	828 368,05	0,00	485 460,79
Pour information		89 308,38			
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	680 186,21		680 186,21
012	Charges de personnel, frais assimilés	321 470,03		321 470,03
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	5 202,80	0,00	5 202,80
67	Charges exceptionnelles	27 117,23	0,00	27 117,23
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	128 368,05	128 368,05
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
Dépenses d'exploitation – Total		1 033 976,27	128 368,05	1 162 344,32

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 162 344,32
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	28 000,00	0,00	28 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	183 590,00	0,00	183 590,00
21	Immobilisations corporelles (6)	10 147,59	0,00	10 147,59
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	255 252,65	0,00	255 252,65
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations(reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		476 990,24	0,00	476 990,24

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	476 990,24
--	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 375 988,54		1 375 988,54
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	2,98		2,98
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	20 147,50	0,00	20 147,50
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	295 527,00	0,00	295 527,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		1 691 666,02	0,00	1 691 666,02

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	436 453,84
---	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	2 128 119,86
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		128 368,05	128 368,05
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
491	Dépréciations des comptes de clients		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	128 368,05	128 368,05

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	89 308,38
---	------------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	700 000,00
------------------------------------	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	917 676,43
---	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES						A1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général (2) (3)	948 930,00	481 048,02	199 138,19	0,00	268 743,79
604	Achats d'études, prestations de services	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	471 698,32	150 673,15	179 049,72	0,00	141 975,45
6063	Fournitures entretien et petit équipt	13 500,00	7 461,36	32,59	0,00	6 006,05
6064	Fournitures administratives	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6066	Carburants	2 000,00	1 958,58	0,00	0,00	41,42
6068	Autres matières et fournitures	25 801,68	12 994,93	17,12	0,00	12 789,63
6135	Locations mobilières	6 300,00	3 430,68	30,00	0,00	2 839,32
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	11 000,00	973,26	22,38	0,00	10 004,36
61523	Entretien, réparations réseaux	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00
61551	Entretien matériel roulant	600,00	116,96	254,25	0,00	228,79
61558	Entretien autres biens mobiliers	3 000,00	732,00	0,00	0,00	2 268,00
6156	Maintenance	140 000,00	93 315,55	193,35	0,00	46 491,10
6161	Multirisques	1 850,00	1 173,98	0,00	0,00	676,02
6168	Autres	580,00	576,48	0,00	0,00	3,52
617	Etudes et recherches	0,00	-6 550,00	7 050,00	0,00	-500,00
618	Divers	17 700,00	2 192,34	0,00	0,00	15 507,66
6226	Honoraires	7 500,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
6228	Divers	0,00	0,00	5 510,00	0,00	-5 510,00
6248	Divers	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6262	Frais de télécommunications	1 000,00	587,66	59,50	0,00	352,84
627	Services bancaires et assimilés	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 500,00	1 066,67	0,00	0,00	433,33
6282	Frais de gardiennage	500,00	242,10	573,96	0,00	-316,06
6283	Frais de nettoyage des locaux	29 000,00	20 889,20	0,00	0,00	8 110,80
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	180 000,00	173 724,08	0,00	0,00	6 275,92
62876	Remb. frais au GFP de rattachement	16 000,00	1 166,04	6 345,32	0,00	8 488,64
6288	Autres	4 000,00	4 523,00	0,00	0,00	-523,00
63512	Taxes foncières	10 000,00	9 800,00	0,00	0,00	200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	350 500,00	321 470,03	0,00	0,00	29 029,97
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	350 500,00	321 470,03	0,00	0,00	29 029,97
014	Atténuations de produits (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	15 550,00	0,00	0,00	0,00	15 550,00
6541	Créances admises en non-valeur	14 550,00	0,00	0,00	0,00	14 550,00
658	Charges diverses de gestion courante	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		1 314 980,00	802 518,05	199 138,19	0,00	313 323,76
66	Charges financières (b) (5)	7 600,00	4 362,94	839,86	0,00	2 397,20
66111	Intérêts réglés à l'échéance	5 500,00	5 426,76	0,00	0,00	73,24
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	100,00	-1 063,82	839,86	0,00	323,96
6688	Autre	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
67	Charges exceptionnelles (c)	38 000,00	27 117,23	0,00	0,00	10 882,77
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
6713	Dons, libéralités	30 709,00	30 708,11	0,00	0,00	0,89
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	4 291,00	0,00	0,00	0,00	4 291,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	0,00	-3 590,88	0,00	0,00	3 590,88
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)	1 625,00	0,00			1 625,00
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	1 625,00	0,00			1 625,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	2 500,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		1 364 705,00	833 998,22	199 978,05	0,00	330 728,73
023	Virement à la section d'investissement	433 828,84				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)	130 000,00	128 368,05			1 631,95
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	130 000,00	128 368,05			1 631,95
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		563 828,84	128 368,05			435 460,79
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		563 828,84	128 368,05			435 460,79
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 928 533,84	962 366,27	199 978,05	0,00	766 189,52

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	839,86
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	1 063,82
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-223,96

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 197 080,00	1 375 988,54	0,00	0,00	-178 908,54
706	Prestations de services	1 167 080,00	1 332 771,66	0,00	0,00	-165 691,66
7088	Autres produits activités annexes	30 000,00	43 216,88	0,00	0,00	-13 216,88
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	2,98	0,00	0,00	-2,98
7588	Autres	0,00	2,98	0,00	0,00	-2,98
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		1 197 080,00	1 375 991,52	0,00	0,00	-178 911,52
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	20 147,50	0,00	0,00	-20 147,50
778	Autres produits exceptionnels	0,00	20 147,50	0,00	0,00	-20 147,50
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	295 000,00	295 527,00			-527,00
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	0,00	527,00			-527,00
7875	Rep. prov. risques et charges exception.	295 000,00	295 000,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		1 492 080,00	1 691 666,02	0,00	0,00	-199 586,02
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		1 492 080,00	1 691 666,02	0,00	0,00	-199 586,02
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		436 453,84				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	229 625,86	183 590,00	45 715,35	320,51
2031	Frais d'études	229 625,86	183 590,00	45 715,35	320,51
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	19 270,80	10 147,59	166,67	8 956,54
2135	Installations générales, agencements	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
2158	Autres	0,00	357,76	0,00	-357,76
2183	Matériel de bureau et informatique	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
2184	Mobilier	2 000,00	896,48	166,67	936,85
2188	Autres immobilisations corporelles	12 270,80	8 893,35	0,00	3 377,45
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	1 072 240,56	255 252,65	0,00	816 987,91
2313	Constructions	1 072 240,56	255 252,65	0,00	816 987,91
Total des dépenses d'équipement		1 321 137,22	448 990,24	45 882,02	826 264,96
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	30 000,00	28 000,00	0,00	2 000,00
1641	Emprunts en euros	30 000,00	28 000,00	0,00	2 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	2 000,00			
Total des dépenses financières		32 000,00	28 000,00	0,00	4 000,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		1 353 137,22	476 990,24	45 882,02	830 264,96
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	0,00	0,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	50 000,00	0,00		50 000,00
2313	Constructions	50 000,00	0,00		50 000,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		50 000,00	0,00		50 000,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		1 403 137,22	476 990,24	45 882,02	880 264,96
Pour information		0,00			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	700 000,00	700 000,00	0,00	0,00
1068	Autres réserves	700 000,00	700 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		700 000,00	700 000,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		700 000,00	700 000,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	433 828,84			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)	130 000,00	128 368,05		1 631,95
28131	Bâtiments	0,00	60 442,00		-60 442,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	4 448,00		-4 448,00
28153	Installations à caractère spécifique	0,00	597,00		-597,00
28154	Matériel industriel	0,00	50 729,00		-50 729,00
28157	Aménagements des matériels industriels	0,00	636,00		-636,00
28158	Autres	0,00	1 802,13		-1 802,13
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	1 535,00		-1 535,00
28184	Mobilier	0,00	373,00		-373,00
28188	Autres	130 000,00	7 805,92		122 194,08
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		563 828,84	128 368,05		435 460,79
041	Opérations patrimoniales (6)	50 000,00	0,00		50 000,00
238	Avances commandes immo. incorp.	50 000,00	0,00		50 000,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		613 828,84	128 368,05		485 460,79
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		1 313 828,84	828 368,05	0,00	485 460,79
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		89 308,38			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					420 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					420 000,00									
19011	CREDIT AGRICOLE	25/07/2012	25/07/2012	25/10/2012	420 000,00	F	Taux fixe à 4.43 %	4,430	4,504	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					420 000,00									

- (1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		105 000,00					28 000,00	5 426,75	0,00	839,86
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		105 000,00					28 000,00	5 426,75	0,00	839,86
19011	N	0,00	A-1	105 000,00	4,57	F	Taux fixe à 4.43 %	4,504	28 000,00	5 426,75	0,00	839,86
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		105 000,00					28 000,00	5 426,75	0,00	839,86

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1500 €	05-01-2001

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Agencements et aménagements de bâtiment	15	05/01/2001
L	Appareils de laboratoire, matériel médical	8	05/01/2001
L	Appareils de levage-ascenseurs	20	05/01/2001
L	Bannières, drapeaux, banderoles	4	05/01/2001
L	Bâtiments légers, abris	10	05/01/2001
L	Biens immobiliers productifs de revenus	25	05/01/2001
L	Camions et véhicules industriels	8	05/01/2001
L	Coffre-fort	20	05/01/2001
L	Equipements de garages et ateliers	10	05/01/2001
L	Equipements des cuisines	10	05/01/2001
L	Equipements sportifs	10	05/01/2001
L	Installations électriques et téléphoniques	15	05/01/2001
L	Installations et appareils de chauffage	10	05/01/2001
L	Instruments de musique	5	05/01/2001
L	Jeux et équipements extérieurs	5	05/01/2001
L	Jeux pédagogiques	5	05/01/2001
L	Logiciels	2	05/01/2001
L	Matériel audio-visuel	5	05/01/2001
L	Matériel classique	8	05/01/2001
L	Matériel de bureau électrique et électronique	5	05/01/2001
L	Matériel de couchage	4	05/01/2001
L	Matériel de décoration	10	05/01/2001
L	Matériel de nettoyage	5	05/01/2001
L	Matériel de sécurité	5	05/01/2001
L	Matériel funéraire	5	05/01/2001
L	Matériel informatique	4	05/01/2001
L	Matériel téléphonique	5	05/01/2001
L	Mobilier	12	05/01/2001
L	Voitures	8	05/01/2001
L	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	15	02/04/2012
L	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériels et études	5	02/04/2012

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		1 338 600,00	1 338 600,00	295 000,00	1 043 600,00
Provision pour travaux	0,00	19/04/2021	1 338 600,00	1 338 600,00	295 000,00	1 043 600,00
Dépréciations (2)	0,00		2 059,00	2 059,00	527,00	1 532,00
Prov. pour créances irrécouvrables	0,00	01/12/2022	2 059,00	2 059,00	527,00	1 532,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		1 340 659,00	1 340 659,00	295 527,00	1 045 132,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ... ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
---------------	--------------	---------------------------------------	--------------------------	--	--	---

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		32 000,00	I 28 000,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		30 000,00	28 000,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	30 000,00	28 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		2 000,00	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	2 000,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	28 000,00	45 882,02	0,00	73 882,02

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		563 828,84	III 128 368,05
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		563 828,84	128 368,05
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28131	Bâtiments	0,00	60 442,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	4 448,00
28153	Installations à caractère spécifique	0,00	597,00
28154	Matériel industriel	0,00	50 729,00
28157	Aménagements des matériels industriels	0,00	636,00
28158	Autres	0,00	1 802,13
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	1 535,00
28184	Mobilier	0,00	373,00
28188	Autres	130 000,00	7 805,92
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	433 828,84	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	128 368,05	0,00	89 308,38	700 000,00	917 676,43

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 73 882,02
Ressources propres disponibles	IV 917 676,43
Solde	V = IV – II (3) 843 794,41

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
13/01/2023	Pince à décoffrer	31,29	0,00	1
13/01/2023	Pince multiprise	21,95	0,00	1
09/02/2023	Petit outillage divers	267,64	0,00	1
20/02/2023	Achat climatiseurs mobiles	1 949,94	0,00	1
28/03/2023	Chaîne HIFI GRUNDIG M3050BT	165,84	0,00	1
18/04/2023	Coupelle plastique	914,45	0,00	1
18/04/2023	Chariot spencer Bronze	782,61	0,00	1
03/05/2023	Chariot élévateur hydraulique	2 983,00	0,00	5
03/05/2023	Option rouleaux porte cercueil	690,83	0,00	1
19/05/2023	Siège de bureau	277,00	0,00	1
19/05/2023	Rayonnage. Mobilier de bureau	619,48	0,00	1
02/08/2023	Centre Funéraire AMO	13 590,00	0,00	0
06/10/2023	Centre Funéraire indemnités concours CFU	170 000,00	0,00	0
24/10/2023	chevalets et guéridon pour cfu	240,00	0,00	1
24/10/2023	Achats tables gigogne pour CF	442,00	0,00	1
06/11/2023	Acquisition petit matériel funéraire	403,80	0,00	1
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
10/11/2023	outillage techniq pince multiprise facom	88,76	0,00	1
10/11/2023	outillage technique Perceuse visseuse	269,00	0,00	1
TOTAL GENERAL		193 737,59	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A8.2

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
31/12/2023	Réfection totale four n°1	56 375,00	0	0,00	56 375,00	0,00	-56 375,00
Divers							
TOTAL GENERAL		56 375,00					-56 375,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A8.3

A8.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN	
AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N
2023-07 Construction d'un nouveau crématorium	0,00	8 410 434,00	8 410 434,00	0,00	371 000,00	8 157 720,35	252 713,65

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS	
ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT	C1.2
EMPLOYE PAR LA REGIE	

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
catégorie A	A	1	8 866,00
catégorie A	A	1	19 317,92
catégorie B	B	1	65 555,60
catégorie C	C	1	41 220,15
catégorie C	C	1	42 707,48
catégorie C	C	1	50 224,06
catégorie C	C	1	45 608,84
catégorie C	C	1	47 969,98
TOTAL GENERAL	A B C	8	321 470,03

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES (uniquement pour les SPIC dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale)	C4

C4 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES**1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC**

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 928 533,84	1 162 344,32	0,00	1 162 344,32
RECETTES	1 928 533,84	1 691 666,02	0,00	1 691 666,02
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 403 137,22	476 990,24	45 882,02	522 872,26
RECETTES	1 403 137,22	828 368,05	0,00	828 368,05

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 928 533,84	1 162 344,32	0,00	1 162 344,32
RECETTES	1 928 533,84	1 691 666,02	0,00	1 691 666,02
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 403 137,22	476 990,24	45 882,02	522 872,26
RECETTES	1 403 137,22	828 368,05	0,00	828 368,05
TOTAL AGREGÉ DES DEPENSES	3 331 671,06	1 639 334,56	45 882,02	1 685 216,58
TOTAL AGREGÉ DES RECETTES	3 331 671,06	2 520 034,07	0,00	2 520 034,07

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE - VILLE DE THIONVILLE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget principal (2)

Numéro SIRET : 21570672200729

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE HAYANGE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : LOTISSEMENT PETITE LOR ST EXUPERY (3)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	18
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	22
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	26
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	27
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	28
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	29
C3.6 - Identification des flux croisés	31
C4 - Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain	Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	32

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	VILLE DE THIONVILLE LOTISSEMENT PETITE LOR ST EXUPERY	CA 2023
-------------------	--	--------------------

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	0
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0	0	0	0

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0	0
2	Produit des impositions directes/population	0	0
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0	0
4	Dépenses d'équipement brut/population	0	0
5	Encours de dette/population	0,00	0
6	DGF/population	0	0
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0,00 %	NaN %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0,00 %	NaN %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0,00 %	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0,00 %	NaN %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE⁽¹⁾

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A 0,88	G 32 870,20
	Section d'investissement	B 0,00	H 0,00

+

+

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C 0,00 (si déficit)	I 1 371 092,78 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D 1 150 504,52 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)

=

=

TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D 1 150 505,40	= G+H+I+J 1 403 962,98
--------------------------------	------------------------	------------------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 0,00	= K+L 0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E 0,88	= G+I+K 1 403 962,98
	Section d'investissement	= B+D+F 1 150 504,52	= H+J+L 0,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 1 150 505,40	= G+H+I+J+K+L 1 403 962,98

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 0,00	L 0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	220 588,26	0,88	0,00	0,00	220 587,38
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		220 588,26	0,88	0,00	0,00	220 587,38
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		220 588,26	0,88	0,00	0,00	220 587,38
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	1 150 504,52	0,00			1 150 504,52
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		1 150 504,52	0,00			1 150 504,52
TOTAL		1 371 092,78	0,88	0,00	0,00	1 371 091,90
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) 0,00				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	32 870,20	0,00	0,00	-32 870,20
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		0,00	32 870,20	0,00	0,00	-32 870,20
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		0,00	0,00			0,00
TOTAL		0,00	32 870,20	0,00	0,00	-32 870,20
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) 1 371 092,78				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00	0,00		0,00
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
	Pour information	(2) 1 150 504,52			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	1 150 504,52	0,00		1 150 504,52
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	1 150 504,52	0,00		1 150 504,52
	TOTAL	1 150 504,52	0,00	0,00	1 150 504,52

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
Pour information		(2) 0,00			
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,88		0,88
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		0,88	0,00	0,88
Pour information				0,00
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations (5)		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		0,00	0,00	0,00
Pour information				1 150 504,52
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	32 870,20	0,00	32 870,20
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		32 870,20	0,00	32 870,20
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				1 371 092,78

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES						A1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	220 588,26	0,88	0,00	0,00	220 587,38
6522	Reverst excédent BA admin. au principal	220 588,26	0,00	0,00	0,00	220 588,26
65888	Autres	0,00	0,88	0,00	0,00	-0,88
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		220 588,26	0,88	0,00	0,00	220 587,38
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		220 588,26	0,88	0,00	0,00	220 587,38
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00			0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	1 150 504,52	0,00			1 150 504,52
7133	Variat° en-cours de production biens	1 150 504,52	0,00			1 150 504,52
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		1 150 504,52	0,00			1 150 504,52
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		1 150 504,52	0,00			1 150 504,52
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 371 092,78	0,88	0,00	0,00	1 371 091,90
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES					A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	32 870,20	0,00	0,00	-32 870,20
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	32 870,20	0,00	0,00	-32 870,20
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		0,00	32 870,20	0,00	0,00	-32 870,20
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		0,00	32 870,20	0,00	0,00	-32 870,20
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		1 371 092,78				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00	0,00
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		1 150 504,52			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	1 150 504,52	0,00		1 150 504,52
3355	Travaux	1 150 504,52	0,00		1 150 504,52
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		1 150 504,52	0,00		1 150 504,52
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		1 150 504,52	0,00		1 150 504,52
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		1 150 504,52	0,00	0,00	1 150 504,52
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES												IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)												A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equipements municipaux (2)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	0											0
Solde d'exécution reporté de N-1	1 150 505											1 150 505
Total dépenses	1 150 505	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 150 505
Total recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde d'investissement	-1 150 505	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-1 150 505
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total recettes	1 403 963	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 403 963
Solde de fonctionnement	1 403 962	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 403 962
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES												IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE												A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		1 150 505	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 150 505
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
041	Opérations patrimoniales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
001Solde d'exécution reporté de N-1		1 150 505	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 150 505

RECETTES													
Total recettes d'investissement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

VILLE DE THIONVILLE - LOTISSEMENT PETITE LOR ST EXUPERY - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
041	Opérations patrimoniales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement		1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Dépenses réelles		1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
011	Charges à caractère général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
65888	Autres	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES

VILLE DE THIONVILLE - LOTISSEMENT PETITE LOR ST EXUPERY - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
Total recettes de fonctionnement		1 403 963	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 403 963
Recettes réelles		32 870	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 870
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70	Produits des services, du domaine, vente	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74	Dotations et participations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
75	Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	32 870	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 870
7788	Produits exceptionnels divers	32 870	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 870
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Excédent de fonctionnement reporté		1 371 093	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 371 093

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

VILLE DE THIONVILLE - LOTISSEMENT PETITE LOR ST EXUPERY - CA - 2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					0,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 3 ou multiplieur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à couvrir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		0,00	I 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00	0,00	1 150 504,52	1 150 504,52

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		0,00	III 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		0,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 1 150 504,52
Ressources propres disponibles	IV 0,00
Solde	V = IV – II (3) -1 150 504,52

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES**1 – BUDGET PRINCIPAL**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	59 570 744,20	32 127 404,01	9 271 524,11	18 171 816,08
RECETTES	59 570 744,20	29 071 886,79	3 907 751,00	26 591 106,41
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	67 333 153,88	55 623 317,94	0,00	11 709 835,94
RECETTES	67 333 153,88	61 954 489,75	0,00	5 378 664,13

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : LOTISSEMENT PETITE LOR ST EXUPERY / N°SIRET : 21570672200729				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 150 504,52	0,00	0,00	1 150 504,52
RECETTES	1 150 504,52	0,00	0,00	1 150 504,52
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 371 092,78	0,88	0,00	1 371 091,90
RECETTES	1 371 092,78	32 870,20	0,00	1 338 222,58

BUDGET : CENTRE FUNERAIRE MUNICIPAL / N°SIRET : 21570672200695				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 403 137,22	476 990,24	45 882,02	880 264,96
RECETTES	1 403 137,22	828 368,05	0,00	574 769,17
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 928 533,84	1 162 344,32	0,00	766 189,52
RECETTES	1 928 533,84	1 691 666,02	0,00	236 867,82

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	62 124 385,94	32 604 394,25	9 317 406,13	20 202 585,56
RECETTES	62 124 385,94	29 900 254,84	3 907 751,00	28 316 380,10
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	70 632 780,50	56 785 663,14	0,00	13 847 117,36
RECETTES	70 632 780,50	63 679 025,97	0,00	6 953 754,53
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	132 757 166,44	89 390 057,39	9 317 406,13	34 049 702,92
TOTAL GENERAL DES RECETTES	132 757 166,44	93 579 280,81	3 907 751,00	35 270 134,63

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	62 124 385,94	32 604 394,25	9 317 406,13	20 202 585,56
RECETTES	62 124 385,94	29 900 254,84	3 907 751,00	28 316 380,10
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	70 632 780,50	56 785 663,14	0,00	13 847 117,36
RECETTES	70 632 780,50	63 679 025,97	0,00	6 953 754,53
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	132 757 166,44	89 390 057,39	9 317 406,13	34 049 702,92
TOTAL GENERAL DES RECETTES	132 757 166,44	93 579 280,81	3 907 751,00	35 270 134,63

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION IDENTIFICATION DES FLUX CROISES	C3.6

C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES**1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)**

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalizations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

9 - Bilan des Autorisations de Programmes / Crédits de Paiement (A.P./C.P.).

M. LOUIS, Adjoint : Le Code général des collectivités territoriales donne la possibilité aux communes de créer des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (A.P./C.P.). Cette procédure s'applique principalement aux opérations importantes pluriannuelles et permet une programmation cohérente et planifiée de celles-ci.

Les autorisations de programme ou d'engagement et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Maire. Elles sont votées par le Conseil Municipal, par délibérations distinctes, lors de l'adoption d'un document budgétaire de l'exercice (B.P., B.S. ou des décisions modificatives).

Compte tenu de l'avancement des travaux et de l'évolution des prix, il convient de réviser les A.P./C.P. suivantes :

Sur le Budget principal de la Ville :

- AP n° 2019-3 Rénovation du gymnase municipal : révision de l'Autorisation de Programme et réajustement des Crédits de Paiements.

Sur le Budget annexe du Centre funéraire :

- AP n° 2023-07 Construction du nouveau Centre Funéraire : ajustement des Crédits de Paiements.

D'autre part, les AP demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur clôture. La suppression, l'annulation ou la clôture d'une A.P., selon le principe du parallélisme des formes, se fait par une délibération du Conseil Municipal. Ainsi, les opérations étant terminées, il convient de clôturer les Autorisations de Programmes suivantes :

- AP n° 5 : Restructuration de l'école de Guentrangle
- AP n° 4 : Ré-aménagement des espaces publics et création d'une passerelle mode doux entre la Ville et la gare.

Le bilan ci-annexé précise ces modifications.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide la révision de l'A.P. n°2019-3 "Rénovation du gymnase municipal et de la salle Jean Burger" tel que présenté dans le bilan ci-annexé ;
- décide d'ajuster les crédits de paiements (C.P.) des A.P. en cours nécessaires en 2024 tels que présentés dans le bilan ci-annexé ;
- décide la clôture des A.P. n°4 et n°5 ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Pierre CUNY

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Ville de Thionville 2024 - Annexe : Bilan des AP/CP

Budget Principal Ville de Thionville

Bilan des opérations clôturées au 31/12/2023

N° AP	Libellé	Montant de l'AP TTC votée	2018 (réalisé)	2019 (réalisé)	2020 (réalisé)	2021 (réalisé)	2022 (réalisé)	2023 (réalisé)
4	Ré-aménagement des espaces publics et création d'une passerelle mode doux entre la Ville et la Gare	10 148 468,86 €	117 966,17 €	1 750 270,60 €	6 065 730,44 €	850 139,83 €	1 356 718,63 €	7 049,46 €
	Montant cumulé des dépenses réalisées							10 147 875,13 €
	Passerelle et prime candidats non retenus	6 759 688,00 €						
	Rue de la Poterne	210 078,00 €						
	Place de l'Eglise	200 461,00 €						
	Quai Crauser	697 261,00 €						
	Esplanade Crauser	801 212,00 €						
	Place Simone Veil	536 194,00 €						
	Aménagements paysagers, études annexes et révision de prix	943 574,86 €						

N° AP	Libellé	Montant de l'AP TTC votée	2019 (réalisé)	2020 (réalisé)	2021 (réalisé) en €	2022 (réalisé) en €	2023 (réalisé)
5	Restructuration Ecole Guentrange (2019)	2 811 778,55 €	6 746,60 €	152 142,25 €	1 282 963,54 €	1 095 944,65 €	254 132,98 €
	Montant cumulé des dépenses réalisées					- €	2 791 930,02 €
						- €	

Bilan et Révision des opérations en cours en 2024

N° AP	Libellé	Chapitres	Montant de l'AP TTC	2019 (réalisé)	2020 (réalisé)	2021 (réalisé)	2022 (réalisé)	2023 (réalisé)	CP 2024
3	Rénovation du gymnase municipal et de la Salle Jean Burger :	20, 21, 23	17 222 590,08 €	388 192,36 €	576 234,66 €	2 858 748,91 €	2 990 538,50 €	4 813 930,78 €	5 588 944,87 €

N° AP	Libellé	Chapitres	Montant de l'AP HT votée	2023 (réalisé)	CP 2024	CP 2025	CP 2026
2023-2212/13	Construction du parkin SILO - Rive droite	21, 23	10 258 650,00 €	2 748 195,00 €	5 600 000,00 €	1 910 455,00 €	0,00 €

Ville de Thionville 2024 - Annexe : Bilan des AP/CP

Budget Annexe du Centre Funéraire

Bilan et Révision des opérations en cours en 2024

N° AP	Libellé	Chapitres	Montant de l'AP HT	2023 (réalisé)	CP 2024	CP 2025	CP 2026
7	Construction d'un nouveau crématorium	21 et 23	8 410 434,00 €	252 713,65 €	3 600 000,00 €	4 557 720,35 €	0,00 €

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

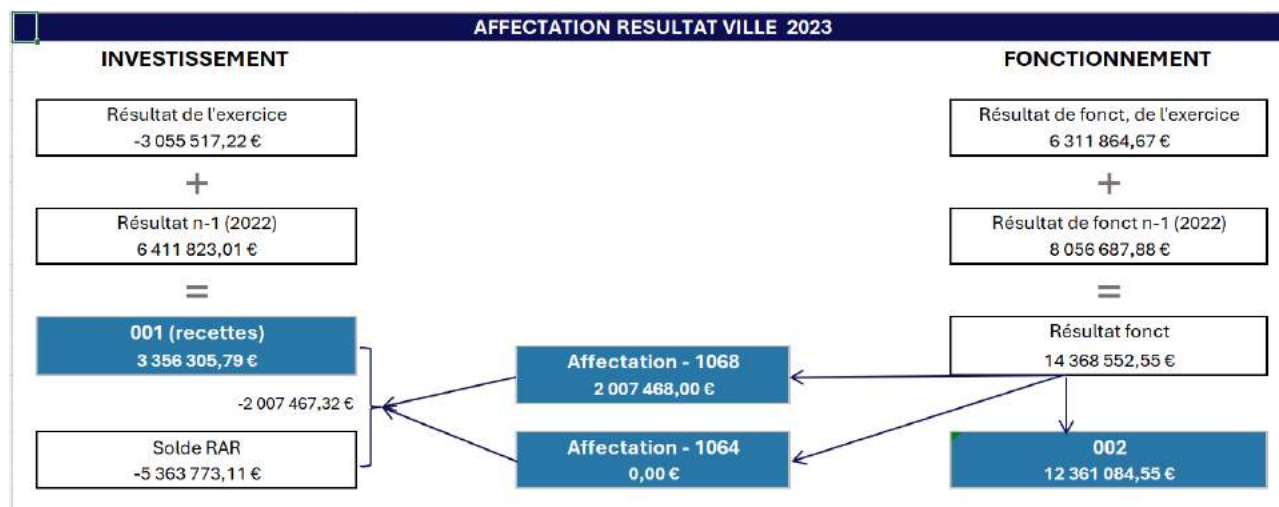
10 - Affectation du résultat de l'exercice 2023 du Budget Principal de la Ville.

M. LOUIS, Adjoint : Après détermination du résultat d'exploitation, le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur son affectation en section d'investissement afin de couvrir au minimum le besoin de financement constaté à la clôture du compte administratif.

Le compte administratif 2023 fait apparaître un résultat d'exploitation cumulé à affecter de **14.368.552,55 €** (en tenant compte du résultat antérieur à fin 2022 de 8.056.687,88 €).

La section d'investissement fait apparaître un besoin de financement de 2.007.467,32 € compte tenu :

- résultat d'investissement de l'exercice 2023, - 3.055.517,22 € ;
- résultat d'investissement 2022 reporté (article R-001) + 6.411.823,01 € ;
- du solde des crédits reportés au 31/12/2023 sur 2024 qui font apparaître un déficit à financer, -5.363.773,11 €.



L'affectation du résultat doit couvrir le besoin de financement de la section d'investissement ; ainsi, il est proposé d'affecter le résultat d'exploitation 2023 à la section d'investissement au compte 1068 à hauteur de 2.007.468,00 € et de reprendre en report à nouveau en fonctionnement le solde, soit 12.361.084,55 €.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide d'affecter le résultat d'exploitation de 14.368.552,55 € constaté à la clôture de l'exercice 2023 du Budget principal de la Ville de la manière suivante :
 - en section d'investissement, au compte **1068 Recettes : 2.007.468,00 €** ;
 - en section de fonctionnement, au compte **002 Recettes : 12.361.084,55 €** ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Pierre CUNY

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

11 - Affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2023 du Budget annexe du Centre Funéraire.

M. LOUIS, Adjoint : Après détermination du résultat d'exploitation, le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur son affectation en section d'investissement afin de couvrir au minimum le besoin de financement constaté à la clôture du compte administratif.

Le compte administratif 2023 fait apparaître un résultat d'exploitation cumulé à affecter de **965.775,54 €** (en tenant compte du résultat antérieur à fin 2022 de 436.453,84 €).

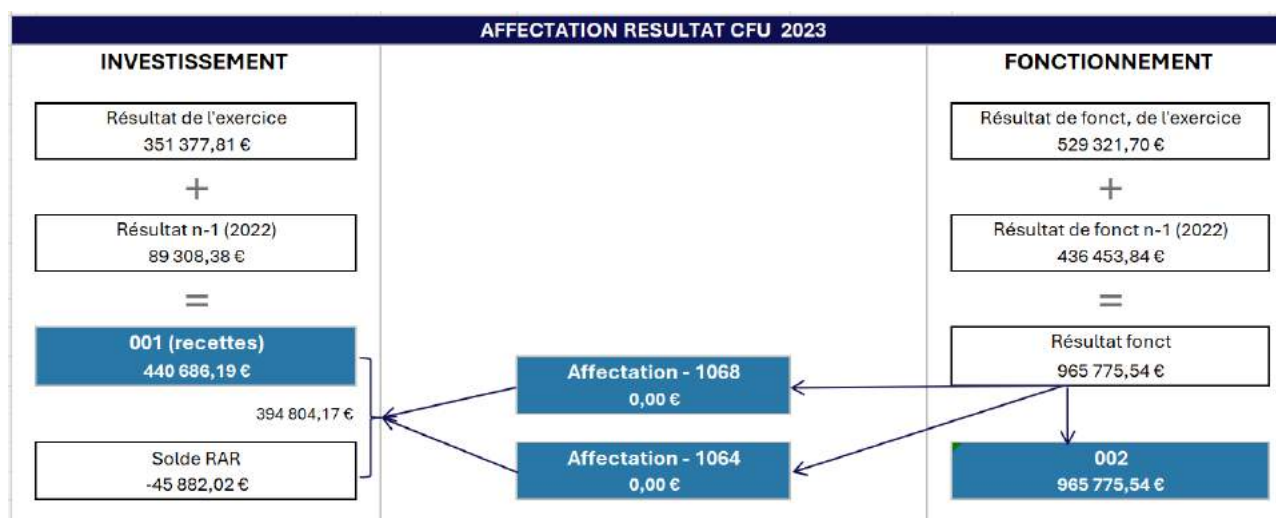
La section d'investissement fait apparaître un excédent de financement de **394.804,17 €** compte tenu :

- *résultat d'investissement de l'exercice 2023 + **351.377,81 €** ;
- *résultat d'investissement 2022 reporté (article R-001) + **89.308,38 €** ;
- *du solde des crédits reportés au 31/12/2023 sur 2024 qui font apparaître un déficit à financer de **- 45 882,02 €**

AFFECTATION RESULTAT CFU 2023

INVESTISSEMENT

FONCTIONNEMENT



La section d'investissement présentant un excédent, il est proposé de reprendre en report à nouveau en fonctionnement le résultat d'exploitation cumulé de **965.775,54 €**.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide d'affecter le résultat d'exploitation de 965.775,54 € constaté à la clôture de l'exercice 2023 du Budget annexe du Centre Funéraire en section de fonctionnement, au compte **002 Recettes : 965.775,54 €** ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Pierre CUNY

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

12 - Budget principal de la Ville : adoption du Budget supplémentaire 2024.

M. LOUIS, Adjoint : Acte de reports et d'ajustements, le Budget supplémentaire est une décision modificative particulière.

En tant qu'acte de reports, il reprend les résultats, les restes à réaliser et les reports adoptés dans le cadre du compte administratif de l'exercice précédent.

En tant qu'acte d'ajustements, il permet, comme toute décision modificative, de procéder à des ajustements s'avérant nécessaires au regard de l'utilisation des crédits et des engagements pris par le Conseil Municipal depuis l'adoption du budget primitif.

Le résultat dégagé au 31 décembre 2023, d'un montant de **14.368.552,55 €**, est affecté en priorité à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, soit **2.007.468,00 €**. Le solde d'un montant de **12.361.084,55 €** est conservé en fonctionnement.

Ce résultat permet des ajustements de crédits nécessaires au fonctionnement des services publics, au ciblage d'investissements permettant des économies d'énergie futures et au lancement des opérations d'équipement prévues sur le mandat.

Le présent Budget supplémentaire de la Ville est équilibré en recette et en dépense à raison de :

- **11.752.622,55 € en section de fonctionnement,**
- **19.012.284,34 € en section d'investissement**

dont les ajustements les plus significatifs sont les suivants :

1. La section de fonctionnement

Outre la reprise du résultat de fonctionnement 2023 à hauteur de 12.361.084,55 €, les recettes de fonctionnement sont ajustées comme suit :

- ajustement du remboursement des charges de personnel mis à disposition du Centre Funéraire : +21.337,00 €
- diminution de l'allocation compensatrice versée par la C.A.P.F.T. suite aux dernières décisions proposées par la C.L.E.C.T. et validée : - 67.052,00 € ;
- réajustement du produit fiscal et des compensations suite à la prévision à la baisse des recettes de la taxe locale sur les logements vacants : - 884.603,00 € ;
- diverses dotations et subventions de l'Etat : + 68.399,00 € ;
- reprise de l'excédent du budget annexe du lotissement La Petite Lor - Saint-Exupéry : + 253.457,00 €.

Les dépenses de fonctionnement augmentent, quant à elles, de 2.508.435,00 €, hors virement à la section d'investissement et concernent principalement :

- prévision de l'augmentation du C.I.A. et des réajustements de charges de personnel dont ceux des services communs avec la C.A.P.F.T. à hauteur de 2.047 k€ et 68 k€ ;
- inscription de crédits pour la préparation de l'édition 2025 du festival POLITEIA : 40 k€ ;
- ajout de crédits suite aux marchés d'assurance : 73 k€ ;
- ajout de crédit pour une étude d'un parcours de design actif au centre ville : 20 k€ ;

- ajout de crédits pour les bourses permis de conduire pour 45 k€.

Le virement à la section d'investissement s'élève à 9.227.187,55 €.

2. La section d'investissement

Les recettes d'investissement augmentent de 154 k€ (hors reprise du résultat, restes à réaliser et virement) du fait notamment :

- augmentation des crédits de 52 k€ lié à la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la C.A.P.F.T. et le S.M.I.T.U. pour une étude de circulation liée aux futurs aménagements de la zone du Couronné, du B.H.N.S. et de la Rive droite et de l'opération pour compte de tiers créée à hauteur de 54 k€ (opération équilibrée en dépenses et en recettes) ;
- Inscription d'une nouvelle subvention pour la réfection des tennis de Guentrangue à hauteur de 45 k€.

La reprise du résultat 2023, positif, d'investissement se fait en outre à hauteur de 3.356.305,79 €, l'affectation du résultat pour 2.007.468,00 €, puis le déficit des restes à recouvrer pour 5.363.773,11€.

Les dépenses d'investissement augmentent de 9.380.760,23 € et concernent principalement, outre des virements de crédits nécessités par des changements de comptes dus principalement par les schémas d'écritures comptables :

- Plusieurs études : la restructuration urbaine du centre-ville à hauteur de 360 k€, le programme Ad'ap pour 120 k€, l'aménagement de la salle Chagall et du château de Volkrange pour 50 k€ et enfin la mise en sécurité incendie des bâtiments municipaux pour 48 k€ ;
- En relation avec la C.A.P.F.T., un complément pour l'acquisition de tableaux numériques dans les écoles (15 k€), puis avec le S.I.S.C.O.D.I.P.E., une participation pour la route de Metz à hauteur de 78 k€ ;
- Ajustement des crédits pour la fin de la rénovation de la façade et la poursuite du changement des menuiseries à l'Hôtel de Ville pour 181 k€ et l'installation d'une nouvelle rampe P.M.R. pour 30 k€ ;
- Un complément de crédits pour la réhabilitation du centre social Prevert à hauteur de 160 k€ (révision de prix) ;
- Le remplacement des équipements techniques pour l'ensemble des services municipaux est inscrit pour 118 k€ ainsi qu'un plan de rénovation des bureaux et des logements de fonction pour 115 k€ ;
- Concernant les A.P./C.P. :
 - Ajustements des crédits pour l'autorisation de programme 2019-3 "Rénovation du gymnase Jean Burger" pour 239 k€ et reprise des crédits non mandatés en 2023 pour 4.630 k€ marquant la fin de ces travaux en 2024.

Les projets concernant la transition écologique sont les suivants :

- L'installation de bornes de recharge électrique (30 k€) sur les parkings des établissements municipaux ;
- La nature est réintroduite au sein du centre-ville par la réfection du parc dit de l'avion pour 170 k€, ainsi que la végétalisation des écoles et la création de puits sécurisés dans les jardins familiaux pour 84 k€ ;
- Afin d'encourager le tri sélectif, des aménagements sont prévus dans les cimetières à hauteur de 30 k€ ;
- Le remplacement des véhicules légers se verdit par l'acquisition de véhicules électriques pour un budget prévu de 84 k€.

L'aménagement de l'espace public est aussi renforcé :

- Des travaux de rénovation sont prévus dans les écoles élémentaires Poincaré et la maternelle Les Semailles pour 175 k€, ainsi que des acquisitions ou réfection des aires de jeux pour 11 k€ ;
- Le programme de mise aux normes P.M.R. sera poursuivi selon un budget de 200 k€ ;
- Réfection et acquisitions de jeux dans aires de jeux pour enfants dans les parcs publics : 33 k€ ;
- Un crédit de 461 k€ est ajouté en faveur des équipements sportifs notamment à Guentrange avec la réfection des vestiaires du stade de Guentrange, la réfection de 2 tennis extérieurs à Guentrange et le remplacement de l'armoire de l'éclairage du stade de Veymerange ;
- Réfection de voiries, la signalisation verticale : 661 k€ ;
- Deux projets de quartiers font l'objet d'un budget participatif pour 180 k€, quartiers TAFELD - V3V et Garche ;
- Sécurisation du cimetière de Volkrange par le confortement du mur d'enceinte pour 150 k€.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 31 voix pour, contre 5 (Mme VAISSE, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme CZERNIAK) et 2 abstentions (M. BIEDER, Mme JEAN) :

- approuve le Budget supplémentaire 2024 du Budget principal de la Ville ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE : VILLE DE THIONVILLE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21570672200018

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE HAYANGE

M. 57

Budget supplémentaire (3)

Voté par nature

BUDGET : Budget principal (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	30
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	31
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	32
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	34
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	37
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	40
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	46

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	49
A1.01 - Opérations non ventilables	51
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	52
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	55
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	56
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	57
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	60
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	63
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	66
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	67
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	70
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	72
A1.908 - Fonction 8 - Transports	75
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	79
A2.01 - Opérations non ventilables	81
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	82
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	88
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	89
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	90
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	93
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	97
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	100
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	101
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	102
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	105
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	107
A2.938 - Fonction 8 - Transports	110

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	114
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	121
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	122

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	123
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	124
B3.1 - Etat des provisions constituées	126
B3.2 - Etalement des provisions	128
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	129
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	131
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	132
B7.3 - Etat des emprunts garantis	133
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	150
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	151
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	152
B9 - Etat du personnel	153
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	159
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	160
B11.2 - Liste des établissements publics créés	161
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	162
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	163
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	164
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	165
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	167
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	168
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	169

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	42 117

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	44 342 527,00

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	58,73
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	-21,12
3	Dépenses d'équipement brut / population	211,37
4	Encours de dette / population (2) (3)	1 529,47
5	DGF / population	0,00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	82,76 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	-274,84 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	-1 000,93 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	684,19 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	0 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	87 743 511,77	90 999 859,23	14 468 510,89	A1 17 724 858,35
Investissement	32 127 404,00	29 071 886,79	(3) 6 411 823,01	A2 3 356 305,80
Fonctionnement	55 616 107,77	61 927 972,44	(4) 8 056 687,88	A3 14 368 552,55

	RESTES A REALISER N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II 9 271 524,11	III + IV 3 907 751,00	B1	-5 363 773,11
Investissement	I 9 271 524,11	III 3 907 751,00	B2	-5 363 773,11
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	12 361 085,24
Investissement	A2 + B2	-2 007 467,31
Fonctionnement	A3 + B3	14 368 552,55

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 9 271 524,11
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	765 461,75
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	685 298,64
21	Immobilisations corporelles (3)	3 455 967,79
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	4 364 795,93
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 3 907 751,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	3 907 751,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	9 740 760,23	11 748 227,55
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	9 271 524,11	3 907 751,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 3 356 305,79
=		=	=
Total de la section d'investissement (3)		19 012 284,34	19 012 284,34

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	11 752 622,55	-608 462,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 12 361 084,55
=		=	=
Total de la section de fonctionnement (4)		11 752 622,55	11 752 622,55
TOTAL DU BUDGET (5)		30 764 906,89	30 764 906,89

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2024-11	CDR-Voiries Ste Anne	21, 23	0,00
2024-10	Construction du Périscolaire de VOLKRANGE	21, 23	0,00
2024-9	Construction du nouveau Nest - RG	20, 21, 23	0,00
2023-2212/13	Construction du parking SILO rive droite	20, 21, 23	0,00
2024-8	Rehabilitation Ecole Maternelle Basse Terre	21, 23	0,00
2019-3	Rénovation du gymnase municipal Jean BURGER	20, 21, 23	239 000,00
TOTAL			239 000,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00
---	-----	------

TOTAL GENERAL	239 000,00
----------------------	-------------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00
---	------------	-------------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	1 280 430,00	765 461,75	713 000,00	713 000,00	2 758 891,75
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	746 200,00	685 298,64	585 747,00	585 747,00	2 017 245,64
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	13 026 579,00	3 455 967,79	2 797 215,00	2 797 215,00	19 279 761,79
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	12 101 000,00	4 364 795,93	5 721 678,23	5 721 678,23	22 187 474,16
Total des dépenses d'équipement		27 154 209,00	9 271 524,11	9 817 640,23	9 817 640,23	46 243 373,34
10	Dotations, fonds divers et réserves	500 000,00	0,00	-470 000,00	-470 000,00	30 000,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	8 040,00	8 040,00	8 040,00
16	Emprunts et dettes assimilées	7 061 177,00	0,00	-28 920,00	-28 920,00	7 032 257,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		7 561 177,00	0,00	-490 880,00	-490 880,00	7 070 297,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	350 000,00	0,00	54 000,00	54 000,00	404 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		35 065 386,00	9 271 524,11	9 380 760,23	9 380 760,23	53 717 670,34

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	195 000,00		0,00	0,00	195 000,00
041	Opérations patrimoniales (8)	6 306 000,00		360 000,00	360 000,00	6 666 000,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		6 501 000,00		360 000,00	360 000,00	6 861 000,00

TOTAL	41 566 386,00	9 271 524,11	9 740 760,23	9 740 760,23	60 578 670,34
--------------	----------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	60 578 670,34
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	7 397 125,00	3 907 751,00	47 000,00	47 000,00	11 351 876,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	6 623 600,00	0,00	0,00	0,00	6 623 600,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	52 572,00	52 572,00	52 572,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		14 020 725,00	3 907 751,00	99 572,00	99 572,00	18 028 048,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 494 000,00	0,00	0,00	0,00	2 494 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	2 007 468,00	2 007 468,00	2 007 468,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 400,00	0,00	0,00	0,00	1 400,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	8 848 827,00	0,00	0,00	0,00	8 848 827,00
Total des recettes financières		11 394 227,00	0,00	2 007 468,00	2 007 468,00	13 401 695,00
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	2 040 000,00	0,00	54 000,00	54 000,00	2 094 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		27 454 952,00	3 907 751,00	2 161 040,00	2 161 040,00	33 523 743,00

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	2 905 434,00		9 227 187,55	9 227 187,55	12 132 621,55
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	4 900 000,00		0,00	0,00	4 900 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	6 306 000,00		360 000,00	360 000,00	6 666 000,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		14 111 434,00		9 587 187,55	9 587 187,55	23 698 621,55

TOTAL	41 566 386,00	3 907 751,00	11 748 227,55	11 748 227,55	57 222 364,55
--------------	----------------------	---------------------	----------------------	----------------------	----------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	3 356 305,79
--	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	60 578 670,34
---	----------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

16 837 621,55

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	14 496 008,00	0,00	334 680,00	334 680,00	14 830 688,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	30 235 914,00	0,00	2 047 000,00	2 047 000,00	32 282 914,00
014	Atténuations de produits	422 800,00	0,00	0,00	0,00	422 800,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	6 298 968,00	0,00	126 755,00	126 755,00	6 425 723,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		51 453 690,00	0,00	2 508 435,00	2 508 435,00	53 962 125,00
66	Charges financières	2 216 559,00	0,00	0,00	0,00	2 216 559,00
67	Charges spécifiques (4)	80 100,00	0,00	0,00	0,00	80 100,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	20 000,00		17 000,00	17 000,00	37 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		53 770 349,00	0,00	2 525 435,00	2 525 435,00	56 295 784,00

023	Virement à la section d'investissement (5)	2 905 434,00		9 227 187,55	9 227 187,55	12 132 621,55
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	4 900 000,00		0,00	0,00	4 900 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		7 805 434,00		9 227 187,55	9 227 187,55	17 032 621,55

TOTAL	61 575 783,00	0,00	11 752 622,55	11 752 622,55	73 328 405,55
--------------	----------------------	-------------	----------------------	----------------------	----------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	73 328 405,55
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	363 274,00	0,00	0,00	0,00	363 274,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	6 738 436,00	0,00	21 337,00	21 337,00	6 759 773,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 575 955,00	0,00	-67 052,00	-67 052,00	7 508 903,00
731	Fiscalité locale	37 001 800,00	0,00	-1 018 933,00	-1 018 933,00	35 982 867,00
74	Dotations et participations (4)	8 887 444,00	0,00	202 729,00	202 729,00	9 090 173,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	713 874,00	0,00	253 457,00	253 457,00	967 331,00
Total des recettes de gestion courante		61 280 783,00	0,00	-608 462,00	-608 462,00	60 672 321,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	100 000,00		0,00	0,00	100 000,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		61 380 783,00	0,00	-608 462,00	-608 462,00	60 772 321,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	195 000,00		0,00	0,00	195 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		195 000,00		0,00	0,00	195 000,00

TOTAL	61 575 783,00	0,00	-608 462,00	-608 462,00	60 967 321,00
--------------	----------------------	-------------	--------------------	--------------------	----------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	12 361 084,55
---	----------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	73 328 405,55
--	----------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	16 837 621,55	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	----------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) $DF\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RF\ 042$; $RI\ 040 = DF\ 042$; $DF\ 043 = RF\ 043$.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	-470 000,00	0,00	-470 000,00
13	Subventions d'investissement (3)	8 040,00	0,00	8 040,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-28 920,00	0,00	-28 920,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	1 478 461,75	0,00	1 478 461,75
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	1 271 045,64	0,00	1 271 045,64
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	6 253 182,79	275 000,00	6 528 182,79
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	10 086 474,16	85 000,00	10 171 474,16
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	54 000,00	0,00	54 000,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		18 652 284,34	360 000,00	19 012 284,34

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	19 012 284,34
--	---------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	334 680,00		334 680,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	2 047 000,00		2 047 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	126 755,00	0,00	126 755,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	17 000,00	0,00	17 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement		9 227 187,55	9 227 187,55
Dépenses de fonctionnement – Total		2 525 435,00	9 227 187,55	11 752 622,55

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	11 752 622,55
---	---------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (reçues) (3)	3 954 751,00	0,00	3 954 751,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	260 000,00	260 000,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	52 572,00	0,00	52 572,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3) (7)	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	100 000,00	100 000,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	54 000,00	0,00	54 000,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		9 227 187,55	9 227 187,55
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total	4 061 323,00	9 587 187,55	13 648 510,55

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	3 356 305,79
--	---------------------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	2 007 468,00
---------------------------------------	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	19 012 284,34
---	----------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	21 337,00		21 337,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		0,00	0,00
73 Impôts et taxes (sauf 731)	-67 052,00		-67 052,00
731 Fiscalité locale	-1 018 933,00		-1 018 933,00
74 Dotations et participations (8)	202 729,00		202 729,00
75 Autres produits de gestion courante (8)	253 457,00	0,00	0,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78 Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total	-608 462,00	0,00	-608 462,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	12 361 084,55
---	----------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	11 752 622,55
--	----------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE								A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		41 566 386,00	9 271 524,11	0,00	9 740 760,23	9 740 760,23	4 953 944,87	4 786 815,36	19 012 284,34
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 280 430,00	765 461,75	0,00	713 000,00	713 000,00	0,00	713 000,00	1 478 461,75
204	Subventions d'équipement versées (10)	746 200,00	685 298,64	0,00	585 747,00	585 747,00	0,00	585 747,00	1 271 045,64
21	Immobilisations corporelles	13 026 579,00	3 455 967,79	0,00	2 797 215,00	2 797 215,00	214 000,00	2 583 215,00	6 253 182,79
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	12 101 000,00	4 364 795,93	0,00	5 721 678,23	5 721 678,23	4 654 944,87	1 066 733,36	10 086 474,16
Total des opérations d'équipement (4)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		27 154 209,00	9 271 524,11	0,00	9 817 640,23	9 817 640,23	4 868 944,87	4 948 695,36	19 089 164,34
10	Dotations, fonds divers et réserves	500 000,00	0,00		-470 000,00	-470 000,00		-470 000,00	-470 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		8 040,00	8 040,00		8 040,00	8 040,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	7 061 177,00	0,00		-28 920,00	-28 920,00		-28 920,00	-28 920,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		7 561 177,00	0,00	0,00	-490 880,00	-490 880,00	0,00	-490 880,00	-490 880,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	350 000,00	0,00	0,00	54 000,00	54 000,00	0,00	54 000,00	54 000,00
Total des dépenses réelles		35 065 386,00	9 271 524,11	0,00	9 380 760,23	9 380 760,23	4 868 944,87	4 511 815,36	18 652 284,34
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	195 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	6 306 000,00			360 000,00	360 000,00		360 000,00	360 000,00
Total des dépenses d'ordre		6 501 000,00			360 000,00	360 000,00		360 000,00	360 000,00

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)								0,00
---	--	--	--	--	--	--	--	-------------

Total des dépenses d'investissement cumulées								19 012 284,34
---	--	--	--	--	--	--	--	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES					A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		41 566 386,00	3 907 751,00	9 740 759,55	9 740 759,55	13 648 510,55
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	7 397 125,00	3 907 751,00	47 000,00	47 000,00	3 954 751,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	6 623 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	52 572,00	52 572,00	52 572,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		14 020 725,00	3 907 751,00	99 572,00	99 572,00	4 007 323,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 494 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	8 848 827,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		11 394 227,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	2 040 000,00	0,00	54 000,00	54 000,00	54 000,00
Total des recettes réelles		27 454 952,00	3 907 751,00	153 572,00	153 572,00	4 061 323,00
021	Virement de la section de fonctionnement	2 905 434,00		9 227 187,55	9 227 187,55	9 227 187,55
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	4 900 000,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	6 306 000,00		360 000,00	360 000,00	360 000,00
Total des recettes d'ordre		14 111 434,00		9 587 187,55	9 587 187,55	9 587 187,55

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	3 356 305,79
---	---------------------

Affectation au compte 1068 (9)	2 007 468,00
---------------------------------------	---------------------

Total des recettes d'investissement cumulées	19 012 284,34
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE								A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		41 566 386,00	9 271 524,11	0,00	9 740 760,23	9 740 760,23	4 953 944,87	4 786 815,36	19 012 284,34
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 280 430,00	765 461,75	0,00	713 000,00	713 000,00	0,00	713 000,00	1 478 461,75
202	Frais réalisation documents urbanisme	39 000,00	49 994,40		0,00	0,00	0,00	0,00	49 994,40
2031	Frais d'études	1 183 430,00	715 467,35		713 000,00	713 000,00	0,00	713 000,00	1 428 467,35
2051	Concessions, droits similaires	58 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	746 200,00	685 298,64	0,00	585 747,00	585 747,00	0,00	585 747,00	1 271 045,64
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	666 200,00	684 798,64		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	699 798,64
2041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00		500 000,00	500 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	0,00	0,00		70 747,00	70 747,00	0,00	70 747,00	70 747,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	80 000,00	500,00		0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
21	Immobilisations corporelles	13 026 579,00	3 455 967,79	0,00	2 797 215,00	2 797 215,00	214 000,00	2 583 215,00	6 253 182,79
2111	Terrains nus	680 730,00	7 200,00		0,00	0,00	0,00	0,00	7 200,00
2112	Terrains de voirie	60 001,00	1 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
2115	Terrains bâtis	3 579 700,00	3 200,00		-207 780,00	-207 780,00	0,00	-207 780,00	-204 580,00
2116	Cimetières	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	155 000,00	36 500,02		39 000,00	39 000,00	0,00	39 000,00	75 500,02
2128	Autres agencements et aménagements	717 000,00	183 197,32		713 867,00	713 867,00	0,00	713 867,00	897 064,32
21311	Bâtiments administratifs	140 000,00	0,00		6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
21312	Bâtiments scolaires	120 000,00	118 777,72		0,00	0,00	0,00	0,00	118 777,72
21314	Bâtiments culturels et sportifs	150 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	44 500,00	27 836,45		0,00	0,00	0,00	0,00	27 836,45
21318	Autres bâtiments publics	174 700,00	136 896,47		0,00	0,00	0,00	0,00	136 896,47
21351	Bâtiments publics	1 445 000,00	237 791,20		781 500,00	781 500,00	0,00	781 500,00	1 019 291,20
21352	Bâtiments privés	96 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	50 000,00	374 286,80		0,00	0,00	0,00	0,00	374 286,80
2151	Réseaux de voirie	2 729 000,00	294 667,26		511 000,00	511 000,00	0,00	511 000,00	805 667,26
2152	Installations de voirie	206 500,00	168 445,14		193 000,00	193 000,00	0,00	193 000,00	361 445,14

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	852 000,00	401 190,85		0,00	0,00	0,00	0,00	401 190,85
21568	Autre matériel, outillage incendie	60 000,00	26 321,54		0,00	0,00	0,00	0,00	26 321,54
215731	Matériel roulant	260 000,00	418 029,71		0,00	0,00	0,00	0,00	418 029,71
215738	Autre matériel et outillage de voirie	54 000,00	13 711,50		87 000,00	87 000,00	0,00	87 000,00	100 711,50
2158	Autres inst., matériel, outill. techniques	133 800,00	246 507,77		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	276 507,77
21611	Biens sous-jacents	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	20 000,00	0,00		21 000,00	21 000,00	0,00	21 000,00	21 000,00
21828	Autres matériels de transport	390 000,00	381 912,88		84 230,00	84 230,00	0,00	84 230,00	466 142,88
21838	Autre matériel informatique	72 800,00	20 697,41		214 000,00	214 000,00	214 000,00	0,00	234 697,41
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	27 000,00	673,15		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 673,15
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	26 800,00	6 180,56		53 500,00	53 500,00	0,00	53 500,00	59 680,56
2185	Matériel de téléphonie	0,00	169 067,78		0,00	0,00	0,00	0,00	169 067,78
2188	Autres immobilisations corporelles	779 448,00	181 876,26		250 898,00	250 898,00	0,00	250 898,00	432 774,26
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	12 101 000,00	4 364 795,93	0,00	5 721 678,23	5 721 678,23	4 654 944,87	1 066 733,36	10 086 474,16
2312	Agencements et aménagements de terrains	237 500,00	253 268,03		0,00	0,00	0,00	0,00	253 268,03
2313	Constructions	8 580 000,00	2 744 242,31		5 719 178,23	5 719 178,23	4 654 944,87	1 064 233,36	8 463 420,54
2315	Install., matériel et outill. technique	1 853 000,00	1 344 316,92		0,00	0,00	0,00	0,00	1 344 316,92
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	23 000,00	17 797,80		0,00	0,00	0,00	0,00	17 797,80
2318	Autres immo. corporelles en cours	7 500,00	5 170,87		2 500,00	2 500,00	0,00	2 500,00	7 670,87
237	Avances commandes immo incorporelles	1 400 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		27 154 209,00	9 271 524,11	0,00	9 817 640,23	9 817 640,23	4 868 944,87	4 948 695,36	19 089 164,34
10	Dotations, fonds divers et réserves	500 000,00	0,00		-470 000,00	-470 000,00		-470 000,00	-470 000,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
10226	Taxe d'aménagement	500 000,00	0,00		-470 000,00	-470 000,00		-470 000,00	-470 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		8 040,00	8 040,00		8 040,00	8 040,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00		8 040,00	8 040,00		8 040,00	8 040,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	7 061 177,00	0,00		-28 920,00	-28 920,00		-28 920,00	-28 920,00
1641	Emprunts en euros	6 820 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 180,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	235 997,00	0,00		-28 920,00	-28 920,00		-28 920,00	-28 920,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		7 561 177,00	0,00	0,00	-490 880,00	-490 880,00	0,00	-490 880,00	-490 880,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	350 000,00	0,00	0,00	54 000,00	54 000,00	0,00	54 000,00	54 000,00
4581001	Côte des Roses - Convention CA VILLE	350 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581002	RD - Etude circulation Ville, CAPFT	0,00	0,00		18 000,00	18 000,00	0,00	18 000,00	18 000,00
4581003	RD - Etude circulation Ville, SMITU	0,00	0,00		36 000,00	36 000,00	0,00	36 000,00	36 000,00
Total des dépenses réelles		35 065 386,00	9 271 524,11	0,00	9 380 760,23	9 380 760,23	4 868 944,87	4 511 815,36	18 652 284,34
040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	195 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	15 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
13911	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement transf.	15 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (8)	180 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	180 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	6 306 000,00			360 000,00	360 000,00		360 000,00	360 000,00
2031	Frais d'études	1 010 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2111	Terrains nus	1 000 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	106 000,00			260 000,00	260 000,00		260 000,00	260 000,00
2116	Cimetières	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2158	Autres inst., matériel, outill. techniques	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	0,00			15 000,00	15 000,00		15 000,00	15 000,00
21828	Autres matériels de transport	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2313	Constructions	2 000 000,00			85 000,00	85 000,00		85 000,00	85 000,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
2315	Install., matériel et outill. technique	500 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
4581001	Côte des Roses - Convention CA VILLE	1 690 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		6 501 000,00			360 000,00	360 000,00		360 000,00	360 000,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
304	Passerelle - Modes doux		10 029 908,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
804	Aménagement de modes doux		511 932,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			10 541 841,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 304
LIBELLE : Passerelle - Modes doux
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		10 029 908,96	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	114 429,94	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	114 429,94	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	9 915 479,02	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	9 688 109,03	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	227 369,99	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		4 848 267,47	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	4 848 267,47	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 436 294,31	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	500 000,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
1347	Fonds régional développ. emploi outre-mer	285 757,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 804
LIBELLE : Aménagement de modes doux
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		511 932,46	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	5 000,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	5 000,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	423 999,36	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	375 293,90	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	48 705,46	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	82 933,10	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	82 933,10	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE					A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		41 566 386,00	3 907 751,00	9 740 759,55	9 740 759,55	13 648 510,55
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	7 397 125,00	3 907 751,00	47 000,00	47 000,00	3 954 751,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	2 198 418,00	0,00	0,00	2 198 418,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	20 000,00	23 447,00	0,00	0,00	23 447,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	3 421 907,00	559 187,00	0,00	0,00	559 187,00
1322	Subv. non transf. Régions	1 420 218,00	100 000,00	47 000,00	47 000,00	147 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	141 229,00	0,00	0,00	141 229,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13278	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	2 185 000,00	885 470,00	0,00	0,00	885 470,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1347	Fonds régional dévelopt emploi outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	6 623 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	6 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	223 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	52 572,00	52 572,00	52 572,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	52 572,00	52 572,00	52 572,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances commandes immo incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		14 020 725,00	3 907 751,00	99 572,00	99 572,00	4 007 323,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 494 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 894 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10251	Dons et legs en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1388	Autres fonds non transférables	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	8 848 827,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
Total des recettes financières		11 394 227,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	2 040 000,00	0,00	54 000,00	54 000,00	54 000,00
Total des recettes réelles		27 454 952,00	3 907 751,00	153 572,00	153 572,00	4 061 323,00
021	Virement de la section de fonctionnement	2 905 434,00		9 227 187,55	9 227 187,55	9 227 187,55
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	4 900 000,00		0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00		0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00		0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00		0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation de document	0,00		0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00		0,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	0,00		0,00	0,00	0,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	4 900 000,00		0,00	0,00	0,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00		0,00	0,00	0,00
280415322	CCAS : Bâtiments, installations	0,00		0,00	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	0,00		0,00	0,00	0,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00		0,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00		0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00		0,00	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	0,00		0,00	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	0,00		0,00	0,00	0,00
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	0,00		0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	0,00		0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	0,00		0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00		0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00		0,00	0,00	0,00
281321	Immeubles de rapport	0,00		0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	0,00		0,00	0,00	0,00
28138	Autres constructions	0,00		0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00		0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00		0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	0,00		0,00	0,00	0,00
2815731	Matériel roulant	0,00		0,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00		0,00	0,00	0,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00		0,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	0,00		0,00	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	0,00		0,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00		0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (10)	6 306 000,00		360 000,00	360 000,00	360 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	100 000,00		0,00	0,00	0,00
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	1 006 000,00		260 000,00	260 000,00	260 000,00
2031	Frais d'études	2 000 000,00		0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00		0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00		0,00	0,00	0,00
237	Avances commandes immo incorporelles	3 200 000,00		0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
238	Avances commandes immo corporelles	0,00		100 000,00	100 000,00	100 000,00
Total des recettes d'ordre		14 111 434,00		9 587 187,55	9 587 187,55	9 587 187,55

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE								B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		61 575 783,00	0,00	0,00	11 752 622,55	11 752 622,55	0,00	11 752 622,55	11 752 622,55
011	Charges à caractère général (4)	14 496 008,00	0,00	0,00	334 680,00	334 680,00	0,00	334 680,00	334 680,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	30 235 914,00	0,00		2 047 000,00	2 047 000,00		2 047 000,00	2 047 000,00
014	Atténuations de produits	422 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	6 298 968,00	0,00	0,00	126 755,00	126 755,00	0,00	126 755,00	126 755,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		51 453 690,00	0,00	0,00	2 508 435,00	2 508 435,00	0,00	2 508 435,00	2 508 435,00
66	Charges financières	2 216 559,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	80 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	20 000,00			17 000,00	17 000,00		17 000,00	17 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		2 316 659,00	0,00	0,00	17 000,00	17 000,00		17 000,00	17 000,00
Total des dépenses réelles		53 770 349,00	0,00	0,00	2 525 435,00	2 525 435,00	0,00	2 525 435,00	2 525 435,00
023	Virement à la section d'investissement	2 905 434,00			9 227 187,55	9 227 187,55		9 227 187,55	9 227 187,55
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	4 900 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		7 805 434,00			9 227 187,55	9 227 187,55		9 227 187,55	9 227 187,55

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)								0,00
--	--	--	--	--	--	--	--	-------------

Total des dépenses de fonctionnement cumulées								11 752 622,55
--	--	--	--	--	--	--	--	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		61 575 783,00	0,00	-608 462,00	-608 462,00	-608 462,00
013	Atténuations de charges (3)	363 274,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	6 738 436,00	0,00	21 337,00	21 337,00	21 337,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 575 955,00	0,00	-67 052,00	-67 052,00	-67 052,00
731	Fiscalité locale	37 001 800,00	0,00	-1 018 933,00	-1 018 933,00	-1 018 933,00
74	Dotations et participations (3)	8 887 444,00	0,00	202 729,00	202 729,00	202 729,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	713 874,00	0,00	253 457,00	253 457,00	253 457,00
Total des recettes de gestion des services		61 280 783,00	0,00	-608 462,00	-608 462,00	-608 462,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	100 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		61 380 783,00	0,00	-608 462,00	-608 462,00	-608 462,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	195 000,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		195 000,00		0,00	0,00	0,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	12 361 084,55
--	----------------------

Total des recettes de fonctionnement cumulées	11 752 622,55
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE								B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		61 575 783,00	0,00	0,00	11 752 622,55	11 752 622,55	0,00	11 752 622,55	11 752 622,55
011	Charges à caractère général (5)	14 496 008,00	0,00	0,00	334 680,00	334 680,00	0,00	334 680,00	334 680,00
60222	Produits d'entretien	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
602231	Fournitures des ateliers de la coll.	80 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60224	Fournitures administratives	70 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60226	Habillement et vêtements de travail	55 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60228	Autres fournitures consommables	65 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	320 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6042	Achats de prestations de services	873 850,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	290 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	4 000 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	58 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	288 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	31 957,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	450,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	454 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	326 710,00	0,00		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	69 455,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6064	Fournitures administratives	28 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	44 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	153 562,00	0,00		21 000,00	21 000,00	0,00	21 000,00	21 000,00
6068	Autres matières et fournitures	16 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	87 000,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
61228	Autres	45 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	162 150,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	80 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	332 650,00	0,00		25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	70 860,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	185 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	489 950,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
615231	Entretien, réparations voiries	557 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	4 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	7 590,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	130 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	256 150,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	449 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	186 100,00	0,00		73 000,00	73 000,00	0,00	73 000,00	73 000,00
6168	Autres primes d'assurance	136 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	41 000,00	0,00		19 680,00	19 680,00	0,00	19 680,00	19 680,00
6182	Documentation générale et technique	54 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	100 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	85 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	3 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	139 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	34 160,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	102 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	678 880,00	0,00		65 000,00	65 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00
6234	Réceptions	21 467,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	158 380,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
6237	Publications	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	26 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	26 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	237 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6248	Divers	26 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	33 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	95 240,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	30 415,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	31 910,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	35 322,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	938 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	881 520,00	0,00		68 000,00	68 000,00	0,00	68 000,00	68 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	6 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	24 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
63512	Taxes foncières	136 310,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6353	Impôts indirects	24 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	1 450,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	48 370,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	30 235 914,00	0,00		2 047 000,00	2 047 000,00		2 047 000,00	2 047 000,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	0,00	0,00		47 000,00	47 000,00		47 000,00	47 000,00
6218	Autre personnel extérieur	39 900,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	338 600,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	96 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	199 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	13 994 000,00	0,00		2 000 000,00	2 000 000,00		2 000 000,00	2 000 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	269 076,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	269 076,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	4 371 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	3 052 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64168	Autres emplois aidés	70 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	100 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 540 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 949 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	226 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	116 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	8 862,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	34 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	170 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	108 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	82 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	193 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	422 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	100 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
73918	Autres revers. et restit. / fisc. locale	1 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
739215	Reversements conventionnels de fiscalité	4 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	312 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7498	Autres revers./dotations, participations	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	6 298 968,00	0,00	0,00	126 755,00	126 755,00	0,00	126 755,00	126 755,00
65131	Bourses	31 500,00	0,00		45 000,00	45 000,00	0,00	45 000,00	45 000,00
65311	Indemnités de fonction	320 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	37 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	44 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65322	Frais de mission et de déplacement	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	268 077,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. Fonct. BA/régies	3 000 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	35 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	63 935,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	1 980 575,00	0,00		71 755,00	71 755,00	0,00	71 755,00	71 755,00
65811	Droits d'utilisat° - informatique nuage	12 129,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	30 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	364 652,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		51 453 690,00	0,00	0,00	2 508 435,00	2 508 435,00	0,00	2 508 435,00	2 508 435,00
66	Charges financières	2 216 559,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	2 175 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	15 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6618	Intérêts des autres dettes	6 559,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
665	Escomptes accordés	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
			I			II			
6688	Autres	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	80 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	80 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	20 000,00			17 000,00	17 000,00		17 000,00	17 000,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	20 000,00			17 000,00	17 000,00		17 000,00	17 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		2 316 659,00	0,00	0,00	17 000,00	17 000,00		17 000,00	17 000,00
Total des dépenses réelles		53 770 349,00	0,00	0,00	2 525 435,00	2 525 435,00	0,00	2 525 435,00	2 525 435,00
023	Virement à la section d'investissement	2 905 434,00			9 227 187,55	9 227 187,55		9 227 187,55	9 227 187,55
042	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	4 900 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	4 900 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		7 805 434,00			9 227 187,55	9 227 187,55		9 227 187,55	9 227 187,55

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	565 830,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-550 830,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	15 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE						B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		61 575 783,00	0,00	-608 462,00	-608 462,00	-608 462,00
013	Atténuations de charges (4)	363 274,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	43 274,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	6 738 436,00	0,00	21 337,00	21 337,00	21 337,00
7022	Coupes de bois	20 602,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7023	Menus produits forestiers	3 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	52 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	311 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	71 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	70 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	1 740 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	74 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	497 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	950 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7082	Commissions	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	22 455,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	2 205 951,00	0,00	21 337,00	21 337,00	21 337,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	65 648,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70871	Remb.frais par collectivité rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70872	Remb.frais par budgets annexes et régies	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	39 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	48 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	251 690,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	3 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 575 955,00	0,00	-67 052,00	-67 052,00	-67 052,00
73211	Attribution de compensation	6 748 000,00	0,00	-67 052,00	-67 052,00	-67 052,00
73221	FNGIR	827 955,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	37 001 800,00	0,00	-1 018 933,00	-1 018 933,00	-1 018 933,00
73111	Impôts directs locaux	34 150 000,00	0,00	-1 018 933,00	-1 018 933,00	-1 018 933,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
731721	Taxe de séjour	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	8 887 444,00	0,00	202 729,00	202 729,00	202 729,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	5 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741123	DSU des communes	1 050 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741127	DNP des communes	624 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
743	DSI	5 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	86 400,00	0,00	53 399,00	53 399,00	53 399,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
7473	Participation départements	117 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participation GFP de rattachement	2 403,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	360 041,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748312	D.C.R.T.P.	370 000,00	0,00	-15 058,00	-15 058,00	-15 058,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	800 000,00	0,00	149 388,00	149 388,00	149 388,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	108 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	713 874,00	0,00	253 457,00	253 457,00	253 457,00
752	Revenus des immeubles	312 641,00	0,00	0,00	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75738	Autres	10 003,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	48 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75821	Excédent budgets annexes administratifs	0,00	0,00	253 457,00	253 457,00	253 457,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	342 930,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		61 280 783,00	0,00	-608 462,00	-608 462,00	-608 462,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	100 000,00		0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	100 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		61 380 783,00	0,00	-608 462,00	-608 462,00	-608 462,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	195 000,00		0,00	0,00	0,00
721	Immobilisations incorporelles	0,00		0,00	0,00	0,00
722	Immobilisations corporelles	180 000,00		0,00	0,00	0,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00		0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
777	Rec... subv inv transférées cpte résult	15 000,00		0,00	0,00	0,00
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		195 000,00		0,00	0,00	0,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES								IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE								A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		7 971 650,36	3 900 410,00	0,00	65 748,00	954 919,00	9 996 744,87	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 846 467,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	150 000,00	430 430,00	0,00	0,00	0,00	850 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	681 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	200 000,00	1 982 230,00	0,00	65 748,00	454 919,00	1 660 800,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	745 183,36	806 050,00	0,00	0,00	500 000,00	7 485 944,87	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		11 125 068,00	315 500,00	0,00	0,00	200 000,00	1 266 744,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 501 468,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	300 000,00	0,00	0,00	200 000,00	1 266 744,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 623 600,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES							IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)							A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		14 275 607,00	15 040,00	1 095 500,00	6 170 527,00		44 446 146,23
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		30 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	8 040,00	0,00	0,00		8 040,00
16	Emprunts et dettes assimilées	185 110,00	0,00	0,00	180,00		7 032 257,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	538 000,00	0,00	0,00	25 000,00		1 993 430,00
204	Subventions d'équipement versées	580 000,00	0,00	0,00	70 747,00		1 331 947,00
21	Immobilisations corporelles	6 604 497,00	7 000,00	658 000,00	4 190 600,00		15 823 794,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	6 018 000,00	0,00	437 500,00	1 830 000,00		17 822 678,23
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	350 000,00	0,00	0,00	54 000,00		404 000,00
RECETTES		13 133 808,00	0,00	175 900,00	3 398 972,00		29 615 992,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	8 833 827,00	0,00	0,00	0,00		8 848 827,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		4 501 468,00
13	Subventions d'investissement	4 299 481,00	0,00	175 900,00	1 252 000,00		7 494 125,00
16	Emprunts et dettes assimilées	500,00	0,00	0,00	400,00		6 625 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	52 572,00		52 572,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	2 094 000,00		2 094 000,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		7 971 650,36
102	Dotations et fonds d'investissement	30 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	6 820 000,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	26 467,00
203	Frais d'études, recherche, développement	150 000,00
213	Constructions	200 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	745 183,36
RECETTES		11 125 068,00
102	Dotations et fonds d'investissement	2 494 000,00
106	Réserves	2 007 468,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	6 400 000,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	223 600,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02							
		Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		3 384 610,00	0,00	25 000,00	166 000,00	53 800,00	270 500,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	374 430,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	681 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	56 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	217 000,00	0,00	0,00
213	Constructions	479 500,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	44 500,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	40 300,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	1 003 130,00	0,00	25 000,00	10 000,00	3 300,00	9 000,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	806 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		315 000,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)		Libellé	03 Conseils						
			031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
						0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
218	Autres immobilisations corporelles	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 900 410,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	374 430,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	681 200,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	217 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	574 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 300,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 050 930,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	806 050,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	315 500,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058		TOTAL DU CHAPITRE
				Autres		
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	15 748,00	50 000,00	0,00	0,00	65 748,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	12 000,00	50 000,00	0,00	0,00	62 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	3 748,00	0,00	0,00	0,00	3 748,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	677 622,00	253 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	32 748,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	130 000,00	220 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	14 874,00	33 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	23 297,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	954 919,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	2 297,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 045,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	21 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	69 874,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	106 000,00	221 000,00	75 500,00	15 500,00	20 600,00	800 000,00	60 700,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagement de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	150 000,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	55 700,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	21 000,00	0,00	1 000,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	26 000,00	0,00	50 500,00	8 500,00	2 000,00	0,00	5 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	17 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	2 744,00	227 500,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	2 744,00	227 500,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32					
		Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		5 933 944,87	1 020 000,00	0,00	0,00	54 000,00	20 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	420 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
213	Constructions	150 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	157 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	409 000,00	0,00	0,00	0,00	44 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	5 374 944,87	428 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		20 000,00	145 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	145 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33			34		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			Vie sociale et citoyenne			
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	1 669 500,00	0,00	0,00	0,00	9 996 744,87
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	850 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	430 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	9 500,00	0,00	0,00	0,00	405 200,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237 000,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 600,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	545 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	1 660 000,00	0,00	0,00	0,00	7 485 944,87
RECETTES		0,00	0,00	870 000,00	0,00	0,00	0,00	1 266 744,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	870 000,00	0,00	0,00	0,00	1 246 744,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211	4212	4213	4214	4221	4222	4228
			Actions en faveur de la maternité	Aides à la famille	Aides sociales à l'enfance	Adolescence	Crèches et garderies	Multi accueil	Autres actions pour la petite enfance
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42						TOTAL DU CHAPITRE
		Action sociale						
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées						
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50	51						
		Services communs	Aménagement et services urbains						
		50 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	141 000,00	642 846,00	660 000,00	0,00	0,00	850 000,00	11 898 761,00
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	-500 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 610,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	39 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	92 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	405 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	580 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 112 651,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	547 822,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 010 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	22 000,00	660 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	8 024,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 608 000,00
237	Avances commandes immo incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	115 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	12 968 308,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 833 827,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	115 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	4 134 481,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	83 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	78 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances commandes immo incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				Autres actions			
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 275 607,00
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 610,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	497 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	580 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 112 651,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	647 822,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 153 500,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	682 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 524,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 618 000,00
237	Avances commandes immo incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 133 808,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 833 827,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 299 481,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		8 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	8 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 040,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 040,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72					
				Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721			722	
					Collecte et traitement des déchets			Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	344 500,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	289 500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73					74 Politique de l'air
		Actions en matière de gestion des eaux					
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		463 500,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	240 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	23 500,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	37 500,00	0,00	0,00	1 095 500,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	343 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	37 500,00	0,00	0,00	437 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 900,00	0,00	0,00	175 900,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 900,00	0,00	0,00	125 900,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	54 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	54 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	106 572,00	2 040 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	52 572,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	54 000,00	2 040 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83						
		Transports de marchandises						
		830	831	832	833	834	835	838
		Services communs	Fret routier	Fret ferroviaire	Fret fluvial	Fret maritime	Fret aérien	Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	5 366 837,00	0,00	425 000,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	90,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	5 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	70 747,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 225 000,00	0,00	420 000,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	221 000,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	1 830 000,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 250 200,00	0,00	2 000,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250 000,00	0,00	2 000,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		309 690,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 170 527,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	90,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 747,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
213	Constructions	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 645 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	9 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230 600,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 830 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00
RECETTES		200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 398 972,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 252 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 572,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 094 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES								IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE								A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		2 949 561,00	43 413 547,00	0,00	94 479,00	1 178 004,00	4 028 671,00	2 272 750,00	0,00
011	Charges à caractère général	10 000,00	10 558 268,00	0,00	81 350,00	822 192,00	1 226 136,00	37 750,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	32 209 614,00	0,00	0,00	0,00	73 300,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	416 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	200 002,00	640 665,00	0,00	12 129,00	354 812,00	2 727 235,00	2 235 000,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	2 216 559,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	70 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00	2 000,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		52 231 757,00	1 262 280,00	0,00	64 948,00	1 207 502,00	1 365 251,00	1 976 842,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	363 274,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	703 446,00	0,00	59 648,00	991 500,00	680 949,00	1 936 342,00	0,00
73	Impôts et taxes	7 508 903,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	35 981 067,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	8 338 330,00	127 900,00	0,00	0,00	216 001,00	401 862,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	303 457,00	67 660,00	0,00	5 300,00	1,00	282 440,00	40 500,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES								IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)								A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	744 990,00	300 030,00	237 802,00	1 075 950,00		56 295 784,00
011	Charges à caractère général	0,00	726 990,00	133 630,00	159 922,00	1 074 450,00		14 830 688,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		32 282 914,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00		422 800,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	15 000,00	163 000,00	77 880,00	0,00		6 425 723,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 216 559,00
67	Charges spécifiques	0,00	3 000,00	1 600,00	0,00	1 500,00		80 100,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		37 000,00
RECETTES		0,00	165 093,00	382 846,00	222 402,00	1 893 400,00		60 772 321,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		363 274,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	17 920,00	321 666,00	179 402,00	1 868 900,00		6 759 773,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 508 903,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00		35 982 867,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	6 080,00	0,00	0,00		9 090 173,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	147 173,00	53 300,00	43 000,00	24 500,00		967 331,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		100 000,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		2 949 561,00
617	Etudes et recherches	10 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	100 000,00
657	Charges interven° cpt prop. - Subvent°	20 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	80 002,00
661	Charges d'intérêts	2 206 559,00
668	Autres charges financières	10 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	70 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	37 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	416 000,00
RECETTES		52 231 757,00
731	Fiscalité locale	35 981 067,00
732	Fiscalité reversée	7 508 903,00
741	D.G.F.	6 974 000,00
744	FCTVA	60 000,00
748	Autres attributions et participations	1 304 330,00
758	Produits divers de gestion courante	303 457,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		42 785 604,00	0,00	206 490,00	344 608,00	49 795,00	0,00	9 550,00	0,00
602	Achats stockés - Autres approvisionnementmts	320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
603	Variation des stocks	320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	6 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	5 257 250,00	0,00	1 900,00	0,00	1 770,00	0,00	300,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	133 800,00	0,00	0,00	0,00	24 250,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	3 400,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	984 500,00	0,00	2 500,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	395 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	145 650,00	0,00	52 900,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	85 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	152 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	109 370,00	0,00	147 690,00	322 958,00	12 500,00	0,00	6 650,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	6 400,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	94 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	23 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	1 879 520,00	0,00	500,00	100,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	633 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	2 900,00	0,00	0,00	0,00	2 460,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	24 098 152,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	6 839 862,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	193 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	408 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	2 900,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	189 000,00	0,00	0,00	21 250,00	415,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	10 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		522 734,00	0,00	0,00	5 000,00	24 100,00	598 546,00	111 900,00	0,00
603	Variation des stocks	320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
641	Rémunérations du personnel	43 274,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 000,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	22 500,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	81 800,00	0,00	0,00	0,00	400,00	546 546,00	0,00	0,00
747	Participations	11 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	3 900,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	50 460,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture.éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 413 547,00
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320 000,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 262 720,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 050,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 900,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	988 000,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	395 100,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 150,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	599 168,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 700,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 882 120,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	633 600,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 360,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 098 152,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 839 862,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	193 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	412 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 900,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 665,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 100,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 262 280,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	04					TOTAL DU CHAPITRE
		Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					
		041	042	043	044	048	
		Action relevant de la subvention globale	Actions interrégionales	Actions européennes	Aide publique au développement	Autres actions	
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 274,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 200,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 500,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	628 746,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 900,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 660,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058		TOTAL DU CHAPITRE
				Autres		
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		5 100,00	81 879,00	0,00	7 500,00	0,00	94 479,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	500,00	22 750,00	0,00	0,00	0,00	23 250,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
615	Entretien et réparations	100,00	13 900,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	4 500,00	25 100,00	0,00	0,00	0,00	29 600,00
628	Divers	0,00	200,00	0,00	3 500,00	0,00	3 700,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	12 129,00	0,00	0,00	0,00	12 129,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES		0,00	64 948,00	0,00	0,00	0,00	64 948,00
706	Prestations de services	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
708	Autres produits	0,00	55 648,00	0,00	0,00	0,00	55 648,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	5 300,00	0,00	0,00	0,00	5 300,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20	21			22			23	24
		Services communs	Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré				
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	259 210,00	310 654,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	33 604,00	121 858,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	240,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	107 931,00	152 446,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	29 435,00	34 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	56 000,00	39 619,00	0,00	0,00	41 501,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 500,00	0,00	0,00	0,00
743	DSI	0,00	0,00	5 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	56 000,00	34 019,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
743	DSI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	574 000,00	5 200,00	7 440,00	0,00	20 500,00	0,00	1 178 004,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	517 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	517 850,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	40 600,00	0,00	2 640,00	0,00	0,00	0,00	198 702,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 240,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	4 800,00	0,00	0,00	0,00	265 177,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	5 200,00	0,00	0,00	20 500,00	0,00	89 635,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES		0,00	0,00	1 070 382,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 207 502,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	950 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 500,00
743	DSI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 600,00
747	Participations	0,00	0,00	120 382,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 401,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		805 535,00	680 506,00	2 150,00	156 800,00	33 240,00	6 200,00	990 260,00	153 000,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	101 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	227 000,00	500,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	12 812,00	0,00	51 800,00	9 800,00	4 000,00	4 500,00	2 000,00	0,00
613	Locations	28 000,00	37 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	97 000,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	8 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 250,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	8 650,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	1 000,00	3 500,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	25 000,00	900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	1 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	164 859,00	0,00	67 350,00	11 040,00	0,00	8 110,00	12 150,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	3 500,00	0,00	3 000,00	5 000,00	0,00	2 300,00	4 800,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	465,00	0,00	150,00	600,00	0,00	2 250,00	500,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	100,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	800,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	14 370,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	4 000,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	12 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	11 900,00	0,00	2 100,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	769 135,00	309 500,00	2 000,00	0,00	1 200,00	2 200,00	400 000,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	1 000,00	0,00	0,00	500,00	0,00	255 000,00	2 000,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	500,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00
RECETTES		0,00	356 499,00	10,00	20 250,00	10 230,00	2 553,00	416 550,00	162 800,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	16 614,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 550,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	210 000,00	0,00	20 000,00	3 200,00	50,00	120 000,00	122 000,00	0,00
708	Autres produits	0,00	54 485,00	0,00	50,00	3 000,00	100,00	15 000,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	75 000,00	0,00	0,00	4 000,00	2 403,00	0,00	40 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	400,00	0,00	200,00	30,00	0,00	250 000,00	800,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		14 500,00	106 000,00	0,00	0,00	10 120,00	52 060,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	14 000,00	51 500,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00	0,00
615	Entretien et réparations	500,00	54 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 860,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		111 500,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	4 500,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00
747	Participations	36 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	1 018 300,00	0,00	0,00	0,00	4 028 671,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	16 500,00	0,00	0,00	0,00	349 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	156 412,00
613	Locations	0,00	0,00	50 500,00	0,00	0,00	0,00	237 750,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00	0,00	16 270,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 650,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 900,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 900,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	269 769,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 600,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 965,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 950,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 370,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 400,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	76 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	868 200,00	0,00	0,00	0,00	2 392 235,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	258 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
RECETTES		0,00	0,00	284 459,00	0,00	0,00	0,00	1 365 251,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 164,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475 250,00
708	Autres produits	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	117 535,00
747	Participations	0,00	0,00	244 459,00	0,00	0,00	0,00	401 862,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 010,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 430,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	14 600,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	14 600,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		2 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	2 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 874 742,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	1 874 742,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42						TOTAL DU CHAPITRE
		Action sociale						
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées						
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	58 150,00	0,00	0,00	2 272 750,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	15 300,00	0,00	0,00	15 300,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	850,00	0,00	0,00	15 450,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	2 235 000,00
RECETTES		0,00	0,00	15 000,00	83 400,00	0,00	0,00	1 976 842,00
708	Autres produits	0,00	0,00	15 000,00	42 900,00	0,00	0,00	1 936 342,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	40 500,00	0,00	0,00	40 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50	51						
		Services communs	Aménagement et services urbains						
		50 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	13 000,00	364 100,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	224 170,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	79 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 400,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	273 000,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	4 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157 900,00
625	Déplacements et missions	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 270,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		10 003,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 320,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70,00
757	Subventions	10 003,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	63 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	6 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	21 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	32 970,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	153 770,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	16 670,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	137 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				Autres actions			
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	744 990,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 400,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 100,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 150,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	353 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 240,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 093,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 920,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 170,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 003,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63			
					Actions sectorielles			
					631		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					Agriculture, pêche et agro-alimentaire			
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		0,00	5 840,00	0,00	0,00	300,00	221 510,00	56 130,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00	25 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 600,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 680,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	2 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	3 800,00	0,00	0,00	0,00	630,00	28 380,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 000,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
RECETTES		6 080,00	43 050,00	0,00	0,00	100,00	103 390,00	71 800,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	63 900,00	70 000,00
708	Autres produits	0,00	28 750,00	0,00	0,00	0,00	490,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
747	Participations	6 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	14 300,00	0,00	0,00	0,00	39 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		16 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 030,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 550,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 600,00
615	Entretien et réparations	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 680,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 640,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 810,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
RECETTES		158 426,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 846,00
703	Redevances utilisation du domaine	158 426,00	0,00	0,00	0,00	0,00	292 426,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 240,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 080,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 300,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72					
				Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721			722	
					Collecte et traitement des déchets			Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
DEPENSES		36 730,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	21 730,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		50 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 310,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 100,00
624	Transports biens, transports collectifs	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		14 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	14 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	74 862,00	0,00	0,00	237 802,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	7 590,00	0,00	0,00	10 290,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	23 900,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 322,00	0,00	0,00	26 032,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 730,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 150,00	0,00	0,00	56 150,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	110 800,00	96 102,00	0,00	0,00	222 402,00
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 302,00	0,00	0,00	24 302,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	67 800,00	71 800,00	0,00	0,00	139 600,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 500,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	43 000,00	0,00	0,00	0,00	43 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	109 400,00	98 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	109 400,00	98 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830	831	832	833	834	835	838
		Services communs	Fret routier	Fret ferroviaire	Fret fluvial	Fret maritime	Fret aérien	Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	323 700,00	0,00	250 500,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	21 700,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 800,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	490,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	280 350,00	0,00	122 700,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	4 160,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 100,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	678 300,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	678 300,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		294 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 075 950,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 700,00
612	Redevances de crédit-bail	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 800,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	490,00
615	Entretien et réparations	144 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	547 250,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 160,00
623	Pub., publications, relations publiques	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 450,00
624	Transports biens, transports collectifs	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	219 400,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00
628	Divers	82 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
RECETTES		1 215 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 893 400,00
703	Redevances utilisation du domaine	1 190 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 868 900,00
758	Produits divers de gestion courante	24 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					113 912 736,99									
1641 Emprunts en euros (total)					113 912 736,99									
10170	CAISSE D'EPARGNE	17/09/2010	25/08/2010	25/12/2010	267 736,99	V	(Euribor 3M-Floor -0.1 sur Euribor 3M) + 0.1	0,991	1,009	EUR	T	C	O	A-1
10174	CAISSE D'EPARGNE	25/05/2012	03/05/2012	25/11/2012	455 000,00	F	Taux fixe à 4.7 %	4,700	4,784	EUR	T	P	O	A-1
10175	CAISSE D'EPARGNE	25/05/2012	03/05/2012	25/11/2012	1 125 000,00	F	Taux fixe à 4.7 %	4,700	4,784	EUR	T	P	O	A-1
10176	CAISSE D'EPARGNE	03/12/2013	14/02/2014	01/07/2014	7 250 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	2,200	2,251	EUR	T	P	O	A-1
11078	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30/06/2009	30/06/2009	01/01/2010	3 100 000,00	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	4,420	EUR	A	P	O	A-1
11080	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/06/2012	13/06/2012	01/07/2013	2 000 000,00	F	Taux fixe à 5.11 %	5,110	5,110	EUR	A	P	O	A-1
12128	DEXIA CL	30/12/2009	30/12/2009	01/04/2011	3 150 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.83	1,150	1,179	EUR	S	P	O	A-1
12130	SFIL CAFFIL	23/11/2010	10/12/2010	01/04/2011	750 000,00	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	1,863	EUR	T	P	O	A-1
13008	CREDIT FONCIER DE FRANCE	28/05/2012	28/05/2012	28/08/2012	1 500 000,00	F	Taux fixe à 5.31 %	5,310	5,497	EUR	T	P	O	A-1
15035	CREDIT MUTUEL	03/08/2011	30/06/2012	30/09/2011	5 100 000,00	F	Taux fixe à 4.5 %	4,500	4,576	EUR	T	P	O	A-1
17100	SFIL CAFFIL	20/06/2013	24/06/2013	01/10/2013	5 500 000,00	V	Euribor 3M + 1.8	2,014	2,059	EUR	T	C	O	A-1
17102	SFIL CAFFIL	17/10/2014	30/10/2014	01/02/2016	5 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 1.4	1,393	1,475	EUR	A	P	O	A-1
17105	SFIL CAFFIL	12/12/2017	12/12/2017	01/01/2019	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.28 %	0,280	0,284	EUR	A	C	O	A-1
17107	SFIL CAFFIL	20/12/2018	28/12/2018	01/04/2019	4 500 000,00	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	1,500	EUR	T	C	O	A-1
17109	SFIL CAFFIL	29/11/2019	30/12/2019	01/04/2020	6 700 000,00	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	0,712	EUR	T	C	O	A-1
17120	SFIL CAFFIL	10/12/2020	28/12/2020	01/04/2021	7 000 000,00	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,491	EUR	T	C	O	A-1
17121	BANQUE POSTALE	25/11/2021	24/12/2021	01/04/2022	7 000 000,00	F	Taux fixe à 0.65 %	0,650	0,652	EUR	T	C	O	A-1

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
18018-Tirage 1	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	10/11/2010	17/11/2010	29/04/2011	500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.55)-Floor -0.55 sur Euribor 3M	1,598	1,631	EUR	S	C	O	A-1
18018-Tirage 2	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	17/12/2010	31/12/2010	29/04/2011	3 500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.55)-Floor -0.55 sur Euribor 3M	1,563	1,595	EUR	S	C	O	A-1
18022consolidation	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	30/06/2011	30/06/2011	30/09/2011	7 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.52)-Floor -0.52 sur Euribor 3M	2,051	2,097	EUR	A	C	O	A-1
18023-Tirage 1	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	23/09/2011	23/09/2011	30/04/2012	3 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.6	2,137	2,186	EUR	S	C	O	A-1
18023-Tirage 2	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	23/09/2011	16/12/2011	30/04/2012	1 000 000,00	V	Euribor 03 M + 0.6	1,854	1,894	EUR	S	C	O	A-1
18023-Tirage 3	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	23/09/2011	23/11/2011	30/04/2012	1 700 000,00	V	Euribor 03 M + 0.6	1,911	1,953	EUR	S	C	O	A-1
18024	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	03/08/2001	30/06/2012	28/09/2012	4 100 000,00	V	Euribor 3M + 0.97	1,623	1,657	EUR	A	C	O	A-1
19000	CREDIT AGRICOLE	29/12/2009	27/05/2010	27/08/2010	3 150 000,00	V	Euribor 3M-Floor -0.4 sur Euribor 3M + 0.4	1,097	1,102	EUR	A	C	O	A-1
19010	CREDIT AGRICOLE	25/07/2012	25/07/2012	25/10/2012	565 000,00	F	Taux fixe à 4.43 %	4,430	4,504	EUR	T	C	O	A-1
19020	CREDIT AGRICOLE	03/12/2020	24/12/2020	15/03/2021	1 400 000,00	F	Taux fixe à 0.14 %	0,140	0,140	EUR	T	P	O	A-1
24011	SOCIETE GENERALE	13/10/2009	31/01/2010	30/04/2010	2 600 000,00	V	Euribor 03 M + 0.6	1,265	1,290	EUR	T	P	O	A-1
27000	SaarLB	11/08/2015	11/08/2015	31/08/2016	7 000 000,00	V	(Euribor 6M + 1)-Floor -1 sur Euribor 6M	1,046	1,064	EUR	S	C	O	A-1
28000	ARKEA	12/12/2014	12/12/2014	30/05/2015	2 500 000,00	V	(Euribor 3M + 1.29)-Floor -1.29 sur Euribor 3M	1,372	1,399	EUR	T	P	O	A-1
LANDSAAR 6M€	LANDESBANK SAAR GIROZENTRALE	28/03/2023	03/04/2023	03/07/2023	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	3,957	EUR	T	C	O	A-1
MON544239EUR	SFIL CAFFIL	14/10/2022	30/11/2022	01/03/2023	6 500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.48)-Floor 0 sur Euribor 3M	1,843	1,883	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
	EPFL SAINT HUBERT				0,00	F		0,000	0,000		A	X	N	-
Total général					113 912 736,99									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		64 416 783,91					6 716 193,66	1 965 991,88	0,00	471 888,86
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		64 416 783,91					6 716 193,66	1 965 991,88	0,00	471 888,86
10170	N	0,00	A-1	131 294,15	12,73	V	(Euribor 3M-Floor -0.1 sur Euribor 3M) + 0.1	4,137	10 297,56	4 907,02	0,00	61,67
10174	N	0,00	A-1	145 144,45	3,65	F	Taux fixe à 4.7 %	4,784	36 253,59	6 189,05	0,00	497,57
10175	N	0,00	A-1	358 874,15	3,65	F	Taux fixe à 4.7 %	4,784	89 637,96	15 302,60	0,00	1 230,26
10176	N	0,00	A-1	2 938 828,57	5,25	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	4,068	508 297,69	110 398,72	0,00	24 268,18
11078	N	0,00	A-1	274 916,16	0,00	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	274 916,16	12 151,29	0,00	0,00
11080	N	0,00	A-1	686 584,29	3,50	F	Taux fixe à 5.11 %	5,110	159 035,43	35 084,46	0,00	13 403,99
12128	N	0,00	A-1	551 747,11	2,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.49 sur Euribor 3M) + 0.49	4,522	219 524,73	19 551,53	0,00	3 143,77
12130	N	0,00	A-1	126 153,26	2,00	F	Taux fixe à 1.85 %	1,863	55 421,93	1 950,83	0,00	323,50
13008	N	0,00	A-1	831 539,53	8,41	F	Taux fixe à 5.31 %	5,497	79 610,88	43 293,74	0,00	3 660,01
15035	N	0,00	A-1	2 538 968,91	7,50	F	Taux fixe à 4.5 %	4,576	291 363,40	109 382,68	0,00	0,00
17100	N	0,00	A-1	1 741 666,53	4,50	V	Euribor 3M + 1.8	5,902	366 666,68	92 071,89	0,00	17 564,59
17102	N	0,00	A-1	3 556 051,20	11,08	V	Euribor 12M + 1.01	4,442	223 410,37	157 846,20	0,00	141 085,68
17105	N	0,00	A-1	2 250 000,00	14,00	V	(Euribor 12M + 0.28)-Floor 0 sur Euribor 12M	3,872	150 000,00	81 395,00	0,00	81 249,00
17107	N	0,00	A-1	3 374 999,93	14,00	F	Taux fixe à 1.47 %	1,500	236 842,12	49 112,02	0,00	11 660,87
17109	N	0,00	A-1	5 377 631,65	15,00	F	Taux fixe à 0.7 %	0,712	352 631,56	37 329,73	0,00	8 891,46

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
17120	N	0,00	A-1	6 037 500,00	17,00	F	Taux fixe à 0.49 %	0,491	350 000,00	28 940,63	0,00	6 889,78
17121	N	0,00	A-1	6 387 500,00	18,00	F	Taux fixe à 0.65 %	0,652	350 000,00	40 665,63	0,00	9 701,93
18018-Tirage 1	N	0,00	A-1	187 500,00	7,08	V	(Euribor 3M + 0.55)-Floor -0.55 sur Euribor 3M	4,642	25 000,00	7 734,85	0,00	1 014,68
18018-Tirage 2	N	0,00	A-1	1 312 500,00	7,08	V	(Euribor 3M + 0.55)-Floor -0.55 sur Euribor 3M	4,642	175 000,00	54 143,99	0,00	7 102,79
18022consolidation	N	0,00	A-1	2 800 000,00	7,50	V	(Euribor 3M + 0.52)-Floor -0.52 sur Euribor 3M	4,587	350 000,00	112 825,82	0,00	0,00
18023-Tirage 1	N	0,00	A-1	1 275 000,00	8,08	V	Euribor 03 M + 0.6	4,695	150 000,00	53 636,20	0,00	7 120,05
18023-Tirage 2	N	0,00	A-1	425 000,00	8,08	V	Euribor 03 M + 0.6	4,695	50 000,00	17 878,73	0,00	2 373,35
18023-Tirage 3	N	0,00	A-1	722 500,00	8,08	V	Euribor 03 M + 0.6	4,695	85 000,00	30 393,85	0,00	4 034,70
18024	N	0,00	A-1	1 845 000,00	8,50	V	Euribor 3M + 0.97	5,060	205 000,00	82 877,74	0,00	0,00
19000	N	0,00	A-1	420 000,00	1,40	V	Euribor 3M-Floor -0.4 sur Euribor 3M + 0.4	3,857	210 000,00	16 199,40	0,00	5 124,07
19010	N	0,00	A-1	141 249,98	3,57	F	Taux fixe à 4.43 %	4,504	37 666,64	5 631,63	0,00	828,53
19020	N	0,00	A-1	561 175,99	1,96	F	Taux fixe à 0.14 %	0,140	280 391,68	638,48	0,00	16,38
24011	N	0,00	A-1	352 551,77	1,08	F	Taux fixe à 2.95 %	3,027	279 221,10	7 479,29	0,00	366,55
27000	N	0,00	A-1	3 500 000,05	7,16	V	(Euribor 6M + 1)-Floor -1 sur Euribor 6M	5,079	466 666,66	169 628,12	0,00	44 341,38
28000	N	0,00	A-1	1 489 906,23	11,16	V	(Euribor 3M + 1.29)-Floor -1.29 sur Euribor 3M	5,450	123 337,52	73 966,36	0,00	5 085,16
LANDSAAR 6M€	N	0,00	A-1	5 900 000,00	29,26	F	Taux fixe à 3.9 %	3,957	200 000,00	227 175,00	0,00	53 722,50
MON544239EUR	N	0,00	A-1	6 175 000,00	18,92	V	(Euribor 3M + 0.48)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,597	325 000,00	260 209,40	0,00	17 126,46
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		180 608,22					180 608,22	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		180 608,22					180 608,22	0,00	0,00	0,00
	N	0,00	-	180 608,22	0,00	F		0,000	180 608,22	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		64 597 392,13					6 896 801,88	1 965 991,88	0,00	471 888,86

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplificateur jusqu'à 3 ou multiplificateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplificateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

- (1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
- (3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
- (4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
- (5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
- (6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
- (7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
- (8) Montant, index ou formule.
- (9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.
- (10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
- (11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (<i>tunnel</i>)	Nombre de produits	32	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,72	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	64 416 783,91	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (<i>swaption</i>)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dettes restantes
Vente EPFL Saint Hubert Tranche 1 (remboursement annuité)-clôturé en 2021	786 470,96	0,00	0,00
Vente EPFL Saint Hubert Tranche 2 (remboursement annuité)	968 932,86	180 608,22	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1500 €		25-09-2023
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Matériel de bureau électrique/électronique	5	20/12/1996
L	Subv. d'équip. biens matériels, mobiliers et études	5	25/09/2023
L	Matériels d'interv. et techn., secours et police	4	25/09/2023
L	Equipement des cuisines	10	25/09/2023
L	Equipement sportifs	10	25/09/2023
L	Instrument de musique	5	25/09/2023
L	Install. gén, agenc., aménag. constr. Bât Privés	15	25/09/2023
L	Install. électrique & téléphonique, alarme, ds immeubles rapport	15	25/09/2023
L	matériel & outillage incendie et défense civile(extincteur, borne	20	25/09/2023
L	Matériels techniques scolaires	15	25/09/2023
L	matériels et outillage de voirie et espaces verts	10	25/09/2023
L	Matériel de téléphonie	5	25/09/2023
L	Matériel audio-visuel	5	25/09/2023
L	Frais relatifs aux docs urbanismes	10	25/09/2023
L	Bâtiments privés - Immeubles de rapport (productif de revenus)	30	25/09/2023
L	Appareils de levage ? ascenseurs dans les immeubles de rapport	20	25/09/2023
L	Install. et app. de chauffage immeubles de rapports	10	25/09/2023
L	Matériels roulants de voirie et espaces verts	15	25/09/2023
L	Equipement des garages et ateliers, équip. de sécurité	10	25/09/2023
L	Biens historiques et culturels mobiliers -Dépenses ultérieures i	15	25/09/2023
L	Install. gén, agenc, aménag. sur Bât non propriétaire	15	25/09/2023
L	Mobilier, autre que scolaire	12	25/09/2023
L	Coffre-fort	20	25/09/2023
L	Cheptel	12	25/09/2023
L	Matériel de nettoyage, (lave-linge, chariot de nettoyage, aspira	5	25/09/2023
L	Matériels d'expo, d'affichage et de signalétiques	10	25/09/2023
L	Ameublement, matériel de décoration	10	25/09/2023
L	Jeux et équipements d'extérieurs	5	25/09/2023
L	Equipement pédagogique (livres, jeux, ?)	5	25/09/2023
L	Subv. d'équip. biens immobiliers	25	25/09/2023
L	Logiciels	5	25/09/2023

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE	Délibération du
L	Plantations d'arbres et arbustes 15	25/09/2023
L	Constructions sur sol d'autrui Immeubles de rapport 30	25/09/2023
L	installations, matériel et outillages techniques 20	25/09/2023
L	Biens historiques et culturels mobiliers -Dépenses ultérieures i 35	25/09/2023
L	Matériels de transports, (véhicules, camions, vélo) 8	25/09/2023
L	Matériel informatique scolaire 4	25/09/2023
L	Matériel informatique autre que scolaire 4	25/09/2023
L	Mobilier scolaire 12	25/09/2023
L	Matériel admini et bureau autre que scolaire 8	25/09/2023
L	Matériels de laboratoire, matériel médical (défibrillateurs, the 5	25/09/2023
L	Matériel admini et bureau scolaire 8	25/09/2023

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
Provisions pour litiges	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
Recours en annulation - Société ACTOR	0,00	13/11/2023	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		678 823,06	678 823,06	100 000,00	578 823,06
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		678 823,06	678 823,06	100 000,00	578 823,06
Créances irrécouvrables	0,00		678 823,06	678 823,06	100 000,00	578 823,06
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		688 823,06	688 823,06	100 000,00	588 823,06
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
TOTAL PROVISIONS	0,00		688 823,06	688 823,06	100 000,00	588 823,06

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
Provision pour contentieux	Recours en annulation TA 2303856-6 et TA 2302858-6	77 000,00	0	40 000,00	37 000,00	0,00

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 001		Intitulé de l'opération : Côte des Roses - Convention CA VILLE		Date de la délibération : 24/05/2022	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	0,00	0,00	2 040 000,00	2 040 000,00	
4581 Dépense nouvelle (5)	0,00	0,00	350 000,00	350 000,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	1 690 000,00	1 690 000,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	0,00	0,00	2 040 000,00	2 040 000,00	
RECETTES (b)	0,00	0,00	2 040 000,00	2 040 000,00	
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	2 040 000,00	2 040 000,00	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	2 040 000,00	2 040 000,00	

N° opération : 002		Intitulé de l'opération : Etude circulation - MOU Ville - CAPFT		Date de la délibération : 27/06/2022	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	0,00	0,00	18 000,00	18 000,00	
4581 Etude (5)	0,00	0,00	18 000,00	18 000,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	0,00	0,00	18 000,00	18 000,00	
RECETTES (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 003				
Intitulé de l'opération : Etude Circulation - MOU Ville - SMITU				
Date de la délibération : 27/06/2022				
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	0,00	0,00	36 000,00	36 000,00
4581 Etude (5)	0,00	0,00	36 000,00	36 000,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	0,00	0,00	36 000,00	36 000,00
RECETTES (b)	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	Emprunts garantis (1)	74 884 007,80	52 326 803,34	
8016	Contrats de crédit-bail (2)	0,00	0,00	45 000,00
8017	Subvention à verser en annuité (3)	0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)	0,00	0,00	0,00
8027	Subvention à recevoir par annuité	0,00	0,00	0,00
8028	Autres engagements reçus			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					667 000,00	62 208,84											701,43	62 208,84
CCAS DE THIONVILLE	2012	P		CREDIT MUTUEL	667 000,00	62 208,84	1,00	T	F	Euribor 3M + 2.4	2,944	V	Taux fixe à 1.8 %	1,812	A-1	EUR	701,43	62 208,84
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					10 166 575,16	1 966 287,43											46 973,82	288 969,89
APEI DE THIONVILLE	2006	P	1052890	CDC	3 238 000,00	891 416,35	7,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,000	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	26 742,49	100 245,46
ASS DITE LIGUE PR L'ADAPTATION DU DIMINUE PHYSIQUEAU TRAVAIL	2002	C		DEXIA CL	1 053 575,16	168 571,95	3,33	A	F	Taux fixe à 5.55 %	5,550	F	Taux fixe à 5.55 %	5,550	A-1	EUR	9 355,74	42 143,01
ASS FAMILIALE DE GESTION	2017	P		BP Alsace Lorraine	1 750 000,00	906 299,13	5,20	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,200	F	Taux fixe à 1.2 %	1,200	A-1	EUR	10 875,59	146 581,42
MAISON DE RETRAITE STE MADELEINE	2023	P		CE	4 125 000,00	0,00	41,01	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,236	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,236	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					64 050 432,64	50 298 307,07											1 215 761,83	1 414 656,73
3F GRAND EST	2019	P		CDC	31 250,00	31 250,00	35,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	343,75	0,00
3F GRAND EST	2019	P		CDC	259 135,47	249 567,41	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 626,17	0,00
3F GRAND EST	2019	P		CDC	151 213,69	147 127,20	47,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 277,61	0,00
3F GRAND EST	2019	P		CDC	104 405,25	99 841,52	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 795,56	188,47
3F GRAND EST	2019	P		CDC	60 938,74	58 886,51	47,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 430,52	0,00
ADOMA	2017	P		CDC	149 164,58	65 227,70	4,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 348,20	12 187,04
ALPHA MEGA	2011	P		C.C.C.COOP	2 963 790,00	2 178 436,62	19,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.12	2,901	V	Livret A(Préfixé) + 1.12	4,184	A-1	EUR	88 429,50	86 085,21
ALPHA MEGA	2001	C		SG	762 245,09	88 039,27	2,50	T	V	Euribor 3M + 0.16	3,974	V	Euribor 3M + 0.16	4,246	A-1	EUR	3 100,41	32 014,28
BATIGERE	2018	P	105 logts / Côte des Roses Réaménagé	CDC	144 538,94	100 919,10	11,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 633,09	5 979,96
BATIGERE	2018	P	100 logts/ Basses Terres Réaménagé	CDC	364 112,92	301 713,77	22,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 861,70	6 040,49
BATIGERE	2018	P	60 logts / Quartier St Hubert Réaménagé	CDC	238 567,15	200 420,06	21,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 215,12	4 149,01
BATIGERE	2017	P	Basses Terres II	CDC	1 009 750,00	732 899,98	13,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	26 384,40	32 703,22
BATIGERE	2017	P	ZAC Metzange/Buchel	CDC	700 000,00	621 910,39	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	22 388,77	1 050,75

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE	2017	P	ZAC Metzange/Buchel	CDC	347 500,00	319 347,86	43,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 937,70	0,00
BATIGERE	2017	P	ZAC Metzange/Buchel	CDC	450 000,00	391 507,01	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	10 962,20	1 977,66
BATIGERE	2017	P	ZAC Metzange/Buchel	CDC	137 500,00	123 830,70	43,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 253,13	0,00
BATIGERE	2018	P	30 logts / Rue des Près de Brouck	CDC	295 472,25	265 946,21	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 574,06	223,40
BATIGERE	2018	P	30 logts / Rue des Près de Brouck	CDC	200 000,00	185 021,16	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 635,40	0,00
BATIGERE	2018	P	30 logts / Rue des Près de Brouck	CDC	150 000,00	132 668,15	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 714,71	556,21
BATIGERE	2018	P	30 logts / Rue des Près de Brouck	CDC	80 000,00	72 768,86	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 870,81	0,00
BATIGERE	2018	P	Travaux thermiques Quartiers Médoc et CDR	CDC	1 069 280,00	1 069 280,00	34,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	38 494,08	0,00
BATIGERE	2019	P		CDC	108 000,00	88 016,13	11,08	A	F	Taux fixe à 1.28 %	1,280	F	Taux fixe à 1.28 %	1,280	A-1	EUR	1 126,61	6 832,54
BATIGERE	2019	P		CDC	232 000,00	174 643,56	10,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 287,17	11 285,92
BATIGERE	2019	P		CDC	79 750,00	74 155,68	45,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 869,93	0,00
BATIGERE	2019	P		CDC	288 508,97	275 897,76	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 725,14	520,82
BATIGERE	2019	P		CDC	195 500,00	184 308,37	45,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 524,86	0,00
BATIGERE	2019	P		CDC	258 024,02	248 497,00	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 589,17	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE	2019	P		CDC	2 500,00	2 500,00	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	90,00	0,00
BATIGERE	2019	P		CDC	94 500,00	94 500,00	45,50	A	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	A-1	EUR	1 483,65	0,00
BATIGERE	2019	P		CDC	700 750,00	520 306,87	10,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	11 706,90	36 657,99
BATIGERE	2019	P		CDC	820 000,00	657 275,88	11,58	A	F	Taux fixe à 0.13 %	0,130	F	Taux fixe à 0.13 %	0,130	A-1	EUR	854,46	54 382,47
BATIGERE	2019	P		CDC	67 500,00	54 209,50	11,58	A	F	Taux fixe à 0.26 %	0,260	F	Taux fixe à 0.26 %	0,260	A-1	EUR	140,94	4 453,22
BATIGERE	2020	F		BANQUE POSTALE	561 250,00	561 250,00	3,12	X	F	EONIA(Postfixé) + 1.13	0,691	V	Taux fixe à 0.96 %	0,964	A-1	EUR	5 388,00	0,00
BATIGERE	2021	P		CDC	459 000,00	403 274,07	12,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	9 073,67	22 171,20
BATIGERE	2021	P		CDC	78 250,00	70 825,96	17,75	A	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	A-1	EUR	410,79	3 744,35
BATIGERE	2022	P		CDC	638 500,00	638 500,00	40,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	1,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	1,530	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2022	P		CDC	614 000,00	605 734,69	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	1,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	A-1	EUR	18 107,72	0,00
BATIGERE	2022	P		CDC	210 000,00	210 000,00	25,25	A	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	592 450,00	455 620,94	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 402,35	4 279,59
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	375 050,00	315 634,20	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 123,82	0,00
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	203 900,00	149 734,78	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 192,57	1 922,10
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	129 100,00	103 904,61	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 909,33	270,13
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	1 469 450,00	1 130 073,79	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	40 682,66	10 614,64

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	900 550,00	757 883,94	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	26 709,91	0,00
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	492 800,00	332 439,96	16,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.36	2,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.36	4,360	A-1	EUR	14 494,38	9 479,59
BATIGERE SAREL	2010	P	Cour des Capucins	CDC	357 200,00	311 906,84	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.36	2,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.36	4,360	A-1	EUR	12 478,09	0,00
BATIGERE SAREL	2010	P	18 logts / Enfants de la Fensch St Pierre	CDC	565 000,00	435 558,94	26,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 680,12	4 091,15
BATIGERE SAREL	2010	P	18 logts / Enfants de la Fensch St Pierre	CDC	150 500,00	126 963,20	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 474,55	0,00
BATIGERE SAREL	2010	P	6 logts / Enfants de la Fensch St Pierre	CDC	188 750,00	138 946,33	26,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 890,50	1 783,61
BATIGERE SAREL	2010	P	6 logts / Enfants de la Fensch St Pierre	CDC	26 500,00	21 380,07	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	598,64	55,58
BATIGERE SAREL	2010	P	9 logts / rue du Four Banal	CDC	75 000,00	57 817,56	26,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 081,43	543,07
BATIGERE SAREL	2010	P	9 logts / rue du Four Banal	CDC	287 500,00	242 537,68	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 547,69	0,00
BATIGERE SAREL	2010	P	105 logts / Côte des Roses	CDC	455 000,00	179 580,36	6,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	5 836,36	21 444,98
BATIGERE SAREL	2010	P	105 logts / Côte des Roses	CDC	684 250,00	102 770,87	1,83	A	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	A-1	EUR	1 952,65	50 901,86
BATIGERE SAREL	2011	P	10 logts / St Louis - Merlin	CDC	105 500,00	85 346,88	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 389,71	390,56
BATIGERE SAREL	2011	P	10 logts / St Louis - Merlin	CDC	502 750,00	423 168,41	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 234,06	614,47
BATIGERE SAREL	2011	P	100 logts / Basses Terres	CDC	350 000,00	78 119,50	2,17	A	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	A-1	EUR	1 484,27	25 551,28
BATIGERE SAREL	2015	P	98 logts / Bois Joli	CDC	362 500,00	319 486,92	41,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	5 111,79	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE SAREL	2015	P	98 logts / Bois Joli	CDC	1 025 000,00	861 390,78	31,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	13 782,25	4 276,40
BATIGERE SAREL	2015	P	60 logts / Quartier St Hubert	CDC	225 000,00	137 750,37	11,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	3 788,14	8 782,01
BATIGERE SAREL	2012	P	47 logts / St Louis - Merlin	CDC	93 750,00	71 092,60	28,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 990,59	1 106,27
BATIGERE SAREL	2012	P	47 logts / St Louis - Merlin	CDC	315 750,00	248 609,95	28,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 949,96	3 098,32
BATIGERE SAREL	2012	P	47 logts / St Louis - Merlin	CDC	49 250,00	38 777,65	28,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 396,00	483,27
BATIGERE SAREL	2015	P	98 logts / Bois Joli	CDC	225 000,00	193 182,76	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	3 090,92	411,99
BATIGERE SAREL	2015	P	98 logts / Bois Joli	CDC	172 000,00	154 940,13	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	2 479,04	0,00
BATIGERE SAREL	2015	P	98 logts / Bois Joli	CDC	62 500,00	54 727,00	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	437,82	0,00
BATIGERE SAREL	2015	P	98 logts / Bois Joli	CDC	162 500,00	135 522,49	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 084,18	763,16
BATIGERE SAREL	2016	P	52 logts / domaine du Colombier	CDC	217 000,00	182 399,53	32,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	1 003,20	1 087,57
BATIGERE SAREL	2016	P	52 logts / domaine du Colombier	CDC	73 000,00	63 954,43	42,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	351,75	0,00
BATIGERE SAREL	2016	P	52 logts / domaine du Colombier	CDC	521 500,00	449 349,30	32,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	6 066,22	1 164,48
BATIGERE SAREL	2016	P	52 logts / domaine du Colombier	CDC	170 250,00	152 776,07	42,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	2 062,48	0,00
BATIGERE SAREL	2018	C	Basses Terres II	CDC	550 250,00	330 144,15	8,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,250	A-1	EUR	7 428,24	30 079,80

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
EST HABITAT CONSTRUCTION	2016	P		CDC	208 885,43	189 291,02	42,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	2 555,43	0,00
EST HABITAT CONSTRUCTION	2016	P		CDC	229 792,69	199 949,19	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	2 699,31	518,16
EST HABITAT CONSTRUCTION	2016	P		CDC	61 396,67	54 322,51	42,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	298,77	0,00
EST HABITAT CONSTRUCTION	2016	P		CDC	182 942,75	155 298,20	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	854,14	925,97
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2019	P	Acquisition/ amélioration sis rue du Friscaty	CDC	68 441,25	62 260,78	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 743,30	210,53
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2019	P	Acquisition/ amélioration sis rue du Friscaty	CDC	23 811,75	22 141,40	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	558,32	0,00
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2019	P	Acquisition/ amélioration sis rue du Friscaty	CDC	25 514,25	23 710,18	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.04	1,790	V	Livret A(Préfixé) + 1.04	4,040	A-1	EUR	919,01	0,00
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2019	P	Acquisition/ amélioration sis rue du Friscaty	CDC	24 017,25	22 794,70	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.04	1,790	V	Livret A(Préfixé) + 1.04	4,040	A-1	EUR	747,59	0,00
ICF NORD EST	1996	P		CDC	160 071,47	28 614,76	4,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	1 087,36	5 363,48
ICF NORD EST	2019	P	Acquisition - amélioration de 24 logements sis chemin des Bains	CDC	111 640,00	105 977,21	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 967,36	573,26
ICF NORD EST	2019	P	Acquisition - amélioration de 24 logements sis chemin des Bains	CDC	40 756,50	38 686,86	25,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.04	1,790	V	Livret A(Préfixé) + 1.04	4,040	A-1	EUR	1 562,95	244,41
ICF NORD EST	2019	P	Acquisition - amélioration de 24 logements sis chemin des Bains	CDC	113 030,25	108 109,91	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 891,96	195,92
LOGIEST	2017	P	rue de Verdun	CDC	570 702,25	503 516,85	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	18 126,61	850,72

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIEST	2017	P	rue de Verdun	CDC	294 906,00	269 159,62	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 333,92	0,00
LOGIEST	2017	P	rue de Verdun	CDC	253 833,00	219 242,11	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 138,78	1 107,48
LOGIEST	2017	P	rue de Verdun	CDC	136 578,25	122 115,63	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 202,38	0,00
LOGIEST	2021	P		CDC	187 500,00	187 500,00	47,25	A	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	A-1	EUR	1 087,50	0,00
LOGIEST	2021	P		CDC	62 500,00	62 500,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
LOGIEST	2021	P		CDC	225 795,50	216 686,62	37,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	1,560	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	4,060	A-1	EUR	8 729,65	0,00
LOGIEST	2021	P		CDC	217 111,50	210 376,91	47,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	1,560	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	4,060	A-1	EUR	7 375,86	0,00
LOGIEST	2023	P		CDC	22 664,10	22 386,47	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	2,640	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	3,640	A-1	EUR	814,87	76,41
LOGIEST	2023	P		CDC	9 565,57	9 504,46	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	2,640	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	3,640	A-1	EUR	368,00	0,00
LOGIEST	2023	P		CDC	41 733,55	41 222,32	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	2,640	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	3,640	A-1	EUR	1 500,49	140,69
LOGIEST	2023	P		CDC	19 268,31	19 145,22	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	2,640	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	3,640	A-1	EUR	741,27	0,00
LOGIEST	2023	P		CDC	38 559,94	38 025,68	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	2,640	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	3,640	A-1	EUR	1 384,13	195,23
LOGIEST	2023	P		CDC	15 817,28	15 701,22	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	2,640	V	Livret A(Préfixé) + 0.64	3,640	A-1	EUR	599,04	0,00
LOGIEST	2022	P		CDC	537 416,50	526 973,23	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	2,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	A-1	EUR	18 602,16	5 502,30
LOGIEST	2022	P		CDC	427 425,00	420 942,72	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	2,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	A-1	EUR	14 859,28	2 483,30

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIEST	2022	P		CDC	77 638,00	76 674,24	38,75	A	F	Taux fixe à 3.29 %	3,290	F	Taux fixe à 3.29 %	3,290	A-1	EUR	2 522,58	995,48
NEOLIA LORRAINE	2016	P		CDC	43 278,25	37 829,33	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	A-1	EUR	703,63	749,82
NEOLIA LORRAINE	2016	P		CDC	17 173,50	15 620,15	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	A-1	EUR	290,53	202,60
NEOLIA LORRAINE	2016	P		CDC	271 059,25	233 557,60	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	3 153,03	605,26
NEOLIA LORRAINE	2016	P		CDC	120 518,00	108 148,40	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	1 460,00	0,00
NEOLIA LORRAINE	2016	P		CDC	150 963,00	126 892,08	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	697,91	756,60
NEOLIA LORRAINE	2016	P		CDC	47 634,25	41 731,79	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	229,52	0,00
NEOLIA LORRAINE	2016	P	10 logts en VEFA / Oeustrange	CDC	24 422,25	22 270,87	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	A-1	EUR	414,24	403,67
NEOLIA LORRAINE	2016	P	10 logts en VEFA / Oeustrange	CDC	10 093,25	9 455,38	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	A-1	EUR	175,87	113,28
NEOLIA LORRAINE	2016	P	10 logts en VEFA / Oeustrange	CDC	154 381,00	139 348,89	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 016,56	117,06
NEOLIA LORRAINE	2016	P	10 logts en VEFA / Oeustrange	CDC	64 355,00	59 710,22	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 818,66	0,00
NEOLIA LORRAINE	2016	P	10 logts en VEFA / Oeustrange	CDC	91 545,00	81 179,74	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 273,03	340,34
NEOLIA LORRAINE	2016	P	10 logts en VEFA / Oeustrange	CDC	38 801,50	35 388,07	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	909,79	0,00
NEOLIA LORRAINE	2017	P		CDC	20 331,25	19 046,36	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	A-1	EUR	354,26	228,18

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA LORRAINE	2017	P		CDC	56 542,25	51 568,15	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 325,76	0,00
NEOLIA LORRAINE	2017	P		CDC	138 066,50	128 101,64	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 901,74	0,00
NEOLIA LORRAINE	2016	P	24 logts / rue de Villars	CDC	44 971,00	41 009,46	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	A-1	EUR	762,78	743,31
NEOLIA LORRAINE	2016	P	24 logts / rue de Villars	CDC	42 574,00	37 753,53	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 057,10	158,28
NEOLIA LORRAINE	2016	P	24 logts / rue de Villars	CDC	353 076,00	318 696,91	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 473,09	267,72
OPH DE THIONVILLE	2010	P		CDC	13 527,00	11 320,06	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	399,39	59,47
OPH DE THIONVILLE	2010	P		CDC	15 903,00	13 308,42	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	469,54	69,92
OPH DE THIONVILLE	2010	P		CDC	18 262,25	15 282,76	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	539,19	80,29
OPH DE THIONVILLE	2012	P		CDC	125 250,00	101 461,17	28,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 652,60	1 573,58
OPH DE THIONVILLE	2012	P		CDC	109 375,00	88 601,32	28,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 189,65	1 374,13
OPH DE THIONVILLE	2012	P		CDC	75 000,00	58 871,32	28,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 648,40	1 084,60
OPH DE THIONVILLE	2015	P	11 logts / Route de la Briquerie	CDC	105 000,00	89 688,39	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	A-1	EUR	1 892,42	272,90
OPH DE THIONVILLE	2015	P	11 logts / Route de la Briquerie	CDC	225 000,00	192 189,39	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	A-1	EUR	4 055,20	584,79
OPH DE THIONVILLE	2015	P	réhabilitation 17 logts / Cote des Roses	CDC	225 000,00	188 887,76	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	3 022,20	2 751,93

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH DE THIONVILLE	2015	P	extension réhabilitation / Château Ste Anne	CDC	240 000,00	196 100,42	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 568,80	1 617,81
OPH DE THIONVILLE	2015	P	32 logts / rue des Frères	CDC	170 000,00	138 744,16	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 109,95	2 483,15
OPH DE THIONVILLE	2015	P	pavillon/ impasse du Viaduc	CDC	32 500,00	26 524,62	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	212,20	474,72
OPH DE THIONVILLE	2015	P	3 logts / rue St Charles	CDC	61 625,00	50 294,75	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	402,36	900,14
OPH DE THIONVILLE	2014	P	20 logts / rue du Luxembourg	CDC	103 687,50	82 475,99	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	866,00	875,68
OPH DE THIONVILLE	2015	P	8 logts / rue du Vieux Collège	CDC	51 000,00	41 671,34	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	333,37	343,79
OPH DE THIONVILLE	2015	P	2 logts /17 impasse du Viaduc	CDC	64 250,00	52 497,72	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	419,98	433,10
OPH DE THIONVILLE	2005	P		DEXIA CL	4 156 902,76	1 252 807,53	5,92	A	V	Euribor 12M + 0.25	2,496	V	Euribor 12M + 0.25	4,302	A-1	EUR	54 004,36	195 635,39
OPH DE THIONVILLE	2016	P	31 logts VEFA / Avenue Albert 1er	CDC	176 495,25	157 989,08	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	2 132,85	819,58
OPH DE THIONVILLE	2016	P	31 logts VEFA / Avenue Albert 1er	CDC	82 057,75	68 802,41	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	378,41	1 075,53
OPH DE THIONVILLE	2016	P	31 logts VEFA / Avenue Albert 1er	CDC	63 192,25	55 224,46	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	303,73	469,58
OPH DE THIONVILLE	2016	P	26 logts / Rue des Pyramides	CDC	403 000,00	322 467,74	17,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	A-1	EUR	1 612,34	10 330,39
OPH DE THIONVILLE	2016	P	Rue des Frères	CDC	146 209,67	130 941,22	34,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 666,35	548,97
OPH DE THIONVILLE	2016	P	Rue des Frères	CDC	74 746,80	68 847,52	44,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 770,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH DE THIONVILLE	2016	P	Rue des Frères	CDC	191 296,55	179 236,79	44,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 459,22	0,00
OPH DE THIONVILLE	2016	P	144 logts / place Roland	CDC	2 016 000,00	1 613 138,82	17,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	A-1	EUR	8 065,69	51 677,59
OPH DE THIONVILLE	2016	P	144 logts / place Roland	CDC	153 363,00	122 716,17	17,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	A-1	EUR	613,58	3 931,27
OPH DE THIONVILLE	2017	P	3 logts / rue des Pyramides	CDC	77 761,30	69 640,81	34,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 949,94	291,97
OPH DE THIONVILLE	2017	P	31 logts VEFA / Avenue Albert 1er	CDC	37 701,40	33 432,62	34,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	936,11	787,88
OPH DE THIONVILLE	2017	P	2 logts / Avenue Albert 1er	CDC	17 617,59	16 067,74	44,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	413,09	276,51
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	257 502,89	122 832,81	4,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	4 851,90	22 343,44
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	126 081,00	60 142,55	4,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	2 375,63	10 940,01
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	235 577,62	104 338,74	4,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	A-1	EUR	1 773,76	18 979,35
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	58 894,40	26 084,70	4,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	A-1	EUR	443,44	4 744,84
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	724 129,64	320 721,36	4,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	A-1	EUR	5 452,26	58 339,63
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	947 616,36	503 445,18	6,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	A-1	EUR	8 558,57	62 233,24
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	18 981,64	9 958,63	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	393,37	1 472,74
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	53 799,09	28 225,43	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	1 114,90	4 174,16

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	60 630,72	31 809,61	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	1 256,48	4 704,21
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	60 161,04	31 563,22	5,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	A-1	EUR	536,57	4 667,77
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	17 181,45	10 422,97	9,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	396,07	874,29
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	132 048,40	80 192,20	10,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	3 047,31	5 793,86
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	20 262,07	12 305,04	10,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	A-1	EUR	190,73	889,04
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	26 277,37	15 958,10	10,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	A-1	EUR	247,35	1 152,96
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	268 038,74	178 910,57	11,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	7 066,97	11 298,57
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	44 336,04	27 539,71	11,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	1 046,51	1 779,02
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	150 655,18	103 927,01	12,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	A-1	EUR	1 766,76	5 890,63
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	104 197,63	71 879,06	12,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	A-1	EUR	1 221,94	4 074,13
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	63 260,72	41 619,67	12,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	A-1	EUR	645,10	2 313,72
OPH DE THIONVILLE	2016	P		CDC	31 951,72	21 021,24	12,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	A-1	EUR	325,83	1 168,61
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	72 077,45	10 811,68	0,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	427,06	10 811,68
OPH DE THIONVILLE	2017	P		CDC	105 443,80	15 816,68	0,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,950	A-1	EUR	624,76	15 816,68

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH DE THIONVILLE	2020	P	nouvelle Opération ZAC Rive gauche Moselle	CDC	2 539 328,80	2 373 464,53	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	61 710,08	24 739,33
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	817 061,28	701 649,23	16,00	A	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	A-1	EUR	4 911,54	39 010,53
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	2 439 366,66	2 222 347,56	26,00	A	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	A-1	EUR	18 889,95	73 572,95
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	1 133 623,94	973 496,59	16,00	A	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	A-1	EUR	6 814,48	54 124,78
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	42 879,23	39 064,46	26,00	A	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	A-1	EUR	332,05	1 293,27
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	50 592,63	46 091,63	26,00	A	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	A-1	EUR	391,78	1 525,91
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	62 199,15	56 665,58	26,00	A	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	A-1	EUR	481,66	1 875,97
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	381 479,23	347 540,79	26,00	A	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	A-1	EUR	2 954,10	11 505,67
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	374 150,23	342 693,31	30,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 336,96	621,03
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	132 030,46	121 360,49	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 368,98	94,46
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	340 820,03	319 382,24	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 303,94	3 021,93
OPH DE THIONVILLE	2020	P		CDC	431 187,55	404 062,34	34,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	13 778,57	0,00
SAHLM PRESENCE HABITAT	2017	P		CDC	10 773,98	4 713,41	4,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	63,63	880,38
SAHLM PRESENCE HABITAT	2019	P		CDC	20 617,13	16 017,12	13,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	416,45	944,65
SODEVAM	2019	P		CE	1 600 000,00	1 114 108,68	8,67	T	F	Taux fixe à 1.65 %	1,660	F	Taux fixe à 1.65 %	1,660	A-1	EUR	17 646,83	119 354,32
SODEVAM	2021	C		ARKEA	1 600 000,00	1 600 000,00	7,25	T	F	(Euribor 3M + 1)-Floor 0 sur Euribor 3M	1,018	V	Taux fixe à 1.98 %	2,024	A-1	EUR	32 208,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SODEVAM	2021	F	47 logts rue de l'ancienne gare	ARKEA	1 600 000,00	1 600 000,00	2,25	X	F	Taux fixe à 1.63 %	1,664	F	Taux fixe à 1.63 %	1,664	A-1	EUR	26 514,68	0,00
VILOGIA	2015	P		CDC	883 058,75	781 060,65	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	20 307,58	10 473,55
VILOGIA	2015	P		CDC	296 321,50	269 213,68	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 999,56	1 947,65
VILOGIA	2015	P		CDC	140 841,75	122 558,72	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 206,06	2 031,24
VILOGIA	2015	P		CDC	100 718,00	90 106,67	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 621,92	922,34
VILOGIA	2016	P		CDC	441 662,78	402 581,79	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 492,94	338,18
VILOGIA	2016	P		CDC	180 604,20	169 218,50	44,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 154,08	0,00
VILOGIA	2016	P		CDC	165 606,89	148 312,83	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 152,76	621,80
VILOGIA	2016	P		CDC	67 457,54	62 133,55	44,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 597,39	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	41 250,00	41 250,00	46,75	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	A-1	EUR	387,75	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	13 750,00	13 750,00	36,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	101 250,00	101 250,00	46,92	A	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	A-1	EUR	587,25	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	33 750,00	33 750,00	36,92	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2021	P		CDC	116 250,00	116 250,00	47,25	A	F	Taux fixe à 1.01 %	1,010	F	Taux fixe à 1.01 %	1,010	A-1	EUR	1 174,12	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA	2021	P	VEFA de 31 logements à Thionville, 44 route de Metz Domaine SALVE	CDC	38 750,00	38 750,00	37,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	15 220,83	15 012,69	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	339,99	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	26 301,83	25 809,99	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	719,84	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	37 114,87	36 734,89	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 006,71	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	67 053,42	66 034,83	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 150,75	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	22 806,02	22 500,44	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	2,050	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	4,050	A-1	EUR	796,33	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	17 880,00	17 727,47	48,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	2,050	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	4,050	A-1	EUR	537,43	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	11 046,62	10 898,60	38,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	2,050	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	4,050	A-1	EUR	385,72	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	185 798,33	182 975,94	38,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 959,52	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	84 961,20	84 091,38	48,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 304,51	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	70 481,94	69 883,24	48,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	2,060	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	4,060	A-1	EUR	2 123,24	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	75 666,73	74 655,77	38,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	2,060	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	4,060	A-1	EUR	2 646,99	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	61 766,20	60 940,96	38,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	2,060	V	Livret A(Préfixé) + 1.06	4,060	A-1	EUR	2 160,72	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA	2020	P		CDC	173 819,80	170 569,39	38,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 757,18	0,00
VILOGIA	2020	P		CDC	88 261,43	87 054,46	48,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 971,48	0,00
VILOGIA	2021	P		CDC	73 247,20	72 962,78	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,510	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	4,010	A-1	EUR	2 563,58	0,00
VILOGIA	2021	P		CDC	68 231,04	68 231,04	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,510	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	4,010	A-1	EUR	2 052,53	0,00
VILOGIA	2021	P		CDC	133 819,87	133 300,25	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,510	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	4,010	A-1	EUR	4 683,57	0,00
VILOGIA	2021	P		CDC	86 208,06	85 734,13	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 792,36	0,00
VILOGIA	2021	P		CDC	125 188,30	125 126,20	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 429,06	0,00
VILOGIA	2021	P		CDC	249 101,42	246 868,29	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 885,16	0,00
VILOGIA	2021	P		CDC	75 749,45	75 454,79	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 708,79	0,00
TOTAL GENERAL					74 884 007,80	52 326 803,34											1 263 437,08	1 765 835,46

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	8 674 625,87
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	64 416 783,91
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	73 091 409,78
Recettes réelles de fonctionnement	II	-889 419,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	I / II	-8 217,88

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédit-bail equipements stationnement payant	2024	DESIGNA	240	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES					IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES					B8
SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET					
Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					71 755,00
65748	Subvention à la Ludothèque "Jeux et Loisirs Ludothèque"	Subventions de fonct.- pers. droit privé	Ludothèque "Jeux et Loisirs Ludothèque"	Association	10 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Subventions de fonct.- pers. droit privé	Subvention à affecter par délibération	Association	10 000,00
65748	subv. Fonct pour achats matériels (convention)	Subventions de fonct.- pers. droit privé	MOB EMPLOI	Association	5 000,00
65748	subv. fonct. complémentaire (convention)	Subventions de fonct.- pers. droit privé	MOB EMPLOi	Association	3 755,00
65748	Subv. complément. Office du Commerce	Subventions de fonct.- pers. droit privé	Office du Commerce	Association	15 000,00
65748	Subvention pour le 80è anniversaire libération Thionville	Subventions de fonct.- pers. droit privé	Subvention à affecter par délibération	Association	20 000,00
65748	Subvention de fonctionnement (Noël 2023)	Subventions de fonct.- pers. droit privé	OMS Office Municipal des Sports	Association	8 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		6,00	0,00	6,00	2,00	3,00	5,00
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	4,00	0,00	4,00	1,00	2,00	3,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		174,00	5,00	179,00	137,00	21,00	158,00
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	58,00	0,00	58,00	54,00	0,00	54,00
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	17,00	3,00	20,00	16,00	3,00	19,00
Adjoint administratif territorial	C	36,00	0,00	36,00	32,00	1,00	33,00
Administrateur	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché	A	16,00	0,00	16,00	7,00	8,00	15,00
Attaché principal	A	8,00	0,00	8,00	5,00	0,00	5,00
Directeur territorial	A	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	19,00	0,00	19,00	9,00	6,00	15,00
Rédacteur Principal de 1ere classe	B	10,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00
Rédacteur Principal de 2eme classe	B	6,00	2,00	8,00	3,00	3,00	6,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		325,00	1,00	326,00	269,00	15,00	284,00
Adjoint technique territorial	C	81,00	0,00	81,00	74,00	0,00	74,00
Adjoint technique territorial principal de 1 ère classe	C	55,00	0,00	55,00	52,00	0,00	52,00
Adjoint technique territorial principal de 2 ème classe	C	70,00	0,00	70,00	64,00	1,00	65,00
Agent de maîtrise	C	27,00	1,00	28,00	19,00	3,00	22,00
Agent de maîtrise principal	C	40,00	0,00	40,00	35,00	0,00	35,00
Ingénieur	A	10,00	0,00	10,00	4,00	4,00	8,00
Ingénieur en chef	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Ingénieur hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	7,00	0,00	7,00	3,00	0,00	3,00
Technicien	B	12,00	0,00	12,00	1,00	6,00	7,00
Technicien principal de 1ère classe	B	11,00	0,00	11,00	10,00	0,00	10,00
Technicien principal de 2ère classe	B	10,00	0,00	10,00	6,00	0,00	6,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE SOCIALE (d)		59,00	6,00	65,00	39,00	7,00	46,00
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 1 ère classe	C	34,00	0,00	34,00	26,00	0,00	26,00
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2 ème classe	C	15,00	6,00	21,00	7,00	6,00	13,00
Assistant socio-éducatif	A	3,00	0,00	3,00	0,00	1,00	1,00
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	A	7,00	0,00	7,00	6,00	0,00	6,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		74,00	10,00	84,00	49,00	18,00	67,00
Adjoint du patrimoine principal 1ère classe	C	12,00	0,00	12,00	9,00	0,00	9,00
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	C	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint du patrimoine territorial	C	7,00	0,00	7,00	4,00	0,00	4,00
Assistant d'enseignement artistique	B	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ere classe	B	17,00	0,00	17,00	16,00	1,00	17,00
Assistant d'enseignement artistique principal de 2eme classe	B	11,00	9,00	20,00	6,00	14,00	20,00
Assistant de conservation	B	5,00	0,00	5,00	2,00	2,00	4,00
Assistant de conservation principal de 1ère classe	B	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
Assistant de conservation principal de 2ème classe	B	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Attaché de conservation patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Bibliothécaire Principal	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Conservateur des Bibliothèques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Conservateur en chef du patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Professeur d'Enseignement Artistique classe normale	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Professeur d'Enseignement Artistique hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Professeur de musique	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		86,00	0,00	86,00	79,00	5,00	84,00
Adjoint d'animation principal 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint d'animation principal 2ème classe	C	20,00	0,00	20,00	19,00	1,00	20,00
Adjoint d'animation territorial	C	54,00	0,00	54,00	54,00	0,00	54,00
Animateur	B	7,00	0,00	7,00	3,00	4,00	7,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Animateur principal de 1ère classe	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Animateur principal de 2ère classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		29,00	0,00	29,00	24,00	0,00	24,00
Brigadier chef principal de police municipale	C	14,00	0,00	14,00	13,00	0,00	13,00
Chef se service de police municipale	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Chef se service de police municipale principal de 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Chef se service de police municipale principal de 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur de Police Municipale	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Gardien-Brigadier de police municipale	C	10,00	0,00	10,00	7,00	0,00	7,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	8,00	8,00
ARE		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Apprenti		0,00	0,00	0,00	0,00	7,00	7,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		747,00	22,00	769,00	597,00	74,00	671,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
ARE		OTR		0,00	A Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	ADM	IB 486	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	IB 367	0,00	332-13 Remplacement temporaire d'un agent indisponible	CDD
Adjoint d'animation principal 2ème classe	C	ANIM	IB 368	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Adjoint technique territorial principal de 2 ème classe	C	TECH	IB 430	0,00	332-8-2° lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	IB 372 - 525	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	IB 372 - 525	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2 ème classe	C	S	IB 368	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Animateur	B	ANIM	IB 452	0,00	A Nomination contractuel permanent CDI	CDI
Animateur	B	ANIM	IB 415 - 431	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDI
Apprenti		OTR		0,00	A Vacance temporaire d'un emploi	CDD
Assistant d'enseignement artistique	B	CULT	IB 397	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ere classe	B	CULT	IB 573	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 2eme classe	B	CULT	IB 429	0,00	332-13 Remplacement temporaire d'un agent indisponible	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 2eme classe	B	CULT	IB 415	0,00	332-8-2° lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 2eme classe	B	CULT	IB 429 - 458	0,00	332-10 CDI	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 2eme classe	B	CULT	IB 429 - 458	0,00	332-10 CDI	CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 2eme classe	B	CULT	IB 401-506	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Assistant d'enseignement artistique principal de 2eme classe	B	CULT	IB 401-506	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	IB 389 - 401	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	IB 444	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Attaché	A	ADM	IB 469 - 821	0,00	332-8-2° lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient	CDD
Attaché	A	ADM	IB 499 - 611	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Directeur Général Adjoint des Services	A	OTR	IB 851	0,00	343-1_343-3 Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).	CDD
Directeur Général Adjoint des Services	A	OTR	IB 821	0,00	332-8-2° lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient	CDD
Directeur Général des Services Techniques	A	OTR	IB 826	0,00	332-8-2° lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient	CDD
Ingénieur	A	TECH	IB 518	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Ingénieur	A	TECH	IB 697	0,00	332-10 CDI	CDI
Ingénieur	A	TECH	IB 565 - 739	0,00	332-8-2° lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient	CDD
Rédacteur	B	ADM	IB 389 - 500	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Rédacteur Principal de 2eme classe	B	ADM	IB 401 - 458	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Rédacteur Principal de 2eme classe	B	ADM	IB 401 - 458	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Rédacteur Principal de 2eme classe	B	ADM	IB 444	0,00	332-8-1° Absence de cadre d'emplois susceptible d'assurer les fonctions correspondantes	CDD
Technicien	B	TECH	IB 389 - 415	0,00	332-14 Vacance temporaire d'emploi	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	ADM	IB 486	0,00	332-23-1° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	IB 367 - 432	0,00	332-23-1° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	IB 367 - 432	0,00	332-23-1° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	IB 367	0,00	332-24 Contrat de projet	CDD
Adjoint d'animation territorial	C	ANIM	IB 367	0,00	332-23-2° Accroissement saisonnier d'activité	CDD

VILLE DE THIONVILLE - Budget principal - BS - 2024

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint d'animation territorial	C	ANIM	IB 367	0,00	332-23-1° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Adjoint d'animation territorial	C	ANIM	IB 367	0,00	332-23-1° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Adjoint d'animation territorial	C	ANIM	IB 367	0,00	332-10 CDI	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	IB 367 - 432	0,00	332-23-1° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	IB 367 - 432	0,00	332-23-1° Accroissement temporaire d'activité	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	IB 367	0,00	332-23-2° Accroissement saisonnier d'activité	CDD
CHEF DE CABINET	A	OTR	IR 602	0,00	333-1_333-10 Collaborateur de cabinet	CDD
Collaborateur de cabinet	A	OTR	IR 729	0,00	333-1_333-10 Collaborateur de cabinet	CDD
Rédacteur	B	ADM	IB 500	0,00	332-23-1° Accroissement temporaire d'activité	CDD
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES	
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).

Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	ASS FAMILIALE DE GESTION		Association	906 299,13
-	APEI DE THIONVILLE		Association	891 416,35
-	ICF NORD EST		SA HLM	281 388,74
-	ASS DITE LIGUE PR L'ADAPTATION DU DIMINUE PHYSIQUEAU TRAVAIL		Association	168 571,95
-	MAISON DE RETRAITE STE MADELEINE		Maison de retraite	0,00
-	OPH DE THIONVILLE		OPH	15 216 577,38
-	BATIGERE SAREL		SA HLM	8 843 492,92
-	CCAS DE THIONVILLE		Collectivités	62 208,84
-	EST HABITAT CONSTRUCTION		SA HLM	598 860,92
-	LOGIEST		SA HLM	2 961 673,27
-	ALPHA MEGA		SA HLM	2 266 475,89
-	ADOMA		SA HLM	65 227,70
-	VILOGIA		SA HLM	4 122 753,86
-	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		SA HLM	130 907,05
-	3F GRAND EST		SA HLM	586 672,64
-	SODEVAM		SEM	4 314 108,68
-	BATIGERE		SA HLM	9 382 128,68
-	NEOLIA LORRAINE		SA HLM	1 507 308,55
-	SAHLM PRESENCE HABITAT		SA HLM	20 730,53
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES			IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT			B11.1
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE			
DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Syndicat Intercommunal de la Concession de distribution d'Electricité du Pays des 3 frontières	17/10/1994	Redevance versées par le concessionnaire EDF	0,00
Communauté d'Agglomération "Portes de France - Thionville"	01/01/2004	FPU	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES					
Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Service Social	06/05/1995		SPA	non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière	Centre Funéraire	10/01/1998	18/12/1997	21507672200695	SPIC	oui
Lotissement	La Petite Lor - Saint Exupéry	29/03/2011	29/03/2011	21570672200703	SPA	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	0,00	3 356 305,79	3 356 305,79	3 356 305,79
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	-5 363 773,11	-5 363 773,11	-5 363 773,11
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00	0,00	-2 007 467,32

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	0,00	2 007 468,00	2 007 468,00	2 007 468,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00	0,00	-2 007 467,32
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	2 007 468,00	2 007 468,00	2 007 468,00

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	7 570 997,00	-498 920,00	-498 920,00	7 072 077,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	19 198 261,00	9 227 187,55	9 227 187,55	28 425 448,55
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	11 627 264,00	9 726 107,55	9 726 107,55	21 353 371,55

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 7 570 997,00	-498 920,00	II -498 920,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		7 055 997,00	-28 920,00	-28 920,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	6 820 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	235 997,00	-28 920,00	-28 920,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		515 000,00	-470 000,00	-470 000,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	500 000,00	-470 000,00	-470 000,00
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	15 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 19 198 261,00	9 227 187,55	VI 9 227 187,55
Ressources propres externes de l'année (a)		2 544 000,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 894 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	600 000,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	50 000,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		16 654 261,00	9 227 187,55	9 227 187,55
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
2802	Frais liés à la réalisation de document	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	4 900 000,00	0,00	0,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
280415322	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	0,00	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	0,00	0,00	0,00
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00
281321	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
28138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00
2815731	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
35...	Stocks de produits (5)			
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	8 848 827,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	2 905 434,00	9 227 187,55	9 227 187,55

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	ZAC Val Marie			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Terrain caravaniers travailleurs			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Publications			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Théâtre			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Location de commerce			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Portes de France			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Camping touristique municipal			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Cinéma La Scala			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	ZAC Cormontaigne			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Exploitation des forêts			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Location Alambic			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Route de Guentrange			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Domaine de Volkrange			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	ZAC du Gassion			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Acquisition de Fournitures			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Parking Capucins			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Café bar - Puzzle			SPA
Collectivité territoriale - Ville de Thionville	Ventes terrains H.L.M			SPA

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS	D3

Libellés	Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources						
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources						
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources						
TFPB		65 484 000,00	0,00	37,26	24 399 338,00	0,00
TFPNB		295 200,00	0,00	84,90	250 625,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		5 408 000,00	0,00	23,50	1 270 880,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00		25 920 843,00	0,00

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

CUNY Pierre	
-------------	--

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

13 - Budget annexe du Centre Funéraire : adoption du Budget supplémentaire 2024.

M. LOUIS, Adjoint : Acte de reports et d'ajustements, le Budget supplémentaire est une décision modificative particulière.

En tant qu'acte de reports, il reprend les résultats, les restes à réaliser et reports adoptés dans le cadre du compte administratif de l'exercice précédent.

En tant qu'acte d'ajustements, il permet, comme toute décision modificative, de procéder à des ajustements s'avérant nécessaire au regard de l'utilisation des crédits et des engagements pris pas le Conseil Municipal depuis l'adoption du Budget primitif.

La section d'investissement présentant un excédent de 440.686,19 €, le résultat d'exploitation de l'exercice 2023 a été affecté en report à nouveau pour un montant de 965.775,54 €.

Le présent Budget supplémentaire s'équilibre en recettes et en dépenses à :

- section de fonctionnement : 967.775,54 €
- section d'investissement : 589.045,73 €

1. La section de fonctionnement :

Les charges générales sont augmentées de 42.000,00 € afin de couvrir le remboursement des charges indirectes de la Ville et d'éventuels travaux de maintenance du site. Un crédit supplémentaire de 40.000,00 € abonde le chapitre 012 "Charges de personnel, frais assimilés" afin de rembourser à la Ville la charge du personnel mis à disposition de ce service public et des augmentations salariales, notamment au regard du régime indemnitaire (C.I.A.) et des augmentations légales et réglementaires.

Une provision de 2.500,00 € pourra être constituée suite aux créances en compte auprès de la trésorerie. D'autre part, une reprise de provision de 2.000,00 € permettra de couvrir d'éventuelles créances déclarées irrécouvrables.

Le virement à la section d'investissement est de 898.359,54 €.

2. La section d'investissement :

Suite à la reprise du résultat d'investissement de 440.686,19 € en recettes d'investissement et au virement de la section de fonctionnement à hauteur de 898.359,54 €, l'emprunt de 2,4 millions € inscrit au budget primitif est ramené à 1,4 millions €. Les disponibilités financières permettent un réajustement des crédits de paiement 2024 à hauteur de 100.000,00 € pour l'autorisation de programme 2023-07 "construction du nouveau centre funéraire" ainsi qu'un crédit de 193.163,71 € permettant de gros travaux sur les équipements du site afin de maintenir sa parfaite exploitation.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité (2 abstentions : M. BIEDER, Mme JEAN) :

- se prononce favorablement sur le Budget supplémentaire 2024 du Budget annexe du Centre Funéraire ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.

Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21570672200695	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPIC VILLE DE THIONVILLE
--	--

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE HAYANGE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget supplémentaire (2)

BUDGET : CENTRE FUNERAIRE MUNICIPAL (3)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget	3
-----------------------------	---

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	22
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	23
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	24
A3.2 - Etalement des provisions	25
A4.1 - Equilibre des opérations financières	26
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	28
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes	Sans Objet
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	29
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	30

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	31
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	32
--------------------------	----

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

EXPLOITATION

V O T E		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	967 775,54	2 000,00

+

+

+

R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 965 775,54

=

=

=

TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	967 775,54	967 775,54
---	------------	------------

INVESTISSEMENT

V O T E		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	543 163,71	148 359,54

+

+

+

R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	45 882,02	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 440 686,19

=

=

=

TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	589 045,73	589 045,73
---	------------	------------

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	1 556 821,27	1 556 821,27
---------------------	--------------	--------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	798 754,00	0,00	41 916,00	41 916,00	840 670,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	341 546,00	0,00	25 000,00	25 000,00	366 546,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
Total des dépenses de gestion des services		1 144 300,00	0,00	66 916,00	66 916,00	1 211 216,00
66	Charges financières	81 300,00	0,00	0,00	0,00	81 300,00
67	Charges exceptionnelles	31 000,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		2 500,00	2 500,00	2 500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		1 256 600,00	0,00	69 416,00	69 416,00	1 326 016,00
023	Virement à la section d'investissement (6)	974 000,00		898 359,54	898 359,54	1 872 359,54
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	200 000,00		0,00	0,00	200 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		1 174 000,00		898 359,54	898 359,54	2 072 359,54
TOTAL		2 430 600,00	0,00	967 775,54	967 775,54	3 398 375,54

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	3 398 375,54
---	---------------------

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 387 000,00	0,00	0,00	0,00	1 387 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		1 387 000,00	0,00	0,00	0,00	1 387 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	1 043 600,00		2 000,00	2 000,00	1 045 600,00
Total des recettes réelles d'exploitation		2 430 600,00	0,00	2 000,00	2 000,00	2 432 600,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL		2 430 600,00	0,00	2 000,00	2 000,00	2 432 600,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	965 775,54
---	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	3 398 375,54
---	---------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	2 072 359,54
---	---------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) $DE\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RE\ 042$; $RI\ 040 = DE\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DE\ 043 = RE\ 043$.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	45 715,35	0,00	0,00	45 715,35
21	Immobilisations corporelles	9 000,00	166,67	193 163,71	193 163,71	202 330,38
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 500 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	3 600 000,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		3 509 000,00	45 882,02	293 163,71	293 163,71	3 848 045,73
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		3 574 000,00	45 882,02	293 163,71	293 163,71	3 913 045,73
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		250 000,00	250 000,00	250 000,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		0,00		250 000,00	250 000,00	250 000,00
TOTAL		3 574 000,00	45 882,02	543 163,71	543 163,71	4 163 045,73

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	4 163 045,73
---	---------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	2 400 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	1 400 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		2 400 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	1 400 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		2 400 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	1 400 000,00
021	Virement de la section d'exploitation (4)	974 000,00		898 359,54	898 359,54	1 872 359,54
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	200 000,00		0,00	0,00	200 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		250 000,00	250 000,00	250 000,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		1 174 000,00		1 148 359,54	1 148 359,54	2 322 359,54
TOTAL		3 574 000,00	0,00	148 359,54	148 359,54	3 722 359,54

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	440 686,19
--	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	4 163 045,73
---	---------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL
DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE
FONCTIONNEMENT (8)**

2 072 359,54

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	41 916,00		41 916,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	25 000,00		25 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	2 500,00	0,00	2 500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		898 359,54	898 359,54
Dépenses d'exploitation – Total		69 416,00	898 359,54	967 775,54

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	967 775,54
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	45 715,35	0,00	45 715,35
21	Immobilisations corporelles (6)	193 330,38	0,00	193 330,38
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	100 000,00	250 000,00	350 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		339 045,73	250 000,00	589 045,73

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	589 045,73
---	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	2 000,00	0,00	2 000,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		2 000,00	0,00	2 000,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	965 775,54
---	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	967 775,54
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-1 000 000,00	0,00	-1 000 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	250 000,00	250 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
491	Dépréciations des comptes de clients		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation		898 359,54	898 359,54
Recettes d'investissement – Total		-1 000 000,00	1 148 359,54	148 359,54

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	440 686,19
--	-------------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	589 045,73
---	-------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES				A1
Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général (5) (6)	798 754,00	41 916,00	41 916,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	318 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	13 500,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00
6066	Carburants	2 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	15 000,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	6 300,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	11 000,00	30 000,00	30 000,00
61523	Entretien, réparations réseaux	800,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	600,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	3 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	140 000,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	2 800,00	0,00	0,00
6168	Autres	870,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00
618	Divers	17 700,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	7 500,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	1 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	24 100,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 500,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	500,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	29 000,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	168 084,00	11 916,00	11 916,00
62876	Remb. frais au GFP de rattachement	21 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	4 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	10 500,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	341 546,00	25 000,00	25 000,00
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	341 546,00	25 000,00	25 000,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits (7)	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	4 000,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	3 000,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	1 000,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		1 144 300,00	66 916,00	66 916,00
66	Charges financières (b) (8)	81 300,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	56 300,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	25 000,00	0,00	0,00
6688	Autre	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	31 000,00	0,00	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	1 000,00	0,00	0,00
6713	Dons, libéralités	25 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	5 000,00	0,00	0,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)	0,00	2 500,00	2 500,00
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	2 500,00	2 500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		1 256 600,00	69 416,00	69 416,00
023	Virement à la section d'investissement	974 000,00	898 359,54	898 359,54
042	Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)	200 000,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	200 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		1 174 000,00	898 359,54	898 359,54
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		1 174 000,00	898 359,54	898 359,54
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		2 430 600,00	967 775,54	967 775,54

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00
-----------------------------------	-------------

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)				0,00
				=
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES				967 775,54

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	25 840,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	-840,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	25 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 387 000,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	1 362 000,00	0,00	0,00
7088	Autres produits activités annexes	25 000,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
7588	Autres	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		1 387 000,00	0,00	0,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	1 043 600,00	2 000,00	2 000,00
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	0,00	2 000,00	2 000,00
7875	Rep. prov. risques et charges exception.	1 043 600,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		2 430 600,00	2 000,00	2 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		2 430 600,00	2 000,00	2 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
----------------------------	------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	965 775,54
---	------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	967 775,54
--	------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	9 000,00	193 163,71	193 163,71
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00
2151	Installations complexes spécialisées	0,00	193 163,71	193 163,71
2158	Autres	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	2 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	2 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	5 000,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	3 500 000,00	100 000,00	100 000,00
2313	Constructions	3 500 000,00	100 000,00	100 000,00
Total des dépenses d'équipement		3 509 000,00	293 163,71	293 163,71
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	65 000,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	65 000,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		65 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		3 574 000,00	293 163,71	293 163,71
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	250 000,00	250 000,00
2313	Constructions	0,00	250 000,00	250 000,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		0,00	250 000,00	250 000,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		3 574 000,00	543 163,71	543 163,71

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	45 882,02
-----------------------------------	------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	589 045,73
---	-------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	2 400 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
1641	Emprunts en euros	2 400 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		2 400 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
1068	Autres réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		2 400 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
021	Virement de la section d'exploitation	974 000,00	898 359,54	898 359,54
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	200 000,00	0,00	0,00
28131	Bâtiments	200 000,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	0,00	0,00
28153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	0,00
28154	Matériel industriel	0,00	0,00	0,00
28157	Aménagements des matériels industriels	0,00	0,00	0,00
28158	Autres	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00
28188	Autres	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		1 174 000,00	898 359,54	898 359,54
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	250 000,00	250 000,00
2031	Frais d'études	0,00	250 000,00	250 000,00
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		1 174 000,00	1 148 359,54	1 148 359,54
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		3 574 000,00	148 359,54	148 359,54

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
---------------------------	------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	440 686,19
---	------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	589 045,73
--	------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					420 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					420 000,00									
19011	CREDIT AGRICOLE	25/07/2012	25/07/2012	25/10/2012	420 000,00	F	Taux fixe à 4.43 %	4,430	4,504	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					420 000,00									

- (1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		105 000,00					28 000,00	4 186,36	0,00	615,90
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		105 000,00					28 000,00	4 186,36	0,00	615,90
19011	N	0,00	A-1	105 000,00	3,57	F	Taux fixe à 4.43 %	4,504	28 000,00	4 186,36	0,00	615,90
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		105 000,00					28 000,00	4 186,36	0,00	615,90

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1500 €	25/09/2023

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Subv. d'équip. biens matériels, mobiliers et études	5	25/09/2023
L	Matériels d'interv. et techn., secours et police	4	25/09/2023
L	Equipement des cuisines	10	25/09/2023
L	Equipement sportifs	10	25/09/2023
L	Instrument de musique	5	25/09/2023
L	Install. gén, agenc., aménag. constr. Bât Privés	15	25/09/2023
L	Install. électrique & téléphonique, alarme, ds immeubles rapport	15	25/09/2023
L	matériel & outillage incendie et défense civile(extincteur, borne	20	25/09/2023
L	Matériels techniques scolaires	15	25/09/2023
L	matériels et outillage de voirie et espaces verts	10	25/09/2023
L	Matériel de téléphonie	5	25/09/2023
L	Matériel audio-visuel	5	25/09/2023
L	Frais relatifs aux docs urbanismes	10	25/09/2023
L	Bâtiments privés - Immeubles de rapport (productif de revenus)	30	25/09/2023
L	Appareils de levage, ascenseurs dans les immeubles de rapport	20	25/09/2023
L	Install. et app. de chauffage immeubles de rapports	10	25/09/2023
L	Matériels roulants de voirie et espaces verts	15	25/09/2023
L	Equipement des garages et ateliers, équip. de sécurité	10	25/09/2023
L	Biens historiques et culturels mobiliers -Dépenses ultérieures i	15	25/09/2023
L	Install. gén, agenc, aménag. sur Bât non propriétaire	15	25/09/2023
L	Mobilier, autre que scolaire	12	25/09/2023
L	Coffre-fort	20	25/09/2023
L	Cheptel	12	25/09/2023
L	Matériel de nettoyage, (lave-linge, chariot de nettoyage, aspira	5	25/09/2023
L	Matériels d'expo, d'affichage et de signalétiques	10	25/09/2023
L	Ameublement, matériel de décoration	10	25/09/2023
L	Jeux et équipements d'extérieurs	5	25/09/2023
L	Equipement pédagogique (livres, jeux,)	5	25/09/2023
L	Subv. d'équip. biens immobiliers	25	25/09/2023
L	Logiciels	5	25/09/2023
L	Plantations d'arbres et arbustes	15	25/09/2023
L	Constructions sur sol d'autrui Immeubles de rapport	30	25/09/2023
L	installations, matériel et outillages techniques	20	25/09/2023
L	Biens historiques et culturels mobiliers -Dépenses ultérieures i	35	25/09/2023
L	Matériels de transports, (véhicules, camions, vélo)	8	25/09/2023
L	Matériel informatique scolaire	4	25/09/2023
L	Matériel informatique autre que scolaire	4	25/09/2023
L	Mobilier scolaire	12	25/09/2023
L	Matériel admini et bureau autre que scolaire	8	25/09/2023
L	Matériels de laboratoire, matériel médical (défibrillateurs, the	5	25/09/2023
L	Matériel admini et bureau scolaire	8	25/09/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		1 043 600,00	1 043 600,00	1 043 600,00	0,00
Provision pour travaux futurs	0,00	19/04/2021	1 043 600,00	1 043 600,00	1 043 600,00	0,00
Dépréciations (2)	2 500,00		1 532,00	4 032,00	2 000,00	2 032,00
Provision pour créances irrécouvrables	2 500,00	01/12/2022	1 532,00	4 032,00	2 000,00	2 032,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	2 500,00		1 045 132,00	1 047 632,00	1 045 600,00	2 032,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
---------------	--------------	---------------------------------------	--------------------------	--	--	---

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	0,00	440 686,19	440 686,19	440 686,19
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	-45 882,02	-45 882,02	-45 882,02
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	394 804,17	0,00	394 804,17

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	0,00	0,00	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	394 804,17	0,00	394 804,17
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	394 804,17	0,00	0,00

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	1 174 000,00	898 359,54	898 359,54	2 072 359,54
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	1 109 000,00	898 359,54	898 359,54	2 007 359,54

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		I 65 000,00	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		65 000,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	65 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
2023-07 Construction d'un nouveau crématorium	8 410 434,00	0,00	8 410 434,00	252 713,65	3 600 000,00	4 557 720,35

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP		
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS	
ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
Pour un montant total de		0	366 546,00
DGS	A	1	0,00
Attaché	A	1	0,00
Technicien principal de 1ère classe	B	1	0,00
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	1	0,00
Agent de maîtrise principal	C	1	0,00
Agent de maîtrise	C	1	0,00
Adjoint technique territorial principal de 2 ème classe	C	1	0,00
Adjoint technique territorial	C	1	0,00
TOTAL GENERAL	C B A	8	366 546,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

14 - Budget annexe du lotissement "La Petite Lor - Saint-Exupéry" : adoption du Budget Primitif 2024

M. LOUIS, Adjoint : La gestion des dépenses et des recettes nécessaires à la création du lotissement "La Petite Lor - Saint-Exupéry" sont individualisées dans un budget annexe. En effet, toute opération de lotissement consiste à viabiliser et vendre des terrains à des personnes privées et, de ce fait, sa gestion relève du domaine privé de la collectivité.

Depuis la réforme immobilière de 2010, les opérations d'aménagement des collectivités publiques font parties des activités obligatoirement assujetties à la T.V.A. A ce titre, les recettes et les dépenses de ce budget sont comptabilisées hors taxe.

Le Budget primitif 2024 est un budget de reprise du résultat dégagé à la fin de l'exercice 2023 et permet le reversement à la Ville du résultat sur l'opération, l'aménagement étant maintenant terminé.

Le résultat 2023 d'un montant de **1.403.962,10 €**, largement excédentaire, est repris entièrement en section de fonctionnement en l'absence de reports et de restes à réaliser en section d'investissement sur ce budget.

Les dépenses liées à l'aménagement du lotissement se cumulent à hauteur de 1.150.504,52 €. Le résultat net de l'opération atteint 253.457,58 €. Compte tenu d'une régularisation de 0,21 € sur la T.V.A., le résultat net de 253.457,37 € sera affecté en reversement excédentaire au budget principal de la Ville.

Le Budget primitif 2024 du lotissement "La Petite Lor - Saint-Exupéry" s'équilibre ainsi en dépenses et en recettes :

Section de fonctionnement	1 403 962,10 €
Section d'investissement	1 150 504.52 €
Total	2 554 466.62 €

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- se prononce favorablement sur le Budget primitif 2024 du Budget annexe du lotissement "La Petite Lor - Saint-Exupéry" ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Pierre CUNY

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE : VILLE DE THIONVILLE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget principal (2)

Numéro SIRET : 21570672200729

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE HAYANGE

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : LOTISSEMENT PETITE LOR ST EXUPERY (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	39
A1.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	42
A2.01 - Opérations non ventilables	44
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	45
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	46
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	47

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	48
--------------------------	----

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0
3	Dépenses d'équipement brut / population	0
4	Encours de dette / population (2) (3)	0,00
5	DGF / population	0
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0,00 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,00 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	0 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

- I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
 - au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
 - sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
 - sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.5 %
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,88	32 870,20	220 588,26	A1 253 457,58
Investissement	0,00	0,00	(3) -1 150 504,52	A2 -1 150 504,52
Fonctionnement	0,88	32 870,20	(4) 1 371 092,78	A3 1 403 962,10

	RESTES A REALISER N-1		
	Dépenses	Recettes	Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1 0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	253 457,58
Investissement	A2 + B2	-1 150 504,52
Fonctionnement	A3 + B3	1 403 962,10

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS	A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	0,00	1 150 504,52
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 1 150 504,52	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	1 150 504,52	1 150 504,52

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	1 403 962,10	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 403 962,10
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	1 403 962,10	1 403 962,10
	TOTAL DU BUDGET (4)	2 554 466,62	2 554 466,62

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00
---	------------	-------------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			
			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00
---	------------	-------------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	125 000,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		125 000,00		0,00	0,00	0,00

TOTAL	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
--------------	-------------------	-------------	-------------	-------------	-------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	1 150 504,52
--	---------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 150 504,52
---	---------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	0,00		1 150 504,52	1 150 504,52	1 150 504,52
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		0,00		1 150 504,52	1 150 504,52	1 150 504,52

TOTAL	125 000,00	0,00	1 150 504,52	1 150 504,52	1 150 504,52
--------------	-------------------	-------------	---------------------	---------------------	---------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 150 504,52
---	---------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

1 150 504,52

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	253 457,58	253 457,58	253 457,58
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		125 000,00	0,00	253 457,58	253 457,58	253 457,58
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		125 000,00	0,00	253 457,58	253 457,58	253 457,58

023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	0,00		1 150 504,52	1 150 504,52	1 150 504,52
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		0,00		1 150 504,52	1 150 504,52	1 150 504,52

TOTAL	125 000,00	0,00	1 403 962,10	1 403 962,10	1 403 962,10
--------------	-------------------	-------------	---------------------	---------------------	---------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 403 962,10
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	125 000,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		125 000,00		0,00	0,00	0,00

TOTAL	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
--------------	-------------------	-------------	-------------	-------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	1 403 962,10
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 403 962,10
--	---------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	1 150 504,52	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	---------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
198 Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total	0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	1 150 504,52
--	---------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 150 504,52
---	---------------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011 Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014 Atténuations de produits	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	253 457,58	0,00	253 457,58
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66 Charges financières	0,00	0,00	0,00
67 Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68 Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	0,00	0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		1 150 504,52	1 150 504,52
023 Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total	253 457,58	1 150 504,52	1 403 962,10

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 403 962,10
--	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	0,00	0,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		1 150 504,52	1 150 504,52
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total	0,00	1 150 504,52	1 150 504,52

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
--------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 150 504,52
---	---------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		0,00	0,00
73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731 Fiscalité locale	0,00		0,00
74 Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75 Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78 Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total	0,00	0,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	1 403 962,10
------------------------------------	--------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 403 962,10
--	---------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	A

DEPENSES

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I			II			III = I + II
TOTAL	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	125 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041 Opérations patrimoniales (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre	125 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	1 150 504,52
---	---------------------

Total des dépenses d'investissement cumulées	1 150 504,52
---	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES					A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		125 000,00	0,00	1 150 504,52	1 150 504,52	1 150 504,52
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	0,00		1 150 504,52	1 150 504,52	1 150 504,52
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00		1 150 504,52	1 150 504,52	1 150 504,52

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)					0,00
--	--	--	--	--	------

Affectation au compte 1068 (8)					0,00
--------------------------------	--	--	--	--	------

Total des recettes d'investissement cumulées					1 150 504,52
--	--	--	--	--	--------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE								A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
168748	Dettes - Autres communes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (6)	125 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (7)	125 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00

VILLE DE THIONVILLE - LOTISSEMENT PETITE LOR ST EXUPERY - BP - 2024

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
3355	Travaux	125 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
3555	Terrains aménagés	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		125 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		125 000,00	0,00	1 150 504,52	1 150 504,52	1 150 504,52
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	0,00		1 150 504,52	1 150 504,52	1 150 504,52
3355	Travaux	0,00		276 838,07	276 838,07	276 838,07
3555	Terrains aménagés	0,00		873 666,45	873 666,45	873 666,45
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00		1 150 504,52	1 150 504,52	1 150 504,52

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE								B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		125 000,00	0,00	0,00	1 403 962,10	1 403 962,10	0,00	1 403 962,10	1 403 962,10
011	Charges à caractère général (3)	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	253 457,58	253 457,58	0,00	253 457,58	253 457,58
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		125 000,00	0,00	0,00	253 457,58	253 457,58	0,00	253 457,58	253 457,58
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses réelles		125 000,00	0,00	0,00	253 457,58	253 457,58	0,00	253 457,58	253 457,58
023	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	0,00			1 150 504,52	1 150 504,52		1 150 504,52	1 150 504,52
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00			1 150 504,52	1 150 504,52		1 150 504,52	1 150 504,52

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)								0,00
---------------------------------------	--	--	--	--	--	--	--	------

Total des dépenses de fonctionnement cumulées								1 403 962,10
---	--	--	--	--	--	--	--	--------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	125 000,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		125 000,00		0,00	0,00	0,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	1 403 962,10
--	---------------------

Total des recettes de fonctionnement cumulées	1 403 962,10
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE								B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		125 000,00	0,00	0,00	1 403 962,10	1 403 962,10	0,00	1 403 962,10	1 403 962,10
011	Charges à caractère général (4)	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	125 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	253 457,58	253 457,58	0,00	253 457,58	253 457,58
65822	Reversement excédent budgets annexes	0,00	0,00		253 457,37	253 457,37	0,00	253 457,37	253 457,37
65888	Autres	0,00	0,00		0,21	0,21	0,00	0,21	0,21
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		125 000,00	0,00	0,00	253 457,58	253 457,58	0,00	253 457,58	253 457,58
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses réelles		125 000,00	0,00	0,00	253 457,58	253 457,58	0,00	253 457,58	253 457,58
023	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	0,00			1 150 504,52	1 150 504,52		1 150 504,52	1 150 504,52
7133	Variat° en-cours de production biens	0,00			276 838,07	276 838,07		276 838,07	276 838,07
71355	Variat° stocks terrains aménagés	0,00			873 666,45	873 666,45		873 666,45	873 666,45
043	Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00			1 150 504,52	1 150 504,52		1 150 504,52	1 150 504,52

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040*) (*DF 043 = RF 043*).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	125 000,00		0,00	0,00	0,00
7133	Variat° en-cours de production biens	0,00		0,00	0,00	0,00
71355	Variat° stocks terrains aménagés	125 000,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		125 000,00		0,00	0,00	0,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*) (*RF 043 = DF 043*).

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES									IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE									A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES							IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)							A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

VILLE DE THIONVILLE - LOTISSEMENT PETITE LOR ST EXUPERY - BP - 2024

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES									IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE									A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		253 457,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	253 457,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES								IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)								A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		253 457,58
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		253 457,58
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	253 457,58
658	Charges diverses de gestion courante	253 457,58
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS**Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)**

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	-1 150 504,52	-1 150 504,52
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	-1 150 504,52	-1 150 504,52

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	-1 150 504,52	-1 150 504,52
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	-1 150 504,52	-1 150 504,52

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	0,00	0,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	0,00	0,00
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	0,00	0,00

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		0,00	I 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		0,00	III 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		0,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
29...	Dépréciations des immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (5)		
33...	En-cours de production de biens (5)		
35...	Stocks de produits (5)		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Dépréciation des comptes de tiers		
59...	Dépréciation des comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

15 - Avis sur le Compte Administratif 2023 du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville.

M. LOUIS, Adjoint : Comme chaque année, le compte administratif et le compte de gestion sont soumis à l'examen du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) en vue de leur adoption. Ces deux documents retracent les opérations comptables du C.C.A.S. au cours de l'exercice 2023.

Conformément à l'article L.2541-14 du Code général des collectivités territoriales, ce document doit être soumis à l'avis du Conseil Municipal.

Les résultats du C.C.A.S dans chacune des sections se déclinent ainsi :

- la section d'investissement se clôture avec un excédent de 1.326.862,16 € ;

SECTION INVESTISSEMENT	
DEPENSES INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	-2 554 660,40 €
RECETTES INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	4 067 978,60 €
RESULTAT INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	1 513 318,20 €
DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTE (RESULTAT 2022)	-153 179,53 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT (1) (R-001)	1 360 138,67 €
ETAT DES REPORTS A REPENDRE AU BUDGET 2024	
REPORTS DEPENSES INVESTISSEMENT	-33 276,51 €
REPORTS RECETTES INVESTISSEMENT	0,00 €
SOLDE DES REPORTS (2)	- 33 276,51 €
RESULTAT APRES REPORTS INVESTISSEMENT - Excédent de financement	1 326 862,16 €

- la section de fonctionnement fait apparaître un résultat net à affecter de 835.642,22 €.

SECTION FONCTIONNEMENT	
DEPENSES FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	-7 295 772,74 €
RECETTES FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	7 541 606,76 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	245 834,02 €
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (RESULTAT 2022)	589 808,20 €
RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT - A affecter	835 642,22 €

Ainsi, ces résultats seront repris dans le Budget Supplémentaire 2024 du C.C.A.S., chacun dans leur section :

- Investissement, R001 1.360.138,67 €
- Fonctionnement, R002 835.642,22 €

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- émet un avis favorable au compte administratif 2023 du C.C.A.S. afin de lui permettre de réaliser ses principales missions ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.

Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

EXAMEN DES COMPTES ADMINISTRATIF ET DE GESTION DE L'EXERCICE 2023

Centre Communal d'Action Sociale

1 - Exécution générale

L'exécution du budget du CCAS de l'exercice 2023 se traduit par les résultats suivants :

En fonctionnement :

Recette de fonctionnement	7 541 606,76 €
Depense de fonctionnement	7 295 772,74 €
Résultat de l'exercice	245 834,02 €
Résultat antérieur	589 808,20 €
Résultat cumulé	835 642,22 €

En Investissement :

Recette d'investissement	4 067 978,60 €
Depense d'investissement	2 554 660,40 €
Résultat de l'exercice	1 513 318,20 €
Résultat antérieur	- 153 179,53 €
Résultat cumulé	1 360 138,67 €
Reports recette d'investissement	- €
Reports depense d'investissement	33 276,51 €
Solde	- 33 276,51 €
Résultat d'investissement	1 326 862,16 €

Le résultat à affecter est ainsi de **835 642,22 €**

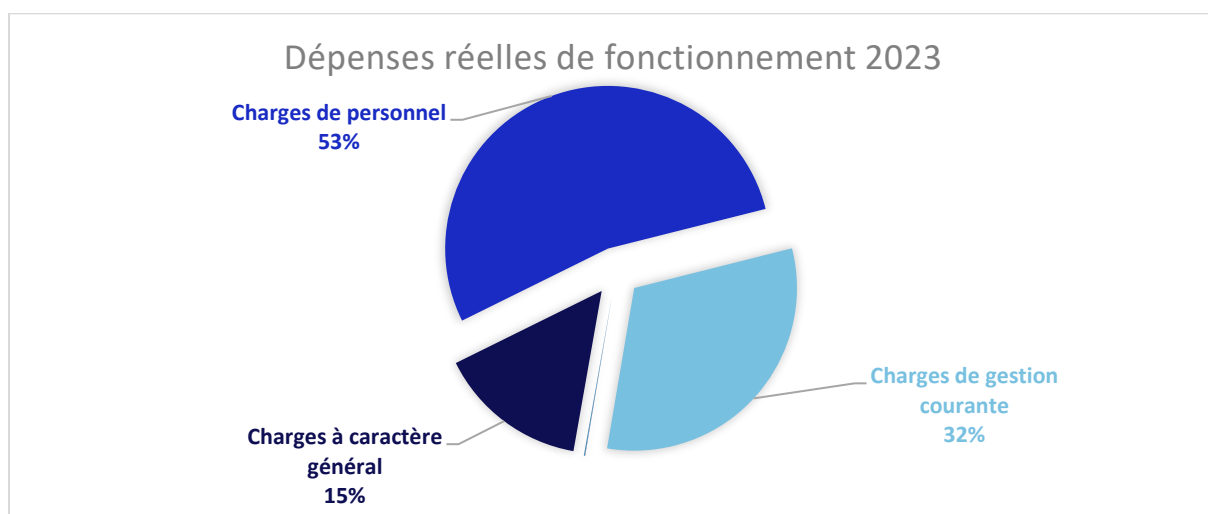
2 - Section de fonctionnement

	2022	2023
Recettes réelles	2 616 450,79 €	5 631 454,37 €
Depenses réelles	2 371 902,18 €	3 447 713,42 €
Solde	244 548,61 €	2 183 740,95 €
Solde hors cession	244 548,61 €	283 740,95 €

Dépenses réelles

	2022	2023	Evolution %
Charges à caractère général	494 159,89 €	514 329,44 €	4,08%
Charges de personnel	1 561 187,15 €	1 840 305,30 €	17,88%
Charges de gestion courante	307 537,82 €	1 089 296,38 €	254,20%
Provision	1 796,00 €	892,54 €	-50,30%
Charges financières	5 005,32 €	2 631,16 €	-47,43%
Charges exceptionnelles	2 216,00 €	258,60 €	-88,33%
Total	2 371 902,18 €	3 447 713,42 €	45,36%

Les dépenses réelles de fonctionnement sont en augmentation entre 2022 et 2023 (+45.36%).



Les **charges à caractère général** sont en légère augmentation entre 2022 et 2023 (+4,08%). Cette augmentation s'explique principalement par :

- Une augmentation des frais de réceptions, de fêtes et cérémonies de 64,4 k€ dont 59,6 k€ en raison de la reprise des repas dansants et de l'organisation du repas au bénéfice des seniors ;
- Une augmentation des achats d'études de 36,7 k€ ;
- Une augmentation des frais de maintenance et d'entretien de 13,4 k€ ;
- Une augmentation des achats d'alimentation et d'autres fournitures de 9,4 k€ ;
- Une diminution des dépenses d'énergie de 62,5 k€ ;
- Une diminution des frais de nettoyage des locaux de 20 k€ ;
- Une diminution des frais SCSi refacturé par la CAPFT de 17,4 k€ ;
- Une diminution des frais d'affranchissement et de télécommunication de 5,8 k€.

Les **charges de personnel** passent à 1 840 k€ soit une augmentation de 17,88%, principalement dû à l'augmentation de l'indice de rémunération, du GVT et de l'augmentation du CIA ainsi que de la création de poste pour faire face à l'augmentation de l'activité au sein de la Maison des Quartiers.

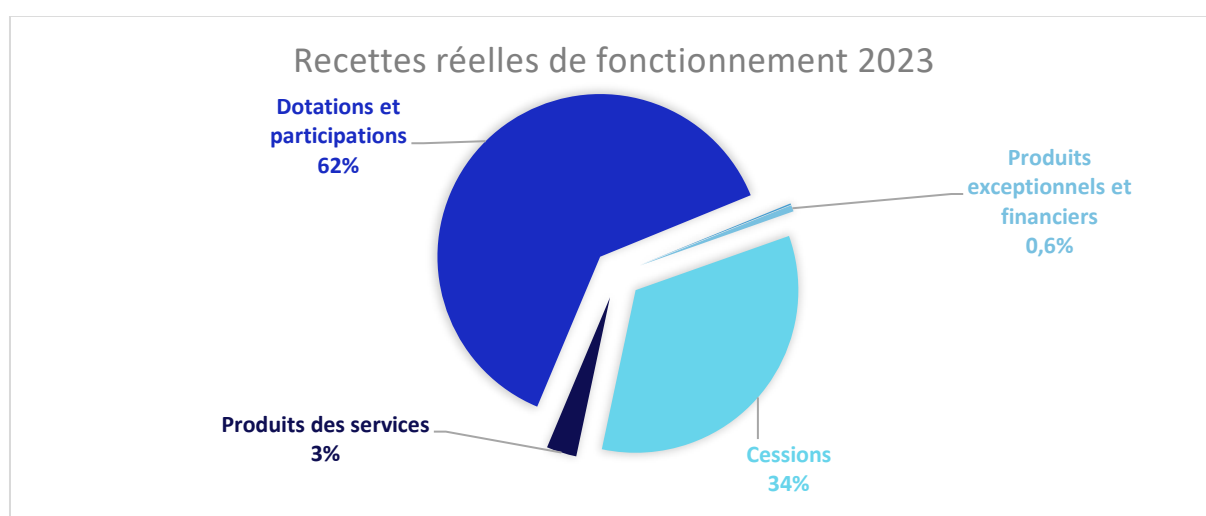
Les **charges de gestion courante** sont en très forte augmentation entre 2022 et 2023. Cette augmentation est liée au transfert, de la Ville vers le CCAS, de la gestion du budget des subventions CPO vers les centres sociaux en 2023 à hauteur de 763 k€.

Les **frais financiers** continuent de diminuer (-47,43%) du fait de la non-réalisation de nouveaux emprunts.

Recettes réelles

	2022	2023	Evolution	Evolution %
Produits des services	123 592,06 €	168 495,86 €	44 903,80 €	36,33%
Dotations et participations	2 473 674,71 €	3 519 767,14 €	1 046 092,43 €	42,29%
Autres produits de gestion courante	6 989,52 €	7 846,84 €	857,32 €	12,27%
Produits exceptionnels et financiers	12 194,50 €	35 344,53 €	23 150,03 €	189,84%
Total hors cessions	2 616 450,79 €	3 731 454,37 €	1 115 003,58 €	42,62%
Cessions	- €	1 900 000,00 €	1 900 000,00 €	
Total	2 616 450,79 €	5 631 454,37 €	3 015 003,58 €	115,23%

Les recettes réelles de fonctionnement hors cession augmentent entre 2022 et 2023 (+42,62%).



Les **recettes de produits des services** augmentent de 44 k€ en 2023.

Les **dotations et participations** augmentent en 2023 (+42,29%). Cette augmentation est liée :

- À l'ajustement de la subvention d'équilibre versée par la Ville (+ 925 k€) à la suite du transfert de la gestion du budget des subventions CPO vers les centres sociaux et de l'augmentation des charges de personnel en 2023 et le repas au bénéfice des séniors.
- La participation CAF augmente de 113 k€ à la suite des changements de modalité de gestion des CPO et de la nouvelle Convention Territoriale Globale.

Les **recettes exceptionnelles** augmentent de 23 k€ en 2023, principalement lié à l'augmentation du don perçu par le CFU.

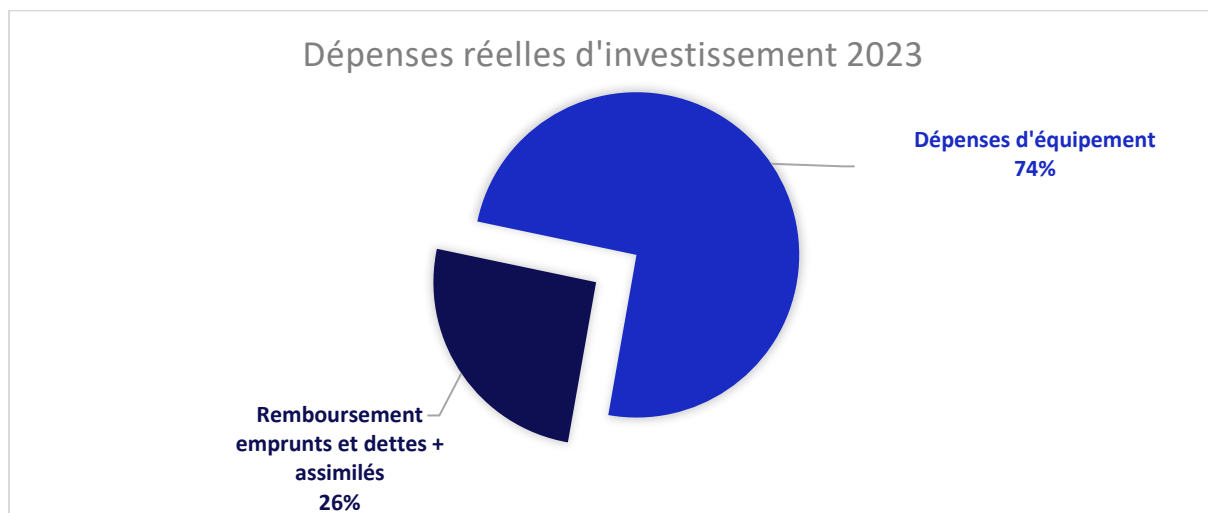
En 2023, le CCAS a réalisé la **cession** du Foyer-Résidence, Boucle de Lamartine à THERAS SANTE pour 1 900 000,00 €.

3 - Section d'investissement

	2022	2023
Recettes réelles	171 379,46 €	219 919,28 €
Depenses réelles	248 816,05 €	644 508,01 €
Solde	- 77 436,59 €	- 424 588,73 €

Dépenses réelles

	2022	2023	Evolution %
Dépenses d'équipement	75 852,32 €	480 064,12 €	532,89%
<i>Dont Immobilisations incorporelles</i>	- €	18 096,00 €	
<i>Dont Subventions d'équipement versées</i>	40 987,27 €	21 256,36 €	-48,14%
<i>Dont Immobilisations corporelles</i>	34 865,05 €	440 711,76 €	1164,05%
Remboursement emprunts et dettes + assimilés	172 963,73 €	164 443,89 €	-4,93%
Total	248 816,05 €	644 508,01 €	159,03%

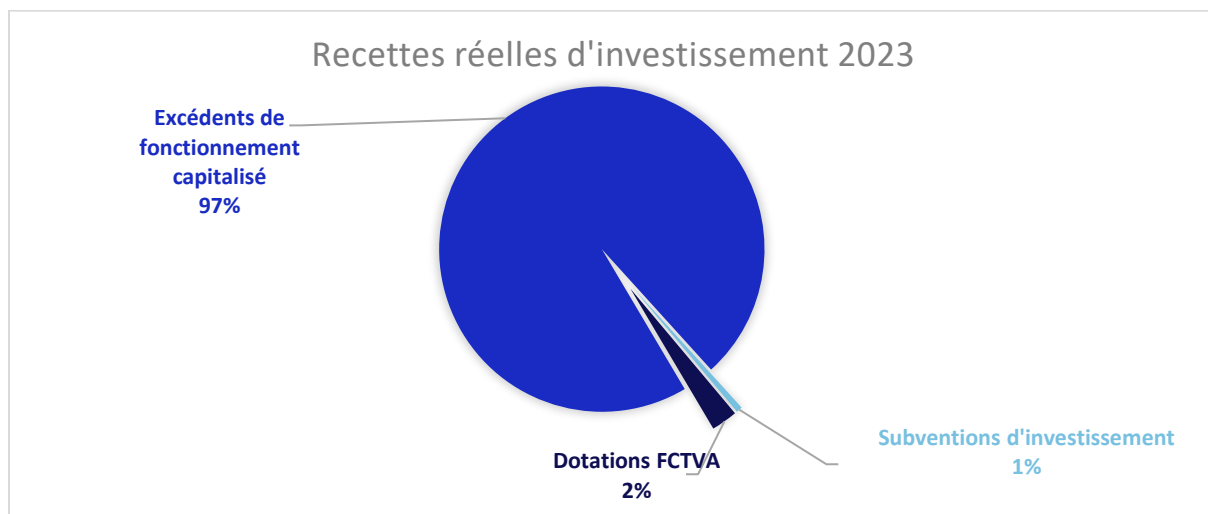


Les **dépenses d'équipement** réalisées sont :

- AMO Maison des Solidarités 18 096,00 €
- Subventions d'équipement versées 21 256,36 €
- Achats de biens mobiliers et divers..... 40 711,76 €
- Résiliation bail emphytéotique en vue de la cession à THERAS SANTE 400 000,00 €

Recettes réelles

	2022	2023	Evolution	Evolution %
Dotations FCTVA	6 357,03 €	5 719,28 €	- 637,75 €	-10,03%
Excédents de fonctionnement capitalisé	164 522,43 €	212 849,00 €	48 326,57 €	29,37%
Subventions d'investissement	500,00 €	1 351,00 €	851,00 €	170,20%
Total	171 379,46 €	219 919,28 €	48 539,82 €	28,32%



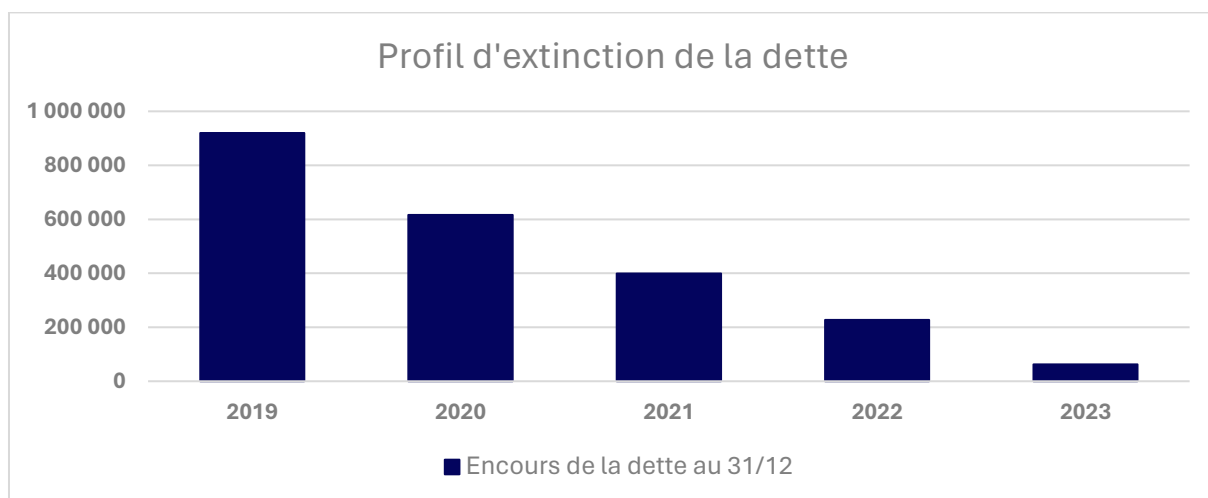
Pour 2023, les recettes réelles d'investissement concernent principalement l'affectation du résultat n-1 à hauteur de 212,8 k€.

4 - Indicateurs

Dette

L'encours de dette s'établit au 31 décembre 2023 à 62 209 €.

La dette sera complètement remboursée fin 2024 et un nouvel emprunt sera sollicité, le moment venu, afin de financer le projet de la Maison des Solidarités.



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

16 - Avis sur le Budget supplémentaire de l'exercice 2024, Budget du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville.

M. LOUIS, Adjoint : Acte de reports et d'ajustements, le Budget supplémentaire est une décision modificative particulière.

En tant qu'acte de reports, il reprend les résultats, les restes à réaliser et reports adoptés dans le cadre du compte administratif de l'exercice précédent.

En tant qu'acte d'ajustements, il permet, comme toute décision modificative, de procéder à des ajustements s'avérant nécessaires au regard de l'utilisation des crédits et des engagements pris par le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) depuis l'adoption du Budget primitif.

Au 31 décembre 2023, le résultat cumulé de la section de fonctionnement atteint **835.642,22 €**. Ce résultat est repris en recette de fonctionnement.

La section d'investissement se clôture avec un excédent de **1.360.138,67 €**, qui sera repris pour financer les reports de crédits de dépenses (33.276,51 €) et la future construction de la Maison des Solidarités.

Le Budget supplémentaire s'équilibre ainsi à hauteur de **839.493,22 € en section de fonctionnement** et à hauteur de **3.585.554,59 € en section d'investissement**.

Parmi les modifications les plus significatives, en fonctionnement, il est proposé l'inscription d'un crédit supplémentaire de 30.000,00 € affecté aux dépenses d'énergie, de 77.500,00 € pour les remboursements des frais à la Ville et à la C.A.P.F.T. pour les services communs, notamment les charges informatiques, 23.700,00 € au titre des cotisations d'assurance et de 16.200,00 € pour l'organisation d'une conférence et du repas pour les aînés de la Commune.

Les dépenses liées au personnel de la Commune mis à disposition du C.C.A.S. sont augmentées de 300.000,00 € afin de prendre en compte les augmentations légales et réglementaires mais également l'augmentation du régime indemnitaire.

Un crédit de 30.000,00 € supplémentaire permettra à l'établissement d'accorder, le cas échéant, plus de secours ou d'aides aux familles.

Un crédit de 150.000,00 € abonde les subventions pouvant être accordées aux centres sociaux pour leurs actions, l'activité périscolaire et extrascolaire étant significativement en hausse pour 2024.

En prévision de créances déclarées irrécouvrables, une reprise sur la provision constituée à hauteur de 2.500,00 € est inscrite.

En investissement, l'acte de cession des "Epis d'Or" sera signé cette année, les crédits de recettes sont réinscrits pour 2.630.000,00 €. Par ailleurs, dans l'attente de la reprise des résultats, un emprunt d'équilibre de 613.677,00 € avait été prévu, cet emprunt ne sera pas nécessaire en 2024, les crédits sont supprimés.

L'ensemble des possibilités financières sera réservé au nouveau projet de construction de la Maison des Solidarités, soit 3,5 M€.

L'équilibre des sections est assuré par un virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement de 209.093,22 €.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- émet un avis favorable sur ce Budget supplémentaire ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.

Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

17 - Cartographie des zones d'accélération des énergies renouvelables.

Mme RENAUX, Adjointe : La loi A.P.E.R. (Accélération de la Production d'Energies Renouvelables) du 10 mars 2023 qui vise à accélérer et simplifier les projets d'implantation de producteurs d'énergie, met les communes au cœur de la planification des énergies renouvelables (En.R.) et prévoit qu'elles définissent des Z.A.En.R. (Zones d'Accélération des Energies Renouvelables) sur leur territoire.

Ces Z.A.En.R. sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'En.R., en tenant compte de la nécessaire diversification des En.R., des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'En.R. déjà installée.

Notre commune a ainsi analysé les enjeux de son territoire (zones protégées, paysages etc...) ainsi que les potentialités de développement de différentes énergies renouvelables mises à disposition par l'État, pour proposer une cartographie adaptée qui déterminent les zones possiblement propices à l'implantation d'installation de production.

La définition de ces Z.A.En.R. indique aux porteurs de projets des zones préférentielles d'implantation et leur permettra une réduction des délais d'instruction et la possibilité d'incitations financières.

Cependant pour un projet, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas son autorisation, celui-ci devant, dans tous les cas, respecter les dispositions réglementaires applicables et, en tout état de cause, l'instruction des projets reste faite au cas par cas.

Contexte :

Enfin ces zones d'accélération ne sont pas des zones exclusives. Des projets pourront être autorisés en dehors, toutefois, un comité de projet sera obligatoire, afin de garantir la bonne inclusion de la commune d'implantation et des communes limitrophes dans la conception du projet.

Les Z.A.En.R. doivent tenir compte des projets existants, projetés ou en cours de réflexion et sont valables 5 ans.

Propositions de zones d'accélération :

Conformément à la loi les potentiels en matière d'éolien, de méthanisation et solaire ont été étudiés.

La cartographie ci-jointe propose et détaille ainsi 93 zones dont 83 pour le potentiel photovoltaïque sur ombrières, 9 grandes zones pour le potentiel solaire sur toiture et 1 zone de méthanisation.

Concernant le potentiel solaire sur toiture, les toitures des bâtiments communaux et privés ont été cartographiés sur l'ensemble des zones urbanisées du Plan local d'urbanisme.

Il en va de même pour le potentiel solaire sur ombrières où la majorité des parcs de stationnement de taille adaptée ont été cartographiés.

Considérant les perspectives offertes par la densité du tissu urbain de notre territoire, la commune n'a pas proposé de potentiel solaire au sol.

Concernant le potentiel de méthanisation, une zone a été proposée pour accueillir un éventuel projet de traitement des boues issues de la station d'épuration des eaux usées située en limite du ban communal de Manom.

La commune soutient également un projet d'unité de méthanisation territorial qui est envisagé sur le site d'implantation Europort (Commune d'Illange) par le SYDELON, Syndicat mixte de transport et de traitement des déchets Lorraine Nord pour répondre aux besoins en valorisation de l'ensemble du territoire en matière de biodéchets.

Thionville n'a pas souhaité proposer de secteur susceptible d'accueillir des projets éoliens au regard des contraintes environnementales et paysagères du territoire. En effet la zone principale de potentiel mentionnée sur le portail cartographique de l'Etat est située à proximité de la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique de la forêt communale située sur les bans d'Oeustrange et d'Elange.

Concertation :

La loi prévoit que chaque commune organise une consultation de ses citoyens, ainsi les éléments nécessaires à la compréhension des propositions de Z.A.En.R. (cartographie et détails de la procédure) ont été mis à disposition du public du 12 mars à 8 h au 25 mars à 11 h selon les modalités suivantes :

- en format papier, avec mise à disposition d'un registre pour le recueil des observations, au Pôle Stratégie Urbaine et Numérique ;
- sur le site <https://participons.thionville.fr/> où il était possible de déposer directement son avis.

Les citoyens pouvaient également adresser leurs remarques soit par courrier adressé à Mairie de Thionville soit par mail à l'adresse suivante : participons.thionville@mairie-thionville.fr

Les citoyens ont été informés de cette concertation par publication sur le site internet de la commune, par publication Facebook et par la rédaction d'un article dans la presse locale en date du 8 mars. Cependant cette concertation n'a recueilli qu'une seule remarque sans avis sur la cartographie.

Les membres du Conseil des sages ont également été informés afin de pouvoir donner leurs avis sur cette procédure, et enfin les zones cartographiées ont été présentées aux membres du Comité de Transition Ecologique le 15 mars.

Aucun commentaire n'appelle la modification de la cartographie, ainsi les Z.A.En.R. proposées n'ont pas évoluées suite à la concertation et sont celles présentées sur la carte en annexe.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Environnement, Cadre de Vie et Travaux" ont été consultées respectivement les 2 et 3 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- émet un avis favorable aux Z.A.En.R. proposées selon la cartographie annexée ;
- décide de charger M. le Maire ou son représentant, de transmettre les cartes à la Communauté d'Agglomération qui va vérifier la cohérence des propositions de Z.A.En.R. entre communes et approuvera ces dernières en Conseil Communautaire du 11 avril 2024 ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

ZAER sur la commune de Thionville

Légende

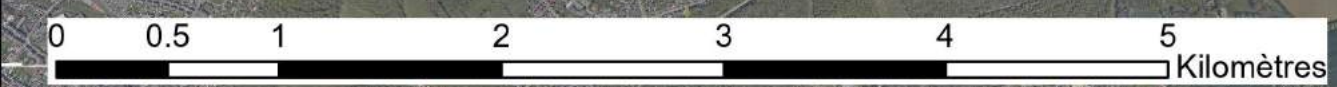
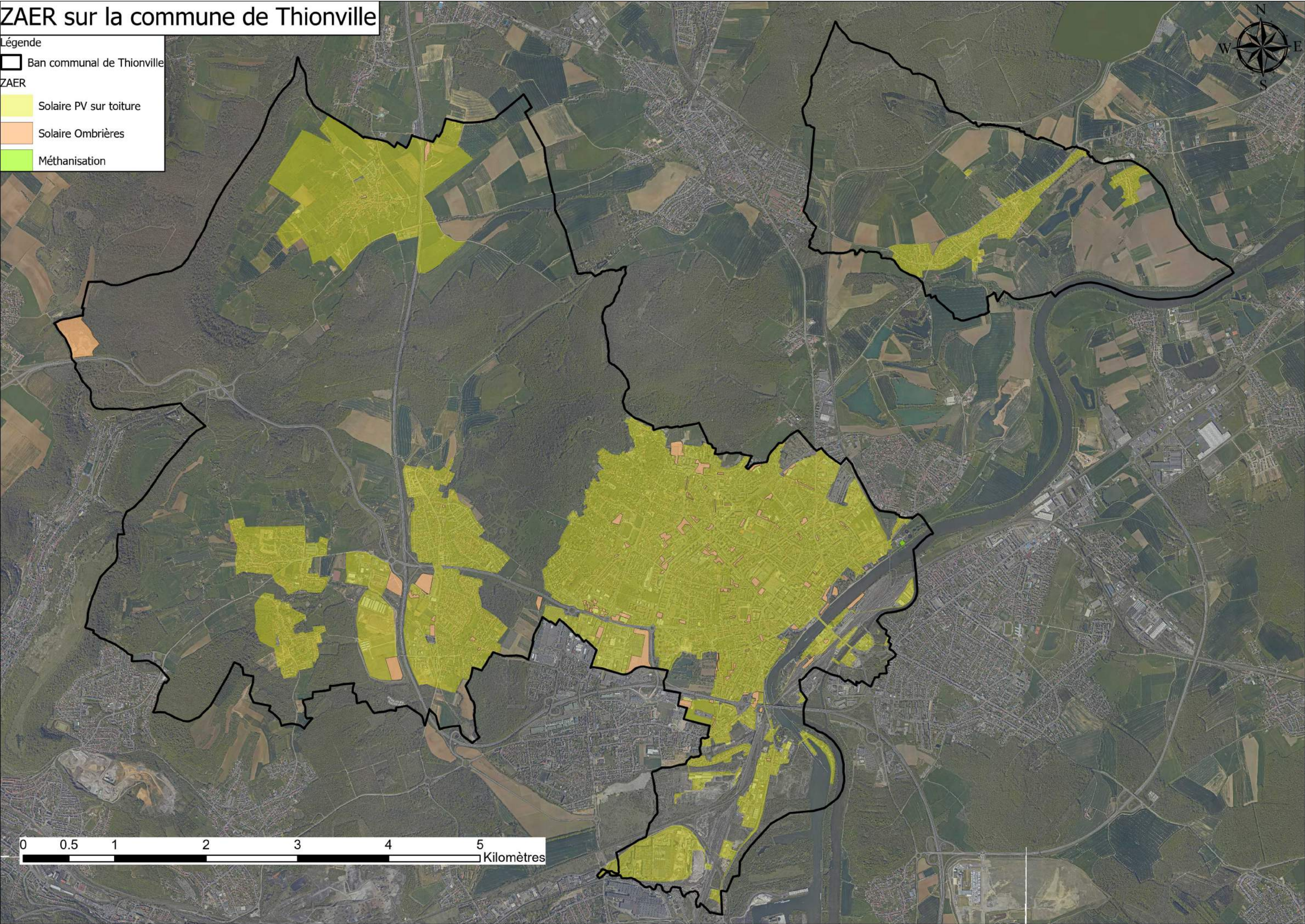
 Ban communal de Thionville

ZAER

 Solaire PV sur toiture

 Solaire Ombrières

 Méthanisation



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

18 - Politique de la Ville : adoption du Contrat de Ville 2024-2030 "Engagements Quartiers 2030".

M. le Maire : Impulsé par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, le précédent contrat de ville 2015-2020 prorogé jusqu'à fin décembre 2023 est ainsi arrivé à échéance.

Pour le contrat de ville nouvelle génération "Engagements Quartiers 2030" à conduire pour la période 2024-2030, le cadre d'intervention demeure la loi du 21 février 2014.

Conformément au décret du 28 décembre 2023 fixant la liste nationale des quartiers prioritaires de la politique de la ville, les trois quartiers prioritaires sur le territoire de la Communauté d'Agglomération dont deux à Thionville ont été maintenus :

- Côte des roses - Bel-Air ;
- Saint-Pierre - La Milliaire ;
- Terrasses des Provinces à Yutz.

Le contrat de ville présenté en annexe a fait l'objet d'une démarche concertée mobilisant l'ensemble des partenaires institutionnels, professionnels sur le terrain et habitants au bénéfice des trois territoires prioritaires identifiés.

Un diagnostic de ces trois territoires a été produit, à partir de données socio-économiques, de réunions publiques avec les habitants et de réunions de travail avec les acteurs de proximité.

À partir des éléments du diagnostic et conformément aux priorités fixées par l'Etat, cinq grands axes structurent ce contrat de ville :

- l'emploi ;
- l'émancipation, qui se décline notamment à travers la réussite éducative, le soutien à la parentalité, l'accès aux droits et la santé ;
- la sécurité ;
- l'engagement et la citoyenneté ;
- le cadre de vie.

Ces axes ont été présentés aux habitants des trois quartiers prioritaires lors de réunions publiques les 7, 12 et 15 février 2024.

Chaque axe sera mis en œuvre par l'intermédiaire d'un comité technique à qui il reviendra de travailler les objectifs spécifiques établis.

Un Comité de pilotage co-présidé par l'État, la Communauté d'Agglomération et les Communes de Thionville et Yutz, réunissant les partenaires signataires (Éducation Nationale, France Travail, Police Nationale, Parquet, Caisse d'Allocations Familiales, Caisse des Dépôts, Agence Régionale de Santé, Direction Régionale des Affaires Culturelles, Conseil Régional Grand Est, Conseil Départemental de la Moselle, MOSELIS, BATIGERE, VIVEST, Mission Locale du Nord Mosellan, S.M.I.T.U. Thionville-Fensch) et les Comités citoyens pilotera et évaluera le contrat de ville.

Ce contrat a été transmis aux partenaires signataires pour validation avant la signature officielle, dont la date reste à définir.

Pour 2024, le budget de la Communauté d'Agglomération, dédié à la Politique de la Ville a été augmenté de 10%, passant de 155.000,00 € à 170.000,00 €. Il sert à soutenir des projets d'utilité publique, innovants, en direction des habitants des quartiers prioritaires, dans le cadre d'un appel à projets annuels.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le contrat de ville 2024-2030 "Engagements Quartiers 2030" tel que joint en annexe ;
- décide de valider la constitution du comité de pilotage telle que présentée en annexe ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ce document, ainsi que tout autre document afférent ou nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Engagements

quartiers2030



CONTRAT
DE VILLE
2024-2030

Table des matières

EDITO	3
Mots du Président de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville et Maire de Thionville	3
Mots du Maire de Yutz	4
Mots du Préfet de Moselle	5
I- Présentation Générale	6
A) Fondements et objectifs de la politique de la ville	6
B) Valeurs de la République et laïcité	7
II- Diagnostic des territoires	8
III-Stratégie d'action	15
A) Présentation de la méthode	15
B) Gouvernance	18
C) Engagements	19
1) Emploi	19
2) Emancipation	22
3) Sécurité	25
4) Engagement et citoyenneté	29
5) Cadre de vie	33
D) Evaluation - Construction d'un observatoire	36
IV-Engagements des partenaires	38
A) Éducation nationale	38
B) France Travail	38
C) Police nationale	39
D) Caisse d'Allocations Familiales	39
E) Caisse des Dépôts	40
F) Agence Régionale de Santé	41
G) Direction Régionale des Affaires Culturelles	41
H) Conseil Régional du Grand Est	41
I) Conseil Départemental de la Moselle	42
J) MOSELIS	42
K) BATIGERE HABITAT – Bailleur citoyen	46
L) VIVEST	52
M) Mission Locale du Nord Mosellan (MLNM)	52
N) SMITU Thionville-Fensch	53
V- Signature	54

EDITO

Mots du Président de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville et Maire de Thionville

Le Contrat de Ville 2024-2030 de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville témoigne de la détermination à forger un avenir plus prometteur pour chacun de nos concitoyens.

Pour les six prochaines années, la géographie prioritaire de la politique de la ville est inchangée, avec trois quartiers identifiés sur le territoire communautaire : Côte des Roses - Bel-Air et Saint-Pierre - La Milliaire à Thionville ainsi que Terrasses des Provinces à Yutz.

Au cœur de cette démarche, réside la volonté de porter les efforts sur la cohésion sociale, le cadre de vie, le renouvellement urbain, le développement économique et l'emploi. Il s'agit également de placer la participation citoyenne au centre des préoccupations.

L'implication du plus grand nombre est essentielle pour éclairer les décisions, aussi nous avons à cœur d'instaurer un dialogue constant avec les habitants en recueillant leurs avis et leurs préoccupations pour nourrir l'action publique. C'est dans ce contexte que le diagnostic du territoire a été réalisé.

Parallèlement, l'engagement en faveur du respect des valeurs républicaines et de la laïcité comme socle de transmission doit demeurer intact. Ces valeurs constituent le fondement même des politiques publiques en faveur d'une société plus juste et inclusive. Chaque décision vise à assurer le bien-être de chacun et le bien commun pour tous.

Dès lors, cette nouvelle contractualisation, au service des Quartiers Prioritaires, fixe une stratégie d'action à la fois conforme aux priorités définies par l'Etat et tenant compte des besoins exprimés par les habitants et des spécificités de leur quartier.

Aussi, je suis pleinement conscient des attentes de nos concitoyens en matière d'égalité des chances. C'est pourquoi j'ai décidé de placer l'emploi et la réussite éducative au cœur de nos priorités, avec une place prépondérante accordée à la prévention de la jeunesse, afin d'accroître les opportunités des habitants, particulièrement des plus jeunes, issus des Quartiers Prioritaires de la Ville.

Enfin, je suis convaincu que la clé du succès réside dans une démarche partenariale renforcée.

L'engagement actif des partenaires institutionnels et associatifs qui œuvrent collectivement à la mise en œuvre d'une politique publique renforcée est indispensable pour assurer leur pertinence et leur efficacité.

L'objectif est ambitieux et je sais pouvoir compter sur notre volonté commune et notre détermination partagée pour mettre en œuvre les actions nécessaires et utiles pour les habitants de nos quartiers.

Pierre CUNY,
Président de la Communauté d'Agglomération
Portes de France-Thionville
Maire de Thionville

Mots du Maire de Yutz

Le plan « quartiers 2030 », élaboré par le ministre du logement Olivier Klein, constitue aujourd'hui le cadre unique de mise en œuvre de la Politique de la Ville sur notre territoire.

Dans la continuité du précédent, ce nouveau contrat piloté à l'échelle de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville en articulation avec les services de l'Etat, les villes de Thionville et de Yutz engage nos collectivités sur la période 2024-2030, à mettre en œuvre des actions concrètes en matière d'habitat, de mobilité, de développement économique et de rénovation urbaine.

Il traduit la volonté de l'ensemble des élus, des acteurs du territoire et des partenaires de la Politique de la Ville de mettre en place des actions spécifiques ambitieuses qui visent à réduire les écarts de situation entre les habitants de l'agglomération.

De nombreuses réussites ont vu le jour ces dernières années au sein de certains quartiers prioritaires, comme celui des Terrasses des Provinces. Depuis 2015, près de 2,5 millions d'euros ont été investis dans des espaces ludiques, des équipements structurants afin de répondre aux nouveaux enjeux environnementaux. Ces politiques publiques permettent d'améliorer le cadre de vie et la collecte des déchets, donnent plus de moyens financiers aux acteurs et partenaires du territoire et facilitent leurs missions indispensables à la réussite du projet de Ville.

Mais force est de constater que le maintien de la précarité subsiste dans ce quartier prioritaire, lequel apparaît au regard de ses habitants, comme exclu de la dynamique territoriale de l'agglomération, et reste marqué par d'importantes difficultés socio-économiques. Des efforts en termes de cohésion sociale, de cadre de vie, de renouvellement urbain, de développement économique et d'emploi sont encore à améliorer pour ce territoire.

Le défi a été de travailler avec tous pour l'élaboration d'un projet pour les quartiers et les habitants, en veillant à ce que les dimensions sociales, urbaines et économiques soient liées.

Je tiens à remercier l'ensemble des partenaires pour cette collaboration, notamment les services de l'Etat, du Conseil Régional du Grand-Est, du Conseil Départemental, de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville ainsi que ceux de la ville de Yutz, les bailleurs sociaux, l'Education Nationale, France Travail, la Caisse des Dépôts, l'Agence Régionale de Santé, la Caisse d'Allocations Familiales, la Mission locale du Nord-Mosellan, le S.M.I.T.U, et l'ensemble des acteurs associatifs œuvrant dans le domaine de la Politique de la Ville.

Nous partageons ensemble, pour ces six années à venir, les mêmes objectifs d'amélioration de vie des habitants des quartiers de la Politique de la Ville. La proche collaboration entre chacun des acteurs sera la clé de la réussite de ce plan « quartier 2030 ».

Clémence Pouget,

Maire de Yutz

Mots du Préfet de la Moselle

Le plan « quartiers 2030 », lancé par le président de la République en juin 2023, renouvelle l'engagement de l'État en faveur de la politique de la ville. Il se concrétise en 2024 par la signature des contrats de ville « engagements quartiers 2030 » pour la période 2024-2030.

Ces contrats renouvelés reposent sur une géographie prioritaire de la politique de la ville actualisée. Le travail mené en 2023 a permis une mise à jour des contours et la délimitation de nouveaux quartiers, prenant en compte les évolutions socio-économiques de ces dix dernières années. En Moselle, deux nouveaux quartiers entrent dans cette géographie : le quartier Falogne à Metz et le quartier du Roi à Woippy, portant à 26 le nombre de quartiers prioritaires en Moselle.

Cette nouvelle génération de contrats va constituer notre feuille de route jusqu'en 2030. Établi aux plus près des priorités des habitants, en concertation avec les collectivités locales et avec les acteurs de proximité, chaque contrat sera centré sur des enjeux et sur des priorités resserrés.

L'accès à l'emploi des habitants est l'objectif prioritaire de l'Etat. Pour cela, l'accès à la formation, l'accompagnement du développement économique et de l'entrepreneuriat sont des axes d'intervention sur lesquels l'État sera particulièrement mobilisé.

Le cadre de vie et la transition écologique seront également au cœur des priorités. Les moyens de l'Etat seront déployés pour améliorer les conditions d'existence et le cadre de vie des habitants et une meilleure intégration des quartiers dans leur environnement.

Pour que les habitants se sentent davantage en sécurité dans leurs quartiers, la priorité sera accordée sur la lutte contre le trafic de stupéfiants.

De manière transversale, l'engagement citoyen sera valorisé et sera promu sous toutes ses formes.

La citoyenneté, le respect des valeurs de la République et de la laïcité sont des vecteurs d'intégration républicaine, que l'État portera dans les contrats de ville « engagements quartiers 2030 ».

Pour notre jeunesse, un accompagnement renforcé sera mis en place pour ceux qui rencontrent des difficultés dans leur parcours scolaire, ceux qui ont besoin d'un soutien particulier pour acquérir un niveau de formation et de qualification qui leur assure, à terme, une insertion sociale et professionnelle.

Ces contrats sont aussi ceux des habitants. Les enjeux identifiés lors des consultations citoyennes menées en été 2023 auprès des habitants sont pris en compte dans ces contrats et sont intégrés dans les priorités de chaque quartier, au plus près des besoins exprimés. Consultés en amont, les habitants seront associés à la mise en œuvre des contrats, pour s'assurer que les politiques publiques menées par l'État et par les collectivités, et également les actions portées par les acteurs associatifs et tous les partenaires de la politique de la ville, produisent des effets concrets et mesurables.

Telle est l'ambition de l'Etat pour que les contrats de ville améliorent la vie des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Laurent Touvet,
Préfet de la Moselle

I- Présentation Générale

A) Fondements et objectifs de la politique de la ville

La loi du 21 février 2014 dite loi Lamy est la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Elle met en œuvre le cadre de la politique de la ville pour concentrer les moyens vers les territoires les plus en difficultés.

Dans son article premier, la loi Lamy pose les fondements de la politique de la ville.

Née dans les années 1980 pour réduire les écarts de développement entre des quartiers défavorisés et le reste du territoire urbain auquel ils appartiennent, cette politique publique mobilise de nombreux acteurs : services de l'Etat, collectivités territoriales, associations...

La politique de la ville mobilise l'ensemble des politiques de droit commun et des services publics en matière d'éducation, d'emploi, de santé, entre autres. Elle dispose aussi de moyens d'intervention spécifiques pour répondre au cumul de difficultés que rencontrent les habitants de ces quartiers prioritaires. Elle agit dans tous les domaines : développement économique, emploi et insertion professionnelle, rénovation urbaine, transports et cadre de vie, éducation, prévention de la délinquance, justice et sécurité, médiation sociale, santé, culture, sport, solidarité numérique...

La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité envers les quartiers les plus défavorisés. Elle vise à restaurer l'égalité républicaine et à améliorer les conditions de vie des habitants.

Aujourd'hui, environ 5 millions de personnes vivent dans les 1 362 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), situés dans plus de 800 communes différentes, en métropole et en outre-mer.

Depuis le milieu des années 1990, les contrats de ville formalisent le partenariat entre l'Etat et les collectivités territoriales pour mettre en œuvre la politique de la ville au niveau local. Ils sont renouvelés tous les six ans, et un bilan intermédiaire est réalisé à mi-parcours pour réajuster les actions. Des appels à projets sont renouvelés chaque année, tout au long de la durée du contrat de ville, afin de mettre en œuvre ces actions et d'atteindre les objectifs fixés par le contrat.

B) Valeurs de la République et laïcité

La politique de la ville et les autres politiques publiques de droit commun portent intrinsèquement les valeurs de la République par la multitude d'actions qu'elles déploient dans les quartiers prioritaires.

Les actions mises en œuvre dans le cadre de la politique de la ville par exemple en matière d'éducation, d'accès à l'emploi ou d'émancipation sous toutes ces formes répondent aux valeurs de la République telles que la laïcité, la citoyenneté, l'égalité des chances, l'égalité entre les femmes et les hommes.

De plus, la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République (CRPR) vise à défendre les valeurs de la République et s'opposer au développement du repli communautaire et du séparatisme sous toutes ses formes. Elle s'inscrit dans une stratégie globale de lutte contre tous les séparatismes.

Déclinée en trois axes elle vise à :

- Entraver toutes les initiatives contraires aux fondements de notre République
- À amplifier l'ensemble des actions permettant de donner corps à l'égalité des chances sur tous les territoires
- Accompagner la structuration d'un islam de France face aux dérives extrémistes de l'islamisme

La loi CRPR s'attache à garantir que les associations respectent les valeurs républicaines aussi bien dans les activités qu'elles mènent que dans l'octroi des financements publics qui leur est fait. Les associations qui sollicitent un financement public doivent, désormais, signer un contrat d'engagement républicain. En souscrivant à ce contrat, l'association s'engage à respecter les principes républicains et, notamment, le respect des lois de la république, la liberté de conscience, l'égalité et la non- discrimination, la fraternité et l'absence de violence, le respect de la dignité humaine et le respect des symboles républicains. Le non-respect des obligations du CER, une fois signé, doit entraîner une demande de remboursement des subventions publiques versées de la part de l'autorité administrative. Ces dispositions sont entrées en vigueur depuis le 2 janvier 2022.

Enfin, l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) déploie depuis 2015 un plan de formation sur les valeurs de la République et la laïcité à destination des acteurs de terrain en contact direct avec les publics. Elle vise à répondre à leur besoin de qualification et d'accompagnement sur l'application du principe de laïcité dans les situations professionnelles qu'ils rencontrent au quotidien.

L'ambition de ce plan de formation est d'aider à adresser à tous, et tout particulièrement aux jeunes, un discours clair et sans équivoque sur ce qu'est la laïcité et ce qu'elle n'est pas, et sur le lien fort entre ce principe et les valeurs de la République.

II- Diagnostic des territoires

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, promulguée le 21 février 2014 (dite loi LAMY), a réformé la géographie des quartiers populaires. Elle établit ainsi les critères pour définir le périmètre d'un quartier prioritaire, sur le territoire métropolitain :

« 1° Un nombre minimal d'habitants ;

2° Un écart de développement économique et social apprécié par un critère de revenu des habitants. Cet écart est défini par rapport, d'une part, au territoire national et, d'autre part, à l'unité urbaine dans laquelle se situe chacun de ces quartiers, selon des modalités qui peuvent varier en fonction de la taille de cette unité urbaine. »¹.

Ces critères ont été conservés pour établir le périmètre des quartiers prioritaires de la ville (QPV) dans le cadre du Contrat de Ville 2024-2030. Trois QPV ont ainsi été maintenus sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville (CAPFT)², à savoir :

- « Côte des roses – Bel-Air » à Thionville ;
- « Saint-Pierre – La Milliaire » à Thionville ;
- « Terrasses des provinces » à Yutz.

Une fois les périmètres définis, il s'agit de construire une connaissance plus précise des quartiers prioritaires, afin d'identifier les difficultés rencontrées par les habitants. C'est l'objectif du diagnostic du présent Contrat de Ville, proposant un portrait d'ensemble des quartiers prioritaires de la Communauté d'Agglomération, d'une partie de leur réalité et de leurs enjeux. Ce diagnostic constitue la référence pour élaborer la stratégie d'action du Contrat de Ville (2024-2030).

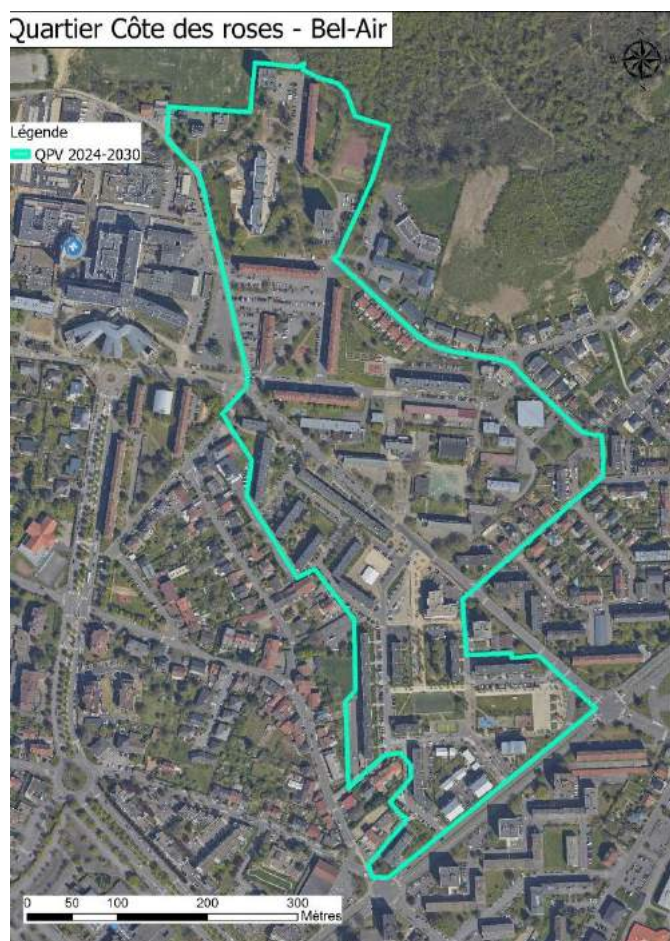
L'intégralité du diagnostic se trouve annexé au présent document³. Des éléments d'information en ont été extraits pour faire ressortir les principaux indicateurs et les différences territoriales essentielles.

1 Article 5 de la LOI n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (JORF n°0045 du 22 février 2014).

2 Les modifications de la géographie prioritaire sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville, entre le précédent Contrat de Ville (2015-2023) et l'actuel, se trouvent en **annexe 2**.

3 Le diagnostic complet constitue l'**annexe 3**.

COTE DES ROSES – BEL-AIR THIONVILLE



Regards Habitants

*Concertation citoyenne et recueil de la parole * :*

- Une présence associative appréciée
- Un quartier dynamique et vivant
- Un cadre de vie à améliorer (propreté, stationnement, mobilier urbain, mobilités, commerces)

** données issues des réunions publiques de juin 2023 et février 2024*

PORTRAIT DE DONNEES

1 997 habitants
(-9,4 % entre 2013 et 2018)

- 34,6 % de – de 25 ans
- 20,7 % de 60 ans ou plus
- 30,8 % de familles monoparentales
- 43,1 % de ménages composés d'une personne seule
- Entre 11,4 % et 16,8 % de femmes seules de 18 à 24 ans avec au moins 1 enfant à charge (contre 6,3 % sur Thionville)
- Entre 6,9 % et 9,8 % de familles nombreuses (3 enfants ou plus)

➤ REVENUS

- 44,4 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (contre 16,3 % sur la Communauté d'Agglomération (CA))
- 1 150 € de revenu médian (contre 1 970 € sur la CA)

➤ INSERTION PROFESSIONNELLE

- Entre 19,5 % et 26,8 % de jeunes de 18 à 24 ans non scolarisés et sans diplôme (contre 10 % sur Thionville)
- Entre 38,5 % et 46,9 % de + de 15 ans avec un diplôme inférieur à Bac+2 (contre 24 % sur la CA)

➤ EMPLOI

- 43,5 % des 15-64 ans en emploi (contre 66,8 % sur la CA)
- Un taux d'activité entre 66,7 % et 69,1 % (contre 76,1 % sur la CA)

➤ LOGEMENT

Bailleurs : MOSELIS et BATIGERE HABITAT

- 3,7 % de vacance (3,6 % sur la CA)
- 5,6 % de rotation (contre 7,5 % sur la CA)

➤ **Equipements ou services communautaires, municipaux ou associatifs disponibles sur le quartier (non exhaustif) :**

- Ecoles maternelle et primaire
- Lycée Rosa Parks (à proximité)
- Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté (RASED)
- Centre d'Information et d'Orientation (CIO)
- Multi accueil Les Petits de la Colline
- Relais Petite Enfance
- Equipements sportifs : gymnases Saint-Hubert et La Fontaine, *citystades*
- Centre Aquatique Communautaire (à proximité)
- Médiathèque (*Puzzle*)
- Maison des Quartiers
- Thionville Emploi
- APSIS-Émergence (prévention spécialisée)
- Institut Médico-Pédagogique (IMP)
- Pension de famille Sainte-Anne
- Lignes de transport en commun (S02 ; S12 ; 60)
- Espaces publics de convivialité et de rencontres, espaces verts
- Hôpital Bel Air (CHR - Centre Hospitalier Régional)
- Centre postal

Particularités :

- Mixité sociale d'usage à renforcer au regard des opérations de renouvellement urbain ;
- Population vieillissante (20,7 % de personnes âgés de plus de 60 ans contre 16,6 % et 11,9 %).

QUARTIER SAINT-PIERRE – LA MILLIAIRE THIONVILLE



Regards Habitants

*Concertation citoyenne et recueil de la parole * :*

- Un quartier bien situé (en proximité de commerces et du centre-ville)
- Un cadre de vie à améliorer (propreté, logements, stationnement, sécurité routière, espaces de jeu)
- Des relations sociales mitigées (incivilités, conflits de voisinage)
- L'expression du besoin de solidarité et d'intégration des primo-arrivants

* données issues des réunions publiques de juin

PORTRAIT DE DONNEES

➤ DEMOGRAPHIE

1 186 habitants
(- 13,5 % entre 2013 et 2018)

- 35,2 % de - de 25 ans
- 16,6 % de 60 ans ou plus
- 27 % de familles monoparentales
- 50,7 % de ménages composés d'une personne seule
- 19,2 % de femmes seules de 18 à 24 ans avec au moins 1 enfant à charge (contre 6,3 % sur Thionville)
- 10,9 % de familles nombreuses (3 enfants ou plus)

➤ REVENUS

- 56,8 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (contre 16,3 % sur la Communauté d'Agglomération (CA))
- 1 040 € de revenu médian (contre 1 970€ sur la CA)

➤ INSERTION PROFESSIONNELLE

- 14,6 % de jeunes de 18 à 24 ans non scolarisés et sans diplôme (contre 10 % sur Thionville)
- 40,9 % de + de 15 ans avec un diplôme inférieur à Bac+2 (contre 24 % sur la CA)

➤ EMPLOI

- 42,6 % des 15-64 ans en emploi (contre 66,8 % sur la CA)
- Un taux d'activité de 62,5 % (contre 76,1 % sur la CA)

➤ LOGEMENT

Bailleurs : MOSELIS et BATIGERE HABITAT

- 7,3 % de vacance (contre 3,6 % sur la CA)
- 6,2 % de rotation (contre 7,5 % sur la CA)

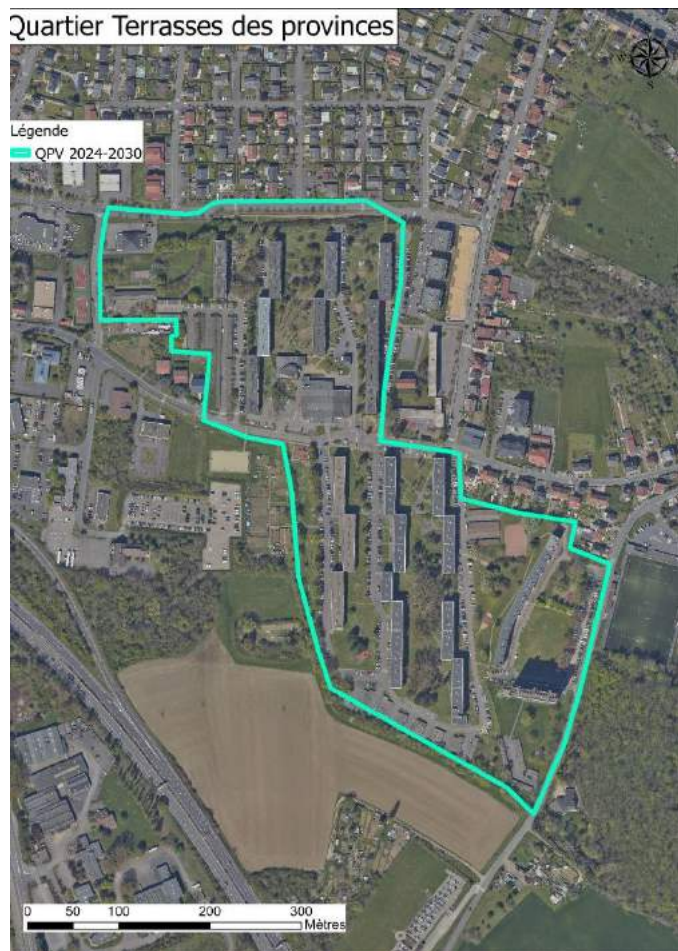
➤ **Équipements ou services communautaires, municipaux ou associatifs disponibles sur le quartier (non exhaustif) :**

- Ecoles maternelle et primaire
- Collège La Milliaire
- Foyer d'accueil polyvalent de l'association APEI
- Équipements sportifs : complexe Multisports de la Milliaire, complexe sportif Léo Lagrange, courts de tennis, Aire de *street workout* et *citystade*, terrain de basket-
- Multi-accueils « Le chat perché » et « Les petits pas »
- EHPAD des Près Saint-Pierre
- Service Polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile
- Résidence seniors Sainte-Madeleine
- Centre social et culturel Jacques Prévert
- APSIS-Émergence (prévention spécialisée et l'Espace rencontre)
- Passage du « Médiabus » de *Puzzle* à la Milliaire
- Espaces de convivialité et de rencontres, espaces verts (Parc Nelson Mandela à proximité)
- Lignes de transport en commun (S01 ; S08 ; S22 ; S23 ; 36 ; 37 ; 51)

Particularités :

- Relations non-apaisées entre les habitants ;
- Une intégration des primo-arrivants à travailler.

TERRASSE DES PROVINCES YUTZ



Regards Habitants

Concertation citoyenne et recueil de la parole * :

- Un quartier riche en associations
- Un quartier vivant et solidaire
- Un cadre de vie à améliorer (propreté, aire de jeu pour enfants, trafic de stupéfiants, squats de communs, isolation des logements)
- Manque de commerces et de structures

* données issues des réunions publiques de juin 2023 et février 2024

PORTRAIT DE DONNEES

➤ DEMOGRAPHIE

1 967 habitants
(- 0,8 % entre 2013 et 2018)

- 47,1 % de – de 25 ans
- 11,9 % de 60 ans ou plus
- 29,7 % de familles monoparentales
- 27,3 % de ménages composés d'une personne seule
- 12,2 % de femmes seules de 18 à 24 ans avec au moins 1 enfant à charge (contre 4,8 % sur Yutz)
- 20,6 % de familles nombreuses (3 enfants ou plus)

➤ REVENUS

- 56,3 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (contre 16,3 % sur la Communauté d'Agglomération (CA))
- 1 050 € de revenu médian (contre 1 970 € sur la CA)

➤ INSERTION PROFESSIONNELLE

- 27,6 % de jeunes de 18 à 24 ans non scolarisés et sans diplôme (contre 13,5 % sur Yutz)
- 45,1 % de + de 15 ans avec un diplôme inférieur à Bac+2 (contre 24 % sur la CA)

➤ EMPLOI

- 45 % des 15-64 ans en emploi (contre 66,8 % sur la CA)
- Un taux d'activité de 65,9 % (contre 76,1 % sur la CA)

➤ LOGEMENT

Bailleurs : MOSELIS, BATIGERE HABITAT, VIVEST et ICF NORD EST HABITAT

- 10,3 % de vacance (contre 3,6 % sur la CA)
- 7,3 % de rotation (contre 7,5 % sur la CA)

➤ **Equipements ou services communautaires, municipaux ou associatifs disponibles sur le quartier (non exhaustif) :**

- Ecoles maternelle et primaire
- Centre social Ô Couleurs du monde
- Multi-accueil Ribambelles
- APSIS-Émergence (prévention spécialisée)
- Tissu associatif (CLCV ; Réussir Ensemble ; BADRA ; Oinoleboso ; Vie Libre)
- Associations sportives (U.S. Yutz, A.S. Boxe Yutz ; Pétanque Yutz)
- Centre postal
- Centre communal d'action sociale de Yutz (à proximité)
- Maison de la Jeunesse et de la Culture La Pépinière (à proximité)
- Site lié à l'insertion professionnelle (à proximité) : centre de formation AFPA, Mission Locale du Nord Mosellan, VALO
- Campus universitaire (à proximité) : Institut Universitaire de Technologie Yutz-Thionville, Institut de soudure, lycée Saint-Vincent de Paul, centre de formation d'apprentis de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie
- Lignes de transport en commun (S09 ; S24 ; D26 ; 30)
- Espaces de convivialité et de rencontres, espaces verts, aire de jeux et *city stade*

Particularités :

- Proportion importante de moins de 25 ans (47,1 % contre 34,6 % et 35,2 % pour les deux autres quartiers prioritaires) ;
- Proportion importante de familles nombreuses (20,6 % contre 9,8 % et 10,9 % pour les deux autres quartiers prioritaires) ;
- Taux de vacance plus important que sur les deux autres quartiers prioritaires (10,3 % contre 3,7 % et 7,3 %).

III- Stratégie d'action

A) Présentation de la méthode

Le Contrat de Ville de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville est le document cadre présentant la stratégie territoriale élaborée pour les Quartiers Prioritaires de la Ville. Il constitue une feuille de route, déclinant les grands axes d'une stratégie d'action.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (loi Lamy) précise dans son article 6 :

« La politique de la ville est mise en œuvre par des contrats de ville conclus à l'échelle intercommunale entre, d'une part, l'Etat, ses établissements publics et les groupements d'intérêt public dont il est membre et, d'autre part, les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés. Ces contrats sont signés par les départements et les régions. »

Ces contrats peuvent également être signés par la Caisse des dépôts et consignations, les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation, les sociétés d'économie mixte mentionnées à l'article L. 481-1 du même code, les organismes de protection sociale, les chambres consulaires, les établissements d'enseignement supérieur, le Comité national olympique et sportif français, le Comité paralympique et sportif français, les fédérations sportives agréées et les autorités organisatrices de la mobilité. »

Elle précise également les compétences de chacun des acteurs, notamment celles des Établissements Public de Coopération Intercommunale et des communes :

« Sur la base d'un projet de territoire coproduit et partagé à l'échelle intercommunale, les signataires du contrat de ville s'engagent, dans le cadre de leurs compétences respectives, à mettre en œuvre les actions de droit commun concourant à la réalisation des objectifs énoncés au I de l'article 1er de la présente loi. »

Sur le territoire intercommunal, l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de politique de la ville est chargé du diagnostic du territoire, de la définition des orientations, de l'animation et de la coordination du contrat de ville et, dans le cadre défini par ce dernier, de la mise en œuvre des actions relevant de ses compétences et de celles de portée intercommunale.

Sur le territoire de la commune, le maire est chargé, dans le cadre de ses compétences, de la mise en œuvre du contrat de ville et contribue aux actions des autres signataires selon des modalités définies par le contrat de ville.

Une instance de pilotage est instituée en vue de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation du contrat de ville. Son organisation et son fonctionnement sont précisés par les signataires du contrat de ville. »

Dans cette nouvelle contractualisation, l'instruction du 4 janvier 2024 précise les attendus sur trois points clés de la réussite de ces nouveaux contrats : la mobilisation et l'engagement des partenaires, la participation citoyenne sur la durée du contrat, la convergence des interventions entre les différents acteurs publics.

Pour ce dernier point, la convergence et l'articulation des différents dispositifs seront à rechercher à différents niveaux, en fonction des dynamiques locales :

- Entre les dispositifs de la politique de la ville : le contrat de ville a vocation à intégrer les stratégies propres à chacun des dispositifs spécifiques conduits sur le territoire (programme de réussite éducative, ANRU, etc..) ;
- Une convergence avec les contractualisations locales, telles que les contrats pour la réussite de la transition écologique (PTRTE), les contrats locaux de santé, les conventions territoriales de la CAF, les contrats territoriaux d'accueil et d'intégration. Cette convergence pourra aller jusqu'à un contrat unique si celle-ci convient aux prérequis de chaque contractualisation ;
- Articulation des crédits d'intervention entre les crédits de la politique de la ville, et les crédits mobilisables auprès du fonds interministériel de la prévention de la délinquance et de la radicalisation (FIPDR), de la DILCRAH, de la MILDECA et au titre des politiques de lutte contre la pauvreté, de la protection de l'enfance et de l'intégration des personnes étrangères ;
- Mobiliser les fonds européens de la politique de cohésion (FEDER, FSE + notamment).

C'est pourquoi le contrat de ville de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville souhaite inscrire le ***travail de coopération et de recherche-action comme une aide au pilotage du Contrat de Ville (2024-2030)***.

Le travail de recherche-action traduit la volonté de mieux comprendre et mieux connaître pour nourrir les décisions politiques et agir. Outre la production d'enquêtes et d'analyses, ce travail visera à développer une culture commune de travail et d'évaluation entre différents acteurs, habitants compris. Ce modèle de travail animera, et renforcera ainsi, un réseau de partenaires liés par le Contrat de Ville.

La coopération et la recherche-action s'alimentent mutuellement. D'un côté, sans prise de recul, la coopération d'acteurs variés peut perdre son sens. De l'autre, une démarche de recherche-action sans une coopération établie entre acteurs risque la déconnection. La finalité est donc de mieux préciser les besoins du terrain, pour donner du sens et dimensionner au plus juste l'action publique locale.

Ce travail a été impulsé pour l'élaboration du présent document, pour lequel les partenaires de proximité, les acteurs publics (Éducation nationale, France Travail, Caisse d'Allocations Familiales, Conseil départemental de la Moselle...) et les habitants ont été associés pour l'élaboration du diagnostic et la définition des enjeux des territoires⁴. À cette occasion, des outils d'évaluation et de suivi commun à différents acteurs ont également été élaborés⁵.

La connaissance établie pour la production de ce document doit servir de base aux futurs temps de travail afin d'aller chercher des approfondissements et concrétiser cette démarche de recherche-action. Car, l'objectif n'est pas de concevoir la situation des quartiers prioritaires de

4 L'association des habitants et des acteurs sont détaillés dans l'**annexe 3**.

5 Un travail permis notamment par l'appui d'une stagiaire en Master 1 « Ingénierie et Expertise des Politiques Sociales » de l'Université de Lorraine. Il se trouve en annexe (V.A. et VI.B.).

manière ponctuelle mais d'aborder le travail en leur direction au moins sur toute la durée du Contrat. Ce diagnostic au fil de l'eau se matérialisera par la construction d'un observatoire dédié à la Politique de la Ville et sur lequel le contrat de ville pourra s'appuyer.

Ainsi, la stratégie d'action du Contrat de Ville (2024-2030) s'articule autour de cinq axes, conformément aux priorités définies par l'État :

- Emploi ;
- Émancipation ;
- Sécurité ;
- Engagement et citoyenneté ;
- Cadre de vie.

Chaque axe est développé de manière globale par la suite, à partir d'une orientation stratégique. De plus, des premiers objectifs spécifiques sont détaillés. Ce document tend ainsi à être étoffé année après année en fonction des travaux partenariaux, laissant de fait la possibilité de revoir les objectifs spécifiques avec les membres du comité de pilotage et d'ajouter chaque année des nouvelles fiches-actions.

Ce document est complété d'une annexe, constituant une ressource et une archive du Contrat de Ville, à la fois de son élaboration et de sa mise en œuvre. Un indicateur de résultat reposera d'ailleurs sur son enrichissement au fil des ans.

B) Gouvernance

La mise en place d'une gouvernance partagée est un enjeu fort qui permet de veiller à la mise en cohérence des différentes politiques publiques au bénéfice des habitants des quartiers. Pour répondre à cet enjeu, plusieurs instances sont mises en place :

- **Un Comité de Pilotage**

Co-présidé par l'État, la Communauté d'Agglomération et les Communes relevant de la géographie prioritaire. Siègeront au sein de cette instance :

- Les Élus
- Les représentants officiels des institutions
- Les représentants des habitants

Le comité de pilotage définit la stratégie et les orientations, valide les propositions faites par le comité technique et l'équipe projet.

Se réunit *a minima* une fois par an.

- **Un Comité Technique**

Coanimé par l'État, la Communauté d'Agglomération et les Communes relevant de la géographie prioritaire. Il est constitué par :

- Les techniciens des différentes composantes du Comité de Pilotage
- Les représentants des habitants

Au regard des orientations du Contrat de Ville, cinq comités techniques thématiques seront mis en place :

- Comité Technique Emploi
- Comité Technique Réussite Éducative
- Comité Technique Prévention
- Comité Technique Participation citoyenne
- Comité Technique Cadre de Vie

Se réunissent autant que de besoin.

- **Une équipe projet**

En charge du suivi et de la mise en œuvre des actions, de l'accompagnement des porteurs de projets, du suivi des indicateurs et de l'élaboration de l'évaluation et notamment en lien avec la Gestion Urbaine de Proximité (GUP) et l'ANRU. Il est constitué par :

- Le Chargé de Mission Politique de la Ville
- Les référents politique de la ville des Communes
- Un représentant de l'Etat

Se réunit autant que de besoin.

C) Engagements

1) Emploi

Objectif stratégique (1)	Favoriser l'activité professionnelle des habitants des quartiers prioritaires
Objectifs spécifiques	(1.1) Établir un suivi partagé de l'insertion professionnelle des femmes et des jeunes de moins de 26 ans des quartiers prioritaires
	(1.2) Renforcer le lien entre les acteurs de l'emploi et les habitants des quartiers prioritaires pour favoriser l'accès au marché du travail
	(1.3) Intégrer dans des parcours d'insertions des personnes éloignées de l'emploi ou n'intégrant pas les dispositifs actuels
	(1.4) Renforcer une culture de l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires
Acteurs « Pivot »	– Thionville Emploi – Proxi Job – France Travail – Conseil départemental de la Moselle – Mission Locale du Nord Mosellan – École de la Deuxième Chance – Cap Emploi
Acteurs « Ressource »	– Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités – Conseil régional du Grand Est – Structures d'Insertion par l'Activité Économique – Agence nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes – Entreprendre en Lorraine Nord – Chambre des Métiers et de l'Artisanat – Initiative Moselle Nord – Union des Industries et Métiers de la Métallurgie – Autres centres de formation et d'apprentissage – Porteurs de projets (ALEXIS, Cap Entreprendre...) – Services internes CAPFT : Enseignement Supérieur et Recherche et Innovation & Développement Économique
Dispositifs	– Service Public de l'Emploi Local – Plan Local d'Application de la Charte Locale d'Insertion

Comité Technique « Emploi »

Membres (mai 2024) :

- Les services municipaux de l'emploi de Thionville et de Yutz (respectivement, Thionville Emploi et Proxi Job) ;
- France Travail ;
- Pôle Insertion et Habitat du conseil départemental de la Moselle ;
- Mission Locale du Nord Mosellan ;
- École de la deuxième chance ;
- Membres de l'équipe projet.

Objectif spécifique :

- (1.5) Établir un suivi partagé de l'insertion professionnelle des femmes et des jeunes de moins de 26 ans des quartiers prioritaires

Objectifs opérationnels :

- Mettre en place un groupe de suivi ;
- Construire des modalités d'échange d'informations et de travail partenarial pour mieux suivre les trajectoires individuelles des jeunes de moins de 26 ans et les femmes habitant en quartier prioritaire.

Indicateurs de processus :

- Nombre de réunions et nombre de partenaires impliqués ;
- Évolution du nombre de partenaire impliqués ;
- Mise en place d'un mode de recueil d'indicateurs de suivi ;
- Constitution d'une clause de partage de données entre partenaires sur l'insertion professionnelle ;
- Nombre de retours de l'outil de suivi.

Indicateurs de résultat :

- Evolution du taux d'insertion professionnelle des femmes et des jeunes de moins de 26 ans habitants sur les quartiers prioritaires de la communauté d'agglomération Portes de France Thionville
- Conception d'indicateurs de suivi de l'insertion professionnelle concernant les jeunes de moins de 26 ans et les femmes ;
- Alimentation des travaux sur l'observatoire.

Indicateurs d'impact :

- Ajustement des actions existantes en fonction de l'évolution des indicateurs de suivi de l'insertion professionnelle.

Perspectives :

- Participation d'habitants au comité technique « Emploi ».



2) Emancipation

Orientation stratégique (2)	Contribuer à l'émancipation des habitants des quartiers prioritaires
Objectifs spécifiques	(2.1) Améliorer la réussite éducative des jeunes des quartiers prioritaires
	(2.2) Rendre les jeunes acteurs de projets
	(2.3) Réduire les inégalités sociales et territoriales de santé
	(2.4) Accompagner les familles dans leur parentalité, avec une focale sur les jeunes mères isolées
	(2.5) Faciliter l'accès aux droits des habitants des quartiers prioritaires, en luttant notamment contre la fracture numérique
	(2.6) Permettre l'accès aux loisirs, aux sports et à la culture
	(2.7) Sensibiliser aux discriminations et promouvoir l'égalité des chances
Acteurs pivot	– Centres sociaux – Prévention spécialisée – Établissements scolaires – Éducation nationale
Acteurs ressource	– Caisse d'Allocations Familiales – Conseil départemental de la Moselle – Direction régionale des Affaires Culturelles – Services internes CAPFT/Villes de Thionville et Yutz : Centre communal d'action sociale, services « Jeunesse, Sports, Culture », « Santé », « CTG »
Dispositifs	– Contrat Local d'Accompagnement à la scolarité – Programme de Réussite Éducative – Contrat Local de Santé – Convention Territoriale Globale

Comité Technique « Réussite Éducative »

Membres (mai 2024) :

- Les deux coordinateurs des Programmes de Réussite Éducative de Thionville et Yutz ;
- Les associations porteuses d'au moins un Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité, impulsé par la Caisse d'Allocations Familiales ;
- Un référent d'APSYS-Émergence dans le cadre de l'accompagnement à la scolarité porté par l'association ;
- L'Éducation nationale, représentée par les services de l'Inspection nationale ;
- La Caisse d'Allocations Familiales ;
- Un référent du lycée polyvalent « Rosa Parks » de Thionville pour le Brevet de Technicien Supérieur « Services et Prestations des Secteurs Sanitaire et Social » ;
- Membres de l'équipe projet.

Objectif spécifique :

(2.1) Améliorer la réussite éducative des jeunes des quartiers prioritaires

Objectifs opérationnels :

- Mettre en place un groupe de suivi ;
- Construire des modalités d'échange d'informations et de travail partenarial pour mieux suivre les trajectoires scolaires des jeunes des quartiers prioritaires.

Indicateurs de processus :

- Nombre de réunions ;
- Nombre de partenaires impliqués ;
- Évolution du nombre de partenaire impliqués ;
- Nombre de retours de l'outil de suivi.

Indicateurs de résultat :

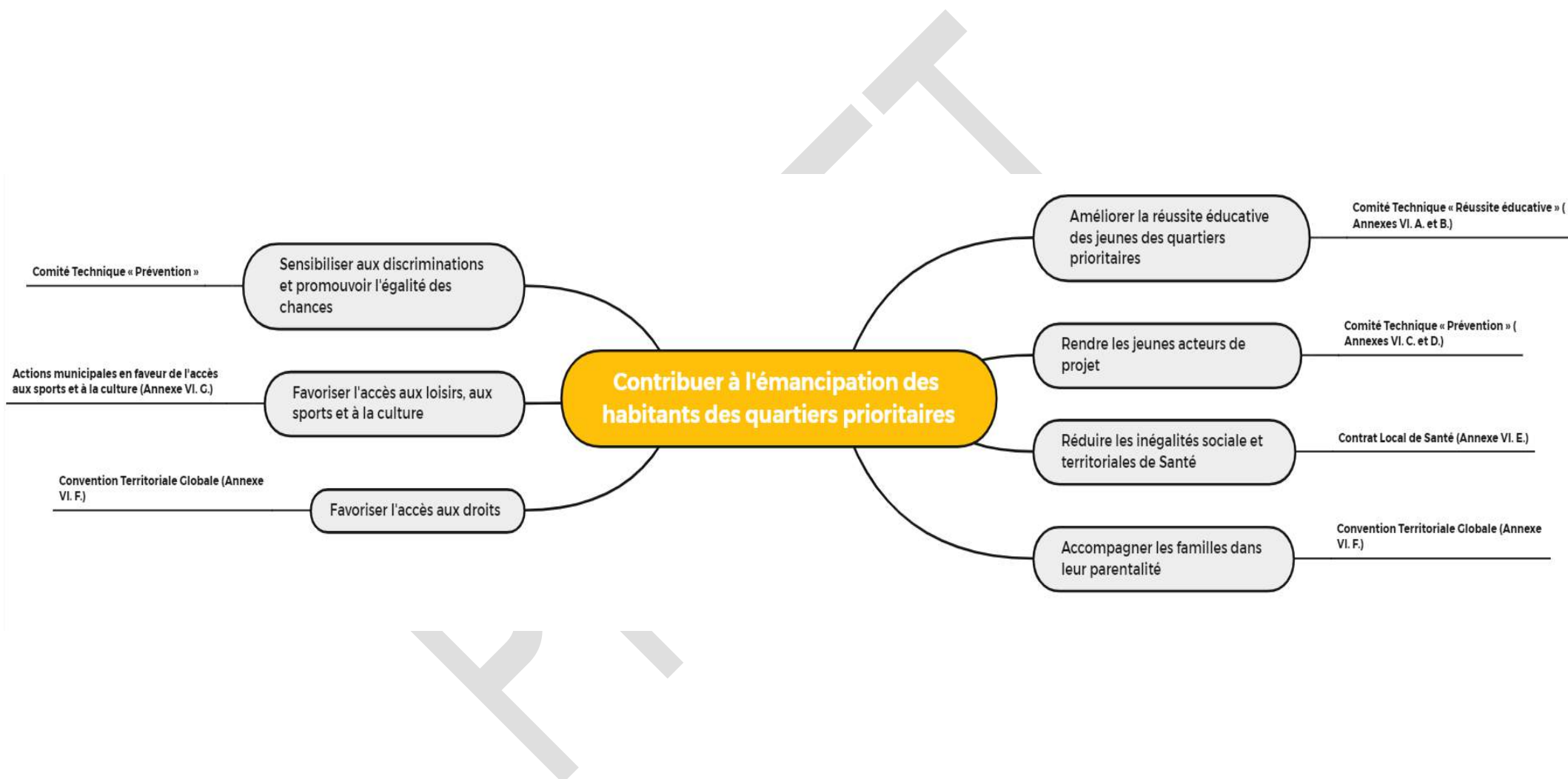
- Nombre de jeunes bénéficiant d'un suivi au sein d'un des dispositifs contribuant à la réussite éducative et amélioration de leurs résultats ;
- Conception d'indicateurs de suivi de la réussite éducative ;
- Mise en place d'un mode de recueil d'indicateurs de suivi ;
- Constitution d'une clause de partage de données entre partenaires concernant l'École.

Indicateurs d'impact :

- Ajustement des actions existantes en fonction de l'évolution des indicateurs de suivi de la réussite éducative.

Perspectives :

- Participation d'habitants au comité technique « Réussite Éducative ».



3) Sécurité

Objectif stratégique (3)	Renforcer la sécurité et la cohésion sociale des quartiers
Objectifs spécifiques	(3.1) Assurer une tranquillité publique et lutter contre les incivilités
	(3.2) Créer des espaces d'échanges autour des valeurs républicaines
	(3.3) Réduire la présence des points de trafic de stupéfiants
	(3.4) Accompagner les primo-délinquants dans un parcours socio-éducatif d'insertion
	(3.5) Maintenir une présence des forces de l'ordre dans l'espace public
	(3.6) Lutter contre les violences sexistes et sexuelles
Acteurs « pivot »	– Police nationale – Police municipale – Parquet – Protection Judiciaire de la Jeunesse
Acteurs « ressource »	– APSIS Émergence (prévention spécialisée et médiation) – Centres sociaux – Bailleurs sociaux – Associations – Gestion Urbaine et Sociale de Proximité
Dispositifs	– Groupe Local de Traitement de la Délinquance – Groupe de Partenariat Opérationnel

	– Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation – Contrat Local contre les Violences Sexistes et Sexuelles
--	--

Comité Technique « Prévention »

Membres (mai 2024) :

- Les trois centres sociaux implantés en quartiers prioritaires, et notamment leur secteur « Jeunesse » (centre social Jacques Prévert, centre social Ô Couleurs du monde, Maison des quartiers) ;
- Les équipes de prévention spécialisée œuvrant sur le territoire intercommunal (APSiS-Émergence) ;
- La Direction « Jeunesse » des communes de Thionville et Yutz ;
- La coordinatrice du Contrat Local de Santé ;
- Le chargé de coopération de la Convention Territoriale Globale, de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville ;
- Membres de l'équipe projet.

Objectifs spécifiques :

(2.2) Rendre les jeunes acteurs de projets

(2.7) Sensibiliser aux discriminations et promouvoir l'égalité des chances

(3.2) Créer des espaces d'échanges autour des valeurs républicaines

Objectifs opérationnels :

- Coconstruire des actions d'éducation citoyenne et de prévention primaire en direction de la jeunesse des quartiers prioritaires, en coopération étroite avec les centres sociaux et la prévention spécialisée
- Partir des pratiques des jeunes, ainsi que des risques et des difficultés auxquels ils sont confrontés pour augmenter leurs compétences psychosociales ;
- Définir les actions de sensibilisation « grand public » relatives à la prévention de la radicalisation et à la lutte contre les discriminations.

Indicateurs de processus :

- Nombre de réunions organisées ;
- Fréquence aux réunions ;
- Nombre de partenaires impliqués ;
- Construction et évaluation des projets avec des jeunes volontaires ;
- Nombre de participants aux actions de prévention de la radicalisation et de lutte contre les discriminations.

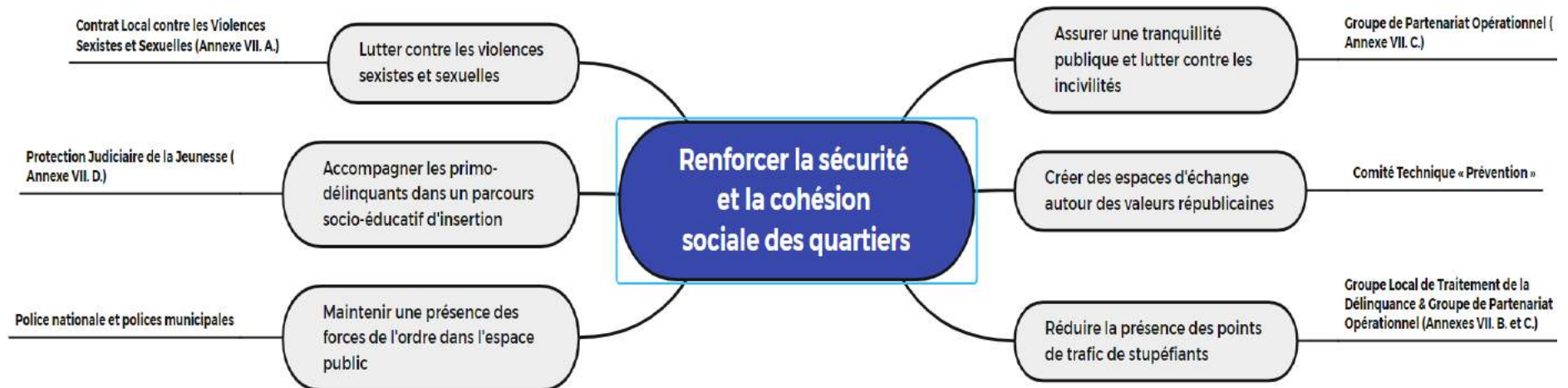
Indicateurs de résultat :

- Taux de mobilisation des jeunes ;
- Nombre de jeunes impliqués dans des initiatives, projets sur le territoire ;

- Satisfaction des jeunes ;
- Evolution des compétences psychosociales des jeunes

Perspectives :

- Former une « équipe » de jeunes volontaires chargée de réfléchir à des actions de prévention en direction de leur semblable.



4) Engagement et citoyenneté

Orientation stratégique (4)	Consolider l'engagement et le dialogue citoyen
Objectifs spécifiques	(4.1) Renouveler la participation citoyenne
	(4.2) Mieux connaître les habitudes de vie des habitants et leurs usages du territoire
	(4.3) Associer les habitants à l'évaluation du Contrat de Ville
Acteur « pivot »	– Les actuels conseils citoyens des trois quartiers prioritaires – Les associations porteuses des actuels conseils citoyens (Maison des Quartiers, Consommation Logement et Cadre de Vie de Yutz, centre social Jacques Prévert) – Membres de l'équipe projet
Acteur « ressource »	– Direction de l'Urbanisme de Thionville et direction de l'Urbanisme et Citoyenneté de Yutz – Coordinatrice du Contrat Local de Santé de la Communauté d'Agglomération – Chargé de coopération de la Convention Territoriale Globale – Chargé de mission Démocratie Participative (ville de Thionville) – Centre social Ô Couleurs du monde
Dispositif	Comité Technique « Participation citoyenne »

Comité Technique « Participation citoyenne »

Membres (mai 2024) :

- Les trois actuels conseils citoyens ;
- Les associations porteuses des actuels conseils citoyens (Maison des Quartiers, Consommation Logement et Cadre de Vie de Yutz, centre social Jacques Prévert) ;
- Direction de l’urbanisme de la commune de Thionville (Maison des Projets) ;
- Direction de l’urbanisme et de la citoyenneté de Yutz ;
- Membres de l’équipe projet

Objectifs spécifiques :

(4.1) Renouveler la participation citoyenne

(4.2) Mieux connaître les habitudes de vie des habitants et de leurs usages du territoire

(4.3) Associer les habitants à l’évaluation du Contrat de Ville

Objectifs opérationnels :

- Définition des nouvelles modalités de participation citoyenne avec les actuels conseils citoyens durant l’année 2024 ;
- Proposer des ateliers de recueil d’information, sous une forme participative (cartographie participative) ;
- Proposer des temps de rencontre entre habitants et acteurs du territoire, en fonction des besoins remontés ;
- Intégrer les habitants dans la démarche d’évaluation d’actions soutenues dans le cadre de la Politique de la Ville ;
- Associer les habitants à la construction d’un observatoire, autour de la construction des indicateurs de suivi.

Indicateurs de processus :

- Nombre de réunions ou temps d’échange organisés avec les habitants ;
- Nature de ces réunions ou temps d’échange ;
- Nombre d’habitants présents ;
- Évolution du nombre d’habitants présents ;
- Diversité des participants (âge – sexe – activité principale) ;
- Nombre d’acteurs locaux rencontrés ;
- Nature des acteurs locaux rencontrés.

Indicateurs de résultats :

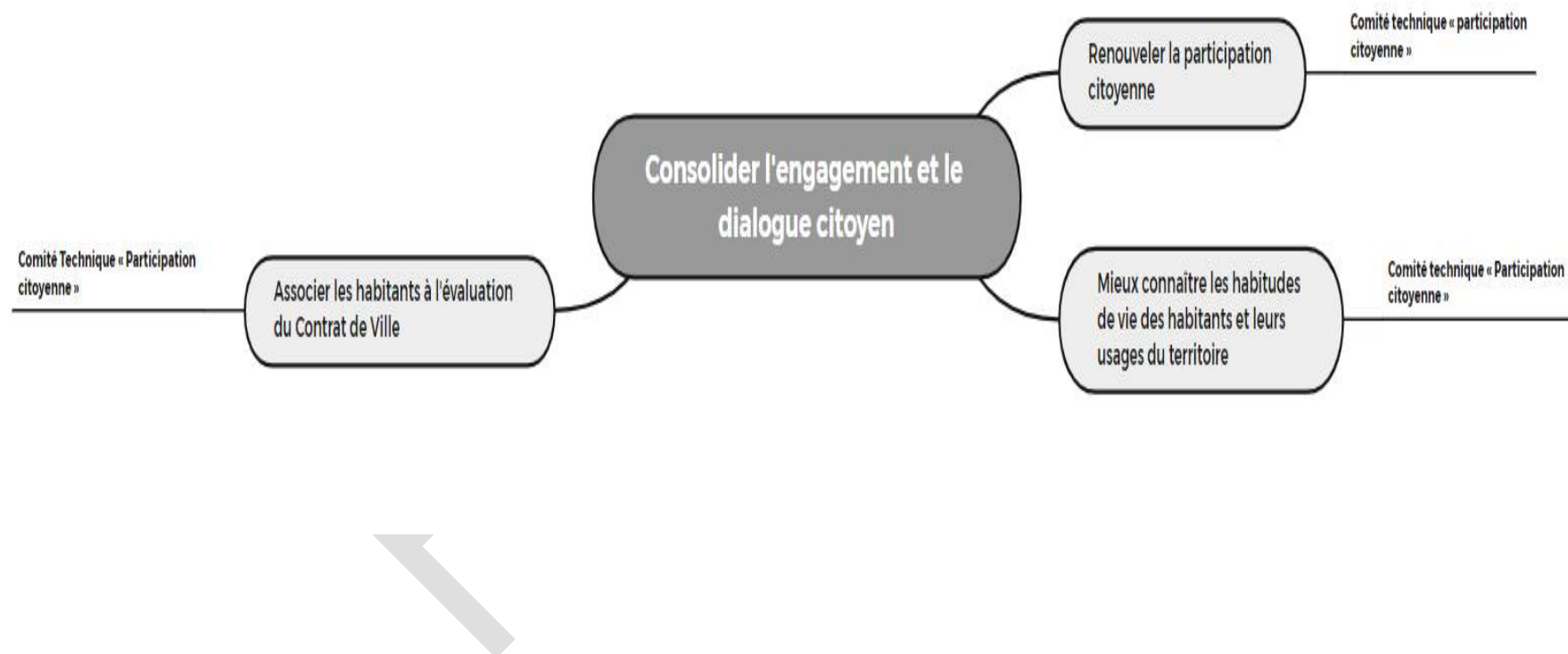
- Définition et nombre de nouvelles modalités de participation citoyenne définies en commun ;
- Production d’une cartographie ;
- Nature des éléments visibilisés sur la cartographie ;
- Nombre d’habitants par quartier participant à l’évaluation d’actions annuelles.

Indicateurs d’impact :

- Identification de besoins communs et partagés.

Perspectives :

- Désignation de représentant(s) d'habitant(s) pour participer aux autres comités techniques ;
- Travailler un projet par quartier avec les comités citoyens, en lien avec les particularités identifiées dans le diagnostic des territoires.



5) Cadre de vie

Orientation stratégique	(5) Veiller à un cadre de vie épanouissant
Objectifs spécifiques	(5.1) Améliorer la qualité de vie urbaine
	(5.2) Accompagner la transition écologique et énergétique des territoires
	(5.3) Favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale
	(5.4) Promouvoir les mobilités
Acteur « Pivot »	– Bailleurs sociaux (notamment MOSELIS, BATIGERE Habitat, VIVEST) – Direction Urbanisme des deux communes de Thionville et Yutz – Direction Urbanisme, Habitat et Affaires Foncières de la Communauté d'Agglomération – Directions Déchet de la Communauté d'Agglomération – Chargé de Mission Climat, Energie, Biodiversité de la Communauté d'Agglomération
Acteur « Ressource »	– Conseil Régional du Grand Est – SMITU Thionville-Fensch – Caisse des Dépôts – Coordinatrice du Contrat Local de Santé de la Communauté d'Agglomération
Dispositifs	– Convention d'utilisation de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties – Gestion Urbaine et Sociale de Proximité – Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine – Programme Local de l'Habitat – Plan Climat Air Énergie Territorial – Pacte Territorial de Relance et de Transition Écologique

Comité Technique « Cadre de Vie »

Membres (mai 2024) :

- Bailleurs sociaux (MOSELIS, BATIGERE Habitat, VIVEST) ;
- Direction de l'Urbanisme des communes de Thionville et Yutz
- Direction Urbanisme, Habitat et Affaires Foncières, Chargée de Mission Climat, Energie, Biodiversité et Coordinatrice du Contrat Local de Santé à la Communauté l'Agglomération Portes de France-Thionville
- Direction Départementale des Territoires - Moselle
- Membres des actuels Conseils citoyens

Objectifs spécifiques :

(5.1) Améliorer la qualité de vie urbaine

(5.2) Accompagner la transition écologique et énergétique des territoires

Objectifs opérationnels :

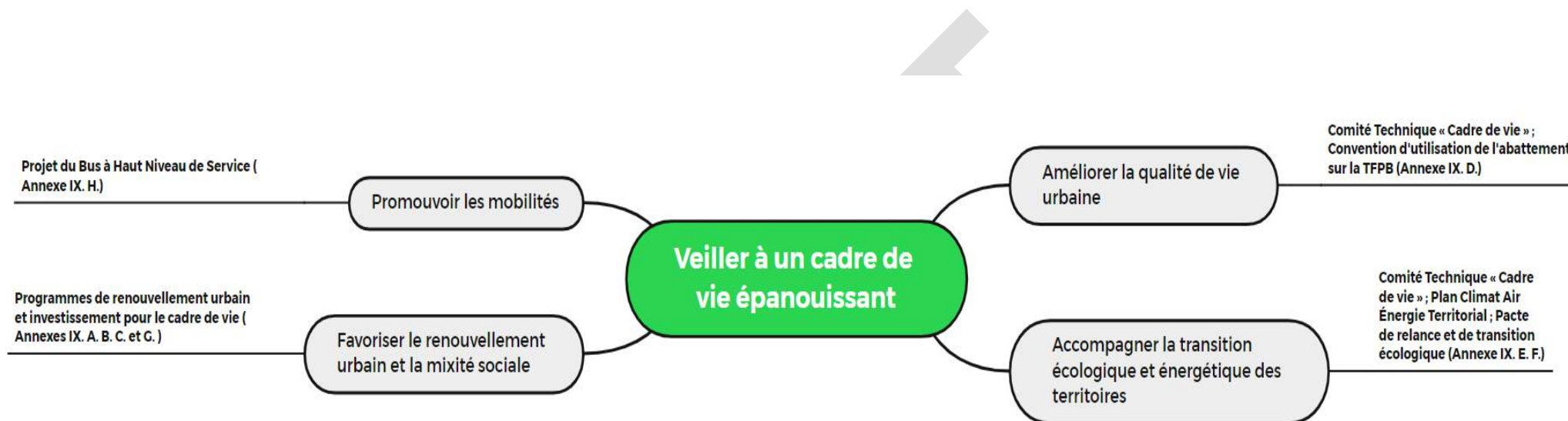
- Élaborer et suivre la nouvelle convention d'utilisation de l'abattement sur la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties ;
- Élaborer la programmation annuelle d'actions liée à l'abattement sur la TFPB ;
- Assurer une cohérence avec les initiatives de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité ;
- Mettre en œuvre des actions de sensibilisation à l'entretien du cadre de vie et à l'environnement.

Indicateurs de processus :

- Nombre de réunions tenues pour élaborer la nouvelle convention d'utilisation de l'abattement sur la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties ;
- Nombre de propositions reçues pour la programmation annuelle d'actions liée à l'abattement sur la TFPB ;
- Nombre d'actions mises en place par la GUSP ;
- Nombre de personnes présentes à ces événements.

Indicateurs de résultat :

- Adoption de la nouvelle convention d'utilisation de l'abattement sur la TFPB par les instances compétentes ;
- Approbation de la programmation annuelle d'actions d'utilisation l'abattement sur la TFPB par les instances compétentes ;
- Actions de sensibilisation déployées à l'entretien du cadre de vie et à l'environnement.



D) Evaluation - Construction d'un observatoire

Protocole d'évaluation du nouveau contrat de ville

Face aux enjeux complexes et évolutifs des quartiers prioritaires, il devient impératif d'instaurer un processus d'évaluation au sein de ce nouveau Contrat de Ville. Cette démarche permettra de mesurer l'efficacité des actions entreprises, d'identifier les besoins réels des habitants et de mieux orienter les interventions axe par axe. En instaurant un protocole d'évaluation dès le lancement du Contrat de Ville, non seulement les résultats obtenus pourront être évalués, mais aussi les stratégies ajustées, pour une action plus efficace et adaptée aux besoins des territoires concernés.

Pour ce faire, des outils de recueil adaptés à chaque fiche action seront établis, avec une collecte coordonnée par les différents acteurs impliqués. L'articulation entre les outils de recueil sera assurée pour garantir une vision globale et cohérente des résultats. La collecte des données se fera régulièrement selon un calendrier préétabli. Les données recueillies seront transmises aux parties concernées et agrégées par une entité désignée pour assurer une analyse globale des indicateurs, particulièrement dans le cadre de la mise en place d'un observatoire.

Tableau 1 : Méthode de mise en place du protocole d'évaluation

Axes au sein du contrat de ville	N° de fiches action	Indicateurs de résultats	Quel(s) outil(s) de recueil ?	Qui recueille ?	Quelle articulation entre les différents outils de recueil ?	Quand recueillir ?	À qui transmettre les données recueillies ?	Qui agglomèrera les données de l'ensemble des indicateurs ?
----------------------------------	---------------------	--------------------------	-------------------------------	-----------------	--	--------------------	---	---

Ce tableau illustre comment chaque axe du Contrat de Ville est décomposé en fiches d'actions avec des indicateurs de résultats spécifiques. Les outils de recueil, les responsables de la collecte, les modalités de collecte, la fréquence de la collecte, les destinataires des données, et les entités en charge de l'agglomération des données sont également détaillés. L'année de lancement servira à mettre en place ce protocole, tandis que les années suivantes seront dédiées à son réajustement et son affinement en fonction des retours d'expérience et des résultats obtenus. Pour évaluer, il nous faut également définir des outils de recueil. Les propositions de ces outils peuvent varier en fonction des indicateurs et des besoins spécifiques de chaque situation.

Chaque comité technique sera chargé d'élaborer son protocole d'évaluation. Ce dernier sera d'abord axé sur le processus du comité technique en tant que groupe de partenaires avant de cibler le résultat des actions. Le point de vigilance sera de choisir les outils de recueil en fonction de leur pertinence, de leur accessibilité et de leur fiabilité pour garantir la qualité des données collectées et faciliter l'analyse ultérieure.

Construction d'un observatoire

Le projet de construction d'un observatoire vise à concrétiser le modèle de travail qui structure ce Contrat de Ville. Pour rappel, ce modèle repose sur un réseau d'acteurs ayant pour objectif partagé de consolider et de pérenniser une culture commune de travail et d'évaluation par l'intermédiaire d'analyses croisées et variées à plusieurs échelles.

Cet observatoire est pensé en effet *a priori* comme un outil d'appui au pilotage pour les partenaires réunis par le Contrat de Ville. Il devra permettre de suivre collectivement l'évolution de la situation des quartiers prioritaires et d'y ajuster au mieux l'intervention sociale. Outil de veille collective, sa fonction sera d'accompagner le choix des acteurs avec un souci d'objectivité. Il ne s'agit pas ainsi de collecter des données et de dresser annuellement des portraits de territoires. En plus de poser des constats ou diagnostics communs, l'observatoire devra participer à l'animation du Contrat de ville.

La définition proposée ici d'un observatoire vient faire écho aux objectifs couramment poursuivis par un observatoire, à savoir :

- Enrichir les connaissances, effectuer des études, faire des prévisions et prendre des décisions ;
- Alimenter les connaissances et les choix décisionnels ;
- Contribuer au développement de la coopération entre différents acteurs ;
- Donner du sens et dimensionner l'action des autorités publiques locales.

Cette construction s'inscrit à moyen-terme dans la période du Contrat de ville, l'objectif affiché étant d'avoir un premier modèle opérationnel à mi-Contrat (2026-2027).

Une première étape exploratoire

Dans un premier temps, il s'agira de produire un rapport d'étude de faisabilité⁶ devant découler sur une première proposition d'un modèle d'observatoire. Ce modèle présentera notamment les partenaires réunis, les données collectées, leur fréquence de recueil et l'analyse qui en découle.

De cette réflexion devra aboutir des propositions d'indicateurs à suivre concernant les quartiers prioritaires. Pour ces indicateurs, il s'agira de définir quelles données obtenir, leur nature (statistiques, données d'activités, observations de terrain...). Pour cette étape, l'équipe projet se mettra en lien avec les partenaires adéquats (centres sociaux, prévention spécialisée, Caisse d'Allocations Familiales, Département de la Moselle, France Travail, services municipaux...) pour établir avec eux les données à leur disposition et leur pertinence au regard des objectifs posés.

⁶ Un travail permis notamment par l'appui d'un stagiaire en Master 1 « Intelligence territoriale » de l'Université de Lorraine.

IV- Engagements des partenaires

A) Éducation nationale

Dans le cadre du Contrat de Ville (2024-2030) de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville, Monsieur le Directeur académique, Directeur des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de la Moselle s'engage sur la participation des Inspecteurs de l'Éducation Nationale des territoires concernés aux diverses réunions mises en place (observatoire, groupes de travail, suivi des actions, etc).

Il s'engage également à communiquer aux différents partenaires, dans le respect de la réglementation en vigueur, des indicateurs qui pourraient être utiles dans un contexte d'analyse des besoins ou d'évaluation.

Une attention particulière envers les quartiers prioritaires continuera d'être exercée au service de la réussite et du bien-être des élèves.

B) France Travail

Favoriser le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi résidant en QPV dans un objectif de plein emploi :

- Intensifier la mise en relation des demandeurs d'emploi QPV sur les offres d'emploi disponibles ;
- Promouvoir les profils auprès des entreprises ;
- Faciliter l'accès au dispositif de formation (AFPR – POE) permettant de réduire l'écart de compétences avant embauche ;
- Communiquer davantage auprès des jeunes sur les dispositifs d'accompagnement intensif (CEJ – AIJ) et favoriser leur accès ;
- Développer l'immersion en entreprise des demandeurs d'emploi QPV ;
- Communiquer sur le dispositif Emplois francs auprès des entreprises du secteur.

Accompagner les demandeurs d'emploi dans leur projet professionnel et leur développement de compétences :

- Recourir à l'offre de formation de France Travail ou de la Région Grand Est ;
- Mobiliser le dispositif d'immersion professionnelle afin de valider ou confirmer un projet professionnel ;
- Favoriser l'accès à l'offre de service de France Travail comme la prestation Activ'Projet.

Mobiliser plus encore les services favorisant la lutte contre les freins sociaux à l'emploi :

- Encourager l'accès aux accompagnements intensifs et lutter ainsi contre les freins périphériques à l'emploi (accompagnement Global, accompagnement Renforcé) ;

- Développer l'accès à la prestation « mobilité » de France Travail ;
- Permettre à chaque demandeur d'emploi qui le souhaite de prendre en compte l'impact de son état de santé sur son projet professionnel, mobiliser la prestation « Parcours emploi santé ».

Appui à l'accès aux données de diagnostic sur le marché du travail et le pilotage des résultats :

- Favoriser l'accès à DATA Emploi en appui à la réalisation de diagnostic sur le marché du travail ;
- Fournir des éléments de pilotage de la mobilisation de l'offre de service au profit des demandeurs d'emploi QPV.

C) Police nationale

Concernant les trois quartiers prioritaires du Contrat de Ville (2024-2030) de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville, les priorités des services de Police resteront :

- La lutte contre le trafic de stupéfiants ;
- La lutte contre les violences conjugales ;
- L'animation de la Police de Sécurité du Quotidien à travers des Groupes de Partenariat Opérationnel (GPO) dès qu'un sujet de délinquance émerge dans un quartier. Le dispositif repose sur les chefs de secteur Police nationale qui rassemble les partenaires concernés (bailleurs sociaux, copropriété, police municipale, établissement scolaire).

D) Caisse d'Allocations Familiales

Compte-tenu de ses missions et moyens, la CAF de Moselle est en capacité de contribuer à la mise en œuvre de la Politique de la ville, sous réserve de l'approbation par ses instances décisionnelles des projets présentés, en intervenant notamment sur :

- La réalisation des diagnostics territoriaux, en apportant un éclairage sur les situations sociales des territoires, au regard de sa connaissance de la population « allocataires » ;
- Le soutien aux initiatives en lien avec la création du service public de la petite enfance (SPPE) ;
- La réduction des inégalités d'accès en matière d'accueil du jeune enfant *via* l'aide à la création de places et au fonctionnement des structures, notamment là où les taux de couverture des besoins sont les plus faibles et *via* l'aide à l'accès des enfants des familles en difficulté, des enfants en situation de handicap, des enfants dont les parents sont soumis à des horaires atypiques ;
- Le développement de l'offre de service en matière de parentalité ;

- L'accompagnement de la cohésion familiale via l'aide aux vacances ;
- Le renforcement de la cohésion sociale via l'animation de la vie sociale, notamment grâce à l'action des centres sociaux dont les territoires d'intervention intègrent des quartiers ciblés ;
- L'accompagnement à la prise de responsabilité et à l'autonomie des jeunes, via notamment le soutien aux projets dont ils sont à l'initiative ;
- L'accès aux droits et l'accompagnement des familles vulnérables via la recherche de droits potentiels et les offres de service du travail social de la CAF.

E) Caisse des Dépôts

Pour cette nouvelle génération de Contrats de ville, Engagements Quartiers 2030, la Banque des Territoires accompagne les collectivités pour mettre en œuvre leurs projets de territoire dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville, et plus particulièrement autour de deux priorités stratégiques, la **transformation écologique** et la **cohésion sociale et territoriale**, en vue :

- **D'accélérer le verdissement des quartiers** : atténuation du changement climatique (rénovation thermique des bâtiments, et notamment les écoles, déploiement de réseaux de chaleur, décarbonation de la mobilité, etc.) et adaptation des quartiers au changement climatique (renforcement de la nature en ville, lutte contre les îlots de chaleur, aménagements urbains, etc) ;
- **De favoriser l'investissement** dans les projets renforçant le développement économique, l'attractivité des quartiers et les équipements nécessaires aux habitants ;
- **De soutenir l'entrepreneuriat** via le programme « Entrepreneuriat Quartiers 2030 » porté par Bpifrance.

Pour ce faire, la Banque des Territoires déploie son offre globale, mais aussi des programmes ou interventions dédiées, prévus notamment dans le cadre de la Convention d'objectifs signée avec l'Etat relative aux quartiers prioritaires de la Politique de la ville. Il s'agit notamment :

- De **crédits d'ingénierie** pour co-financer l'ingénierie de projets urbains dans le cadre du NPNRU et pour accompagner des projets de développement économique, de cohésion sociale ainsi que des interventions sur l'habitat privé dégradé ;
- De **fonds propres pour investir** dans des projets visant au développement de l'attractivité des quartiers et à la cohésion sociale ;
- De **prêts de long terme** pour financer les projets dans les quartiers, aux côtés des bailleurs sociaux mais aussi pour la réalisation d'équipements avec les collectivités et avec des porteurs de projet privés.

La Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts veillera également à ce que l'ensemble de ses dispositifs de droit commun bénéficient aux quartiers prioritaires de la Politique de la ville (foncières de redynamisation, investissements pour la mobilité durable, France Services ...).

Pour chaque sollicitation financière (prêt, ingénierie, investissement), l'accompagnement de la Caisse des Dépôts sera subordonné aux critères d'éligibilité de son cadre d'intervention ainsi qu'à l'accord préalable de ses organes décisionnels compétents.

F) Agence Régionale de Santé

Afin de réduire les inégalités d'accès aux soins, l'Agence Régionale de Santé réaffirme son engagement à conduire les politiques de santé en lien étroit avec les collectivités territoriales. Ainsi, le Contrat Local de Santé constituera le cadre d'action et le volet santé du Contrat de Ville.

En parfaite collaboration avec la Communauté d'Agglomération, dans la préoccupation de participer à la dynamique locale, de nouvelles actions de santé pourront être proposées et déclinées en plus des précédentes actions qui seraient amenées à évoluer. Un accent pourra notamment être mis sur les actions visant les jeunes âgés de 16 à 25 ans en situation de précarité.

G) Direction Régionale des Affaires Culturelles

Les QPV sont des territoires prioritaires pour le développement des actions d'Education artistique et culturelle soutenues par la DRAC, que ce soit en temps scolaire ou hors temps scolaire.

Ce soutien prend plusieurs formes :

- Des projets fédérateurs dans les écoles du premier degré ;
- La mobilisation de la part collective du « pass culture » dans le second degré ;
- Un appel à projet « lien social » ciblant les QPV, ouvert en 2023 pour une mise en œuvre en 2024 (appel à projets appelé à évoluer dans sa forme) ;
- Une attention particulière aux projets se déroulant en QPV dans le cadre de l'ensemble des AAP portés par le pôle démocratisation de la DRAC (Olympiade culturelle, Culture santé autonomie notamment) ;
- Des résidences de territoire.

H) Conseil Régional du Grand Est

Animée par le souci de la cohésion territoriale, la Région apportera son concours au contrat de ville en venant en appui aux actions visant à réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

La Région s'engage :

- À mobiliser ses dispositifs de droit commun, dans la limite des crédits votés et dans le respect des critères d'éligibilité propre à chaque dispositif, pour soutenir la réalisation des actions inscrites dans le contrat de ville et rejoignant ses priorités. Les politiques suivantes pourront être mobilisées en particulier :
 - La politique régionale de formation professionnelle ;
 - La politique régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire ;
 - La politique régionale de soutien aux associations ;
 - La politique régionale de développement économique ;
 - La politique régionale de soutien aux investissements au titre du renouvellement urbain durable dans les quartiers Politique de la ville d'intérêt régional préférentiellement, et les autres QPV hors NPNRU d'intérêt national ;
 - Les politiques régionales de soutien à la rénovation énergétique des bâtiments publics, privés et des bailleurs et de soutien à la mise en place d'énergies renouvelables.
- À mobiliser les fonds européens dont elle est autorité de gestion sous réserve d'éligibilité des actions ;
- À rechercher la meilleure articulation avec les politiques publiques dont la Région est partie prenante et, en particulier, les pactes territoriaux de relance et de transition écologique (PTRTE), l'équivalent des contrats de relance et de transition écologique (CRTE) au niveau régional, et leurs déclinaisons.

La Région prendra position sur une éventuelle aide financière aux projets tels que décrits dans le contrat de ville après dépôt d'un dossier complet dans les délais de dépôt et via les téléservices dédiés, instruction de ce dossier selon les règlements d'intervention en vigueur et vote de la Commission permanente.

I) Conseil Départemental de la Moselle

J) MOSELIS

MOSELIS, gère plus de 16.000 logements au sein du Département de la Moselle. La fusion en septembre 2021 avec l'Office Portes de France de Thionville, en fait l'un des acteurs principaux du logement sur le territoire de l'agglomération thionvilloise.

En 2024, MOSELIS lance la construction de son projet d'entreprise. Ce projet marque la volonté pour l'organisme de s'engager dans une démarche de modernisation et de performance, et de répondre aux défis sociaux, environnementaux et économiques touchant l'ensemble de son parc, dont les quartiers prioritaires de la ville (QPV).

Le parc de MOSELIS au sein des trois QPV du territoire intercommunal représente plus de 1260 logements. MOSELIS a entamé au cours des dernières années un plan d'investissement de plus de 18 millions d'euros au sein des deux quartiers « Côte des Roses – Bel-Air » et « Saint-Pierre – La Milliaire ». Les travaux participeront directement à l'amélioration du cadre de vie et au renouvellement urbain de ces quartiers.

Grâce aux abattements de la taxe foncière sur les propriétés bâties, MOSELIS engage des actions portant prioritairement sur le sur-entretien, la gestion des encombrants et la tranquillité résidentielle. Au sein de chaque site, MOSELIS participe activement aux côtés des différents acteurs au maintien du lien social. Le maillage fin de l'organisation des services de proximité de MOSELIS, permet d'assurer une présence continue et active dans chaque quartier, au plus proche des locataires.

Maintien du lien social et mixité

Les équipes de MOSELIS participent activement aux diverses instances et partenariats développés au sein des quartiers. Elles s'associent et contribuent également aux événements organisés par l'ensemble des partenaires (associations, CCAS, mairie, ...). Ces événements, favorisent les échanges avec nos locataires dans un contexte le plus souvent festif. Ils sont l'occasion de passer des messages de manière moins formelle et de tisser des liens avec les locataires.

MOSELIS entend maintenir son implication dans la participation à ces événements. Attaché à la présence de lieux de vie et de rencontre, notre organisme favorise par ailleurs, la présence en pied d'immeuble, d'associations aux activités tournées vers les habitants du quartier. Les cellules vacantes seront prioritairement louées ou mises à disposition d'activités de ce type.

Quartier « Côte des Roses - Bel Air » à Thionville

Au sein du quartier Côte des Roses, notre conseillère sociale est membre de la GUSP (Gestion Sociale et Urbaine de Proximité). A ce titre, MOSELIS participe de manière continue et active aux réunions mensuelles portant sur :

- Le cadre de vie du quartier : sécurité, gestion des déchets et encombrants ; bon fonctionnement des espaces publics et gestion des stationnements ;
- Le lien social et animation/événements ;
- L'avancement du projet de réhabilitation : état des relogements, avancement des travaux.

Notre organisme est notamment présent lors des différentes animations et actions réalisés dans le cadre de la gestion urbaine de proximité (ex. : apéro géant & cinéma en plein air ; journées environnement etc...).

Au cours des années à venir, MOSELIS souhaite aller plus loin dans son engagement et développer son partenariat avec la Maison des Quartiers et la Maison Relais Habitat & Humanisme, acteurs actifs au sein de ce QPV.

Quartier « Saint-Pierre – La Milliaire » à Thionville

MOSELIS participe activement au Conseil Citoyen du quartier, occasion de rencontres régulières sur diverses thématiques et mobilisant les représentants de notre Direction Territoriale de Thionville à tous les niveaux de proximité : Gérant, Responsable de Secteur, Directeur Territorial.

MOSELIS développe la médiation de voisinage en partenariat avec l'association APSIS-EMERGENCE bénéficiaire en 2023, d'une subvention de 5000 € de la part de notre organisme.

La présence de cette association au sein d'un local MOSELIS au Boucle des Près Saint Pierre, permet d'offrir aux locataires du quartier un espace de médiation, d'accueil pour les jeunes, d'organisation d'ateliers et de groupes de paroles. MOSELIS a également ouvert à la location, en partenariat avec APSIS-EMERGENCE, plusieurs logements dédiés à l'accueil de jeunes Mineurs Non Accompagnés (MNA) permettant de diversifier le profil des habitants des tours. Ce partenariat se poursuit avec l'association APOLO'J, acteur reconnu œuvrant en faveur de l'habitat des jeunes.

Quartier « Terrasses des provinces » à Yutz

MOSELIS organise régulièrement des ateliers jeunes via des partenariats avec la mairie de YUTZ, le CCAS, APSIS-Émergence et le centre social, portant notamment sur les embellissements des parties communes des entrées et des cages d'escaliers. Ces types de chantiers, organisés chaque année, permettent l'échange et le partage entre les jeunes. Ils incitent au respect des espaces communs et améliorent, d'une manière globale, le cadre de vie des habitants du quartier.

Depuis plusieurs années, MOSELIS met également à disposition plusieurs locaux en pied d'immeubles utilisés comme médiathèque / café solidaire ainsi qu'un institut de beauté solidaire, ouvert en 2021. En 2023, MOSELIS a participé financièrement à l'organisation de la fête des voisins organisée par la CLCV.

Afin de favoriser la mixité sociale, MOSELIS a noué des partenariats avec le CROUS et APOLO'J notamment, en vue d'accueillir un public étudiant au sein du quartier. 3 logements supplémentaires ont été mis à disposition en 2023 pour un total de 21 logements. L'emplacement du site et la disponibilité en grands logements permet de favoriser la colocation et l'accueil de ce public.

Amélioration du cadre de vie Programmes de rénovation au sein des Quartiers « Côte des Roses – Bel-Air » et « Saint-Pierre – La Milliaire »

Dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain, MOSELIS contribue à l'amélioration du cadre de vie de ses locataires grâce à un ambitieux programme de travaux au sein du quartier « Côte des Roses – Bel-Air », comportant : démolition, requalification, réhabilitation et résidentialisation de nos ensembles immobiliers.

En complément, MOSELIS projette de poursuivre le réaménagement du quartier par la démolition d'une partie de la « barre Perdrix », complétée par la réhabilitation des logements et la résidentialisation de l'espace de stationnement pour le confort des locataires.

Au sein du quartier « Saint-Pierre – La Milliaire », MOSELIS lance un programme de requalification et de résidentialisation de plus de 9 millions d’euros. Ce programme concernera plus de 260 logements. La Tour n°13 Boucle des Près St Pierre fera l’objet d’une démolition.

Le but de cette requalification est avant tout d’améliorer le confort thermique des logements, le confort des parties communes et de résidentialiser les espaces extérieurs. Les interventions au niveau du système de chauffage permettront d’améliorer l’apport de chaleur au sein des logements. En complément, des volets roulants électriques photovoltaïques rapportés en façade seront installés. Au-delà de l’amélioration du confort quotidien, ces travaux seront source d’économie d’énergie en matière de dépenses de chauffage. En complément, MOSELIS prévoit pour 2024-2025, le raccordement de l’ensemble du quartier à un réseau de chaleur urbain (RCU) biomasse, répondant à notre volonté de décarboner notre parc et de limiter des dépenses énergétiques pour nos locataires.

Les travaux au sein des parties communes comporteront une part d’embellissements, de créations de locaux communs destinés aux vélos et poussettes et de sécurisation par le remplacement des portes d’entrée et l’installation du dispositif d’interphonie INTRATONE. Ce dispositif intègre la mise en place d’écrans dans les parties communes, permettant la diffusion et l’actualisation régulière des notes d’information à destination des locataires. Ce type d’installation s’inscrit dans notre plan d’action qualité, visant à améliorer la communication effectuée dans nos entrées auprès de nos locataires. Cela passe par l’harmonisation des diverses notes d’affichage et des étiquettes (boîtes aux lettres, numéro de logement, « stop pub » ...), le déploiement de panneaux d’affichages réglementaires reprenant le règlement intérieur sous forme de pictogrammes et le déploiement des panneaux d’affichage numérique.

Les travaux de résidentialisation prévus comportent la création de parkings extérieurs privatisés pour mieux organiser le stationnement au sein du quartier. Les parkings souterrains feront l’objet d’une rénovation. Ces interventions intégreront la création de places avec station de recharge IRVE ainsi que la valorisation et requalification des espaces paysagers.

MOSELIS prévoit également un important projet de réhabilitation – requalification concernant le quartier de La Milliaire, à horizon 2030.

En 2023, MOSELIS a inauguré deux fresques murales à AMNEVILLE, venant clore les chantiers de réhabilitations menés et embellir les quartiers concernés. Dans la continuité de cette initiative, MOSELIS intégrera désormais à chaque chantier de réhabilitation, la réalisation d’une œuvre d’art en façade ou en parties communes, marquant ainsi son engagement en faveur d’une sensibilisation à la culture auprès du plus grand nombre.

Concertation locataires

Les projets de réhabilitation et de requalification intègrent systématiquement une phase de concertation avec les habitants concernés. A l’occasion d’une réunion publique, les équipes de MOSELIS échangent avec les locataires sur le programme de travaux et son incidence sur le cadre et le confort de vie. En complément, des permanences sont organisées afin de répondre aux questions des locataires à l’issue des réunions publiques.

Plus globalement, dans le cadre de sa politique qualité de service, MOSELIS souhaite intégrer les représentants de ses locataires aux groupes de réflexion traitant de la Qualité de Service. Le but étant de tenir compte des attentes des locataires et de leurs priorités.

Contrats d'entretien

MOSELIS poursuivra ses actions en matière de sur-entretien pour les prestations de nettoyage, de gestion des déchets et d'encombrants épaves. La présence du personnel de MOSELIS sur site permet de maintenir des tournées régulières de contrôle.

Ce « sur-entretien » intègre également d'autres contrats comme celui relatif à la maintenance et dépannage des ascenseurs. En effet, MOSELIS a prévu lors du renouvellement de son marché, une gestion renforcée pour ses sites sensibles tels que « Saint-Pierre – La Milliaire » et « Côte des Roses – Bel-Air ». L'objectif est de réduire les délais d'intervention et de remise en fonctionnement des appareils.

Récemment, MOSELIS a doté ses équipes d'un nouvel outil permettant de simplifier la remontée des données et leur analyse, grâce à une dématérialisation des formulaires de collecte. Ainsi, MOSELIS pourra suivre de manière précise l'ensemble des sites : qualité des prestations assurées par les entreprises sous contrat, vérification des dispositifs de sécurité ou encore évaluation des volumes d'encombrants éliminés par le personnel de terrain. Ces statistiques permettront d'orienter les plans d'action en matière de qualité de service.

Sécurité – Vidéo interpellation

MOSELIS prévoit au cours des années à venir, le développement progressif de la vidéo protection avec une prestation de télé-gardiennage.

Le déploiement pluriannuel d'équipements de ce type devrait permettre aux locataires de se sentir davantage en sécurité et de se réappropriier les parties communes des immeubles. Les quartiers où MOSELIS identifie de nombreuses incivilités seront équipés en priorité, et notamment les quartiers prioritaires.

Le déploiement de ce dispositif nécessite le développement des partenariats avec les forces de l'ordre et les institutions judiciaires pour crédibiliser le principe de vidéoprotection déployé sur le parc.

Localement, les représentants de nos agences poursuivront de façon assidue leur présence au sein des Conseils Intercommunaux de Sécurité et Prévention de la Délinquance (CISPD) afin d'entretenir les synergies entre les différents acteurs de la sécurité, notamment en nourrissant les échanges de leurs retours d'expérience, en mesurant l'évolution des situations, en partageant les objectifs et les résultats.

K) BATIGERE HABITAT – Bailleur citoyen

Entreprise Sociale pour l'Habitat, acteur majeur du logement social dans la région Grand Est, BATIGERE HABITAT poursuit son engagement quotidien et apporte son savoir-faire et expertise au service des locataires.

BATIGERE HABITAT contribue au développement durable en respectant les enjeux sociaux et environnementaux de l'ensemble de ses parties prenantes. Ses actions contribuent à l'accès au logement pour tous y compris les plus fragiles, à un habitat et un environnement de qualité.

BATIGERE HABITAT s'inscrit également dans une logique de responsabilité sociétale en travaillant notamment en partenariat avec les structures favorisant l'insertion par l'activité économique mais aussi, en préservant les ressources. Le réemploi et la réutilisation font partie des modes de traitement des déchets. Au-delà de cet enjeu environnemental, il s'agit pour BATIGERE HABITAT de confirmer sa volonté de favoriser les projets et les modes de traitement socialement responsables, de renforcer la propreté et la sécurité des lieux de vie de ses clients.

BATIGERE HABITAT dispose de 2 222 logements sur le périmètre de la Communauté de Portes de France dont 649 au sein des quartiers prioritaires ci-dessous.

Nombre de logements :

- THIONVILLE : 1968 logements dont :
 - 466 en QPV sur la Côte des Roses,
 - 90 sur le QPV Saint-Pierre – La Milliaire.
- YUTZ : 254 logements dont 93 en QPV sur Terrasse de Province – Allée des Charmes

Les enjeux thématiques prioritaires du Contrat de Ville :

- Les projets urbains et Patrimoniaux ;
- L'équilibre social dans les quartiers ;
- La sécurité et la tranquillité résidentielle ;
- La gestion urbaine de proximité ;
- L'emploi, l'insertion professionnelle et le développement économique ;
- L'accompagnement social des publics fragiles ;
- L'écoute et la relation clients.

Thématique 1 - Les projets urbains et Patrimoniaux

Un projet de construction sur le secteur de la Milliaire (Rue de la Marne) est prévu sur le 2^{ème} trimestre 2026, pour deux collectifs de 22 logement conventionnés PLS et 15 logements PLSA (accession à la propriété).

Projet : démolir 12 logements dont l'état est très vétuste situés au 1, 3 et 5 Rue de la Marne. Le site présente des atouts importants pour concevoir une nouvelle opération. La construction des 22 logements conventionnés PLS portera sur 6 T2, 12 T3 et 4 T4.

En 2024, BATIGERE HABITAT procèdera au remplacement de 177 chaudières individuelles gaz sur le quartier de la Côte des Roses. Poursuite les années suivantes jusqu'à renouvellement complet du parc de chaudières.

Thématique 2 - L'équilibre social dans les quartiers

En tant que bailleur social, BATIGERE HABITAT assure une mission d'intérêt général : nous avons vocation à garantir l'égal accès au logement de tous, sans a priori, y-compris pour les ménages les plus fragiles, sans discrimination, en veillant à favoriser la mixité sociale. Nous voulons porter cette exigence forte comme une incitation à engager des processus innovants, et une opportunité pour favoriser les bonnes pratiques.

En réponse aux évolutions de notre environnement, notamment le contexte de paupérisation et de précarisation qui touche actuellement une partie des ménages, nous voulons répondre aux besoins de ménages par notre politique d'attribution, en articulant les orientations et enjeux locaux, les objectifs réglementaires mais aussi nos propres ambitions en matière de mutations.

Pour cela, nous veillons à :

- Proposer des logements qui correspondent aux besoins de ménages : que ce soit sur la typologie ou la localisation par exemple ;
- Prendre en compte la situation financière des ménages pour une bonne adéquation des ressources, dès l'attribution et en cas d'accident de la vie (*difficultés financières, problèmes de santé, ...*) ;
- Proposer un patrimoine performant ;
- Proposer des produits diversifiés dans un souci de parcours résidentiel ;
- Expérimenter des modes d'occupations diversifiés : résidences seniors, colocation, intergénérationnel, ... ;
- Maîtriser et assurer un suivi des charges.

La **politique d'attribution** de BATIGERE HABITAT vise à répondre aux enjeux suivants :

- Favoriser la mixité sociale dans les ensembles immobiliers et les quartiers, notamment par l'attribution hors quartiers priorité de la Ville (QPV) à des ménages du premier quartile et l'attribution en QPV à des ménages du deuxième et troisième quartile ;
- Prendre en compte la situation économique et financière des ménages lors de leur entrée dans le logement, mais également tout au long de l'occupation du logement ;
- Adapter les logements à l'évolution de la composition des ménages logés, qu'ils soient en sous ou en suroccupation ;
- Accompagner les accidents de la vie et les difficultés financières des ménages ;
- Dans le cadre de notre politique « BIEN VIEILLIR », favoriser le maintien dans les lieux des seniors, en leur proposant d'adapter leur logement, ou si nécessaire, une mutation vers un logement plus adapté (Exemple : logement en Rez-de-chaussée, logement plus proche des services, logement pour personnes à mobilité réduite).

Thématique 3 - La sécurité et la tranquillité résidentielle

Développement de partenariats et implication dans les partenariats locaux de traitement coordonnés avec la police, la justice et les collectivités locales : participation aux réunions du

CISPDR, GPO et aux GLTD (Groupe Local de Traitement de la Délinquance) qui couvrent l'ensemble des quartiers sensibles, aux réunions Police Municipale / Police Nationale/collectivité.

Dispositifs spécifiques de surveillance et de gardiennage, avec notamment :

- Études sur l'installation de système de vidéo protection sur le quartier de la Côte des Roses ;
- Présence de personnels sur le terrain : gardien (YUTZ), chargés de clientèle, technicien d'agence dans les trois quartiers ;
- La réalisation de visites de sécurité dans nos immeubles, selon des fréquences définies ;
- Une permanence sur site sera tenue à partir de 2024 à destination des habitants de la Côte des Roses ;
- Développement de procédures internes permettant la gestion des troubles de tranquillité ;
- Professionnalisation des personnels avec, par exemple :
 - BATIGERE HABITAT est impliqué dans le réseau des référents tranquillité-sécurité de l'Union Sociale pour l'Habitat et transmet des données à l'Observatoire des faits d'incivilités de l'USH ;
 - BATIGERE HABITAT a conduit des actions de formation du personnel à la gestion des conflits ;
 - Mise en place d'un accompagnement psychologique des collaborateurs en cas d'agression. Pour BATIGERE HABITAT les collaborateurs disposent d'une cellule d'appui psychologique qu'ils peuvent contacter directement avec un numéro vert ;
 - Nomination d'un Chargé de Missions sécurité et tranquillité sur le périmètre du Grand Est ;
 - Embauche d'une médiatrice depuis 2021 avec des missions de médiation sociale de lutte contre la précarité énergétique et en appui au retour à l'emploi. Le périmètre d'intervention est situé dans les quartiers QPV.

Thématique 4 – gestion urbaine de proximité

Les actions de BATIGERE HABITAT développées et **pérennisées** dans la réalisation de projets de gestion :

- Dans le renforcement du lien social :
 - La fête des voisins renouvelée en 2024 sur le secteur de la Milliaire en partenariat avec l'Association APSIS-Émergence. Elle permet aux locataires de se rencontrer autour d'une animation ou d'un repas ;
 - Challenge basket BATIGERE HABITAT initié depuis 25 ans ;
 - Association TAPAJ : une opération de ramassage de déchets est réalisée mensuellement sur le secteur de la Côte des Roses ;

- Fête de quartier sur les secteurs de la Miliaire et la Côte des Roses avec la Maison du Quartier ;
- Fête estivale avec l'Association APSIS-Émergence sur le secteur de la Côte des Roses ;
- Intervention du club féminin du FC METZ sur la Côte des Roses ;
- APSIS – Atelier jeune : Mise en peinture des halls des trois entrées situées Allée des Charmes à YUTZ ;
- La Fondation BATIGERE qui permet d'apporter son soutien financier à des projets portés par des associations locales ;
- La veille auprès des publics fragilisés : dans un contexte de crise de l'énergie, la démarche « aller vers » organisée avec l'association AMLI à travers des campagnes de phoning pour nos locataires les plus fragiles ;
- Campagne d'information par courriel organisée le 20 juin 2023 à l'ensemble de nos locataires disposant d'un chauffage individuel au gaz pour les informer de la fin du tarif réglementé gaz au 30 juin 2023. Rappel également fait concernant l'utilisation du chèque énergie sous conditions de ressources. Renouvellement de ce type de campagne à chaque fois que nécessaire ;
- La gestion des déchets encombrants
Problématique constatée sur différents sites de l'Agglomération par la présence de dépôts sauvages aux pieds et autour des immeubles qui donnent une image très négative de la gestion des déchets et un mauvais exemple pour tous les locataires qui peuvent se sentir incités à faire pareil.
BATIGERE HABITAT assure un suivi prioritaire de cette collecte d'encombrants, dès lors que des dépôts sont identifiés.

– La qualité de service

Notre labellisation Quali'Hlm, est déclinée en 6 engagements de service au travers de notre démarche de Qualité de Service Bien habiter déclinée ci-dessous :

- Accompagner les locataires à chaque étape de leur parcours ;
- Mieux connaître les locataires ;
- Ecouter les locataires et leur proposer des solutions ;
- Agir pour bien vivre ensemble ;
- Maitriser les charges avec nos locataires ;
- Encourager les initiatives de nos locataires ;

Thématique 5 – l'emploi, l'insertion professionnelle, et le développement économique

Pour l'ensemble des opérations de constructions neuves ou de réhabilitation présence d'une clause d'insertion par l'économique dans les marchés.

Thématique 6 - L'accompagnement social des publics fragiles

- Face au constat du vieillissement des locataires et à la perte d'autonomie, mise en place de commissions d'adaptation des logements qui étudient le bien fondé de certains aménagements demandés par le locataire (remplacement de la baignoire par une douche, motorisation des volets, etc..).
- Action Sociale dans les QPV en direction des publics fragiles :

Notre prestataire, AMLI apporte expertise et plus-value dans l'action sociale en faveur des locataires les plus fragiles de BATIGERE HABITAT. Elle intervient dans les domaines de l'accès au logement et le maintien dans le Logement. L'AMLI apporte également son expertise sociale lors des réunions en agence sur les impayés, sur les dossiers fragiles repérés par l'agence, dans les pré-commissions d'attribution des logements et dans les commissions d'adaptation des logements.

L'AMLI développe le partenariat territorial, social et médico-social autour des situations les plus complexes. Son intervention auprès des locataires s'articule autour de la prise en compte globale du ménage quel que soit le type de mandatement (impayé, parcours résidentiel, médiation...) et s'achève lorsque la problématique est solutionnée, et ce, sans critères de délais. Elle est menée par des travailleurs sociaux à travers des visites à domicile.

Thématique 7 – l'écoute et la relation clients

- Service de permanence instauré depuis plusieurs années qui permet en dehors des heures d'ouverture de nos points d'accueil d'apporter un service à nos locataires pour toutes sollicitations ayant un caractère d'urgence nécessitant un traitement immédiat. Les locataires et les partenaires de BATIGERE HABITAT peuvent contacter par téléphone 24H sur 24, toute l'année, le service d'astreinte qui permet d'assurer la continuité de la sécurité des personnes et des biens, du clos et du couvert, de l'hygiène et du bon fonctionnement des équipements.
- BATIGERE HABITAT à votre écoute, notre Centre de la Relation Clients au service de tous les locataires du Grand Est. 1 numéro unique, 17 conseillers de clientèle, 2 sites dans le Grand Est, du lundi au vendredi de 9H à 12H et de 14H à 17H
- Créé en 2020, le CRC (service interne à BATIGERE HABITAT) s'inscrit dans l'objectif d'améliorer l'écoute clients en complément d'autres outils de communication à l'instar de D'CLIC, l'espace clients dédié à tous nos locataires. Le but est de permettre à nos agences de se concentrer d'une part sur l'accueil physique des locataires et des prospects et d'autres part de permettre à nos chargé(e)s de clientèle de se concentrer sur le traitement des réclamations complexes.

L) VIVEST

VIVEST bénéficie d'un abattement de 30 % sur la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties s'élevant à environ 17 000€ par an nous permettant de flécher chaque année des dépenses d'entretien courant ou d'investissement spécifiques pour un montant égal au supérieur avec pour objectif d'améliorer le cadre de vie de nos clients-locataires.

Le contenu de nos engagements financiers en matière de cohésion sociale, d'entretien courant et d'investissements sur notre patrimoine des 1 à 12 rue de Provence à Yutz comprennent, entre autres :

- 20 000€ /an correspondant au plan d'actions spécifiques à l'abattement sur la TFPB en QPV ;
- Un projet de réhabilitation inscrit dans notre plan stratégique du patrimoine en 2025 pour un montant estimé à 960 000€ ;
- La présence renforcée de notre personnel de proximité et d'un point d'accueil Vivest sur la commune de Yutz.

M) Mission Locale du Nord Mosellan (MLNM)

La MLNM est fortement impliquée dans les quartiers politiques de la ville de la Communauté d'Agglomération et est un maillon essentiel du service public de l'emploi dans les quartiers aux services des jeunes âgés de 16 à 25 ans les plus éloignés de l'emploi et de la formation, qui échappent aux circuits d'accompagnement traditionnels.

La MLNM assure :

- L'accompagnement individuel des jeunes dans l'élaboration d'un parcours d'insertion sociale et/ou professionnelle et de leur projet en traitant chaque situation individuelle dans sa globalité : l'emploi, la formation, les difficultés sociales, le logement, la santé, la mobilité, les droits civiques ;
- Des permanences hebdomadaires qui se tiennent à la Côte des Roses de Thionville et à Proxi job de Yutz ;
- Des liens partenariaux avec les acteurs de ces quartiers issus du monde de la prévention spécialisée et de l'action sociale en générale (CCAS, centres sociaux, bailleurs, associations caritatives, culturelles et sociales, ...) ;
- Une articulation des programmes de droit commun définis au niveau national, régional avec les spécificités des quartiers de la Communauté d'Agglomération ;
- Une présence dans les rencontres organisées par la Communauté d'Agglomération et son Conseil de développement autour de diagnostics, de réflexions sur la politique jeunesse et des actions à mettre en œuvre auprès du public jeune des quartiers de la politique de la ville.

Par ailleurs, la MLNM est l'un des opérateurs de la mise en œuvre du Contrat d'Engagement Jeune (CEJ), dispositif de l'État, qui est un droit ouvert pour les 16/25 ans qui ne sont ni en emploi ni en études ni en formation, qui sont en situation de précarité et prêts à s'engager.

En permettant aux jeunes d'accéder à l'ensemble des dispositifs de droit commun, La MLNM joue un rôle majeur dans la lutte contre leur exclusion professionnelle et sociale.

N) SMITU Thionville-Fensch

PROJET

V- Signature



La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est Virginie CAYRÉ	La Directrice Régionale des Affaires Culturelles de la Région Grand Est Delphine CHRISTOPHE
Le Directeur Général de MOSELIS Frank CECCATO	Le Directeur Général Délégué de Batigère Sébastien TILIGNAC
Le Directeur Général de VIVEST Jean-Pierre RAYNAUD	Le Directeur Territorial de la Caisse des Dépôts Cyril MANGIN
Le Président du SMITU Thionville- Fensch Rémy DICK	La Présidente de la Mission Locale du Nord Mosellan Stéphanie KIS

Annexe

Contrat de Ville (2024-2030) ***Engagements Quartiers 2030***



Table des matières

I) Annexe 1 : Bilan du Contrat de Ville (2015-2023)	5
---	---

II)	Annexe 2 : Géographie prioritaire du Contrat de Ville	110
III)	Annexe 3 : Diagnostic des territoires	116
A)	Introduction	116
1)	Diagnostic quantitatif	117
2)	Réunion publique.....	238
3)	Recueil de la parole d'habitants.....	240
B)	Côte des roses – Bel-Air	241
1)	Portrait de données	241
2)	Réunion publique de concertation	251
3)	Recueil de la parole d'habitants.....	255
C)	Saint-Pierre – La Milliaire	256
1)	Portrait de données	256
2)	Réunion publique de concertation	266
3)	Recueil de la parole d'habitants.....	271
D)	Terrasses des provinces.....	272
1)	Portrait de données	272
2)	Réunion publique de concertation	282
3)	Recueil de la parole d'habitants.....	286
E)	Inter-quartiers.....	287
1)	Synthèse de la consultation citoyenne nationale.....	287
2)	Comparatif inter-quartiers	295
3)	Regards croisés sur les quartiers prioritaires	298
F)	Les QPV, intégrés dans un territoire.....	312
IV)	Annexe 4 : Appel à Projets du Contrat de Ville (2024-2030)	316
V)	Annexe 5 : Emploi	332
A)	Outil de suivi exploratoire « Insertion professionnelle » (objectif spécifique 1.1).....	332
B)	Service Public pour l'Emploi Local (objectif spécifique 1.2).....	334
C)	Plan Local d'Application de la Charte d'Insertion de l'ANRU (objectif spécifique 1.3) 335	
D)	Renforcer une culture de l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires (objectif spécifique 1.4).....	337
VI)	Annexe 6 : Émancipation	339
A)	Comité Technique « Réussite Éducative » (objectif spécifique 2.1).....	339
B)	Outil de suivi exploratoire de « Réussite Éducative » (objectif spécifique 2.1).....	341
C)	Moi, ma singularité... Et les autres ? (objectif spécifique 2.2)	343
D)	Création audiovisuelle (objectif spécifique 2.2).....	349
E)	Le Contrat Local de Santé (2023-2025) (objectif spécifique 2.3).....	350
F)	Convention Territoriale Globale (objectifs spécifiques 2.4 et 2.5).....	353

G)	Accès aux loisirs, au sport et à la culture (objectif spécifique 2.6).....	356
VII)	Annexe 7 : Sécurité.....	362
A)	Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation.....	362
B)	Groupe Local de Traitement de la Délinquance (objectif spécifique 3.3)	364
C)	Groupe de Partenariat Opérationnel (objectifs spécifiques 3.1 – 3.3)	365
D)	Direction de la protection Judiciaire de la Jeunesse (objectif spécifique 3.4).....	366
VIII)	Annexe 8 : Engagement et citoyenneté	369
A)	Participation citoyenne (objectifs spécifiques 4.1 – 4.2 – 4.3)	369
B)	« Maison des projets » (objectif spécifique 4.1).....	371
IX)	Annexe 9 : Cadre de vie	374
A)	« Côte des roses – Bel-Air » (objectifs spécifiques 5.1 – 5.2 – 5.3 – 5.4)	374
B)	« Saint-Pierre – La Milliaire » (objectifs spécifiques 5.1 – 5.2 – 5.3 – 5.4)	394
C)	« Terrasses des provinces » (Objectifs spécifiques 5.1 – 5.2 – 5.3 – 5.4)	403
D)	Convention d'utilisation de l'abattement sur la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (objectif spécifique 5.1)	415
E)	Plan Climat Air Énergie Territorial (objectif spécifique 5.2).....	416
F)	Pacte Territorial de Relance et de Transition Écologique (objectif spécifique 5.2) ..	418
G)	Programme Local d'Habitat (objectif spécifique 5.3)	423
H)	Thionville 2030 (objectif spécifique 5.4).....	426

ANNEXE 1

Bilan du Contrat de Ville (2015-2023)

I) Annexe 1 : Bilan du Contrat de Ville (2015-2023)

En 2022, à la demande de la Direction Générale des collectivités locales et de la Direction Générale déléguée à la Politique de la Ville de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, un rapport d'évaluation relatif au Contrat de Ville (2015-2022) a été produit pour dresser son bilan et des préconisations dans la perspective du futur Contrat de Ville (2024-2030). Ce rapport d'évaluation est présenté ci-dessous.

L'évaluation produite a principalement porté sur la dimension qualitative du précédent Contrat de Ville, où son fonctionnement et son impact en tant qu'outil partenarial ont pu être appréciés. De plus, un état des lieux de la jeunesse des quartiers prioritaires a été réalisé par l'Association Lorraine de Médiation et d'Intervention Sociologique, à partir d'entretiens avec des jeunes et des acteurs clés (centres sociaux, prévention spécialisée, Mission Locale du Nord Mosellan, École de la Seconde Chance). Enfin, les préconisations établies dans ce document ont été inspirées, en partie, du Rapport de la Commission nationale chargée de la réflexion sur les prochains Contrats de ville¹.

Le bilan du Contrat de Ville (2015-2023) restera à compléter avec le rapport d'activité des programmations annuelles de 2015 à 2023. Ce rapport d'activité sera soumis à l'approbation du Conseil Communautaire d'ici la fin d'année 2024, après présentation au Comité de Pilotage du Contrat de Ville. Il permettra de valoriser, de manière quantitative, les projets mis en œuvre chaque année grâce aux fonds dédiés à la Politique de la Ville de l'État, de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville et des communes de Thionville et Yutz. Une fois approuvé, l'annexion de ce rapport d'activité au Contrat de Ville (2024-2030) sera soumise au membre du Comité de Pilotage.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

¹ Pour un acte II de la Politique de la ville. Les quartiers populaires au cœur de notre pacte républicain. Avril 2022.

Rapport d'évaluation du Contrat de ville
(2015-2022)



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

| **SOUS-PREFECTURE de THIONVILLE**

Sommaire :

p.3	Introduction
I)	Territoires et population
a)	Des données de cadrage à structurer pour suivre l'évolution des situations
b)	Focale jeunesse
II)	Le Contrat de ville, un outil partenarial pertinent à renforcer
a)	Une programmation annuelle répondant aux enjeux des territoires
b)	Une activité partenariale à renforcer
III)	Proposition d'étapes préalables à la rédaction du futur Contrat
IV)	Conclusion
V)	Annexes :
1)	Composition de l'équipe projet du Contrat de ville
2)	Rapport Association Lorraine de Médiation et d'Intervention Sociologique
3)	Liste des préconisations
4)	Cartographie des quartiers prioritaires et en veille active

Introduction

Initié par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, le Contrat de ville est le document cadre fixant les grandes lignes partenariales en direction des quartiers considérés prioritaires.

Cette loi, dite Lamy, se caractérise par quatre éléments principaux² :

- La réforme du zonage de la politique de la ville, instaurant une géographie prioritaire fondée uniquement sur le revenu des habitants pour concentrer les moyens sur les quartiers les plus en difficulté ;
- L'ouverture à la participation active des habitants par l'installation dans chaque quartier prioritaire d'un conseil citoyen, censé participer aux instances de pilotage du Contrat de ville ;
- L'affirmation du pilotage de cette politique publique à l'échelle intercommunale, le Contrat de ville venant ainsi remplacer les Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) ;
- Le lancement des Nouveaux Programmes Nationaux de Rénovation Urbaine, venant capitaliser sur l'expérience des premiers programmes portés par l'ANRU visant la mixité de l'habitat et l'amélioration du cadre de vie.

Ce nouveau dispositif contractuel a pris effet à partir de l'année 2015 pour s'étendre initialement jusqu'à la fin de l'année 2020. Prorogé à deux reprises, jusqu'en 2022, puis 2023, le Contrat de ville est amené à être évalué dès cette année pour envisager sa réécriture, et ainsi, sa future mise en œuvre à partir de 2024.



Le parti pris de cette évaluation est de poser des éléments d'analyse qui viendront structurer le futur Contrat de ville. Autrement dit, l'enjeu de cette évaluation est moins de présenter une évolution de la situation des quartiers prioritaires du territoire de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville (CAPFT) depuis 2015 que de proposer une réflexion pour donner une trajectoire différenciée au Contrat de ville à partir de 2024.

Il ne s'agit pas de considérer que cette évolution ne doit pas être prise en compte. Elle aura toute sa place dans le futur Contrat de ville, comme première partie diagnostiquant la situation des quartiers sur cette période, en vue de donner des éléments de suivi précisés de celle-ci à partir de 2024. Pour cette évaluation, l'objectif est davantage d'adopter un regard sur le suivi et le partenariat réalisés sous l'impulsion Contrat de ville pour en formuler des préconisations. Le Contrat de ville est donc considéré dans ce présent document avant tout comme un outil partenarial.

C'est pourquoi cette évaluation n'a pas fait l'objet d'une externalisation vers un cabinet d'étude. La majeure partie du corps du document est le fruit des analyses et des réflexions partagées par l'équipe projet du Contrat de ville de la CAPFT³. Les préconisations apportées

² [Loi de nouvelle géographie prioritaire \(loi Lamy\) | Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales \(cohesion-territoires.gouv.fr\)](#)

³ Composition de l'équipe projet en annexe 1.

par cette équipe projet viennent être appuyées par celles établies dans le Rapport de la Commission nationale chargée de la réflexion sur les prochains contrats de ville⁴.

Pour ne pas produire seulement une évaluation interne, la CAPFT a été chercher une expertise extérieure par l'intermédiaire de l'Association Lorraine de Médiation et d'Intervention Sociologique (ALMIS). La commande adressée visait la jeunesse des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV). L'enjeu était de pouvoir obtenir un état des lieux de la jeunesse des QPV à partir d'entretiens réalisés avec des jeunes et des acteurs clés œuvrant vers et pour (centres sociaux, prévention spécialisée, Mission Locale du Nord Mosellan, École de la Seconde Chance). Cet état des lieux débouche également sur des préconisations.

Par un souci de cohérence, ce rapport d'étude a été découpé et intégré dans la structure de l'évaluation globale pour donner davantage de poids au partenariat entre l'association et la collectivité. En effet, des parallèles évidents apparaissent entre les deux documents, justifiant la fusion. Toutefois, ce document est valorisé et libre d'accès dans son intégralité en tant que document annexe⁵.

Ainsi, tout l'enjeu du présent document est de proposer un chemin d'ici la fin d'année 2023 avec comme objectif la finalisation du futur Contrat de ville de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville. Il est bien entendu que ce chemin n'est pas à l'abri de modifications pouvant être amenées par le virage que prendra la Politique de la ville à l'échelle nationale, la collectivité étant en attente des lignes directrices de la nouvelle loi de programmation. Des modifications qui pourront également venir des temps d'échanges et de concertations réalisées sur le territoire. Cependant, cette attente ne doit pas correspondre à un temps d'immobilisme et c'est la raison pour laquelle ce présent document s'appuie sur le rapport national mentionné auparavant pour anticiper justement sur les prochains contrats de ville.

⁴ Pour un acte II de la Politique de la ville. Les quartiers populaires au cœur de notre pacte républicain, Rapport de la Commission nationale chargée de la réflexion sur les prochains contrats de ville, avril 2022.

⁵ Document en accès intégral en annexe 2.

I) Territoires et populations

a) Des données de cadrage à structurer pour suivre l'évolution des situations

Le Contrat de ville de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville porte sur trois quartiers prioritaires :

- Côte des roses à Thionville
- Prés Saint-Pierre/La Milliaire à Thionville
- Terrasses des provinces à Yutz

D'autres secteurs urbains ont été catégorisés comme étant des « quartiers en veille active » ou des quartiers « fragilisés ». Les cartographies disponibles de ces territoires se trouvent en annexe 4.

- Yutz-Cité (veille active)
- Les Acacias à Terville (veille active)
- Basses-Terres à Thionville (fragilisé)
- Centre-ville/quartier de la gare à Thionville (fragilisé)
- Cour de Rome (fragilisé)

La différence entre ces deux zonages repose sur le degré de reconnaissance qui leur est accordé par le langage institutionnel. En effet, les quartiers prioritaires de la ville (QPV) renvoient au zonage effectué par l'État. Ils répondent ainsi à des critères formalisés (seuil d'habitants – part de la population à bas revenus). Ce qui n'est pas le cas des secteurs répertoriés en tant que « veille active » ou « fragilisés ».

Les deux secteurs bénéficiant d'une « veille active » sont des quartiers qui sont sortis de la géographie prioritaire d'État après la réforme introduite par la loi dite Lamy en 2014. Ils étaient ainsi auparavant intégrés au Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS). À cet effet, ils ne répondent plus aux nouveaux critères mais continuent de concentrer des difficultés typiques ciblées par la Politique de la ville. Concernant les secteurs dits « fragilisés », il s'agit de quartiers avec des problématiques socio-économiques identifiées par les acteurs locaux lors de la rédaction du Contrat de ville. Cette différence implique que les données les plus facilement accessibles concernent les QPV.

Ainsi, un nombre important de données est disponible et mis à jour régulièrement sur le site du système d'information géographique concernant la Politique de la ville, piloté par

l'Agence Nationale de la Cohésion des territoires⁶. Six thématiques y sont principalement déclinées : la démographie globale du quartier, l'éducation, l'insertion professionnelle, le niveau de revenu, le tissu économique et le logement. À partir de celles-ci, c'est une vision pluridimensionnelle des quartiers qu'il est possible de lire. Pour ne pas surcharger ce document de statistiques, les données les plus générales sont livrées ci-dessous. Une analyse approfondie des données disponibles *via* ces fiches thématiques sera réalisée à l'occasion du diagnostic dédié au prochain Contrat de ville.

Tableau 1 : Population de base des quartiers prioritaires

QPV	Population (2013)	Population (2018)	Évolution (en nombre)	Évolution (en %)
Côte des roses	2 203	1 997	-206	-9.4
Près Saint-Pierre/La Milliaire	1 371	1 186	-185	-13.5
Terrasses des provinces	1 983	1 967	-16	-0.8

Source : Système d'Information Géographique de la Politique de la ville (<https://sig.ville.gouv.fr/>)

Les tableaux qui suivent prennent comme base de référence la population municipale dévoilée ci-dessus.

Tableau 2 : Répartition par tranches d'âge

QPV	Part des 0-14 ans	Part des 15-24 ans	Part des 25-59 ans
Côte des roses	22,2	12,4	44,7
Près Saint-Pierre/La Milliaire	24,8	10,4	48,2
Terrasses des provinces	32,4	14,7	41,0

QPV	Part des 60-74 ans	Part des 75 ans et plus
Côte des roses	13,5	7,2
Près Saint-Pierre/La Milliaire	10,8	5,8
Terrasses des provinces	8,5	3,4

Source : Système d'Information Géographique de la Politique de la ville (<https://sig.ville.gouv.fr/>)

Tableau 3 : Bénéficiaires des prestations légales versés par la Caisse d'Allocation Familiale

⁶ [SIG Politique de la Ville](#)

QPV	Nombre d'allocataires	Personnes couvertes	AAAH*	APA**	ARSAS** *
Côtes des roses	659	1 482	99	211	159
Près Saint-Pierre/La Milliaire	439	887	67	118	127
Terrasses des provinces	572	1 506	55	166	179

* Allocataires percevant l'Allocation Adulte Handicapé

** Allocataires percevant la Prime d'Activité

*** Allocataires percevant le Revenu de Solidarité Active Socle

Source : Système d'Information Géographique de la Politique de la ville
(<https://sig.ville.gouv.fr/>)

Tableau 4 : Demandeurs d'emploi au 31 décembre 2020

QPV	DE*	DE (hommes)	DE (femmes)
Côte des roses	363	210	153
Près Saint-Pierre/La Milliaire	252	152	100
Terrasses des provinces	370	211	159

*Demandeurs d'Emploi

Source : Système d'Information Géographique de la Politique de la ville
(<https://sig.ville.gouv.fr/>)

Ces données montrent un aperçu de la situation des quartiers prioritaires et éventuellement de leurs vulnérabilités (revenus-emploi). En raison des multiples sources et données disponibles, il s'agit désormais de penser à une mise en cohérence de ces indicateurs en vue de permettre une connaissance approfondie des enjeux des quartiers prioritaires du territoire. Il ne s'agit ainsi pas de produire uniquement des statistiques, car celles-ci existent, mais de constituer un observatoire territorial de la Politique de la ville.

Cette préconisation vient faire écho à la proposition numéro 25 du rapport⁷ mentionné en introduction :

⁷ Ibid.

« Proposition n°25 : Approche quantitative : Faire de la data science un outil de connaissance territoriale et de territorialisation des politiques publiques au bénéfice des quartiers, en lien avec l'INSEE, l'ONPV à l'ANCT et les territoires.

- Favoriser le conventionnement, tant au niveau national que local, des observatoires de l'ANCT, et notamment de l'ONPV, avec l'INSEE et d'autres acteurs tels que les services statistiques ministériels, les opérateurs publics, le CEREMA, les observatoires locaux et les agences d'urbanisme ;
- [...]
- Intégrer dans les prochains contrats de ville un volet « méthode » inscrivant des clauses sur la data pour les données publiques comme privées relevant de l'intérêt général (harmonisation des SIG, partage et croisement des données, remontées auprès des CRPV qui remonteront à l'ONPV). »

Préconisation 1 : Constituer un observatoire local de la Politique de la ville, par la mise en cohérence des données disponibles

Pour ce faire, il s'agit d'enclencher dès le début de l'année 2023 une réflexion avec des acteurs ciblés (INSEE, Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville, Pôle Emploi, CAF, Direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques, la Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance, l'Agence d'Urbanisme d'Agglomérations de Moselle...). Ce temps de réflexion visera notamment à déterminer quelles données sont à collecter pour obtenir un état de situation plus ou moins qualitatif sans se perdre dans la production de statistiques. Il s'agit que chaque donnée cherchée et construite ait un sens pour les collectivités et les acteurs de terrain.

Cette démarche se justifie par la nécessité d'avoir une visibilité renforcée et objectivée sur la situation des quartiers prioritaires pour la collectivité pilote de cette action publique. Celle-ci devant en effet davantage être « en maîtrise » qu'« en quête » de ces données. Ce temps de réflexion peut aboutir sur l'élaboration d'une convention entre différents acteurs stipulant les participations respectives et les conditions de transmissions des données.

Les données obtenues à partir de cet observatoire pourraient constituer une partie du rapport d'activités à partir de la nouvelle contractualisation en 2024.

Préconisation 2 : Effectuer une simulation du zonage actuel des QPV en saisissant l'ONPV et l'INSEE, pour obtenir une cartographie socio-économique du territoire

Ces données visent à saisir une partie de la réalité de territoires en difficultés ciblés par la Politique de la ville. Il est ainsi pertinent de pouvoir obtenir une cartographie actualisée des quartiers prioritaires sur le territoire de la CAPFT en vue de saisir ou non un changement. L'enjeu étant de pouvoir également obtenir une vision d'autres zones concentrant des

personnes en situation de pauvreté et de garantir à la Politique de la ville son rôle de cohésion territoriale.

Préconisation 3 : Établir pour chaque quartier prioritaire un projet de territoire spécifique

Dans la mesure où chaque quartier est différent malgré des réalités socio-économiques communes, il s'agirait d'intégrer dans le futur Contrat de ville un projet de territoire pour chaque quartier. Ceci permettrait d'associer pleinement chaque acteur de proximité à son élaboration ainsi que les Conseil citoyens. En effet, les acteurs de proximité (centres sociaux et prévention spécialisée) ont déjà des documents-cadre qui orientent leurs actions sur le terrain et déterminent leur territoire d'intervention. Il s'agirait donc de veiller à une meilleure articulation de ces documents avec les objectifs fixés par le Contrat de ville pour apporter une cohérence et une visibilité aux actions déjà réalisées sur le terrain. En outre, ceci permettrait de faire ressortir des problématiques spécifiques à chaque quartier et dégager ainsi celles qui sont communes à tous.

« Proposition n°11 :

- *Développer dans chaque Contrat de ville, un projet de développement de chaque quartier prioritaire pour les 6 années à venir en se fixant les objectifs à atteindre et les moyens pour y parvenir.*
- *Refonder sur une nouvelle architecture les Contrats de ville pour qu'ils soient plus agiles, structurants et opérationnels. »⁸*

L'élaboration d'un projet de territoire par quartier peut être une démarche transposée aux quartiers « en veille active », voire « fragilisés ». Ces projets seront moins précisés que ceux des QPV mais permettront d'identifier l'horizon à fixer pour ces territoires rencontrant également des difficultés. La simulation demandée à l'ONPV et l'INSEE donnera à voir quels autres territoires pourraient être concernés. À titre d'exemple, au cours des échanges avec les représentants de la commune de Yutz, il est ressorti que le centre-ville de Yutz pouvait lui aussi être considéré comme fragilisé.

Ces projets de territoire ne devront pas se résumer au zonage déterminé par l'État. À cet effet, il s'agira de préciser la catégorisation « quartier vécu » effectuée lors de la rédaction du précédent Contrat de ville. Cette catégorisation a comme avantage de révéler le bassin de vie que peut représenter un quartier prioritaire et le considérer ainsi dans un territoire qui correspond davantage à sa réalité.

b) Focale jeunesse

⁸ Ibid.

Dans le cadre de la commande passée à l'Association Lorraine de Médiation et d'Intervention Sociologique (ALMIS), un état des lieux de la jeunesse a été réalisé. Celui-ci n'est pas constitué de statistiques mais est davantage un compte-rendu de terrain à la suite des entretiens réalisés avec les acteurs ciblés et des jeunes des trois quartiers prioritaires. Il constitue la première partie du rapport réalisé par l'ALMIS et est livré ci-dessous.



Partie 1 : À propos des jeunes...

Cette première partie sert la restitution du travail de terrain, afin de dépeindre ce qui se passe dans l'agglomération en matière de prise en charge de la jeunesse en Quartier Politique de la Ville (QPV).

Pour rendre compte de l'existant, un portrait de cette jeunesse sera dressé au travers des propos recueillis auprès des professionnels des différentes structures d'accueil ciblées par l'étude et de jeunes eux-mêmes. Ces informations qualitatives et leur analyse sociologique permettront aux lecteurs de ce rapport d'appréhender l'action sociale pour la jeunesse sur ce territoire (la perception et l'incarnation des jeunes et la notion de jeunesse, les conditions du travail avec eux etc.) même si ces lecteurs n'y ont jamais été confrontés.

Chapitre 1 : Des discours dissonants sur la jeunesse

Comme tout *fait social*, la « jeunesse » est l'objet de *représentations* et de formes de *normalisation*. S'il est avéré que cette notion est construite pour répondre aux besoins de la société moderne de définir des âges de la vie auxquels correspondraient des attitudes, des besoins et des pratiques⁹ ; elle ne fait pas que définir des réalités sociales mais modifie aussi l'existant puisqu'en créant de nouvelles façons de percevoir une partie de la population, elle conditionne également les jeunes eux-mêmes à se conduire en tant que tel. Des manières d'être jeunes sont donc pensées, *intériorisées* par tout un chacun et *incorporées* par les jeunes dont l'attitude, la posture et bien d'autres critères ancrés dans les corps témoignent de leur juvénilité. Cette notion n'est donc pas seulement utilitaire mais aussi performative.

Dans ce premier chapitre, la focale sera placée sur les caractéristiques, parfois antagonistes, de la jeunesse que l'étude a pu faire ressortir. Effectivement, le fait qu'il existe des contradictions dans la manière dont sont définis, perçus et/ou dont agissent les jeunes témoigne de la difficulté à dresser un portrait objectif et fiable de cette jeunesse. L'analyse de cette difficulté définitoire permettra de faire ressortir des problématiques liées à l'usage de la notion de jeunesse.

A- Des jeunes difficiles à atteindre mais « en demande »

L'un des constats de cette enquête sur le territoire thionvillois est qu'il existe une jeunesse en proie avec des « épreuves juvéniles »¹⁰ (désinsertion sociale et/ou professionnelle, enclavement territorial de certains jeunes éloignés du centre de la ville, isolement lié au contexte sanitaire depuis la Covid19, etc.). La plupart des professionnels qui les accompagnent relient ces vécus à des dispositions émotionnelles et observent avec empathie des jeunes qui :

« vivent au jour le jour mais ont malgré tout peur du lendemain. »

Cependant, toute forme d'optimisme quant aux situations de ces jeunes n'est pas à bannir. En effet, les jeunes que nous avons rencontrés sont loin de correspondre aux clichés que l'on pourrait avoir d'une jeunesse totalement désœuvrée et/ou en opposition avec les structures sociales existantes. Finalement, même s'ils sont parfois en prise avec des situations sociales, et/ou familiales difficiles¹¹ et ne semblent pas tous s'approprier les dispositifs sociaux à leur disposition¹², ils ne revendiquent pas une difficulté d'être jeune ni une rupture totale avec les institutions¹³.

⁹ Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse*, 5ème édition, Armand Colin, coll. "U", 2011.

¹⁰ François Dubet, *Trois jeunesses. La révolte, la galère, l'émeute*, Lormont, Le Bord de l'eau, coll. « CrescendO », 2018.

¹¹ Voir dans la Partie 1 ; Chapitre 1 ; B ; 2 : *parcours de vie difficiles et construction identitaire*.

¹² Par exemple, tous les jeunes interrogés à la sortie du collège/lycée Hélène Boucher ne connaissent pas les structures sociales de la ville à destination de la jeunesse et la plupart n'ont notamment jamais entendu parler d'un centre social. Pourtant, ils n'en sont pas moins intéressés par ces structures et nous interrogent sur les activités proposées, le prix d'adhésion, etc.

¹³ Lorsqu'ils en ont connaissance, et même s'ils ne les fréquentent pas (ou plus ; ou seulement « de loin »), ils ne sont jamais vindicatifs à l'encontre des dispositifs sociaux ou scolaires par exemple. Ainsi, des

- *Une implication juvénile variable dans les dispositifs d'intervention professionnelle et/ou sociale*

« Il y en a qu'on aimerait voir davantage. [...] On ne les rencontre que dans la rue, ils nous connaissent, nous aiment bien. Quand on les croise ça se passe super bien. Ils nous demandent parfois des conseils et tout mais ne viendront jamais au centre, c'est comme ça, on le sait, on s'adapte. »

Les propos ci-dessus sont le constat d'une éducatrice spécialisée qui souligne l'existence d'un public « invisible » qui est une des principales préoccupations des professionnels des Missions Locales, École de la Seconde Chance et prévention spécialisée rencontrés en entretiens groupés. D'autres fois, la difficulté même de rencontrer ces jeunes « invisibles » est abordée :

« Capter les jeunes c'est compliqué je pense pour les éducateurs de rue parce que les jeunes ne sont plus dans la rue mais dans leur piaule. À mon époque on descendait dans la rue et on tombait forcément sur une bande de jeunes mais là ils sont dans leur piaule, ils s'envoient un message, ils se voient dans la rue 2 minutes et c'est tout. » ;

« Il y a une problématique c'est les jeunes disparus avant ou pendant le covid qui sont dans leur chambre à jouer à des jeux et qu'on n'arrive pas à toucher.

- Ouais les invisibles c'est un vrai phénomène même avant le covid. »

S'il est impossible de savoir si cette représentation des jeunes « hors des murs » de la structure correspond à une réalité, cette crainte s'avère tout de même intéressante puisqu'elle démontre une attention des professionnels aux situations des jeunes et surtout, un sentiment de ne pas pouvoir faire leur travail auprès de ceux qui en auraient le plus besoin. Au-delà de l'idée selon laquelle cela serait dû à un manque d'implication de ces jeunes, il est possible que cela soit symptomatique d'un sentiment d'inefficacité.

Juliette Baronnet (et. al.) parlent de certains « effets pervers de la nouvelle gestion publique »¹⁴. Les « effets pervers » dont parlent ces auteurs, sont la rationalisation budgétaire, la segmentation des publics et de leurs accompagnateurs, ainsi que le fait que l'intervention sociale vise toujours principalement l'intégration et l'insertion par l'emploi, tout en laissant de côté les publics les moins « insérables ».

En effet, la catégorisation des jeunes selon des critères d'intégration politique et sociale peut créer de la méfiance de la part de certains d'entre eux vis-à-vis des dispositifs et de leurs

jeunes déscolarisés et sans emploi de 19 et 20 ans que nous avons rencontrés et qui ne fréquentent plus les structures (bien qu'ils aient été inscrits dans un des centres sociaux par leurs parents lorsqu'ils étaient enfants) disent notamment aller « devant le local d'APSiS juste à côté de temps en temps parce que les éducateurs sont sympas. [...] On passe discuter un peu quoi » et aussi que « l'école c'est important, on le dit aux petits de bien rester à l'école parce que sinon après ils se retrouveront comme nous [rire] ».

¹⁴ Juliette Baronnet, Philippe Lyet, Virginie Poujol, Michel Valle, « Les travailleurs sociaux : coproducteurs ou témoins de l'invisibilité sociale ? », *Recherche sociale*, n°215, vol.3, 2015.

représentants sur le terrain. Par ailleurs, les propos de certains professionnels rencontrés en focus-groupe témoignent de l'intériorisation de certaines de normes à l'égard des jeunes en général :

« Pour les faire participer il faut parfois leur donner un coup de pied aux fesses. »

Que ce soit au sein des structures d'intervention professionnelle et/ou sociale ou des centres d'accueil, cette vision des jeunes comme un public parfois difficile à mobiliser et pour lequel il faut décider à sa place peut être performative et avoir pour effet pervers d'éloigner les jeunes de la volonté même de se mobiliser.

- *Il vaut mieux « faire avec » que « faire pour » les jeunes*

Bien entendu, les professionnels des centres sociaux comme des dispositifs d'intervention professionnelle et/ou sociale sont principalement dans une optique compréhensive vis-à-vis de la jeunesse et des problématiques auxquelles elle est confrontée. Aussi, les professionnels de l'agglomération que nous avons rencontrés en focus-groupe ont un point de vue empathique sur la situation des jeunes et tentent de trouver des modes de travail avec et pour les jeunes qui fonctionnent tout en n'imposant pas de trop de choses aux jeunes avec lesquels ils travaillent :

« Il y a un comité jeune qui est mis en place car l'accueil jeune doit fonctionner "par, pour, et avec les jeunes". Ils s'organisent entre eux pour savoir quelles activités ils vont faire ou pas, ils votent par exemple et parfois on doit les ramener à la réalité de ce qui est faisable parce qu'ils ont des envies difficilement réalisables, souvent de voyage à l'étranger. »

Cette vision de l'engagement juvénile qui prône la participation et s'incarne dans une forme d'horizontalité en matière de prise de décision a été beaucoup évoquée dans les centres sociaux :

« [Lors de leur première arrivée au centre,] ils observent beaucoup, ils sont très timides. D'abord ils viennent se présenter, on explique ce qui est fait, ce qu'ils peuvent faire. Après, au fur et à mesure ça se libère un peu. [...] C'est du cas par cas pour l'accueil. On fait ça en fonction du feeling qu'on a avec le jeune et de comment le jeune ressent et s'approprie le lieu, s'il est déjà à l'aise on le laisse se débrouiller sinon on l'accompagne un peu plus. De toute façon, ils arrivent beaucoup entre pairs. Quand un nouveau vient, ils lui font visiter, lui présentent les anims, ça marche mieux comme ça, il y a moins de côté hiérarchique, d'adulte, l'ado qui va être contre l'adulte, ça fonctionne mieux. Surtout chez les ados. »

En effet, les centres sociaux ont plutôt un rôle d'animation dans leur accueil des jeunes que les autres structures étudiées. Cela les rend plus enclines à développer cette horizontalité lors des processus décisionnels.

Cependant, les dispositifs d'intervention professionnelle et sociale promeuvent aussi la participation des jeunes dans les processus décisionnels et organisationnels. Par exemple, il nous est rapporté dans presque toutes les structures¹⁵ que l'autofinancement (tombolas,

¹⁵ Exception faite de la Mission locale et de l'E2C dont les objectifs d'insertion professionnelle se prêtent moins bien à la pratique.

chantiers jeunes, etc.) est souvent utilisé, non pas comme un réel levier de fond financier mais comme moyen d'impliquer les jeunes :

« ça permet de leur donner une idée de la difficulté de réunir des fonds. Et puis ça les oblige à travailler [pour mettre en œuvre une activité qui leur tient à cœur,] [...] ça leur fait prendre conscience de la réalité. »

Cette volonté est d'ailleurs comprise et valorisée par les jeunes, même par certains qui ne sont pas inscrits dans les structures mais qui en connaissent les actions :

« Je sais que l'année dernière par exemple ils ont fait des chantiers, des petits travaux pour pouvoir se payer un voyage au Sénégal, ça c'est vachement bien. »

Effectivement, la problématique de l'engagement des jeunes est au cœur des préoccupations abordées lors de cette enquête dans les structures. Que ce soit au sein des structures ou en dehors, cette préoccupation est centrale au travail social et peut être abordée de différentes manières ; que ce soit par une forme d'implication plus ou moins verticale ou horizontale - ce qui change la manière dont sont vécues les choses par les jeunes comme par les professionnels ; dans des espaces d'engagements pluriels - ce qui suppose différentes formes d'engagement de la part de ce public¹⁶.

Cette question doit être interrogée par les politiques publiques tout en veillant à ne pas présupposer des comportements juvéniles (le *désengagement* par exemple) ou des explications sous-jacentes aux réalités sociales (comme l'existence d'un public *invisible* pour les institutions qui serait lié au manque d'intérêt des jeunes pour ces mêmes institutions). En effet, les clés du succès de l'engagement juvénile sont multiples. Nous l'avons observé sur le terrain : les raisons de franchir la porte d'une structure de ce type peuvent aller de la volonté d'y retrouver ses amis à l'envie de trouver un emploi ou un logement en passant par l'incitation par les parents¹⁷.

B- La maîtrise des codes sociaux et leur remise en question

La jeunesse *désinsérée* est aussi celle qui revendique une certaine indépendance par rapport aux normes instituées notamment par le milieu professionnel et aux institutions qui les portent. C'est en tout cas le sentiment de certains professionnels :

« Une particularité c'est qu'ils ont l'impression que tout est facile, quel que soit le métier donc quand on parle de formation, ils pensent qu'ils n'en ont pas besoin et se disent "je peux le faire, je regarde un tuto sur internet et voilà" [...] "le système de l'alternance je n'en ai pas besoin" »

« Je voudrais préciser qu'il s'agit d'un public particulier, il ne faut pas faire de généralité sur cette génération là c'est vraiment des jeunes "un peu perdus" au niveau projet.

- Oui c'est ce que je voulais dire nous on a des décrocheurs scolaires en refus de formation c'est tout un boulot pour leur dire "si tu retournes pas à l'école fais autre chose" .

¹⁶ Valérie Becquet et Martin Goyette, « L'engagement des jeunes en difficulté », *Printemps 2014*, n°14, OpenEdition, 2014.

¹⁷ A titre d'exemple, une mère dont la fille fréquente assidûment un centre social nous a dit qu'elle « préfère largement la savoir ici [dans un centre social] que dehors à traîner après l'école ».

- Sinon on a des jeunes bac +5 alors pas forcément en QPV faudrait que je regarde mais on a des jeunes qui savent déjà ce qu'ils veulent faire et ça va vite. »

- *La jeunesse ou le temps de la contrainte et des choix*

Effectivement, les jeunes gens sont soumis à des injonctions diverses de la part des institutions (scolaires, professionnelles...), de leur famille, etc. Cependant, ceux que l'on a pu interroger soulignent finalement une certaine liberté que la jeunesse confère, principalement d'un point de vue matériel :

« *La jeunesse c'est surtout le fait de ne pas avoir de contraintes financières*
» ;

« *Je pense que je suis jeune parce que je ne suis pas indépendant, j'habite encore chez ma mère [...] ça fait que j'ai pas à me casser la tête pour trouver de quoi manger, etc.* »

Aussi, pour un groupe de filles que nous avons rencontrées, la liberté associée à la jeunesse est liée à l'amusement, à la futilité qui leur est permise :

« *La jeunesse c'est les sorties, la liberté [...] moi je vois que les gens sont jeunes à leur tête en fait, ça se voit je ne sais pas comment dire, les jeunes sont plus beaux et plus tranquilles [rires]* »

Les professionnels des structures étudiées ont également souvent défini la jeunesse comme un moment de la vie qui allie paradoxalement un fort besoin d'autonomie et une totale dépendance matérielle. Dans des contextes familiaux et/ou sociaux prohibitifs (surveillance intra-familiale¹⁸, parents qui ne peuvent *soutenir* matériellement les jeunes à la hauteur de leur besoins et/ou de leurs envies, etc.) cette situation peut être à l'origine de nombreuses frustrations et engendrer des volontés de contourner l'ordre établi¹⁹.

- *Parcours de vie difficiles et construction identitaire*

En effet, les professionnels entretenus en focus-groupe le précisent à chaque rencontre : il faut distinguer plusieurs jeunesses, plus ou moins « dans le besoin » et plus ou moins « insérées » dans les dispositifs de l'agglomération :

« *C'est différent avec un gamin qui est inscrit dans un centre social, dans un projet de citoyenneté [propos d'une éducatrice spécialisée], souvent ce sont des gamins qui ne sont jamais allés en périscolaire, jamais allés à la cantine [...] Dans les QPV, c'est ceux qui sont le plus éloignés des structures de droit commun.* »

¹⁸ Notamment des jeunes femmes qui pourraient (d'après des professionnels rencontrés), dans certains cas et parfois avant même l'adolescence, être soumises à de nombreuses injonctions à être « adultes avant l'âge [...] à s'occuper des repas, des devoirs du coucher des frères et sœurs par exemple [dès le retour de l'école] » et qui peuvent parfois recevoir des ordres d'autres membres de la famille, « pas forcément les plus grands par exemple un petit de 9 ans peut donner des ordres à sa grand sœur ».

¹⁹ François Dubet, *Op. cit.*

Dans le même temps, les professionnels, quel que soit leur structure d'appartenance et leur statut, soulignent la capacité des jeunes à s'approprier les dispositifs et à interagir avec eux de manière constructive. Le premier chapitre de ce rapport témoigne notamment de leur capacité à s'impliquer dans les processus décisionnels et organisationnels mais nous avons aussi pu remarquer que les jeunes rencontrés dans la rue s'étaient tous plus ou moins approprié les dispositifs existants ou du moins, en avaient une perception lorsque nous leur expliquions à quoi cela référait. Un jeune rencontré devant le collège/lycée pensait d'ailleurs que :

« [Ce genre de structure] c'est important [car] [...] être jeune c'est aussi avoir besoin de temps pour soi, pour avoir des activités extra-scolaires. L'école ne met jamais ça en avant je sais pas ils pourraient nous parler des centres sociaux mais tout ce qui ne concerne pas l'éducation et la formation ne leur semble pas primordial pour les jeunes [...] ça fait que des jeunes comme moi, "normaux", on se sent encore moins investis [...] ["normal"] c'est pour dire que je ne fais rien de spécial, je n'ai jamais été délégué, rien, ça ne m'intéresse pas. »

Finalement, il semble que même si les jeunes ne s'approprient pas forcément les ressources à leur disposition, ils en sont conscients et ont des raisons de ne pas le faire, soit parce qu'ils sont déjà investis ailleurs (dans d'autres structures, clubs, associations ou tout simplement auprès de leurs proches), soit car ils préfèrent passer occasionnellement qu'être franchement inscrits quelque part ; à l'instar de certains jeunes que nous avons pu rencontrer à proximité de ces structures qui en connaissent l'existence et même le fonctionnement interne²⁰.

Cette façon quelque peu « frivole » de fréquenter les structures sociales de l'agglomération est assez intéressante car elle peut être analysée comme une stratégie mise en en place par certains jeunes²¹ pour prendre ce qui les intéresse de ces structures (principalement le dialogue avec les professionnels et la rencontre avec d'autres jeunes au sein de celles-ci).

En effet, les acteurs sociaux mobilisent des stratégies qui leur permettent, en fonction du contexte, de faire ce qu'ils souhaitent malgré le cadre plus ou moins contraignant de leurs interactions. Dans ce cas des relations sociales entre un jeune bénéficiaire potentiel des structures sociales et un professionnel d'une de ces mêmes structures, le statut d'adulte et de personne référente peut à-priori conférer au professionnel un certain ascendant sur le jeune. Cependant, la maîtrise des différents codes sociaux inhérents aux institutions, la connaissance du quartier, de ses habitants ou même la confiance en soi peut aisément bouleverser la relation de pouvoir entre ces deux individus. Sans se le formuler, les jeunes mobilisent un

²⁰ Pour y avoir été plus jeunes (cf. note n°6, page 9 du présent rapport) ou avoir des connaissances qui fréquentent les lieux.

²¹ Sur le terrain d'enquête, cette manière d'utiliser les structures à leur disposition concerne des jeunes désinsérés au sens où ceux que nous avons rencontrés qui tiennent ces discours étaient tous sans emplois stables ni scolarisés.

certain nombre de stratégies d'action et de discours qui leur permettent de garder la face²² lors des interactions sociales.

Cela explique notamment que les jeunes ne s'expriment pas de la même manière entre eux qu'avec un adulte à l'intérieur des structures d'accueil de jeunes :

« Ils savent très bien choisir à qui ils s'adressent, à qui ils peuvent parler, de quoi [...] on essaye d'avoir des éducateurs avec des personnalités assez diverses parce qu'on sait que c'est ça qui fait le succès ou non du contact avec les jeunes, ça dépend vraiment de s'ils se sentent. »

Les jeunes ne sont pas les seuls à mobiliser des stratégies lors de leurs interactions et les professionnels nous expliquent systématiquement les difficultés et/ou les facilités qu'ils peuvent avoir à se lier de confiance avec certains jeunes :

« On essaye d'établir une relation un peu en mode copains/confidents avec eux parce qu'on sait que c'est comme ça qu'on peut les aider, qu'ensuite ils viennent se confier à nous sur leurs problèmes ou même ce dont ils ont envie par exemple. »

La maîtrise de la langue, le vécu de situations précaires, autant de caractéristiques personnelles qui deviennent des capitaux sociaux²³, lorsqu'elles sont utilisées par les professionnels pour améliorer leurs relations avec les jeunes :

« C'est fatigant de rentrer dans la tête des jeunes parfois ça se fait tout seul mais certains, impossible, c'est fermé, il a peur de s'ouvrir donc il me faut du temps pour que je puisse voir ce qui ne va pas chez lui etc. [...] Les espagnols sont très soudés et je n'arrive pas à ce qu'ils s'ouvrent aux autres, même si je les fais sortir pour qu'ils soient au contact avec les autres. Avec moi ça va ils commencent à me parler, à peine et par gestes car je ne comprends pas, ils parlent le chleuh, c'est un dialecte marocain kabyle. [...] Je le prends à cœur comme si c'était mes enfants, ça me fatigue parfois je n'en dors pas. »

« Et puis on bosse aussi avec nos casseroles mais c'est aussi nos casseroles et expériences qui font qu'on peut les aider nous. Bon c'est pas les leurs et on est pas là pour faire à leur place mais on est là pour leur donner des outils et des fois ça marche, des fois on ne les voit plus on pense que c'est foutu mais ils ont besoin de plus de temps et parfois ils reviennent des années plus tard et disent qu'on leur faisait les as aidés à grandir, à "devenir un homme" par exemple pour les pères de familles... »

Finalement, les propos tenus sur la jeunesse de l'agglomération concernent souvent une certaine difficulté à *impliquer* les jeunes en question dans les dispositifs sociaux les concernant ou la difficulté pour les professionnels de ces dispositifs de les comprendre. Les situations juvéniles sont complexes et plurielles et pour les appréhender il est alors judicieux de travailler au cas-par-cas et de ne pas penser *la jeunesse* comme une situation sociale

²² Erving Goffman, « La présentation de soi », tome 1, *La mise en scène de la vie quotidienne*, trad. par Alain Accardo, Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1973.

²³ Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant, *Réponses*, Paris : Seuil, 1992.

spécifique mais plutôt comme un moment de vie qui donne lieu à des vécus qui peuvent être similaires.

Chapitre 2 : Une jeunesse qui s'écrit au-delà de l'âge biologique

Être jeune n'est donc pas un état de fait. Il s'agit d'une construction sociale et l'on pourrait se questionner sur ce concept. Définit-il une réalité univoque ? Est-ce réellement un *effet d'âge* ou plutôt de *génération*²⁴ ? C'est-à-dire, est-ce que les jeunes sont définis et se définissent ainsi en fonction de leur âge à un moment clé de leur vie ou plutôt en fonction d'un référentiel culturel, social ou personnel commun, lié alors davantage à leur inscription générationnelle, territoriale et/ou à leur rapport au corps²⁵. Ce sont les questions auxquelles ce chapitre tentera d'apporter des éclaircissements.

²⁴ Olivier Galland, *op.cit.*

²⁵ Au sens élargi, la notion de *corps* étant ici comprise au sens de Michel Foucault (*Le Corps Utopique et les Hétérotopies*, France Culture, 1966), comme un lieu de gouvernance des mouvements, des actions, etc. par lequel l'individu est au monde et qui lui assure un *refuge imaginaire* lui permettant de s'inventer.

B- Le quartier comme ancrage social et élément de distinction : entre galère et sentiment de sécurité

Lorsqu'on leur demande de nous parler de ce qu'est être jeune dans leur quartier, les jeunes en QPV ne soulignent pas en premier lieu « la galère »²⁶ de leur situation. Ils nous parlent plutôt des choses et endroits qu'ils aiment dans le quartier. S'ils évoquent parfois ce qui leur manque ou pourrait être amélioré, celles et ceux-ci vantent surtout les côtés positifs potentiels ou avérés de leur quartier :

« depuis que le Lidl a fermé c'est tous les jours dimanche. C'est con mais ça donnait de la vie au quartier parce qu'il y avait des gens dehors avec les courses et puis cela attirait des gens de l'extérieur aussi. Ils veulent installer une boucherie à la place [soupir] mais c'est pas pareil et puis c'est moins pratique maintenant on a plus que ça [désigne une épicerie de quartier] ils sont sympas hein et puis ça dépanne bien mais c'est plus cher et on ne trouve pas tout. »

« Ici tout le monde se connaît, tout le monde parle avec tout le monde et personne ne te laisse en galère [...] Le stade c'est vraiment le lieu où on se retrouve avec tous les jeunes du quartier dès qu'il y a un match. C'est là qu'on se rencontre. [...] Les aires de jeux aussi c'est important mais avant il y en avait plus au cœur du quartier, les nouvelles elles sont trop loin, c'est pas pratique parce que les mamans elles veulent pouvoir surveiller les petits en restant à la maison. Ici [ils nous désignent un endroit] à la place des pommiers il y avait un parc, je ne sais pas pourquoi ils ne l'ont pas refait là... »

L'appartenance à un quartier est souvent associée à l'appartenance à un groupe de pairs, à la socialisation de groupe. Les professionnels quant à eux observent une distinction sociale entre jeunes habitants des différents quartiers :

« Le centre social est près de Saint Pierre mais le QPV c'est Saint Pierre/La Milliaire. Le truc c'est qu'il y a une énorme voie qui sépare les deux quartiers. Il y a quand même de plus en plus de jeunes de La Milliaire qui viennent, ça y est ils sont acceptés, ce qui n'était pas le cas il y a 5 ans. Les jeunes des Prés Saint-Pierre disent "c'est mon centre" parce que ce QPV a un vrai déficit d'image, ils le ressentent et donc il y a un renforcement de cette identité en retour c'est pour ça qu'ils disent ben ouais c'est chez nous, et vous êtes pas de chez nous.

- *Moi [une animatrice du centre qui vient de La Milliaire] ça y est je suis acceptée mais ça a mis un peu de temps quand même il a fallu que je fasse mes preuves. »*

En effet, le découpage des QPV est un problème récurrent pour les professionnels. Entre cette frontière physique infranchissable entre 2 quartiers censés être rattachés au même centre social et le fait que le zonage des QPV leur paraît parfois contraignant et inadapté, cela est un vrai enjeu pour ces derniers, à l'instar de ce professionnel d'une structure d'insertion professionnelle qui déplore :

« [Avoir] une exigence d'accueillir un certain pourcentage de jeunes en QPV mais les délimitations changent ce qui fait qu'on a des jeunes de quartiers qui ne sont plus comptés en QPV même s'ils viennent de 100m à côté de chez nous : de Fameck, d'Uckange parce que les QPV ont changé donc on arrive pas à remplir nos exigences QPV que demande la région [...] Le problème du zonage des QPV c'est que par exemple certains jeunes qui habitent dans un quartier sur des numéros impairs ne sont pas QPV

²⁶ François. Dubet, loc. cit.

alors que son copain en face peut être en QPV. [...] Il n'y a pas de lien avec la situation sociale des gens, ce n'est pas le critère retenu, c'est simplement la délimitation parce que ça reste les mêmes immeubles, c'est le même propriétaire, un bailleur social qui a placé les gens où il pouvait. C'est juste que l'État a réduit les QPV pour montrer que la politique fonctionnait parce que les politiques ANRU sont passées, on a détruit des immeubles et reconstruit des plus petits collectifs, plus jolis et on a dit ce n'est plus un quartier QPV. »

- *Contrôler les humeurs anti-institutionnelles et contrer les pratiques déviantes et (auto)destructrices*

Les jeunes de la prévention spécialisée sont, d'après les professionnels rencontrés, stigmatisés par ceux qu'ils peuvent rencontrer dans d'autres structures telles que les centres sociaux de quartiers QPV par exemple. Lorsqu'ils vont dans ces centres, ils sont *étiquetés* « jeunes de la prév » par les autres jeunes, ils sont marqués, portent le *stigmat*²⁷ de l'appartenance à cette institution (extrême précarité, problèmes intra-familiaux, dépressions, violences, décrochage scolaire...).

Par la nature de ses métiers, le travail social est une activité qui demande un certain investissement personnel et un regard compréhensif mais également un certain « détachement », souvent mis en avant par les professionnels qui évitent de prendre trop « pour soi » tout ce qui leur est dit sur la société ou sur les situations personnelles des jeunes par exemple. Cette *prise de distance*, ce *désengagement* est nécessaire afin d'éviter l'*épuisement émotionnel* et pour parvenir à continuer de mobiliser ses ressources empathiques et ne pas en venir à *dépersonnaliser* le public pour « tenir le coup »²⁸.

Cette prise de distance a été évoquée, sur le terrain d'enquête, par certains professionnels qui soulignent que s'il y a des moments ou des lieux pour l'écoute, les débats éventuels et/ou de l'empathie, cela ne peut pas être le cas partout et tout le temps car :

« À un moment il faut savoir se préserver aussi. Moi j'ai quitté mon ancien travail parce que j'avais un regard de maman sur mes jeunes que j'avais au foyer et je n'y arrivais plus en fait. Je pense qu'à un moment il faut se blinder un peu et prendre ce recul-là sinon tu te bouffes toute ta carrière. »

Entre le décrochage scolaire, les *invisibles* de l'action publique, la difficulté à atteindre une mixité de genre au sein de la plupart des structures, les discours radicaux, etc., les professionnels que nous avons rencontrés se heurtent à des problématiques fortes en travaillant avec la jeunesse précaire. Ils mettent en place des stratégies pour parler des sujets difficiles à aborder, sensibiliser les jeunes à des thématiques qui les concernent mais pour lesquelles ils ne se mobilisent pas forcément²⁹. Ainsi, ils organisent notamment des ateliers

²⁷ Erving Goffman, *Stigmat. Les usages sociaux des handicaps*, trad. Alain Kihm, Édition Minuit, coll. Sens Commun, 1975.

²⁸ Francois Melou et Lionel Dagot, « La mise à distance dans le travail social : effet sur l'épuisement émotionnel », *Varia*, n°21, OpenEdition, 2018.

²⁹ Quant à l'éducation sexuelle par exemple, les professionnels sont confrontés à des jeunes qui ont de multiples questions mais ne viennent pas forcément lorsqu'un atelier formel est organisé pour

de médiation pour sensibiliser les jeunes à la lutte contre les comportements sexistes, racistes et autres par le jeu ou le débat :

« On a travaillé sur les médias par exemple, l'année passée, avec les 9-12 ans. Ils avaient créé un petit dessin animé dans lequel ils avaient mis en scène une jeune fille en classe qui est sur internet au lieu d'écouter la prof et elle se fait aspirer par l'ordinateur alors tous les autres vont à son secours et ils se font tous coincer dans l'ordinateur, dans le jeu vidéo et à la fin ils disent "bon effectivement les jeux vidéos il n'y a pas que des bonnes choses" et ils donnent à manger les ordi de la classe à un dinosaure [rires]

- *Ouais sur les addictions on n'a pas parlé que des produits mais aussi des écrans et les jeunes nous disent "maintenant je fais un peu plus attention ou quand je dis que je vais sur pronote je vais vraiment sur pronote" [rires]* »
- *Le travail social entre prévention des comportements à risques et animation socio-culturelle*

S'agissant de la question des addictions et autres comportements à risque, les professionnels sont nécessairement dans une perspective répressive vis-à-vis des déviances des jeunes individus. L'objectif de ces derniers étant de travailler à normaliser leurs pratiques en travaillant sur leurs représentations de ce qui est faisable ou non, en fonction du contexte :

« J'suis admin au collège et lors d'un conseil d'administration on parle des problèmes qui se posent par exemple le fait qu'à 8h les jeunes arrivent au collège alcoolisés parce qu'ils achètent... enfin ils volent des fioles d'alcool au match avant de venir. D'autres dorment car toute la nuit ils sont sur des jeux vidéos... pour ceux qui vont en classe hein parce qu'il y en a qui n'y vont pas aussi, qui restent à la maison, qui dorment enfin bref tout ce qu'on observe est matière à alimenter nos activités, à faire des projets. »

Le travail sur la répression des pratiques déviantes des jeunes est difficile. Pour qu'il soit efficient, il devrait être fait dans une perspective compréhensive afin de ne pas stigmatiser les comportements mais plutôt comprendre pourquoi les jeunes agissent tel qu'ils le font et ainsi, de trouver des solutions adaptées au cas-par-cas pour les pousser à changer leurs habitudes et éviter qu'ils se mettent en danger. En période de crise, comme lors des confinements liés à la Covid19, les rapports de domination et les situations précaires s'accroissent ; c'est une chose qui a été soulignée au moins une fois par rencontre avec les professionnels :

« Par exemple, on a eu un projet sur le numérique car lors du confinement les parents étaient désœuvrés avec les devoirs. On a fait un truc sur les jeux de sociétés parce que pendant 2 mois ils pouvaient jouer avec les enfants, on a parlé des violences intrafamiliales, des violences faites aux femmes, de la violence gratuite parce qu'on a observé ça hein dans des familles où normalement papa est en déplacement souvent et là se retrouve coincé avec les enfants : une claque par-ci, une claque par-là, après c'est plus des claques mais des coups de poing...

- *Le confinement a heurté tout le monde même moi, c'était dur quand on n'avait pas de jardin...* »

parler de ce sujet. Pour l'aborder, il faut donc contourner les formes classiques de médiation et éventuellement faire du « cas par cas »'.

« Depuis la crise du Covid, on observe vraiment une plus grande fragilité chez les jeunes qui ont souffert de l'isolement, de la scolarité, du rapport à l'autre aussi parce qu'ils se sont retrouvés tout d'un coup chez eux avec les réseaux sociaux comme unique mode de communication. [...] Forcément on voit que les discours radicaux, complotistes prennent plus de place depuis la crise du Covid. »

Un travail sur la manière de s'informer est aussi mené par des professionnels au sein de certains centres sociaux. Il s'agit finalement de déconstruire les *inconscients sociaux*³⁰, les normes et les rapports de domination cachées par la société mais constitutive de celle-ci pour ne pas surinterpréter certains faits sociaux ou tirer des conclusions hâtives sans croiser différentes sources d'information ou sans avoir eu différents retours d'expérience :

« Il y a une polarisation des avis, on exprime plus facilement des avis radicaux, il faut se positionner, être pour ou contre, c'est vrai chez les jeunes comme chez les adultes. »

A- Les corps juvéniles comme socles d'individuation

La jeunesse est définie comme un *seuil* dans la vie humaine qui se traduit par des critères de (dis)qualification biologiques et/ou sociaux. La puberté engendre par exemple des changements physiques et sociaux dans les rapports aux autres et à soi-même³¹. Elle est comprise par les acteurs rencontrés comme un moment de transition avec l'enfance ; non pas une rupture brutale mais une continuité qui suppose cependant certains ajustements.

Dans cette partie, c'est le rapport au corps des jeunes qui est étudié, d'après les propos des professionnels et des jeunes eux-mêmes. Les corps y sont donc envisagés comme davantage que comme des données biologiques et matérielles qui font l'être humain mais comme un support de représentations et de pratiques pour soi-même et pour les autres. C'est-à-dire que ces corps, lorsqu'ils sont compris et soumis à des normes de bienséance, sont par la même construits par et pour le collectif.

Effectivement, les regards ne sont pas posés sur les corps juvéniles indépendamment de ce que veulent en voir et en faire les personnes qui les appréhendent. Ces corps ne sont d'ailleurs interrogés que dans le cadre de la sexualité ou du sport. Ces deux thématiques reviennent dès qu'il est question de la spécificité des corps juvéniles et de leurs usages. Elles soulèvent la question de la formation des corps qui passe par une normalisation des comportements et vise le « bien-être » pour soi-même et pour autrui, dont il s'agit de respecter les limites de l'individualité corporelle.

³⁰ Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Éditions de Minuit, 1970.

³¹ Ingrid Voléry, « Les élèves ont des corps. Regards enseignants. » *Ethnologie française*, vol. 45, PUF, 2015.

- *L'âge comme marqueur de différents rapports au monde*

L'âge est considéré par les sciences sociales non pas comme un facteur « biologique », en fonction de l'état corporel et du nombre d'années vécues mais comme un facteur social, considérant que l'âge se définit par des étapes de l'existence et est utilisé comme outil de gouvernement des populations en ce sens qu'il donne lieu à des rapports de pouvoir (entre enfants et adultes notamment mais aussi envers les personnes âgées). C'est dans cette perspective que la notion d'âge a été analysée sur le terrain d'enquête. Certains professionnels ont d'ailleurs observé des différences générationnelles liées aux manières d'être au monde :

« On est dans des génération Z ou je ne sais plus quoi où la valeur travail par rapport à des génération précédente évolue [...] tout ça va super vite, aujourd'hui on a l'impression qu'une génération c'est tous les 5 ans et qu'à chaque fois on a des représentations totalement différentes qui émergent. »

Cette accélération des différences générationnelles est une hypothèse intéressante, si on la relie avec l'émergence des réseaux-sociaux qui offrent aux jeunes des référentiels communs partout dans le monde mais seul le temps nous dira s'il y a réellement des distinctions générationnelles accrues et accélérées ou s'il s'agit plutôt d'effets de mode que s'approprient plus ou moins les individus d'un certain âge que ceux d'un autre âge, tel que le supposent d'autres professionnels qui observent des conflits liés aux différences de cultures juvéniles :

« Il y a des enfants de 2010, les petits 6e de l'année dernière qui étaient harcelés à l'école. Ça a commencé à cause du jeu fortnite parce que les petits se sont mis à jouer et ils ne savaient pas y jouer en fait ils jouaient n'importe comment et ça a pris une ampleur folle : ils étaient critiqués au collège sur leurs vêtements, à cause des petits jeux à bulle, parce qu'une fille a sorti un clip où elle y jouait et il y a eu un amalgame de faits contre ces enfants nés en 2010. »

« Mon fils est né en 2010 et ça a été violent [...] pour des petits qui arrivent au collège et découvrent un nouvel établissement ça a été vraiment dur ils ont dû être séparés à la récréation par la responsable du collège pour les protéger un peu. C'est pour ça qu'on a mis ce projet en place pour travailler sur les compétences psycho-sociales avec les plus petits encore CM1/CM2 pour qu'ils soient un peu armés pour leur rentrée prochaine au collège. »

- *Les rapports au corps et à la sexualité comme modes d'expression de son individualité et comme moyen de conformité aux normes sociales*

Le rapport au corps est perçu, dans les normes occidentales comme relevant de l'intime, c'est notamment le cas en ce qui concerne la sexualité qui est conçue comme une liberté individuelle ; ce qui entre en contradictions avec d'autres représentations de la sexualité, notamment dans les cultures musulmanes³². Cela peut engendrer des conflits entre les perceptions de ce qui est normal ou non pour certains jeunes et/ou leurs familles et les professionnels, principalement lorsque les jeunes femmes sont surveillées :

³² Nathalie Bajos & Michel Bozon (dir.), *Enquête sur la sexualité en France. Pratiques, genre et santé*, Paris, La Découverte, 2008.

« On a des soucis par rapport aux jeunes filles qui endossent des responsabilités, veulent une vie normale alors que cela n'est pas possible [...] elles veulent se maquiller, s'habiller comme les autres par exemple. Elles sont partagées entre deux car elles veulent être françaises mais il y a l'origine qui fait qu'elles ne peuvent pas s'habiller comme elles veulent, pas faire de sorties, etc. Donc parfois on fait des sorties seulement avec les jeunes filles car il y a la confiance des parents par rapport à l'équipe, à la structure. [...] On arrive à emmener des jeunes filles en séjour. [...] Il y a aussi la pression du père, des frères - et pas forcément le plus grand : un petit de 9 ans peut donner un ordre à sa grande sœur par exemple. »

« Il y a des jeunes filles qui éprouvent un certain mal être car elles ont l'âge, mais doivent s'occuper de la famille, des frères et sœurs, du repas, après les devoirs. [...] Elles sont freinées par leurs traditions - pas toutes mais certaines. Les parents sont isolés, ils ont gardé leurs traditions parce qu'ils ont peur que ça leur échappe et ne savent pas forcément qu'il faut échapper aux traditions, qu'il faut s'adapter. Certains sont ouverts, d'autres non. Donc les jeunes comparent avec ce qu'ils ont le droit et pas le droit. »

Dans les propos ci-dessus, l'inquiétude quant à la difficulté d'assimilation pour les jeunes femmes pluriculturelles donne à interroger le bien-fondé de cette volonté de déconstruire ces formes de contrôle familial qui sont finalement assez aisément contournées par les jeunes qui maîtrisent les codes occidentaux ainsi que ceux de leur famille. Le fait de relier ces codes familiaux à une culture plus large est également questionnable. Une enquête approfondie sur ce sujet permettrait de démêler ce qui relève réellement de normes culturelles dans le contrôle des corps juvéniles et ce qui relève plutôt des relations intra-familiales spécifiques, pas forcément en lien avec une différence culturelle.

Effectivement, il n'y a pas que les jeunes provenant de familles *pluriculturelles* dont les rapports au corps en général et à la sexualité en particulier sont interrogés par les professionnels qui les accompagnent :

« On essaye de leur faire passer le message qu'il faut être à l'écoute de son corps, que c'est plus qu'un instrument semblent [...] il faut déconstruire les modèles qu'ils ont et qui leur viennent de la pornographie. Avec ceux qui viennent parler de ça avec nous on essaye toujours de relier sexualité et émotions en leur parlant de nos visions des choses parfois ça les intrigue et leur semble parfois un peu bête mais au final après ils reviennent se confier à nous à ce sujet. »

Finalement le fait d'être jeune ne semble pas être, pour les jeunes que nous avons rencontrés, un critère identitaire en soi mais plutôt une situation sociale. S'ils sont perçus comme des jeunes par les adultes, ils ne se reconnaissent pas nécessairement dans une catégorie sociale liée à leur âge. D'autres éléments priment à leurs yeux lorsqu'il s'agit de se définir en tant qu'individu tels que leur lieu d'habitation, leur groupe de pairs, leurs activités, etc.

II) Le Contrat de ville, un outil partenarial pertinent à renforcer

a) Une programmation annuelle répondant aux enjeux des territoires

Dans le cadre du Contrat de ville, chaque année une programmation d'actions est réalisée, orientée principalement vers les trois quartiers prioritaires de la ville. Cette programmation repose sur l'existence de crédits spécifiques dégagés par les deux communes présentant des quartiers prioritaires (Thionville et Yutz), la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville et l'État par l'intermédiaire du Budget Opérationnel de Programme n°147. Ces crédits supplémentaires viennent soutenir financièrement des partenaires dans la réalisation de projets ou d'actions. Généralement, ces partenaires sont financés par ailleurs par des acteurs du droit commun.

Pour réaliser cette programmation, l'équipe projet se réunit annuellement pour concevoir un appel à projets. Celui-ci présente les priorités dégagées par cette équipe projet. Depuis le début du Contrat de ville en 2015, les priorités renvoient principalement au soutien au développement économique, à l'insertion professionnelle à la diversification des pratiques culturelles et sportives, à la réussite éducative, au soutien à la parentalité... Les priorités sont des rappels aux objectifs identifiés dans le Contrat de ville à travers les trois piliers que sont :

- La cohésion sociale,
- L'emploi et le développement économique,
- Le cadre de vie et le renouvellement urbain.

Au regard des 7 programmations établies depuis le Contrat de ville, les porteurs de projet ont répondu à de nombreux objectifs. En moyenne, plus de 60 actions ont été soutenues au titre de la Politique de la ville. Elles viennent traiter des thèmes, des problématiques, des enjeux au plus près de la population. Il peut être question de la promotion de la santé, de l'accompagnement scolaire, du renforcement du lien social, du soutien à la parentalité, de l'accès aux loisirs, au sport, à la culture, de l'accompagnement socio-professionnel... Tandis que des données générales sur les quartiers prioritaires rendent compte de dynamiques de territoire, ces actions permettent d'incarner les objectifs portés par le Contrat de ville. Elles font chaque année l'objet d'un bilan faisant état du déroulé sur l'année précédente. Pour en avoir un aperçu actuel, il est possible de se référer au rapport d'activité 2021 disponible sur le site *internet* de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville.

Le Contrat de ville permet ainsi la visibilité de ces actions de proximité bénéfiques aux habitants des quartiers prioritaires. En outre, il permet un lien annuel entre les collectivités, les services de l'État, les acteurs de terrain et autres partenaires/signataires. Il est ainsi un *medium* établissant collectivement chaque année les actions à mener sur le territoire. Les temps d'instruction des dossiers ainsi que les comités techniques et de pilotage sont à ce titre des temps de dialogue permettant la réflexion à ce sujet. Le pilotage intercommunal se révèle être un échelon pertinent au regard de la dynamique de territoire qu'il peut engendrer.

Considérant la fusion administrative annoncée avec la Communauté d'Agglomération du Val de Fensch, il pourrait s'avérer pertinent d'engager dès l'écriture du prochain Contrat de ville, une réflexion commune pour adopter un cadre de travail similaire. Une proposition qui se

présenterait sous la forme d'une clause de revoyure, évoquée dans le rapport national mentionné plus haut³³ :

« Proposition n°6 :

- [...]
- *Faire coïncider la durée des Contrats de ville avec celle des mandats locaux pour retrouver la conformité avec la loi de 2014 et redonner pleinement du sens à ce projet de territoire intégrant la Politique de la ville. Cela implique, dans la perspective de la prorogation des contrats de ville jusqu'en fin 2023, un plan en deux temps avec 1) une première signature de Contrats de ville à l'année 2023 pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024 et, par clauses de revoyure ou renégociation, 2) la signature des contrats de ville recalées avec les prochaines élections municipales à l'année 2026 pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2027. »*

Préconisation 4 : Veiller à la mise en place d'une démarche cohérente avec la Communauté d'Agglomération du Val de Fensch, dans la perspective d'une fusion

b) Une activité partenariale à renforcer

En considérant les programmations annuelles dans leur temps long, autrement dit depuis 2016, il s'avère que plus de la moitié des actions sont des actions renouvelées. Sur ces sept programmations, rares sont les projets étant des projets ponctuels. En outre, l'annualité de cette programmation induit le fait que les bilans rendus par les porteurs de projet rendent compte d'une activité annuelle, sans réelle prise en compte de l'impact sur la durée. Aussi s'agirait-il de penser au moins à une programmation biannuelle, voire triannuelle, permettant de déployer un projet sur un temps long. Cette proposition vise également à décharger les porteurs de projets et les collectivités subventionnant ces projets. Elle est aussi appuyée par une des propositions du rapport national :

« Proposition n°10 : Renforcer la visibilité sur la Politique de la ville par une pluri-annualité de ses financements.

- [...]
- *Ce qui implique pour les associations :*
 - *Permettre aux associations de bénéficier de contractualisation sur une longue durée, notamment par le recours aux conventions pluriannuelles d'objectifs, afin qu'elles puissent mettre en place des actions plus durables. »*

Préconisation 5 : Réfléchir à l'organisation d'une programmation biannuelle, voire triannuelle, pour déployer des actions sur un temps plus long et décharger les différents acteurs engagés

³³ Ibid.

Cette préconisation s'adresse également à la programmation liée à l'abattement de 30% sur la Taxe Foncière pour les Propriétés Bâties (TFPB) : « *Dans l'esprit du nouvel accord-cadre TFPB 2021, aller vers une pluri-annualité des programmations TFPB dans le cadre des contrats de ville.* »³⁴.

Cette mise en adéquation doit se prolonger dans une intégration renforcée des bailleurs sociaux aux instances de pilotage. Ceci passe ainsi par :

- « *Intégrer pleinement les conventions d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) au Contrat de ville (calendrier, instances de pilotage, programmation opérationnelle et financière, réalisations),*
- *Inciter les bailleurs à valoriser auprès des acteurs du Contrat de ville la rénovation de leur patrimoine et les améliorations du cadre de vie, y compris hors abattement TFPB.* »

Préconisation 6 : Impulser un lien renforcé avec les bailleurs sociaux par une cohérence des programmations Contrat de ville et TFPB ainsi que par une valorisation de l'entretien du cadre de vie

Le rapport d'activité annuel de la programmation recense autant de bilans qu'il y a d'actions subventionnées. Cette réalité répond à une logique administrative voulant que chaque action fasse état d'un bilan pour justifier l'attribution d'une subvention. Toutefois, le rapport contient alors des bilans d'actions isolées sans laisser apparaître une dynamique globale. Pour faire écho à la préconisation 3 portant sur le projet de territoire par quartier, il serait pertinent de rationaliser collectivement les bilans en vue de produire un rapport annuel qui serait davantage partenarial. Cette rationalisation pourrait passer par exemple par des thématiques ou des objectifs travaillés communément par différents porteurs. L'objectif étant d'améliorer le suivi et la mise en cohérence des actions. Ce bilan partenarial sera à articuler avec les données collectées par l'intermédiaire de l'observatoire local pour avoir un suivi à deux échelles des quartiers prioritaires.

Préconisation 7 : Travailler à l'élaboration d'un bilan partenarial pour dépasser les bilans isolés d'actions

Les actions subventionnées dans le cadre du Contrat de ville sont la plupart du temps co-financées par ailleurs par d'autres acteurs du droit commun. Ces derniers participent annuellement au comité technique et au comité de pilotage du Contrat de ville. En tant que financeurs, ces acteurs de droit commun doivent également demander la réalisation de bilans à ces opérateurs. En vue de répondre à l'objectif impulsé à la Politique de la ville de « faire effet levier du droit commun », il serait opportun de mobiliser ces acteurs du droit commun

³⁴ *Ibid.* p. 7 et 24.

pour partager les éléments de bilan demandés et ainsi réfléchir à une cohérence des éléments d'évaluation. Il est possible que certains éléments de bilan demandés par un autre acteur soient pertinents pour l'analyse relative aux quartiers prioritaires. Cette démarche pourrait simplifier les temps de compte-rendu au-delà d'apporter une cohérence.

Préconisation 8 : Réfléchir avec les opérateurs de projet, puis avec les partenaires co-financeurs à une mise en cohérence des éléments de bilan

À la lecture des bilans transmis annuellement par les porteurs de projet, certains éléments peuvent manquer à la lecture. À titre d'exemple, il est parfois difficile de saisir distinctement l'impact d'une action sur la durée, un suivi dépassant la réalisation de l'action, quels partenaires sont intervenus durant le déploiement de cette action et qu'ont-ils apporté, une caractérisation précisée du public bénéficiaire, le nombre d'habitants en quartier prioritaire concernés par l'action, les contraintes rencontrées et l'action déployée pour les surmonter... Il ne s'agit ici nullement de considérer que les porteurs de projet ne réalisent pas « correctement » leur action. Il s'agit plutôt d'avancer le fait que rédiger un bilan n'est pas un acte naturel. Une démarche de révision des pré-bilans a été effectuée l'année dernière avec l'équipe de professionnels de la Maison des quartiers en vue de leur conférer une logique de projet. Cette démarche est à réaffirmer et à élargir pour donner davantage de cohérence aux rendus.

Préconisation 9 : Réaffirmer dès la programmation 2023 la nécessité de renseigner pour chaque projet subventionné dans le cadre du Contrat de ville le nombre de personnes habitant les quartiers prioritaires concernés par ledit projet

Préconisation 10 : Sensibiliser les différents porteurs de projet aux éléments concrets attendus dans les bilans Politique de la ville à partir du canevas du pré-bilan

Pour faire référence à la préconisation 7, il s'agit de reconnaître le manque de langage commun entre les différents acteurs de terrain, entre eux, et avec les collectivités et les services de l'État. Bien que le Contrat de ville contienne des objectifs identifiés, ceux-ci ne sont pas pleinement intégrés par les porteurs de projet. Ce ne sont pas eux qui viennent axer les actions déployées. Chaque action est rattachée à l'un des trois piliers lors des temps d'instruction annuels des demandes de subvention à l'appréciation des membres de l'équipe projet. Ce manque de langage commun n'empêche pas ces actions de se déployer et de cibler des enjeux identifiés. Toutefois, le renforcement de l'interconnaissance des différents acteurs permettrait d'apporter une dynamique partenariale davantage cohérente que celle existante. C'est pourquoi, il est proposé de constituer des groupes de travail avec les opérateurs et autres partenaires, en lien avec des objectifs identifiés : « Jeunesse » ; « Emploi » ; « Cadre de vie » ... Contrairement à la formule existante, l'enjeu serait de réunir régulièrement ces groupes de travail pour assurer un suivi.

Cette proposition s'inspire d'expériences variées que le service « Politique de la ville » de la CAPFT anime. Ce sont trois expériences qui sont convoquées et développées ci-dessous pour étayer la proposition formulée juste avant.

- *Prévention de la radicalisation* : le service « Politique de la ville » anime depuis 2017 des actions de prévention de la radicalisation dans le cadre du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (CISPDR). Cette année, l'organisation d'une action de prévention est co-construite avec les acteurs de terrain en direction de la jeunesse des trois quartiers prioritaires et d'un quartier en veille active (les Acacias – Terville) : quatre centres sociaux et les équipes de prévention spécialisée d'APSYS-Émergence sont ainsi impliqués. Cette année est inaugurale et ne permet pas de tirer un bilan mais il s'agit de mettre en exergue le fait que tous ces acteurs et la collectivité partagent les mêmes objectifs d'actions.
- *Contrat Local de mobilisation et de coordination contre les Violences Sexistes et Sexuelles* : la collectivité a finalisé ce contrat en mars 2022. Son temps de rédaction a consisté en l'association progressive de nombreux acteurs intervenant sur cette thématique (associations, le Département de la Moselle,

les services de Police et de Justice, le CHR Metz-Thionville, l'Éducation Nationale...) en vue de faire un état des lieux. Une équipe projet a également été constituée puis scindée en deux pour avancer sur deux objectifs validés collectivement. Cette expérience vient également de débiter mais elle porte ses fruits dans la mesure où les deux groupes de travail sont actuellement actifs et construisent des actions communes. De fait, un langage est partagé.

- *Gestion Urbaine et Sociale de Proximité* : dans le cadre des programmes de rénovation urbaine impulsés par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) sur le quartier de la Côte des roses, le service urbanisme de la commune de Thionville est amené à porter une gestion urbaine et sociale de proximité pour accompagner les projets et aussi assurer le renforcement de la qualité du cadre de vie pour les habitants. Le service « Politique de la ville » est venu en support dans cette démarche en raison de l'importance qu'elle revêt pour le cadre de vie. Une équipe projet a également été mise en place, composée de la personne référente du Conseil citoyen ainsi que des membres les représentant, les bailleurs sociaux, les services techniques de la commune de Thionville et de la CAPFT (« Environnement » ; « Espaces verts » ; « Police municipale »), le délégué du Préfet. Elle se réunit mensuellement et fait le point sur la vie du quartier et permet de faire le relais de problématiques aux acteurs concernés et ainsi de faciliter la prise en charge d'icelles.

Préconisation 11 : Constituer une équipe projet composée de porteurs de projet et d'acteurs du droit commun pour identifier des objectifs partagés et les animer tout le long du Contrat

Avant de poursuivre sur d'autres préconisations liées à l'activité du service « Politique de la ville », et par-là au pilotage du Contrat de ville, des éléments du rapport de l'ALMIS sont placés ci-dessous. Ils proviennent de la partie 2 du rapport portant sur les préconisations. Leur place dans ce document se justifie en ce qu'ils viennent compléter les dernières préconisations portant l'idée générale d'un partenariat renforcé entre acteurs.



Chapitre 1 : Des réseaux d'accompagnement pluriels qui œuvrent dans une démarche commune

A - Collaboration inter-dispositifs

Dans ce chapitre introductif de cette partie, nous allons interroger ce qui fonctionne ou pas dans les structures étudiées en termes de partenariat, de communication avec les partenaires, de mise en place des actions et l'implication des jeunes, ainsi que les réunions existantes quant au développement des actions et leur évaluation. En effet, les jeunes et leurs structures d'accompagnement n'ont pas tous les mêmes besoins, ni les mêmes missions. Chacune des institutions étudiées a une identité propre qu'il faut maîtriser afin d'accompagner au mieux les jeunes dans les QPV sur le territoire thionvillois et travailler la complémentarité.

- **Différents modes d'accompagnement qui n'excluent pas la collaboration entre les structures**

Plusieurs dispositifs de prévention spécialisée existent afin de répondre aux besoins des jeunes tels que l'Espace Rencontre, la Médiation familiale, le dispositif P.A.E.J. (Point d'Accueil Écoute Jeunes). Un des problèmes qui est ressorti de cette enquête est que ces dispositifs sont étiquetés comme ne travaillant que sur les problématiques de divorces ou de violences familiales, cependant, leur champ d'action est bien plus élargi.

L'espace de rencontre « a pour objet le maintien et/ou la reconstruction des liens parents/enfants dans toute situation de séparation familiale. Il propose un lieu d'accueil personnalisé, sécurisé, hors du conflit, pour l'enfant et le parent avec lequel il ne réside pas habituellement. Cette mesure, transitoire, vise à préparer l'avenir afin que les relations reprennent, changent et évoluent vers la possibilité de relations futures sans intermédiaire. »³⁵

La médiation familiale « est une démarche volontaire qui permet de résoudre soi-même les conflits en conciliant les volontés de chaque partie de manière à faire consensus pour que chacun y trouve son compte.

*Un médiateur, tiers neutre, instaure les conditions nécessaires pour réamorcer le dialogue afin de vous donner la possibilité de trouver des solutions concrètes, acceptables et respectueuses pour chacun dans un climat serein et constructif. Tous les entretiens sont confidentiels. »*³⁶ Ce dispositif permet à chaque membre de la famille de s'exprimer, de se faire entendre afin d'identifier les besoins de chacun. Le médiateur aura ainsi pour objectif d'éviter de futurs conflits au sein de la famille.

Le P.A.E.J. « est un lieu d'écoute non institutionnalisé, généraliste dont la vocation est d'accueillir et d'accompagner les jeunes de 10 à 25 ans en mal-être. Toutes les questions relatives à l'adolescence peuvent être abordées : scolarité, sexualité, affectivité, relation à soi, relation aux autres, relations dans la famille, consommation. C'est aussi un lieu d'accueil et

³⁵ cf. <http://www.apsis-emergence.fr/mediation/>

³⁶ Ibid.

d'écoute destiné aux parents en interrogation, en difficultés de communication avec leurs enfants, dans lequel ils peuvent aborder toutes leurs préoccupations éducatives. » Ce dispositif permet la prévention des risques, mais aussi de rediriger potentiellement vers un accompagnement psychologique. Les jeunes peuvent aussi se voir proposer un accompagnement individuel, de la médiation familiale.

Dans le cadre du réseau partenarial au sein de l'agglomération entre les structures d'accompagnement juvéniles, les professionnels doivent pouvoir se saisir des différents dispositifs afin de proposer aux jeunes un accompagnement adapté à leurs besoins. Mais cela semble compliqué et les professionnels nous confient les difficultés qu'ils éprouvent à se rencontrer et à entretenir des relations avec leurs collègues d'autres structures.

- **Les réunions : se rencontrer pour faire le lien**

Afin d'améliorer la qualité de ce réseau partenarial, des rencontres entre les membres des différentes structures peuvent être organisées. Celles-ci peuvent être internes à la structure, mais aussi externes avec des partenaires. À la prévention spécialisée, il nous est expliqué que :

« Des réunions se sont mises en place avec la ville de Thionville où les différents centres sociaux de Thionville sont en place. La réunion se fait à deux niveaux : il y a une réunion entre les animateurs et les éducateurs sur des projets que chaque centre met en place, ça a été impulsé par la mairie, et dans un deuxième temps les rencontres entre les directeurs et la prévention spécialisée. »

Les réunions sont nécessaires pour favoriser la communication et établir un diagnostic partagé par le biais des observations et analyses de situations. Ces réunions impliquent les structures inhérentes au contrat de ville, cependant certains déplorent que des associations telles que La Croix Rouge, les Restos du Cœur ou encore l'Armée du Salut n'y soient pas intégrées, alors même qu'elles peuvent se trouver en lien direct avec la jeunesse :

« La Croix-Rouge rencontre des parents qui ont des enfants qui passent par l'E2C, la Mission Locale, etc. et à un moment il y a certainement des choses à harmoniser en termes de politique publique territoriale. »

Une volonté de mobilisation de tous les acteurs du territoire a déjà été impulsée par U.T.O.P.I.A. (Union Thionvilloise pour l'Optimisation des Pratiques Inter Associatives). Créée en 2009, UTOPIA a souhaité mobiliser les acteurs du territoire autour de thématiques communes afin de mutualiser leurs connaissances, expériences, outils, etc. C'est en 2010 qu'émerge au sein de cette instance la thématique *jeunesse*.

« Utopia c'était une union informelle des associations Thionvilloises dans laquelle il y avait plusieurs thèmes logement, santé, emploi, jeunesse. C'était la mandature des élus précédents mais ça permettait à l'ensemble de ces acteurs de se rencontrer, d'échanger sur leurs pratiques et mettre en place ensemble des actions et les projets du Contrat de ville naissaient à l'intérieur même d'Utopia. »

Dans cette nécessité de partenariat, des réunions pourraient être organisées afin de permettre la rencontre entre les différents partenaires qui travaillent autour de la jeunesse.

Ces réunions permettraient d'ouvrir la discussion autour de la thématique de l'accompagnement des jeunes, de leurs besoins, des différentes problématiques. Elles pourraient permettre aux différents acteurs de se retrouver afin de se demander : « Qui sont les jeunes ? Qu'est ce qui se passe en ce moment pour elles et eux ? Comment intervenir à leur rencontre ? ».

Des jeunes représentants pourraient d'ailleurs aussi y être conviés. Cela permettrait également aux différents professionnels en contact avec les jeunes de faire émerger différentes problématiques sur le territoire. La convergence des différents regards, selon les perspectives des acteurs (insertion professionnelle et/ou sociale, éducation populaire, prévention des risques psycho-sociaux, etc.), devrait permettre de dresser un éventail des situations juvéniles que ce soit au niveau social, culturel, économique, etc. pour mieux comprendre leurs situations sociales dans leur globalité.

« On n'a pas la connaissance spécifique de ce public, au niveau familial, la composition de la famille, de l'âge, etc ce sont des infos que la Communauté d'Agglomération doit avoir lorsqu'elle sollicite des contrats de ville, je ne connais pas bien la temporalité de ces signatures de contrat, mais qu'on puisse voir des données réactualisées, pour qu'on puisse, si on veut être concernés, suivre l'évolution du public qui est dans ces quartiers. »

En effet, certains professionnels déplorent que ce type d'état des lieux régulier de la situation des uns et des autres ne soit pas réalisé. Par exemple, celles et ceux des dispositifs d'insertion professionnelle aimeraient savoir combien de jeunes sont inscrits en tant que demandeurs d'emploi sur les différents secteurs, combien ont le permis de conduire, ou combien ont des problématiques de santé. Il est envisageable d'organiser, de façon trimestrielle, une réunion regroupant tous les acteurs de terrain concernés par le public *jeune* afin de faire ce lien, de faciliter la collaboration entre les structures ;

« D'avoir un projet commun avec un diagnostic partagé et une action commune ensemble pour une cohésion et une cohérence au niveau de la politique publique. Il serait ainsi intéressant de réunir l'ensemble des acteurs concernés par ce type de public pour pouvoir partager sur des pratiques mais aussi connaître et reconnaître les autres acteurs, leur boîte à outils pour qu'on puisse se coordonner parce que les seules rencontres qu'on a avec eux c'est pour les bilans annuel quand la communauté d'agglomération présente tous les projets portés par le Contrat de ville avec les services de l'Etat. »

L'intérêt d'organiser des réunions regroupant tous les acteurs de terrain en lien avec la jeunesse est la rencontre physique des différents professionnels qui devrait leur permettre de se connaître et donc de collaborer plus efficacement.

B - La mise en concurrence des institutions

Chaque structure a ses missions spécifiques, elles peuvent cependant avoir des intérêts convergents. Les professionnels se mettent parfois en relation pour organiser des sorties, afin d'éviter que plusieurs sorties ne soient organisées pour aller au même endroit en même temps et ainsi, d'économiser sur les frais de transport par exemple. Cependant, bien que la sortie puisse être similaire, l'objectif n'est pas forcément le même. En effet pour la prévention spécialisée, l'animation ou un temps collectif, de groupe, peut être utilisé comme première approche avec le jeune, afin de lui permet de découvrir le groupe et de permettre à l'équipe éducative d'observer les jeunes, leurs comportements, comment ils interagissent les uns avec les autres. Il ne faut pas confondre animation et prévention. L'animation est un outil éducatif pour la prévention spécialisée. Un professionnel exprime :

« Chacun a son identité propre, chacun travaille d'une certaine manière, à un moment donné on peut collaborer mais voilà chacun son identité. »

Quant aux centres sociaux, une spécialisation des lieux est faite en fonction des activités mises en place par le centre (que ce soit la vidéo, le jeu vidéo, l'art...). Cela permet à tous les acteurs de se retrouver sur une même activité et pour les autres structures, de savoir pourquoi faire appel à l'une ou l'autre de ces structures³⁷.

Les jeunes peuvent eux-mêmes se sentir perdus et ne pas faire la différence entre le centre social et la prévention spécialisée

« Y'a des jeunes qui pensent que la prévention c'est le centre social. »

Certains jeunes interrogés, ne connaissant pas le centre social, le voient comme un centre qui vient en aide aux personnes dans le besoin. En effet, le terme *social* peut avoir une connotation d'assistance, d'aide. Il faut permettre la clarification des missions de chacun auprès des jeunes afin d'éviter également des oppositions entre les différentes structures :

« On l'entend aussi de la part des jeunes, c'est notre rôle aussi de leur expliquer qu'ils peuvent et il faut qu'ils puissent aller et chez eux et chez nous mais moi j'ai déjà entendu des jeunes dire "bon ben allez on vient chez vous, on vient chez la concurrence". »

Les jeunes sont parfois dirigés par des centres sociaux vers la prévention spécialisée lorsque ceux-ci ont moins de quatorze ans. Cependant, les éducateurs de la prévention spécialisée soulignent que l'orientation vers leur structure ne doit pas être qu'une question d'âge mais de problématique sociale. Ainsi, un jeune ne peut pas être orienté vers la prévention spécialisée que pour des loisirs. Les différentes structures peuvent être complémentaires dans l'accompagnement du jeune. *« Les jeunes demandent toujours davantage de lieux pour se retrouver sans que ces requêtes ne soient vraiment entendues voire même comprises par les acteurs sociaux. Cette question d'espaces intermédiaires nécessite un accompagnement pour que puissent émerger des éléments de réponses qui*

³⁷ Pour réaliser un projet vidéo, des professionnels de la Mission Locale ont notamment pu faire appel au centre social spécialisé dans cette activité.

tiennent compte de la particularité d'un public en même temps que de contingences d'organisation et de responsabilisation de la part des jeunes. »³⁸

La mise en concurrence des institutions a parfois pu être instituée comme cela a été le cas entre l'École de la Seconde Chance et la Mission Locale. En effet, ceux-ci travaillaient en étroite collaboration jusqu'en 2017 :

« L'Etat, face aux missions locales, a décidé de financer d'une autre manière, au quantitatif et au qualitatif, ce qui faisait que les jeunes n'étaient plus envoyés sur l'école de la seconde chance (E2C), l'État nous a dit qu'on n'avait plus le droit : "si vous les envoyez à l'E2C ben vous n'avez pas votre financement". »

Cette coupure partenariale n'était pas souhaitée par les deux structures. Pour l'école de la Seconde Chance, cela a d'ailleurs eu de fortes conséquences car ils accueillaient régulièrement des jeunes renvoyés par la Mission Locale. Le professionnel de l'E2C présent à la rencontre nous a confié que sa structure a traversé une période difficile en raison du manque de jeunes inscrits. Pour illustrer cela, disons seulement que la structure a pour objectif à l'année l'accompagnement de cent dix jeunes mais que pendant quelques années, elle s'est retrouvée à quarante jeunes. Les professionnels des Missions Locales déplorent également ces *effets pervers* de ce type de management basé sur les résultats quantitatifs et utilisant la répression budgétaire comme moyen d'influence sur les structures :

« On était obligé de ne plus envoyer vers l'école de la seconde chance pour assurer la vie financière de la structure. »

De même, la Mission Locale et Pôle Emploi peuvent se retrouver en concurrence. En effet, des professionnels entretenus en focus-groupe nous expliquent qu'une fois, la même commande institutionnelle leur avait été imposée, sans que cela puisse ouvrir les mêmes droits pour les jeunes. Pour le même dispositif, les jeunes disposaient alors de trente-cinq jours de congés, tandis que pour la Mission Locale ils n'en bénéficiaient pas. Cela a donc poussé les jeunes à aller à Pôle emploi plutôt qu'à la Mission Locale.

● **Confusion des missions**

Afin de collaborer au mieux, il est donc nécessaire que chacun soit au fait des missions des autres. La rencontre permet ainsi d'avoir les connaissances nécessaires pour diriger au mieux le public en interne. Certains professionnels expriment leur agacement quant au fait de devoir, sans cesse, réexpliquer leurs missions, leurs actions auprès des partenaires :

« Il faut de manière régulière revenir vers eux pour leur réexpliquer ce qu'on fait, qui on est, notre offre de service, il faut toujours rappeler presque dans une démarche marketing "coucou c'est nous on est service public, on est gratuit, on existe ». [Un autre professionnel explique qu'] « il faut que les élus maîtrisent, vous savez je suis arrivée à des réunions où ils disaient "votre animateur" nan nan c'est des éducateurs spécialisés. »

³⁸ Christian Guillaumey, « Éducation et prévention spécialisée », *Pensées plurielles*, n°14, De Boeck Supérieur, 2007.

Cette méconnaissance des missions des uns et des autres peut entraver la réponse donnée aux jeunes lorsqu'ils sont confrontés à certaines problématiques et envoyés vers certaines institutions plutôt que d'autres. Certains professionnels font ainsi le choix d'accompagner le jeune eux-mêmes, alors que cela ne fait pas partie des missions inhérentes à leur structure, notamment en ce qui concerne les problèmes intra-familiaux.

La confusion des missions a pu avoir pour conséquence une mise en concurrence des institutions notamment entre les Centres Sociaux et la Prévention Spécialisée. *« Autant dire des objectifs et modalités d'action convergent largement avec ceux de la prévention spécialisée à travers une démarche de prévention à destination des 11-21 ans, fondée sur l'action éducative, le principe de la libre adhésion et le travail de proximité dans les quartiers principalement en territoire prioritaire. Mais ce n'est pas la crainte d'une redondance qui s'est exprimée, mais celle d'une assimilation au secteur de l'animation. »*³⁹

Des formations pourraient être proposées afin d'aborder des thématiques telles que la sexualité, la relation parents/enfants, etc. Elles pourraient permettre aux professionnels d'organiser des ateliers adaptés lorsqu'il s'agit d'aborder des problématiques sensibles qu'il faut savoir amener avec les connaissances nécessaires. Effectivement les membres des centres sociaux nous parlent en entretiens de cette partie de leur travail :

« on fait des ateliers de médiation sur la lutte contre la radicalisation, contre le repli communautaire etc., pour développer des valeurs communes. »

Cependant, ces thématiques ne sont pas à aborder à la légère et « développer des valeurs communes » est un objectif bien ambitieux dans un monde où les représentations sociales des uns et des autres sont aussi fracturées que les nôtres. En effet, ce qui est analysé comme une forme de « repli communautaire » peut n'être en réalité qu'une réponse à des stigmatisations⁴⁰.

- **Superposition des activités**

Les centres sociaux observent également des problématiques telles que le décrochage scolaire, les addictions, le rapport homme/femme, mais aussi des problématiques liées au lien entre enfants et parents. Lorsque ces problématiques sont repérées, ils tentent de mettre en place des actions, des activités qui s'articulent autour d'un thème en particulier, dans un but de sensibilisation, d'ouverture de la parole, etc. L'objectif est aussi de rendre les jeunes acteurs de ces ateliers plutôt que d'en faire un public passif.

Lorsqu'il s'agit de problématiques intra-familiales, les professionnels des centres sociaux ne semblent pas savoir qu'ils peuvent faire appel à la médiation familiale ou à d'autres professionnels de la prévention spécialisée. En effet, ceux-ci pensent que ces instances accompagnent principalement les cas de divorces ou de violences. De ce fait, lors d'un entretien groupé avec les membres d'un centre social, on nous a expliqué qu'ils donnaient des outils, des conseils parentaux, et ont mis en place des ateliers parents/enfants :

³⁹ Nadège Grille et Yannick Dignac, « L'avenir de la prévention spécialisée - Le transfert de compétences des départements vers les Métropoles, qu'est-ce que ça change ? L'expérience de Toulouse Métropole. », *Journal du droit des jeunes*, 2017.

⁴⁰ Marwan Mohammed et Julien Talpin, *Communautarisme ?*, PUF, coll. laviéesidées, 2018.

« Les parents quand ils sont avec nous dans l'accompagnement du jeune c'est gagné, mais quand on a des parents qui disent "j'ai honte de mon enfant" il faut alors travailler avec le parent. Moi j'appelle les parents, je travaille avec les parents. Des fois je me demande si je ne suis pas la conseillère du papa et de la maman, parce qu'il faut retravailler la confiance, des histoires de vie très complexes. »

Des professionnels nous ont également dit s'atteler à l'éducation sexuelle en reprenant les cours de la Science et Vie de la Terre donnés dans les collèges/lycées pour ouvrir le débat sur le sujet. Dans un cas comme dans l'autre, il est dommage de ne pas collaborer avec les associations ou les diverses instances existantes dans l'agglomération pour mettre en place des ateliers sur ces sujets avec des professionnels formés à ce type de médiation (éducation sexuelle, citoyenne, lutte contre les discriminations, les violences, etc.). Surtout, quant à certaines thématiques, il peut être dangereux de ne pas mettre en place un réel travail sur ces questions lorsqu'elles émergent comme des problèmes potentiels pour les jeunes.

De plus, le travail social peut être très difficile à vivre lorsque l'on se sent impuissant ou démuni. C'est aussi pourquoi il est important pour les professionnels de disposer des connaissances nécessaires sur les missions de chaque structure sur le territoire, afin de mieux rediriger les publics vers les dispositifs compétents de droit commun.

Si une problématique est repérée par les professionnels, telle que l'addiction par exemple, quelle que soit leur structure d'appartenance, il pourrait être intéressant de proposer un partenariat avec la prévention spécialisée afin que ceux-ci viennent, dans le cadre d'un atelier, faire de la prévention des risques. Cela permettrait aux jeunes de découvrir la structure, ses missions ainsi que les éducateurs spécialisés.

De plus, il pourrait être profitable de mettre en place des rencontres entre partenaires qui travaillent autour de la jeunesse afin de permettre une clarification des missions de chacun. Ces rencontres permettraient d'avoir accès à l'actualité des structures, notamment l'arrivée ou le départ de professionnels, pour que le dialogue entre ceux-ci soit facilité ainsi que la mise en place d'éventuelles missions communes.

C – Partenariat : une nécessité pour accompagner les jeunes

Le partenariat est un outil pour les différents acteurs de l'accompagnement juvénile rencontrés. C'est une mobilisation des acteurs dans l'objectif de construire un projet commun, en co-construction à partir d'un diagnostic partagé :

« La démarche partenariale est fondée sur le constat par différentes parties de leur convergence d'intérêt pour le lancement d'une action, sur la reconnaissance de ces objectifs, sur l'identification des ressources que les

uns et les autres sont susceptibles de mettre en commun et sur la construction de projets communs porteurs de significations multiples.»⁴¹

Le réseau partenarial trouve tout son sens dans l'accompagnement de la jeunesse. En effet, il est nécessaire pour les différents acteurs d'établir une bonne communication afin de maintenir le réseau partenarial pour ainsi répondre au mieux aux besoins des jeunes. Les professionnels de la prévention spécialisée expriment particulièrement cette nécessité :

« On ne peut pas travailler seuls dans notre coin, on doit tisser cette toile partenariale pour lever des leviers en fonction des actions et des accompagnements que l'on peut avoir avec les jeunes. »

Il y a une « nécessité dans laquelle se trouvent aujourd'hui tous les acteurs de l'action sociale de coordonner leurs interventions pour apporter une réponse globale à des problématiques d'exclusion qui sont multifformes. »⁴².

Les situations de vulnérabilité dans lesquelles peuvent se trouver certains jeunes nécessitent une réponse immédiate pour donner à ces jeunes un accès aux structures de droit commun. Par exemple, un jeune pourra être redirigé vers un partenaire pour passer son permis s'il le souhaite. La prévention spécialisée est ainsi en contact étroit avec les établissements scolaires. Les assistants sociaux de polyvalence sur les différents secteurs peuvent ainsi relayer des informations concernant la situation d'un jeune. Mais aussi avec des acteurs de l'insertion professionnelle, qui sont beaucoup en lien avec la Mission Locale, l'École de la Seconde Chance (E2C), et les différents services de la mairie tels que *Thionville Emploi*.

La Mission Locale et l'E2C expriment une nécessité de renouvellement de la collaboration partenariale. Effectivement, les professionnels de ces structures expliquent que certains liens peuvent être coupés du fait du turn-over dans certaines structures, du départ de professionnels dont ils n'avaient pas connaissance :

« Il y a énormément de turn-over, ce matin j'ai appelé une assistante sociale pour un jeune qui est en chantier d'insertion qui est renouvelé, je suis content déjà mais c'est un jeune qui a un handicap mental, donc il a besoins d'une reconnaissance travailleur handicapé. L'assistante sociale avait commencé des démarches donc j'appelle et on me dit qu'elle n'est plus là. Mais je ne sais pas qui l'a remplacée. Comment je fais moi ? »

⁴¹ Jean-Marie Barbier, *Tendances d'évolution de la formation et place du partenariat*, CNAM, 1995.

⁴² Christian Guillaumey, « Éducation et prévention spécialisée », *Pensées plurielles*, n°14, De Boeck Supérieur, 2007.

Il est donc nécessaire de prévenir ou d'effectuer une passation de contact afin de ne pas rompre l'accompagnement du jeune et la communication partenariale. C'est aussi par le partenariat que les jeunes ont la possibilité de découvrir les différents dispositifs existants et de potentiellement les intégrer s'ils le souhaitent. Ainsi, ils pourront être redirigés vers une structure adaptée en fonction de leurs besoins ; que ce soit dans le domaine professionnel, culturel et/ou social. À la prévention spécialisée, on nous parle notamment :

« [d']un dispositif du département qui est “les accompagnements éducatifs ponctuels”. Le service social en faveur des élèves repère un collégien qui est en difficulté selon différents indicateurs : difficulté scolaire, absentéisme etc. et nous interpellent à un moment donné pour savoir si on peut intervenir et mettre en place un suivi éducatif sur le décrochage scolaire. »

Un partenariat pourrait aussi être envisagé avec le planning familial (Centre de Planification ou d'Éducation Familiale de Thionville) ou avec des sages-femmes concernant les problématiques liées à la sexualité. Une autre rencontre pourrait être organisée avec le CSAPA (Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie) spécialisé dans la prévention des risques en addictologie, que ce soit la consommation de stupéfiants, d'alcool, ou les jeux vidéo...

- *Les écoles : un vecteur négligé*

Certains professionnels déplorent le fait qu'il n'y ait pas plus de lien avec les écoles, de ne pas travailler assez en partenariat avec elles. Il n'existe pas de référent qui puisse permettre un contact direct avec les écoles. Ainsi, ils nous disent aller vers elles mais manquer parfois de temps pour que ce lien soit de qualité :

« J'ai énormément travaillé avec les écoles dans le passé et depuis le covid moins. C'est parfois compliqué à cause des autorisations de sortie de l'école. Là dans une école on a un projet sur le harcèlement scolaire avec Edyson et APSIS on va mettre les choses en place avec le collège mais déjà il faudrait faire pont entre collège et école primaire et là il y a un souci. La directrice d'école du quartier est sympa elle est demandeuse mais c'est vrai que ces derniers temps ils ne doivent pas avoir assez d'enseignants pour qu'elle puisse être tournée vers l'extérieur. »

Un professionnel nous parle aussi d'un manque de réciprocité :

« C'est que dans un sens c'est à dire que nous on les contacte si on a un jeune qui veut réintégrer par exemple on contacte le CIO (Centre d'Information et d'Orientation), nous les appelons face à des jeunes qui ont des besoins mais on a aucun contact dans l'autre sens ».

La Mission Locale a cependant signé - dans le cadre d'une loi visant des jeunes dits *décrocheurs* - une convention avec l'éducation nationale afin de bénéficier d'une liste qui leur permet de savoir qui sont les jeunes en décrochage scolaire. Ils ont ainsi la possibilité de les contacter directement et rapidement. Selon certains professionnels, les écoles n'auraient pas forcément conscience de ce qu'il y a dans le quartier. Ainsi, une professionnelle propose de se mettre plus en lien avec les associations de parents d'élèves :

« Les associations de parents d'élèves aussi ça serait bien pour faire du lien avec le collège, le lycée, il y a à réfléchir pour savoir qui mettre autour de la table (lors d'éventuelles rencontres entre les différents partenaires de l'accompagnement juvénile de l'agglomération). »

Un jeune interrogé qui ne savait pas ce qu'est un centre social pense que l'école a aussi une responsabilité dans le fait de communiquer ou non des informations sur les structures existantes au sein de l'agglomération :

« Je pense qu'il y a un manque de communication. Que cette communication pourrait venir des écoles pour toucher les jeunes de Thionville mais l'école et les professeurs sont trop éloignés des préoccupations des jeunes parce qu'ils ne le sont plus. Ils sont vraiment déconnectés de la réalité de ce qu'est être jeune. »

Une piste envisagée pour résoudre ce manque de lien entre les écoles et les structures d'accompagnements juvéniles des quartiers pourrait être de désigner une personne relais ; quelqu'un qui serait chargée de faire le lien entre toutes les structures jeunesse et les écoles des quartiers.

□ □ □

Pour poursuivre dans le sens de ces préconisations partenariales, il serait pertinent de renforcer les passerelles entre l'activité du service « Politique de la ville » liée au Contrat de ville et les différents documents annexes intégrés au CISPDR : Plan de Lutte contre les Discriminations, Plan de Prévention de la Radicalisation, Contrat Local de Violences Sexistes et Sexuelles. En outre, le CISPDR repose sur des groupes de travail portant notamment sur les violences dans les transports en commun ou encore les conduites addictives. Il s'agirait de considérer le CISPDR et l'activité lui étant liée comme une partie intégrante du futur Contrat de ville. Ceci permettrait notamment d'avoir une visibilité renforcée sur les actions menées concernant la sécurité et la prévention de la délinquance dans les quartiers prioritaires. Au-delà de dynamiser le CISPDR, l'enjeu serait de renforcer les liens entre les acteurs du CISPDR et du Contrat de ville pour que les thématiques des deux dispositifs s'imbriquent davantage.

Préconisation 12 : Établir une cohérence entre l'activité liée au CISPDR et celle liée au Contrat de ville, permettant de conférer au Contrat de ville un volet Sécurité et Prévention clairement identifié

Cette démarche de mise en cohérence devra également prendre en compte d'autres documents cadre pour ne pas faire du Contrat de ville un dispositif isolé. Se référant au rapport national, « *les synergies doivent être renforcées entre les actions du Contrat de ville et celles prenant place à d'autres échelles, [...] que ce soit avec les programmes nationaux (Action Cœur de Ville, Petites Villes de demain, Territoires d'Industrie, France Services, Entrepreneuriat pour tous, 1jeune1solution...), les stratégies nationales (Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance, Stratégie Logement d'Abord, le Fonds interministériel de la prévention de la délinquance, Plan Santé, Plan Interministériel de prévention et de lutte contre les violences liées aux bandes et groupes informels...) et les contrats et documents locaux (CLS, CLSPD, PLH...).* »

Dans la même optique, des liens devront être réalisés avec les services des collectivités assurant des compétences liées directement à la Politique de la ville (Jeunesse et sports, Urbanisme, Culture, Éducation...).

Préconisation 13 : Conférer au Contrat de ville sa juste place par rapport aux autres services des collectivités, contrats et dispositifs locaux, programmes et stratégies nationales

Toutes les préconisations précédentes demandent du temps mais surtout de l'ingénierie. C'est la raison pour laquelle le service « Politique de la ville » à la demande de l'élue s'est rapproché de deux masters de Sociologie de l'Université de Lorraine : le Master Pratiques de Recherche et d'Intervention Sociologiques (PRIS) et le Master Ingénierie et Expertise des Politiques Sociales (IEPS). La première étape de cette mise en lien consiste en l'accueil de stagiaires à partir de janvier 2023 en vue de réaliser des missions de stage ou une étude, commandée par la collectivité dans le cadre de la rédaction du futur Contrat de ville. Cette étape est censée se prolonger avec l'élaboration d'une convention-cadre avec le Master Ingénierie et Expertise des Politiques Sociales pour établir un partenariat sur la durée du futur Contrat de ville (accueil de stagiaires, formation de professionnels).

Cette volonté trouve un écho dans deux propositions formulées dans le rapport national :

« Proposition n°12 :

- [...]
- *Favoriser les parrainages universités-quartiers prioritaires pour que étudiants et chercheurs puissent venir se former et apporter leurs compétences, lors de stage ou de mission, dans les collectivités territoriales, les associations, les services déconcentrés de l'État en territoires de la Politique de la ville, dans la même idée que l'expérimentation en cours avec l'Université Paris Lumières. »*

« Proposition n°26 : Approche qualitative :

- *Lancer des programmes de recherches, de recherches-actions, de recherches-participatives, de recherches-évaluatives*
- [...]
- *Inciter les collectivités territoriales à se saisir du programme '1 000 doctorants pour les territoires' pour soutenir la recherche sur de sujets relatifs à la Politique de la ville. »*

La Politique de la ville est une politique publique réunissant de nombreux acteurs et se fixant de multiples objectifs structurant les trajectoires de vie des habitants des quartiers prioritaires. Elle porte une exigence liée à la territorialisation des politiques menées par l'État les collectivités. À cet effet, une ingénierie conséquente est demandée à la collectivité pilote de cette politique. Pour y répondre, le souhait de l'équipe projet pour le nouveau Contrat est de privilégier le lien avec l'université pour accompagner l'action publique. Tout l'enjeu de ce lien sera d'aller chercher une expertise pour renforcer le suivi de cette politique publique avec l'élaboration notamment d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs davantage adaptés.

Préconisation 14 : Créer un lien avec l'université pour renforcer la collectivité en ingénierie de projet et viser la recherche-action

Ces préconisations ne constituent pas un ensemble clos. Elles ont été considérées comme les plus essentielles à mettre en avant par l'équipe projet. Elles sont amenées à être complétées au fur et à mesure de l'avancement de la réflexion et de la concertation pour l'élaboration du prochain Contrat de ville. Elles ont été avancées pour dessiner à gros trait le chemin à prendre dès le dernier trimestre 2022 pour esquisser les lignes du futur dispositif. Ce chemin est détaillé dans la partie suivante.

III) Étapes préalables à la rédaction

Le calendrier proposé ci-dessous se propose de considérer les quatorze préconisations énoncées juste avant pour s'étendre jusqu'au dernier trimestre 2023.

Dernier trimestre 2022 :

- ▢ Saisir l'INSEE et l'ONPV pour la production de simulations concernant le territoire de la CAPFT : les quartiers prioritaires restent-ils les mêmes ? ;
- ▢ Organisation d'un temps d'échanges avec la Communauté d'Agglomération du Val de Fensch concernant la méthode adoptée pour la rédaction du futur Contrat de ville ;
- ▢ Continuer le dialogue engagé avec les masters de sociologie de l'Université de Lorraine avec notamment la définition des missions et/ou des objets d'étude ;
- ▢ Organisation d'un temps de réunion avec les bailleurs sociaux pour les conditions de l'avenant à la convention d'utilisation de l'abattement sur la TFPB et anticipation sur le cadre partenarial à partir du futur Contrat de ville ;
- ▢ Constitution de l'appel à projets et temps d'échanges avec les opérateurs.

Janvier à Juin 2023 :

- ▢ Engager un temps de rencontres avec les différents opérateurs du Contrat de ville pour aborder leurs actions à destination des QPV depuis 2015 (constituant une partie du diagnostic) et la structuration des éléments de bilan ainsi que la définition de problématiques de terrain ;
- ▢ Engager un temps de rencontres et de construction avec les Conseils citoyens ;
- ▢ Mise en lien avec les partenaires de droit commun concernant la constitution de l'observatoire et la mise en commun des éléments de bilan et *in fine* leur place dans ce dispositif contractuel ;
- ▢ Engager le dialogue avec des acteurs ciblés pour la constitution d'un observatoire ;
- ▢ Accueil des stagiaires ;
- ▢ Recensement des documents cadre à articuler avec le Contrat de ville (services, contrats et dispositifs locaux, programmes et stratégies nationales).

Septembre à Décembre 2023 :

- ▢ Définition d'une équipe projet et des objectifs de travail de cette équipe ;
- ▢ Rédaction du Contrat.

IV) Conclusion

La Politique de la ville est une politique publique aux enjeux et acteurs multiples. Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville, cette politique prend forme essentiellement par l'intermédiaire d'une programmation annuelle. Celle-ci permet de réunir les différents acteurs autour d'enjeux ciblés par les collectivités (communes-EPCI) et les services de l'État qui dégagent des crédits supplémentaires à ce titre. Chaque année, un rapport d'activité est produit pour faire valoir les projets soutenus. Ce rapport d'activité donne une vision élargie des actions menées sur les quartiers prioritaires et les problématiques auxquelles font face les acteurs et comment ils y répondent.

Le présent rapport d'évaluation part de cette activité principale – élaboration d'une programmation annuelle – pour dresser des préconisations qui visent à renforcer l'outil partenarial qu'est le Contrat de ville. L'objectif étant de pouvoir constituer un réseau d'acteurs qui identifient des objectifs communs et convergent vers ces derniers durant le déroulé du Contrat de ville. Ces acteurs sont multiples : Conseils citoyen, bailleurs sociaux, associations et autres porteurs de projet partenaires de droit commun...

Pour répondre à cet objectif, un chemin a ainsi été constitué de préconisations et d'étapes préalables. Il est bien entendu que ce chemin n'est pas figé et qu'il est amené à rencontrer des déviations, au cours des différents échanges avec les acteurs qui constituent cette politique publique. Ces échanges et ces temps de construction permettront également d'obtenir une vision affinée de l'évolution socio-économique des quartiers prioritaires, avec comme repère la signature du Contrat de ville et la modification du zonage. Une partie diagnostic introduira ainsi le futur Contrat de ville, permettant de définir les éléments de suivi de la situation des quartiers prioritaires et de leurs habitants.

V) Annexes

1) Composition de l'équipe projet du Contrat de ville

(actualisée en septembre 2022)

- BEAUGNON Catherine, Directrice de la Solidarité et de l'Emploi, du Centre Communal d'Action Social - Mairie de Yutz ;
- FRAYARD Christelle, Directrice Générale Adjointe des Services, en charge de la Vie sociale et des relations transfrontalières – Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville ;
- GRUNEWALD Pierre, Adjoint à la Maire de Yutz « Solidarité, Logement, Handicap et Cultes », Assesseur à la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville « Bâtiments et cultes » ;
- KIS Stéphanie, Adjointe au Maire de Thionville « Affaires sociales, Politique de la ville, Logement et Emploi », Assesseure à la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville « Politique de la ville » ;
- KNOEPFFLER-LAN Elliott, Chargé de mission Politique de la ville – Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville ;
- LASSOUANI Habla, Cheffe de service Politique de la ville – Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville ;
- PROT-KOSIK Jocelyne, Chargée de la Politique de la ville et de la prévention de la délinquance – Sous-Préfecture de Thionville ;
- SERRY Nicolas, Délégué du Préfet pour l'arrondissement de Thionville – Sous-Préfecture de Thionville.

2) Rapport d'étude ALMIS : *Rapport d'enquête sociologique sur la jeunesse*

Rapport d'enquête sociologique sur la jeunesse



Rapport d'étude

avril → juin 2022

Objet de l'étude

Afin d'effectuer un état des lieux et une évaluation des attentes, des besoins et des aspirations des jeunes et des structures qui les accueillent dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) de l'agglomération de Thionville, une enquête sociologique a été menée sur cette thématique. En vue du renouvellement du Contrat de la ville, l'objectif est de mettre en exergue le travail réalisé dans les QPV quant à la prise en charge de la *jeunesse* qui constitue un axe transversal des objectifs du Contrat. En effet, la jeunesse, notamment en quartier populaire, constitue un public cible de l'action publique. Pour cause, sa grande précarité tant matérielle (paupérisation, dégradation des conditions d'accès à l'éducation secondaire et/ou à l'emploi en France, difficultés d'accès à un logement, etc.) que sociale (sentiment d'exclusion ou de non-appartenance aux institutions publiques, rejet ou inadaptation aux instances normalisantes notamment scolaires ou administratives, barrière de la langue ou de la culture pour "l'assimilation", etc.) Cet état des lieux débouchera, dans le cadre de l'évaluation - sept années après leur mise en place - des politiques *jeunesse* menées dans le cadre du Contrat de la ville de Thionville, sur quelques préconisations pour en améliorer l'utilité pour les membres des structures d'accueil et leurs jeunes bénéficiaires.

Équipe projet

Sous la direction de Lola Henry et de Juliette Paris-Karst, sociologues.

Remerciements : Étude menée en co-construction avec l'équipe chargée de la gestion de la *Politique de la ville* de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville. En effet, cette enquête n'aurait pu être menée sans les précieux apports et échanges avec Elliott Knoepffler-Lan, chargé de mission ; ni sans la confiance accordée par Habla Lassouani, responsable du service *Politique de la Ville et Insertion*.

Enquête réalisée grâce à la précieuse collaboration des travailleurs et travailleuses ainsi que de jeunes rencontrés dans les centres sociaux Jacques Prévert, Ô Couleurs du Monde et à la Maison des Quartiers ; à l'équipe de prévention spécialisée d'APSYS-Émergence ainsi que certains professionnels de la Mission Locale du Nord Mosellan et de l'École de la Seconde Chance.

Méthodologie de l'étude

Le diagnostic sociologique des actions menées en direction de la jeunesse dans les QPV de l'agglomération repose sur une démarche qualitative. L'intérêt de cette démarche est de pouvoir accéder et de confronter différents groupes et appartenances sociales, d'appréhender différents modes de vie, leurs conditions d'existence, les changements et les singularités, de questionner la jeunesse en QPV, sa perception, sa réception, ses besoins, aspirations, et la manière dont cela rencontre - ou pas - l'offre de services soutenue par les politiques publiques de l'agglomération.

Notre objectif au travers de cette étude n'est donc pas de récolter des données chiffrées supplémentaires sur la jeunesse précaire ou à propos des structures d'accueil de jeunes en QPV mais de les rencontrer, afin de donner un aperçu des réalités vécues et de leurs subjectivités. Le mode de collecte de données empiriques sur lequel repose cette enquête ne vise pas l'exhaustivité ni même la représentativité d'une population mais plutôt à

recueillir un avis ponctuel et nécessite donc d'évaluer sur le terrain le nombre de personnes à interroger pour garantir la fiabilité des résultats, en fonction du contexte.

Le choix des structures étudiées et donc du cadre de l'enquête a été effectué en amont avec les commanditaires de l'étude. Pour interroger les professionnels des différents centres concernés par cette étude, la méthode du focus-groupe a été sélectionnée car elle permet de mettre en perspective, les différents points de vue et pratiques des acteurs.

Au total, cinq entretiens groupés ont été réalisés avec les acteurs locaux :

- Un dans chaque centre social des trois QPV ciblés ;
- Un au sein de la Mission Locale du Nord Mosellan avec également un professionnel de l'École de la Seconde Chance ;
- Et un auprès de travailleurs et travailleuses de l'association APSIS-Émergence qui exercent des missions de prévention spécialisée.

Le dialogue est à l'honneur dans cette méthode d'enquête qui donne l'occasion d'interroger les différentes pratiques et représentations de professionnels qui travaillent avec des jeunes au sein d'une même structure⁴³. En plus de favoriser le débat, l'intérêt de ces entretiens groupés a été de faciliter l'expression des individus grâce à la dynamique de groupe, de les pousser à échanger sur les différentes actions mises en place pour le public juvénile depuis la création du Contrat de Ville.

Afin d'interroger les jeunes, des entretiens informels ont été menés dans la rue, sous une forme assez cadrée, semblables à de petits questionnaires passés en face-à-face avec les jeunes. Quelques questions assez ciblées ont été posées afin de collecter leur opinion spontanée concernant les actions à destination de la jeunesse sur le territoire et pour comprendre leur niveau d'appropriation des dispositifs déjà en place envers la jeunesse, leurs représentations et leurs pratiques ainsi que l'idée qu'ils se font de ce qui est proposé ou leur (mé)connaissance de ces dispositifs. L'intérêt de cette méthode d'accès au terrain est la spontanéité des réactions obtenues.

Aussi, quelques documents récoltés sur le Contrat de ville de l'agglomération et les différentes structures concernées par l'enquête ont été récoltés et analysés afin de contextualiser ce travail.

La principale limite qui pourrait être adressée à cette enquête est liée aux contraintes temporelles et matérielles de l'étude qui nous ont contraints à restreindre notre terrain d'enquête aux partenaires sociaux ciblés par les commanditaires de l'étude. En effet, il y a des dispositifs d'accompagnement juvénile qui échappent à notre champ d'intervention (associations diverses, centres sociaux non-QPV, écoles, etc.) En outre, le travail de terrain effectué auprès des jeunes aurait pu être approfondi par des méthodes d'observations-participantes qui nous auraient permis d'appréhender la manière dont vivent les jeunes en QPV (il aurait pu s'agir de *traîner* avec eux sur le temps long pour savoir ce qu'ils font de leur journée, pourquoi, etc.). Aussi, des entretiens plus longs auraient pu être menés pour

⁴³ Exception faite du focus-groupe réalisé avec des membres de la Mission Locale du Nord Mosellan et de l'École de la Deuxième Chance ; la cohérence dans le choix des personnes entretenues lors de l'entretien groupé étant alors plutôt liée au fait que ces professionnels travaillent tous sur l'insertion professionnelle des jeunes.

comprendre le parcours de vie de certains d'entre eux, probablement en lien avec la manière dont ils interagissent (ou non) avec les dispositifs étudiés.

PROJET

Sommaire

Partie 1 : À propos des jeunes...	54
Chapitre 1 : Des discours dissonants sur la jeunesse	55
A. Des jeunes difficiles à atteindre mais « en demande »	55
B. La maîtrise des codes sociaux et leur remise en question	59
Chapitre 2 : Une jeunesse qui s'écrit au-delà de l'âge biologique	63
A. Le quartier comme ancrage social et élément de distinction : entre galère et sentiment de sécurité	64
B. Les corps juvéniles comme socles d'individuation	68
Partie 2 : ... Ce qui est fait et ce qui pourrait être fait ?	72
Chapitre 1 : Des réseaux d'accompagnement pluriels qui œuvrent dans une démarche commune	73
A - Collaboration inter-dispositifs	73
B - La mise en concurrence des institutions	76
Chapitre 2 : L'accompagnement juvénile : une démarche à valoriser	81
A. La communication auprès des jeunes	81
B. Partenariat : une nécessité pour accompagner les jeunes	86
Conclusion	93
Bibliographie	98

Partie 1 : À propos des jeunes...

Cette première partie sert la restitution du travail de terrain, afin de dépeindre ce qui se passe dans l'agglomération en matière de prise en charge de la jeunesse en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV).

Pour rendre compte de l'existant, un portrait de cette jeunesse sera dressé au travers des propos recueillis auprès des professionnels des différentes structures d'accueil ciblées par l'étude et de jeunes eux-mêmes. Ces informations qualitatives et leur analyse sociologique permettront aux lecteurs de ce rapport d'appréhender l'action sociale vers la jeunesse sur ce territoire (la perception et l'incarnation des jeunes et de la notion de jeunesse, les conditions du travail avec eux etc.) même si ces lecteurs n'y ont jamais été confrontés.

Chapitre 1 : Des discours dissonants sur la jeunesse

Comme tout *fait social*, la « jeunesse » est l'objet de *représentations* et de formes de *normalisation*. S'il est avéré que cette notion est construite pour répondre aux besoins de la société moderne de définir des âges de la vie auxquels correspondraient des attitudes, des besoins et des pratiques⁴⁴ ; elle ne fait pas que définir des réalités sociales mais modifie aussi l'existant puisqu'en créant de nouvelles façons de percevoir une partie de la population, elle conditionne également les jeunes eux-mêmes à se conduire en tant que tel. Des manières d'être jeunes sont donc pensées, *intériorisées* par tout un chacun et *incorporées* par les jeunes dont l'attitude, la posture et bien d'autres critères ancrés dans les corps témoignent de leur jeunesse. Cette notion n'est donc pas seulement utilitaire mais aussi performative.

Dans ce premier chapitre, la focale sera placée sur les caractéristiques, parfois antagonistes, de la jeunesse que l'étude a pu faire ressortir. Effectivement, le fait qu'il existe des contradictions dans la manière dont sont définis, perçus et/ou dont agissent les jeunes témoigne de la difficulté à dresser un portrait objectif et fiable de cette jeunesse. L'analyse de cette difficulté définitoire permettra de faire ressortir des problématiques liées à l'usage de la notion de jeunesse.

A. Des jeunes difficiles à atteindre mais « en demande »

L'un des constats de cette enquête sur le territoire thionvillois est qu'il existe une jeunesse en proie avec des « épreuves juvéniles »⁴⁵ (désinsertion sociale et/ou professionnelle, enclavement territorial de certains jeunes éloignés du centre de la ville, isolement lié au contexte sanitaire depuis la Covid19, etc.). La plupart des professionnels qui les accompagnent relient ces vécus à des dispositions émotionnelles et observent avec empathie des jeunes qui :

« *vivent au jour le jour mais ont malgré tout peur du lendemain.* »

Cependant, toute forme d'optimisme quant aux situations de ces jeunes n'est pas à bannir. En effet, les jeunes que nous avons rencontrés sont loin de correspondre aux clichés que l'on pourrait avoir d'une jeunesse totalement désœuvrée et/ou en opposition avec les structures sociales existantes. Finalement, même s'ils sont parfois en prise avec des situations sociales, et/ou familiales difficiles⁴⁶ et ne semblent pas tous s'approprier les dispositifs sociaux à leur disposition⁴⁷, ils ne revendiquent pas une difficulté d'être jeune ni une rupture totale avec les institutions⁴⁸.

⁴⁴ Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse*, 5ème édition, Armand Colin, coll. "U", 2011.

⁴⁵ François Dubet, *Trois jeunesses. La révolte, la galère, l'émeute*, Lormont, Le Bord de l'eau, coll. « CrescendO », 2018.

⁴⁶ Voir dans la Partie 1 ; Chapitre 1 ; B ; 2 : *parcours de vie difficiles et construction identitaire*.

⁴⁷ Par exemple, tous les jeunes interrogés à la sortie du collège/lycée Hélène Boucher ne connaissent pas les structures sociales de la ville à destination de la jeunesse et la plupart n'ont notamment jamais

- **Une implication juvénile variable dans les dispositifs d'intervention professionnelle et/ou sociale**

« Il y en a qu'on aimerait voir davantage. [...] On ne les rencontre que dans la rue, ils nous connaissent, nous aiment bien. Quand on les croise ça se passe super bien. Ils nous demandent parfois des conseils et tout mais ne viendront jamais au centre, c'est comme ça, on le sait, on s'adapte. »

Les propos ci-dessus sont le constat d'une éducatrice spécialisée qui souligne l'existence d'un public « invisible » qui est une des principales préoccupations des professionnels des Missions Locales, École de la Seconde Chance et prévention spécialisée rencontrés en entretiens groupés. D'autres fois, la difficulté même de rencontrer ces jeunes « invisibles » est abordée :

« Capter les jeunes c'est compliqué je pense pour les éducateurs de rue parce que les jeunes ne sont plus dans la rue mais dans leur piaule. À mon époque on descendait dans la rue et on tombait forcément sur une bande de jeunes mais là ils sont dans leur piaule, ils s'envoient un message, ils se voient dans la rue 2 minutes et c'est tout. » ;

« Il y a une problématique c'est les jeunes disparus avant ou pendant le covid qui sont dans leur chambre à jouer à des jeux et qu'on n'arrive pas à toucher.

- *Ouais les invisibles c'est un vrai phénomène même avant le covid. »*

S'il est impossible de savoir si cette représentation des jeunes « hors des murs » de la structure correspond à une réalité, cette crainte s'avère tout de même intéressante puisqu'elle démontre une attention des professionnels aux situations des jeunes et surtout, un sentiment de ne pas pouvoir faire leur travail auprès de ceux qui en auraient le plus besoin. Au-delà de l'idée selon laquelle cela serait dû à un manque d'implication de ces jeunes, il est possible que cela soit symptomatique d'un sentiment d'inefficacité.

Juliette Baronnet (et. al.) parlent de certains « effets pervers de la nouvelle gestion publique »⁴⁹. Les « effets pervers » dont parlent ces auteurs, sont la rationalisation budgétaire,

entendu parler d'un centre social. Pourtant, ils n'en sont pas moins intéressés par ces structures et nous interrogent sur les activités proposées, le prix d'adhésion, etc.

⁴⁸ Lorsqu'ils en ont connaissance, et même s'ils ne les fréquentent pas (ou plus ; ou seulement « de loin »), ils ne sont jamais vindicatifs à l'encontre des dispositifs sociaux ou scolaires par exemple. Ainsi, des jeunes déscolarisés et sans emploi de 19 et 20 ans que nous avons rencontrés et qui ne fréquentent plus les structures (bien qu'ils aient été inscrits dans un des centres sociaux par leurs parents lorsqu'ils étaient enfants) disent notamment aller « devant le local d'APSIS juste à côté de temps en temps parce que les éduc sont sympas. [...] On passe discuter un peu quoi » et aussi que « l'école c'est important, on le dit aux petits de bien rester à l'école parce que sinon après ils se retrouveront comme nous [rires] ».

la segmentation des publics et de leurs accompagnateurs, ainsi que le fait que l'intervention sociale vise toujours principalement l'intégration et l'insertion par l'emploi, tout en laissant de côté les publics les moins « insérables ».

En effet, la catégorisation des jeunes selon des critères d'intégration politique et sociale peut créer de la méfiance de la part de certains d'entre eux vis-à-vis des dispositifs et de leurs représentants sur le terrain. Par ailleurs, et les propos de certains professionnels rencontrés en focus-groupe témoignent de l'intériorisation de certaines normes à l'égard des jeunes en général :

« Pour les faire participer il faut parfois leur donner un coup de pied aux fesses. »

Que ce soit au sein des structures d'intervention professionnelle et/ou sociale ou des centres d'accueil, cette vision des jeunes comme un public parfois difficile à mobiliser et pour lequel il faut décider à sa place peut être performative et avoir pour effet pervers d'éloigner les jeunes de la volonté même de se mobiliser.

- **Il vaut mieux « faire avec » que « faire pour » les jeunes**

Bien entendu, les professionnels des centres sociaux comme des dispositifs d'intervention professionnelle et/ou sociale sont principalement dans une optique compréhensive vis-à-vis de la jeunesse et des problématiques auxquelles ils sont confrontés. Aussi, les professionnels de l'agglomération que nous avons rencontrés en focus-groupe ont un point de vue empathique sur la situation des jeunes et tentent de trouver des façons de travailler avec et pour les jeunes qui fonctionnent tout en n'imposant pas de trop de choses aux jeunes avec lesquels ils travaillent :

« Il y a un comité jeune qui est mis en place car l'accueil jeune doit fonctionner "par, pour, et avec les jeunes". Ils s'organisent entre eux pour savoir quelles activités ils vont faire ou pas, ils votent par exemple et parfois on doit les ramener à la réalité de ce qui est faisable parce qu'ils ont des envies difficilement réalisables, souvent de voyage à l'étranger. »

Cette vision de l'engagement juvénile qui prône la participation et s'incarne dans une forme d'horizontalité en matière de prise de décision a été beaucoup évoquée dans les centres sociaux :

⁴⁹ Juliette Baronnet, Philippe Lyet, Virginie Poujol, Michel Valle, « Les travailleurs sociaux : coproducteurs ou témoins de l'invisibilité sociale ? », *Recherche sociale*, n°215, vol.3, 2015.

« [Lors de leur première arrivée au centre,] ils observent beaucoup, ils sont très timides. D'abord ils viennent se présenter, on explique ce qui est fait, ce qu'ils peuvent faire. Après, au fur et à mesure ça se libère un peu. [...] C'est du cas par cas pour l'accueil. On fait ça en fonction du feeling qu'on a avec le jeune et de comment le jeune ressent et s'approprie le lieu, s'il est déjà à l'aise on le laisse se débrouiller sinon on l'accompagne un peu plus. De toute façon, ils arrivent beaucoup entre pairs. Quand un nouveau vient, ils lui font visiter, lui présentent les anims, ça marche mieux comme ça, il y a moins de côté hiérarchique, d'adulte, l'ado qui va être contre l'adulte, ça fonctionne mieux. Surtout chez les ados. »

En effet, les centres sociaux ont plutôt un rôle d'animation dans leur accueil des jeunes que les autres structures étudiées. Cela les rend plus enclines à développer cette horizontalité lors des processus décisionnels.

Cependant, les dispositifs d'intervention professionnelle et sociale promeuvent aussi la participation des jeunes dans les processus décisionnels et organisationnels. Par exemple, il nous est rapporté dans presque toutes les structures⁵⁰ que l'autofinancement (tombolas, chantiers jeunes, etc.) est souvent utilisé, non pas comme un réel levier de fond financier mais comme moyen d'impliquer les jeunes :

« ça permet de leur donner une idée de la difficulté de réunir des fonds. Et puis ça les oblige à travailler [pour mettre en œuvre une activité qui leur tient à cœur,] [...] ça leur fait prendre conscience de la réalité. »

Cette volonté est d'ailleurs comprise et valorisée par les jeunes, même par certains qui ne sont pas inscrits dans les structures mais qui en connaissent les actions :

« Je sais que l'année dernière par exemple ils ont fait des chantiers, des petits travaux pour pouvoir se payer un voyage au Sénégal, ça c'est vachement bien. »

Effectivement, la problématique de l'engagement des jeunes est au cœur des préoccupations dans les structures abordées lors de cette enquête. Que ce soit au sein des structures ou en dehors, cette préoccupation est centrale au travail social et peut être abordée de différentes manières ; que ce soit par une forme d'implication plus ou moins verticale ou horizontale - ce qui change la manière dont sont vécues les choses par les jeunes comme par les professionnels ; dans des espaces d'engagements pluriels - ce qui suppose différentes formes d'engagement de la part de ce public⁵¹.

⁵⁰ Exception faite de la Mission locale et de l'E2C dont les objectifs d'insertion professionnelle se prêtent moins bien à la pratique.

⁵¹ Valérie Becquet et Martin Goyette, « L'engagement des jeunes en difficulté », *Printemps 2014*, n°14, OpenEdition, 2014.

Cette question doit être interrogée par les politiques publiques tout en veillant à ne pas présupposer des comportements juvéniles (le *désengagement* par exemple) ou des explications sous-jacentes aux réalités sociales (comme l'existence d'un public *invisible* pour les institutions qui serait liée au manque d'intérêt des jeunes pour ces mêmes institutions). En effet, les clés du succès de l'engagement juvénile sont multiples. Nous l'avons observé sur le terrain : les raisons de franchir la porte d'une structure de ce type peuvent aller de la volonté d'y retrouver ses amis à l'envie de trouver un emploi ou un logement en passant par l'incitation par les parents⁵².

B. La maîtrise des codes sociaux et leur remise en question

La jeunesse *désinsérée* est aussi celle qui revendique une certaine indépendance par rapport aux normes instituées notamment par le milieu professionnel et aux institutions qui les portent. C'est en tout cas le sentiment de certains professionnels :

« Une particularité c'est qu'ils ont l'impression que tout est facile, quel que soit le métier donc quand on parle de formation, ils pensent qu'ils n'en ont pas besoin et se disent "je peux le faire, je regarde un tuto sur internet et voilà" [...] "le système de l'alternance je n'en ai pas besoin" »

« Je voudrais préciser qu'il s'agit d'un public particulier, il ne faut pas faire de généralité sur cette génération là c'est vraiment des jeunes "un peu perdus" au niveau projet.

- Oui c'est ce que je voulais dire nous on a des décrocheurs scolaires en refus de formation c'est tout un boulot pour leur dire "si tu retournes pas à l'école fais autre chose" .

- Sinon on a des jeunes bac +5 alors pas forcément en QPV faudrait que je regarde mais on a des jeunes qui savent déjà ce qu'ils veulent faire et ça va vite ».

● La jeunesse ou le temps de la contrainte et des choix

Effectivement, les jeunes gens sont soumis à des injonctions diverses de la part des institutions (scolaires, professionnelles...), de leur famille, etc. Cependant, ceux que l'on a pu interroger soulignent finalement une certaine liberté que la jeunesse confère, principalement d'un point de vue matériel :

« La jeunesse c'est surtout le fait de ne pas avoir de contraintes financières » ;

⁵² A titre d'exemple, une mère dont la fille fréquente assidûment un centre social nous a dit qu'elle « préfère largement la savoir ici [dans un centre social] que dehors à traîner après l'école ».

« Je pense que je suis jeune parce que je ne suis pas indépendant, j'habite encore chez ma mère [...] ça fait que j'ai pas à me casser la tête pour trouver de quoi manger, etc. »

Aussi, pour un groupe de filles que nous avons rencontrées, la liberté associée à la jeunesse est liée à l'amusement, à la futilité qui leur est permise :

« La jeunesse c'est les sorties, la liberté [...] moi je vois que les gens sont jeunes à leur tête en fait, ça se voit je ne sais pas comment dire, les jeunes sont plus beaux et plus tranquilles [rires] »

Les professionnels des structures étudiées ont également souvent défini la jeunesse comme un moment de la vie qui allie paradoxalement un fort besoin d'autonomie et une totale dépendance matérielle. Dans des contextes familiaux et/ou sociaux prohibitifs (surveillance intra-familiale⁵³, parents qui ne peuvent *soutenir* matériellement les jeunes à la hauteur de leurs besoins et/ou de leurs envies, etc.) cette situation peut être à l'origine de nombreuses frustrations et engendrer des volontés de contourner l'ordre établi⁵⁴.

- **Parcours de vie difficiles et construction identitaire**

En effet, les professionnels entretenus en focus-groupe le précisent à chaque rencontre : il faut distinguer plusieurs jeunesses, plus ou moins « dans le besoin » et plus ou moins « insérées » dans les dispositifs de l'agglomération :

« C'est différent avec un gamin qui est inscrit dans un centre social, dans un projet de citoyenneté [propos d'une éducatrice spécialisée], nous souvent ce sont des gamins qui ne sont jamais allés en périscolaire, jamais allé à la cantine [...] Dans les QPV, c'est ceux qui sont le plus éloignés des structures de droit commun. »

Dans le même temps, les professionnels, quel que soit leur structure d'appartenance et leur statut, soulignent la capacité des jeunes à s'appropriier les dispositifs et à interagir avec eux de manière constructive. Le premier chapitre de ce rapport témoigne notamment de leur capacité à s'impliquer dans les processus décisionnels et organisationnels mais nous avons aussi pu remarquer que les jeunes rencontrés dans la rue s'étaient tous plus ou moins approprié les dispositifs existants ou du moins, en avaient une perception lorsque nous leur

⁵³ Notamment des jeunes femmes qui pourraient (d'après des professionnels rencontrés), dans certains cas et parfois avant même l'adolescence, être soumises à de nombreuses injonctions à être « adultes avant l'âge [...] à s'occuper des repas, des devoirs du coucher des frères et sœurs par exemple [dès le retour de l'école] » et qui peuvent parfois recevoir des ordres d'autres membres de la famille, « pas forcément les plus grands par exemple un petit de 9 ans peut donner des ordres à sa grand sœur ».

⁵⁴ François Dubet, *Op. cit.*

expliquions à quoi cela référait. Un jeune rencontré devant le collège/lycée pensait d'ailleurs que :

« [Ce genre de structure] c'est important [car] [...] être jeune c'est aussi avoir besoin de temps pour soi, pour avoir des activités extra-scolaires. L'école ne met jamais ça en avant, je sais pas, ils pourraient nous parler des centres sociaux mais tout ce qui ne concerne pas l'éducation et la formation ne leur semble pas primordial pour les jeunes [...] ça fait que des jeunes comme moi, "normaux", on se sent encore moins investis [...] ["normal"] c'est pour dire que je ne fais rien de spécial, je n'ai jamais été délégué, rien, ça ne m'intéresse pas ».

Finalement, il semble que même si les jeunes ne s'approprient pas forcément les ressources à leur disposition, ils en sont conscients et ont des raisons de ne pas le faire, soit parce qu'ils sont déjà investis ailleurs (dans d'autres structures, clubs, associations ou tout simplement auprès de leurs proches), soit car ils préfèrent passer occasionnellement qu'être franchement inscrits quelque part ; à l'instar de certains jeunes que nous avons pu rencontrer à proximité de ces structures qui en connaissent l'existence et même le fonctionnement interne⁵⁵.

Cette façon quelque peu « frivole » de fréquenter les structures sociales de l'agglomération est assez intéressante car elle peut être analysée comme une stratégie mise en place par certains jeunes⁵⁶ pour prendre ce qui les intéresse de ces structures (principalement le dialogue avec les professionnels et la rencontre avec d'autres jeunes au sein de celles-ci).

En effet, les acteurs sociaux mobilisent des stratégies qui leur permettent, en fonction du contexte, de faire ce qu'ils souhaitent malgré le cadre plus ou moins contraignant de leurs interactions. Dans ce cas des relations sociales entre un jeune bénéficiaire potentiel des structures sociales et un professionnel d'une de ces mêmes structures, le statut d'adulte et de personne référente peut à-priori conférer au professionnel un certain ascendant sur le jeune. Cependant, la maîtrise des différents codes sociaux inhérents aux institutions, la connaissance du quartier, de ses habitants ou même la confiance en soi peut aisément bouleverser la relation de pouvoir entre ces deux individus. Sans se le formuler, les jeunes mobilisent un

⁵⁵ Pour y avoir été plus jeunes (cf. note n°6, page 9 du présent rapport) ou avoir des connaissances qui fréquentent les lieux.

⁵⁶ Sur le terrain d'enquête, cette manière d'utiliser les structures à leur disposition concerne des jeunes *désinsérés* au sens où ceux que nous avons rencontrés qui tiennent ces discours étaient tous sans emplois stables ni scolarisés.

certain nombre de stratégies d'action et de discours qui leur permettent de garder la face⁵⁷ lors des interactions sociales.

Cela explique notamment que les jeunes ne s'expriment pas de la même manière entre eux qu'avec un adulte à l'intérieur des structures d'accueil de jeunes :

« Ils savent très bien choisir à qui ils s'adressent, à qui ils peuvent parler, de quoi [...] on essaye d'avoir des éducateurs avec des personnalités assez diverses parce qu'on sait que c'est ça qui fait le succès ou non du contact avec les jeunes, ça dépend vraiment de s'ils se sentent. »

Les jeunes ne sont pas les seuls à mobiliser des stratégies lors de leurs interactions et les professionnels nous expliquent systématiquement les difficultés et/ou les facilités qu'ils peuvent avoir à se lier de confiance avec certains jeunes :

« On essaye d'établir une relation un peu en mode copains/confidents avec eux parce qu'on sait que c'est comme ça qu'on peut les aider, qu'ensuite ils viennent se confier à nous sur leurs problèmes ou même ce dont ils ont envie par exemple. »

La maîtrise de la langue, le vécu de situations précaires, autant de caractéristiques personnelles qui deviennent des capitaux sociaux⁵⁸, lorsqu'elles sont utilisées par les professionnels pour améliorer leurs relations avec les jeunes :

« C'est fatigant de rentrer dans la tête des jeunes parfois ça se fait tout seul mais certains, impossible, c'est fermé, il a peur de s'ouvrir donc il me faut du temps pour que je puisse voir ce qui ne va pas chez lui etc. [...] Les espagnols sont très soudés et je n'arrive pas à ce qu'ils s'ouvrent aux autres, même si je les fais sortir pour qu'ils soient au contact avec les autres. Avec moi ça va ils commencent à me parler, à peine et par gestes car je ne comprends pas, ils parlent le chleuh, c'est un dialecte marocain kabyle. [...] Je le prends à cœur comme si c'était mes enfants, ça me fatigue parfois je n'en dors pas.

⁵⁷ Erving Goffman, « La présentation de soi », tome 1, *La mise en scène de la vie quotidienne*, trad. par Alain Accardo, Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1973.

⁵⁸ Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant, *Réponses*, Paris : Seuil, 1992.

- *Et puis on bosse aussi avec nos casseroles mais c'est aussi nos casseroles et expériences qui font qu'on peut les aider nous. Bon c'est pas les leurs et on est pas là pour faire à leur place mais on est là pour leur donner des outils et des fois ça marche, des fois on ne les voit plus on pense que c'est foutu mais ils ont besoin de plus de temps et parfois ils reviennent des années plus tard et disent que ce qu'on leur faisait les as aidés à grandir, à "devenir un homme" par exemple pour les pères de familles... »*

Finalement, les propos tenus sur la jeunesse de l'agglomération concernent souvent une certaine difficulté à *impliquer* les jeunes en question dans les dispositifs sociaux les concernant d'où la difficulté pour les professionnels de ces dispositifs de les comprendre. Les situations juvéniles sont complexes et plurielles et pour les appréhender il est alors judicieux de travailler au cas-par-cas et de ne pas penser *la jeunesse* comme une situation sociale spécifique mais plutôt comme un moment de vie qui donne lieu à des vécus qui peuvent être similaires.

Chapitre 2 : Une jeunesse qui s'écrit au-delà de l'âge biologique

Être jeune n'est donc pas un état de fait. Il s'agit d'une construction sociale et l'on pourrait se questionner sur ce concept. Définit-il une réalité univoque ? Est-ce réellement un *effet d'âge* ou plutôt de *génération*⁵⁹ ? C'est-à-dire, est-ce que les jeunes sont définis et se définissent ainsi en fonction de leur âge à un moment clé de leur vie ou plutôt en fonction d'un référentiel culturel, social ou personnel commun, lié alors davantage à leur inscription générationnelle, territoriale et/ou à leur rapport au corps⁶⁰. Ce sont les questions auxquelles ce chapitre tentera d'apporter des éclaircissements.

⁵⁹ Olivier Galland, *op.cit.*

⁶⁰ Au sens élargi, la notion de *corps* étant ici comprise au sens de Michel Foucault (*Le Corps Utopique et les Hétérotopies*, France Culture, 1966), comme un lieu de gouvernance des mouvements, des actions, etc. par lequel l'individu est au monde et qui lui assure un *refuge imaginaire* lui permettant de s'inventer.

- **Le quartier comme ancrage social et élément de distinction : entre galère et sentiment de sécurité**

Lorsqu'on leur demande de nous parler de ce qu'est être jeune dans leur quartier, les jeunes en QPV ne soulignent pas en premier lieu « la galère »⁶¹ de leur situation. Ils nous parlent plutôt des choses et endroits qu'ils aiment dans le quartier. S'ils évoquent parfois ce qui leur manque ou pourrait être amélioré, celles et ceux-ci vantent surtout les côtés positifs potentiels ou avérés de leur quartier :

« depuis que le Lidl a fermé c'est tous les jours dimanche. C'est con mais ça donnait de la vie au quartier parce qu'il y avait des gens dehors avec les courses et puis cela attirait des gens de l'extérieur aussi. Ils veulent installer une boucherie à la place [soupir] mais c'est pas pareil et puis c'est moins pratique maintenant on a plus que ça [désigne une épicerie de quartier] ils sont sympas hein et puis ça dépanne bien mais c'est plus cher et on ne trouve pas tout. »

« Ici tout le monde se connaît, tout le monde parle avec tout le monde et personne ne te laisse en galère [...] Le stade c'est vraiment le lieu où on se retrouve avec tous les jeunes du quartier dès qu'il y a un match. C'est là qu'on se rencontre. [...] Les aires de jeux aussi c'est important mais avant il y en avait plus au cœur du quartier, les nouvelles elles sont trop loin, c'est pas pratique parce que les mamans elles veulent pouvoir surveiller les petits en restant à la maison. Ici [il nous désigne un endroit] à la place des pommiers il y avait un parc, je ne sais pas pourquoi il ne l'on pas refait là... »

L'appartenance à un quartier est souvent associée à l'appartenance à un groupe de pairs, à la socialisation de groupe. Les professionnels quant à eux observent une distinction sociale entre jeunes habitants des différents quartiers :

« Le centre social est près des prés de Saint-Pierre mais le QPV c'est Saint-Pierre/La Milliaire. Le truc c'est qu'il y a une énorme voie qui sépare les deux quartiers. Il y a quand même de plus en plus de jeunes de La Milliaire qui viennent, ça y est ils sont acceptés, ce qui n'était pas le cas il y a 5 ans. Les jeunes des Prés Saint-Pierre disent "c'est mon centre" parce que ce QPV a un vrai déficit d'image, ils le ressentent et donc il y a un renforcement de cette identité en retour c'est pour ça qu'ils disent ben ouais c'est chez nous, et vous êtes pas de chez nous.

- *Moi [une animatrice du centre qui vient de La Milliaire] ça y est je suis acceptée mais ça a mis un peu de temps quand même il a fallu que je fasse mes preuves. »*

⁶¹ François. Dubet, *loc. cit.*

En effet, le découpage des QPV est un problème récurrent pour les professionnels. Entre cette frontière physique infranchissable entre 2 quartiers censés être rattachés au même centre social et le fait que le zonage des QPV leur paraît parfois contraignant et inadapté, cela est un vrai enjeu pour ces derniers, à l'instar de ce professionnel d'une structure d'insertion professionnelle qui déplore :

« [Avoir] une exigence d'accueillir un certain pourcentage de jeunes en QPV mais les délimitation changent ce qui fait qu'on a des jeunes de quartier qui ne sont plus comptés en QPV même s'il viennent de 100m à côté de chez nous : de Fameck, d'Uckange parce que les QPV ont changé donc on arrive pas à remplir nos exigence QPV que demande la région [...] Le problème du zonage des QPV c'est que par exemple certains jeunes qui habitent dans un quartier sur des numéros impairs ne sont pas QPV alors que son copain en face peut être en QPV. [...] Il n'y a pas de lien avec la situation sociale des gens, ce n'est pas le critère retenu, c'est simplement la délimitation parce que ça reste les mêmes immeubles, c'est le même propriétaire, un bailleur social qui a placé les gens où ils pouvaient. C'est juste que l'État a réduit les QPV pour montrer que la politique fonctionnait parce que les politiques ANRU sont passées, on a détruit des immeubles et reconstruit des plus petits collectifs, plus jolis et on a dit ce n'est plus un quartier QPV. »

- **Contrôler les humeurs anti-institutionnelles et contrer les pratiques déviantes et (auto)destructrices**

Les jeunes de la prévention spécialisée sont, d'après les professionnels rencontrés, stigmatisés par ceux qu'ils peuvent rencontrer dans d'autres structures telles que les centres sociaux de quartiers QPV par exemple. Lorsqu'ils vont dans ces centres, ils sont *étiquetés* « jeunes de la prév » par les autres jeunes, ils sont marqués, portent le *stigma*⁶² de l'appartenance à cette institution (extrême précarité, problèmes intra-familiaux, dépressions, violences, décrochage scolaire...).

Par la nature de ses métiers, le travail social est une activité qui demande un certain investissement personnel et un regard compréhensif mais également un certain « détachement », souvent mis en avant par les professionnels qui évitent de prendre trop « pour soi » tout ce qui leur est dit sur la société ou sur les situations personnelles des jeunes par exemple. Cette *prise de distance*, ce *désengagement* est nécessaire afin d'éviter l'*épuisement émotionnel* et pour parvenir à continuer de mobiliser ses ressources empathiques et ne pas en venir à *dépersonnaliser* le public pour « tenir le coup »⁶³.

⁶² Erving Goffman, *Stigma. Les usages sociaux des handicaps*, trad. Alain Kihm, Édition Minuit, coll. Sens Commun, 1975.

⁶³ Francois Melou et Lionel Dagot, « La mise à distance dans le travail social : effet sur l'épuisement émotionnel », *Varia*, n°21, OpenEdition, 2018.

Cette prise de distance a été évoquée, sur le terrain d'enquête, par certains professionnels qui soulignent que s'il y a des moments ou des lieux pour l'écoute, les débats éventuels et/ou l'empathie, cela ne peut pas être le cas partout et tout le temps car :

« À un moment il faut savoir se préserver aussi, moi j'ai quitté mon ancien travail parce que j'avais un regard de maman sur mes jeunes que j'avais au foyer et je n'y arrivais plus en fait. Je pense qu'à un moment il faut se blinder un peu et prendre ce recul-là sinon tu te bouffes toute ta carrière. »

Entre le décrochage scolaire, les *invisibles* de l'action publique, la difficulté à atteindre une mixité de genre au sein de la plupart des structures, les discours radicaux, etc., les professionnels que nous avons rencontrés se heurtent à des problématiques fortes en travaillant avec la jeunesse précaire. Ils mettent en place des stratégies pour parler des sujets difficiles à aborder, sensibiliser les jeunes à des thématiques qui les concernent mais pour lesquelles ils ne se mobilisent pas forcément⁶⁴. Ainsi, ils organisent notamment des ateliers de médiation pour sensibiliser les jeunes à la lutte contre les comportements sexistes, racistes et autres par le jeu ou le débat :

« On a travaillé sur les médias par exemple, l'année passée, avec les 9-12 ans. Ils avaient créé un petit dessin animé dans lequel ils avaient mis en scène une jeune fille en classe qui est sur internet au lieu d'écouter la prof et elle se fait aspirer par l'ordinateur alors tous les autres vont à son secours et ils se font tous coincer dans l'ordinateur, dans le jeu vidéo et à la fin ils disent "bon effectivement les jeux vidéo il n'y a pas que des bonnes choses" et ils donnent à manger les ordis de la classe à un dinosaure [rires]

- Ouais sur les addictions on n'a pas parlé que des produits mais aussi des écrans et les jeunes nous disent "maintenant je fais un peu plus attention ou quand je dis que je vais sur pronote je vais vraiment sur pronote" [rires] »

- **Le travail social entre prévention des comportements à risque et animation socio-culturelle**

S'agissant de la question des addictions et autres comportements à risque, les professionnels sont nécessairement dans une perspective répressive vis-à-vis des déviances des jeunes individus. L'objectif de ces derniers étant de travailler à normaliser leurs pratiques en travaillant sur leurs représentations de ce qui est faisable ou non, en fonction du contexte :

⁶⁴ Quant à l'éducation sexuelle par exemple, les professionnels sont confrontés à des jeunes qui ont de multiples questions mais ne viennent pas forcément lorsqu'un atelier formel est organisé pour parler de ce sujet. Pour l'aborder, il faut donc contourner les formes classiques de médiation et éventuellement faire du « cas par cas ».

« J'suis admin au collège et lors d'un conseil d'administration on parle des problèmes qui se posent par exemple le fait qu'à 8h les jeunes arrivent au collège alcoolisés parce qu'ils achètent... enfin ils volent des fioles d'alcool au match avant de venir. D'autres dorment car toute la nuit ils sont sur des jeux vidéo... pour ceux qui vont en classe hein parce qu'il y en a qui n'y vont pas aussi, qui restent à la maison, qui dorment enfin bref tout ce qu'on observe est matière à alimenter nos activités, à faire des projets. »

Le travail sur la répression des pratiques déviantes des jeunes est difficile. Pour qu'il soit efficient, il devrait être fait dans une perspective compréhensive afin de ne pas stigmatiser les comportements mais plutôt comprendre pourquoi les jeunes agissent tel qu'ils le font et ainsi, de trouver des solutions adaptées au cas-par-cas pour les pousser à changer leurs habitudes et éviter qu'ils se mettent en danger. En période de crise, comme lors des confinements liés à la Covid19, les rapports de domination et les situations précaires s'accroissent ; c'est une chose qui a été soulignée au moins une fois par rencontre avec les professionnels :

« Par exemple, on a eu un projet sur le numérique car lors du confinement les parents étaient désœuvrés et démunis avec les devoirs. On a fait un truc sur les jeux de sociétés parce que pendant 2 mois ils pouvaient jouer avec les enfants, on a parlé des violences intrafamiliales, des violences faites aux femmes, de la violence gratuite parce qu'on a observé ça hein dans des familles où normalement papa est en déplacement souvent et là se retrouve coincé avec les enfants : une claque par-ci, une claque par-là, après c'est plus des claques mais des coups de poing... »

- *« Le confinement a heurté tout le monde même moi, c'était dur quand on n'avait pas de jardin... »*

« Depuis la crise du Covid, on observe vraiment une plus grande fragilité chez les jeunes qui ont souffert de l'isolement, de la scolarité, du rapport à l'autre aussi parce qu'ils se sont retrouvés tout d'un coup chez eux avec les réseaux sociaux comme unique mode de communication. [...] Forcément on voit que les discours radicaux, complotistes prennent plus de place depuis la crise du Covid. »

Un travail sur la manière de s'informer est aussi mené par des professionnels au sein de certains centres sociaux. Il s'agit finalement de déconstruire les *inconscients sociaux*⁶⁵, les normes et les rapports de domination cachées par la société mais constitutive de celle-ci pour ne pas surinterpréter certains faits sociaux ou tirer des conclusions hâtives sans croiser différentes sources d'information ou sans avoir eu différents retours d'expérience :

⁶⁵ Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Éditions de Minuit, 1970.

« Il y a une polarisation des avis, on exprime plus facilement des avis radicaux, il faut se positionner, être pour ou contre, c'est vrai chez les jeunes comme chez les adultes. »

B. Les corps juvéniles comme socles d'individuation

La jeunesse est définie comme un *seuil* dans la vie humaine qui se traduit par des critères de (dis)qualification biologiques et/ou sociaux. La puberté engendre par exemple des changements physiques et sociaux dans les rapports aux autres et à soi-même⁶⁶. Elle est comprise par les acteurs rencontrés comme un moment de transition avec l'enfance : non pas une rupture brutale mais une continuité qui suppose cependant certains ajustements.

Dans cette partie, c'est le rapport au corps des jeunes qui est étudié, d'après les propos des professionnels et des jeunes eux-mêmes. Les corps y sont donc envisagés moins comme des données biologiques et matérielles qui font l'être humain mais comme un support de représentations et de pratiques pour soi-même et pour les autres. C'est-à-dire que ces corps, lorsqu'ils sont compris et soumis à des normes de bienséance, sont par la même construits par et pour le collectif.

Effectivement, les regards ne sont pas posés sur les corps juvéniles indépendamment de ce que veulent en voir et en faire les personnes qui les appréhendent. Ces corps ne sont d'ailleurs interrogés que dans le cadre de la sexualité ou du sport. Ces deux thématiques reviennent dès qu'il est question de la spécificité des corps juvéniles et de leurs usages. Elles soulèvent la question de la formation des corps qui passe par une normalisation des comportements et vise le « bien-être » pour soi-même et pour autrui, dont il s'agit de respecter les limites de l'individualité corporelle.

- **L'âge comme marqueur de différents rapports au monde**

L'âge est considéré par les sciences sociales non pas comme un facteur « biologique », en fonction de l'état corporel et du nombre d'années vécues mais comme un facteur social, considérant que l'âge se définit par des étapes de l'existence et est utilisé comme outil de gouvernement des populations en ce sens qu'il donne lieu à des rapports de pouvoir (entre enfants et adultes notamment mais aussi envers les personnes âgées). C'est dans cette perspective que la notion d'âge a été analysée sur le terrain d'enquête. Certains professionnels ont d'ailleurs observé des différences générationnelles liées aux manières d'être au monde :

⁶⁶ Ingrid Voléry, « Les élèves ont des corps. Regards enseignants. » *Ethnologie française*, vol. 45, PUF, 2015.

« On est dans des génération Z ou je ne sais plus quoi où la valeur travail par rapport à des générations précédentes évolue [...] tout ça va super vite, aujourd'hui on a l'impression qu'une génération c'est tous les 5 ans et qu'à chaque fois on a des représentations totalement différentes qui émergent. »

Cette accélération des différences générationnelles est une hypothèse intéressante, si on la relie avec l'émergence des réseaux-sociaux qui offrent aux jeunes des référentiels communs partout dans le monde mais seul le temps nous dira s'il y a réellement des distinctions générationnelles accrues et accélérées ou s'il s'agit plutôt d'effets de mode que s'approprient plus ou moins les individus d'un certain âge que ceux d'un autre âge, tel que le supposent d'autres professionnels qui observent des conflits liés aux différences de cultures juvéniles :

« Il y a des enfants de 2010, les petits 6e de l'année dernière qui étaient harcelés à l'école. Ça a commencé à cause du jeu fortnite parce que les petits se sont mis à jouer et ils ne savaient pas y jouer en fait ils jouaient n'importe comment et ça a pris une ampleur folle : ils étaient critiqués au collège sur leurs vêtements, à cause des petits jeux à bulle, parce qu'une fille a sorti un clip où elle y jouait et il y a eu un amalgame de faits contre ces enfants nés en 2010. »

« Mon fils est né en 2010 et ça a été violent [...] pour des petits qui arrivent au collège et découvrent un nouvel établissement ça a été vraiment dur ils ont dû être séparés à la récréation par la responsable du collège pour les protéger un peu. C'est pour ça qu'on a mis ce projet en place pour travailler sur les compétences psycho-sociales avec les plus petits encore CM1/CM2 pour qu'ils soient un peu armés pour leur rentrée prochaine au collège. »

- **Les rapports au corps et à la sexualité comme modes d'expression de son individualité et comme moyen de conformité aux normes sociales**

Le rapport au corps est perçu, dans les normes occidentales, comme relevant de l'intime, c'est notamment le cas en ce qui concerne la sexualité qui est perçue comme une liberté individuelle ; ce qui entre en contradictions avec d'autres représentations de la sexualité, notamment dans les cultures musulmanes⁶⁷. Cela peut engendrer des conflits entre les perceptions de ce qui est normal ou non pour certains jeunes et/ou leurs familles et les professionnels, principalement lorsque les jeunes femmes sont surveillées :

« On a des soucis par rapport aux jeunes filles qui endossent des responsabilités, veulent une vie normale alors que cela n'est pas possible [...] elles veulent se maquiller, s'habiller comme les autres par exemple. Elles sont partagées entre deux cultures car elles veulent être françaises mais il y a l'origine qui fait qu'elles ne peuvent pas s'habiller comme elles veulent, pas faire de sorties, etc. Donc parfois on fait des sorties seulement avec les jeunes filles car il y a la confiance des parents par rapport à l'équipe, à la structure. [...] On arrive à emmener des jeunes filles en séjour. [...] Il y a aussi la pression du père, des frères - et pas forcément le plus grand : un petit de 9 ans peut donner un ordre à sa grande sœur par exemple. »

« Il y a des jeunes filles qui éprouvent un certain mal être car elles ont l'âge, mais doivent s'occuper de la famille, des frères et sœurs, du repas, après les devoirs. [...] Ils sont freinés par leurs traditions - pas tous mais certains. Les parents sont isolés, ils ont gardé leurs traditions parce qu'ils ont peur que ça leur échappe et ne savent pas forcément qu'il faut échapper aux traditions, qu'il faut s'adapter. Certains sont ouverts, d'autres non. Donc les jeunes comparent avec ce qu'il a le droit et pas le droit. »

Dans les propos ci-dessus, l'inquiétude quant à la difficulté d'assimilation pour les jeunes femmes pluriculturelles donne à interroger le bien-fondé de cette volonté de déconstruire ces formes de contrôle familial qui sont finalement assez aisément contournées par les jeunes qui maîtrisent les codes occidentaux ainsi que ceux de leur famille. Le fait de relier ces codes familiaux à une culture plus large est également questionnable. Une enquête approfondie sur ce sujet permettrait de démêler ce qui relève réellement de normes culturelles dans le contrôle des corps juvéniles et ce qui relève plutôt des relations intra-familiales spécifiques, pas forcément en lien avec une différence culturelle.

Effectivement, il n'y a pas que les jeunes provenant de familles *pluriculturelles* dont les rapports au corps en général et à la sexualité en particulier sont interrogés par les professionnels qui les accompagnent :

⁶⁷ Nathalie Bajos & Michel Bozon (dir.), *Enquête sur la sexualité en France. Pratiques, genre et santé*, Paris, La Découverte, 2008.

« On essaye de leur faire passer le message qu'il faut être à l'écoute de son corps, que c'est plus qu'un instrument [...] il faut déconstruire les modèles qu'ils ont et qui leur viennent de la pornographie. Avec ceux qui viennent parler de ça avec nous on essaye toujours de relier sexualité et émotions en leur parlant de nos visions des choses parfois ça les intrigue et leur semble parfois un peu bête mais au final après ils reviennent se confier à nous à ce sujet. »

Finalement le fait d'être jeune ne semble pas être, pour les jeunes que nous avons rencontrés, un critère identitaire en soi mais plutôt une situation sociale. S'ils sont perçus comme des jeunes par les adultes, ils ne se reconnaissent pas nécessairement dans une catégorie sociale liée à leur âge. D'autres éléments priment à leurs yeux lorsqu'il s'agit de se définir en tant qu'individu tels que leur lieu d'habitation, leur groupe de pairs, leurs activités, etc.

Partie 2 : ... Ce qui est fait et ce qui pourrait être fait ?

Suite à l'état des lieux qui a été réalisé en première partie, rendant compte du travail des centres d'accueil pour jeunes en QPV sur l'agglomération thionvilloise et de son appropriation par les jeunes concernés ; l'objectif de cette seconde partie est de rentrer plus concrètement dans l'évaluation de la prise en charge des jeunes dans ces quartiers et d'émettre des préconisations pour son amélioration. Nous émettrons dans un premier temps des préconisations pouvant être réalisables dans le court terme puis nous réfléchirons à la manière dont pourrait être traité ce fait social par les politiques publiques afin de comprendre les jeunes ainsi que les personnes qui travaillent avec eux et œuvrer sur le long terme à son analyse et à l'amélioration de leurs conditions d'existence.

Plusieurs problématiques émergent de l'enquête auprès des professionnels et des jeunes concernés :

- Comment déconstruire les prénotions éventuelles des uns et des autres envers la jeunesse précaire ou envers les structures sociales ?

Comment réduire la distance entre les jeunes et les agents de leurs structures d'accueil. Pour émettre nos préconisations, nous nous sommes inspirés des nombreux exemples de succès dans le partenariat entre les jeunes et les structures d'accueil afin de nous inspirer de ce qui fonctionne (en termes d'actions mais aussi de mode de communication et de fonctionnement des structures).

En outre, afin de prévenir les problèmes éventuels liés aux incompréhensions entre les jeunes et les professionnels, nous reviendrons sur les échecs et en analyserons les tenants et les aboutissants.

- Comment collaborer et communiquer plus efficacement entre structures et/ou avec les jeunes ?

Une requête essentielle des professionnels - qui peut être liée au Contrat de la Ville et amélioré dès à présent - vise l'amélioration de la collaboration et de la communication entre les différentes institutions chargées de la mise en œuvre de la politique juvénile de l'agglomération afin de mieux travailler ensemble mais aussi d'atteindre plus les jeunes.

Dans cette partie, deux types de préconisations différentes seront donc développées : des préconisations qui pourront être réalisées sur le court terme, afin d'améliorer dès à présent les choses ainsi que des préconisations plus générales, sans lesquels ces premières n'auraient aucun intérêt, qui visent à mieux comprendre et travailler avec et pour les acteurs de la politique juvénile. Effectivement, résoudre les problèmes des structures et des jeunes dans l'instant n'a pas beaucoup de sens si la démarche de compréhension des problématiques n'est pas aboutie ni évolutive car il est nécessaire de s'adapter aux évolutions et de passer d'une analyse diagnostique à une étude ancrée des modes de vie des jeunes et de leurs aspirations.

Tout d'abord, les problématiques soulevées par les accompagnants des jeunes sur le terrain vont être analysées et des préconisations quant à l'amélioration de ce travail en seront tirées.

Chapitre 1 : Des réseaux d'accompagnement pluriels qui œuvrent dans une démarche commune

A - Collaboration inter-dispositifs

Dans le chapitre introductif de cette partie, nous allons interroger ce qui fonctionne ou pas dans les structures étudiées en termes de partenariat, de communication avec les partenaires, de mise en place des actions et l'implication des jeunes, ainsi que les réunions existantes quant au développement des actions et leur évaluation. En effet, les jeunes et leurs structures d'accompagnement n'ont pas tous les mêmes besoins, ni les mêmes missions. Chacune des institutions étudiées a une identité propre qu'il faut maîtriser afin d'accompagner au mieux les jeunes dans les QPV sur le territoire thionvillois et travailler la complémentarité.

- **Différents modes d'accompagnement qui n'excluent pas la collaboration entre les structures**

Plusieurs dispositifs de prévention spécialisée existent afin de répondre aux besoins des jeunes tels que l'Espace Rencontre, la Médiation familiale, le dispositif P.A.E.J. (Point d'Accueil Écoute Jeunes). Un des problèmes qui est ressorti de cette enquête est que ces dispositifs sont étiquetés comme ne travaillant que sur les problématiques de divorces ou de violences familiales, cependant, leur champ d'action est bien plus élargi.

L'espace de rencontre « a pour objet le maintien et/ou la reconstruction des liens parents/enfants dans toute situation de séparation familiale. Il propose un lieu d'accueil personnalisé, sécurisé, hors du conflit, pour l'enfant et le parent avec lequel il ne réside pas habituellement. Cette mesure, transitoire, vise à préparer l'avenir afin que les relations reprennent, changent et évoluent vers la possibilité de relations futures sans intermédiaire. »⁶⁸

La médiation familiale « est une démarche volontaire qui permet de résoudre soi-même les conflits en conciliant les volontés de chaque partie de manière à faire consensus pour que chacun y trouve son compte. Un médiateur, tiers neutre, instaure les conditions nécessaires pour réamorcer le dialogue afin de donner la possibilité de trouver des solutions concrètes, acceptables et respectueuses pour chacun dans un climat serein et constructif. Tous les entretiens sont confidentiels. »⁶⁹ Ce dispositif permet à chaque membre de la famille

⁶⁸ cf. <http://www.apsis-emergence.fr/mediation/>

⁶⁹ Ibid.

de s'exprimer, de se faire entendre afin d'identifier les besoins de chacun Le médiateur aura ainsi pour objectif d'éviter de futurs conflits au sein de la famille.

Le P.A.E.J. « est un lieu d'écoute non institutionnalisé, généraliste dont la vocation est d'accueillir et d'accompagner les jeunes de 10 à 25 ans en mal-être. Toutes les questions relatives à l'adolescence peuvent être abordées : scolarité, sexualité, affectivité, relation à soi, relation aux autres, relations dans la famille, consommation. C'est aussi un lieu d'accueil et d'écoute destiné aux parents en interrogation, en difficultés de communication avec leurs enfants, dans lequel ils peuvent aborder toutes leurs préoccupations éducatives. » Ce dispositif permet la prévention des risques, mais aussi de rediriger potentiellement vers un accompagnement psychologique. Les jeunes peuvent aussi se voir proposer un accompagnement individuel, de la médiation familiale.

Dans le cadre du réseau partenarial au sein de l'agglomération entre les structures d'accompagnement juvéniles, les professionnels doivent pouvoir se saisir des différents dispositifs afin de proposer aux jeunes un accompagnement adapté à leurs besoins. Mais cela semble compliqué et les professionnels nous confient les difficultés qu'ils éprouvent à se rencontrer et à entretenir des relations avec leurs collègues d'autres structures.

- **Les réunions : se rencontrer pour faire le lien**

Afin d'améliorer la qualité de ce réseau partenarial, des rencontres entre les membres des différentes structures peuvent être organisées. Celles-ci peuvent être internes à la structure, mais aussi externes avec des partenaires. À la prévention spécialisée, il nous est expliqué que :

« Des réunions se sont mises en place avec la ville de Thionville où les différents centres sociaux de Thionville sont en place. La réunion se fait à deux niveaux : il y a une réunion entre les animateurs et les éducateurs sur des projets que chaque centre met en place, ça a été impulsé par la mairie, et dans un deuxième temps les rencontres entre les directeurs et la prévention spécialisée. »

Les réunions sont nécessaires pour favoriser la communication et établir un diagnostic partagé par le biais des observations et analyses de situations. Ces réunions impliquent les structures inhérentes au Contrat de ville, cependant certains déplorent que des associations telles que La Croix Rouge, les Restos du Cœur ou encore l'Armée du Salut n'y soient pas intégrées, alors même qu'elles peuvent se trouver en lien direct avec la jeunesse :

« La Croix-Rouge rencontre des parents qui ont des enfants qui passent par l'E2C, la Mission Locale, etc. et à un moment il y a certainement des choses à harmoniser en termes de politique publique territoriale. »

Une volonté de mobilisation de tous les acteurs du territoire a déjà été impulsée par U.T.O.P.I.A. (Union Thionvilloise pour l'Optimisation des Pratiques Inter Associatives). Créée en 2009, UTOPIA a souhaité mobiliser les acteurs du territoire autour de thématiques communes afin de mutualiser leurs connaissances, expériences, outils, etc. C'est en 2010 qu'émerge au sein de cette instance la thématique *jeunesse*.

« Utopia c'était une union des associations Thionvilloises informelle dans laquelle il y avait plusieurs thèmes : logement, santé, emploi, jeunesse. C'était la mandature des élus précédents mais ça permettait à l'ensemble de ces acteurs de se rencontrer, d'échanger sur leurs pratiques et mettre en place ensemble des actions et les projets du Contrat de ville naissaient à l'intérieur même d'Utopia. »

Dans cette nécessité de partenariat, des réunions pourraient être organisées afin de permettre la rencontre entre les différents partenaires qui travaillent autour de la jeunesse. Ces réunions permettraient d'ouvrir la discussion autour de la thématique de l'accompagnement des jeunes, de leurs besoins, des différentes problématiques. Elles pourraient permettre aux différents acteurs de se retrouver afin de se demander : « Qui sont les jeunes ? Qu'est ce qui se passe en ce moment pour elles et eux ? Comment intervenir en leur faveur ? ».

Des jeunes représentants pourraient d'ailleurs aussi y être conviés. Cela permettrait également aux différents professionnels en contact avec les jeunes de faire émerger différentes problématiques sur le territoire. La convergence des différents regards, selon les perspectives des acteurs (insertion professionnelle et/ou sociale, éducation populaire, prévention des risques psycho-sociaux, etc.), devrait permettre de dresser un éventail des situations juvéniles que ce soit au niveau social, culturel, économique, etc. pour mieux comprendre leurs situations sociales dans leur globalité.

« On n'a pas la connaissance spécifique de ce public, au niveau familial, la composition de la famille, de l'âge, etc ce sont des infos que la Communauté d'Agglomération doit avoir lorsqu'elle sollicite des >Contrats de ville, je ne connais pas bien la temporalité de ces signatures de contrat, mais qu'on puisse voir des données réactualisées, pour qu'on puisse, si on veut être concernés, suivre l'évolution du public qui est dans ces quartiers. »

En effet, certains professionnels déplorent que ce type d'état des lieux régulier de la situation des uns et des autres ne soit pas réalisé. Par exemple, celles et ceux des dispositifs d'insertion professionnelle aimeraient savoir combien de jeunes sont inscrits en tant que demandeurs d'emploi sur les différents secteurs, combien ont le permis de conduire, ou

combien ont des problématiques de santé. Il est envisageable d'organiser, de façon trimestrielle, une réunion regroupant tous les acteurs de terrain concernés par le public *jeune* afin de faire ce lien, de faciliter la collaboration entre les structures.

« D'avoir un projet commun avec un diagnostic partagé et une action commune ensemble pour une cohésion et une cohérence au niveau de la politique publique. Il serait ainsi intéressant de réunir l'ensemble des acteurs concernés par ce type de public pour pouvoir partager sur des pratiques mais aussi connaître et reconnaître les autres acteurs, leur boîte à outils pour qu'on puisse se coordonner parce que les seules rencontres qu'on a avec eux c'est pour les bilans annuels quand la communauté d'agglomération présente tous les projets portés par le Contrat de ville avec les services de l'Etat. »

L'organisation des réunions regroupant tous les acteurs de terrain en lien avec la jeunesse a comme intérêt la rencontre physique des différents professionnels qui devrait leur permettre de se connaître et donc de collaborer plus efficacement.

B - La mise en concurrence des institutions

Chaque structure a ses missions spécifiques, elles peuvent cependant avoir des intérêts convergents. Les professionnels se mettent parfois en relation pour organiser des sorties, afin d'éviter que plusieurs sorties ne soient organisées pour aller au même endroit en même temps et ainsi, d'économiser sur les frais de transport par exemple. Cependant, bien que la sortie puisse être similaire, l'objectif n'est pas forcément le même. En effet pour la prévention spécialisée, l'animation ou un temps collectif, de groupe, peut être utilisé comme première approche avec le jeune, afin de lui permet de découvrir le groupe et de permettre à l'équipe éducative d'observer les jeunes, leurs comportements, comment ils interagissent les uns avec les autres. Il ne faut pas confondre animation et prévention. L'animation est un outil éducatif pour la prévention spécialisée. Un professionnel exprime :

« Chacun a son identité propre, chacun travaille d'une certaine manière, à un moment donné on peut collaborer mais voilà chacun son identité. »

Quant aux centres sociaux, une spécialisation des lieux est faite en fonction des activités mises en place par le centre (que ce soit la vidéo, le jeu vidéo, l'art...). Cela permet à

tous les acteurs de se retrouver sur une même activité et pour les autres structures, de savoir pourquoi faire appel à l'une ou l'autre de ces structures⁷⁰.

Les jeunes peuvent eux-mêmes se sentir perdus et ne pas faire la différence entre le centre social et la prévention spécialisée :

« Y'a des jeunes qui pensent que la prévention c'est le centre social. »

Certains jeunes interrogés, ne connaissant pas le centre social, le voient comme un centre qui vient en aide aux personnes dans le besoin. En effet, le terme *social* peut avoir une connotation d'assistance, d'aide. Il faut permettre la clarification des missions de chacun auprès des jeunes afin d'éviter également des oppositions entre les différentes structures :

« On l'entend aussi de la part des jeunes, c'est notre rôle aussi de leur expliquer qu'ils peuvent et il faut qu'ils puissent aller et chez eux et chez nous mais moi j'ai déjà entendu des jeunes dire "bon ben allez on vient chez vous, on vient chez la concurrence". »

Les jeunes sont parfois dirigés par des centres sociaux vers la prévention spécialisée lorsque ceux-ci ont moins de quatorze ans. Cependant, les éducateurs de la prévention spécialisée soulignent que l'orientation vers leur structure ne doit pas être qu'une question d'âge mais de problématique sociale. Ainsi, un jeune ne peut pas être orienté vers la prévention spécialisée que pour des loisirs. Les différentes structures peuvent être complémentaires dans l'accompagnement du jeune. *« Les jeunes demandent toujours davantage de lieux pour se retrouver sans que ces requêtes ne soient vraiment entendues voire même comprises par les acteurs sociaux. Cette question d'espaces intermédiaires, nécessite un accompagnement pour que puissent émerger des éléments de réponses qui tiennent compte de la particularité d'un public en même temps que de contingences d'organisation et de responsabilisation de la part des jeunes. »*⁷¹

La mise en concurrence des institutions a parfois pu être instituée comme cela a été le cas entre l'École de la Seconde Chance et la Mission Locale. En effet, ceux-ci travaillaient en étroite collaboration jusqu'en 2017 :

« L'Etat face aux missions locales ont décidé de financer d'une autre manière, au quantitatif et au qualitatif, ce qui faisait que les jeunes n'étaient

⁷⁰ Pour réaliser un projet vidéo, des professionnels de la Mission Locale ont notamment pu faire appel au centre social spécialisé dans cette activité.

⁷¹ Christian Guillaumey, « Éducation et prévention spécialisée », *Pensées plurielles*, n°14, De Boeck Supérieur, 2007.

plus envoyés sur l'école de la seconde chance (E2C), l'État nous a dit qu'on n'avait plus le droit : "si vous les envoyez à l'E2C ben vous n'avez pas votre financement". »

Cette coupure partenariale n'était pas souhaitée par les deux structures. Pour l'école de la Seconde Chance, cela a d'ailleurs eu de fortes conséquences car ils accueillait régulièrement des jeunes envoyés par la Mission Locale. Le professionnel de l'E2C présent à la rencontre nous a confié que sa structure a traversé une période difficile en raison du manque de jeunes inscrits. Pour illustrer cela, disons seulement que la structure a pour objectif à l'année un accompagnement de cent dix jeunes mais que pendant quelques années, elle s'est retrouvée à quarante jeunes. Les professionnels des Missions Locales déplorent également ces *effets pervers* de ce type de management basé sur les résultats quantitatifs et utilisant la répression budgétaire comme moyen d'influence sur les structures :

« On était obligé de ne plus envoyer vers l'école de la seconde chance pour assurer la vie financière de la structure. »

De même, la Mission Locale et Pôle Emploi peuvent se retrouver en concurrence. En effet, des professionnels entretenus en focus-groupe nous expliquent qu'une fois, la même commande institutionnelle leur avait été imposée, sans que cela puisse ouvrir les mêmes droits pour les jeunes. Pour le même dispositif, les jeunes disposaient alors de trente-cinq jours de congés, tandis que pour la Mission Locale ils n'en bénéficiaient pas. Cela a donc poussé les jeunes à aller à Pôle emploi plutôt qu'à la Mission Locale.

- **Confusion des missions**

Afin de collaborer au mieux, il est donc nécessaire que chacun soit au fait des missions des autres. La rencontre permet ainsi d'avoir les connaissances nécessaires pour diriger au mieux le public en interne. Certains professionnels expriment leur agacement quant au fait de devoir, sans cesse, réexpliquer leurs missions, leurs actions auprès des partenaires.

« Il faut de manière régulière revenir vers eux pour leur réexpliquer ce qu'on fait, qui on est, notre offre de service, il faut toujours rappeler presque dans une démarche marketing "coucou c'est nous on est service public, on est gratuit, on existe ». [Un autre professionnel explique qu'] « il faut que les élus maîtrisent, vous savez je suis arrivée à des réunions où ils disaient "votre animateur" nan nan c'est des éducateurs spécialisés. »

Cette méconnaissance des missions des uns et des autres peut entraver la réponse donnée aux jeunes lorsqu'ils sont confrontés à certaines problématiques et envoyés vers certaines institutions plutôt que d'autres. Certains professionnels font ainsi le choix

d'accompagner le jeune eux-mêmes, alors que cela ne fait pas partie des missions inhérentes à leur structure, notamment en ce qui concerne les problèmes intra-familiaux.

La confusion des missions a pu avoir pour conséquence une mise en concurrence des institutions notamment entre les Centres Sociaux et la Prévention Spécialisée. *« Autant dire des objectifs et modalités d'action convergent largement avec ceux de la prévention spécialisée à travers une démarche de prévention à destination des 11-21 ans, fondée sur l'action éducative, le principe de la libre adhésion et le travail de proximité dans les quartiers principalement en territoire prioritaire. Mais ce n'est pas la crainte d'une redondance qui s'est exprimée, mais celle d'une assimilation au secteur de l'animation. »*⁷²

Des formations pourraient être proposées afin d'aborder des thématiques telles que la sexualité, la relation parents/enfants, etc. Elles pourraient permettre aux professionnels d'organiser des ateliers adaptés lorsqu'il s'agit d'aborder des problématiques sensibles qu'il faut savoir amener avec les connaissances nécessaires. Effectivement les membres des centres sociaux nous parlent en entretiens de cette partie de leur travail :

« On fait des ateliers de médiation sur la lutte contre la radicalisation, contre le repli communautaire etc, pour développer des valeurs communes. »

Cependant, ces thématiques ne sont pas à aborder à la légère et « développer des valeurs communes » est un objectif bien ambitieux dans un monde où les représentations sociales des uns et des autres sont aussi fracturées que les nôtres. En effet, ce qui est analysé comme une forme de « repli communautaire » peut n'être en réalité qu'une réponse à des stigmatisations⁷³.

- **Superposition des activités**

Les centres sociaux observent également des problématiques telles que le décrochage scolaire, les addictions, le rapport homme/femme, mais aussi des problématiques liées au lien entre enfants et parents. Lorsque ces problématiques sont repérées, ils tentent de mettre en place des actions, des activités qui s'articulent autour d'un thème en particulier, dans un but de sensibilisation, d'ouverture de la parole, etc. L'objectif est aussi de rendre les jeunes acteurs de ces ateliers plutôt que d'en faire un public passif.

Lorsqu'il s'agit de problématiques intra-familiales, les professionnels des centres sociaux ne semblent pas savoir qu'ils peuvent faire appel à la médiation familiale ou à d'autres

⁷² Nadège Grille et Yannick Dignac, « L'avenir de la prévention spécialisée - Le transfert de compétences des départements vers les Métropoles, qu'est-ce que ça change ? L'expérience de Toulouse Métropole. », *Journal du droit des jeunes*, 2017.

⁷³ Marwan Mohammed et Julien Talpin, *Communautarisme ?*, PUF, coll. laviedesidées, 2018.

professionnels de la prévention spécialisée. En effet, ceux-ci pensent que ces instances accompagnent principalement les cas de divorces ou de violences. De ce fait, lors d'un entretien groupé avec les membres d'un centre social, on nous a expliqué qu'ils donnaient des outils, des conseils parentaux, et ont mis en place des ateliers parents/enfants :

« Les parents quand ils sont avec nous dans l'accompagnement du jeune c'est gagné, mais quand on a des parents qui disent "j'ai honte de mon enfant" il faut alors travailler avec le parent. Moi j'appelle les parents, je travaille avec les parents. Des fois je me demande si je ne suis pas la conseillère du papa et de la maman, parce qu'il faut retravailler la confiance, des histoires de vie très complexes. »

Des professionnels nous ont également dit s'atteler à l'éducation sexuelle en reprenant les cours de la Science et Vie de la Terre donnés dans les collèges/lycées pour ouvrir le débat sur le sujet. Dans un cas comme dans l'autre, il est dommage de ne pas collaborer avec les associations ou les diverses instances existantes dans l'agglomération pour mettre en place des ateliers sur ces sujets avec des professionnels formés à ce type de médiation (éducation sexuelle, citoyenne, lutte contre les discriminations, les violences, etc.). Surtout, quant à certaines thématiques, il peut être dangereux de ne pas mettre en place un réel travail sur ces questions lorsqu'elles émergent comme des problèmes potentiels pour les jeunes.

De plus, le travail social peut être très difficile à vivre lorsque l'on se sent impuissant ou démuni. C'est aussi pourquoi il est important pour les professionnels de disposer des connaissances nécessaires sur les missions de chaque structure sur le territoire, afin de mieux rediriger les publics vers les dispositifs compétents de droit commun.

Si une problématique est repérée par les professionnels, telle que l'addiction par exemple, quelle que soit leur structure d'appartenance, il pourrait être intéressant de proposer un partenariat avec la prévention spécialisée afin que ceux-ci viennent, dans le cadre d'un atelier, faire de la prévention des risques. Cela permettrait aux jeunes de découvrir la structure, ses missions ainsi que les éducateurs spécialisés.

De plus, il pourrait être profitable de mettre en place des rencontres entre partenaires qui travaillent autour de la jeunesse afin de permettre une clarification des missions de chacun. Ces rencontres permettraient d'avoir accès à l'actualité des structures, notamment l'arrivée ou le départ de professionnels, pour que le dialogue entre ceux-ci soit facilité ainsi que la mise en place d'éventuelles missions communes.

Chapitre 2 : L'accompagnement juvénile : une démarche à valoriser

A- La communication auprès des jeunes

Dans cette partie les différents types de communication utilisés au sein des différentes structures qui œuvrent en contact direct avec les jeunes seront analysés. De quelle manière les jeunes peuvent-ils se tenir au courant de l'existence, de l'évolution et de l'actualité des différentes structures ? Quels types de communication fonctionnent, lesquelles ne fonctionnent pas...

La distribution de tracts, flyers, etc. dans la rue comme à l'intérieur des structures, pour le public les fréquentant d'ores et déjà, est une méthode qui n'a pas beaucoup d'impact d'après les professionnels qui remarquent que :

« Quand on en fait on les retrouve à la poubelle ou alors ils les oublient. »

Finalement, que ce soit pour les centres sociaux ou pour la prévention spécialisée, tous les professionnels que nous avons rencontrés expriment que la meilleure méthode pour communiquer avec les jeunes est le bouche-à-oreille ; que les nouveaux adhérents qu'ils rencontrent disent souvent avoir été mis au courant de l'existence de la structure par leurs connaissances. Les jeunes parlent entre elles, eux, et ont la possibilité de venir essayer, de rencontrer les équipes de professionnels. L'accueil se fait ainsi beaucoup entre pairs. Un professionnel explique que :

« Ça marche mieux, il y a moins de côté hiérarchique, d'adulte, l'ado va être contre l'adulte, ça fonctionne mieux chez les ados. »

Cependant, l'arrivée d'un nouveau jeune se fait très rarement par les partenaires, notamment dans les centres sociaux où un professionnel explique que :

« Un jeune qui n'est jamais venu ici, ne viendra pas seul ou avec un partenaire, c'est très rare. »

Il est important de favoriser le dialogue entre les différentes structures notamment afin que les professionnels aient connaissance des missions des uns et des autres et connaissent les différents professionnels de l'agglomération qui travaillent dans l'accompagnement du public juvénile, afin de permettre une meilleure (re)direction des publics.

- *Un mode de gouvernance horizontal favorise l'implication*

Le modèle éducatif privilégié par les centres sociaux lors de leur activité de prise en charge de la jeunesse est l'éducation populaire. Elle se situe entre travail et engagement, ancrée dans la politique. *« Si l'éducation populaire est une notion peu familière au grand public, elle continue, et de plus en plus, à désigner des formes d'éducation qui prétendent favoriser l'accès aux savoirs et à la culture pour permettre l'exercice de la citoyenneté, c'est à dire l'appartenance à une communauté politique nationale ou locale »⁷⁴.*

C'est à ce sens que les Centres Sociaux fixent leur ligne de conduite, dans une volonté d'inculquer le « vivre ensemble ». Pourtant, cela paraît de plus en plus compliqué suite à la crise sanitaire, en effet, le professionnel d'un centre social exprime :

⁷⁴ Francis Lebon, « Entre éducation et citoyenneté », *Entre travail éducatif et citoyenneté : l'animation et l'éducation populaire*, 2020.

« [Qu']avant on était sur le "bien vivre ensemble", et maintenant sur "l'ensemble" ou juste "vivre". »

Cette observation pour le moins pessimiste nous a été retournée à plusieurs reprises par les professionnels des différentes structures étudiées qui soulignent un travail de plus en plus difficile, un certain épuisement moral lié notamment au contexte actuel de reprise des activités suite à la crise sanitaire et sociale concomitante de l'épidémie de Covid-19.

« Depuis le confinement on a moins de bénévoles. Cinq peut-être. [...] Ils viennent moins car ce sont pour la plupart des personnes d'un certain âge qui ont peur de tomber malade ou même certains sont décédés. »

Ces structures qui travaillent au contact d'un public précaire sont effectivement frappées de plein fouet par tous les changements structurels et ont une nécessité d'adaptation au contexte. Lorsqu'il y a une reprise de l'emploi par exemple, les dispositifs d'insertion professionnelle sont impactés de plein fouet :

« Sachant qu'on a aussi une reprise de l'emploi, forcément ceux qu'on accompagne aujourd'hui ce sont des jeunes en plus grosses difficultés »

« Effectivement notre public est de plus en plus difficile. Avant on avait quelques personnes un peu paumées, maintenant on a plus que les grosses difficultés, beaucoup de handicap, du social lourd, des problèmes de justice... »

Certaines structures d'accueil s'adaptent aux besoins des familles qui semblent voir dans le centre social un espace de sécurité pour leurs enfants après l'école :

« Les parents ne veulent pas qu'il soit à trainer dans le quartier après l'école, ils préfèrent qu'ils soient là bien cadrés que dehors. »

Dans ce contexte, l'accompagnement scolaire est prioritaire sur les activités ludiques, avec des heures de présence obligatoire. C'est pourquoi les jeunes peuvent y voir une forme d'infantilisation. Un jeune exprime ne pas aller dans ce centre social car :

« C'est plutôt pour les petits, on ne peut pas y aller et venir quand on veut. »

Effectivement, en analysant la manière dont les professionnels des différentes institutions choisissent de présenter ce qu'est l'accompagnement juvénile, en nous expliquant leurs missions, il se distingue deux modes de gouvernance au sein des différentes structures :

- La gouvernance *verticale* qui consiste à prendre les décisions et mettre en œuvre les actions depuis le plus haut échelon hiérarchique vers le plus bas (c'est le cas lorsque les structures répondent à des appels à projets pour financer leurs activités et qu'une ligne d'action ou une thématique leur est dictée par exemple).
- La gouvernance *horizontale* consiste davantage à décider en co-construction entre les différents acteurs de l'institution ; dans une dynamique créative qui peut parfois se heurter à la négociation de la part de l'un ou l'autre des acteurs ou à des formes de résistance.

C'est cette deuxième possibilité qui est souvent mise en œuvre par les structures qui travaillent autour de la jeunesse. Ils utilisent alors plusieurs moyens tels que l'observation, les discussions, les moments informels, mais aussi pour certains des passations de questionnaires avec plusieurs propositions d'activité actées au préalable. Il y a une volonté de collaboration avec le jeune. C'est pourquoi on retrouve ici tout l'intérêt d'un *accompagnement social global*⁷⁵ qui permet d'aborder différentes problématiques, qu'elles soient économiques, culturelles, environnementales, sociales :

« La force de l'équipe c'est la transversalité, donc c'est créer des passerelles entre les actions, entre les secteurs, pour qu'on soit sur de l'accompagnement global. Par exemple, si l'on repère un comportement inadapté, on tente de mettre en place des choses pour faire évoluer ce comportement. Parfois on a besoin de l'appui de la famille. »

Certaines structures mobilisent les jeunes par l'autofinancement. S'ils ont discuté tous ensemble, qu'une sortie est souhaitée mais que les fonds ne sont pas présents, ils proposent ainsi aux jeunes de participer au financement en créant, un événement : une tombola par exemple. Ils ont alors pour mission de s'occuper de toute l'organisation. Cet outil éducatif porte plusieurs intérêts notamment liés à la responsabilisation des jeunes face à l'organisation d'une sortie, mais aussi la prise de conscience du travail fourni derrière, du coût financier. Cela leur permet de développer la notion d'argent mais aussi de citoyenneté ainsi que de s'impliquer et d'apprendre les codes de l'institution, de la sociabilité, de la vie courante :

« L'autofinancement c'est une question d'engagement. Même si on peut tout payer, il faut qu'il y ait un investissement de la part des jeunes. »

Des comités de jeunes sont également mis en place dans l'un des centres sociaux auprès desquels nous avons pu réaliser notre enquête. Il permet de mobiliser les jeunes en interne pour qu'ils puissent exprimer leurs souhaits :

⁷⁵ Angélica Trindade-Chadeau, « De l'accompagnement social, professionnel, global. » *Cahiers de l'action*, vol. 37, 2012.

« Il y a un comité jeune car l'accueil jeune doit fonctionner « par, pour, et avec les jeunes ». Un maximum d'idées doit venir des jeunes. Pour qu'ils puissent exprimer leurs propres besoins. Des actions, des solutions aux conflits. Dans notre comité jeune, il y a trois jeunes qui sont élus, réunis une fois par semaine, qui voient ce qu'ils vont faire pendant la semaine et parlent de leurs idées, de vacances par exemple. »

Ces façons de travailler pourraient être systématisées et réappropriées, en fonction des besoins et des possibilités, dans les différentes structures du territoire concerné par cette étude. Un professionnel pourrait par exemple être désigné, chaque semaine, comme *réfèrent d'écoute* afin de recueillir les besoins des jeunes.

- *Les médias sociaux : un outil de communication essentiel*

La plupart des centres sociaux, ainsi que la prévention spécialisée utilisent les réseaux sociaux actuels tels que *Snapchat* et *Instagram* pour entrer/garder contact avec les jeunes, de manière individuelle ou collective. Par exemple, un professionnel dans un centre social entretient la communication avec les jeunes en dehors des heures d'ouverture du centre par le biais d'un groupe sur *Instagram*. L'intérêt de ces réseaux est d'informer sur les prochaines sorties, de se renseigner plus facilement sur ceux qui seront présents ou pour être proche des jeunes afin qu'ils puissent bénéficier d'une écoute potentielle autrement que par le contact réel en face-à-face qui peut être intimidant pour certains.

Une structure a fait le choix de ne pas utiliser ces réseaux pour éviter de rentrer dans ce système qui, les professionnels de cette structure nous le rappellent en entretien, a ses dérives. En effet, les propos communiqués sur internet semblent moins importants à certains jeunes que ceux formulés en face-à-face. Cela peut donner lieu à des dérives discriminatoires, à du harcèlement en ligne, etc.

Dans cette structure, les professionnel(le)s rencontré(e)s en focus-groupe utilisent uniquement l'application *Whatsapp* et essentiellement afin de communiquer avec les parents des jeunes même si :

« La meilleure façon de communiquer avec les jeunes ça reste par leur parents ça permet de savoir s'ils sont au courant aussi, pour les autorisations, tout ça. Et en direct quoi, de face à face. [...] parce que des fois ils voient le message mais ils me laissent en vu. Après ils sont là le jour du rendez-vous et tout mais je ne sais pas, ils n'ont pas le réflexe de répondre pour confirmer ou pas. »

L'adolescence peut être définie comme « cet âge de l'autonomie sans indépendance »⁷⁶. Les jeunes, dans une volonté d'indépendance, ont besoin de se créer un univers. Les centres sociaux peuvent incarner un espace de liberté et d'autonomie pour les jeunes. En effet, en s'appropriant le lieu, en y trouvant leur espace personnel, ils peuvent exprimer leur individualité, loin des contraintes structurelles qui pèsent d'ordinaire sur elles et

⁷⁶ Galland, Olivier. « Une nouvelle adolescence », *Revue française de sociologie*, vol. 49, n°4, 2008.

eux (famille, écoles...). C'est en tout cas l'impression que donnent les jeunes que nous avons rencontrés dans les centres sociaux, à l'instar de cette jeune fille qui nous disait :

« Je viens tous les jours ici après l'école, je retrouve tout le monde et aussi les animateurs qui sont supers, je m'y sens vraiment bien. »

Avoir des parents très inquiets, intrusifs et/ou contraignants peut effectivement impacter la possibilité pour les jeunes d'avoir des activités extra-scolaires telles que l'investissement dans les centres sociaux. Dans ces contextes, « *Les nouveaux moyens de communication (portable, Internet) permettent aux adolescents de poursuivre les relations avec leurs amis hors de la coprésence physique et hors de tout contrôle parental.* ».⁷⁷

En ce qui concerne la communication via les médias sociaux, la prévention spécialisée est aussi concernée puisque cette institution a depuis quelque temps une injonction à « rendre des comptes », à « rendre l'invisible visible ». Les professionnels utilisent donc *Instagram* et *Facebook* pour visibiliser leurs actions. Cependant, ils nous font part d'une certaine frustration à faire cela car il leur semble qu'une photo ne peut refléter l'accompagnement psycho-social effectué auprès de chaque enfant, au travers de telle ou telle activité. Ils ne peuvent décemment pas non plus exposer en ligne l'histoire personnelle de chaque enfant pour témoigner du succès de leur suivi :

« Avant on n'avait pas pour habitude de mettre en avant le travail qu'on faisait, de valoriser notre travail car c'était juste normal parce que c'est notre travail. Maintenant on le fait plus, par rapport aux élus, aux financeurs. Il faut être plus dans la visibilité. Avant on travaillait plus de manière cachée. On a pas l'habitude de montrer la misère et il y a toujours une part d'ombre qu'on ne peut pas afficher. Ça les gens ils ne s'en rendent pas compte. Ils voient une photo des enfants avec des chiens et ils se disent qu'on s'amuse bien à la prév' mais ils ne savent pas qu'on était sur un atelier de médiation animale avec des enfants qui ont tous des grosses difficultés. Alors on nous critique parce qu'on dirait qu'on ne fait que de l'animation mais en même temps on nous demande de montrer ce qu'on fait en ligne, c'est pas simple... »

Les messageries instantanées et éphémères telles que *Snapchat* permettent aux professionnels d'être en contact avec les jeunes puisque :

« Ça s'efface, c'est ce que veulent les jeunes aujourd'hui »

Facebook et *Whatsapp* seraient des applications davantage utilisées par les parents. Les professionnels les utilisent donc pour communiquer avec eux, leur permettre d'observer les activités qui ont pu être faites durant la semaine, mais aussi de pouvoir assister aux évolutions des centres sociaux.

⁷⁷ Nathalie Prédour, Daniel Coum, « La dépendance à l'adolescence : présentation d'une démarche. » Dans *l'adolescent et ses parents, d'une dépendance à l'autre*, 2014.

Les compétences sur les réseaux sociaux ne sont pas égales et accessibles pour tous les professionnels. Il pourrait être nécessaire de proposer des formations adaptées. De même, la rencontre des différents partenaires de l'agglomération pourrait permettre le partage de compétences. En effet, des professionnels pourraient être désignés afin de présenter aux différents partenaires leurs usages des médias sociaux, comparer les pratiques et aider ceux qui n'ont pas les compétences pour les utiliser à juger de l'intérêt (ou non) de se former à l'utilisation de ces outils.

L'embauche de personnes ayant des compétences informatiques et concernant les médias sociaux dans les structures peut aussi être une solution. On peut également envisager la création d'un média inter-structurel qui permettrait de continuer ce dialogue entre les structures au-delà des rencontres en face-à-face qui seraient organisées.

A. Partenariat : une nécessité pour accompagner les jeunes

Le partenariat est un outil pour les différents acteurs de l'accompagnement juvénile rencontrés. C'est une mobilisation des acteurs dans l'objectif de construire un projet commun, en co-construction à partir d'un diagnostic partagé :

« La démarche partenariale est fondée sur le constat par différentes parties de leur convergence d'intérêt pour le lancement d'une action, sur la reconnaissance de ces objectifs, sur l'identification des ressources que les uns et les autres sont susceptibles de mettre en commun et sur la construction de projets communs porteurs de significations multiples. »⁷⁸

Le réseau partenarial trouve tout son sens dans l'accompagnement de la jeunesse. En effet, il est nécessaire pour les différents acteurs d'établir une bonne communication afin de maintenir le réseau partenarial pour ainsi répondre au mieux aux besoins des jeunes. Les professionnels de la prévention spécialisée expriment particulièrement cette nécessité :

« On ne peut pas travailler seuls dans notre coin, on doit tisser cette toile partenariale pour lever des leviers en fonction des actions et des accompagnements que l'on peut avoir avec les jeunes. »

⁷⁸ Jean-Marie Barbier, *Tendances d'évolution de la formation et place du partenariat*, CNAM, 1995.

Il y a une « *nécessité dans laquelle se trouvent aujourd'hui tous les acteurs de l'action sociale de coordonner leurs interventions pour apporter une réponse globale à des problématiques d'exclusion qui sont multifformes.* »⁷⁹.

Les situations de vulnérabilité dans lesquelles peuvent se trouver certains jeunes nécessitent une réponse immédiate pour donner à ces jeunes un accès aux structures de droit commun. Par exemple, un jeune pourra être redirigé vers un partenaire pour passer son permis s'il le souhaite.

La prévention spécialisée est ainsi en contact étroit avec les établissements scolaires. Les assistants sociaux de polyvalence sur les différents secteurs peuvent ainsi relayer des informations concernant la situation d'un jeune. Mais aussi avec des acteurs de l'insertion professionnelle, qui sont beaucoup en lien avec la Mission Locale, l'École de la Seconde Chance (E2C), et les différents services de la mairie tel que *Thionville Emploi*.

La Mission Locale et l'E2C expriment une nécessité de renouvellement de la collaboration partenariale. Effectivement, les professionnels de ces structures expliquent que certains liens peuvent être coupés du fait du turn-over dans certaines structures, du départ de professionnels dont ils n'avaient pas connaissance :

« Il y a énormément de turn-over, ce matin j'ai appelé une assistante sociale pour un jeune qui est en chantier d'insertion qui est renouvelé, je suis content déjà mais c'est un jeune qui a un handicap mental, donc il a besoin d'une reconnaissance travailleur handicapé. L'assistante sociale avait commencé des démarches donc j'appelle et on me dit qu'elle n'est plus là. Mais je ne sais pas qui l'a remplacée. Comment je fais moi ? »

Il est donc nécessaire de prévenir ou d'effectuer une passation de contact afin de ne pas rompre l'accompagnement du jeune et la communication partenariale.

C'est aussi par le partenariat que les jeunes ont la possibilité de découvrir les différents dispositifs existants et de potentiellement les intégrer s'ils le souhaitent. Ainsi, ils pourront être redirigés vers une structure adaptée en fonction de leurs besoins ; que ce soit dans le domaine professionnel, culturel et/ou social. À la prévention spécialisée, on nous parle notamment :

« [d']un dispositif du département qui est "les accompagnements éducatifs ponctuels". Le service social en faveur des élèves repère un collégien qui est en difficulté selon différents indicateurs : difficulté

⁷⁹ Christian Guillaumey, « Éducation et prévention spécialisée », *Pensées plurielles*, n°14, De Boeck Supérieur, 2007.

scolaire, absentéisme etc. et nous interpelle à un moment donné pour savoir si on peut intervenir et mettre en place un suivi éducatif sur le décrochage scolaire. »

Un partenariat pourrait aussi être envisagé avec le planning familial (Centre de Planification ou d'Éducation Familiale de Thionville) ou avec des sages-femmes concernant les problématiques liées à la sexualité. Une autre rencontre pourrait être organisée avec le CSAPA (Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie) spécialisé dans la prévention des risques en addictologie, que ce soit la consommation de stupéfiants, d'alcool, ou les jeux vidéo...

- *Les écoles : un vecteur négligé*

Certains professionnels déplorent le fait qu'il n'y ait pas plus de lien avec les écoles, de ne pas travailler assez en partenariat avec eux. Il n'existe pas de référent qui puisse permettre un contact direct avec les écoles. Ainsi, ils en disent aller vers elles mais manquer parfois de temps pour que ce lien soit de qualité :

« J'ai énormément travaillé avec les écoles dans le passé et depuis le covid moins. C'est parfois compliqué à cause des autorisations de sortie de l'école. Là dans une école on a un projet sur le harcèlement scolaire avec Edyson et APSIS on va mettre les choses en place avec le collège mais déjà il faudrait faire pont entre collège et école primaire et là il y a un souci. La directrice d'école du quartier est sympa elle est demandeuse mais c'est vrai que ces derniers temps ils doivent pas avoir assez d'enseignants pour qu'elle puisse être tournée vers l'extérieur. »

Un professionnel nous parle aussi d'un manque de réciprocité :

« C'est que dans un sens c'est à dire que nous on les contacte si on a une jeune qui veut réintégrer l'école par exemple on contacte le CIO [Centre d'Information et d'Orientation], nous les appelons face à des jeunes qui ont des besoins mais on a aucun contact dans l'autre sens. »

La Mission Locale a cependant signé - dans le cadre d'une loi en faveur des jeunes dits *décrocheurs* - une convention avec l'éducation nationale afin de bénéficier d'une liste qui leur permet de savoir qui sont les jeunes en décrochage scolaire. Ils ont ainsi la possibilité de les contacter directement et rapidement.

Selon certains professionnels, les écoles n'auraient pas forcément conscience de ce qu'il y a dans le quartier. Ainsi, une professionnelle propose de se mettre plus en lien avec les associations de parents d'élèves :

« Les associations de parents d'élèves aussi ça serait bien pour faire du lien avec le collège, le lycée, il y a à réfléchir pour savoir qui mettre autour de la table [lors d'éventuelles rencontres entre les différents partenaires de l'accompagnement juvénile de l'agglomération]. »

Un jeune interrogé qui ne savait pas ce qu'est un centre social pense que l'école a aussi une responsabilité dans le fait de communiquer ou non des informations sur les structures existantes au sein de l'agglomération :

« Je pense qu'il y a un manque de communication. Que cette communication pourrait venir des écoles pour toucher les jeunes de Thionville mais l'école et les professeurs sont trop éloignés des préoccupations des jeunes parce qu'ils ne le sont plus. Ils sont vraiment déconnectés de la réalité de ce qu'est être jeune. »

Une piste envisagée pour résoudre ce manque de lien entre les écoles et les structures d'accompagnements juvéniles des quartiers pourrait être de désigner une personne relais ; quelqu'un qui serait chargé de faire le lien entre toutes les structures jeunesse et les écoles des quartiers.

- *Les jeunes migrants : un public spécifique ?*

Les quartiers évoluent, et avec eux, leur population. En effet, les professionnels ont pu nous expliquer qu'il y a de plus en plus de primo arrivants dans les quartiers. Si certains expriment une certaine solidarité entre les jeunes, ils attestent tout de même de la difficulté d'accompagner ce public :

« Il y a le barrage de la langue par exemple avec des primo arrivants espagnols. Les enfants traduisent aux parents, servent d'interprètes. Heureusement qu'on a des professionnels pluri linguistes. »

Le fait de ne pas parler la même langue impacte la communication avec les jeunes, et donc l'accompagnement.

« Dès leur arrivée sur le sol français et jusqu'à leur majorité, pour ceux qui ont obtenu le statut de mineur non accompagné (MNA), ces jeunes étrangers participent à divers types d'interactions langagières et sociales au cours des différentes étapes du processus d'intégration (entretien d'évaluation de minorité, entrée à l'école, etc.). Dans ces échanges entre pairs et avec les professionnels (éducateurs, enseignants, personnels administratifs, de santé, etc.) émergent ou se cristallisent des difficultés de compréhension et de production à l'oral et/ou à l'écrit. ⁸⁰ »

⁸⁰ Juliette Delahaie, et Emmanuelle Canut, « Accompagner les jeunes étrangers isolés en France : enjeux de communication et d'intercompréhension », *Migrations Société*, vol. 181, n°3, 2020.

« Un risque de mélancolisation apparaît alors d'autant plus vivement que le manque de moyens - lié à l'absence de traducteur dans les institutions accueillantes - empêche la tiercéisation et plonge le sujet adolescent dans une fixation à son héritage traumatique. »⁸¹

« La communication représente un élément d'autant plus capital que les migrants se trouvent dans une situation de grande "précarité de l'information" (Wall et al., 2015). Celle-ci due à la méconnaissance possible des langues du pays d'accueil, au manque de familiarité avec le fonctionnement des institutions et à l'absence de réseau social (Bonaventure et al., 2008), ce qui rend les migrants potentiellement vulnérables à la désinformation, aux stéréotypes et aux rumeurs et qui pourraient affecter leur capital économique et/ou social. »⁸².

La communication joue en effet un rôle essentiel pour être en lien avec l'autre, se faire comprendre, exprimer ses besoins. Le barrage de la langue engendre une inégalité sociale au sens où les jeunes qui en sont victimes ne bénéficient pas des mêmes ressources, ils doivent s'adapter davantage.

La Mission Locale, l'E2C ainsi que la prévention spécialisée nous disent recevoir beaucoup de Mineurs-Non-Accompagnés (MNA). Les MNA sont des migrants mineurs qui sont accueillis par les dispositifs de Protection de l'Enfance. Par des tests, leur âge est estimé et à partir du moment où les jeunes sont considérés comme étant majeurs, ils sortent du dispositif MNA de la protection de l'enfance. Ils ont ainsi la possibilité de faire une demande d'asile, demande qui n'aboutit pas forcément à un résultat positif. C'est pourquoi les professionnels nous expliquent l'intérêt de ne pas couper l'accompagnement avec les jeunes qui sortent de leurs structures lorsqu'ils sont majeurs, qu'il est important que ceux-ci aient la possibilité de revenir s'ils le souhaitent. Cependant, l'accompagnement des MNA est interrompu à leurs dix-huit ans.

« On est confronté à ça avec les MNA, mais quand ils ont dix-huit ans, ils doivent partir et se débrouiller, c'est frustrant »

En ce qui concerne l'insertion professionnelle, *« la commande sociale des appels à projets était de permettre à ces jeunes de sortir du dispositif dès 18 ans, ce qui suppose qu'ils aient un revenu ou au minimum, un apprentissage. Sachant que nous accueillons des jeunes qui ont entre 16 ans et demi et 18 ans principalement, il peut arriver que la prise en charge soit de plus ou moins 10 mois, ce qui est très court. »⁸³*. Les MNA vont donc être plus

⁸¹ Annamaria Chiara Santini, Amira Yahiaoui et Marie-Aude Piot. « Adolescence en exil : entre crise de l'accueil et crise de la langue, quelles traductions possibles ? », *Enfances & Psy*, vol. 86, n°2, 2020.

⁸² Amandine Van Neste-Gottignies, « Que dit-on aux migrants ? La communication dans les centres d'accueil en Belgique », *Hermès, La Revue*, vol. 82, n°3, 2018.

⁸³ Sylvain Baratte, Propos recueillis par Marie Daniès. L'insertion professionnelle des Mineurs, entretien dans *Mémoires*, n°82, 2022.

régulièrement dirigés vers des contrats d'apprentissage, afin de percevoir un revenu en vue de la fin de prise en charge de la protection de l'enfance. De ce fait, certains jeunes devront parfois mettre entre parenthèses leurs aspirations professionnelles le temps que leur situation évolue et se stabilise. Un des enjeux avec les MNA est aussi de faire en sorte qu'ils ne dévaluent pas leurs compétences et leur niveau d'étude.

L'E2C explique accueillir des jeunes demandeurs d'asile, mais se retrouve en difficulté pour l'accompagnement des MNA. En effet :

« C'est problématique par rapport aux MNA car d'un point de vue théorique on peut les mettre en apprentissage, mais nous on pourra pas les accueillir, car il faut qu'ils aient une autorisation de travail, et souvent les mineurs isolés n'ont pas d'autorisation de travail. On nous a déjà demandé pleins de fois, on les prendrait sans problème, sauf que c'est le serpent qui se mord la queue, on peut les mettre en apprentissage mais nous on peut pas les accueillir, constituer un dossier car il faut d'abord qu'ils aient l'autorisation de travailler avant de venir chez nous. C'est comme pour pôle emploi : ils n'ont pas besoin d'être inscrits, mais s'ils sont pas inscrits on peut pas finaliser leur dossier donc bon... »

À la Mission Locale, les MNA sont d'abord incités à apprendre le français par le biais de différents dispositifs, notamment le Programme d'Intégration par l'Acquisition de la Langue :

« Donc on les intègre dans ce dispositif d'accompagnement où ils peuvent avoir pendant 3 mois une indemnité, une indemnité équivalente à celle du Contrat d'Engagement Jeune, autour de cinq cents euros, ils ont ce droit-là. Donc là pas d'obligation d'avoir un titre de séjour, il faut effectivement une pièce d'identité donc ils n'ont pas besoin d'avoir l'autorisation de travail ou quoi que ce soit, donc ils font ces 3 mois qui leur permettent d'évoluer au niveau linguistique. ».

Des bénévoles tels que les *parrains* peuvent aussi donner des cours de français. Ensuite, ils construisent le projet professionnel avec les jeunes et expliquent que le contrat d'apprentissage peut être rompu le temps de l'obtention d'un nouveau récépissé. En effet, lorsque le récépissé expire, il y a suspension, il faut ainsi faire une nouvelle demande. Le temps que cette demande soit traitée peut-être très long et cela peut être très contraignant :

« Il faut se battre, ça veut dire le conseiller à chaque fois, il faut tout relancer, il faut accompagner le jeune pour faire un courrier, il faut prouver, il faut que les partenaires aussi signent... c'est possible hein mais ça demande beaucoup, beaucoup de démarches. [...] À des moments on n'y arrive pas et c'est le retour à la frontière. »

Une piste d'action simple qui pourrait être envisagée serait de mettre à disposition - dans les différentes structures pouvant accueillir un public migrant - des tracts traduits en différentes langues, présentant la structure, les missions, activités proposées, les conditions d'accueil et d'accompagnement, etc. Ces tracts permettraient aux jeunes d'accéder à la communication institutionnelle, de comprendre là où ils mettent les pieds.

Il pourrait aussi être envisagé l'embauche de personnes parlant plusieurs langues. Ceci pourrait faciliter la communication avec les jeunes migrants, qu'ils se sentent moins perdus, qu'ils puissent exprimer leurs craintes, leurs doutes, leurs envies au même titre que les autres jeunes accueillis.

PROJET

Conclusion

Dans ce rapport à propos de notre enquête menée pendant presque trois mois sur les politiques publiques ciblant la jeunesse dans les quartiers QPV de l'agglomération de Thionville, nous avons rendu compte de notre analyse des données qualitatives que nous avons recueillies auprès de des professionnels de différentes structures implantées dans ces quartiers (centres sociaux, prévention spécialisée, Mission Locale, E2C), de certains jeunes rencontrés dans la rue, à proximité de ces différentes structures ainsi que de documentations recueillies sur le terrain.

Pour se faire, nous avons d'abord dressé un état des lieux de ce que nous avons observé. La première partie de ce rapport est effectivement assez descriptive et analytique. Elle permet au lecteur de comprendre la démarche sociologique et interventionnelle engagée au cours de cette étude. Entre l'analyse des modes d'implication juvénile, de leurs modalités d'application et de leurs contraintes ; des représentations et pratiques qui font la jeunesse et la jeunesse précaire dans ces territoires ainsi que les normes juvéniles intériorisées et/ou incorporées, les spécificités territoriales, les dispositions et vulnérabilités des uns et des autres que donnent à penser à la fois les jeunes rencontrés sur le terrain et les professionnels interrogés ; nous avons pu dresser un tableau de ce que vivent certains jeunes dans les quartiers QPV de l'agglomération thionvilloise et de leurs interactions avec les dispositifs sociaux existants sur ce territoire.

Des discours sur l'implication des jeunes au sein des dispositifs étudiés sont notamment ressortis de notre e
»⁸⁴ traversées par les jeunes en question (désinsertion sociale et/ou professionnelle, enclavement territorial de certains jeunes éloignés du centre de la ville, isolement lié au contexte sanitaire depuis la Covid19.

L'existence d'un public juvénile « invisible », existant « hors des murs » des institutions est un des constats
»⁸⁵ tels que la rationalisation budgétaire, la segmentation des publics et de leurs accompagnateurs, ainsi que le fait que l'intervention sociale vise principalement l'intégration et l'insertion par l'emploi, tout en laissant de côté les publics les moins « insérables ». Afin de remédier comme ils le peuvent à ces difficultés, les professionnels optent pour une perspective compréhensive vis-à-vis des jeunes ainsi que pour plus d'horizontalité dans les prises de décision et l'organisation des activités.

⁸⁴ François Dubet, *op cit*, 2018.

⁸⁵ Juliette Baronnet *et. al.*, *op. cit.*, 2015.

L'implication des jeunes bénéficiaires des structures d'accompagnement dans les modalités mêmes de leur formation⁸⁶) auxquels sont notamment souvent assignés des formes de désengagement vis-à-vis des institutions sociales ou une perte de sens dans la vie quotidienne).

Les jeunes rencontrés à l'occasion de cette enquête ont des parcours, des profils, des aspirations, des conditions d'existence et des engagements très divers bien qu'ils partagent une classe d'âge, voire certains lieux de vie (quartier, structure d'accueil, établissement scolaire, etc.). Ainsi la jeunesse n'est pas appréhendée comme une situation sociale mais comme un moment de vie.

Effectivement, les raisons de franchir la porte d'une des structures d'accompagnement juvéniles de l'agglomération peuvent aller de la volonté d'y retrouver ses amis à l'envie de trouver un emploi ou un logement en passant par l'incitation par les parents. Ensuite, l'usage que font les jeunes des dispositifs peut aussi être différent. Certains jeunes sont très impliqués, d'autres ont un usage à *la carte* de l'accompagnement proposé par les professionnels. Dans les deux cas, ils peuvent être analysés comme des *stratégies*⁸⁷ et témoigner d'une certaine maîtrise des codes sociaux inhérents aux dispositifs d'accompagnement. Les professionnels usent également de ce type de *stratégies* lors de leurs interactions avec les jeunes (comme le fait de valoriser leurs centres d'intérêts communs avec des jeunes pour certains ou bien de parler la même langue pour d'autres).

La construction de la jeunesse en ce qu'elle est porteuse de référentiels communs et définit certaines manières d'être jeune a aussi été analysée dans ce rapport, au travers des exemples étudiés. Il en est ressorti que la notion de jeunesse n'est pas seulement porteuse d'*effets d'âge* ou de *génération*⁸⁸ et qu'il existe bien d'autres éléments caractéristiques pour les jeunes que nous avons rencontrés. Par exemple, l'ancrage territorial des habitants des différents quartiers QPV est un élément identificateur essentiel pour ceux-ci. Souvent associée à l'appartenance à un groupe de pairs, cette caractéristique est également essentielle pour les professionnels de l'accompagnement juvénile qui sont confrontés à des distinctions, regroupements et ou affrontements entre les jeunes de certains quartiers et ceux des autres mais aussi à des problématiques liées au découpage des zones QPV.

En effet, le zonage de ces quartiers évolue plus vite que le renouvellement des populations fréquentant les structures d'accueil juvéniles et ne correspond pas à des critères sociaux et/ou économiques concernant les habitants de ces quartiers. La déconnection de ces réalités rend le découpage des zones QPV plus contraignant qu'autre chose pour les professionnels des structures d'accueil juvéniles de l'agglomération, notamment celles auxquelles il est demandé

⁸⁶ <https://www.pole-emploi.org/accueil/actualites/jeunes-eloignes-de-lemploi--parl.html?type=article>

⁸⁷ Erving Goffman, *op.cit.*, 1973.

⁸⁸ Olivier Galland, *op.cit.*, 2011.

d'atteindre un certain seuil dans l'accueil de jeunes habitants en QPV pour bénéficier de certains financements.

En outre, les jeunes provenant de ces quartiers sont *stigmatisés, étiquetés*⁸⁹ et cela fait parfois partie intégrante du processus d'identification des jeunes (notamment des jeunes « de prév' » ou « de *tel* quartier »). Accepter l'étiquetage et en faire une partie de son identité est quelque chose qui peut rendre encore plus difficile l'adaptation et l'assimilation de certains jeunes à certaines situations sociales. Pourtant, il s'agit d'une réaction souvent observée face à ces formes de catégorisation. Ainsi, l'objectif des professionnels est de déconstruire des *inconscients sociaux*⁹⁰, dans les comportements à risques ou déviants de certains jeunes et pas de catégoriser des pratiques comme étant « bonnes » ou « mauvaises ».

Le travail des professionnels de l'accompagnement juvénile demande un certain investissement personnel et un regard compréhensif mais également un certain « détachement » vis-à-vis des situations difficiles vécues par certains jeunes, il faut éviter de les prendre trop « pour soi ». Cette *prise de distance*, ce *désengagement* est nécessaire afin d'éviter l'*épuisement émotionnel*, pour continuer de mobiliser ses ressources empathiques, ne pas en venir à *dépersonnaliser*⁹¹ le public et « tenir le coup ».

L'âge est également un outil de gouvernement des corps⁹² juvéniles qui fonde des catégorisations d'individus par l'âge et des rapports de pouvoirs entre adultes et non-adultes qui peuvent être problématiques, tant pour les jeunes que pour les professionnels (un des problèmes principaux rencontrés pour les professionnels rencontrés à ce sujet est la *sortie sèche* des dispositifs d'accompagnement pour les MNA lorsqu'ils atteignent la majorité).

Pour finir sur cette première partie du rapport, nous avons abordé la question de la représentation des corps et de l'assimilation culturelle et/ou sociale par les rapports aux corps juvéniles et notamment à l'habillement ou à sexualité dans familles pluriculturelles. Le rapport au corps est presque toujours perçu comme un rapport à l'intime cependant cela peut aussi être l'objet d'influences et de partages. Les professionnels comprennent alors qu'il n'est pas hors du champ de l'accompagnement juvénile que de travailler sur la construction de la corporéité, des normes et postures corporelles, à condition de les lier à des dispositions émotionnelles et ou relationnelles afin de ne pas stigmatiser des comportements mais de prévenir certains dangers tels que le harcèlement ou même le viol.

Pour travailler sur ces thématiques, il est essentiel d'organiser des ateliers de médiation pour ouvrir la parole sur ces sujets. La collaboration avec d'autres structures et professionnels

⁸⁹ Erving Goffman, *op. cit.*, 1975.

⁹⁰ Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *op.cit.*, 1970.

⁹¹ Francois Melou et Lionel Dagot, *op.cit.*, 2018.

⁹² Michel Foucault, *op.cit.*, 1966.

spécialisés sur ces thématiques pourrait aider les professionnels qui soulignent leurs difficultés à mettre en place ce type de réseaux d'intervention entre acteurs.

Dans la seconde partie de ce rapport, nous nous sommes attelés à établir un certain nombre de préconisations afin d'améliorer la qualité de l'accompagnement juvénile pour les jeunes eux-mêmes mais aussi pour les professionnels que nous avons rencontrés et qui se heurtent à certaines contraintes lors de l'exercice de leur activité.

Ainsi, nous avons abordé différentes problématiques telles que la difficulté de mettre en place une collaboration efficace entre les différentes structures de l'agglomération mais aussi les obstacles à la valorisation de l'accompagnement juvénile sur le territoire (difficultés de communication avec le public-cible et les partenaires potentiels de cet accompagnement).

Cependant, pour reprendre une idée qui a déjà été abordée en introduction de la seconde partie, il est important de comprendre qu'aucune des préconisations développées dans ce rapport n'a pour objectif d'être appliquée sans une étude approfondie et évolutive de la jeunesse et des conditions de travail des acteurs de son accompagnement. En effet, si l'objectif est de construire des actions concrètes en direction des jeunes et pas d'appliquer un modèle *clé en mains*, la méthode d'enquête qualitative est à favoriser et surtout à réactualiser en permanence afin de rester au plus proches des réalités du terrain. Il s'agirait alors de partir du terrain pour développer des modalités d'action qui s'appuient sur une analyse ancrée sur la vie des acteurs et non pas qui vienne d'en haut d'après une étude quantitative et des populations-cibles prédéfinies par des acteurs détachés des réalités du terrain.

Dans la lignée de ce rapport, l'objectif serait alors de ne pas réaliser des constats diagnostics hors-sol mais de donner la parole aux personnes de première ligne. L'idée serait de passer d'une approche diagnostique à une étude des modes de vie des jeunes. Par exemple, il s'agirait de se détacher de la notion même de *besoins* qui s'avère uniformisante alors qu'il existe une hétérogénéité des situations juvéniles. Les besoins doivent être contextualisés afin de rendre compte, non pas d'une typologie des individus mais des modes de vie, de catégoriser les activités et les pratiques plutôt que les gens et leurs situations. L'intervention sociologique permet de contourner ce risque de trouver des réponses simples et généralisables à des problèmes complexes et ancrés dans des réalités sociales.

Il est notamment possible de mettre en place une veille sociologique sur les parcours des jeunes de l'agglomération afin d'appréhender les réalités quotidiennes des jeunes, leurs évolutions, etc.

Ce travail est conséquent, il demande du temps et de l'écoute et parce qu'il mobiliserait un sociologue extérieur aux institutions du territoire, il pourrait permettre par la même occasion de faciliter la mise en réseau des différentes structures. C'est un travail constant à mener au quotidien régulièrement pour comprendre la jeunesse et qui pourrait par exemple prendre la forme de la mise en place d'ateliers de médiation et d'échange groupés avec les jeunes et

éventuellement les familles ou encore dans les écoles pour parler de ce qu'*être jeune* veut dire.

PROJET

Bibliographie

Sociologie de la jeunesse et/ou de la précarité

- Valérie Becquet et Martin Goyette, « L'engagement des jeunes en difficulté », *Appels thématiques*, n°14, OpenEdition, 2014 ;
- Pierre Bourdieu, « La "jeunesse" n'est qu'un mot », *Questions de sociologie*, p. 143-154, Paris, Éditions de Minuit, 1984
- François Dubet, *Trois jeunesses. La révolte, la galère, l'émeute*, Lormont, Le Bord de l'eau, coll. « Crescendo », 2018 ;
- Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse*, 5ème édition, Armand Colin, coll. "U", 2011 ;
- Olivier Galland, « Une nouvelle adolescence », *Revue française de sociologie*, vol. 49, n°4, 2008 ;
- Virginie Mora, « Lorsque le processus d'insertion professionnelle paraît grippé », *Bref*, n°206, mars 2004 ;
- Christophe Moreau & Gilbert Gaultier, Les jeunes dans l'espace public distants des institutions ? *Agora*, n°24, coll. « débats/jeunesses », p. 31-40, 2001 ;
- José Rose, *Les jeunes face à l'emploi*, Desclée de Brouwer, Paris, 1998 ;
- Cécile Van de Velde, « Avoir 20 ans par temps de crise », *Alternatives économiques*, n°85, p. 32-35, 2010 ;

Sociologie du travail social

- Juliette Baronnet, Philippe Lyet, Virginie Poujol, Michel Valle, « Les travailleurs sociaux : coproducteurs ou témoins de l'invisibilité sociale ? », *Recherche sociale*, n°215, vol.3, 2015 ;
- François Melou et Lionel Dagot, « La mise à distance dans le travail social : effet sur l'épuisement émotionnel », *Varia*, n°21, OpenEdition, 2018 ;

Sociologie du corps

- Nathalie Bajos & Michel Bozon (dir.), *Enquête sur la sexualité en France. Pratiques, genre et santé*, Paris, La Découverte, 2008 ;
- Michel Foucault, *Le Corps Utopique et les Hétérotopies*, France Culture, 1966 ;
- Ingrid Voléry, « Les élèves ont des corps. Regards enseignants. », *Ethnologie française*, vol. 45, PUF, 2015 ;

Sociologie des interactions sociales

- Erving Goffman, « La présentation de soi », tome 1, *La mise en scène de la vie quotidienne*, trad. par Alain Accardo, Éditions Minuit, coll. Sens Commun, 1973 ;

- Erving Goffman, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, trad. Alain Kihm, Édition Minuit, coll. Sens Commun, 1975 ;
- Marwan Mohammed et Julien Talpin, *Communautarisme ?* PUF, coll. laviedesidées, 2018 ;

Sociologie des structures sociales

- Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Éditions Minuit, 1970 ;
- Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant, *Réponses*, Paris, Seuil, 1992 ;

Management du travail social

- Sylvain Baratte, Propos recueillis par Marie Daniès. *L'insertion professionnelle des Mineurs*, entretien dans Mémoires, n°82, 2022 ;
- Jean-Marie Barbier, *Tendances d'évolution de la formation et place du partenariat*, CNAM, 1995.
- Francis Lebon, « Entre éducation et citoyenneté », *Entre travail éducatif et citoyenneté : l'animation et l'éducation populaire*, 2020 ;
- Juliette Delahaie et Emmanuelle Canut, « Accompagner les jeunes étrangers isolés en France : enjeux de communication et d'intercompréhension », *Migrations Société*, vol. 181, n°3, 2020 ;
- Nadège Grille et Yannick Dignac, « L'avenir de la prévention spécialisée. Le transfert de compétences des départements vers les Métropoles, qu'est-ce que ça change ? L'expérience de Toulouse Métropole. », *Journal du droit des jeunes*, 2017 ;
- Christian Guillaume, « Éducation et prévention spécialisée », *Pensées plurielles*, n°14, De Boeck Supérieur, 2007 ;
- Angélica Trindade-Chadeau, « De l'accompagnement social, professionnel, global. » *Cahiers de l'action*, vol. 37, 2012 ;
- Annamaria Chiara Santini, Amira Yahiaoui et Marie-Aude Piot. « Adolescence en exil : entre crise de l'accueil et crise de la langue, quelles traductions possibles ? », *Enfances & Psy*, vol. 86, n°2, 2020 ;
- Amandine Van Neste-Gottignies, « Que dit-on aux migrants ? La communication dans les centres d'accueil en Belgique », *Hermès, La Revue*, vol. 82, n°3, 2018 ;

Psychanalyse

- Nathalie Prédour, Daniel Coum, « La dépendance à l'adolescence : présentation d'une démarche. » *Dans l'adolescent et ses parents, d'une dépendance à l'autre*, 2014

3) Liste des préconisations

Préconisation 1 : **Constituer un observatoire local de la Politique de la ville, par la mise en cohérence des données disponibles.**

Préconisation 2 : **Effectuer une simulation du zonage actuel des QPV en saisissant l'ONPV et l'INSEE, pour obtenir une cartographie socio-économique du territoire**

Préconisation 3 : **Établir pour chaque quartier prioritaire un projet de territoire spécifique**

Préconisation 4 : **Veiller à la mise en place d'une démarche cohérente avec la Communauté d'Agglomération du Val de Fensch, dans la perspective d'une fusion**

Préconisation 5 : **Réfléchir à l'organisation d'une programmation biannuelle, voire triannuelle, pour déployer des actions sur un temps plus long et décharger les différents acteurs engagés**

Préconisation 6 : **Impulser un lien renforcé avec les bailleurs sociaux par une cohérence des programmations Contrat de ville et TFPB ainsi que par une valorisation de l'entretien du cadre de vie**

Préconisation 7 : **Travailler à l'élaboration d'un bilan partenarial pour dépasser les bilans isolés d'actions**

Préconisation 8 : **Réfléchir avec les opérateurs de projet, puis avec les partenaires co-financeurs à une mise en cohérence des éléments de bilan**

Préconisation 9 : **Réaffirmer dès la programmation 2023 la nécessité de renseigner pour chaque projet subventionné dans le cadre du Contrat de ville le nombre de personnes habitant les quartiers prioritaires concernés par ledit projet**

Préconisation 10 : **Sensibiliser les différents porteurs de projets aux éléments concrets attendus dans les bilans Politique de la ville à partir du canevas du pré-bilan**

Préconisation 11 : Constituer une équipe projet composée de porteurs de projets et d'acteurs du droit commun pour identifier des objectifs partagés et les animer tout le long du Contrat

Préconisation 12 : Établir une cohérence entre l'activité liée au CISPDR et celle liée au Contrat de ville, permettant de conférer au Contrat de ville un volet Sécurité et Prévention clairement identifié

Préconisation 13 : Conférer au Contrat de ville sa juste place relativement aux autres services des collectivités, contrats et dispositifs locaux, programme et stratégies nationales

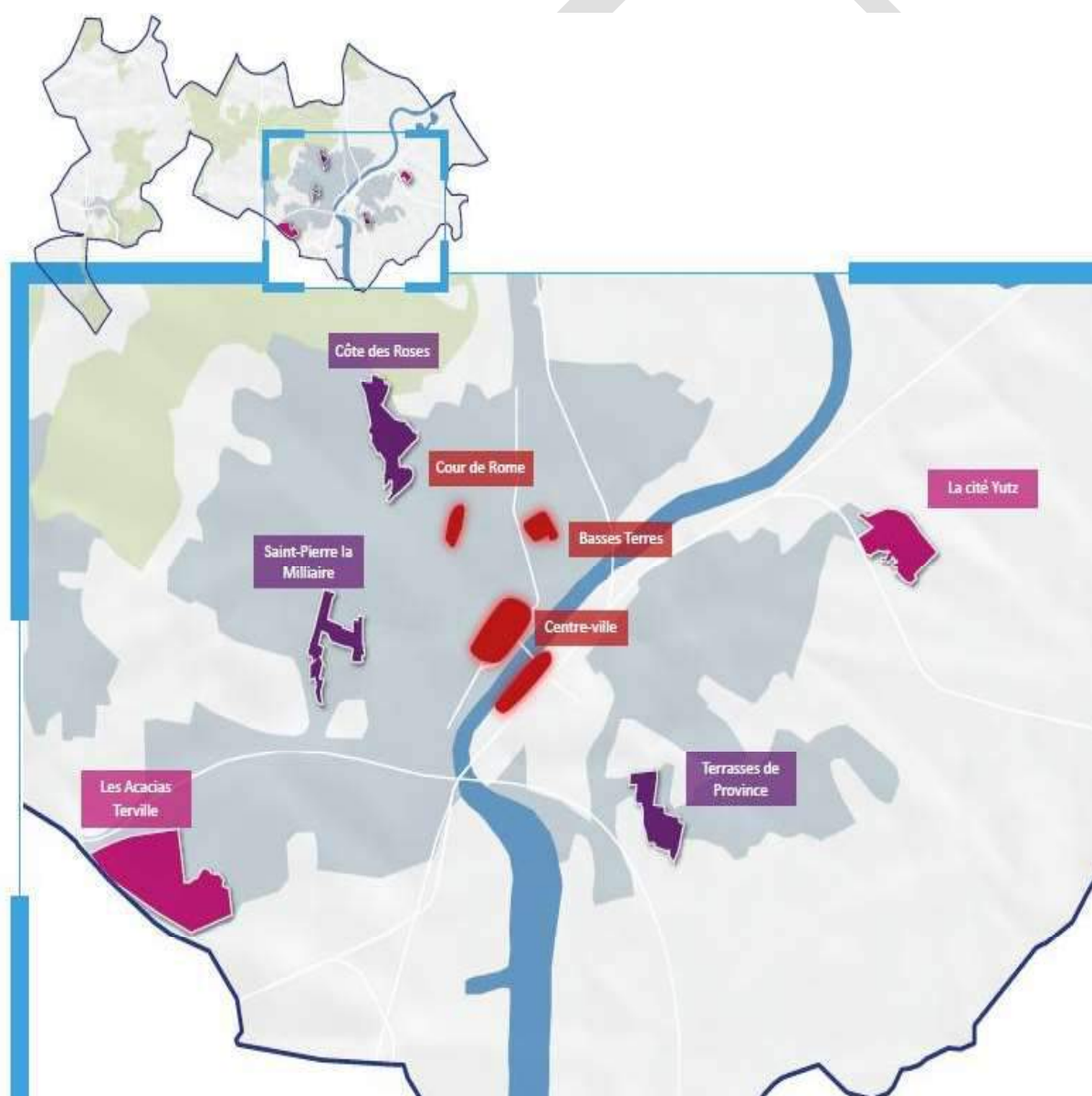
Préconisation 14 : Créer un lien avec l'université pour renforcer la collectivité en ingénierie de projet et viser la recherche-action

4) Cartographie des quartiers prioritaires et en veille active

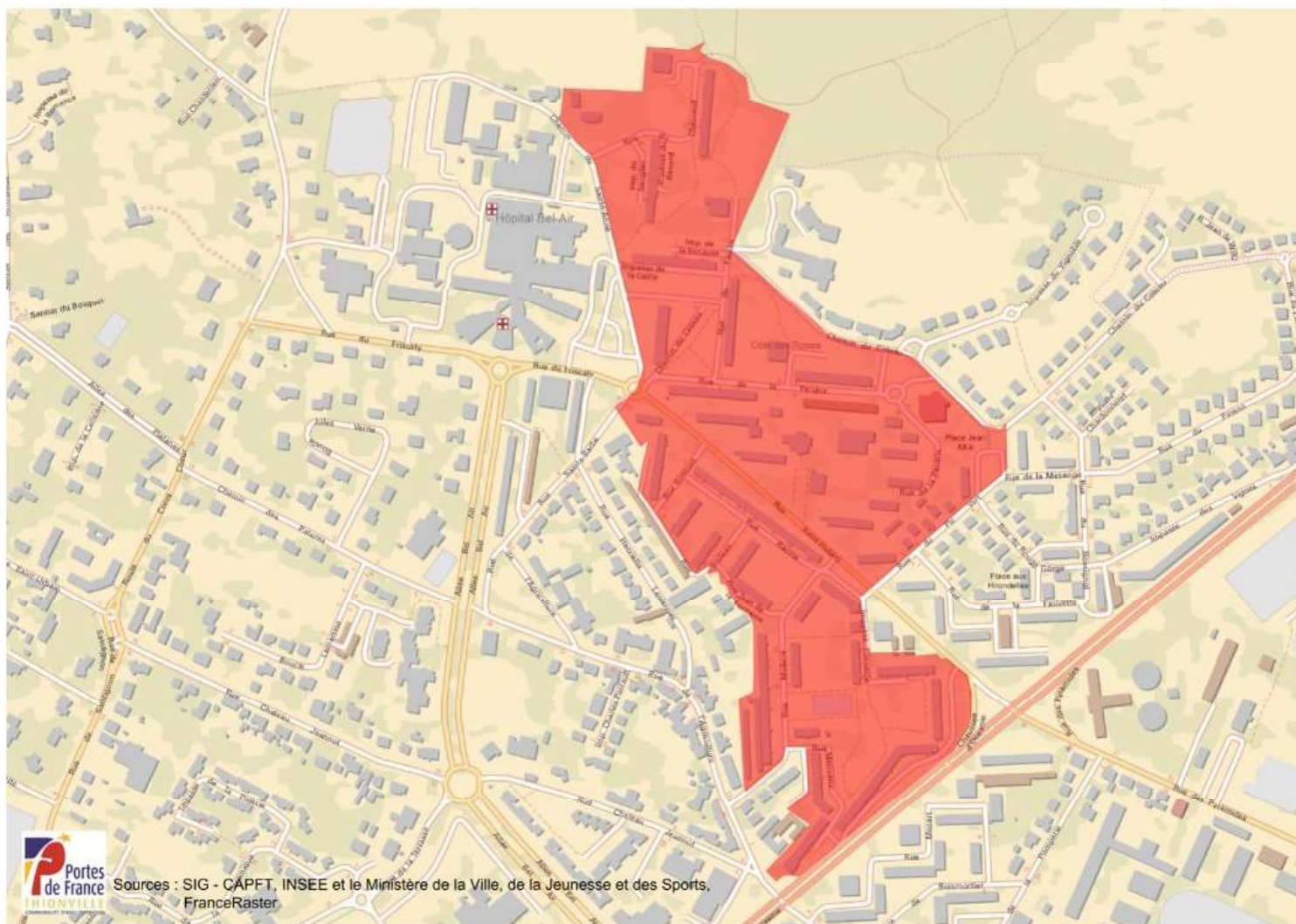
Sont présentées ici les cartographies disponibles pour les trois quartiers prioritaires et les quartiers en veille active. Les territoires considérés « fragilisés » ne disposent pas d'une cartographie précisée au-delà du découpage des IRIS, produit par l'INSEE.

Pour donner un aperçu de la répartition de ces quartiers sur le territoire, une cartographie à échelle élargie est proposée ci-dessous, suivies de celles propres aux quartiers prioritaires et en veille active.

**Carte 1 : Répartition des quartiers liés à la Politique de la ville
sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville**



Carte 2 : Côte des roses (Thionville)



Carte 3 : Près Saint-Pierre/La Milliaire (Thionville)



Carte 4 : Terrasses des provinces (Yutz)



PROJET

Carte 5 : Quartier en veille active : Yutz-Cité



PROJET

Carte 6 : Quartier en veille active : *Les Acacias* (**Terville**)



PROJE

ANNEXE 2

Géographie prioritaire du Contrat de Ville

II) Annexe 2 : Géographie prioritaire du Contrat de Ville

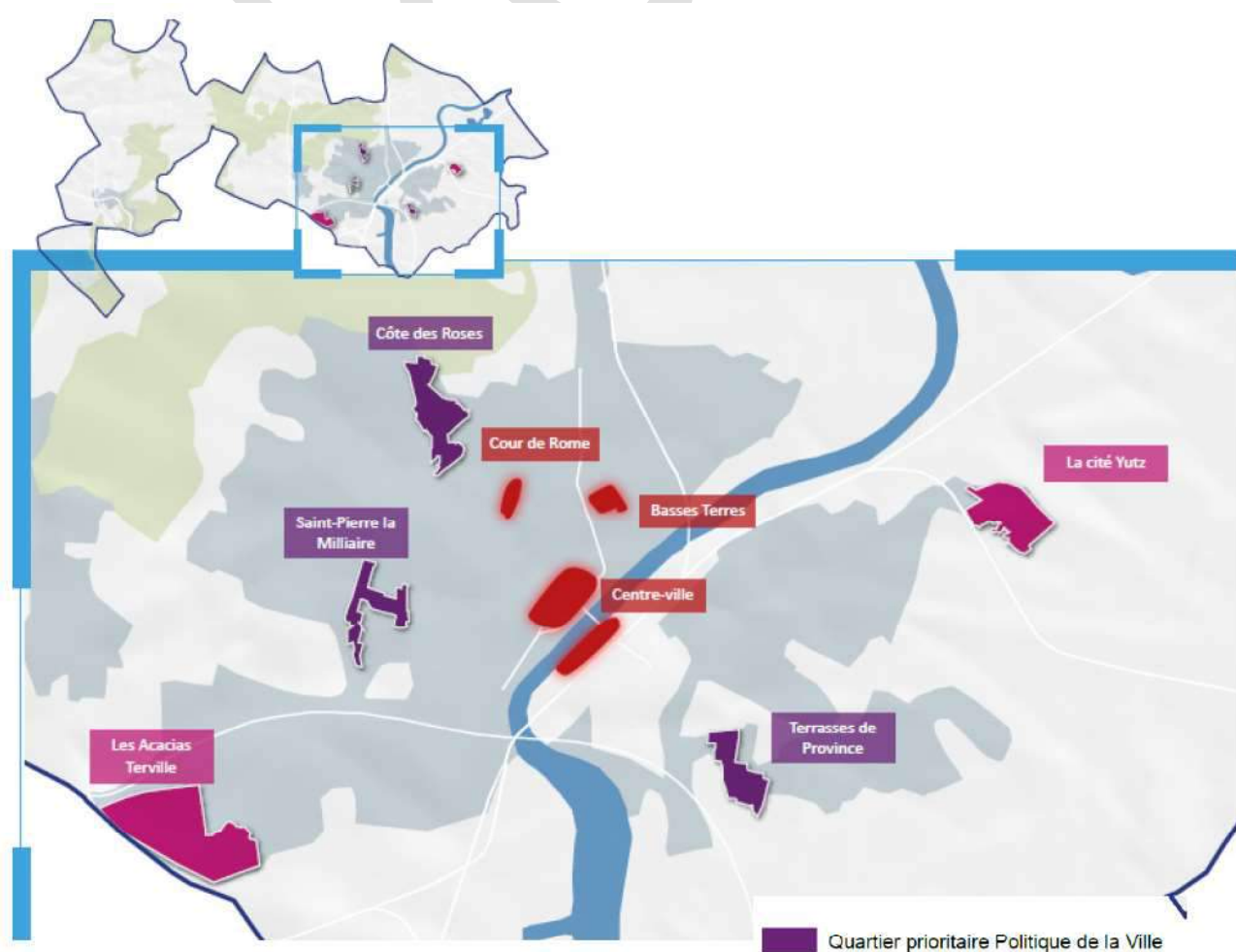
La précédente géographie du Contrat de Ville (2015-2023) intégrait également des quartiers dits « en veille active ». Mis en place par la loi LAMY, cette dénomination visait à maintenir d'anciens quartiers identifiés comme « zone urbaine sensible » avant 2014 et qui ne correspondaient plus aux nouveaux critères de la géographie prioritaire. Des quartiers considérés comme « fragilisés » avaient également été positionnés sur le territoire. Les périmètres des QPV étaient enfin élargis par la notion de « territoire vécu », afin de valoriser un espace de vie au-delà des frontières de la géographie prioritaire. Ces différents périmètres sont cartographiés ci-dessous.

Dans le cadre du Contrat de Ville (2024-2030), la géographie prioritaire se résume aux quartiers prioritaires de la ville, au nombre de trois. Les notions complémentaires évoquées plus haut disparaissent. Pour autant, l'État a reconnu la nécessité de permettre davantage de

souplesse pour intervenir dans des poches de pauvreté⁹³. Les quartiers concernés par les précédentes dénominations sont des poches de pauvreté du territoire de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville.

À la demande de Mme Le Maire de Yutz, le centre-ville de Yutz devrait être identifié comme poche de pauvreté.

Carte 1 : Géographie prioritaire du contrat de ville (2015-2023) de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville



Source : *Système d'Information Géographique de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville*

Carte 2 : Périmètre du quartier prioritaire « Côte des roses – Bel-Air » (2024-2030)



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
*Liberté
Égalité
Fraternité*



agence nationale
de la cohésion
des territoires



Département : Moselle

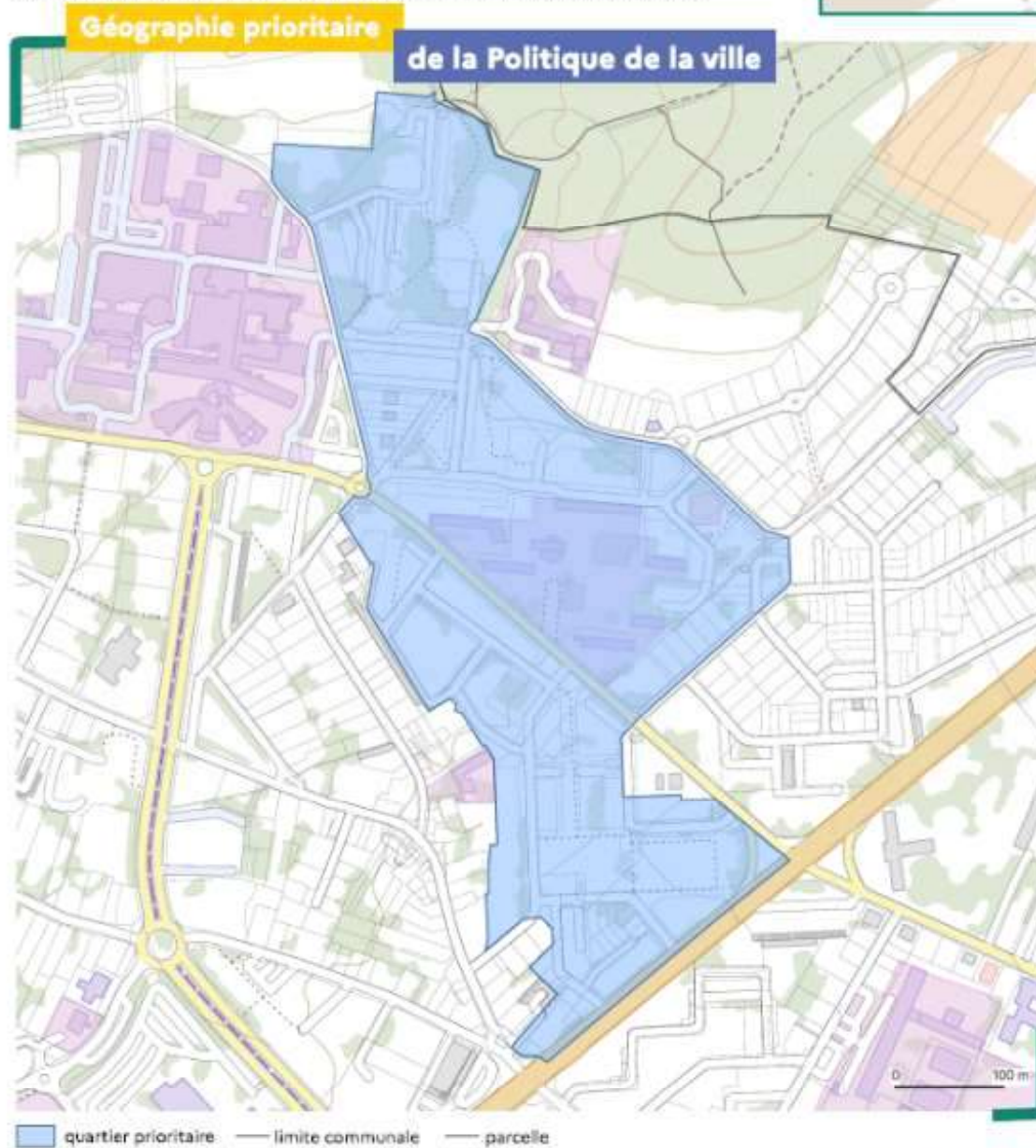
Commune(s) : Thionville

Quartier : Côtes des Roses - Bel Air

Quartier prioritaire de la politique de la ville

Lorsque la limite du quartier est une voie publique, celle-ci est réputée en milieu de voie.

Les périmètres des quartiers sont visés à l'article du décret n° 2023-1314 en date du 28 décembre 2023.

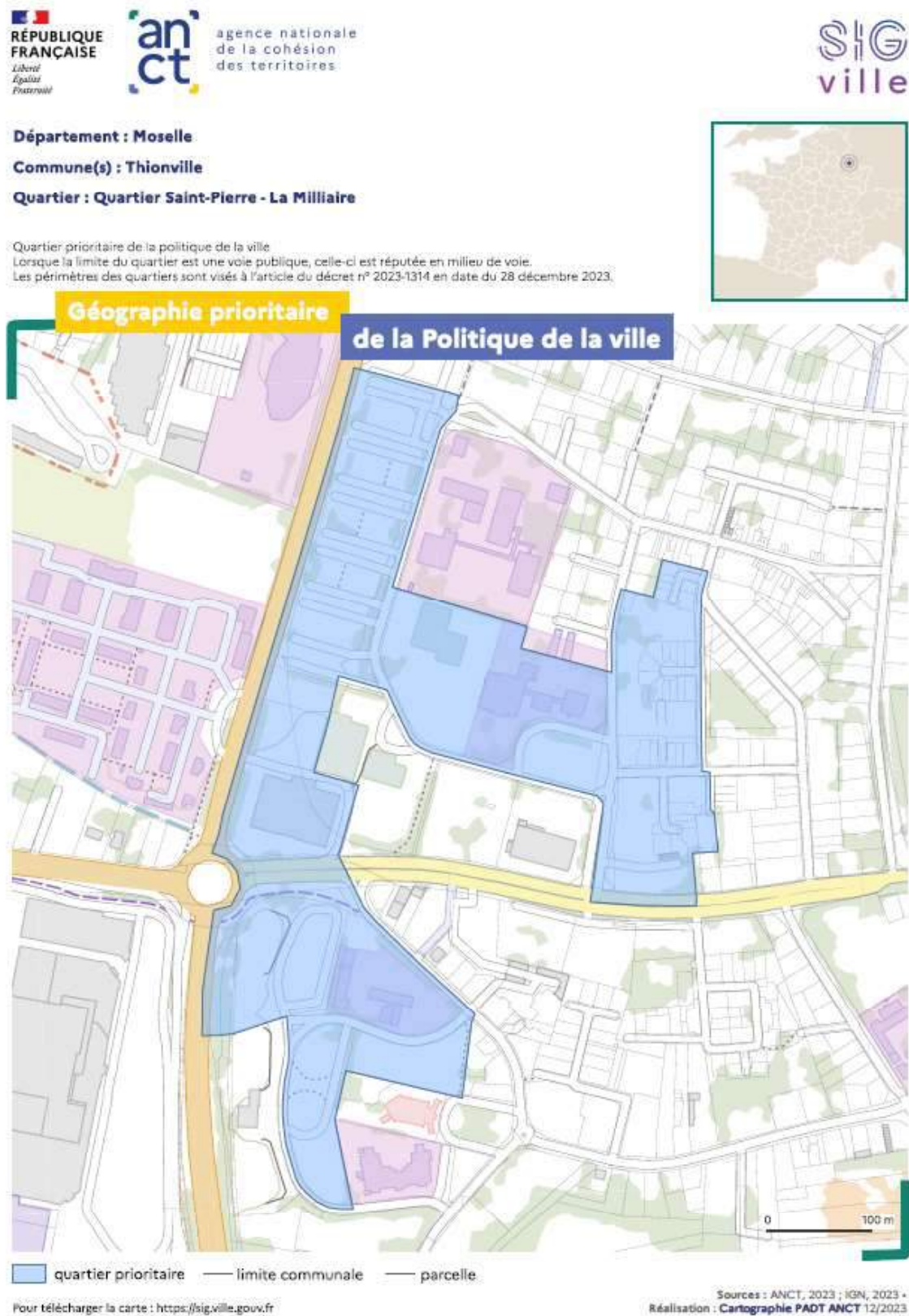


Pour télécharger la carte : <https://sig.ville.gouv.fr>

Sources : ANCT, 2023 ; IGN, 2023 +
Réalisation : Cartographie PAOT ANCT 12/2023

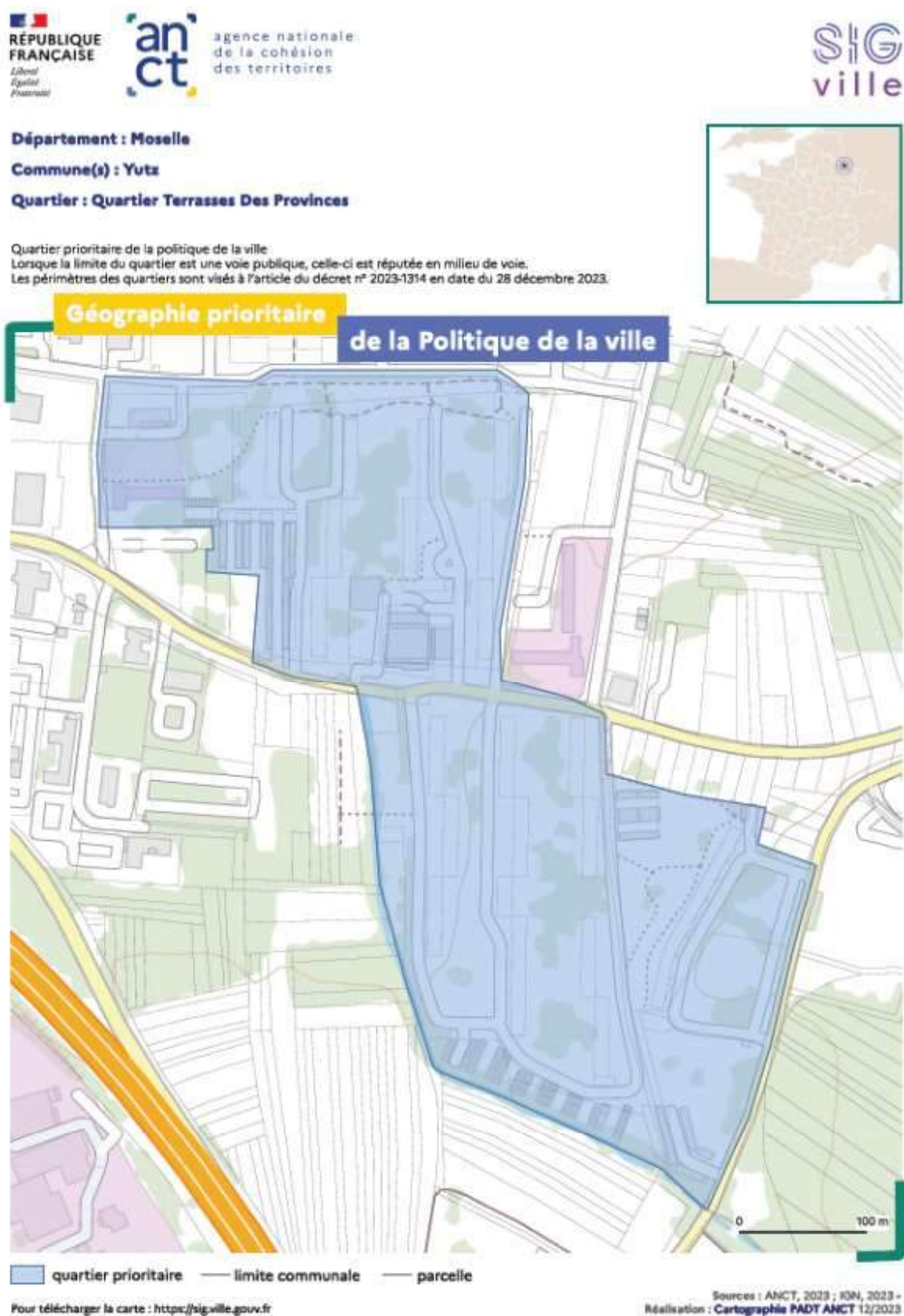
Source : Agence Nationale de la Cohésion des Territoires

Carte 3 : Périmètre du quartier prioritaire « Saint-Pierre – La Milliaire » (2024-2030)



Source : Agence Nationale de la Cohésion des Territoires

Carte 4 : Périmètre du quartier prioritaire « Terrasses des Provinces » (2024-2030)



Source : Agence Nationale de la Cohésion des Territoires

ANNEXE 3

Diagnostic des territoires

III) Annexe 3 : Diagnostic des territoires

A) Introduction

Poser un diagnostic sur un territoire revient à construire un discours sur celui-ci. Pour que ce discours soit commun et partagé, le diagnostic repose sur différentes approches, avec des modes variés de recueil d'informations. Des données (démographiques, socio-économiques...) ont été collectées ; des réunions ont eu lieu avec les acteurs de proximité, leurs documents ont été lus puis synthétisés ; des réunions publiques avec les habitants ont été organisées, leur parole récoltée avec un microphone et montée en *podcast* ; un questionnaire a été diffusé auprès de la population. Chaque mode de recueil est présenté plus précisément ci-dessous.

Bien que les regards aient été croisés sur ces quartiers prioritaires, ce diagnostic n'échappe pas à des biais et à d'éventuels manquements. Le discours qu'il construit sur ces quartiers ne prétend ni à la vérité, ni à l'exhaustivité. Dans ce cadre, l'exhaustivité est impossible - tant de nombreuses facettes peuvent manquer - et la construction d'une vérité tout autant, en raison des biais pouvant exister (biais déclaratif, impressions à froid, relativité des données, échelle temporelle hétérogène).

Sa valeur partielle est assumée. La connaissance qu'il a permis de construire doit être perçue comme évolutive. Autrement dit, il s'agit de la considérer comme une base de travail, à enrichir, par et pour tous les acteurs réunis par ce Contrat de Ville, pour mieux connaître et comprendre afin de mieux agir.

Ce diagnostic débute par les portraits successifs de chacun des trois quartiers prioritaires. Chaque portrait est établi à partir de statistiques, du compte-rendu d'une réunion publique et par la parole d'habitants.

Ensuite, des résultats de la consultation citoyenne nationale impulsée par l'État sont présentés. Ces résultats sont à l'échelle de la Communauté d'Agglomération, ayant ainsi une portée inter-quartiers. Pour les compléter, une présentation des enjeux partagés sur les trois quartiers prioritaires poursuit. Cette partie s'appuie sur l'analyse des acteurs de proximité et des études nationales.

Parce que les quartiers prioritaires sont intégrés à un territoire, il sera finalement question de présenter le territoire plus élargi dans lequel ils s'inscrivent.

1) Diagnostic quantitatif

a) Introduction

Les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) et leur périmètre sont définis depuis 2014 à partir du seul critère du revenu. Cette méthode d'identification a été conservée pour établir les périmètres des QPV dans le cadre de cette nouvelle contractualisation.

Le critère du revenu a l'avantage d'être synthétique, au sens où il serait révélateur implicitement d'autres difficultés socio-économiques vécues par les habitants d'un territoire (*id est* chômage, décrochage scolaire, dépendance aux prestations de la Caisse d'Allocations Familiales...). L'objectif affiché de ce diagnostic quantitatif est de mettre justement en exergue ces difficultés socio-économiques, au-delà du taux de bas revenus.

Pour ce faire, la Communauté d'Agglomération a pu s'appuyer sur les données fournies par le Système d'Information Géographique (SIG) de la Politique de la Ville, piloté par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires. Il fournit des fiches thématiques (« Éducation » ; « Logement » ; « Insertion Professionnelle » ...), sur lesquelles figurent des informations statistiques utiles pour appréhender une partie de la réalité des quartiers prioritaires.

Il est à noter que les QPV ne constituent pas une échelle usuelle d'analyse statistique. C'est pourquoi, les données adaptées précisément à ce périmètre sont rares et se limitent quasi-exclusivement au SIG Politique de la Ville. Les seules autres données liées directement aux QPV que la Communauté d'Agglomération a pu exploiter proviennent d'un fichier « Démographie des QPV » à disposition de « Pôle Emploi », qui l'a partagé pour l'élaboration de ce diagnostic.

Une des échelles la plus fréquente pour l'analyse territoriale est celle des Îlots Regroupés pour l'Information Statistique (IRIS). *« Les communes d'au moins 10 000 habitants et la plupart des communes de 5 000 à 10 000 habitants sont découpées en IRIS. Ce découpage, maille de base de la diffusion de statistiques infracommunales, constitue une partition du territoire de ces communes en "quartiers" dont la population est de l'ordre de 2 000 habitants. »*⁹⁴ Les IRIS permettent d'obtenir des données fines sur une échelle infracommunale et de produire ainsi une analyse détaillée de certaines tendances démographiques et socio-économiques sur un territoire se rapprochant en périmètre d'un quartier prioritaire.

Toutefois, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, les périmètres des QPV ne correspondent pas précisément aux périmètres d'IRIS. En effet, certains IRIS intègrent le périmètre de QPV tout en le dépassant. En outre, un QPV peut également être compris dans deux IRIS. Cette précision implique que l'analyse effectuée à partir des IRIS ne peut être comprise comme une photographie des QPV, au sens où les données renvoient à un territoire élargi. Un biais d'interprétation en résulte donc, où certaines données (taux, proportions, parts) peuvent ne pas être exactement représentatives, certains ménages extérieurs au QPV venant hausser ou baisser les données produites.

Ainsi, concernant les QPV de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville :

- Le QPV « Côte des roses » est intégré dans deux IRIS, à savoir « IRIS Bel-Air » (correspondant à la partie « haute » du QPV) et « IRIS Côte des roses » (correspondant à la partie « basse » du QPV). Pour ce QPV, les données des deux IRIS seront systématiquement mises en avant pour chaque indicateur, afin d'avoir une image la plus précise possible.
- Le QPV « Saint-Pierre – La Milliaire » est intégré dans l'IRIS « Milliaire Près de Saint-Pierre ».

⁹⁴ <https://www.insee.fr/fr/information/2017499>

- Le QPV « Terrasses des provinces » est intégré dans l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens.

Par l'intermédiaire des Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) de Thionville et Yutz, la Communauté d'Agglomération a pu avoir accès à l'outil « Balises », mettant à disposition un socle d'indicateurs statistiques pour l'interprétation d'un territoire. Il a été mis en place à l'initiative de l'Union Nationale des CCAS et par les compétences techniques du bureau d'études « Le Compas ». Cet outil permet une extraction simplifiée de données à l'échelle des IRIS.

Les données ainsi mobilisées dans ce diagnostic reposent sur deux échelles temporelles principales :

- Le recensement de la population 2018 réalisé par l'INSEE concernant les données obtenues à partir du SIG Politique de la Ville et du fichier « Démographie des QPV » de Pôle Emploi.
- Le recensement de la population 2019 réalisé par l'INSEE concernant les données obtenues à partir de « Balises ».

Certaines données peuvent également provenir d'une autre source et d'une échelle temporelle. Pour la plupart des données, l'objectif est de pouvoir comparer les données relatives au QPV, ou à l'IRIS, avec celles de la commune et de l'intercommunalité. Cependant, des données peuvent être isolées et ne renvoyer qu'au QPV.

Pour chaque quartier prioritaire, le diagnostic quantitatif est abordé en neuf rubriques. Ces rubriques suivent une logique, partant du bâti et des logements, jusqu'au niveau de vie des personnes, en passant par la scolarité et l'emploi. Cette structure est déclinée dans le détail ci-dessous, accompagnée d'un lexique pour aider à la compréhension d'indicateurs mis en avant. Pour chaque quartier, les tableaux et graphiques de données sont ensuite intégrés au document.

L'analyse synthétique de ces éléments correspond au « portrait de données », produit par la suite pour chacun des quartiers prioritaires.

b) Ossature et Lexique

LOGEMENT

- Nombre, part, taux d'occupation, de vacances et de rotation des logements sociaux
- Évolution de la part des logements vacants parmi l'ensemble des logements
- Ancienneté d'emménagement des ménages

- Répartition des résidences principales selon le type d'habitat
- Évolution de la part des ménages propriétaires et part des ménages locataires

DÉMOGRAPHIE

- Population Municipale
- Répartition de la population par sexe et âge
- Pyramide des âges
- Part des 60 ans et plus
- Part des 75 ans et plus
- Indice de jeunesse
- Indice d'évolution des générations âgées
- Part de la population étrangère
- Part de la population immigrée

STRUCTURE DES MÉNAGES

- Nombre de ménages
- Part et nombre de ménages composés d'une personne
- Part et nombre de ménages composés de familles monoparentales
- Part et nombre de ménages composés de couples avec enfant
- Part et nombre de familles nombreuses (3 enfants ou plus)
- Part des femmes de 18 à 24 ans avec au moins un enfant à charge

SCOLARITÉ

- Nombre d'élèves
- Nombre d'élèves scolarisés au collège
- Taux de retard en 3^{ème}
- Taux de scolarisation des 15-24 ans (détaillé pour 15-17 ans et 18-24 ans)
- Niveau de diplôme de la population du QPV
- Part et nombre des personnes âgées de 15 ans et plus sans diplôme
- Part des personnes âgées de 15 ans et plus de bas niveau de formation (inférieur à BAC+2), précisé par sexe
- Part et nombre des personnes âgées de 15 ans et plus avec un diplôme équivalent BAC+2
- Part des personnes âgées de 15 ans et plus de haut niveau de formation (supérieur à BAC+2), précisé par sexe
- Part des jeunes de 18 à 24 ans non scolarisés sans diplôme parmi les 18-24 ans
- Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi.

INSERTION PROFESSIONNELLE – EMPLOI

- Taux d'activité (précisé par sexe)
- Taux d'emploi des 15-64 ans
- Part des salariés de 15 ans et plus en contrats précaires (CDD, intérim, emplois aidés, stages rémunérés, apprentissage)
- Part des emplois à durée limitée parmi les emplois
- Part de la population occupant un emploi à temps partiel
- Part des hommes et femmes salariés à temps partiel
- Demandeurs d'emploi (nombre, âge, niveau de formation, durée d'inscription)
- Indice de chômage des demandeurs d'emplois (en général et pour les moins de 26 ans)

COMPOSITION SOCIO-ÉCONOMIQUE

- Part des employés de 15 à 64 ans
- Part des ouvriers de 15 à 64 ans
- Part des cadres et professions intellectuelles supérieures de 15 à 64 ans
- Part des professions intermédiaires de 15 à 64 ans
- Part des artisans, commerçants, chefs d'entreprise de 15 à 64 ans
- Part des chômeurs parmi l'ensemble de la population de 15 à 64 ans
- Part des étudiants parmi l'ensemble de la population de 15 à 64 ans
- Part des retraités parmi l'ensemble de la population de 15 à 64 ans
- Part des autres inactifs parmi l'ensemble de la population de 15 à 64 ans
- Part des hommes et femmes actifs, cadres et professions intellectuelles supérieures

RESSOURCES

- Structure des revenus disponibles
- Part des ménages couverts par les minima sociaux
- Part des ménages couverts par le RSA
- Nombre de foyers allocataires de la CAF
- Population couverte par au moins une prestation CAF
- Part des allocataires dont le revenu dépend à 50% des prestations de la CAF
- Part des allocataires dont le revenu dépend à 100% des prestations de la CAF
- Part des ménages couverts par l'AAH
- Part des ménages couverts par la prime d'activité
- Bénéficiaires du régime général de l'assurance-maladie

NIVEAU DE VIE

- Distribution des revenus fiscaux déclarés mensuels des ménages par unité de consommation
- Part des ménages imposés
- Distribution des revenus disponibles mensuels des ménages par unité de consommation
- Niveau de vie médian (moyenne mensuelle en €)
- Écart inter-décile du niveau de vie (moyenne mensuelle en €)
- Taux de pauvreté

Lexique⁹⁵ :

Population municipale (démographie) :

La population municipale comprend les personnes :

- Ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté ;
- Détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune ;
- Les sans-abris recensés sur le territoire de la commune ;

⁹⁵ Réalisé à partir du site de l'INSEE ([Définitions | Insee](#))

- Résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

Le concept de population municipale correspond désormais à la notion de population utilisée usuellement en statistique. En effet, elle ne comporte pas de doubles comptes : chaque personne vivant en France est comptée une fois et une seule.

Indice de jeunesse (démographie) :

Il s'agit du rapport entre la population âgée de moins de 20 ans et celle des 60 ans et plus. Si le rapport est en-dessous de 1, la dynamique démographique globale est au vieillissement. Plus l'indice est supérieur 1, plus la population est jeune.

Indice d'évolution des générations âgées (démographie) :

L'indice d'évolution des générations âgées rapporte pour un territoire donné la population âgée de 60 à 74 ans à la population âgée de 75 ans et plus. Plus cet indice est élevé, plus le vieillissement attendu sur le territoire est important.

Autrement dit, si les personnes âgées entre 60 et 74 ans sont nombreux par rapport à leurs aînés et vieillissent sur place, alors la part des 75 ans et plus va augmenter.

Populations étrangère et immigrée (démographie) :

Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Certains immigrés ont pu devenir Français, les autres restant étrangers.

Les populations étrangère et immigrée ne se recoupent que partiellement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient Français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

Ménage (structure des ménages) :

Un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de colocation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Taux de retard en troisième (scolarité) :

Le retard scolaire s'apprécie par rapport à un cursus normal (c'est-à-dire une scolarité sans interruption, ni redoublement, ni saut de classe : un élève rentre ainsi au CP à six ans, au collège à onze ans et au lycée à quinze ans). Un élève en retard a au moins un an de plus que l'âge théorique normal. C'est un indicateur couramment utilisé pour mesurer les difficultés rencontrées par les élèves.

Taux de scolarisation (scolarité) :

Le taux de scolarisation est le rapport entre le nombre d'élèves, d'étudiants et d'apprentis en formation initiale d'un âge déterminé, inscrits dans un établissement d'enseignement, et le nombre de jeunes de cet âge.

Taux d'activité (insertion professionnelle – emploi) :

Cet indicateur rapporte la population active, âgée de 15 à 64 ans (en emploi ou à la recherche d'un emploi) à l'ensemble de la population de 15 à 64 ans. Pour la variable « sexe », cet indicateur rapporte ainsi la population active féminine ou masculine âgée de 15 à 64 ans (en emploi ou à la recherche d'un emploi) à l'ensemble de la population féminine ou masculine de cette tranche d'âge.

Depuis le dernier recensement, les étudiants exerçant une activité professionnelle sont comptabilisés comme actifs. Ce nouveau concept rend la comparaison délicate avec les données des recensements précédents.

Taux d'emploi (insertion professionnelle – emploi) :

Le taux d'emploi rapporte le nombre de personnes en emploi à la population totale.

Demandeurs d'emploi (insertion professionnelle – emploi) :

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois. Les données relatives à ces demandeurs d'emploi ne reflètent pas pour autant toutes les personnes en recherche d'emploi.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories, selon la nature de l'emploi qu'ils recherchent et leur disponibilité. Ces catégories déterminent leurs droits et obligations. Elles sont définies par arrêté ministériel.

Les catégories principales d'analyse sont :

- Catégorie A
Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- Catégorie B
Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- Catégorie C
Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois).

Données disponibles uniquement au niveau infracommunal pour les communes de plus de 10 000 habitants et/ou contenant au moins un QPV et au niveau intercommunal pour les EPCI contenant au moins un QPV ou une commune de plus de 10 000 habitants.

Indice de chômage des demandeurs d'emploi :

Cet indicateur rapporte le nombre de demandeurs d'emploi inscrits auprès de Pôle Emploi (catégorie A, B et C) à la population active.

Cette donnée est disponible uniquement au niveau infracommunal pour les communes de plus de 10 000 habitants et/ou contenant au moins un QPV et au niveau intercommunal pour les EPCI contenant au moins un QPV ou une commune de plus de 10 000 habitants.

Professions et catégories socioprofessionnelles (composition socioprofessionnelle) :

La nomenclature socioprofessionnelle est un ensemble de catégories statistiques qui, chacune, regroupe des professions correspondant à un même milieu social.

Employés (composition socioprofessionnelle) :

Ce groupe socioprofessionnel rassemble des professions aux fonctions très variées (administratives, commerciales, de services aux particuliers, de surveillance et sécurité, etc.) dont il est difficile de trouver une définition commune si ce n'est qu'elles n'ont pas ou peu de responsabilité d'encadrement. Ce groupe socioprofessionnel est composé uniquement de salariés, à de rares exceptions près.

Ouvriers (composition socioprofessionnelle) :

Ce groupe socioprofessionnel regroupe des personnes qui exercent des fonctions d'exécution dans le cadre d'une division poussée du travail dans les secteurs industriels, de services à l'industrie (nettoyage, maintenance, tri, expédition, etc.) ou des tâches manuelles dans les secteurs artisanaux ou agricoles. Il ne comprend que des salariés, qui peuvent être employés par des établissements de nature publique ou privée.

Professions intermédiaires (composition socioprofessionnelle) :

La plupart des personnels de ce groupe occupent une position intermédiaire entre les cadres et les agents d'exécution, employés ou ouvriers. Parmi elles, les enseignantes et enseignants du premier degré, les infirmières et infirmiers, les sage-femmes, les officiers de police, les assistantes sociales et assistants sociaux...

Cadres et professions intellectuelles supérieures (composition socioprofessionnelle) :

Ce groupe socioprofessionnel comprend des professions qui nécessitent des connaissances approfondies et qui, souvent, doivent satisfaire à une exigence de diplômes ou de concours. Les agents de la fonction publique (État, collectivités territoriales, hôpitaux publics ou établissements publics à caractère administratif) relevant de ce groupe socioprofessionnel appartiennent à des corps de catégorie A et assimilés. Les salariés du secteur privé classés dans ce groupe socioprofessionnel ont un statut de cadre ou d'ingénieur selon les conventions collectives de branche.

Part des ménages couverts par les *minima sociaux* (ressources) :

Les *minima sociaux* versés par la Caisse d'Allocations Familiales sont l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) et le Revenu de Solidarité Active (RSA). À partir de 2016, le RSA n'a plus qu'un seul volet, un socle, majoré et non-majoré, ce qui correspond anciennement au Revenu Minimum d'Insertion (REMI) et à l'Allocation Parent Isolé (API).

Concernant le nombre de bénéficiaires, cette donnée est disponible uniquement au niveau infracommunal pour les communes de plus de 10 000 habitants et/ou contenant au moins un QPV et au niveau intercommunal pour les EPCI contenant au moins un QPV ou une commune de plus de 10 000 habitants.

Cet indicateur rapporte ainsi le nombre de bénéficiaire des *minima sociaux* à l'ensemble des ménages recensés en 2018 sur les territoires d'analyse ciblés.

Part des ménages couverts par le RSA (ressources) :

Le RSA est entré en vigueur en juin 2009 en France métropolitaine. Il constitue le dernier filet de sécurité du système de protection sociale.

Cet indicateur rapporte le nombre d'allocataires RSA à l'ensemble des ménages recensés en 2018 sur les territoires d'analyse ciblés.

Part des allocataires dont le revenu dépend à 50 % des prestations de la CAF & Part des allocataires dont le revenu dépend à 100 % des prestations de la CAF (ressources) :

Ces indicateurs rapportent les allocataires dont le revenu est constitué à 50 % (ou plus) et à 100 % des prestations de la CAF à l'ensemble des allocataires CAF. Il est ainsi un indicateur de la dépendance des ménages aux prestations.

Ces deux parts sont disponibles jusqu'au 31 décembre 2017 uniquement au niveau infracommunal pour les communes de plus de 10 000 habitants et/ou contenant au moins un QPV et au niveau intercommunal pour les EPCI contenant au moins un QPV ou une commune de plus de 10 000 habitants.

Part des ménages couverts par l'AAH (ressources) :

Il s'agit d'un *minimum social* créé par la loi du 30 juin 1975. C'est une prestation versée aux adultes, âgés de 20 à 60 ans, handicapés, sans ressource ou disposant de ressources modestes, dont le handicap équivaut à un taux d'incapacité de 80 % et entraîne l'impossibilité de travailler. Cette incapacité de 80 % est évaluée par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées. Cette allocation ne peut être attribuée avant l'âge de 20 ans, sauf cas particulier et est soumise à un plafond de ressources.

Cet indicateur rapporte ainsi le nombre d'allocataires AAH à l'ensemble des ménages recensés en 2018 sur les territoires d'analyse ciblés.

Unité de consommation (niveau de vie) :

Pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on divise le revenu par le nombre d'unités de consommation (UC). Celles-ci sont généralement calculées de la façon suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

Taux de bas revenus (niveau de vie) :

Il renvoie au taux de bas revenus déclarés, au seuil de 60 %, du revenu déclaré par unité de consommation médian métropolitain (%).

Taux de pauvreté (niveau de vie) :

Le taux de pauvreté monétaire mesure la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté, défini conventionnellement à 60% du niveau de vie médian. Cette mesure est donc relative. Elle compare les revenus au sein de la population et ne rend pas compte des conditions de vie des ménages modestes.

Niveau de vie médian (moyenne mensuelle en €) (niveau de vie) :

Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation. Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE qui attribue 1 unité de consommation au premier adulte du ménage, 0,5 aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 aux enfants de moins de 14 ans. Cette modalité de calcul permet de prendre en compte la composition d la famille.

Si l'ensemble des niveaux de vie des ménages sont classés par ordre croissant, la médiane correspond au niveau de vie mensuel d'un individu ayant autant de personnes plus pauvres que lui que de personnes plus riches. Ceci correspond ainsi au revenu disponible pour la personne après redistribution (prestations comprises et imposition déduite).

Écart inter-décile du niveau de vie (moyenne mensuelle en €) (niveau de vie) :

Cet indicateur correspond à l'écart entre le montant du niveau de vie mensuel de l'individu le plus riche parmi les 10 % les plus pauvres et le montant du niveau de vie mensuel de l'individu le plus pauvre parmi les 10 % les plus riches. Il permet ainsi de mesure la disparité des niveaux de ressources des personnes.

c) Tableaux et graphiques de données Côte des roses – Bel-Air

a) Logement

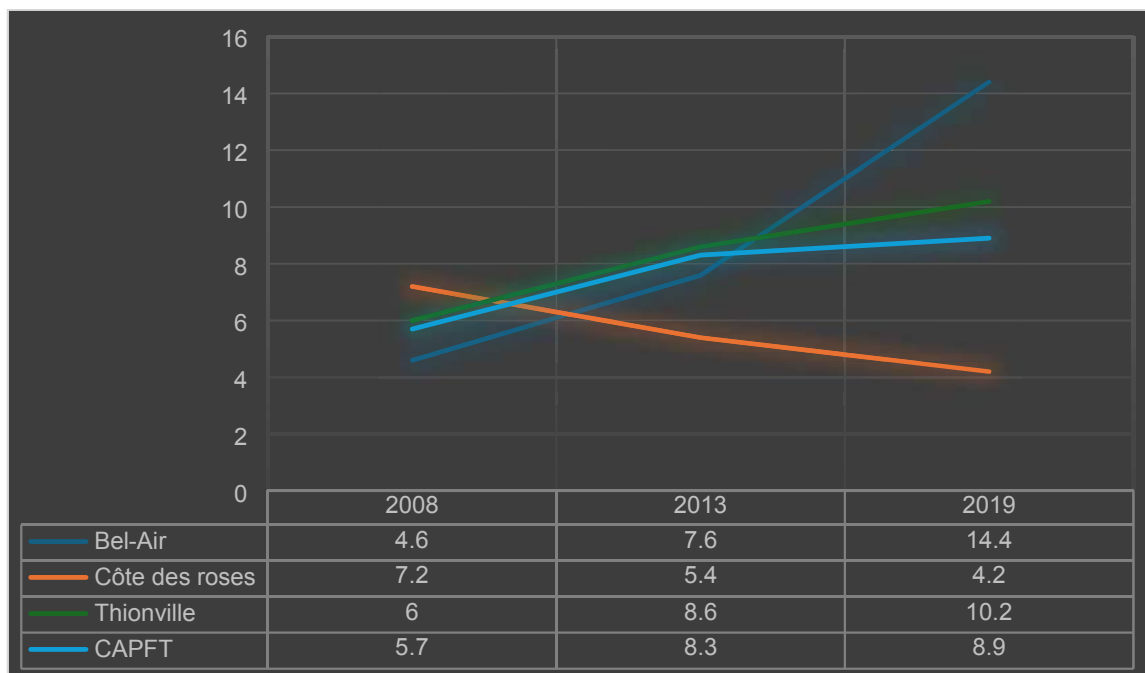
Tableau 1 : Nombre, part, taux d'occupation, de vacance et de rotation des logements sociaux

	Quartier prioritaire	Thionville	CAPFT
Nombre de logements sociaux	939	5 327	8 024
Part des logements sociaux (%)	90,8	24,9	19,5
Taux de vacance (%)	3,7	3,6	3,6
Taux de vacance de plus de 3 mois (%)	2,1	2,4	2,4
Taux de rotation (%)	5,6	7,1	7,5

Source : SDES, *Répertoire du parc locatif social (2021)*

Graphique 1 : Évolution de la part des logements vacants parmi l'ensemble des logements
(%)

IRIS « Bel-Air » et « Côte des roses »



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 2 : Ancienneté d'emménagement des ménages (%)

	Quartier prioritaire	Commune	EPCI
Moins de 2 ans	12	14,7	13,2
Entre 2 et 4 ans	21,7	23,3	21,6
Entre 5 et 9 ans	22,1	18,2	17,4
10 ans ou plus	44,2	43,8	47,8

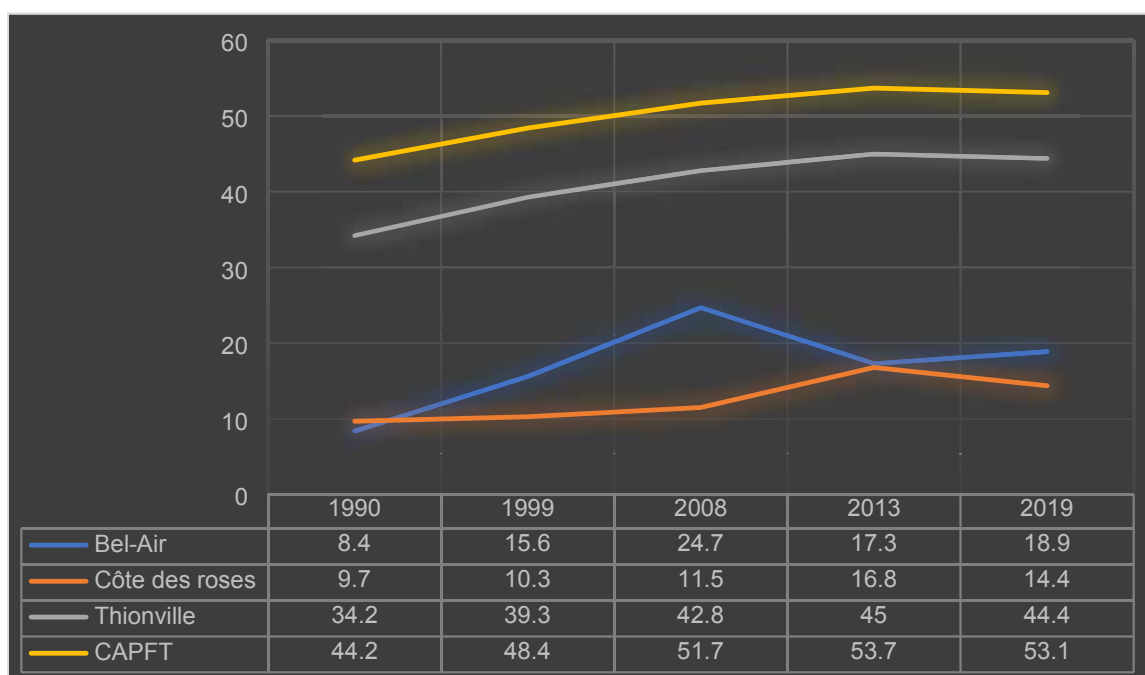
Source : INSEE, Recensement de la Population (2018)

Tableau 3 : Répartition des résidences principales selon le type d'habitat (%)

	Quartier Prioritaire	Thionville	CAPFT
Appartement	97,9	71,1	57,2
Maison	nd	28,9	42,8

Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 2 : Évolution de la part des ménages propriétaires (%)
IRIS « Bel-Air » et « Côte des roses »



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Donnée 1 : Part des ménages locataires dans le quartier prioritaire : 97,8 %

Source : INSEE, Recensement de la Population (2018)

b) Démographie

Tableau 4 : Population municipale au 1^{er} janvier 2018

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
1 997	40 477	80 039

Source : INSEE, Recensement de la Population (2018)

Tableau 5 : Répartition de la population par sexe et âge

	Quartier prioritaire	Commune	EPCI
Homme (%)	49,9	48,9	48,7
Femme (%)	50,1	51,1	51,3
Moins de 25 ans (%)	34,6	26,4	27
60 ans ou plus (%)	20,7	25,6	25,2
Indice jeunesse	1,4	0,8	0,9

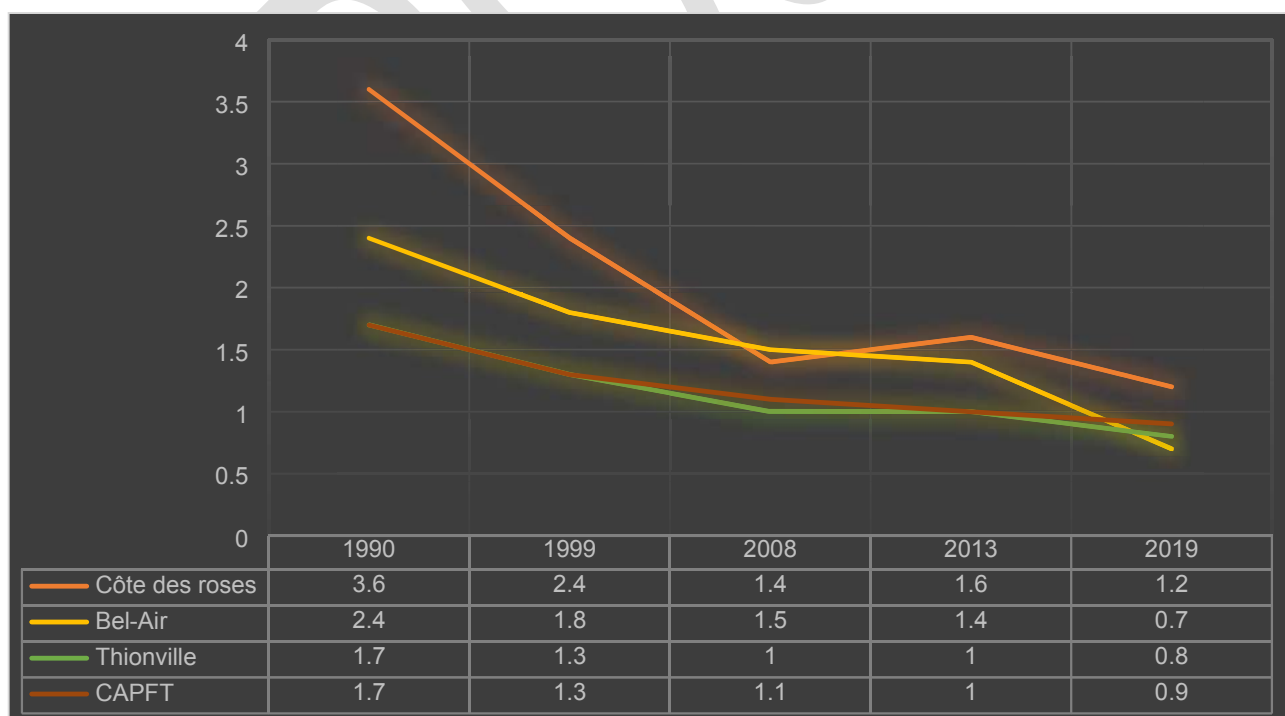
Source : INSEE, Recensement de la Population (2018)

Tableau 6 : Pyramide des âges (répartition en %)

Part des 0 - 14 ans	22,2
Part des 15 - 24 ans	12,4
Part des 25 - 59 ans	44,7
Part des 60 – 74 ans	13,5
Part des 75 ans et plus	7,2

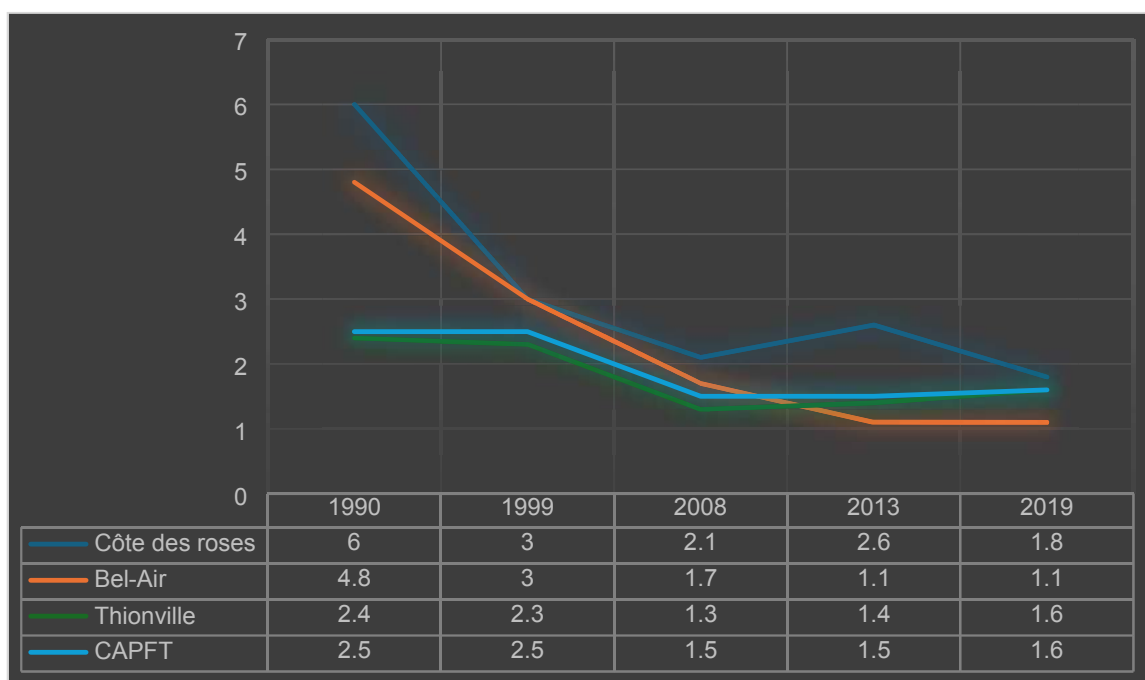
Source : INSEE, Recensement de la Population 2018

Graphique 3 : Évolution de l'indice jeunesse sur 30 ans (1990 à 2019)
IRIS « Côte des roses » et « Bel-Air »



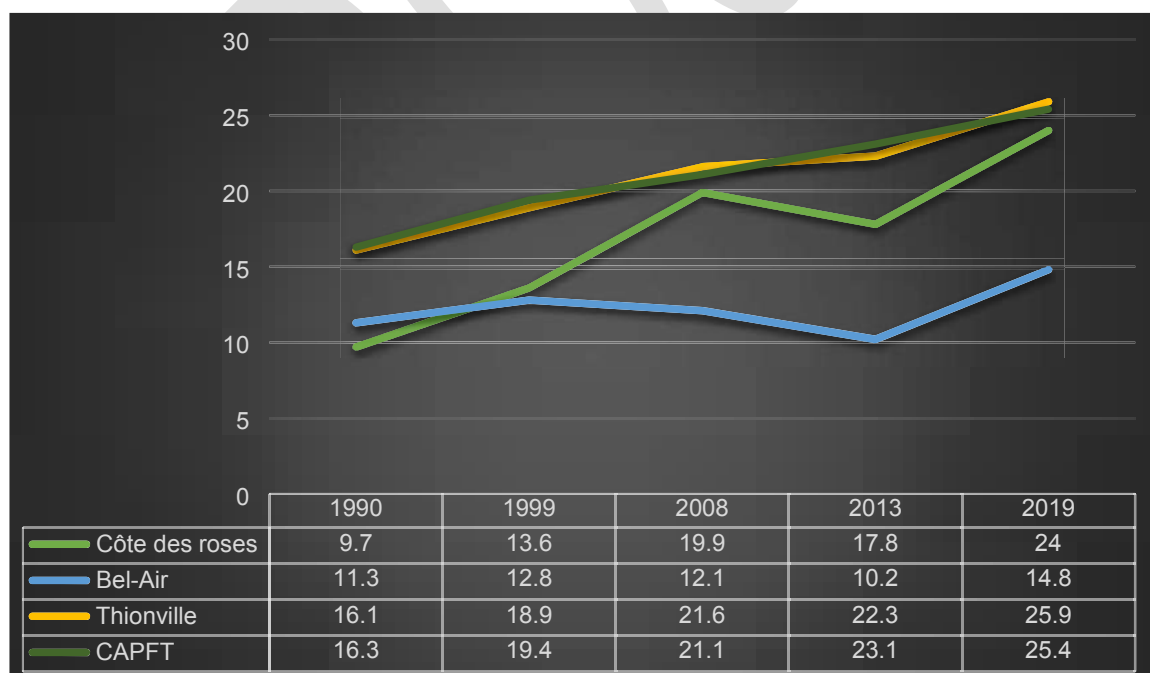
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 4 : Évolution de l'indice d'évolution des générations âgées
IRIS « Côte des roses » et Bel-Air »



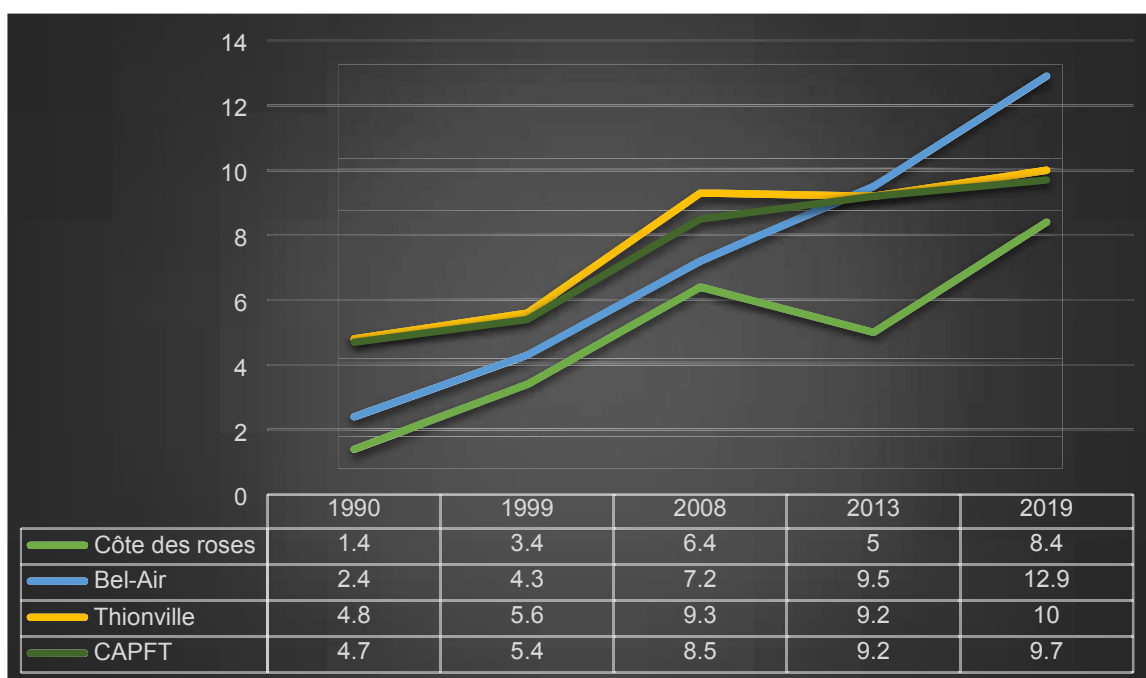
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 5 : Évolution de la part des personnes âgées de 60 ans et plus parmi la population totale (%)
IRIS « Côte des roses » et « Bel-Air »



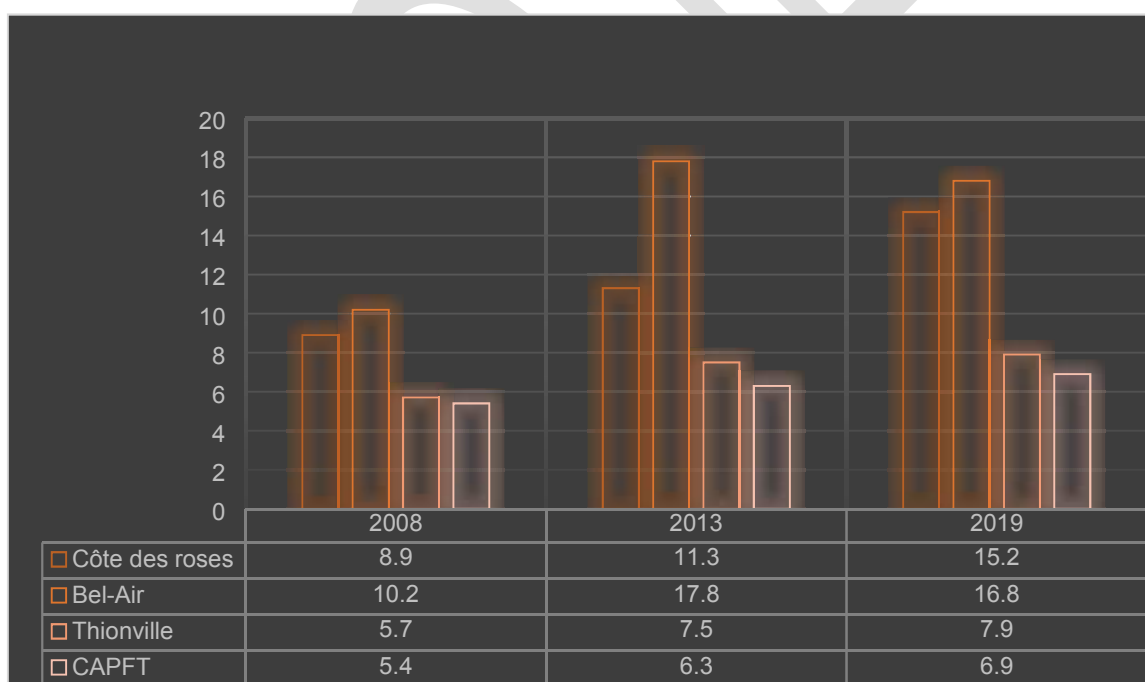
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 6 : Évolution de la part des personnes âgées de 75 ans et plus parmi la population totale (%)
IRIS « Côte des roses » et « Bel-Air »



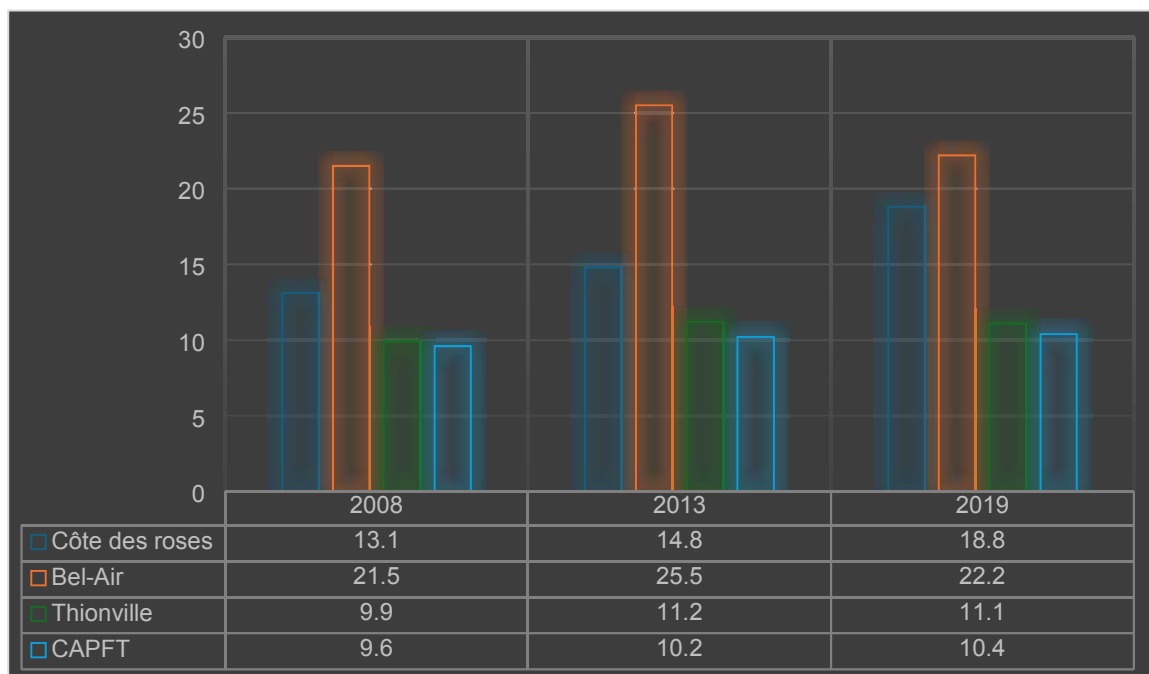
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 7 : Évolution de la part de la population étrangère parmi la population totale (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 8 : Évolution de la part de la population immigrée parmi la population totale (%)



Source : INSEE, *Recensement de la Population 2019*

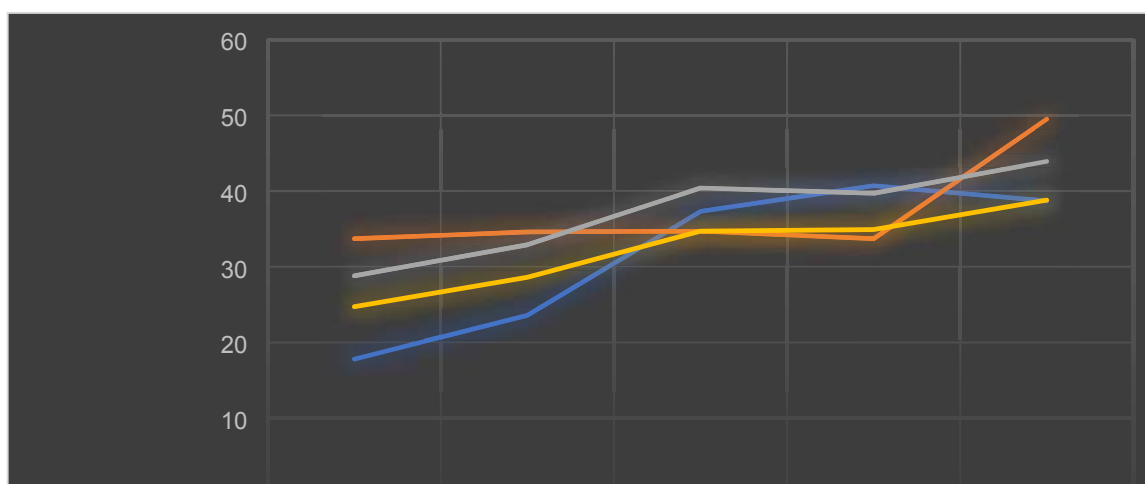
c) STRUCTURE DES MÉNAGES

Tableau 7 : Nombre de ménages

	1990	1999	2008	2013	2019
Côte des roses	775	902	931	881	864
Bel-Air	845	763	800	731	727
Thionville	15 706	17 209	19 047	19 147	19 832
CAPFT	28 379	31 011	34 791	35 275	37 589

Source : *INSEE, Recensement de la Population (2019)*

Graphique 9 : Évolution de la part du nombre de ménages composés d'une seule personne
(%)



Source : INSEE, *Recensement de la Population* (2019)

Tableau 8 : Nombre de ménages composés d'une seule personne en 2019

Côte des roses	334
Bel-Air	360
Thionville	8 709
CAPFT	14 602

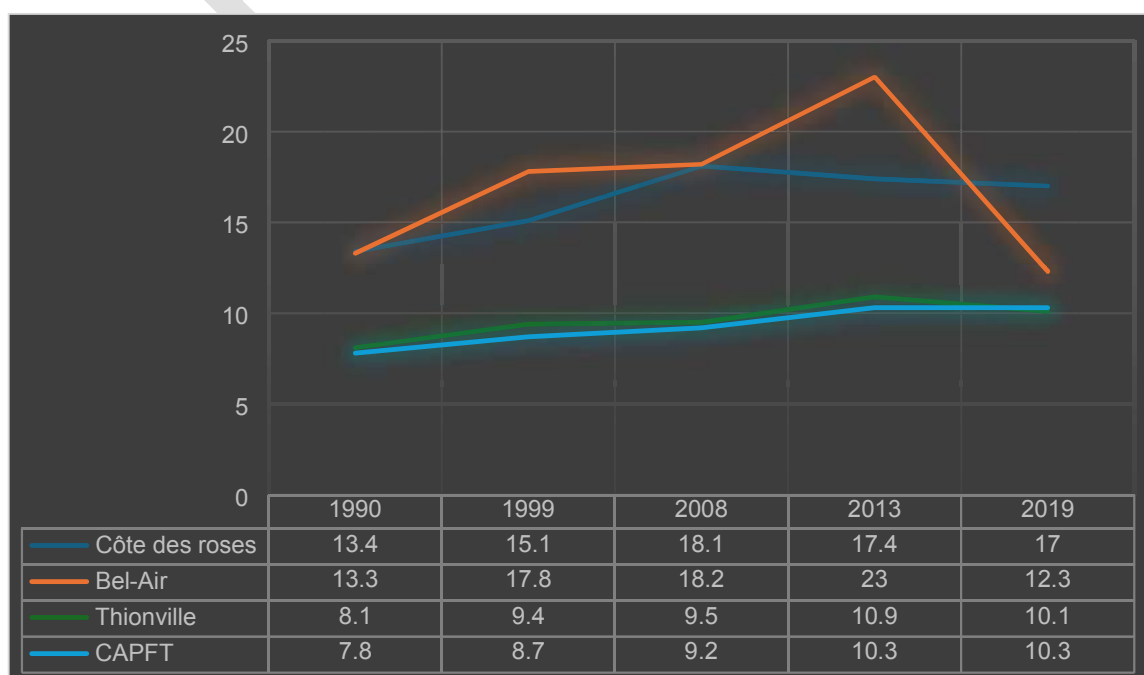
Source : INSEE, *Recensement de la Population* (2019)

Tableau 9 : Part des ménages composés d'une personne (%)

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
43,1	43,3	38,3

Source : INSEE, *Recensement de la Population* (2018)

Graphique 10 : Évolution de la part du nombre de ménages composés de familles monoparentales (y compris avec enfant(s) de 25 ans et plus) (%)



Source : INSEE, *Recensement de la Population* (2019)

Tableau 10 : Nombre de ménages composés de familles monoparentales (y compris avec enfant(s) de 25 ans et plus) en 2019 (%)

Côte des roses	147
Bel-Air	89
Thionville	2 003
CAPFT	3 882

Source : INSEE, *Recensement de la Population* (2019)

Cette part devient encore plus significative quand la donnée est attachée au périmètre du quartier prioritaire, où celle-ci s'élève ainsi à 30,8 %. (Source : INSEE, *Recensement de la Population* 2018).

Graphique 11 : Évolution de la part des ménages composés de couples avec enfant(s) (y compris de 25 ans et plus) (%)



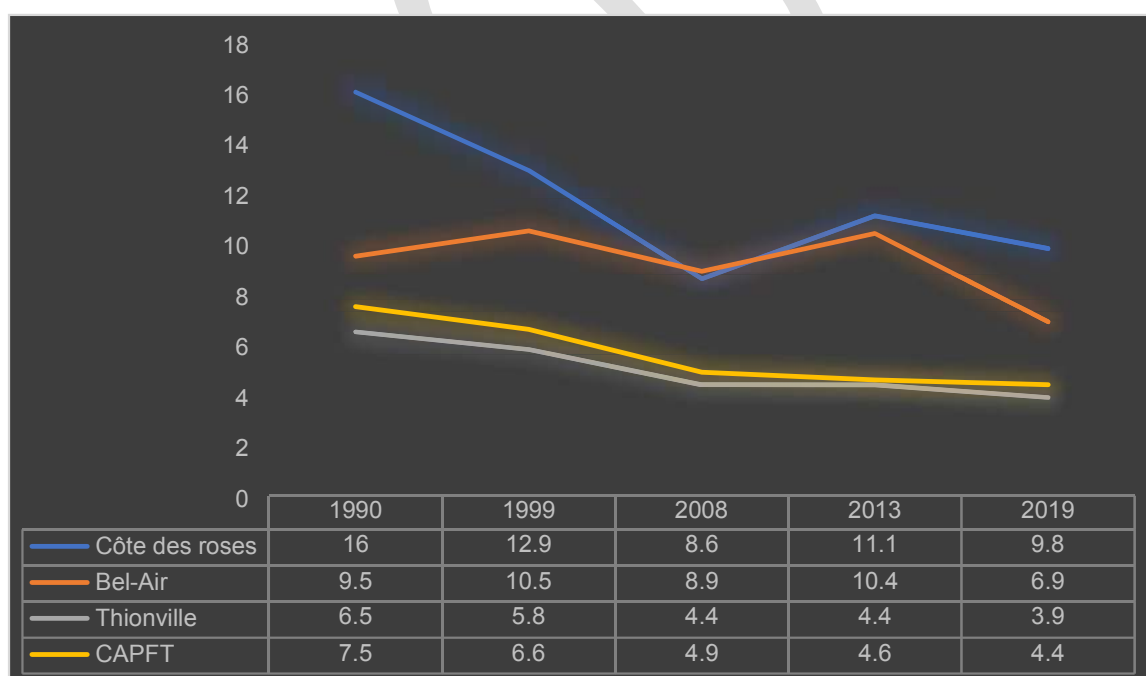
Source : INSEE, *Recensement de la Population* (2019)

Tableau 11 : Nombre de ménages composés de couples avec enfant(s)
(y compris de 25 ans et plus)

Côte des roses	207
Bel-Air	151
Thionville	3 999
CAPFT	8 912

Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 12 : Évolution de la part des ménages composés de familles nombreuses
(avec 3 enfants et plus, de moins de 25 ans) (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 12 : Nombre de ménages composés de familles nombreuses en 2019
(avec 3 enfants et plus, de moins de 25 ans)

Côte des roses	85
Bel-Air	50
Thionville	765
CAPFT	1 662

Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 13 : Évolution de la part des femmes de 18 à 24 ans avec au moins un enfant à charge parmi l'ensemble des femmes de 18 à 24 ans (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

d) SCOLARITÉ

Tableau 12 : Nombre d'écoliers

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
440	4 095	7 923

Source : *ministère de l'Éducation Nationale, DEPP, année scolaire 2020-2021*

Tableau 13 : Nombre d'élèves scolarisés dans une formation au collège

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
97	1 837	3 813

Source : *ministère de l'Éducation Nationale, DEPP, année scolaire 2020-2021*

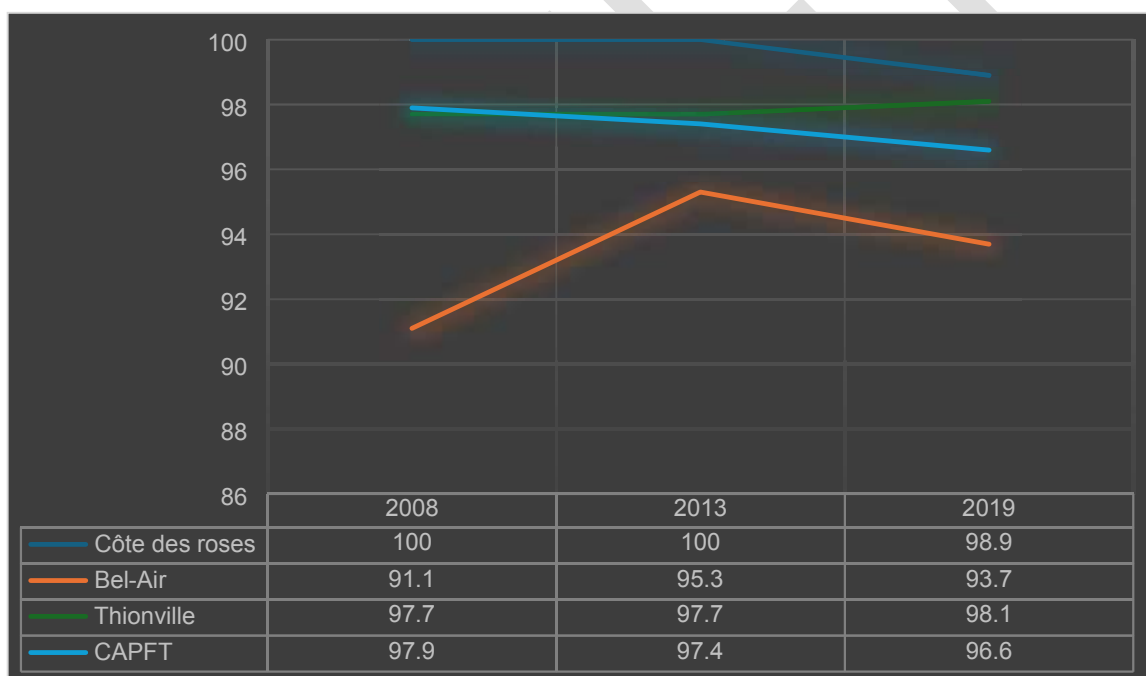
Tableau 14 : Taux de retard en 3^{ème} (%)

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
35,3	9	8,8

Source : *ministère de l'Éducation Nationale, DEPP, année scolaire 2020-2021*

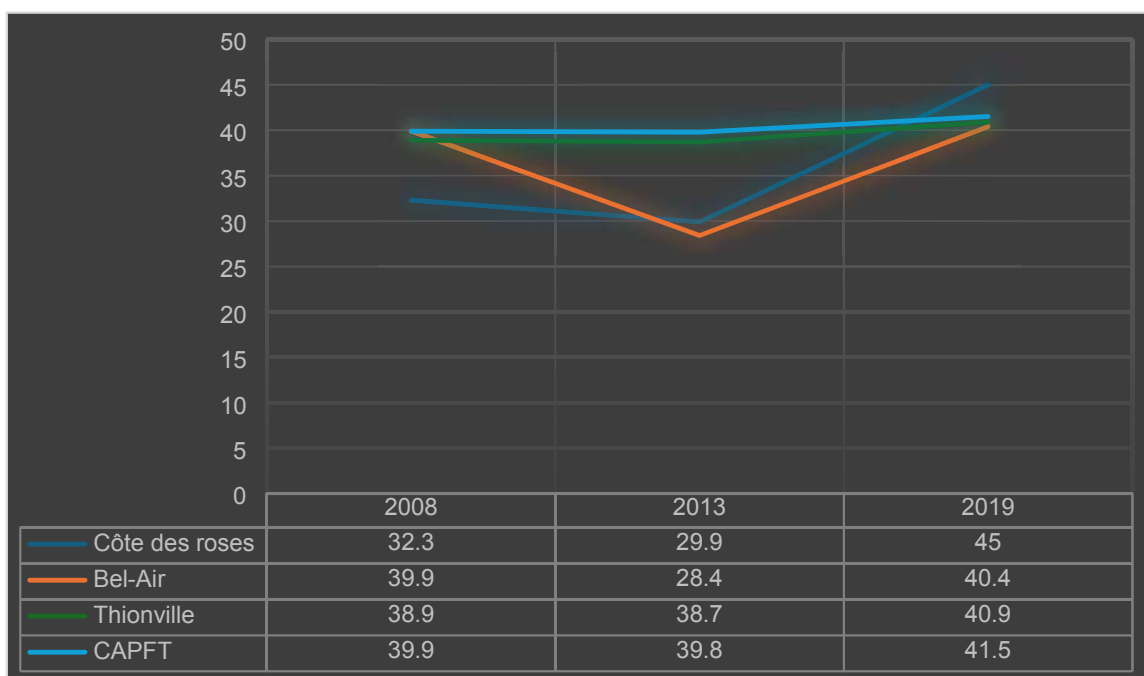
D'après le Recensement de la Population (2018) produit par l'INSEE, le taux de scolarisation des personnes âgées de 15 à 24 ans sur le quartier s'élève à 56,6 %.

Graphique 13 : Évolution du taux de scolarisation des 15 à 17 ans



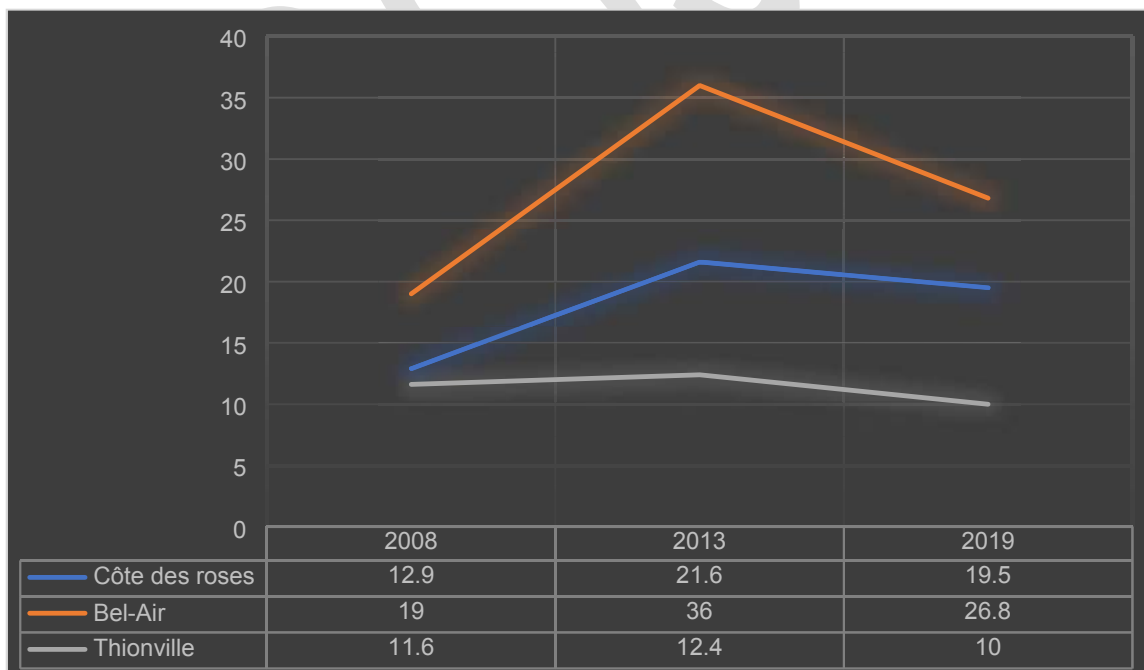
Source : *INSEE, Recensement de la Population (2019)*

Graphique 14 : Évolution du taux de scolarisation des 18 à 24 ans



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 15 : Évolution de la part des jeunes de 18 à 24 ans non scolarisés et sans diplôme
parmi l'ensemble des jeunes de 18 à 24 ans (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 15 : Répartition des niveaux de diplôme de la population de la « Côte des roses »
(en %)

Part de la population avec un diplôme de niveau inférieur au BAC	29,4
Part de la population avec un diplôme de niveau BAC	9,0
Part de la population avec un diplôme de niveau BAC+2 ou supérieur	11,3
Part de la population sans diplôme	50,2
Part des femmes sans diplôme	59,4
Part d'étrangers sans diplôme	70,4

Source : INSEE, recensement de la population (2018)

Tableau 16 : Part des 16 à 25 ans non scolarisés et sans emploi

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
32,9 %	15,4%	15,4%

Source : INSEE, recensement de la population (2018)

Tableau 17 : Nombre de personnes de 15 ans et plus de bas niveau de formation (aucun diplôme, brevet des collèges)

	1990	1999	2008	2013	2019
Côte des roses	976	813	694	523	535
Bel-Air	920	787	689	701	577
Thionville	14 044	11 450	9 715	8 897	7 638
CAPFT	27 432	22 595	19 019	17 199	14 876

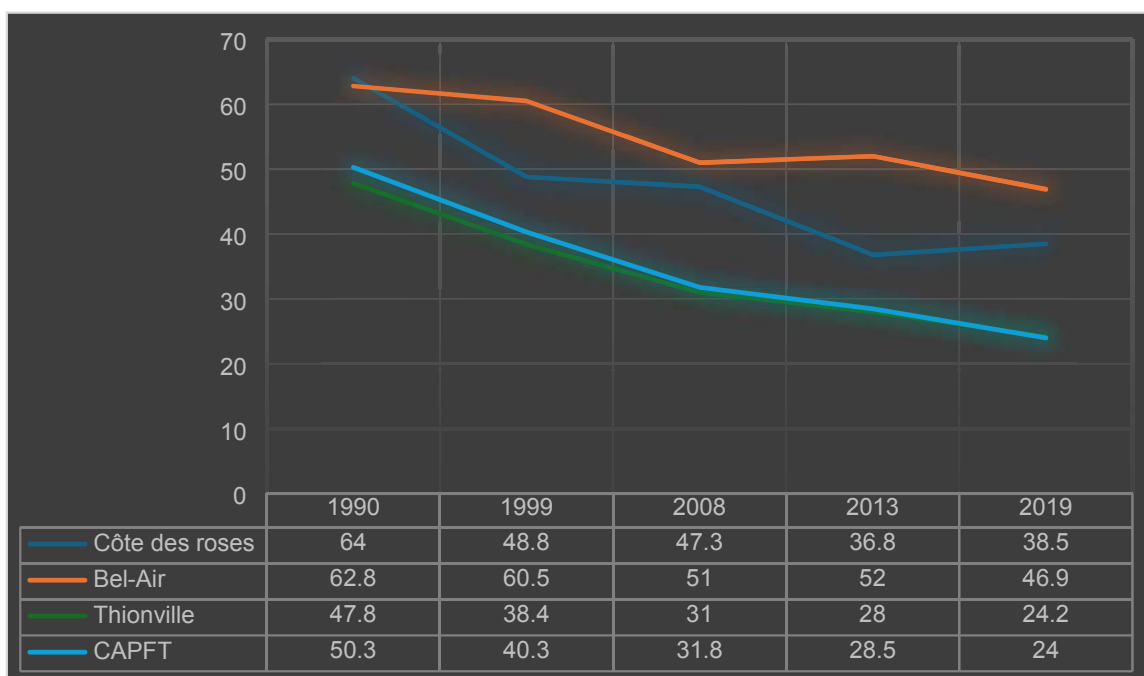
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 18 : Nombre de personnes de 15 ans et plus sans diplôme rapporté au nombre total d'habitants

Côte des roses	Thionville	CAPFT
26,8 %	18,9 %	18,6 %

Source : INSEE, Recensement de la Population (2018 – 2019)

Graphique 19 : Évolution de la part des 15 ans et plus de bas niveau de formation parmi les personnes âgées de 15 ans et plus (%)



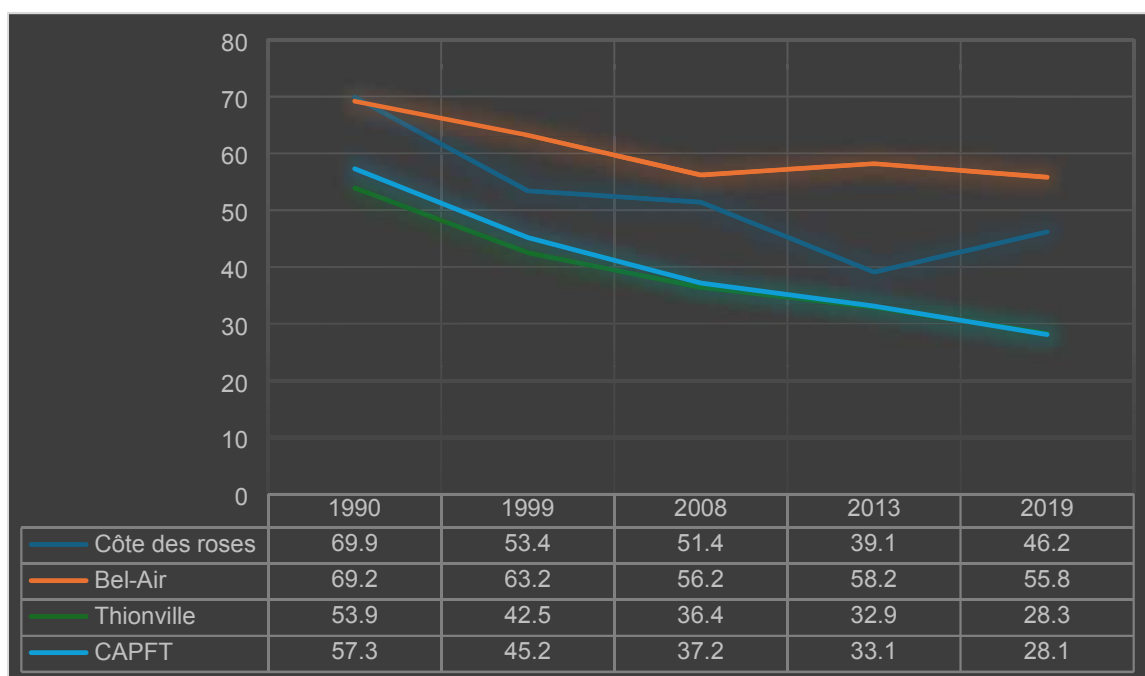
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 20 : Évolution de la part des hommes de 15 ans et plus de bas niveau de formation
parmi les personnes âgées de 15 ans et plus (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 21 : Évolution de la part des femmes de 15 ans et plus de bas niveau de formation
parmi les personnes âgées de 15 ans et plus (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 19 : Nombre de personnes de 15 ans et plus de haut niveau de formation (Bac +2 et au-delà)

	1990	1999	2008	2013	2019
Côte des roses	96	143	154	209	233
Bel-Air	108	80	181	154	203
Thionville	3 924	6 134	8 554	10 033	11 248
CAPFT	5 592	9 649	14 379	17 076	20 412

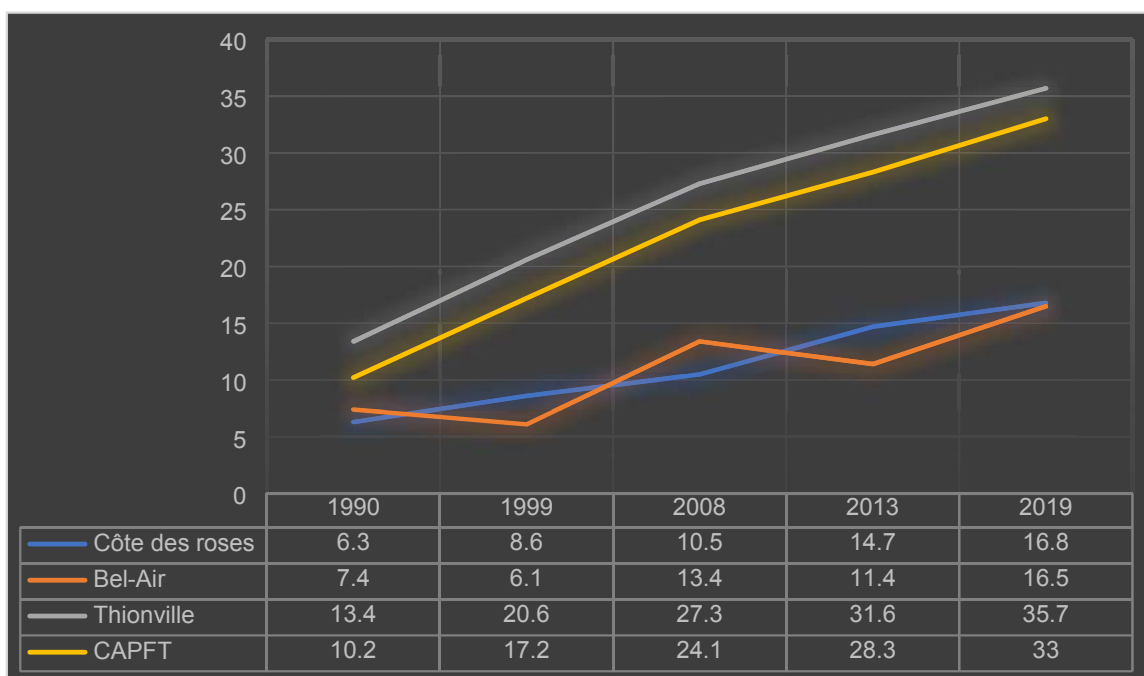
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 20 : Nombre de personnes de 15 ans et plus avec un diplôme Bac + 2 ou plus rapporté au nombre total d'habitants

Côte des roses	Thionville	CAPFT
11,7 %	27,8 %	25,5 %

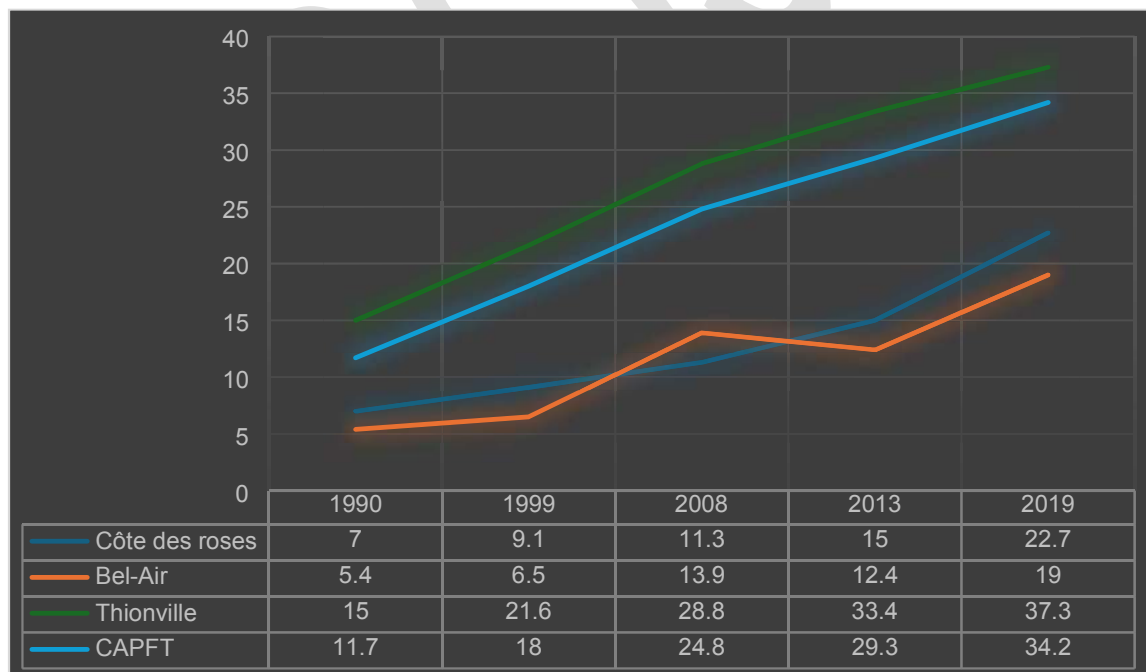
Source : INSEE, Recensement de la Population (2018 -2019)

Graphique 22 : Évolution de la part des 15 ans et plus de haut niveau de formation (Bac +2) parmi l'ensemble des 15 ans et plus non scolarisés (%)



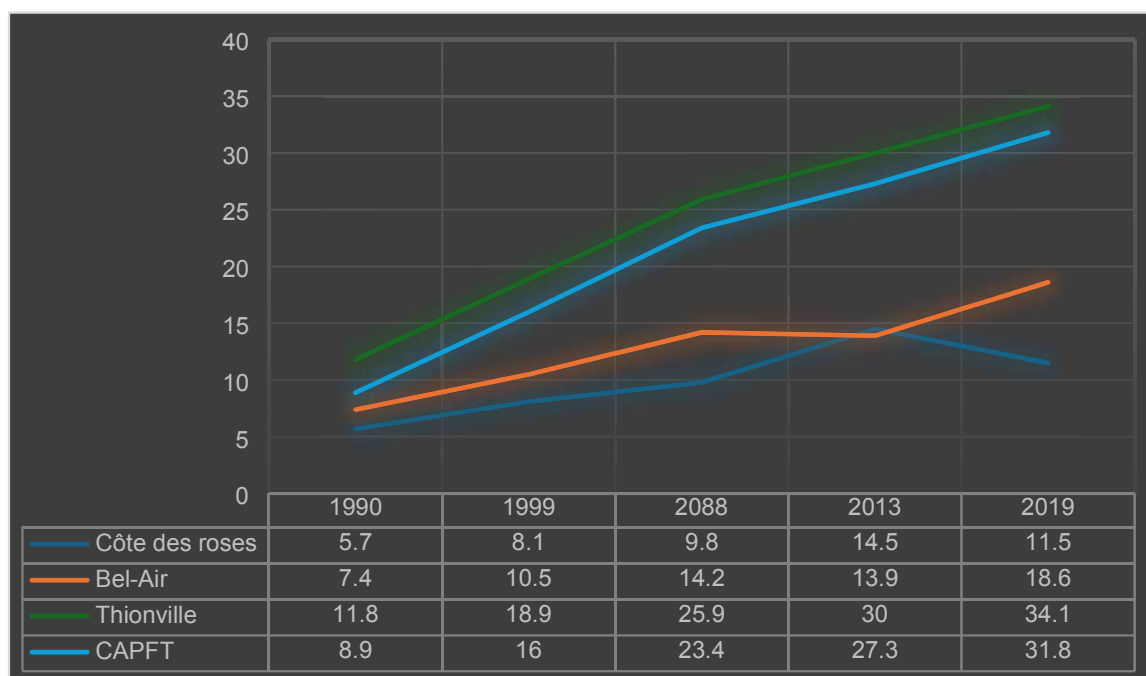
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 23 : Évolution de la part des hommes de 15 ans et plus de haut niveau de formation
parmi les personnes âgées de 15 ans et plus (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 24 : Évolution de la part des femmes de 15 ans et plus de haut niveau de formation
parmi les personnes âgées de 15 ans et plus (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

e) Insertion professionnelle – Emploi

Tableau 21 : Taux d'emploi des 15-64 ans (%)

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
43,5	66,1	66,8

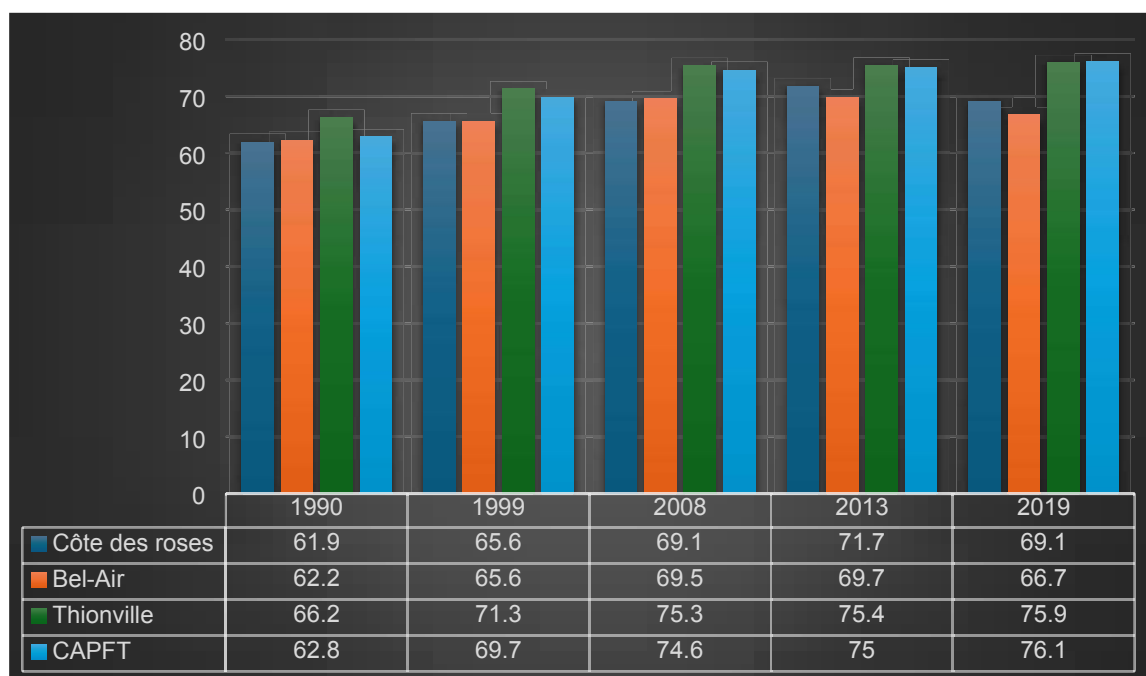
Source : INSEE, recensement de la population (2018)

Tableau 22 : Taux d'emploi du quartier prioritaire catégorisé (%)

Taux d'emploi des femmes	40
Taux d'emploi des hommes	46,6
Taux d'emploi des étrangers	31,4
Taux d'emploi des 25 – 54 ans	49,9
Taux d'emploi des 55 – 65 ans	42,5

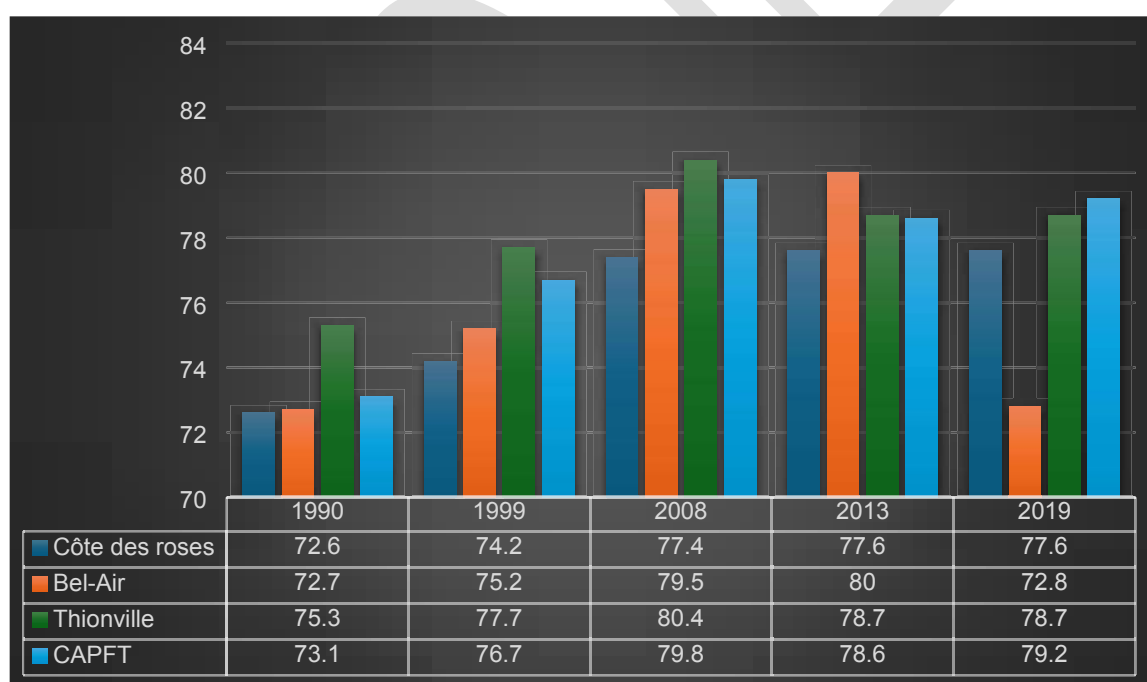
Source : INSEE, recensement de la population (2018)

Graphique 25 : Taux d'activité des 15-64 ans (%)



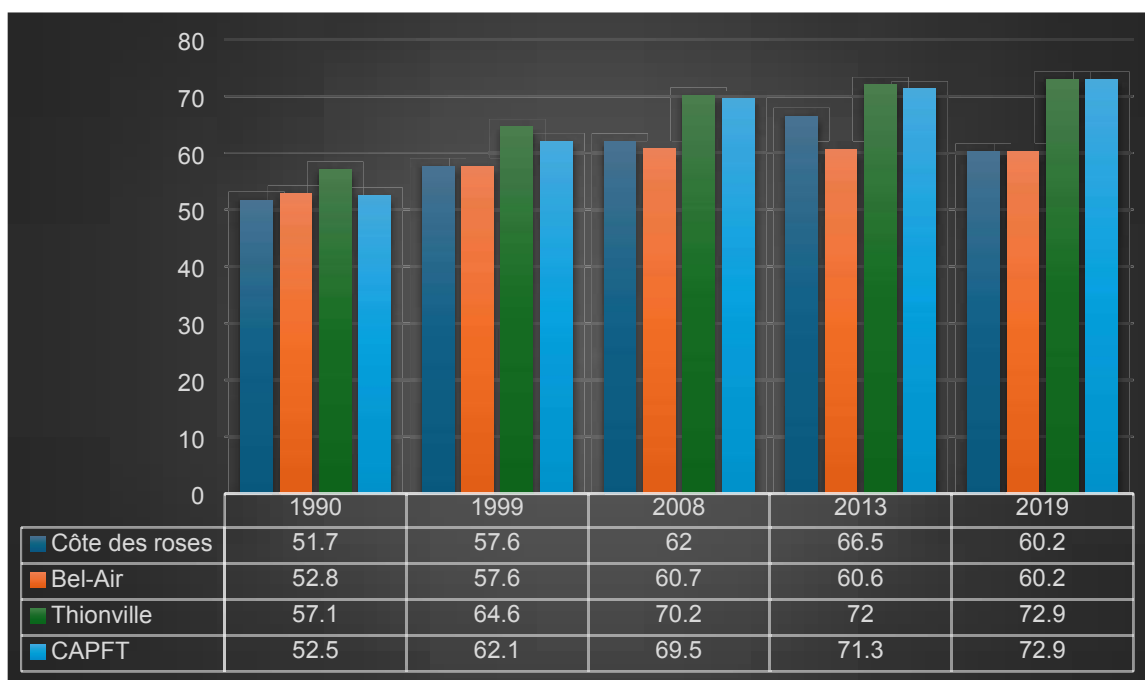
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 26 : Taux d'activité des hommes de 15-64 ans (%)



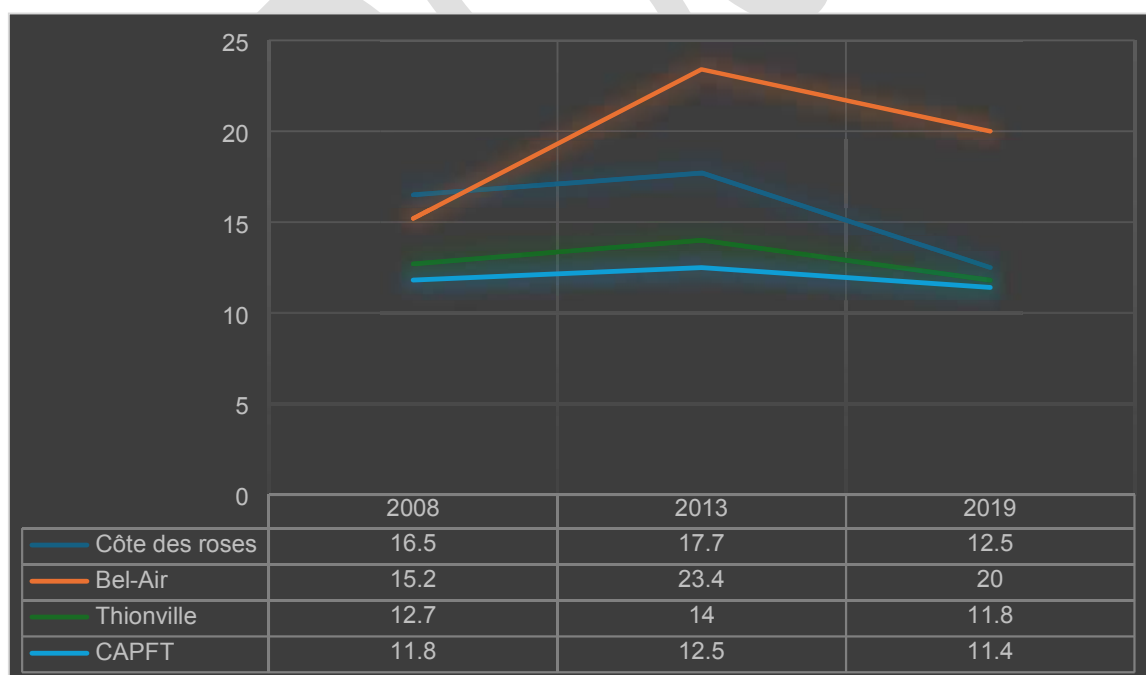
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 27 : Taux d'activité des femmes de 15-64 ans (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

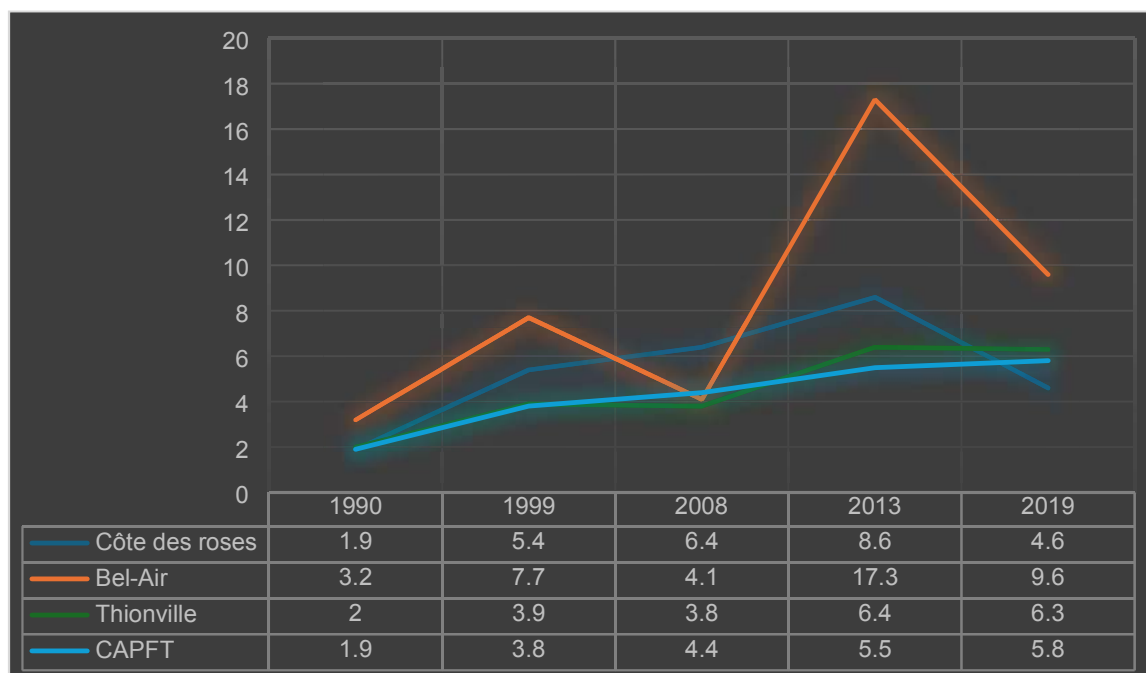
Graphique 28 : Évolution de la part des salariés de 15 ans et plus en contrats précaires (%)
(CDD, intérim, emplois aidés, stages)



Source : INSEE, Recensement de la Population 2019

32,5 % de la population occupent un emploi à temps partiel (Source : *INSEE, Recensement de la Population 2019*). Cette donnée est précisée ci-dessous par sexe.

Graphique 29 : Évolution de la part des hommes salariés de 15 ans et plus à temps partiel



Source : *INSEE, Recensement de la Population (2019)*

Graphique 30 : Évolution de la part des femmes salariées de 15 ans et plus à temps partiel



Source : *INSEE, Recensement de la Population (2019)*

Tableau 23 : Nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi

	Quartier Prioritaire			Commune			EPCI		
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
Toutes les catégories	333	154	179	4 073	2 025	2 048	7 256	3 703	3 553
Catégorie ABC	311	143	168	3 658	1 810	1 848	6 488	3 317	3 171
Dont bénéficiaires du RSA (%)	30,5	33,6	28	26,4	26,6	26,1	24,5	23,9	25,1
Catégorie A	197	97	100	2 298	1 103	1 195	4 082	2 012	2 070
Évolution annuelle du nombre d'inscrits en catégorie A (%)	-14	-4,9	-21,3	-10,5	-10,3	-10,6	-10,5	-10,3	-10,7

Source : Pôle Emploi-DARES, STMT, demandeurs d'emploi en fin de mois au 31/12/2021

Tableau 24 : Répartition par âge des demandeurs d'emploi des catégories A, B et C (%)

	Quartier Prioritaire	Commune	EPCI
Moins de 26 ans	11,3	12	12,9
De 26 à 49 ans	62,7	58,4	58,2
50 ans ou plus	26	29,6	28,9

Source : Pôle Emploi-DARES, STMT, demandeurs d'emploi en fin de mois au 31/12/2021

Tableau 25 : Répartition des demandeurs d'emploi par niveau de formation⁹⁶(%)

	Quartier Prioritaire			Commune			EPCI		
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
Inférieur au CAP-BEP	22,8	24,5	21,5	13,1	12,8	13,5	13,3	13,4	13,2
CAP-BEP	37,6	32,8	41,7	34,6	30,9	38,1	35,2	31,9	38,7
Baccalauréat	20,9	20,3	21,4	22,0	23,3	20,6	22,4	23,4	21,3
Supérieur au Baccalauréat	18,3	22,4	14,9	30,3	32,9	27,7	29,0	31,2	26,7

Source : Pôle Emploi-DARES, STMT, demandeurs d'emploi en fin de mois au 31/12/2021

Tableau 26 : Répartition des demandeurs d'emploi selon la durée d'inscription (%)

	Quartier Prioritaire		Commune		EPCI	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Moins de 6 mois	39,1	26,8	35,4	33,8	35,3	34,4
De 6 mois à moins de 1 an	13,3	26,2	15,4	18,9	16	18,1
De 1 an à moins de 2 ans	18,2	13,1	22	18,8	21,5	20,1
2 ans ou plus	29,4	33,9	27,2	28,5	27,2	27,4

Source : Pôle Emploi-DARES, STMT, demandeurs d'emploi en fin de mois au 31/12/2021

^{96 96} Les pourcentages sont calculés sur la totalité des demandeurs d'emploi inscrits en catégories ABC (y compris non précisé et non renseigné), la somme peut donc être différente de 100.

Graphique 31 : Évolution de l'indice de chômage estimé des demandeurs d'emploi catégories A, B et C (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 27 : Nombre de demandeurs d'emploi de moins de 26 ans catégories A, B et C (%)

	2016	2017	2018	2019	2020
--	------	------	------	------	------

Côte des roses	39	26	25	31	36
Bel-Air	34	39	30	31	29
Thionville	527	506	444	434	492
CAPFT	1 002	988	882	833	939

Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

f) Composition socio-professionnelle

Graphique 33 : Évolution de la part des employés de 15 à 64 ans parmi les actifs occupés de 15 à 64 ans (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 34 : Évolution de la part des ouvriers de 15 à 64 ans parmi les actifs occupés de 15 à 64 ans (%)



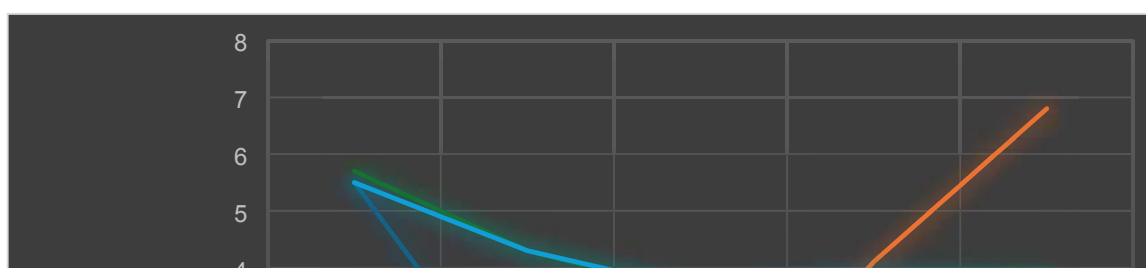
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 35 : Évolution de la part des professions intermédiaires de 15 à 64 ans parmi les actifs occupés de 15 à 64 ans (%)



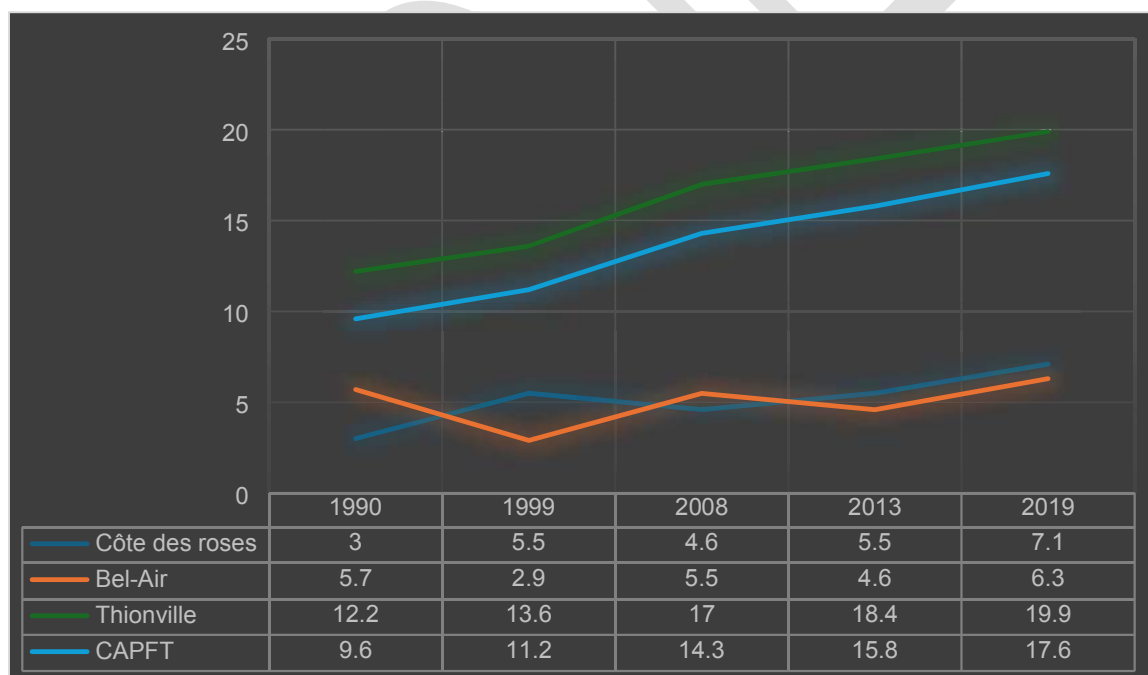
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 36 : Évolution de la part des artisans, commerçants, chefs d'entreprise de 15 à 64 ans parmi les actifs occupés de 15 à 64 ans (%)



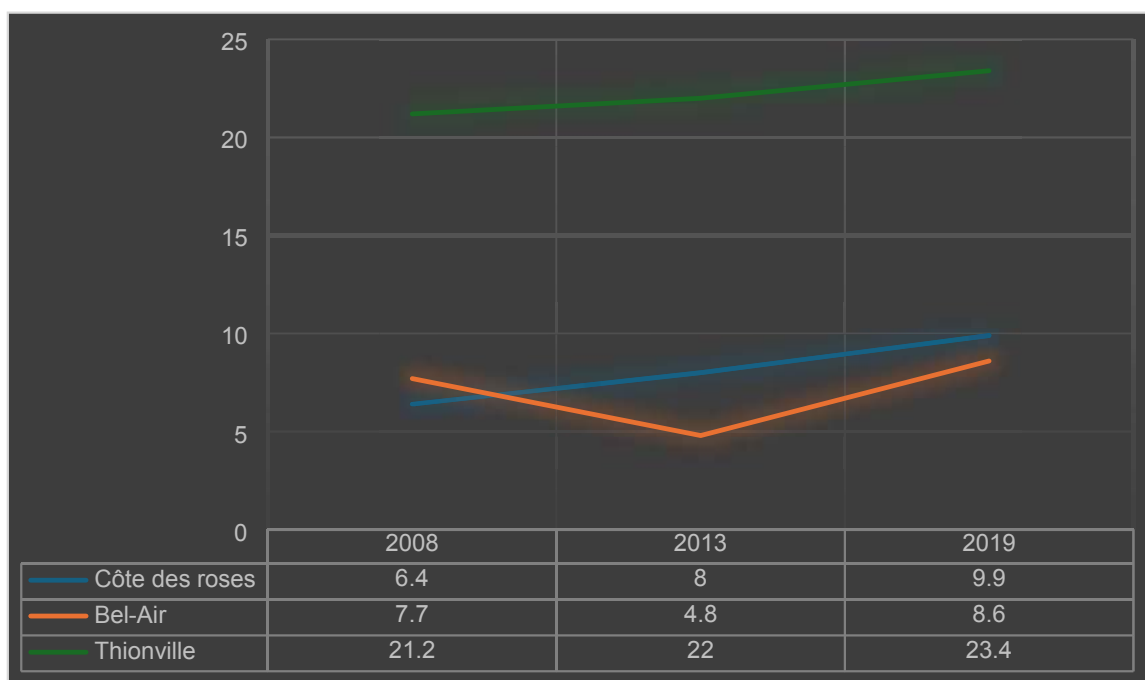
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 37 : Évolution de la part des cadres et professions intellectuelles supérieures de 15 à 64 ans, parmi les actifs occupés de 15 à 64 ans (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 38 : Évolution de la part des hommes actifs occupés de 15-64 ans cadres ou de professions intellectuelles supérieures (%)



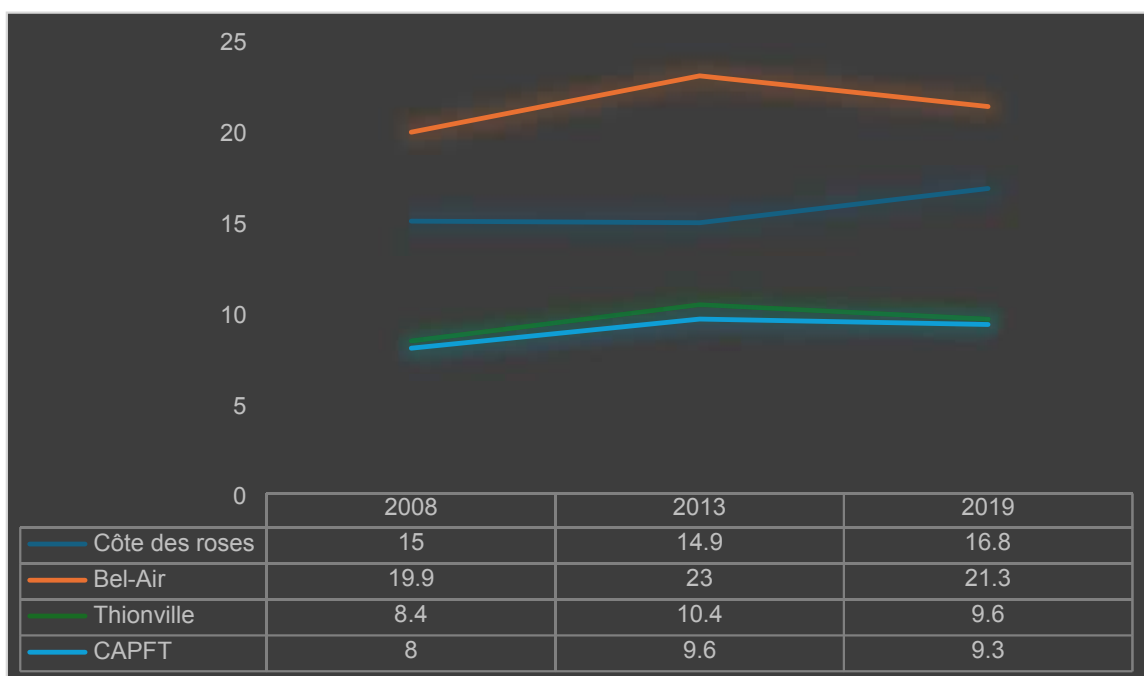
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 39 : Évolution de la part des femmes actives occupées de 15-64 ans, cadres ou de professions intellectuelles supérieures (%)



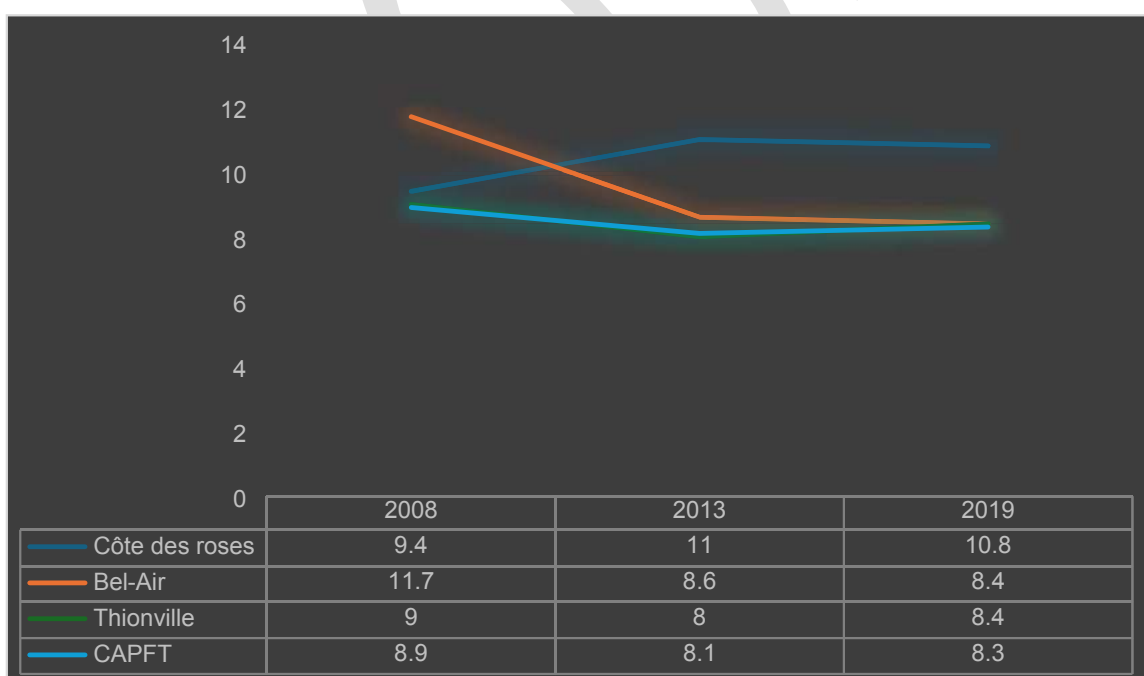
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 40 : Évolution de la part des chômeurs parmi l'ensemble de la population de 15 à 64 ans (%)



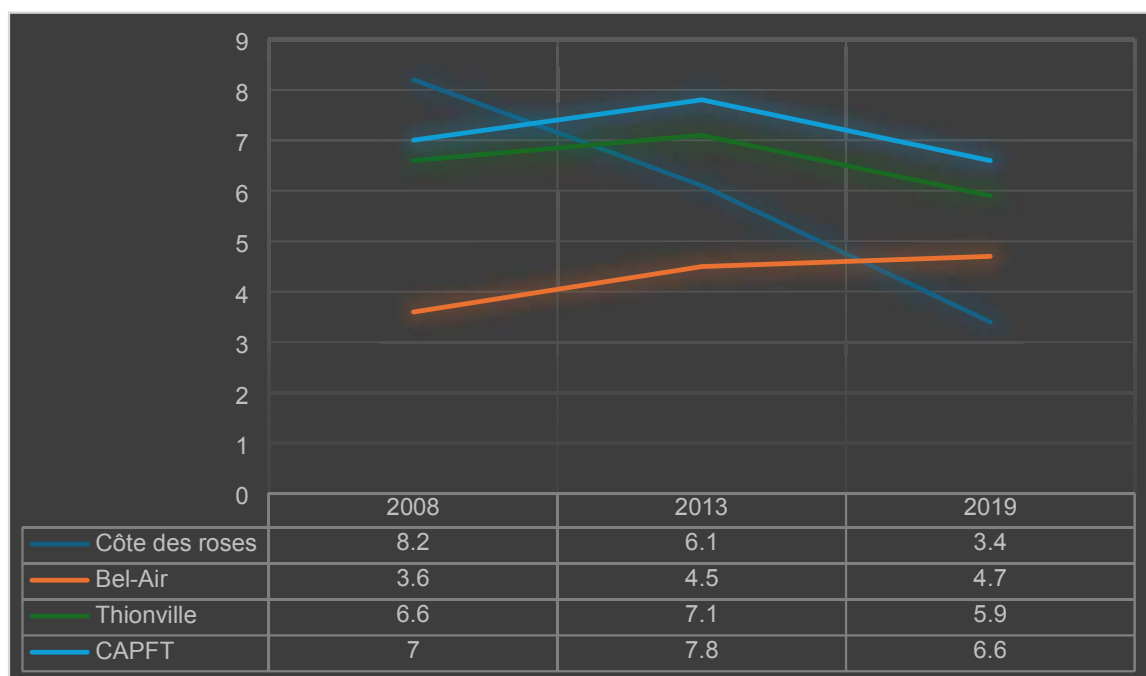
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 41 : Évolution de la part des étudiants
parmi l'ensemble de la population de 15 à 64 ans (%)



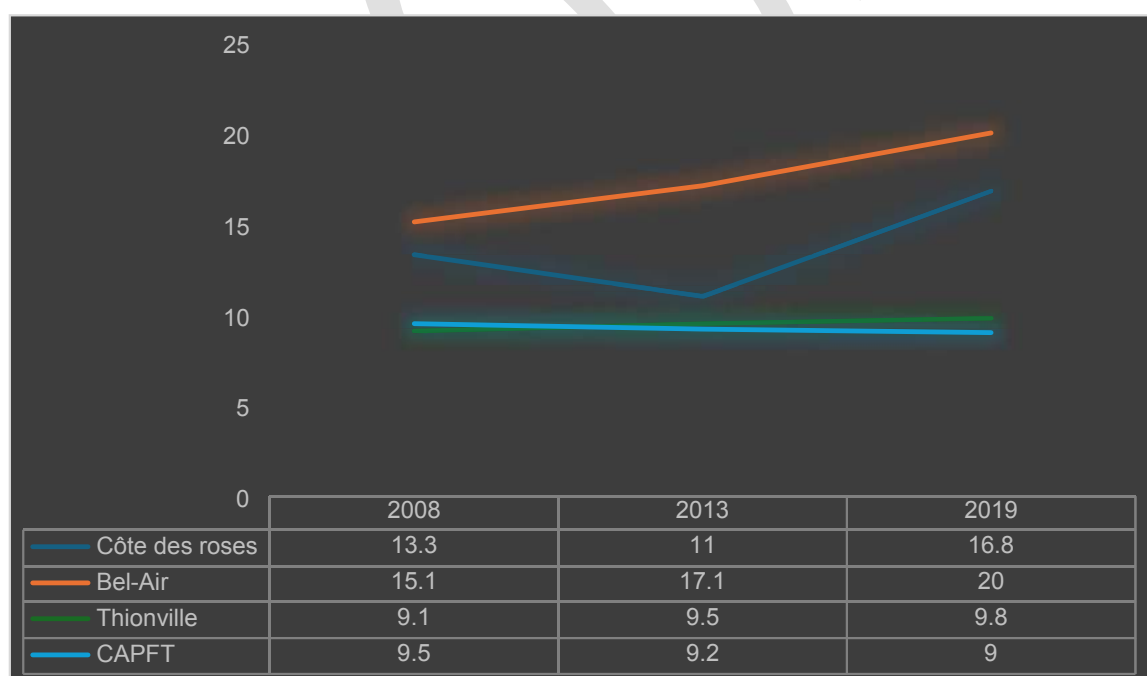
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 42 : Évolution de la part des retraités
parmi l'ensemble de la population de 15 à 64 ans (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 43 : Évolution de la part des autres inactifs
parmi l'ensemble de la population de 15 à 64 ans (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

g) Ressources

Tableau 28 : Structure des revenus disponibles

	Quartier Prioritaire	Commune	EPCI
Impôts	-6,4	-11,7	-10,8
Prestations sociales ⁹⁷	22,5	4,4	4,1
Revenus du patrimoine	17,6	45,8	44,7
Pensions, retraites et rentes	23,8	23	23,1
Revenus d'activités ⁹⁸	42,5	38,5	38,9

Source : INSEE – DGFIP – Cnaf – Cnav – CCMSA – Fichier Localisé Social et Fiscal (FILOSOFI) (2019)

⁹⁷ Prestations familiales, minimas sociaux, prestations logement

⁹⁸ Dont indemnités de chômage

Graphique 44 : Évolution de la part des ménages couverts par les *minima* sociaux de 2015 à 2020 (%)



Source : CNAF (2021)

Tableau 29 : Nombre de foyers allocataires des *minima* sociaux en 2020

IRIS « Côte des roses »	IRIS « Bel-Air »	Thionville	CAPFT
180	192	2 166	3 527

Source : CNAF (2021)

Graphique 45 : Évolution de la part des ménages couverts par le RSA de 2015 à 2020 (%)



Source : CNAF (2021)

Tableau 30 : Nombre de foyers allocataires du RSA en 2020

IRIS « Côte des roses »	IRIS « Bel-Air »	Thionville	CAPFT
115	102	1 275	2 076

Source : CNAF (2021)

Tableau 31 : Nombre de foyers allocataires percevant au moins une prestation CAF

Quartier Prioritaire	Thionville	CAPFT
659	7 659	13 506

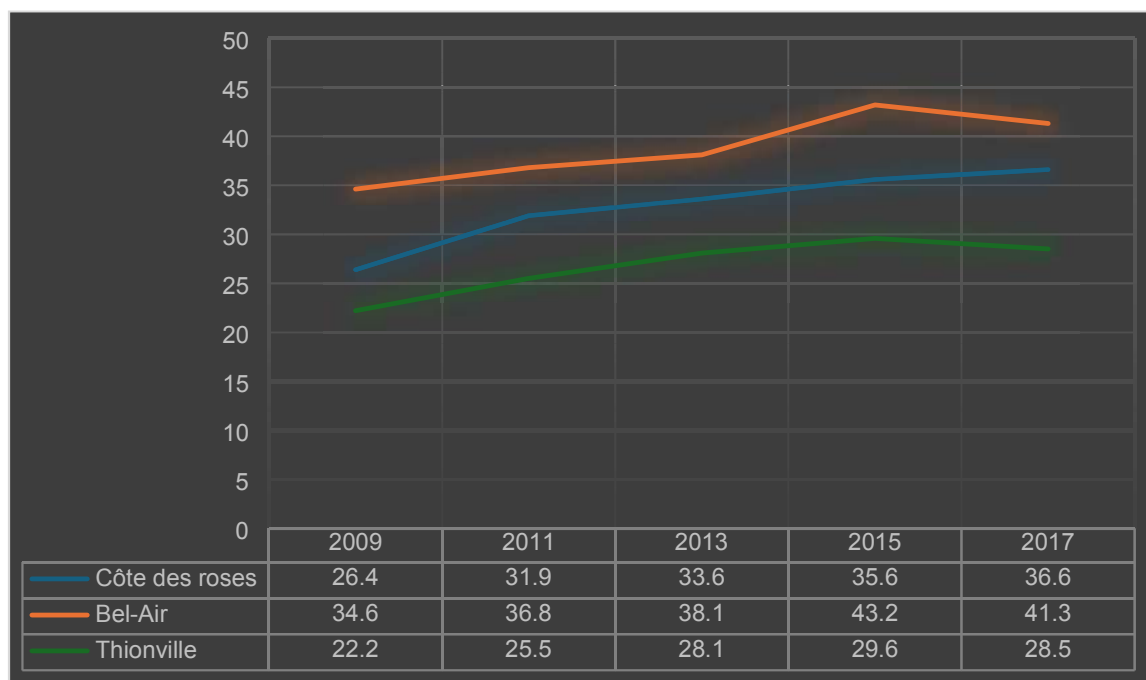
Source : CNAF (2021)

Tableau 32 : Population couverte par au moins une prestation CAF

Quartier Prioritaire	Thionville	CAPFT
1 482	16 074	30 523

Source : CNAF (2021)

Graphique 46 : Évolution de la part des allocataires dont le revenu est constitué à 50% de prestations CAF (de 2009 à 2017) (%)



Source : CNAF (2017)

Graphique 47 : Évolution de la part des allocataires dont le revenu est constitué à 100% de prestations CAF (de 2009 à 2017) (%)



Source : CNAF (2017)

Graphique 48 : Évolution de la part des ménages couverts par l'AAH de 2015 à 2020 (%)



Source : CNAF (2021)

Tableau 33 : Nombre de foyers allocataires de l'AAH en 2020

IRIS « Côte des roses »	IRIS « Bel-Air »	Thionville	CAPFT
65	90	891	1 451

Source : CNAF (2021)

Tableau 34 : Bénéficiaires du régime général de l'Assurance-Maladie en 2022
Quartier prioritaire

Population couverte	2 057
Hommes	1 006
Femmes	1 051
[0 – 25 ans]	698
[25 – 60 ans]	977
[60 ans et plus]	382

Source : CNAM (2023)

Tableau 35 : Bénéficiaires de la Complémentaire Santé Solidaire en 2022

Population couverte	460
Hommes	206
Femmes	254
[0 – 25 ans]	201
[25 – 60 ans]	195
[60 ans et plus]	44

Source : CNAM (2023)

h) Niveau de vie

Tableau 36 : Distribution des revenus fiscaux déclarés mensuels des ménages par unité de consommation (€)

	Quartier Prioritaire	Commune	EPCI
Médiane	870	1 910	1 950
Premier quartile	410	1 100	1 190
Troisième quartile	1 350	3 030	2 940
Taux de bas revenus (%)	62,6	24,5	22,0

Source : INSEE – DGFIP – Cnaf – Cnav – CCMSA – Fichier Localisé Social et Fiscal (FILOSOFI) (2019)

Tableau 37 : Part des ménages imposés (%)

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
20,4	41,8	42,5

Source : INSEE – DGFIP – Cnaf – Cnav – CCMSA – Fichier Localisé Social et Fiscal (FILOSOFI) (2019)

Tableau 38 : Distribution des revenus disponibles mensuels des ménages par unité de consommation (en €)

	Quartier Prioritaire	Commune	EPCI
Médiane	1 150	1 930	1 970
Premier quartile	870	1 270	1 330
Troisième quartile	1 500	2 930	2 860
Taux de pauvreté (%)	44,4	18,1	16,3

Source : INSEE – DGFIP – Cnaf – Cnav – CCMSA – Fichier Localisé Social et Fiscal (FILOSOFI) (2019)

Graphique 49 : Évolution de la médiane de la moyenne mensuelle du niveau de vie (€)
de 2013 à 2019



Source : INSEE, FILOSOFI (2020)

Graphique 50 : Évolution de l'écart interdécile de la moyenne mensuelle du niveau de vie (€)
de 2013 à 2019



Source : INSEE, FILOSOFI (2020)

d) Tableaux et graphiques de données Saint-Pierre – La Milliaire

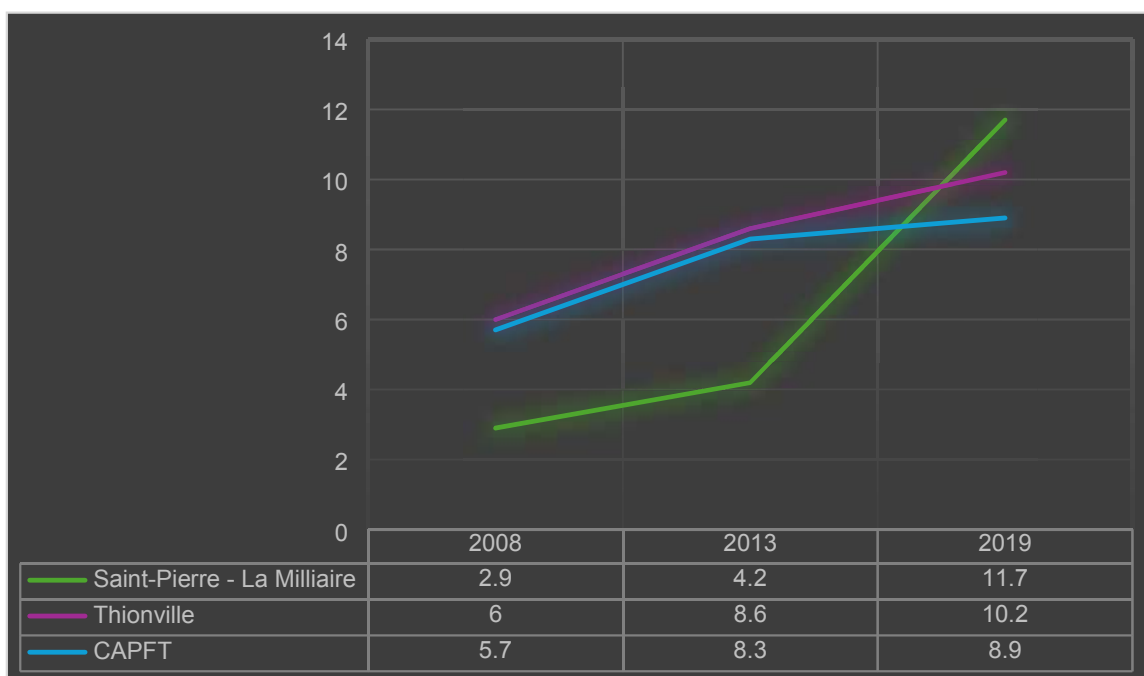
a) Logement

Tableau 39 : Nombre, part, taux d'occupation, de vacance et de rotation des logements sociaux

	Quartier prioritaire	Commune	EPCI
Nombre de logements sociaux	601	5 327	8 024
Part des logements sociaux (%)	> 95	24,9	19,5
Taux de vacance (%)	7,3	3,6	3,6
Taux de vacance de plus de 3 mois (%)	5,6	2,4	2,4
Taux de rotation (%)	6,2	7,1	7,5

Source : SDES, Répertoire du parc locatif social (2021)

Graphique 51 : Évolution de la part des logements vacants parmi l'ensemble des logements (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 40 : Ancienneté d'emménagement des ménages (%)

	Quartier prioritaire	Commune	EPCI
Moins de 2 ans	8,7	14,7	13,2
Entre 2 et 4 ans	18,7	23,3	21,6
Entre 5 et 9 ans	25,3	18,2	17,4
10 ans ou plus	47,2	43,8	47,8

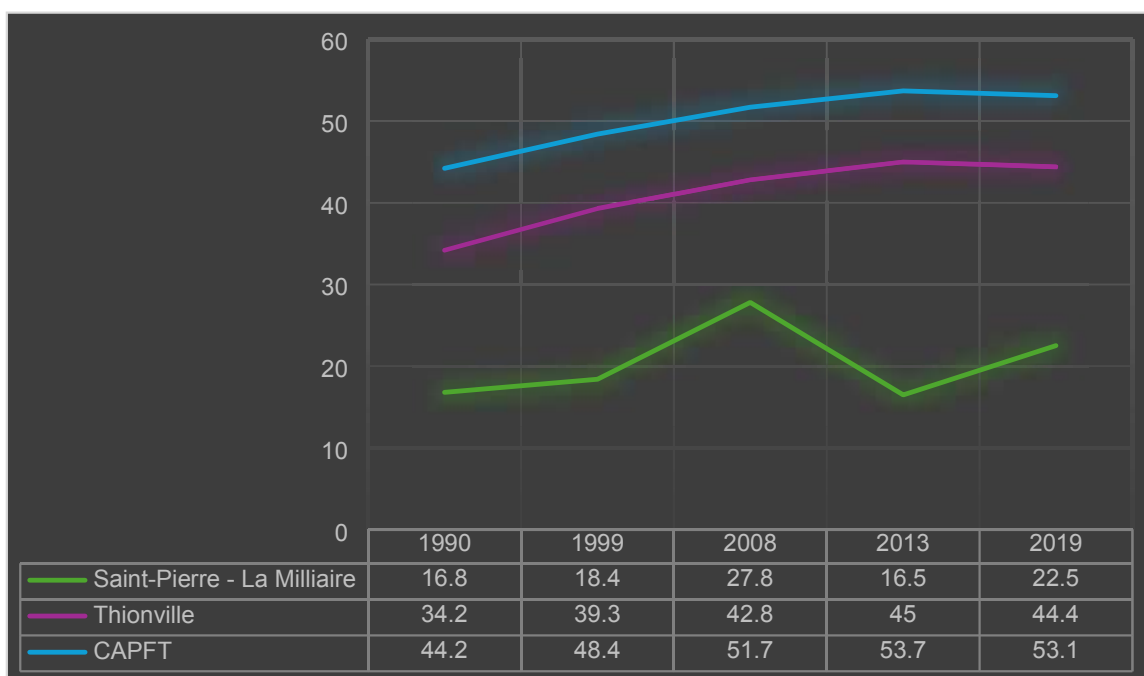
Source : INSEE, recensement de la population (2018)

Tableau 41 : Répartition des résidences principales selon le type d'habitat (%)

	Saint-Pierre – La Milliaire	Thionville	CAPFT
Appartement	93,6	71,1	57,2
Maison	nd	28,9	42,8

Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 52 : Évolution de la part des ménages propriétaires (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Donnée 2 : Part des ménages locataires dans le quartier prioritaire : 99,1 %

Source : INSEE, Recensement de la Population (2018)

b) Démographie

Tableau 42 : Population municipale au 1^{er} janvier 2018

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
1 186	40 477	80 039

Source : INSEE, Recensement de la Population 2018

Tableau 43 : Répartition de la population par sexe et âge

	Quartier prioritaire	Commune	EPCI
Homme (%)	52,4	48,9	48,7
Femme (%)	47,6	51,1	51,3
Moins de 25 ans (%)	35,2	26,4	27
60 ans ou plus (%)	Nd ⁹⁹	25,6	25,2
Indice jeunesse ¹⁰⁰	Nd	0,8	0,9

⁹⁹ Donnée non disponible, non mobilisable ou non significative

¹⁰⁰ Moins de 20 ans / 60 ans ou plus

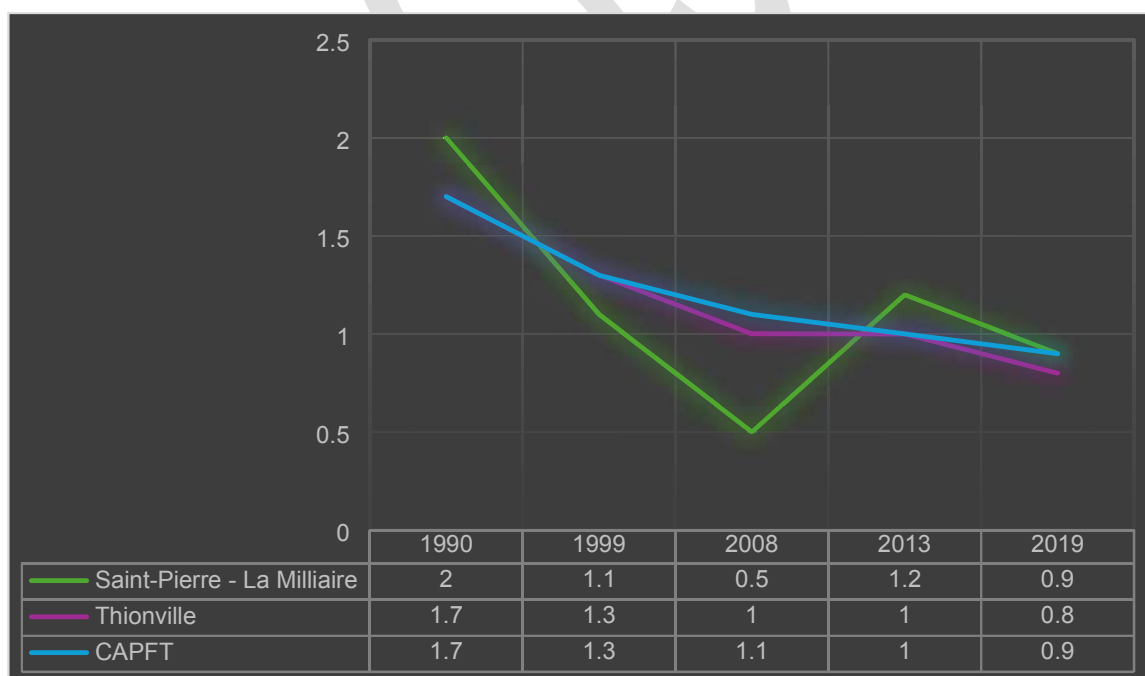
Source : INSEE, Recensement de la Population 2018

Tableau 44 : Pyramide des âges (%)

Part des 0 - 14 ans	24,8
Part des 15 - 24 ans	10,4
Part des 25 - 59 ans	48,2
Part des 60 – 74 ans	10,8
Part des 75 ans et plus	Nd

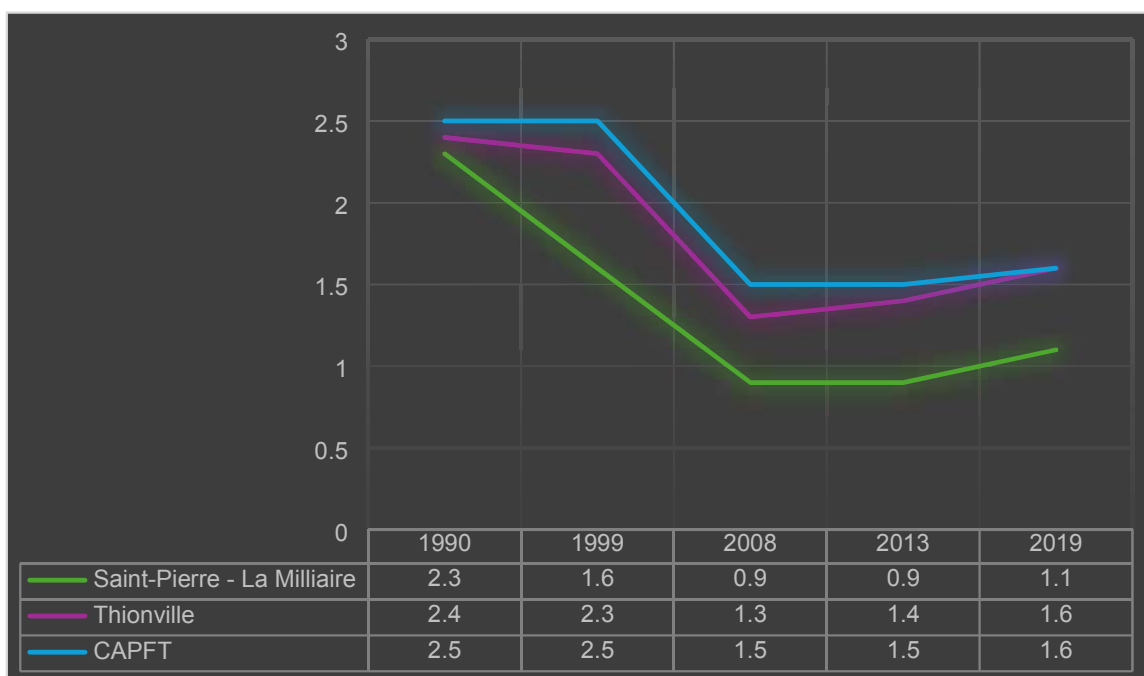
Source : INSEE, Recensement de la Population 2018

Graphique 53 : Évolution de l'indice jeunesse sur 30 ans (1990 à 2019)



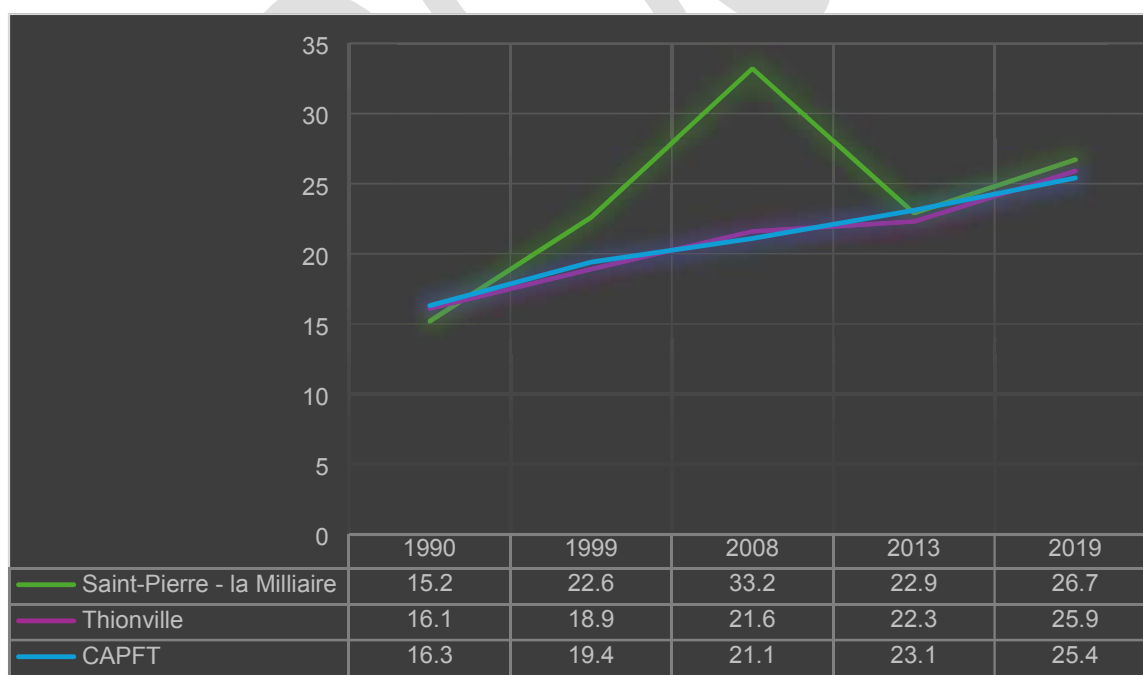
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 54 : Évolution de l'indice d'évolution des générations âgées



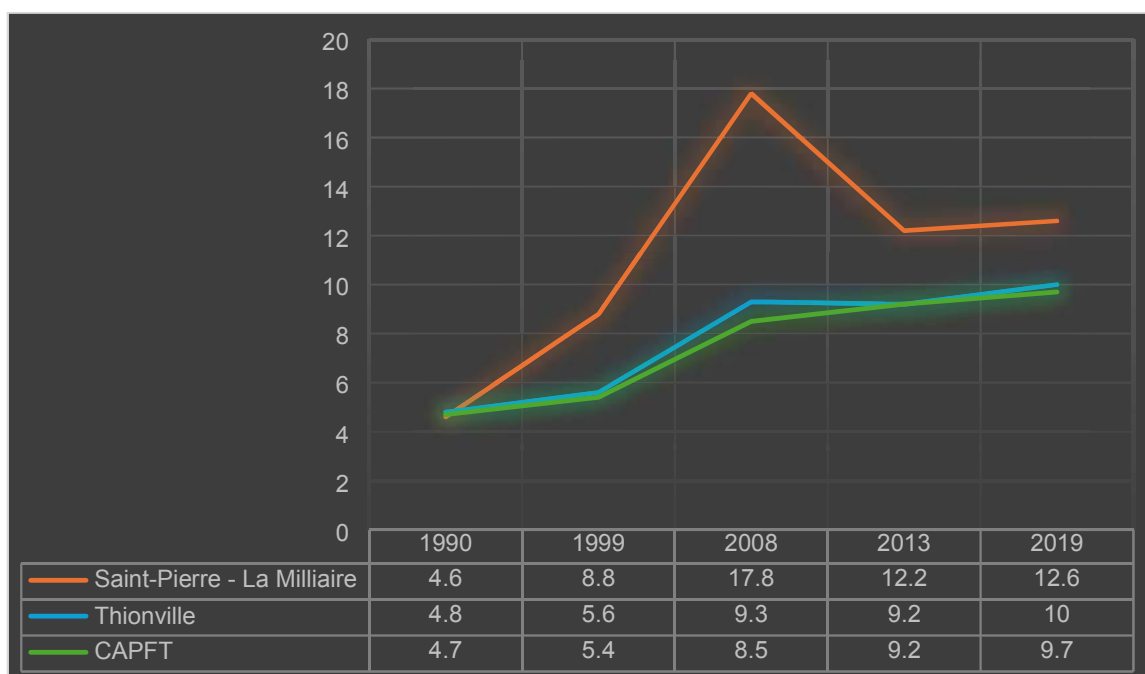
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 55 : Évolution de la part des personnes âgées de 60 ans et plus parmi la population totale (%)



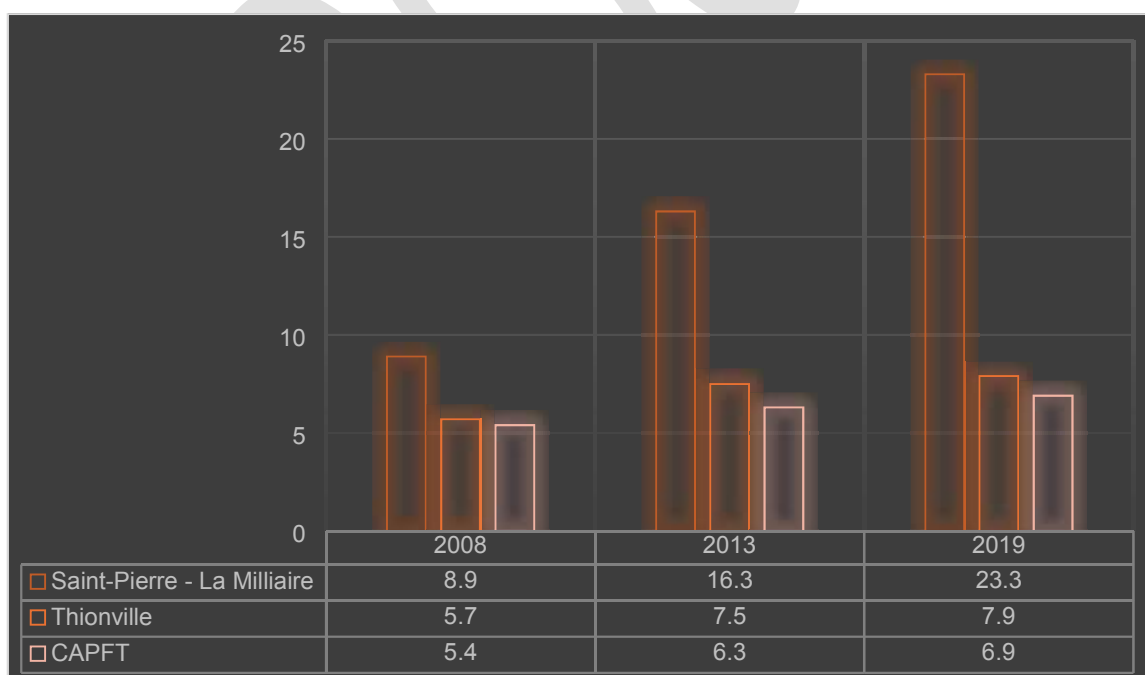
Source : NSEE, Recensement de la Population 2019

Graphique 56 : Évolution de la part des personnes âgées de 75 ans et plus parmi la population totale (%)



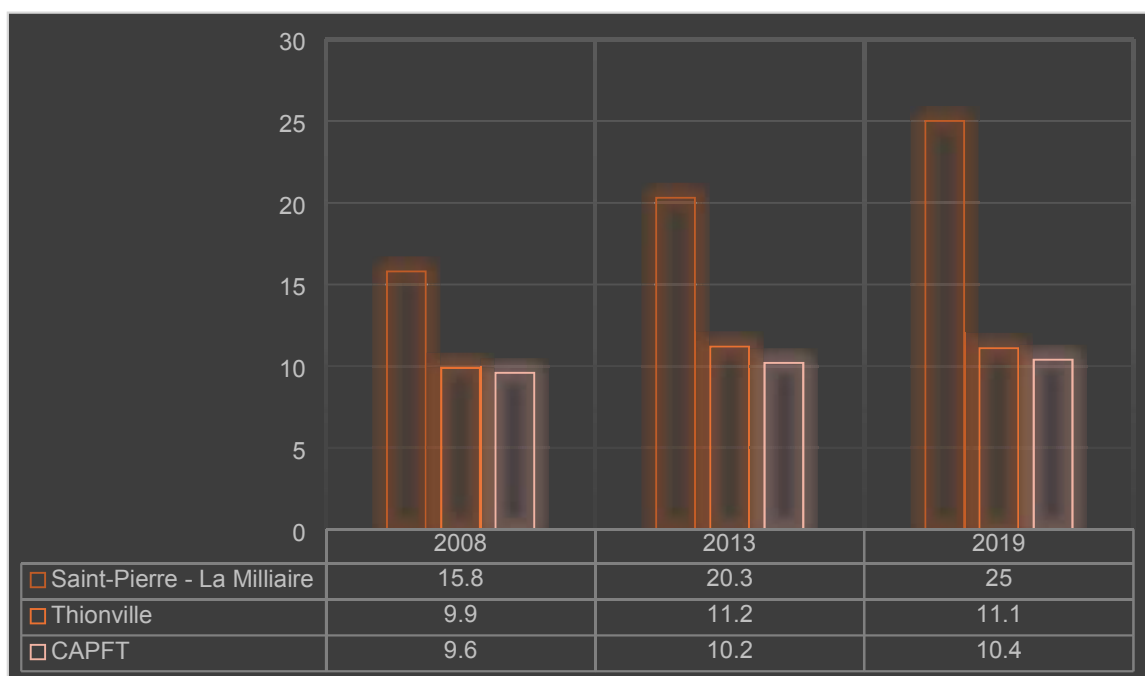
Source : INSEE, Recensement de la Population 2019

Graphique 57 : Évolution de la part de la population étrangère parmi la population totale (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population 2019

Graphique 58 : Évolution de la part de la population immigrée parmi la population totale (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population 2019

c) Structure des ménages

Tableau 45 : Nombre de ménages

	1990	1999	2008	2013	2019
Saint-Pierre – La Milliaire	1 041	1 062	1 086	1 075	991
Thionville	15 706	17 209	19 047	19 147	19 832
CAPFT	28 379	31 011	34 791	35 275	37 589

Graphique 59 : Évolution de la part des ménages composés d'une seule personne (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population 2019

Tableau 46 : Nombre de ménages composés d'une seule personne en 2019

Saint-Pierre – La Milliaire	461
Thionville	8 709
CAPFT	14 602

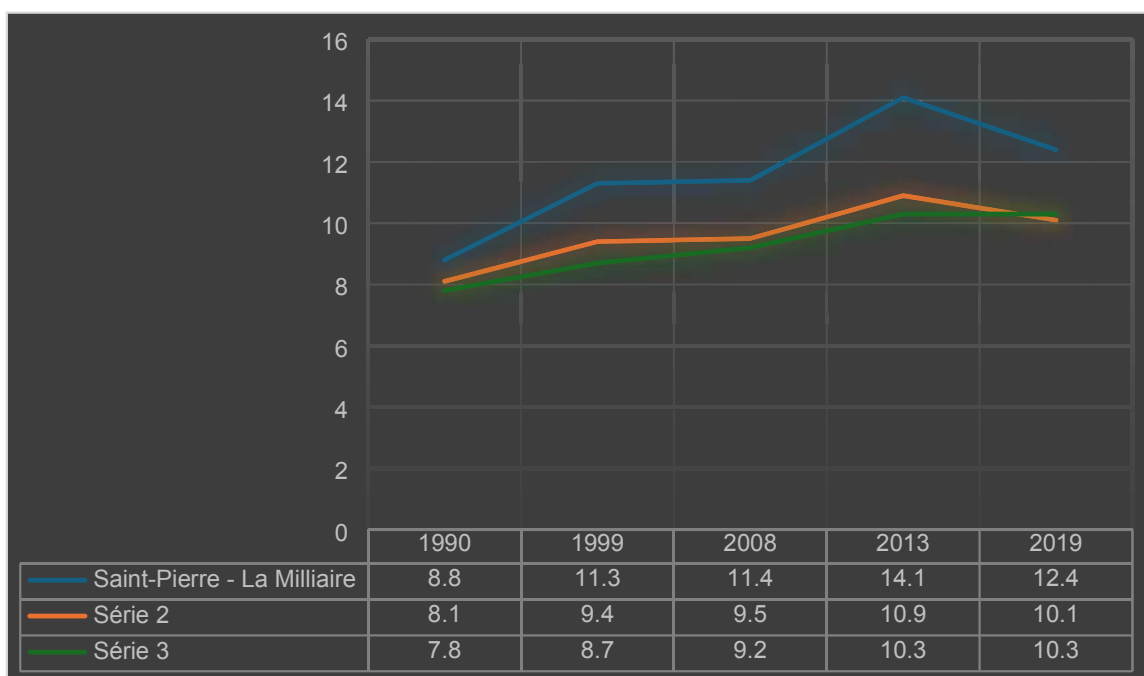
Source : INSEE, Recensement de la Population 2019

Tableau 47 : Part des ménages composés d'une personne (%)

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
50,7	43,3	38,3

Source : INSEE, Recensement de la Population 2018

Graphique 60 : Évolution de la part des ménages composés de familles monoparentales (%)
(y compris avec enfant(s) de 25 ans et plus)



Source : INSEE, Recensement de la Population 2019

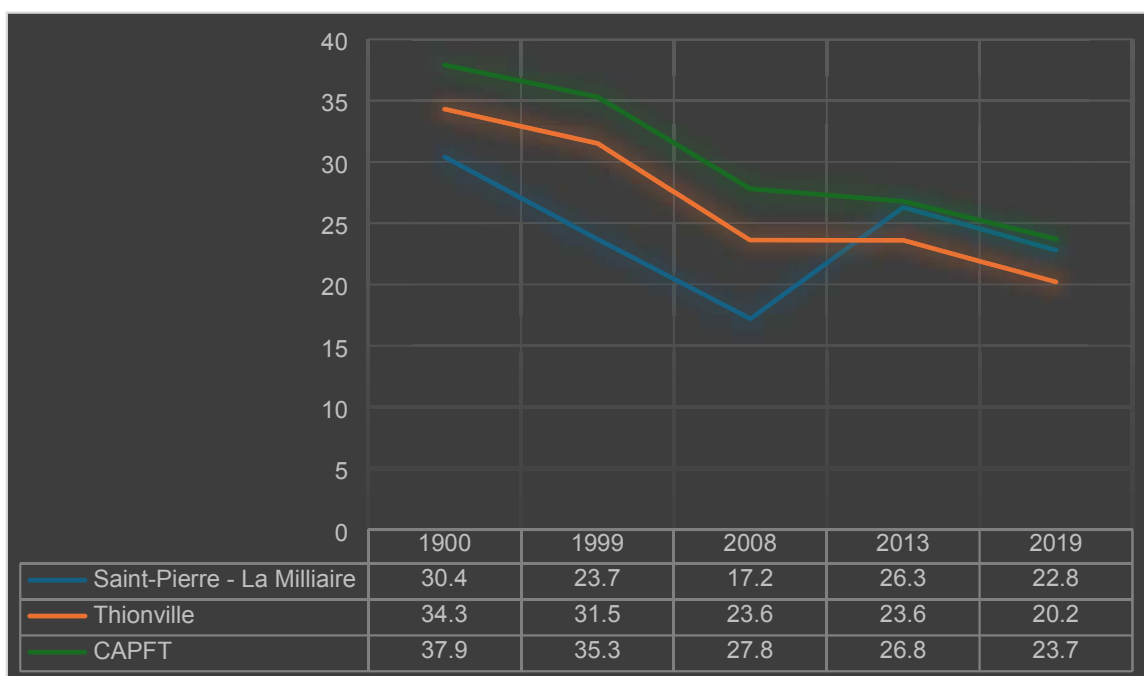
Tableau 48 : Nombre de ménages composés de familles monoparentales en 2019

Saint-Pierre – La Milliaire	123
Thionville	2 003
CAPFT	3 882

Source : INSEE, Recensement de la Population 2019

Cette part devient encore plus significative quand la donnée est attachée au périmètre du quartier prioritaire, où celle-ci s'élève ainsi à 27 %. (Source : INSEE, Recensement de la Population 2018).

Graphique 61 : Évolution de la part des ménages composés de couples avec enfants (%) (y compris de 25 ans et plus)



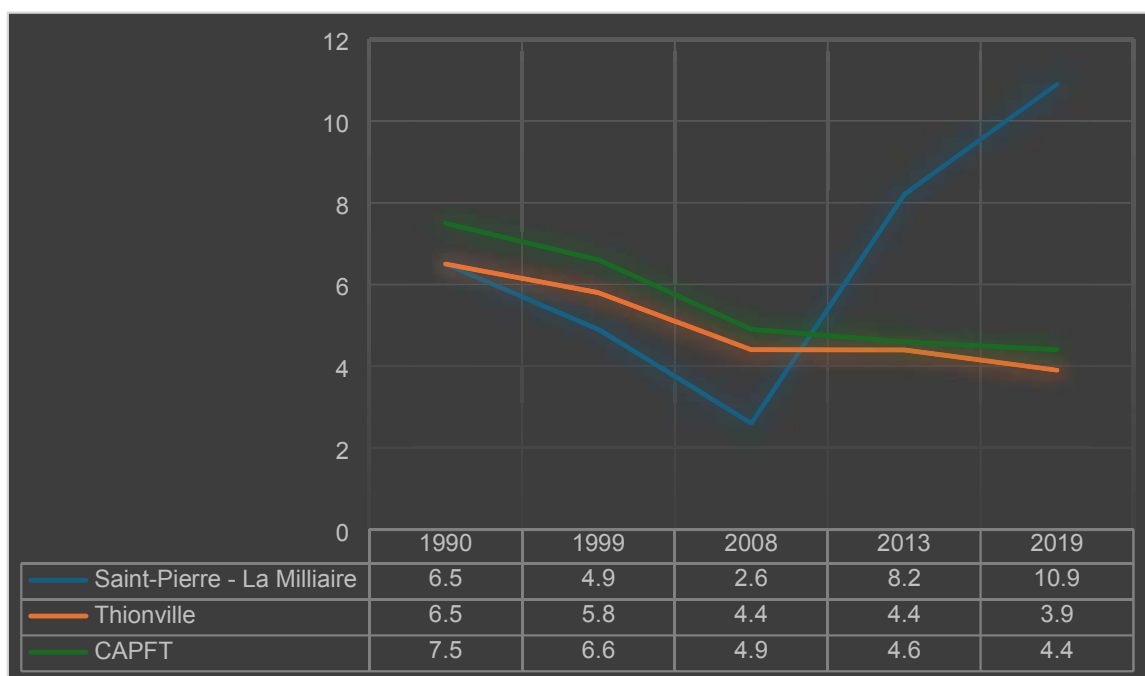
Source : INSEE, Recensement de la Population 2019

Tableau 49 : Nombre de ménages composés de couples avec enfants
(y compris de 25 ans et plus)

Saint-Pierre – La Milliaire	226
Thionville	3 999
CAPFT	8 912

Source : INSEE, Recensement de la Population 2019

Graphique 62 : Évolution de la part des ménages composés de familles nombreuses (%)
(3 enfants et plus)



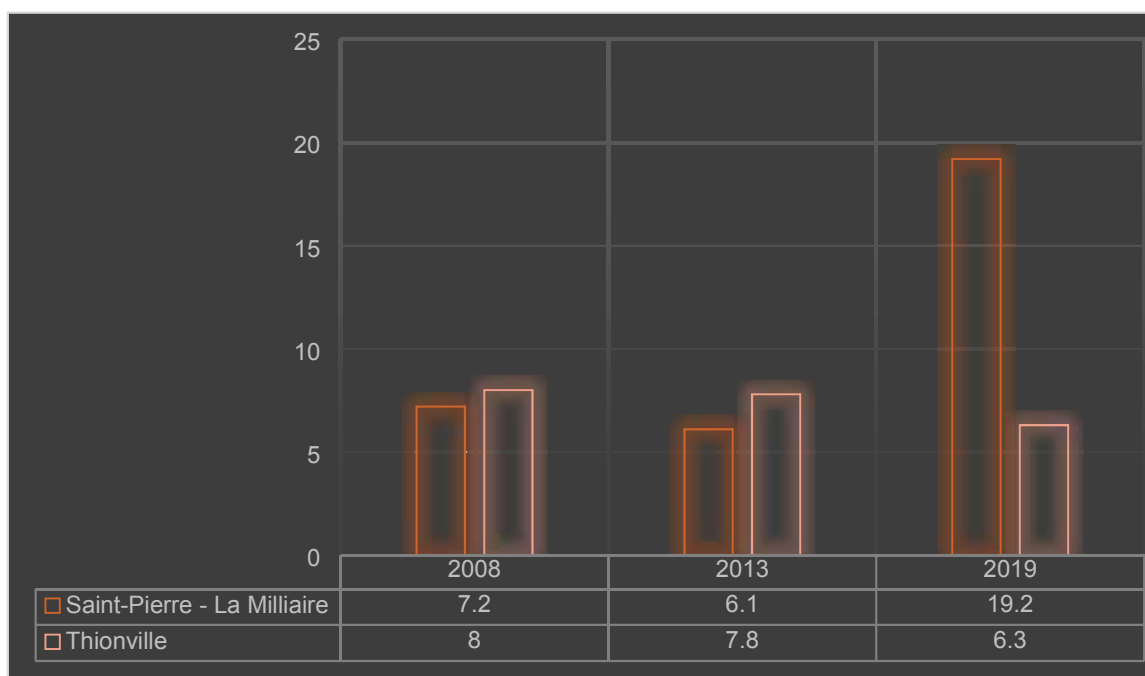
Source : INSEE, Recensement de la Population 2019

Tableau 50 : Nombre de ménages composés de familles nombreuses (3 enfants et plus) en 2019

Saint-Pierre – La Milliaire	108
Thionville	765
CAPFT	1 662

Source : INSEE, Recensement de la Population 2019

Graphique 63 : Évolution de la part des femmes de 18 à 24 ans avec au moins un enfant à charge parmi l'ensemble des femmes de 18 à 24 ans (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population 2019

d) Sclolarité

Tableau 51 : Nombre d'écoliers

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
268	4 095	7 923

Source : *ministère de l'Éducation Nationale, DEPP, année scolaire 2020-2021*

Tableau 52 : Nombre d'élèves scolarisés dans une formation au collège

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
70	1 837	3 813

Source : *ministère de l'Éducation Nationale, DEPP, année scolaire 2020-2021*

Tableau 53 : Taux de retard en 3^{ème}

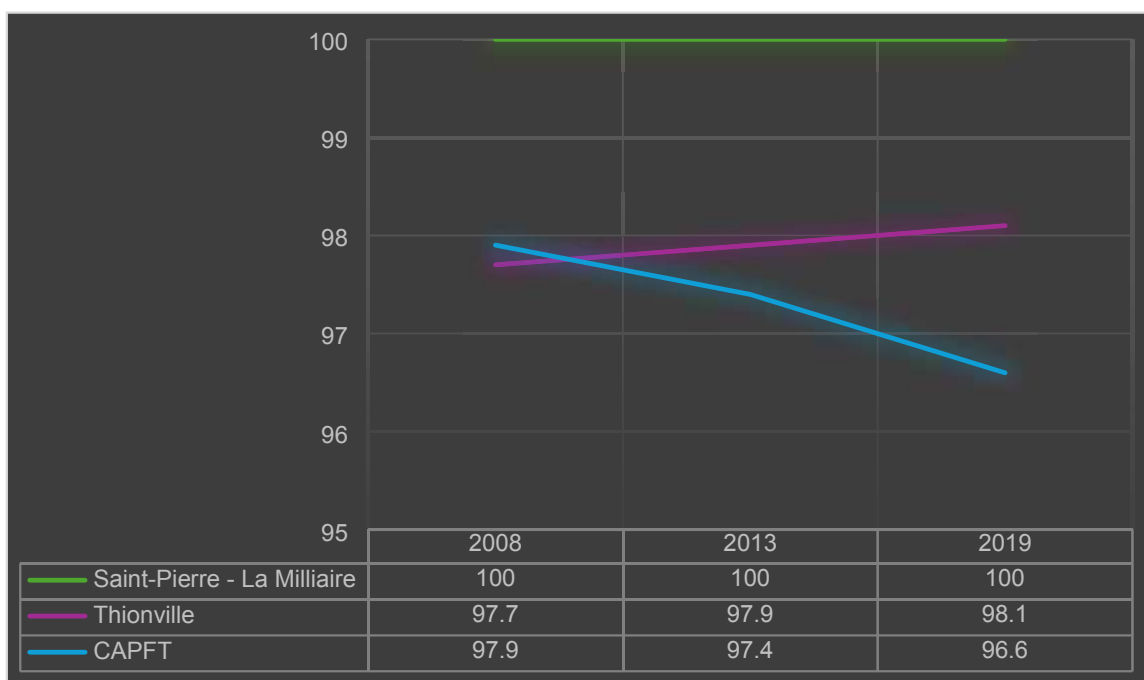
Quartier prioritaire	Commune	EPCI
s ¹⁰¹	9	8,8

Source : *ministère de l'Éducation Nationale, DEPP, année scolaire 2020-2021*

D'après le recensement de la population (2018) produit par l'INSEE, le taux de scolarisation des personnes âgées de 15 à 24 ans sur le quartier s'élève à 67,9 %.

Graphique 64 : Évolution du taux de scolarisation des 15-17 ans

¹⁰¹ Secret statistique.



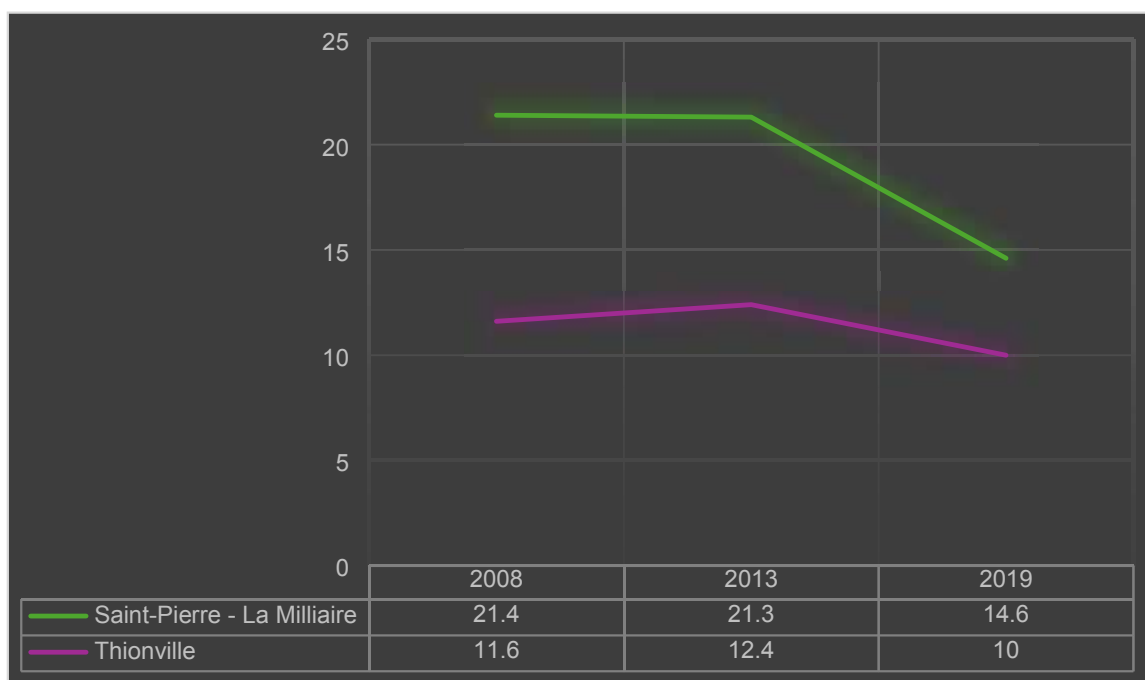
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 65 : Évolution du taux de scolarisation des 18-24 ans



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 66 : Évolution de la part des jeunes de 18-24 ans non scolarisés et sans diplôme parmi l'ensemble des jeunes de 18 à 24 ans (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 54 : Répartition des habitants de « Saint-Pierre – La Milliaire » par niveau de diplôme (%)

Diplôme de niveau inférieur au BAC	30,9
Diplôme de niveau BAC	12,9
Diplôme de niveau BAC+2 ou supérieur	11,9
Sans diplôme	44,3
Femmes sans diplôme	49,9
Étrangers sans diplôme	57,0

Source : INSEE, Recensement de la Population (2018)

Tableau 55 : Part des 16 à 25 ans non scolarisés et sans emploi (%) :

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
nd	15,4	15,4

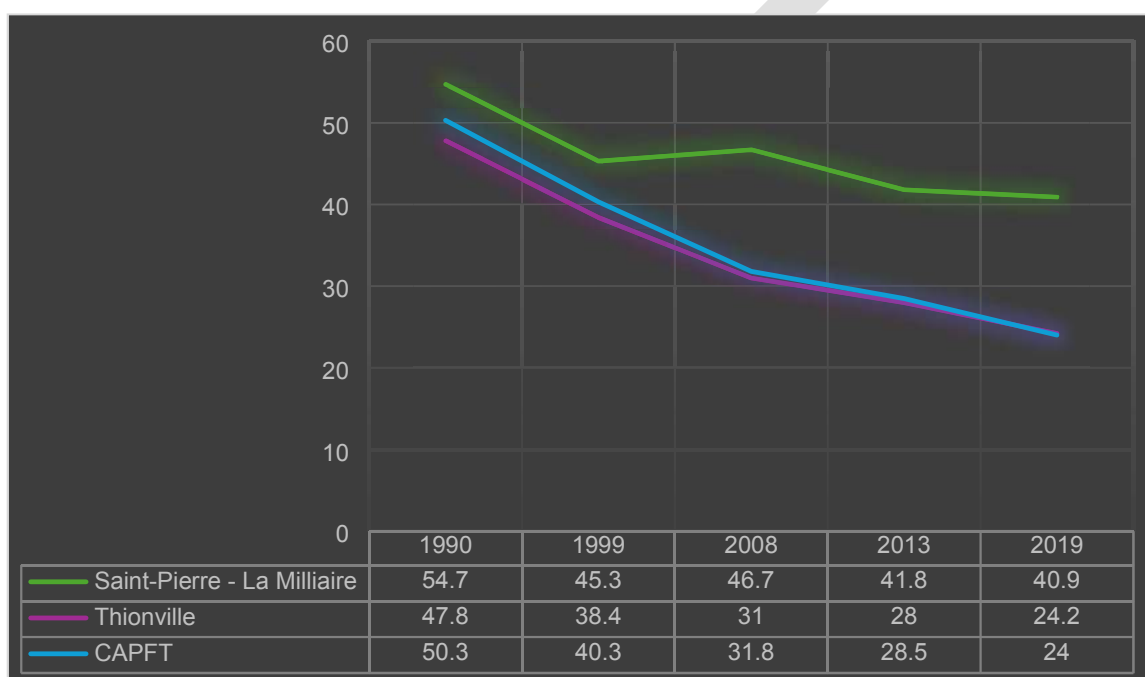
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 56 : Nombre de personnes de 15 ans et plus de bas niveau de formation (aucun diplôme, brevet des collèges)

	1990	1999	2008	2013	2019
Saint-Pierre – La Milliaire	960	835	805	743	663
Thionville	14 044	11 450	9 715	8 897	7 638
CAPFT	27 432	22 595	19 019	17 199	14 876

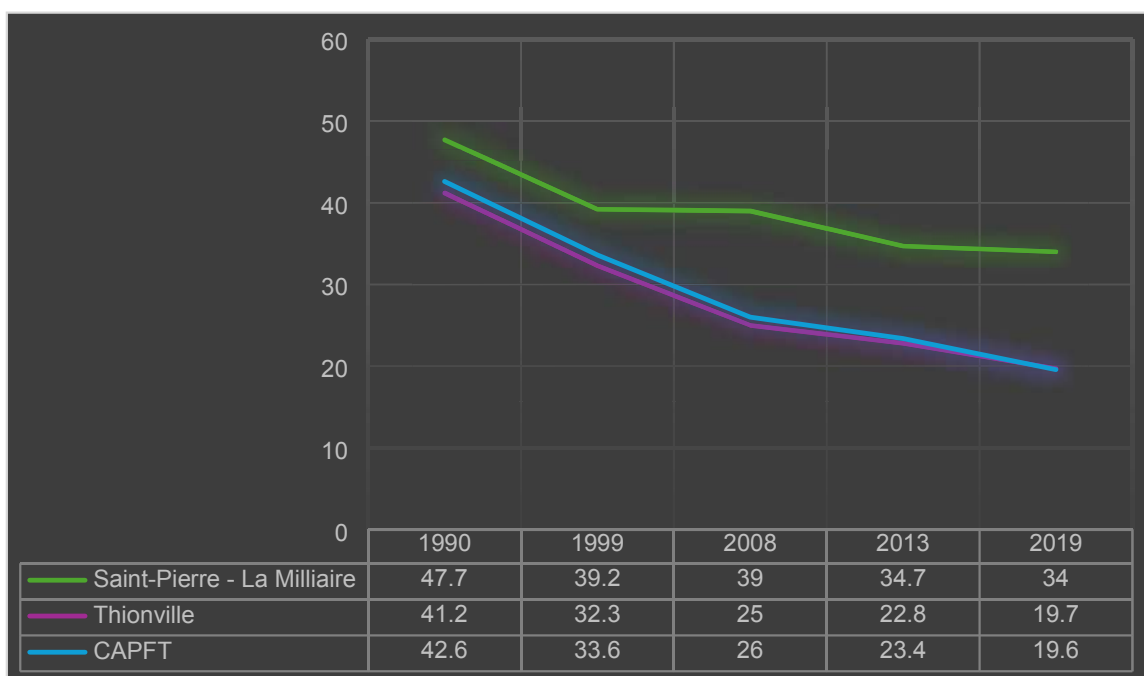
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 67 : Évolution de la part des 15 ans et plus de bas niveau de formation parmi les personnes âgées de 15 ans et plus (%)



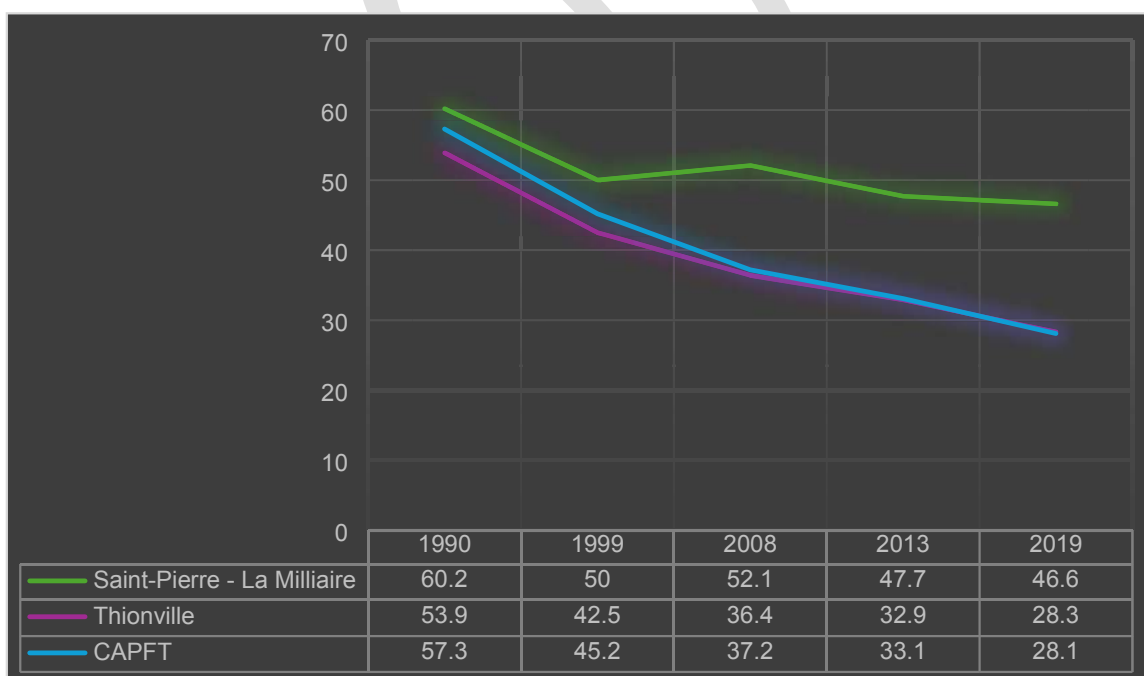
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 68 : Évolution de la part des hommes de 15 ans plus de bas niveau de formation parmi les personnes âgées de 15 ans et plus (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 69 : Évolution de la part des femmes de 15 ans plus de bas niveau de formation parmi les personnes âgées de 15 ans et plus (%)



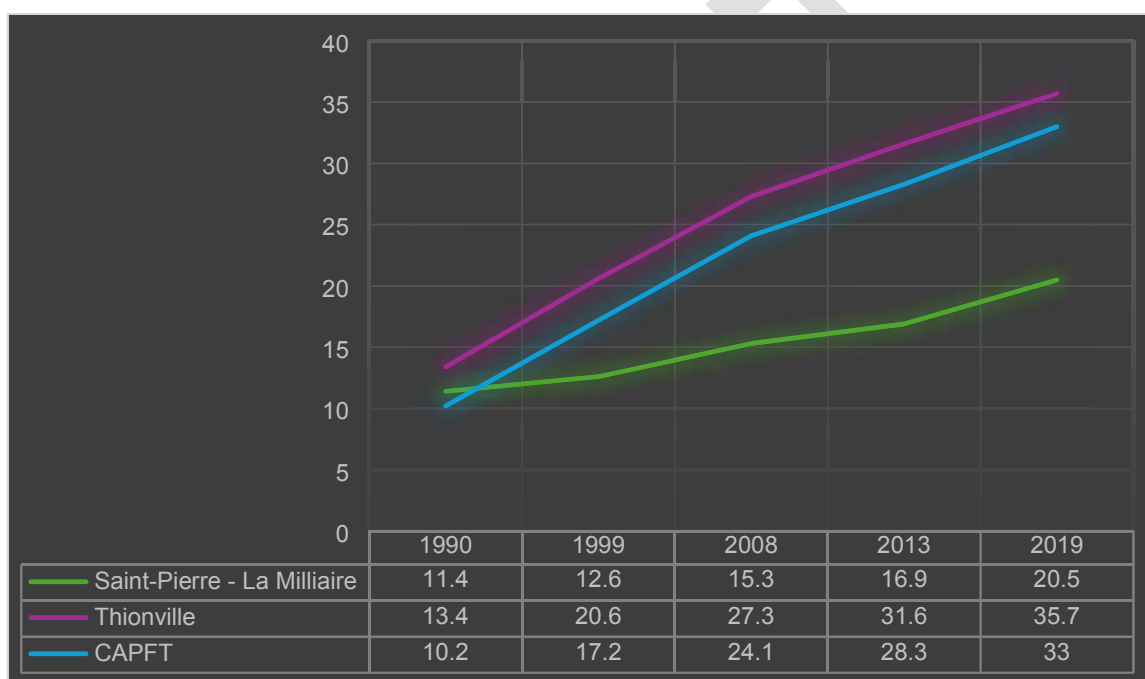
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 57 : Nombre de personnes de 15 ans et plus de haut niveau de formation (BAC +2 et supérieur)

	1999	1999	2008	2013	2019
Saint-Pierre – La Milliaire	200	232	263	301	333
Thionville	3 924	6 134	8 554	10 033	11 248
CAPFT	5 592	9 649	14 379	17 076	20 412

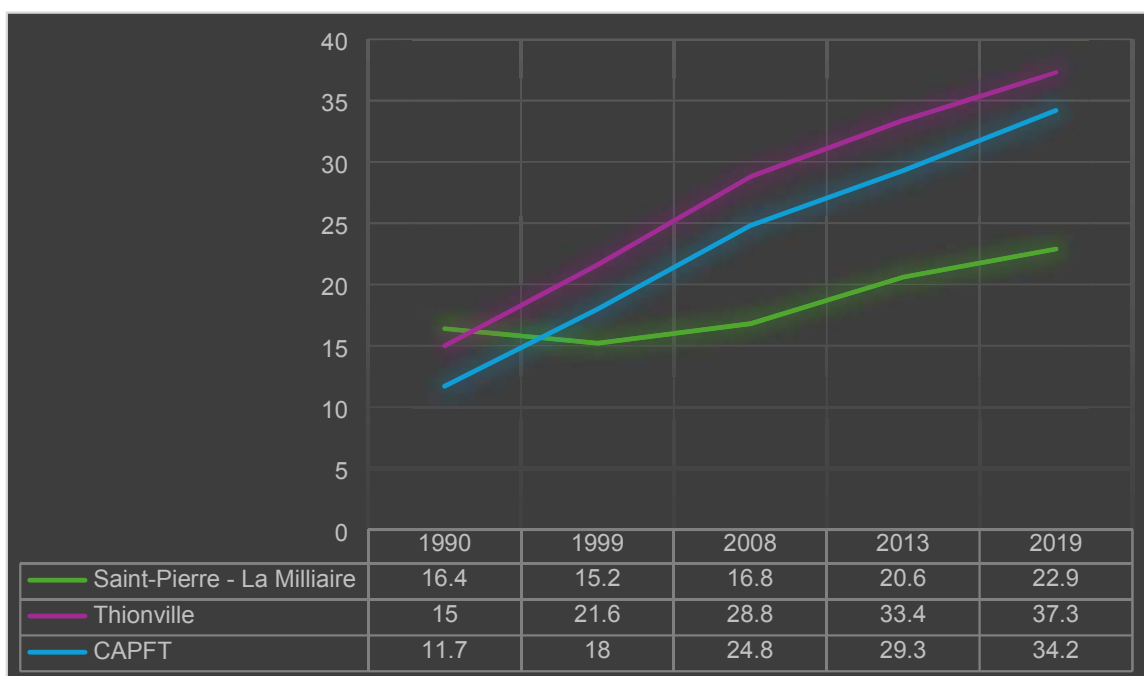
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 70 : Évolution de la part des 15 ans et plus de haut niveau de formation parmi l'ensemble des personnes âgées de 15 ans et plus (%)



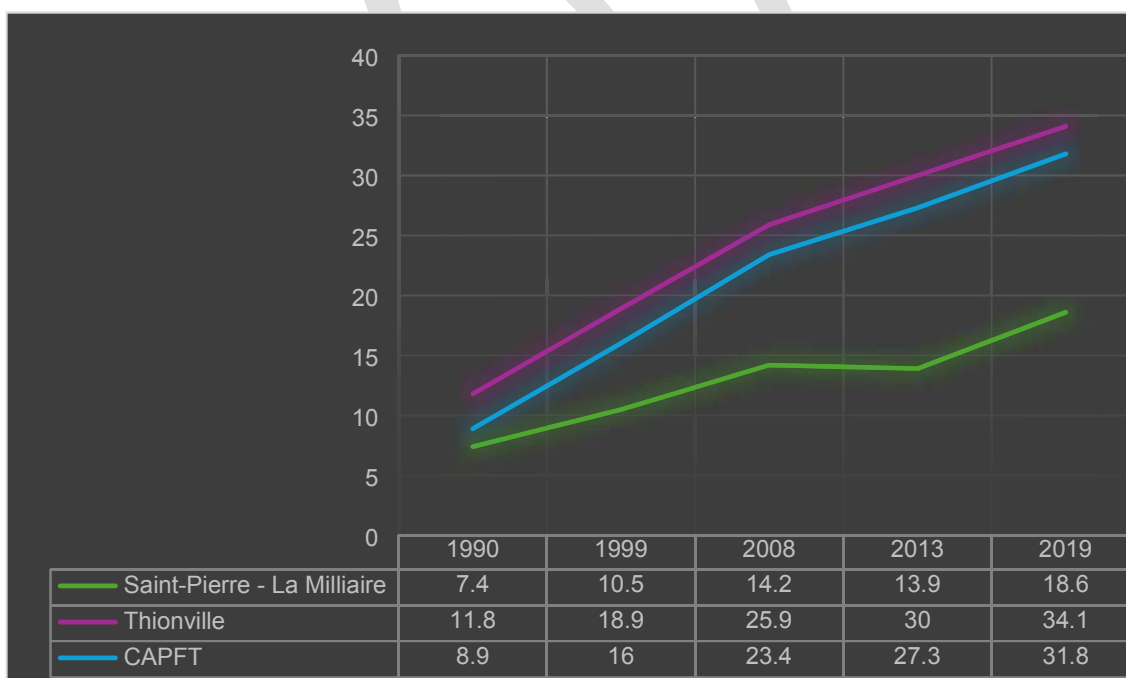
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 71 : Évolution de la part des hommes âgés de 15 ans et plus de haut niveau de formation parmi l'ensemble des personnes âgées de 15 ans et plus (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 72 : Évolution de la part des femmes âgées de 15 ans et plus de haut niveau de formation, parmi l'ensemble des personnes âgées de 15 ans et plus (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

e) Insertion professionnelle – emploi

Tableau 58 : Taux d'emploi des 15-64 ans (%)

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
42,6	66,1	66,8

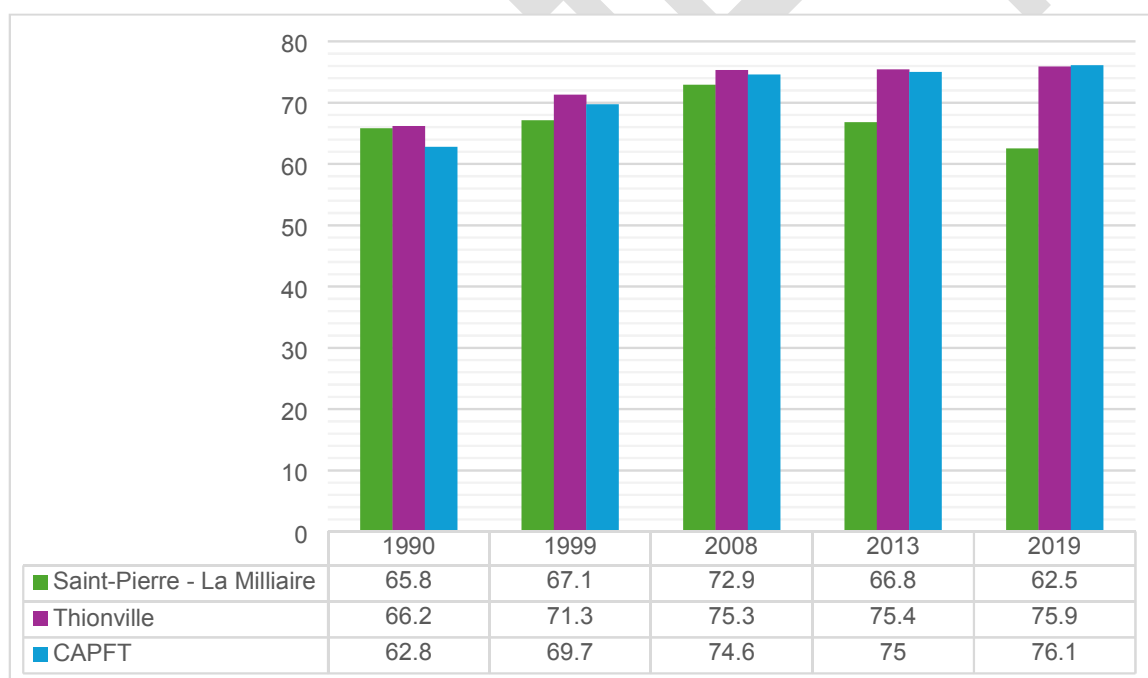
Source : INSEE, recensement de la population 2018

Tableau 59 : Taux d'emploi du quartier prioritaire par catégorie (%)

Taux d'emploi des femmes	36,8
Taux d'emploi des hommes	47,2
Taux d'emploi des étrangers	46,3
Taux d'emploi des 25 – 54 ans	50,8
Taux d'emploi des 55 – 64 ans	38,3

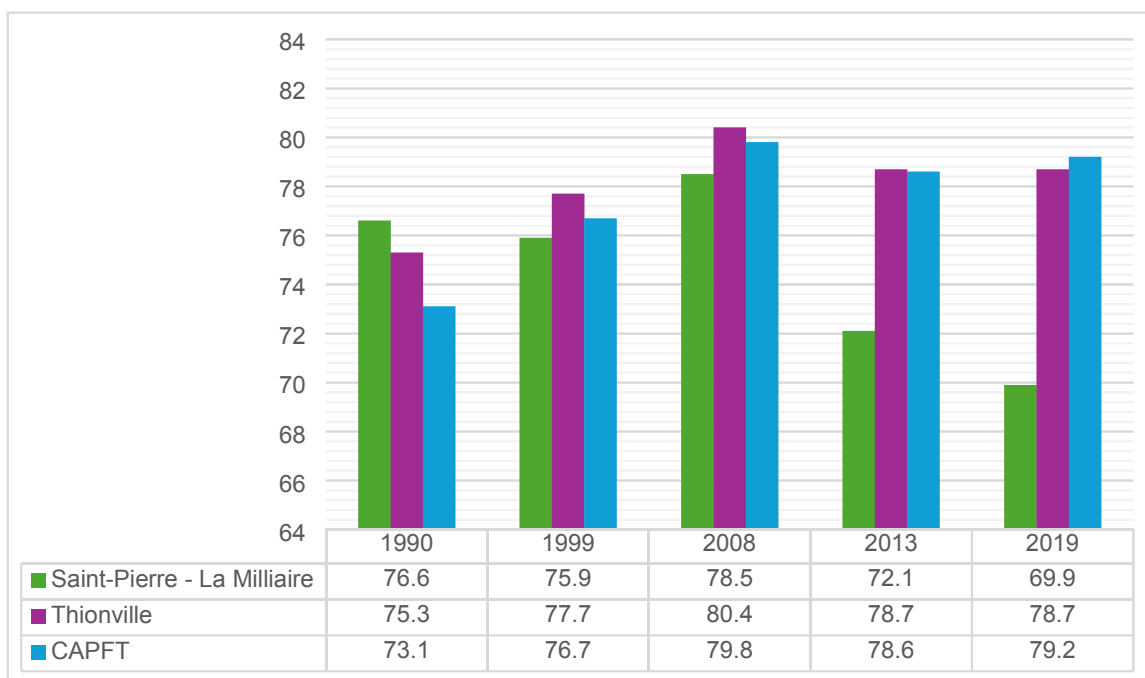
Source : INSEE, recensement de la population 2018

Graphique 73 : Évolution du taux d'activité des 15-64 ans (%)



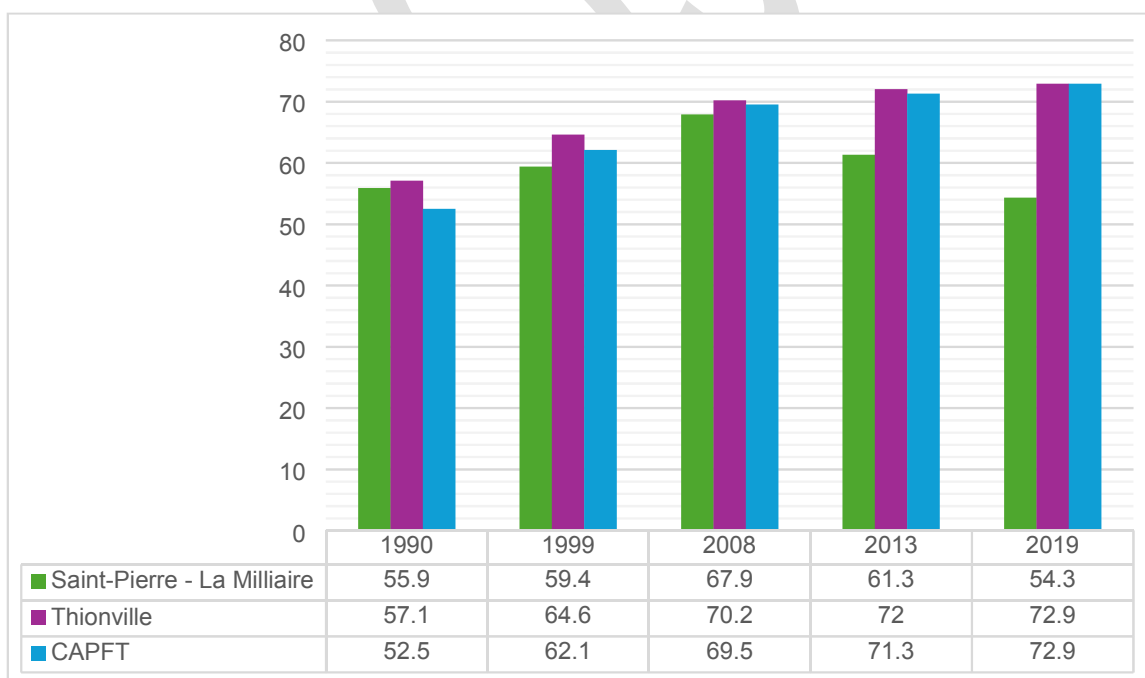
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 74 : Évolution du taux d'activité des hommes de 15 à 64 ans (%)



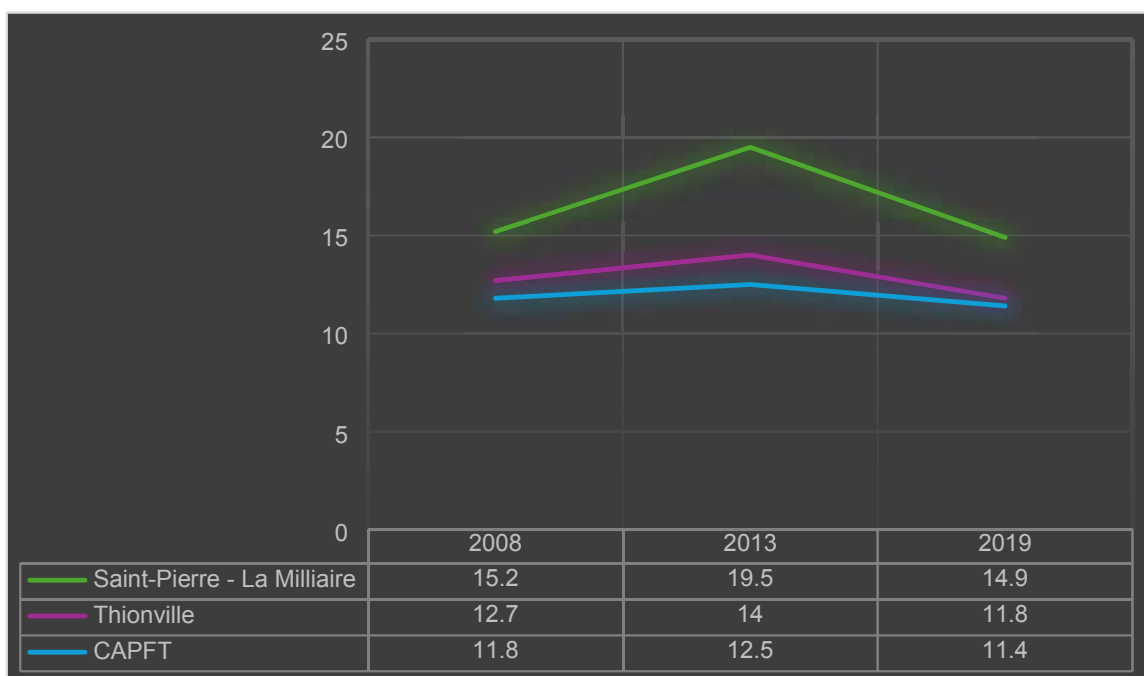
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 75 : Évolution du taux d'activité des femmes de 15 à 64 ans (%)



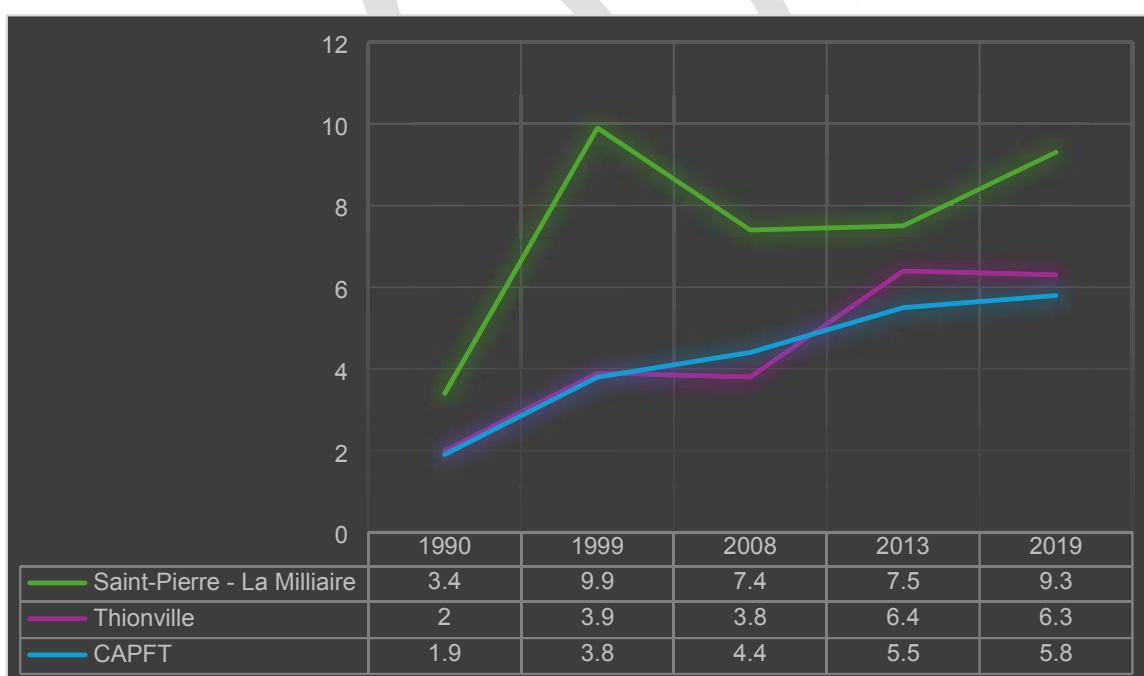
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 76 : Évolution de la part des salariés de 15 ans et plus en contrats précaires (%)
(CDD, intérim, emplois aidés, stages)



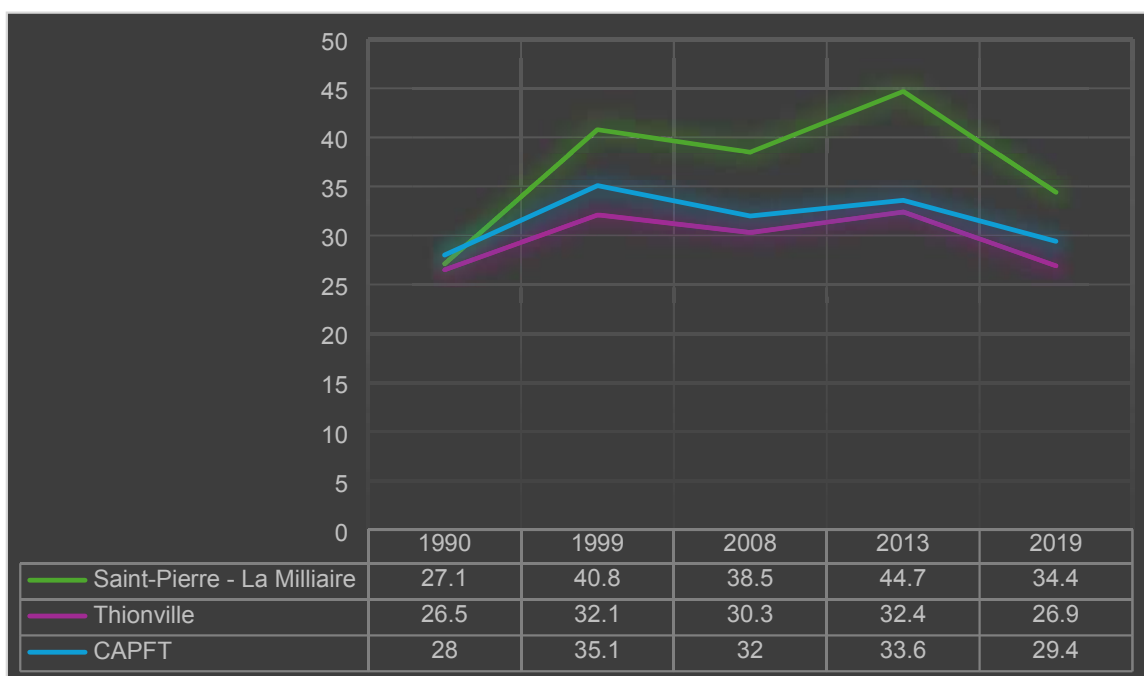
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 77 : Évolution de la part des hommes salariés de 15 ans et plus à temps partiel
(%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 78 : Évolution de la part des femmes salariées de 15 ans et plus à temps partiel
(%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 60 : Nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi

	Quartier Prioritaire			Commune			EPCI		
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
Toutes les catégories	270	118	152	4 073	2 025	2 048	7 256	3 703	3 553
Catégorie ABC	246	108	138	3 658	1 810	1 848	6 488	3 317	3 171
Dont bénéficiaires du RSA (%)	47,2	55,6	40,6	26,4	26,6	26,1	24,5	23,9	25,1
Catégorie A	157	76	81	2 298	1 103	1 195	4 082	2 012	2 070
Évolution annuelle du nombre d'inscrits en catégorie A (%)	-3,7	s	s	-10,5	-10,3	-10,6	-10,5	-10,3	-10,7

Source : Pôle Emploi-DARES, STMT, demandeurs d'emploi en fin de mois au 31/12/2021

Tableau 61 : Répartition par âge des demandeurs d'emploi des catégories A, B et C (%)

	Quartier Prioritaire	Commune	EPCI
Moins de 26 ans	7,7	12	12,9
De 26 à 49 ans	59,4	58,4	58,2
50 ans ou plus	32,9	29,6	28,9

Source : Pôle Emploi-DARES, STMT, demandeurs d'emploi en fin de mois au 31/12/2021

Tableau 62 : Répartition des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C par niveau de formation¹⁰² (%)

	Quartier Prioritaire			Commune			EPCI		
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
Inférieur au CAP-BEP	21,1	17,6	23,9	13,1	12,8	13,5	13,3	13,4	13,2
CAP-BEP	41,5	37	44,9	34,6	30,9	38,1	35,2	31,9	38,7
Baccalauréat	24	31,5	18,1	22,0	23,3	20,6	22,4	23,4	21,3
Supérieur au Baccalauréat	13,4	13,9	13,1	30,3	32,9	27,7	29,0	31,2	26,7

Source : Pôle Emploi-DARES, STMT, demandeurs d'emploi en fin de mois au 31/12/2021

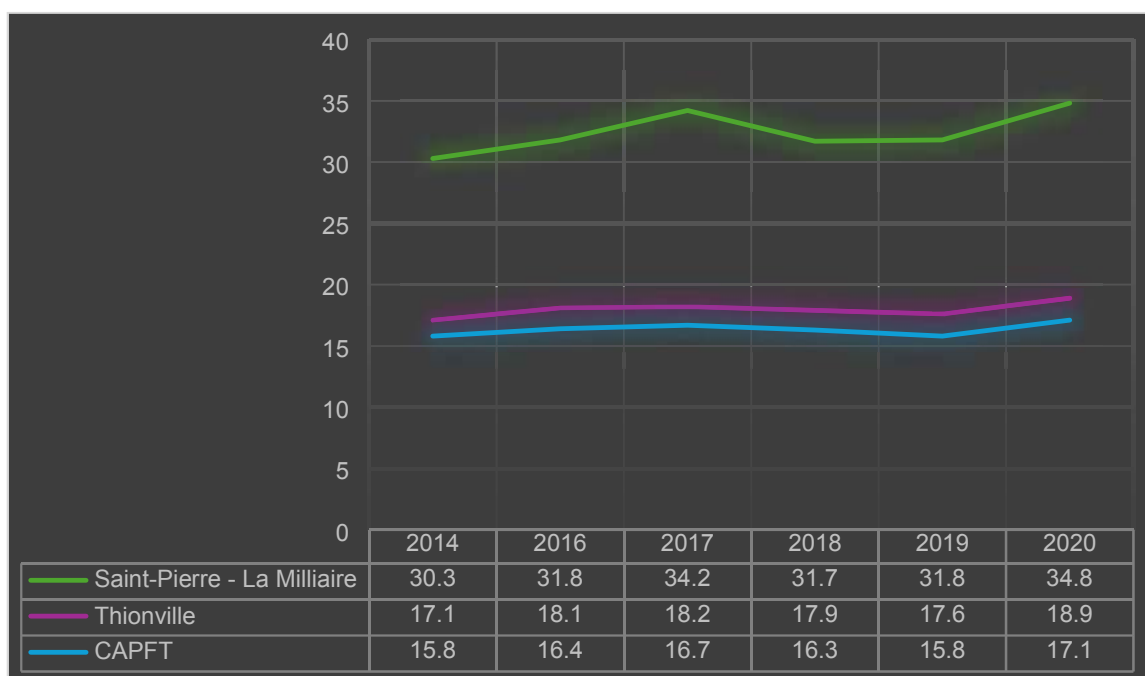
Tableau 63 : Répartition des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C selon la durée d'inscription

	Quartier Prioritaire		Commune		EPCI	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Moins de 6 mois	28,7	29,7	35,4	33,8	35,3	34,4
De 6 mois à moins de 1 an	16,7	17,4	15,4	18,9	16	18,1
De 1 an à moins de 2 ans	21,3	20,3	22	18,8	21,5	20,1
2 ans ou plus	33,3	32,6	27,2	28,5	27,2	27,4

Source : Pôle Emploi-DARES, STMT, demandeurs d'emploi en fin de mois au 31/12/2021

¹⁰² Les pourcentages sont calculés sur la totalité des demandeurs d'emploi inscrits en catégories ABC (y compris non précisé et non renseigné), la somme peut donc être différente de 100.

Graphique 79 : Évolution de l'indice de chômage estimé des demandeurs d'emploi catégories A, B et C (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 64 : Nombre de demandeurs d'emploi de moins de 26 ans catégories A, B et C (%)

	2016	2017	2018	2019
Saint-Pierre – La Milliaire	27	36	30	25
Thionville	527	506	444	434
CAPFT	1 002	988	882	833

Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

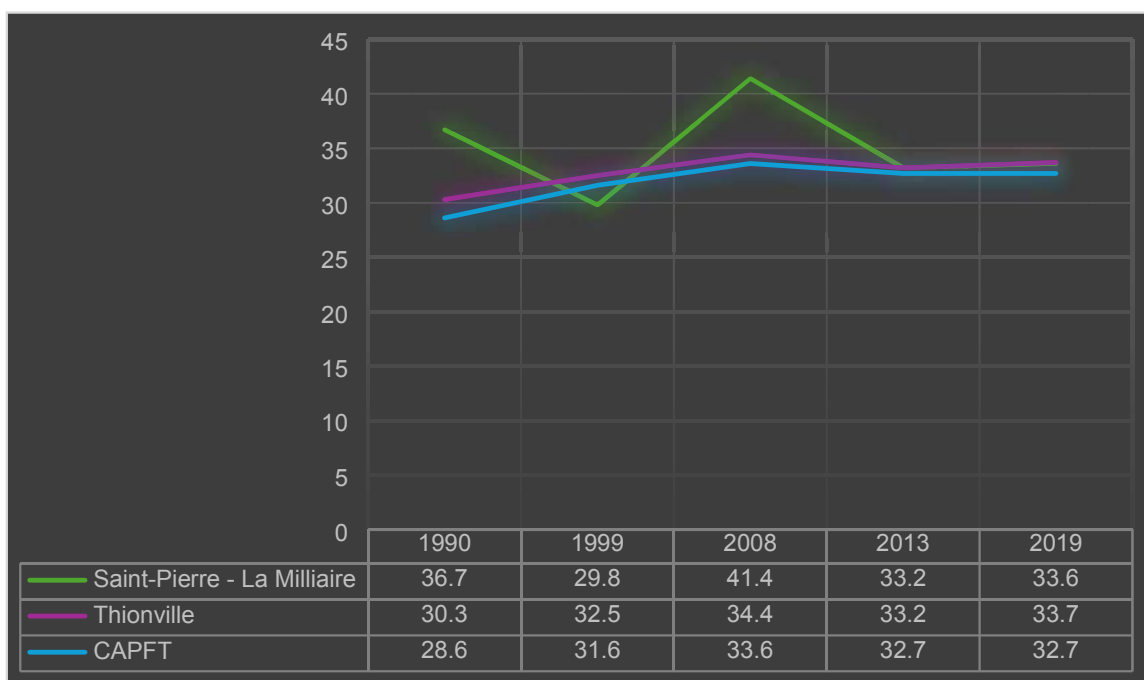
Graphique 80 : Évolution de l'indice de chômage estimé des demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, catégories A, B et C (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

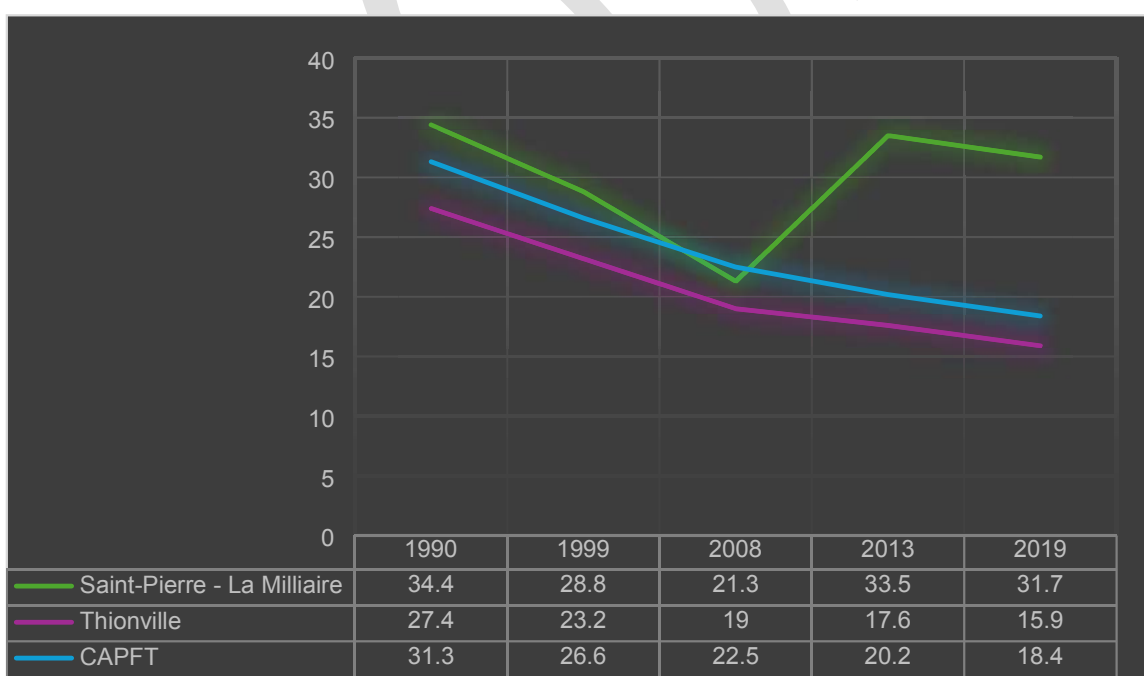
f) Composition socioprofessionnelle

Graphique 81 : Évolution de la part des employés de 15 à 64 ans parmi les actifs occupés de 15 à 64 ans (%)



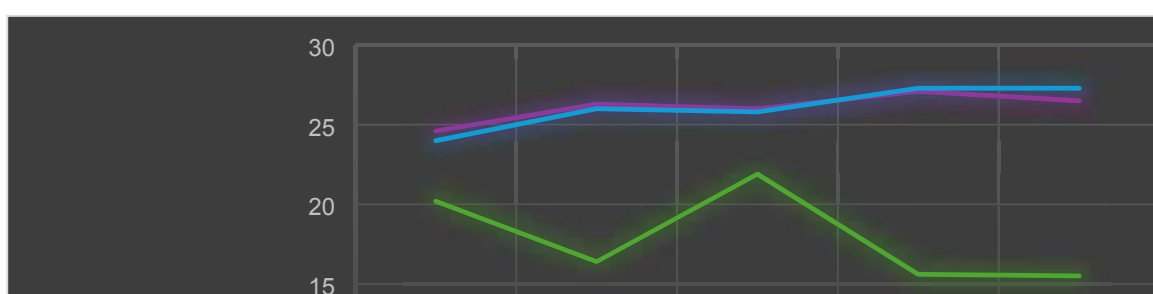
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 82 : Évolution de la part des ouvriers de 15 à 64 ans parmi les actifs occupés de 15 à 64 ans (%)



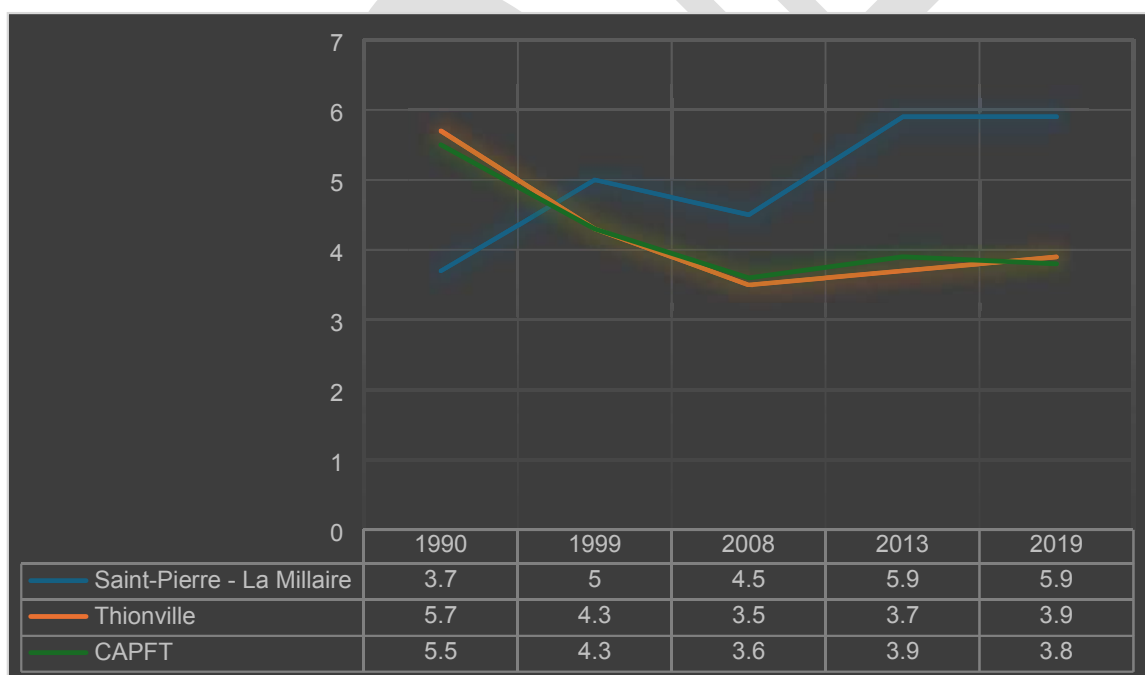
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 83 : Évolution de la part des professions intermédiaires de 15-64 ans parmi les actifs occupés de 15-64 ans (%)



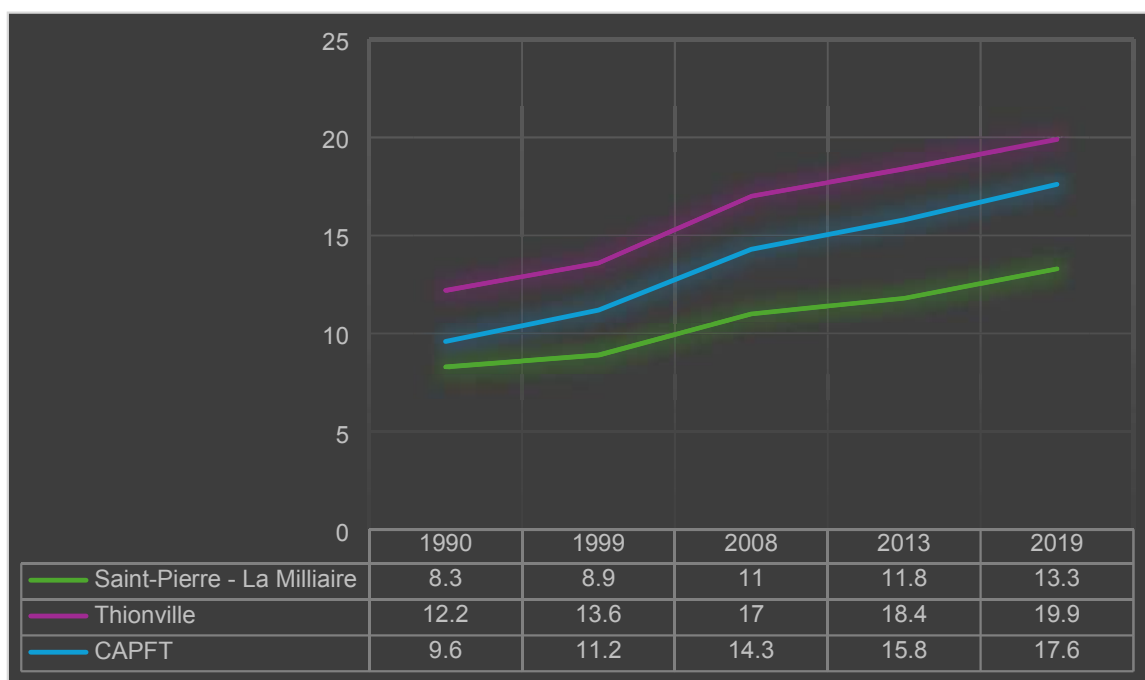
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 84 : Évolution de la part des artisans, commerçants, chefs d'entreprise de 15-64 ans
parmi les actifs occupés de 15-64 ans (%)



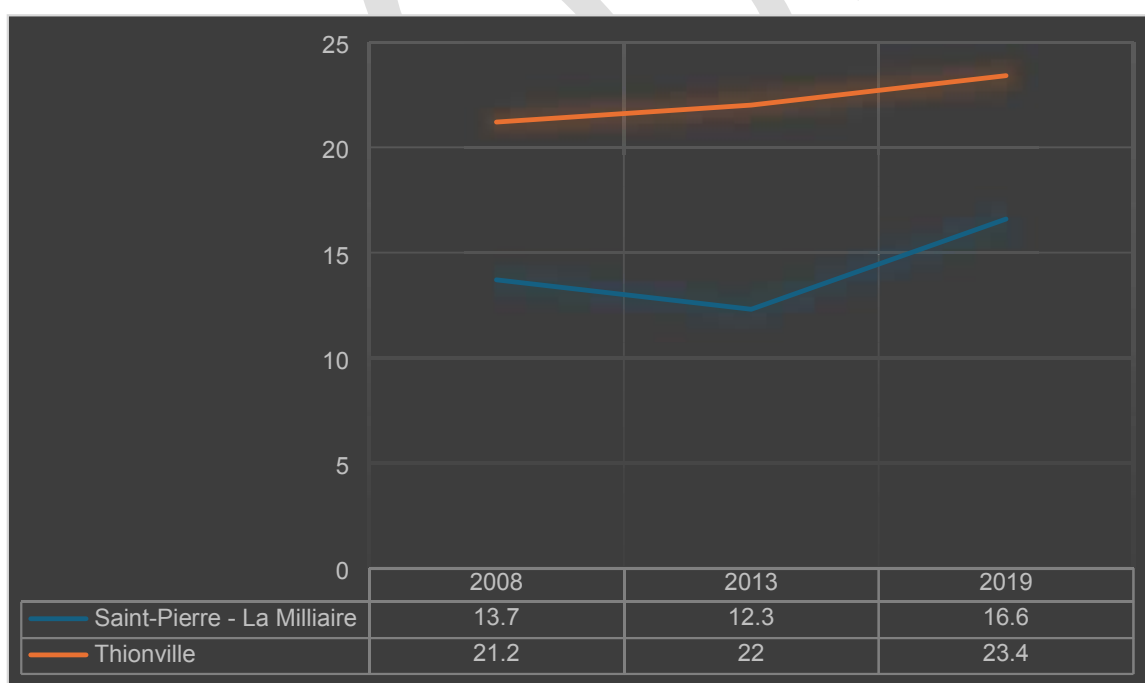
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 85 : Évolution de la part des cadres et professions intellectuelles supérieures de 15 à 64 ans
parmi les actifs occupés de 15 à 64 ans (%)



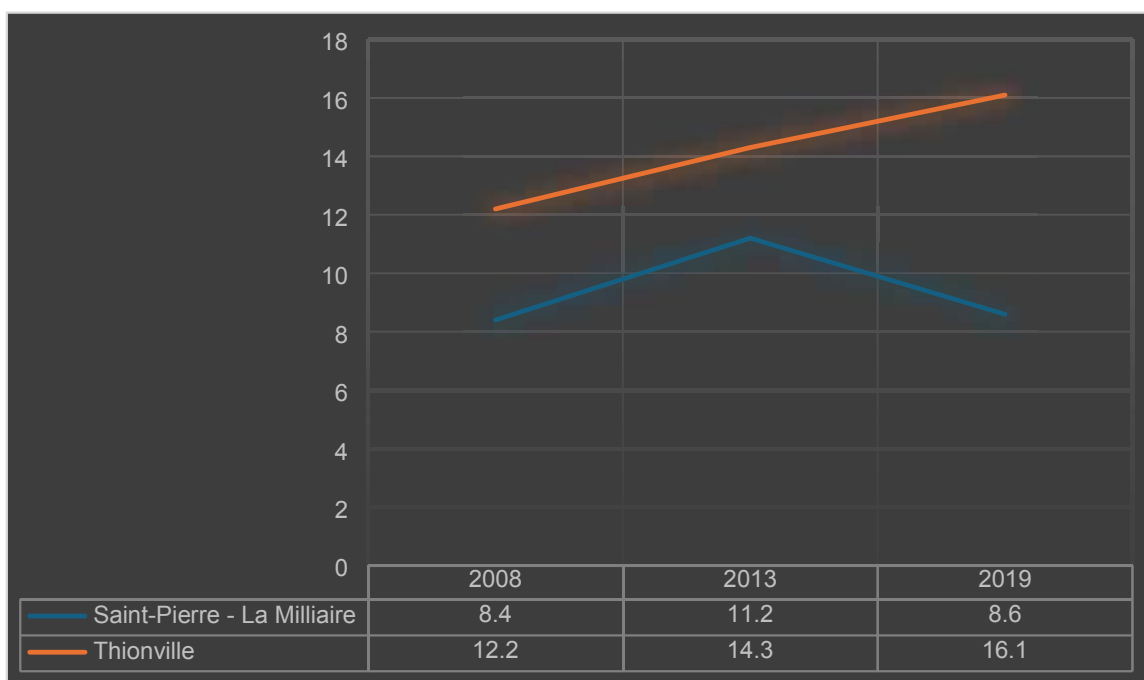
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 86 : Évolution de la part des hommes actifs occupés de 15 à 64 ans cadres ou des professions intellectuelles supérieures (%)



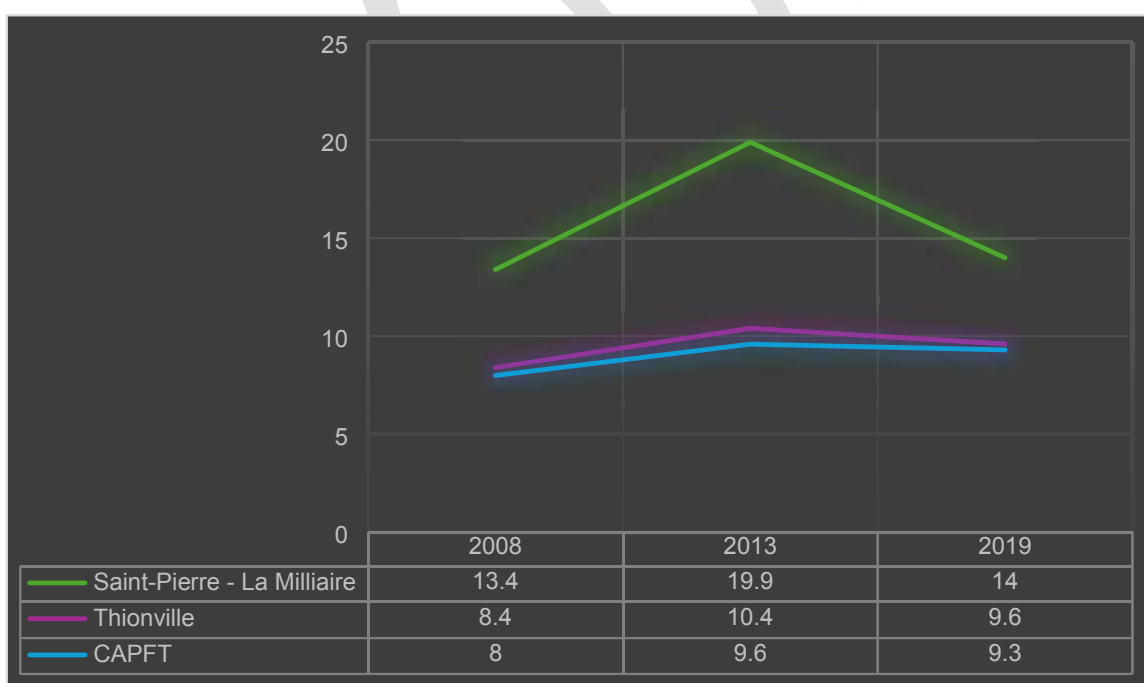
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 87 : Évolution de la part des femmes actives occupées de 15 à 64 ans cadres ou de professions intellectuelles supérieures (%)



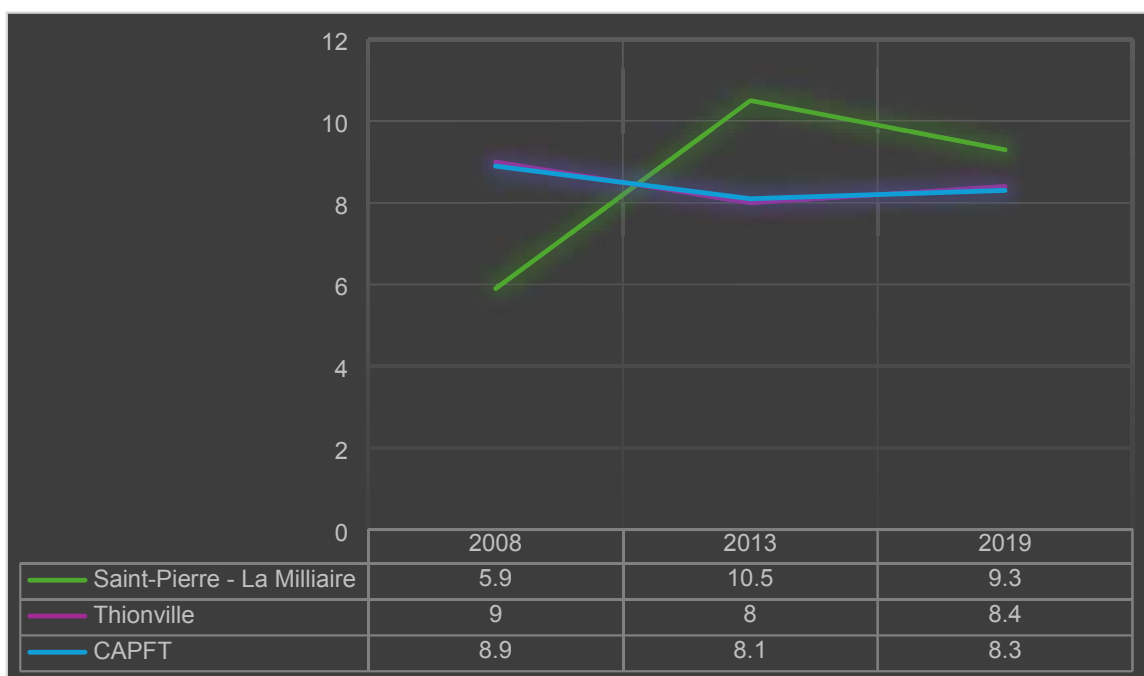
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 88 : Évolution de la part des chômeurs
parmi l'ensemble de la population de 15 à 64 ans (%)



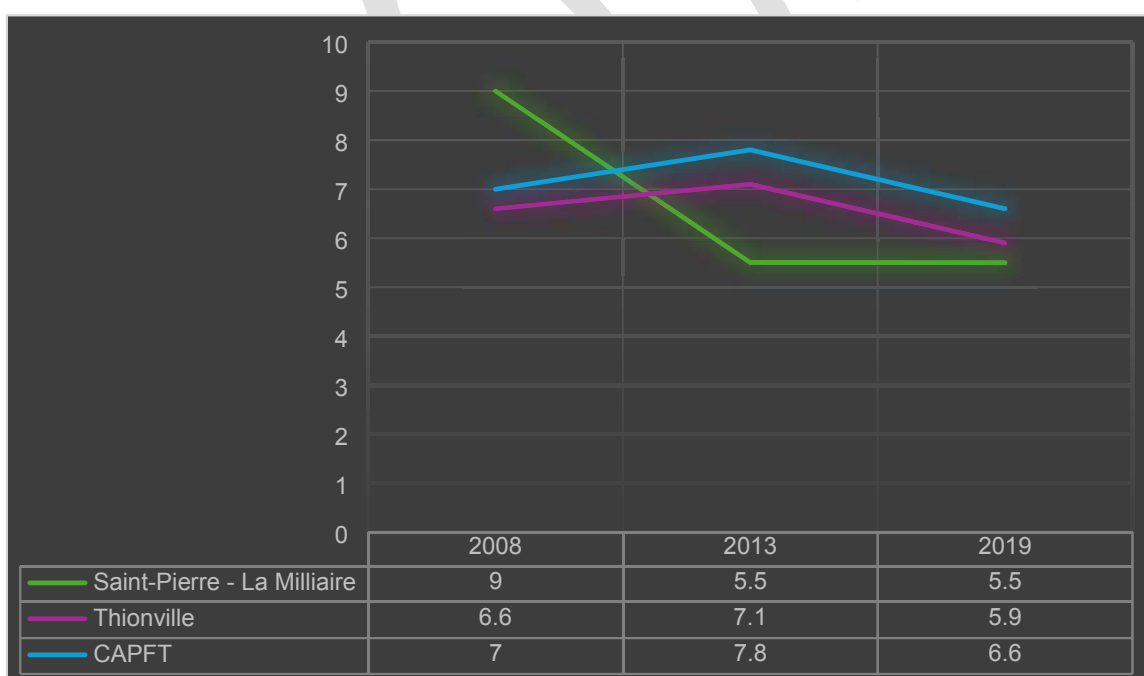
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 89 : Évolution de la part des étudiants
parmi l'ensemble de la population de 15 à 64 ans (%)



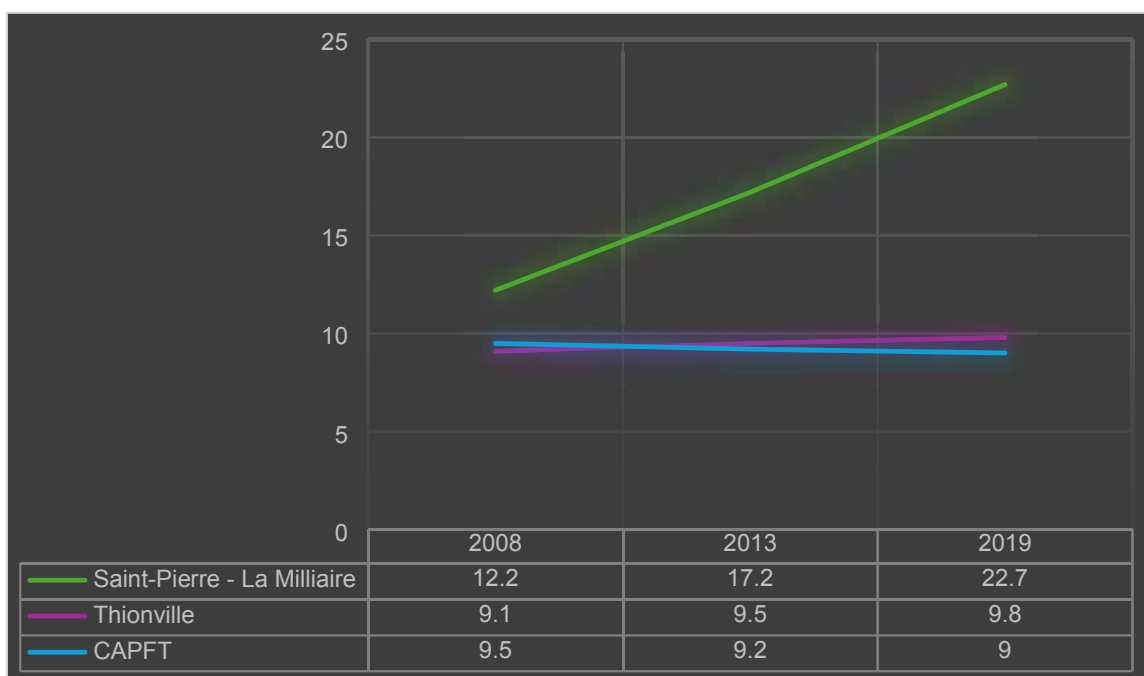
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 90 : Évolution de la part des retraités
parmi l'ensemble de la population de 15-64 ans (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 91 : Évolution de la part des autres inactifs (au foyer)
parmi l'ensemble de la population de 15-64 ans (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

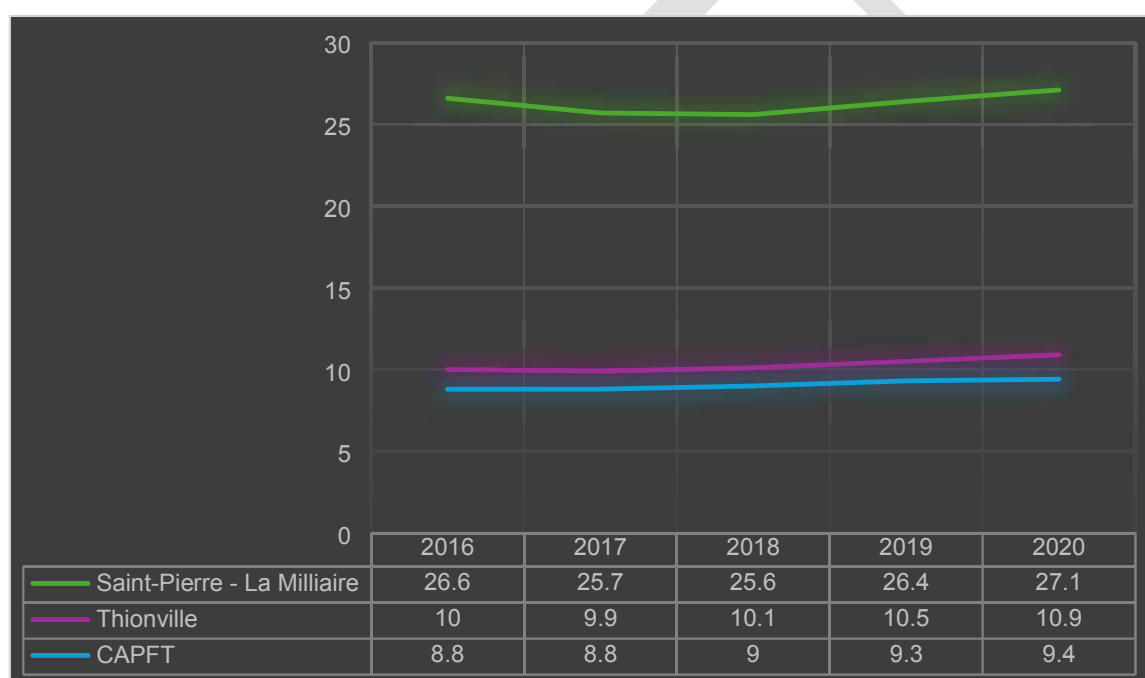
g) Ressources

Tableau 65 : Structure des revenus disponibles

	Quartier Prioritaire	Commune	EPCI
Impôts	-6,3	-11,7	-10,8
Prestations sociales ¹⁰³	29,3	4,4	4,1
Revenus du patrimoine	9,1	45,8	44,7
Pensions, retraites et rentes	23,9	23	23,1
Revenus d'activités ¹⁰⁴	44,0	38,5	38,9

Source : INSEE – DGFIP – Cnaf – Cnav – CCMSA – Fichier Localisé Social et Fiscal (FILOSOFI) 2019

Graphique 92 : Évolution de la part des ménages couverts par les minima sociaux de 2015 à 2020 (%)



Source : CNAF (2021)

Tableau 66 : Nombre de foyers allocataires des minima sociaux

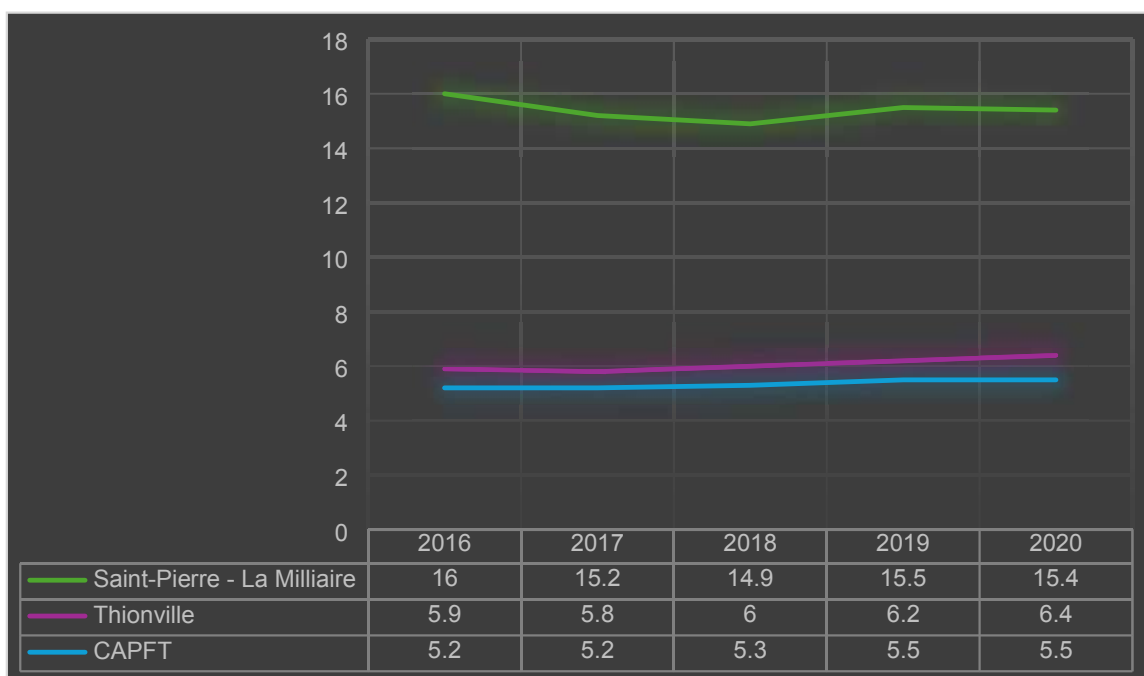
Saint-Pierre – La Milliaire	Thionville	CAPFT
269	2 166	3 527

Source : CNAF (2021)

Graphique 93 : Évolution de la part des ménages couverts par le RSA de 2016 à 2020 (%)

¹⁰³ Prestations familiales, minimas sociaux, prestations logement

¹⁰⁴ Dont indemnités de chômage



Source : CNAF (2021)

Tableau 67 : Nombre de foyers allocataires du RSA en 2020

Saint-Pierre – La Milliaire	Thionville	CAPFT
153	1 275	2 076

Source : CNAF (2021)

Tableau 68 : Nombre de foyers allocataires percevant au moins une prestation CAF

Saint-Pierre – La Milliaire	Thionville	CAPFT
439	7 659	13 506

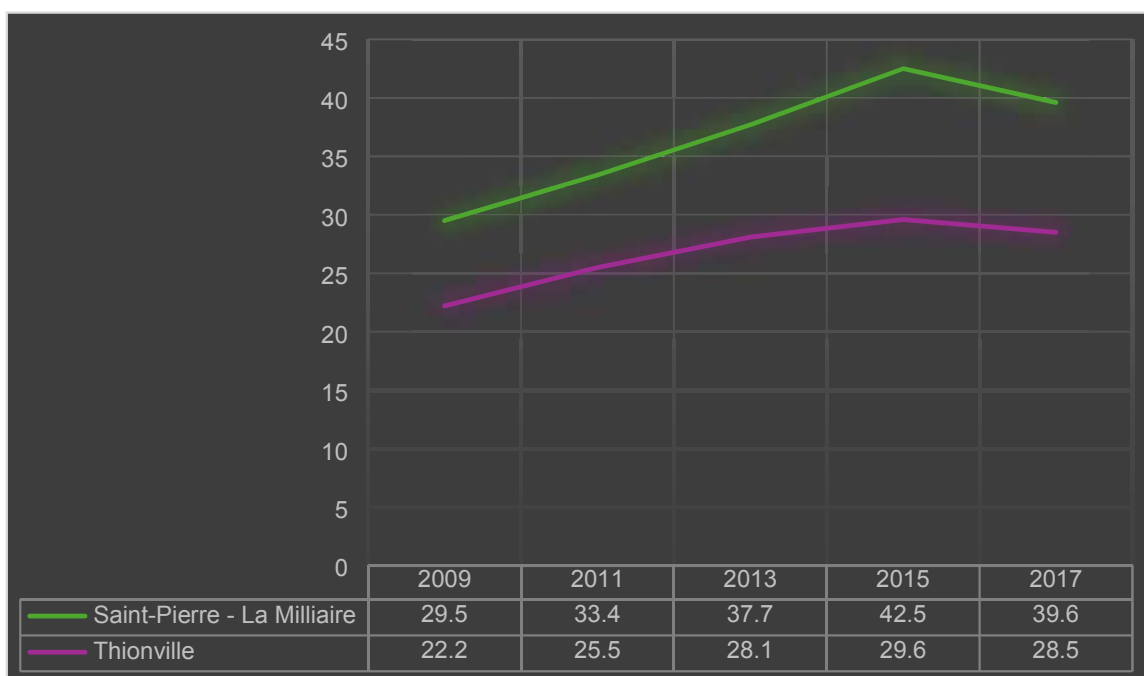
Source : CNAF (2021)

Tableau 69 : Population couverte par au moins une prestation CAF

Saint-Pierre – La Milliaire	Thionville	CAPFT
882	16 074	30 523

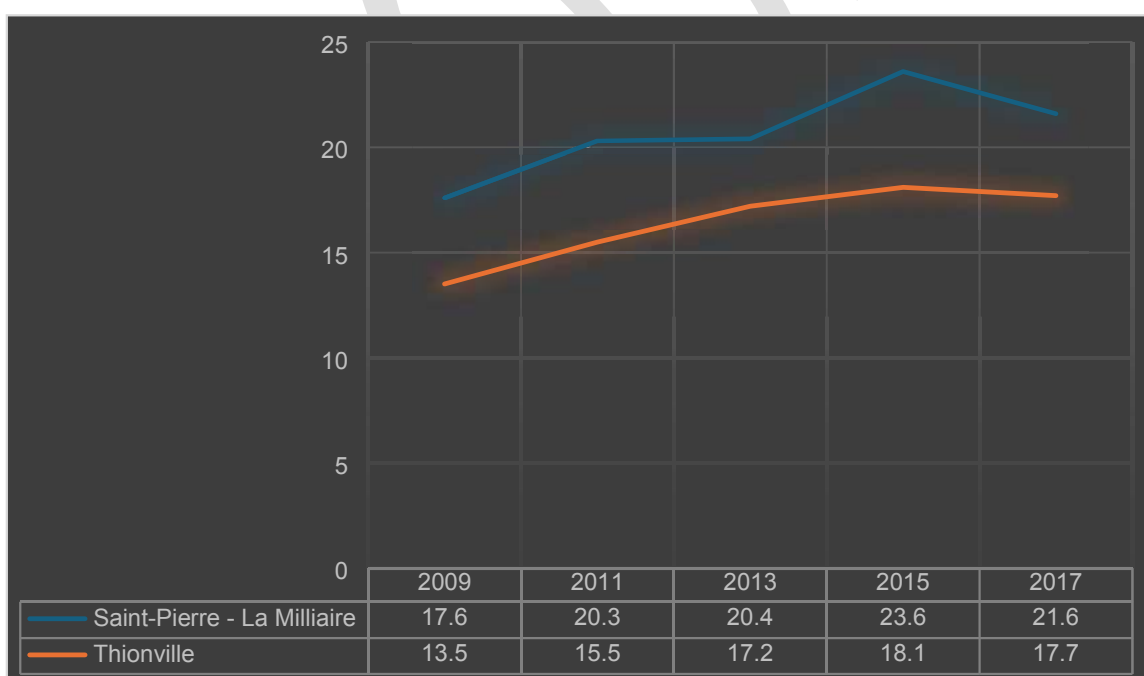
Source : CNAF (2021)

Graphique 94 : Évolution de la part des allocataires dont le revenu est constitué à 50% de prestations CAF (de 2009 à 2017) (%)



Source : CNAF (2017)

Graphique 95 : Évolution de la part des allocataires dont le revenu est constitué à 100% de prestations CAF (de 2009 à 2017) (%)



Source : CNAF (2017)

Graphique 96 : Évolution de la part des ménages couverts par l'AAH de 2015 à 2020 (%)



Source : CNAF (2021)

Tableau 70 : Nombre de foyers allocataires de l'AAH en 2020

Saint-Pierre – La Milliaire	Thionville	CAPFT
116	891	1 451

Source : CNAF (2021)

Tableau 71 : Bénéficiaires du régime général de l'Assurance-Maladie 2022

Population couverte	1 241
Hommes	643
Femmes	598
[0 – 25 ans]	415
[25 – 60 ans]	562
[60 ans et plus]	264

Source : CNAM (2023)

Tableau 72 : Bénéficiaires de la Complémentaire Santé Solidaire en 2022

Population couverte	390
Hommes	189

Femmes	201
[0 – 25 ans]	165
[25 – 60 ans]	161
[60 ans et plus]	52

Source : CNAM (2023)

h) Niveau de vie

Tableau 73 : Distribution des revenus fiscaux déclarés mensuels des ménages par unité de consommation (en €)

	Quartier Prioritaire	Commune	EPCI
Médiane	660	1 910	1 950
Premier quartile	300	1 100	1 190
Troisième quartile	1 210	3 030	2 940
Taux de bas revenus (%)	71,7	24,5	22,0

Source : INSEE – DGFIP – Cnaf – Cnav – CCMSA – Fichier Localisé Social et Fiscal (FILOSOFI) 2019

Tableau 74 : Part des ménages imposés (%)

Quartier prioritaire	Thionville	CAPFT
s	41,8	42,5

Source : INSEE – DGFIP – Cnaf – Cnav – CCMSA – Fichier Localisé Social et Fiscal (FILOSOFI) 2019

Tableau 75 : Distribution des revenus disponibles mensuels des ménages par unité de consommation (en €)

	Quartier Prioritaire	Commune	EPCI
Médiane	1 040	1 930	1 970
Premier quartile	830	1 270	1 330
Troisième quartile	1 380	2 930	2 860
Taux de pauvreté (%)	56,8	18,1	16,3

Source : INSEE – DGFIP – Cnaf – Cnav – CCMSA – Fichier Localisé Social et Fiscal (FILOSOFI) 2019

Graphique 97 : Évolution de la médiane de la moyenne mensuelle du niveau de vie (€) de 2013 à 2019



Source : INSEE, FILOSOFI (2020)

Graphique 98 : Évolution de l'écart interdécile de la moyenne mensuelle du niveau de vie (€)
de 2013 à 2019



Source : INSEE, FILOSOFI (2020)

e) Tableaux et graphiques de données Terrasses des provinces

a) Logement

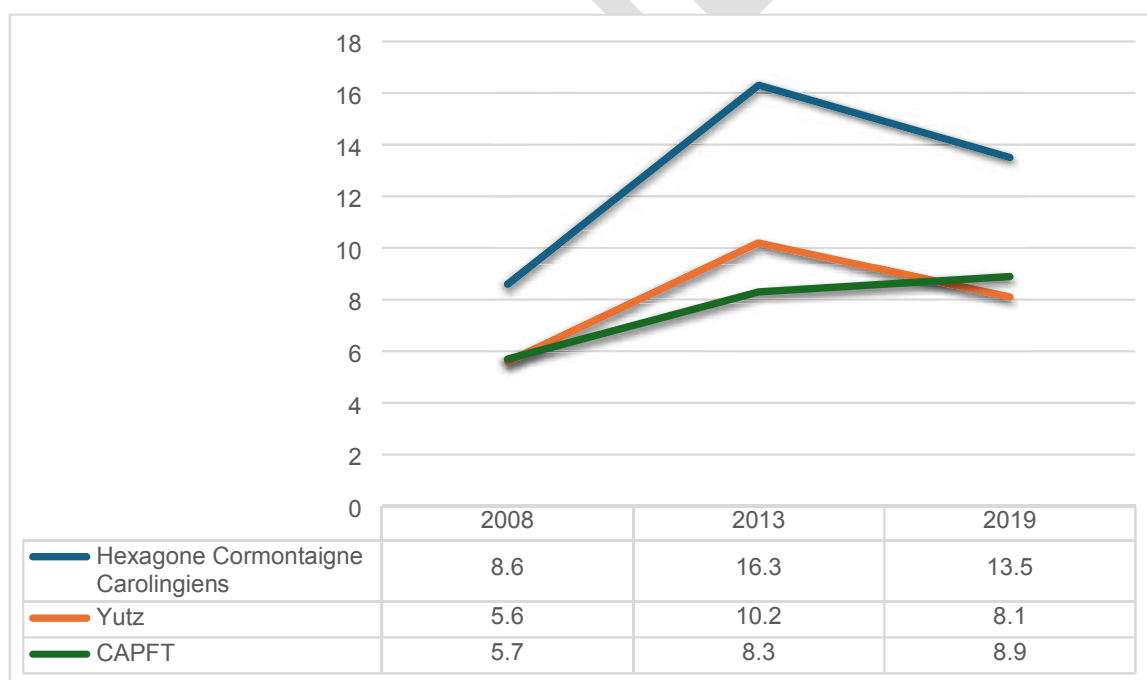
Tableau 76 : Nombre, part, taux de vacance et de rotation des logements sociaux

	Quartier prioritaire	Commune	EPCI
Nombre de logements sociaux	531	1 551	8 024
Part des logements sociaux (%)	65,6	17,1	19,5
Taux de vacances (%)	10,3	5,2	3,6
Taux de vacance de plus de 3 mois (%)	8,3	s	2,4
Taux de rotation (%)	7,3	10	7,5

Source : *SDES, Répertoire du parc locatif social (2021)*

Graphique 99 : Évolution de la part des logements vacants parmi l'ensemble des logements (%)

Zone de référence : IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens »



Source : *INSEE, Recensement de la Population (2019)*

Tableau 77 : Ancienneté d'emménagement des ménages (%)

	Quartier prioritaire	Commune	EPCI
--	----------------------	---------	------

Moins de 2 ans	12,6	13	13,2
Entre 2 et 4 ans	23,5	22,3	21,6
Entre 5 et 9 ans	14,8	16,8	17,4
10 ans ou plus	49,1	47,9	47,8

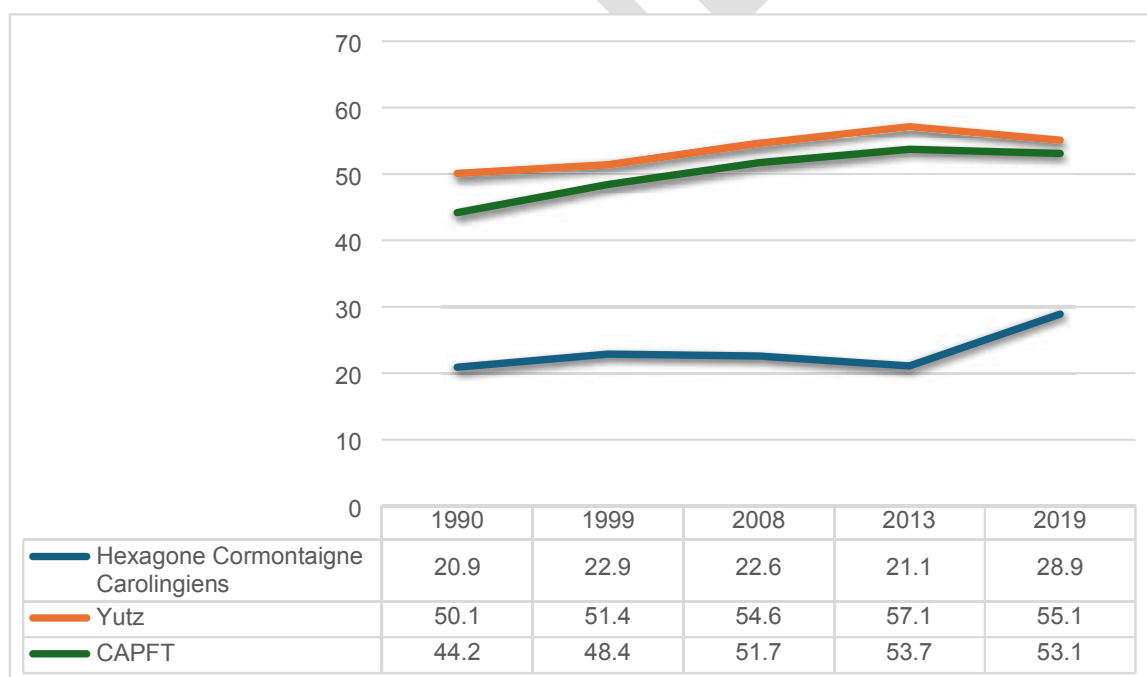
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 78 : Répartition des résidences principales selon le type d'habitat (%)

	Terrasses des Provinces	Yutz	CAPFT
Appartement	99,6	53	57
Maison	0,4	45,4	42,3

Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 100 : Évolution de la part des ménages propriétaires (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Donnée 3 : Part des ménages locataires dans le quartier prioritaire : 69,3 %

Source : INSEE, Recensement de la Population (2018)

b) Démographie

Tableau 79 : Population municipale au 1^{er} janvier 2018

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
1 967	16 633	80 039

Source : INSEE, Recensement de la Population (2018)

Tableau 80 : Répartition de la population par sexe et âge

	Quartier prioritaire	Commune	EPCI
Homme (%)	44,2	48,9	48,7
Femme (%)	55,8	51,1	51,3
Moins de 25 ans (%)	47,1	29	27
60 ans ou plus (%)	Nd	23,2	25,2
Indice jeunesse ¹⁰⁵	3,4	1	0,9

Source : INSEE, Recensement de la Population (2018)

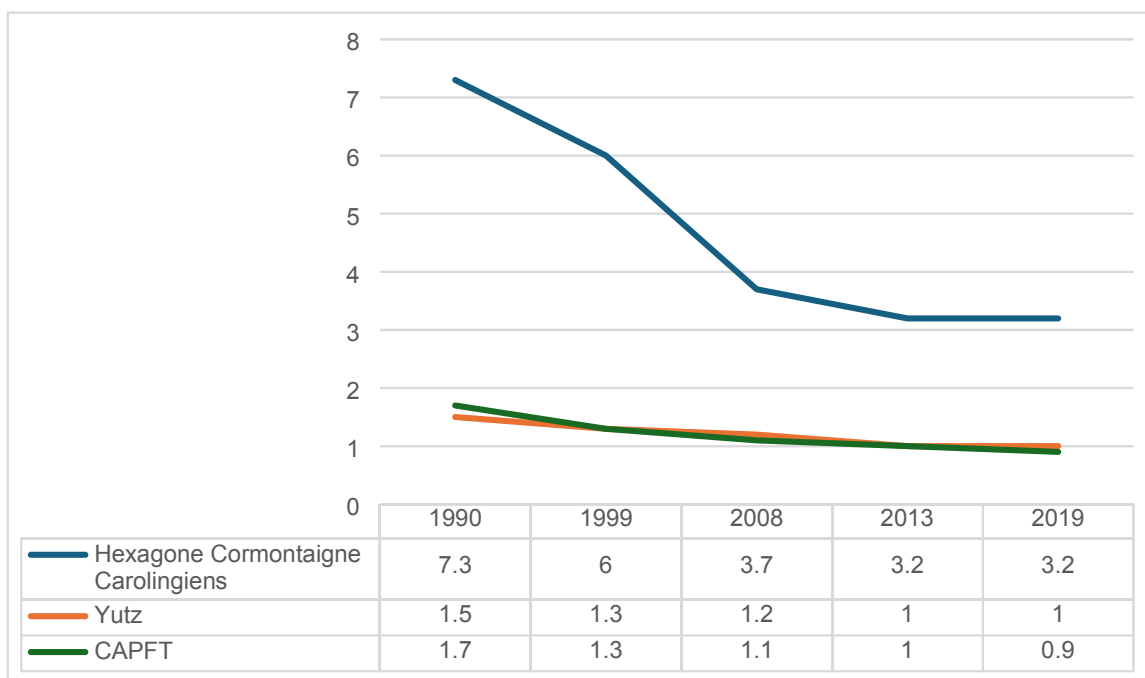
Tableau 81 : Pyramide des âges (répartition en %)

Part des 0 - 14 ans	32,4
Part des 15 - 24 ans	14,7
Part des 25 - 59 ans	41,0
Part des 60 – 74 ans	8,5
Part des 75 ans et plus	Nd

Source : INSEE, Recensement de la Population (2018)

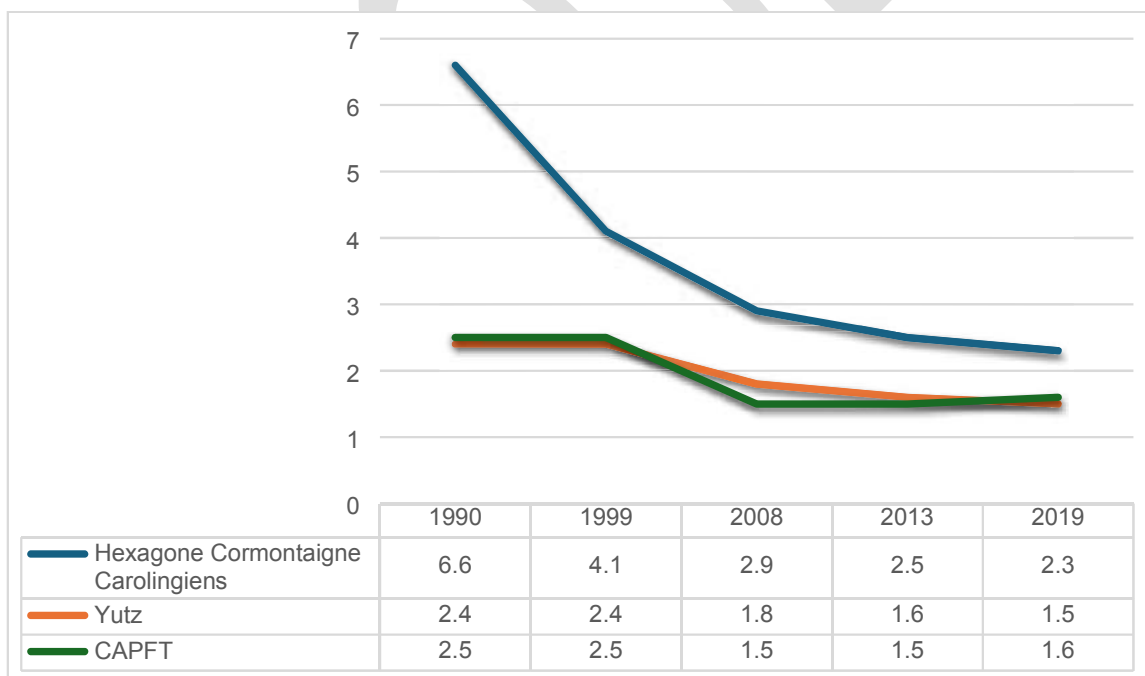
Graphique 101 : Évolution de l'indice de jeunesse sur 30 années (1990 à 2019)

¹⁰⁵ Moins de 20 ans / 60 ans ou plus



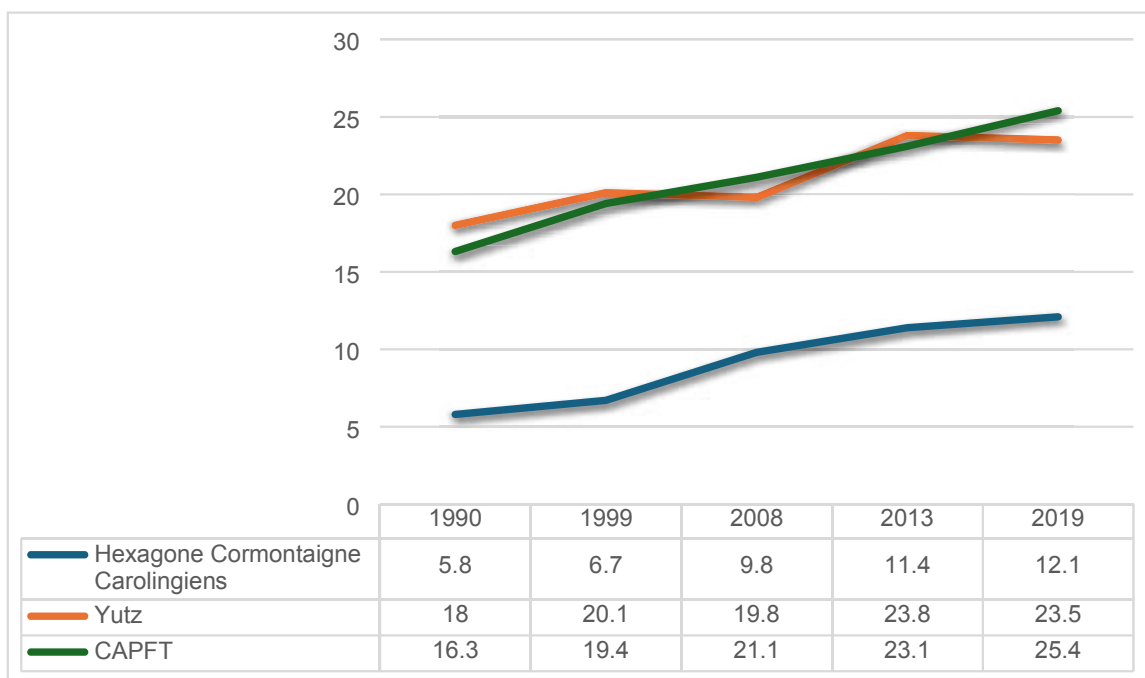
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 102 : Évolution de l'indice d'évolution des générations âgées



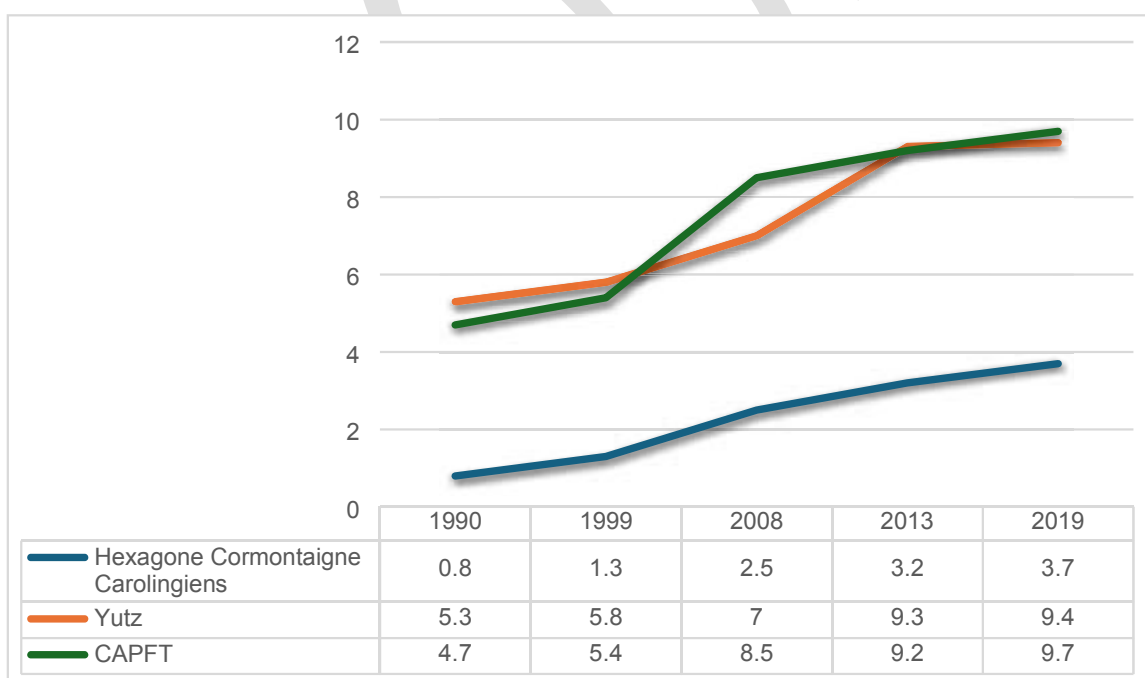
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 103 : Évolution de la part des personnes âgées de 60 ans et plus parmi la population totale (%)



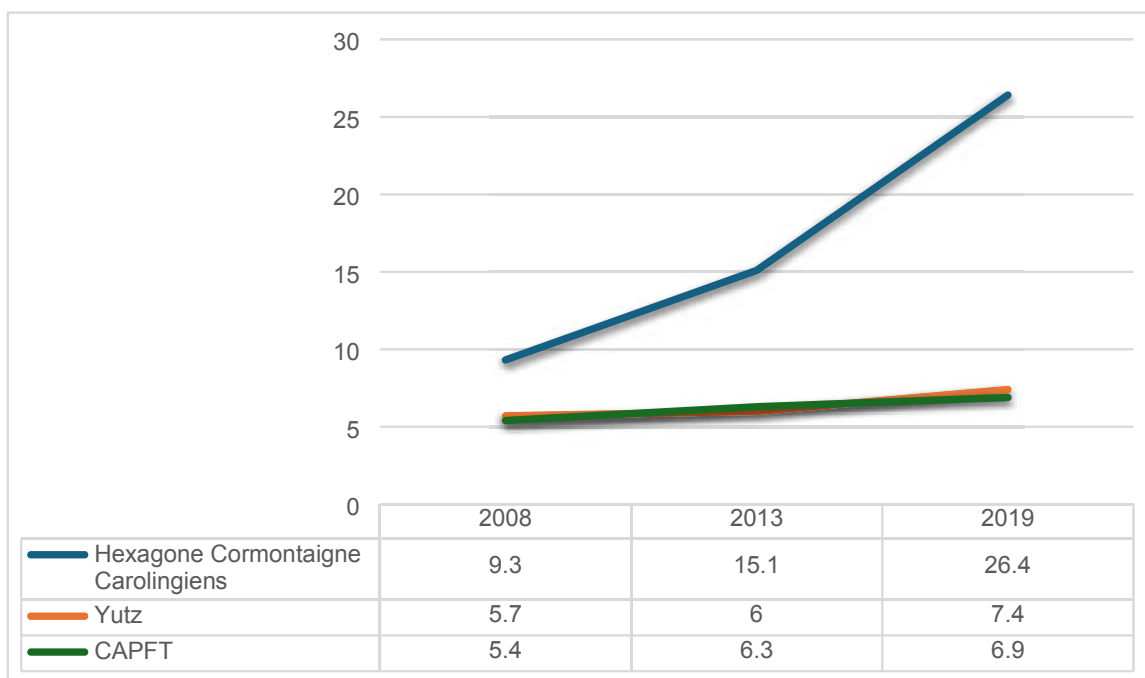
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 104 : Évolution de la part des personnes âgées de 75 ans et plus parmi la population totale (%)



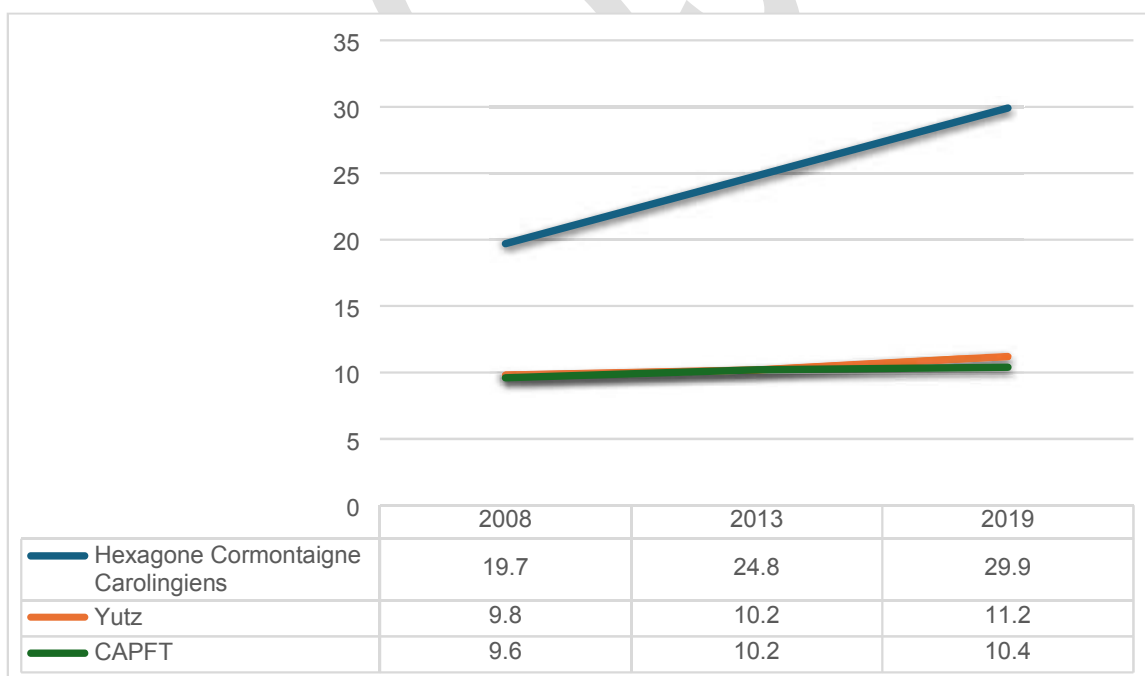
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 105 : Évolution de la part de la population étrangère parmi la population totale (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 106 : Évolution de la part de la population immigrée parmi la population totale (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

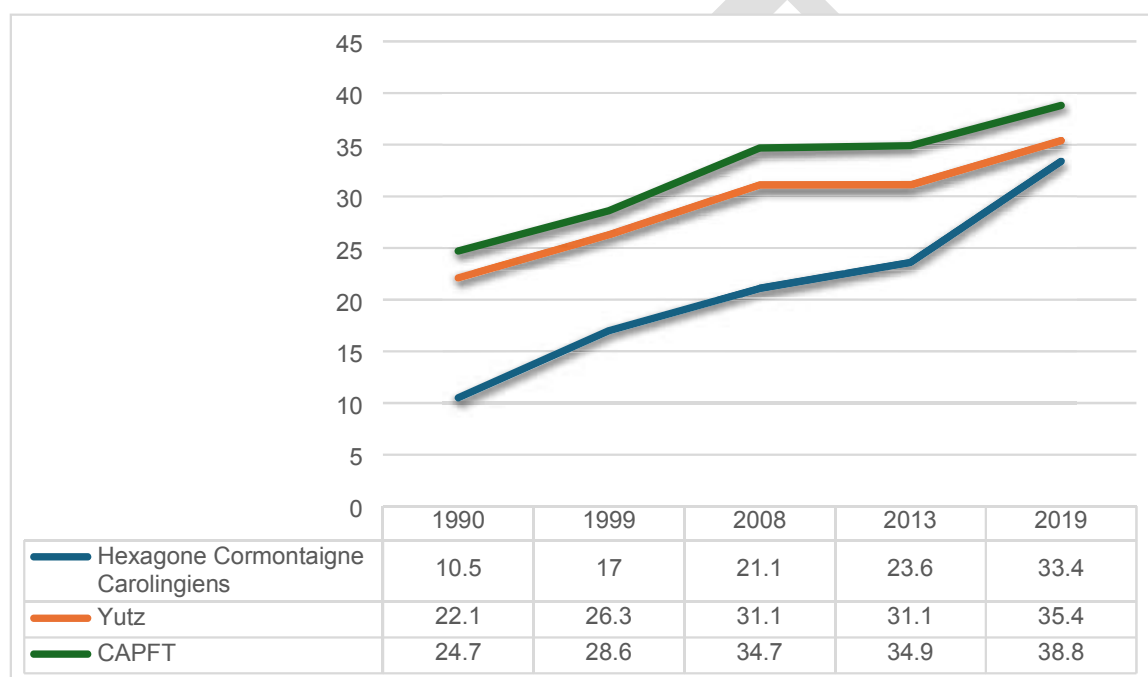
c) Structure des ménages

Tableau 82 : Nombre de ménages

	1990	1999	2008	2013	2019
Hexagone Cormontaigne Carolingiens	636	824	779	711	801
Yutz	5 267	5 811	6 872	6 790	7 672
CAPFT	28 379	31 011	34 791	35 275	37 589

Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 107 : Évolution de la part des ménages composés d'une seule personne (%)



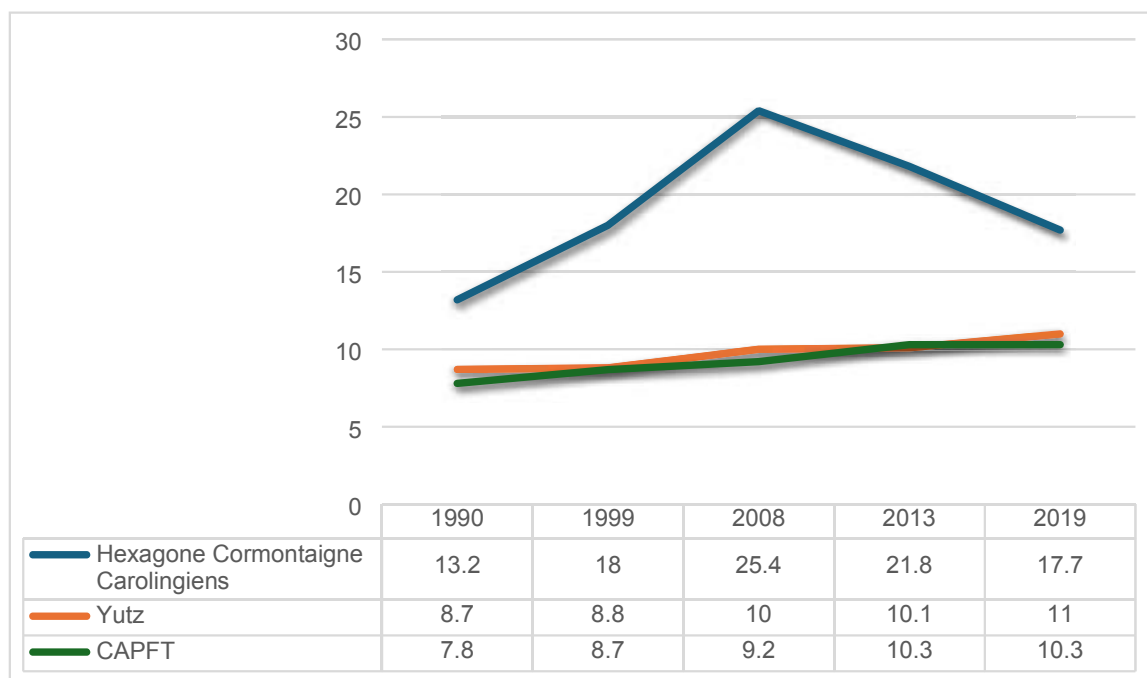
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 83 : Nombre de ménages composés d'une seule personne en 2019

Hexagone Cormontaigne Carolingiens	268
Yutz	2 715
CAPFT	14 602

Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 108 : Évolution de la part des ménages composés de familles monoparentales (%)
(y compris avec enfant(s) de 25 ans et plus)



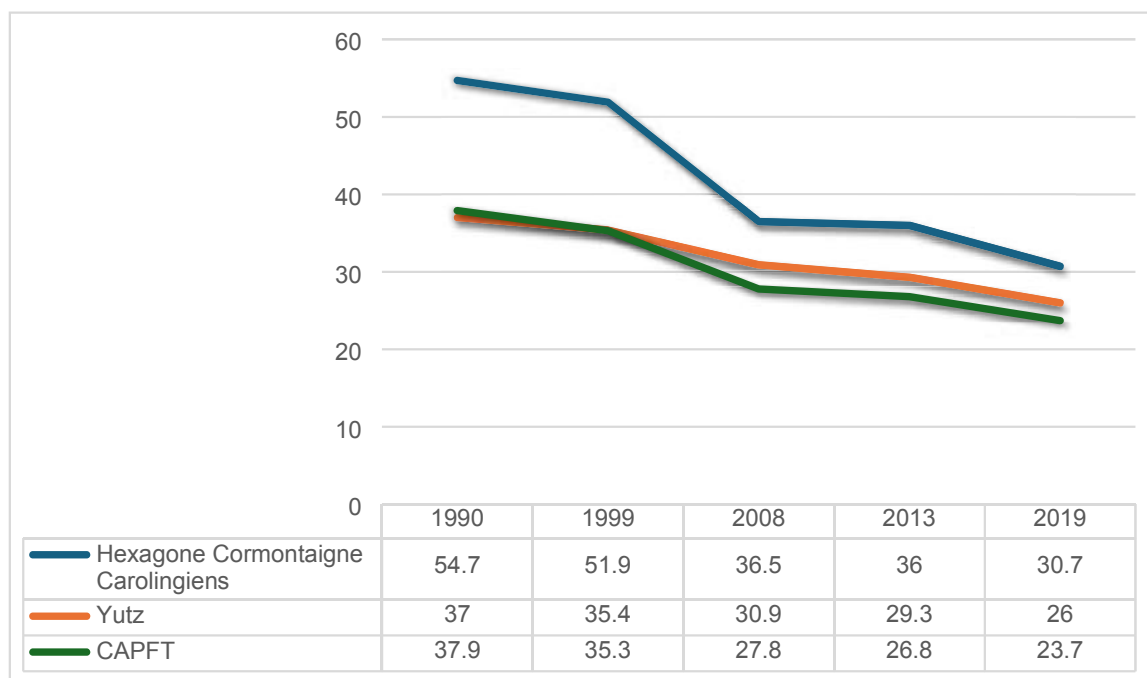
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 84 : Nombre de ménages composés de familles monoparentales en 2019

Hexagone Cormontaigne Carolingiens	142
Yutz	846
CAPFT	3 882

Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 109 : Évolution de la part des ménages composés de couples avec enfants (%)
(y compris de 25 ans et plus)



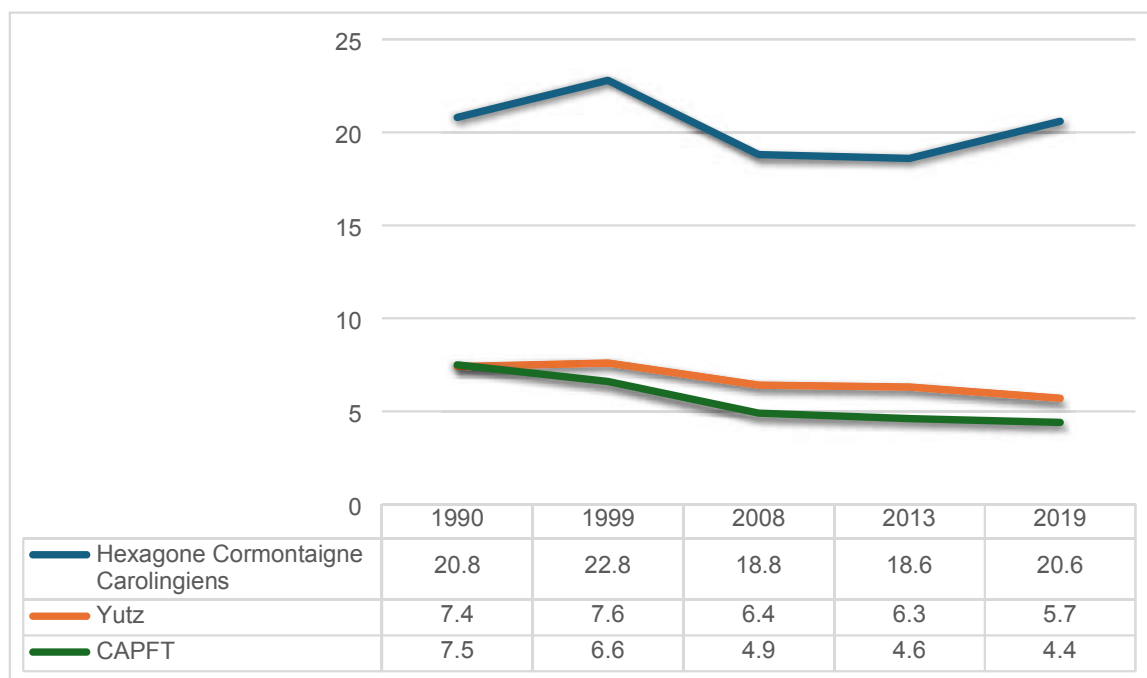
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 85 : Nombre de ménages composés couples avec enfants
(y compris de 25 ans et plus)

Hexagone Cormontaigne Carolingiens	246
Yutz	1 998
CAPFT	8 912

Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 110 : Évolution de la part des ménages composés de familles nombreuses (%)
(3 enfants et plus)



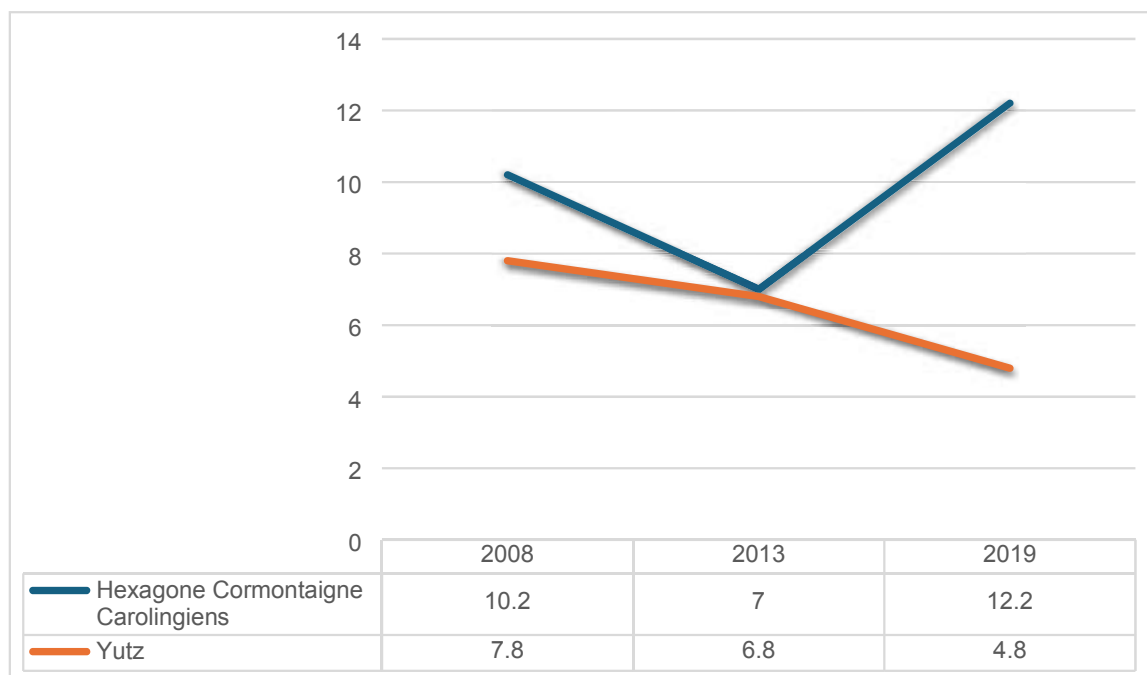
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 86 : Nombre de ménages composés de familles nombreuses (3 enfants et plus) en 2019

Hexagone Cormontaigne Carolingiens	165
Yutz	435
CAPFT	1 662

Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 111 : Évolution de la part des femmes de 18 à 24 ans avec au moins un enfant à charge
parmi l'ensemble des femmes de 18 à 24 ans



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

d) Scolarité

Tableau 87 : Nombre d'écoliers

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
306	1 497	7 923

Source : *ministère de l'Éducation Nationale, DEPP, année scolaire 2020-2021*

Tableau 88 : Nombre d'élèves scolarisés dans une formation au collège

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
170	911	3 813

Source : *ministère de l'Éducation Nationale, DEPP, année scolaire 2020-2021*

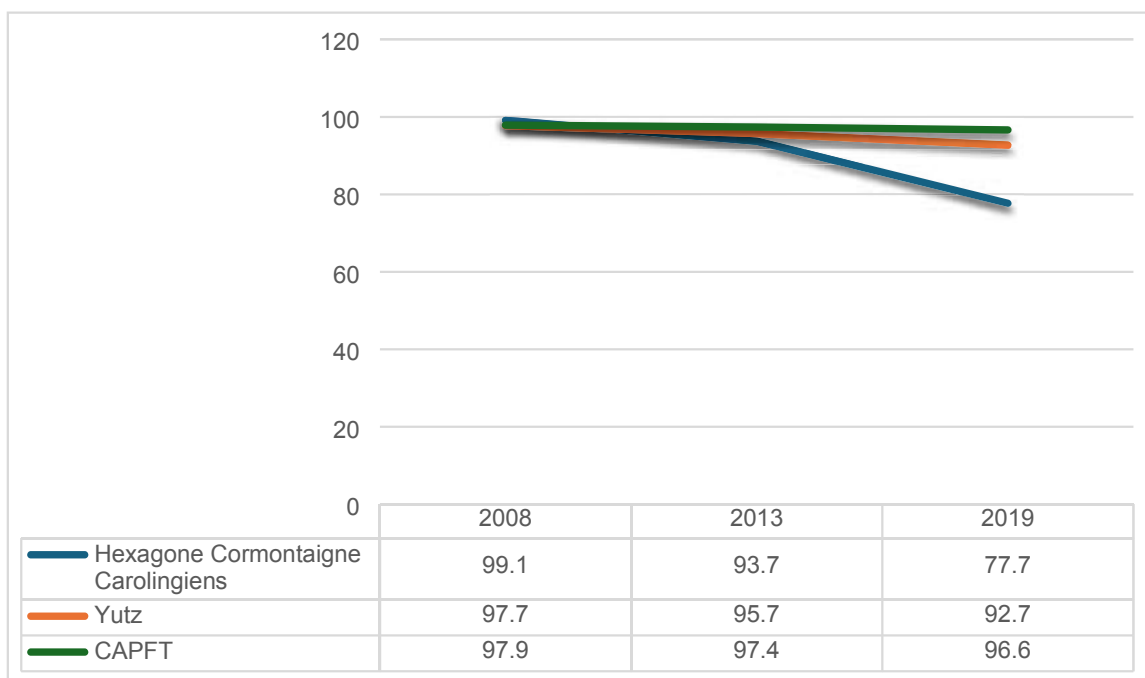
Tableau 89 : Taux de retard en 3^{ème}

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
31,4	12	8,8

Source : *ministère de l'Éducation Nationale, DEPP, année scolaire 2020-2021*

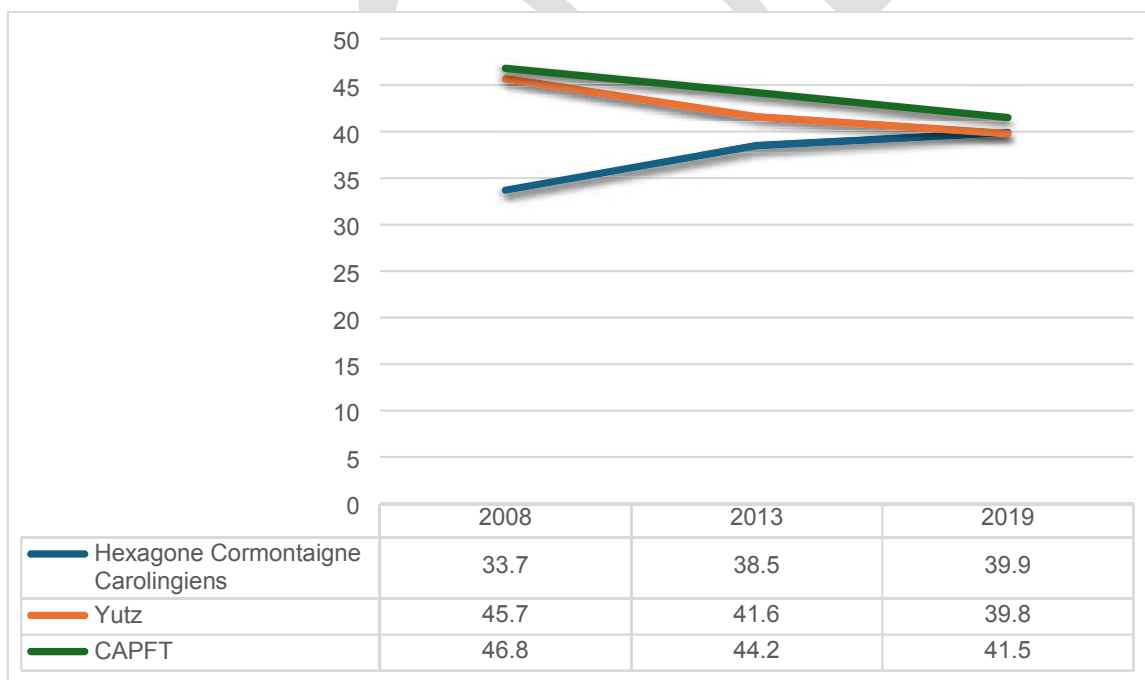
D'après le recensement de la Population (2018) produit par l'INSEE, le taux de scolarisation des personnes âgées de 15 à 24 ans sur le quartier s'élève à 55 %.

Graphique 112 : Évolution du taux de scolarisation des 15-17 ans



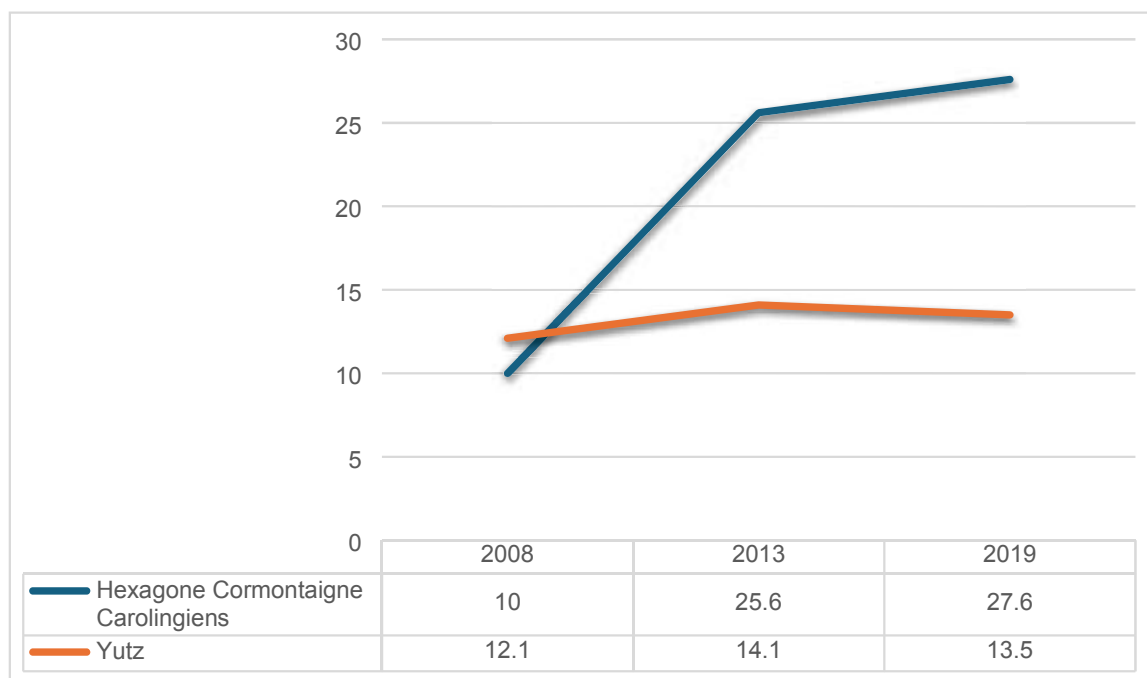
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 113 : Évolution du taux de scolarisation des 18-24 ans



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 114 : Évolution de la part des jeunes de 18-24 ans non scolarisés et sans diplôme parmi l'ensemble des jeunes de 18 à 24 ans (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 90 : Répartition des habitants des « Terrasses des provinces » par niveau de diplôme (%)

Part de la population avec un diplôme de niveau inférieur au BAC	22,5
Part de la population avec un diplôme de niveau BAC	19,8
Part de la population avec un diplôme de niveau BAC+2 ou supérieur	10,8
Part de la population sans diplôme	46,9
Part des femmes sans diplôme	50,3
Part d'étrangers sans diplôme	59,7

Source : INSEE, recensement de la population 2018

Tableau 91 : Part des 16 à 25 ans non scolarisés et sans emploi (%)

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
32,5	17,5	15,4

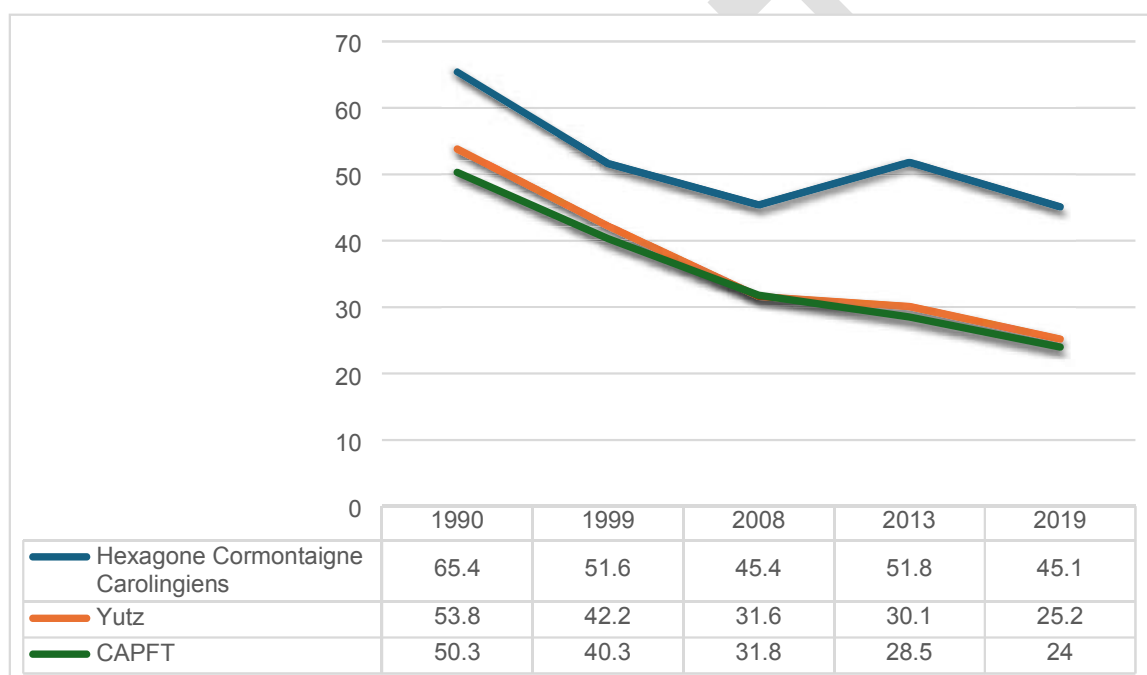
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 92 : Nombre de personnes de 15 ans et plus de bas niveau de formation
(aucun diplôme, brevet des collèges)

	1990	1999	2008	2013	2019
Hexagone Cormontaigne Carolingiens	892	826	645	671	578
Yutz	5 464	4 484	3 790	3 559	3 218
CAPFT	27 432	22 595	19 019	17 199	14 876

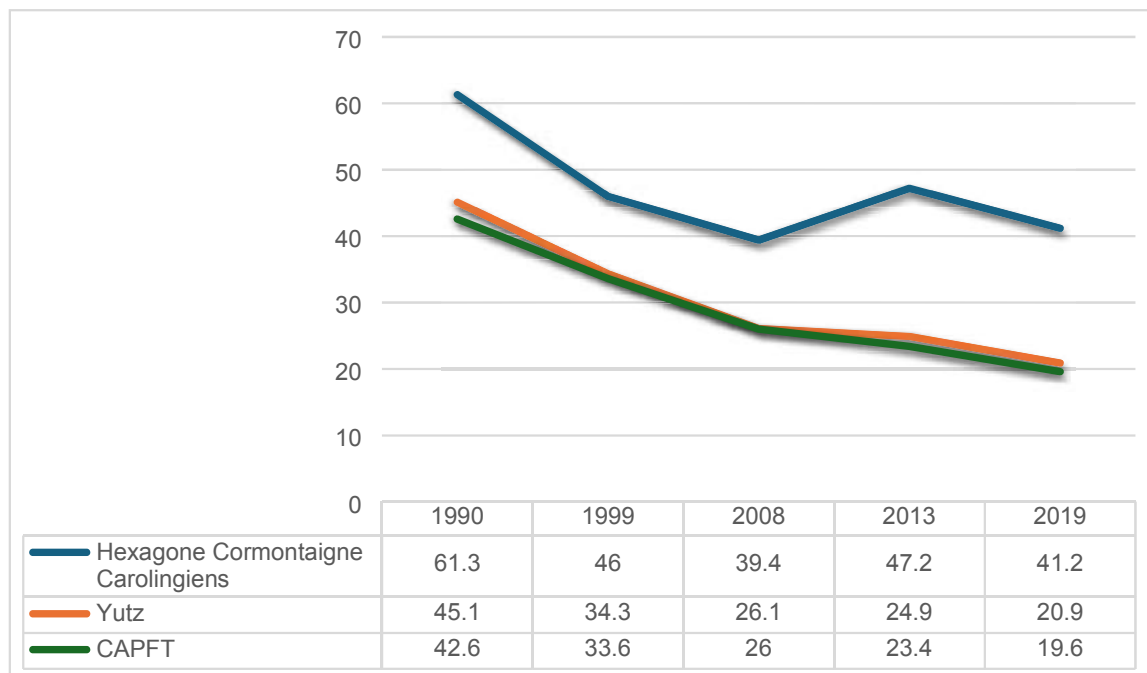
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 115 : Évolution de la part des 15 ans et plus de bas niveau de formation
parmi les personnes âgées de 15 ans et plus (%)



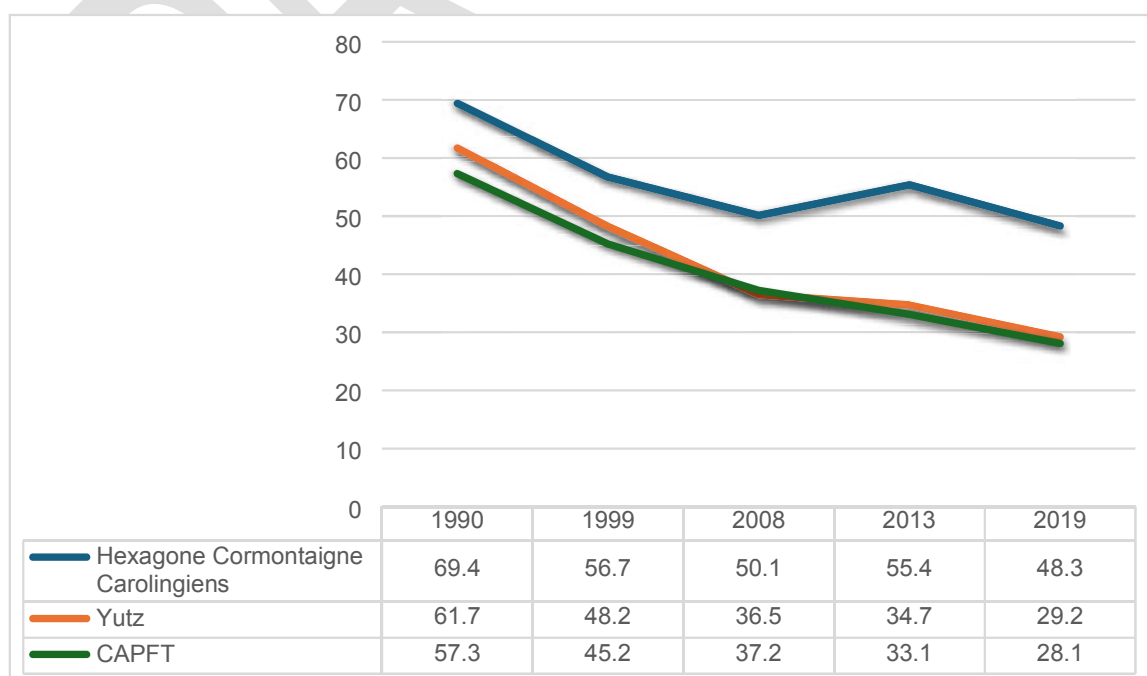
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 116 : Évolution de la part des hommes de 15 ans et plus de bas niveau de formation
parmi les personnes âgées de 15 ans et plus (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 117 : Évolution de la part des femmes de 15 ans et plus de bas niveau de formation
parmi les personnes âgées de 15 ans et plus (%)



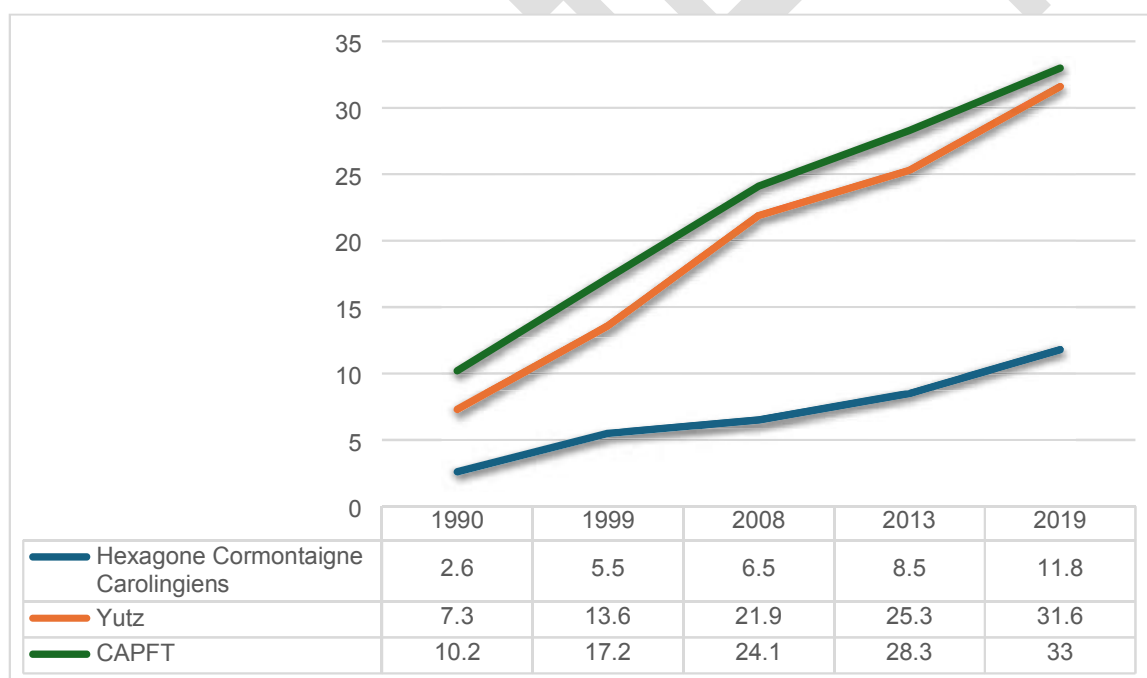
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 93 : Nombre de personnes de 15 ans et plus de haut niveau de formation
(BAC + 2 et supérieur)

	1990	1999	2008	2013	2019
Hexagone Cormontaigne Carolingiens	36	88	93	110	151
Yutz	740	1 444	2 628	2 992	4 033
CAPFT	5 592	9 649	14 379	17 076	20 412

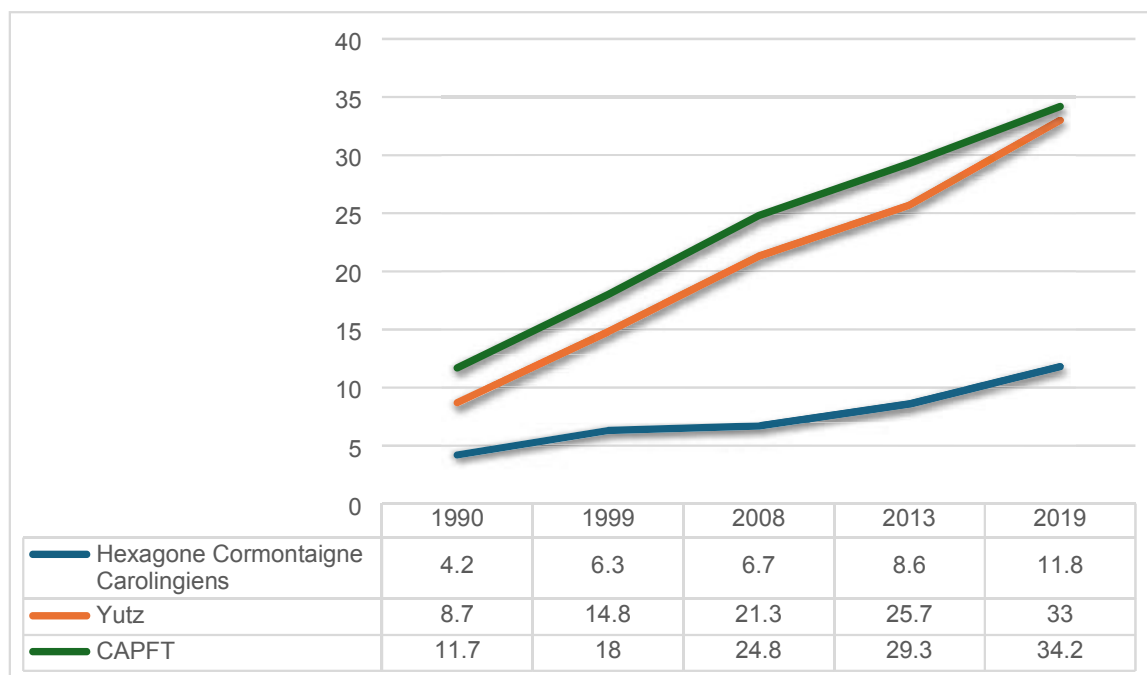
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 118 : Évolution de la part des 15 ans et plus de haut niveau de formation
parmi l'ensemble des personnes âgées de 15 ans et plus (%)



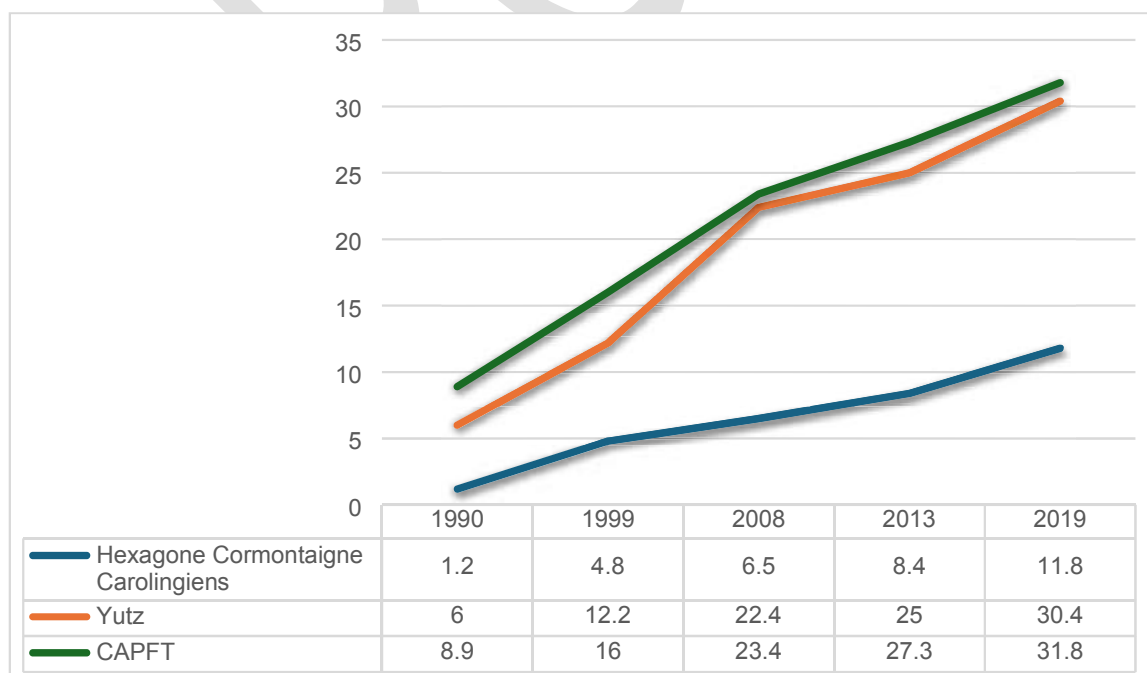
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 119 : Évolution de la part des hommes âgés de 15 ans et plus de haut niveau de formation
parmi l'ensemble des personnes âgées de 15 ans et plus (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 120 : Évolution de la part des femmes âgées de 15 ans et plus de haut niveau de formation
parmi l'ensemble des personnes âgées de 15 ans et plus (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

e) Insertion professionnelle – emploi

Tableau 93 : Taux d'emploi des 15-64 ans (%)

Quartier prioritaire	Commune	EPCI
45	66,6	66,8

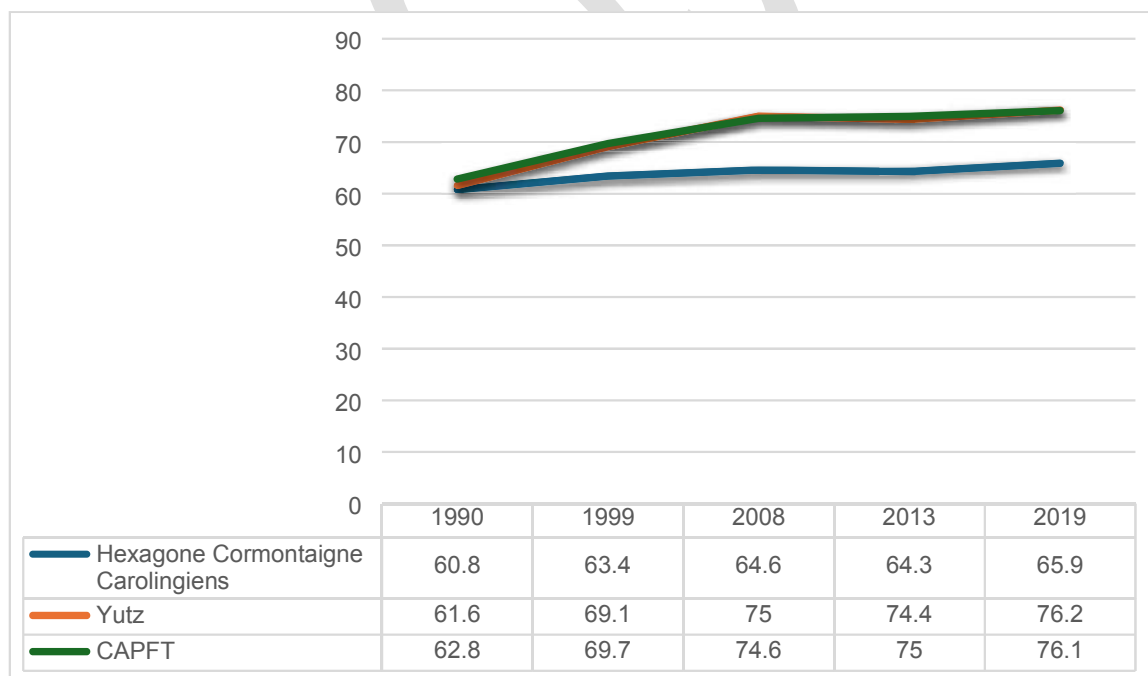
Source : INSEE, Recensement de la Population (2018)

Tableau 94 : Taux d'emploi du quartier prioritaire par catégorie (%)

Taux d'emploi des femmes	38,3
Taux d'emploi des hommes	53,8
Taux d'emploi des étrangers	32,4
Taux d'emploi des 25 – 54 ans	53,5
Taux d'emploi des 55 – 64 ans	45,9

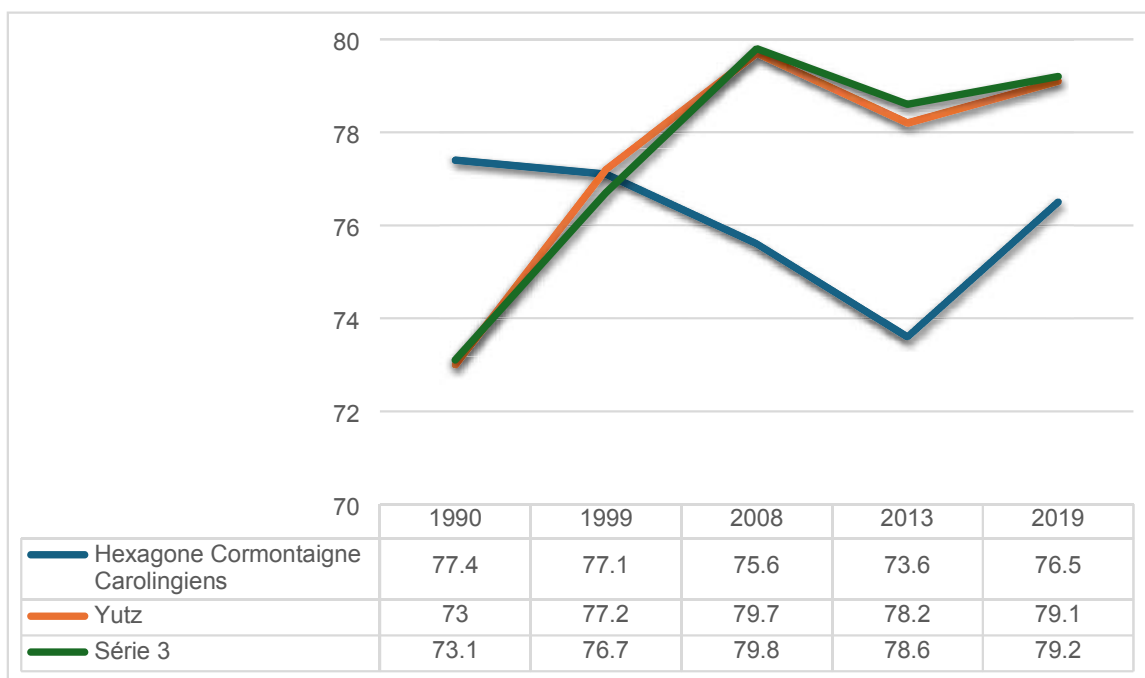
Source : INSEE, Recensement de la Population (2018)

Graphique 121 : Évolution du taux d'activité des 15-64 ans (%)



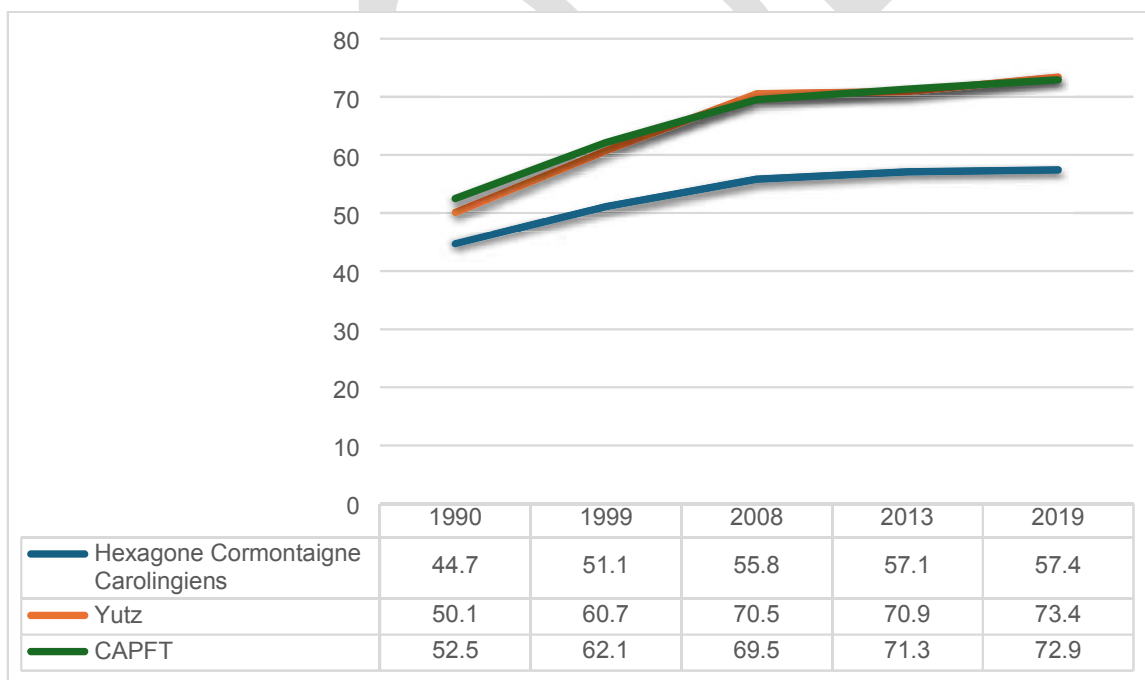
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 122 : Évolution du taux d'activité des hommes de 15 à 64 ans (%)



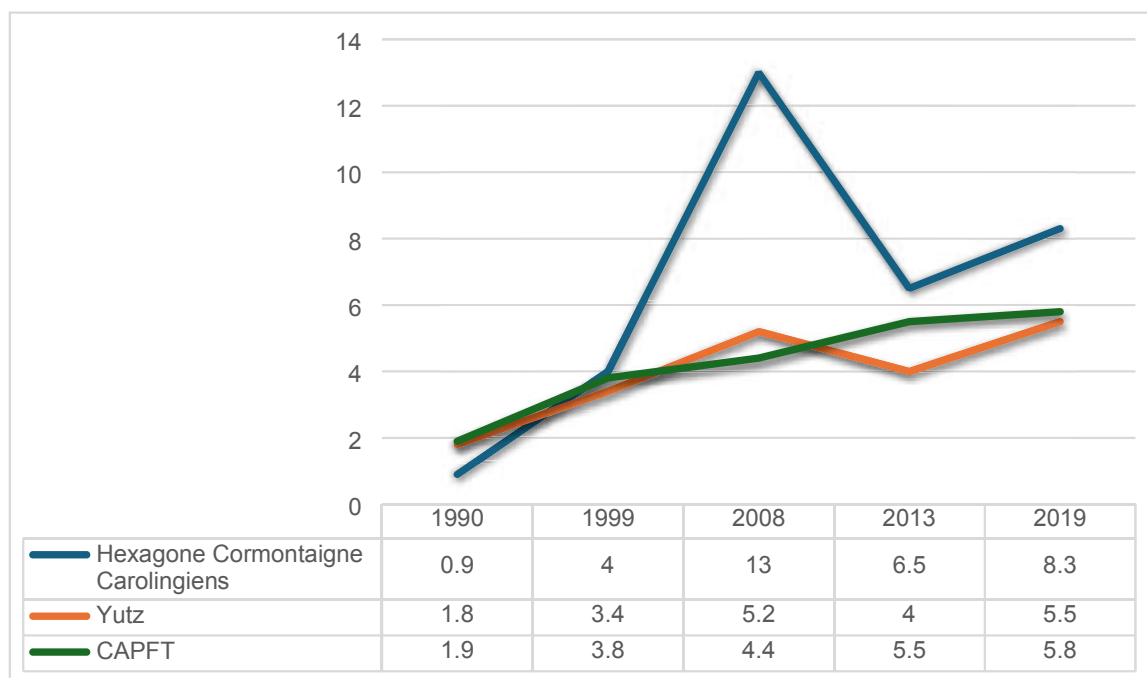
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 123 : Évolution du taux d'activité des femmes de 15 à 64 ans (%)



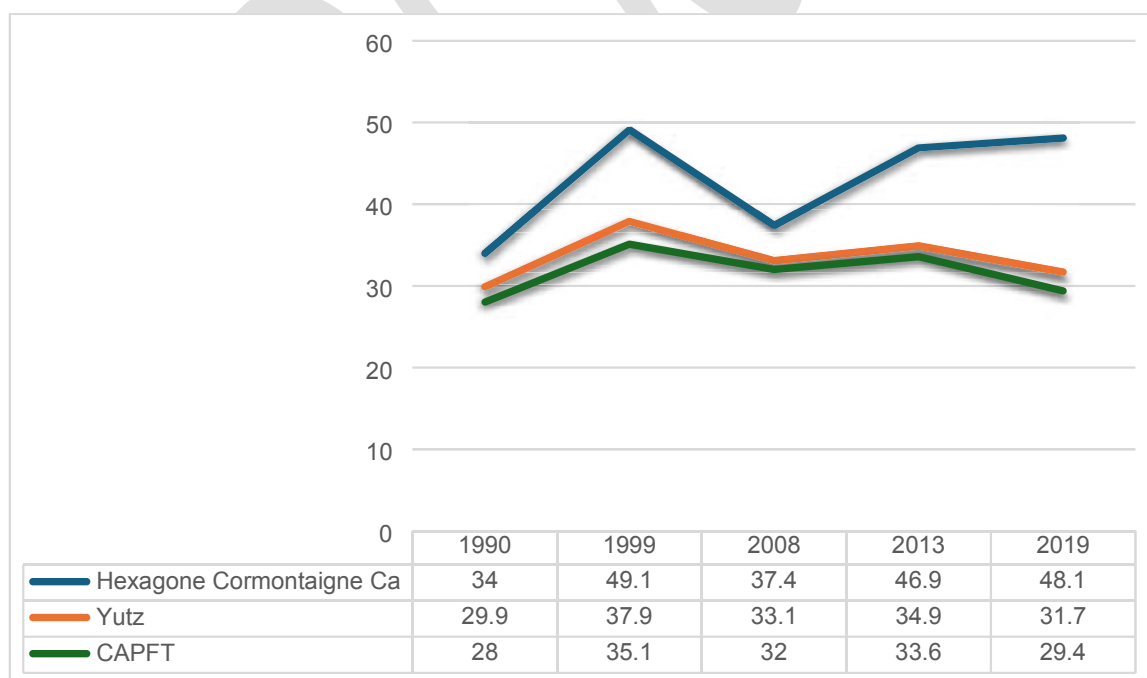
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 124 : Évolution de la part des hommes salariés de 15 ans et plus à temps partiel (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 125 : Évolution de la part des femmes salariées de 15 ans et plus à temps partiel (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Tableau 95 : Nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C (%)

	Quartier Prioritaire			Commune			222 EPCI		
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
Toutes les catégories	325	148	177	1549	796	753	7256	3703	3553
Catégorie ABC	288	130	158	1371	708	663	6488	3317	3171
Dont bénéficiaires du RSA (%)	39,9	46,2	34,8	26,3	26,8	25,6	24,5	23,9	25,1

Source : Pôle Emploi-DARES, STMT, demandeurs d'emploi en fin de mois au 31/12/2021

Tableau 96 : Répartition par âge des demandeurs d'emploi des catégories A, B et C (%)

	Quartier Prioritaire	Commune	EPCI
Moins de 26 ans	14,6	12	12,9
De 26 à 49 ans	65,3	58,4	58,2
50 ans ou plus	20,1	29,6	28,9

Source : Pôle Emploi-DARES, STMT, demandeurs d'emploi en fin de mois au 31/12/2021

Tableau 97 : Répartition des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C par niveau de formation (%)

	Quartier Prioritaire			Commune			EPCI		
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
Inférieur au CAP-BEP	31,6	38,5	25,9	16,0	18,1	13,9	13,3	13,4	13,2
CAP-BEP	38,9	33,1	43,7	34,5	29,5	39,8	35,2	31,9	38,7
Baccalauréat	18,4	19,2	17,7	23,1	24,0	22,2	22,4	23,4	21,3
Supérieur au Baccalauréat	11,1	9,2	12,7	26,3	28,2	24,1	29,0	31,2	26,7

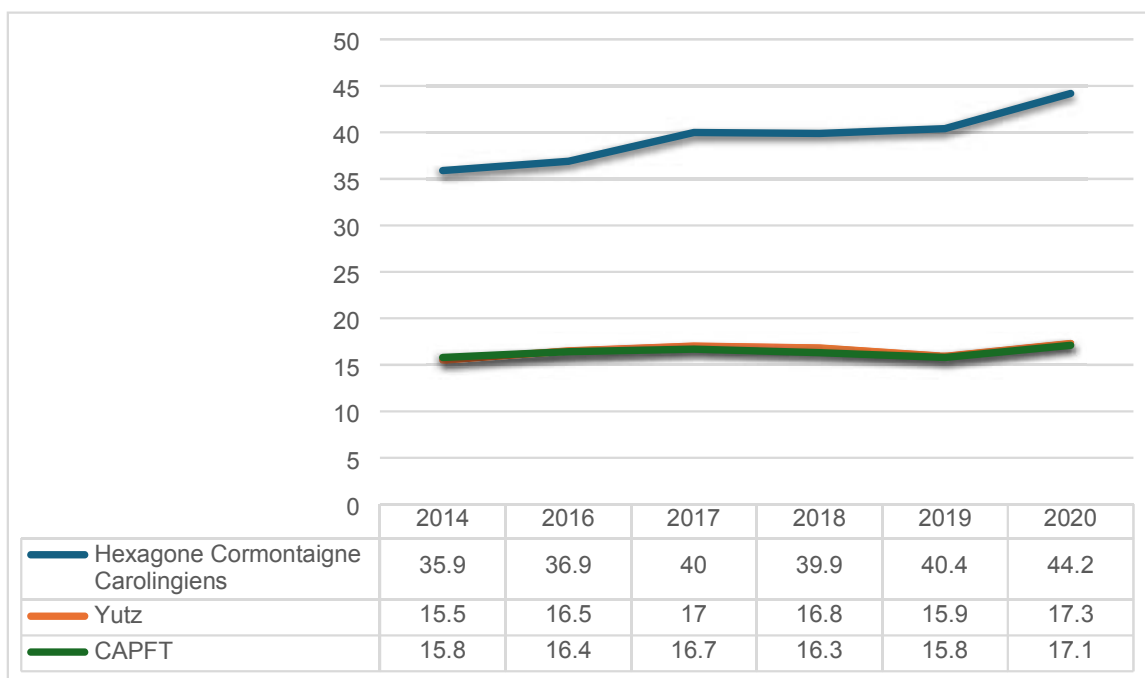
Source : Pôle Emploi-DARES, STMT, demandeurs d'emploi en fin de mois au 31/12/2021

Tableau 98 : Répartition des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C selon la durée d'inscription (%)

	Quartier Prioritaire		Commune		EPCI	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Moins de 6 mois	36,1	41,1	35,2	37,3	35,3	34,4
De 6 mois à moins de 1 an	20	17,1	17,8	17,3	16	18,1
De 1 an à moins de 2 ans	18,5	19	20,5	21	21,5	20,1
2 ans ou plus	25,4	22,8	26,5	24,4	27,2	27,4

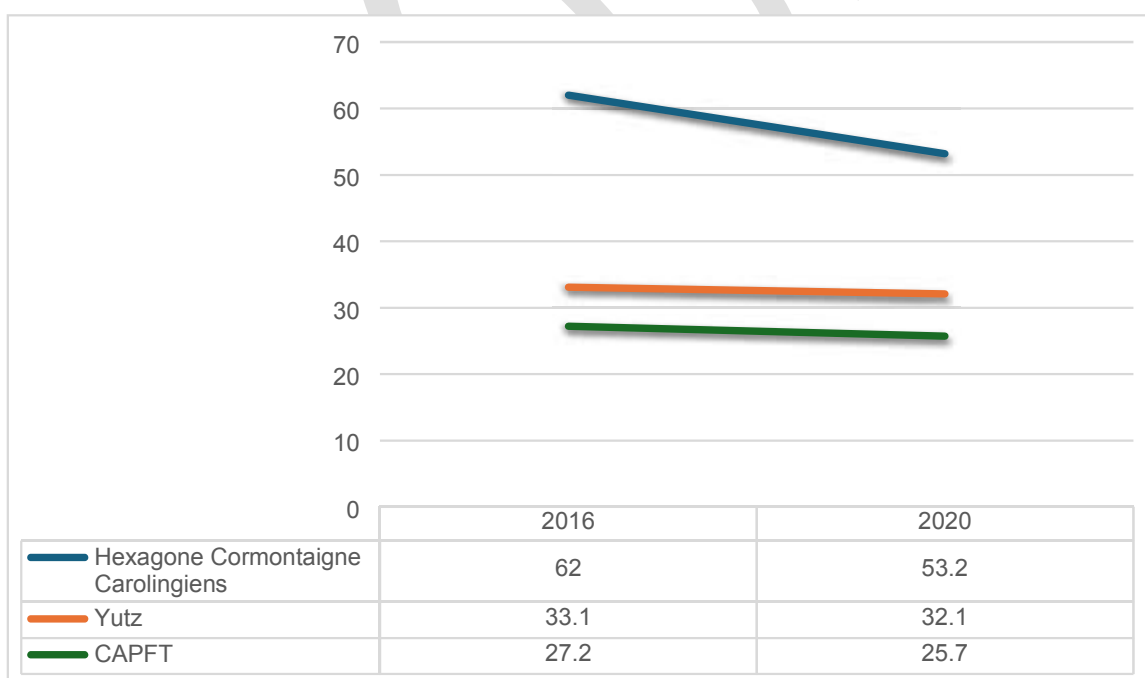
Source : Pôle Emploi-DARES, STMT, demandeurs d'emploi en fin de mois au 31/12/2021

Graphique 126 : Évolution de l'indice de chômage estimé des demandeurs d'emploi catégories A, B et C (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

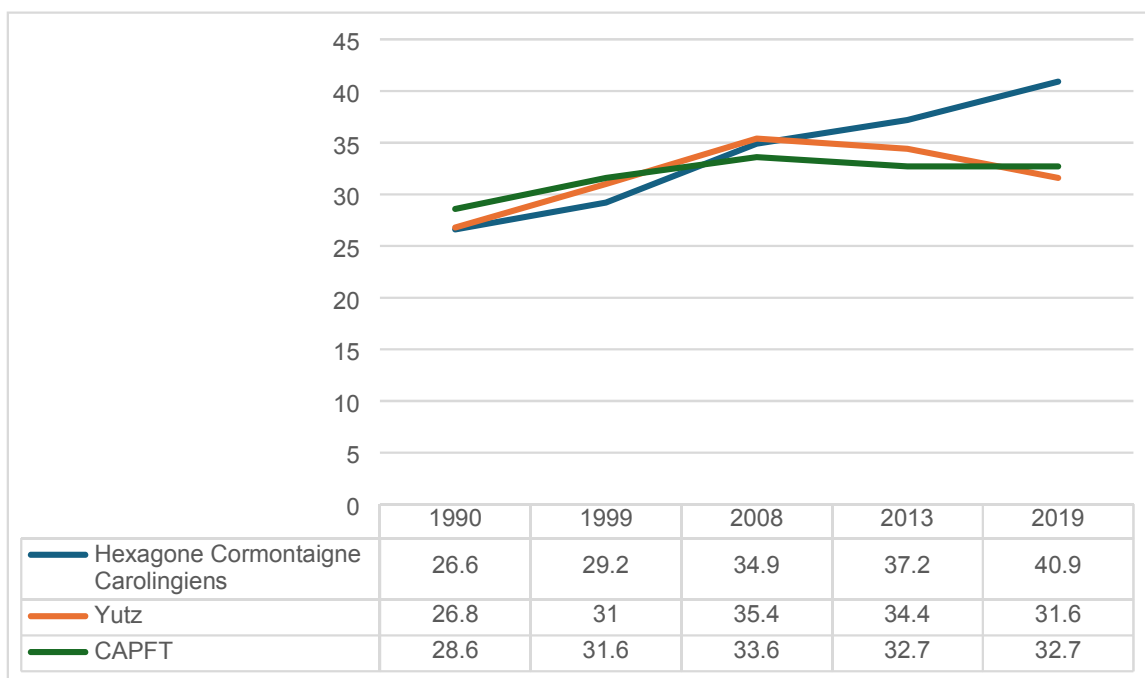
Graphique 127 : Évolution de l'indice de chômage estimé des demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, catégories A, B et C (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

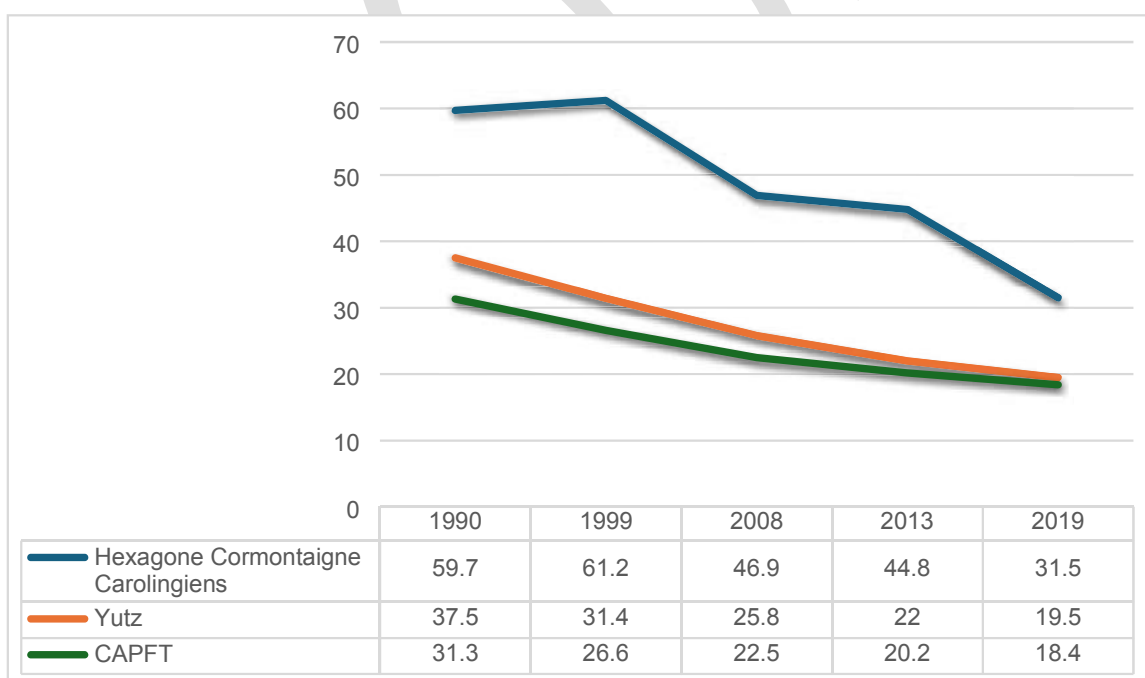
f) Composition socioprofessionnelle

Graphique 128 : Évolution de la part des employés de 15 à 64 ans parmi les actifs occupés (%)



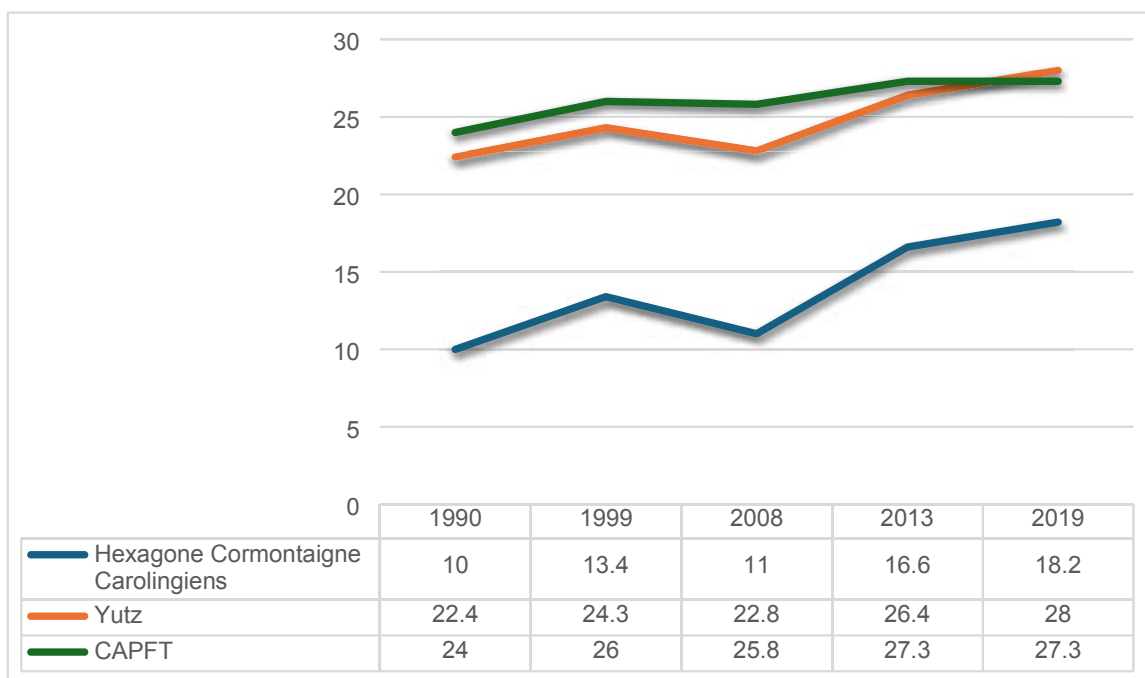
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 129 : Évolution de la part des ouvriers de 15 à 64 ans parmi les actifs occupés de 15 à 64 ans (%)



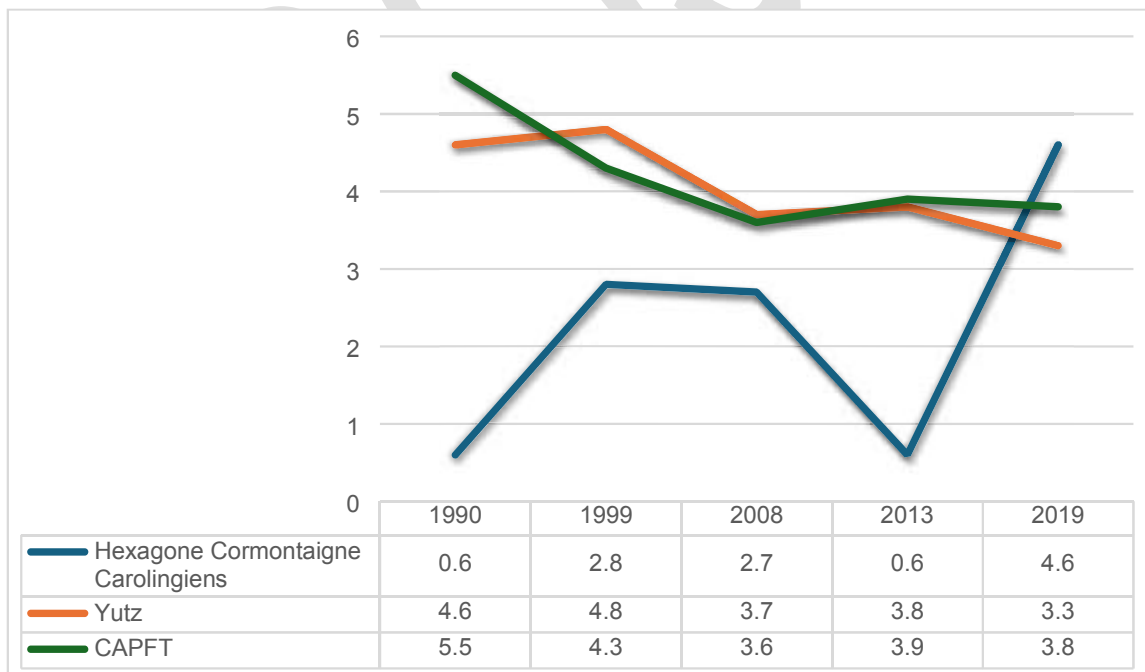
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 130 : Évolution de la part des professions intermédiaires de 15 à 64 ans parmi les actifs occupés de 15 à 64 ans (%)



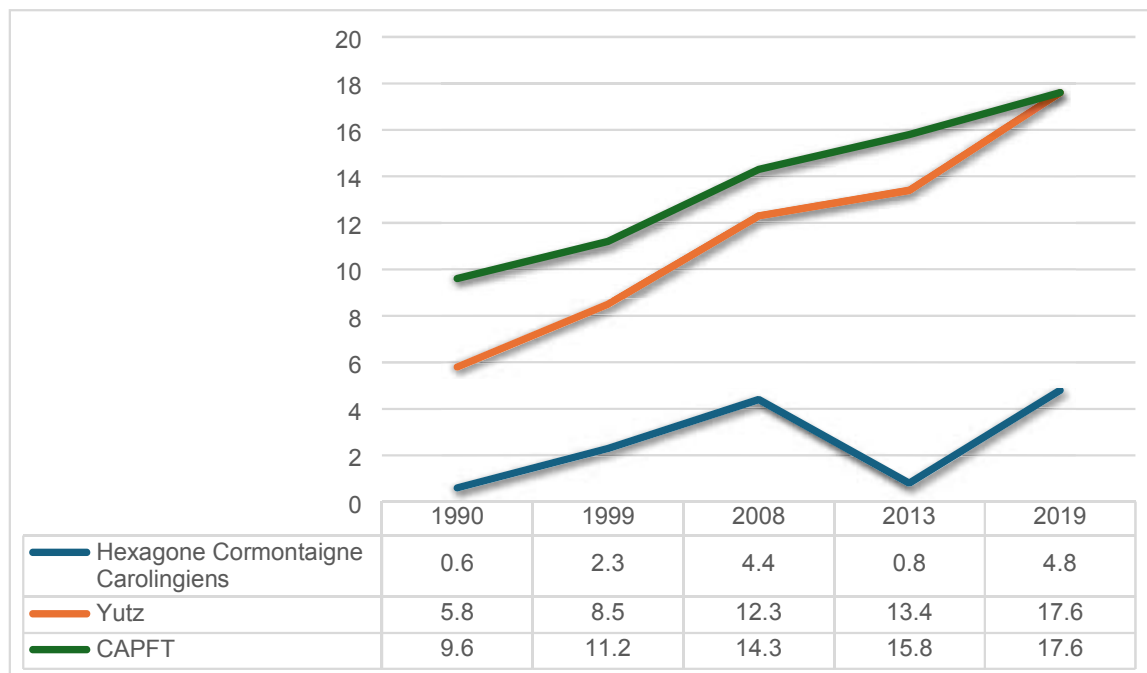
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 131 : Évolution de la part des artisans, commerçants, chefs d'entreprise de 15-64 ans
parmi les actifs occupés de 15-64 ans (%)



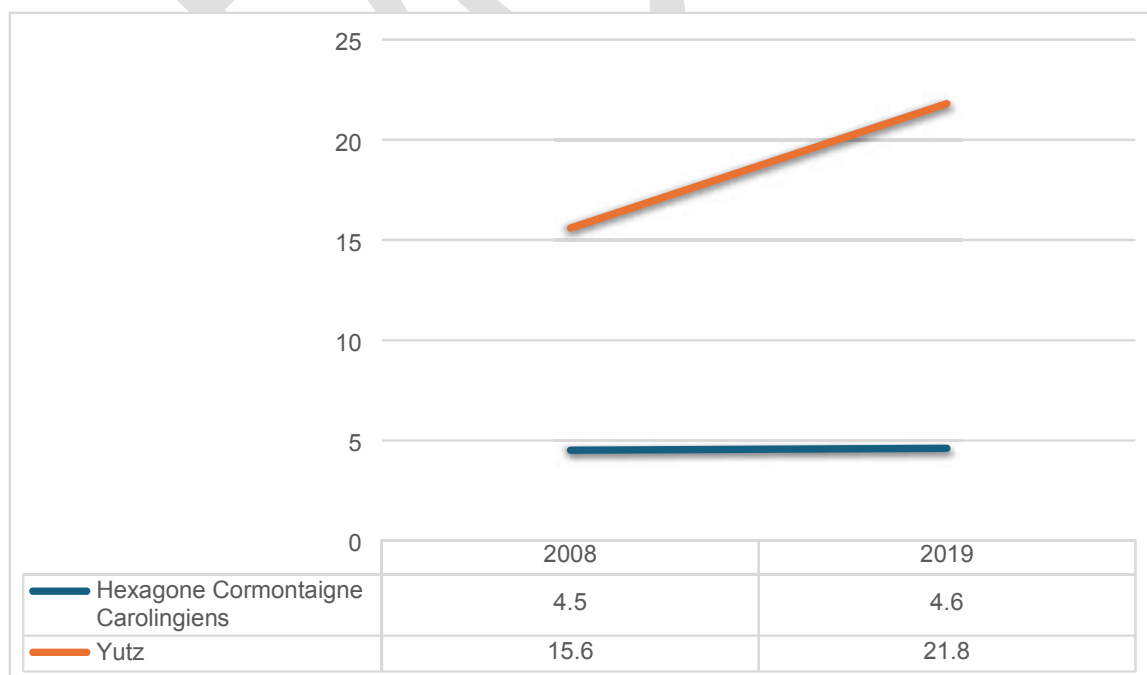
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 132 : Évolution de la part des cadres et professions intellectuelles supérieures de 15 à 64 ans
parmi les actifs occupés de 15 à 64 ans (%)



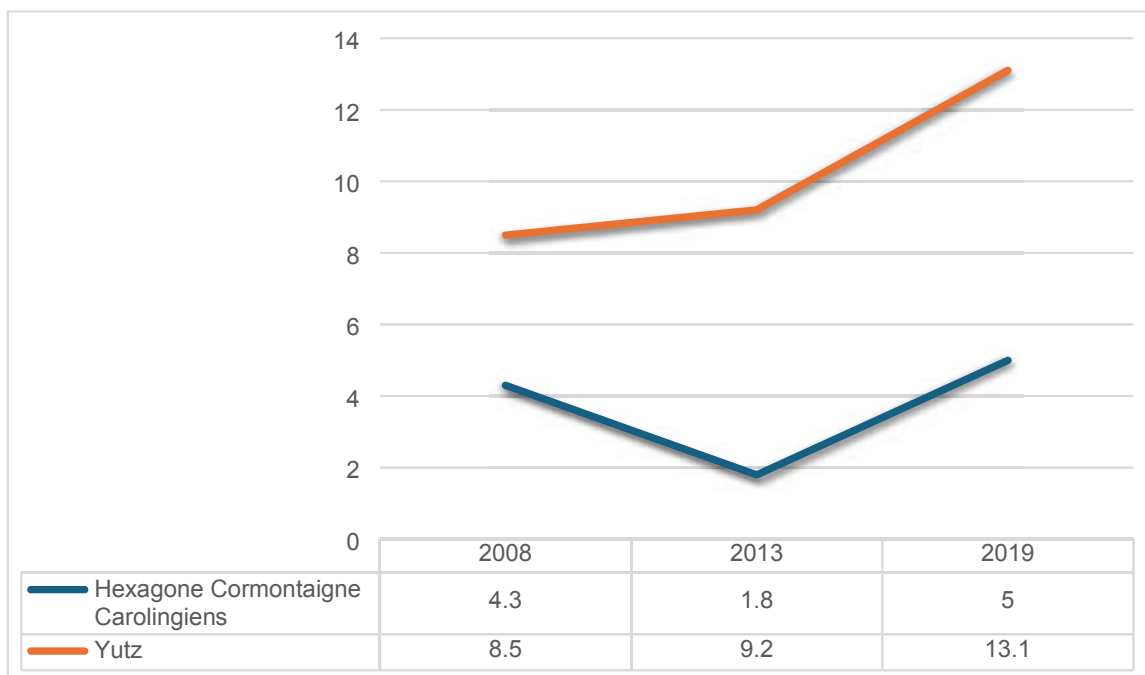
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 133 : Évolution de la part des hommes actifs occupés de 15 à 64 ans cadres ou des professions intellectuelles supérieures (%)



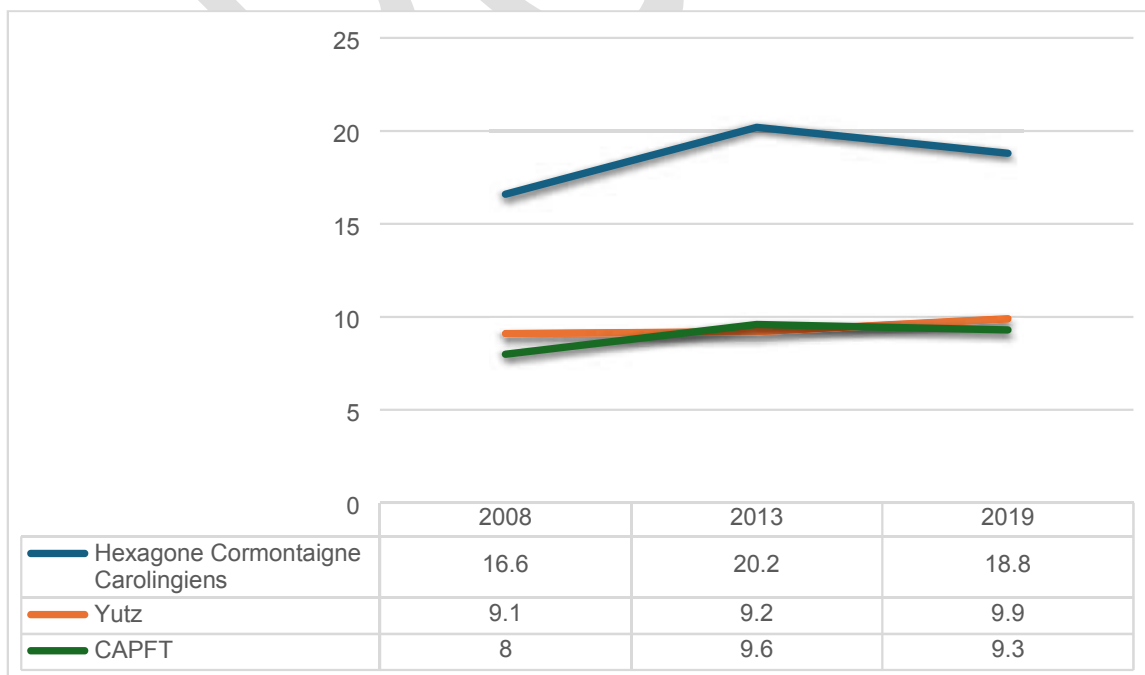
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 134 : Évolution de la part des femmes actives occupées de 15 à 64 ans cadres ou de professionnelles intellectuelles supérieures (%)



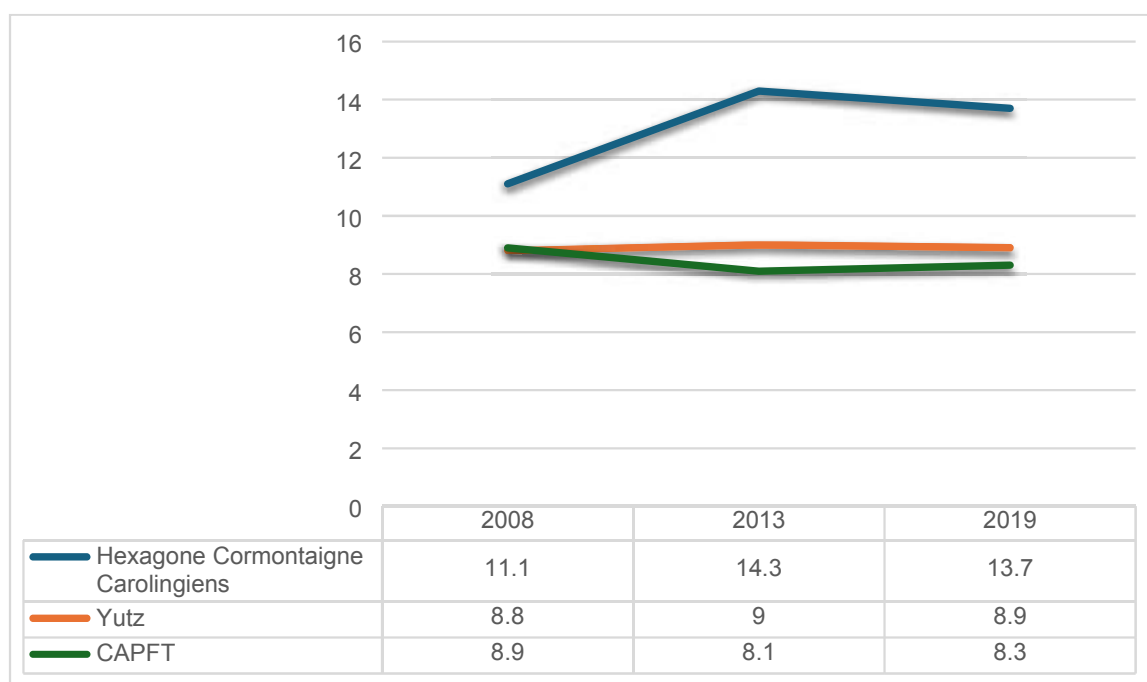
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 135 : Évolution de la part des chômeurs parmi l'ensemble de la population de 15 à 64 ans (%)



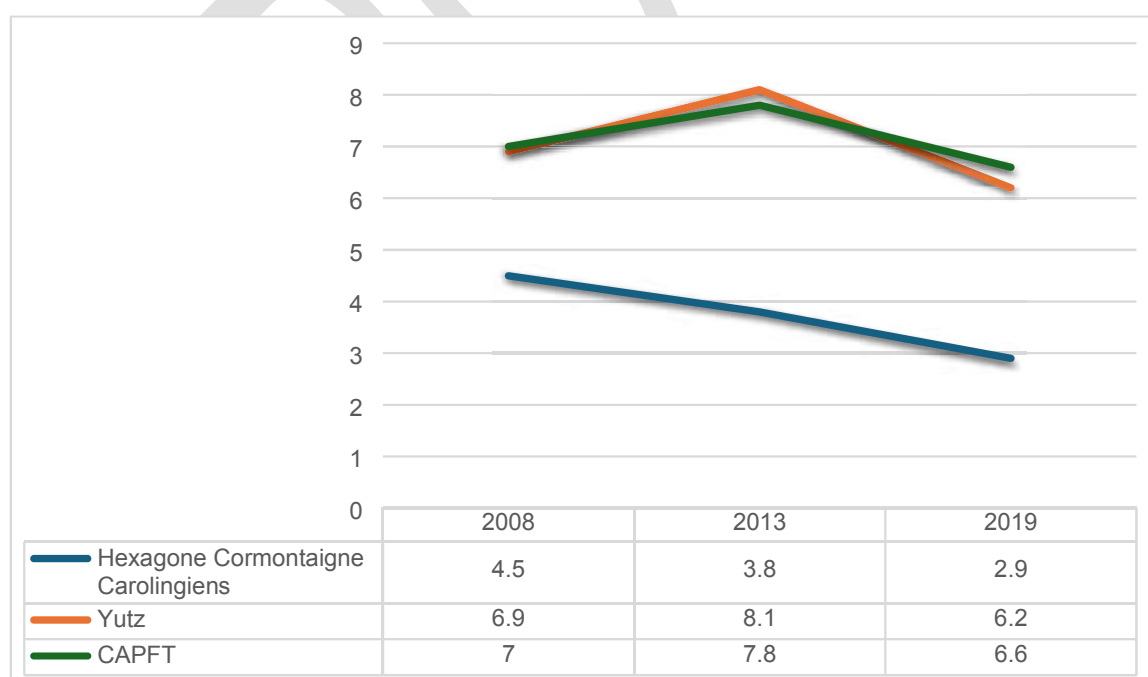
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 136 : Évolution de la part des étudiants
parmi l'ensemble de la population de 15-64 ans (%)



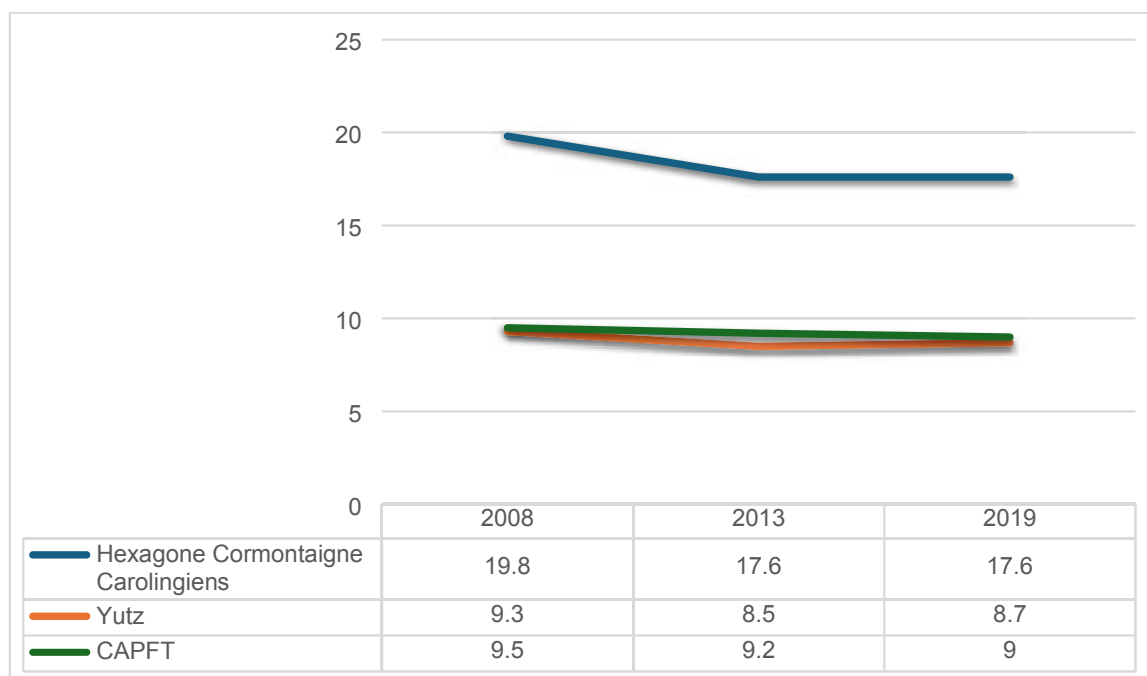
Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 137 : Évolution de la part des retraités parmi l'ensemble de la population de 15-64
ans (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

Graphique 138 : Évolution de la part des autres inactifs (au foyer)
parmi l'ensemble de la population de 15-64 ans (%)



Source : INSEE, Recensement de la Population (2019)

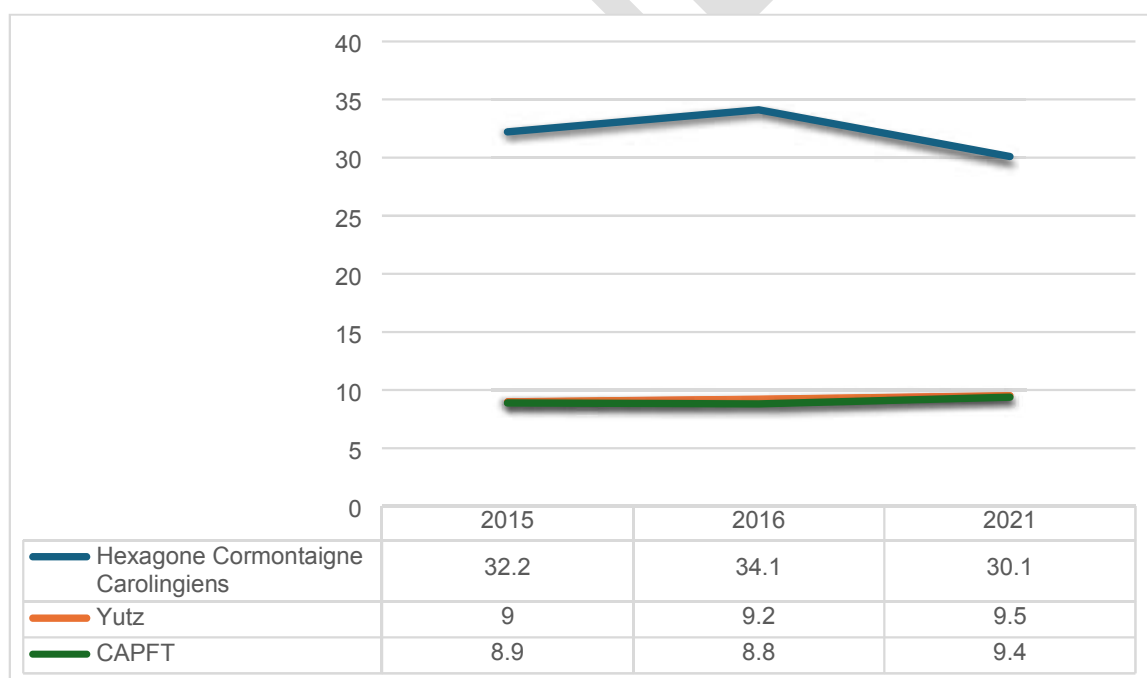
g) Ressources

Tableau 99 : Structure des revenus disponibles

	Quartier Prioritaire	Commune	EPCI
Impôts	-5,5	-10	-10,8
Prestations sociales ¹⁰⁶	30,1	4,9	4,1
Revenus du patrimoine	16,8	42,5	44,7
Pensions, retraites et rentes	17,1	22,8	23,1
Revenus d'activités ¹⁰⁷	41,5	39,8	38,9

Source : INSEE – DGFIP – Cnaf – Cnav – CCMSA – Fichier Localisé Social et Fiscal (FILOSOFI) 2019

Graphique 139 : Évolution de la part des ménages couverts par les *minima* sociaux de 2015 à 2020 (%)



Source : CNAF (2021)

Tableau 100 : Nombre de foyers allocataires des *minima* sociaux

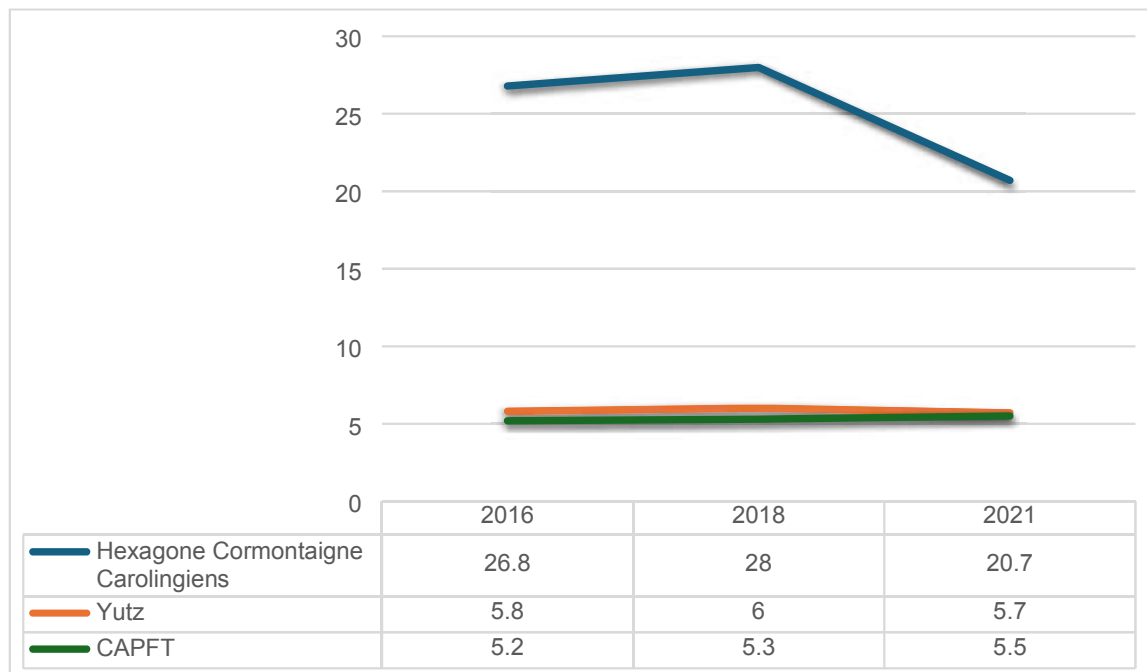
Hexagone Cormontaigne Carolingiens	Yutz	CAPFT
241	730	3 527

¹⁰⁶ Prestations familiales, minimas sociaux, prestations logement

¹⁰⁷ Dont indemnités de chômage

Source : CNAF (2021)

Graphique 140 : Évolution de la part des ménages couverts par le RSA (%)



Source : CNAF (2021)

Tableau 101 : Nombre de foyers allocataires du RSA en 2020

Hexagone Cormontaigne Carolingiens	Yutz	CAPFT
166	436	2 076

Source : CNAF (2021)

Tableau 102 : Nombre de foyers allocataires percevant au moins une prestation CAF

Terrasses des Provinces	Yutz	CAPFT
540	2 826	13 101

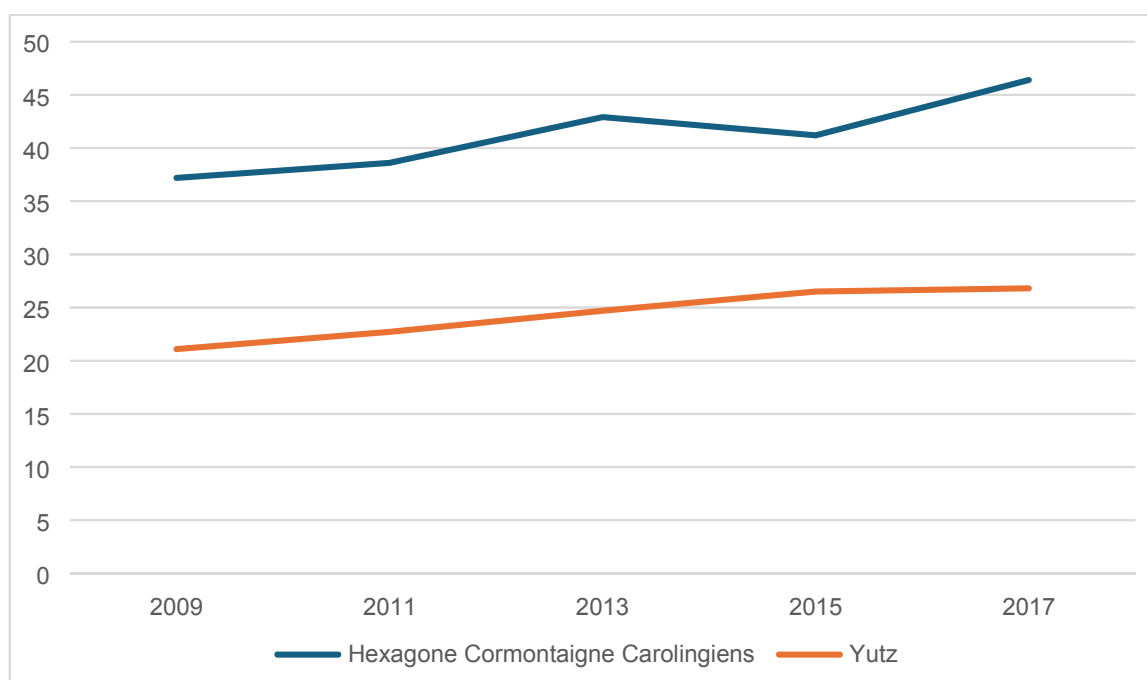
Source : CNAF (2021)

Tableau 103 : Population couverte par au moins une prestation CAF

Terrasses des provinces	Yutz	CAPFT
1 492	6 661	29 660

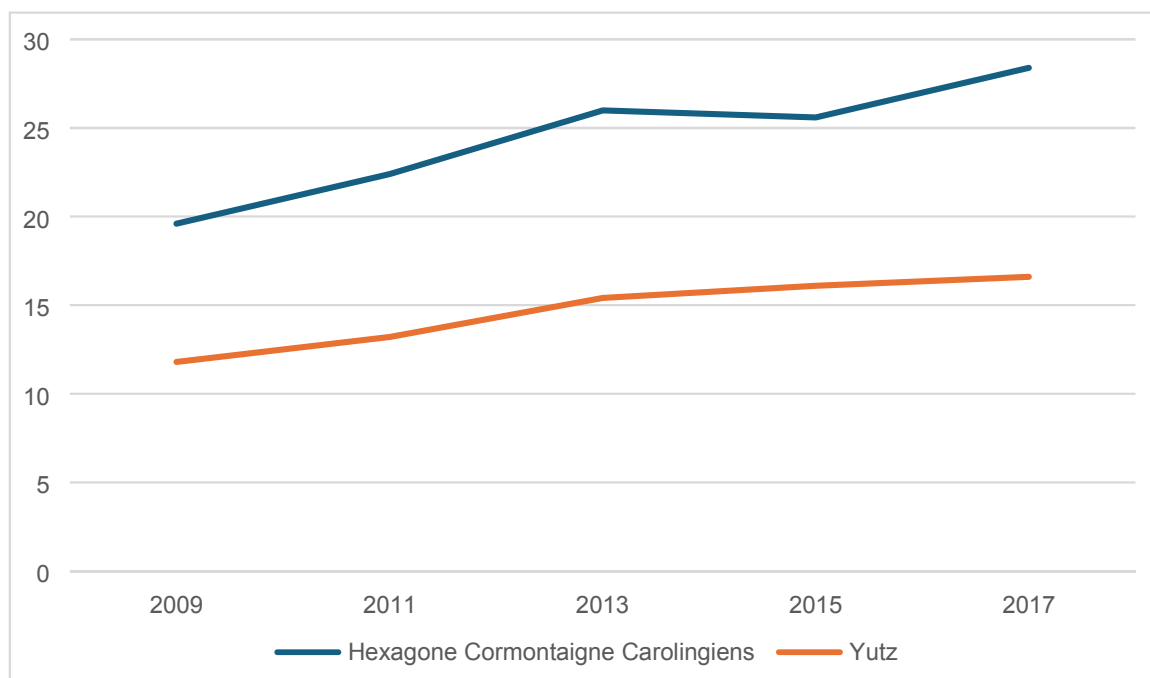
Source : CNAF (2021)

Graphique 141 : Évolution de la part des allocataires dont le revenu est constitué à 50 % ou plus de prestations CAF de 2009 à 2017 (%)



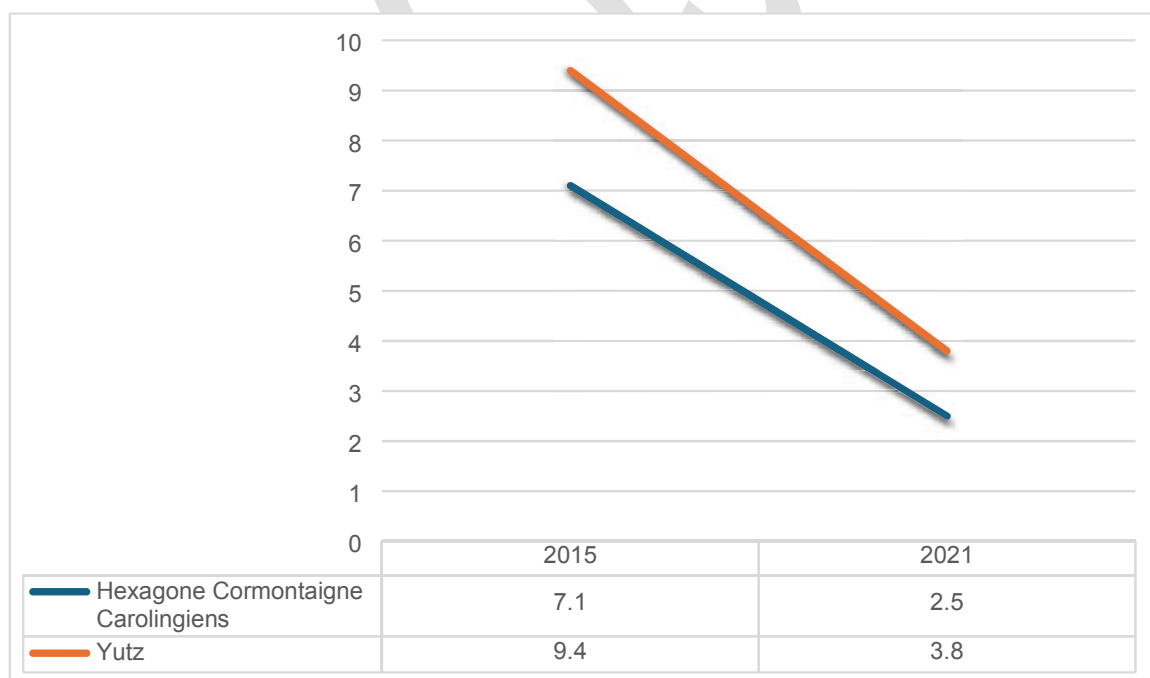
Source : CNAF (2017)

Graphique 142 : Évolution de la part des allocataires dont le revenu est constitué à 100% de prestations CAF (de 2009 à 2017) (%)



Source : CNAF (2017)

Graphique 143 : Évolution de la part des ménages couverts par l'AAH de 2015 à 2020 (%)



Source : CNAF (2021)

Tableau 104 : Nombre de foyers allocataires de l'AAH en 2021

Hexagone Cormontaigne Carolingiens	Yutz
------------------------------------	------

75	294
----	-----

Source : *CNAF (2021)*

Tableau 105 : Bénéficiaires du régime général de l'Assurance-Maladie

Population couverte	2 072
Hommes	1 039
Femmes	1 033
[0 – 25 ans]	885
[25 – 60 ans]	908
[60 ans et plus]	279

Source : *INSEE, CNAM (2023)*

Tableau 106 : Bénéficiaires de la Complémentaire Santé Solidaire

Population couverte	626
Hommes	278
Femmes	348
[0 – 25 ans]	342
[25 – 60 ans]	227
[60 ans et plus]	43

Source : *CNAM (2023)*

h) Niveau de vie

Tableau 107 : Distribution des revenus fiscaux déclarés mensuels des ménages par unité de consommation (€)

	Quartier Prioritaire	Commune	EPCI
Médiane	640	1 910	1 950
Premier quartile	170	1 160	1 190
Troisième quartile	1 110	2 810	2 940
Taux de bas revenus (%)	73,7	23,1	22,0

Source : INSEE – DGFIP – Cnaf – Cnav – CCMSA – Fichier Localisé Social et Fiscal (FILOSOFI) 2019

Tableau 108 : Part des ménages imposés (%)

Quartier prioritaire	Yutz	CAPFT
17,9	43,3	42,5

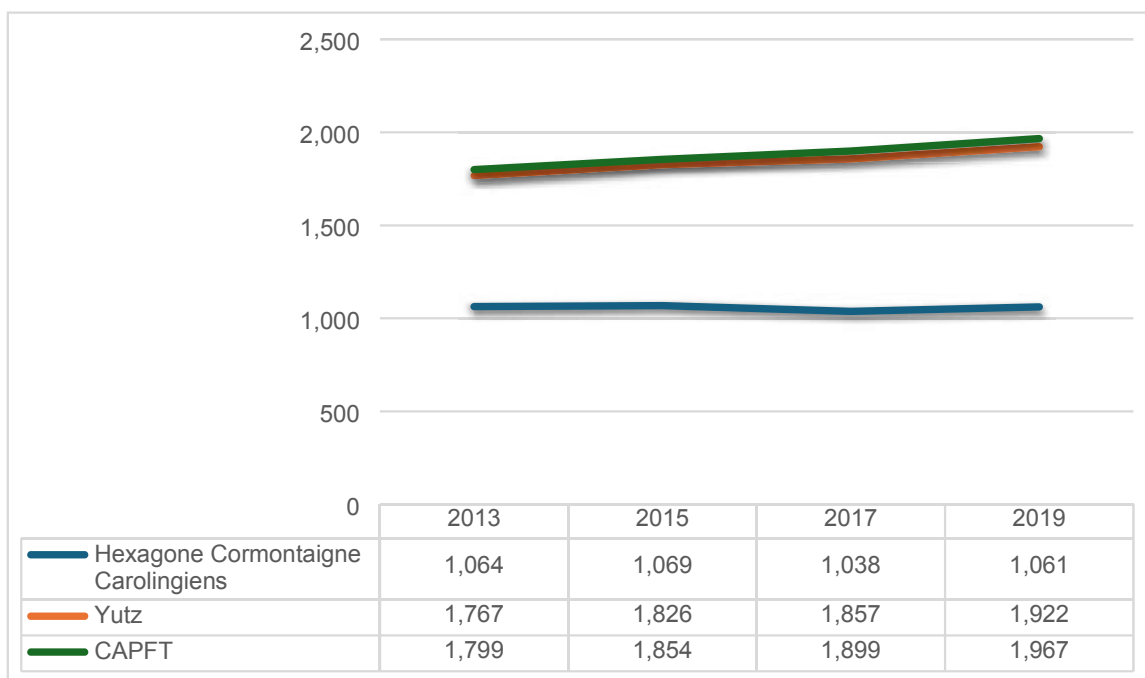
Source : INSEE – DGFIP – Cnaf – Cnav – CCMSA – Fichier Localisé Social et Fiscal (FILOSOFI) 2019

Tableau 109 : Distribution des revenus disponibles mensuels des ménages par unité de consommation (€)

	Quartier Prioritaire	Commune	EPCI
Médiane	1 050	1 920	1 970
Premier quartile	790	1 300	1 330
Troisième quartile	1 340	2 760	2 860
Taux de pauvreté (%)	56,3	16,6	16,3

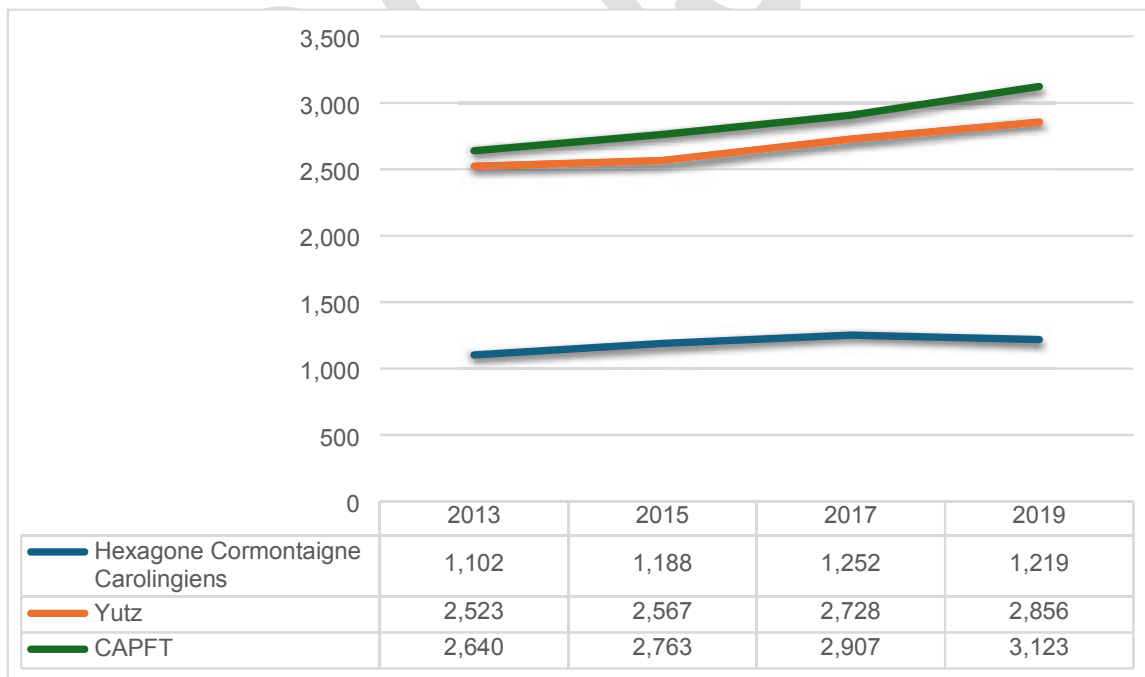
Source : INSEE – DGFIP – Cnaf – Cnav – CCMSA – Fichier Localisé Social et Fiscal (FILOSOFI) 2019

Graphique 144 : Évolution de la médiane de la moyenne mensuelle du niveau de vie (€) de 2013 à 2019



Source : INSEE, FILOSOFI (2020)

Graphique 145 : Évolution de l'écart interdécile de la moyenne mensuelle du niveau de vie
(€)
de 2013 à 2019



Source : INSEE, FILOSOFI (2020)

2) Réunion publique

Dans le cadre de la future contractualisation des contrats de ville 2024-2030, l'État et le service Politique de la Ville de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville ont mis en place, en partenariat avec les acteurs de terrain, des temps de concertations citoyennes au sein de chaque quartier prioritaire du territoire. Ces temps ont été mis en place afin de permettre aux habitants de s'exprimer de la manière la plus large possible sur leurs attentes et leurs priorités dans le cadre de l'élaboration des futurs contrats de ville. En effet, la participation des habitants est importante et leur place au sein de la politique de la ville indéniable. Il était donc nécessaire de pouvoir les associer à la future contractualisation

C'est ainsi qu'au mois de juin 2023, une concertation par quartier a eu lieu auprès des citoyens durant un temps convivial organisé par un acteur du territoire. Il a été demandé aux personnes présentes de répondre à trois questions, en imaginant qu'une personne venait les interroger car elle souhaitait s'installer dans le quartier. Les questions étaient les suivantes :

- Quelle est la chose que vous appréciez le plus en vivant dans ce quartier ?
- Quelle est la chose que vous appréciez le moins en vivant dans ce quartier ?
- Si vous deviez dire une seule chose : qu'est-ce qui vous manque le plus en vivant dans ce quartier ?

Les citoyens étaient divisés en trois groupes pour faciliter la parole. À chaque réponse donnée, les autres, munis de pancartes, devaient dire s'ils étaient d'accord ou non avec ce qui venait d'être dit. Un outil était proposé reprenant des thématiques propres au contrat de ville (parentalité, travail, associations, sécurité, etc.), pour aider les personnes qui n'auraient pas d'idée spontanément.

Les réunions ont eu lieu :

- Le vendredi 16 juin 2023 à la « Côte des roses », dans les locaux de la Maison des Quartiers ;
- Le mardi 20 juin 2023 aux « Terrasses des provinces », dans les locaux des associations CLCV et Réussir Ensemble ;
- Le vendredi 23 juin 2023 à « Saint-Pierre – la Milliaire », dans les locaux du centre social et culturel Jacques Prévert.

Un compte-rendu par quartier présente les retours obtenus lors de ces concertations citoyennes et permet d'avoir une illustration de la manière dont les habitants vivent dans leurs quartiers, et l'image qu'ils ont de l'espace dans lequel ils évoluent.

En somme, ces temps de concertation citoyenne ont permis d'avoir le ressenti des habitants sur leur quartier et de se rapprocher au plus près de leur réalité. Une description plus précise de ce qui se passe dans ces territoires a pu être réalisée et permet de mieux connaître des besoins des personnes qui y vivent.

Des points communs sont décelables entre les trois quartiers prioritaires de la ville tels que le besoin d'une amélioration de la propreté du quartier, le besoin d'avoir plus d'animation festive, à destination des familles/ des jeunes, ou une problématique liée aux incivilités qui est présente également.

Mais grâce à ce travail réalisé avec les habitants, des différences sont aussi notables. Par exemple, le quartier Saint-Pierre – La Milliaire semble plus desservi en termes de transports et d'accessibilité aux commerces.

Les éléments mis en avant par les habitants résonnent également avec les retours des partenaires et des indicateurs statistiques. En effet, le besoin pour les jeunes d'avoir un espace ou se retrouver, d'avoir des perspectives positives pour leur avenir est souligné tant par les habitants que par les acteurs de terrain. La problématique de la mobilité est également notée par les deux, avec l'impact que cela peut avoir pour la vie quotidienne des personnes (difficulté pour aller au collège pointé par les habitants et difficulté d'insertion professionnelle soulignée par les professionnels). La difficulté d'avoir un suivi de santé est aussi un point commun visible dans le discours des citoyens et des acteurs. En effet, les citoyens d'un quartier ont mis en avant le fait qu'il n'y avait pas/plus de structure médicale à proximité, ce qui est également soulevé par les acteurs de terrain.

3) Recueil de la parole d'habitants

Afin de nourrir de parole d'habitants le diagnostic territorial de la politique de la ville, l'équipe multimédia du Centre « Le Lierre » a été sollicitée par la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville pour réaliser une série d'entretiens enregistrés dans chaque quartier concerné.

Ces temps d'échanges ont été mis en place sur l'été 2023 en associant différents acteurs du territoire, Maison des Quartiers de Thionville Côte des Roses – Bel Air, Centre Social Jacques-Prévert, CLCV Yutz et l'association APSIS-EMERGENCE et les conseils citoyens. Ces paroles partagées ont été saisies bien souvent lors de moments conviviaux et

fédérateurs (Apéro Géant, Festival Fun Family, Fête de quartier), et toujours avec la complicité des acteurs du territoire.

Dès l'origine du projet, il y avait pour ses porteurs le souhait de développer une approche originale qui implique les habitants dans le processus d'expression et de consultation. Dès lors, l'animateur multimédia a proposé à des habitants, notamment des volontaires des conseils citoyens et des jeunes de l'association APSIS-Emergence, de se former à poser les questions et enregistrer les réponses lors des sessions d'entretiens.

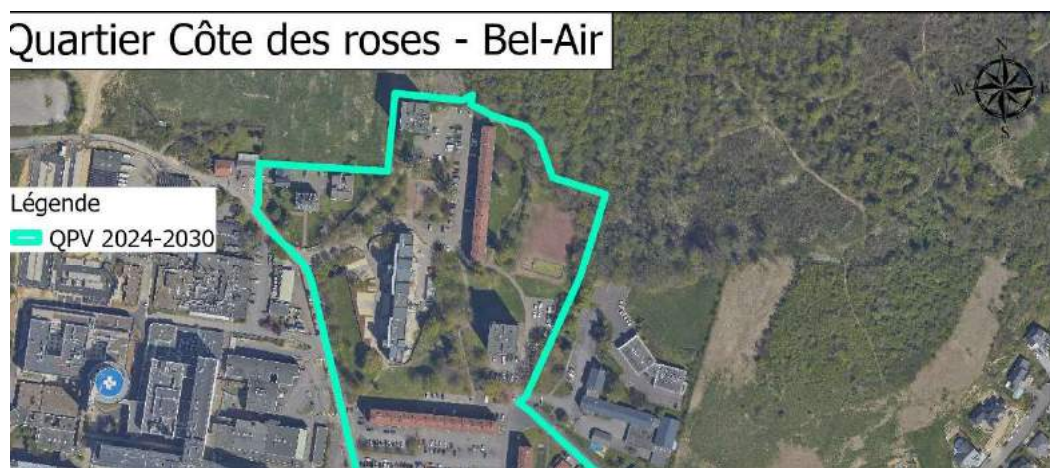
Une approche qui n'a pas été sans connaître certaines limites à l'écoute des réalisations finales (problème de sons, formulation des questions...), mais qui font partie intégrante de l'esprit du projet. Il est à noter également que pour faciliter les prises de paroles citoyennes avec un dispositif technique qui ne soit ni trop intimidant ni trop contraignant, l'animateur a fait le choix de s'équiper dans l'espace public uniquement d'enregistreurs sonores et d'appareils photos.

L'ensemble des productions réalisées permettent d'écouter des paroles diverses et relativement représentatives du territoire. Deux types de montages ont été réalisés : une version courte plus dynamique à l'écoute et une version longue pour laisser plus de place à l'expression des habitants.

B) Côte des roses – Bel-Air

1) Portrait de données

Carte 1 : Quartier prioritaire de la ville « Côte des roses – Bel-Air »
(Thionville)



Source : *Système d'Information Géographique de la CAPFT*

Habiter

La typologie d'habitat du quartier « Côte des roses – Bel-Air » se caractérise par une part de logement social dépassant les 95 %. Le taux de vacance y est légèrement supérieur à celui des deux unités urbaines de référence (3,7 % contre 3,6 % pour *Thionville et la Communauté d'Agglomération*). En outre, Le taux de rotation y est inférieur en comparaison, s'élevant à 5,6 %.

44,2 % des habitants du QPV « Côte des roses – Bel Air » y vivent depuis 10 ans ou plus, 66,3 % depuis 5 ans ou plus. Ces données sont supérieures à celles des deux territoires de comparaison : 62 % pour *Thionville* et 65,2 % pour *la Communauté d'Agglomération*. 97,8 % des ménages du QPV sont locataires, tandis que cette part s'élève à 44,4 % pour la commune et 53,1 % pour la Communauté d'Agglomération.

Photographie 1 : Vue aérienne de « Côtes des roses – Bel-Air » (1)



Source : *Communication (CAPFT)*

Des âges

Au nombre de 1 997 en 2018, les habitants du QPV « Côte des roses – Bel Air » représentent 4,9 % de la population municipale de Thionville et 2,5 % de celle de la Communauté d'Agglomération.

L'« indice jeunesse » du QPV (1,4) indique une population plutôt jeune au regard des deux territoires de comparaison, les personnes âgées de moins de 25 ans représentant 34,6 % de la population. De l'autre côté, les personnes âgées de 60 ans ou plus représentent 20,7 % de la population. Ces deux données sont en décalage avec la commune et l'intercommunalité, le quartier comprenant davantage de personnes âgées de moins de 25 ans et moins de personnes âgées de 60 ans ou plus.

Pour autant, lorsque cet « indice jeunesse » est considéré dans le temps long, depuis 1990, il est constaté une baisse significative : passant de 3,6 à 1,2 pour l'IRIS « Côte des roses » et de 2,4 à 0,7 pour l'IRIS « Bel Air ». Ainsi, la population reste plus jeune que l'unité urbaine mais a significativement vieilli depuis près de 30 ans.

Photographie 2 : Vue aérienne de « Côte des roses – Bel-Air » (2)



Source : *Communication (CAPFT)*

La dynamique similaire peut être observée concernant les personnes âgées, où l'évolution de l'« indice d'évolution des générations âgées » passe de 6 à 1,8 de 1990 à 2019. Le vieillissement de la population a ralenti bien que la part des personnes âgées ait drastiquement augmenté depuis 1990, notamment sur l'IRIS « Côte des roses », passant de 9,7 % à 24 % pour les personnes âgées de 60 ans et plus. Il en va de même pour les personnes âgées de 75 ans et plus. Pour autant, cette augmentation significative de la part des personnes âgées est une dynamique observable également aux échelles des communes et de l'intercommunalité.

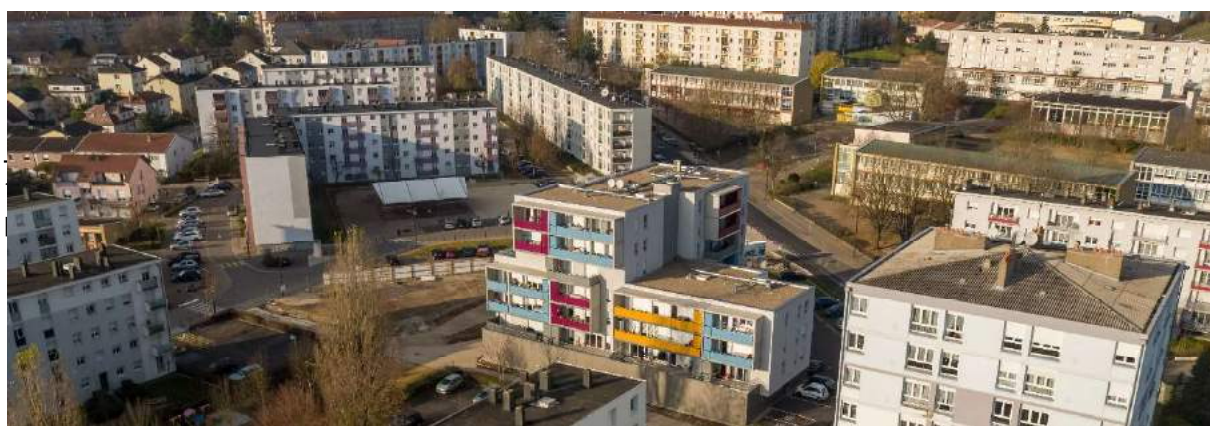
La part de la population étrangère a connu une augmentation importante depuis 2008, passant de 8,9 % et 10,2 % à 15,2 % et 16,8 % sur les IRIS « Côte des roses » et « Bel Air ». Concernant la part de la population immigrée, elle a connu une légère hausse sur l'IRIS « Côte des roses » (de 13,1 % à 18,8 %) alors qu'elle est restée stabilisée à une part importante sur l'IRIS « Bel Air » aux alentours de 22 %. Ces parts et leur évolution ne sont pas équivalentes aux réalités des deux autres territoires, ne dépassant pas les 8 % de population étrangère et les 12 % de population immigrée.

Des ménages

La part des ménages composés d'une seule personne s'élève à 43,1 % sur le quartier prioritaire en 2018, une proportion similaire à celle de la commune et de l'intercommunalité. Lorsque les données sont observées à l'échelle des IRIS, une augmentation de cette part depuis 1990 est constatée, dans des proportions différentes¹⁰⁸, pour devenir la composition majoritaire des ménages. Cette augmentation prend forme de la même manière sur les deux autres territoires de comparaison.

L'évolution de la part des familles monoparentales est similaire à celle des ménages composés d'une seule personne : une augmentation depuis 1990 sur les trois territoires et une part qui est supérieure sur les deux IRIS : 17 % et 12,3 % contre 10,1 % pour la commune et 10,3 % pour la Communauté d'Agglomération.

Photographie 3 : Vue aérienne de « Côte des roses – Bel-Air » (3)



Source : *Communication (CAPFT)*

Contrairement aux deux dynamiques précédentes, la part des ménages composés de couples avec enfant(s) connaît une diminution depuis 1990 sur les trois territoires, pour arriver à une valeur semblable en 2019 : entre 20,2 % et 24 %. Toutefois, concernant l'IRIS « Côte des roses », cette part a chuté du double au simple en l'espace de près de 30 ans, où en 1990, la part de couples avec enfant(s) montait à 48 %.

Concernant la part de familles nombreuses, les territoires communaux et intercommunaux présentent une baisse continue de 1990 à 2019, passant de 6,5 % à 3,9 % pour Thionville et de 7,5 % à 4,4 % pour la Communauté d'Agglomération. Cette baisse a concerné les IRIS « Côte des roses » et « Bel Air » où cette part est respectivement passée de 16 à 9,8 % et de 9,5 à 6,9 %. La tendance du territoire est une baisse du nombre de familles nombreuses, bien que les proportions restent supérieures sur le quartier « Côte des roses – Bel-Air » à celles sur Thionville et la Communauté d'Agglomération.

La part des femmes de 18 à 24 ans, avec au moins un enfant à charge, présente un pourcentage élevé en 2019, avec 11,4 % et 16,8 % contre 6,3 % sur Thionville. Bien qu'étant supérieure à la donnée communale, la part des femmes de 18 à 24 ans, avec au moins un enfant à charge a connu des évolutions contraires sur les deux IRIS. En constante augmentation sur l'IRIS « Bel-Air », cette part est en diminution sur l'IRIS « Côte des roses », passant de 21,6 % en 2013 à 11,4 % en 20219.

Photographie 4 : Vue aérienne de « Côte des roses – Bel-Air » (4)



Source : *Communication (CAPFT)*

À l'école

D'après le recensement de la population en 2018, le taux de scolarisation des personnes âgées de 15 à 24 ans sur le QPV « Côte des roses – Bel-Air » s'élève à 56,6 %. Une donnée confirmée par celles liées aux deux IRIS où les taux de scolarisation des 15-17 ans atteignent respectivement 98,9 % et 93,7 % et 45 % et 40,4 % pour les 18-24 ans. Concernant l'IRIS « Côte des roses », ces taux sont supérieurs à ceux présents sur les deux autres territoires tandis que les taux relatifs à « Bel Air » sont légèrement en-dessous.

Pour autant, la part des jeunes de 18 à 24 ans non scolarisés et sans diplôme restent supérieure sur les deux IRIS par rapport à celle de Thionville : 19,5 % et 26,8 % contrairement à 10 %. Cette part a diminué depuis 2008, atteignant auparavant 21,6 % et 36 %.

La majeure partie de la population n'a pas de diplôme (50,2 %) tandis qu'un tiers possède un diplôme de niveau inférieur au BAC (29,4 %). 20,3 % ont un diplôme de niveau de BAC ou de niveau BAC +2 et supérieur.

Ces données sont à mettre en perspective avec l'évolution de la part des personnes âgées de 15 ans et plus de bas niveau de formation ainsi que celles de haut niveau de formation. Ces données font valoir une baisse continue depuis 1990 de la part des personnes de 15 ans et plus de bas niveau de formation. Une baisse significative pour Thionville et la Communauté d'Agglomération, passant du double au simple entre 1990 et 2019, qui se réalise dans des proportions différentes sur les IRIS « Côte des roses » et « Bel Air » où la diminution s'illustre par une baisse de 64 % à 38,5 % et de 62,8 % à 46,9 %. Concernant les personnes de haut niveau de formation, la dynamique est similaire : une hausse significative des personnes à haut niveau de formation sur les deux territoires de comparaison, passant du simple au triple. Une hausse qui se réalise également sur les deux IRIS, dans des proportions toutefois moindres : de 6,3 % à 16,8 % et 7,4 % à 16,5 %.

Ces deux dernières évolutions peuvent être regardées sous le prisme des variables « Homme » et « Femme ». Ce focus met en avant des dynamiques similaires à celle générale tout en mettant en exergue l'inégalité liée au sexe. En effet, alors que la part des hommes de bas niveau de formation atteint 30,1 % et 19,7 % en 2019, celle des femmes atteint 46,2 % et 55,8 %. La différenciation est identique pour la part des personnes de haut niveau de formation, où celle des hommes est de 22,7 % et 19 % en 2019 et celle des femmes de 11 % et 18,6 % en 2019.

Cette différenciation est à nuancer au regard de l'évolution des parts depuis 1990. La baisse de la part des personnes de bas niveau de formation connaît une évolution équivalente pour les hommes comme pour les femmes (de 57 % à 30,1 % pour les hommes et 66,9 % à 46,2 % pour les femmes). Pour l'évolution de la part des personnes de haut niveau de

formation, il est à considérer pour autant que la hausse est davantage significative entre 1990 et 2019 pour les hommes (de 7 % à 22,7 %) que pour les femmes (de 5,7 % à 11,5 %).

Photographie 5 : Vue aérienne de « Côte des roses – Bel-Air » (5)



Source : *Communication (CAPFT)*

Une vie active

D'après le recensement 2018, le taux d'emploi des 15-64 ans est de 43,5 % sur le QPV « Côte des roses ». Il descend à 40 % lorsqu'il est adapté aux femmes et monte à 46,6 % lorsqu'il est adapté aux hommes.

Concernant le taux d'activité des 15-64 ans, il connaît une hausse sur les deux IRIS passant de 61,9 % à 69,1 % et de 62,2 % à 66,7 %. Sur les deux territoires de comparaison, ce taux s'élève à 75,9 % et 76,1 %. Cette baisse constatée à partir de 2013 s'illustre également lorsqu'est observée la variable « sexe ». Le taux d'activité des hommes et des femmes baisse en effet, dans des proportions différentes toutefois. Quand celui des hommes atteint 77,6 % en 2019, celui des femmes est à 60,2 % ; pour des taux qui étaient à 72,6 % et 51,7 % en 1990.

La part des salariés en contrats précaires diminue globalement depuis 2008, avec une part qui reste supérieure sur les deux IRIS (12,5 % et 20 % contrairement à 11,8 % et 11,4 %).

Le travail à temps partiel connaît une dynamique similaire, les deux sexes confondus. La part des femmes salariées de 15 ans et plus à temps partiel a connu une légère augmentation depuis 1990, passant de 37,7 % à 48,7 %. Pour les deux autres territoires, cette part a connu une stagnation sur les 30 années qui séparent les deux relevés. Du côté des hommes, l'augmentation semble plus conséquente, passant presque du simple au triple (de 3,2 % à 9,6

%). Cette augmentation est similaire pour Thionville et la Communauté d'Agglomération, où les parts atteignent 6,3 % et 5,8 % en 2019.

30,5 % des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi sont également bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active. En ce qui concerne Thionville et la Communauté d'Agglomération, cette donnée environne les 25 % (26,4 % pour Thionville et 24,5 % pour la Communauté d'Agglomération). 11,3 % des demandeurs d'emploi des catégories A, B et C ont moins de 26 ans, ce qui représente une proportion plus faible que pour les deux autres territoires. La conséquence étant qu'il y a davantage de demandeurs d'emploi âgés de 26 à 49 ans sur le quartier prioritaire « Côte des roses » que sur les deux autres territoires.

À l'instar des précédentes données relatives au niveau de formation, les demandeurs d'emploi vivant sur le QPV « Côte des roses » ont une répartition des diplômes distincte des deux territoires de comparaison. Ainsi, 22,8 % ont un diplôme inférieur au CAP-BEP tandis que cette proportion ne dépasse pas les 13,3 % pour Thionville et la Communauté d'Agglomération. Cette différence se traduit également au regard de la proportion de personnes ayant un diplôme supérieur au Baccalauréat : quand elle s'élève à 30,3 % sur Thionville et 29 % sur la Communauté d'Agglomération alors qu'elle atteint 18,3 % pour les demandeurs d'emplois du QPV « Terrasses des provinces ».

Photographie 6 : Vue aérienne de « Côte des roses – Bel-Air » (6)



Source : *Communication (CAPFT)*

Les demandeurs d'emploi du QPV « Côte des roses – Bel-Air » sont inscrites depuis davantage de temps que les demandeurs d'emploi de l'ensemble de la commune et de la Communauté d'Agglomération. Ce constat s'illustre par la proportion de demandeurs d'emploi inscrits pendant moins de 6 mois et depuis 2 ans et plus. La proportion de demandeurs d'emploi inscrits pendant moins de 6 mois est supérieure sur le QPV « Côte des roses » aux deux autres territoires de référence. De l'autre côté, la proportion de demandeurs d'emploi inscrits depuis 2 ans ou plus est supérieure sur le QPV « Côte des roses » par rapport aux deux autres territoires.

Pour conclure, l'indice de chômage est en faible augmentation sur les trois territoires depuis 2014. Il passe de 17,1 % à 18,9 % sur Thionville ou de 15,8 % à 17,1 % sur la Communauté d'Agglomération. Bien que la dynamique soit similaire sur les deux IRIS, il est à noter que l'indice de chômage y est supérieur aux deux territoires de comparaison, constituant presque le double (34,6 % en 2020). La dynamique est différente lorsque la catégorie des moins de 26 ans est considérée. Pour celle-ci, l'indice de chômage baisse depuis 2016 sur Thionville et la Communauté d'Agglomération, alors qu'il ne fait qu'augmenter sur les deux IRIS, passant de 38,7 % en 2016 à 48,2 % en 2019.

Des professions

La composition socioprofessionnelle des deux IRIS comprend plus d'un tiers d'ouvriers (35,3 % et 36,4 %) et un autre tiers d'employés (38,2 % et 34,4 %). 16,2 % et 16,1 % de la population est rattaché aux professions intermédiaires. Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise représentent 6,8 % et 3,2 % tandis que les cadres et professions intellectuelles supérieures représentent 7,1 % et 6,3 % de la population. Sur cette catégorie, il est à noter que 9,9 % et 8,6 % des hommes sont identifiés comme cadres et professions intellectuelles supérieures contre 3,6 % et 3,3 % des femmes.

La part des chômeurs sur l'ensemble de la population s'élève à 16,8 % et 21,3 % en 2019. Cette part est en faible augmentation sur Thionville et la Communauté d'Agglomération. La part des étudiants a stagné sur les deux IRIS, se stabilisant entre 10,8 % et 8,4 %. Une part qui est à peine supérieure aux deux autres territoires (8,4 % et 8,3 %). Concernant les retraités, leur part a également diminué depuis 2008, passant de 8,2 % à 3 %. Une baisse qui concerne les deux autres territoires dans des proportions moindres. Enfin, la part des autres inactifs a stagné sur Thionville et la Communauté d'Agglomération alors qu'elle a augmenté considérablement sur les deux IRIS, passant de 13,3 % à 16,8 % et de 15,1 % à 20 %.

Des ressources monétaires

Les habitants du QPV « Côte des roses » ont leur revenu davantage constitué par les prestations sociales (22,5 % contre 4,4 % pour Thionville et 4,3 % pour la CAPFT). Cette donnée se confirme lorsque les deux IRIS sont considérés, avec une part des ménages couverts par les *minima* sociaux s'élevant à 20,8 % et 26,4 % contrairement à 10,9 % pour Thionville et 9,4 % pour la Communauté d'Agglomération.

Cette donnée est renforcée par la part des ménages couverts par le Revenu de Solidarité Active, où cette part s'élève à 13,3 % en 2020, équivalente depuis 2016. Une part supérieure à celle sur Thionville et la Communauté d'Agglomération où elles s'élèvent à 6,4 % et 5,5 %.

Pour approfondir les ressources, la part des allocataires dont le revenu est constitué à 50 % et à 100 % de prestations de la Caisse d'Allocations Familiales éclaire également la situation des ressources de la population. 36,6 % et 41,3 % des allocataires vivant sur les deux IRIS ont leur revenu dépendant à 50 % et 20,3 % ainsi que 26,6 % à 100 % des prestations de la Caisse d'Allocations Familiales. Ces données sont en décrochage par rapport à la commune où 28,5 % des allocataires dont le revenu est constitué à 50 % de prestations de la Caisse d'Allocations Familiales. Pour autant, la dépendance à 100 % des allocataires aux prestations CAF sur la commune se rapproche de celle de l'IRIS : 17,7 %.

La part des ménages couverts par l'Allocation Adulte Handicapé est en décrochage sur les deux IRIS par rapport à celles de Thionville et de la Communauté d'Agglomération : 7,5 % et 12,4 % contre 4,5 % et 3,9 %.

Photographie 7 : Vue aérienne de « Côte des roses – Bel-Air »



Source : *Communication (CAPFT)*

Un niveau de vie

Le taux de bas revenus sur le QPV « Côte des roses » s'élève à 62,6 % contre 24,5 % et 22 % sur Thionville et la Communauté d'Agglomération. La médiane des revenus fiscaux mensuels déclarés est de 870 € au QPV « Côte des roses » alors qu'elle est de 1 910 sur la commune et de 1 950 sur l'intercommunalité.

La distribution des revenus disponibles mensuels confirme les données précédentes où la médiane des habitants du quartier prioritaire est de 1 150 €, contre 1 930 € sur Thionville et 1 970 € sur la Communauté d'Agglomération. Cette distribution est synthétisée à partir du taux de pauvreté qui s'élève à 44,4 % sur le QPV « Saint-Pierre – La Milliaire », taux qui ne dépasse pas les 20 % sur les deux territoires de comparaison (18,1 % sur Thionville et 16,3 % sur la Communauté d'Agglomération).

Alors que la médiane de la moyenne mensuelle du niveau de vie a augmenté depuis 2013 sur Thionville et la Communauté d'Agglomération, elle stagne sur les deux IRIS. Cette différence de dynamique se traduit identiquement concernant l'écart interdécile.

2) Réunion publique de concertation

La concertation citoyenne réalisée auprès des habitants de la Côte des roses a permis de mettre en avant les éléments qu'ils apprécient dans leur quartier, ainsi que ce qu'ils souhaiteraient voir changer. Différentes catégories peuvent être faites à partir des réponses, à savoir celle de l'associatif, du cadre de vie, des infrastructures et de la vie sociale.



Engagements Quartiers 2030

Construire ensemble la future Politique de la ville

CONCERTATION CITOYENNE

Habitants du quartier **CÔTE DES ROSES**

Vous êtes invités à vous exprimer sur les priorités pour votre quartier lors d'un temps de rencontre.

16 JUIN À PARTIR DE 18H

Maison des quartiers
58, allée Bel-Air

  agglo-thionville.fr

Une présence associative appréciée :

Il est intéressant de noter que tous les groupes d'habitants ont unanimement exprimé le fait que la présence associative sur le quartier était un point très positif. Ils ont pu citer par exemple la présence de la prévention spécialisée (APSYS Emergence), de la Maison des Quartiers et de la salle de sport qu'elle propose, de la pension de famille Sainte-Anne et de l'accueil jeunes de la Maison des Quartiers qui sont bénéfiques à la vie du quartier. Par exemple, l'une de ces associations a pu être qualifiée de « deuxième maison » par les personnes présentes.

Un quartier dynamique et vivant :

Ce qui relève de la vie sociale regroupe également de nombreux éléments positifs. À travers les mots des habitants, on peut voir se dessiner un quartier plutôt « vivant », au sein duquel l'entraide est de mise et les amitiés se forment. Les mots qui sont revenus par exemple pour décrire la vie au sein du quartier sont les suivants : ambiance positive au sein du quartier, bonne mentalité des habitants, appréciation des amis que l'on peut s'y faire, la solidarité, le bien-être qu'apportent les relations multiculturelles qui se nouent. Ce bon contact est tant apprécié que les habitants regrettent qu'il n'y ait pas davantage d'animations festives, d'événements proposés au sein du quartier (ceci surtout pour une partie du quartier Côte-des-Roses) et de lieux tels qu'une salle des fêtes pour ces événements. Des équipements seraient également souhaités pour que les jeunes puissent s'occuper et soient moins livrés à eux-mêmes (*skatepark* par exemple). Toutefois, pour contrebalancer ces éléments, l'incivilité et le manque de partage ont aussi été évoqués, avec par exemple la problématique des dépôts sauvages de déchets sans préoccupation pour le reste des habitants ou les vols de vélos.

Le cadre de vie du quartier :

Concernant le cadre de vie, de nombreux éléments ont été rapportés par les personnes présentes le jour de la concertation citoyenne. Tout d'abord, il faut souligner que ce quartier fait partie du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine et est actuellement en plein travaux dans ce cadre (destruction des tours, rénovation des immeubles, etc.). Ce point a fait l'objet d'un retour de la part des habitants. Ils ont apprécié la rénovation de l'une des rues (Chevreuil). Cependant, la majorité d'un groupe estime que les travaux prennent trop de temps et ils n'apprécient pas les nouvelles constructions qui ont été faites dans le bas du quartier. Un autre groupe est d'accord pour dire que les travaux actuels sont trop bruyants. Certains éléments relatifs au quartier sont mis en valeur tels que le city stade, le calme et la tranquillité (propos nuancé selon le lieu d'habitation), le fait qu'il y ait la forêt aux abords du quartier (même si certaines parties sont estimées dangereuses pour un groupe), la proximité avec le centre-ville ou bien le fait qu'il y ait beaucoup d'espaces verts. Ce point est toutefois contrebalancé par des avis contraires qui estiment qu'il n'y a pas assez d'espaces verts et qu'ils sont mal entretenus.

Un point important souligné par les trois groupes d'habitants est celui de la propreté du quartier : ils estiment qu'il y a de nombreux déchets et déjections canines au sol dans le quartier. Est mis en parallèle de cela le fait que les déchets n'étaient relevés qu'une fois par semaine, ce qui n'était pas le cas auparavant. Ils évoquent le fait que, compte tenu de la quantité d'habitants, ce n'est pas suffisant pour ramasser tous les déchets produits et cela implique des amas de détritiques autour des poubelles.

Photographie 8 : Réunion publique « Côte des roses – Bel-Air » du 16 juin 2024



Source : Maison des quartiers

Il y a également une problématique liée au stationnement dans le quartier : des voitures se garent sur les trottoirs, ce qui oblige les piétons (seuls ou avec poussette, fauteuil roulant) à se déplacer sur la route et à se mettre en danger. De plus, en raison du parking payant à proximité (hôpital), des personnes se garent devant les emplacements dédiés aux habitants, ce qui est un problème.

En lien avec la voirie, les habitants ont relevé que certaines routes étaient en très mauvais état (Chemin Sainte Anne). Il a été évoqué le sens de la circulation qui ne satisfaisait pas certaines personnes. Les citoyens habitués à se déplacer à pied estiment qu'il n'y a pas assez d'accessibilité piétonne et qu'il serait intéressant de développer une piste cyclable pour que vélos et trottinettes puissent rouler plus en sécurité.

Pour ce qui relève encore du cadre de vie, certains éléments ponctuels supplémentaires ont été évoqués : les habitants regrettent qu'il n'y ait pas de bancs dans leur quartier pour pouvoir se reposer pendant que les enfants jouent par exemple, ou discuter avec le voisinage, et s'il venait à y en avoir, ils aimeraient qu'ils ne soient pas en fer. Un groupe évoque aussi l'existence d'un jardin partagé qui existait mais qui a été fermé. À l'unanimité, ils souhaiteraient qu'il soit réouvert pour avoir ce lieu de partage dans le quartier. Un groupe a évoqué les difficultés financières que les habitants du quartier vivent en indiquant « quand on habite à la Côte des Roses, on n'a pas assez d'argent pour avoir un bon quartier ». Enfin, un groupe n'est pas satisfait de l'isolation de logements sociaux du quartier, et ce, de manière partagée.

Une jeunesse aux besoins de déplacement, d'espace et d'encadrement :

Comme évoqué précédemment, le quartier est qualifié de vivant et notamment en raison de la présence d'enfants. Certains éléments ont été soulevés à leur sujet. Tout d'abord, les habitants regrettent qu'il n'y ait pas de transports scolaires le matin pour les collégiens qui doivent se rendre dans leur établissement, ce qui implique 30 minutes de marche tous les matins. Les habitants ont élargi ce sujet aux transports en général et tous les groupes estiment qu'il n'y a pas assez de moyens de transports, avec une difficulté pour se rendre en ville car les bus n'y vont pas directement. Toujours concernant les enfants, les personnes habitant d'un côté spécifique du quartier indiquent que durant les vacances scolaires, des enfants restent jusque très tard dehors (minuit - 3h du matin) et provoquent des nuisances sonores, empêchant le repos. Un autre type de comportement est relevé : des jeunes qui occupent les parcs et ne laissent pas la place aux enfants plus jeunes, les empêchant de jouer (parc Rue Mozart). Les parents présents dans les groupes estiment aussi que l'école de la Côte des Roses est dégradée et devrait être restaurée. Pour que les enfants puissent se dépenser et s'amuser, ils regrettent qu'il n'y ait pas plus d'aire de jeux agréables. Ils font remonter le fait que les aires déjà existantes sont sales (déjections, bouteilles) ou à rénover car les jeux sont rouillés par exemple. La sécurité des enfants préoccupe également les parents qui trouvent que les parcs ne sont pas bien sécurisés ainsi que le centre du quartier situé près des écoles (pas de passages piétons devant les écoles, manque de barrières, de lieux fermés.).

Photographie 9 : Réunion publique « Côte des roses – Bel-Air » du 16 juin 2024 (2)



Source : *Maison des quartiers*

La sécurité de manière plus élargie est également un sujet de conversation pour les habitants. Certains ne se sentent pas en sécurité en raison du manque de lumière dans la rue (rues chevreuil et sanglier). D'autres évoquent des personnes qui squatteraient certains lieux, allant jusqu'à la présence de délinquants, de personnes participant à un trafic. Cela a fait l'objet

de débat dans les groupes avec des habitants qui observent aussi cela et d'autres qui ne sont pas d'accord.

Des besoins en termes de commerces et structures :

Pour terminer, les habitants ont été nombreux à s'exprimer sur les commerces et structures présentes dans le quartier. Les commerces déjà présents tels que la boulangerie, le coiffeur, la boucherie, la banque, le Norma et l'hôpital sont grandement appréciés des citoyens. Ils citent toutefois certains commerces manquants qui permettraient de leur faciliter la vie dans le quartier : une structure permettant de faire du sport, un café, un bureau de presse/de tabac, une épicerie, une supérette supplémentaire, des magasins pour faire du shopping ou bien acheter des jeux vidéo. D'autres structures seraient un plus telles qu'une bibliothèque de manga, une Maison France Services pour aider dans les tâches administratives et enfin, un centre de santé. Les trois groupes étaient plutôt d'accord sur tous ces points.

3) Recueil de la parole d'habitants

Photographie 10 :



Source : *Centre social Le Lierre*

Versions courte : <https://centrelelierre.bandcamp.com/album/restitution-diagnostic-politique-de-la-ville-c-te-des-roses-bel-air-1>

Version longue : <https://www.youtube.com/watch?v=B6oYvKxN7FU>

Photographie 11 :

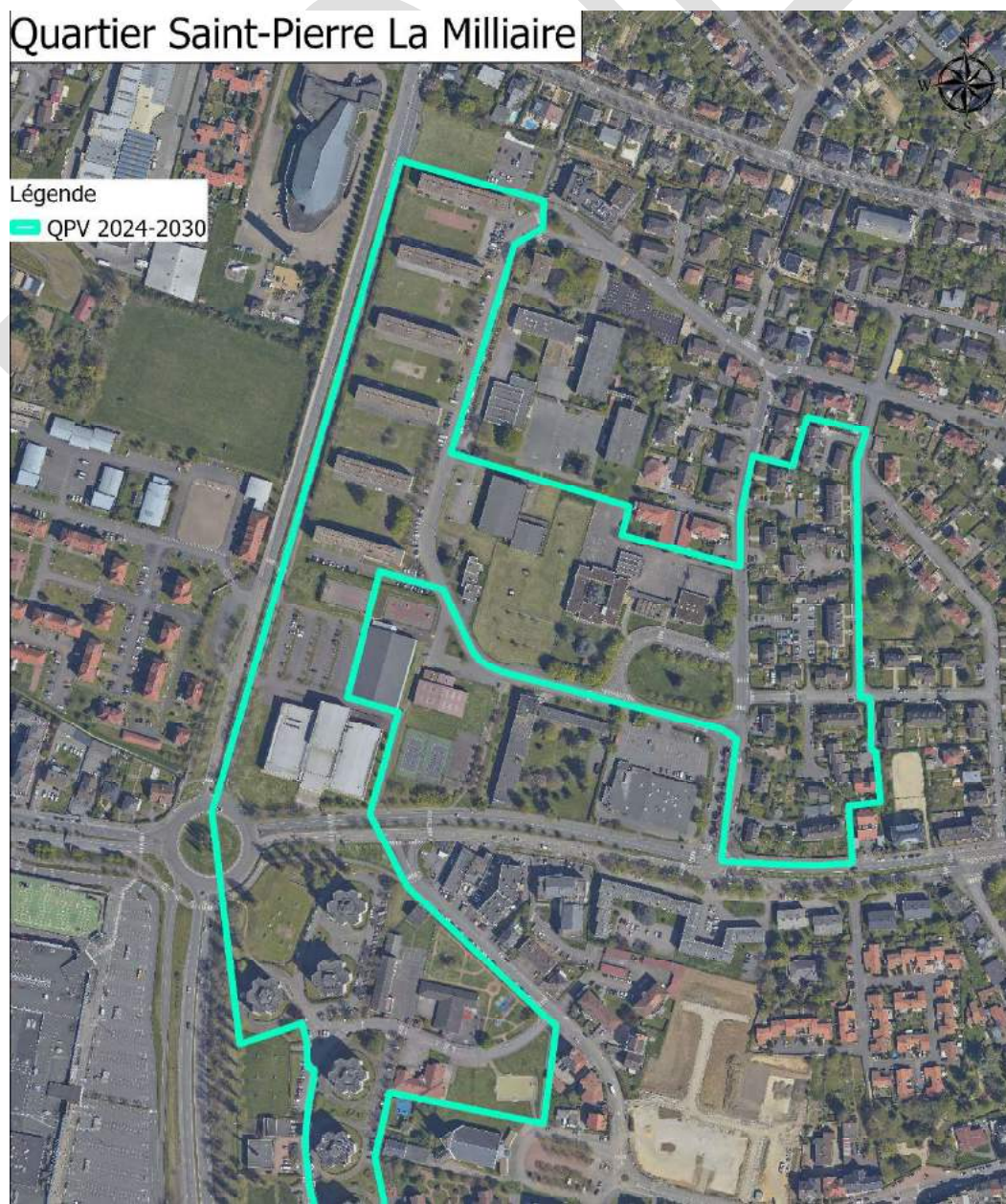


Source : Centre Social Le Lierre

C) Saint-Pierre – La Milliaire

1) Portrait de données

Carte 2 : Quartier prioritaire de la ville « Saint-Pierre – La Milliaire »
(Thionville)



Source : *Système d'Information Géographique de la CAPFT*

Habiter

La typologie d'habitat du QPV « Saint-Pierre – La Milliaire » se caractérise par une part de logement social dépassant les 95 %. Le taux de vacance y est supérieur à celui des deux unités urbaines de référence (7,3 % contre 3,6 % pour *Thionville et la Communauté d'Agglomération*). Ce taux de vacance augmente lorsque les données sont observées à l'échelle de l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire », avec une part des logements vacants s'élevant à 11,7 %. Le taux de rotation y est pourtant inférieur en comparaison, s'élevant à 6,2 %.

47,2 % des habitants du QPV « Saint-Pierre – La Milliaire » y vivent depuis 10 ans ou plus, 72,5 % depuis 5 ans ou plus. Ces données sont supérieures à celles des deux territoires de comparaison : 62 % pour *Thionville* et 64,2 % pour la *Communauté d'Agglomération*. 99,1 % des ménages du QPV sont locataires, tandis que cette part s'élève à 44,4 % pour la commune et 53,1 % pour la Communauté d'Agglomération.

Photographie 12 : Vue aérienne de « Saint-Pierre – La Milliaire » (1)



Source : *Communication (CAPFT)*

Des âges

Au nombre de 1 186, les habitants du QPV « Saint-Pierre – la Milliaire » représentent 2,9 % de la population municipale de Thionville et 1,5 % de celle de la Communauté d'Agglomération.

L'« indice jeunesse » du QPV n'étant pas disponible, la donnée significative est le pourcentage des moins de 25 ans s'élevant à 35,2 %, soit plus d'un tiers de la population. En 2018, la part des personnes âgées de 0 à 14 ans s'élevait à 24,8 %. Lorsque les données à l'échelle de l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire » sont considérées, l'« indice jeunesse » de l'IRIS et des deux territoires de comparaison sont équivalents. Depuis 1990, l'indice sur ces trois territoires a connu une baisse similaire.

Concernant les personnes âgées de 60 ans et plus, leur part dans la population n'a cessé de croître depuis les années 1990, y compris sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire ». Pour autant, l'évolution de l'« indice d'évolution des générations âgées » indique le fait que le vieillissement de la population ralentit depuis 1999 pour remonter légèrement à l'occasion du relevé de 2019. En outre, les personnes âgées de 25 à 59 ans représentent presque la moitié de la population.

La part de la population étrangère et celle de la population immigrée ont connu une augmentation importante depuis 2008, passant de 8,9 % à 23,3 % pour la population étrangère et 15,8 % à 25 % pour la population immigrée. Ces parts et leur évolution ne sont pas équivalente aux réalités des deux autres territoires, ne dépassant pas les 8 % de population étrangère et les 12 % de population immigrée.

Photographie 13 : Vue aérienne de « Saint-Pierre – La Milliaire » (2)



Source : *Communication (CAPFT)*

Des ménages

La part des ménages composés d'une seule personne s'élève à 50,7 % sur le QPV en 2018. Lorsque les données sont observées à l'échelle de l'IRIS, une augmentation de cette part depuis 1990 est constatée, passant de 35,3 % à 46,5 %. Cette augmentation prend forme de la même manière sur les deux autres territoires de référence, bien que la part reste davantage conséquente sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire » (46,5 % contre 43,9 % et 38,8 %). Cette composition des ménages est ainsi majoritaire.

L'évolution de la part des familles monoparentales est similaire à celle des ménages composés d'une seule personne : une augmentation depuis 1990 sur les trois territoires et une part qui est supérieure sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire » : 12,5% contre 10,1 % pour la commune et 10,3 % pour la Communauté d'Agglomération.

Contrairement aux deux dynamiques précédentes, la part des ménages composés de couples avec enfants connaît une diminution depuis 1990 sur les trois territoires, pour arriver à valeur semblable en 2019 : entre 20,2 % et 23,7 %. Jusqu'en 2008, la population vivant sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire » avait une part inférieure de couples avec enfant(s) relativement aux deux autres territoires.

Concernant la part de familles nombreuses, les territoires communaux et intercommunaux présentent une baisse continue de 1990 à 2019, passant de 6,5 % à 3,9 % pour Thionville et de 7,5 % à 4,4 % pour la Communauté d'Agglomération. Cette baisse a concerné l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire » jusqu'en 2008, avant de connaître une augmentation importante à l'occasion des relevés de 2013 et 2019, pour atteindre 10,9 %.

La part des femmes de 18 à 24 ans, avec au moins un enfant à charge, présente un pourcentage élevé en 2019, avec 19,2 % contre 6,3 % sur Thionville. Cette part a connu une évolution significative au sens où elle représentait 7,2 % de la population de l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire » en 2008.

À l'école

D'après le recensement de la population en 2018, le taux de scolarisation des personnes âgées de 15 à 24 ans sur le QPV « Saint-Pierre – La Milliaire » s'élève à 67,9 %. Une donnée confirmée par celles liées à l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire » où les taux de scolarisation des 15-17 ans et des 18-24 ans atteignent respectivement 100 % et 47,5 %. Des taux qui sont supérieurs en 2019 aux deux autres territoires.

Pour autant, la part des jeunes de 18 à 24 ans non scolarisés et sans diplôme restent supérieure sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire » par rapport à celle de Thionville : 14,6 % contrairement à 10 %. Cette part a diminué depuis 2008, atteignant auparavant 21,4 %.

La majeure partie de la population n'a pas de diplôme (44,3 %) tandis qu'un tiers possède un diplôme de niveau inférieur au BAC (30,9 %). 25, 8 % ont un diplôme de niveau de BAC ou de niveau BAC +2 et supérieur.

Photographie 14 : Vue aérienne de « Saint-Pierre – La Milliaire » (3)



Source : Communication (CAPFI)

Ces données sont à mettre en perspective avec l'évolution de la part des personnes âgées de 15 ans et plus de bas niveau de formation ainsi que celles de haut niveau de formation. Ces données font valoir une baisse continue depuis 1990 de la part des personnes de 15 ans et plus de bas niveau de formation. Une baisse significative pour Thionville et la Communauté d'Agglomération, passant du double au simple entre 1990 et 2019, qui se réalise dans des proportions différentes sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire » où la diminution s'illustre par une baisse de 54,7 % à 40,9 %. Concernant les personnes de haut niveau de formation, la dynamique est similaire : une hausse significative des personnes à haut niveau de formation sur les deux territoires de comparaison, passant du simple au triple. Une hausse qui se réalise également sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire », dans des proportions toutefois moindres : de 11,4 % en 1990 à 20,5 % en 2019.

Ces deux dernières évolutions peuvent être regardées sous le prisme des variables « Homme » et « Femme ». Ce focus met en avant des dynamiques similaires à celle générale tout en mettant en exergue l'inégalité liée au sexe. En effet, alors que la part des hommes de bas niveau de formation atteint 34 % en 2019, celle des femmes atteint 46,6 %. La différenciation est identique pour la part des personnes de haut niveau de formation, où celle des hommes est de 22,9 % en 2019 et celle des femmes de 18,6 % en 2019.

Cette différenciation est à nuancer au regard de l'évolution des parts depuis 1990. La baisse de la part des personnes de bas niveau de formation connaît une évolution équivalente pour les hommes comme pour les femmes (de 47,7 % à 34 % pour les hommes et 60,2 % à 46,6 % pour les femmes). Pour l'évolution de la part des personnes de haut niveau de formation, il est à considérer d'ailleurs que la hausse est davantage significative entre 1990 et 2019 pour les femmes (de 7,4 % à 18,6 %) que pour les hommes (de 16,4 % à 22,9 %).

Photographie 15 : Vue aérienne de « Saint-Pierre – La Milliaire » (4)



Une vie active

D'après le recensement 2018, le taux d'emploi des 15-64 ans est de 42,6 % sur le QPV « Saint-Pierre – La Milliaire ». Il descend à 36,8 % lorsqu'il est adapté aux femmes et monte à 47,2 % lorsqu'il est adapté aux hommes.

Concernant le taux d'activité des 15-64 ans, il connaît une baisse à partir de 2013 sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire », passant de 72,9 % à 66,8 % puis 62,5 %. Sur les deux territoires de comparaison, ce taux s'élève à 75,9 % et 76,1 %. Cette baisse constatée à partir de 2013 s'illustre également lorsqu'est observée la variable « sexe ». Le taux d'activité des hommes et des femmes baisse en effet, dans des proportions différentes toutefois. Quand celui des hommes atteint 69,9 % en 2019, celui des femmes est à 54,3 % ; pour des taux qui étaient à 78,5 % et 67,9 % en 2019.

La part des salariés en contrats précaires diminue globalement depuis 2008, avec une part qui reste supérieure aux deux autres sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire » (14,9 % contrairement à 11,8 % et 11,4 %).

Le travail à temps partiel connaît une dynamique similaire, les deux sexes confondus. La part des femmes salariées de 15 ans et plus à temps partiel a connu une légère augmentation depuis 1990, passant de 27,1 % à 34,4 %. Pour les deux autres territoires, cette part a connu

une stagnation sur les 30 années qui séparent les deux relevés. Du côté des hommes, l'augmentation semble plus conséquente, passant presque du simple au triple (de 3,4 % à 9,3 %). Cette augmentation est similaire pour Thionville et la Communauté d'Agglomération, où les parts atteignent 6,3 % et 5,8 % en 2019.

47,2 % des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi sont également bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active. En ce qui concerne Thionville et la Communauté d'Agglomération, cette donnée environne les 25 % (26,4 % pour Thionville et 24,5 % pour la Communauté d'Agglomération). 7,7 % des demandeurs d'emploi des catégories A, B et C ont moins de 26 ans, ce qui représente une proportion plus faible que pour les deux autres territoires. La conséquence étant qu'il y a davantage de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus sur le quartier prioritaire « Saint-Pierre – La Milliaire » que sur les deux autres territoires.

À l'instar des précédentes données relatives au niveau de formation, les demandeurs d'emploi vivant sur le QPV « Saint-Pierre – La Milliaire » ont une répartition des diplômes distinctes des deux territoires de comparaison. Ainsi, 21,1 % ont un diplôme inférieur au CAP-BEP tandis que cette proportion ne dépasse pas les 13,3 % pour Thionville et la Communauté d'Agglomération. Cette différence se traduit également au regard de la proportion de personnes ayant un diplôme supérieur au Baccalauréat : quand elle s'élève à 30,3 % sur Thionville et 29 % sur la Communauté d'Agglomération alors qu'elle atteint 13,4 % pour les demandeurs d'emplois du QPV « Saint-Pierre – La Milliaire ».

Photographie 16 : Vue aérienne de « Saint-Pierre – La Milliaire » (5)



Source : *Communication (CAPFT)*

Les demandeurs d'emploi du QPV « Saint-Pierre – La Milliaire » sont inscrites depuis davantage de temps que les demandeurs d'emploi de l'ensemble de la commune et de la Communauté d'Agglomération. Ce constat s'illustre par la proportion de demandeurs d'emploi

inscrits pendant moins de 6 mois et depuis 2 ans et plus. La proportion de demandeurs d'emploi inscrits pendant moins de 6 mois est inférieure sur le QPV « Saint-Pierre – La Milliaire » aux deux autres territoires de référence. De l'autre côté, la proportion de demandeurs d'emploi inscrits depuis 2 ans ou plus est supérieure sur le QPV « Saint-Pierre – La Milliaire » par rapport aux deux autres territoires.

Pour conclure, l'indice de chômage est en faible augmentation sur les trois territoires depuis 2014. Il passe de 17,1 % à 18,9 % sur Thionville ou de 15,8 % à 17,1 % sur la Communauté d'Agglomération. Bien que la dynamique soit similaire sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire », il est à noter que l'indice de chômage y est supérieur aux deux territoires de comparaison, constituant presque le double (34,8 % en 2020). La dynamique est différente lorsque la catégorie des moins de 26 ans est considérée. Pour celle-ci, l'indice de chômage baisse depuis 2016 sur Thionville et la Communauté d'Agglomération, alors qu'il ne fait qu'augmenter sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire », passant de 38,7 % en 2016 à 48,2 % en 2019.

Des professions

La composition socioprofessionnelle de l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire » comprend un tiers d'ouvriers (31,7 %) et un autre tiers d'employés (33,6 %). 15,5 % de la population est rattaché aux professions intermédiaires. Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise représentent 5,9 % tandis que les cadres et professions intellectuelles supérieures représentent 13,3 % de la population. Sur cette catégorie, il est à noter que 16,6 % des hommes sont identifiés comme cadres et professions intellectuelles supérieures contre 8,6 % des femmes.

Photographie 17 : Vue aérienne de « Saint-Pierre – La Milliaire » (6)



Source : *Communication (CAPFT)*

La part des chômeurs sur l'ensemble de la population s'élève à 14 % en 2019, après avoir connu un pic à 19,9 % en 2013. Cette part est en faible augmentation sur Thionville et la Communauté d'Agglomération. La part des étudiants a également augmenté sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire » avec un pic à 10,5 % en 2013 avant de descendre à 9,3 % en 2019. Une part qui est supérieure aux deux autres territoires (8,4 % et 8,3 %). Concernant les retraités, leur part a également diminué depuis 2008, passant de 9 % à 5,5 %. Une baisse qui concerne les deux autres territoires dans des proportions moindres. Enfin, la part des autres inactifs a stagné sur Thionville et la Communauté d'Agglomération alors qu'elle a augmenté considérablement sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire », de 12,2 % à 22,7 %.

Des ressources monétaires

Les habitants du QPV « Saint-Pierre – La Milliaire » ont leur revenu davantage constitué par les prestations sociales (29,3 % contre 4,4 % pour Thionville et 4,3 % pour la CAPFT). Cette donnée se confirme lorsque l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire » est considéré, avec une part des ménages couverts par les *minima* sociaux s'élevant à 27,1 % contrairement à 10,9 % pour Thionville et 9,4 % pour la Communauté d'Agglomération.

Cette donnée est renforcée par la part des ménages couverts par le Revenu de Solidarité Active, où cette part s'élève à 15,4 % en 2020, équivalente depuis 2016. Une part supérieure à celle sur Thionville et la Communauté d'Agglomération où elles s'élèvent à 6,4 % et 5,5 %.

Pour approfondir les ressources, la part des allocataires dont le revenu est constitué à 50 % et à 100 % de prestations de la Caisse d'Allocations Familiales éclaire également la situation des ressources de la population. 39,6 % des allocataires vivant sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire » ont leur revenu dépendant à 50 % et 21,6 % à 100 % des prestations de la Caisse d'Allocations Familiales. Ces données sont en décrochage par rapport à la commune où 28,5 % des allocataires dont le revenu est constitué à 50 % de prestations de la Caisse d'Allocations Familiales. Pour autant, la dépendance à 100 % des allocataires aux prestations CAF sur la commune se rapproche de celle de l'IRIS : 17,7 %.

La part des ménages couverts par l'Allocation Adulte Handicapé est en décrochage sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire » par rapport à celles de Thionville et de la Communauté d'Agglomération : 11,7 % contre 4,5 % et 3,9 %.

Photographie 18 : Vue aérienne de « Saint-Pierre – La Milliaire » (7)



Source : *Communication (CAPFT)*

Un niveau de vie

Le taux de bas revenus sur le QPV « Saint-Pierre – La Milliaire » s'élève à 71,7 % contre 24,5 % et 22 % sur Thionville et la Communauté d'Agglomération. La médiane des revenus fiscaux mensuels déclarés est de 660 € au QPV « Saint-Pierre – La Milliaire » alors qu'elle est de 1 910 sur la commune et de 1 950 sur l'intercommunalité.

La distribution des revenus disponibles mensuels confirme les données précédentes où la médiane des habitants du quartier prioritaire est de 1 040 €, contre 1 930 € sur Thionville et 1 970 € sur la Communauté d'Agglomération. Cette distribution est synthétisée à partir du taux de pauvreté qui s'élève à 56,8 % sur le QPV « Saint-Pierre – La Milliaire », taux qui ne dépasse pas les 20 % sur les deux territoires de comparaison (18,1 % sur Thionville et 16,3 % sur la Communauté d'Agglomération).

Alors que la médiane de la moyenne mensuelle du niveau de vie a augmenté depuis 2013 sur Thionville et la Communauté d'Agglomération, elle stagne sur l'IRIS « Saint-Pierre – La Milliaire ». Cette différence de dynamique se traduit identiquement concernant l'écart interdécile.

2) Réunion publique de concertation



Engagements Quartiers 2030

Construire ensemble la future Politique de la ville

CONCERTATION CITOYENNE

Habitants du quartier **SAINT-PIERRE LA MILLIAIRE**

Vous êtes invités à vous exprimer sur les priorités pour votre quartier lors d'un temps de rencontre.

23 JUIN À PARTIR DE 18H
Centre Social et Culturel Jacques Prévert
10, boucle Près Saint-Pierre

 agglo-thionville.fr

Les thématiques abordées par les citoyens du quartier Saint-Pierre- La Milliaire diffèrent quelque peu des deux concertations citoyennes déjà effectuées. En effet, dans ce quartier, on retrouve majoritairement la thématique du cadre de vie et de la vie sociale.

Les commerces ont été brièvement évoqués comme quel que chose de positif car le quartier est situé à proximité d'une zone commerciale, les habitants l'ont donc souligné comme un point qu'ils apprécient dans leur quartier.

Un quartier bien situé mais un cadre de vie à changer d'après les habitants :

La plupart des échanges ont porté sur le cadre de vie. En effet, les habitants ont tout d'abord mis en avant le fait que leur quartier était bien situé dans la ville car il est à proximité de tout (centre-ville, collèges, écoles) et que les transports (bus, trains) y sont facilement accessibles, ce qui est pratique pour les personnes sans permis. Certains sont également satisfaits de la rénovation du city stade qui a pu avoir lieu au mois de juin et des aires de jeux qu'il y a dans le quartier.

De nombreuses discussions ont eu lieu sur la situation locative. Effectivement, malgré le fait que le loyer soit abordable et que certains trouvent une belle esthétique aux tours du quartier, un certain nombre de doléances ont été exprimées. Tout d'abord, les personnes vivant dans les logements sociaux expriment une difficulté à joindre leur bailleur à travers le numéro unique. Ils souhaiteraient pouvoir avoir une personne de proximité à qui se référer en cas de problème et non pas un standard délocalisé. Ils décrivent un sentiment de manque de communication, ce qui engendre de la frustration du côté des locataires.

Est évoqué également le fait que les lumières des halls restent allumées toutes les nuits alors que la mise en place d'un détecteur de mouvement permettrait d'éviter ce désagrément et d'économiser de l'énergie et de l'argent. Dans la même idée, les résidents regrettent qu'il n'y ait pas d'issue de secours ni même de lumière pour indiquer la sortie en cas d'incendie ou d'urgence. Certains évoquent le fait qu'il serait appréciable que les cages d'escaliers soient rénovées, les portes d'entrées sécurisées (car l'ouverture de celles-ci engendrerait du trafic) et les boîtes aux lettres réparées car elles seraient dégradées. Les ascenseurs sont également souvent en panne et la réparation met du temps à se faire. La mauvaise isolation phonique et thermique est également regrettée par les habitants. Certains d'entre eux ont pu dire qu'ils déménageraient s'ils en avaient les moyens et soulignent que des familles nombreuses doivent vivre dans un F2. Pour conclure en ce qui concerne les logements sociaux, certains ont évoqué leur souhait qu'il y ait des balcons pour tous les appartements, bien qu'ils aient conscience que cela est peu réalisable.

Le manque de propreté du quartier est également souligné par les habitants. L'un d'entre eux utilise d'ailleurs le terme « d'insalubrité notoire » pour décrire son quartier. En effet, les poubelles sont en mauvais état et le ramassage passe trop peu de fois par semaine (une fois par semaine). Cela crée un amas d'ordures, émet une mauvaise odeur et attire les mouches, les rats, et incommode à l'unanimité les habitants. Il y a également des déchets en dehors du pourtour des poubelles qui ne sont jamais ramassés (autour des tours notamment) ainsi que

la poubelle des biodéchets qui n'est pas vidée. Cela entrave le bon entretien des espaces verts fait réalisé par un prestataire, qui ne peut pas couper l'herbe en passant sur les ordures.

À propos des espaces verts, les habitants apprécient le fait qu'il y ait de la verdure dans leur lieu de vie, cela leur donne l'impression de ne pas être entouré que de bitume. Ils apprécient tant cela qu'ils souhaiteraient davantage d'espaces verts, de jardins ou de parcs contenant de la nature autour de chez eux.

Photographie 19 : Réunion publique « Saint-Pierre – La Milliaire » du 23 juin 2024



Source : *Centre social Jacques Prévert*

Le stationnement est aussi une problématique pour les habitants du quartier Saint-Pierre – La Milliaire, les habitants regrettent le manque de place pour stationner et le fait que des voitures considérées comme des épaves restent dans les parkings sans être enlevées. Ils estiment également que le marquage de stationnement au sol devrait être refait car les zones interdites au stationnement ne se voient plus et les personnes s'y garent (dangereux notamment pour les places dédiées aux pompiers et empêche les camions poubelles de passer) ou certains reçoivent des contraventions sans savoir que ce sont des zones interdites au stationnement.

Toujours concernant la route, les citoyens présents soulignent la dangerosité de celle-ci. En effet, le quartier propose différentes structures dédiées aux enfants (crèche, école, parc)

mais le trajet pour s'y rendre n'est pas sécurisé. Les voitures ont tendance à rouler vite, ce qui est dangereux pour tous (voiture qui s'est encastrée dans une maison à deux reprises). Les familles doivent donc être doubler de vigilance et demandent que des outils soient mis en place pour faire respecter le code de la route dans le quartier (ralentisseurs par exemple). En plus de cela, un habitant signale que les revêtements de route sont dégradés, voire détruits (avec un accès handicapé notamment) et un groupe regrette qu'il n'y ait pas de chemin goudronné près des garages pour se rendre au carrefour.

Les habitants ont conscience que les travaux qui sont prévus dans leur quartier dans le cadre de « Thionville 2030 » vont éventuellement changer cela, mais ils déplorent le temps que cela prend pour se faire et le manque de communication à ce sujet. En effet, certains savent que leur tour doit être détruite mais depuis l'annonce, ils n'ont pas plus d'informations et ne savent pas qui contacter pour en avoir. Ils espèrent que les travaux vont pouvoir désenclaver le quartier, qu'il n'y ait plus de frontières et qu'il soit plus ouvert (avec de immeubles plus petits par exemple).

Le manque de communication est évoqué à une échelle allant au-delà des travaux prévus. Les habitants ont le sentiment que leurs demandes ne sont jamais prises en compte (logement, police, mairie, etc.) et que les choses mettent trop de temps à se mettre en place (réparations liées au logement par exemple).

Enfin, en ce qui concerne le cadre de vie, certains points concernant les infrastructures sont évoqués. Comme vu précédemment, le quartier regroupe un certain nombre d'enfants. Les habitants apprécieraient donc que leurs enfants puissent jouer dans un parc plus grand, avec des espaces de jeux. Ils évoquent aussi le manque d'aire de jeu mais ce point fait débat dans le groupe qui l'a évoqué : les jeunes y sont favorables et les personnes plus âgées n'estiment pas cela nécessaire. Un autre espace utilisé par les habitants mériterait d'être rénové : le terrain de foot de la Milliaire qui n'est pas entouré de barrières, ni aplani, ce qui ne rassure pas les parents lorsque les jeunes enfants y jouent. Tous les habitants du quartier estiment également qu'il manque de bancs dans le quartier pour pouvoir se rencontrer et échanger, ils souhaiteraient que certains puissent être installés, mais qu'ils ne soient pas fixés trop proches des habitations pour qu'il n'y ait pas de nuisances. Justement à ce propos, certains évoquent le bruit que l'autoroute peut faire et qu'ils entendent depuis chez eux. Ils proposent donc qu'un mur anti-bruit puisse être installé, sans que cela fasse consensus.

Photographie 20 : Réunion publique « Saint-Pierre – La Milliaire » du 23 juin 2024



Source : *Centre social Jacques Prévert*

Des relations sociales mitigées :

Le contact et les relations que peuvent avoir les habitants entre eux a aussi été débattu par les citoyens présents lors de cette réunion. L'ambiance du quartier est vue de manière plutôt mitigée par ceux-ci. En effet, ils sont tous d'accord pour dire qu'il y a des incivilités qui se constatent par le manque de respect du matériel et du travail des agents d'entretien, par les nuisances sonores (au city stade la nuit par exemple), par les conflits entre voisins ou les dégradations de manière générale. Pour lutter contre cela, ils sont d'ailleurs en demande de zones de vidéosurveillance et la mise en place d'éclairage dans le quartier la nuit car ils pensent que cela pourrait réduire les incivilités. Le racisme est également évoqué avec des personnes qui témoignent en avoir été victime (insultes notamment) et d'autres qui aimeraient que les personnes soient plus cultivées car ils estiment que cela permettrait un meilleur vivre ensemble et davantage de sagesse et de respect entre tous. Certains trouvent que le quartier regroupe une population en difficulté et que cela ne fait qu'empirer leur situation. En contraste de cela, ils sont tout de même une majorité à estimer que le quartier est multiculturel et que c'est un aspect qu'ils apprécient, ils s'entendent avec le voisinage (« voisines sympas ») et trouvent que les jeunes du quartier sont bienveillants.

La jeunesse est d'ailleurs une population qui semble préoccuper les habitants. En effet, ils trouvent que ce sont des personnes qui sont en difficulté et qui auraient besoin d'être plus aidées. Ils demandent d'ailleurs qu'il y ait plus d'investissement dans les structures dédiées à ce public pour qu'elles puissent les accompagner davantage (l'exemple de l'apprentissage du français est donné) et leur proposer un lieu de rencontre car un espace était auparavant dédié

à cela, mais il aurait fermé. Dans la même idée, les habitants aimeraient pouvoir avoir plus d'activités en direction des familles dans le quartier.

Enfin, les habitants regrettent qu'il n'y ait pas plus de solidarité entre eux, avec plus de mobilisations lorsque des événements sont mis en place (« les gens râlent beaucoup mais ne s'engagent pas pour leur quartier »). Pour favoriser cette solidarité, deux propositions ont été faites. Tout d'abord, un groupe propose que soit mis en place un dispositif pour que les habitants puissent communiquer entre eux afin de pouvoir informer les autres lorsqu'ils souhaitent donner un objet ou un meuble par exemple. Cela favoriserait les échanges et éviterait de jeter des affaires qui pourraient être utiles au voisin. Dans le même sens, un groupe a aussi proposé de mettre en place une brocante annuelle dans le quartier. Cela leur permettrait de mieux se connaître et de mettre de l'animation dans le territoire.

À la fin de cette réunion, les habitants ont spécifié aux organisateurs qu'ils souhaitaient avoir un retour sur ce qu'ils avaient évoqué et qu'ils espéraient que cela permette de faire entendre leur réalité et problématiques quotidiennes.

3) Recueil de la parole d'habitants

Photographie 21 : Recueil de la parole à « Saint-Pierre – La Milliaire »



Source : *Centre Social Jacques Prévert*

Versions courte : <https://centrelelierre.bandcamp.com/album/restitution-diagnostic-politique-de-la-ville-pr-s-de-saint-pierre-la-milliaire-3>

Version longue : <https://www.youtube.com/watch?v=Gi4d5Z7pJ4I>

Photographie 22 : Recueil de la parole à « Saint-Pierre – La Milliaire » (2)



Source : *Centre social Jacques Prévert*

D) Terrasses des provinces

1) Portrait de données

Carte 4 : Quartier prioritaire de la ville « Terrasses des provinces »
(Yutz)



Source : *Système d'Information Géographique de la CAPFT*

Habiter

La typologie d'habitat du QPV « Terrasses des provinces » se caractérise par une part de logement social dépassant les 95 %. Le taux de vacance y est supérieur à celui des deux unités urbaines de référence (7,3 % contre 3,6 % pour Yutz et la Communauté d'Agglomération). Ce taux de vacance augmente lorsque les données sont observées à l'échelle de l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens », avec une part des logements vacants s'élevant à 11,7 %. Le taux de rotation y est pourtant inférieur en comparaison, s'élevant à 6,2 %.

47,2 % des habitants du QPV « Terrasses des provinces » y vivent depuis 10 ans ou plus, 72,5 % depuis 5 ans ou plus. Ces données sont supérieures à celles des deux territoires de comparaison : 62 % pour Yutz et 64,2 % pour la Communauté d'Agglomération. 99,1 % des

ménages du QPV sont locataires, tandis que cette part s'élève à 44,4 % pour la commune et 53,1 % pour la Communauté d'Agglomération.

Photographie 23 : Vue aérienne des « Terrasses des provinces » (1)



Source : *Communication (CAPFT)*

Des âges

Les habitants du QPV « Terrasses des provinces » représentent 2,9 % de la population municipale de Yutz et 1,5 % de celle de la Communauté d'Agglomération.

L'« indice jeunesse » du QPV n'étant pas disponible, la donnée significative est le pourcentage des moins de 25 ans s'élevant à 35,2 %, soit plus d'un tiers de la population. En 2018, la part des personnes âgées de 0 à 14 ans s'élevait à 24,8 %. Lorsque les données à l'échelle de l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens » sont considérées, l'« indice jeunesse » de l'IRIS et des deux territoires de comparaison sont équivalents. Depuis 1990, l'indice sur ces trois territoires a connu une baisse similaire.

Concernant les personnes âgées de 60 ans et plus, leur part dans la population n'a cessé de croître depuis les années 1990, y compris sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens ». Pour autant, l'évolution de l'« indice d'évolution des générations âgées » indique le fait que le vieillissement de la population ralentit depuis 1999 pour remonter légèrement à l'occasion du relevé de 2019. En outre, les personnes âgées de 25 à 59 ans représentent presque la moitié de la population.

La part de la population étrangère et celle de la population immigrée ont connu une augmentation importante depuis 2008, passant de 8,9 % à 23,3 % pour la population étrangère

et 15,8 % à 25 % pour la population immigrée. Ces parts et leur évolution ne sont pas équivalente aux réalités des deux autres territoires, ne dépassant pas les 8 % de population étrangère et les 12 % de population immigrée.

Des ménages

La part des ménages composés d'une seule personne s'élève à 50,7 % sur le QPV en 2018. Lorsque les données sont observées à l'échelle de l'IRIS, une augmentation de cette part depuis 1990 est constatée, passant de 35,3 % à 46,5 %. Cette augmentation prend forme de la même manière sur les deux autres territoires de référence, bien que la part reste davantage conséquente sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens » (46,5 % contre 43,9 % et 38,8 %). Cette composition des ménages est ainsi majoritaire.

Photographie 24 : Vue aérienne des « Terrasses des provinces » (2)



Source : *Communication (CAPFT)*

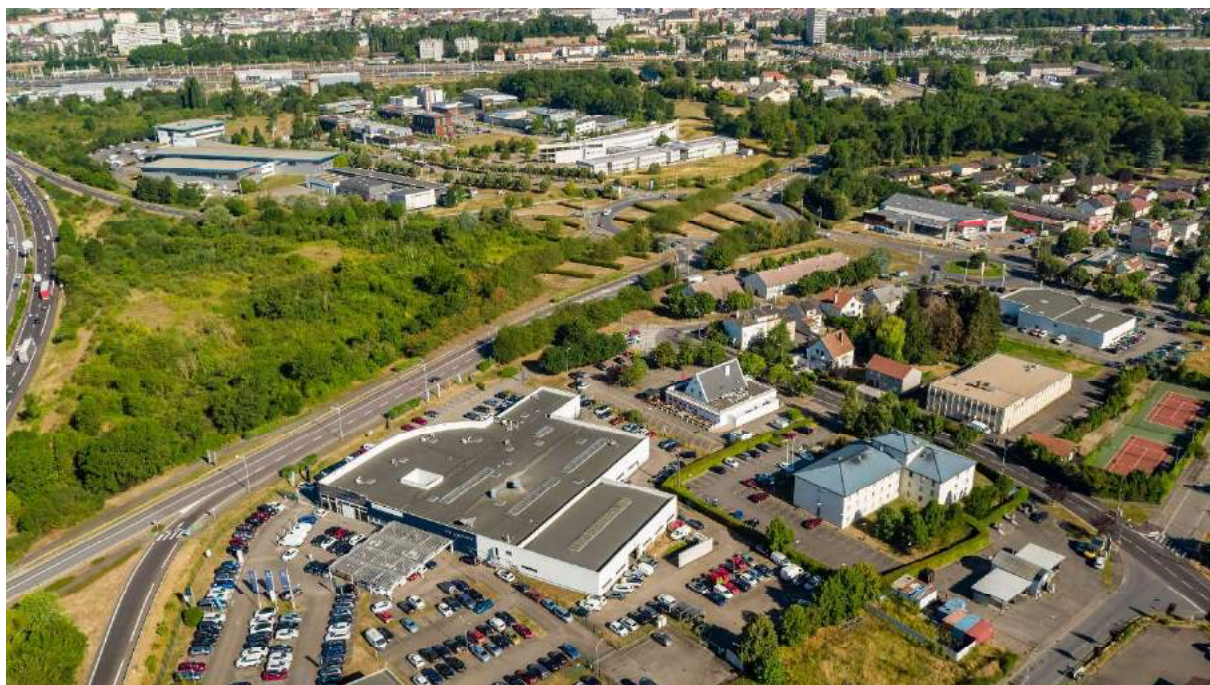
L'évolution de la part des familles monoparentales est similaire à celle des ménages composés d'une seule personne : une augmentation depuis 1990 sur les trois territoires et une part qui est supérieure sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens » : 12,5% contre 10,1 % pour la commune et 10,3 % pour la Communauté d'Agglomération.

Contrairement aux deux dynamiques précédentes, la part des ménages composés de couples avec enfants connaît une diminution depuis 1990 sur les trois territoires, pour arriver à valeur semblable en 2019 : entre 20,2 % et 23,7 %. Jusqu'en 2008, la population vivant sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens » avait une part inférieure de couples avec enfant(s) relativement aux deux autres territoires.

Concernant la part de familles nombreuses, les territoires communaux et intercommunaux présentent une baisse continue de 1990 à 2019, passant de 6,5 % à 3,9 % pour Yutz et de 7,5 % à 4,4 % pour la Communauté d'Agglomération. Cette baisse a concerné l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens » jusqu'en 2008, avant de connaître une augmentation importante à l'occasion des relevés de 2013 et 2019, pour atteindre 10,9 %.

La part des femmes de 18 à 24 ans, avec au moins un enfant à charge, présente un pourcentage élevé en 2019, avec 19,2 % contre 6,3 % sur Yutz. Cette part a connu une évolution significative au sens où elle représentait 7,2 % de la population de l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens » en 2008.

Photographie 25 : Vue aérienne des « Terrasses des provinces » (3)



Source : *Communication (CAPFT)*

À l'école

D'après le recensement de la population en 2018, le taux de scolarisation des personnes âgées de 15 à 24 ans sur le QPV « Terrasses des provinces » s'élève à 67,9 %. Une donnée confirmée par celles liées à l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens » où les taux de scolarisation des 15-17 ans et des 18-24 ans atteignent respectivement 100 % et 47,5 %. Des taux qui sont supérieurs en 2019 aux deux autres territoires.

Pour autant, la part des jeunes de 18 à 24 ans non scolarisés et sans diplôme restent supérieure sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens » par rapport à celle de Yutz : 14,6 % contrairement à 10 %. Cette part a diminué depuis 2008, atteignant auparavant 21,4 %.

La majeure partie de la population n'a pas de diplôme (44,3 %) tandis qu'un tiers possède un diplôme de niveau inférieur au BAC (30,9 %). 25,8 % ont un diplôme de niveau de BAC ou de niveau BAC +2 et supérieur.

Ces données sont à mettre en perspective avec l'évolution de la part des personnes âgées de 15 ans et plus de bas niveau de formation ainsi que celles de haut niveau de formation. Ces données font valoir une baisse continue depuis 1990 de la part des personnes de 15 ans et plus de bas niveau de formation. Une baisse significative pour Yutz et la Communauté d'Agglomération, passant du double au simple entre 1990 et 2019, qui se réalise dans des proportions différentes sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens » où la diminution s'illustre par une baisse de 54,7 % à 40,9 %. Concernant les personnes de haut niveau de formation, la dynamique est similaire : une hausse significative des personnes à haut niveau de formation sur les deux territoires de comparaison, passant du simple au triple. Une hausse qui se réalise également sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens », dans des proportions toutefois moindres : de 11,4 % en 1990 à 20,5 % en 2019.

Photographie 26 : Vue aérienne des « Terrasses des provinces » (4)



Source : *Communication (CAPFT)*

Ces deux dernières évolutions peuvent être regardées sous le prisme des variables « Homme » et « Femme ». Ce focus met en avant des dynamiques similaires à celle générale tout en mettant en exergue l'inégalité liée au sexe. En effet, alors que la part des hommes de bas niveau de formation atteint 34 % en 2019, celle des femmes atteint 46,6 %. La différenciation est identique pour la part des personnes de haut niveau de formation, où celle des hommes est de 22,9 % en 2019 et celle des femmes de 18,6 % en 2019.

Cette différenciation est à nuancer au regard de l'évolution des parts depuis 1990. La baisse de la part des personnes de bas niveau de formation connaît une évolution équivalente pour les hommes comme pour les femmes (de 47,7 % à 34 % pour les hommes et 60,2 % à 46,6 % pour les femmes). Pour l'évolution de la part des personnes de haut niveau de formation, il est à considérer d'ailleurs que la hausse est davantage significative entre 1990 et 2019 pour les femmes (de 7,4 % à 18,6 %) que pour les hommes (de 16,4 % à 22,9 %).

Une vie active

D'après le recensement 2018, le taux d'emploi des 15-64 ans est de 42,6 % sur le QPV « Terrasses des provinces ». Il descend à 36,8 % lorsqu'il est adapté aux femmes et monte à 47,2 % lorsqu'il est adapté aux hommes.

Concernant le taux d'activité des 15-64 ans, il connaît une baisse à partir de 2013 sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens », passant de 72,9 % à 66,8 % puis 62,5 %. Sur les deux territoires de comparaison, ce taux s'élève à 75,9 % et 76,1 %. Cette baisse constatée à partir de 2013 s'illustre également lorsqu'est observée la variable « sexe ». Le taux d'activité des hommes et des femmes baisse en effet, dans des proportions différentes toutefois. Quand celui des hommes atteint 69,9 % en 2019, celui des femmes est à 54,3 % ; pour des taux qui étaient à 78,5 % et 67,9 % en 2019.

La part des salariés en contrats précaires diminue globalement depuis 2008, avec une part qui reste supérieure aux deux autres sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens » (14,9 % *contrairement* à 11,8 % et 11,4 %).

Photographie 27 : Vue aérienne des « Terrasses des provinces » (5)



Source : Communication (CAPI 17)

Le travail à temps partiel connaît une dynamique similaire, les deux sexes confondus. La part des femmes salariées de 15 ans et plus à temps partiel a connu une légère augmentation depuis 1990, passant de 27,1 % à 34,4 %. Pour les deux autres territoires, cette part a connu une stagnation sur les 30 années qui séparent les deux relevés. Du côté des hommes, l'augmentation semble plus conséquente, passant presque du simple au triple (de 3,4 % à 9,3 %). Cette augmentation est similaire pour Yutz et la Communauté d'Agglomération, où les parts atteignent 6,3 % et 5,8 % en 2019.

47,2 % des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi sont également bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active. En ce qui concerne Yutz et la Communauté d'Agglomération, cette donnée environne les 25 % (26,4 % pour Yutz et 24,5 % pour la Communauté d'Agglomération). 7,7 % des demandeurs d'emploi des catégories A, B et C ont moins de 26 ans, ce qui représente une proportion plus faible que pour les deux autres territoires. La conséquence étant qu'il y a davantage de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus sur le quartier prioritaire « Terrasses des provinces » que sur les deux autres territoires.

À l'instar des précédentes données relatives au niveau de formation, les demandeurs d'emploi vivant sur le QPV « Terrasses des provinces » ont une répartition des diplômes

distinctes des deux territoires de comparaison. Ainsi, 21,1 % ont un diplôme inférieur au CAP-BEP tandis que cette proportion ne dépasse pas les 13,3 % pour Yutz et la Communauté d'Agglomération. Cette différence se traduit également au regard de la proportion de personnes ayant un diplôme supérieur au Baccalauréat : quand elle s'élève à 30,3 % sur Yutz et 29 % sur la Communauté d'Agglomération alors qu'elle atteint 13,4 % pour les demandeurs d'emplois du QPV « Terrasses des provinces ».

Photographie 28 : Vue aérienne des « Terrasses des provinces » (6)



Source : *Communication (CAPFT)*

Les demandeurs d'emploi du QPV « Terrasses des provinces » sont inscrits depuis davantage de temps que les demandeurs d'emploi de l'ensemble de la commune et de la Communauté d'Agglomération. Ce constat s'illustre par la proportion de demandeurs d'emploi inscrits pendant moins de 6 mois et depuis 2 ans et plus. La proportion de demandeurs d'emploi inscrits pendant moins de 6 mois est inférieure sur le QPV « Terrasses des provinces » aux deux autres territoires de référence. De l'autre côté, la proportion de demandeurs d'emploi inscrits depuis 2 ans ou plus est supérieure sur le QPV « Terrasses des provinces » par rapport aux deux autres territoires.

Pour conclure, l'indice de chômage est en faible augmentation sur les trois territoires depuis 2014. Il passe de 17,1 % à 18,9 % sur Yutz ou de 15,8 % à 17,1 % sur la Communauté d'Agglomération. Bien que la dynamique soit similaire sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens », il est à noter que l'indice de chômage y est supérieur aux deux territoires de comparaison, constituant presque le double (34,8 % en 2020). La dynamique est différente lorsque la catégorie des moins de 26 ans est considérée. Pour celle-ci, l'indice de chômage baisse depuis 2016 sur Yutz et la Communauté d'Agglomération, alors qu'il ne fait qu'augmenter sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens », passant de 38,7 % en 2016 à 48,2 % en 2019.

Des professions

La composition socioprofessionnelle de l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens » comprend un tiers d'ouvriers (31,7 %) et un autre tiers d'employés (33,6 %). 15,5 % de la population est rattaché aux professions intermédiaires. Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise représentent 5,9 % tandis que les cadres et professions intellectuelles supérieures représentent 13,3 % de la population. Sur cette catégorie, il est à noter que 16,6 % des hommes sont identifiés comme cadres et professions intellectuelles supérieures contre 8,6 % des femmes.

La part des chômeurs sur l'ensemble de la population s'élève à 14 % en 2019, après avoir connu un pic à 19,9 % en 2013. Cette part est en faible augmentation sur Yutz et la Communauté d'Agglomération. La part des étudiants a également augmenté sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens » avec un pic à 10,5 % en 2013 avant de descendre à 9,3 % en 2019. Une part qui est supérieure aux deux autres territoires (8,4 % et 8,3 %). Concernant les retraités, leur part a également diminué depuis 2008, passant de 9 % à 5,5 %. Une baisse qui concerne les deux autres territoires dans des proportions moindres. Enfin, la part des autres inactifs a stagné sur Yutz et la Communauté d'Agglomération alors qu'elle a augmenté considérablement sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens », de 12,2 % à 22,7 %.

Des ressources monétaires

Les habitants du QPV « Terrasses des provinces » ont leur revenu davantage constitué par les prestations sociales (29,3 % contre 4,4 % pour Yutz et 4,3 % pour la CAPFT). Cette donnée se confirme lorsque l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens » est considéré, avec une part des ménages couverts par les *minima* sociaux s'élevant à 27,1 % contrairement à 10,9 % pour Yutz et 9,4 % pour la Communauté d'Agglomération.

Cette donnée est renforcée par la part des ménages couverts par le Revenu de Solidarité Active, où cette part s'élève à 15,4 % en 2020, équivalente depuis 2016. Une part supérieure à celle sur Yutz et la Communauté d'Agglomération où elles s'élèvent à 6,4 % et 5,5 %.

Pour approfondir les ressources, la part des allocataires dont le revenu est constitué à 50 % et à 100 % de prestations de la Caisse d'Allocations Familiales éclaire également la situation des ressources de la population. 39,6 % des allocataires vivant sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens » ont leur revenu dépendant à 50 % et 21,6 % à 100 % des prestations de la Caisse d'Allocations Familiales. Ces données sont en décrochage par rapport à la commune où 28,5 % des allocataires dont le revenu est constitué à 50 % de prestations de la Caisse d'Allocations Familiales. Pour autant, la dépendance à 100 % des allocataires aux prestations CAF sur la commune se rapproche de celle de l'IRIS : 17,7 %.

La part des ménages couverts par l'Allocation Adulte Handicapé est en décrochage sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens » par rapport à celles de Thionville et de la Communauté d'Agglomération : 11,7 % contre 4,5 % et 3,9 %.

Photographie 29 : Vue aérienne des « Terrasses des provinces » (7)



Source : *Communication (CAPFT)*

Un niveau de vie

Le taux de bas revenus sur le QPV « Terrasses des provinces » s'élève à 71,7 % contre 24,5 % et 22 % sur Yutz et la Communauté d'Agglomération. La médiane des revenus fiscaux mensuels déclarés est de 660 € au QPV « Terrasses des provinces » alors qu'elle est de 1 910 sur la commune et de 1 950 sur l'intercommunalité.

La distribution des revenus disponibles mensuels confirme les données précédentes où la médiane des habitants du quartier prioritaire est de 1 040 €, contre 1 930 € sur Yutz et 1 970 € sur la Communauté d'Agglomération. Cette distribution est synthétisée à partir du taux de pauvreté qui s'élève à 56,8 % sur le QPV « Terrasses des provinces », taux qui ne dépasse pas les 20 % sur les deux territoires de comparaison (18,1 % sur Yutz et 16,3 % sur la Communauté d'Agglomération).

Alors que la médiane de la moyenne mensuelle du niveau de vie a augmenté depuis 2013 sur Yutz et la Communauté d'Agglomération, elle stagne sur l'IRIS « Hexagone Cormontaigne Carolingiens ». Cette différence de dynamique se traduit identiquement concernant l'écart interdécile.

2) Réunion publique de concertation

La même démarche de concertation citoyenne a été effectuée dans le quartier Terrasses des Provinces à Yutz. Le retour des habitants peut également être divisé par thématiques : la présence des associations, le cadre de vie dans lequel ils évoluent, les commerces et structures présentes sur le quartier et la vie sociale au sein de ce territoire.

Engagements Quartiers 2030



CONCERTATION CITOYENNE

Habitants du quartier **TERRASSES DES PROVINCES**

Vous êtes invités à vous exprimer sur les priorités pour votre quartier lors d'un temps de rencontre.

20 JUIN À PARTIR DE 18H

Café associatif
1, bis rue du Dauphiné



agglo-thionville.fr

Un quartier riche en associations :

Dans ce quartier, les deux groupes d'habitants ont unanimement mis en avant le fait que le quartier était riche en présence associative. En effet, ils apprécient fréquenter celles-ci et leur présence est reconnue ainsi que l'importance de l'implication de leurs bénévoles, qui contribuent à la création de lien social dans le quartier. Ils ont pu citer par exemple le café associatif, l'association Réussir Ensemble ou le local de la prévention spécialisée, APSIS Emergence. En parallèle, les besoins de ces associations ont été évoqués comme le besoin de rénovation du local d'APSI, l'absence de local pour l'association Badra pour qu'ils puissent stocker les denrées destinées au don, la nécessité de véhicules pour le club de foot pour ses déplacements extérieurs ou bien le besoin pour les acteurs associatifs de se rencontrer davantage.

Un quartier vivant :

Les citoyens ont également tous souligné la richesse de la vie sociale au sein du quartier. En effet, les mots qui reviennent lorsqu'ils évoquent leurs liens sont les suivants : soutien, entraide, « on ne se sent jamais seul », convivialité, belles amitiés, intergénérationnel, relations de proximité, gens sympathiques, tolérance, accueil et ouverture. Ils sont donc globalement tous d'accord pour dire qu'il y a une bonne entente parmi les habitants. Pour pouvoir passer davantage de moments partagés, certains regrettent d'ailleurs qu'il n'y ait pas plus d'événements, d'animations diversifiées et de festivités dans le quartier même s'ils admettent qu'il y en a déjà un certain nombre. Dans ce sens, ils regrettent le fait qu'il n'y ait plus de fête de la musique dans leur quartier et ont le sentiment d'être un peu délaissé par la Mairie. La situation des jeunes adultes a également été évoquée dans un groupe avec le sentiment qu'il n'y a pas assez d'espaces de convivialités pour eux et que leurs perspectives professionnelles, leur avenir dans le quartier paraissent assez fermés. Il y aurait donc un souhait de développer de l'associatif en direction de ce public pour pouvoir travailler davantage sur leurs perspectives.

Concernant la vie sociale, deux points d'amélioration sont cités. Le premier, partagé unanimement par les deux groupes, est celui des incivilités. Malgré la bonne entente qui semble régner dans le quartier, il y a toujours des difficultés entre certaines personnes, comme de l'impolitesse voire des insultes, des vélos qui restent dans les escaliers, des portes de halls qui restent ouvertes (avec risque d'installation de squatteurs) ou bien des animaux qui font du bruit toute la journée dans les appartements. L'autre point souligné par un groupe est la difficulté pour les enfants d'âges différents de partager le même espace de jeu, ce qui peut amener à des tensions. Cela rejoint d'ailleurs une problématique relative au cadre de vie évoquée par un groupe : le fait que l'aire de jeu soit trop petite pour le quartier. Elle est appréciée par les habitants, mais sa taille ne convient pas et celle du « plateau » serait dégradée.

Photographie 30 : Chorale lors de la fête de quartier du 27 août 2023, en face du Café associatif¹⁰⁹

¹⁰⁹ Aucune photographie n'a été prise lors de la réunion publique de juin. Pour illustrer cette partie, le choix s'est porté sur des clichés qui ont été pris dans le cadre d'une fête de quartier qui s'est déroulée



Source : Centre social Le Lierre

Des insatisfactions sur le cadre de vie :

Sur le cadre de vie, de nombreux éléments ont été soulevés par les citoyens. En effet, plusieurs sous-thèmes sont revenus : la sécurité, la propreté, les espaces verts, les logements, ou encore la mobilité.

Certains habitants estiment qu'ils vivent dans un quartier tranquille. Toutefois, cela n'est pas partagé par tous. Est évoqué le fait que la journée, les personnes se sentent plutôt en sécurité. Cependant, certains ressentent un sentiment d'insécurité la nuit (minorité). Ils sont tous d'accord toutefois pour dire que depuis l'arrêt de l'éclairage public à minuit, qui est plutôt récent, il y aurait une augmentation des dégradations et de la délinquance (voitures abîmées, pneus crevés). Le fait qu'il n'y ait plus de lumières empêche les caméras de filmer et repérer les individus qui accomplissent cela. Dans la même idée, il est aussi déploré le fait qu'il y ait eu quelques feux de poubelles et de voiture (bien que ce ne soit pas régulier). Il y a aussi des personnes qui font du trafic de stupéfiants dans le quartier, ce qui n'est pas acceptable pour les habitants présents. Certains espaces (cages d'escaliers, terrains de foot) sont d'ailleurs squattés par ces personnes (ou d'autres), ce qui empêche les habitants de se déplacer de manière complètement sereine.

La propreté du quartier est un sujet qui a été fortement souligné par les habitants et qui fait l'unanimité : ils estiment que le quartier n'a jamais été aussi sale. Les poubelles ne sont pas assez ramassées pour eux (une fois par semaine), ce qui a pour conséquence un amas constant des déchets autour. Certains vont jusqu'à jeter leur débris par la fenêtre ou ne pas

à la fin du mois d'août. Les deux clichés choisis représentent les lieux où a eu lieu la réunion publique : le café associatif (la vocalisation à l'extérieur ; les groupes de parole à l'intérieur).

ramasser les déjections de leurs animaux de compagnie. C'est une problématique très importante pour les habitants qui l'ont tous évoqué.

Photographie 31 : Réunion de préparation de la fête de quartier du 27.08.2023



Source : *Centre social Le Lierre*

Malgré cela, les habitants apprécient certains aspects de leur quartier dont la présence de la nature à proximité. Une partie d'entre eux estiment toutefois que ces espaces devraient être plus entretenus. Les deux groupes regrettent de ne plus avoir de bancs pour pouvoir profiter de ces espaces et estiment que c'est un manque important dans le quartier.

Concernant les logements, une certaine insatisfaction ressort des échanges. Malgré l'évocation de certains appartements estimés beaux, l'esthétique des logements sociaux est critiquée et un besoin de rafraîchissement demandé (« on croirait être dans les années 80 »). L'isolation des logements est aussi sollicitée, car l'hiver les habitants ont trop froid et l'été trop chaud. À ce sujet, le thermostat a été bloqué à une certaine température cet hiver et certains habitants ont eu tellement froid qu'ils ont dû aller se réchauffer dans un local associatif. Il est évoqué également que certains logements sont surpeuplés.

Les habitants souhaiteraient qu'il y ait des bus de manière plus fréquente dans leur quartier, ce qui faciliterait leurs déplacements. Toutefois, ils sont reconnaissants du fait qu'une navette ait été mise à leur disposition, se rendant devant un supermarché en dehors du quartier.

Un manque de commerces et structures :

Car en effet, le sujet du supermarché et des commerces en général a aussi été évoqué. Une supérette est présente dans le quartier mais certains trouvent qu'elle est trop chère (pas en majorité), qu'il n'y a pas assez de choix dans celle-ci, voire qui souhaiteraient qu'il y ait une

épicerie ou un supermarché au sein du quartier. D'autres commerces manquants sont évoqués par les habitants comme un magasin de presse ou un lavomatic car il y a de nombreux étudiants dans le quartier qui n'ont pas de machines à laver chez eux et qui doivent se rendre plus loin. Les habitants en auraient également l'utilité, soit car ils n'ont pas de machine chez eux, soit pour les grosses quantités de linge. L'envie d'un cinéma au sein du quartier est aussi évoquée par un petit nombre mais le reste du groupe estime que ce n'est pas réalisable. Le peu de présence médicale est aussi regrettée, le seul médecin traitant partant à la retraite, ils devront se déplacer pour recevoir des soins. Les habitants soulignent le manque de moyens, de soutien et de reconnaissance accordé au quartier de la part des pouvoirs publics. En effet, certains services ont fermé tels que la mairie annexe, la médiathèque, la ludothèque, les locaux des pères et certains lieux d'accueil dédiés au public seraient dégradés. Ils estiment également que les choses ne sont pas faites en faveur des habitants : demandes réitérées plusieurs fois, laissées sans réponses (bailleurs par exemple).

Dans leur quartier, les citoyens apprécient la proximité du stade de foot, de la bibliothèque dans l'école, et de certaines structures telles que les crèches et les écoles.

3) Recueil de la parole d'habitants

Photographie 32 : Recueil de la parole aux « Terrasses des provinces »



Source : Centre social Le Lierre

Versions courte : <https://centrelieferre.bandcamp.com/album/restitution-diagnostic-politique-de-la-ville-yutz-2>

Version longue : <https://www.youtube.com/watch?v=Yk6aC4RgDNk>

Photographie 33 : Recueil de la parole aux « Terrasses des provinces » (2)



Source : Centre social Le Lierre

E) Inter-quartiers

1) Synthèse de la consultation citoyenne nationale

Présentation de la démarche

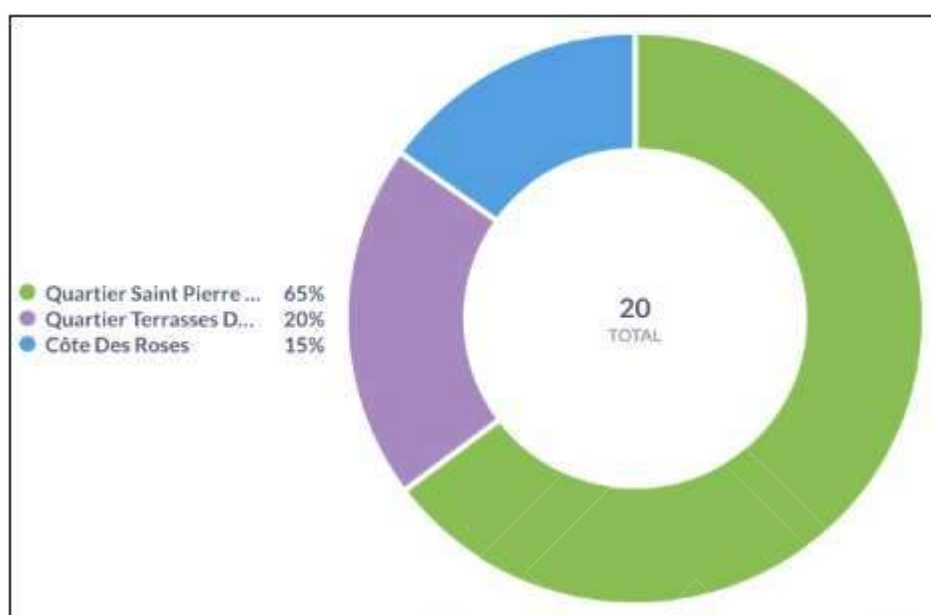
Ouverte le 20 septembre 2023, la plateforme numérique « Quartiers 2030 : vos projets pour vos quartiers » invitait les habitants hors quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et les habitants en QPV¹¹⁰ à répondre à une série de questions sur les défis, atouts et projets de leurs quartiers ainsi que sur les solutions pour renforcer la participation des habitants. La dernière partie étant uniquement réservée aux habitants en QPV. Close le 31 octobre 2023, cette concertation en ligne a donné lieu à 12809 contributions individuelles aux questionnaires, dont 6218 complètes.

L'analyse de la participation

Au total, 20 répondants habitant un QPV de la CA Portes de France-Thionville ont complété le questionnaire.

Graphique 1 : Répartition des répondants par QPV pour la CA Portes de France-Thionville
(%)

¹¹⁰ Dans le cadre de cette synthèse locale, seules les réponses des habitants des QPV concernés ont été prises en compte. Le questionnaire étant également accessible aux habitants hors QPV, leurs réponses ont été intégrées à la synthèse nationale disponible ici : <https://quartiers2030.anct.gouv.fr/>



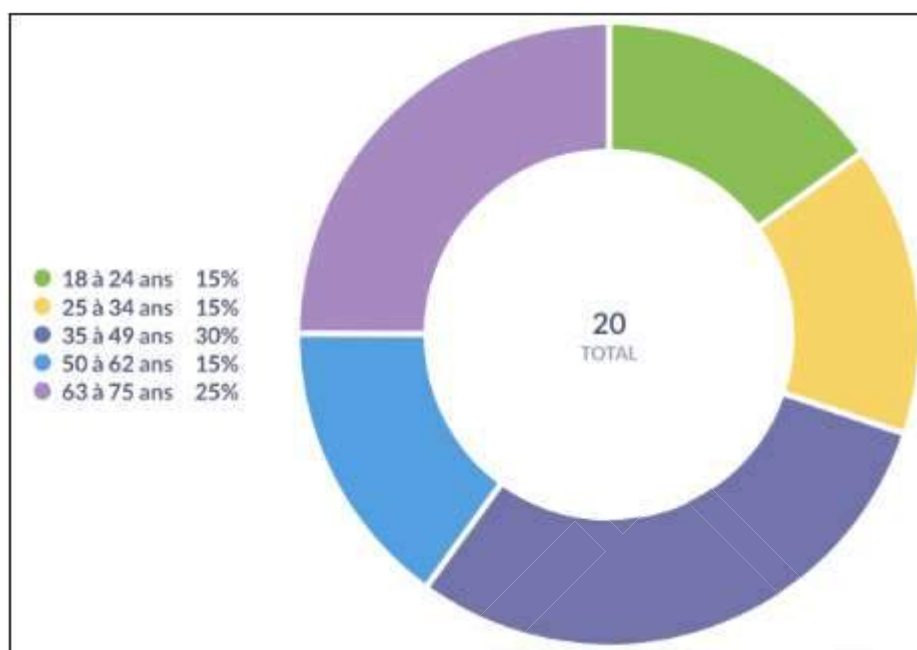
Méthodologie d'analyse

Cette synthèse comporte une analyse quantitative et qualitative des réponses au questionnaire en ligne mis en place dans le cadre de la concertation Quartiers 2030. Ces réponses concernent les Quartiers Politiques de la Ville (QPV) suivants :

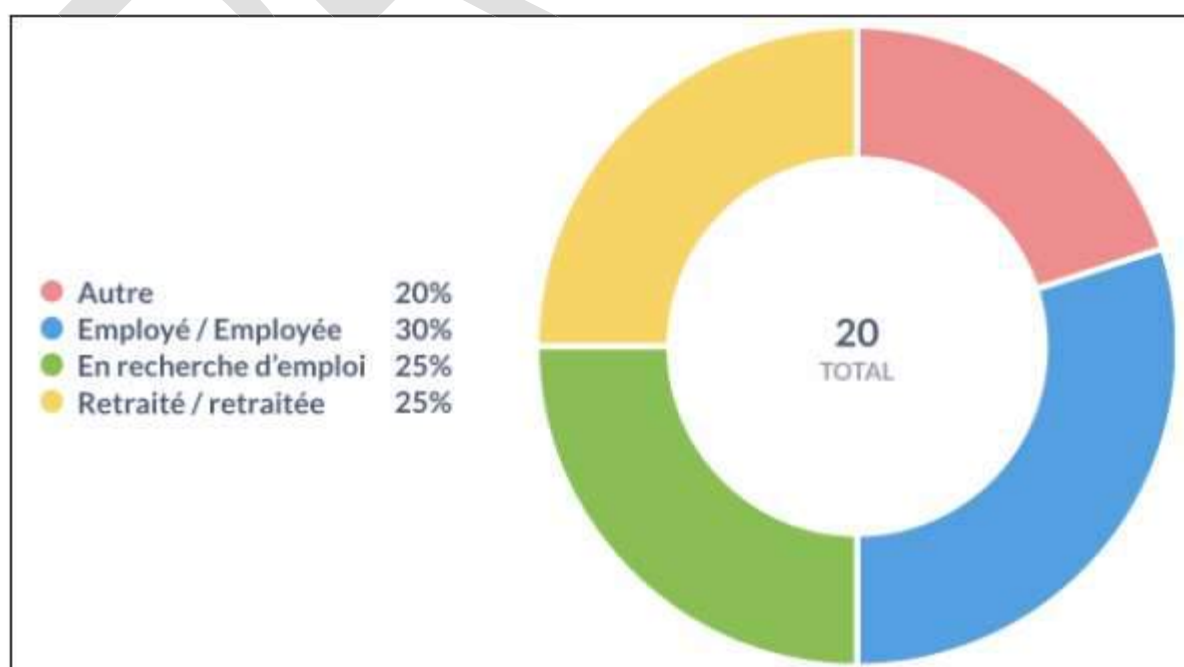
- Quartier Saint Pierre - La Millaire
- Quartier Terrasses Des Provinces
- Quartier Côte Des Roses

Le questionnaire comportait des questions fermées et des questions ouvertes. Les questions fermées permettaient aux répondants de sélectionner et ordonner parmi une liste de propositions préétablies celles qui les concernaient le plus. L'analyse des questions fermées repose sur une analyse qualitative qui distingue, lorsque c'est nécessaire, les QPV concernés. Les questions ouvertes permettaient aux répondants de compléter et préciser leurs réponses en les rédigeant dans un champ libre. L'ensemble des réponses libres a fait l'objet d'une lecture, d'une labellisation et d'une analyse. Une sélection de ces réponses est proposée et **permet de mettre en exergue les aspects spécifiques à la CA Portes de France-Thionville et ses QPV.**

Graphique 2 : Les tranches d'âge des répondants QPV de la CA Portes de France-Thionville (%)



Graphique 3 : La situation professionnelle des répondants QPV de la CA Portes de France-Thionville (%)



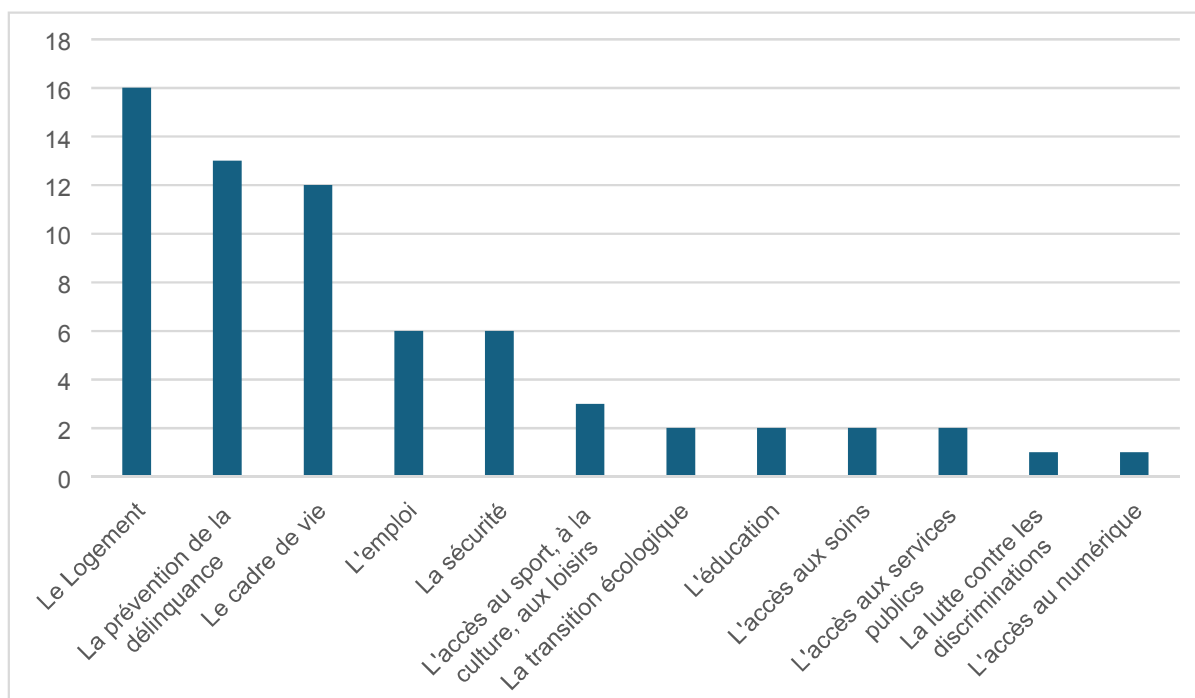
Quels sont pour vous les principaux défis à relever dans votre quartier ?

Les défis identifiés par les habitants des QPV de la CA Portes de France-Thionville

Le graphique suivant représente la répartition totale des réponses à la question concernant les « défis de leur quartier » selon les options suivantes : *le logement ; le cadre de vie ; l'emploi ; la prévention de la délinquance ; l'éducation ; les transports en commun ; l'accès aux soins ; l'accès aux services publics ; l'accès au sport, à la culture, aux loisirs ; l'accès au numérique ; la lutte contre les discriminations ; la sécurité ; la transition écologique.*

Graphique 4 : Les principaux défis des QPV de la CA Portes de France-Thionville¹¹¹

¹¹¹ Les participants pouvaient sélectionner jusqu'à quatre défis.



Le graphique ci-dessus permet d'identifier le logement, la prévention de la délinquance et le cadre de vie comme des défis majeurs pour les habitants des QPV de la CA Portes de France-Thionville. En revanche, les répondants ne considèrent pas les transports en commun, l'accès au numérique et la lutte contre les discriminations comme des défis immédiats.

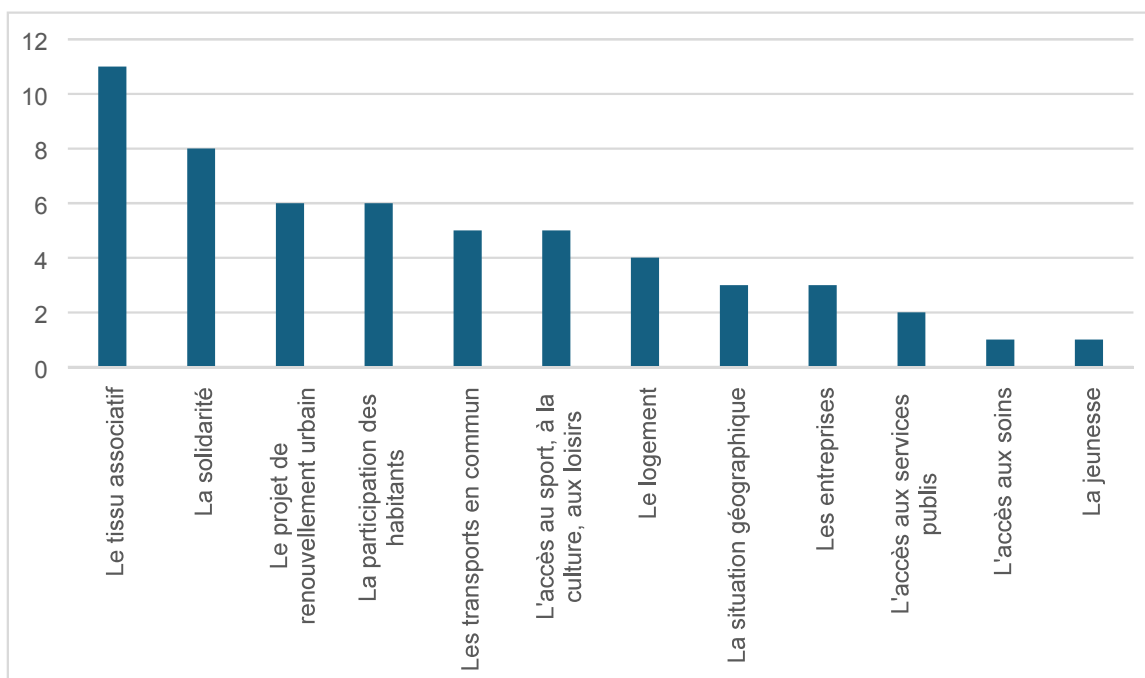
Quels sont les atouts de votre quartier ?

Les atouts identifiés par les habitants des QPV de la CA Portes de France-Thionville

Le graphique suivant représente la répartition totale des réponses à la question concernant les « atouts de leur quartier » selon les options suivantes : *le tissu associatif ; la solidarité ; les entreprises ; la participation des habitants ; l'accès aux services publics ; la jeunesse ; le cadre de vie ; le projet renouvellement urbain ; la situation géographique ; le logement ; l'accès au sport, à la culture, aux loisirs ; l'accès aux soins ; les transports en commun.*

Graphique 5 : Les atouts des QPV de la CA Portes de France-Thionville¹¹²

¹¹² Les participants pouvaient sélectionner jusqu'à quatre atouts.



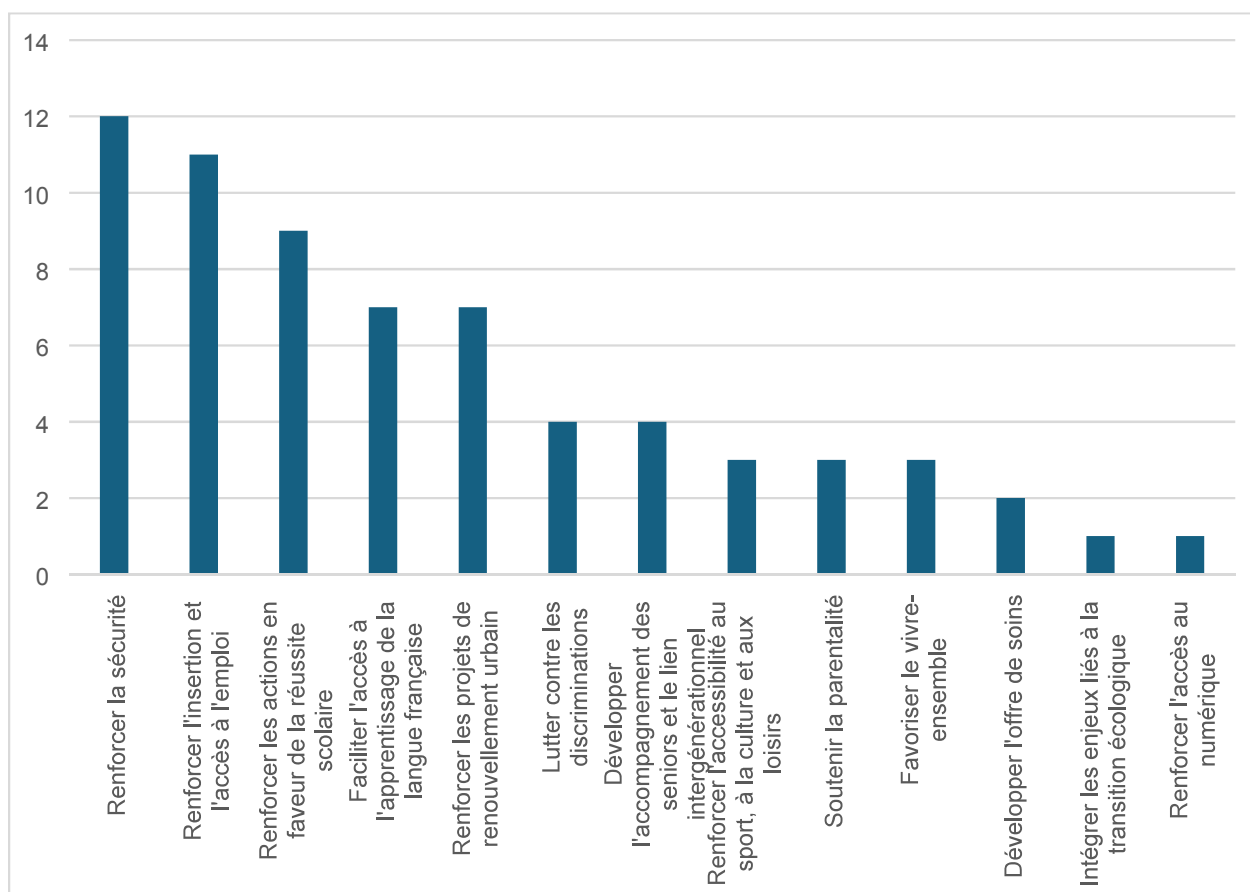
Le graphique ci-dessus permet d'identifier le tissu associatif, la solidarité et le projet renouvellement urbain comme les atouts des quartiers politiques de la CA Portes de France-Thionville. *A contrario*, les habitants des QPV de la métropole ne considèrent pas le cadre de vie, la jeunesse et l'accès aux soins comme des atouts.

Quels sont les projets pour votre quartier ?

Les projets identifiés par les habitants des QPV de la CA Portes de France-Thionville

Le **graphique suivant** représente la répartition totale des réponses à la question concernant les « projets prioritaires pour leur quartier » selon les options suivantes : *renforcer l'insertion et l'accès à l'emploi ; renforcer les projets de renouvellement urbain ; renforcer les actions en faveur de la réussite scolaire ; faciliter l'accès à l'apprentissage de la langue française ; développer l'accompagnement des seniors et le lien intergénérationnel ; soutenir la parentalité ; renforcer l'accès au numérique ; lutter contre les discriminations ; développer l'offre de soins ; développer l'offre de transports en commun ; intégrer les enjeux liés à la transition écologique ; renforcer l'accessibilité au sport, à la culture et aux loisirs ; renforcer la sécurité ; favoriser le vivre-ensemble.*

Graphique 6 : Les projets pour les QPV de la CA Portes de France-Thionville¹¹³

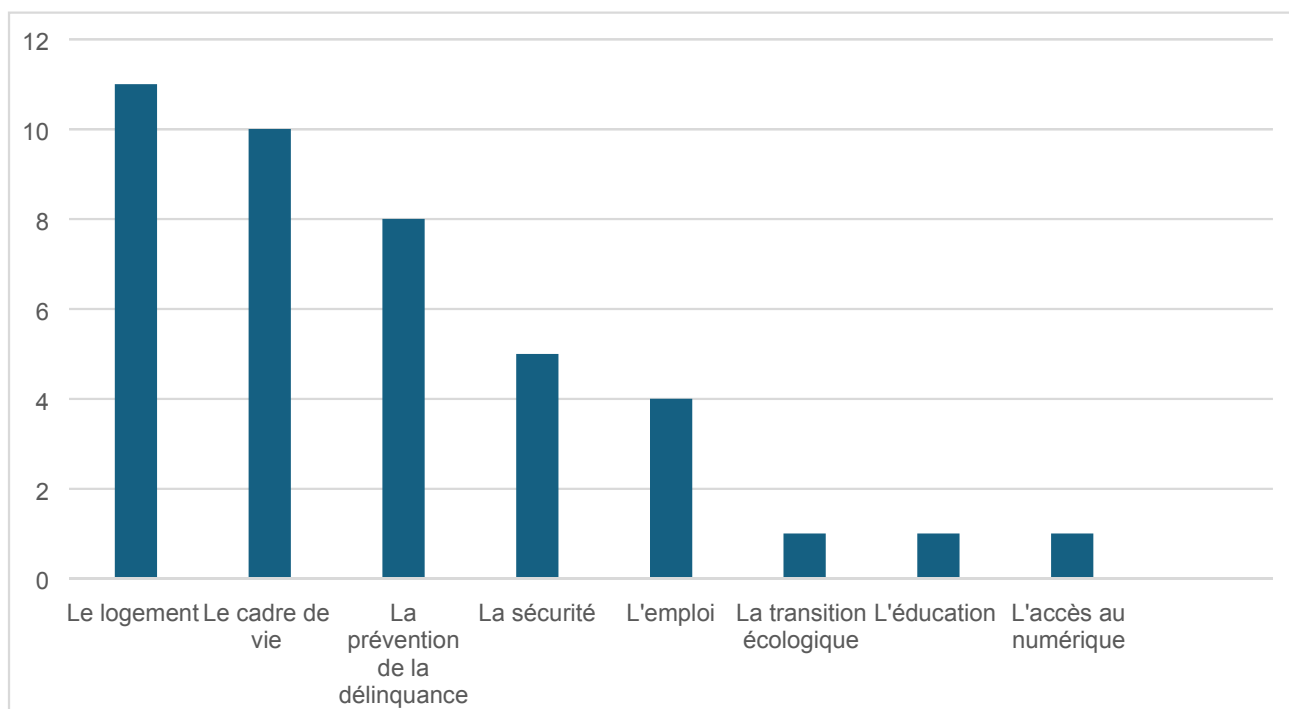


Le graphique ci-dessus permet d'identifier les projets souhaités par les habitants des QPV de la CA Portes de France-Thionville. Les réponses au questionnaire soulignent ainsi que les habitants des QPV privilégient les actions en faveur d'un renforcement de la sécurité, de l'insertion et de l'accès à l'emploi et des actions en faveur de la réussite scolaire. Faciliter l'accès à l'apprentissage de la langue française est également souhaité.

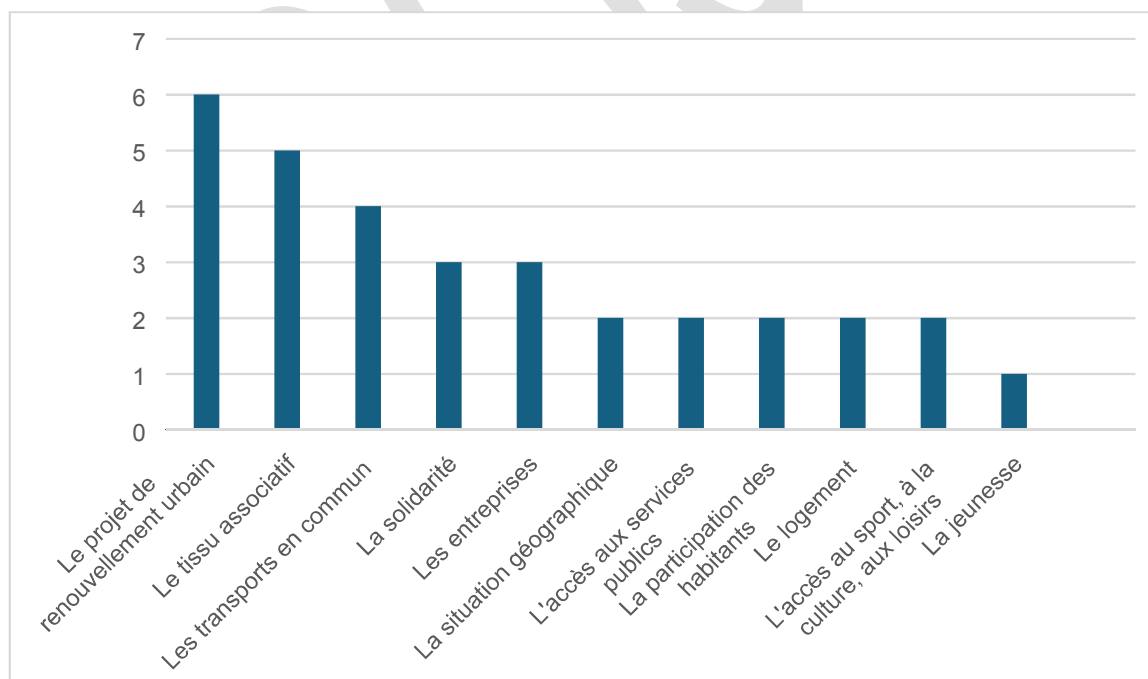
Le détail des réponses pour le QPV de Quartier Saint Pierre - La Millaire

Graphique 7 : Les défis identifiés par les habitants du QPV de Quartier Saint Pierre - La Millaire

¹¹³ Les participants pouvaient sélectionner jusqu'à quatre projets.



Graphique 8 : Les atouts identifiés par les habitants du QPV de Quartier Saint Pierre - La Millaire



Graphique 9 : Les projets identifiés par les habitants du QPV de Quartier Saint Pierre - La Millaire



PROJE

2) Comparatif inter-quartiers

- Le QPV de Yutz est bien plus jeune que les autres et que le reste de la commune ainsi que l'EPCI :
 - **Terrasse des Provinces** : 47% de moins de 25 ans dans la population totale
 - Yutz : 28,9% de moins de 25 ans dans la population totale
 - CAPFT : 26,8% de moins de 25 ans dans la population totale
 - **Côte des Roses** : 32,9% de moins de 25 ans dans la population totale
 - **PSPM** : 29,3% de moins de 25 ans dans la population totale
 - Thionville : 26,1% de moins de 25 ans dans la population totaleLes autres QPV restent plus jeunes que le reste du territoire mais la différence n'est pas notoire.
- Pour ce qui est du reste des données purement démographiques, les données entre les QPV et le reste sont plutôt similaires (part des 60 ans et plus par exemple presque égale pour CDR et PSPM, logiquement, il y en a moins à TP car plus de jeunes.)
- La part de la population immigrée est plus élevée dans les QPV que dans le reste du territoire :
 - **Terrasse des Provinces** : 29,9% de personnes immigrées & 26,4% de personnes étrangères
 - Yutz : 11,2 % de personnes immigrées et 7,4% de personnes étrangères
 - **CAPFT** : 10,4% de personnes immigrées & 6,9% population étrangère
 - Côte des Roses : 18,8% de personnes immigrées à CDR & 15,2% population étrangère
 - PSPM : 25,0% de personnes immigrées à PSPM & 23,3% de population étrangère
 - **Thionville** : 11,1% de personnes immigrées & 7,9% population étrangère
- Part des ménages seuls un peu en dessous de la moyenne de la commune (Thionville : 43,9% et Yutz : 35,4%) pour CDR (38,7%) et TP (33,4%). PMSP est un peu au-dessus (46,5%).
- Les familles nombreuses sont plus présentes dans les QPV mais encore plus à Yutz : 20,6% des ménages ont 3 enfants et plus (contre 5,7% à Yutz). (CDR : 9,8% et PMSP : 10,9%)
- Davantage de familles monoparentales à CDR (17,0%) et TP (17,7%) que le reste (12,4% à PMSP et 10,1% à Thionville).
- Part des femmes de 18-24 ans avec un enfant à charge bien plus important dans les QPV :
 - **Terrasse des Provinces** : 12,2% de femmes avec au moins un enfant à charge
 - Yutz : 4,8 % de femmes avec au moins un enfant à charge
 - **Côte des Roses** : 11,4% de femmes avec au moins un enfant à charge
 - **PSPM** : 19,2% de femmes avec au moins un enfant à charge
 - Thionville : 6,3% de femmes avec au moins un enfant à charge
- Taux de rotation plus bas à PSPM (6,4%) et CDR (8,1%) que la ville (10,1%) et l'EPCI (10%) tandis que l'on retrouve l'inverse pour le QPV de Yutz (14,3%) et 10,7% pour la ville de Yutz.

- Les actifs des QPV sont principalement des ouvriers et employés. On voit une forte différence entre le taux d'ouvriers sur la ville du territoire ainsi que la CA comparé aux QPV :
 - **Terrasse des Provinces** : 31,5 d'ouvriers parmi les actifs occupés de 15-64 ans
 - Yutz : 19,5 % d'ouvriers parmi les actifs occupés de 15-64 ans
 - CAPFT : 18,4% d'ouvriers parmi les actifs occupés de 15-64 ans
 - **Côte des Roses** : 35,3% d'ouvriers parmi les actifs occupés de 15-64 ans.
 - **PSPM** : 31,7% d'ouvriers parmi les actifs occupés de 15-64 ans
 - Thionville : 15,9% d'ouvriers parmi les actifs occupés de 15-64 ans.
- Taux un peu plus élevé d'artisans/commerçants, chefs d'entreprise dans les QPV que dans le reste du territoire :
 - **Terrasse des Provinces** : 4,6% parmi les actifs occupés de 15-64 ans
 - Yutz : 3,3 % parmi les actifs occupés de 15-64 ans
 - CAPFT : 3,8% parmi les actifs occupés de 15-64 ans
 - **Côte des Roses** : 3,2% parmi les actifs occupés de 15-64 ans.
 - **PSPM** : 5,9% parmi les actifs occupés de 15-64 ans
 - Thionville : 3,9% parmi les actifs occupés de 15-64 ans.
- Taux de chômage plus importants dans les trois QPV que dans le reste du territoire.
 - **Terrasse des Provinces** : 18,8% parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans.
 - Yutz : 9,9 % parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans.
 - CAPFT : 9,3% parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans.
 - **Côte des Roses** : 16,8 % parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans.
 - **PSPM** : 14% parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans.
 - Thionville : 9,6% parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans.
- Part des étudiants plus importante dans les QPV que dans le reste du territoire.
 - **Terrasse des Provinces** : 13,7% d'étudiants parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans
 - Yutz : 8,9 % d'étudiants parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans
 - CAPFT : 8,3% d'étudiants parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans
 - **Côte des Roses** : 10,8% d'étudiants parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans.
 - **PSPM** : 9,3% d'étudiants parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans.
 - Thionville : 8,4% d'étudiants parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans.

S'expliquerait par le fait que les QPV sont des territoires plus jeunes ?
- Le taux d'inactif dans les quartiers prioritaires est bien plus important que dans le reste du territoire (presque le double). On observe également que, contrairement au reste et au QPV Terrasse des Provinces, le taux d'inactif est en augmentation dans les Quartiers Prioritaires.
 - **Terrasse des Provinces** : 17,6% d'inactifs parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans
 - Yutz : 8,7 % d'inactifs parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans.
 - CAPFT : 9,0% d'inactifs parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans
 - **Côte des Roses** : 16,8% d'inactifs parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans. Ce quartier est passé de 11,1% d'inactifs en 2013 à 16,8% en 2019. Légère baisse dans le temps pour ce quartier : de 19,8% en 2008 à 17,6% d'inactifs en 2019.
 - **PSPM** : 22,7% d'inactifs parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans. Ce quartier est passé de 12,2% en 2008 à 22,7% e, 2019.

- Thionville : 9,8% d'inactifs parmi l'ensemble de la population de 15/64 ans.
- Taux beaucoup plus élevé dans les quartiers prioritaires de jeunes de 16 à 25 ans ni scolarisé ni en emploi (NEETS) : **32,5% à Terrasse des Provinces** alors que 17,5% dans la commune et 15,4% dans l'EPCI. **32,9% à Côte des Roses** alors que 15,4 à Thionville.
- Le taux de retard en 3^{ème} est également bien plus élevé dans les quartiers prioritaires. Cela conforte le diagnostic qualitatif qui pointait du doigt une difficulté spécifique dans les QPV liée à la scolarité. **31,4% à Terrasse des Provinces** alors que 12% dans la commune et 8,8% dans l'EPCI. **35,3% à Côte des Roses** alors que 9% à Thionville.
- Les données concernant le niveau de diplôme sont également plutôt significatives. On peut voir que presque la moitié de la population des QPV n'a pas de diplôme. Il n'y a pas de données pour le reste du territoire ce qui permettrait soit de marquer une plus grande différence ou bien de relativiser la donnée. Pour **terrasses des provinces 46,9%** de la population n'a pas de diplôme. C'est **50,2%** pour côtes des roses et **44,3%** pour **PSPM**
- Taux d'emploi fourni par Pôle Emploi est plutôt significatif car il met en avant le fait que les QPV ont un taux d'emploi des 15-24 ans plus bas que les communes ou EPCI. **43,5% des 15/64 ans ont un emploi à Côte des roses** et **42,6% à PSPM**, contre 66,1% dans la commune et 66,8 dans l'EPCI. A Yutz, ce sont 45% des personnes qui ont un emploi dans le quartier terrasse des provinces et 66,6% dans la commune.
- La population des quartiers prioritaires de la ville est globalement plus couverte par les minimas sociaux que le reste du territoire. Toutefois, les chiffres d'un QPV à l'autre diffèrent : 26,3% PSPM ; 30,1% Terrasses des Provinces ; 17% Côte des Roses.
- Davantage de bénéficiaires de l'AAH dans les QPV que dans les communes et l'EPCI :
 - **Terrasse des Provinces : 9,4%**
 - Yutz : 3,8 %
 - **Côte des Roses : 7,3%.**
 - **PSPM : 12%**
 - Thionville : 4,4%.

Ces chiffres peuvent s'expliquer par le fait que l'AAH est un minima social (environ 900€par mois), qui implique que les personnes la percevant ne peuvent se loger qu'auprès d'un bailleur social. Les QPV contenant majoritairement des logements sociaux, il est donc explicable que plus de personnes percevant l'AAH y vivent.

- On trouve davantage de bénéficiaires du RSA dans les QPV que dans le reste de l'agglomération. Toutefois, le QPV de Terrasses des Provinces a un taux plus élevé que les deux autres QPV : 20,7% de bénéficiaires à Terrasses des Provinces ; 14,3% au PSPM ; 9,7% côte des roses.
- Les revenus d'activité des QPV sont plus élevés que ceux des communes ou de l'EPCI. Cela s'explique par le fait que pour celles-ci, ce sont les revenus du patrimoine qui sont majoritaires.

3) Regards croisés sur les quartiers prioritaires

Vivre en « QPV »

Les données précédentes offrent un aperçu des particularités de chaque quartier prioritaire de la ville, en les comparant avec le reste du territoire (commune et communauté d'agglomération). Ces comparaisons mettent en avant une partie des réalités propres aux quartiers prioritaires du territoire de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville (CAPFT). Pour compléter cet aperçu, il s'agit également de comparer ces données avec l'échelle nationale, afin d'analyser plus précisément certaines situations objectives des quartiers prioritaires. De plus, dans une perspective de diagnostic partagé, certains partenaires de terrain ont transmis leurs documents cadre (rapports d'activités, bilans, projets sociaux) pour que ressortent les constats et les enjeux concernant la population habitant ces quartiers. Cette démarche apporte une dimension « terrain » essentielle à un diagnostic et favorise la construction d'une culture commune de travail. La mise en commun de tous ces éléments permet d'avoir une photographie ancrée des quartiers prioritaires de la CAPFT, captant plus finement la réalité de leurs habitants. Bien entendu, celle-ci se veut la plus complète possible, sans prétendre à l'exhaustivité en raison de la complexité de chaque individu et situation.

Dans un premier temps sera décrite la présence de la jeunesse dans les quartiers prioritaires de la ville qui peut, dans ces espaces, être amenée à cumuler plusieurs difficultés. Une focale sera d'ailleurs faite sur le thème de la scolarité, éclairée par des données chiffrées et les constats des partenaires. Seront ensuite dépeintes les problématiques vécues par les jeunes des quartiers « Côte des Roses », « Saint-Pierre- la Milliaire » et « Terrasses des Provinces », repérées par les acteurs de terrain.

Ensuite sera évoquée la présence des familles monoparentales et nombreuses qui sont plus présentes sur ces territoires que les autres. En s'appuyant sur des données sociologiques et statistiques, leur vulnérabilité aux situations de précarité économique sera décrite. Comme de nombreux parents, ces familles sont aussi amenées à avoir des difficultés dans la gestion de la parentalité et un éclairage qualitatif à ce sujet sera proposé à partir des éléments des partenaires.

La situation sociale et professionnelle des habitants des quartiers prioritaires sera également analysée en s'appuyant sur les indicateurs présentés dans la partie précédente et sur les observations et l'expertise des acteurs de terrain. Sera mise en avant une présence importante de situations de pauvreté liées à un cumul de difficultés pour certaines personnes et une difficulté à s'insérer professionnellement pour une partie des habitants également.

Enfin, seront développés les éléments de diagnostic qualitatifs relevés par les acteurs de terrain en ce qui concerne l'accès au droit, le numérique, la santé et la mobilité.

Une jeunesse surreprésentée...

Les données relatives à la démographie mettent en avant le fait que la population des quartiers prioritaires de la CAPFT est répartie similairement au reste du territoire. Par exemple,

la part des personnes de plus de 60 ans est presque égale à la « Côte des Roses », à « Saint-Pierre – la Milliaire » et à la CAPFT. Toutefois, elle est moindre aux « Terrasses des Provinces ». Cela s'explique par le fait que ce quartier est significativement plus jeune que les autres. Les chiffres le montrent de façon claire : 47% de la population totale du quartier « Terrasses des Provinces » est composée de jeunes de moins de 25 ans. Il est à noter que les autres quartiers prioritaires de la ville restent plus jeunes que le reste du territoire mais la différence n'est pas aussi notable qu'avec le quartier « Terrasses des Provinces » : 32,9% à la « Côte des Roses » ; 29,3% à « Saint-Pierre – la Milliaire » et 26,8% au sein de la CAPFT.

La jeunesse des quartiers par rapport aux territoires les entourant s'observe également à l'échelle nationale. L'institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP) indique que les quartiers politiques de la ville sont composés de 40% de moins de 25 ans, contre 29% dans le reste du territoire Français. Cela s'explique par le fait que dans ces territoires, on retrouve davantage de personnes avec des enfants (familles nombreuses/monoparentales surreprésentées) qui s'y installent. Pour ceux qui ne vivent pas en famille et ont moins de 25 ans, ce chiffre plus élevé que celui du reste du territoire peut s'expliquer par le fait que les jeunes des quartiers prioritaires cumulent plusieurs formes de précarité et risquent donc de rester vivre dans les quartiers prioritaires. Toujours d'après l'INJEP « 22% [des jeunes des quartiers politiques de la ville] ont un niveau inférieur au CAP ou au BEP, contre 19% des jeunes des autres quartiers des unités urbaines englobantes ». Ils sont également « deux fois plus touchés par le chômage que les jeunes des quartiers environnants » et deux fois et demi de plus à être « ni en emploi, ni en étude, ni en formation » par rapport aux territoires qui les entourent : « 27,5% contre 11,4% ». Cela confirme donc bien les difficultés propres aux jeunes vivant en quartier prioritaire et donne une piste de réponse à la raison pour laquelle ils sont plus nombreux dans ces espaces.

Pour ce même public des jeunes (ici ceux de 16 à 25 ans), la part d'entre eux n'étant ni scolarisé ni en activité passe du simple au double lorsque l'on observe les chiffres de la commune et ceux des quartiers prioritaires de la ville. Ce phénomène que l'on connaît également sous le nom de NEET (Not in Education, Employment or Training) est davantage présent dans les quartiers prioritaires en France que dans le reste des territoires et cela est devenu une préoccupation Européenne, et plus localement de la Mission Locale qui accompagne ce public-là.

... En difficulté scolaire...

Une focale peut être faite sur une des difficultés cumulées par les jeunes vivant dans ces espaces : la scolarité. En effet, on observe un écart important entre les données scolaires relatives à la CAPFT et celles des quartiers prioritaires. Cela s'observe à travers le taux de retard en troisième et le niveau de diplôme. Ces chiffres indiquent que le nombre de jeunes en retard en 3^{ème} double quand on passe de la commune au quartier, et que presque la moitié des habitants des « Terrasses des Provinces », de « Saint-Pierre – la Milliaire » et de la « Côte des Roses » n'ont pas de diplôme. Les difficultés scolaires sont d'ailleurs confirmées par les partenaires de terrain dans les documents qu'ils ont transmis à la CAPFT.

En effet, la majorité des acteurs travaillant dans les trois quartiers prioritaires de la ville s'accordent sur ce fait et observent une démobilitation de certains enfants dans leur parcours scolaire ainsi qu'une difficulté pour certains parents de s'investir dans la scolarité de leurs enfants. Pour illustrer les difficultés que peuvent vivre les élèves au sein des établissements scolaires, le centre social « Ô couleurs du monde » s'est rapproché des professionnels des différents établissements qui font ressortir des éléments significatifs :

« Les enseignants constatent que les élèves présentent des difficultés importantes de langage (compréhension, vocabulaire, expression...). Ils manquent également d'autonomie à l'arrivée à l'école (habillage, propreté, interaction avec les pairs et l'adultes) : malgré un accueil organisé par les enseignants au sein de la classe en juin, les enfants rencontrent des difficultés d'intégration lors de leurs entrées à l'école. Plusieurs enfants concentrent un absentéisme important. Les enseignants regrettent le manque d'implication des parents dans la vie de l'école notamment durant les différentes périodes de confinement et lors des visites médicales ».

Sur un autre territoire, celui du quartier « Saint Pierre - La Milliaire », à l'occasion d'une étude réalisée auprès de ses partenaires de terrain, le centre social « Jacques Prévert » fait ressortir le même constat : des parents habitant le quartier prioritaire, mais aussi le reste du territoire d'intervention du centre social, sont peu investis dans la scolarité de leurs enfants. Est évoquée également une difficulté pour les écoles de rentrer en contact avec certains parents et des enfants en grande difficulté scolaire sur ce territoire. Pour autant, les parents fréquentant le centre social déclarent principalement avoir besoin d'aide pour l'éducation et la scolarité de leurs adolescents ; lorsqu'ils sont interrogés sur leur souhait d'accompagnement dans l'éducation de leurs enfants.

L'enjeu pour les professionnels est d'accompagner les enfants vers la réussite éducative et de mobiliser leurs parents dans l'accompagnement à la scolarité. Si décrochage scolaire il y a, un accompagnement doit se poursuivre. En ce sens, la Mission Locale a renforcé en 2022 son partenariat avec le Centre d'Information et d'Orientation du territoire, ce qui a entraîné une augmentation de 33,3% des jeunes mineurs accompagnés par le dispositif (soit 25 jeunes en plus sur un total de 100). Cet acteur accompagne les jeunes qui ont décroché du système scolaire pour les aider à construire un nouveau projet. Une difficulté qui ressort, et qui peut être considérée comme un enjeu dans les prochaines actions, est de renforcer le lien que les professionnels ont avec l'Education Nationale afin de travailler en cohérence les uns avec les autres.

Les éléments évoqués précédemment et cette focale sur la scolarité permettent de démontrer que les jeunes vivant dans ces quartiers sont plus susceptibles de cumuler des situations qui les pénalisent dans leur vie quotidienne, scolarité incluse. L'INSEE, dans un rapport sur le retard scolaire démontre que :

« Au sein des académies, des communes ou encore du voisinage très proche des enfants, les retards scolaires sont les plus fréquents dans les territoires marqués par la plus forte précarité économique et sociale des habitants. ».

Ce document met en avant que ce sont les personnes boursières, de nationalité étrangère, vivant en zone urbaine sensible (aujourd'hui quartier prioritaire de la ville) ou scolarisées dans une école en éducation prioritaire qui sont les plus susceptibles d'avoir du retard à l'entrée en 6ème. Or, ces situations touchent davantage les jeunes habitant en QPV que les autres (par exemple, 38,9% des jeunes vivant en QPV sont nés à l'étranger contre 21,2% des jeunes des villes autour).

Mais les jeunes vivant dans ces quartiers prioritaires, et notamment les trois quartiers de la CAPFT, vivent aussi des situations qui sont difficilement décelables à travers des données chiffrées. C'est en ce sens que les documents des partenaires sont précieux et permettent d'affiner la connaissance des jeunes habitants de ces territoires. En effet, les problématiques qu'ils ont pu faire remonter sont à prendre en compte pour compléter les connaissances du quartier.

... Et nécessitant un accompagnement socio-éducatif renforcé.

Les acteurs travaillant auprès de la jeunesse notent tous une augmentation de la propension à la violence (agression verbale notamment) et une difficulté à échanger de manière adaptée chez les jeunes. APSIS Emergence a remarqué une augmentation de ces faits depuis la période de confinement de 2020. Cela est également observé sur le quartier de « Saint-Pierre – La Milliaire » mais davantage chez les 11-17 ans que chez les plus âgés. Face à cela, l'enjeu pour les acteurs de terrain est de promouvoir le bien vivre ensemble et la citoyenneté à travers leurs actions. La Maison des Quartiers a d'ailleurs lancé une action qui va dans ce sens à la suite de constats similaires : les jeunes communiquent entre eux de manière agressive et sont « *dans des schémas de violence banalisée* ». Ce constat pouvait se traduire par exemple par du cyber harcèlement ou de la consommation de contenus pornographiques qui dévalorisent la place de la femme. L'équipe de prévention APSIS à Yutz a observé les mêmes comportements et a également adapté ses actions en fonction de ce constat : « *Ayant repéré chez certaines adolescentes, que nous suivons, des problèmes liés à la sexualité, de violence verbale physique et harcèlement d'une manière générale, l'équipe éducative a développé un projet sur la thématique de l'éducation à la sexualité (vie affective, vie sexuelle, hypersexualité, relation homme-femme et le danger des réseaux sociaux).* »

Du fait de certaines difficultés qu'ils peuvent vivre au domicile ou à l'école qui ont été décrites précédemment, les jeunes de ces territoires ont besoin d'avoir un lieu en dehors de la sphère familiale et scolaire pour se rencontrer, échanger entre eux ou avec des professionnels. Ce besoin est d'ailleurs ressorti sur le territoire de Yutz à l'occasion de rencontres entre une vingtaine d'adolescents et une psychologue organisée par le centre social ô couleurs du monde, les jeunes ont évoqué leurs difficultés, dont « *le besoin de se retrouver physiquement notamment les plus de 14 ans qui ne disposaient pas de lieu d'accueil* ». C'était d'ailleurs un besoin réel car depuis la création de ce nouveau lieu d'accueil, environ 65 jeunes l'ont fréquenté en 2021. Il est donc important de proposer des espaces pour ce public tout en encourageant l'insertion sociale et culturelle de celui-ci à travers l'offre de loisirs et/ou d'accompagnement socio-éducatif.

Les situations de certains adolescents se sont dégradées : APSIS Emergence et le centre social ô Couleurs du Monde observent une présence importante des problématiques de santé mentale. Par exemple, 10% (11 personnes sur 113) de l'accompagnement individuel réalisé par APSIS Emergence sur le quartier de « Terrasses des Provinces » à Yutz et 3% (3 personnes sur 99) dans le quartier « Saint-Pierre – La Milliaire » est dédié à la santé (mentale et physique) mais les professionnels notent une « *accentuation des nouveaux comportements chez certains jeunes : phobie scolaire, violence à l'égard d'autrui, actes de rébellion, manque de confiance en soi et mal être* ». Le centre social ô Couleurs du Monde quant à lui indique dans son rapport d'évaluation que les jeunes après le confinement leur ont fait part de leur mal-être. Le Centre Social Jacques Prévert a également repéré cette problématique et la met en avant dans son bilan du projet social de 2021. En effet, à l'occasion du comité jeune, instance démocratique permettant de faire remonter les attentes du public du centre social, les jeunes ont fait ressortir auprès du service jeunesse de la ville et à la chargée de mission du Contrat Local de Santé la nécessité de prendre en compte la problématique de la santé mentale.

Sur le quartier « Saint Pierre – La Milliaire », les professionnels du Centre Social notent une occupation de l'extérieur par les jeunes avec de la dégradation du mobilier, des faits de délinquance et un repli sur les pairs sans mixité filles/garçons . L'association de prévention APSIS Emergence observe que les jeunes sont moins présents dans la rue mais plus sur les réseaux sociaux. Le centre social ô Couleurs du Monde a pu analyser, à travers les activités qu'il a mis en place en direction des jeunes, que « *les jeunes ne se sentent ni respectés, ni écoutés par les représentants institutionnels qui les entourent.* » L'enjeu pour les professionnels afin d'éviter l'aggravation de ces situations est donc d'être présent au plus près des jeunes (sur internet notamment), de se faire connaître, de favoriser les espaces d'échanges et d'orienter vers les partenaires les plus adaptés.

Tous ces éléments permettent de rendre compte des difficultés vécues par les jeunes vivant dans les quartiers prioritaires de la ville, qu'elles se constatent par leur situation (difficulté financière, retard scolaire, insertion socio-professionnelle plus compliquée, etc.) ou bien par leurs comportements et ressenti (agressivité verbale, dégradations, besoin d'échanger et d'avoir son propre espace, difficultés psychologiques, etc.

Des familles fragilisées.

En plus d'une surreprésentation des jeunes dans les quartiers politiques de la ville, deux compositions de ménages sont également plus présentes que dans le reste du territoire : les familles nombreuses (3 enfants et plus) et les familles monoparentales. C'est de nouveau particulièrement le cas pour le quartier « Terrasses des Provinces » mais les autres quartiers prioritaires accueillent également proportionnellement plus de ménages de ce type que le territoire environnant. Ces familles vivant dans les quartiers prioritaires de la ville peuvent être amenées à cumuler plusieurs types de difficultés, qu'elles soient visibles à travers les statistiques ou à travers les expériences des acteurs de terrain et la parole des habitants.

En effet, tout d'abord, cet écart entre les quartiers prioritaires et le reste de l'intercommunalité peut s'expliquer par le fait que plus les personnes ont des enfants, plus leur reste à vivre sera faible. Elles risquent donc plus d'être touchées par la précarité (difficulté financière notamment) et de vivre dans des espaces qui concentrent des poches de pauvreté. Cela est d'ailleurs démontré par une étude réalisée par l'INSEE pour la Revue des politiques sociales et familiales qui démontre qu' *« À partir de deux enfants dans le ménage, les niveaux de vie des individus sont nettement plus bas : 1 720 euros pour ceux vivant en couple avec deux enfants et 1 440 euros pour ceux avec trois enfants ou plus. »*.

Une autre étude réalisée par l'INSEE indique que les familles monoparentales sont deux fois plus concernées par le chômage que les personnes vivant en couple (25% contre 12%). Ces personnes sont plus susceptibles d'être dans une situation de difficulté financière que les autres et donc de se loger auprès de bailleurs sociaux proposant des loyers plus abordables. L'INSEE le confirme :

« lorsque les parents vivent seuls avec leurs enfants mineurs, ils sont deux fois moins souvent propriétaires de leur logement que les autres familles. Ils sont également près de trois fois plus fréquemment locataires d'une habitation à loyer modéré (HLM) et beaucoup moins nombreux à résider dans une maison individuelle. Bien que bénéficiant de ressources plus faibles, les familles monoparentales résident plus souvent en milieu urbain où les prix des logements, à la vente comme à la location, sont plus élevés. ».

Nous constatons donc la surreprésentation de typologies de familles qui sont plus vulnérables face à la précarité dans les quartiers prioritaires.

En plus des problématiques relatives à la précarité, les documents que les partenaires nous ont fournis font état d'autres difficultés vécues par les familles vivant dans les trois quartiers prioritaires de la CAPFT. Celles qui ressortent de manière unanime pour ces acteurs de terrain sont liées à la parentalité et notamment la difficulté dans la relation avec les enfants ou des questionnements quant à leur éducation avec un besoin d'être aidé. La solitude face aux difficultés parentales quotidiennes fait également parti du constat des partenaires. Cela s'est notamment observé directement lors d'activités dédiés aux familles. C'est le cas pour la Maison des Quartiers qui lors des Réseaux d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnements des Parents a pu affiner les besoins et difficultés que les familles vivaient :

« À travers leurs participations aux temps proposés par le biais des Paroles de Parents, les échanges entre chacune des familles participantes leur ont permis de lever certaines de leurs difficultés, trouver des réponses en lien avec la pose d'un cadre, de la gestion des émotions de leurs enfants, la parole s'est libérée et tous ont pu faire part de leur besoins et attentes pour le déroulé des séances futures. Une réelle demande est présente en matière de soutien à la parentalité, basée sur un fonctionnement rendant les parents acteurs de ces temps et répondant ainsi au mieux à leurs attentes et besoins. ».

De la même façon, à l'occasion des échanges prenant place dans l'espace « la cabane », lieu de rencontre dédié aux parents et enfants de moins de 4 ans du Centre Social ô Couleurs du Monde, de nombreux sujets ont pu être évoqués tels que la gestion des pleurs chez l'enfant, le développement de l'enfant, le cadre et les règles à la maison, l'autorité parentale, ou le harcèlement scolaire par exemple. Le centre social explique qu'il « *permet aux enfants de jouer ensemble, et aux parents de faire connaissance et d'échanger sur des thématiques liées à l'éducation de leurs enfants.* ». Les éléments évoqués lors de ces réunions démontrent bien le besoin pour ces parents d'être écoutés et de bénéficier de conseils dans l'éducation de leurs enfants.

Lorsque le Centre Social Jacques Prévert interroge ses partenaires de terrain sur la question de la parentalité, il est évoqué le fait que les habitants du territoire ne sollicitent pas les travailleurs sociaux sur ces thématiques mais plutôt pour des sujets administratifs. C'est ensuite le professionnel lui-même qui repère lorsque cette problématique est présente. Toutefois, le Centre Social souligne que lorsque les personnes commencent à participer à une action dans leur centre en lien avec le soutien à la parentalité, elles s'inscrivent souvent à plusieurs d'entre elles. Des liens se créent entre les participants et cela « *a permis une prise de parole plus régulière lors des échanges, plus fluide sans crainte du regard ou des réactions des autres personnes présentes. Les échanges ont donc été nombreux et constructifs relevant parfois d'éléments très personnels que les parents avaient besoin d'aborder* ». Le travail des acteurs de prévention spécialisée les amène à être le réceptacle des difficultés que les familles vivent, ils expliquent que « *Cette proximité permet aux familles de se confier et de parler de leurs histoires familiales et à l'éducateur d'adopter une posture de « soutien à la parentalité ».* Les situations nécessitant un suivi individuel ont fait l'objet d'une fiche de suivi individuel qui nous permet de travailler les compétences parentales, les moyens et aussi les objectifs à atteindre par la famille. » Sur le quartier « Saint-Pierre – La Milliaire », l'association rajoute que les parents reviennent souvent demander la poursuite de cet accompagnement à la parentalité qui les soutient dans leurs rôles.

Il s'agit donc pour les acteurs de terrain de proposer un soutien à la parentalité pour toutes les difficultés que les parents peuvent rencontrer (conflits, charge mentale, sentiment de culpabilité). L'enjeu est également de pouvoir proposer aux familles des expériences collectives qui renforcent les relations de confiance mutuelle entre jeunes et parents et les échanges de savoir/ de soutien entre pairs.

Des situations socio-professionnelles précaires.

Les données relevant de la situation socio-économique des habitants des quartiers prioritaires de la ville font ressortir le fait que le taux de chômage est plus important dans ces espaces que dans celui de la CAPFT, et donc que le taux d'emploi est environ 20% plus bas dans ces quartiers que dans le reste du territoire. On repère également que le taux d'inactif aux « Terrasses des Provinces », à « Saint-Pierre – la Milliaire » et à la « Côte des Roses » est bien plus important que dans le reste du territoire (presque le double). Il est à noter que,

contrairement à la CAPFT et aux « Terrasses des Provinces », le taux d'inactif est en augmentation dans les deux autres quartiers prioritaires. Les quartiers prioritaires de la ville regroupent aussi majoritairement des ouvriers et des employés. Ils sont plus nombreux dans ces espaces que dans les communes.

Il est possible d'émettre l'hypothèse que le taux de chômage et d'inactifs est plus important dans ces quartiers, car ce sont des territoires qui sont sélectionnés en raison du taux de pauvreté. C'est d'ailleurs ce que rappelle le rapport de l'Observatoire National de la Politique de la Ville de 2018 :

« les habitants des QPV déménagent autant que les habitants des autres quartiers des unités urbaines englobantes et les entrants sont plus pauvres que les sortants. Les quartiers prioritaires jouent donc un rôle d'accueil de populations en difficulté. ».

Les personnes au chômage ou ne travaillant pas n'ont généralement pas des ressources très élevées (allocations ou minimas sociaux) et font donc partie du ciblage des quartiers prioritaires de la ville. Cela explique également le fait que la population des quartiers prioritaires de la CAPFT est globalement plus couverte par les minimas sociaux que le reste du territoire (même si les chiffres d'un quartier prioritaire de la ville à l'autre diffèrent : 30,1% des habitants bénéficiaires des minimas sociaux aux « Terrasses des Provinces », 26,3% aux « Saint-Pierre – la Milliaire », et 17% à la « Côte des Roses ».).

Parmi les minimas sociaux, l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) présente aussi un écart avec le reste des territoires. Les personnes habitant dans les quartiers prioritaires sont plus nombreuses à être titulaire de ce droit que dans l'agglomération englobante (chiffre qui triple par rapport au reste du territoire). En plus de l'explication de la surreprésentation des bénéficiaires des minimas sociaux dans les quartiers prioritaires, on peut ajouter qu'il est possible qu'en plus d'habiter dans les quartiers prioritaires de la ville en raison de leurs bas revenus, les personnes peuvent également développer certaines problématiques de santé en raison de leurs situations de précarité. L'espace régional collaboratif d'expertise et de ressources en promotion de la santé de la Loire indique que *« la prévalence des maladies graves les plus fréquentes est augmentée dans les groupes sociaux les moins favorisés. Ce constat, qui concerne aussi bien les affections métaboliques (diabète), cardiovasculaires, cancéreuses, que la santé mentale, est particulièrement bien établi en France ».*

Les personnes vivant dans les QPV sont donc plus à risque d'avoir des problèmes de santé qui pourraient ensuite être reconnus par la Maison Départementale des personnes Handicapées (MDPH). En effet, pour rappel la définition du handicap proposé par la loi du 11 février 2005 est la suivante : *« Constitue un handicap [...] toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans un environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé "invalidant" ».*

Toute problématique de santé n'implique donc pas forcément d'être en situation de handicap mais une affection peut, dans certaines situations, amener à la nécessité de faire reconnaître sa situation à la MDPH. Les personnes vivant dans les QPV étant plus nombreuses à être concernées par des problèmes de santé, elles sont donc aussi probablement plus nombreuses à bénéficier de l'AAH.

Sans se restreindre au handicap, l'inactivité professionnelle des habitants des quartiers prioritaires de la ville peut s'expliquer de différentes manières selon les situations personnelles de chacun. Toutefois, le fait que ces taux soient bien plus élevés dans ces territoires qu'ailleurs montre bien qu'il y a une problématique spécifique, qui pourrait provenir, comme pour les situations des jeunes, du cumul des difficultés des habitants, diminuant leur possibilité de trouver un emploi. L'ONPV résume cela à l'échelle nationale de la manière suivante :

« 41,2 % des habitants des QPV âgés de 15 à 64 ans sont inactifs, soit parce qu'ils sont en formation ou en études (12,0 %), soit pour d'autres raisons : maladie, contraintes familiales, découragement, souhait de ne pas travailler, etc. (29,2 %). Les personnes dans ce dernier cas sont proportionnellement plus nombreuses dans les quartiers prioritaires, ce qui explique la quasi-totalité de l'écart constaté en matière de taux d'activité entre quartiers prioritaires et autres quartiers des unités urbaines englobantes (-13,6 points d'écart). ».

Cet écart entre les territoires est également visible dans l'accès à l'emploi pour des personnes à diplôme équivalent : *« À niveau de formation comparable, les habitants des QPV occupent souvent un emploi moins qualifié que les habitants du reste des agglomérations englobantes (Rapport ONPV 2015 cité par Dieusaert 4.3). ».* Cela démontre une réelle problématique pour les habitants de ces quartiers d'être inséré professionnellement. Les professions que l'on retrouve le plus dans les quartiers prioritaires de la ville français sont les ouvriers et les employés, comme c'est le cas aux « Terrasses des Provinces », à « Saint-Pierre – la Milliaire et à « la Côte des Roses » : *« Près de trois quarts du 1,3 million d'actifs en emploi résidant en QPV sont employés ou ouvriers (72,7 %, contre 42,0 % dans les autres quartiers des unités urbaines englobantes) (Dieusaert 4.3). ».* Comme évoqué précédemment, cela s'explique en partie par le faible taux de personnes diplômées de l'enseignement supérieur.

Les partenaires de terrain observent eux aussi quotidiennement la problématique de pauvreté économique et de difficulté d'insertion auprès des habitants qu'ils rencontrent. Par exemple, le centre social Ô couleurs du monde repère une augmentation de cette pauvreté : *« le fossé des inégalités s'est creusé un peu plus entre les familles du quartier Terrasses des Provinces et les autres suite à la crise sanitaire que nous traversons. Les situations de pauvreté se sont accentuées et touchent de nombreuses familles monoparentales avec fratries (augmentation des bas QF, multiplication des règlements échelonnés, augmentation des familles dans les activités non payantes...). ».* Les professionnels témoignent d'une paupérisation des quartiers avec la persistance de la précarité de leurs habitants et un certain nombre d'entre eux qui n'ont pas d'activité professionnelle.

L'insertion professionnelle est travaillée par certains partenaires qui repèrent en particulier une difficulté sur ce point pour les jeunes de moins de 25 ans qui souhaitent s'insérer professionnellement, mais qui seraient moins autonomes et cumuleraient des freins liés à l'emploi. En effet, dans leur accompagnement vers l'emploi, les professionnels de la Mission Locale du Nord Mosellan notent que *« en terme d'insertion professionnelle, les résultats 2022 relatifs en nombre de situations est en baisse de 9,5%, après une progression de près de 11% entre 2021 et 2020. [...] l'explication réside dans le fait que le niveau d'autonomie des jeunes accueillis en 2022 est plus faible et qu'ils cumulent des freins d'accès à l'emploi et/ou la formation »*

L'enjeu pour répondre à cette problématique est d'accompagner vers l'insertion sociale et professionnelle afin qu'il y ait un retour ou une entrée dans la vie active et donc une sortie des situations de pauvreté. Le travail en amont sur les freins qui empêchent l'entrée dans la vie active sera nécessaire pour certains et pour d'autres un accompagnement directement lié à l'emploi pourra être réalisé. Lors d'une réunion entre partenaires, il a été évoqué que malgré les actions à visée d'insertion professionnelle, une partie du public était difficilement mobilisable et leur présence lors des actions était plutôt fluctuante. C'est un enjeu qui doit être pris en compte dans le cadre de cette thématique. Il a également été ajouté la difficulté pour certaines personnes de s'approprier les codes du monde professionnel. Cela freine leur insertion professionnelle et fait partie des éléments pris en considération dans les accompagnements mis en place.

La mise en commun des éléments statistiques et de terrain permet d'avoir une image globale et plus complète de la situation économique et professionnelle des habitants des quartiers prioritaires de la ville.

Des problématiques connexes repérées par les acteurs de terrain :

Lors de la construction du diagnostic, certains éléments ont été relevés par les partenaires mais ne sont pas visibles à travers des statistiques et des données chiffrées car ils relèvent de situations personnelles vécues, d'expériences, de parcours ou de difficultés qui ne sont pas chiffrables mais qui sont pourtant réelles et constatées unanimement par les acteurs de terrain. Il est donc important de pouvoir également les intégrer à ce diagnostic du contrat de ville.

Quatre thématiques ressortent et prennent la forme de problématiques vécues par les habitants des quartiers prioritaires : l'accès au droit et à la médiation, le numérique, la santé et la mobilité.

▯ Accès aux droits et médiation

La thématique de l'accès au droit et à la médiation est apparue à travers les documents des partenaires à partir de la problématique du civisme. En effet, lorsque les habitants sont interrogés sur les problématiques qu'ils repèrent dans leurs quartiers, les problématiques liées au civisme et aux relations de voisinage ressortent régulièrement. Par exemple, l'enquête que le Centre Social Jacques Prévert a effectuée auprès des habitants du quartier « Saint Pierre - La Milliaire » fait ressortir que 42,10% (40 sur 95) des répondants estiment que le civisme est à améliorer et 31,50% (30 sur 95) les relations de voisinage. Le diagnostic du centre social ô Couleurs du Monde met également en avant le fait que les travailleurs sociaux du territoire de Yutz observent une concentration des difficultés dans le quartier prioritaire Terrasses des Provinces dont celles de l'insécurité liée au trafic et à la consommation de stupéfiants et « *l'agressivité verbale et parfois physique entre les habitants du quartier et/ou leurs enfants* ». Il peut donc, selon les thématiques et les quartiers, y avoir des tensions. L'enjeu est donc de pouvoir proposer des espaces de médiation et d'accompagner les personnes pour qu'elles puissent faire valoir leurs droits lorsqu'elles ne le font pas ou ne savent pas le faire.

▯ Numérique

En plus d'accompagner les citoyens pour ouvrir leurs droits, les acteurs expliquent aussi les accompagner dans tout ce qui touche au numérique car, malgré les bons côtés, cela peut aussi leur poser des difficultés. En effet, ils déclinent trois problématiques :

- Les personnes qui ne savent pas utiliser l'outil numérique ou n'en disposent pas sont dans l'incapacité de réaliser certaines démarches administratives qui sont désormais seulement faisables sur internet. L'enjeu est donc de pouvoir accompagner les plus vulnérables dans les usages du numérique pour favoriser leur épanouissement et leur permettre d'accéder à leurs droits. Ce constat est par exemple réalisé par la Maison des Quartiers qui note que « *des adolescents et enfants n'ont pas accès à l'outil informatique au sein de leur famille. Une action autour de la découverte des activités numériques est un support incontournable pour réduire la fracture technologique et donc sociale.* ». Le Centre Social Jacques Prévert y a dédié un axe spécifique dans

son projet social, car le recours au numérique est de plus en plus incontournable. Ils ont donc « *intensifié les actions d'accompagnement aux usages numériques des publics victimes de la fracture numérique.* » Ils estiment que les ateliers et accompagnements mis en place à ce sujet ont encouragé les personnes à y avoir recours et a rendu leurs démarches plus aisées.

- Une problématique liée aux usages qui sont faits de l'outil numérique : pas de distanciation faite par les personnes (adultes et jeunes) entre les informations diffusées et la réalité (*fake news* par exemple). Ces constats ont été faits à l'occasion de divers échanges que les professionnels ont eus avec les habitants des quartiers. Le Centre Social Jacques Prévert illustre ces situations de la manière suivante : « *Les professionnels du centre ont alors fait preuve de pédagogie pour sensibiliser les parents à la façon dont ils pouvaient appréhender les informations contradictoires relayées sur les réseaux sociaux notamment et qui pouvaient avoir une influence négative sur leur positionnement parental. Ex : question de la vaccination chez les adultes et chez les ados et plus tard sur les enfants, craintes liées à l'évolution incertaines de la situation comme la fermeture des écoles, l'émergence de nouveaux variants, etc.* »
- Enfin, les acteurs repèrent qu'il y a de nombreux enfants qui seraient rivés aux écrans et une difficulté pour certains parents d'imposer des limites ou d'encadrer ces usages. L'enjeu ici est de pouvoir outiller et accompagner les parents dans la réussite éducative de leur enfant en réduisant les inégalités liées au numérique. Dans ce sens, le centre social ô Couleurs du Monde a fait émerger un projet de création de courts-métrages et de groupes de paroles autour de l'utilisation des jeux vidéo et de l'outil numérique à la suite de « *ces questionnements et à la culpabilité palpable de certaines familles lors des groupes de paroles organisés au centre social (de juillet 2020 à mai 2021), sur l'utilisation "abusive" des écrans par leurs enfants.* ». C'est un sujet que les professionnels du centre social voient revenir lors de chaque groupe d'échange. Le centre social Jacques Prévert a également dédié un axe de travail au numérique en lien avec la parentalité qui leur permet de mettre en place des actions qui vont dans le sens de la problématique évoquée par exemple : « *le CLAS a accueilli une fois par trimestre parents et enfants afin de les inciter à utiliser cet outil de manière éducative et pédagogique. Nous les avons également sensibilisés aux outils pouvant être mis en place à domicile pour utiliser les écrans de façon optimale. Ce moment d'échange a permis de sensibiliser les enfants et les parents à l'utilisation des écrans tout en dédramatisant l'image souvent négative portée par notre société actuelle à ces derniers* ».

▮ Santé

Lorsque le thème de la santé est évoqué, la problématique principale qui ressort est la difficulté d'accéder aux professionnels de santé (santé mentale notamment) pour les habitants des quartiers prioritaires de la CAPFT. Le diagnostic du centre social ô Couleurs du Monde évoque le fait que les travailleurs sociaux du territoire de Yutz observent une concentration des difficultés dans le quartier prioritaire dont celles du « *manque de commodités et d'accès aux soins* ». Le centre social Jacques Prévert met en avant que la problématique de la santé est difficile à aborder de front, car elle touche à des éléments intimes dont les personnes n'ont pas forcément envie de parler. Toutefois, des actions périphériques à la santé (sport, ateliers cuisine) sont mises en place par un certain nombre d'acteurs. D'autres vont également pouvoir

intervenir sur ce sujet, à la demande de la personne. C'est le cas par exemple de la Mission Locale du Nord Mosellan qui sur l'année 2022 a accompagné 220 jeunes sur 813 (soit 27,1%) pour une problématique de santé.

▯ Mobilité

Enfin, des retours des partenaires de terrain ressort le fait que la mobilité est un frein pour les habitants, que ce soit pour leur vie personnelle ou bien leur insertion socio-professionnelle. En effet, pour l'année 2021, la Mission Locale du Nord Mosellan met en avant que seulement 46,3 % des jeunes (soit 400 sur 863) se disent mobiles lors de leurs recherches d'emploi, 9,8% (85 jeunes sur 863) le sont très peu, voire pas et 46,3% (378 sur 863) le sont peu. Ces chiffres ont toutefois augmenté en 2022 (61,7% soit 520 sur 843 jeunes accompagnés sur le territoire se disent mobiles). De plus, 60,6% (511 sur 843) des jeunes accompagnés par la Mission Locale n'ont pas le permis (quartier prioritaire et reste du territoire). Les jeunes sont déjà en difficulté pour accéder à l'emploi et cet élément est un frein supplémentaire à leur insertion. L'enjeu serait donc de pouvoir lever les freins liés à la mobilité (aide au permis, inscription au réseau de bus, etc.). Le centre social ô Couleurs du Monde fait valoir l'isolement territorial de la ville de Yutz : fermeture d'un supermarché du quartier prioritaire, plus de médecin dans le quartier et déménagement du CMS plus loin du quartier prioritaire (dont 48% des usagers proviennent de ce quartier). Travailler sur la mobilité des habitants permettrait de faciliter les déplacements et de réduire cet isolement géographique. Le dispositif proxi'job a d'ailleurs mis en place une action ayant pour objectif de lever les freins à la mobilité et de permettre aux personnes (8 en 2020, 9 en 2021 et 8 en 2022) de s'essayer à l'utilisation des transports en commun, du vélo et de la marche, notant que la mobilité était bien un frein pour les personnes (ici pour accéder à l'emploi).

Pour conclure...

Cela vient d'être décrit, les trois quartiers prioritaires de la CAPFT sont plus jeunes que le reste du territoire. La jeunesse qui y réside y est généralement moins diplômée qu'ailleurs et est plus touchée par le chômage et l'inactivité (ni emploi, ni formation). Lorsqu'un focus est réalisé sur la scolarité de ces jeunes, il en ressort qu'ils sont plus en retard que le reste du territoire (taux de retard en troisième) et les acteurs notent une difficulté pour certains à s'impliquer dans leur scolarité et pour leurs parents de les aider sur ce point. Ils cumulent d'ailleurs des situations qui les rendent statistiquement plus susceptibles de cumuler du retard à l'entrée en 6^{ème}. Mais ces jeunes vivent aussi d'autres situations qui ont pu être mises à jour par les partenaires de terrains telles que des difficultés liées à la santé mentale, le besoin de se retrouver entre pairs ou d'avoir une activité qui les fait sortir de leur quotidien. Tous ces éléments permettent donc d'avoir un portrait de la jeunesse qui vit au sein des quartiers prioritaires de la ville.

Un aperçu a été proposé sur la composition des ménages vivant dans ces quartiers, qui est majoritairement constituée de familles monoparentales et nombreuses. En s'appuyant sur des données statistiques et sociologiques, il a été démontré que ces familles risquent davantage d'être dans des situations de précarité économique que d'autres qui seraient composées autrement (famille nucléaire par exemple).

Il a également été démontré qu'une partie des habitants des quartiers prioritaires étaient en fait plus à risque de vivre en situation de précarité, au vu du taux d'inactivité et de bénéficiaires de minimas sociaux, qui est plus élevée que dans le reste du territoire. L'hypothèse est faite que le cumul des difficultés (garde d'enfant, maladie, contraintes familiales, mobilité, langue, faible qualification) qui sont présente dans ces espaces augmente ce risque. Cela est confirmé par les professionnels qui observent également ces freins auprès des personnes qu'ils accompagnent et qui notent une paupérisation récente de leur public (post-covid notamment).

Les professionnels ont également mis en avant des éléments ne figurant pas spécifiquement dans les données statistiques. Ils ont pu décrire le fait que les citoyens vivant dans les quartiers prioritaires de la CAPFT pouvaient être confrontés à des problématiques telle que celle des conflits entre voisins, ce qui nécessitait la possibilité de se faire accompagner dans des démarches, voire dans des séances de médiation. Il a également été mis en avant par les acteurs que les habitants pouvaient avoir des difficultés avec le numérique, que ce soit dans l'usage en lui-même, dans la distinction entre ce qui y est dit et la réalité ou bien dans la gestion des temps d'écran ou des usages de leurs enfants. Sur les trois quartiers, il a également été indiqué le fait qu'il y ait peu de possibilité de se faire soigner, tandis que l'on retrouve des problématiques de santé de plus en plus présentes (santé mentale notamment). Enfin, le fait que la mobilité pouvait être un réel problème dans les quartiers prioritaires du territoire et freiner dans les projets des habitants a été évoqué (emploi, loisir, courses, etc.).

Tous ces éléments permettent d'avoir un aperçu de la réalité des habitants des quartiers prioritaires de la ville, qui ne se veut toutefois pas exhaustif, mais plutôt un état complet de ce que peuvent être amené à vivre ces personnes.

Bibliographie :

Texte officiel :

- Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (JORF n°0036 du 12 février 2005)

Articles lus :

- Baccaïni B, De Lapasse B, Lebeaupin F, Monso O, Depp. (2014) . Le retard scolaire à l'entrée en 6^{ème} : plus fréquent dans les territoires les plus défavorisés. *Insee Première*. 1512, pp.1-4.
- Lorgnet J-P, Pujol J. (2009). Familles et pauvreté : aspects statiques et dynamiques. *Politiques sociales et familiales ; Familles et pauvreté : mesurer, agir, comparer*, 98, pp. 71-77.
- Rabier, R. (2014). Les familles monoparentales, souvent en situation de précarité. *Insee Analyses Languedoc-Roussillon*. 02, p.1-4.

Documents consultés :

- Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du travail et des Solidarités. (2022). *Les jeunes ni en emploi ni en formation (NEET) en 2018 dans le Grand Est : éléments de diagnostic*. Pp.1-15.

Documents en ligne :

- INJEP. (2021). *Qui sont les jeunes des quartiers de la politique de la ville (QPV)*. Consulté le 01.06.2023 sur https://injep.fr/wp-content/uploads/2021/03/FR54_JeunesQPV.pdf . Pp. 1-2
- Observatoire National de la Politique de la Ville. (2018). *Rapport annuel : Emploi et développement économique dans les quartiers prioritaires*. Consulté le 15.06.2023 sur http://www.onpv.fr/uploads/media_items/tome1_rapportonpv2018.original.pdf .Pp.1-223.
- PromoSanté Pays de la Loire (juillet 2019). *Porte-Clés Santé Inégalités sociales de santé*. Consulté le 06.07.2023 sur https://interactionsmdl.fr/_docs/Fichier/2020/3-200331101520.pdf .

Documents internes provenant des partenaires :

- APSIS Emergence. (2022). *Rapport d'activité 2021 secteur Thionville Côte des Roses*. Thionville : APSIS Emergence.
- APSIS Emergence. (2022). *Rapport d'activité 2021 secteur Yutz*. Yutz : APSIS Emergence.
- Centre social ô Couleurs du Monde. (2021). *Bilan 2021*. Yutz : Centre social ô Couleurs du Monde
- Centre social ô Couleurs du Monde. (?). *Diagnostic du territoire, état des lieux (population, logement, emploi, formation..)*. Yutz : Centre social ô Couleurs du Monde.
- Centre social Jacques Prévert. (2021). *Evaluation 2021*. Thionville : Centre social Jacques Prévert.
- Centre social Jacques Prévert. (2020). *Projet social 2020/2023*. Thionville : Centre social Jacques Prévert.
- Maison des quartiers. (2022). *Evaluation année 3 du Projet Social 2020-2024*. Thionville : Maison des Quartiers.
- Mission Locale du Nord Mosellan. (2023). *Bilan d'activité 2022 de la MLNM sur le territoire de la communauté d'agglomération de Portes de France Thionville*. Thionville : Mission Locale du Nord Mosellan.

Ouvrages consultés :

- OCDE. (2012). *Mal-être au travail ? : Mythes et réalités sur la santé mentale et l'emploi, Santé mentale et emploi*, Paris : Éditions OCDE, pp 219-231.

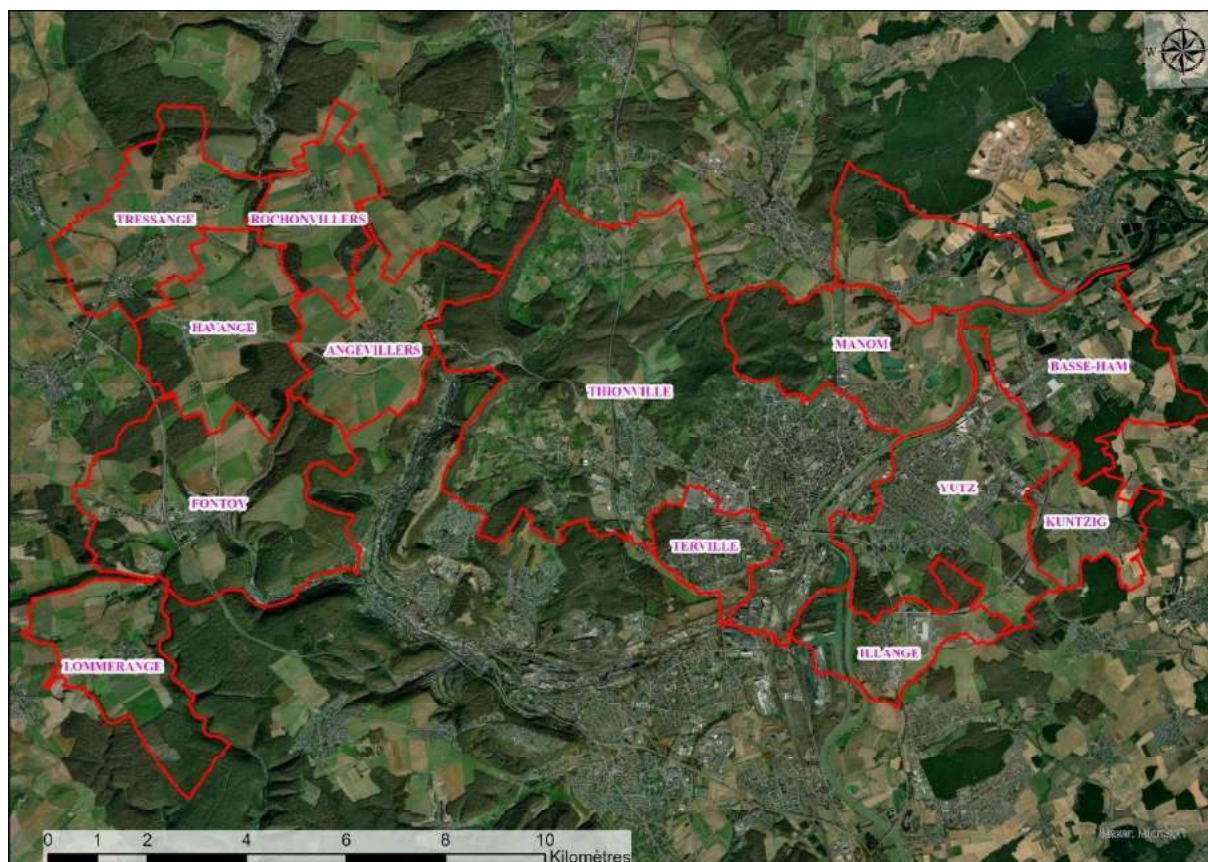
F) Les QPV, intégrés dans un territoire

Contexte territorial

Après avoir abordé chacun des quartiers prioritaires, une vision élargie du territoire est présentée pour mettre en avant le contexte territorial dans lequel s'inscrivent les trois quartiers prioritaires. Ces trois quartiers prioritaires sont situés dans deux communes (Thionville et Yutz), intégrées à une intercommunalité : la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville.

Les éléments de diagnostic présentés ci-dessous sont essentiellement composés d'éléments provenant du diagnostic de la « Convention Territoriale Globale » copilotée par la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville et la Caisse d'Allocations Familiales ainsi que du bulletin annuel 2022 de « l'Observatoire de l'Action Sociale Départementale ».

Carte 1 : Territoire de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville, incluant les frontières administratives des treize communes



Source : *Système d'Information Géographique de la CAPFT*

Depuis 1968, la population de la CAPFT, tout comme celle de la Moselle, est relativement stable. Entre 2013 et 2018, le territoire a ainsi vu sa population augmenter de 570 habitants. Cette tendance s'inscrit entre celle mesurée à l'échelle départementale et à l'échelle nationale. La CAPFT compte 80 039 habitants en 2018.

La commune de Thionville est, de loin, la plus dense et la plus peuplée de la CAPFT avec 40 477 habitants, soit 50,6 % de la population. Elle est la deuxième ville la plus peuplée du département après Metz. Yutz compte 16 633 habitants en 2018, représentant la deuxième ville de la CAPFT. Ainsi, la CAPFT se présente comme une intercommunalité avec une centralité urbaine et une périphérie rurale. C'est au sein de la centralité urbaine que se situe les quartiers prioritaires.

Le territoire intercommunal compte 40 957 logements, dont 90,2 % sont des résidences principales, un taux plus élevé que la moyenne nationale (82,1%). 8,8 % des logements sont vacants, ce qui peut indiquer une défaillance du parc immobilier au sens où une partie des logements se trouvent laissée à l'abandon. De plus, le parc immobilier est composé à 58,7 % d'appartements, une proportion plus importante qu'à l'échelle du département (44,2 %) ou de la France métropolitaine. Le renouvellement de la population, avec notamment l'arrivée de cadres travaillant au Luxembourg, engendre une tension du parc immobilier dans certaines communes. L'Observatoire de l'Habitat souligne par ailleurs que les prix moyens du marché de l'immobilier sont plus importants sur la CAPFT qu'en Moselle au regard de différents indicateurs (prix moyen au m² des maisons dans l'ancien, prix moyen au m² des appartements, loyer moyen de marché dans le parc privé et le parc social).

À partir de la compétence « Habitat », la CAPFT observe également un taux de rotation faible dans les logements sociaux, indiquant un faible renouvellement des résidents. Or, ce faible taux de rotation peut soulever des enjeux concernant le parcours résidentiel à la fois de ceux ayant besoin d'un logement social et de ceux y résidant. Les premiers peuvent rencontrer des difficultés à accéder à un logement abordable, et pour les jeunes à initier un parcours résidentiel. Concernant les seconds, ce faible taux peut traduire une difficulté d'accès à la propriété ou de poursuite du parcours résidentiel en dehors du parc social.

La population de la CAPFT est majoritairement composée d'adultes âgés de 25 à 64 ans (53,9%), conformément aux tendances départementale et nationale. La part de jeunes (moins de 24 ans) sur le territoire (27%) est légèrement inférieure à celle observée sur les échelons de comparaison tandis que la part des seniors est similaire à celle observée sur les territoires de comparaison. Un phénomène de gérontocroissance est également constaté sur le territoire avec l'augmentation de la population des seniors âgés entre 65 et 79 ans et de plus de 80 ans. L'augmentation constatée est plus importante qu'à l'échelle de la Moselle. Enfin, la population jeune diminue légèrement sur le territoire, de la même manière qu'en Moselle et plus rapidement qu'à l'échelle de la France métropolitaine.

Avec plus de la moitié des ménages composés d'une famille, la population de la CAPFT est majoritairement familiale, bien que le nombre de ménages d'une personne soit plus élevé qu'en Moselle et qu'en France métropolitaine. Par ailleurs, cette tendance générale ne se transpose pas pour Thionville, où la proportion de ménages d'une personne est plus élevée que sur le reste de la CAPFT.

La proportion de la population avec un diplôme équivalent au « Certificat d'Aptitude Professionnelle » ou « Brevet d'Études Professionnelles » est majoritaire au sein de la CAPFT, tandis que la part de la population sans diplôme y est plus faible qu'ailleurs (id est en Moselle et en France métropolitaine). Ainsi, la part des diplômés de l'enseignement supérieur au sein de la CAPFT est plus élevée que les échelons de comparaison.

Les cadres ou les professions intellectuelles supérieures représentent 9,5 % de la population, une proportion qui est supérieure à celle du département (6,8 %). En lien avec le phénomène de gérontocroissance évoqué plus haut, les retraités représentent 25,1 % de la population. Enfin, les employés et les ouvriers constituent respectivement 19,4 % et 11,6 % de la population.

La centralité urbaine de la CAPFT est davantage exposée au chômage de la population active, avec un taux de chômage situé entre 12 % et 14,6 %. Sur le territoire intercommunal, 11,3 % des salariés travaillent avec un contrat précaire (C.D.D., intérim, emploi aidé, stage, apprentissage), un taux qui est inférieur aux données départementales comme nationales.

Considérant le revenu médian par unité de consommation, la population du territoire apparaît protégée avec une moyenne supérieure en 2018 (23 480 €) à celle départementale (21 650 €) et nationale (21 730 €). Le taux de pauvreté des ménages au seuil de 60 % est légèrement moins élevé sur le territoire (15 %) qu'à l'échelle départementale mais supérieure à l'échelle nationale. Le revenu des ménages est plus élevé à l'ouest de la Communauté d'Agglomération alors que le niveau de vie des habitants est plus faible dans la centralité urbaine, où le revenu mensuel médian est compris entre 1 810 € et 2 000 €. À noter par ailleurs que la part des ménages fiscaux imposés au sein de la CAPFT est relativement faible : 33,5 % contre 37,9 % au niveau départemental et 43,7 % au niveau nationale. Cette donnée peut indiquer des inégalités au sein du territoire et une population qui peut présenter des facteurs de vulnérabilité économique.

En 2020, 30 523 personnes sont couvertes par une allocation de la CAF, représentant ainsi 38,1 % de la population de la CAPFT. Près de la moitié de ces allocataires sont des personnes isolées alors que la part des couples avec enfants parmi les allocataires est inférieure aux deux autres échelles territoriales de comparaison. Les allocataires de la CAPFT présentent des facteurs de vulnérabilité au sens où pour 25 % d'entre eux les prestations sociales représentent la moitié ou plus de leur revenu. Pour 14,4 %, les prestations sociales représentent l'intégralité du revenu. Ces proportions sont supérieures aux moyennes nationales : 21,6 % et 12,5 %.

En 2019, 2 008 personnes sont bénéficiaires du R.S.A., ce qui représente une population de 3 703 personnes couvertes. La part de ces bénéficiaires représente 15,2 % de la population, en légère hausse par rapport aux données départementales. Cet élément vient confirmer une certaine fragilité économique de la population.

Le territoire compte 1 438 adultes allocataires de l'Allocation Adulte Handicapé et 185 personnes bénéficiaires de l'Allocation Éducation Enfant Handicapé. Rapportés à la population totale, ces chiffres font valoir une proportion moindre d'habitants en situation de handicap par rapport à la moyenne nationale.

Le projet de territoire de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville repose sur des grandes thématiques, à savoir :

- La transition écologique et les mobilités ;
- La citoyenneté et les solidarités ;
- L'attractivité économique ;
- Le rayonnement du territoire communautaire

ANNEXE 4

Appel à Projets du Contrat de Ville (2024-2030)

IV) Annexe 4 : Appel à Projets du Contrat de Ville (2024-2030)

Dans le cadre de la Politique de la Ville, l'État débloque un budget annuel consacré à la Politique de la Ville : le « Budget Opérationnel de Programme n° 147 » (BOP 147). Ce budget est voté au niveau national avant d'être équitablement réparti sur l'ensemble des territoires comprenant des quartiers prioritaires. De plus, la Politique de la Ville permet aux communes dans lesquelles est situé au moins un quartier prioritaire, ainsi qu'à l'intercommunalité de référence, de débloquent annuellement des budgets dédiés au soutien de projets innovants à destination des habitants des quartiers prioritaires.

Concernant le territoire de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville, quatre enveloppes budgétaires sont dédiées annuellement aux quartiers prioritaires depuis la signature du Contrat de Ville (2015-2023).

Afin d'allouer les budgets dédiés, les quatre financeurs publient chaque année un appel à projets. Des associations, des organismes et établissements publics ainsi que des collectivités peuvent déposer une demande de subvention, en répondant aux priorités qui y sont indiquées. Outre les priorités, les structures doivent surtout cibler des bénéficiaires résidant en quartier prioritaire.

Dans le cadre du Contrat de Ville (2015-2023), ces projets étaient répertoriés selon les trois piliers :

- Cohésion Sociale
- Emploi et Développement Économique
- Cadre de vie et renouvellement urbain

Le pilier « Cohésion Sociale » est le pilier le plus représenté annuellement, avec des thématiques diverses abordées (parentalité, jeunesse, santé, numérique, lien social...). Concernant le pilier « Emploi et développement économique », il représente généralement un

tiers des actions soutenues, portées sur des actions innovantes d'insertion professionnelle, où des freins sont notamment levés (mobilité, formation, réentrainement, langue...). Enfin, le « Cadre de Vie et le renouvellement urbain » est le pilier qui englobe le moins d'actions. Ce fait s'explique par un pilier qui est déjà travaillé par d'autres opérations et services, comme l'environnement et la rénovation urbaine. Les actions qui y font référence s'inscrivent dans la mise en place d'espace de convivialité et d'appropriation citoyenne, à l'instar des Conseils Citoyens.

In fine, la totalité des actions programmées annuellement sont destinées aux habitants des quartiers prioritaires. Ces actions participent à identifier les difficultés auxquelles la population fait face quotidiennement et ainsi à mettre en place des interventions appropriées pour apporter des solutions adéquates aux enjeux identifiés.

Renforcer collectivement la mesure d'impact

Le soutien financier des projets dédiés à la Politique de la Ville implique également une exigence portée sur l'évaluation. En effet, chaque année, la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville produit et publie un rapport d'activité des actions programmées au titre de la Politique de la Ville. Ce rapport est notamment conçu à partir des éléments de bilan transmis par les porteurs de projets *via* un document pré-bilan, que les porteurs doivent remplir dans le cas d'un renouvellement de projet. Pour les nouveaux projets, il est vivement demandé aux porteurs de suivre la logique de ce document pré-bilan pour écrire leur bilan.

Celui-ci a été pensé comme un outil méthodologique destiné aux porteurs de projets, visant à mettre en exergue la logique « projet ». Cette logique part du besoin identifié de la population, servant de socle à chaque projet, à partir duquel les objectifs et l'ensemble du projet se construisent. À partir des objectifs établis en amont, les porteurs de projet sont invités à mesurer la réussite et l'impact de leur action.

Il a été enrichi en 2022 par le travail d'une étudiante stagiaire en première année de Master « Ingénierie et Expertise des Politiques Sociales », où des propositions d'indicateurs d'évaluation ont été établis à partir de l'analyse des pré-bilans remplis en 2020 et 2021. Ces propositions ont été réparties par thématique et annexées au document pré-bilan.

Dans la même optique, le rapport d'activité 2022 de la Politique de la Ville a été modifié pour présenter désormais les actions également par thématique, alors qu'elles étaient auparavant présentées par territoires d'intervention. Cette modification amène une meilleure lisibilité du travail engagé sur le territoire par les porteurs de projets. En effet, thématiser les projets permet à chaque porteur de voir si des projets similaires sont déployés par ailleurs, pouvant inspirer, voire créer des passerelles entre différents projets. La finalité étant que cette démarche participe à une cohésion entre les porteurs de projets, amenant un sens commun aux actions déployées.

Un dialogue de gestion ancré et horizontal

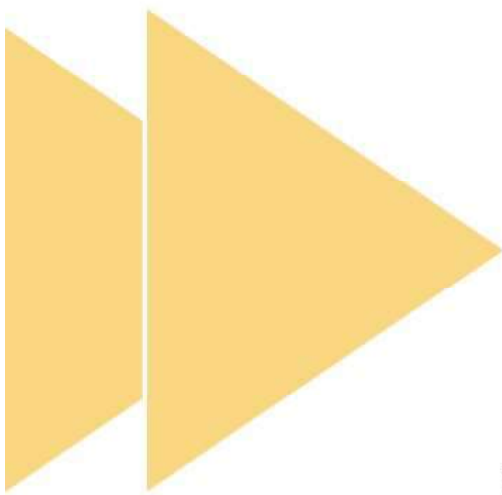
Durant l'intégralité du Contrat de Ville, le renforcement de l'évaluation des projets déployés est positionné comme l'axe principal concernant la programmation annuelle du Contrat de Ville. Il s'agit de mesurer le plus juste possible l'impact des projets auprès des habitants. C'est pourquoi cette démarche doit s'effectuer à travers un dialogue de gestion horizontal avec les porteurs de projets pour établir des bilans et des actions qui soient le plus ancrés possible.

Tous les porteurs de projets n'ont pas la même expérience, les mêmes connaissances et les mêmes moyens. Les risques de discrimination sont présents et l'idée n'est pas que cette démarche soit excluante pour certains porteurs moins coutumiers de la démarche d'évaluation. C'est la raison pour laquelle l'équipe projet du Contrat de Ville se tient à disposition des porteurs de projets en support pour la conception et l'évaluation des projets.

L'annexe du document pré-bilan renvoie justement à cette idée d'appui méthodologique à partir duquel les porteurs pourront travailler les indicateurs d'impact et d'évaluation des projets. Les indicateurs demandent effectivement des outils pour les récolter et les mesurer. Il est ainsi évident que la consolidation de l'évaluation n'est pas une démarche à court-terme. Elle a été initiée durant le précédent Contrat de Ville et sera continuée dans le nouveau (2024-2030).

La consolidation de la démarche d'évaluation au niveau de la programmation annuelle s'inscrira dans le projet de construction d'un observatoire. Il participera au versant qualitatif de cet observatoire. En effet, ces bilans d'actions contribuent à une veille collective sur les territoires, où des éléments pourraient être extraits en vue d'enrichir l'analyse qu'apportera l'observatoire. L'inscription dans l'observatoire sera d'autant plus justifiée qu'il s'agira également d'y travailler l'harmonisation des évaluations demandées par les partenaires institutionnels, notamment du Conseil départemental de la Moselle et de la Caisse d'Allocations Familiales.

Durant le déploiement du Contrat de Ville 2024-2030, une attention particulière sera portée à l'accompagnement des porteurs dans la recherche de financements privés, notamment par l'intermédiaire de fondations privées.



PRÉ BILAN 2023 POUR UNE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE L'ACTION

Document à compléter et à retourner avec la demande de renouvellement 2024 à l'adresse suivante : contratdeville@agglo-thionville.fr

||

Nom :

Numéro de SIRET :

N° RNA délivré lors de toute déclaration en Préfecture :

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date d'inscription au registre des associations :

Référence du projet :

Libellé du projet :

Code de l'action :

Libellé de l'action :

Préambule :

Le document pré-bilan demandé chaque année lors d'une demande de renouvellement d'action vise en premier lieu à fournir des éléments de bilan en vue de l'instruction des demandes de subventions.

Outre cet enjeu, il s'agit de faire valoir la méthodologie de projet avec laquelle vous avez conduit votre action en tant que porteur. L'ordre des rubriques du présent document suit une logique, partant du ou des besoin(s) identifié(s) des personnes ciblées par votre action pour finir sur la mesure de l'impact de votre action. Il constitue ainsi un appui méthodologique.

»»» Rappel du constat :

Veillez présenter de manière précise et synthétique les besoins de la population que vous avez identifiés et qui motivent votre action :

»»» Présenter le/les objectif(s) de votre action, en réponse à ce constat :

Dans la mesure du possible, décliner comme suit :

- Objectif général
- Objectif spécifique
- Objectif opérationnel

»»» Détail du public bénéficiaire de l'action :

Précision : veillez à ne plus indiquer de % mais un nombre de personnes concernant la variable QPV

Age	Homme(s)	Femme(s)	Total	Résident QPV
0-5 ans				
6-15 ans				
16-17 ans				
18-25 ans				
26-64 ans				
65 ans et plus				
Total				

»»» Quels sont les date(s) et lieu(x) de réalisation de l'action ?

»»» Quelle forme de coopération a été mise en place pour cette action ?

»»» Dans quelle mesure cette action vient-elle innover par rapport à votre activité principale et/ou le droit commun ?

»»» Quels sont les outils que vous utilisez pour l'évaluation ?
(grille d'observation, questionnaire, entretien...)

»»» En vous référant à l'annexe ci-après et à la thématique à laquelle votre action se réfère, veuillez présenter les indicateurs et

leur contenu à partir desquels vous mesurez la réussite du projet :

»»» Analyse et mesure des écarts (partie rédactionnelle) :

En partant des objectifs formulés et des résultats précédemment évoqués, constatez-vous un écart entre les objectifs formulés et les résultats de votre projet ?

Annexe

Proposition d'indicateurs d'évaluation par thématique

Cette annexe a été conçue à l'occasion d'un stage d'une étudiante en première année de Master Ingénierie et Expertise des Politiques Sociales (IEPS) de l'Université de Lorraine, au service Politique de la ville.

L'annexe décline les thématiques principales abordées dans les programmations 2019 – 2020 – 2021. Les rapports annuels de ces programmations ont été lus, ainsi que d'autres documents d'évaluation de porteurs de projets (pré-bilans ; bilans).

Tous les éléments figurant dans cette annexe viennent ainsi des écrits des porteurs de projets des programmations annuelles du Contrat de ville.

Pour chaque thématique sont rappelés la ou les problématique(s) identifié(s), le ou les enjeu(x). Des questions évaluatives sont ensuite posées, pour lesquelles sont proposés des indicateurs.

Ces indicateurs ne sont que des propositions, sur lesquelles vous pouvez vous appuyer pour écrire le bilan de l'action et répondre notamment aux deux dernières questions. Ils servent aussi de ***source d'inspiration pour que vous en proposiez d'autres et les alimentiez*** (exemple : « Environnement »).

Il en va de même pour les thématiques abordées, qui ***n'a pas été pensée comme une liste exhaustive***. Vous pouvez rapporter votre projet à une autre thématique qui n'y figure pas, ou référer votre projet à deux thématiques (exemple : « Jeunesse » et « Numérique »).

Cette annexe est amenée à être enrichie, année après année, par vos différents bilans, pouvant amener des ajouts ou des précisions concernant l'évaluation des actions mises en œuvre dans le cadre de la programmation du Contrat de ville.

Cette annexe a ainsi été pensée comme un document évolutif et a pour objectif de servir d'inspiration et non d'attentes concernant l'évaluation de vos projets. L'objectif étant que chaque année les pré-bilans soit peaufinés. C'est ainsi une démarche à moyen-terme que cette annexe institue.

Il vise enfin à renforcer la valorisation de l'impact de vos projets à l'occasion du rapport d'activité annuel, qui a repris pour l'année 2022 ces différentes catégories. Vous pourrez y avoir accès sur le site de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville.

En complément, nous vous invitons également à consulter le guide d'autoévaluation réalisé par le réseau « Culture 21 », établi à partir d'une typologie d'actions à vocation culturelle et sociale, mais transposable à de nombreux champs : [Réseau Culture 21](https://reseauculture21.fr) »
[10 ans de Paideia : Typologies – Les droits culturels en action \(reseauculture21.fr\)](https://reseauculture21.fr)

Pour les deux thématiques suivantes, des outils de suivi partagés ont déjà été conçus entre partenaires, dans le cadre de groupe de suivi du Contrat de ville (2024-2030).

Pour ne pas doubler les éléments de bilan, nous demanderons aux porteurs de bien vouloir s'y référer. Si vous ne faites pas partie de ces groupes de travail, nous vous invitons à vous tourner vers le service Politique de la ville de la Communauté d'Agglomération.

Emploi :

Se référer aux indicateurs de l'outil de suivi partagé du groupe « Emploi » du Contrat de ville (2024-2030).

À demander au besoin au service Politique de la ville de la Communauté d'Agglomération.

Scolarité :

Se référer aux indicateurs de l'outil de suivi partagé du groupe « Scolarité » du Contrat de ville (2024-2030).

À demander au besoin au service Politique de la ville de la Communauté d'Agglomération.

Parentalité :

Rappel des problématiques et enjeux relevés par les partenaires :

Problématiques principales :

Difficultés des parents dans la relation avec leurs enfants ou questionnements quant à leur éducation, avec l'expression du besoin d'être aidé. Sentiment de solitude face aux difficultés quotidiennes.

Enjeux :

Il s'agit donc pour les acteurs de terrain de proposer un soutien à la parentalité pour toutes les difficultés que les parents peuvent rencontrer (conflits, charge mentale, sentiment de culpabilité). L'enjeu est également de pouvoir proposer aux familles des expériences collectives qui renforcent les relations de confiance mutuelle entre jeunes et parents et les échanges de savoir/ de soutien entre pairs.

Proposition de questions évaluatives :

- Comment avez-vous contribué à favoriser le lien parent/enfant

Exemples d'indicateurs :

- Capacité à proposer des jeux qui favorisent l'interaction entre les enfants et entre enfant/parents ;
- Le parent joue avec son enfant ;
- Degré de participation pendant les ateliers ;
- Qualité des temps d'échanges entre professionnels et parents ;
- L'enfant/le parent semble en sécurité, a créé ses repères au sein du lieu.

- En quoi votre action/votre projet renforce-t-il les échanges de savoir/de soutien entre les pairs :

Exemples d'indicateurs :

- Nombre de familles qui ont créé un lien et se voit en dehors des séances ;
- Nombre de parents qui utilisent l'espace pour échanger entre eux ;
- Nombre de familles habituées ;
- Qualité de l'intégration des nouvelles familles (échanges avec les familles habituées) ;
- Nombre de personnes présentes simultanément.

- Votre action contribue-t-elle à faire de la prévention auprès des familles ?

Exemples d'indicateurs :

- Impact positif sur l'état psychique des enfants/adolescents (basé sur des entretiens) ;
- Nombre de situations avec apaisement de conflits ;
- Développement de l'enfant en cohérence avec son âge.

La jeunesse :

Rappel des problématiques et enjeux relevés par les partenaires :

Problématiques principales :

Une propension à la violence (agression verbale notamment) et une difficulté à échanger de manière adaptée chez les jeunes.

Nécessité d'avoir un lieu en dehors de la sphère familiale et scolaire pour se rencontrer, échanger entre eux ou avec des professionnels.

Enjeux :

Promouvoir les compétences psychosociales et la citoyenneté.

Être présent au plus près des jeunes (sur internet notamment), se faire connaître, favoriser les espaces d'échanges et orienter vers les partenaires les plus adaptés.

Proposer des espaces de rencontre dédiés aux jeunes tout en encourageant l'insertion sociale et culturelle à travers l'offre de loisirs et/ou l'accompagnement socio-éducatif.

Proposition de questions évaluatives :

- Comment votre action contribue-t-elle à promouvoir les compétences psychosociales auprès des jeunes vivant en QPV ?

Exemples d'indicateurs :

- Apaisement dans les échanges et diminution des tensions entre jeunes ;
- Acquisition des jeunes de compétences psycho-sociales (gestion de conflits, empathie, communication, etc.) ;
- Evolution des comportements collectifs (dynamique de groupe, motivation, entraide, solidarité) ;
- Evolution des comportements individuels (implication personnelle, relationnelle, développement des capacités de réflexion, d'argumentation et d'expression, estime de soi).

- De quelle manière votre action permet-elle aux jeunes d'avoir un espace leur étant dédié, dans lequel ils peuvent échanger entre eux ou avec des professionnels ?

Exemples d'indicateurs :

- Evolution du lien tissé entre les jeunes ;
- Continuité d'un accompagnement éducatif après une action ;
- Engagement dans d'autres actions.

- Si c'est le cas, comment votre action/votre projet contribue-t-elle/il à prévenir le mal-être des jeunes :

Exemples d'indicateurs :

- Bénéfice de l'accompagnement en termes de réassurance, d'estime de soi ;
- Evolution de la relation parents/adolescents (reprise des liens, apaisement des conflits...) et adolescents / adolescents ;
- Evolution du respect qu'ont les jeunes envers eux-mêmes ;
- Apaisement dans les échanges et diminution des tensions entre jeunes.

Accompagnement aux droits et médiation

Rappel des problématiques et enjeux relevés par les partenaires :

Problématiques principales :

Pas une spécifique, si ce n'est le besoin constant relatif à l'accès aux droits et d'espaces de médiation.

Enjeux :

Proposer des espaces de médiation et accompagner les personnes pour qu'elles puissent faire valoir leurs droits lorsqu'elles ne le font pas ou ne savent pas le faire.

Proposition de questions évaluatives :

- Comment contribuez-vous à la facilitation de l'accès aux droits des personnes

Exemples d'indicateurs :

- Nombre et nature des partenaires sollicités dans le cadre d'accompagnement individuel et actions collectives ;
- Nature et nombre des droits ouverts (CMUC, RSA, Allocation Adulte Handicapé, Allocation de Retour à l'Emploi par exemple) ;
- Nombre d'orientations vers des partenaires ;
- Autonomisation des personnes dans leurs démarches.

- De quelle manière favorisez-vous la médiation entre les personnes :

Exemples d'indicateurs :

- Nombre de conflits résolus à l'amiable ;
- Nombre de conflits qui ont été pris en charge par la justice ;
- Nombre de personnes ayant accédés à leurs droits (aide juridictionnelle, porter plainte, etc.).

Culture :

- De quelle manière votre action favorise-t-elle l'accès à la culture, participe-t-elle à l'ouverture culturelle et encourage-t-elle la pratique des arts par les habitants des QPV ?

Exemple d'indicateurs :

- Souhait par les bénéficiaires de participer de nouveau à une action telle que celle-ci ;
- Maîtrise de l'instrument/de la pratique ;
- Modification du degré d'autonomie au cours de l'action (par ex : utilise l'instrument à la maison) ;
- Nombre de personnes engagées dans un processus durable de création artistique à l'issue du programme.

Santé :

- ▯ Comment participez-vous à l'amélioration de la santé des habitants ?

Exemple d'indicateurs :

- Amélioration de la condition physique et de l'endurance des participants ;
- Acquisition de nouvelles connaissances liées à la santé ;
- Changement de certains comportements de santé (arrêt cigarette, inscription à un sport, etc.).

Numérique :

Rappel des problématiques et enjeux relevés par les partenaires :

Problématiques principales :

Personnes qui ne savent pas utiliser l'outil numérique ou n'en disposent pas et sont donc dans l'incapacité de réaliser certaines démarches administratives.

Mésusage des réseaux sociaux : peu de distanciation entre les informations diffusées et la réalité.

Il y aurait de nombreux enfants rivés sur les écrans et une difficulté pour certains parents d'imposer des limites ou d'encadrer ces usages.

Enjeux :

Accompagner les personnes les plus vulnérables dans les usages numériques pour favoriser leur épanouissement et leur permettre d'accéder à leurs droits.

Sensibiliser aux usages du numérique.

Accompagner et outiller les parents dans la réussite éducative de leur enfant en réduisant les inégalités liées au numérique et en travaillant sur leurs propres difficultés.

Proposition de questions évaluatives :

- Comment contribuez-vous à autonomiser les habitants dans leur utilisation de l'outil numérique ?

Exemple d'indicateurs :

- Nombre de personnes utilisant l'outil numérique pour effectuer des démarches administratives numérisées ;
- Nombre d'équipements acquis au sein du foyer ;
- Evolution des compétences techniques des participants.

- De quelle manière participez-vous à la sensibilisation des usagers aux usages numériques ?

Exemple d'indicateurs :

- Amélioration des compétences des parents et grands-parents dans le but de maîtriser les usages du numériques auprès de leurs enfants et petits-enfants ;
- Nombre de personnes utilisant régulièrement les réseaux sociaux ;
- Diminution de la crainte liée à l'utilisation des réseaux sociaux en naviguant de manière sécurisée.

Mobilité :

Rappel des problématiques et enjeux relevés par les partenaires :

Problématiques principales :

Les difficultés liées à la mobilité sont un frein pour l'insertion sociale de manière générale.

Enjeux :

Lever les freins liés à la mobilité.

- Comment participez-vous à lever les problématiques liées à la mobilité auprès des personnes accompagnées ?

Exemple d'indicateurs :

- Est informé sur l'ensemble des réseaux de transports existants ;
- Est informé sur des éléments qui relèvent de la mobilité comme l'aide à la préparation du permis de conduire ;

- Sait s'organiser, se repérer mais aussi planifier et comprendre son trajet ;
- A obtenu le permis de conduire.

Lien social et Citoyenneté :

- ▯ De quelle manière développez-vous des espaces et/ou des temps qui favorisent la rencontre, le lien social, et/ou une dynamique sur le territoire ?

Exemple d'indicateurs :

- Nombre de temps conviviaux ;
- Fréquentation ;
- Taux de fidélisation entre deux évènements ;
- Retour qualitatif des personnes ;
- Inscription des personnes sur d'autre temps de la structure.

ANNEXE 5

Emploi

V) Annexe 5 : Emploi

A) Outil de suivi exploratoire « Insertion professionnelle » (objectif spécifique 1.1)

Insertion Professionnelle :

(Pour jeunes de moins de 26 ans et femmes vivant en QPV)

Date d'inscription :

Sexe :

Initiales :

Date de naissance :

N.B. Indications de remplissage :

La plupart des cases sont à remplir de 1 à 4. Pour exemple :

1 : Insuffisant

2 : Fragile

3 : Suffisant

4 : Excellent

Capacités techniques de recherche d'emploi	Dates d'évaluation		Observations Précisions Commentaires
	15 janvier 2024	15 avril 2024	
Sait construire un CV et une lettre de motivation et les actualiser			
Maîtrise l'outil informatique ¹¹⁴			
Sait adopter une posture adéquate dans un cadre professionnel			
Sait valoriser ses compétences et ses expériences oralement			
Sait valoriser ses compétences et ses expériences par écrit			
Expériences I.A.E.	Oui / Non	Oui / Non	

¹¹⁴ Exemple : sait naviguer sur les sites Internet appropriés, utiliser les réseaux sociaux dans une démarche de recherche, utiliser un poste informatique

Moyenne intermédiaire			
Élaboration du projet professionnel			
Connaissance du marché du travail et de l'emploi			
Sait ce vers quoi il souhaite s'orienter (domaine, emploi, formation création d'entreprise)			
Cohérence entre parcours professionnel/scolaire et le souhait du bénéficiaire			
Acceptation de la proposition			
Moyenne intermédiaire			
Stratégie de recherche d'emploi			
Sait cibler sa recherche en fonction de sa situation			
Maîtrise du matériel, des gestes professionnels et techniques ainsi que langage professionnel de l'emploi recherché			
Sait anticiper et organiser ses déplacements			
Sait répondre à une offre d'emploi ou postuler spontanément			
Connaît les structures du territoire			
Impact des freins périphériques¹¹⁵			
Freins liés à la santé			
Freins liés à la mobilité			
Freins liés à la qualification / formation			
Freins liés à la garde d'enfant			
Freins liés au logement			
Freins liés au budget			
Freins liés à la langue			
Freins liés à l'administratif (Titres de séjour / Permis de travail)			
Entreprenariat			
Sait réaliser les démarches pour créer sa propre entreprise			
Maîtrise les éléments relatifs au développement économique d'une entreprise			
Sait s'appuyer sur un réseau de professionnels de la création d'entreprise			
Moyenne intermédiaire			Moyenne finale

¹¹⁵ À remplir également de 1 à 4, « 1 » renvoyant ici à un impact faible du frein et « 4 » à un impact fort du frein.

B) Service Public pour l'Emploi Local (objectif spécifique 1.2)

Pilotés par la sous-Préfecture de Thionville, les services publics pour l'emploi local (SPEL) constituent les lieux de construction de réponses coordonnées et adaptées aux problématiques des demandeurs d'emploi et des entreprises. Ils assurent le suivi et la coordination des principales politiques de l'emploi et de la formation sur le périmètre de leur territoire.

Ses principales missions consistent à :

- Mobiliser et animer un réseau d'acteurs locaux ;
- Veiller à la bonne articulation de l'offre de services des acteurs locaux du SPEL ;
- Identifier les besoins du territoire en matière d'emploi et de formation ;
- Apporter une réponse adaptée aux besoins et aux difficultés des entreprises ;
- Soutenir la mise en œuvre de projets territoriaux ;
- Apporter un appui au montage de projets européens ;
- Identifier les problématiques spécifiques au territoire ;
- Veiller à la diffusion de l'information sur les métiers, notamment auprès des publics jeunes ;

En matière d'emploi, il participe à :

- Analyser les données locales du marché du travail : principales caractéristiques de la demande et de l'offre d'emploi locales ;
- Définir et mettre en place des actions en direction des publics cibles, et notamment les jeunes ;
- Mettre en œuvre les contrats aidés (contrats d'accompagnement dans l'emploi, contrats initiative emploi, emplois d'avenir, contrats en alternance) ;
- Suivre la mise en œuvre locale des dispositifs d'insertion : Garantie jeunes, Initiative européenne pour la jeunesse, Insertion par l'activité économique, Parrainage pour l'emploi... ;
- Renforcer l'orientation vers les métiers qui recrutent ;
- Accompagner les projets de recrutement des entreprises ;
- Apporter un appui aux entreprises en difficulté.

En matière de formation professionnelle, il participe à :

- Adapter l'offre de formation des publics ;
- Suivre le déploiement local du plan « 500 000 formations supplémentaires » ;
- Promouvoir et développer l'apprentissage.

C) Plan Local d'Application de la Charte d'Insertion de l'ANRU (objectif spécifique 1.3)

Pour rappel, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) a élaboré une charte nationale d'insertion conformément à l'article 10 de la loi du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine.

Ambitieux et valorisant l'humain, le Nouveau Programme de Rénovation Urbaine se veut une continuité du Programme National de Rénovation Urbaine, associant grands travaux de cadre de vie, création de nouveaux services, recherche de convivialité, mobilités et développement économique en prenant en compte les usagers, avec la volonté de faire de ce quartier un lieu vert et durable.

Chaque commune faisant l'objet d'une opération de renouvellement urbain piloté par l'ANRU doit décliner localement la Nouvelle Charte Nationale d'Insertion 2014-2024 applicable aux porteurs de projets et aux maîtres d'ouvrage, « en intégrant les exigences d'insertion professionnelle des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) ».

Cette charte nationale d'insertion constitue le texte de référence applicable à tous les projets soutenus dans le cadre du NPNRU. Les dispositions applicables à la charte visent à mettre la clause d'insertion au service de parcours vers l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de la ville.

Les modalités sont définies dans l'article 8.2 de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain. Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à appliquer les dispositions de la charte pour accompagner et améliorer l'employabilité des habitants.

La mise en œuvre de la nouvelle charte nationale d'insertion applicable au NPNRU repose sur l'application des clauses sociales avec pour principes :

- S'insérer dans une politique globale d'accès à l'emploi et à la formation des habitants des quartiers prioritaires ;
- Permettre un réel parcours vers l'emploi ;
- S'inscrire dans un dispositif de suivi et de pilotage partenarial.

L'objectif de la ville de Thionville reste toujours le même : créer, à travers les marchés publics passés dans le cadre de la rénovation urbaine, toutes les conditions pour permettre à des publics éloignés de l'emploi d'acquérir une qualification et d'accéder à des emplois durables.

Les corps de métiers concernés sont :

- Bâtiment tout corps d'état liés à la démolition, à la construction et à la réhabilitation, travaux publics ;
- Aménagement urbain avec travaux de voirie et de réseaux, aménagement d'espaces verts ;
- Entretien de la base vie (sanitaires et vestiaires).

Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif seront issus prioritairement des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI) ou d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Ecole de la 2ème chance » ;
- Les personnes en dispositifs d'alternance tels que l'apprentissage ou les contrats de professionnalisation, les personnes employées dans les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou organisme ayant le même objet.

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé des services publics de l'emploi.

La déclinaison locale de la charte nationale d'insertion est pilotée par *Thionville Emploi*, qui est l'agence d'insertion sociale et professionnelle du Centre Communal d'Action Sociale située au sein du quartier Côte des Roses. Cette structure vise à accompagner les personnes en difficulté vers l'emploi, en leur offrant un soutien personnalisé et des ressources adaptées à leurs besoins. Grâce à une approche globale et individualisée, en fournissant des informations et des conseils sur les métiers et les opportunités d'emploi, en mettant en relation les usagers avec les employeurs locaux.

Thionville Emploi favorise l'insertion professionnelle en organisant des forums et des ateliers en partenariat avec les acteurs de la formation et de l'emploi. Ces événements offrent aux usagers l'opportunité de rencontrer des entreprises locales, des organismes de formation et des professionnels du secteur. Lors de ces forums, les usagers peuvent établir des contacts, découvrir les métiers et les formations disponibles, et obtenir des informations précieuses sur les opportunités d'emploi. Les ateliers proposés par Thionville Emploi permettent aux usagers d'apprendre des techniques de recherche d'emploi efficaces, et de se préparer aux entretiens d'embauche. Thionville Emploi s'engage ainsi à accompagner les usagers à chaque étape de leur parcours vers l'emploi.

En 2023, Thionville Emploi a accueilli 1562 usagers.

D) Renforcer une culture de l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires (objectif spécifique 1.4)

À titre d'exemple, est mis à disposition le bilan de la première Coopérative Jeunesse de Service déployée sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville en été 2023.

Une Coopérative Jeunesse de Services (CJS) est une aventure collective et un projet d'éducation à l'entrepreneuriat coopératif. 12 à 16 jeunes âgés de 16 à 20 ans accompagnés par deux animateurs, créent et pilotent une coopérative le temps de leurs vacances d'été. Ensemble, ils s'initient au fonctionnement d'une entreprise démocratique et développent leur esprit d'initiative.

L'hébergement juridique, assurantiel, administratif et comptable de la CJS, les contrats des jeunes et des animateurs sont assurés par la Coopérative d'Activités et d'Emploi *Cap Entreprendre*.

Pour une présentation détaillée du bilan :

<https://nextcloud.capentreprendre.fr/index.php/s/EGKQqboniRNxTkE>

ANNEXE 6

Émancipation

VI) Annexe 6 : Émancipation

A) Comité Technique « Réussite Éducative » (objectif spécifique 2.1)

Réussir à l'école et pouvoir trouver sa voie est une des expériences les plus structurantes dans une trajectoire de vie. Cette expérience n'est pas vécue de la même manière par tous, tout le monde ne bénéficiant pas des mêmes conditions de vie et ainsi des mêmes chances.

Comme indiqué auparavant¹¹⁶, une des caractéristiques qui caractérisent le décrochage des quartiers prioritaires avec le reste du territoire est celle de l'école (taux de retard en troisième, part des jeunes âgés de 18 à 24 ans non scolarisés et sans diplôme, la part des 15 ans et plus de bas niveau de formation...). Cet enjeu ressort également des documents des partenaires et des échanges effectués avec eux. C'est ainsi que la réussite éducative constitue un des enjeux principaux du Contrat de Ville (2024-2030). Un enjeu qui correspond aux motifs poursuivis par cette politique publique, au sens où favoriser la réussite éducative des jeunes des quartiers prioritaires participe à l'égalité des chances et à la réduction des inégalités territoriales.

□ □ □

Des dispositifs existent déjà sur le territoire afin de favoriser la réussite éducative des enfants des quartiers prioritaires de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville.

Des Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) sont déployés sur les trois quartiers prioritaires, portés par les trois centres sociaux et l'association « Réussir Ensemble ». Ce dispositif est impulsé et financé par la Caisse d'Allocations Familiales. À ses côtés, l'association APSIS-Émergence propose une aide aux devoirs, conçu comme un espace d'apprentissage pour les jeunes qui rencontrent des difficultés diverses : des comportements inadaptés au sein de l'école, des difficultés dans l'acquisition des méthodologies d'apprentissage ou encore des parents démunis dans l'apport de connaissances et d'outils.

En complément de ces deux dispositifs, les communes de Thionville et Yutz ont mis en place chacune un programme de réussite éducative (PRE), visant à construire un parcours personnalisé pour des enfants identifiés par les instituteurs et institutrices comme présentant des fragilités, des vulnérabilités dépassant le cadre scolaire. Ils peuvent aussi ne pas bénéficier d'un environnement social propice à leur développement. La personne référente du PRE va ainsi travailler avec la famille à trouver des réponses aux fragilités décelées, stabilisant l'environnement de vie du jeune accompagné. Ces dispositifs sont en lien avec les établissements scolaires (maternelle/primaire), les services du Conseil départemental de la Moselle et les centres sociaux

Par ailleurs, la ville de Thionville a mis en place un Projet Éducatif Territorial (PEDT), ayant « *pour finalité de proposer à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité, avant, pendant et après l'école, organisant ainsi, dans le respect des compétences de chacun, la complémentarité des temps éducatifs.* »¹¹⁷

□ □ □

¹¹⁶ Citer les parties du texte où ces éléments sont mis en avant.

¹¹⁷ <https://www.thionville.fr/etudier-travailler/enseignement/projet-educatif-du-territoire-pedt>

Dans le cadre du Contrat de Ville (2024-2030), l'engagement porté est de permettre un suivi renforcé de la réussite éducative des jeunes. Il s'agit ainsi de partir des dispositifs existants pour développer une culture commune de travail et, surtout, d'évaluation.

Ce suivi renforcé aura pour enjeu d'instituer une veille collective concernant la réussite éducative des jeunes des quartiers prioritaires. Pour que cette veille puisse exister, un groupe de suivi a été constitué. Il regroupe dès maintenant :

- Les deux coordinateurs des PRE de Thionville et Yutz ;
- Les référents des CLAS des trois centres sociaux et de l'association Réussir Ensemble ;
- Une personne référente d'APSIS-Émergence pour l'accompagnement à la scolarité sur les trois quartiers prioritaires ;
- Les inspectrices de l'Éducation Nationale des circonscriptions de Thionville et de Yutz ;
- Une personne référente de la CAF.

Cette veille collective reposera sur des indicateurs permettant de mesurer et suivre cette réussite. Ces indicateurs peuvent très bien déjà être disponibles et leur transmission reposera alors sur la construction d'une clause de partage de données. D'autres indicateurs peuvent aussi nécessiter une construction avec les partenaires, en fonction des éléments qui devront être cherchés.

Dans un premier temps, un outil de suivi partagé a été élaboré avec les membres du groupe indiqués ci-dessus. Deux relevés sont prévus sur l'année 2024, avec une analyse (encodage et représentations graphiques) réalisée par les étudiants du Brevet de Technicien Supérieur (BTS) Services et Prestations des Secteurs Sanitaire et Social (SP3S) du lycée polyvalent « Rosa Parks ». Ce premier travail de suivi partenarial sera soumis à une révision afin de mieux correspondre au travail d'évaluation recherché.

Instituer cette veille, c'est permettre aussi de s'assurer que les dispositifs existants répondent aux enjeux éducatifs des territoires, que les besoins sont couverts et éventuellement de faire émerger des solutions nouvelles.

L'ambition derrière ce suivi est de pouvoir mieux suivre les trajectoires individuelles des jeunes des quartiers prioritaires et participer à ce que le lieu de vie, d'origine, ne détermine pas une vie entière.

B) Outil de suivi exploratoire de « Réussite Éducative » (objectif spécifique 2.1)

Scolarité :

Année scolaire :

Classe :

Initiales :

Date de naissance :

Dispositif : ☐ PRE ☐ CLAS ☐ APSIS Emergence

N.B. Indications de remplissage :

La plupart des cases sont à remplir de 1 à 4. Pour exemple :

1 : Insuffisant

2 : Fragile

3 : Suffisant

4 : Excellent

Compétences liées au savoir-faire (autonomie, concentration, organisation)	Dates d'évaluation		Observations Précisions Commentaires
	15 janvier 2024	15 avril 2024	
Sait choisir et utiliser les outils pour travailler ¹¹⁸			
Arrive à se concentrer sur un temps donné			
Commence seul son travail			
Sait organiser son travail - finit ses devoirs dans les temps			
Sait s'autoévaluer ¹¹⁹			
Régularité (respecte les horaires, présence majoritaire)			
Fait preuve de curiosité et/ou de créativité (prise d'initiative et de parole)			
Aide ses camarades / participe aux tâches quotidiennes			
Moyenne intermédiaire			
Compétences scolaires (compétences transversales et disciplinaires)			
Mémoriser (poésie, leçon, table de multiplication...)			
Lecture (lire, déchiffrer, prendre connaissance d'un texte et retranscrire, ...)			
Maîtriser les opérations mathématiques			
Comprendre (savoir reformuler, expliquer une consigne/un texte)			
Lire et appliquer une consigne écrite			
Sait répondre à des questions relatives à un sujet/un texte			
Restituer à l'écrit une leçon mémorisée			

¹¹⁸ Exemple : règle ; rapporteur ; calculatrice ; dictionnaire ; moteur de recherche... À préciser en fonction des activités abordées.

¹¹⁹ Exemple : réflexion du jeune sur son travail.

Niveau oral adapté à la classe de l'élève			
Niveau écrit adapté à la classe de l'élève			
Moyenne intermédiaire			
Compétences sociales			
S'intègre au groupe			
Aide ses camarades / Coopère			
Sait gérer ses émotions			
Communique avec ses pairs			
Communique avec les adultes			
Applique les règles de vie commune, participe aux tâches quotidiennes, assimile les droits et devoirs de l'élève ainsi que les valeurs citoyennes			
Respecte l'adulte ¹²⁰			
Respecte le matériel, l'environnement			
Moyenne intermédiaire			
Activités extra-scolaires			
Pratique une activité physique ou culturelle	Oui / Non	Oui / Non	
Bénéficie d'une prise en charge financière pour cette activité	Oui / Non	Oui / Non	
Respecte les règles du temps d'animation			
Participe au péri/extra-scolaire	Oui / Non	Oui / Non	
Participe à l'extra-scolaire	Oui / Non	Oui / Non	
Parentalité			
Accompagnement physique de l'enfant			
Contact avec les encadrants de la structure (échanges, présences aux réunions)			
Mettent en place les préconisations des professionnels			
Implication dans la scolarité de l'enfant			
Maîtrise et compréhension des codes de l'école et des attentes du dispositif engagé			
Maîtrise des démarches administratives			
Moyenne intermédiaire			Moyenne fin d'année scolaire

C) Moi, ma singularité... Et les autres ? (objectif spécifique 2.2)

¹²⁰ À préciser : encadrant / bénévole / parent

Depuis l'année 2022, la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville, les centres sociaux œuvrant dans les trois quartiers prioritaires et la prévention spécialisée élaborent et mettent en œuvre des actions de prévention primaire/d'éducation citoyenne à destination des jeunes âgés de 11 à 17 ans.

Année 1 - 2022

Cette collaboration fait suite à deux séances ciné-débat organisées dans le cadre de la prévention de la radicalisation (15 octobre et 19 novembre 2021) et au retour des partenaires les concernant. Ces séances étaient à visée grand public, avec la volonté de mobiliser la jeunesse. C'est ainsi que les équipes de prévention spécialisée d'APSiS-Émergence, ainsi que les accueils jeunes des centres sociaux, ont été sollicités pour faire y participer des jeunes vivant en quartier prioritaire.

Malgré la pertinence reconnue de ce type de format et l'intérêt qu'ont pu susciter les films auprès des jeunes, les partenaires de terrain ont partagé deux souhaits :

- Changer d'outils, de supports pour aborder la jeunesse et ses réflexions ;
- Changer de thématique pour réduire un sentiment de stigmatisation.

Afin de proposer une action de prévention différenciée, les réflexions ont découlé sur l'idée de permettre aux jeunes de questionner leur lien aux autres. À travers ce questionnement, il s'agissait de chercher une réflexion des jeunes sur leur place et la responsabilité qu'ils ont vis-à-vis d'eux-mêmes et du reste de la société. L'enjeu pour les partenaires était également de pouvoir impacter davantage les jeunes à l'occasion de ces actions, en veillant à faire écho à leur vécu et à les faire davantage participer.

Pour atteindre cet objectif, le choix a été fait de diversifier les thématiques et de mettre en place des supports innovants.

Concernant les thématiques, trois principales sont ressorties : la santé mentale, le harcèlement et l'écologie. Depuis la crise sanitaire de 2020, la santé mentale a connu une visibilité nouvelle, notamment en raison des impacts négatifs de cette crise sur le mental des jeunes. Cette période a permis à des jeunes de libérer leur parole sur leur état de santé, voire de prendre conscience de troubles pouvant les affecter. Parfois lié à la santé mentale par son impact, le harcèlement est un phénomène auquel les jeunes sont aussi souvent confrontés, en tant que victime, auteur ou témoin. Il peut se produire à l'école comme sur Internet et peut provoquer des sentiments de rejet et d'exclusion, impactant négativement le vivre-ensemble. Afin d'amener une note davantage optimiste, l'écologie a été proposée pour évoquer les questions d'engagement et de responsabilités individuelle et collective. Il s'agissait aussi d'expérimenter une approche concernant cette thématique en direction de la jeunesse. À chaque thématique a ensuite été associé un support d'intervention.

Pour parler aux jeunes de santé mentale, le témoignage a été jugé pertinent. Des partenaires avaient déjà eu l'occasion de l'expérimenter et il est apparu que le fait de donner la parole à une personne afin qu'elle parle de son vécu, de son expérience, est un format d'échanges qui fonctionne auprès des jeunes. Ils peuvent s'y projeter, essayer de se mettre à la place d'autrui et travaillent ainsi l'empathie. Pour les rendre acteurs, il a été proposé d'organiser une représentation de théâtre-forum sur le harcèlement. L'enjeu du théâtre-forum est de mettre en scène des situations déséquilibrées de domination ou d'oppression, à partir desquelles le public sera invité à réfléchir et à proposer des solutions, des prises de position pour équilibrer la situation. Ce support offre au spectateur la possibilité de se rendre acteur d'une situation et de prendre conscience de la responsabilité qu'il peut avoir en y étant intégré. Enfin, les partenaires ont souhaité aborder l'écologie d'une manière ludique. C'est ainsi qu'une

À chaque action était associé un ciné-débat. L'objectif était de ritualiser une pratique de ciné-débat tout en apportant une organisation différente. L'enjeu de cette organisation était de faciliter la prise de parole des jeunes. Pour ce faire, il a été constaté que le contexte d'une salle de cinéma d'art et d'essai, en « grand public » pouvait bloquer l'expression, surtout lorsqu'elle s'effectue à main levée. Pour modifier ce cadre, les ciné-débats ont été délocalisés au Puzzle où un outil numérique de conversation était accessible via un QR Code pour permettre une expression et un questionnement anonymisé. La personne animant le ciné-débat y avait accès et pouvait réagir.

Toutefois, ce support numérique n'a pas constitué à lui seul le débat puisqu'il est essentiel de relever le fait que les jeunes ont également pris la parole aisément à voix haute, construisant au fil des séances une maturité au débat. Les temps de débat ont largement dépassé ceux des précédents ciné-débats (plus de 45 minutes pour ces 3 séances contrairement à 25-30 minutes maximum pour les précédentes).



Dans la mesure où cette action repose sur une co-construction avec les éducateurs/éducatrices et animateurs/animatrices, le travail et ces questionnements ne se sont pas arrêtés à ce projet ponctuel. Ces actions ont constitué comme une « porte d'entrée » pour ces professionnels pour approfondir l'accompagnement individuel de certains jeunes à partir des sujets abordés à ces occasions. Rassemblant d'autres partenaires (Point d'Accueil et d'Écoute Jeunes et Parents [PAEJP] ou l'ATAV France Victimes 57 par exemple), les professionnels jeunesse ont pu ensuite orienter les jeunes vers ces partenaires extérieurs pour assurer un suivi.

Pour des raisons d'organisation, le nombre de participants à ce projet avait été fixé à 70. Réunissant 4 équipes de prévention spécialisée et 3 secteurs jeunesse de trois centres sociaux, ce projet a réuni en moyenne une cinquantaine de jeunes, avec plus de la moitié qui ont suivi le projet dans son intégralité. 8 jeunes ont participé à la réunion bilan pour évoquer la poursuite du projet

Année 2 - 2023

Pour la poursuite du projet, il a été décidé de centrer le travail sur la question de la violence. Cette volonté s'appuie sur les éléments constatés lors du théâtre-forum. Les 3 saynètes qui étaient proposées renvoyaient à des situations de harcèlement, qu'il s'agissait d'améliorer. La majorité des jeunes qui sont montés sur scène ont tenté d'améliorer la situation en attaquant verbalement la personne harceleuse. Ces propositions sur scène ont révélé une difficulté à gérer une situation de conflit ou de domination sans verser dans la violence verbale, voire dans la violence physique. Cette difficulté renvoie également à celle de la maîtrise des émotions, et notamment ici la colère.

Il s'agit ainsi de travailler avec les jeunes sur l'acquisition ou le renforcement de compétences psychosociales pour apprendre à mieux entrer en relation avec l'autre et mieux gérer les conflits. À la suite de ce travail, il sera question de reproduire une intervention de théâtre-forum pour voir si les jeunes se positionnent autrement dans des situations conflictuelles.

De manière indirecte, ce projet participe également à prévenir la radicalisation. En effet, les recommandations sur la prévention de la radicalisation recensent des méthodes similaires à ceux sur la santé mentale en soulignant l'importance de travailler sur les facteurs de vulnérabilité psychosociale des jeunes (Delile, 2019 : Tisseron, 2016). Le renforcement des CPS est propice à cet égard pour agir sur ces potentiels et transformer ces facteurs de vulnérabilité en facteurs protecteurs.

Pour clôturer ce second projet, une intervention de théâtre-forum sera donc à nouveau mise en place pour voir l'évolution du positionnement des jeunes dans des situations. Contrairement à la première centrée sur le harcèlement, cette prochaine intervention touchera des thématiques variées, évoquées par les jeunes lors de la réunion bilan : homophobie, handicap, stéréotypes Femmes-Hommes notamment. Le déséquilibre dans des situations (domination, oppression, harcèlement) restera le dénominateur commun des différentes saynètes, construites également à partir des réalités des jeunes. Deux interventions seront réalisées : une réservée aux jeunes et une ouverte au grand public.

En amont et en partenariat avec l'IREPS Grand Est, il s'agira de réaliser un travail sur les compétences émotionnelles (capacité d'empathie, gestion des émotions, savoir les exprimer de façon positive) et cognitives (conscience de soi, savoir gérer ses impulsions, prendre des décisions constructives). Ce travail provient des constats du premier projet mais

aussi de la réalité des périodes de préadolescence/adolescence, pouvant manifester une tendance plus prononcée à adopter un point de vue unilatéral sur la société et le monde.

Ce partenariat se déclinera en deux axes principaux :

- Un accompagnement des professionnels dans l'acquisition et la mobilisation des compétences psychosociales dans leur pratique, pour pérenniser le projet et inscrire le travail sur le long-terme. Ce temps servira également à construire le contenu des ateliers en direction des jeunes.
- Des temps d'ateliers en direction des jeunes pour renforcer les compétences psychosociales avec une pédagogie active (des mises en situations, des partages d'expériences, improvisation théâtrale).

Plusieurs temps constitueront ainsi le projet :

- Une réunion avec les partenaires de terrain impliqué dans le premier projet et le chargé de mission Politique de la ville accompagné de la chargée de mission « Santé » de la Communauté d'Agglomération pour affiner le contenu des séances en fonction des réalités des partenaires.
- Un temps de sensibilisation des professionnels jeunesse sur les compétences psychosociales sur 2 jours pour un maximum de 16 professionnels : un jour d'acquisition de connaissances théoriques sur les CPS ; un jour de temps de travail sur la découverte et la construction d'outils, la mobilisation de méthodes pédagogiques actives et la construction d'outils d'observation et d'évaluation.
- 3 séances de renforcement des compétences psychosociales à destination des jeunes. Chacune des séances mobilisera plusieurs ateliers, adaptables au public (préadolescents ou adolescents) dans l'esprit d'un forum ou speed dating pour que chaque groupe de jeunes puissent faire plusieurs ateliers durant les séances. Ces séances auront lieu en soirée et au sein du Puzzle, espace culturel à Thionville. Les ateliers seront interactifs et viseront à permettre le débat entre les jeunes sur différentes thématiques en adoptant des postures et points de vue variés.
- Ces séances seront co-animées par le chargé de projet IREPS et les professionnels jeunesse. Ces 3 soirées ateliers sont à envisager comme un programme d'actions qui déroulera les différentes compétences psycho-sociales.
- Une journée d'échange et d'analyse de pratiques avec le chargé de projet IREPS et les professionnels jeunesse pour saisir la manière dont ces derniers se sont appropriés ces compétences et les ont ancrés dans leur pratique professionnelle au quotidien. Cette journée aura après le déroulé du projet et l'intervention du théâtre-forum et donnera lieu à une synthèse des résultats.



Année 3 – 2024

À la suite de ce second projet, une réunion bilan s'est tenue avec les partenaires « jeunesse » impliqués. La volonté qui en est ressortie est d'ancrer le travail mené depuis deux ans en permettant à un groupe de jeunes volontaires de s'initier aux pratiques de théâtre-forum, en vue de concevoir et produire une représentation de théâtre-forum en direction d'un public composé de jeunes et de parents.

Cette initiation se concrétiserait par un séjour « résidence » dans les Vosges durant les vacances de la Toussaint, où deux personnes d'une troupe de théâtre-forum (Théâtre de l'Opprimé) accompagneraient le groupe pour les mener vers cet objectif. Trois professionnels (animateur/animatrice ; éducateur/éducatrice) complèteraient l'encadrement. Les temps d'initiation seront prévus à raison de six heures par jour et des temps d'activité complémentaires resteront à organiser en collaboration avec les centres sociaux et la prévention spécialisée. Ils permettront de renforcer la cohésion du groupe tout en amenant une diversité dans l'animation du groupe.

Le projet d'un séjour apporte les conditions propices à un engagement des jeunes : 5 jours, dans un environnement éloigné de leurs habitudes est le contexte idéal pour que les jeunes volontaires puissent s'impliquer les cinq jours durant dans cette initiation au théâtre-forum.

En accord avec l'expérience de la troupe de théâtre-forum, les jeunes seront en capacité de concevoir et produire une représentation à l'issue de la semaine. Les deux comédiens détachés resteront en « joker » pour assurer l'interface entre le public et la scène et servir d'appui au besoin. Indirectement, ce groupe de jeunes initiés s'apparenteront à des ambassadeurs de cette démarche et apporteront aux jeunes le sentiment que cette pratique leur est accessible, au-delà d'une position dans le public.

Le théâtre-forum est un outil qui permet la création d'un espace d'expression pour ces jeunes, à partir de leurs expériences. Cet espace d'expression devient ainsi un espace de

débat où des personnes peuvent défendre des points de vue mais surtout adopter des postures dans des situations concrètes conflictuelles ou d'oppression. La mise en situation permet de rendre concrète la posture des jeunes afin de prendre conscience de ses conséquences.

En complément de ce projet de « résidence », les partenaires se sont engagés à poursuivre le travail de développement des compétences psychosociales à partir de l'expérience acquise en 2023. Ce travail de poursuite n'intègre pas la demande de financement mais participe au projet global. Il a été décidé également en réunion bilan d'associer les jeunes à la conception de ces séances d'animation pour assurer à la démarche un ancrage auprès des jeunes.

Perspectives

Afin d'intégrer la pratique théâtrale, la sensibilisation aux compétences psychosociales et la prévention des violences dans le tissu culturel des jeunes des Quartiers Prioritaires de la Ville, une collaboration étroite avec les acteurs culturels est cruciale. En établissant des partenariats avec des institutions artistiques, des associations culturelles et des professionnels du domaine, notre projet de montage de théâtre forum vise à créer un lien significatif entre la jeunesse et le monde culturel.

À travers des ateliers, des rencontres et des événements culturels dédiés, nous cherchons à offrir aux jeunes participants une expérience artistique enrichissante. Les acteurs culturels joueront un rôle essentiel dans la transmission de connaissances et la stimulation de la créativité.

Cette collaboration n'est pas éphémère, mais vise à intégrer la pratique théâtrale et les compétences psychosociales de manière durable dans la vie culturelle de ces jeunes.

D)Création audiovisuelle (objectif spécifique 2.2)

Pour alimenter la première année du projet « Moi, ma singularité... Et les autres ? », il a été proposé à des jeunes, volontaires, participant au projet, de réaliser un documentaire sur ce dernier. Il s'agissait de permettre à des jeunes de se familiariser avec une caméra, des prises de vue mais aussi le montage afin de rendre compte du projet.

Ce premier documentaire a fait l'objet d'une restitution « grand public », dans les rues de Thionville, en partenariat avec le centre social Le Lierre.



PROGRAMME VENDREDI 30 JUIN DÈS 20H

Images et engagement citoyen



Making Of - L'anniversaire, le film d'un atelier cinématographique

Louanne Tavernier

Retour avec Ahmet, Pauline et Hugo sur les 15 jours d'atelier cinéma conduit à Yutz et Thionville. Quand l'équipe de réalisation de l'association Roka passe de l'autre côté de la caméra, ce film est un témoignage sensible sur la fabrique d'image documentaire.

Au regard de l'enthousiasme suscité chez certains par la création audiovisuelle, il a été proposé de continuer la mise en place d'ateliers, dans la continuité du projet « Moi, ma singularité ... Et les autres ? ». Depuis novembre 2022, un groupe de jeunes volontaires réalisent une fiction autour du harcèlement. De l'écriture du scénario au montage, en passant par le *casting* et le tournage, la diffusion de ce court-métrage fiction est prévue courant 2024.

E) Le Contrat Local de Santé (2023-2025) (objectif spécifique 2.3)

La Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville (CAPFT) s'est engagée en 2019 dans son premier Contrat Local de Santé (CLS). La CAPFT et les signataires affichent la volonté de mener une politique de santé faisant écho à la définition positive de la santé de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) qui la définit comme « *un état de complet bien-être physique, mental et social. La santé est donc perçue comme une ressource de la vie quotidienne, et non comme le but de la vie ; c'est un concept positif mettant l'accent sur les ressources sociales et personnelles et sur les capacités physiques* ».

Afin de s'inscrire dans cette conception dynamique et globale, l'objectif de la politique santé est d'agir sur les déterminants de la santé. Ce sont aux conditions de vie (logement, habitat, transport, nourriture), aux conditions de travail, à la qualité de l'environnement et des relations

sociales, à la culture qu'il faut s'intéresser pour améliorer la santé de tous et notamment pour réduire les inégalités sociales et territoriales de santé.

C'est dans ce cadre que la CAPFT s'est engagée dans son deuxième Contrat Local de Santé (CLS), avec pour ligne de mire la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

Le Contrat Local de Santé (CLS) est un outil innovant de lutte contre les inégalités sociales, territoriales et environnementales de santé introduit par la Loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires (HPST) du 21 juillet 2009 et réaffirmé par la Loi de Modernisation du Système de Santé (LMSS) du 26 janvier 2016.

Le CLS de la Communauté d'Agglomération Portes de France - Thionville vise à mettre en cohérence les politiques régionales de santé, en permettant une meilleure articulation du Projet Régional de Santé de l'ARS, des politiques de santé des autres signataires et des démarches locales de santé existantes.

Le CLS est également l'expression des dynamiques locales partagées entre acteurs et partenaires sur le terrain. Il met en œuvre localement une approche transversale de la santé en rapprochant les secteurs du soin, de la promotion, de la prévention, de l'accompagnement médico-social et la santé environnementale en tenant compte des besoins et des leviers existants dans les territoires. Le CLS n'est pas un outil figé, il s'adapte à tous les territoires.

Cinq axes thématiques ont été retenus :

- L'accès à la santé, aux droits et aux soins,
- Le bien-être et la santé mentale,
- Les maladies métaboliques, cardiovasculaires et les cancers,
- La santé environnementale,
- La lutte contre le tabagisme.

Le CLS, un outil de réduction des inégalités sociales et territoriales de santé au service de la Politique de la Ville

La Circulaire interministérielle SG/CGET/2014/376 du 5 décembre 2014 précise la nécessité d'intégrer les enjeux de santé au sein des contrats de ville. Le CLS, étant donné son objectif premier de réduction des inégalités sociales et territoriales de santé (ISTS) est un parfait support pour le développement de la politique de santé des Contrats de Ville.

En effet, les actions développées dans le cadre du CLS veilleront à faire échos aux enjeux et priorités du Contrat de Ville, en adoptant plusieurs stratégies permettant de travailler sur les différents déterminants de la santé :

1. Développer la participation citoyenne

La réduction des ISTS nécessite une implication forte des habitants dans les dispositifs et politiques de santé. Il est essentiel de remettre les personnes au cœur des décisions de santé,

de renforcer le pouvoir d'agir des habitants et de les accompagner vers le développement de leur capacité, afin de les rendre autonome dans leurs décisions concernant leur santé.

Pour cela, une articulation importante est nécessaire avec les dispositifs de participation citoyenne du Contrat de Ville, dans l'objectif de développer une intervention communautaire dans les quartiers politique de la ville.

2. Accentuer l'accompagnement et la formation des acteurs de terrain

Un accompagnement vers le changement nécessite de travailler au quotidien sur les questions de santé. Afin de proposer une intervention efficace, le CLS met en avant la formation des professionnels de terrain sur différentes notions, pouvant être appliquées auprès des publics et permettant un accompagnement dans la durée (comme les techniques de l'entretien motivationnel ou le développement des compétences psychosociales). Des thématiques plus spécifiques sont également ciblées, comme la formation aux premiers secours en santé mentale.

La vocation de la démarche CLS est également d'accompagner les acteurs de terrains dans le développement de leurs projets. Un accompagnement méthodologique sera assuré auprès des partenaires, tant sur la définition du besoin, que sur la définition des objectifs, la construction de l'action, son évaluation et la recherche de financement de droit commun.

3. Intégrer la santé dans l'ensemble des politiques publiques

Afin d'agir sur l'ensemble des déterminants de la santé, qu'ils soient environnementaux, comportementaux ou liés au système de soins, le CLS prendra particulièrement attache de développer la santé dans l'ensemble des politiques publiques du territoire. C'est en cela que le CLS rassemble de nombreux signataires et partenaires, afin de développer une intervention cohérente et transversale.

Le Plan Climat, Air, Energie et Territoire ainsi que le Contrat de Ville et la Convention Territoriale Globale seront particulièrement mis en avant dans le CLS, du fait de leurs enjeux partagés en termes d'environnement, de lutte contre les inégalités et d'actions auprès de la jeunesse.

Il sera également question de développer des partenariats dans le cadre des programmes de renouvellement urbains et de mettre en place des projets répondants aux enjeux de l'Urbanisme Favorable à la Santé. Enfin, il sera question d'aborder la santé dans d'autres dispositifs, comme le Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (CISPDR) et le Programme de Réussite Educative (PRE).

4. Décliner des actions dans les QPV, de manière ciblée ou faisant écho au principe de l'universalisme proportionné

Le CLS veillera particulièrement à développer des actions en directions des publics prioritaires, à la fois par des actions ciblées, notamment sur l'accès aux droits de santé, les dépistages organisés des cancers, la prévention contre les écrans, l'accompagnement à la reprise d'une activité physique adaptée et autonome, etc. mais également des actions destinées au grand

public, avec un renforcement de l'action dans les quartiers politiques de la ville. Il s'agit notamment d'actions facilitant l'accès aux soins, la prévention du surpoids et de l'obésité, le développement des compétences psychosociales, etc.

F) Convention Territoriale Globale (objectifs spécifiques 2.4 et 2.5)

La Convention Territoriale Globale (CTG) de services aux familles scelle un partenariat de 5 ans entre la CAF, la Communauté d'Agglomération et ses communes membres pour la période 2022-2026.

La CTG est l'aboutissement d'un vaste travail coopératif mais également et surtout le point de départ de la mise en œuvre du plan d'actions défini et partagé avec l'ensemble des partenaires de terrain. Les élus et les acteurs locaux se sont particulièrement mobilisés et investis lors d'ateliers thématiques et autres rencontres ayant permis d'aboutir à la rédaction d'enjeux du territoire.

Cette convention pluriannuelle vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des services développés en faveur des habitants du territoire, dans le respect des compétences de chacun et avec le soutien de la CAF.

Sur le territoire, de nombreux équipements publics et service de proximité sont offerts aux habitants. On peut notamment citer :

- Concernant l'accompagnement à la parentalité : 2 Lieux Accueil Enfants Parents (LAEP), une dizaine de Réseaux d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP) et plusieurs Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité

- 11 multiaccueils de 383 places d'accueil et 1 Relais Petite Enfance en relation avec plus de 400 Assistants Maternels
- 21 équipements périscolaires et 18 équipements extrascolaires à destination des enfants de 3 à 11 ans
- 6 accueils jeunes et adolescents
- 5 structures d'Animation de la Vie Sociale (AVS) agréées à Thionville, Terville et Yutz ainsi que de nombreuses structures associatives sportives et culturelles

La CTG va ainsi permettre d'accompagner le projet social de la Communauté d'Agglomération et de ses communes membres à travers 4 axes :

- Accompagner les familles du territoire dans leur parentalité
- Favoriser l'accueil et l'éveil des jeunes enfants
- Permettre aux enfants et jeunes de grandir et s'épanouir sur le territoire
- Bien vivre sur le territoire en favorisant la vie sociale locale et l'accès aux droits

Sous la gouvernance d'un COPIL composé des élus du territoire et de la CAF, la CTG se décline en un plan d'action composé de 21 actions.

Plan d'action

Axe 1 Accompagner les familles du territoire dans leur parentalité	Objectif 1 : Co-construire une vision commune de la parentalité	Action 1 : Renforcer la coordination des acteurs de l'accompagnement de la parentalité
	Objectif 2 : Renforcer l'offre en matière d'accompagnement à la parentalité	Action 2 : Envisager l'élargissement des LAEP sur le territoire
		Action 3 : Relancer les forums parentalité pour rencontrer les familles et partenaires
	Objectif 3 : Renforcer l'accessibilité de l'offre à toutes les familles	Action 4 : Communiquer sur les rendez-vous des parents
		Action 5 : Renforcer et soutenir l'accompagnement des familles , et tout particulièrement des familles allophones
	Objectif 4 : Définir une stratégie commune de mise en cohérence du maillage territorial	Action 6 : Renforcer la visibilité de l'offre d'accompagnement de la parentalité auprès des familles du territoire
Axe 2 : Favoriser l'accueil et		Action 7 : Constituer un observatoire des besoins d'accueil du jeune enfant et en faire un outil d'aide à la décision pour envisager le développement de l'offre
	Objectif 5 : Faciliter l'accessibilité de l'offre	Action 8 : Renforcer l'accessibilité des ateliers du RPE auprès des assistants maternels et des familles

l'éveil des jeunes enfants	existante	Action 9 : Mieux faire connaître aux familles les modalités d'inscription à l'accueil collectif du jeune enfant
	Objectif 6 : Valoriser les métiers de la petite enfance et accompagner les professionnels	Action 10 : Poursuivre le soutien à l'accueil individuel
		Action 11 : Faciliter le recrutement et fidéliser le personnel au sein des EAJE
Axe 3 : Permettre aux enfants et aux jeunes de grandir et s'épanouir sur le territoire	Objectif 7 : Accompagner la politique d'accueil périscolaire et extrascolaire des communes	Action 12 : Favoriser les mutualisations et conventionnements entre structures pour garantir une continuité de services
		Action 13 : Créer un outil d'observatoire des besoins d'accueil de l'enfant sur le territoire
		Action 14 : Renforcer la valorisation des métiers de l'animation
	Objectif 8 : Soutenir la politique jeunesse développée par les communes et mobiliser les partenaires	Action 15 : Renforcer l'accueil et l'accompagnement des enfants en situation de handicap
		Action 16 : Renforcer la coordination des acteurs jeunesse pour les aider dans leurs missions
Axe 4 : Bien vivre sur le territoire en favorisant la vie sociale locale et l'accès aux droits	Objectif 9 : Développer l'offre d'animation de la vie sociale	Action 17 : Engager un travail partenarial autour de la captation des publics
		Action 18 : Renforcer la connaissance des actions et missions des structures AVS auprès des habitants du territoire
		Action 19 : Favoriser l' interconnaissance et le partage de pratiques entre acteurs de l'AVS
	Objectif 10 : Favoriser l'accès aux droits	Action 20 : Identifier les acteurs intervenant en matière d'accès aux droits
		Action 21 : Réfléchir au renforcement de l'offre de logements adaptés aux étudiants et aux jeunes sur le territoire

Bien qu'intégrant un territoire différent (ensemble des communes de la CAPFT), le plan d'action de la CTG recouvre des éléments communs aux axes Émancipation, Engagement et citoyenneté et Cadre de vie du Contrat de Ville. De nombreux acteurs (notamment les centres sociaux) sont partenaires à la fois à la CTG et au Contrat de Ville. Afin de ne pas démultiplier des actions identiques mais plutôt de faire émerger une coopération mutuelle, la CTG et le Contrat de Ville doivent se mettre en place de façon coordonnée.

G) Accès aux loisirs, au sport et à la culture (objectif spécifique 2.6)

Les bibliothèques sont aujourd'hui le premier équipement culturel public et reconnues comme lieux de proximité. Depuis le 21 décembre 2021, la loi Robert, intégrée au code du patrimoine, définit les missions de ces établissements, ainsi que les grands principes qui doivent régir le développement de la lecture publique sur un territoire. L'égal accès de tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs y est garanti, notamment par le libre accès aux bibliothèques et à la gratuité de la consultation sur place. Les publics voient aussi l'exercice de leurs droits culturels garanti par les actions de médiation des bibliothèques.

Dans cette perspective, en octobre 2023, l'association des bibliothécaires de France (ABF) et France urbaine, rappelaient le rôle « *indispensable* » des bibliothèques dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV). Celles-ci ont en effet su démontrer « toute leur agilité pour répondre aux rôles qui leur échoient, en partie dans les QPV où elles symbolisent un espace d'ouverture, d'émancipation et de connaissance ».



Parmi les 768 bibliothèques se trouvant dans ou à proximité directe d'un des 1500 QPV français, on peut compter la médiathèque de la Côte des Roses, à Thionville. Plus précisément, elle est située au 11A Rue de la Perdrix, à côté de l'école maternelle de la Côte des Roses et de Thionville emploi, l'accès se fait face au 4 rue de la Perdrix.

Photo : Médiathèque de la Côte des roses

Récemment rénovée, elle accueille les enfants et les adolescents et leur propose les documents suivants : romans, documentaires, BD, mangas, albums, CD et DVD. L'inscription, qui permet l'emprunt de ces collections, est gratuite jusqu'à 25 ans inclus. Cette même inscription offre également la possibilité d'emprunter et de rendre tout document de Puzzle ou du Médiabus.

Des animations, gratuites et libres d'accès, sont prévues tous les mercredis (ateliers créatifs, jeux vidéo, projections de film, jeux de société, lectures de contes, expositions, etc.). En outre, chaque vendredi après-midi, le conseiller numérique de la Ville de Thionville, basé à Puzzle, est présent dans cette structure identifiée du quartier pour accompagner tous ceux qui le souhaitent sur l'utilisation du numérique et d'Internet. La médiathèque de la Côte des Roses accueille aussi les enseignants des écoles préélémentaires et élémentaires du quartier et leurs élèves les jeudis.

Afin de désenclaver le quartier de Saint-Pierre – La Milliaire, le Médiabus dessert ce secteur une fois par mois. Il propose, à destination des petits et grands, des livres, des magazines, des DVD et des CD.



Photo 2 : Médiabus de la ville de Thionville

Par ces présences dans les QPV thionvillois, le réseau de lecture publique répond pleinement à ses missions d'accès à l'information et la formation librement et gratuitement pour tous. Espaces de rencontre et de socialisation, la médiathèque de la Côte des Roses, comme le Médiabus, offrent un espace sûr et accueillant, où l'on peut échanger et tisser des liens. La présence hebdomadaire du conseiller numérique permet également de lutter in situ contre la fracture numérique, dû au manque d'équipement informatique ou de compétences adéquates.

Enfin, les actions proposées par ces équipements culturels contribuent à renforcer les compétences en lecture et en écriture, de manière ludique et informelle.

En conclusion, la présence de ces structures culturelles au sein des QPV thionvillois contribue plus largement à l'amélioration de la qualité des vies des résidents.

DEMOS est un **D**ispositif d'**É**ducation **M**usicale et **O**rchestrale à vocation **S**ociale. Il a été mis en place début 2020 à Thionville et s'adresse à des enfants âgés de 7 à 12 ans, n'ayant jamais pratiqué la musique, résidant dans des quartiers dits « Prioritaires de la Ville » (QPV) et qui pour des raisons économiques, culturelles et sociales n'ont pas accès à la pratique de la musique, de la danse ou du chant. Chaque groupe est constitué de 15 enfants volontaires qui s'engagent sur 3 ans.

Ce dispositif a pour principaux objectifs de valoriser la pratique musicale, de donner des moyens, en levant les freins sociaux, à cette pratique et de favoriser l'enrichissement culturel des enfants de QPV. A Thionville, il s'agit des Prés de Saint Pierre /Milliaire par le biais du Centre Social Jacques Prévert et de la Côte des Roses par la Maison Des Quartiers. Ce sont au total 30 enfants qui pourraient être concernés.

Il permet aux participants une découverte ludique de la musique par la pratique collective, de favoriser le respect d'autrui et du matériel au travers du prêt de l'instrument. Par leur engagement dans ce projet, une responsabilisation des enfants et des familles est demandée pour permettre la réussite de tous.

A l'issue des trois années d'enseignement au sein du Centre social, l'adolescent peut poursuivre son cursus en intégrant les cycles existants au Conservatoire de Thionville. Compte tenu des potentielles difficultés économiques des familles et de la volonté d'encourager les enfants à poursuivre l'apprentissage de la musique, le Conseil d'Administration du CCAS a adopté à l'unanimité en septembre 2023 la création d'une aide facultative spécifique pour la prise en charge du financement des cours au conservatoire. En 2023, 7 enfants ont pu bénéficier de cette aide.

DEMOS fait partie des projets à dimension culturelle soutenue dans le cadre de la programmation annuelle du Contrat de Ville. À ses côtés, se retrouvent à titre d'exemple les ateliers artistiques mis en place par la *Société des Beaux-Arts de Lorraine* ou les ateliers d'initiation au théâtre organisé par le *NEST (Centre Dramatique National)*.



Le Service Jeunesse de la Ville de Thionville s'adresse aux jeunes Thionvillois de 11 à 30 ans. Il est chargé de mettre en œuvre **le projet « Jeunesse » de la Ville** développé autour de trois axes prioritaires :

- Conduire les jeunes vers l'autonomie et favoriser leur engagement (bourses permis, bourses BAFA, bourses initiative, ateliers jeunes, actions vie étudiante...) ;
- Créer des espaces d'expression (RDV de la Jeunesse, coordination accueils de jeunes, communication...- cf. perspectives 2024) ;
- Contribuer au développement d'une offre de loisirs éducatifs (Tickets Sports, animations estivales...).

Une attention particulière est portée au public issu de QPV au travers de plusieurs dispositifs :

- **Bourses aux permis de conduire** :

Par l'attribution de cette bourse, la Ville souhaite aider les jeunes thionvillois de 17 à 26 ans à financer leur permis de conduire pour leur permettre de devenir autonomes et favoriser leur insertion professionnelle. En contrepartie, les jeunes bénéficiaires s'engagent à effectuer 70 heures de travail pour la Ville ou une structure partenaire. L'aide accordée de 700,00 € maximum, est doublée (soit 1400€) pour les jeunes issus de QPV ou en situation d'handicap depuis 2021.

Les bénéficiaires des bourses octroyées par les jurys réalisent leurs missions citoyennes au sein des services municipaux, des clubs sportifs thionvillois, des centres sociaux, d'associations, d'E.P.A.H.D., etc... Ces partenaires attestent du réel investissement des jeunes dans leur mission et perçoivent leurs actions comme une plus-value pour la structure d'accueil.

- **Ateliers jeunes**

Le dispositif Ateliers Jeunes est initié et soutenu par l'Etat (Service Départemental à la Jeunesse à l'Engagement et aux Sports) et les communes en zones urbaines et particulièrement issus de QPV.

Il s'adresse à des jeunes de 14 ans révolus à 21 ans inclus, pendant les vacances scolaires, participant à des actions mises en œuvre dans leur quartier par des associations locales. Ces actions doivent viser l'amélioration de leur cadre de vie et leur donner l'occasion de participer activement, positivement et collectivement à la vie de leur quartier.

La mise en œuvre de ces ateliers sera subventionnée afin de permettre aux jeunes de monter un projet collectif ou individuel.

Objectifs :

- Formaliser un temps de prise en charge des jeunes, dans le cadre d'un suivi et d'un accompagnement éducatif plus global ;
- Favoriser la socialisation à travers la constitution d'un groupe et de l'adhésion à des règles collectives ;
- Faciliter l'accès aux loisirs éducatifs, à la formation et à la culture des jeunes via la partie projet qui prolonge la partie atelier

- **Animations estivales délocalisées**

Ce dispositif mis en œuvre en partenariat avec le département de la Moselle, permet aux jeunes de 11 à 17 ans de pouvoir s'initier à des pratiques sportives et culturelles et de faire naître chez eux de nouvelles passions auxquelles ils pourront ensuite s'adonner tout au long de l'année auprès des structures partenaires.

Cette offre socio-éducative fait partie intégrante de la politique jeunesse de la ville, elle permet d'apporter une ouverture culturelle et favoriser l'inclusion de nos Jeunes Thionvillois en particulier issus de QPV.

En effet, depuis l'été 2023, la ville a fait le choix de délocaliser ces activités dans les quartiers politique de la ville de Pré Saint Pierre et de la Côte des Roses en collaboration avec les structures socioéducatives.

- **Equipements sportifs**

Dans les QPV de la ville, ont été rénové et/ou installé plusieurs équipements sportifs en

libre accès, pensés et élaborés en concertation étroite avec les usagers et la population :

- Installation d'un *street workout* en juillet 2022 : QPV Pré saint Pierre- La Milliaire
- Rénovation du city stade Pré Saint Pierre en juillet 2023
- Réalisation de 2 terrains de basket 3x3 au parc Welvert

Concernant certains de ces équipements, un travail autour du design actif sera réalisé dans le cadre d'ateliers jeunes. Ce design actif consiste à aménager l'espace public afin de rapprocher de l'activité physique et sportive de celles et ceux qui en sont le plus éloignés. Cette démarche a également pour perspective d'arrimer les quartiers au cœur de ville où un aménagement similaire sera réalisé.

Ces équipements ont pour objectifs de :

- Créer du lien social dans la ville et ses quartiers
- Promouvoir l'activité physique quotidienne par l'aménagement urbain
- Favoriser la santé des habitants en encourageant la pratique d'activités physiques
- Rendre les quartiers de la ville plus attractifs (travail autour du design actif)

ANNEXE 7

Sécurité

VII) Annexe 7 : Sécurité

A) Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation

Relativement à la loi du 5 mars 2007 portant sur la prévention de la délinquance, les Maires des communes de plus de 10 000 habitants¹²¹ ont été chargés de la prévention de la délinquance par l'intermédiaire d'une instance de coordination locale : le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD). Cette instance concernait de fait les communes de Yutz et de Thionville.

Suivant les indications du Plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme (mai 2016), invitant notamment « les maires et les préfets à développer un volet de prévention de la radicalisation au sein des Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), partout où la situation l'exige », et pour une cohérence territoriale, la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville (CAPFT) a acté la création d'un CISPDR à l'échelle du territoire communautaire (par délibération en date du 15 décembre 2016).

Par arrêté datant du 14 janvier 2019, le Conseil Communautaire a fixé la composition du CISPDR. En plus des membres de la Communauté d'Agglomération, le CISPDR réunit des représentants des services de l'Etat, des élus du Département, des communes, des représentants d'associations, établissements ou organismes agissant dans le domaine de la prévention, de la sécurité, de l'aide aux victimes, du logement, des transports collectifs ou de l'action sociale.

Le CISPDR est entendu comme un espace de concertation concernant les problématiques d'insécurité, de prévention de la délinquance et de la radicalisation. Le principe étant de pouvoir élaborer des orientations communes à l'échelle du territoire communautaire avec un plan d'actions en partage.

Il vise deux objectifs principaux :

- Consolider un diagnostic local à partir des données statistiques relevant des domaines de l'insécurité et de la délinquance ;
- Développer une stratégie territoriale à travers la mise en place de groupes de travail lié à une thématique.

Ces groupes « thématique » se sont développés depuis 2017 et se réunissent en moyenne une fois par trimestre. Ils renvoient à :

- Prévention des conduites addictives
- Violence dans les transports en commun
- Lutte contre les discriminations
- Prévention de la radicalisation
- Violences faites aux femmes

¹²¹ Un nombre d'habitants baissé à 5 000 depuis la loi du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés.

Chaque groupe définit le travail partenarial à engager sur sa thématique respective. Ils peuvent permettre par exemple de produire un « État de situation », pour ensuite identifier le(s) besoin(s) du territoire. Ces groupes offrent aussi la possibilité d'un échange d'informations confidentielles.

C'est dans ce cadre que des plans d'action ou des contrats ont été produits et mis en œuvre sur des thématiques ciblées :

- **Un plan d'action de prévention de la radicalisation** (décembre 2017)
[Objectif spécifique 3.2 du Contrat de Ville 2024-2030]
Avec comme missions identifiées :
 - Sensibiliser, former et informer les acteurs (partenaires, élus et habitants du territoire) ;
 - Permettre une meilleure coordination des acteurs et des partenaires ;
 - Faciliter l'échange d'informations et de pratiques ;
 - Améliorer les outils de travail en commun ;
 - Identifier les actions à développer et à coordonner sur le territoire ;
 - Évaluer et suivre les actions.

- **Un plan de prévention et de lutte contre les discriminations** (décembre 2019)
[Objectif spécifique 2.7 du Contrat de Ville 2024-2030]
Comprenant cinq axes d'intervention :
 - Mieux connaître les discriminations pour agir ;
 - Agir sur les représentations et les stéréotypes ;
 - Traiter à la fois de discriminations avérées (et donc de promouvoir l'accès au droit) mais aussi du ressenti de discriminations considérant que celui-ci met en cause le lien social ;
 - Tendre vers des pratiques professionnelles intégrant le principe de non-discrimination au quotidien ;
 - Valoriser et rendre visible les pratiques « exemplaires ».

- **Un Contrat Local contre les Violences Sexistes et Sexuelles** (mars 2022)
[Objectif spécifique 3.6 du Contrat de Ville 2024-2030]
Structuré autour de trois objectifs généraux :
 - Définir des modalités de travail partenarial, renforçant la coordination des acteurs ;
 - Améliorer la prise en charge du parcours des victimes et des auteurs ;
 - Développer des actions de prévention et de sensibilisation.

Le travail respectif de ces dispositifs, comme des groupes de travail, est présenté lors d'une plénière annuelle.

B) Groupe Local de Traitement de la Délinquance (objectif spécifique 3.3)

Les éléments suivants sont tirés du Décret n° 2023-579 du 7 juillet 2023 relatif aux groupes locaux de traitement de la délinquance, pris pour l'application de l'article L. 132-10-2 du code de la sécurité intérieure.

Lorsqu'il l'estime nécessaire en raison du nombre ou de la nature des infractions commises dans tout ou partie de son ressort, le procureur de la République peut créer un ou plusieurs groupes locaux de traitement de la délinquance pour une durée et dans un périmètre qu'il détermine. Le groupe local de traitement de la délinquance est présidé par le procureur de la République. Il est composé des services de police judiciaire. Le procureur de la République peut inviter toute autre personne dont la participation lui paraît utile en tenant compte de la nature des infractions et du périmètre géographique concernés. Le secrétariat est assuré par les services du parquet.

Le groupe local de traitement de la délinquance a notamment pour mission :

- 1 : De déterminer les actions coordonnées à mettre en œuvre pour lutter contre les infractions ayant motivé sa création et favoriser leur prévention ;
- 2 : De déterminer les moyens à mettre en œuvre pour le traitement des procédures judiciaires ;
- 3 : De veiller aux échanges d'informations entre les services de police judiciaire concernés ;
- 4 : De constituer un cadre privilégié dans lequel le procureur de la République expose la politique pénale et communique ses instructions dans le cadre de sa mission de direction de la police judiciaire ;
- 5 : De réaliser un bilan des actions menées et en assurer la communication.

C) Groupe de Partenariat Opérationnel (objectifs spécifiques 3.1 – 3.3)

Déployé au niveau national depuis le printemps 2019 dans le cadre de la police de sécurité du quotidien, les groupes de partenariat opérationnel (GPO) sont pilotés par la police nationale sur les territoires.

Dès lors que la police nationale identifie un problème de sécurité que connaît un quartier ou une rue, susceptible d'être traitée de manière partenariale, elle peut déclencher un GPO en adaptant les participants en fonction de la problématique (occupations de halls d'immeuble, rodéos urbains, dégradations, incivilités...). Peuvent ainsi être réunis les polices nationale et municipale, d'autres services des collectivités, les bailleurs, l'éducation nationale, les associations, les transporteurs ou encore des membres des conseils citoyens.

Concrétisant l'idée que « la sécurité est l'affaire de tous », l'esprit d'un GPO est de rassembler des acteurs divers autour d'une problématique ciblée pour établir un diagnostic collectif et trouver des solutions ensemble.

C'est ainsi que sur le quartier « Côte des roses – Bel-Air », les services de la police nationale sont associés aux réunions mensuelles de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité, qui servent ainsi de veille sur les questions de sécurité.

D) Direction de la protection Judiciaire de la Jeunesse (objectif spécifique 3.4)

La PJJ est une administration déconcentrée de l'Etat et une direction du Ministère de la Justice qui a pour mission, au sein d'un système global de protection de l'enfance, d'assurer

la prise en charge éducative des mineurs et des jeunes majeurs confiés par décision de Justice, dans un cadre pénal majoritairement (et au civil de manière exceptionnelle).

Ainsi, la PJJ est chargée de l'ensemble des questions intéressant la Justice des mineurs et jeunes majeurs et de la concertation entre les institutions intervenant à ce titre. Elle intervient sur prescription judiciaire (juge des enfants, tribunal pour enfants, juge d'instruction, Parquet) et met en œuvre les mesures pénales ordonnées dans le cadre de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, jusqu'au 30 septembre 2021, dans le cadre du nouveau Code de Justice Pénale des Mineurs (CJPM), depuis cette date.

Il s'agit ainsi d'éduquer, de protéger et d'insérer le mineur ou jeune majeur en conflit avec la loi, dans un objectif de lutte efficace contre la récidive. D'autre part et dans une moindre proportion, elle met en œuvre des mesures au civil ordonnées dans le cadre de l'enfance en danger, conformément aux articles 375 et suivants du Code Civil.

La PJJ est structurée de la manière suivante : une administration centrale, neuf directions interrégionales, des directions territoriales et des services et établissements positionnés sur l'ensemble de la Métropole ainsi qu'en Outre-Mer.

La PJJ assure la prise en charge des mineurs et jeunes majeurs qui lui sont confiés soit dans les services et établissements du secteur public, soit dans les structures du secteur associatif habilité (SAH) dont elle contrôle la qualité. Les services et établissements du secteur public sont divisés en trois grands dispositifs :

- **Le milieu ouvert** : unités éducatives de milieu ouvert, unités éducatives auprès des tribunaux, missions en quartiers mineurs ;
- **Le placement** : unités éducatives d'hébergement collectif, unités éducatives d'hébergement diversifié, centres éducatifs renforcés, centres éducatifs fermés ;
- **L'insertion** : unités éducatives d'activité de jour, mission d'insertion scolaire et professionnelle.

A ces dispositifs s'ajoutent les unités ou services éducatifs en détention.

La PJJ intervient dans le cadre d'une action d'éducation dans un cadre contraint et, si l'adhésion du jeune et de sa famille doit toujours être recherchée comme un moyen facilitant, elle ne peut toutefois pas constituer la condition de l'intervention du service éducatif.

Les missions de l'UEMO de Thionville

La mission éducative en milieu ouvert est exercée dans le cadre de la mise en œuvre de :

- Alternatives aux poursuites et composition pénale
- Mesures d'investigations
- Mesures éducatives
- Mesures de sûretés
- Peines ou aménagements de peines prononcés par les juridictions.

La prise en charge éducative en milieu ouvert consiste à évaluer la situation personnelle, familiale et sociale du jeune et à l'accompagner dans son évolution.

Elle se réalise dans un cadre pluridisciplinaire, en lien avec les représentants légaux lorsque le jeune est mineur et en partenariat avec les autres institutions et/ou acteurs concourant à la prise en charge. Elle prend en compte les réseaux de socialisation du jeune.

Quelle que soit la mesure donnant lieu à la prise en charge en milieu ouvert, celle-ci a une visée éducative. Il s'agit notamment :

- D'accompagner le jeune dans la compréhension de l'acte commis et de la décision judiciaire ;
- De favoriser son inscription dans un processus de responsabilisation et de prise en compte de la victime ;
- De prendre en compte l'évolution de sa situation personnelle, familiale, sociale, scolaire, professionnelle et sanitaire ;
- De préparer les audiences.

Le suivi vise également à orienter ou réorienter le jeune vers les dispositifs de droit commun en vue de la fin de prise en charge.

La mission de milieu ouvert réalisée par l'UEMO de Thionville est dite socle car celle-ci coordonne l'action éducative mise en œuvre quand plusieurs services, établissements et institutions interviennent dans la situation du jeune.

Il appartient à l'UEMO d'assurer la continuité et la cohérence de la prise en charge du jeune autour d'un projet éducatif commun et d'éviter ainsi tout risque de rupture dans son parcours.

L'UEMO rend compte au magistrat de la totalité du parcours du jeune, dans le respect de l'action des autres services, établissements et institutions.

Par la dimension contraignante de la mesure judiciaire, la mission éducative en milieu ouvert assure une fonction contenante propre à soutenir un lien éducatif structurant pour le jeune.

ANNEXE 8

Engagement et citoyenneté

VIII) Annexe 8 : Engagement et citoyenneté

A) Participation citoyenne (objectifs spécifiques 4.1 – 4.2 – 4.3)

La Loi Lamy du 21 février 2014 a impulsé la mise en place de Conseils citoyens dans chaque quartier prioritaire, consacrant ainsi le principe de co-construction dans la Politique de la Ville. Réunissant des habitants et des acteurs locaux, ces instances ont pu être expérimentées durant l'intégralité du précédent Contrat de Ville (2015-2023). Elles ont

contribué au développement des quartiers prioritaires de la Communauté d'Agglomération, notamment en facilitant le dialogue des habitants avec les institutions publiques et autorités locales. Les Conseils citoyens ont permis aux habitants d'être partie prenante dans l'organisation d'événements, de se réunir à une certaine fréquence pour évoquer la situation du quartier et de rester en lien avec des acteurs publics (municipalité, bailleurs...).

Pour autant, ces instances sont confrontées à plusieurs difficultés¹²². La première est celle de la représentativité. Il est en effet difficile d'assurer une représentation équilibrée et inclusive de la diversité des habitants par quartier. D'autant que ces territoires sont constitués partiellement d'individus fragilisés, en situation de précarité, voire « marginalisés », moins enclins à participer. En outre, les Conseils citoyens sont soumis à un risque d'essoufflement, confrontés à la réalité des administrations et d'un temps qui peut leur paraître long au regard de certaines urgences. Cette confrontation, parfois brutale, peut créer le sentiment de n'être pas assez entendu et de ne pouvoir réellement agir, certains habitants étant ainsi sceptiques quant à l'efficacité de leur implication.

Au regard de ces difficultés, la participation citoyenne reste ainsi un enjeu majeur dans les quartiers prioritaires. Cette participation ambitionne d'associer les citoyens pour qu'ils visualisent plus clairement les initiatives déployées pour améliorer leurs conditions de vie, de pouvoir s'y impliquer, les relayer et faire des propositions complémentaires.

Par conséquent, il est nécessaire de travailler à la mise en place de canaux d'échanges efficaces pour mieux dialoguer avec les habitants afin de rendre l'information accessible à tous. Ce dialogue aura pour autre enjeu de solliciter les avis d'habitants sur des questions dont ils sont les premiers concernés. Ceci constitue un baromètre indispensable dans une démocratie et une première étape pour le développement du pouvoir d'agir.

De plus, Il s'agit de tendre à dépasser les problématiques liées au cadre de vie. Bien qu'elles soient constitutives de la vie d'un habitant, ces problématiques proviennent souvent d'incivilités et bénéficient par ailleurs d'une réponse adaptée (compétence « Déchets » à la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville ; service interne aux bailleurs ou encore l'activité des services de Police).

Il s'agira alors de faire émerger des besoins sociaux, partagés par les habitants, relevant notamment de l'accès aux droits, de l'accès aux soins ou encore de la solidarité. Ce « pas de côté » vise à formuler davantage un intérêt général, pour lequel des réponses peuvent être apportées ou construites. Il s'agit ainsi de considérer que les enjeux de participation citoyenne ne peuvent se résumer à ceux d'une gestion urbaine de proximité.

Pour assurer une durabilité et réduire ainsi le risque d'essoufflement, il s'agira également d'insister sur la dimension du « plus petit pas possible », permettant d'insister sur l'aspect réaliste des propositions apportées.

Ainsi, la participation citoyenne du Contrat de Ville (2024-2030) se concrétisera à l'échelle de chaque quartier prioritaire par diverses modalités de participation, telles que :

- Élargissement des actuels Conseils citoyens en « Comité citoyen » ;
- Présence dans les instances décisionnelles (COTECH/COPIL) ;
- Consultations publiques (cartographie en début, milieu et fin de contrat) ;

¹²² Les enjeux de la participation citoyenne sont également abordés dans les résultats de la consultation citoyenne nationale présent en annexe ...

- Insertion de représentants dans des groupes de travail (« Insertion professionnelle » ; « Réussite Éducative ») ;
- Participation à l'évaluation d'actions déployées dans le cadre de la Politique de la Ville ;
- Organisation de rencontres avec acteurs en fonction des besoins remontés.

Ces engagements devront être précisés durant l'année 2024 avec les actuels Conseils citoyens et les structures porteuses. Cette précision devra prendre en compte la question des ressources spécifiques pour soutenir des initiatives de la population. Outre un enjeu budgétaire, les enjeux logistiques liés à l'organisation de réunions régulières, de rencontres ponctuelles devront également être posés, permettant le développement d'une cohésion de groupe. Et revenir sur les réussites et les faiblesses des actuels Conseils citoyens pour proposer une nouvelle forme d'organisation.

Pour travailler au renforcement de leurs compétences et ainsi augmenter leurs capacités à agir en toute responsabilité, il pourrait être question de mettre en place des formations adéquates permettant aux habitants volontaires de mieux appréhender leur rôle au sein d'un collectif citoyen et ainsi mieux prévenir les « conflits d'intérêt » auxquels ils peuvent parfois être confrontés. Ces temps de formation pourront compléter les temps de rencontre avec les acteurs locaux, avec la volonté d'outiller les habitants en fonction de leurs besoins.

L'élargissement des actuels Conseils citoyens pourra s'appuyer sur les contacts des autres habitants récoltés à l'occasion des restitutions publiques.

La première étape reposera sur la cartographie participative. La proposition est d'expérimenter ce mode de recueil des données avec les trois actuels Conseils citoyens, la tester et éventuellement l'ajuster avant de l'élargir aux habitants des trois quartiers prioritaires. L'idée est de pouvoir questionner l'utilisation de l'espace par les habitants à partir de questions jugées utiles : l'accès aux soins ; les lieux de rencontre ou encore l'activité principale.

B) « Maison des projets » (objectif spécifique 4.1)

Initialement prévue dans le cadre des obligations de l'ANRU, la Maison des Projets a vu le jour sur la ville de Thionville. Avec la mise en place de la stratégie de développement territorial « Thionville 2030 » le choix a été fait de ne pas ouvrir une maison « DU » projet mais bien une maison « DES » projets.

Celle-ci est donc un lieu d'accueil et d'information dédiée aux 7 grands projets Thionville 2030 : CitéZen, Côte des Roses Bel-Air, Saint Pierre La Milliaire, Rive Gauche, Action Cœur de Ville, Rive Droite, Couronné. Nos concitoyens peuvent y venir afin d'obtenir des renseignements, des informations spécifiques, une explication des projets.

Avec la volonté de déployer la démocratie participative sur la commune, la Maison des Projets remplit également le rôle de concertation avec la population concernant la mise en place et la mise en œuvre des grands projets urbains Thionville 2030. Cette concertation se déroule à

travers des réunions publiques, des ateliers mais également la possibilité aux concitoyens de venir donner leurs idées à la Maison des Projets.

Concrètement, quelles sont ses missions ?

L'information

La ville se transforme. La Maison des projets est présente sur place pour informer les habitants, les rassurer et les accompagner.

La concertation

Attachée au développement de la démocratie participative, elle a pour mission d'organiser la concertation à travers des réunions d'informations, des ateliers de concertation jusqu'à la co-décision.

La présentation et promotion

Thionville 2030 c'est le programme de développement territorial de la Ville de Thionville. La Maison des projets est donc présente pour expliquer la stratégie générale de ces 7 grands projets. Elle permet à chacun de prendre connaissance des différentes mutations que la Ville connaîtra durant les années à venir (végétalisation, stratégie de mobilité, déploiement de l'offre de logements, etc.)

Un lieu de rencontre

Équipe projet, élus, maîtres d'œuvre, architectes, bailleurs sociaux, associations : mais qui se cache derrière tout cela ? La Maison des projets permet aussi de prendre conscience des différents acteurs du développement territorial. Des événements, des rencontres, des ateliers seront organisés afin de faire circuler la parole.

Où la retrouver ?

La Maison des projets Thionville 2030 se situera au sein d'un local à la gare routière à côté de la place de la Liberté. Elle tiendra également des permanences dans l'ensemble des quartiers qui font l'objet d'un projet.



PROJ

ANNEXE 9

Cadre de vie

IX) Annexe 9 : Cadre de vie

A) « Côte des roses – Bel-Air » (objectifs spécifiques 5.1 – 5.2 – 5.3 – 5.4)

Après un classement en Zone Urbaine Sensible en 1996, la transformation du quartier de la Côte des Roses a été initiée dès 2007, dans le cadre du premier Programme National pour la Rénovation Urbaine (PNRU). Ce projet, piloté par la Ville de Thionville, débute avec les signatures du Contrat Urbain de Cohésion Sociale et d'un protocole de préfiguration avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). Grâce à une convention signée en 2010, de nombreuses actions ont conduit à la mutation de la partie sud du quartier.

Les interventions sur le quartier en matière de renouvellement urbain ont été diverses. Pour un coût global de 71,3 millions d'euros, celles-ci ont concerné les logements (démolition, réhabilitations, nouveaux logements), la requalification d'équipements ainsi que des espaces publics.

En effet, le projet PNRU a permis :

- La démolition de 202 logements sociaux (140 Batigère et 62 Moselis) ;
- La réhabilitation et résidentialisation de 303 logements ;
- La reconstitution de 245 logements dont 75% hors site (dont 75% sur Thionville : rue de la Pomperie, rue des Vosges, ZAC Metzange-Buchel, site de la Garenne, etc) ;
- L'aménagement et la création d'espaces publics ;
- La reconfiguration d'équipements publics et commerciaux.

En accompagnement du projet de renouvellement urbain, le quartier a bénéficié d'un développement d'actions sociales à travers les relogements qualitatifs (accompagnement des familles personnalisé de la définition des besoins jusqu'au-delà du déménagement – 91% des personnes relogées se sont dit satisfaites de l'accompagnement), l'insertion par l'économie, des animations culturelles et urbaines et d'une gestion urbaine de proximité.

Le quartier bénéficie aujourd'hui de nombreux services publics et associatifs :

> Equipements publics

Sont présents sur le quartier : la Médiathèque, Thionville emploi, la Maison des Quartiers, la Maison des Projets ainsi que les différents établissements scolaires tels que l'école maternelle, l'école primaire et la restauration scolaire ainsi qu'un espace multi-accueil « les petits de la Colline ».

> Equipements sportifs

Le quartier est équipé de deux gymnases « Saint Hubert » et « la Fontaine » ainsi que de plusieurs équipements sportifs sur l'espace public (dont city stade).

- Equipements associatifs

S'y ajoutent la présence d'associations qui œuvrent quotidiennement à la création de liens sociaux, qui veillent au bon fonctionnement du quartier et qui participent activement au dynamisme de celui-ci. Y figurent notamment l'association APSIS-Émergence et un Institut Médico-Pédagogique dédié aux enfants de 6 à 14 ans, géré par l'APEI Moselle.

Bien que le projet ait apporté des améliorations sur les plans urbain, social et économique, le secteur reste néanmoins fragile et figure en 2015 parmi les trois quartiers prioritaires identifiés par l'Etat au titre de la politique de la ville. Signé fin 2015, le Contrat de Ville vise ainsi à réduire les inégalités entre ces quartiers et le reste du territoire, tant sur le plan social que sur les plans économique et urbain.

En 2015, le quartier de la Côte des Roses est retenu d'intérêt régional par l'ANRU, au titre du Nouveau Programme National pour la Rénovation Urbaine (NPNRU). L'objectif est alors de consolider les interventions et la mutation sur la partie haute du quartier, non traitée dans le premier plan.

Afin de poursuivre l'action du premier programme consacré au bas de la Côte des Roses, la convention NPNRU Thionville Côte des Roses Bel-Air a été signée en février 2019. Ce projet de renouvellement urbain durera jusqu'en 2028 pour un coût total de 43.6 millions d'euros.

Au total, l'ensemble des projets de renouvellement urbain représente un investissement de 115 millions d'euros (hors constructions neuves privées).

Quelques illustrations des modifications apportées au sein du quartier :



Figure 1 - Avant/après ANRU 1 de la Côte des Roses Bel-Air

2- L'ANRU 2 : un projet ambitieux



Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain vise à poursuivre les objectifs et orientations stratégiques définis dans le PNRU et le contrat de ville. Il se concentrera sur le secteur Nord du quartier et contribuera à la résorption des difficultés en mettant conjointement en œuvre des actions urbaines, sociales et économiques.

Le portage du projet est conjointement réalisé par la Ville et la C.A.P.F.T., qui portent la stratégie globale.

Ainsi, la nouvelle convention vient définir cinq orientations stratégiques :

- Favoriser le renouvellement du cadre de vie des quartiers prioritaires et la diversification de l'habitat ;
- Accompagner l'accès et la réhabilitation des logements dans les quartiers ;
- Désenclaver et redynamiser les quartiers prioritaires ;
- Améliorer les équipements et les services dans les quartiers ;
- Valoriser la mobilisation, la parole des habitants et le travail de mémoire.

Chaque orientation du NPNRU est réfléchi et mis en œuvre dans une logique de résilience et de transition écologique.

Le projet a été concerté avec les habitants de la Côte des Roses Bel-Air.

Dans un premier temps, le Maire de Thionville, en accord avec les habitants, acte le changement de nom du quartier de la Côte des Roses en « Côte des Roses Bel-Air ». Cette décision rentre dans le cadre de la volonté de changer l'image du quartier ainsi que de créer une relation renforcée de celui-ci à son environnement immédiat, le quartier Bel-Air et notamment avec le Centre Hospitalier Régional « Bel-Air ».

Dans un second temps, une concertation a été établie avec les habitants en 2021 concernant les équipements publics ludiques et sportifs qu'ils souhaitaient avoir au sein du quartier. Cette concertation, sous la forme d'un questionnaire, a permis de faire évoluer le projet. Initialement, celui-ci prévoyait un city stade au Nord. Les habitants souhaitaient un équipement plus inclusif, non genré et diversifié. Ainsi, le city stade s'est transformé en un terrain de volley et de badminton.

Dans un troisième temps, des réunions d'informations sont mises en place sur le quartier, sous la forme de réunions publiques ou bien de réunions plus spécifiques avec les locataires de la part des bailleurs.



Figure 2 - Plan guide du NPNRU. Source : LA/BA

Ainsi, ce projet urbain, défini comme « ambitieux » se traduit par les grandes actions suivantes :

§ RETROUVER UNE QUALITE D'HABITAT ET DE CADRE DE VIE :

> La réhabilitation et résidentialisation des logements

L'ensemble de l'habitat du secteur NPNRU fait partie du patrimoine de Moselis, anciennement en partie à l'OPH. Habitat construit lors d'une forte nécessité fin des années 1957-60, celui-ci n'est pas doté d'une architecture qualitative ni adapté aux enjeux écologiques d'aujourd'hui. De plus, ces logements ne permettent pas l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR) ou aux personnes ayant du mal à se mouvoir. L'adaptation PMR des logements est, en l'état, impossible. Le changement d'image du quartier et l'amélioration du cadre de vie de la population passe en majorité par la réhabilitation, résidentialisation et la démolition de ces logements. Ces opérations de réhabilitations et de résidentialisation représentent un coût de 12 millions d'euros TTC. Les démolitions quant à elles représentent 4 millions d'euros.

- **La barre Sanglier/Renard – 50 logements :**

Dans cette optique d'amélioration de l'habitat social, la barre Sanglier/Renard a d'ores et déjà fait l'objet d'une réhabilitation lourde en 2018. La réhabilitation de cette barre a été réfléchie pour résoudre l'ensemble des problématiques évoquées ci-dessus. Elle a donc permis l'apport d'un habitat social nouveau sur le quartier : un habitat accessible aux PMR et aux performances énergétiques classées BBC rénovation. Grâce à des cages d'escaliers extérieurs, non seulement les locataires diminuent leur charge, mais la mise en place d'un ascenseur a été possible. L'externalisation des cages d'escaliers a permis de modifier la répartition des logements à l'intérieur du bâtiment. En modifiant la structure des logements, l'adaptation PMR a été réalisée.

La barre a également fait l'objet d'une résidentialisation, permettant aux locataires d'avoir leur place de parking privative.



Figure 3 - Barre Sanglier/renard avant - Source : OPH



Figure 4 - Barre Sanglier/renard après- Source : OPH

- **La barre Faisan et la barre Chevreuil – respectivement 50 et 46 logements**

- Les barres du Faisan et du Chevreuil sont en cours de réhabilitations et résidentialisations. Ces travaux permettront in fine à ces barres d'être certifiées NF HABITAT et labélisées BBC Effinergie Rénovation.
-
- L'opération de requalification prévoit la réalisation d'un ensemble de prestation de qualité, dont l'amélioration de la valeur d'usage des logements et des travaux d'économie d'énergie, afin d'obtenir un bâtiment à haute performance énergétique ainsi qu'un travail architectural des façades permettant de rompre l'effet de barres présent sur le quartier.



Figure 5 - Barre Chevreuil avant - Source : OPH



Figure 6 - Réhabilitation Chevreuil - Source : Moselis, Archi : K+H ARCHITECTES

L'opération de résidentialisation a pour objectif d'optimiser la sécurisation des occupants et du stationnement de leurs véhicules. Elle vise à susciter un sentiment d'appartenance et une responsabilisation des locataires afin d'inciter les résidents à prendre soin des locaux.

- La barre Perdrix

Pour des questions de planning et de financement, la barre de la Perdrix n'a pas pu faire partie du programme de rénovation urbaine dès 2019. Toutefois, la réhabilitation et résidentialisation de la barre Perdrix (50 logements) fait l'objet d'un avenant appelé à la convention NPNRU, pour entrevoir in fine les conditions d'intégration de cette opération dans le conventionnement ANRU.

Le projet concernant la barre Perdrix est à l'étude, il pourrait intégrer une réhabilitation et une démolition partielle, accompagnée d'une résidentialisation pour faciliter le stationnement des locataires.

Afin de parfaire le fonctionnement de l'îlot des écoles, cette opération pourrait intégrer la création de stationnement pour les travailleurs publics aux alentours (médiathèque, Thionville emploi, Accueil jeunes de la Maison des Quartiers, APSIS-Émergence...).

- La barre de la Caille

La barre de la Caille fait également partie d'une réflexion quant à sa réhabilitation. Composée en majorité de propriétaires privés, l'objectif est de réaliser avec l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat) une étude de faisabilité.

> Les démolitions

L'ambition du projet urbain repose sur trois démolitions :

- § La tour du Chevreuil (57 logements) – effectuée en 2023
- § La barre de la Bécasse (40 logements) – effectuée début 2024
- § La tour de la Bécasse (54 logements) – prévue pour mai 2024

Ces bâtiments représentent plus d'un tiers des logements existants sur le périmètre NPNRU.

D'un point de vue urbain, la barre de la Bécasse scinde le quartier en deux espaces : la place Sainte-Anne au Sud et des espaces plus résidentiels au Nord. Initialement prévue dans le PNRU, sa démolition répond à un besoin d'ouvrir le cœur du quartier.

Concernant les deux tours, elles ont fait l'objet d'un diagnostic incendie en 2012, aboutissant au constat de non-conformité et induisant un risque pour les résidents. La remise aux normes

étant opérationnellement non réalisable et trop coûteuse, le choix s'est porté sur une démolition. De plus, ces démolitions participeront à modifier l'image du quartier.

L'ensemble des relogements de la barre de la Bécasse et des tours Chevreuil et Bécasse est terminé.

Dans le cadre de ces démolitions, les logements démolis doivent être reconstitués. Ainsi, 131 logements vont être reconstruits au-delà du quartier de la Côte des Roses Bel-Air, notamment sur le grand projet urbain Thionville Rive Gauche, boucle de Ravel, et en cœur de ville de Thionville et à Terville. Cette reconstitution de l'offre représente 23 millions d'euros.

> **La diversification de l'habitat**

L'objectif du NPNRU est de conforter les actions effectuées dans le PNRU en vue de l'augmentation de la mixité sociale et urbaine dans le quartier.

Sur le Nord du quartier, au-delà de l'impasse de la Bécasse, des nouveaux logements sont prévus : 16 maisons en bande portées par Action Logement et Vivest ainsi que des « carrés de l'habitat » comprenant 27 logements dont 9 en accession sociale financés par l'ANRU.

Sur le Sud du quartier, au niveau du pôle Sainte-Anne, trois opérations seront développées :

- 3 immeubles collectifs d'environ 60 logements dans un objectif de diversification (logements privés)
- Un hôtel hospitalier dont la programmation permet d'offrir une résidence ponctuelle du CHR ou à leur famille. L'hôtel hospitalier comprendra 54 chambres.
- Une résidence jeunes actifs d'environ 35 chambres sera construite à proximité du CHR. Cette offre dynamisera le quartier en termes d'usage et de peuplement (turn-over, catégories socio-professionnelles très variées).

Hors périmètre NPNRU, sur ses coteaux, le quartier accueille également une opération immobilière privée. Cette opération prévoit la création d'un lotissement avec la vente de maisons sur mesure ainsi que deux petits collectifs (40 logements).

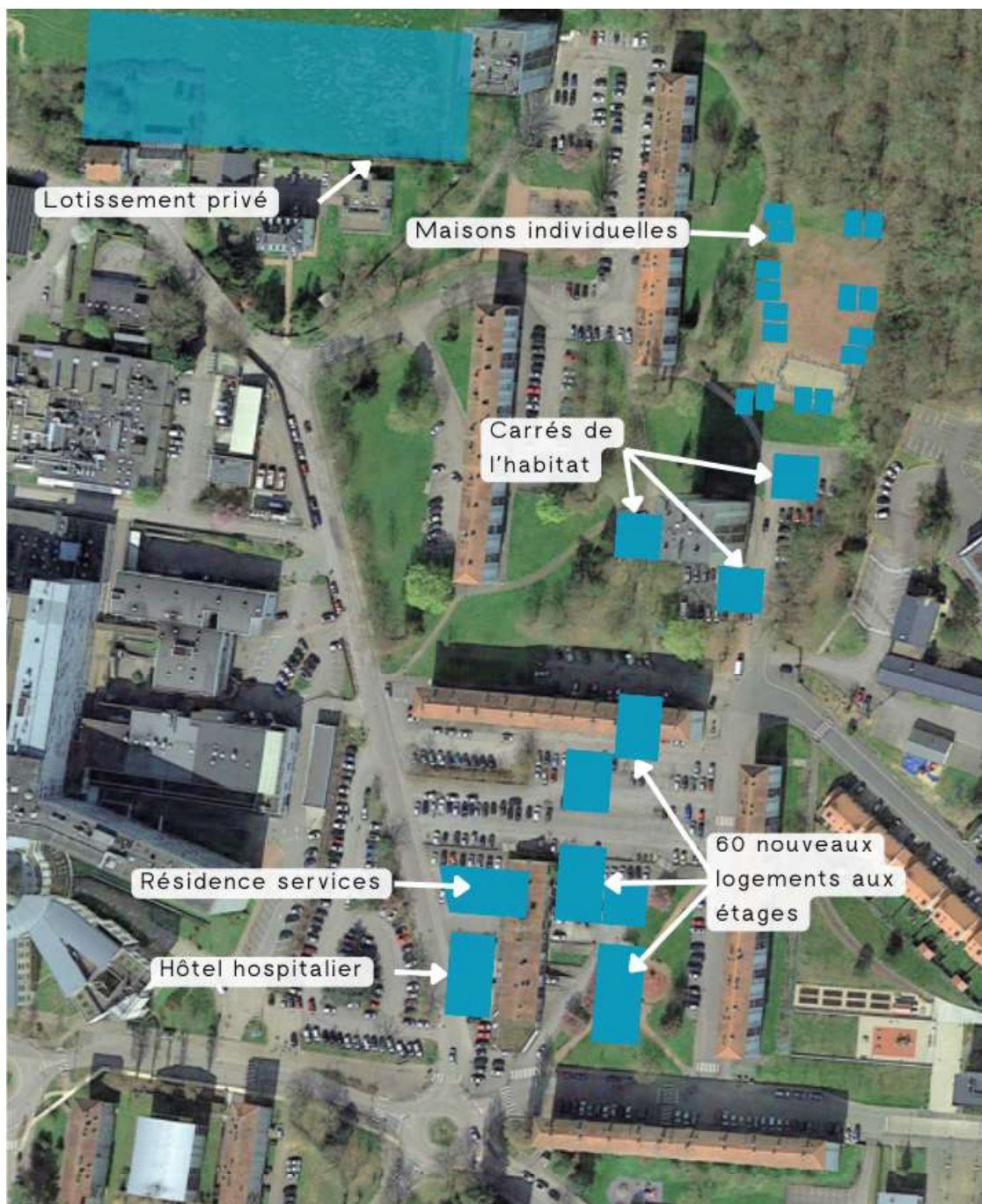


Figure 7 - Représentation schématique de l'implantation prévisionnelle des futures habitations

§ OUVRIR LE QUARTIER SUR LUI-MEME ET AVEC SON ENVIRONNEMENT IMMEDIAT :

Plusieurs dysfonctionnements sont à noter :

- Un nombre important d'impasses ;
- Un rond-point non adapté à un urbanisme de quartier en abord du CHR ;
- Un CHR qui ne fonctionne pas avec le reste du quartier (augmentation du trafic, stationnement en masse sur le quartier des usagers et du personnel) ;
- Une fracture urbaine entre le bas et le haut du quartier ;
- Une place à la voiture sur l'espace public désorganisée.

Ainsi, un des objectifs majeurs du NPNRU est de désenclaver le quartier en créant du lien avec son environnement et entre les deux entités à travers des aménagements urbains et la création

d'aménités. L'aménagement de l'espace public de la Côte des Roses Bel-Air représente un total d'environ 8,5 millions d'euros.

§ Une ouverture sur l'extérieur

A l'échelle de la ville, l'extension du Chemin de Sainte Anne et son bouclage avec la rue du Crève-cœur ont pour objectif de réduire la rupture urbaine avec le quartier de Guenrange et d'insérer le secteur du NPNRU dans son environnement proche. La possibilité de circuler autour de l'hôpital et de sortir du quartier par une autre voie que celle de l'entrée permet de changer de perspective et de créer l'hôpital bi-face.



Figure 9 – AVANT travaux -Chemin de Saint-Anne terminant en impasse. Source : google maps 2012

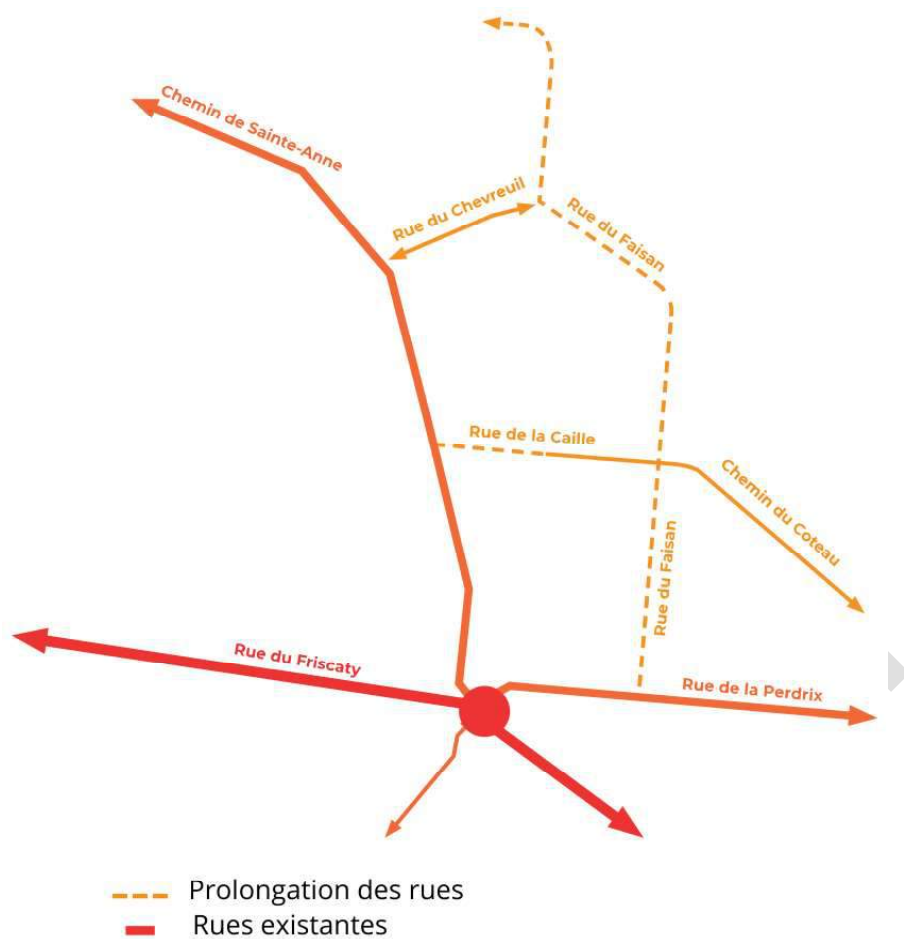


Figure 8 – APRES travaux - Désenclavement du quartier en supprimant l'impasse et création d'un parking, permettant un hôpital biface. Source : Google maps 2023

De plus, le quartier sera connecté au futur Bus à Haut Niveau de Service (projet CitéZen porté par le SMITU) grâce à une navette autonome faisant le lien entre le CHR et la Chaussée d'Océanie. Ce nouveau bus permet à l'échelle du territoire, un service fiable, écologique dont les horaires seront étendus. Ainsi, le quartier verra sa connexion améliorée avec le centre-ville de Thionville, la gare et les communes desservies.

Le projet vient fluidifier également la circulation de la voiture, sécurisant ainsi les déplacements à mobilité douce (piéton, vélo). En apaisant le trafic routier et en créant plus d'espaces dédiés aux piétons à l'instar du mail piétonnier, les habitants et usagers pourront s'approprier leur quartier et mieux vivre celui-ci.

Dans l'idée d'ouvrir le cœur du quartier, toutes les impasses sont supprimées. La modification des rues est accompagnée d'un aménagement paysager à l'image d'un quartier vert et habité.



quartier. Source : Lava

lu

La réorganisation du stationnement du personnel et des usagers du CHR ainsi que les résidentialisations des bailleurs, permettront de diminuer le besoin en stationnement sur l'espace public. La place pourra être laissée aux cheminements de mobilité douce (piéton, vélo...). Ainsi, les usagers et habitants pourront circuler en toute sécurité et de manière agréable grâce à la continuité du mail piétonnier déjà en place dans l'ANRU 1.

Dans la continuité et afin de créer une entrée de quartier urbaine et apaisée, un avenant à la convention en cours d'instruction par l'ANRU, a été déposé afin d'intégrer la requalification du carrefour d'entrée de quartier et des abords du CHR.



Figure 11 - Représentation du cheminement piéton de la place Sainte-Anne vers le CHR.
Source : Laba

À l'instar d'avant, un schéma ou un plan (avant / après) permettrait d'illustrer l'ouverture à venir.

§ Lier le haut et le bas

La partie nord et la partie sud du quartier sont vécues comme deux entités différentes. La rue Saint-Hubert vient scinder ces deux espaces.

Ainsi, le projet vient en continuité des aménagements déjà effectués dans le cadre du PNRU, à savoir l'îlot des écoles situé au milieu des deux entités et le cheminement piétonnier. Grâce aux démolitions et à un aménagement pour les mobilités douces (piéton, vélo...), il est question



Figure 12 - Îlot des écoles - ANRU 1. Source : Ville de Thionville, 2014

de créer un corridor, une ouverture et du lien entre ces espaces pour unifier le quartier.



Figure 13 - Projection de la dorsale. Source : LaBa

Le mail piétonnier créé dans le PNRU arrive par l'Est sur la place Sainte-Anne. Il se poursuivra jusqu'au « sommet » du quartier au Nord et jusqu'au CHR à l'Ouest grâce à une dorsale végétale, piétonne et ludique. De la place Sainte Anne au Sud, la dorsale alternera les séquences : façades animées par les commerces puis, transition par un espace plus résidentiel, promenade dans le parc urbain, pour aboutir sur un espace de jeux au Nord. Cette dorsale permet de structurer et d'offrir une lisibilité spatiale claire des espaces publics.

§ La création d'aménités dans l'ensemble du quartier

L'ouverture du quartier sur son environnement et la dynamique entre les deux entités est également rendu possible grâce à une programmation permettant la mixité économique, d'usage, social et urbaine.

> La nouvelle place Sainte-Anne et ses commerces

La nouvelle place Sainte-Anne piétonne, habitée et commerciale viendra redynamiser l'ensemble du quartier de la Côte des Roses Bel-Air. D'une architecture à l'échelle humaine (4 niveaux maximum), elle est vectrice de liens sociaux. Elle installera un nouveau souffle commercial en ramenant des commerces de proximité en adéquation avec les besoins et usages du quartier (boulangerie, boucherie, coiffeur, pharmacie...). Elle apportera une nouvelle offre de service innovante grâce à un hôtel hospitalier facilitant le parcours santé des patients de l'hôpital et des familles ; une résidence jeunes actifs et une crèche dont les horaires seront adaptés aux salariés. Enfin, avec ces nouveaux logements aux étages et la mixité de population offerte par les services, elle sera également le lieu central de la mixité sociale.



Figure 14 - La future place Sainte Anne. Source : Laba

- > La dorsale végétale, piétonne et ludique

Ce parc urbain et cette dorsale viennent également répondre à un enjeu de mixité et représentent un réel vecteur d'attractivité. Ce nouveau lieu représente pour le quartier et le reste du territoire une opportunité de profiter d'un espace public verdoyant, calme et complémentaire au reste de la ville.

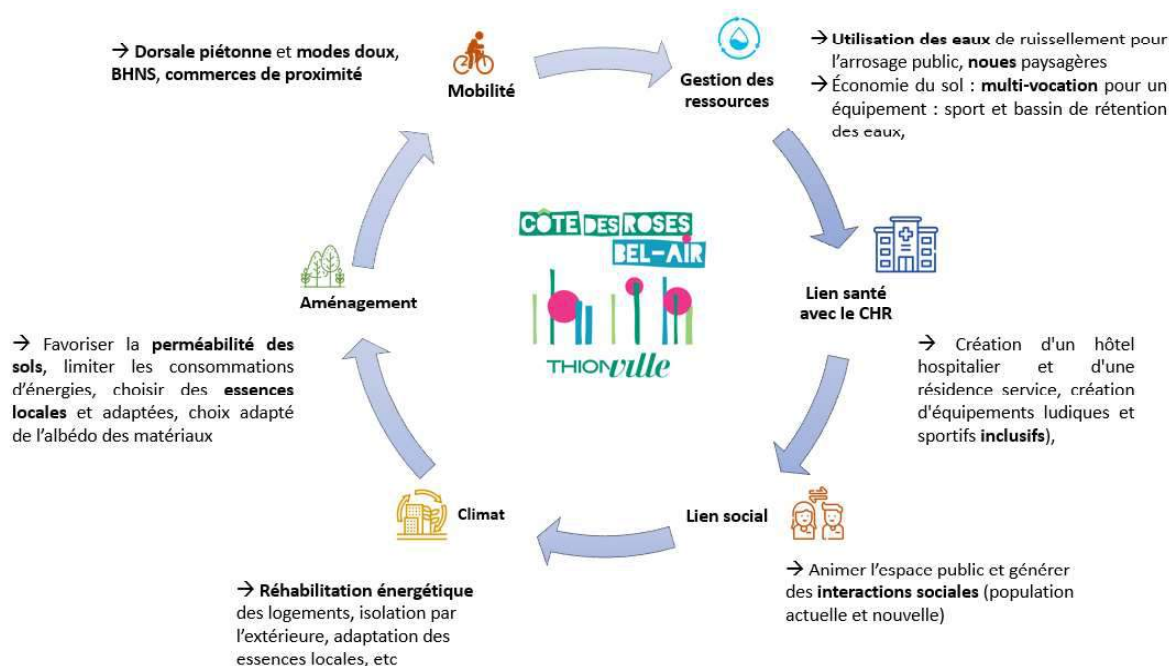
- > L'offre complémentaire d'équipements

Le NPNRU apporte également une offre complémentaire en équipement. Le bas du quartier présente des équipements sportifs de type city stade et aires de jeux. En addition et en lien avec le CHR, le NPNRU apportera des équipements nouveaux. En effet, ceux-ci seront inclusifs, adaptés à tous les types d'handicaps (aires de jeux, street work out, terrain de volley/badminton). Ils se situeront le long du mail piétonnier.

LA DEMARCHE DE QUARTIER RESILIENT

Le NPNRU Côte des Roses Bel-Air est un projet caractérisé d'ambitieux, dont la notion de résilience en est un pilier : « *La résilience est la capacité de tout système urbain et de ses habitants à affronter les crises et leurs conséquences, tout en s'adaptant positivement et en se transformant pour devenir pérenne. Ainsi, une ville résiliente évalue, planifie et prend des mesures pour se préparer et réagir à tous les aléas – qu'ils soient soudains ou à évolution lente, prévus ou non. Les villes résilientes sont donc mieux à même de protéger et d'améliorer la vie des gens, de sécuriser leurs acquis, de promouvoir un environnement favorable aux investissements et de favoriser les changements positifs* ». ¹²³

Schéma et résumé de la résilience du NPNRU :

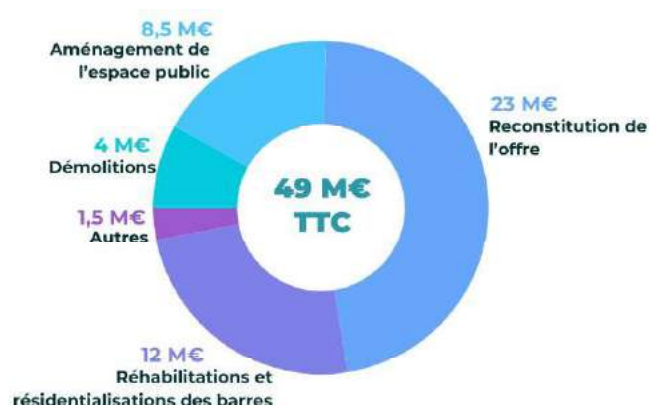


Ainsi, le NPNRU permettra :

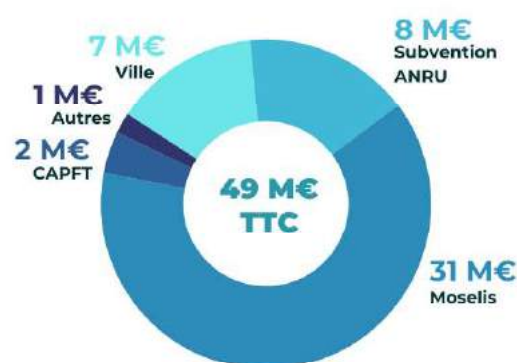
¹²³ La Résilience Urbaine, UN-Habitat, <https://unhabitat.org/fr/node/3774>.

- La démolition de 151 logements sociaux ;
- La réhabilitation et résidentialisation de 146 logements ;
- La reconstitution de 131 logements (30 logements sur Terville, 35 logements sur l'opération Thionville Rive Gauche, 20 logements Thionville Boucle de Ravel, 15 logements en opération cœur de ville et 31 logements restants à définir) ;
- L'aménagement et la création d'espaces publics ;
- Le réaménagement et l'extension de surfaces commerciales à hauteur de 1420 m² ;
- La diversification de l'habitat avec 100 nouveaux logements et une centaine de chambres.

Récapitulatif financier du projet Côte des Roses Bel-Air par opération :



Répartition des investissements :



DE NOMBREUX ACTEURS

Le



centre municipal d'éducation routière est implanté dans l'école rue Saint Hubert, dans le quartier de la Côte des Roses-Bel Air, depuis sa création en 2002.

En 2010 les locaux ont été réhabilités dans le cadre de l'ANRU, permettant ainsi de bénéficier d'un plus grand espace de formation, d'un bureau et d'un local vélos.

Il a pour vocation de former les écoliers, les collégiens, les lycéens, les travailleurs handicapés des CAT et les seniors de l'espace Saint Nicolas, aux règles de sécurité routière.

Ainsi chaque année l'agent en charge de cette formation se déplace dans les écoles et autres lieux pour dispenser une première partie théorique, avant de faire venir les élèves au centre pour la partie pratique sur une piste résiliente, rénovée au cours de l'été 2023.

Ce sont ainsi près de 6000 personnes formées chaque année.

La gestion en mode projet du NPNRU

§ Une réunion mensuelle de l'équipe projet

Chaque mois l'équipe projet se réunit. Cette réunion permet à l'ensemble des acteurs composant l'équipe projet de faire un point sur l'avancement des dossiers en cours.

Elle se compose de la directrice des grands projets urbains, du chef de projet ANRU, du chargé de mission GUSP, du responsable des affaires foncières, du chargé de mission insertion économique, du responsable du Service Etudes et Travaux d'Aménagement Urbain, du manager de la Maison des Projets, du chargé de mission Politique de la Ville, du chargé de mission habitat.

Cette équipe évolue en fonction des étapes du projet.

§ Un comité technique

Chaque semestre, un comité technique est organisé. Le comité technique permet de coordonner et de valider les aspects techniques du projet.

§ Un comité de pilotage

Les modalités de pilotage du NPNRU sont définies en continuité du pilotage élaboré dans le Contrat de Ville. Le COPIL est l'instance de coordination et de validation politique.

§ Une revue de projet

La revue de projet permet de faire état de l'avancée du projet à l'ANRU et à l'ensemble des partenaires.

Cette réunion, d'une fréquence annuelle, est présidée par le préfet et réunit l'ensemble des membres du COPIL.

La Gestion Urbaine et Sociale de Proximité

§ Charte et plan d'actions

Le projet de gestion sur la Côte des Roses Bel-Air consiste en une charte signée par l'ensemble des partenaires et d'un plan d'actions renouvelable chaque année.

Un premier plan partenarial de gestion avait été rédigé pour la période 2019-2024. La charte GUSP ayant été signée le 02 mai 2023, le plan d'actions a été revu pour la période 2023-2028.

§ Objectif de la GUSP à Thionville :

Le quartier de la Côte des Roses Bel-Air dispose de nombreux atouts et certains dysfonctionnements. En effet, le quartier est calme, en partie rénové, doté de nombreux équipements publics participant à la vie active du quartier tels que des écoles, la médiathèque, la Maison des quartiers. Sont présents de nombreux acteurs participant au quotidien au dynamisme du quartier, à la création de lien social, à l'accompagnement économique des habitants. Cependant, le quartier rencontre des problématiques d'incivilités en matière de déchets et d'encombrants sur les espaces publics et privés, de stationnements gênants ainsi que quelque fois des comportements pouvant porter atteinte à la tranquillité du quartier.

Ainsi, à travers un diagnostic qui a été mené, les objectifs de la GUSP sont de :

- Créer une véritable coopération et solidifier le dialogue avec les acteurs locaux notamment dans l'accompagnement du conseil citoyen
- Garantir une bonne qualité de prestation (propreté, qualité des espaces verts, sécurité, stationnement...) en faisant le lien entre les usagers du quartier et les instances institutionnelles
- Soutenir une qualité de services au sein de ce quartier en les adaptant aux besoins identifiés localement
- Veiller au bon entretien et respect des aménagements et équipements réalisés dans le cadre du NPNRU
- Poursuivre l'accompagnement à l'insertion professionnelle des habitants du quartier

§ La dynamique partenariale actuelle :

La GUSP est un rassemblement d'acteurs du quartier. L'ensemble des objectifs et des actions mises en place doivent se mener de manière partenariale.

Ainsi :

- Les différents documents sont construits avec l'ensemble des acteurs : bailleurs (Moselis, Batigère), ville dont Maison des Quartiers/Thionville emploi, CA dont la politique de la ville, association (Apsis Emergence), conseil citoyens, habitants, police nationale
- La GUSP est en relation constante avec le chargé de mission politique de la ville qui veille à ce que les enjeux soient respectés et en adéquation ; de même pour l'abattement de TFPB.
- Les différents partenaires se réunissent tous les mois afin de faire :
 - Un retour sur le conseil citoyen
 - Un suivi des sujets évoqués lors de réunions précédentes
 - Un état des lieux du mois
 - L'organisation d'événements partenarial
 - Evoquer les actions/événements/sujets du mois précédant
 - Mise à jour sur le projet de renouvellement urbain

§ Le plan d'actions

En accord avec la charte, le plan d'actions est réparti en trois orientations. Aussi, une logique de transversalité est voulue entre les actions.

Orientation n°1 : Veiller au respect d'un bon cadre de vie.

Cette orientation permet de travailler sur les sujets de déchets et encombrants avec une logique d'accompagnement et d'information à la transition écologique ; de sécurité ainsi que de stationnement.

Orientation 2 : renforcer le lien social sur le quartier, accompagner les plus jeunes au développement de leur dynamique et poursuivre l'insertion professionnelle

Cette orientation comprend l'ensemble des actions des partenaires organisées de manière individuelle et celles collectives permettant de faire vivre le quartier, de créer du lien social et d'accompagner les habitants sur l'insertion professionnelle.

Orientation 3 : accompagnement au projet de renouvellement urbain et veiller au bon entretien et respect des aménagements et équipements réalisés dans le cadre du NPNRU

Cette orientation vise à mettre en œuvre les différents dispositifs d'accompagnement au NPNRU : information, communication, concertation. Elle permet aussi aux différents acteurs de gérer la phase chantier ainsi que l'appropriation des différents équipements/aménagements qui vont être réalisés dans les prochaines années.

Figure 15 - Quelques réalisations partenariales



B) « Saint-Pierre – La Milliaire » (objectifs spécifiques 5.1 – 5.2 – 5.3 – 5.4)

Le quartier se situe à mi-chemin entre une dynamique de périphérie et une dynamique urbaine. Il est bordé à l'ouest par la zone commerciale du Linkling et l'accès à l'autoroute A 31. La Chaussée d'Europe et d'Afrique affichent cette coupure. A l'Ouest, situé à 20 minutes à pied du centre-ville et 30 minutes de la gare, Saint-Pierre La Milliaire se trouve ainsi dans le prolongement du centre-ville. L'habitat collectif est majoritairement représenté par de l'habitat social répartis en deux entités la « Boucle des Près de Saint-Pierre » et la « Boucle de la Milliaire » séparé par la Rue Paul Albert.

Le quartier dit « Boucle des Près de Saint-Pierre » doit son nom à une ancienne chapelle dédiée à Saint-Pierre, une croix (1622) en marquait la Place. La « Boucle de la Milliaire » tient son appellation en référence à la proximité avec la voie romaine Metz-Trèves, où se trouvait une ancienne borne milliaire, utilisée au Moyen Age pour localiser les parcelles de terrains.

§ Habitat

Le quartier est un quartier d'habitat collectif social construit à partir des années 1950, en réponse à l'augmentation de l'attractivité du territoire à la sortie de la Seconde Guerre Mondiale nécessitant un besoin accru en logement.

Aujourd'hui, le quartier se compose de plus de 95% de logements sociaux (*Sources : SDES, Répertoire du parc locatif social 2018 ; Insee, Recensement de la Population 2018*). Ces logements sont répartis entre deux bailleurs : Moselis et Batigère.

Le patrimoine de Moselis est composé de :

- 6 tours hexagonales sur Saint Pierre, soit 314 appartements
- 6 barres (240 logements) sur la Milliaire

Le patrimoine appartenant à Batigère se compose de 158 logements répartis en :

- 54 logements individuels
- 16 collectifs de 104 logements

§ Equipements publics et associatifs

Le quartier est pourvu de nouveaux équipements publics et associatifs.

- > Equipements scolaires

On y retrouve : l'école de la Milliaire « Les coquelicots », l'école Jacques Prévert, l'école Saint Pierre, le collège de la Milliaire.

- > Equipements sportifs

Le quartier est équipé du gymnase multisports de la Milliaire, du gymnase Léo Lagrange, des terrains de tennis extérieurs, des terrains de tennis couverts, d'un city stade, d'équipements de street work out.

- > Equipements associatifs

Le quartier est également doté du centre social Jacques Prévert, d'équipements pour la petite enfance, d'équipements pour l'accueil des personnes âgées, d'un foyer d'accueil polyvalent APEI, ainsi que d'autres associations tels que Apsis Emergence.

§ Commerces

De nombreux commerces sont accessibles à proximité direct :

- Un centre commercial en cœur de quartier datant de la fin des années 1970
- Le centre commercial Geric
- Des commerces de proximité

LE PROJET URBAIN



Figure 16 - Plan guide du projet de renouvellement urbain de Saint-Pierre La Milliaire. Source : Alain Casari urbanisme, Groupement de compétences ATOP

Les grands objectifs du projet sont :

- Réhabiliter l'habitat social, apporter de la mixité sociale et architecturale
- Lier les deux entités et sécuriser les déplacements grâce à une trame verte
- Désenclaver le quartier en le connectant à son environnement immédiat
- Mettre en valeur les équipements et établissements présents sur le quartier

Le projet urbain se traduit par les grandes actions suivantes :

§ Réhabiliter l'habitat social et apporter de la mixité sociale et architecturale

L'habitat social présent sur le quartier est ancien, aux performances énergétiques classées entre D et C, d'une architecture des années 1960/1970 très peu qualitative.

La réhabilitation de ces logements s'inscrit dans :

- une logique d'amélioration du cadre de vie des locataires (meilleure accessibilité, parties communes embellies..),
- la transition écologique déployée à l'échelle de la ville afin d'améliorer les performances énergétiques de ces bâtiments (isolation thermique, réfection des façades) et aussi de diminuer les charges pour les locataires
- le changement d'image du quartier

> La réhabilitation et résidentialisation des logements

Dans un premier temps et dès 2023, ce sont les tours Saint-Pierre qui seront réhabilitées et résidentialisées. Ces 6 tours sont en R+8, majoritairement composées de T3. Ces tours sont représentatives des grands ensembles construits dans les années 1970 : grandes hauteurs, formes répétitives, manque d'ancrage au sol. Les logements sont consommateurs d'énergie, avec des ponts thermiques importants aux multiples angles de la façade. Les bâtiments sur le secteur de Saint Pierre sont aujourd'hui classés en étiquette énergétique D.



Figure 17 - Projection des réhabilitations des Tours Saint-Pierre. Source : Moselis (image non contractuelle)

Ainsi, le projet prévoit d'améliorer le confort thermique et acoustique des logements par la rénovation des façades, l'isolation par l'extérieur, la réfection des parties communes.

Concernant le stationnement, ces tours disposent aujourd'hui de 3 parkings semi enterrés de 87 places. Néanmoins, le parking central est utilisé à 100%, le parking sud est utilisé à 50% pour du stationnement et 50% pour du stockage, le parking nord est fermé pour des raisons de sécurité induites par de l'incivilité. Ainsi, les voitures ne pouvant être stationnées sur les parkings extérieurs, se situent le long des voies, venant interrompre la continuité des trottoirs.

De ce fait, la résidentialisation vient accompagner ces réhabilitations en venant créer du parking au pied des immeubles qui seront destinés aux locataires. Cela permettra de simplifier

le quotidien des habitants, d'organiser la place de la voiture au sein du quartier et libérer de l'espace pour la création d'espaces verts.

Dans un second temps, une fois les travaux terminés sur Saint-Pierre, Moselis effectuera la réhabilitation et résidentialisation des barres de La Milliaire. Les barres sont en R+4, sans ascenseur. Leur forme architecturale en longueur ainsi que leur implantation perpendiculaire aux axes de circulation donnent l'impression que ces bâtiments tournent le dos au quartier. D'un point de vue énergétique, les barres sont aujourd'hui classées en étiquette énergétique C. L'objectif des travaux est le même que sur Saint-Pierre.

Concernant le stationnement, 73 garages sont présents en RDC des immeubles B, C, D, E et 9 garages sont à l'extérieur. Du stationnement est aussi présent en aérien. Néanmoins, l'offre de stationnement paraît légèrement insuffisante.

Dans la continuité de la transition écologique, le réseau de chaleur urbain déjà présent sur le quartier pour l'habitat social aujourd'hui fonctionnant avec du gaz est étudié dans l'objectif d'être transformé pour fonctionner avec du bois. Le projet prévoit également d'étendre son utilisation à d'autres bâtiments d'habitat social.

> Les démolitions

Afin de désenclaver le quartier et de créer une agrafe verte, la tour n°13, celle étant la plus proche de l'avenue Paul Albert sera démolie. Les travaux de démolitions sont prévus en continuité des réhabilitations. La démolition de cette tour permettra de modifier l'organisation de la circulation. Une partie de la Boucle des Près de Saint-Pierre sera donc reconnectée à la Rue de Longwy, et l'autre partie sera supprimée. La suppression de cette boucle permettra de simplifier la circulation dans le quartier et viendra également le sécuriser.

Dans la même logique, la boucle de la Milliaire sera modifiée grâce à la démolition de la barre F, celle étant située la proche de la Route de Guentrange. Une nouvelle voie sera créée de la boucle actuelle à la Chaussée d'Afrique permettant aussi d'améliorer la connexion avec les nouveaux arrêts du BHNS sur la Chaussée d'Afrique.

Afin de diversifier l'habitat sur le quartier, les immeubles appartenant à Batigère entre les rues de la Marne et Paul Abert, sont prévus également à la démolition. De nouvelles constructions sont prévues en lieu et place de ces démolitions apportant également une mixité de peuplement.

La reconstitution de l'offre n'est pas identifiée précisément (au même titre que la convention ANRU). Toutefois elle sera effective notamment par les logements sociaux créés dans les 15 prochaines années sur les grands projets Thionville Rive Gauche et Thionville Rive Droite (Rive Droite : 250 logements sociaux / Rive Gauche (hors reconstitution côte des Roses bel Air) : 180 logements sociaux).

> La diversification de l'habitat

L'objectif de mixité architecturale et sociale est en enjeu fort sur le quartier. De plus, le quartier Saint-Pierre La Milliaire bénéficie d'un emplacement stratégique. Ainsi, grâce aux démolitions et à la mutation de foncier au sein du quartier, le projet prévoit la construction de nouveaux logements privés, à l'instar de l'opération privée de 120 logements en collectif et individuel, effectuée, rue de Longwy.

§ Lier les deux entités, sécuriser les déplacements, végétaliser

Aujourd'hui, le quartier est formé et vécu comme deux entités séparées par la Rue Paul Albert. Chacune est composée d'habitat, de services, d'équipements voir de commerces, nécessitant des interdépendances et par conséquent des traversées viaires par la population. Ainsi, cette fracture causée par cette rue à caractère routière rend les déplacements en mode doux dangereux.

Un des piliers du projet repose sur la volonté de renouer ces deux entités, de sécuriser et de rendre agréable les déplacements doux (piétons, vélos...). L'objectif est donc de créer du lien et un dialogue pour créer un seul et même quartier « Saint-Pierre La Milliaire ».

Ainsi, une agrafe verte sera créée permettant de se déplacer en mode doux et en toute sécurité depuis les Etangs de Saint-Pierre jusqu'à la route de Guentrange en passant par le parvis de l'Eglise Saint-Pierre, le centre social Jacques Prévert, l'école primaire et maternelle Jacques Prévert, l'espace végétalisé permis grâce à la démolition de la tour n°13, le gymnase multisports La Milliaire, le centre commercial du quartier, le gymnase Léo Lagrange, l'école les Coquelicots et l'école maternelle La Milliaire, le collège La Milliaire, les arrêts du futur Bus à Haut Niveau de Service (BHNS).



Figure 18 – Schéma de la sécurisation de l'accès aux équipements grâce à l'agrafe verte. Source : Alain Casari urbanisme, Groupement de compétences ATOP, Ville de Thionville

§ Adapter les équipements publics

Le quartier est pourvu de nombreux équipements scolaires et sportifs. On y retrouve également des associations, des services et des commerces. Ainsi, le projet prévoit une mise en valeur paysagère, architectural et une sécurisation de l'accès à ces différents équipements et établissements.

En parallèle, la ville de Thionville mène un programme de construction/rénovation des équipements en libre accès qui vise à favoriser la pratique sportive sur les quartiers « le sport au cœur de la vie, au cœur de la Ville ».

En étroite collaboration avec le Centre Jacques Prévert et le conseil citoyen, des équipements de street work out ont été installés sur l'espace public, boucle de la Milliaire. Ces équipements sont ouverts à tous. Ils permettent de compléter l'offre d'équipements sportifs sur le quartier. Ils ont été pensés en lien avec les habitants afin de répondre à leurs besoins.



Figure 19 - Équipements de Street Work Out. Source : Ville de Thionville, 2022

A la suite de demandes des habitants en 2022, le City Stade, boucle des Prés de Saint-Pierre, a fait l'objet de réflexions. Également dans une démarche de démocratie participative, la ville a développé un programme de travaux pour 2023 en collaboration avec les habitants. Ces travaux ont permis de rénover le City Stade, de le sécuriser en lien avec les besoins des habitants et usagers. Ce projet a fait l'objet d'un investissement par la Ville de 57 000 € TTC.



Figure 20 - Le City Stade après travaux. Source : Ville de Thionville, 2023

Le projet intègre également la rénovation et l'extension du centre social Jacques Prévert (1^{er} semestre 2024) pour un coût global d'environ 1 700 000€ TTC, la rénovation et l'extension du gymnase Léo Lagrange représentant un investissement estimé à plus de 2 M€ et la sécurisation de l'accès au collège. Il envisage même in fine de pouvoir créer le lien avec l'aménagement des Etangs de Saint-Pierre.



Figure 21 - Projection de la réhabilitation et de l'extension du centre social Jacques Prévert. Source - LABE Architectures (image non contractuelle)

L'accès à ces équipements en mode doux sera facilité par la création de l'agrafe verte. Ainsi les habitants pourront y accéder en toute sécurité de part et d'autre du quartier. Ces équipements sont des lieux importants au sein du quartier car ils représentent des lieux d'attractivité, de liens et de mixité sociale.



Figure 22 - Projection du futur quartier Saint-Pierre La Milliaire. Source : Alain Casari urbanisme, Groupement de compétences ATOP

Ce projet représente un coût global d'aménagement des espaces publics et de rénovation/ amélioration des équipements publics à hauteur de 22 M€. ¹²⁴

Ce projet n'étant pas retenu au titre de quartier d'intérêt régional par l'ANRU, la collectivité est en recherche active de financements pour mener à bien cette transformation ambitieuse du quartier dans les objectifs de transition écologique et d'urbanisme en faveur de la santé.



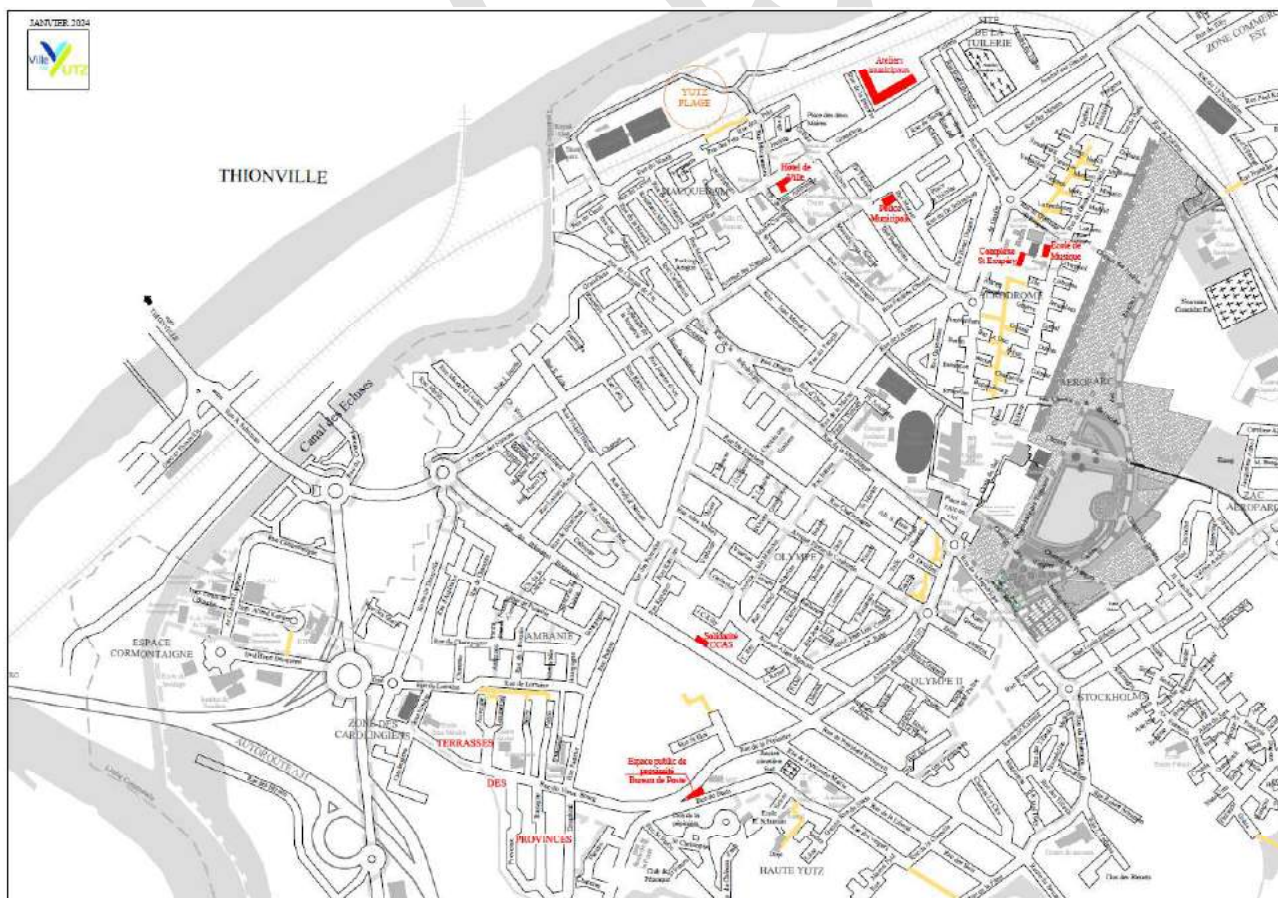
¹²⁴ Budget prévisionnel en mars 2024, soumis à variations.

C) « Terrasses des provinces » (Objectifs spécifiques 5.1 – 5.2 – 5.3 – 5.4)

Les communes bénéficient de la clause de compétence générale leur permettant de régler par délibération toutes les affaires relevant de leur niveau. Les principales compétences exercées relèvent des domaines suivants : urbanisme, logement, environnement, gestion des écoles préélémentaires et élémentaires, le commerce, l'action sociale...

Pour ce faire, la Ville a défini ses orientations autour de valeurs comme l'équité, la solidarité et la mixité sociale pour toute la population. Ainsi, les services répondent à la population sur des lieux spécifiques répartis sur la ville :

- La mairie principale avec les services de l'État civil, de l'Urbanisme, la Communication et les Ressources Humaines ;
- L'accueil de la police municipale ;
- Le complexe Saint Exupéry avec les directions de la Jeunesse (en incluant tous les lieux du périscolaire – Moselle Jeunesse), de l'Éducation (les écoles préélémentaires et élémentaires), du Sport (en incluant les équipements sportifs), de la Culture (en intégrant les salles culturelles – l'école de musique, les événements (Les Euphoryques » - « YUTZ Plage » - « Marché de Saint Nicolas »...), de la Vie associative, des Finances, les services techniques (voirie – espaces verts – entretien des bâtiments) ;
- L'espace Public de Proximité avec l'agence postale ;
- La Direction de la solidarité et de l'emploi et le C.C.A.S.
- Le Centre technique municipal.



Cette organisation permet à chaque habitant, en fonction de sa demande, de trouver la réponse la plus adaptée avec une expertise pointue. Ceci permet de ne pas démultiplier les structures patrimoniales, d'éviter de se disperser et d'avoir des points de repère.

L'équilibre géographique du patrimoine communal permet à la population, qui souhaite participer à la vie de la commune et d'être acteur, de trouver à moindre distance tous les services ou toutes les animations.

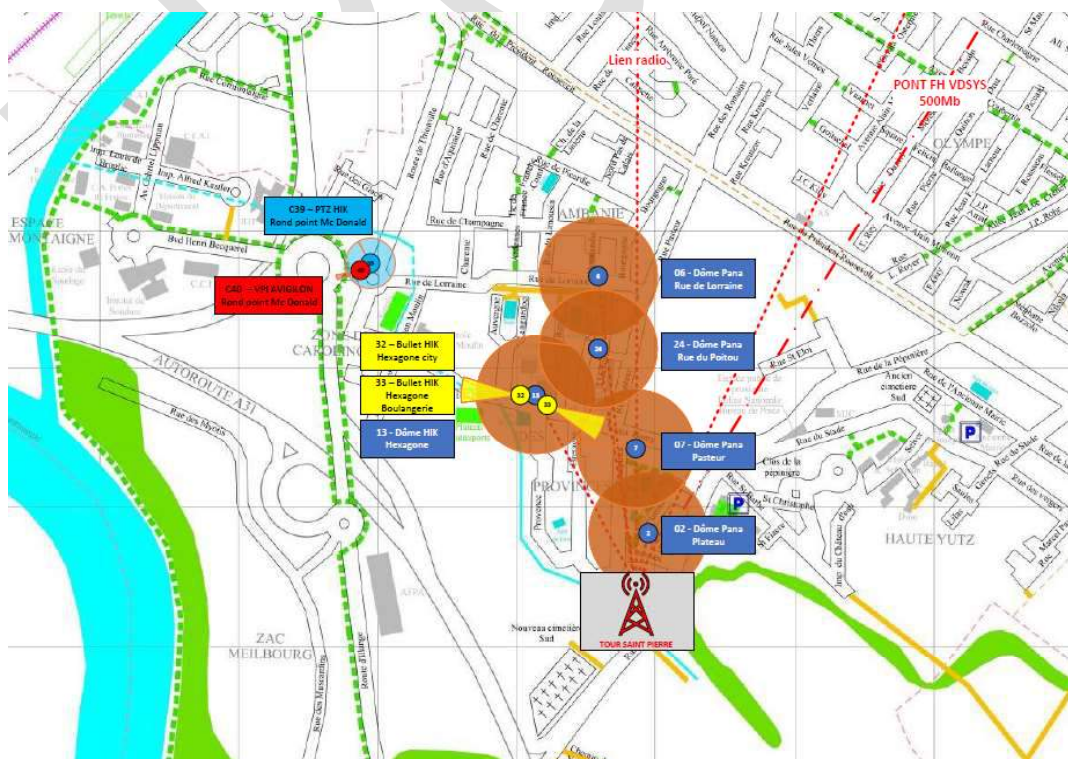
Tous les habitants, quel que soit leur âge, peuvent bénéficier de toutes les activités de la ville.

La commune de Yutz se caractérise également par une richesse associative sportive, culturelle, cultuelle, solidaire et de quartier pour laquelle la Ville attribue des subventions de fonctionnement et met à disposition des locaux ainsi que des moyens humains et matériels lors de leur manifestation.

Les élus sont engagés dans une communication régulière sur l'évolution de la ville (réunion de présentation des projets urbains (constructions – aménagement de voirie – pistes cyclables...)).

Les activités au titre du droit commun sont favorisées par la Ville. Toutefois, les élus ont développé spécifiquement des réponses liées aux problématiques du quartier Terrasses des Provinces :

- Positionnement de deux agents d'entretien des espaces publics (soit 1,6 équivalent temps plein) afin d'assurer la propreté du quartier quotidiennement ;
- Participation au Groupement Local de Traitement de la Délinquance (quatre réunions par an) en lien avec le Sous-préfet, le Commissaire, le Procureur ainsi que les acteurs du quartier (bailleurs, service du département, collège, Police municipale, C.C.A.S., associations de quartier, S.P.I.P.) ;
- Vidéosurveillance / présence de la Police Municipale (P.M.) sur le quartier (incivilités – prévention sur la voie publique - insécurité) ;





- Mise en place du Programme de Réussite Educative depuis 2017 conventionné avec l'Education Nationale et le Conseil Départemental pour 16 enfants des deux écoles élémentaires du quartier : accompagnement scolaire, ateliers pédagogiques (création d'une web radio, prévention des addictions), culturels (atelier peinture), sorties (cinéma – zoo), sportifs (avec le comité olympique et sportif) avec les enfants. Ateliers avec les parents.
- Permanence de ProxiJob une demi-journée par semaine au centre social pour accompagner les demandeurs d'emploi et leur faire bénéficier des actions dédiées.

Zoom de France Travail sur la demande d'emploi sur le Q.P.V. :

Quartier Politique de la Ville	1 ^{er} trimestre 2023			Evaluation annuelle		
	ABC	A	ABC moins de 26 ans	ABC	A	ABC moins de 26 ans
Terrasses des Provinces	295	186	51	+ 5,7 %	+ 13,4 %	+ 41,7 %

Catégorie A : sans aucune activité

Catégorie ABC : tous demandeurs d'emploi

Nous pouvons constater une forte augmentation des demandeurs d'emploi sur le Q.P.V. et particulièrement pour les moins de 26 ans. Le C.C.A.S. accueille, dans ses locaux, la Mission Locale en permanence deux fois par semaine (les lundis et vendredis matin).

Deux actions d'insertion professionnelle sont mises en place depuis 2018 :

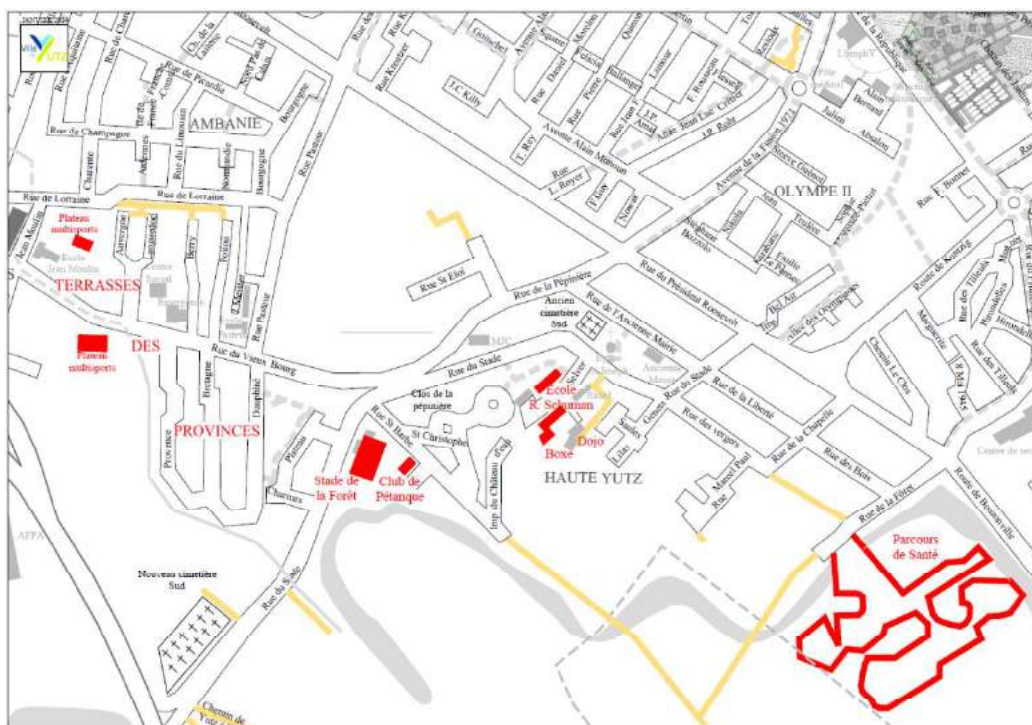
« Rallye Mob'insertion » et « Agir dynamiquement sur sa recherche d'emploi » pour une douzaine de bénéficiaires par an et par action. Les partenaires sociaux et/ou de l'emploi (France Travail - Mission Locale - Cap Emploi - Département - Apsis Emergence ...) participent au repérage du public pour les inscrire à ces actions.

- Soutien au fonctionnement des associations : technique au montage des dossiers de subvention, financiers, matériel et présence des élus aux assemblées générales

Association	Subventions de 2015 à 2023	Valorisation des aides en nature de 2017 à 2023
-------------	----------------------------	---

US YUTZ	127 250,00 €	317 287,00 €
Yutz Boxe	25 550,00 €	89 324 ,00 €
Pétanque Yutz	27 800,00 €	117 333,00 €
Centre social Ô Couleurs du Monde : Fonctionnement F.I.P.D. Lieu d'accueil Petite Enfance Contrat Enfance Jeunesse	816 000,00 € 592 000,00 € 240 000,00 € 348 388,00 €	515 183,00 €
Apsis Emergence	135 000,00 €	63 000,00 €
Réussir Ensemble	18 900,00 €	12 802,00 €
C.L.C.V. Fête de quartier	9 550,00 € 7 000,00 €	93 368,00€
Oiseaux non leaders solidaires	2 100,00 €	115,00 €
Solidarité St Martin	800,00 €	
BADRA	400,00 €	2 572,00 €
C.C.A.S.	212 195,00 €	
TOTAL	2 562 933,00 €	1 210 984,00 €

- Réunion de coordination avec les acteurs associatifs pour permettre une meilleure connaissance de chacun et de mener des actions communes.
- Mise à disposition de locaux :
 - Pour le Centre Social Ô Couleurs du Monde dont un cybercentre,
 - Pour l'équipe de prévention spécialisée APSIS EMERGENCE : mise à disposition évaluée à 9 000 euros par an.
- Mise en place d'une navette pour se rendre dans les supermarchés, le magasin Norma et le marché hebdomadaire depuis le départ de l'ancienne enseigne Lidl du quartier soit trois demi-journées par semaine
- Permanence du conseiller numérique de la Communauté d'Agglomération Portes de France-Thionville au café associatif depuis septembre 2023 une demi-journée par semaine en plus de celle organisée au sein du C.C.A.S. une demi-journée par semaine également.
- Financement des fêtes de quartier à hauteur de 1 000 euros annuel.
- Services de périscolaire (pour les groupes scolaires Pasteur, Schuman et Jean Moulin).
- Accueil de Loisirs Sans Hébergement organisé sur le quartier par le Centre Social mais également par la Ville. Les enfants peuvent s'inscrire sur n'importe quel quartier.
- Enveloppe financière dédiée à l'appel à projets politique de la ville à destination des acteurs du territoire passant de 47 000 à 51 000 euros soit au total 490 000 euros.
- Deux city stade et le parcours de santé rénové.
- Quatre infrastructures sur le quartier : stade de foot – halle de pétanque – dojo et salle de boxe



- Ateliers jeunes durant les vacances scolaires (printemps et été) portés par APSIS-EMERGENCE et le Centre social « Ô Couleurs du Monde » en lien avec les services de la ville, l'Association Est Accompagnement, les bailleurs dans l'objectif d'embellir le quartier. La Ville valide un financement du travail des jeunes (245 euros par atelier).
- Engagement de la P.M. et de la D.S.E. sur l'évaluation des logements insalubres et indécents.
- Un accompagnement social dans le cadre des demandes de logement social pour mettre en adéquation la demande et l'offre et ainsi favoriser la mixité sociale dans l'attribution des logements sociaux.

La Ville a organisé, depuis le dernier contrat de ville signé en 2015, les réalisations sur le secteur ou des équipements de proximité, utilisés par les habitants comme suit :

Année	Libellés travaux	Coût TTC en euros
2015	Aménagement Espace Public de Proximité	10 550,93

		
2015	Parking stade de la Forêt 	80 975,69
2015	Pose sol souple extérieur école maternelle Pasteur	6 352,80
2015	Pose sol souple extérieur école maternelle Schuman	5 803,20
2015	Pose sol souple intérieur école maternelle Pasteur	11 160,00
Total 2015		103 682,62
2016	Construction Boulodrome (paiements de 2016 à 2018)	212 809,03
2016	Aménagement arrêt de bus PMR rue Pasteur	12 705,17
2016	Installation vidéophone école élémentaire Pasteur	1 600,00
2016	Pose sol souple extérieur école maternelle Pasteur 	6 868,80
2016	Pose sol souple extérieur école maternelle Schuman	4 197,60
2016	Réhabilitation sanitaires école maternelle Pasteur	46 023,42
Total 2016		284 204,02

2017	City Stade Jean Moulin 	27 266,40
2017	Clôture groupe scolaire Pasteur 	59 976,00
2017	Remplacement chaudière RASED et école Schuman	25 556,82
2017	Reprise enrobés trottoirs école Pasteur	7 503,28
2017	Installation visiophone école maternelle Schuman	1 478,68
2017	Vidéoprotection rue Pasteur	6 311,44
2017	Caméra rue du Vieux Bourg	3 422,87
2017	Grilles fenêtres école Jean Moulin	5 925,73
Total 2017		128 092,62
2018	Travaux réseaux chauffage école maternelle Schuman	20 912,47
Total 2018		20 912,47
2019	Réfection marches stade de la Forêt	1 664,17
2019	Remplacement dôme rue du Plateau	3 909,26
2019	Voirie rue du Vieux Bourg	102 000,00
2019	Défibrillateur stade de la Forêt	1 509,60

Total 2019		109 083,03
2020	Peinture couloirs école élémentaire Schuman	24 298,25
2020	Extension DOJO	439 708,85
2020	Clôture et sol souple rue de Bretagne	11 332,80
2020	Sols, jeux et clôture rue du Vieux Bourg 	92 829,60
Total 2020		568 169,50
2021	Gazon synthétique rue du Vieux Bourg 	27 462,24
2021	Clôture écoles Schuman	22 706,40
2021	Fenêtres et portes vestiaires stade de la Forêt 	17 029,20
2021	Ordinateurs pour centre social Ô Couleurs du Monde	11 923,20

		
2021	Verger partagé rue du Vieux Bourg 	5 649,33
2021	ITE Pasteur 	353 879,43
Total 2021		438 649,80
2022	ITE Schuman et RASED 	441 134,34

		
2022	Rénovation salle motricité école maternelle Pasteur	7 586,70
2022	Peinture, faux plafonds et bancs vestiaires stade de la Forêt	26 850,19
2022	Tatamis pour gymnase Schuman 	9 982,44
2022	Peinture couloir et salle 1 du RASED	8 607,66
2022	Bulle nature RASED 	132 631,66
Total 2022		626 792,99
2023	Pare ballon rue du Vieux Bourg	13 800,00
2023	Réfection sanitaires école élémentaire Schuman (avec main d'œuvre)	11 319,12
Total 2023		25 119,12

L'ensemble de ces travaux et aménagements représentent un coût total de 2 325 214,77 euros, montrant l'engagement certain de la Commune sur le quartier « Terrasses des Provinces ». Au travers de ces photos, nous pouvons observer la qualité des réalisations.

La Ville a bien conscience des difficultés réelles et ou ressenties sur le quartier malgré l'engagement de tous les acteurs institutionnels et associatifs. Elle est convaincue, par ailleurs, que l'image du quartier liée à ces difficultés ne pourra évoluer qu'en proposant un équilibre entre des actions sur le quartier mais aussi en permettant que la population profite pleinement de toutes les prestations, de tous les services proposés hors du quartier sur toute la ville en favorisant une plus grande mixité.

C'est bien, tous ensemble, avec nos moyens respectifs notamment avec les financements publics (état, région, département, communauté d'agglomération et commune) en fonction des compétences respectives et avec cet objectif prioritaire que ce nouveau contrat de ville « Engagements quartiers 2030 » pourra vivre et trouver une issue positive de coopération, de participation et de mobilisation dans l'intérêt général.

L'image du quartier, au travers du bâti, est souvent évoquée comme négative. Les logements chez les bailleurs sociaux se dégradent progressivement tant au regard de l'état des bâtiments qu'au regard du savoir habiter des locataires. Les copropriétés occupées par les propriétaires ou par des locataires se dégradent d'autant plus. Des travaux de rénovation pourraient être envisagés par l'intermédiaire de dispositifs porté par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine. Un soutien technique et financier de tous les acteurs serait souhaitable pour améliorer l'image, éviter la vacance des logements et renforcer la mixité sociale ainsi que la cohésion sociale.

Le nouveau contrat de ville « Engagements quartiers 2030 » devra permettre de renforcer les engagements de solidarité en direction de toute la population au sein du territoire mais aussi sur toute la ville. Les instances de participation citoyenne à l'instar du conseil citoyen pourront être étendues avec le soutien des élus. La volonté générale est de tous, prendre soin du quartier, tant les élus, les habitants que les associations.

Cette implication des habitants permettra de montrer une meilleure image du quartier et inciter de nouveaux locataires à accepter d'intégrer le quartier.

Le Gouvernement a, par ailleurs, choisi d'identifier des poches de pauvreté en remplacement des quartiers de veille. Ces quartiers pourront bénéficier de crédits de la politique de la ville. La ville souhaite inscrire le quartier de la cité mais également le centre-ville comme « poche de pauvreté » du fait du nombre de logements sociaux, des difficultés familiales, sociales, éducatives. La durée du contrat devra permettre d'être plus précis dans les indicateurs d'identification des problématiques en lien avec les acteurs. Cette reconnaissance permettra également de positionner les usagers sur les actions d'insertion dès 2024. Leur mobilisation et leur engagement nous apporteront un indicateur de la réalité sur le quartier.

D)Convention d'utilisation de l'abattement sur la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (objectif spécifique 5.1)

La loi de finances pour 2015, a étendu l'abattement de 30% sur la base d'imposition à la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dont bénéficiaient les bailleurs pour leur patrimoine situé en Zones Urbaines Sensibles (ZUS) aux 1 500 QPV de Métropole et d'Outre-Mer.

Les objectifs de cet abattement concernent la qualité du cadre de vie, la recherche d'une qualité de service. Ce qui se concrétise par des actions contribuant à la tranquillité résidentielle ou l'organisation d'une présence de proximité adaptée. Il s'agit ainsi de renforcer les moyens de gestion de droit commun tout en donnant une place à des actions spécifiques pour les QPV.

Des conventions d'utilisation de cet abattement ont été signées entre les bailleurs sociaux, les collectivités territoriales et l'État. La convention d'utilisation annexée au précédent Contrat de Ville (2015-2023) a été prorogée à 2024 pour cette première année du nouveau Contrat de Ville.

Les axes valorisés portent sur :

- Le renforcement de la présence du personnel de proximité ;
- La formation et le soutien du personnel de proximité ;
- Le sur-entretien ;
- La gestion des déchets et encombrants ;
- L'animation du lien social.

Il a également été décidé de valoriser davantage d'actions participant à l'animation du lien social et à la sensibilisation du maintien du cadre de vie. Les bailleurs se sont ainsi engagés à dédier une partie de l'abattement sur la TFPB pour soutenir des projets déposés dans le cadre de la programmation annuelle du Contrat de ville, qui intégreraient les axes précités.

Une nouvelle convention d'utilisation de l'abattement sur la TFPB sera établie avec les bailleurs, l'État et les collectivités territoriales d'ici le 31 décembre 2024, dont le déploiement est prévu dans le cadre du futur Contrat de ville (2024-2030).

E) Plan Climat Air Énergie Territorial (objectif spécifique 5.2)

La Communauté d'agglomération Portes de France-Thionville est inscrite dans la démarche Plan Climat Energie Territorial (PCAET) depuis 2013. Conformément aux dispositions de la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte du 17 août 2015, cet outil a pour objectifs :

- La réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) du territoire, afin de lutter contre le changement climatique (volet « atténuation ») ;
- L'adaptation du territoire aux effets du changement climatique, afin d'en diminuer les impacts économiques, sociaux, sanitaires, etc. (volet « adaptation ») ;
- L'amélioration de la qualité de l'air, afin de préserver la santé des habitants du territoire.

Il s'agit d'une démarche de planification, à la fois stratégique et opérationnelle, qui concerne tous les secteurs d'activité et qui permet à la collectivité de définir un projet territorial de transition énergétique et écologique.

Il comprend un diagnostic du territoire, la définition d'une stratégie et l'élaboration d'un programme d'actions sur 6 ans avec une évaluation à mi-parcours ainsi qu'un dispositif de suivi et d'évaluation des résultats.

Actuellement, un projet de programme d'action de la CAPFT est en cours d'élaboration pour la période 2023-2029. Il s'articule autour de 8 axes stratégiques :

- Culture commune ;
- Intermodalité et développement des alternatives transfrontalières ;
- Réindustrialisation territoriale à la hauteur des enjeux climatiques ;
- Sobriété dans les usages et habitat rénové efficacement ;
- Cadre de vie (meilleure gestion de l'eau, patrimoine naturel préservé et agriculture qui poursuit sa transition écologique) ;
- Économie circulaire et consommation plus locale ;
- Production d'énergies renouvelables et de récupération ;
- Exemplarité des collectivités (intercommunalité et communes).

Des actions transverses entre le PCAET et le Contrat de Ville ont été identifiés, à savoir :

- Action CC1 : Impliquer tous les acteurs du territoire pour faire vivre le Plan Climat

- (CC1-2 / CC1-3) ;
- Action CC2 : Sensibiliser aux enjeux environnementaux, améliorer la culture du risque et mettre en avant les bénéfices de l'action (CC2-1/ CC2-2/CC2-3/CC2-4) ;
 - Action M4 : Favoriser l'usage des modes doux au quotidien (M4-1) ;
 - Action H1 : Accompagner les particuliers dans leur projet de rénovation des logements (H1-1) ;
 - Action H2 : Développer une culture de la sobriété et améliorer la qualité de l'air intérieur (H2-1 / H2-2/ H2-3) ;
 - Action NAF1 : Mettre en place une stratégie de solidarité territoriale autour de la ressource en eau (NAF1-2)
 - Action EC1 : Sensibiliser les usagers à réduire leur production de déchets (EC1-2)
 - Action EC2 : Prévention et lutte contre le gaspillage alimentaire (EC2-4/ EC2-5)
 - Action EC3 : Développer un fort réseau territorial de réparation et de réutilisation (EC3-1/EC3-2/EC3-3/EC 3-4/EC3-5/EC3-6/EC3-7)

F) Pacte Territorial de Relance et de Transition Écologique (objectif spécifique 5.2)

Le Pacte Territorial de Relance et de Transition Écologique (PTRTE) consiste en une approche globale et intégratrice des différentes aides de tous partenaires institutionnels locaux et nationaux au sein d'un contrat socle et unique de relance infra régional. Il a vocation à permettre aux collectivités de bénéficier de manière privilégiée des concours financiers nationaux et décentralisés en y inscrivant l'ensemble des projets répondant aux axes stratégiques partagés entre l'État et le conseil régional, à savoir :

- 3 orientations stratégiques
 - Transition énergétique et écologique ;
 - Cohésion territoriale et coopérations (équipements, services, santé, sports, loisirs...) ;
 - Économie plurielle ancrée dans les territoires (de proximité, productive, relocalisation).
- 3 axes transversaux
 - Le déploiement des usages du numérique ;
 - Les dynamiques inter-territoires et interrégionales ;
 - Les dynamiques transfrontalières.

Approuvé en septembre 2021 par le conseil communautaire, le PTRTE durera jusqu'en 2026, permettant le déploiement de programmes et de politiques sur la durée du mandat local. Reposant sur le projet de territoire de la Communauté d'Agglomération, le PTRTE est évolutif, étant ainsi enrichi annuellement avec l'émergence de nouveaux projets et partenariats.

À sa signature, 128 projets ont été recensés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération. Ce vivier intègre les projets propres de la Communauté d'Agglomération et de l'ensemble de ses communes membres, mais aussi des syndicats mixtes. Ils sont principalement axés en faveur de la cohésion territoriale et de la transition énergétique et écologique. Pour une majorité, ils reposent sur le développement des usages et/ou outils numériques.

Une partie de ces projets impacte de près, ou de loin, les quartiers prioritaires. À des fins d'illustration, les projets déployés sur les communes de Thionville et Yutz impactant la vie des habitants et ceux mis en œuvre directement dans les quartiers prioritaires sont présentés ci-dessous.

Projets sur la commune de Thionville d'utilité communale :

Titre	Coût total prévisionnel	Échéance prévisionnelle	Porteur de projet
Maison des projets	Travaux réalisés en régie sur bâtiment Ville	Février 2024	Commune de Thionville
Plan Vélo 9 axes • Axe 1- zone du Linkling (zone commerciale) - centre-ville • Axe 2- zone du Val Marie (zone commerciale) - cœur de ville • Axe 3- hôpital Bel Air - Gare SNCF • Axe 4 - quartier de la Malgrange - cœur de ville • Axe 5- route de Manom - Quartier Beauregard (entrée de ville) • Axe 6 - quartier de Beauregard (entrée de ville) au quartier des Basses Terres • Axe 7- quartier de la Milliaire (politique de la Ville) - quartier de la Malgrange • Axe 8 – zone du Linkling (zone commerciale) - quartier de la Côte des Roses (quartier politique de la ville) • Axe 9 – avenue Albert 1^{er}	100 000 € /an	Pour 2024 : Avenue Albert 1 ^{er} (décembre 2030)	Commune de Thionville

Construction d'une maison de la solidarité et de la citoyenneté	7 050 000 €	Décembre 2026	CCAS de Thionville
Collecte pour le recyclage des emballages ménagers (hors foyer)	50 000 € (sur deux ans)	Juin 2023	Commune de Thionville
Création d'une plateforme dédiée au Comité de Transition écologique (CTE)	50 000 €	Décembre 2026	Commune de Thionville
Requalification des jardins familiaux	100 000 €	Décembre 2024	Commune de Thionville
Déploiement numérique dans toutes les écoles communales	160 416 €	Décembre 2022	Commune de Thionville
Travaux de rénovation énergétique dans les écoles : • Élémentaire et Maternelle les Semailles • Élémentaire Garche • Maternelle la Petite Lor • Élémentaire la Petite Saison • Maternelle la Garenne • Maternelle Basses Terres • Maternelle et Élémentaire Saint Pierre • Élémentaire Victor Hugo • Maternelle/Élémentaire Robert Desnos • Élémentaire de Volkrange • Élémentaire côte des Roses A, B et C • Maternelle et Élémentaire la Milliaire	3 960 000 €	Décembre 2026	Commune de Thionville
Travaux de rénovation énergétique dans les gymnases • Gymnase Léo Lagrange • Gymnase Beauregard • Gymnase Saint Hubert • Gymnase JP. Adams • Gymnase Colbert • Gymnase de la Plaine • Gymnase des Basses Terres • Gymnase de la Fontaine	2 580 416 €	Décembre 2030	Commune de Thionville

Programme de plantation de micro-forêts urbaines 2024 route de Metz (en étude)	60 000 €	Décembre 2026	Commune de Thionville

Projet « Côte des roses – Bel-Air » :

Titre	Coût total prévisionnel	Échéance prévisionnelle	Porteur de projet
Espace Côte des Roses : rénovation de la bibliothèque et remplacement des menuiseries extérieures	152 000 €	Fin 2023	Commune de Thionville
Végétalisation de la cour d'école de la Côte des Roses.	100 000 €	Septembre 2023	Commune de Thionville

Projet « Saint-Pierre – La Milliaire » :

Titre	Coût total prévisionnel	Échéance prévisionnelle	Porteur du projet
Cours d'école résiliente - Ecole maternelle Saint Pierre	130 000 €	Octobre 2024	Commune de Thionville
Rénovation et agrandissement du centre social Jacques Prévert	1 000 000 €	Décembre 2024	Commune de Thionville

Projets déployés sur la commune de Yutz d'utilité communale :

Titre	Coût total prévisionnel	Échéance prévisionnelle	Porteur du projet
Création d'un bâtiment polyvalent à vocation familiale et environnementale – le « Val Joyeux »	3 564 248 €	Septembre 2024	Commune de Yutz
Création d'un bâtiment multifonctionnel – Saint-Exupéry (qui intégrera le centre de restauration scolaire)	8 665 000 €	Décembre 2026	Commune de Yutz
Construction d'un skate-park et de deux terrains de basket 3x3 sur le parc de l'Aéroparc	310 000 €	Juin 2024	Commune de Yutz
Schéma Directeur cyclable et Plan vélo 2021-2022	430 000 €	Fin 2026	Commune de Yutz

Projets déployés sur le quartier « Terrasses des provinces » :

Titre	Coût total prévisionnel	Échéance prévisionnelle	Porteur du projet
Programme de rénovation thermique par l'extérieur des façades et des toitures des groupes scolaires – PASTEUR & SCHUMAN	454 612 € réalisés pour le groupe scolaire Pasteur 543 993 € réalisés pour le groupe scolaire Schuman	30/09/2021 30/09/2022	Commune de Yutz
Construction de nouveaux Vestiaires au Stade de la Forêt	333 333 €	Septembre 2025	Commune de Yutz

G) Programme Local d'Habitat (objectif spécifique 5.3)

PLH 2017-2024

La Communauté d'Agglomération Portes de France – Thionville a adopté son deuxième Programme Local de l'Habitat (PLH) le 21 septembre 2017.

A partir d'un diagnostic identifiant les enjeux propres au territoire communautaire en matière d'habitat, le PLH, document stratégique de programmation, définit pour une période de six ans la politique locale en matière de logement et d'hébergement, à travers un document d'orientations, décliné en un programme d'actions. Le Code de la Construction et de l'Habitation précise qu'il fixe « les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements ».

Le PLH adopté en 2017 a été prorogé pour une durée d'un an ; son échéance est fixée au 22 novembre 2024.

Y sont inscrites les orientations suivantes :

- Amplifier et réguler l'effort de production pour répondre aux besoins locaux
- Diversifier et adapter l'offre de logements
- Intervenir sur le parc privé existant pour en améliorer la qualité et l'attractivité
- Offrir des conditions d'accueil optimales dans le parc social
- Se donner les moyens d'une mise en œuvre optimale du PLH

Celles-ci sont déclinées en un programme de 23 actions.

En lien avec la politique de la ville, on peut souligner les actions suivantes :

- Action 5 : Favoriser le développement des opérations de logements locatifs sociaux :

Le PLH fixe un objectif de production de 154 logements locatifs sociaux par an en visant une offre plus diversifiée et mieux répartie spatialement. Il s'agit également de favoriser les parcours résidentiels positifs au sein du parc social. Dans ce cadre, la CAPFT accorde notamment sa garantie pour les emprunts souscrits par les bailleurs sociaux dans le cadre d'opérations de construction de logements.

- Action 18a : Etablir une stratégie patrimoniale de requalification du parc locatif social avec les bailleurs sociaux

La CAPFT a souhaité être signataire des Conventions d'Utilité Sociale de l'ensemble des bailleurs sociaux présents sur le territoire communautaire.

Elle accorde également sa garantie pour les emprunts souscrits par les bailleurs sociaux dans le cadre d'opérations de réhabilitation de logements.

- Action 18b : Mettre en œuvre le NPNRU sur la Côte des Roses

La convention de renouvellement urbain a été signée le 15 février 2019. Le projet est actuellement en cours de réalisation.

- Action 19 : Mettre en œuvre une politique de peuplement concertée

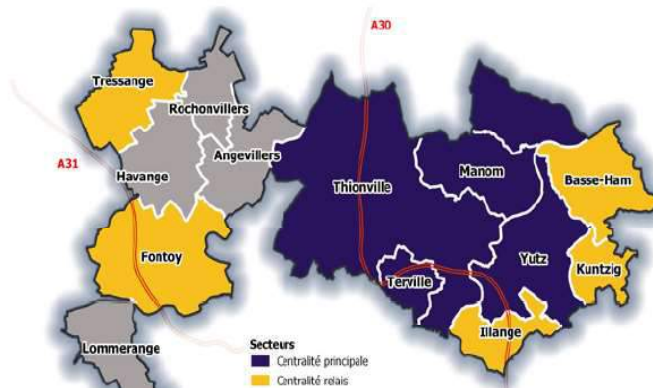
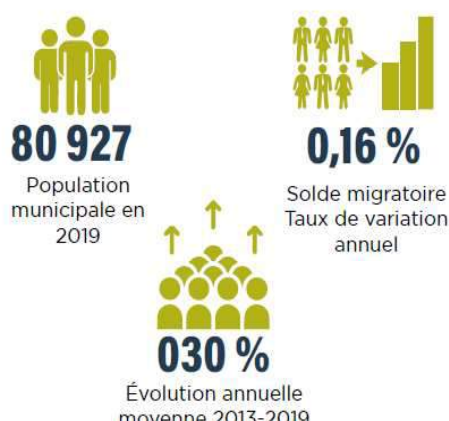
Conformément à la réglementation, une Conférence Intercommunale du Logement (CIL), instance d'échanges et de concertation entre les acteurs du logement et de l'habitat sur le territoire communautaire, ayant vocation à définir des orientations en matière d'attribution de logements pour viser davantage de mixité sociale, a été créée en 2016. Elle se réunit une fois par an.

Une étude de peuplement a été réalisée afin de définir des orientations de mixité sociale et d'équilibre territorial, débattues au sein de la CIL et formalisées dans la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA), laquelle a été signée en 2020.

La CIA fixe notamment, conformément à la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, des objectifs en matière d'attributions de logements sociaux pour favoriser la mixité sociale et l'égalité des chances dans l'habitat. Ainsi, la CIA intègre notamment les dispositions suivantes :

- Au moins un quart des attributions hors QPV doivent être consacrées au quart des demandeurs les plus modestes, ce qui correspond à dédier au moins 25 % des attributions annuelles hors QPV aux demandeurs aux ressources inférieures au seuil du 1er quartile ou à des ménages relogés dans le cadre du NPNRU
- Au moins 70 % des logements attribués situés en QPV doivent être proposés aux trois quarts des demandeurs les moins modestes, ce qui correspond aux ménages ayant des ressources supérieures au seuil du 1er quartile
- La mobilité au sein de parc social doit être facilitée ; pour cela, il s'agit de tendre vers une part de mutations dans les attributions supérieure à 30 %

En parallèle, la Communauté d'Agglomération produit annuellement un Observatoire de l'Habitat, outil d'observation et de comparaison entre les territoires décliné à l'échelle communale, comprenant, outre des éléments liés à l'habitat, des données démographiques et socio-économiques.



Extrait de l'Observatoire de l'Habitat 2022 de la CAPFT

Objectif de coopération : travailler à l'analyse des trajectoires résidentielles des habitants des quartiers prioritaires dans le cadre de l'observatoire.

PLH 2024-2030

Par délibération en date du 23 juin 2022, le Conseil Communautaire a engagé la révision du PLH. Le diagnostic réalisé, approuvé par le Conseil Communautaire le 6 juillet 2023, a permis d'identifier les enjeux pour le nouveau PLH et de fixer les grandes orientations qui guideront, pour six ans, l'action communautaire en matière d'habitat. Celles-ci ont fait l'objet de deux séminaires tenus en juin et octobre 2023.

Les orientations suivantes ont été ébauchées :

- Maitriser et accompagner le développement du territoire
- Diversifier l'offre de logements afin de faciliter et accompagner les parcours résidentiels
- Amplifier les efforts et la requalification du parc privé pour en améliorer le cadre de vie
- Apporter une offre adaptée pour un accueil optimal des différents publics spécifiques
- Observer, évaluer et faire vivre le PLH

L'élaboration du 3^{ème} PLH se poursuit, l'objectif étant une approbation d'ici fin 2024

H)Thionville 2030 (objectif spécifique 5.4)



Thionville 2030 est la stratégie de développement territorial de la ville. Plus qu'un slogan, « ici se construit la ville de demain » traduit la volonté de la municipalité d'inscrire Thionville au cœur des transitions démographique, écologique et numérique.

Façonner Thionville 2030, c'est édifier une ville plus dynamique, plus résiliente et plus attrayante pour accueillir de nouveaux habitants et faire prospérer une attractivité retrouvée. Il s'agit également d'offrir des solutions nouvelles de mobilité, de poursuivre la redynamisation du centre-ville et de placer la Moselle au cœur de Thionville.

Thionville 2030 s'articule ainsi autour de 7 grands projets urbains majeurs, tous axés sur l'amélioration de la qualité de vie, le dynamisme économique, la durabilité environnementale, la cohésion sociale, dans un esprit de résilience territoriale et de sobriété foncière.

A cette fin, la municipalité mise sur le renouvellement urbain de ses quartiers prioritaires (Côte des Roses Bel-Air, Saint Pierre La Milliaire) ; la réhabilitation de friches industrielle (Rive Gauche) et ferroviaire (Rive Droite) ; la redynamisation du centre-ville (Action Cœur de Ville) et la requalification de l'entrée d'agglomération (Couronné, porté par la Communauté d'Agglomération Portes de France Thionville). Le projet CitéZen vient irriguer ces projets urbains et compléter l'offre de mobilité par un Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) porté par le Syndicat Mixte des Transports Urbains.

Axe transversal : la transition écologique

L'ensemble des projets Thionville 2030 s'inscrivent dans la transition écologique. Afin de répondre aux enjeux sociétaux actuels et de rendre la ville toujours plus agréable, les projets se développent à travers une démarche vertueuse permettant de :

- végétaliser les quartiers et désimperméabiliser l'espace public
- rendre les quartiers résilients et performants sur l'aspect environnemental (récupération et création de ressources, bâtiments toujours plus efficaces sur le volet énergétique, réemploi de matériaux...)
- déployer et inciter l'utilisation des mobilités douces et décarbonées (BHNS, train, marche, vélo).

Axe transversal : la transition numérique

A travers le déploiement d'outils numériques, de portails citoyens et de l'affichage dynamique, la Ville de Thionville s'inscrit également dans une transition numérique permettant d'améliorer et de simplifier les démarches pour ses habitants.

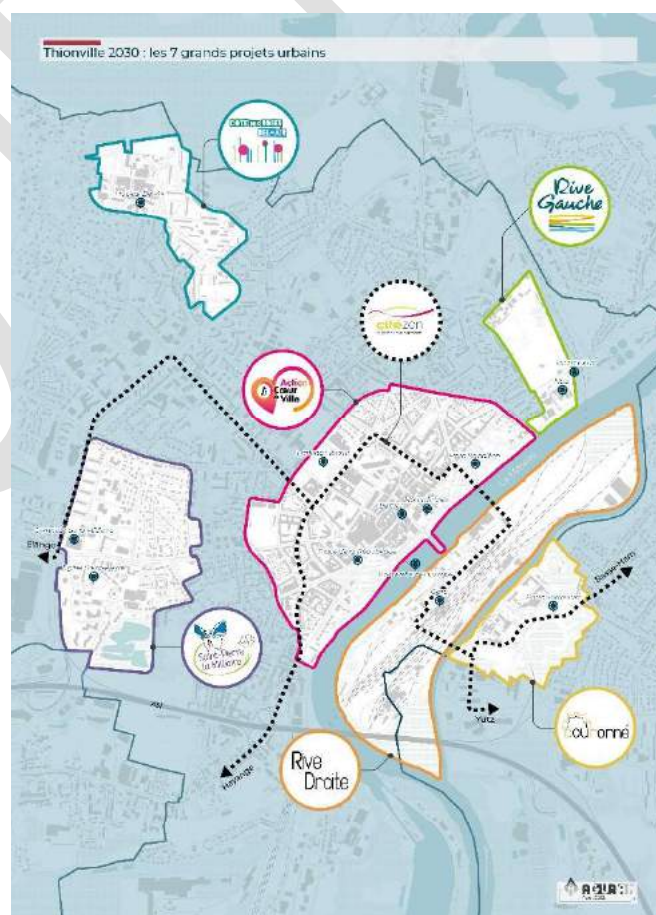


Figure 23 - Les 7 grands projets. Source : Aguram



ZOOM sur le projet CitéZen : le Bus à Haut Niveau de Service (BHNS)

Le projet CITEZEN est piloté par le Syndicat Mixte des Transports Urbains (SMITU).

Ce projet prévoit la création de deux nouvelles lignes :

- La ligne rouge de Hayange jusqu'à Basse-Ham
- La ligne verte de Metzange jusqu'à Yutz

Ces deux lignes passeront par le centre-ville de Thionville et sa gare.

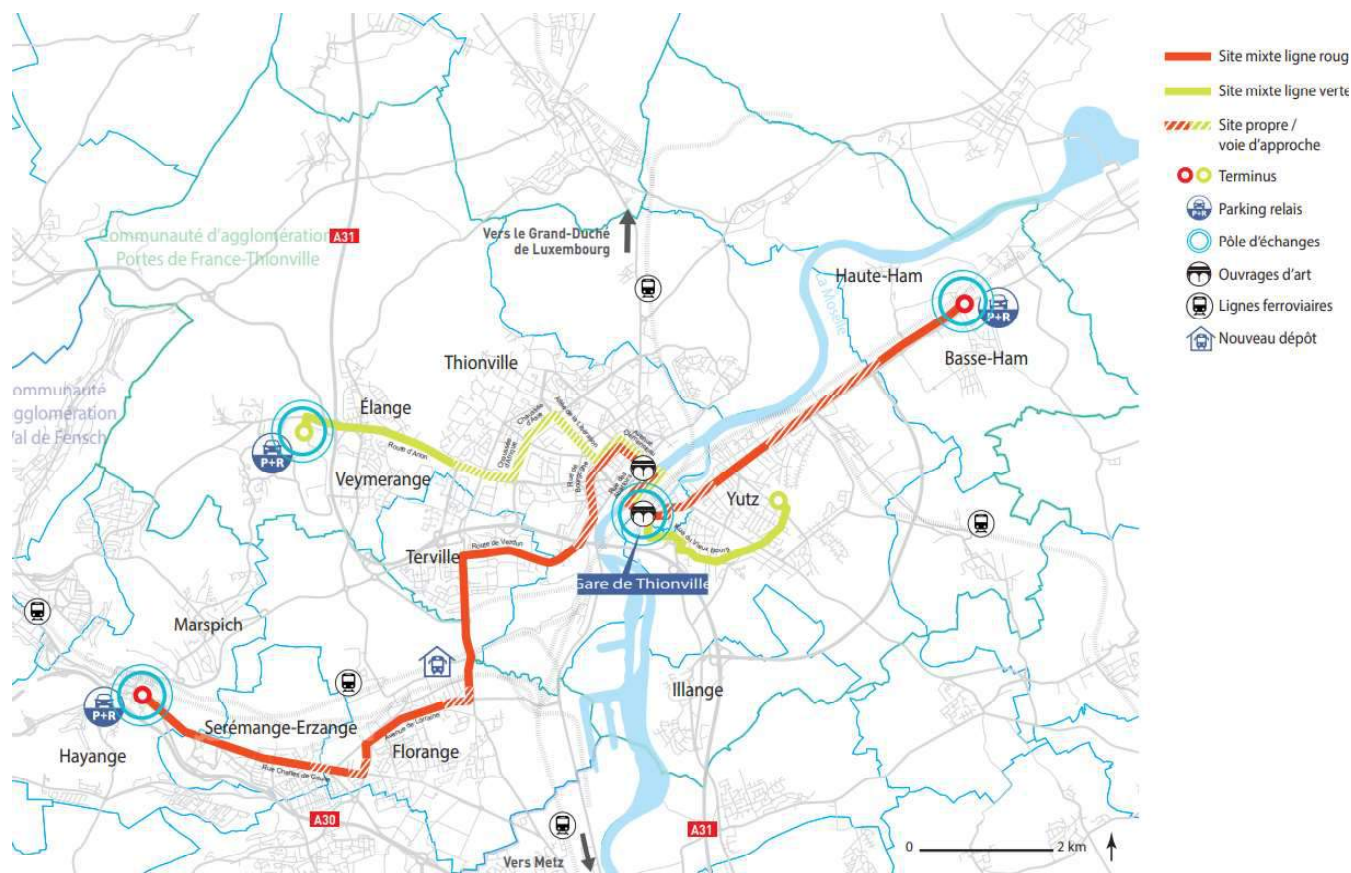
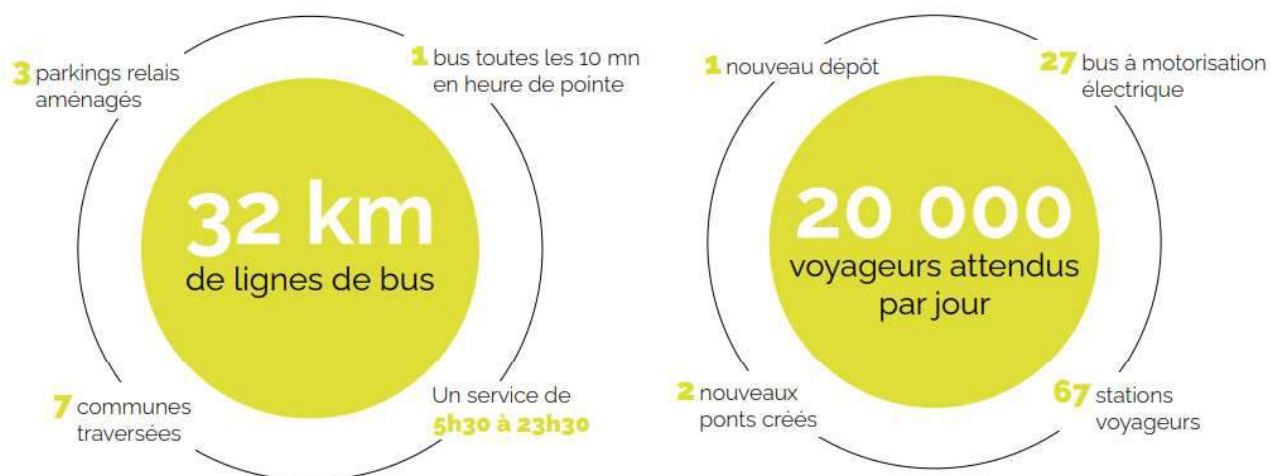


Figure 24 - Tracé du BHNS. Source : SMITU

CitéZen permet :

- D'améliorer l'offre de transport collectif avec la création de deux nouvelles lignes de bus à haut niveau de service (un cadencement plus régulier, une réduction et une fiabilisation du temps de trajet, une plage horaire plus étendue)
- De créer des voies dédiées au BHNS (site propre) ou donner la priorité au BHNS au niveau des intersections
- De contribuer au développement économique et à l'attractivité du territoire
- De faciliter les déplacements transfrontaliers (amélioration de l'accessibilité à la gare ; aménagement de trois parking relais)
- D'impulser de nouvelles pratiques en matière de déplacement (amélioration du service de transport en commun, développement des pistes cyclables)
- De végétaliser l'espace public le long du tracé par des espaces verts et arborés



CitéZen va donc permettre de relier les deux quartiers prioritaires de la ville de Thionville au centre-ville et à la gare de Thionville ainsi qu'à l'ensemble des communes faisant partie du nouveau parcours. Ainsi, ce nouveau moyen de transport fiable et écologique va participer grandement aux désenclavements de ces deux quartiers.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

19 - Animations "Rive et Cœur de Ville en Fête" 2024.

M. GHEZZI, Adjoint : Pour la seizième année consécutive, la Ville organise, dans le cadre de l'animation dorénavant dénommée "Rive et Cœur de Ville en Fête", des animations sur les berges de la Moselle et sur le plateau piétonnier, du samedi 22 juin au dimanche 1er septembre 2024. La Ville offrira au public un lieu de détente et de repos où de multiples activités seront proposées en partenariat avec les associations locales et des commerçants. Cette manifestation accueillera notamment sur les berges de Moselle des installations ludiques et de la restauration.

Pour garantir le succès de cet évènement ludique et festif, le dispositif suivant est établi :

1- La Ville bénéficie de l'exploitation exclusive des berges de la Moselle lors de cette manifestation.

Dans ce cadre, elle a sollicité auprès de « Voies Navigables de France », gestionnaire du domaine public fluvial, l'autorisation d'occuper des espaces délimités dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire de ce domaine, pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2024.

Cette mise à disposition s'opérera dans les mêmes conditions que celles prescrites par la convention antérieure avec une redevance annuelle de 8 258,40 €, redevance qui fera l'objet d'une révision.

2- Les propriétaires d'installations de stands disposent, pour leur part, d'emplacements nus individualisés dans le cadre du régime de la sous-occupation du domaine public fluvial.

A ce titre, les sous-occupants s'engagent, à l'égard de la Ville, à respecter les clauses du cahier des charges de l'évènement joint en annexe 1. Ils sont également redevables de deux types de coût :

- une redevance d'occupation du domaine public fluvial;
- un titre de recettes, émis par la Ville, permettant la compensation des charges induites par la fourniture de fluides (part abonnement et consommations d'eau/électricité) durant la période d'occupation, au vu d'un décompte des consommations réelles.

3- Les propriétaires d'installations ludiques disposent, pour leur part, d'emplacements nus individualisés dans le cadre du régime de la sous-occupation du domaine public fluvial et par le biais d'une convention pluriannuelle figurant en annexe 2.

4- Les exploitants de buvettes et/ou de snacks jouissent de l'usage de « chalets et stands Canopy » dans le cadre du régime de la mise à disposition de biens, propriété de la Ville et par le biais d'un contrat-type figurant en annexe 3.

Pour contribuer à l'occupation de ces biens communaux, tout en veillant à l'animation de la manifestation "Rive et Cœur de Ville en Fête" sur toute la durée de l'évènement, la Ville a fixé les conditions d'occupation tarifaires.

Elle est autorisée à recouvrer un loyer, variant suivant la surface des biens mises à disposition pour toute la période de l'évènement :

- | | |
|---------------------------------------|----------------------------|
| • location de chalet | 195,00 € le m ² |
| • location de stands Canopy avec lest | 44,00 € le m ² |

La quote-part liée à l'abonnement et aux consommations d'électricité et d'eau est répercutée sur l'occupant de tout chalet dans les mêmes conditions que pour les propriétaires d'installations ludiques.

5- Les exploitants de buvettes et/ou snacks propriétaires de chalets s'acquittent d'une redevance d'occupation du domaine fluvial de base proportionnelle à la surface du chalet de 65,00 € le m² pour la période de l'évènement.

La quote-part liée à l'abonnement et aux consommations d'électricité et d'eau est répercutée sur l'occupant de tout chalet dans les mêmes conditions que pour les propriétaires d'installations ludiques et les locataires de chalets propriétés de la Ville.

A ce titre, les sous-occupants s'engagent, à l'égard de la Ville, à respecter les conditions générales d'occupation du domaine définies et précisées dans le cadre des conventions de sous-occupation dont un modèle-type est joint en annexe 3.

6- Tous les sous-occupants des berges, à l'exception des associations et des propriétaires d'installations ludiques, s'acquitteront d'une participation forfaitaire aux animations musicales mises en œuvre par la Ville fixée à :

- 500,00 € pour les buvettes et snacks ;
- 160,00 € pour les stands.

7- Tous les sous occupants, à l'exception des associations qui déploient des terrasses, s'acquitteront d'une redevance qui s'établira de la manière suivante :

- 20,00 € - 1 table et 4 chaises sur la période ;
- 12,00 € - 1 table et 2 chaises sur la période.

8- Tous les sous-occupants des berges s'acquitteront d'une participation forfaitaire de 1.200,00 € aux frais de maintenance et d'entretien des sanitaires et les exploitants de bars, de restaurants et autres produits alimentaires devront s'affranchir d'une redevance forfaitaire d'enlèvement des ordures ménagères (R.E.O.M.) de 1.116,00 € ou de 558,00 € selon la nature de leur commerce.

9 - Dépôt de garantie.

Les locataires de chalets, propriétés de la Ville, devront fournir un chèque de cautionnement, d'un montant de 500,00 € (cinq cents euros) libellé à l'ordre du Trésor Public, à la signature du contrat de location.

Ce cautionnement a pour objet de garantir à la Ville, après la restitution du bien à la fin de la manifestation, le parfait état de propreté du chalet et des éventuelles dégradations des installations ainsi que du règlement des factures de location du bien et des quotes-parts en consommation eau et électricité.

Un état des lieux sera effectué à l'entrée et à la sortie du bien loué.

10 - L'organisation des concerts.

Des concerts seront organisés sur les berges. Les coûts de cession, transport, hébergement et repas seront pris en charge par la Ville dans la limite des crédits inscrits au B.P. 2024.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve les propositions du présent rapport et les documents contractuels figurant en annexes ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération et notamment à signer les documents contractuels susmentionnés.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.

Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Rive en Fête

2024

du samedi 22 juin au dimanche 1^{er} septembre

CAHIER DES CHARGES

Préambule

Le présent document est établi pour définir et préciser les modalités de participation et l'ensemble des engagements auxquels sont tenus les permissionnaires d'occupation du domaine public fluvial dans le cadre de la manifestation « Rive en Fête »

Les candidats sont invités à le lire attentivement et dans son intégralité.

Article 1 : Modalités pratiques

La Ville a sollicité auprès de « Voies Navigables de France », gestionnaire du domaine public fluvial, l'autorisation d'occuper des espaces délimités dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire de ce domaine. De ce fait, elle bénéficie de l'exploitation exclusive des berges de la Moselle pour la manifestation.

Désignation et nombre d'emplacement mis à disposition :

- 10 emplacements pour des chalets ou Food truck de restauration rapide – buvette – glacier » ;
- 5 emplacements « associations /Collectifs» ;
- 5 emplacements « attractions ludiques »
- 3 emplacements sur ponton :
 - . 1 stand associatif de 6 x 3m
 - . 2 stands commerciaux de 6 x 3m pouvant être loués comme suit :
 - . pour toute la période considérée
 - . à la semaine
 - . journalier

Désignation et nombre de chalet propriété de la Ville mis à disposition :

- 2 chalets de 4 x 2 mètres
- 1 chalet de 6 x 2 mètres « **non destiné pour de la cuisson** »

Thématique retenue pour la décoration des chalets et terrasses :

Il est demandé à chaque permissionnaire de décorer son chalet et ses abords ou stand conformément aux critères annoncés par l'organisateur qui sont principalement centrés autour de **la thématique des Jeux Olympiques et Paralympique 2024**. Les permissionnaires dont les chalets ne répondraient pas à ces critères en seront avisés par écrit et devront avant l'ouverture avoir pris toutes les dispositions pour remédier à ces manquements. La Ville de Thionville retirera l'autorisation du permissionnaire qui ne répondrait pas à cette demande après une mise en demeure restée sans effet.

La Direction de la Communication et des Evènements de la Ville de Thionville, Direction en charge de l'organisation de « Rive en Fête », a défini les mesures qui s'imposent pour parvenir à une optimisation du fonctionnement des installations.

Chaque permissionnaire devra notamment respecter :

- Le contenu de son autorisation individuelle, délivrée par la Ville ;
- Le présent cahier portant sur l'organisation de la manifestation ;

- Les mesures de sécurité exigées pour l'ensemble de la manifestation et notamment les préconisations de la Commission de Sécurité.

Article 2 : Données financières

Chaque permissionnaire autorisé à s'installer dans un but lucratif sur le site, qu'il soit commerçant non sédentaire ou sédentaire devra s'acquitter du paiement d'un loyer ou d'une redevance de sous-occupation du domaine public fluvial, de la compensation des charges induites par la fourniture de fluides et des frais de nettoyage des bungalows sanitaires au profit de la Ville de Thionville.

De plus, tous les sous-occupants des berges et utilisateurs de chalets, à l'exception des associations, s'acquitteront d'une participation forfaitaire aux animations mises en œuvre par la Ville de Thionville.

Le montant des droits est établi par délibération du Conseil Municipal.

a) Loyer – location de chalet

Les biens ferons l'objet d'un contrat de location consenti et accepté moyennant le paiement d'un loyer pour toute la durée de l'événement suivant la surface mise à disposition :

- 4 x 2 m = 1 560,- € (mille cinq cent soixante euros)
- 6 x 2 m = 2 340,- € (deux mille trois cent quarante euros)

b) Forfait location stand Canopy avec lests

Calculé sur une base de 44,00 euros/m² pour toute la période considérée.

- 3 x 3 m = 396,- € (trois cent quatre-vingt-seize euros)
- 6 x 3 m = 528,- € (cinq cent vingt-huit euros)

Les permissionnaires qui le souhaiteront pourront installer leurs propres stands/tonnelles tout en respectant les dimensions qui leurs seront communiquées par la Ville

c) Redevance – emplacement restauration/buvette

Les emplacements feront l'objet d'une redevance d'occupation du domaine fluvial de base proportionnelle à la surface du chalet ou Food truck de 65,00 € le m² pour la période de l'événement.

d) Redevance – emplacement pour structures ludiques

Les propriétaires de structure ludique s'acquitteront d'une redevance d'occupation du domaine fluvial de base unique de 50,00 € par structure et par semaine d'occupation.

e) Fluides (électricité et eau)

La quote-part liée à l'abonnement et aux consommations d'électricité et d'eau sera facturée à l'occupant de tout chalet dans les mêmes conditions que pour les propriétaires d'installations ludiques au vu d'un décompte des consommations réelles.

f) Participation aux frais d'animations

La participation forfaitaire aux animations musicales, pour toute la durée de l'évènement, est fixée comme suit :

- 500,00 € pour les bars, restaurants et snack ;
- 160,00 € pour les installations ludiques et les stands.

g) Redevance terrasse

Tous les sous occupants, à l'exception des associations qui déploient des terrasses, s'acquitteront d'une redevance de la manière suivante :

- 20,00 € - 1 table et 4 chaises sur la période ;
- 12,00 € - 1 table et 2 chaises sur la période.

G) Maintenance et entretien des sanitaires

Tous les sous-occupants des berges s'acquitteront d'une participation forfaitaire de 1 200,00 € pour toute la période de l'événement.

H) Enlèvement des ordures ménagères (REOM)

Tous les sous-occupants des berges exploitants de bars, de restaurants et autres produits alimentaires devront s'affranchir d'une redevance forfaitaire d'enlèvement des ordures ménagères (REOM), selon la nature de leur commerce, soit de 1 116,00 € ou de 558,00 € pour toute la période considérée.

Les frais tels que spécifiés dans chaque contrat ou convention de sous-occupation du domaine public fluvial seront payables, au terme de la période considérée, à la caisse de Monsieur le Receveur Municipal de Thionville.

Article 3 : Grille tarifaire pour la saison

S'agissant d'un site familial, il est demandé au permissionnaire de proposer des tarifs raisonnables et accessibles à tout-public. **Critère de sélection retenu pour l'appréciation de l'offre, à hauteur de 40%.**

Le permissionnaire devra présenter dans la grille tarifaire les prix qu'il entend appliquer pour la saison concernant les denrées et boissons vendues.

Le permissionnaire ne pourra, en aucun cas, augmenter ses tarifs au cours de la période considérée. En cas de non-respect la Ville pourra résilier par lettre recommandée avec accusé de réception l'autorisation qui lui aura été accordée dans les conditions fixées à l'article 8.

Article 4 : Conditions d'admission.

La participation à « Rive et Cœur de Ville en Fête » est ouverte à toute personne morale (commerçants sédentaires et non sédentaires, artisans, producteurs, auto-entrepreneurs) pouvant justifier de documents réglementaires permettant l'exercice d'une activité sur le domaine public. Les associations sont également autorisées à candidater.

La date limite d'envoi des dossiers d'inscriptions est précisée dans le dossier d'inscription.

Article 5 : Inscription et réservation.

- 5.1- Toute personne souhaitant participer à « Rive en Fête » peut déposer un dossier de candidature.
- 5.2- Les documents peuvent être téléchargés sur le profil acheteur de la Ville de Thionville, à l'adresse suivante : <https://www.thionville.fr/fr/marches-publics> ou retirés au Service Commun de la Commande Publique à la Communauté d'Agglomération Portes de France – Thionville - Espace Cormontaigne - 4 avenue Gabriel Lippmann CS 30054 - 57972 YUTZ Cedex
- 5.3- Les plis devront parvenir avant les date et heures fixées dans le dossier de candidature.

La réception des dossiers se fera soit par voie électronique sur le profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.thionville.fr/fr/marches-publics> soit par voie papier au Service Commun de la Commande Publique à la Communauté d'Agglomération Portes de France – Thionville - Espace Cormontaigne - 4 avenue Gabriel Lippmann CS 30054 - 57972 YUTZ Cedex.

La réception des dossiers fera l'objet d'un Accusé Réception.

Article 6 : délai de rétractation du candidat.

- 6.1 Un candidat sélectionné qui ne souhaite plus s'installer sur le site devra obligatoirement en informer la Ville dans un délai de cinq jours à compter de la date de notification d'acceptation de sa candidature qui lui sera envoyée par courriel.
- 6.2 - En cas de non-respect du délai de rétractation, il sera mis un terme définitif à une éventuelle participation, lors des prochaines éditions, à « Rive et Cœur de Ville en Fête » sans que l'intéressé puisse prétendre à un quelconque dédommagement.

Article 7 : Sélection et placement des candidats.

- 7.1- Les demandes de candidature réceptionnées sont soumises à la commission ad hoc pour sélection.
- 7.2- Les dossiers d'inscription complets sont tous analysés
- 7.3- Tout dossier parvenu hors délai n'est pas examiné.
- 7.4- Pour tout dossier incomplet, une seule relance est adressée aux candidats qui doivent faire parvenir les documents manquants avant la date limite indiquée sur le courrier de la Ville.
- 7.5- Le rejet d'une demande ne donne lieu à aucune indemnité et ce à quelque titre que ce soit.
- 7.6- La participation à de précédentes éditions ne crée, en faveur de l'exposant, **aucun droit prioritaire d'attribution d'un chalet ou d'un emplacement.**
- 7.7- L'organisateur tient compte, pour sélectionner les offres, d'une pluralité de critères afin d'aboutir à un compromis ménageant à la fois l'intérêt général, la valorisation économique du domaine public, le respect des règles en matière de concurrence et bien évidemment la liberté de choix de la collectivité publique, ainsi que des obligations créées par la situation sanitaire actuelle indiquées à l'article 5.
- 7.8- L'organisateur se réserve le droit de limiter le nombre d'exposants par spécialité et thématique.
- 7.9- **L'organisateur se réserve le droit d'effectuer les placements des exposants à sa guise, sans avoir besoin de se justifier et cela ne peut donner lieu à aucune réclamation ni aucun recours. Cet emplacement est décidé de façon à respecter la cohésion de la manifestation, les contraintes techniques des alimentations en fluides et ne répond à aucun autre critère.**
- 7.10- **L'organisateur détermine l'emplacement de l'exposant qui est modifiable d'année en année.** La participation à des éditions antérieures ne génère, en faveur de l'exposant, aucun droit à un emplacement déterminé.
- 7.11- Un candidat non sélectionné ne pourra, en aucun cas, s'installer sur « Rive et Cœur de Ville en Fête ».

Article 8 : Localisation – horaires

8.1- Localisation de la manifestation

Le site est implanté sur les berges de la Moselle, partie comprise entre la descente du quai Marchal et le pont du chemin de fer, côté Manom à l'exception de l'emplacement d'un chalet buvette de 171,52 m² faisant l'objet d'une convention spécifique avec la Ville conformément à la convention de sous occupation du domaine public fluvial, entre la Ville et Voies Navigables de France (V.N.F.).

8.2- Horaires d'ouverture du site

Le permissionnaire s'engage à respecter les jours et horaires d'ouverture suivants :

- Du lundi au jeudi de 12h00 à 22h00 ;
- Les vendredis de 12h00 à 23h00 ;
- Les samedis, dimanches et jours fériés de 10h00 à 23h00.

La Ville de Thionville se réserve le droit de modifier ces horaires en cas de force majeure ou en raison de conditions météorologiques extrêmes.

8.3- Horaires de diffusion de musique amplifiée :

La diffusion de musique devra être limitée dans son volume sonore **à 60 décibels** maximum.

Cette restriction peut être suspendue dans le cadre d'animations exceptionnelles, sous réserve de l'accord préalable de la Ville de Thionville.

Horaire de fin de diffusion de musique amplifiée :

- Du lundi au dimanche : **22 heures.**

Le permissionnaire s'engage à respecter la réglementation en matière de nuisances sonores et de troubles du voisinage (cf : arrêté municipal). En cas de non-respect de celle-ci, et après une mise en demeure restée sans suite, la Ville pourra retirer son autorisation sans délai.

Article 9 : Autorisations et emplacements

9.1- Autorisation de débits de boissons temporaires

Le permissionnaire devra solliciter une autorisation Municipale :

- Pour les chalets type brasserie, **de vente d'alcool** ;
- Pour les chalets type glaciers, confiserie, snacks, **autorisation de vente de petite restauration.**

9.2- Autorisations individuelles

Les autorisations délivrées porteront les noms, prénoms, le statut juridique et le domicile des permissionnaires, l'indication des produits vendus, les dimensions du stand, du chalet, du chapiteau ou du manège ainsi que la durée de l'occupation.

9.3- Définition des emplacements

L'emplacement qui a pour destination l'installation d'un stand, d'un chalet, d'un chapiteau ou d'une attraction ludique, est affecté nommément à une personne physique représentant une personne morale. Chaque emplacement, parcelle du domaine public fluvial, est attribué à une personne physique pouvant justifier de son statut de commerçant, d'artisan, de producteur, d'auto-entrepreneur ou d'association dûment déclaré.

9.4- Contrôle des emplacements

Toute forme de sous-location est strictement interdite. Le permissionnaire ne pourra ni céder son autorisation, ni louer voire prêter son chalet, emplacement, etc. Les chalets, stands, chapiteaux et attractions ludiques devront être tenus soit par le permissionnaire lui-même, son conjoint

collaborateur, ou par un(e) employé(e) pouvant justifier, en cas de contrôle, d'un contrat de travail valide.

Toute entente postérieure à l'attribution d'un chalet, stand, emplacement, qui aurait pour but dissimulé de transférer son utilisation à une autre personne (physique ou morale) que celle à laquelle il a été attribué, entraînerait, de plein droit, le retrait de l'autorisation accordée.

Dès lors, tout agrandissement de l'emplacement par adjonction d'une partie ou de la totalité d'une quelconque infrastructure est interdit ainsi que l'occupation des pagodes mises en place par la Ville pour les animations musicales et sportives.

Article 10 : Règles communes à l'occupation d'un emplacement

Les règles d'occupation des emplacements sur le site de la manifestation sont fixées par le Maire, et se fondent sur le respect de l'ordre public et sur la recherche de l'optimisation de la mise en œuvre et de l'exploitation des installations.

Quel que soit le type d'emplacement considéré, l'autorisation de l'occuper ne peut avoir qu'un caractère précaire et révocable.

L'autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité pour le bénéficiaire en cas de non-respect de l'ordre public, de manquements aux règles d'hygiène et de sécurité. Si le permissionnaire ne se conforme pas aux conditions qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, en tout ou partie, la Ville pourra résilier par lettre recommandée avec accusé de réception l'autorisation qui lui aura été accordée et ce à ses torts exclusifs, et ce après une mise en demeure restée sans suite au terme de 48 heures.

Ce dernier devra alors libérer les lieux sans préavis et s'acquitter des charges restantes dues à cette date.

Article 11 : Données techniques

Toutes les installations devront être mises en œuvre conformément aux instructions données par les services municipaux et devront strictement respecter les limites d'implantation indiquées et matérialisées au sol pour chaque permissionnaire.

11.1- Chalet Ville

Les chalets sont mis à disposition sans équipement, **le preneur devra en assurer l'aménagement, conformément au respect des normes en matière d'hygiène et de sécurité**

Le preneur jouira paisiblement du bien loué. Il en assurera l'entretien courant et répondra des dégradations qui surviendraient pendant la durée d'exploitation. Il devra aviser la Ville de toute dégradation constatée.

11.2- Food truck ou chalet privé

L'aménagement intérieur des structures devront être conforme aux normes en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité. Elles devront obligatoirement être démontable ou mobile.

11.3- Autres installations

Les autres installations éphémères de type guinguette devront présenter un caractère esthétique soigné et de qualité. Une esquisse ou une photo de l'installation sera obligatoirement jointe au dossier de candidature.

11.4- Mobilier de terrasse

Le mobilier doit répondre aux caractéristiques esthétiques et visuelles définies comme suit :

- Tables : 60 x 60 cm, plateau stratifié de couleur uniforme avec structure aluminium ;
- Chaises : style fauteuil assise et dossier **en PVC tressé avec structure aluminium** ;

- Parasol : 1 par table de couleur unie et **ne pas comporter de publicité** ;
- Cendrier : 1 par table obligatoire.

Le Mobilier ne devra pas être dépareillé, celui-ci devra être, par commerçant, de même matériau et de même couleur.

Le mobilier devra être rangé, empilé et enchaîné sur le site, et ce quotidiennement, dès la fermeture de l'établissement.

Article 12 : Mesures de sécurité propres aux installations de chapiteau

Les propriétaires devront faire parvenir, impérativement 15 jours avant ouverture, au Service en charge de l'élaboration du dossier de sécurité de la Ville de Thionville, les documents suivants :

- Attestation de montage, précisant que l'installation de la structure a été réalisée dans le respect des règlements en vigueur et des prescriptions du fabricant ;
- Extrait du registre de sécurité, établi par un bureau de vérification des chapiteaux, tentes et structures en cours de validité précisant la vérification des installations électriques inhérentes au chapiteau ainsi que la vérification des moyens de secours ;
- Extraits des procès-verbaux de classement au feu des matériaux ;
- Tous les autres documents attestant que les infrastructures sont installées dans les conditions de sécurité requises par les textes en vigueur.

Et avant ouverture au public :

- Attestation de montage, précisant que l'installation de la structure a été réalisée dans le respect des règlements en vigueur et des prescriptions du fabricant.

Article 13 : Prévention des risques incendie – Consignes à respecter et à appliquer

13.1- Règles communes

Toutes les infrastructures devront être équipées d'au moins un extincteur qui réponde aux normes de sécurité. Les extincteurs devront porter mention du contrôle annuel certifié par un organisme agréé. La Ville procédera à la vérification systématique de tous les appareils.

13.2- Installations électriques

La Ville installera, à proximité de chaque structure, quelle qu'elle soit, un coffret électrique. **Seuls les agents de la Ville habilités pourront intervenir sur ces coffrets.**

La Ville de Thionville facturera toute intervention sur les installations pour tout problème ou panne dont elle n'est pas responsable.

Le pétitionnaire s'engage à :

- Ne pas modifier les installations électriques existantes ;
- Ne pas utiliser d'appareillages électriques non conforme aux normes ;
- Ne pas dépasser l'ampérage qui lui est attribué ;
- Remplir la rubrique du dossier de candidature qui fait état des installations électriques mises en place, qui fera foi en cas de litige.

13.3 - Utilisation des bouteilles de gaz

Les appareils de cuisson au gaz seront acceptés dans le respect des normes en vigueur et des prescriptions suivantes :

- Seules les bouteilles branchées pourront être installées à l'intérieur des installations et placées dans une zone éloignée des flammes et être accessibles à tout moment ;

- Les branchements devront être réalisés par des tuyaux souples normalisés, en cours de validité et maintenus en place, à chaque extrémité, par des serre-tubes ou par des systèmes analogues homologués ;
- Les brûleurs des appareils de cuisson devront être éloignés de tous objets ou produits inflammables (parois en bois du chalet, matériaux inflammables);
- **Aucune bouteille de gaz en réserve ne pourra être stockée à l'intérieur des installations ni à proximité immédiate des chalets.**

Article 14 : Interdiction de fumer

Pour des raisons de sécurité et également d'hygiène, il est formellement interdit à toute personne de fumer à l'intérieur des chalets, stands, chapiteaux et attractions ludiques.

Article 15 : Assurances

Le permissionnaire s'engage à s'assurer contre l'incendie, les dégâts des eaux, les explosions, la foudre, le vandalisme et, en général, de tous les risques dont il doit répondre sur ses installations, matériel et personnel à son service.

Il devra justifier de cette assurance avant la prise de jouissance de son emplacement et du paiement de la prime correspondante.

Le permissionnaire déclare renoncer à tout recours contre la Ville en cas d'incendie, explosion, fuites, dégâts des eaux. Les polices d'assurances correspondantes devront mentionner expressément ces renonciations à recours.

Le permissionnaire s'engage également à n'exercer aucun recours contre la Ville en cas de vol ou de vandalisme.

Article 16 : Hygiène et sécurité alimentaire

16.1- Denrées alimentaires

Le permissionnaire s'engage à respecter les dispositions réglementaires officielles en vigueur concernant les mesures d'hygiène pour les denrées destinées à l'alimentation.

Il devra être vigilant sur la conservation des denrées alimentaires et leur date de limite de consommation (DLC). Les étiquetages de la DLC devront être conservés (et reportés si autres contenants).

De plus, il veillera à ce que toutes les personnes affectées à la manipulation des denrées :

- soient d'une grande propreté corporelle et vestimentaire ;
- aient les cheveux attachés ou portent une toque ou un calot ;
- utilisent des gants adaptés ;
- ne manipulent pas la monnaie avec les dispositifs dédiés à la manipulation des aliments.

Il sera, le cas échéant, le seul responsable des dommages corporels (intoxication alimentaire) résultant de son exploitation.

16.2- Animaux domestiques

La présence d'animaux domestiques, notamment de chiens, est strictement interdite dans les lieux de production alimentaire.

Des contrôles seront effectués par le Service d'Hygiène de la Ville de Thionville et par la Direction Départementale de la Protection des Populations.

Tout contrevenant s'exposera à des sanctions, pour le non-respect des dispositions réglementaires officielles en vigueur, pouvant entraîner le retrait de son autorisation après une mise en demeure restée sans effet.

Article 17 : Règlementation de la circulation et du stationnement

Pour des raisons de sécurité, des dispositifs particuliers concernant la circulation et le stationnement des véhicules sont mis en place, et ceci pour toute la durée de l'événement.

17.1- Modalités d'accès

Le site ne sera ouvert **que les matins pour les livraisons de 9h00 à 12h00.**

Seuls les véhicules suivants :

- de police, de secours et d'intervention d'urgence,
- en mission d'entretien et de nettoyage,
- d'interventions missionnées par la Ville de Thionville,

sont autorisés sur le site à tout moment de la journée.

17.2- Règles de circulation

Les conducteurs de tous véhicules ne dépassant pas 3,5 T sont tenus de parcourir l'aire du site à une vitesse de 10 Km/h maximum en respectant la priorité due aux piétons.

Il est strictement interdit de rouler sur le ponton en bois situé à droite à la descente de la rue Gambetta.

17.3- Règles de stationnement

Le stationnement est interdit et considéré comme gênant sur la totalité du site (sauf véhicules munis d'une carte « autorisation temporaire de stationner » délivrée par la Ville).

Pour les véhicules de livraison, l'arrêt est limité à **30 minutes**. Après décharge du véhicule, les conducteurs doivent immédiatement quitter le site.

Le non-respect de ces dispositions sera considéré comme abusif et passible d'une contravention.

Article 18 : Propreté des lieux - respect de l'environnement

Le permissionnaire est responsable du maintien de la propreté de son emplacement, de ses abords immédiat et de sa terrasse.

Il s'engage à exercer son activité en prenant toute garantie nécessaire au respect de la législation en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement (notamment concernant la gestion des déchets et des eaux et des huiles usagées)

18.1- Gestion des déchets

La Communauté d'Agglomération « Portes de France – Thionville » procédera à la collecte des déchets de la manière suivante :

- **Ordures ménagères résiduelles** : la CAPFT mettra à disposition de chaque commerçant des bacs roulants dont il en aura la gestion pendant toute la période de l'événement.
- **Les bacs** devront être stockés derrière chaque emplacement.
Ils devront être amenés, rue Gambetta, par chaque commerçant, la veille du jour de collecte, après la fermeture de leur établissement.

- **Le camion de collecte** interviendra les matins avant 13h00 pour vider les bacs. Chaque commerçant récupèrera son bac au plus tard à 13h00 afin de le redéposer à l'arrière de son chalet.
- **Les jours de collecte** des bacs d'**ordures ménagères** :
 - . CAPFT : les lundis, jeudis, et samedis.
 - . Valo'Prest et YR Services : les mardis, vendredis, dimanches et jour fériés
- **Les sacs de tri et les cartons en petite quantité, pliés et ficelés**, seront collectés une fois par semaine, **les mercredis** ; ils devront être déposés rue Gambetta la veille au soir de la collecte
- **Emballages** : la CAPFT mettra à disposition de chaque commerçant des rouleaux de sacs de tri.
- **Le verre** : Les bouteilles en verre devront être déposées dans le conteneur à verre situé rue Gambetta entre **11h00 et 20h00. Tout dépôt de bouteilles à côté des conteneurs prévus à cet effet est interdit.**
- **L'huile usagée** devra être versée dans un récipient adapté mis à disposition par la Communauté d'Agglomération.
Il est strictement interdit de jeter l'huile dans la Moselle, les égouts et les canalisations.
- **Déchetterie** : Une attestation d'accès en déchèterie peut être fournie, aux commerçant qui le souhaitent, par le service Déchets pour pouvoir y accéder (numéro à contacter 03.82.54.78.50). Les cartons et les encombrants (mobilier et électroménagers) notamment peuvent y être déposés.

18.2- Utilisation exclusive de vaisselle réutilisable

Le décret du 30 août 2016 paru au journal officiel du 31 août qui prévoit, qu'à partir du 1^{er} janvier 2020, la mise à disposition de gobelets, verres, couverts, assiettes et barquettes en matière plastique est interdite.

De ce fait, **le permissionnaire à l'obligation d'utiliser uniquement de la vaisselle réutilisable** pour limiter la production des déchets

18.3- Entretien des emplacements

Le permissionnaire maintiendra l'emplacement qui lui est attribué dans un état de propreté permanent. **Il est notamment chargé du ramassage des papiers, gobelets, cigarettes et autres déchets. Il effectuera un balayage quotidien de son emplacement et de ses abords.**

Il devra **obligatoirement équiper l'emplacement de poubelles et de cendriers et les vider régulièrement dans les dispositifs de collecte prévus à ces effets.**

A défaut de nettoyage, celui-ci sera réalisé aux frais du permissionnaire, par les services municipaux, sur la base du tarif en vigueur.

Article 19 : Obligation comptable du permissionnaire »

Le permissionnaire devra avoir acquitté toutes les factures antérieures émises par la Ville pour pouvoir candidater.

Article 20 : Dépôt de garantie :

Le permissionnaire locataire d'un chalet propriété de la Ville devra fournir, à la signature du contrat de location, un chèque de caution, d'un montant de 500,00 € (cinq cents euros) libellé à l'ordre du Trésor Public,

Cette caution a pour objet de garantir à la Ville de Thionville, après la restitution du bien à la fin de la manifestation, du parfait état de propreté du chalet et des éventuelles dégradations du bien.

Un état des lieux sera effectué à la réception et à la restitution du bien loué.

Article 21 : Règlement Général

21.1- L'organisateur et la Police Municipale font respecter le présent règlement et se réservent le droit de faire quitter, sans délai, la manifestation à tout exposant ayant enfreint ce dernier, sans aucune indemnité.

21.2- Sur ce prétexte, l'organisateur est fondé à refuser la participation de l'exposant aux futurs éditions de l'événement.

21.3- La participation à cette manifestation entraîne l'acceptation de l'ensemble du présent règlement.

21.4- Tout exposant n'ayant pas suivi la procédure générale fixée par le présent cahier des charges ne pourra en aucun cas s'installer le jour de la manifestation.

Je soussigné (e)

M.....

certifie avoir pris connaissance du présent cahier des charges dont un exemplaire m'a été remis et je m'engage à le respecter.

Fait à :

le :

CONVENTION PLURIANNUELLE
INSTALLATIONS LUDIQUES

Portant sous-occupation temporaire du domaine public fluvial
sur les berges de la Moselle.

Vu la convention d'occupation du domaine public fluvial conclue entre la Ville et « Voies Navigables de France » en date du,

Entre les soussignés,

Pierre CUNY, Maire de Thionville, représentant la Ville et dûment autorisé, aux fins des présentes, par délibération du Conseil Municipal du,

d'une part,

et

M....., demeurant à.....,,

d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre de sa politique événementielle, la Ville de Thionville organise la 16^{ème} édition de « Rive et Cœur de Ville en Fête », du samedi 22 juin au dimanche 1^{er} septembre 2024, sur les berges de la Moselle et propose des emplacements pour des installations ludiques.

1. Désignation de l'objet de la convention.

M.implantera sur un emplacement d'une surface dem², sur le domaine public fluvial une attraction « **Atlantis Parc** »

Cet emplacement fera l'objet d'une autorisation d'occupation du domaine public fluvial que la Ville s'engage à solliciter auprès de « Voies Navigables de France ».

2. Durée de la convention.

La convention est conclue pour les périodes de Rive en Fête, d'une durée de quatre ans. Elle pourra être renouvelée par tacite reconduction

3. Date d'entrée en vigueur de la convention.

Du samedi 22 juin au dimanche 1^{er} septembre 2024 inclus.

4. Obligations de la Ville.

La Ville garantit la délivrance de l'emplacement nu mis à disposition à la date convenue et sa jouissance paisible pendant la durée de la convention.

La Ville procédera à l'installation électrique et facturera à M.sa quote-part en abonnement et consommation électrique au terme de la période considérée.

Ce montant sera payable à la caisse de Monsieur le Receveur Municipal.

5. Obligations de l'occupant.

L'occupant devra s'être acquitté, avant la remise du dossier de candidature, de toutes factures émises antérieurement par la Ville.

L'occupant assurera l'entretien courant de l'emplacement et répondra des dégradations pendant la durée de la convention. Il devra aviser la Ville de toute dégradation constatée.

L'occupant s'engage à ne pas intervenir sur l'installation électrique existante.

L'occupant s'engage à respecter la réglementation en matière de nuisances sonores et de troubles du voisinage. En cas de non-respect de celle-ci, et après une mise en demeure restée vaine, la Ville se réserve le droit de mettre fin à la présente convention.

6. Assurances.

L'occupant s'engage à contracter, pour toute la période de la convention, toutes les assurances nécessaires (civile, professionnelle, vol, incendie, dégâts des eaux, explosions, foudre, vandalisme, risques spéciaux liés à son activité, etc...) et devra en justifier à la demande de la Ville.

Le preneur déclare renoncer à tout recours contre la Ville en cas d'incendie, explosion, fuites, dégâts des eaux. Les polices d'assurances correspondantes devront mentionner expressément ces renonciations à recours.

Le preneur s'engage également à n'exercer aucun recours contre la Ville, en cas de vol et vandalisme.

7. Sous-Occupation.

La présente convention est consentie pour l'usage exclusif de l'occupant. Dès lors, l'autorisation d'occuper le domaine public fluvial est strictement personnelle.

Toute mise à disposition par l'occupant au profit d'un tiers, de tout ou d'une partie des lieux définis, que ce soit à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

8. Litiges.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis, après épuisement des voies de conciliation amiable, au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Thionville, le
En double exemplaire

L'occupant,

Pour la Ville de Thionville,

Pierre CUNY

Maire de Thionville

ANNEXE 3

VILLE DE THIONVILLE

CONTRAT DE LOCATION

Vu le Cahier des Charges 2024 précisant les conditions de participation aux animations « Rive et Cœur de Ville en Fête » et dûment accepté par le preneur,

Entre les soussignés,

Pierre CUNY, Maire de Thionville, représentant la Ville, propriétaire des biens loués, ci-après désigné le « propriétaire »,

d'une part,

et

M....., demeurant à.....,

ci-après désigné « le preneur »,

d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre de sa politique événementielle, la Ville de Thionville organise la 16^{ème} édition de « Rive et Cœur de Ville en Fête », du samedi 22 juin au dimanche 1^{er} septembre 2024, sur les berges de la Moselle et propose des chalets à la location.

Dans ce cadre M.disposera d'un chalet destiné à l'exploitation d'une buvette ou d'un snack

1. Désignation de l'objet du contrat.

Le bien concerné est le suivant : la location d'un chalet en bois d'une surface de m² permettant l'ouverture d'un commerce sur les berges de la Moselle. Cet emplacement, propriété de Voies Navigables de France, fait l'objet d'une autorisation d'occupation du domaine public fluvial consentie à la Ville de Thionville.

2. Durée et date d'entrée en vigueur du contrat.

Le présent contrat est conclu pour une période allant du samedi 22 juin au dimanche 1^{er} septembre 2024 inclus.

3. Participations financières à la charge de l'occupant.

Pour contribuer à l'occupation de chalets et à l'animation de « Rive et Cœur de Ville en Fête » sur toute la durée de l'évènement, la Ville a ajusté les conditions d'occupation tarifaires proposées, calculées sur une base forfaitaire.

Elle est autorisée, par délibération du Conseil Municipal en date du à recouvrer un loyer de 195,00 euros/m² pour la période de l'évènement.

En conséquence, la location du bien dem² faisant l'objet de ce contrat est consentie et acceptée moyennant le paiement d'un loyer de € (en toutes lettres).

S'ajoute à ce loyer :

Une participation aux animations musicales pour une somme forfaitaire et non fractionnable de 500,00 € ;

Le louage de stand canopy avec lests, calculé sur une base de 44,00 euros/m² pour toute la période considérée, d'une surface dem² pour un montant de€ (en toutes lettres).

Une participation forfaitaire de 1 200,00 € aux frais de maintenance et d'entretien des sanitaires ainsi qu'une redevance forfaitaire d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) de 1 116,00 € ou de 558,00 € (selon la nature du commerce) seront également dues par le signataire du présent contrat.

Une redevance sur la période dite « Terrasse » de 20,00 € par plot d'une table et de 4 chaises et de 12,00 € par plot d'une table et de 2 chaises, soit un montant total de€ (en toutes lettres) qui représente à : ... plots d'une table et de 4 chaises et/ou de 2 chaises

Ces montants seront payables, au terme de la période considérée, à la caisse de Monsieur le Receveur Municipal.

La quote-part liée à l'abonnement et aux consommations d'électricité et d'eau est répercutée sur l'occupant de tout chalet.

4. Obligations du propriétaire.

La Ville garantit la délivrance de l'emplacement nu mis à disposition à la date convenue et sa jouissance paisible pendant la durée de la convention.

Soit :

La Ville procédera à l'installation électrique et facturera à M.sa quote-part en abonnement et consommation électrique au terme de la période considérée.

Soit :

La Ville fournira l'eau à M.et facturera l'abonnement et la consommation au terme de la période considérée.

5. Obligations du preneur.

Le preneur devra s'être acquitté, avant la remise du dossier de candidature, de toutes factures émises antérieurement par la Ville.

Le preneur s'engage à respecter le Cahier des Charges joint en annexe 1 du présent contrat.

Il jouira paisiblement du bien loué. Il en assurera l'entretien courant et répondra des dégradations et pertes qui surviendraient pendant la durée du contrat. Il devra aviser le propriétaire de toute dégradation constatée. Il s'engage à doter le chalet d'un extincteur approprié et à ne pas stocker de bouteilles de gaz à l'intérieur du chalet.

Le preneur respectera les jours et horaires d'ouverture définis par la Ville. Le preneur s'engage à ne pas intervenir sur l'installation électrique existante.

Le preneur devra aménager la terrasse mise à sa disposition avec un mobilier de qualité, de couleur uniforme et dotée de parasols non publicitaires.

Le preneur devra solliciter une autorisation municipale de vente de petite restauration.

En cas d'inexécution par le preneur d'une de ses obligations, la Ville pourra résilier le contrat, prenant effet à réception de la lettre recommandée avec avis de réception prononçant la résiliation.

Le preneur, dont le contrat aura été résilié, ne pourra faire valoir aucun préjudice de tous autres droits quelque soit le motif de résiliation du contrat.

L'occupant s'engage à respecter la réglementation en matière de nuisances sonores et de troubles du voisinage. En cas de non-respect de celle-ci, et après une mise en demeure restée vaine, la Ville se réserve le droit de mettre fin à la présente convention.

6. Assurances.

Le preneur s'engage à assurer contre l'incendie, les dégâts des eaux, les explosions, la foudre, le vandalisme et en général tous les risques locatifs dont il doit répondre, justifier de cette assurance avant la prise de jouissance des biens loués et du paiement de la prime correspondante.

Le preneur déclare renoncer à tout recours contre le propriétaire en cas d'incendie, explosion, fuites, dégâts des eaux. Les polices d'assurances correspondantes devront mentionner expressément ces renonciations à recours.

Le preneur s'engage également à n'exercer aucun recours contre le propriétaire en cas de vol et vandalisme.

7. Sous Location.

La présente convention est consentie pour l'usage exclusif de l'occupant. Dès lors, l'autorisation d'occuper le bien mis à disposition est strictement personnelle.

Toute mise à disposition par l'occupant au profit d'un tiers de tout ou d'une partie des lieux définis, que ce soit à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

8. Document à produire.

Le preneur devra produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le preneur n'est pas en faillite personnelle ou en redressement judiciaire ;
- Référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Extrait de Kbis de moins de 3 mois ;
- Attestation d'assurance du bien loué ;
- Descriptif technique avec photos de sa terrasse et précisant le coloris choisi ;
- Descriptif des appareils électriques utilisés.

9. Dépôt de garantie.

Le preneur devra fournir un chèque de caution, d'un montant de 500,00 € (cinq cents euros) libellé à l'ordre du Trésor Public, à la signature du contrat de location.

Cette caution a pour objet de garantir à la Ville, après la restitution du bien à la fin de la manifestation, le parfait état de propreté du chalet et des éventuelles dégradations des installations ainsi que du règlement des factures de location du bien et des quotes-parts en consommation eau et électricité.

Un état des lieux sera effectué à l'entrée et à la sortie du bien loué.

Fait à Thionville, le
En double exemplaire

Le Preneur,

Le Propriétaire,

Pierre CUNY

Maire de Thionville

ANNEXE 4

VILLE DE THIONVILLE

CONVENTION

Portant sous-occupation temporaire du domaine public fluvial sur les berges de la Moselle.

Vu la convention d'occupation du domaine public fluvial conclue entre la Ville de Thionville et « Voies Navigables de France » en date du,

Entre les soussignés,

....., Maire de Thionville, représentant la Ville dûment autorisé, aux fins des présentes, par délibération du Conseil Municipal du,

d'une part,

et

M....., demeurant à.....,

d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre de sa politique événementielle, la Ville de Thionville organise la 16^{ème} édition de « Rive et Cœur de Ville en Fête », du samedi 22 juin au dimanche 1^{er} septembre 2024, sur les berges de la Moselle et propose des chalets à la location.

1. Désignation de l'objet de la convention.

M.implantera un chalet d'une surface de m² dont il est propriétaire sur le domaine public fluvial.

Cet emplacement fera l'objet d'une autorisation d'occupation du domaine public fluvial que la Ville a sollicitée auprès de «Voies Navigables de France».

2. Durée et date d'entrée en vigueur de la convention.

La présente convention est conclue pour une période allant du samedi 22 juin au dimanche 1^{er} septembre 2024 inclus.

3. Redevance.

L'occupant s'engage à verser une redevance de base unique et non fractionnable d'un montant de 65,00 € le m² pour la période, soit un montant total de € euros (en toutes lettres).

Pour contribuer à l'animation de « Rive et Cœur de Ville en fête » sur toute la durée de l'évènement, l'occupant versera en outre à la Ville la somme forfaitaire et non fractionnable de 500,00 € ;

Pour le louage de stand Canopy avec lests d'une surface dem², calculé sur une base de 44,00 euros/m² pour la période considérée, l'occupant versera un montant de€ (en toutes lettres).

Une participation forfaitaire de 1 200,00 € aux frais de maintenance et d'entretien des sanitaires ainsi qu'une redevance forfaitaire d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) de 1 116,00 € ou de 558,00 € (selon la nature du commerce) seront également dues par le signataire de la présente convention.

Une redevance sur la période dite « Terrasse » de 20,00 € par plot d'une table et de 4 chaises et de 12,00 € par plot d'une table et de 2 chaises, soit un montant total de€ (en toutes lettres) qui représente à : .. plots d'une table et de 4 chaises et/ou de 2 chaises.

Ces montants seront payables à la caisse de Monsieur le Receveur Municipal.

4. Obligations de la Ville.

La Ville garantit la délivrance de l'emplacement nu mis à disposition à la date convenue et sa jouissance paisible pendant la durée de la convention.

Soit :

La Ville procédera à l'installation électrique et facturera à M.sa quote-part en abonnement et consommation électrique au terme de la période considérée.

Soit :

La Ville fournira l'eau à M.et facturera l'abonnement et la consommation au terme de la période considérée.

5. Obligations de l'occupant.

L'occupant devra s'être acquitté, avant la remise du dossier de candidature, de toutes factures émises par la Ville.

L'occupant assurera l'entretien courant de l'emplacement et répondra des dégradations pendant la durée de la convention. Il devra aviser la Ville de toute dégradation constatée.

L'occupant s'engage à ne pas intervenir sur l'installation électrique existante.

L'occupant s'engage à respecter la réglementation en matière de nuisances sonores et de troubles du voisinage. En cas de non-respect de celle-ci, et après une mise en demeure restée vaine, la Ville se réserve le droit de mettre fin à la présente convention.

6. Assurances.

L'occupant s'engage à contracter, pour toute la période de la convention, toutes les assurances nécessaires (civile, professionnelle, vol, incendie, dégâts des eaux, explosions, foudre, vandalisme, risques spéciaux liés à son activité, etc...) et devra en justifier à la demande de la Ville.

Le preneur déclare renoncer à tout recours contre la Ville en cas d'incendie, explosion, fuites, dégâts des eaux. Les polices d'assurances correspondantes devront mentionner expressément ces renonciations à recours.

Le preneur s'engage également à n'exercer aucun recours contre la Ville, en cas de vol et vandalisme.

7. Sous-Occupation.

La présente convention est consentie pour l'usage exclusif de l'occupant. Dès lors, l'autorisation d'occuper le domaine public fluvial est strictement personnelle.

Toute mise à disposition par l'occupant au profit d'un tiers de tout ou d'une partie des lieux définis, que ce soit à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

8. Litiges.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis, après épuisement des voies de conciliation amiable, au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Thionville, le
En double exemplaire

L'occupant,

Pour la Ville de Thionville,

Pierre CUNY

Maire de Thionville

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

20 - Modification du tableau des effectifs : création de postes d'agents saisonniers.

M. BERTIN, Adjoint : Conformément à la loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la Fonction Publique Territoriale, il est proposé au Conseil Municipal la création de 31 postes d'agents contractuels saisonniers au titre de l'année 2024.

La nature des emplois saisonniers porte sur des travaux d'entretien des équipements collectifs ainsi que sur des travaux administratifs au sein des services municipaux.

Le recrutement intervient par contrat à durée déterminée d'un mois maximum, idéalement entre le 1^{er} juillet et le 31 août (selon disponibilités du candidat et nécessités de service), l'âge minimum étant fixé à 18 ans.

La rémunération est fixée au taux horaire afférent au 1^{er} échelon de l'échelle C1 de rémunération.

Le présent besoin étant récurrent, il est proposé d'autoriser l'autorité territoriale à reconduire les recrutements des emplois saisonniers chaque année, dans les conditions précédemment décrites et dans la limite maximale de 31 postes selon les nécessités de service.

Le présent rapport sera automatiquement renouvelé, par application du principe de reconduction tacite.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- se prononce en faveur de la création de 31 postes d'agents saisonniers pour l'année 2024 automatiquement renouvelé, par application du principe de reconduction tacite ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Pierre CUNY

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHEL, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

21 - Ouverture d'un nouvel équipement culturel municipal : le LAB.

M. HELFGOTT, Adjoint : La Ville de Thionville a mené en 2023 une série de travaux pour l'aménagement d'une salle de spectacle au sein des locaux du Laboratoire Expression Développement (LED).

210 m² de locaux ont été transformés, permettant la création d'un équipement pensé pour accueillir la scène et le public des musiques actuelles locales, mais aussi du spectacle vivant en général.

En effet, le tissu d'artistes thionvillois est fertile, plus de soixante-dix groupes de musiques et une demi-douzaine de Cie de théâtre travaillent régulièrement dans les différentes maisons des associations du territoire, mais il manquait un lieu dimensionné pour la diffusion de leurs créations.

Ce lieu appelé le LAB ouvrira ses portes en avril 2024, son inauguration ayant eu lieu par ailleurs le 16 mars dernier.

Installé au rez-de-chaussée du LED, le LAB est une salle de spectacle entièrement équipée, disposant d'un bar, d'une loge, de sanitaires et d'une salle permettant d'accueillir jusqu'à 330 personnes.

La programmation sera assurée par l'équipe du LED (3 concerts par an), le lieu accueillera plusieurs représentations du Conservatoire de Musique et sera mise à disposition des associations locales contre location. Le tarif de location comprend la mise à disposition de la salle, de ses équipements et l'inclusion d'une prestation d'agent de sécurité disposant des habilitations nécessaires. Cette prestation d'agent de sécurité sera commandée par la Ville et refacturée au forfait aux associations. Cette prestation s'étant imposée tardivement comme obligatoire, elle n'a pas fait partie des engagements passés avec les associations exploitant la salle sur la programmation du printemps 2024. Il est donc proposé de ne facturer que la location de salle pour les mises à disposition d'avril 2024 à juin 2024.

L'objectif est de proposer une programmation cohérente de 25 à 30 spectacles par an, complétant ainsi l'offre culturelle thionvilloise d'un volet musiques actuelles.

Les crédits nécessaires pour assurer le fonctionnement de ce lieu sont prévus au Budget 2024, les travaux et l'équipement de la salle ont été imputés sur le Budget 2023.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Culture et vie associative" ont été consultées respectivement les 2 et 3 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve les propositions du présent rapport ;
- approuve les termes de la convention-type de mise à disposition figurant en annexe ;
- adopte les tarifs applicables pour l'exploitation du LAB et les tarifs de location figurant en annexe ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Pierre CUNY

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN



Convention de mise à disposition du LAB

entre les soussignées

La Ville de Thionville, représentée par M. Jackie HELFGOTT, agissant en sa qualité d'adjoint délégué à la Culture, habilité aux fins des présentes par délibération n°xx du Conseil Municipal de ladite Ville en date du 8 avril 2024

D'une part,

Et

L'association B, représentée par xx, agissant en sa qualité de xx.
Ci-après dénommés « L'Organisateur »

D'autre part,

L'Organisateur sollicite la Ville de Thionville pour une location de la salle de spectacle Le LAB afin d'y organiser une manifestation culturelle le jj/mm/aaaa.

La Ville de Thionville s'engage pour soutenir les acteurs locaux de la scène Musiques Actuelles / Spectacle Vivant.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} — OBJET

La Ville de Thionville met à la disposition de l'Organisateur le LAB, d'une surface totale de 222 m², situé au rez de chaussée, composés de :

- Une salle de spectacle d'une surface de 145m²
- Une Loge d'une surface de 20 m²
- Un bar d'une surface de 15m²
- Des sanitaires d'une surface de 17.5m²

ARTICLE 2 - ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera dressé contradictoirement entre les parties à la remise des clés de l'immeuble et sera annexé aux présentes (ANNEXE 1). Il en sera de même lors de la restitution.

ARTICLE 3 – AFFECTATION ET JAUGE

Le LAB est affecté uniquement à l'organisation de la manifestation détaillée par l'Organisateur via la fiche de renseignement jointe à la présente convention (ANNEXE 2). Toute modification du projet devra être portée à l'attention et validée par l'équipe du LAB.

La présente mise à disposition est prévue pour une manifestation pouvant par défaut accueillir un public de 150 personnes, sans compter les artistes et les organisateurs.

L'Association B s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour se conformer à la jauge de la salle.

ARTICLE 4 - MOBILIER ET EQUIPEMENT

Le LAB est mis à disposition avec tout son équipement technique en parfait état de fonctionnement. Une liste du

matériel disponible est jointe à la présente convention (ANNEXE 3). Cette liste devra être signée par un membre de l'équipe du LAB et le même représentant de l'Organisateur que le signataire de cette convention.

Tout dégradation des mobiliers ou équipements lors de l'utilisation de la salle devra impérativement être portée à la connaissance de l'équipe du LAB.

Les frais de réparations ou le coût du remplacement des mobiliers et équipements seront entièrement à la charge de l'Organisateur.

L'équipe du LAB sera seule habilitée à définir s'il convient de réparer ou remplacer les mobiliers ou équipements endommagés.

La Ville de Thionville assurera la réparation ou le remplacement de tout matériel ou mobilier dégradé et refacturera l'intégralité des frais engagés à l'Organisateur.

ARTICLE 5 – ASSURANCES

L'Organisateur s'engage à couvrir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée du fait de ses activités, notamment par la possession ou l'exploitation de ses équipements propres, et de sa présence dans les locaux mis à sa disposition dans tous les cas où elle serait recherchée à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non aux précédentes, causés aux tiers ou aux personnes se trouvant dans les locaux.

A ce titre, l'Organisateur devra souscrire une police destinée à garantir sa responsabilité civile et, notamment vis-à-vis des biens confiés.

L'Organisateur devra remettre à la Ville de Thionville copie de sa police d'assurance en cours.

La Ville de Thionville, de son côté, fera son affaire personnelle des assurances garantissant les dommages matériels aux biens mis à disposition dont elle-même ou ses préposés seraient responsables et des dommages occasionnés aux tiers qui lui seraient imputables.

ARTICLE 6 – SECURITE

La Ville de Thionville s'engage à respecter les dispositions générales applicables en matière de sécurité dans les établissements soumis à la réglementation du Droit de travail et devra veiller à ce que la sécurité des personnes soit assurée en toutes circonstances.

Les travaux préalables de mise en conformité ou autres sont effectués par la Ville de Thionville.

L'Organisateur devra veiller à ce que les effectifs admissibles soient compatibles avec la largeur et le nombre des issues dont dispose l'immeuble.

L'Organisateur s'engage à fournir tous les justificatifs demandés par l'équipe du LAB sur la conformité aux normes de sécurité utiles des équipements et mobiliers qu'il apporterait au sein du LAB.

L'Organisateur s'engage à ne pas obstruer, même partiellement, la visibilité des dispositifs de signalétique de sécurité du LAB.

L'Organisateur s'engage à ne pas empêcher, même partiellement, l'accès aux équipements de luttés contre les incendies.

L'Organisateur s'engage à ne pas installer, même partiellement, de mobilier ou d'équipement de nature à contraindre les issues permettant l'évacuation des personnes.

Les branchements des équipements techniques scéniques doivent suivre un protocole bien précis qui sera expliqué et vérifié par l'équipe du LAB lors de l'installation. L'Organisateur s'engage à ne pas modifier les branchements une fois ceux-ci validés.

En cas de doute de l'Organisateur, se référer à l'avis de l'équipe du LAB.

L'équipe du LAB se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires au respect strict des mesures de sécurité qu'elle jugerait nécessaire.

La Ville de Thionville procèdera à l'embauche d'un agent de sécurité disposant de toutes les habilitations nécessaires pour chaque concert se déroulant au LAB. Le coût de cette prestation est inclus dans le prix de location de la salle sous forme d'un forfait de 115 €.

ARTICLE 7 – FRAIS DE MISE A DISPOSITION – DUREE

Cette mise à disposition est consentie du Jour jj-1/mm/aaaa à 10h au jj+1/mm/aaaa à 12h.

L'Organisateur devra s'acquitter d'un montant de location du LAB et de ses équipements de 150/300/500 €. A cette somme s'ajoute un forfait pour la prestation de l'agent de sécurité de 110 €. Ainsi, le montant total à la charge de l'Organisateur pour la soirée du jj/mm/aaaa s'élève à 260/410/610 €

Les frais de location seront facturés 1 mois avant la tenue de la manifestation.

ARTICLE 8 – REPARTITIONS DES CHARGES LIEES A L'ORGANISATION DE LA MANIFESTATION

La Ville de Thionville prendra financièrement à sa charge les dépenses liées à la mise en service du LAB, c'est-à-dire les consommations de fluides et les frais de personnel de ses agents.

L'Organisateur prendra à sa seule charge tous les frais liés à l'organisation de la manifestation.

L'Organisateur aura notamment à sa charge la déclaration du programme des œuvres données et le règlement des droits d'auteurs dont la gestion incombe à la SACEM.

ARTICLE 9 – PIECES A FOURNIR

L'Organisateur devra fournir à l'équipe du LAB, et ce dès la signature de la présente convention, une copie de ses statuts visés par le Tribunal administratif ou la Préfecture (selon le cas), une copie de son attestation d'attribution de leur numéro de SIRET et un RIB.

L'Organisateur devra fournir les documents détaillant les besoins techniques de la manifestation et ceux nécessaire à l'élaboration des supports de communication du LAB (par défaut, photos et bio des artistes devant se produire au LAB). De plus, l'Organisateur devra fournir le détail des tarifs pratiqués et le moyen choisi par lui pour gérer les réservations et la vente de la billetterie de la manifestation prévu par cette convention. Ces documents devront impérativement être transmis au jj/mm/aaaa.

ARTICLE 10 – MANQUEMENTS ET RESILIATION

La Ville de Thionville se réserve le droit de résilier, unilatéralement et sans préavis, la présente convention.

- Sans manquement constaté de l'Organisateur, la Ville de Thionville s'engage à proposer une nouvelle date de mise à disposition du LAB. Cette nouvelle date sera définie en accord avec l'Organisateur. Dans ce cas précis, la Ville prendra à sa charge les frais déjà engagés par l'Organisateur, sur présentation de justificatifs et l'Organisateur pourra demander le remboursement des frais de location du LAB.
- Tout manquement constaté de l'Organisateur, aux engagements pris par la signature du présent document, entraînera la résiliation automatique de cette convention. Dans ce cas précis, l'Organisateur assumera seule la totalité des frais déjà engagés, y compris la location du LAB.

ARTICLE 11 - LITIGE

En cas de désaccord relatif à la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les parties conviennent de privilégier la voie d'un règlement amiable.

Ainsi à tout moment, à la demande de l'une ou l'autre des parties, une réunion de conciliation peut être organisée en cas de besoin.

A défaut d'accord amiable, s'ouvrent les voies de recours liées à la naissance du litige (étant précisé que le délai de recours court à compter de l'expression écrite du litige transmis à la partie adverse).

Dans ce cadre, devra être privilégiée une mission de médiation désignée par le Tribunal Administratif de Strasbourg, par application des articles L.213-1 à L.213-10 du Code de Justice Administrative. Cette mission interrompt les délais de recours contentieux.

En cas d'échec de la médiation, les voies et délais de recours contentieux sont à nouveau ouverts.

Fait à Thionville en 2 exemplaires, le jj/mm/aaaa

Pour la Ville de Thionville

Pour l'Organisateur



ETAT DES LIEUX

ANNEXE 1

	ENTREE / /	SORTIE / /
Salle de spectacle		
Bar		
Loge		
Couloir		
Toilettes		

Date :

Signature Organisateur :

Signature LAB :



Fiche de Renseignement – Manifestation culturelle au LAB

ANNEXE 2

Nom de la manifestation :			
Date :		Horaire (ouverture des portes et fermeture) :	

L'ORGANISATEUR

Nom de l'association/la société organisatrice :	
Nom et Prénom du représentant de l'Organisateur :	
N° SIRET/SIREN :	
Téléphone :	
Mail :	

ORGANISATION DE L'EVENEMENT - Tarifs

Tarif Plein - prévente	
Tarif Plein – sur place	
Tarif Réduit - prévente	
Tarif Réduit – sur place	

Méthode de réservation

Mail (préciser)	
Téléphone (préciser)	
Application dédiée (préciser le nom et insérer le lien)	

Ajouter en annexe à cette fiche dument remplie

- Copie des statuts de l'association / extrait Kbis de l'entreprise
- RIB
- Photo et bio des artistes
- Photo choisie comme visuel unique de l'évènement (le cas échéant)
-

La Ville de Thionville utilisera ses supports de com personnels pour la communication numérique de ses différents réseaux. Le fichier utilisé par la Ville de Thionville sera transmis à l'organisateur à toute fin utile.



FICHE TECHNIQUE «LE LAB »

ANNEXE 3

Contact Régie technique :

Pierre.ananicz@mairie-thionville.fr

Scène et structure :

Scène de 6 mètres x 4 mètres

Hauteur de scène : 20cm

Structure en Aluminium Carré : hauteur 3,8 m, largeur 5m et longueur 7m.

Praticable pour batterie 2x2m

<u>Matériels disponibles</u>	<u>Quantités mises à disposition</u>
<u>Diffusion : Système Yamaha</u>	
2 x DXS 15 MKII 1020W DSP	
2 x DXR 12 MKII 1100W DSP	
1 x Table de Mixage Allen & Health QU16 et Stage box AR2412 en connexion RJ45	
<u>Retour de scène :</u>	
4 x ALTO PRO TS 408	
2 x ALTO PRO TS 315	
<u>Back-line:</u>	
4 x Micro SM 58 + pied + pince	
2 x Micro SM 57 + pied + pince	
1 x Kit Micro Batterie + pied + pince	
15 x Câble XLR/XLR 10m	
15 x Câble XLR/XLR 6m	
5 x Câble Jack/jack 6m	
2 x câble XLR/Jack 6m	
1 x Ampli Fender Mustang	
<u>Lumières :</u>	
1 Stroboscope/blinder Beamz	
1 Machine à brouillard 600 W Algam Lighting	

10 Slimpar 1210 HEX : 5 sur le pont de contre et 5 sur le pont de face.	
4 Star color 128 Beamz en Wash	
Console light ADB Domino 48	
<u>Bar :</u>	
200 x Eco Cup 25cl	
100 x Eco Cup 50cl	
5 x Tabler de brasserie	

Date :

Signature Organisateur :

Signature LAB :

PA 2 - Rapport le LAB

POLE CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS	
Le LAB - salle de spectacle	
à compter du 10 avril 2024	TTC
Location salle de spectacle (le jour du spectacle et le lendemain matin)	
Association thionvilloise	150,00 €
Association non thionvilloise	300,00 €
Privé et entreprise	500,00 €
Complément pour soirée Concert	
Refacturation prestation agent de sécurité (1 soirée - jauge 150 personne)	115,00 €
Autre usage (réunion, conférence) - la journée	50,00 €
Autre usage (réunion, conférence) - forfait week end (du vendredi au dimanche)	100,00 €
Résidence artistique (au LAB)	
Musique - résidence lundi au jeudi	100,00 €
Musique - résidence vendredi au dimanche	100,00 €
Théâtre - la semaine (du lundi au dimanche)	300,00 €
Théâtre - week end (du vendredi au dimanche)	150,00 €
<u>Pour les concerts organisés par la Ville de Thionville au LAB</u>	
Tarif exploitation salle	
Billetterie - tarif unique	10,00 €
Billetterie Audition du Conservatoire/Jam Session/Soirée découverte	gratuit
Tarif Bar	
Caution verre Eco-cup (en sus de la consommation)	1,00 €
Bière pression - 25cl	3,00 €
Bière pression - 50cl	5,00 €
Vin (au verre)	3,00 €
Vin (bouteille)	15,00 €
Soft (jus de fruit & soda) - 33cl	1,50 €
Eau plate/pétillante - 50cl	1,00 €
Café/Thé	1,00 €
Tarif pénalités (applicable aux associations, privés et entreprises)	
Eco Cup non restituée - par verre manquant	1,00 €
Matériel et mobilier manquant ou abîmé	refacturation au tarif neuf sur facture
Dégradation	refacturation au tarif de l'entreprise assurant les travaux sur facture
Forfait ménage (en cas de restitution de la salle dans un état non conforme à ce que prévu dans la convention de mise à disposition)	refacturation au tarif de l'entreprise assurant les travaux sur facture

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

22 - Subvention exceptionnelle pour le Festival « Toutes Nos Voix » 2024.

M. HELFGOTT, Adjoint : La première édition du Festival "Toutes nos voix" s'est tenue du 22 au 28 mai 2023 en Lorraine avec des actions concrètes sur le territoire thionvillois (projection de films, débat, chants, spectacles). De nombreux temps forts ont été déployés pour le public scolaire (rencontres avec des artistes, présentations publiques des actions menées dans les établissements) et toutes les manifestations étaient gratuites.

Le Festival a été impulsé par Anne Gintzburger, réalisatrice et productrice de films documentaires, qui a souhaité mettre à l'honneur la parole des femmes et interroger leurs places dans la société. Suite au succès rencontré par son festival, elle a proposé une seconde édition.

Celle-ci se déroulera du 13 au 19 avril 2024 et proposera des projections documentaires, des rencontres-livres avec les autrices et auteurs, du spectacle vivant, des débats autour de questions essentielles de l'égalité femmes-hommes. Un fort partenariat avec les scolaires et les étudiants, sera encore une fois le socle du festival pour que la jeunesse s'empare de ces questions essentielles dans le but de construire une société plus juste et plus paisible.

Sur notre territoire thionvillois, elle a choisi deux spectacles au Théâtre de Thionville. Le premier intitulé "Maman" traitera de la prise en charge des mineures non-accompagnées le 17 avril au matin. Le second, de la compagnie Nathalie Golloro, abordera la question du consentement le 18 avril en matinée. Un foot-féminin animera le quartier de la Côte-des-Roses l'après-midi du 17 avril et sera suivi d'un échange sur l'égalité dans le sport. Enfin, deux projections auront lieu au cinéma La Scala : le 18 avril après-midi autour de "Combattre les violences" et le 19 avril en soirée pour la clôture du festival avec "L'amour et les forêts" précédé d'un concert de Clara Viola.

Au regard de ces actions, il est proposé de subventionner ce projet à hauteur de 2.500,00 €.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Culture et vie associative" ont été consultées respectivement les 2 et 3 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve l'octroi d'une subvention exceptionnelle de 2.500,00 € à l'association "Toutes Nos Voix" ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Pierre CUNY

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

23 - Subvention exceptionnelle au Souvenir Français pour l'achat d'un drapeau.

Mme SCHNEIDER, Adjointe : L'Association "Le Souvenir Français", dont le siège se trouve 28, rue du Vieux Collège, a sollicité la Ville afin d'obtenir l'attribution d'une subvention exceptionnelle pour l'achat d'un nouveau drapeau. Le montant de la dépense totale est de 1.798,80 € T.T.C.

Il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention exceptionnelle de 250,00 € à l'Association "Le Souvenir Français", les crédits nécessaires étant prévus au Budget 2024.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve la proposition du présent rapport ;
- autorise le versement de la subvention exceptionnelle précitée ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

24 - Subvention exceptionnelle à l'Union Nationale des Combattants pour l'achat d'un drapeau.

Mme SCHNEIDER, Adjointe : L'Association "Union Nationale des Combattants" dont le siège se trouve 28 rue du Vieux Collège a sollicité la Ville afin d'obtenir l'attribution d'une subvention exceptionnelle pour l'achat d'un nouveau drapeau. Le montant de la dépense totale est de 1.462,50 € T.T.C.

Il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention exceptionnelle de 250,00 € à l'Association "Union Nationale des Combattants", les crédits nécessaires étant prévus au budget 2024.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve la proposition du présent rapport ;
- autorise le versement de la subvention exceptionnelle précitée ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Pierre CUNY

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

25 - Police pluri-communale de Thionville-Terville : reconduction de la convention de mise à disposition du service.

Mme ZANONI, Adjointe : En avril 2018, le Conseil Municipal a approuvé la mise à disposition du service de la police municipale à la Commune de Terville.

Après six ans d'existence, force est de constater l'efficacité de cette adhésion, la Commune de Terville a la volonté de reconduire cette convention.

Afin que cette poursuite collaborative entre les deux communes continue à fonctionner de façon optimale, certains articles ont été modifiés.

L'article 3.5 reprenant l'organisation de la mise en commun des deux polices municipales et notamment la modification du champs d'activité des policiers municipaux indique que ces derniers peuvent exercer également sur les communes suivantes :

- Manom depuis le 30 octobre 2020 ;
- Fontoy, Tressange et Angevillers depuis le 15 septembre 2022.

Afin de mener à bien les missions confiées par les différentes collectivités, les horaires ont été adaptés comme suit :

- patrouille de journée :
 - 7 h/16 h 22 ;
 - 9 h/18 h 22.
- patrouille de soirée :
 - 14 h 15/23 h 35 du 1^{er} octobre au 30 avril ;
 - 14 h 15/00 h 35, lundi, mardi, mercredi et jeudi du 1^{er} mai au 30 septembre ;
 - 16 h 00/02 h 22, vendredi et samedi à partir du 21 juin jusqu'au 30 septembre.

En son article 5, la brigade cynophile, créée au sein de la police pluri-communale, composée de deux maîtres-chiens et de deux chiens, n'intervient plus que sur le ban communal de Thionville, la Ville de Terville n'en ayant pas la nécessité.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve les termes de la convention de mise à disposition, figurant en annexe ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération et notamment à procéder à la signature de la convention susmentionnée.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.

Le Maire :

Pierre CUNY

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

	
Convention de mise en commun des agents de police municipale des communes de THIONVILLE et de TERVILLE dans le cadre d'une police pluri-communale	

Entre

La Ville de TERVILLE représentée par son Maire, M. Olivier POSTAL, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du,
d'une part,

Et

La Ville de THIONVILLE représentée par son Maire, M. Pierre CUNY, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du,
d'autre part,

- VU** le Code général des collectivités territoriales (CGCT);
- VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 511-1, L. 511-5, L. 512-1, et R. 512-1 ;
- VU** le Code général de la fonction publique (CGFP) ;
- VU** la loi 99-291 du 15 avril 1999 relative aux polices municipales définissant les compétences des agents de police municipale ;
- VU** la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001 et 2003-239 du 18 mars 2003 complétant les pouvoirs des agents de police municipale ;
- VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs et locaux ;
- VU** La loi du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés.

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L. 512-1 du Code de la sécurité intérieure, la mise en commun d'agents de police municipale est ouverte aux communes formant un ensemble de moins de 80 000 habitants d'un seul tenant.

Que ce même article prévoit que la mise en commun emprunte la forme d'une mise à disposition de chaque commune concernée d'un ou plusieurs agents de police municipale alors compétents sur le territoire de chacune d'entre elles, tout en sachant que pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire d'une commune, ces agents sont placés sous l'autorité du Maire de cette commune.

PREAMBULE

Dans le cadre d'une approche volontariste, les communes de Thionville et de Terville ont engagé en 2017 les démarches administratives nécessaires à la mise en œuvre de la faculté qui leur est désormais reconnue par le Code de sécurité intérieure de mettre leurs agents de police municipale en commun, de façon qu'ils soient compétents sur le territoire de chacune d'entre elles.

La Ville de Thionville s'est proposée pour piloter ce premier projet de mutualisation directe et conventionnelle autorisée entre communes, sur le territoire de la communauté d'agglomération Portes de France Thionville, compte tenu des équipements existants dont elle bénéficie et de la structuration de son service.

Les deux collectivités attendent de ce projet commun un renforcement de la sécurité publique et une amélioration de la qualité du service public rendu à leur population.

Ainsi pour donner suite au succès de cette collaboration ces six premières années, les deux communes veulent prolonger ce projet commun. La collaboration s'est étendue à d'autres communes sous forme de conventions diverses et d'avenants.

Cette nouvelle convention a pour but de conclure entre les deux communes principales concernées par ce dispositif, les modalités d'organisation et de financement de la mise en commun des agents et de leurs équipements, dans le cadre du développement de la police pluri communale de Thionville-Terville.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

Pour mémoire, c'est en date du 1^{er} juin 2018 qu'a été instaurée la mise en commun des agents de la Police Municipale de Terville et de la Police Municipale de Thionville autorisant leur intervention sur le territoire de chacune des deux communes.

Les agents de police municipale des deux communes assurent en dehors de leur résidence administrative d'origine, l'ensemble des missions relevant de leurs compétences telles que définies par le Code de la sécurité intérieure.

Ces missions sont précisées préalablement et collégialement par les deux Maires, étant considéré que pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire d'une commune, les agents de police municipale sont placés sous l'autorité directe du Maire de cette commune.

La présente convention est consentie à titre onéreux entre les communes signataires, étant considéré que les interventions des agents de chaque Police Municipale se font de manière permanente et en fonction des effectifs et de moyens fournis par les deux collectivités.

L'accord préalable des maires et des responsables des services concernés est le garant de l'équilibre entre les deux communes et de l'affectation optimale des moyens.

Article 2 – Durée

La convention initiale, conclue le 1^{er} juin 2018 avait une validité de trois ans, et a été reconduite tacitement pour la même durée, portant son terme au 1^{er} juin 2024.

De ce fait, cette nouvelle convention prendra effet le 1^{er} juin 2024, pour une validité de trois ans. Elle pourra être reconduite tacitement pour une durée de trois ans.

Celle-ci peut être dénoncée par le Représentant de l'une ou l'autre des deux collectivités après un préavis d'au moins trois mois transmis à date certaine.

Article 3 – Organisation de la mise en commun des deux polices municipales

■ 3.1 : Les agents mis à disposition

Les agents sont mis à disposition dans les conditions définies ci-après :

- la Ville de THIONVILLE, employeur de 24 agents de Police Municipale, met à disposition de la Commune de TERVILLE, dans le cadre de la création de la police pluri-communale, les 24 agents dont elle dispose,
- la Ville de TERVILLE, employeur de 6 agents de Police Municipale, met à disposition de la Commune de THIONVILLE, dans le cadre de la création de la police pluri-communale, les 6 agents dont elle dispose.

La mise à disposition de chaque fonctionnaire est prononcée par arrêté de l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination après avis du Comité Social Territorial.

La mise à disposition est prononcée pour la durée de la convention prévue à l'article 2.

Les agents ayant la qualité de stagiaire, ou en position de détachement, ne pourront être mis à disposition qu'à la date de titularisation ou intégration.

La mise à disposition prend fin avant le terme fixé par l'autorité territoriale à la demande de celle-ci ou de la commune d'accueil du fonctionnaire mis à disposition.

Le nombre total, par grade, des fonctionnaires relevant de cadres d'emplois de police municipale mis à disposition par chaque commune à la date de signature, est décrit dans le tableau figurant en annexe 1.

■ 3.2 : Les conditions de mise à disposition des fonctionnaires intéressés

▪ Fonctions :

La nature et le niveau hiérarchique des fonctions qui sont confiés aux agents mis à disposition, sont identiques dans leur collectivité d'origine et dans leur collectivité d'accueil, sous réserve des prérogatives reconnues par le Responsable de la Police Municipale de Thionville à l'article 3.5 en vue d'assurer la cohérence du dispositif de mise en commun des agents de police municipaux des deux collectivités.

▪ Rémunération :

La collectivité d'origine dite l'« employeur » continue de verser à ses agents l'intégralité de la rémunération correspondant à leur grade d'origine (traitement de base, nomination, avancement de grade, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

▪ Congés annuels :

Les congés annuels des agents mis à disposition seront établis en accord avec les deux collectivités qui veilleront, en ce qui concerne les congés d'été, à ce que chaque agent de la police municipale de Thionville et de Terville puisse bénéficier de 3 semaines entre le 1er juin et le 30 septembre, sous réserve de garantir la présence d'au moins 2 agents pour assurer la continuité du service.

▪ **Congés pour indisponibilité physique :**

La collectivité d'origine prend les décisions relatives aux congés de maladie ordinaire et en informe la collectivité d'accueil. Les décisions relatives aux autres congés prévus aux articles L822-6 à L822-37, L824-1 et L824-2 du CGFP relèvent de l'employeur d'origine.

La collectivité d'origine verse les prestations servies en cas d'indisponibilité physique et supporte seule la charge de la rémunération versée en cas d'accident de service, de maladie professionnelle et l'allocation temporaire d'invalidité.

▪ **Formation :**

Chaque collectivité d'origine supporte chacune en ce qui la concerne, les dépenses occasionnées par les actions de formation dont elle fait bénéficier ses agents.

La collectivité d'origine prend les décisions relatives au bénéfice du compte personnel formation, après avis obligatoire de la collectivité d'accueil.

▪ **Remplacement des agents :**

En cas de départ définitif d'un agent, la collectivité d'origine pourvoit à son remplacement dans les plus brefs délais.

En cas d'absence d'un agent au-delà de 3 mois et quel qu'en soit le motif, la collectivité d'origine pourvoit à son remplacement, conformément aux dispositions statutaires.

En cas de suppression de poste par l'une ou l'autre des communes, celle-ci supportera seule la charge de personnel induite par cette suppression, dans les conditions prévues aux articles L542-1 à L542-35 du CGFP.

■ **3.3 : La répartition du temps de présence des agents de police municipale mis à disposition dans chaque commune.**

Les deux communes disposeront, ensemble, dès titularisation et intégration des personnels stagiaires ou détaches, de 100% des 30 ETP affectés par leurs soins respectifs, aux missions de police municipale, par le biais de la mise à disposition croisée de leurs ressources.

Dans cette configuration, aucune ressource humaine ne sera affectée à un territoire unique.

Chaque agent de police municipale remplissant les conditions de la mise à disposition et employé par la commune de Terville consacre par principe :

- 50 % de son temps de travail aux actions intéressant la commune de Terville,
- 50 % aux actions intéressant la commune de Thionville.

Chaque agent de police municipale remplissant les conditions de la mise à disposition et employé par la commune de Thionville consacre par principe :

- 12,5 % de son temps de travail aux actions intéressant la commune de Terville,
- 87,5 % aux actions intéressant la commune de Thionville.

■ **3.4 : La nature et les lieux d'interventions des agents de police municipale mis à disposition.**

Les policiers municipaux sont chargés, sur le territoire des communes de Thionville et de Terville et sous la responsabilité des Maires de chaque Ville, des missions relevant de leurs compétences, lesquelles sont précisées à l'article 1 de la présente convention.

Ces missions font actuellement l'objet d'une convention de coordination entre les services de la police Nationale territorialement compétents et les Villes de Thionville et Terville signée le 09/09/2022. (Annexe 3.)

■ 3.5 : Les modalités de conduite des opérations des agents intervenant sur le territoire des deux communes

Une commission pluri-communale est créée en vue d'assurer la bonne articulation des moyens mis en commun par les Villes de Terville et de Thionville.

Elle se réunit deux fois par mois en alternance dans les locaux de chaque collectivité ainsi que chaque fois que nécessaire sur demande du Maire de Thionville et/ou du Maire de Terville.

Elle est composée :

- du Maire de chaque Ville ou de son représentant,
- du Responsable du service de police municipale et éventuellement de son représentant.

Le Responsable de la police municipale de Thionville se voit confier le soin d'appliquer ou de faire appliquer les demandes émergentes des deux communes. Il organise le travail des agents durant le temps de leur mise en commun sur le territoire des deux communes.

Il dirige, sous la responsabilité de l'autorité territoriale auprès de laquelle il est mis à disposition, les opérations menées sur le territoire des communes de Thionville et de Terville (considérant que la responsabilité de toute faute commise par l'agent incombe à la collectivité pour le compte de laquelle l'agent est mis à disposition). En cas d'empêchement, la fonction est assurée par son adjoint, chef de service de la police municipale de Thionville, dans les mêmes conditions.

Il est décidé que la prise et la fin de service des agents a lieu au poste principal de la police municipale de Thionville.

Sauf dispositions contraires (congrés, formation, maladie, urgences, événements ponctuels), les patrouilles sont organisées du lundi au samedi, selon la disponibilité opérationnelle des agents et les nécessités de service. Les effectifs seront répartis en quatre équipes, trois de jour et une de soirée.

Les horaires de travail sont les suivants :

Patrouilles de journée

- 07h00/16h22,
- 09h00/18h22,

Patrouilles de soirée

- 14h15/23h35 du 1er octobre au 30 avril,
- 14h15/ 00h35, lundi, mardi, mercredi et jeudi du 1^{er} mai au 30 septembre,
- 16h00/02h22, vendredi et samedi à partir du 21 juin jusqu'au 30 septembre.

Un planning conjoint est établi par les deux collectivités, sur proposition des responsables de service. Il devra être validé par les maires des deux communes dans le cadre de la commission de la police pluri-communale.

Un bilan annuel sera réalisé par le Responsable de la police municipale de Thionville, en vue de sa présentation à la commission.

■ 3.6 : Equipements et lieux mis en commun

Les équipements et les lieux nécessaires au bon fonctionnement de la Police Pluri-communale sont détaillés respectivement dans la présente convention (annexe 2).

S'agissant des équipements utilisés, un inventaire est établi à la date de la signature de la convention et comporte obligatoirement pour chaque bien, la mention de son propriétaire afin d'assurer son suivi. Cet état est joint au rapport annuel présenté à la commission de la police pluri-communale par le Responsable de la police municipale de Thionville.

Il est précisé que la liste des biens est susceptible d'être modifiée par simple accord entre les parties. Les communes en informent la commission de la Police Pluri-communale sans délais.

Les équipements sont centralisés par la Commune de Thionville à l'exception du véhicule de Terville.

■ 3.7 : L'armement et la coordination avec les forces de sécurité de l'Etat

La Convention de coordination avec les services étatiques a été signée le 09/09/2022.

Elle précise que les agents de la police pluri communale de Thionville et de Terville sont dotés d'arme de type B1, B8, D2.

L'autorité territoriale est autorisée par le représentant de l'Etat dans le département à acquérir, détenir et conserver les armes, les éléments d'armes et munitions utilisés par les agents de la police pluricommunale, dans les conditions prévues par la section 4 du titre 1^{er} du Code de la sécurité intérieure.

Les entraînements de tir ont lieu, soit au stand de tir le BALL TRAPP à THIONVILLE, soit à l'Hôtel de Police de Thionville en fonction de la météo.

■ 3.8 : Vidéoprotection

La police municipale de Thionville dispose aujourd'hui de 175 caméras directement reliées à un centre de supervision urbain.

La police municipale de Terville dispose aujourd'hui de 44 caméras directement reliées à un enregistreur.

Ce dispositif, estimé indispensable pour sécuriser les villes de Thionville et Terville et gérer la petite délinquance au vu des effectifs policiers, est soumis à autorisation préfectorale.

L'autorisation préfectorale prescrit toutes les précautions utiles, en particulier quant à la qualité des personnes chargées de l'exploitation du système de vidéoprotection ou visionnant les images et aux mesures à prendre pour assurer le respect des dispositions de la loi.

Dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article L. 251-2 du Code de la sécurité intérieure, le visionnage des images ne peut être assuré que par des agents de l'autorité publique individuellement désignés et habilités des services de police et de gendarmerie nationale.

La décision de permettre aux agents individuellement désignés et dûment habilités des services de police et de gendarmerie nationales ainsi que des douanes et des services d'incendie et de secours d'être destinataires des images et enregistrements peut également être prise à tout moment, après avis de la commission départementale de vidéoprotection, par arrêté préfectoral.

■ 3.9 : Les modalités de contrôle et d'évaluation de l'activité des agents de police.

Les agents mis à disposition bénéficieront, dans leur collectivité d'origine et par leur responsable de service, d'un entretien professionnel individuel au cours de chaque année à l'issue duquel un rapport sur la manière de servir des intéressés est établi par le Responsable de la Police Pluri-communale et transmis à l'administration d'accueil préalablement consultée pour avis.

En cas de faute disciplinaire, la collectivité d'origine sera saisie par la collectivité d'accueil.

Article 4 : Elargissement de la pluri-communalité

Les communes :

En 2020, la commune de Manom a demandé l'intervention de la police pluricommunale de Thionville-Terville sur son territoire. Une convention permettant la mise à disposition des agents de la police pluricommunale a été signée pour une mise en œuvre le 1^{er} octobre 2020. Cette convention a été renouvelée en octobre 2023. (annexe n° 4)

En 2022, les communes de Fontoy, Tressange et Angevillers ont également sollicité l'intervention de la police pluricommunale de Thionville-Terville sur leur territoire. Trois autres conventions ont été signées en ce sens. Celles-ci ont pris effet le 15 septembre 2022. (annexes n° 5, 6, et 7)

La répartition opérationnelle et financière :

La police pluri-communale de Thionville-Terville a détaché trois personnels de son effectif afin de répondre aux demandes des différentes communes. Les interventions sont réparties comme suit :

- **7,69** heures/semaine à Manom,
- **7,5** heures /semaine à Fontoy,
- **5** heures /semaine à Tressange,
- **3** heures /semaine à Angevillers.

Selon un planning réalisé mensuellement les différentes communes sont informées des jours d'intervention de la police pluri-communale. Un contact quotidien est effectué afin de connaître les différentes demandes des collectivités et répondre au mieux aux sollicitations des Maires.

La participation aux frais d'interventions est calculée selon le volume horaire de chaque commune est estimée à :

52 semaines X nombre d'heures X 40 euros (frais correspondant au coût horaire global d'un agent.)

Les communes s'engagent à rembourser les communes de Thionville et de Terville à hauteur de 80 % pour la collectivité de Thionville et 20 % pour la collectivité de Terville.

La périodicité du versement de la participation aux frais d'intervention est semestrielle soit le 1^{er} juin (pour la période comprise entre le 1^{er} janvier N et le 30 juin N) et le 1^{er} décembre (pour la période comprise entre le 1^{er} juillet N et le 31 décembre N) Chaque collectivité établit son titre de recette.

Article 5 : Brigade cynophile au sein de la police pluri-communale.

A la suite des délibérations des Conseils Municipaux de Thionville et Terville (voir annexe 8), en faveur de la création d'une brigade cynophile - possibilité offerte par la loi du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés – et respectant les conditions fixées dans le décret du 18 février 2022 mentionnant les modalités de création, de formation, et d'emploi de cette brigade comme les conditions de dressage, de propriété, de garde et de réforme des chiens.

Cette brigade cynophile, créée au sein de la police pluricommunale, est composée de deux maîtres-chiens ainsi que de deux chiens, un Berger Hollandais et un Rottweiler.
Cette brigade n'interviendra que sur la circonscription de Thionville.

Article 6 : Financement

■ Les modalités de répartition, entre les communes, des charges financières en personnels, équipements et fonctionnement.

Les charges liées à la propriété des locaux :

- Considérant que la mise à disposition des locaux décrits en annexe 3 de la présente convention ne constitue pas un transfert de propriété, les charges dites du « propriétaire » sont conservées par chacun des propriétaires. Ces charges ne donnent pas lieu à refacturation sauf adaptation spécifique des locaux liée à l'activité de la police pluri-communale. **Le cas échéant**, dans le cas d'un intérêt partagé, les parties recourent à l'application de la clé de répartition des frais suivante :
 - 20 % du coût total H.T. à charge de la Ville de Terville ; le reste à charge de la Ville de Thionville. (6 ETP sur 30 pour Terville contre 24 ETP sur 30 pour Thionville)
 - Le montant de la participation de la Ville de Terville est versé au 30/11 de l'année en cours sur présentation des pièces justificatives (ensemble des factures, ...)

Les charges d'entretien des locaux :

- Chaque collectivité se charge, sur ses espaces dédiés à la police municipale, de l'entretien ainsi que de toute réparation nécessaire liée au bâtiment. Il en va de même pour le nettoyage quotidien. Ces charges ne donnent pas lieu à refacturation, sauf apparition de nouvelle charge liée à l'activité pluri-communale. Le cas échéant, les parties recourent à l'application de la clé de répartition des frais suivante :
 - 20 % du coût total HT à la charge de la Ville de Terville ; le reste à charge de la Ville de Thionville.
 - Le montant de la participation de la Ville de Terville est versé au 30/11 de l'année en cours sur présentation des pièces justificatives (factures, ...).
- En outre, chaque commune supportera seule toutes les charges liées aux primes d'assurances, se rapportant à ses locaux et aux biens dont elle est propriétaire, tout en informant la compagnie d'assurance de l'utilisation conjointe qui en est faite dans le cadre de la présente convention.

Les charges liées aux biens matériels, mobiliers et petit équipement ainsi qu'aux fournitures :

- Les biens acquis préalablement à la signature de la présente convention sont gérés, maintenus et assurés par leur propriétaire actuel, dans les conditions qui leur sont propres (fourniture de petit équipement, cartouches, locations mobilières, réparation du matériel roulant, accessoire PVe, ...).
- Les fournitures et consommables liés à ces biens et matériels continuent d'être pris en charge dans les budgets de fonctionnement de chaque collectivité et dans le cadre des contrats en vigueur.
- Cependant à compter de la signature de la convention, les biens, matériels et logiciels, affectés à la police pluri-communale qui seraient acquis, gérés et amortis par la Ville de Thionville en vue d'une utilisation des agents de la police pluri-communale, induisent une contribution de la Ville de Terville pour l'acquisition, la maintenance et le petit équipement, ainsi que les consommables utiles selon la clé de répartition des frais suivante :
 - 20 % du coût total HT à la charge de la Ville de Terville ; le reste à charge de la Ville de Thionville.

- Le montant prévisionnel de la participation de la Ville de Terville est soumis à la commission avant tout acquisition.
- Il est versé au 30/11 de l'année en cours sur présentation des pièces justificatives.

Les charges liées aux personnels :

Par définition,

- La Ville de Thionville rembourse à la Ville de Terville le coût réel des agents mis à sa disposition selon les effectifs et les quotités de travail fixées en annexe 1 et représentant 3 ETP.
- De la même façon, la Ville de Terville rembourse à la Ville de Thionville le coût réel des agents mis à disposition, selon les effectifs et les quotités de travail fixées en annexe 1 et représentant également 3 ETP.
- Il est prévu de rapprocher le coût moyen annuel d'un agent tervillois à celui d'un agent thionvillois afin de compenser cet écart à la Commune qui est exposée à un coût. Dans le cadre d'une mesure de simplification et considérant que chaque collectivité d'origine verse aux agents la rémunération correspondant à leur grade d'origine pour un nombre d'ETP identique
- Le coût moyen annuel d'un agent comporte les charges moyennes supportées par l'employeur : salaire moyen et formation et carte professionnelle et vêtement de travail.
- Le différentiel est appliqué aux 3 ETP mis à disposition.
- La Ville redevable du remboursement ainsi calculé propose à l'autre partie le 30/11/N, le montant dû au titre de l'année en cours.

Toute modification du périmètre des charges ou de la clé de répartition sera soumise à l'étude de la commission pluri-communale et fera l'objet d'un avenant, approuvé par chacune des assemblées délibérantes.

Depuis 2018 il a été convenu de rapprocher le coût moyen annuel d'un agent tervillois à celui d'un agent thionvillois. De ce fait, chaque commune est responsable des charges liées aux personnels.

Article 7 : Assurance

Chacune des communes de Terville et de Thionville a souscrit les contrats d'assurance garantissant les risques « responsabilité civile, flotte automobile, protection fonctionnelle, dommage aux biens » correspondant aux activités des agents de police municipale mis en commun dans le cadre de la présente convention.

Article 8 : Fin de la mise à disposition des agents et de la convention

La mise à disposition des agents peut prendre fin :

- 1) avant le terme fixé à l'article 2 de la présente convention, à la demande des intéressés ou de la collectivité d'origine ou d'accueil, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois,
- 2) au terme prévu à l'article 2 précité,
- 3) sans préavis, en cas de faute disciplinaire d'un agent.

Dans les conditions mentionnées aux 1) et 3), la présente convention fait l'objet d'un avenant dès lors que ce dernier est nécessaire au maintien de l'économie générale de la convention.

En tout état de cause, la convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois.

Article 9 : Litiges relatifs à la présente convention

Tout litige pouvant survenir, dans le cadre de l'application de la présente convention, relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Article 10 : Annexes

Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente convention :

- Annexe 1 : tableau des personnels mis à disposition ;
- Annexe 2 : liste des équipements utilisés en commun ;
- Annexe 3 : convention de coordination de la police nationale et de la police municipale ;
- Annexe 4 : convention signée avec Manom ;
- Annexe 5 : convention signée avec Fontoy ;
- Annexe 6 : convention signée avec Tressange ;
- Annexe 7 : convention signée avec Angevillers ;
- Annexe 8 : délibérations des Conseils Municipaux pour la Brigade Cynophile.
-

Fait à Thionville (en 2 exemplaires), le

Le Maire de Thionville	Le Maire de Terville
M. Pierre CUNY	M. Olivier POSTAL

Annexe 1 - Tableau des personnels mis à disposition de la police pluri-communale

Grade	Nom et Prénom	Nature des missions et niveau hiérarchique confiées	Temps de présence des agents dans la commune d'origine et d'accueil	Autorité
a) Agents Thionvillois mis à disposition de la Commune de Terville				
Chef de service de la police municipale	GARDIEN Vanessa	Coordinatrice des actions de la police pluri-communale – responsable des opérations menées sur la base d'une mise en commun des équipes de Thionville et de Terville	- 100% du temps affecté à la police pluri-communale, - A raison d'une quotité de travail de 12,5 % pour le territoire de Terville, - A raison d'une quotité de travail de 87,5 % pour le territoire de Thionville.	Ensemble des missions effectuées sur le territoire de Thionville, sous l'autorité du Maire de Thionville.
Chef de service de la police Municipale	COURTOT Laurent	En l'absence de Vanessa GARDIEN, responsable des opérations menées sur la base d'une mise en commun des équipes de Thionville et de Terville		
Assistante de Pôle Secrétariat - accueil	CARABIN Elisabeth			
Centre Opérationnel/CSU	ENTRINGER Pascal GASSNER Alain			
Equipe de journée				
Brigadier-Chef principal Brigadier-Chef principal Brigadier-Chef principal Brigadier Brigadier Brigadier-Chef principal Gardien/brigadier Gardien/brigadier Brigadier-Chef principal	VERLET Patrick BERNARD Nelly BORIE Hervé DONNARD Julie DOHET Mathieu GOVIN Alexandre MONTINET Aurélie ORTH Jonathan ROSINSKI Alexandre			
Equipe de soirée				
Chef de service Brigadier Brigadier-Chef principal Brigadier-Chef principal Brigadier-Chef principal Gardien/brigadier Brigadier-Chef principal Gardien/brigadier	MULLER Pierre ANTONINI Arnaud BAUDUIN Adrien DERRE David L'HERBEIL Hervé LEHRER Laurent MESCOLINI Florent RONCEY Christopher			
Equipe des Villages				
Chef de service Brigadier-Chef principal Brigadier-Chef principal	GIROLDINI Christophe NASONI Jean-Pierre SCHANDEL Christophe			

Grade	Nom et Prénom	Nature des missions et niveau hiérarchique confiées	Temps de présence des agents dans la commune d'origine et d'accueil	Autorité
b) Agents Tervillois mis à disposition de la Commune de Thionville				
Brigadier-Chef principal Gardien/brigadier Brigadier Gardien/brigadier Brigadier-Chef principal Gardien/brigadier	BACU Amélie CAPPY Olivier HERVE Johann MUNIER Nicolas REMY Denis SIMON Stéphane		- 100% du temps affecté à la police pluri-communale - A raison d'une quotité de travail de 12,5 % pour le territoire de Terville, - A raison d'une quotité de travail de 87,5 % pour le territoire de Thionville.	Ensemble des missions effectuées sur le territoire de Thionville, sous l'autorité du Maire de Thionville. Ensemble des missions effectuées sur le territoire de Terville, sous l'autorité du Maire de Terville.

ANNEXE 2 - Liste des équipement utilisés par la police pluri-communale

Équipement	Unités	Caractéristiques	Propriété
Véhicule DACIA Duster	1		Ville de Thionville
Véhicule CITROEN Jumpy	1		Ville de Thionville
Véhicule CITROEN C3	1		Ville de Thionville
Véhicule CITROEN Berlingo	1		Ville de Thionville
Moto 700 cm3	2		Ville de Thionville
motocyclette 125 cm3	2		Ville de Thionville
Vélo électrique	2		Ville de Thionville
V.T.T.	4		Ville de Thionville
Appareil de contrôle de vitesse	1		Ville de Thionville
Appareil de verbalisation électronique	22		Ville de Thionville
Caméra piéton	16		Ville de Thionville
Caméras de vidéo-protection	175		Ville de Thionville
Véhicule DACIA Duster	1		Ville de Terville
V.T.T.	3		Ville de Terville
Appareils de verbalisation électronique	6		Ville de Terville
Caméra de vidéo-protection	44		Ville de Terville

Convention pluri-communale de coordination avec les forces de sécurité de l'État



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ENTRE

Monsieur le préfet de la Moselle,
Monsieur le procureur de la République près le tribunal judiciaire de Thionville,

ET

Les communes de Thionville, Terville, Manom, Fontoy, Angevillers, Tressange représentées par leurs maires, communes adhérentes au dispositif pluri-communal de police municipale pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de police municipale et de leurs équipements.

Pour l'application de la présente convention, les forces de sécurité de l'État sont la gendarmerie nationale et la police nationale. Le responsable de la police nationale est le directeur départemental de la sécurité publique et, sur le plan local, le commissaire, chef de la circonscription de sécurité publique de Thionville ; le responsable de la gendarmerie nationale est le commandant du groupement de gendarmerie à Metz et, sur le plan local, le commandant de la compagnie de Thionville, territorialement compétent.

Il est convenu ce qui suit :

La police municipale pluri-communale, la gendarmerie nationale et la police nationale ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire des communes concernées, compte-tenu de leurs compétences respectives.

La présente convention, établie conformément aux dispositions de l'article L.512-4 du code de la sécurité intérieure, précise la nature et les lieux des interventions des agents de police municipale pluri-communale. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles de la police nationale et de la gendarmerie nationale.

En aucun cas il ne peut être confié à la police municipale de mission de maintien de l'ordre.

La police municipale pluri-communale est composée de vingt-huit agents.

Article 1er

L'état des lieux établi à partir des diagnostics locaux de sécurité réalisés par la gendarmerie nationale et la police nationale compétentes avec le concours des communes signataires fait apparaître les besoins et priorités suivants :

- sécurité routière ;
- lutte contre la délinquance de proximité ;
- prévention de la violence dans les transports ;
- lutte contre la toxicomanie ;
- prévention des violences scolaires ;
- protection des centres commerciaux ;
- lutte contre les pollutions et nuisances ;
- plan Vigipirate.

TITRE Ier : COORDINATION DES SERVICES
Chapitre Ier : Nature et lieux des interventions

Article 2

La police municipale pluri-communale assure la surveillance des bâtiments communaux.

Article 3

La police municipale pluri-communale assure à titre principal la surveillance des établissements scolaires de l'ensemble des écoles maternelles, primaires et collèges des communes signataires, en particulier lors des entrées et sorties des élèves.

Article 4

La police municipale pluri-communale assure à titre principal la surveillance des foires et marchés ainsi que la surveillance des cérémonies, fêtes et réjouissances organisées par les communes signataires.

Article 5

La surveillance des autres manifestations, notamment les manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur est assurée, dans les conditions définies préalablement par le responsable de la police nationale ou le responsable de la gendarmerie nationale et le responsable de la police municipale pluri-communale, soit par la police municipale pluri-communale, soit par la police nationale ou par la gendarmerie nationale, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

Article 6

La police municipale pluri-communale assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'article 10. Elle surveille les opérations d'enlèvement des véhicules et notamment les mises en fourrière effectuées en application de l'article L.325-2 du code de la route sous l'autorité de l'officier de police judiciaire compétent ou, en application du deuxième alinéa de ce dernier article, de l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale pluri-communale.

Article 7

La police municipale pluri-communale informe au préalable la police nationale ou la gendarmerie nationale des opérations de contrôle routier des véhicules et de constatation d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

Conformément aux articles L.255-5 et L.330-2 du code de la route, les agents de la police municipale pluri-communale reçoivent par la police nationale et la gendarmerie nationale les informations relatives aux titulaires de cartes grises et permis de conduire dans le cadre strict d'identification des auteurs d'infractions du même code qu'ils sont habilités à constater.

Article 8

Concernant la lutte contre l'ivresse publique, et en application de l'article L.3341-1 du code de la santé publique, les policiers municipaux conduisent la personne découverte en ivresse publique et manifeste (IPM) devant un médecin ou aux services des urgences de l'hôpital le plus proche pour la délivrance d'un certificat de non hospitalisation (CNH). Si l'état de santé ne s'y oppose pas, ils la conduisent ensuite au commissariat de police ou à la brigade de gendarmerie territorialement compétent(e) pour son placement en rétention jusqu'à son dégrisement.

L'officier de police judiciaire territorialement compétent est avisé sans délai du transport de cette personne en ivresse publique et manifeste en application de l'article 21-2 du code de procédure pénale. Un rapport de contravention circonstancié est remis à l'issue de l'opération à cet officier de police judiciaire.

Article 9

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 8 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le préfet et les maires des communes signataires après avis du directeur départemental de la sécurité publique et du commandant de groupement de gendarmerie dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des services.

Chapitre II : Modalités de la coordination

Article 10

Le responsable de la police nationale, le responsable de la brigade de gendarmerie nationale et le responsable de la police municipale pluri-communale ou leurs représentants se réunissent périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics dans les communes signataires en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention. L'ordre du jour de ces réunions est adressé au procureur de la République qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire. Lors de ces réunions, il est systématiquement fait un état des résultats enregistrés en matière de sécurité routière.

Ces réunions sont organisées selon les modalités suivantes :

- un compte-rendu des actions de la police pluri-communale est présenté aux différents participants sur l'année N-1 ;
- un tableau prévisionnel des actions communes entre la police pluri-communale et les services de l'État est rédigé en accord avec les différents participants pour l'année N+1.

Des réunions complémentaires peuvent être demandées selon les besoins des événements particuliers soit par les forces de sécurité de l'État, soit par les maires des communes signataires.

Article 11

Le responsable de la police nationale, le responsable de la gendarmerie nationale et le responsable de la police municipale pluri-communale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées pour garantir la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire des communes.

Le responsable de la police municipale pluri-communale informe le responsable de la police nationale et le responsable de la brigade de gendarmerie nationale du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale et, le cas échéant, du nombre d'agents armés et du type d'armes portées.

La police municipale pluri-communale donne toutes informations à la police nationale ou à la gendarmerie nationale sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Dans le cadre des opérations tranquillité vacances (OTV), un échange d'informations sur les demandes d'inscriptions est effectué de manière hebdomadaire.

Le responsable de la police nationale, le responsable de la brigade de gendarmerie nationale et le responsable de la police municipale pluri-communale peuvent décider que des missions soient effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable de la police nationale, du responsable de la brigade de gendarmerie ou de leur représentant. Les maires en sont systématiquement informés.

Article 12

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la police nationale, la gendarmerie nationale et la police municipale pluri-communale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire des communes signataires. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale pluri-communale en informe la police nationale ou la gendarmerie nationale.

La police municipale pluri-communale peut avoir partiellement accès aux fichiers nationaux des personnes recherchées (FPR), des permis de conduire (SNPC), d'immatriculation des véhicules (SIV), dans le respect des dispositions réglementaires autorisant chaque fichier.

Article 13

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale ainsi que celles relatives aux vérifications des droits à conduire, aux conduites avec alcool ou après usage de stupéfiants ou encore aux vérifications liées à la personne ou au véhicule prévues par les articles L.221-2, L.223-5, L.224-16, L.224-17, L.224-18, L.231-2, L.233-1, L.233-2, L.234-1 à L.234-9 et L.235-2 du code de la route, les agents de la police municipale pluri-communale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent. A cette fin, le responsable de la police nationale, le responsable de la brigade de gendarmerie nationale et le responsable des services de la police municipale pluri-communale précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

Article 14

Les communications entre la police municipale pluri-communale, la police nationale et la gendarmerie nationale pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une ligne téléphonique réservée ou par une liaison radiophonique dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables.

TITRE II : COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE RENFORCÉE

Article 15

Le préfet de Moselle, le procureur de la République, et les maires signataires conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale pluri-communale, la police nationale et la gendarmerie nationale pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de la police municipale pluri-communale et de leurs équipements (véhicules, cinémomètres et autres petits équipements).

Article 16

En conséquence, la police nationale, la gendarmerie nationale et la police municipale pluri-communale amplifient leur coopération dans les domaines :

- du partage d'informations sur les moyens disponibles en temps réel et leurs modalités d'engagement ou de mise à disposition ;
- de l'information quotidienne et réciproque par tous moyens ; elles veillent ainsi à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données. Dans ce cadre, elles partagent les informations utiles notamment en matière d'accidentalité et de sécurité routière ;
- de la communication opérationnelle : par le prêt occasionnel de matériel radio permettant l'accueil de la police municipale afin d'échanger des informations opérationnelles au moyen d'une communication individuelle ou d'une conférence commune, par le partage d'un autre canal commun permettant également la transmission d'un appel d'urgence ou par une ligne téléphonique dédiée ou tout autre moyen technique (internet...). Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressées à la police municipale pluri-communale dépassant ses prérogatives. De même, la participation de la police municipale pluri-communale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand événement peut être envisagée par le préfet. Le prêt de matériel fait l'objet d'une mention expresse qui prévoit notamment les conditions et les modalités de contrôle de son utilisation ;
- de la vidéo protection, par la rédaction de réquisitions judiciaires ;

- des missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable de la police nationale ou de la gendarmerie nationale ou de leurs représentants mentionnées à l'article 11, par la définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ces missions ;
- de la prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise ;
- de la sécurité routière par l'élaboration conjointe d'actions de prévention en direction de publics considérés comme vulnérables et d'une stratégie locale de contrôle, dans le respect des instructions du préfet et du procureur de la République. Elles peuvent utilement s'appuyer sur les documents d'analyse de l'accidentalité routière enregistrée sur le territoire des communes signataires et transmis par l'observatoire départemental de sécurité routière. Les dispositifs de vidéo protection peuvent également participer à la lutte contre l'insécurité routière par la mise en œuvre des dispositions du 4° de l'article L.251-2 du code de la sécurité intérieure et ses textes d'application. Cette stratégie de contrôle s'attache également à définir de manière conjointe les besoins et les réponses à apporter en matière de fourrière automobile notamment au regard des dispositions du code de la route permettant le contrôle du permis de conduire et de l'attestation d'assurance des véhicules ainsi que leur immobilisation et mise en fourrière à la suite d'infractions pour lesquelles la peine complémentaire de confiscation ou de confiscation obligatoire du véhicule est encourue ;
- de la prévention par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les vols à main armée, à protéger les personnes vulnérables ou dans les relations avec les partenaires et notamment les bailleurs ;
- de l'encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre (animations estivales, spectacles et autres festivités).

Article 17

Compte tenu des diagnostics locaux de sécurité et des compétences respectives de la police nationale, de la gendarmerie nationale et de la police municipale pluri-communale, les maires des communes signataires souhaitent renforcer l'action de la police municipale par les moyens suivants :

- surveillance générale des voies publiques, voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public,
- plan Vigipirate,
- surveillance des établissements scolaires,
- surveillance des zones industrielles, commerciales et artisanales,
- surveillance des cérémonies, fêtes, manifestations sportives et réjouissances organisées par les communes ou les associations,
- surveillance des zones de loisirs aquatiques et nautiques,
- garde statique des bâtiments communaux,
- surveillance dans les services de transport public de personnes,
- surveillance des halls d'immeuble et des cages d'escalier,
- surveillance des commerces pendant les fêtes de fin d'année,
- capture des animaux dangereux ou errants,
- opérations tranquillité vacances.

En ce qui concerne les agents :

Les effectifs sont répartis en deux équipes de 12 agents travaillant sur la base de 16 jours travaillés par mois et 12 jours de repos, ces équipes couvrent les horaires de 07h à 23h35 de septembre à juin et de 07h à 01h30 de juin à septembre. Ces horaires sont susceptibles de changer en fonction des besoins de services particuliers. Un planning prévisionnel mensuel est établi.

En ce qui concerne les armes :

Pour l'exercice de leurs missions, les agents de la police municipale pluri-communale sont dotés et sous réserve de l'autorisation préfectorale prévue à l'article R.511-12 du code de sécurité intérieure, des armes suivantes :

- d'un pistolet semi-automatique,

- d'un bâton télescopique,
- d'une bombe lacrymogène de + de 100 ml.

Ces armes sont portées de jour comme de nuit pour l'accomplissement des missions.

En dehors des horaires de service des agents, ces dernières sont remisées dans un coffre-fort sis 40 rue du vieux collège à Thionville.

La police pluri-communale est chargée de la tenue des registres d'armement.

Le port de l'armement doit s'effectuer notamment en application des articles R.511-12, R.511-18, R.511-19 et R.511-30 du code de la sécurité intérieure et des autres articles du même code régissant l'armement des policiers municipaux (livre V, partie réglementaire).

Un bilan portant notamment sur l'utilisation des armes mentionnées au présent article est transmis chaque année au préfet par le maire de chacune des communes concernées.

En ce qui concerne la création d'une brigade cynophile :

Suite à la délibération du conseil municipal de la commune de Thionville du 23 mai 2022 en faveur de la création d'une brigade cynophile - possibilité offerte par la loi du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés- et dans le respect des conditions fixées par le décret du 18 février 2022 mentionnant les conditions de création, de formation et d'emploi de cette brigade comme les conditions de dressage, de propriété, de garde et de réforme des chiens, une brigade cynophile est créée au sein de la police municipale pluri-communale. Cette brigade cynophile est amenée à évoluer au gré des besoins.

Article 18

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation des formations au profit de la police municipale pluri-communale. Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus de la police nationale et de la gendarmerie nationale qui en résulte s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministre de l'intérieur et le président du centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19

Un rapport périodique est établi au moins une fois par an selon des modalités fixées d'un commun accord par le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant de groupement de la compagnie départementale et les maires des communes signataires sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué au préfet et aux maires. Copie en est transmise au procureur de la République.

Article 20

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle lors d'une rencontre entre le préfet ou son représentant et les maires des communes signataires. Le procureur de la République est informé de cette réunion et y participe s'il le juge nécessaire.

Article 21

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

Article 22

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, les maires signataires, le procureur de la République et le préfet de la Moselle conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant

l'inspection générale de l'administration du ministère de l'intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'association des maires de France.

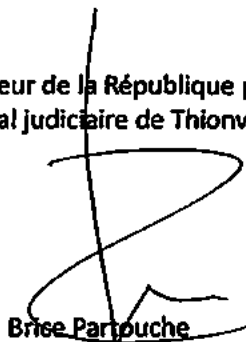
Convention signée à Fontoy, le 9 septembre 2022

Le préfet de la Moselle,



Laurent Touvet

Le procureur de la République près le
tribunal judiciaire de Thionville,



Brice Partouche

Le maire d'Angevillers,



Jean-Marie Colin

Le maire de Fontoy,



Mathieu Weis

Le maire de Manom,



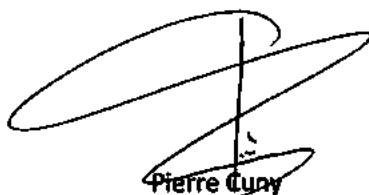
Marie-Laurence Herfeld

Le maire de Terville,



Pour le Maire l'Adjoint Délégué
Jean Pierre Hoel

Le maire de Thionville,



Pierre Cuny

Le maire de Tressange,



Denis Schitz

Convention signée en présence de :

M. le directeur départemental
adjoint de la sécurité publique,

Jean Ollier

M. le commandant du groupement
de gendarmerie départementale,

Eric Matyn

		Mairie de  Manom
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU SERVICE DE LA POLICE PLURI-COMMUNALE THIONVILLE - TERVILLE A LA COMMUNE DE MANOM		

Entre

La Ville de THIONVILLE représentée par son Maire, M. Pierre CUNY, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2023 ;

La Ville de TERVILLE, représentée par son Maire, M. Olivier POSTAL, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 13 décembre 2023 ;

d'une part,

Et

La Ville de MANOM, représentée par son Maire, Mme Marie-Laurence HERFELD, dûment habilitée aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 29 novembre 2023 ;

d'autre part,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 22111 et L 2542-1 et suivants ;
- VU le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L 512-1 à L 512-3 et R 512-1 à R 512-4 ;
- VU le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition des fonctionnaires territoriaux ;
- VU les délibérations des communes de Thionville et de Terville approuvant la création d'une police pluri-communale ;
- VU les avis des commissions administratives paritaires et du comité technique des deux collectivités susmentionnées ;

PREAMBULE

Aux termes de l'article L 512-1 du Code de la sécurité intérieure, les communes formant un ensemble d'un seul tenant peuvent autoriser un ou plusieurs agents de police municipale à intervenir sur le territoire de chacune d'entre elles, dans les conditions prévues par convention afin de maintenir le bon ordre, la sureté, la sécurité et la salubrité publiques qui sont des missions dont le Maire de la commune à la charge.

Telle est la volonté des maires des communes de Thionville, Terville et Manom.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

La commune de Manom a engagé une démarche de mise en commun des agents police pluri-communale Thionville-Terville.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions et modalités de mise à disposition des agents et équipements du service de la police pluri-communale de Thionville-Terville au profit de la commune de Manom.

Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire de la commune de Manom, les agents des polices de Thionville et Terville sont placés sous l'autorité du Maire de Manom.

Article 2 - Entrée en vigueur et durée de la convention

La convention entre en vigueur le 1^{er} novembre 2023.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, conformément à l'article R 512-2 du Code de la sécurité intérieure.

Elle est renouvelée par tacite reconduction pour une durée indéterminée.

La convention pourra être dénoncée en cours d'exécution pour quelque motif que ce soit par l'une ou l'autre des trois parties sans indemnités sous réserve du respect d'un préavis de trois mois matérialisé par une lettre en recommandée avec accusé de réception envoyée aux sièges des communes concernées.

Article 3 - Modification de la convention

Toute modification des conditions et modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant approuvé en conseil municipal.

Article 4 - Organisation

4.1 Nombre d'agents

Le service de la police pluri-communale Thionville-Terville est actuellement composé de 30 agents et 1 secrétaire.

4.2 Conditions de mise à disposition

Les Villes de Thionville et Terville mettront à disposition de la Ville de Manom, deux agents de police municipale à raison de deux heures par jour pour les différentes missions qui leurs

incombent. Tout agent du service de police municipale, quel que soit son grade, est susceptible d'intervenir dans ce cadre.

Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire de la commune de Manom, les agents des Villes de Thionville et Terville seront placés sous l'autorité du Maire de Manom qui assurera uniquement sur ce temps le pouvoir hiérarchique.

En cas d'empêchement du Maire de Manom, le pouvoir hiérarchique sera détenu par le deuxième Adjoint délégué aux travaux et à la sécurité.

Les Villes de Thionville et Terville conservent la gestion des agents (avancement d'échelon à l'ancienneté, avancement de grade, entretien d'évaluation, régime disciplinaire, régime indemnitaire, etc...). Ainsi, les agents mis à disposition demeurent statutairement employés par les Villes de Thionville ou Terville dans les conditions de statuts et d'emploi qui sont les leur.

4.3 Répartition du temps présence

Le temps de travail effectif, s'entend sur un horaire hebdomadaire de 37h30 heures. A titre indicatif, la répartition des horaires entre les communes est établie mensuellement selon les plages horaires suivantes :

De septembre à juin :

- De 7h00 à 23h30 du lundi au samedi inclus,

De juin à septembre :

- De 7h00 à 02h30 du lundi au samedi inclus.

Pour les manifestations exceptionnelles, les plages horaires ci-dessus peuvent être appelées à être modifiées ou dépassées.

En cas de dépassement sur une ou plusieurs semaines, la Ville de Manom procédera au paiement des heures dues sur la base des conditions indiquées par la présente convention.

Les plannings seront établis par la Ville de Thionville et transmis 15 jours avant le début du mois suivant à Madame le Maire de la commune de Manom. Si cette dernière souhaite modifier les plannings, elle fera connaître son intention au plus vite afin modifier l'affectation des agents.

En fonction des effectifs et des nécessités de service, la commune de Thionville se réserve la possibilité d'annuler une ou plusieurs interventions. Le Maire de Manom ou son Adjoint seront immédiatement informés.

4.4 Conservation et détention des armes

La Ville de Thionville se chargera de la conservation et de la détention des armes que les agents sont en droit de détenir selon les arrêtés préfectoraux individuels en vigueur.

Madame le Maire de Manom autorise les agents de police municipale à porter l'armement dont ils sont dotés sur le territoire de sa commune.

Article 5 - Locaux et matériels mis à disposition

Le détail des locaux et des matériels mis en commun dans le cadre de la présente convention sont listés en annexe n° 1 article 12.

Article 6 - Nature et lieux d'intervention — missions et compétences des policiers

6.1 Nature des missions

Par principe toute intervention des agents s'effectue en binôme et dûment équipés des moyens de défense et de protection individuels réglementaires, sur la base des missions limitativement énumérées ci-dessous et négociées entre les parties.

- Patouilles de surveillance de la voie publique afin de garantir la bonne application de la réglementation dont notamment :
 - Plan de circulation et de stationnement (respect des arrêtés municipaux dans ce domaine d'intervention),
 - Contrôles au cinémomètre des véhicules à moteur,
 - Sureté et tranquillité publiques,
 - Circulation et sens interdit,
 - Contrôles routiers divers.

En aucun cas, il ne pourra être confié à la police municipale une mission de maintien de l'ordre.

Madame le Maire de Manom remettra, au démarrage de la convention, les principaux arrêtés, lesquels fondent la compétence de verbalisation des agents.

6.2 Géo Verbalisation Electronique - GVe

La Ville de Thionville s'est dotée de plusieurs dispositifs de GVe afin de dématérialiser un maximum de processus de verbalisation. A cette fin, la ville a conventionné avec l'ANTAI.

Il conviendra d'étendre, au besoin, cette convention sur le territoire de Manom.

Article 7 - Financement

7.1 Prévision financière annuelle

La participation aux frais d'intervention sera calculée selon un volume horaire annuel en fonctionnement optimal estimé à 400 heures (52 semaines X 8 heures - (2 semaines X 8 heures correspondant aux jours fériés) d'intervention au coût horaire de 40,00 €, le coût financier prévisionnel pour la commune de Manom est donc estimé à 16 000,00 € par an. La police pluri-communale fonctionne du lundi au samedi inclus, toutes manifestations en dehors des heures de services seront facturées en prestation de service supplémentaire.

Cette participation aux frais d'intervention comprend :

- Les frais de gestion qui concernent l'ensemble des tâches administratives réalisées par le service dans l'exécution de la mission pour le compte de la commune de Manom. (Gestion de planning, rédaction et transmission des mains-courantes, relations avec les élus...);
- Une participation aux frais de fonctionnement généraux de la police pluri-communale de Thionville-Terville, au prorata du temps d'utilisation de ses moyens (frais proratisés des matériels, habillement et armement mis à disposition du service de police pluri-communale ainsi que toutes sujétions nécessaires à l'activité du service — assurances, contrat de maintenance GVe, habillement et petit équipement, indemnités kilométriques).

7.2 Modalité de versement de la participation aux communes de Thionville et Terville.

- La commune de Manom s'engage à rembourser à la commune de Thionville et à la commune de Terville, les dépenses sur la base des coûts horaires et du montant forfaitaire ci-dessus mentionnés, sur présentation des titres de recettes émis par chacune des deux collectivités. La participation annuelle aux frais s'élève à 80 % du forfait (soit une valeur de 12 800,00 €) pour Thionville et à 20 % du forfait (soit une valeur de 3 200,00 €) pour Terville.
- La périodicité du versement de la participation aux frais d'intervention est semestrielle, soit le 1^{er} juin (pour la période comprise le 1^{er} janvier et le 30 juin) et le 1^{er} décembre (pour la période comprise entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre.)

Article 8 - Modalités de révision de la participation

Le taux horaire sera révisé au 1^{er} juillet de chaque année sur la base de l'évolution du point d'indice par agent et à la proportionnelle du budget de fonctionnement de la police pluri-communale.

Article 9 - Modalités d'assurances

Chacune des trois communes est réputée avoir souscrit les contrats d'assurance garantissant les risques « responsabilité civile, flotte automobile, protection fonctionnelle, dommage aux biens » correspondant aux activités des agents de police municipale mis en commun dans le cadre de la présente convention.

Article 10 - Bilan annuel de la convention

Les maires des trois communes et/ou leurs représentants ainsi que le chef de la police pluri-communale dresseront un bilan circonstancié de la convention de façon annuelle.

L'initiative de la réunion appartient à l'une des trois parties.

Ce bilan fera apparaître notamment, le nombre d'interventions, le nombre de verbalisations, le nombre d'heures effectués au total.

Toutefois, les agents de la police municipale rendent régulièrement compte à leur hiérarchie respective des missions effectuées ou des faits constatés.

Article 11 - Règlement des litiges.

Tout litige généré par la présente convention de mise à disposition fera l'objet au préalable d'un règlement amiable entre les parties ainsi que d'une information de la sous-préfecture de Thionville.

A défaut d'entente, la contestation sera portée devant le tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 12 - Annexes

ANNEXE N°I - liste des locaux et des matériels mis en commun.

- 2 postes de police situés à Thionville et Terville.

- Les véhicules :

- 1 Citroën Jumpy,
- 2 Renault Duster,
- 1 Peugeot Partner,
- 1 Peugeot 308.

- Appareils mesurant la vitesse :

- 1 appareil appartenant à THIONVILLE,
- 1 appareil appartenant à TERVILLE,
- 1 appareil appartenant à MANOM

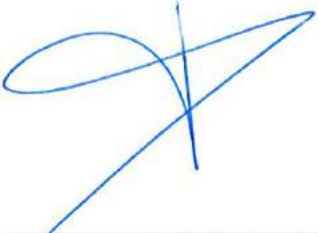
(Chaque commune s'engage à effectuer la visite périodique des appareils ainsi que son étalonnage. Si l'appareil présente un dysfonctionnement, c'est la collectivité propriétaire qui prend les réparations en compte)

- Armes de catégorie B et D (arme à feu semi-automatique XDM 9, des bâtons télescopiques, aérosols lacrymogènes),
- Caméras mobiles,
- Habillement et petit équipements divers,
- 28 GVe,
- Matériels de communication téléphones et Radios - Outils bureautiques.

ANNEXE N° 2 - détail de la participation aux frais d'intervention

Charges de personnel (traitement de base et indemnités)	Participation aux frais de fonctionnement	Coût horaire Total
35 €	5 €	40 €

Fait à Thionville (en 3 exemplaires) le

Le Maire de Thionville	Le Maire de Terville	Le Maire de Manom
Dr. Pierre CUNY 	M. Olivier POSTAL 	Mme Marie-Laurence HERFELD 

		
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU SERVICE DE LA POLICE PLURI-COMMUNALE DE THIONVILLE-TERVILLE A LA COMMUNE DE FONTOY		

Entre

La Ville de THIONVILLE représentée par son Maire, M. Pierre CUNY, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2022 ;

La Ville de TERVILLE représentée par son Maire, M. Olivier POSTAL, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 16 juin 2022 ;

D'une part,

Et

La Ville de FONTOY, représentée par son Maire, M. Mathieu WEIS, dûment habilitée aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2022 ;

D'autre part,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et L 2542-1 et suivants ;
- VU le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L 512-1 à L 512-3 et R 512-1 à R 512-4 ;
- VU le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition des fonctionnaires territoriaux ;
- VU les délibérations des communes de Thionville et de Terville approuvant la création d'une police pluri-communale ;
- VU les avis des commissions administratives paritaires et du comité technique des deux collectivités susmentionnées ;

PREAMBULE

Aux termes de l'article L 512-1 du Code de la sécurité intérieure, Les communes *limitrophes* ou appartenant à une même agglomération au sein d'un même département ou à un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent avoir un ou plusieurs agents de police municipale en commun, compétents sur le territoire de chacune d'entre elles.

Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire d'une commune, ces agents sont placés sous l'autorité du maire de cette commune.

Telle est la volonté des maires des communes de Thionville, Terville et Fontoy.

II. EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 - Objet de la convention

La commune de Fontoy a engagé une démarche pour permettre l'intervention des agents de police pluri-communale sur son ban communal.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions et modalités de mise à disposition des agents et équipements du service de la police pluri-communale de Thionville au profit de la commune de Fontoy.

Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire de la commune de Fontoy, les agents de la police pluri-communale sont placés sous l'autorité du Maire de Fontoy.

Article 2 - Entrée en vigueur et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter du 15 septembre 2022.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, conformément à l'article R 512-2 du Code de la sécurité intérieure à compter de son entrée en vigueur.

Elle est renouvelée par tacite reconduction pour la même durée dans la limite maximale de trois années soit au plus tard le 15 septembre 2025.

Au terme de ces trois années, la reconduction est soumise à approbation expresse des parties, au minimum trois mois avant le terme.

La convention pourra être dénoncée en cours d'exécution pour quelque motif que ce soit par l'une ou l'autre des trois parties sans indemnités sous réserve du respect d'un préavis de trois mois matérialisé par une lettre en recommandée avec accusé de réception envoyée aux sièges des communes concernées.

En cas de non-respect du délai ou d'envoi tardif, la convention sera automatiquement prolongée, sauf dans l'hypothèse où la convention prendrait fin (au bout de trois ans).

Article 3 - Modification de la convention

Toute modification des conditions et modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant approuvé en conseil municipal.

Article 4 - Organisation

4.1 Nombre d'agents

Le service de la police municipale de Thionville est actuellement composé de 29 agents et 1 secrétaire.

4.2 Conditions de mise à disposition

Les villes de Thionville et Terville mettront à disposition de la Ville de Fontoy, deux agents de police municipale à raison de 1 journée par semaine pour les différentes missions qui leurs incombent. Tout agent du service de police Pluri-communale, quel que soit son grade, est susceptible d'intervenir dans ce cadre.

Pour la bonne application de la convention, le volume de un jour par semaine est indicatif pour déterminer le volume annuel de 780 heures/an lequel sera ventilé selon les besoins exprimés par le Maire de Fontoy et validés par le programme établi par le chef de police pluri-communale.

Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire de la commune de Fontoy, les agents de police pluri-communale seront placés sous l'autorité du Maire de Fontoy qui assurera uniquement sur ce temps le pouvoir hiérarchique.

En cas d'empêchement du Maire de Fontoy, le pouvoir hiérarchique sera détenu par un adjoint désigné par lui.

Les villes d'accueil administratif des agents conservent la gestion statutaire des agents (avancement d'échelon à l'ancienneté, avancement de grade, entretien d'évaluation, régime disciplinaire, régime indemnitaire, etc...). Ainsi, les agents mis à disposition demeurent statutairement employés par la Ville de Thionville et de Terville dans les conditions de statuts et d'emploi qui sont le leur.

4.3 Répartition du temps de présence

Le temps de travail effectif, s'entend sur un horaire hebdomadaire de 37,30 heures. La répartition des horaires entre les communes est établie mensuellement selon les plages horaires du lundi au vendredi de 07h00 à 18h00.

Pour des manifestations exceptionnelles, les plages horaires ci-dessus peuvent être appelées à être modifiées ou dépassées.

En cas de dépassement sur une semaine ou plusieurs, la Ville de Fontoy procédera au paiement des heures dues sur la base des conditions indiquées pour la présente convention.

Les plannings seront établis par le chef de service et transmis 15 jours avant le début du mois suivant à M. le Maire de la commune de Fontoy. Si cette dernière souhaite modifier les plannings, elle fera connaître son intention au plus vite afin de modifier l'affectation des agents.

En fonction des effectifs et des nécessités de service, la commune de Thionville ou de Terville se réserve la possibilité d'annuler une ou plusieurs interventions. Le Maire de Fontoy ou son Adjoint seront immédiatement informés.

4.4 Conservation et détention des armes

La Ville de Thionville se chargera de la conservation et de la détention des armes que les agents sont en droit de détenir selon les arrêtés préfectoraux individuels en vigueur.

M. le Maire de Fontoy autorise les agents de police pluri-communale à porter l'armement dont ils sont dotés sur le territoire de sa commune.

Article 5 – Locaux et matériels mis à disposition

Le détail des locaux et des matériels mis en commun dans le cadre de la présente convention sont listés en annexe n° 1.

Article 6 - Nature et lieux d'intervention – missions et compétences des policiers

6.1 Nature des missions

Par principe toute intervention des agents s'effectue en binôme et dûment équipés des moyens de

défense et de protection individuels réglementaires, sur la base des missions limitativement énumérées ci-dessous et négociées entre les parties.

- Patrouilles de surveillance de la voie publique afin de garantir la bonne application de la réglementation dont notamment :
 - Plan de circulation et de stationnement (respect des arrêtés municipaux dans ce domaine d'intervention),
 - Contrôles au cinémomètre des véhicules à moteur,
 - Sécurité et tranquillité publiques,
 - Circulation et sens interdit,
 - Contrôles routiers divers,
 - Urbanisme.

En aucun cas, il ne pourra être confié à la police pluri-communale une mission de maintien de l'ordre.

M. le Maire Fontoy remettra, au démarrage de la convention, les principaux arrêtés, lesquels fondent la compétence de verbalisation des agents.

6.2 Géo Verbalisation Electronique – Gve

Les Villes de Thionville et de Terville se sont dotées de plusieurs dispositifs de GVe afin de dématérialiser un maximum le processus de verbalisation. A cette fin, la ville a conventionné avec l'ANTAL.

Il conviendra d'étendre, au besoin, cette convention sur le territoire de Fontoy.

Article 7 - Financement

7.1 Prévision financière annuelle

La participation aux frais d'intervention sera calculée selon un volume horaire annuel en fonctionnement optimal estimé à 780 heures : 52 semaines X 7,5 heures X 2 agents d'intervention au coût horaire de 40,00 €, le coût financier prévisionnel pour la commune de Fontoy est donc estimé à 31 200,00 € par an. La police pluri-communale fonctionne du lundi au vendredi inclus, toutes manifestations en dehors des heures de services seront facturées en prestation de service supplémentaire.

Cette participation aux frais d'intervention comprend :

- les frais de gestion qui concernent l'ensemble des tâches administratives réalisées par le service dans l'exécution de la mission pour le compte de la commune de Fontoy. (Gestion de planning, rédaction et transmission des mains-courantes, relations avec les élus...) ;
- une participation aux frais de fonctionnement généraux de la police municipale de Thionville, au prorata du temps d'utilisation de ses moyens (frais proratisés des matériels, habillement et armement mis à disposition du service de police ainsi que toutes sujétions nécessaires à l'activité du service – assurances, contrat de maintenance GVe, habillement et petit équipement, indemnités kilométriques).

7.2 Modalité de versement de la participation de la commune de FONTOY aux communes de THIONVILLE et TERVILLE.

La commune de Fontoy s'engage à rembourser à la commune de Thionville et à la Commune de

Terville, les dépenses sur la base des coûts horaires et du montant forfaitaire ci-dessus mentionnés, sur présentation des titres de recettes émis par chacune des deux collectivités. La participation annuelle aux frais s'élève à 80 % du forfait (soit une valeur de 24 960,00 €) pour Thionville et à 20 % du forfait (soit une valeur de 6 240,00 €) pour Terville.

La périodicité du versement de la participation aux frais d'intervention est semestrielle, soit le 1^{er} juin (pour la période comprise entre le 1^{er} janvier n et le 30 juin n.) et le 1^{er} décembre (pour la période comprise entre le 1^{er} juillet n et le 31 décembre n.)

Afin de respecter l'annualité budgétaire, de façon exceptionnelle, la 1^{ère} participation de l'année 2022 s'établira au 31 décembre 2022 au prorata du forfait annuel et sera facturée par les communes le 1^{er} décembre 2022.

Article 8 - Modalités de révision de la participation

Le taux horaire sera révisé au 1^{er} septembre de chaque année sur la base de l'évolution du point d'indice par agent et à la proportionnelle du budget de fonctionnement de la police pluri-communale.

Article 9 - Modalités d'assurances

Chacune des deux communes est réputée avoir souscrit les contrats d'assurance garantissant les risques « responsabilité civile, flotte automobile, protection fonctionnelle, dommage aux biens » correspondant aux activités des agents de police municipale mis en commun dans le cadre de la présente convention.

Article 10 - Bilan annuel de la convention

Les maires des trois communes et/ou leurs représentants ainsi que le chef de la police Pluri-communale dresseront un bilan circonstancié de la convention de façon annuelle.

L'initiative de la réunion appartient à l'une ou l'autre des parties.

Ce bilan fera apparaître notamment, le nombre d'interventions, le nombre de verbalisations, le nombre d'heures effectués au total.

Toutefois, les agents de la police pluri-communale rendent régulièrement compte à leur hiérarchie respective des missions effectuées ou des faits constatés.

Article 11 - Règlement des litiges.

Tout litige généré par la présente convention de mise à disposition fera l'objet au préalable d'un règlement amiable entre les parties ainsi que d'une information à la sous-préfecture de Thionville.

A défaut d'entente, la contestation sera portée devant le tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 12 - Annexes

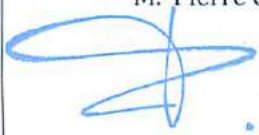
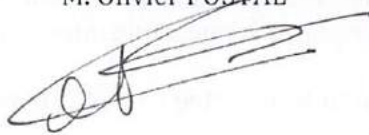
ANNEXE N°1 - liste des locaux et des matériels mis en commun.

- Poste de police situé à Thionville
- Les véhicules :
 - 1 Citroën Jumpy,
 - 2 Renault Duster, (dont 1 à Terville)
 - 1 Peugeot Partner,
 - 1 Peugeot 308.
- Appareils mesurant la vitesse :
 - 2 appareils appartenant à THIONVILLE
 - 1 appareil appartenant à TERVILLE
- Armes de catégorie B et D (arme à feu semi-automatique XDM 9, des bâtons télescopiques, aérosols lacrymogènes)
- Caméras mobiles,
- Habillement et petit équipement divers,
- 31 GVe,
- Matériels de communication téléphones et radios,
- Outils bureautiques.

ANNEXE N° 2 - détail de la participation aux frais d'intervention

Charges de personnel (traitement de base et indemnités)	Participation aux frais de fonctionnement	Coût horaire Total
35€	5€	40€

Fait à Thionville (en 3 exemplaires) le

Le Maire de Thionville	Le Maire de Terville	Le Maire de Fontoy
M. Pierre CUNY 	M. Olivier POSTAL 	M. Mathieu WEIS 

		
AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU SERVICE DE LA POLICE PLURI-COMMUNALE DE THIONVILLE-TERVILLE A LA COMMUNE DE TRESSANGE		

Entre

La Ville de THIONVILLE représentée par son Maire, M. Pierre CUNY, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11/12/2023

La Ville de TERVILLE représentée par son Maire, M. Olivier POSTAL, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 13/12/2023

Et

La Ville de TRESSANGE, représentée par son Maire, M. Denis SCHITZ, dûment habilitée aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 06/12/2023

Vu la convention pourtant mise à disposition de mise à disposition du service de la police pluri-communale de Thionville-Terville à la commune de Tressange en date du 9 septembre 2022 ;

Considérant la volonté des parties d'augmenter de la plage horaire de présence de la police pluri-communale sur la commune de Tressange ;

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de l'avenant

Le présent avenant porte sur la modification des conditions de mise à disposition des agents de la police pluri-communale au profit de la commune de Tressange.

L'article 4.2 est modifié ainsi :

Les villes de Thionville et Terville mettront à disposition de la ville de Tressange, deux agents de police municipale à raison d'une demi-journée par semaine pour les différentes missions qui leurs incombent. Tout agent du service de police pluri-communale, quel que soit son grade, est susceptible d'intervenir dans ce cadre.

Pour la bonne application de la convention, le volume d'heures par semaine est indicatif pour déterminer le volume de 520 heures/an lequel sera ventilé selon les besoins exprimés par le Maire de Tressange et validés par le programme établi par le chef de police pluri-communale.

Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire de la commune de Tressange, les agents de police pluri-communale seront placés sous l'autorité du Maire de Tressange qui assurera uniquement sur ce temps le pouvoir hiérarchique.

En cas d'empêchement du Maire de Tressange, le pouvoir hiérarchique sera détenu par un adjoint désigné par lui.

Les villes d'accueil administratif des agents conservent la gestion statutaire des agents (avancement d'échelon, à l'ancienneté, avancement de grade, entretien d'évaluation, régime disciplinaire, régime indemnitaire, etc...). Ainsi, les agents mis à disposition demeurent statutairement employés par la Ville de Thionville et de Terville dans les conditions de statuts et d'emploi qui sont le leur.

Les articles 7.1 et 7.2 sont modifiés ainsi :

Art. 7.1

La participation aux frais d'intervention sera calculée selon le volume horaire annuel optimal estimé à 442 heures : 52 semaines X 5 heures X 2 d'intervention au coût horaire de 40,00 €, le coût prévisionnel pour la commune de Tressange est donc estimé à 20 800,00 € par an. La police pluri-communale fonctionne du lundi au vendredi inclus, toutes manifestations en dehors des heures de services seront facturées en prestation de service supplémentaires.

Cette participation aux frais d'intervention comprend :

- Les frais de gestion qui concernent l'ensemble des tâches administratives réalisées par le service dans l'exécution de la mission pour le compte de la commune de Tressange. (Gestion de planning, rédaction et transmission des mains-courantes, relations avec les élus...).
- Une participation aux frais de fonctionnement généraux de la police pluri-communale, au prorata du temps d'utilisation de ses moyens (frais proratisés des matériels, habillement et armement mis à disposition du service de police ainsi que toutes sujétions nécessaires à l'activité du service – assurances, contrat de maintenance GVe, habillement et petit équipement, indemnités kilométriques).

Art. 7.2

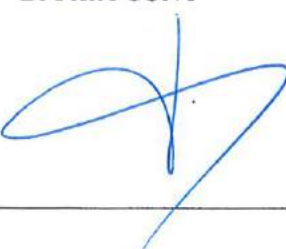
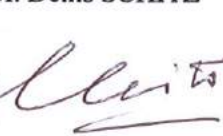
La commune de Tressange s'engage à rembourser à la commune de Thionville et à la commune de Terville, les dépenses sur la base des coûts horaires et du montant forfaitaire ci-dessus mentionnés, sur présentation des titres de recettes émis par chacune des deux collectivités. La participation annuelle aux frais s'élève à 80 % du forfait (soit une valeur de 16 640,00 €) pour Thionville et à 20 % du forfait (soit une valeur de 4 160,00 €) pour Terville.

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

Article 2 – Date d'effet

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2023 après les délibérations des conseils municipaux des communes de Thionville, Terville et Tressange.

Fait à Thionville (en 3 exemplaires) le

Le Maire de Thionville	Le Maire de Terville	Le Maire de Tressange
Dr Pierre CUNY 	M. Olivier POSTAL 	M. Denis SCHITZ  

		 ANGEVILLERS
AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU SERVICE DE LA POLICE PLURI- COMMUNALE DE THIONVILLE-TERVILLE A LA COMMUNE D'ANGEVILLERS		

Entre

La Ville de THIONVILLE représentée par son Maire, M. Pierre CUNY, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11/12/2023 ;

La Ville de TERVILLE représentée par son Maire, M. Olivier POSTAL, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 13/12/2023 ;

Et

La Ville d'ANGEVILLERS, représentée par son Maire, M. Jean-Marie COLIN, dûment habilitée aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 12 février 2024 ;

Vu la convention pourtant mise à disposition de mise à disposition du service de la police pluri-communale de Thionville-Terville à la commune d'Angevillers en date du 9 septembre 2022 ;

Considérant la volonté des parties d'augmenter de la plage horaire de présence de la police pluri-communale sur la commune d'Angevillers ;

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de l'avenant

Le présent avenant porte sur la modification des conditions de mise à disposition des agents de la police pluri-communale au profit de la commune d'Angevillers.

L'article 4.2 est modifié ainsi :

Les villes de Thionville et Terville mettront à disposition de la ville d'Angevillers, deux agents de police municipale à raison d'un volume de 3 heures par semaine pour les différentes missions qui leurs incombent. Tout agent du service de police pluri-communale, quel que soit son grade, est susceptible d'intervenir dans ce cadre.

Pour la bonne application de la convention, le volume d'une journée par semaine est indicatif pour déterminer le volume de 312 heures/an lequel sera ventilé selon les besoins exprimés par le Maire de Angevillers et validés par le programme établi par le chef de police pluri-communale.

Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire de la commune de Angevillers, les agents de police pluri-communale seront placés sous l'autorité du Maire de Angevillers qui assurera uniquement sur ce temps le pouvoir hiérarchique.

En cas d'empêchement du Maire d'Angevillers, le pouvoir hiérarchique sera détenu par un adjoint désigné par lui.

Les villes d'accueil administratif des agents conservent la gestion statutaire des agents (avancement d'échelon, à l'ancienneté, avancement de grade, entretien d'évaluation, régime disciplinaire, régime indemnitaire, etc...). Ainsi, les agents mis à disposition demeurent statutairement employés par la Ville de Thionville et de Terville dans les conditions de statuts et d'emploi qui sont le leur.

Les articles 7.1 et 7.2 sont modifiés ainsi :

Art. 7.1

La participation aux frais d'intervention sera calculée selon le volume horaire annuel optimal estimé à 312 heures : 52 semaines X 3 heures X 2 d'intervention au coût horaire de 40,00 €, le coût prévisionnel pour la commune d'Angevillers est donc estimé à 12 480,00 € par an. La police pluri-communale fonctionne du lundi au vendredi inclus, toutes manifestations en dehors des heures de services seront facturées en prestation de service supplémentaires.

Cette participation aux frais d'intervention comprend :

- Les frais de gestion qui concernent l'ensemble des tâches administratives réalisées par le service dans l'exécution de la mission pour le compte de la commune de Angevillers. (Gestion de planning, rédaction et transmission des mains-courantes, relations avec les élus...).
- Une participation aux frais de fonctionnement généraux de la police pluri-communale, au prorata du temps d'utilisation de ses moyens (frais proratisés des matériels, habillement et armement mis à disposition du service de police ainsi que toutes sujétions nécessaires à l'activité du service – assurances, contrat de maintenance GVe, habillement et petit équipement, indemnités kilométriques).

Art. 7.2

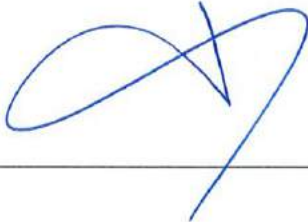
La commune d'Angevillers s'engage à rembourser à la commune de Thionville et à la commune de Terville, les dépenses sur la base des coûts horaires et du montant forfaitaire ci-dessus mentionnés, sur présentation des titres de recettes émis par chacune des deux collectivités. La participation annuelle aux frais s'élève à 80 % du forfait (soit une valeur de 9 984,00 €) pour Thionville et à 20 % du forfait (soit une valeur de 2 496,00 €) pour Terville.

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

Article 2 – Date d'effet

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2024 après les délibérations des conseils municipaux des communes de Thionville, Terville et Angevillers.

Fait à Thionville (en 3 exemplaires) le **14 MARS 2024**

Le Maire de Thionville	Le Maire de Terville	Le Maire d'Angevillers
Dr Pierre CUNY	de 11/03/2024 M. Olivier POSTAL	M. Jean-Marie COLIN
		

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 23 mai 2022

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : Mme SCHMIT, M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, M. LOUIS, Mme KIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, Mme KOUKI, M. SICHET, Mme BOUCHERON-ICARD, M. WELTER, M. TSCHIERSCHE, Mme MONNIER, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. BIEDER, Mme JEAN, Mme VAISSE, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : M. BERTIN, Mme MONNIER et Mme JEAN sont arrivés au point n°5.
Mme STARCK est arrivée au point n°6.
M. BIEDER est arrivé au point n°7.
Mme KOUKI avait donné pouvoir à M. le Maire avant son arrivée au point n°7.
M. NOLLER avait donné pouvoir à Mme VAISSE avant son arrivée au point n°10.
M. TSCHIERSCHE avait donné pouvoir à Mme MICHEL avant son arrivée au point n°21.

Départ(s) en cours de séance : M. le Maire quitte la séance au point n°6 à 18h19. La Présidence est temporairement assurée par Mme SCHMIT. M. le Maire est de retour au point n°7 à 18h25.

Excusés : M. JASNIAK

Absent(s) : M. HAMELIN-BOYER, M. KROB, Mme SCHMITT, Mme CZERNIAK

Excusé(es) : Mme RENAUD a donné procuration à Mme SCHNEIDER,
Mme LEREBOUT a donné procuration à Mme THIL,
M. NILLES a donné procuration à M. BIEDER,
Mme HEIN a donné procuration à Mme JEAN

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Chef de Service et Mme MARTIN Adjoint Administratif Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire,
Mme KWIECIEN, Cheffe du Cabinet du Maire,
M. DUFFOURC, Directeur Général des Services,
M. THONY, Directeur Général des Services Techniques,
M. CAVALIERI, Directeur Général Adjoint des Services,
M. MITZNER, Directeur Général Adjoint des Services,
Mme MANGEOT, Directrice du Secrétariat Général,
Mme QUENETTE, Directrice des Ressources Humaines.

M. JASNIAK a également donné pouvoir à M. BIEDER en vertu de la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 qui permet à un Conseiller Municipal de disposer de deux pouvoirs.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05.

Les Conseillers Municipaux présents ont signé au registre des Délibérations.

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de son affichage et/ou de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

7 - Police pluri-communale : création d'une unité cynophile.

Mme ZANONI, Adjointe : La police pluri-communale de Thionville-Terville-Manom souhaite progressivement se doter de nouvelles capacités d'actions au regard de son amplitude de travail et de l'extension de ses compétences au reste du territoire.

Ainsi, pour mener à bien l'élargissement de ses missions, le service s'est documenté sur les différents moyens employés par les communes aux alentours, en vertu du décret du 18 février 2022, relatif aux brigades cynophiles.

Un contact privilégié a été pris avec la brigade canine d'une commune avoisinante qui nous a confirmé que la présence d'un chien peut être à la fois dissuasive, bienveillante et vigilante. Cela permet également de renforcer au quotidien le sentiment de tranquillité de la population mais aussi de permettre une médiation entre les citoyens et les forces de l'ordre en favorisant les échanges.

De surcroît, les captures ou les interventions urgentes concernant des chiens dangereux, des molosses errants ou non-tenus en laisse demandent des compétences particulières. Une unité cynophile constitue dès lors une réponse adaptée au besoin de protection des policiers municipaux lors de leurs interventions.

Pour tous ces motifs, la création d'une unité cynophile au sein de la police pluri-communale apparaît comme un atout pertinent dans le cadre du développement du service.

Ainsi, la nomination d'un agent de police municipale en tant que maître-chien et l'acquisition à l'euro symbolique de "Rio", chien de race berger hollandais, sont proposés.

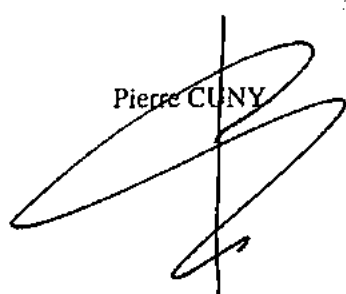
Le Comité Technique a été réglementairement consulté.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 20 mai 2022.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve la création d'une unité cynophile au sein de la police pluri-communale, aux conditions figurant au rapport ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 24 mai 2022.
Le Maire :


Pierre CUNY



Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

26 - Rentrée scolaire 2024-2025 : notification des mesures prévisionnelles de carte scolaire.

M. BERTIN, Adjoint : Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale a informé la Ville des mesures de retrait de deux postes dans les écoles de la Ville :

- 14ème poste de l'école Victor Hugo,
- 13ème poste de l'école La Petite Saison.

Les écoles les Semailles, Gérard Clément et Saint-Pierre ont des effectifs à la baisse mais ne font pas l'objet de mesures de fermeture.

A noter qu'un suivi régulier de l'évolution des effectifs est prévu et cela jusqu'à la rentrée de septembre.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- prend acte de ces mesures prévisionnelles de carte scolaire, conformément aux textes en vigueur ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de cette délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

27 - Crédits des écoles maternelles et élémentaires publiques : forfait par élève pour l'année scolaire 2024-2025.

M. BERTIN, Adjoint : Les crédits de fonctionnement permettent d'attribuer chaque année une somme forfaitaire par élève fréquentant les écoles maternelles publiques.

Pour l'année scolaire 2024-2025, il est proposé d'attribuer un forfait annuel de 38,23 € par élève, suivant les modalités définies ci-après :

DOTATION ANNUELLE			1 ^{er} trimestre - Année scolaire 2024/2025			2 ^{ème} et 3 ^{ème} trimestres Année scolaire 2024/2025		
Forfait	Matériel	Espèces	Forfait	Matériel	Espèces	Forfait	Matériel	Espèces
38,23 €	23,23 €	15,00 €	11,00 €	7,70 €	3,30 €	27,23 €	15,53 €	11,70 €

La dotation de gratuité scolaire permet d'attribuer une somme par élève fréquentant les écoles élémentaires publiques.

La dotation se répartit comme suit :

- 40,80 € en dotation en matériel ;
- 14,55 € versés aux coopératives scolaires. Cette dotation se fait en 2 versements 9,55 € en novembre 2024 et 5,00 € en février 2025.

Les effectifs pris en compte pour ces répartitions seront communiqués par les directeurs à la rentrée 2024.

La politique scolaire de la Ville contribue, aux côtés de l'Éducation nationale, à la réussite des enfants, en visant leur émancipation, la prévention et la santé ainsi que le développement précoce de la citoyenneté. Elle accompagne les efforts matériels - en investissement - de la Commune, en faveur du développement, de la préservation et de l'entretien du patrimoine bâti.

A ce titre, outre les subventions de fonctionnement aux écoles, la Ville contribue à l'achat des fournitures et du matériel en allègement des charges des familles, au soutien aux projets par des subventions aux coopératives scolaires, aux coûts d'affranchissement des courriers postaux indispensables, à des activités culturelles, sportives, citoyennes et d'éducation à l'environnement mises en œuvre en propre par les services ou conventionnées avec des associations. Elle assure également la prise en charge des coûts des transports permettant de se rendre vers les activités ainsi que vers les gymnases, stades ou piscine. Les voyages scolaires font également l'objet d'une aide aux familles sous condition de quotient familial.

En ce qui concerne les crédits alloués aux écoles, la Ville passe un marché à bons de commande pour les fournitures et un autre pour les manuels, à charge pour chaque école de commander ce qui lui est nécessaire à concurrence du plafond financier qui lui est alloué.

En cas d'accord, il sera procédé, en novembre 2024 puis en février 2025, au versement des dotations en espèces aux coopératives scolaires correspondantes.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- adopte les propositions du présent rapport ;
- donne son accord à la répartition des crédits aux budgets des exercices concernés ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.

Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

28 - Crédits des écoles maternelles et élémentaires : fixation du forfait par élève thionvillois fréquentant l’Institut Notre-Dame de la Providence pour l’année scolaire 2024-2025.

M. BERTIN, Adjoint : Les crédits de fonctionnement permettent d’attribuer chaque année une somme forfaitaire par élève fréquentant les écoles maternelles publiques.

La Ville souhaite également attribuer une somme forfaitaire de fonctionnement par élève thionvillois fréquentant l’école maternelle de l’Institut Notre-Dame de la Providence.

Il est donc proposé d’attribuer un forfait annuel de 33,23 € par élève, réparti comme suit :

- 70% en dotation « matériel » ;
- 30% en dotation en espèces, versée aux coopératives scolaires et destinée à participer au financement de projets culturels et éducatifs ;

suivant les modalités définies ci-après :

DOTATION ANNUELLE			1 ^{er} trimestre - Année scolaire 2024/2025			2 ^{ème} et 3 ^{ème} trimestres Année scolaire 2024/2025		
Forfait	Matériel	Espèces	Forfait	Matériel	Espèces	Forfait	Matériel	Espèces
33,23 €	23,23 €	10,00 €	11,00 €	7,70 €	3,30 €	22,23 €	15,53 €	6,70 €

Il en est de même concernant la dotation de gratuité pour les élèves thionvillois de l’école élémentaire fréquentant cette même école.

Il est proposé d’attribuer une dotation annuelle de 50,35 € par élève selon les modalités ci-dessous :

- 40,80 € de dotation en matériel ;
- 9,55 € de dotation en espèces à la coopérative scolaire.

La répartition se fait selon les effectifs thionvillois réellement accueillis en septembre et en janvier de l’année scolaire 2024-2025.

En cas d’accord, il sera procédé en novembre 2024 puis en février 2025, au versement des dotations en espèces à la coopérative scolaire.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- adopte les propositions du présent rapport ;
- donne son accord à la répartition des crédits aux budgets des exercices concernés ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

29 - Création d'un "dojo solidaire" au sein de l'Ecole "Les Vergers du Berel" de Garche : convention avec la Fédération Française de Judo.

M. BERTIN, Adjoint : Dans le cadre du programme "5.000 équipements - Génération 2024" porté par l'Agence Nationale du Sport, la Fédération Française de Judo a lancé l'opération "1.000 Dojos solidaires".

Au-delà de multiplier les sites de pratique du judo, l'objectif de cette opération est de créer dans des lieux innovants (notamment les établissements scolaires) des "tiers-lieux socio-éducatifs accessibles, diversifiés et adaptés" à destination de tous les habitants du territoire.

A l'issue d'un important travail de concertation et d'une collaboration étroite entre la Ville, la Fédération Française de Judo (via son Comité de Moselle), le Judo Club de Thionville (J.C.T.), l'Education Nationale et la Directrice de l'Ecole des Vergers du Berel, un consensus s'est dégagé autour du projet de création "d'un dojo solidaire" au sein de cette école en réaménageant une salle d'activité actuellement très peu utilisée.

Conformément aux objectifs du programme fédéral, cette salle :

- servira prioritairement de salle d'E.P.S. pour les élèves de l'école ;
- sera un outil mis au service du développement du sport scolaire au sein de l'établissement en lien avec l'Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré ;
- sera accessible aux jeunes et habitants du village dans le cadre des activités et animations proposées par le J.C.T. durant les créneaux de pratique dédiés.

Il est important de noter que les investissements nécessaires à la concrétisation du projet (achat de tatamis, capitonnage de la salle) seront intégralement pris en charge par l'Agence Nationale du Sport, la Fédération Française de Judo et ses partenaires. Les travaux peuvent être réalisés à la fin de l'année scolaire.

Pour que le projet puisse se réaliser, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'aménagement de la salle d'activité tel que mentionné ci-dessus ainsi que la signature d'une convention avec la Fédération Française de Judo, dont le projet est joint en annexe au présent rapport.

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve la mise à disposition de la salle et sa transformation, telles que présentées au rapport ;
- approuve la convention de mise à disposition figurant en annexe ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération et notamment à procéder à la signature de la convention susmentionnée.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Pierre CUNY

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Entre les soussignés :

Mairie de Thionville

Représentée par le Maire en exercice, **Monsieur Pierre CUNY**

Désigné ci-après sous le nom de « **Propriétaire** »,

Et

La Fédération Française De Judo, Jujitsu, Kendo Et Disciplines Associées, Association déclarée conformément à la loi du 1er juillet 1901 modifiée et reconnue comme établissement d'utilité publique, enregistrée sous le SIREN 784 573 792, ayant son siège social situé 21/25 Avenue de la Porte de Chatillon – 75014 PARIS. Représentée par son Directeur Général en exercice, Monsieur Sébastien NOLESINI

Désigné ci-après sous le nom de « **l'occupant** »,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile :

- Pour la Mairie : BP 30352 - Rue Georges Ditsch - 57125 Thionville Cedex,
- Pour l'occupant : 21, 25 avenue de la Porte de Châtillon 75014 PARIS,

ARTICLE 2 : MISE A DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public. Cette occupation revêt un caractère temporaire, précaire et révocable en application des articles L.2122-2 et L.2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques.

La présente convention ne permet pas aux parties de se prévaloir du régime des baux commerciaux, ni du régime des baux professionnels.

ARTICLE 3 : DÉSIGNATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

La Mairie met à disposition de l'occupant l'équipement sportif suivant :

Équipement : **Dojo Garche – Ecole les Vergers du Berel de Garche**

Adresse : **129 r Meilbourg, 57100 Thionville**

ARTICLE 4 : ÉTAT DES ÉQUIPEMENT SPORTIFS

L'occupant prendra les équipements sportifs dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, l'occupant déclarant bien les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance. Un état des lieux contradictoire ainsi qu'un inventaire du matériel entreposé seront dressés et annexés aux présentes.

L'occupant devra supporter la gêne qui lui causeraient les réparations, reconstruction, surélévations et travaux qui pourront être exécutés dans ou à l'extérieur de l'équipement.

L'occupant est informé que les locaux ne sont pas accessibles PMR.

ARTICLE 5 : TRANSFORMATION ET MODIFICATION DES ÉQUIPEMENTS

L'occupant pourra transformer ou modifier l'agencement ou l'organisation des équipements sportifs mis à disposition après accord de la Mairie. Dans ce cas les travaux devront être réalisés par des entreprises qualifiées dans le respect des règles de sécurité et en garantissant les installations techniques (chauffage, climatisation, électricité, isolation...) à la fin de la convention les aménagement ou transformations autorisés seront acquis par la mairie de secteur.

ARTICLE 6 : DESTINATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Les équipements sportifs, objet de la présente convention, seront utilisés par l'occupant uniquement dans le cadre de l'organisation d'un dojo solidaire tel que défini dans le programme 1000 dojos.

Dans l'hypothèse où l'occupant ne bénéficierait plus des autorisations ou agréments nécessaires à son activité, la mise à disposition deviendrait automatiquement caduque.

Les locaux ne pourront pas être affectés à un usage d'habitation même occasionnel, ni utilisés à des fins politiques, syndicales, confessionnelles, ou commerciales.

Dans le cadre de l'organisation d'activités extra sportives ponctuelles, la mise à disposition de ces équipements devra être demandée préalablement auprès de la Mairie de Thionville. Elle fera l'objet d'un paiement sur la base des tarifs délibérés en Conseil Municipal.

ARTICLE 6 BIS : DESTINATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS SITUÉS AU SEIN D'UN ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE LORS DU TEMPS SCOLAIRE

Lors du temps scolaire, l'utilisation de l'équipement sportif est réservée aux acteurs de l'éducation nationale et ainsi à l'organisation des cycles scolaires. Dans ce cadre, l'établissement scolaire dans lequel est implanté le dojo est prioritaire dans la planification et l'utilisation de l'équipement.

ARTICLE 7 : ENTRETIEN ET RÉPARATIONS DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Un état des lieux contradictoire sera dressé le jour des clés et annexé à la présente convention, il en sera de même à l'expiration de la convention.

Le propriétaire s'engage à assurer le nettoyage régulier de l'équipement.

Toute dégradation devra faire l'objet d'une remise en état aux frais de l'occupant.

ARTICLE 8 : DELEGATION DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN DOJO SOLIDAIRE

L'occupant peut mettre à disposition l'équipement et céder les droits et devoirs issues de la présente convention à une ou des structures permettant l'organisation de l'activité d'un dojo solidaire tel que défini par le programme 1000 dojos et notamment un club affilié à la fédération sous réserve d'en faire la demande préalable à la Mairie de Thionville.

ARTICLE 9 : DURÉE/OCCUPATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans, elle prend effet à la date de sa signature par les deux parties.

Elle sera reconduite tacitement.

L'une ou l'autre partie pourra mettre fin à tout moment à la convention, par lettre recommandée avec accusé réception, en respectant un préavis d'un mois.

ARTICLE 10 : PAIEMENT D'UNE REDEVANCE

La Fédération Française de Judo, Jujitsu, Kendo et disciplines associées, est reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 2 août 1991, la présente convention de mise à disposition à titre gracieux ce qui constitue de fait un avantage en nature.

Cette gratuité devra faire l'objet d'une déclaration dans le bilan comptable de votre association pour un montant de : 0 €.

Pour votre information, la valorisation a été calculée en multipliant les heures attribuées par le prix horaire de l'équipement concerné, sur la base des tarifs délibérés en Conseil Municipal.

ARTICLE 11 : CHARGES

Les frais de nettoyage seront supportés par le propriétaire.

Les impôts et taxes relatifs à l'activité de l'association seront supportés par cette dernière.

ARTICLE 12 : ASSURANCES

L'occupant s'assurera contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux et contre tout risque locatif et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue.

L'assurance souscrite devra générer des dommages et intérêts suffisants pour permettre la reconstruction des équipements confiés.

L'occupant devra souscrire une assurance garantissant le propriétaire de l'équipement pour les risques liés à la pratique sportive objet de la convention, se déroulant sur les équipements visés par la présente.

L'occupant devra s'acquitter du paiement de toute prime et en justifier à première demande.

Le contrat d'assurance sera joint en annexe.

ARTICLE 13 : RESPONSABILITÉ RECOURS

L'occupant sera personnellement responsable vis-à-vis de la Mairie de Thionville et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions du présent bail, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

L'occupant répondra des dégradations causées aux équipements sportifs mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par elle que par ses membres préposés, et toute personne effectuant des travaux ou des interventions pour son compte.

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE L'ASSOCIATION

La présente convention est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte précisément à savoir :

- Faire son affaire personnelle de toutes réclamations ou contestations de tiers concernant son activité,
- Se conformer aux lois et règlements en vigueur en matière d'encadrement sportif,
- Le jour de la signature de la convention, les clefs des locaux seront remises à l'association qui en sera responsable. L'association ne devra ni prêter ses clés ni les dupliquer. Au terme de la présente convention, l'association restituera les clés des locaux à la Mairie de Thionville.

L'équipement devra en permanence resté accessible aux représentants de la Mairie ou à tout technicien désigné par elle sans qu'il soit nécessaire d'en requérir l'autorisation.

ARTICLE 15 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des quelconques des obligations contenues dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La révocation pour des motifs d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnisation.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'occupant ou par la destruction des équipements sportifs par cas fortuit ou de force majeure.

ARTICLE 16 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

A défaut d'un accord amiable, les juridictions administratives de Strasbourg seront seules compétentes pour statuer sur tout litige survenant entre les parties dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Fait à, le

Pour l'occupant Sébastien Nolésini	Pour la Mairie de Thionville Pierre CUNY
Directeur générale France Judo	Maire de Thionville

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

30 - Subvention à l'association "La Relève" dans le cadre d'une nouvelle action jeunesse.

M. PELINGU, Conseiller Municipal délégué : Conduire les jeunes vers l'autonomie, favoriser leur engagement et créer des espaces d'expression sont des priorités fortes du projet Jeunesse mis en œuvre au plan local.

Dans ce cadre, et en complément des actions et dispositifs existants, il est apparu important de créer un événement pour mettre en lumière les talents émergents sur le territoire et proposer aux jeunes un temps dédié au partage d'expérience, à la mise en réseau et à l'accompagnement de projets.

C'est en réponse à ces objectifs que la 1ère "soirée Pépites" sera organisée le 3 mai prochain à 19h au cinéma La Scala.

Porté par l'association "La Relève", conçu en partenariat avec Apsis Emergence avec le soutien de la Communauté d'Agglomération "Portes de France - Thionville" et de l'Etat, cet événement se déroulera sous la forme d'une soirée ouverte à tous les jeunes du territoire de 15 à 25 ans au cours de laquelle 3 ou 4 jeunes talents thionvillois viendront présenter leur parcours, leurs projets et partager leur expérience.

Accessible sur inscription, cet événement vise aussi à donner des outils pour dépasser les difficultés, pour aider à identifier les erreurs à éviter et a vocation à valoriser la notion d'engagement.

Aussi, pour permettre la réalisation de cette soirée, il est proposé au Conseil Municipal de verser une subvention de fonctionnement de 1.500,00 € à l'association "La Relève".

La Commission "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" a été consultée le 2 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- autorise le versement de 1.500,00 € à l'association "La Relève", les crédits étant inscrits au Budget 2024 ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

31 - Associations environnementales : attribution de subventions 2024.

Mme RENAUX, Adjointe : Dans le cadre de la politique écologique municipale, il est proposé de soutenir les associations environnementales dans leurs projets afin de pérenniser une dynamique sur le territoire et d'attribuer les subventions de fonctionnement aux associations suivantes :

- Mob d'Emploi : 35.000,00 €

La Ville et l'association "Mob d'Emploi" poursuivent et pérennisent leur partenariat visant à conforter et promouvoir l'usage du vélo sur le territoire : locations de vélos tout chemin (V.T.C.) et de vélos à assistance électrique (V.A.E.), système de gardiennage des vélos et de trotinettes, développement des modes doux en proposant de nouveaux matériels complémentaires au vélo (vélos pliants, vélos cargo etc...), mise à disposition de 6 V.T.C. pour les agents de la Commune et soutien au renouvellement du parc des V.A.E.

Une convention de subventionnement est établie pour 2024 (pièce annexe n°1) et il est proposé un soutien financier à hauteur de 35.000,00 €.

- "Les Pieds sur Terre" : 16.800,00 €

L'association "Les Pieds sur Terre" est une association de protection de l'environnement fondée en 2005. Ses missions sont notamment la mise en place d'actions de connaissance et de préservation de la nature ainsi que la réalisation d'animations proposées à un large public. Depuis plusieurs années, un partenariat est mené entre la Ville et l'association, pour des opérations régulières de sensibilisation.

En 2023, l'association a accompagné la Ville dans la préparation des manifestations environnementales. De plus, 78 interventions ont été menées dans les établissements scolaires et sites périscolaires.

Pour 2024, la Ville et l'association souhaitent reconduire leur partenariat en proposant la signature d'une nouvelle convention incluant un programme prévisionnel d'interventions sur l'année (pièces annexes n°2). Le soutien financier proposé est de 16.800,00 €.

- Centre de Sauvegarde de la Faune Lorraine (C.S.F.L.) : 2.000,00 €

L'association Centre de Sauvegarde de la Faune Lorraine (C.S.F.L.), créée en 2013, a permis la création d'un centre de soins à la faune sauvage en Lorraine qui faisait tant défaut aux naturalistes et découvreurs d'animaux sauvages blessés ou en détresse (amphibiens, reptiles, mammifères, etc...).

Pour 2023, le centre a assuré l'accueil et le soin de 32 animaux (16 espèces d'oiseaux, 3 espèces de mammifères et 1 espèce de reptile) provenant de notre banc communal. Le bilan d'activité de la structure est présenté en pièce jointe (PJ3a).

La Ville propose de pérenniser son soutien financier à ce centre afin de conforter leurs missions de soin à hauteur de 2.000,00 €.

- Club Vosgien - section de Thionville et Environs : 1.000,00€

L'association Club Vosgien section de Thionville et Environs a pour but le développement du tourisme pédestre et des activités de plein air. A cet effet, il propose la pratique de la randonnée et assure l'aménagement, la signalisation et l'entretien d'itinéraires pédestres, de points de vue, de sites historiques ainsi que des refuges. Ainsi, par ce biais, cette association contribue également à la conservation de certains monuments historiques et

à la protection de la nature. Aussi, il participe à divers projets en lien avec la Ville, notamment la modernisation de sentiers et est également partenaire de la Communauté d'Agglomération "Portes de France - Thionville" (C.A.P.F.T.) puisqu'il entretient et balise les sentiers de randonnées communautaires.

En 2023, le Club a participé à la Fête de la Nature organisée par la Ville afin de faire la promotion de la randonnée et de la marche dans les parcs. Pour 2024, l'association propose ses services aux manifestations environnementales et sportives et de créer de nouveaux sentiers pédestres en lien avec la C.A.P.F.T.

Il est proposé de leur attribuer une subvention de 1.000,00 €.

- Syndicats des Arboriculteurs de Garche et Environs : 1.000,00 €

Cette structure pilote l'entretien du verger-témoin à Garche et a participé à la création du verger de Guentrange. Le syndicat organise des expositions fruitières et des visites de vergers.

Elle propose aux écoles deux journées pédagogiques dans le cadre de l'éducation au développement durable afin de reconnaître les arbres fruitiers et d'apprendre à différencier les diverses variétés de la région. Ces journées permettent aussi d'impulser une sensibilisation à la préservation des vergers et leur biodiversité.

Il est proposé de leur attribuer une subvention de 1.000,00 €.

- Société Avicole de Thionville-Garche : 800,00 €

La société avicole de Garche a pour objet la promotion de l'aviculture sur le territoire par l'organisation de différents événements comme des expositions ou des concours. Cette association contribue également aux initiatives locales telles que la "Fête de la Nature".

En 2024, l'association souhaite réaliser une exposition avicole itinérante entre la France, l'Allemagne et le Luxembourg. Celle-ci réitère sa participation à la manifestation "Thionville Coté Nature".

Il est proposé de leur attribuer une subvention de 800,00 €.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Environnement, Cadre de Vie et Travaux" ont été consultées respectivement les 2 et 3 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve l'attribution des subventions citées au présent rapport ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération et notamment à signer la convention à conclure avec les associations Mob d'Emploi et "Les pieds sur terre" figurant en annexe.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Pierre CUNY

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN



Convention

Entre

La Ville de Thionville, représentée par son Maire, Monsieur Pierre CUNY, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XX/XX/XXXX.

Et,

L'Association Mob d'Emploi, sise 7 Place du Général De Gaulle à Metz, représentée par son Président, Monsieur Daniel WEBER

Il a été convenu ce qui suit :

L'Association Mob d'Emploi a pour objet de faciliter l'insertion des personnes en difficulté. Dans ce cadre, elle met notamment en œuvre les actions suivantes : fédération des organismes poursuivant les mêmes objectifs sociaux, organisation de la gestion des services permettant la mobilité des personnes.

Elle est labellisée Structure d'Insertion par l'Activité Economique, par les services de l'Etat et emploie à cette fin des Salariés Polyvalents pour animer l'activité Cyclos Thionville. L'activité Cyclos Thionville est le support d'activité de l'Atelier Chantier d'Insertion afin de remettre en emploi des personnes en difficultés d'insertion professionnelle.

La Ville de Thionville, entend poursuivre et développer une coopération avec l'Association Mob d'Emploi visant à promouvoir les déplacements à vélos en mode alternatif au déplacement en véhicules motorisés. La Ville a, en effet, décidé la mise en place d'un plan vélo ambitieux auquel est associé le dispositif Cyclos Thionville, développé par l'Association Mob d'Emploi sur Thionville.

Article 1 :

L'Association Mob d'Emploi s'engage à faire la promotion du déplacement à vélo en proposant des services aux usagers :

- Location de matériels : VTC, Vélos à Assistance Electrique, Vélos Enfants, et accessoires tels que Carrioles Enfants et sièges « bébé ».
- Location de matériels confiés par la Communauté d'Agglomération Portes de France Thionville pour diversifier l'offre : Vélos Pliants, Vélos Pliants à Assistance Electrique, Vélos Cargo, Vélos Debout.
- Gardiennage
- Petites réparations des vélos des adhérents
- Entretien et réparation du parc de vélos proposé à la location

Les services sont accessibles à tous, dans l'optique d'un usage utilitaire de ce mode doux pour les déplacements.

Par ailleurs, l'association mettra à disposition de la Ville 6 VTC dans les conditions décrites à l'article 8.

Article 2 :

L'Association Mob d'Emploi anime l'activité Cyclos Thionville depuis un local en Gare SNCF de Thionville. Les horaires d'ouverture sont du lundi au vendredi de 5h30 à 20h30 (sauf jours fériés) afin de correspondre aux horaires d'accès du plus grand nombre des usagers de la Gare SNCF. Elle participe à des animations de promotion du déplacement à vélo en lien avec la Ville, dans la mesure du possible et de ses effectifs disponibles.

Article 3 :

L'Association Mob d'Emploi pourra développer de nouveaux services complémentaires afin de diversifier ses sources de financements.

Article 4 :

L'Association Mob d'Emploi souscrit les assurances relatives à l'ensemble des risques inhérents à ses activités.

Article 5 :

L'Association Mob d'Emploi fait son affaire de l'emploi de ses personnels et de ses frais de fonctionnement notamment liés à la location du local en Gare SNCF, énergies, assurances et autres nécessaires au bon fonctionnement de l'activité Cyclos Thionville.

Article 6 :

L'Association Mob d'Emploi entretient le matériel proposé à la location, le maintient en bon état de fonctionnement en respectant les préconisations du constructeur, dans la limite d'âge de vétusté du matériel. Dans le cadre de cette mission, elle se réserve le droit de réformer des matériels non conformes.

Article 7 :

L'Association Mob d'Emploi s'engage à donner les recommandations de circulation et de respect du Code de la Route à ses clients du service location, selon la réglementation en vigueur.

Article 8:

S'agissant des VTC mis à la disposition de la Ville, ceux-ci feront l'objet d'un suivi par la Ville des lieux sur lesquels ils sont visibles afin de permettre à l'association Mob d'Emploi d'intervenir sur place pour les révisions usuelles en cours de mise à disposition.

Tout matériel non restitué par la Ville au terme des 7 mois de mise à disposition fera l'objet d'une facturation par l'association Mob d'Emploi d'un montant de 200€ par VTC manquant.

Tout matériel restitué avec des dommages, nécessitant une remise en état ou mettant le matériel hors service, fera l'objet d'une facturation par l'association Mob d'Emploi à la Ville des réparations à effectuer, dans la limite du montant de 200€ par VTC.

Toutes les pièces d'usure « normale » : pneus usés, patins de freins ne feront l'objet d'aucune facturation à restitution du matériel.

Un état des lieux de chaque matériel doit être fait conjointement lors du dépôt des VTC mis à disposition sur place et lors du retrait des VTC. Les frais de déplacements pour le dépôt des VTC sur place et leur retrait, ainsi que les visites sur place pour révision des matériels sont compris dans l'accord de mise à disposition.

Article 9 :

Afin de permettre à l'Association d'assurer sa mission de promotion du déplacement à vélo, la Ville lui attribue

- Une subvention de fonctionnement sur la base d'un montant annuel de 28 000€, sous réserve de l'adoption du budget correspondant, (50% versés après le vote du budget et le solde de 50% dernier trimestre de l'année en cours),
- Une subvention de fonctionnement sur la base d'un montant annuel de 5 000€, sous réserve de l'adoption du budget correspondant, (100% versés sur présentation du devis de pièces détachées et/ou achat de matériels de remplacement),
- Une subvention de fonctionnement dédiée pour la mise à disposition de VTC aux agents municipaux de la Ville, sur la base d'un montant annuel de 2000€ pour 6 VTC mis à disposition d'Avril à fin Octobre (soit pour une durée de 7 mois) de chaque année, sous réserve de l'adoption du budget correspondant, (100% versés après le vote du budget).

Article 10 :

La Ville s'engage à tenir informée l'Association Mob d'Emploi de tout projet de développement de service pouvant venir compléter l'offre de services Cyclos Thionville ou qui risquerait de venir en concurrence de ses services mis en place.

Article 11 :

L'Association Mob d'Emploi s'engage à insérer le logo de la Ville sur ses supports de communication et rapports d'activités en faisant référence au soutien apporté par la Ville.

Article 12 :

L'Association Mob d'Emploi adressera à la Ville, chaque année :

- Le projet d'activité de N+1 comportant un rapport d'activité intermédiaire de l'année N et un budget prévisionnel de l'année N+1
- Au plus tard au mois de Juin N+1, le rapport d'activité, le bilan financier et le compte de résultat de l'année N devront être transmis.

- L'information sur le nombre d'unités composant le parc de matériel proposé à la location et, en fonction de la date d'acquisition des matériels, la durée de vie de ce parc de matériel.

Article 13 :

La présente convention est conclue pour l'année civile 2024, du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024. Elle sera renouvelée tacitement à chaque nouvelle année civile sauf cas de résiliation par l'une de deux parties.

Article 14 :

La résiliation de la convention par l'une ou l'autre des parties pourra intervenir 6 mois avant le terme de celle-ci, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Thionville le XX/XX/XXX

Pour la Ville de Thionville

Pour l'Association Mob d'Emploi

Dr Pierre CUNY
Maire

M. Daniel WEBER
Président

CONVENTION
DE SOUTIEN ET DE PROMOTION
POUR L'EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT

Entre

la Ville de Thionville, représentée par M. Pierre CUNY, Maire, autorisé aux fins des présentes par délibération du Conseil municipal du,

d'une part,

et

l'association Les Pieds sur Terre, représentée par sa présidente, Mme Marthe L'HUILLIER et dont le siège social est situé Maison des associations 53 rue de la République à YUTZ (57970),

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'association « Les Pieds sur Terre » est une association de protection de l'environnement fondée en 2005.

Forte de son expérience dans le milieu de l'environnement, l'association « Les Pieds sur Terre » souhaite d'une part, partager ses compétences sur le développement durable et la nature de proximité et d'autre part, sensibiliser les Thionvillois en favorisant une véritable réflexion éco-citoyenne.

La Ville, quant à elle, soucieuse de promouvoir les pratiques environnementales est déterminée à accorder une aide substantielle à cette association. Cet appui se concrétisera par des aides financières et en nature dont l'importance et les modalités de mise en œuvre sont l'objet de la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION

L'association propose un programme qui touche un large public, à savoir :

- les scolaires et les centres de loisirs, en proposant des découvertes nature, naturalistes, scientifiques et ludiques, permettant de favoriser l'exploration de l'environnement à proximité de l'école ou de l'établissement de loisirs ;
- les adultes et les adolescents, en les impliquant dans des actions de sauvegarde du patrimoine naturel (chantier nature) ou de réhabilitation de zones en friche, ruisseaux, anciens sentiers ;
- des animations pour tous, en amenant le citoyen à prendre conscience de l'environnement qui l'entoure, afin de le sensibiliser à des actions citoyennes ainsi qu'en mettant en place des sorties nature, des conférences, des manifestations.

Elle assurera également la sensibilisation d'un public spécifique (seniors, jeunes enfants, personnes en situation de handicap...) en lui donnant la possibilité d'être acteur de son environnement, en proposant des ateliers ludiques (jardinage, fabrications bois...) qui développent la connaissance et favorisent l'échange de savoirs.

Le programme d'intervention est fixé en début d'année et détaillé dans le tableau annexé à la présente convention (pièces annexes).

ARTICLE 2 : SOUTIENS DE LA VILLE

La Ville de Thionville s'engage à participer aux activités de l'association telles que décrites à l'article précédent par :

- des aides financières,
- une aide matérielle.

2.1 AIDES FINANCIERES

2.1.1 - Subvention annuelle de fonctionnement

L'association devra fournir dans les délais indiqués par l'administration municipale, les pièces administratives et comptables requises (bilan financier de l'exercice écoulé, extrait du P.V. de l'assemblée générale...).

- > Dans l'hypothèse où les documents attendus ne seraient pas remis à la collectivité ou seraient insuffisants pour lui permettre d'exercer son contrôle, la Ville pourrait suspendre toute aide à l'association.
- > Enfin, l'association mettra tout en œuvre pour se procurer des recettes propres.

2.1.2. Montant de la subvention

En 2024, la subvention de fonctionnement se monte à 16 800.00 €.

2.1.3. Versement de la subvention

En 2024, 50 % de la somme sera versée dès la signature de la présente convention et 50 % en septembre 2024 après fourniture des documents mentionnés à l'article 2.1.1.

2.2 - AIDE MATERIELLE

2.2.1 - Mise à disposition de locaux et de matériel

Outre les aides financières prévues à l'article 2.1, la Ville s'engage à apporter une aide matérielle pour permettre à l'association de réaliser le programme fixé.

Cette aide matérielle consiste principalement à mettre, dans la mesure du possible, à disposition les installations municipales (salles..), et accessoirement à prêter du matériel municipal (chaises, tables, tentes..).

L'association prend à sa charge les assurances concernant les risques liés à son activité (responsabilité civile avec recours des tiers et voisins, incendie et vol du matériel lui appartenant).

2.2.2. - Soutien promotionnel

La Ville s'engage à soutenir autant que possible les actions de promotion de l'association à l'aide de ses supports médiatiques municipaux tels que bulletin municipal, site internet... le cas échéant suivant un programme défini avec les services municipaux concernés.

L'association, quant à elle, s'engage à mentionner la participation de la Ville de Thionville sur tout support de communication qu'elle utiliserait et dans ses rapports avec les médias.

ARTICLE 3 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Ainsi que le prévoit le Code général des collectivités territoriales, l'association est soumise au contrôle de la Ville.

A tout moment, un délégué municipal peut demander l'examen des écritures, des comptes et du bilan de l'association.

L'association s'engage à faciliter le contrôle de la réalisation des objectifs, en particulier par l'accès à tout document dont la production serait jugée utile.

La Ville se réserve le droit de missionner, à ses frais, un cabinet comptable pour répondre à son obligation légale de vérification de la bonne utilisation des fonds publics.

Enfin, en application notamment de l'article L.211.4 du Code des juridictions financières, la Chambre Régionale des Comptes peut vérifier les comptes de l'association.

ARTICLE 4 : EVALUATION

Avant la conclusion de toute nouvelle convention, les parties conviennent de procéder à une évaluation des conditions de réalisation des actions et projets auxquels la Ville a apporté son concours.

Seront notamment examinés :

- la conformité des résultats aux objectifs fixés à l'article 1 de la convention,
- l'impact des actions et interventions de l'association sur la mission de service public à laquelle elle participe,
- les prolongements possibles ou souhaitables.

ARTICLE 5 : DUREE et RESILIATION

La présente convention prend effet à compter de sa signature. Elle est établie pour 1 an.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : CONCILIATION - RECOURS

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, à rechercher toute voie amiable de règlement, avant de soumettre leur différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation de cette convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Thionville, le

Pour la Ville de Thionville

Pour l'association Les Pieds sur Terre

Le Maire

La Présidente :

Pierre CUNY

Marthe L'HUILLIER



Subventions prévisionnelles 2024 - Association Les Pieds sur Terre

Public scolaire et périscolaire		Grand public		Publics ciblés		Matériel	
<u>- Interventions scolaires</u> 79 demi-journées x coût de demi journée + 1 reliquats		<u>- Manif environnementale</u> Organisation d’animation et tenue du stand d’animation autour de la thématique (2 animatrices + prépa + matériels compris) <u>Sorties et ateliers nature</u> 2 sorties		<u>Actions jeunesse</u> 5 demi-journées préparation - 1 demi journées <u>Animations environnementales</u> 3 demi-journées + 2 reliquats		<u>Achat matériel</u> Bois Outils pédagogiques	
13 825		800		875 175		250	
<u>Cours résilientes</u> 4 reliquats		350		525			
Total estimé		Total estimé		Total estimé		Total global	
13 825		1150		1 575		250 16 800	

coût de demi journée	175	€
----------------------	-----	---

Il est à noter que la répartition de ces interventions pourra évoluer en fonction de la validation du contenu des manifestations et de l'avancement des projets en cours d'année.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

32 - Acquisition d'un terrain rue de la Céramique.

Mme RENAUX, Adjointe : La Ville est devenue propriétaire de trois parcelles situées rue de la Céramique en vue de la création d'une réserve foncière pour mettre en oeuvre sa politique d'habitat et d'aménagement d'espaces publics.

Afin de répondre à l'objectif fixé, il ne reste plus qu'une seule parcelle, cadastrée section 28 n°8 de 9 a 21 ca, appartenant en indivision à Madame Marie-Cécile LEJEUNE, épouse CAPS et à Monsieur Jacques LEJEUNE, à acquérir.

Aussi, il est proposé d'acheter ladite parcelle au prix de 150.000,00 € H.T., frais d'acte à la charge de la Ville.

Le prix proposé correspond au montant versé en 2020 pour l'acquisition du terrain d'une même contenance jouxtant celui des vendeurs.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Urbanisme" ont été consultées respectivement les 2 et 3 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- autorise l'acquisition de la parcelle cadastrée section 28 n°8 au prix de 150.000,00 € H.T. ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.

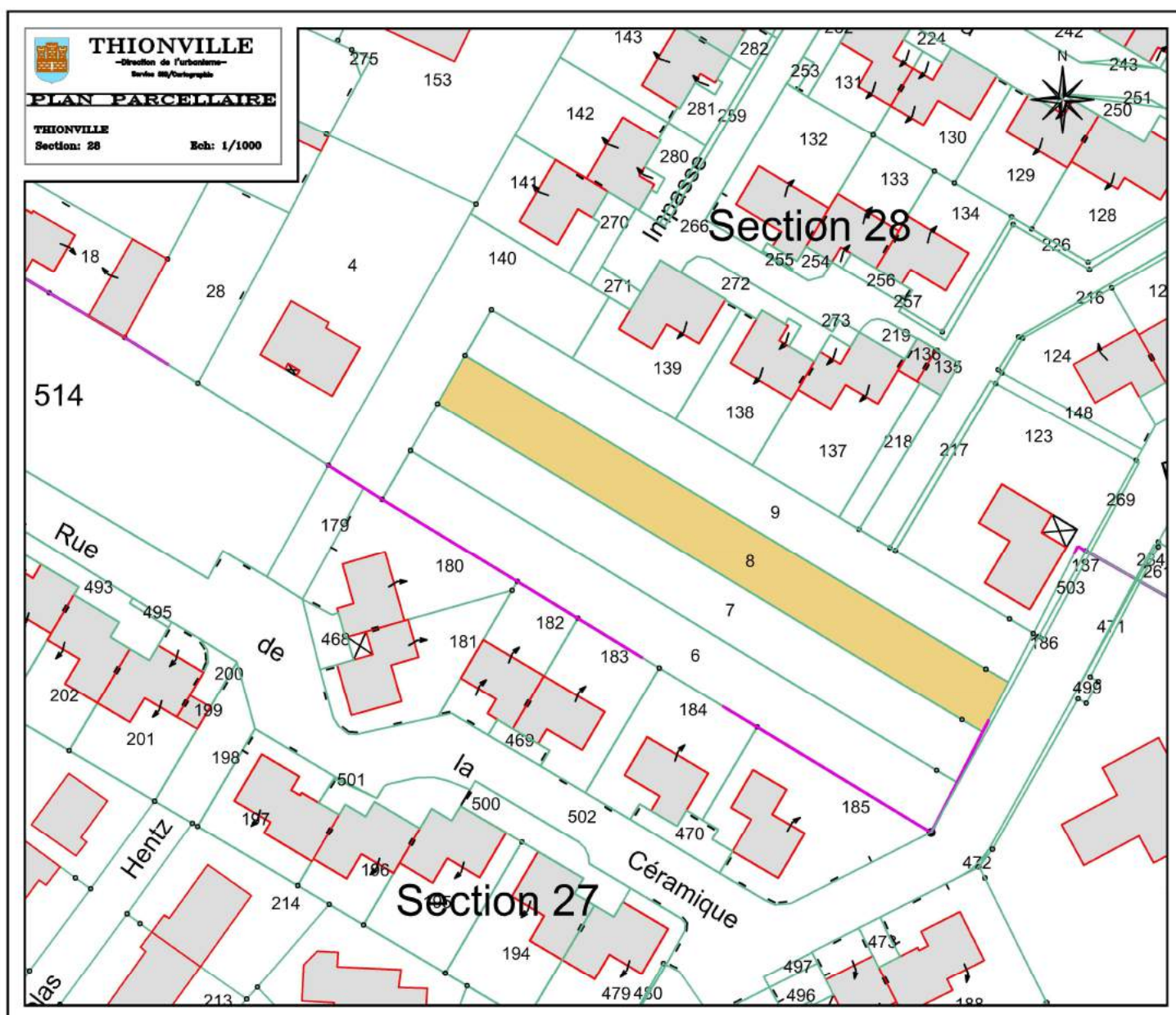
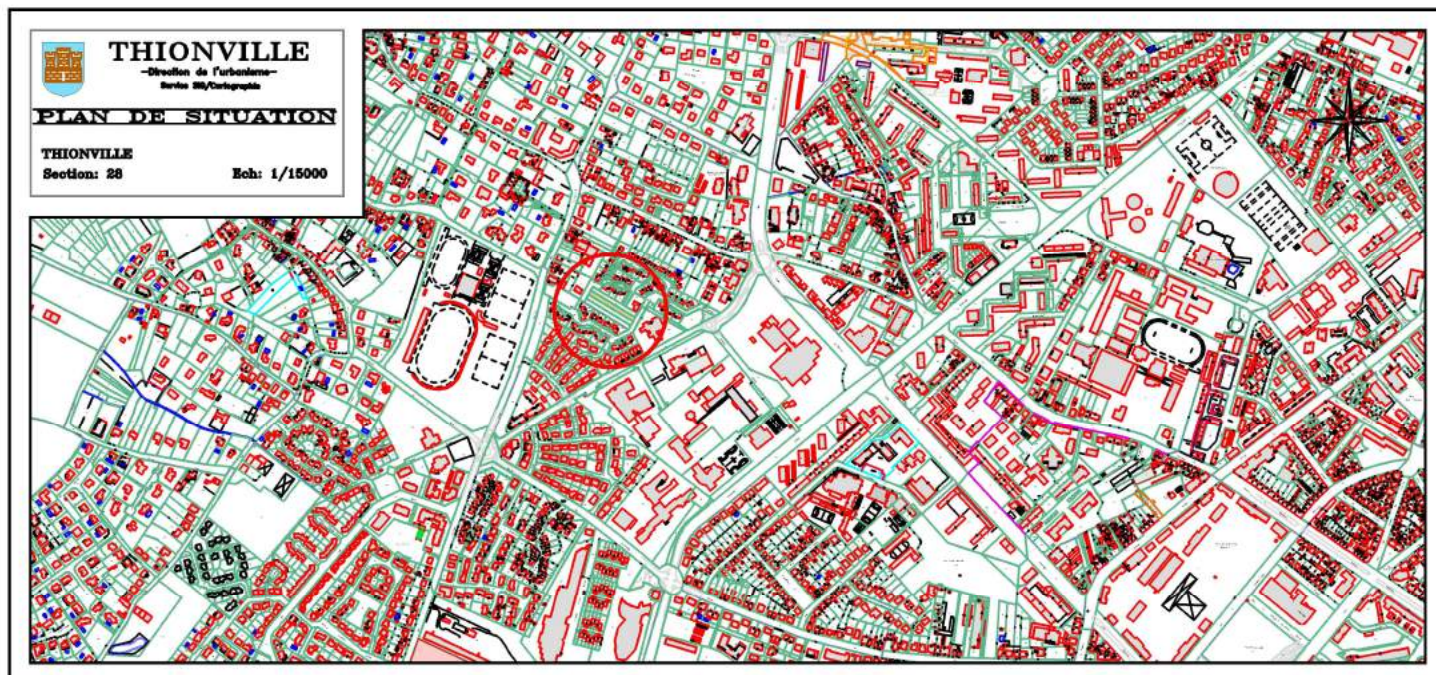
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

33 - Z.A.C. Rive Gauche : passation d'un avenant n°1 à la convention d'études et de travaux, site EMC2, avec l'Établissement Public Foncier de Grand Est.

M. SCHREIBER, Adjoint : Le projet de reconversion du site ETILAM en nouveau quartier résidentiel et de services dans le cadre de l'aménagement de la Z.A.C. Rive Gauche est un enjeu majeur pour le développement de Thionville.

Une convention de veille active et de maîtrise foncière opérationnelle Thionville - Périmètre ETILAM a été signée en date du 7 octobre 2013 entre l'Etablissement Public Foncier de Grand Est (E.P.F.G.E.), la Communauté d'Agglomération " Portes de France - Thionville " (C.A.P.F.T.) et la Ville en vue de la réalisation d'opérations comprenant des activités, des équipements et des logements dans le périmètre ETILAM.

Cette convention, qui prévoyait initialement le rachat par la Commune des biens acquis et portés par l'E.P.F.G.E. au plus tard le 30 juin 2019, a fait l'objet d'un avenant n°1 du 13 juin 2019 prolongeant ce délai de cinq années supplémentaires, soit jusqu'au 30 juin 2024.

L'E.P.F.G.E. a acquis en date du 30 novembre 2021, pour le compte de la Commune et selon les modalités définies dans la convention de veille active et de maîtrise foncière du 7 octobre 2013, la propriété EMC2 cadastrée section 51 n°105 d'une contenance de 55 a 12 ca pour un montant de 520.000,00 €, au titre de sa politique de résorption des friches.

Une convention d'études et de travaux intitulée "Convention de projet - THIONVILLE - EMC2 - Logements" a été signée entre l'E.P.F.G.E. et la Ville en date du 18 mars 2022.

Cette convention vise, dans un premier temps, à permettre la réalisation d'études de maîtrise d'oeuvre et de travaux de pré-aménagement (travaux de déconstruction, désamiantage et travaux connexes) pour une enveloppe financière d'un montant prévisionnel de 700.000,00 € H.T. pris en charge à hauteur de 20% par la Commune (soit 560.000,00 € H.T. par l'E.P.F.G.E. et 140.000,00 € H.T. par la Ville).

Elle vise, dans un second temps, à permettre de réintégrer ultérieurement par avenant les modalités foncières de portage et de cession.

Elle prévoit, à ce titre, que les modalités et conditions d'acquisition, de gestion et de cession du site EMC2 définies dans la convention de veille active et de maîtrise foncière du 7 octobre 2013 et de son avenant n°1 du 13 juin 2019 seront réintégrées ultérieurement à la " Convention de projet THIONVILLE - EMC2 - Logements " du 18 mars 2022 pour poursuivre la maîtrise foncière et la gestion des emprises nécessaires à l'ensemble du projet global de la Ville.

Eu égard au fait que la convention de veille active et de maîtrise foncière du 7 octobre 2013 et son avenant n°1 du 13 juin 2019 vont prochainement s'éteindre, il y a lieu d'approuver l'avenant réintégrant les modalités foncières.

Cet avenant prévoit notamment :

- l'engagement par la Commune ou par des acquéreurs présentés ou acceptés par elle d'acquérir sur l'E.P.F.G.E. l'ensemble du périmètre du projet, à savoir la parcelle cadastrée section 51 n°105, au plus tard le 17 décembre 2026 si les réflexions sur l'aménagement du périmètre du projet n'ont pas été engagées ou si elles n'ont pas sensiblement progressé,

- dans l'hypothèse où la phase de définition du projet d'aménagement par la Commune n'est pas terminée et/ou si l'ensemble des biens nécessaires à la réalisation du projet n'est pas maîtrisé et/ou si les éventuels travaux sous maîtrise d'ouvrage de l'E.P.F.G.E. ne sont pas achevés, la possibilité pour la Commune de solliciter la prolongation de la convention par voie d'avenant,
- le calcul du prix de revient global du projet sur la base des éléments suivants :
 - le prix de revient du portage foncier : prix d'achat des immeubles, auquel s'ajoutent les dépenses accessoires (frais de notaire, frais de géomètre, frais de publicité et autres frais liés aux acquisitions), les frais d'études préalables et les travaux non déjà remboursés engagés par l'E.P.F.G.E., duquel sont déduites les éventuelles recettes (loyers, etc...) perçues par l'E.P.F.G.E.,
 - le montant des études et travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'E.P.F.G.E., minoré de la participation de l'E.P.F.G.E. sur les fonds propres, la part restante étant à la charge de la Commune ou du tiers acquéreur,
- la formule suivante, dans le cas où la cession a lieu au profit d'acquéreurs présentés ou acceptés par la Commune et dans le cas où ce tiers n'est pas partie prenante à la convention :
 - soit la cession au prix de revient en s'appuyant en particulier sur les caractéristiques du projet en terme de développement durable, de mixité sociale et d'attractivité économique de l'agglomération,
 - soit la cession à un prix tenant compte de la valeur du marché sans que celui-ci puisse être inférieur au prix de revient,
- dans le cas où le tiers est partie prenante à la convention, un prix de cession correspondant au prix de revient,
- un paiement du prix de cession effectué sous la forme d'un remboursement en 5 annuités maximum.

Le budget prévisionnel fixé dans cet avenant reprend le montant de 700.000,00 € H.T. prévu au titre des études et travaux (560.000,00 € H.T. à charge de l'E.P.F.G.E. et 140.000,00 € H.T. à charge de la Ville) dans la convention du 18 mars 2022, auquel est ajouté le montant de 600.000,00 € H.T. au titre des acquisitions foncières, frais de notaire et de gestion, soit un montant prévisionnel total de 1.300.000,00 € H.T.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Urbanisme" ont été consultées respectivement les 2 et 3 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve les termes de l'avenant n°1 à la convention de projet THIONVILLE - EMC2 - Logements du 18 mars 2022 figurant en annexe, aux conditions du présent rapport ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération et notamment à signer l'avenant susmentionné.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INTERVENTION 2020-2024

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION n°MO10E028200

DU 18 mars 2022

THIONVILLE - EMC² - Logements**ENTRE**

La commune de Thionville représentée par Monsieur Pierre CUNY, Maire, habilité par une délibération du conseil municipal en date du, dénommée ci-après « la commune »,

ET

L'Établissement Public Foncier de Grand Est, représenté par Monsieur Alain TOUBOL, Directeur Général, habilité par une délibération N°B24/..... du Bureau de l'Établissement en date du 07 février 2024, approuvée le par la Préfète de Région Grand Est, dénommé ci-après « l'EPFGE »,

D'AUTRE PART,

Vu la convention intervenue avec la commune de Thionville le 18/03/2022

CELA ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :**ARTICLE n°1 – Modification de l'article : « LES ACQUISITIONS, LA GESTION ET LES CESSIONS » de la convention du 18 mars 2022**

L'article : « LES ACQUISITIONS, LA GESTION ET LES CESSIONS » est modifié comme suit :

« 1- Définition du périmètre du projet - Désignation des biens à acquérir par la commune

Le périmètre du projet est représenté en annexe 1 de la convention du 18/03/2022.

1 Engagements des parties**1.1 Engagements de l'EPFGE pour l'acquisition des biens désignés à l'article 3**

L'EPFGE est propriétaire de l'ensemble du périmètre, la parcelle « Section 51 n°105 » ayant été acquise le 30/11/2021.

1.2 Engagements de la commune

La commune s'engage :

- À acquérir sur l'EPFGE les biens désignés à l'annexe 1 de la convention du 18/03/2022 aux conditions de la présente convention.
- À informer l'EPFGE de tout changement susceptible d'affecter la réalisation du projet précité.

La phase opérationnelle ouverte au titre de la présente convention doit, parallèlement à l'action foncière menée par l'EPFGE, permettre à la commune de définir son projet d'aménagement (engagement des études préalables pour préciser, le cas échéant, son périmètre de projet, les différents scénarii de projets ou de programmes possibles, évaluation de leurs conditions essentielles de faisabilité, engagement des procédures de modification des documents de planification et/ou d'urbanisme) et/ou de préparer concrètement sa mise en œuvre (engagement des études pré-opérationnelles et définition des conditions et des modes de réalisation de l'aménagement).

Si à l'échéance de la convention telle que définie à l'article 8, soit au 17/12/2026, la durée de la convention ayant été fixée à cinq ans à compter de la date d'approbation par la Préfète de Région de la délibération de l'EPFGE afférente dans le cadre de la convention du 18/03/2022, la phase de définition du projet par la commune telle que décrite plus haut n'est pas terminée et/ou si l'ensemble des biens nécessaires à la réalisation du projet n'est pas maîtrisé et/ou si les éventuels travaux sous maîtrise d'ouvrage de l'EPFGE ne sont pas achevés, la convention peut être prolongée par voie d'avenant, sur sollicitation de la commune et après réunion du comité de pilotage prévu à l'article 9.

Si, en revanche, à cette échéance, aucune évolution n'est intervenue, c'est-à-dire si les réflexions sur l'aménagement du périmètre du projet n'ont pas été engagées ou si elles n'ont pas sensiblement progressé, les biens acquis devront être rachetés par la commune au plus tard le 17/12/2026.

La cession à la commune aura lieu par acte notarié, aux frais de l'acquéreur.

Il est cependant prévu que la cession de ces biens, ou partie de ces biens, pourra avoir lieu au profit d'acquéreurs présentés ou acceptés par la commune dans les conditions prévues par la réglementation, par acte notarié, aux frais de l'acquéreur et sous réserve des dispositions légales et réglementaires s'appliquant à la cession des biens acquis par préemption ou expropriation.

2 Gestion des biens

Dès que l'EPFGE sera propriétaire des biens et qu'il en aura la jouissance, il en assurera une gestion raisonnable (entretien, assurances, mise en sécurité, taxe foncière...), conformément aux dispositions du Code Civil.

L'EPFGE établit une fiche de visite de l'état du bien au moment de son acquisition.

L'EPFGE assure la mise en sécurité, la surveillance et l'entretien du bien. Ces actions comprennent si besoin :

- les traitement/évacuation des déchets dans les filières appropriées et autres encombrants,
- le murage ou l'occultation des ouvertures,
- la pose de clôtures,
- le débroussaillage des espaces verts et boisés,
- et pour les biens à conserver, le maintien en état du clos couvert existant.

En cas de constat de trouble sur le site, la commune dépêche les forces de l'ordre dans les meilleurs délais. L'EPFGE assure de son côté, si besoin, les démarches de précontentieux (dépôt de plainte, constat d'huissier...) et contentieuses (avocat, saisine du tribunal...).

L'EPFGE assure, également et au besoin, la gestion locative avec :

- la continuation et/ou la mise en place de baux,
- la gestion des flux financiers (appel de loyers, de charges et récupération du dépôt de garantie...),
- les contentieux d'impayés et d'expulsions.

3 Mise à disposition des biens et cession temporaire d'usufruit

Sur demande écrite et motivée de la commune, l'EPFGE peut mettre le bien acquis à sa disposition dans le cadre d'une convention lui permettant notamment de le louer (dans ce cas la commune assure la gestion locative avec la continuation et/ou la mise en place de baux, la gestion des flux financiers tels que les appels de loyers, de charges et récupération du dépôt de garantie, les contentieux d'impayés et d'expulsions et aussi d'y réaliser des travaux (mise en sécurité, réhabilitation...). Ce transfert de jouissance engendre pour la commune l'obligation d'assurer le bien. A ce titre, elle transmet à l'EPFGE l'attestation d'assurance.

Dans tous les cas, la commune s'engage à ne pas occuper le site sans autorisation préalable.

Une visite du bien mis à disposition peut être organisée à l'initiative de l'EPFGE avant remise des clés à la commune. D'autres visites peuvent être faites par la suite en tant que de besoin.

En cas de cession à un tiers autre que la commune, cette dernière s'engage à libérer le bien de toute occupation, dans un délai de trois mois, à compter de l'annonce faite à la commune de cette cession.

Si toutefois la convention de mise à disposition du bien est insuffisante pour mettre à bien le projet de la commune, notamment dans le cadre de travaux lourds ou d'actions nécessitant le statut juridique de propriétaire comme titulaire de droits réels, l'EPFGE peut procéder dans ce cas au démembrement de la propriété et à la cession temporaire d'usufruit du bien via un acte notarié. Dans ce cas l'évaluation de l'usufruit se fera selon le barème fiscal de l'article 699 du CGI » -

4 Cession des biens et modalités de paiement

4.1 Détermination du prix de cession

L'EPFGE est assujetti à la TVA au sens de l'article 256 A du code général des impôts. Le prix de cession correspond au prix principal toutes taxes comprises composé d'un prix hors taxes et d'une TVA exigible.

Le prix de cession sera établi conformément aux conditions générales de cession de l'EPFGE qui figurent en annexe 1 du présent avenant.

L'EPFGE ne facture pas son intervention, laquelle est effectuée à titre non onéreux. Le prix de revient global du projet est calculé sur la base des éléments suivants :

- Prix de revient du portage foncier :
 - Prix d'achat des immeubles
 - Auquel s'ajoutent les dépenses accessoires (frais de notaire, frais de géomètre, frais de publicité et autres frais liés aux acquisitions), les indemnités d'éviction, les impôts fonciers, les frais de conservation du patrimoine (y compris les assurances dommages aux biens) et les éventuels frais d'agence ou de négociation mis à la charge de l'acquéreur, les frais d'études préalables et les travaux non déjà remboursés engagés par l'EPFGE,
 - Duquel sont déduites les éventuelles recettes (loyers...) perçues par l'EPFGE, à compter du 1^{er} janvier de l'année de signature de la présente convention,
- Montant des études et travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'EPFGE, minoré de la participation de l'EPFGE sur ses fonds propres tel que cela est défini dans l'article 2 du présent avenant, la part restante étant à la charge de la commune ou du tiers acquéreur.

Il est rappelé que les établissements publics fonciers sont compétents pour réaliser toutes acquisitions foncières et immobilières dans le cadre de projets conduits par les personnes publiques et pour réaliser ou faire réaliser toutes les actions de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur, au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, des biens fonciers ou immobiliers acquis. Aussi, afin de tenir compte des contraintes opérationnelles de réalisation du projet, il est prévu que la cession de ces biens, ou partie de ces biens, pourra avoir lieu au profit d'acquéreurs présentés ou acceptés par la commune dans le cas où ce tiers n'est pas partie prenante à la présente convention. Dans ce cas, la formule retenue est :

- Soit la cession au prix de revient en s'appuyant en particulier sur les caractéristiques du projet en termes de développement durable, de mixité sociale et d'attractivité économique de l'agglomération,
- Soit la cession à un prix tenant compte de la valeur du marché sans que celui-ci puisse être inférieur au prix de revient.

Le choix de la formule de cession à un tiers fera l'objet d'un accord préalable, formel et exprès de la commune.

Dans le cas où le tiers est partie prenante à la convention (cas par exemple des sociétés d'économie mixte, sociétés publiques locales et sociétés publiques locales d'aménagement, bailleurs publics ou privés), le prix de cession correspondra au prix de revient.

Le prix de cession est valable un an à compter de sa communication par l'EPFGE à la commune et autres acquéreurs concernés. A défaut de signature de l'acte de cession correspondant, la commune devra au minimum avoir fait preuve de diligence pour délibérer sur le prix communiqué et dans ses échanges avec l'EPFGE. Au-delà de ce délai et si la convention est échue, le prix fera l'objet d'une actualisation décomptée par année supplémentaire au taux de 1% pour les interventions sous convention-cadre suivant les conditions exposées dans le guide du prix de cession. Cette actualisation n'est pas applicable pour les interventions en logement social.

Toutes les dépenses qui interviendront après la détermination du prix de vente par l'EPFGE tel qu'il sera soumis à la commune pour délibération, seront prises en charge par l'EPFGE en sa qualité de propriétaire (ex : taxe foncière) et de maître d'ouvrage (ex : libération de retenue de garantie). Elles lui seront remboursées par la commune ou tout autre acquéreur, sur présentation par l'EPFGE d'un avis des sommes à payer. Ces remboursements seront soumis à TVA.

Toutes les recettes qui seront éventuellement perçues par l'EPFGE après la détermination du prix de vente bénéficieront au(x) cessionnaire(s).

4.2 Modalités de paiement des biens cédés

Le paiement du prix de cession, tel que défini à l'article 2 du présent avenant et dans le respect des engagements prévus à l'article 4 de la présente convention, sera effectué sous la forme d'un remboursement en cinq (5) annuités maximum. Toutefois, quel que soit le nombre et la modulation des annuités, le montant correspondant à la TVA sera exigible dans son intégralité lors de la première annuité versée à la signature de l'acte de cession de l'EPFGE à la commune.

En cas de report des échéances, après accord de l'Agent Comptable de l'EPFGE, les intérêts d'annuités tels que prévus à l'annexe 2 de la présente convention sont applicables sur les nouvelles échéances de remboursement.

4.3 Pénalités

En cas de non-respect des modalités de paiement prévues à l'article ci-dessus et après mise en demeure notifiée par l'EPFGE, un intérêt au taux légal en vigueur à la date d'exigibilité de l'annuité sera appliqué en sus de l'annuité considérée, à compter du jour qui suit la date d'exigibilité jusqu'à la date de paiement par la commune.

ARTICLE n°2 - Modification de l'article « Financement de l'opération » de la convention du 18 mars 2022

L'article 6 « Financement de l'opération » est modifié comme suit :

Afin de permettre à la commune de réaliser son projet, tel qu'exposé à l'article 2, l'EPFGE prévoit le budget prévisionnel suivant :

Budget prévisionnel du projet	Coût total	dont part commune		dont part EPFGE	
	€ HT	€ HT	%	€ HT	%
Acquisitions foncières, frais de notaire, gestion	600 000 €	600 000 €	100,0%	0 €	0,0%
Etudes et Travaux	700 000 €	140 000 €	20,0%	560 000 €	80,0%
Prix de revient (=enveloppe totale du projet)	1 300 000 €				
Prix de cession prévisionnel (=part prise en charge par la commune)		740 000 €	56,9%		
Minoration (=aide apportée par l'EPFGE au projet)				560 000 €	43,1%

À titre informatif, la valeur stock sur la convention F08FC70B020 est de **557 063,14 € H.T. le 15 janvier 2024.**

Les montants respectivement dédiés, d'une part aux acquisitions et aux frais notariés et de gestion, et d'autre part aux études et aux travaux, tels que définis dans le tableau ci-dessus ne sont pas fongibles entre ces deux ensembles.

Dans l'éventualité d'un dépassement de l'un de ces montants globalisés (acquisitions, frais notariés et de gestion d'une part, études et travaux d'autres part), l'EPFGE informera la commune afin de recueillir son accord exprès pour la prise en charge des dépenses correspondantes. Cette augmentation de l'enveloppe donnera lieu à un avenant à la présente convention. L'accord n'est pas requis lorsqu'il s'agit de dépenses obligatoires (impôts fonciers, frais de procédures, frais de mise en sécurité urgente...). Dans ce cas, l'EPFGE en informera la commune par écrit, cette dernière devant en accuser réception.

Il est rappelé que l'EPFGE étant assujetti à la TVA, le prix de cession est grevé de TVA au taux en vigueur au moment de la signature de l'acte de cession.

ARTICLE n°3 - Clause conservatoire

Les autres dispositions de la convention du 18/03/2022 n'étant ni modifiées ni abrogées continuent à obliger les parties.

Fait en un unique exemplaire numérique

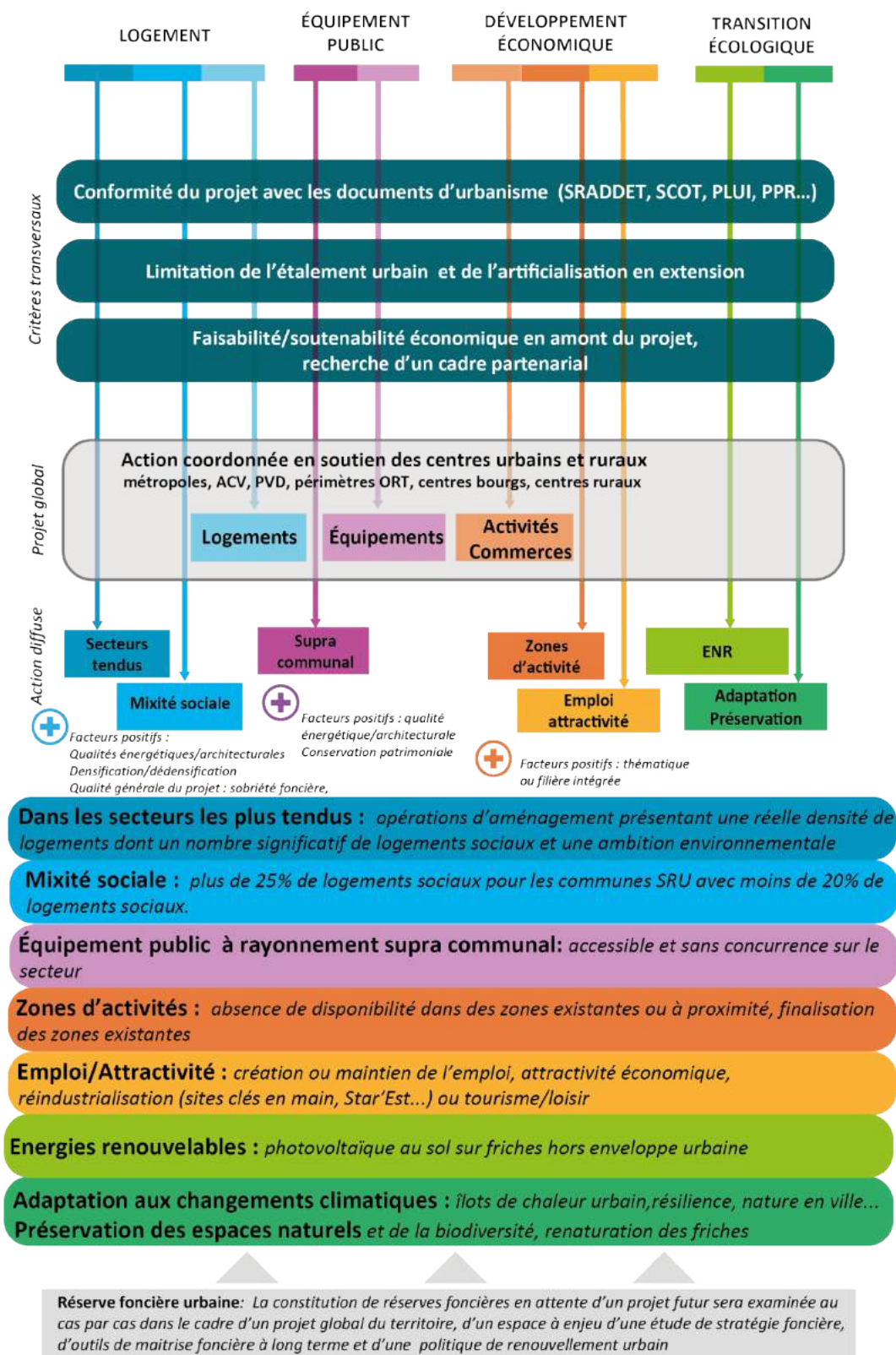
L'EPF de Grand Est La commune de
Thionville

cf. **Annexe 1 : conditions générales d'intervention de l'EPFGE**

Annexe 1 : conditions générales d'intervention de l'EPEGE

1) Les critères d'intervention

Le conseil d'administration de l'EPEGE du 7 décembre 2022, dans le cadre de l'adaptation de son Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) 2020-2024, a approuvé les critères d'éligibilité liés aux projets des collectivités permettant l'intervention de l'établissement pour :



2) Les conditions de portage des biens acquis par l'établissement

PORTAGE		
	DUREE DE PORTAGE	TAUX D'ACTUALISATION
Foncier cadre Foncier centre-bourg	- 5 ans (+ 5 ans)	Principe général de suppression de l'actualisation financière à compter de 2020 (y compris pour les conventions en cours), sauf report par avenant à l'initiative du cosignataire (dans ce cas et hormis pour les interventions en logement social* et en centre-bourg : 0%), 1% pour les interventions sous convention-cadre ou pour des friches, et 3% pour les interventions foncières isolées)
Foncier diffus Minoration foncière Foncier sensible	- 3 ans - 5 ans pour les friches	

Dans le cadre du PPI 2020-2024, les biens portés par l'EPFGE ne feront plus l'objet d'une actualisation de leur prix de revient au moment de leur cession. L'actualisation sera uniquement pratiquée dans l'hypothèse d'une prolongation de la durée de portage à l'initiative du cosignataire de la convention.

3) Les taux de prise en charge en études et travaux

Les études et travaux sont pris en charge financièrement par l'EPFGE selon des modalités différenciées selon le cadre du projet retenu. Ces taux sont maximaux, ils peuvent varier en fonction du bilan de l'opération et des partenariats conclus.

Projet	Nature de l'intervention	Financement		Observations
		EPFGE	Collectivité	
Études Cadre et études Conseil en Foncier Cadre	- Études foncières ou études de référentiel foncier - Études de programmation et de faisabilité	50,0%	50,0%	
Action Cœur de Ville	- Études foncières ou études de référentiel foncier - Études de programmation et de faisabilité	50,0%	50,0%	
Centre-Bourgs	- Études foncières ou études de référentiel foncier - Études de programmation et de faisabilité	80,0%	20,0%	
	Études de programmation et de faisabilité, Moe et travaux			
Traitement des friches	Études techniques et de vocation	80,0%	20,0%	100/0 à titre dérogatoire pour les études techniques (accord préalable du Bureau de l'EPFGE)
	Moe et travaux			
	Travaux (hors Moe) déconstruction et désamiantage	100,0%	0,0%	Traitement de friches industrielles (y compris paysagement connexe), ainsi que des friches hospitalières
Risques technologiques	Études techniques préalables, Moe et travaux	50,0%	50,0%	
Minoration foncière	Foncier	66,6%	0,0%	Solde État-Région

4) Les conditions générales de cession

Par délibération n°19/018 de son conseil d'administration en date du 04 décembre 2019, l'Établissement Public Foncier de Grand Est a approuvé, les conditions générales de cession des biens acquis par l'établissement.

Rappel des principes de l'intervention de l'EPFGE : l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 relative aux établissements publics fonciers dispose que l'action des établissements publics fonciers au service de l'État, des collectivités territoriales ou d'un autre établissement public s'inscrit dans le cadre de conventions. Le portage conventionnel est le mode exclusif d'intervention de l'EPFGE. Cette intervention se fait pour l'EPFGE à « prix coûtant ». Pour les biens déjà dans le patrimoine de l'EPFGE, le principe de la cession à prix coûtant demeure mais les plus-values sont admises pour les biens dont la valeur « de marché » est manifestement assez éloignée de la valeur constatée en stocks. En opérant de la sorte, l'EPFGE obtient une juste rémunération du risque financier supporté pendant la durée du portage.

Définitions :

- **Le coût d'acquisition** : il correspond au prix d'achat (valeur vénale estimée par France Domaine) auquel s'ajoutent **les frais d'acquisition** ou frais accessoires, c'est-à-dire les frais de notaire, frais de géomètre, droits d'enregistrement, frais de publicité foncière et autres frais liés aux acquisitions tels que les indemnités d'éviction et les éventuels frais d'agence ou de négociation mis à la charge de l'acquéreur.
- **Les frais enregistrés pendant la période de portage** : ils correspondent aux taxes foncières, frais de géomètre, études et frais de gestion du patrimoine (sécurisation, gardiennage, entretien et gestion des biens) ainsi qu'aux frais d'assurance dommages aux biens à compter du 1er janvier 2014.
- **Les recettes enregistrées pendant la période de portage** : elles correspondent aux loyers perçus par l'EPFGE, à compter du 1er janvier de l'année de signature de la convention et des cessions d'équipements, immobilières ou de matériaux.
- **Le coût de revient** : c'est la somme du coût d'acquisition, des frais enregistrés pendant le portage, des éventuelles dépenses d'études et de travaux, et le cas échéant des frais d'actualisation et/ou d'intervention. Cette somme est minorée du montant des recettes enregistrées pendant la période de portage.
- **Le prix de cession** : c'est le prix qui figure dans l'acte. Il correspond généralement au coût de revient mais il peut être différent de ce dernier dans les situations décrites dans le tableau 2 ci-après.
- **Intérêts sur annuités de remboursement** : ces intérêts sont appliqués sur les échéances de remboursement. Les intérêts sont appliqués à partir de la deuxième année qui suit la date de signature de l'acte de cession par l'EPFGE. L'acquéreur, qui souhaite rembourser de manière anticipée paye en même temps que le capital, la fraction correspondant aux intérêts sur ce dernier.

L'EPF de Grand Est La commune de
Thionville

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

34 - Désaffectation et déclassement du presbytère de Garche et de ses dépendances.

M. SCHREIBER, Adjoint : La Ville a l'obligation de mettre à disposition des prêtres les presbytères existants.

La Communauté d'Agglomération "Portes de France - Thionville" (C.A.P.F.T.) exerce, depuis sa création fin 2003, la compétence optionnelle "Construction et Entretien des bâtiments culturels dont les ministres sont salariés de l'Etat".

Le transfert de cette compétence a, conformément aux articles L.1321-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), entraîné de plein droit au profit de la C.A.P.F.T. la mise à sa disposition des bâtiments culturels nécessaires à l'exercice de cette compétence communautaire.

Conformément aux dispositions de ces mêmes articles, des procès-verbaux ont été établis entre les Communes concernées et la C.A.P.F.T. pour acter ces mises à disposition.

La mise à disposition au profit de la C.A.P.F.T. du presbytère communal de Garche situé au 6, rue de la Peupleraie, cadastré section DC n°78 de 13 a 82 ca, composé d'un immeuble et d'un jardin, a été constatée suivant procès-verbal du 29 décembre 2006 signé entre la Ville et la C.A.P.F.T.

La crise des vocations a néanmoins entraîné la vacance de certains presbytères qui ne sont plus occupés par leur prêtre.

Le Bureau Communautaire de la C.A.P.F.T. a ainsi retenu, lors de sa séance du 9 juin 2016, le principe de la rétrocession aux Communes de certains presbytères qui ne sont plus occupés par des ministres du culte.

Le Bureau Communautaire de la C.A.P.F.T. a décidé, par décision du 8 septembre 2016, la rétrocession à la Ville de Thionville du presbytère de Garche, ce dernier n'étant plus occupé par les prêtres desservant cette paroisse depuis de nombreuses années.

Un avenant n°1 au procès-verbal de mise à disposition de biens établi le 29 décembre 2006 a été signé en date du 21 décembre 2016 entre la Ville et la C.A.P.F.T., avenant qui :

- constate la désaffectation du presbytère sis 6, rue de la Peupleraie à Thionville-Garche en tant que bâtiment culturel,
- décide du retrait de ce bien immobilier de l'inventaire annexé au procès-verbal de mise à disposition établi le 29 décembre 2006,
- dit que ce bien immobilier revient en pleine propriété et jouissance à la Commune.

Néanmoins, conformément aux articles L.1321-1 et suivants du C.G.C.T., pour que la Ville recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur ce presbytère et que cette mise à disposition cesse, le presbytère doit faire l'objet d'une désaffectation en bonne et due forme.

Or, la désaffectation du presbytère doit se faire conformément au décret du 23 novembre 1994 modifié portant déconcentration en matière de désaffectation des édifice culturels dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Ainsi, dans le cadre d'une rationalisation du patrimoine communal et afin de permettre la fin de cette mise à disposition et la cession par la Ville du presbytère de Garche, le Conseil Municipal a, par délibération du 19 septembre 2017, conformément audit décret, décidé l'engagement :

- de la procédure de désaffectation de cette propriété, afin de recueillir l'avis de l'Evêque ;
- de toutes démarches permettant d'assurer l'attribution des locaux nécessaires à la continuité de la vie paroissiale, alors que le presbytère de Garche répondait encore aux besoins du Conseil de Fabrique et de l'activité pastorale de la paroisse de Garche.

Par délibération du 13 décembre 2021, le Conseil Municipal a autorisé la mise à disposition à compter du 1er janvier 2022 au profit du Conseil de Fabrique de locaux situés dans l'enceinte de l'Espace Nicolas-Schmitt de Garche.

L'Evêché de Metz a, par courrier du 31 octobre 2023 adressé à la Ville, fait part de son avis favorable à la demande de désaffectation du presbytère de Garche et de ses dépendances, du fait de cette mise à disposition.

Il a transmis son avis au Préfet pour autorisation par ce dernier de cette désaffectation.

Le Préfet de Moselle a, par arrêté du 15 décembre 2023 et conformément au décret du 23 novembre 1994 modifié, autorisé la désaffectation du presbytère de Garche.

Conformément aux articles L.1321-1 et suivants du C.G.C.T., il appartient aujourd'hui au Conseil Municipal de constater la désaffectation du presbytère, afin de permettre à la Ville de recouvrir l'ensemble de ses droits et obligations sur le presbytère de Garche.

Par ailleurs, pour permettre à la Ville de procéder à la vente du presbytère et de ses dépendances, ce dernier doit également être déclassé, afin de le faire sortir du domaine public communal.

Il est ainsi demandé au Conseil Municipal de bien vouloir prononcer le déclassement du presbytère de Garche et de ses dépendances.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Urbanisme" ont été consultées respectivement les 2 et 3 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide de constater la désaffectation du presbytère de Garche et de ses dépendances ;
- décide le déclassement du domaine public communal du presbytère de Garche et de ses dépendances ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

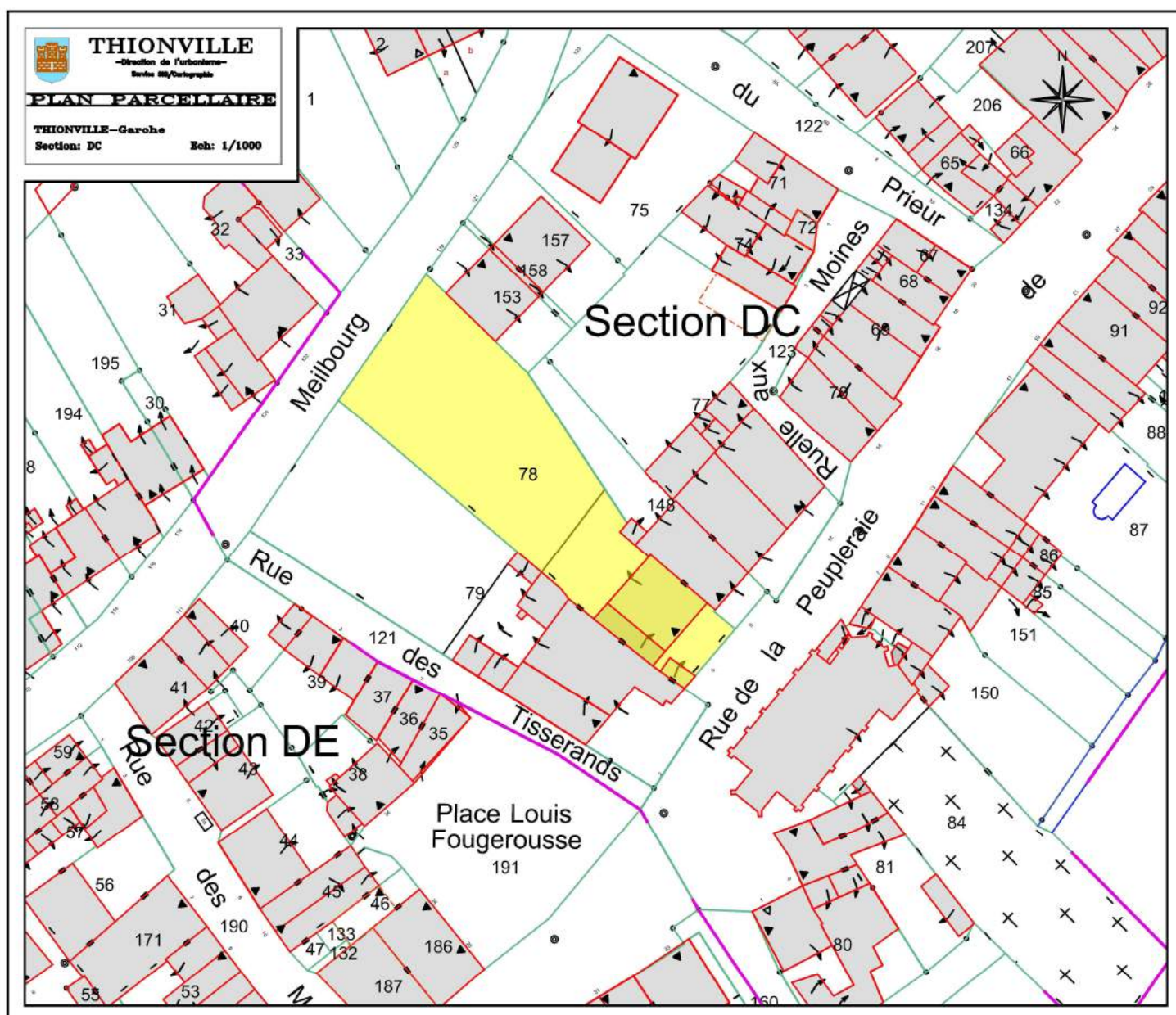
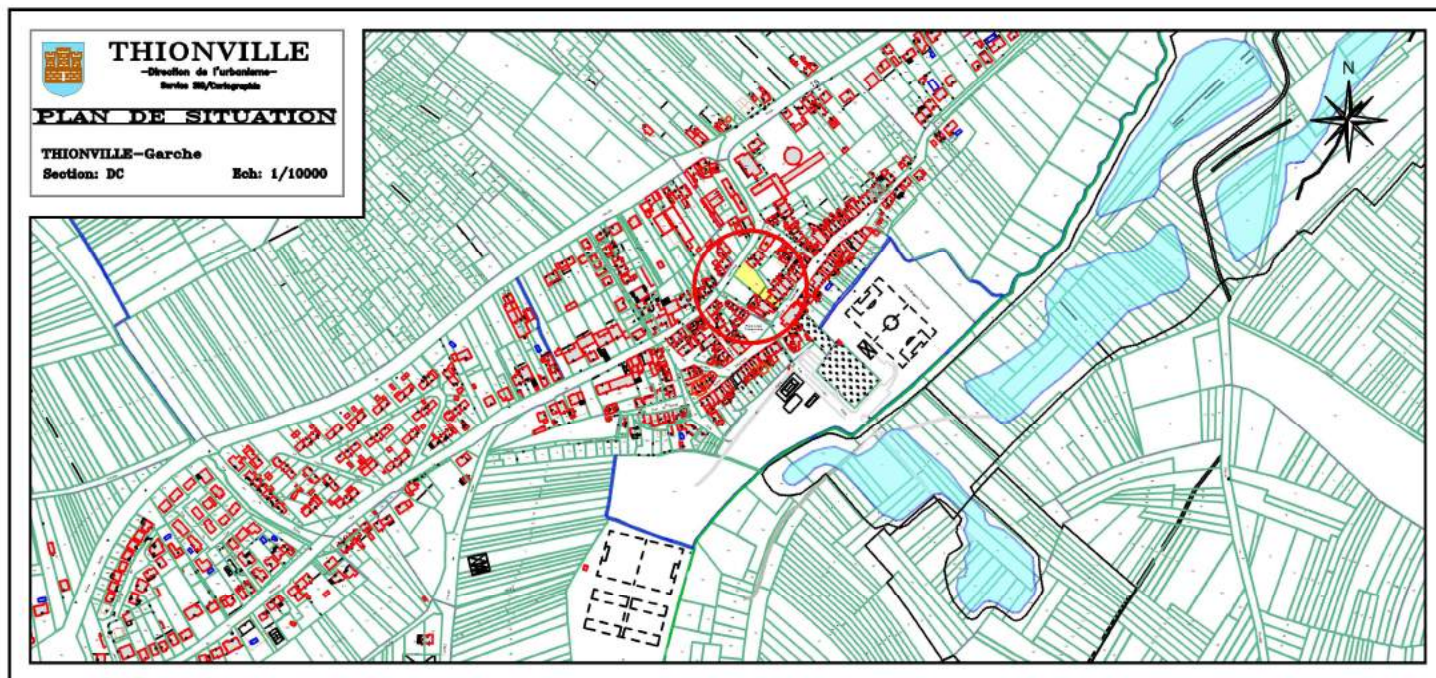
Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

35 - Incorporation dans le domaine public communal d'un bassin de rétention du lotissement "La Croix Hepich".

Mme SCHNEIDER, Adjointe : La Société "Espace et Résidence" a présenté une demande d'incorporation dans le domaine public d'un espace commun aménagé en bassin de rétention des eaux de pluie du lotissement dénommé "La Croix Hepich" à Elange.

Les espaces à incorporer d'une surface totale de 2.280 m² sont cadastrés sous la section AZ - parcelles :

- n°526/17 de 06 a 02 ca
- n°528/16 de 02 a 76 ca
- n°530/15 de 13 a 36 ca

La reprise de cet espace se fera moyennant l'euro symbolique, les frais d'acte de vente étant à la charge du vendeur.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Environnement, Cadre de Vie et Travaux" ont été consultées respectivement les 2 et 3 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- autorise l'acquisition et le classement dans le domaine public communal de ces parcelles et réseaux désignés ci-dessus, aux conditions du présent rapport ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.

Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Département :
MOSELLE

Commune :
THONVILLE

Section : AY
Feuille : 000 AY 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 19/02/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

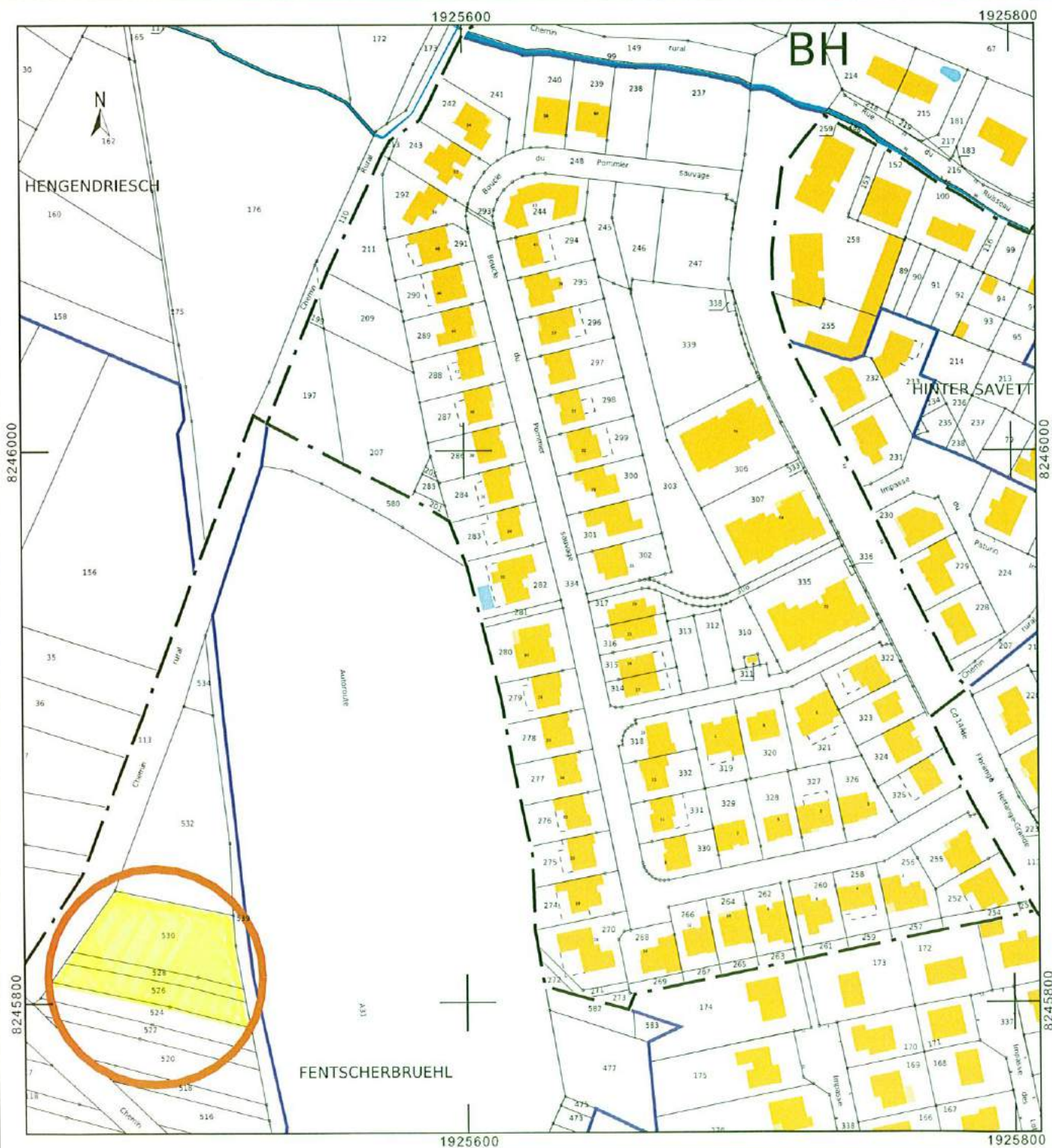
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Metz
8 rue des Clercs 57035
57035 METZ CEDEX 01
tél. 03 87 55 81 45 -fax
ptgc.moselle@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

36 - Enfouissement de réseaux basse tension route des Romains : régularisation du fonds de concours versé.

Mme SCHNEIDER, Adjointe : Dans le cadre des travaux d'enfouissement de réseaux basse tension, route des Romains, réalisés sous maîtrise d'ouvrage ENEDIS, par délégation du Syndicat Intercommunal de Suivi de la Concession de Distribution Publique d'Electricité du Pays des Trois Frontières (S.I.S.C.O.D.I.P.E.), le Conseil Municipal, par délibération du 26 septembre 2022, avait approuvé le versement d'une participation de la Ville sous forme de fonds de concours d'un montant de 43.732,00 € calculé comme suit :

• montant estimatif des travaux B.T.	83.300,00 €
• subventions du SISCODIPE (article 8 et fonds propres) 83.300,00 € X 30%.....	24.990,00 €
• subvention R2 (83.300,00 € - 24.990,00 €) X 25%.....	14.578,00 €
• montant du fonds de concours versé par la Commune	43.732,00 €

L'ensemble des opérations du programme d'enfouissement 2022 étant clôturé, le Comité du S.I.S.C.O.D.I.P.E., par délibération du 11 janvier dernier, a approuvé la régularisation des participations de chaque entité. Elle est calculée en fonction du montant réel des travaux.

Pour rappel, les modalités de régularisation, adoptées par délibération du Comité Syndical du 21 novembre 2023 sont les suivantes :

- détermination du montant subventionnable comme suit :
 - si le coût réel des travaux est inférieur à l'estimation prévisionnelle, il sera retenu pour le calcul des subventions ;
 - si le coût réel des travaux est supérieur à l'estimation prévisionnelle, c'est cette estimation qui sera retenue pour le calcul des subventions ;
- détermination d'un nouveau taux de subvention (article 8 et éventuellement fonds propres), le montant de l'enveloppe dédiée par ENEDIS restant identique. Pour le programme 2022, le taux initial de subvention de 30% a été porté à 32,43% ;
- recalcul du reste à charge du S.I.S.C.O.D.I.P.E. (25% du montant réel des travaux déduction faite des subventions article 8 et éventuellement fonds propres) ;
- recalcul des subventions S.I.S.C.O.D.I.P.E. et des fonds de concours dus par les collectivités ;
- appel de fonds ou remboursement aux collectivités suivant le cas (trop versé ou complément à verser).

Ainsi, en ce qui concerne la Ville, le montant réel H.T. des travaux d'enfouissement de réseaux basse tension s'est élevé à 61.383,00 €. Le fonds de concours définitif s'établit donc à 31.108,00 €, calculé comme suit :

• montant réel des travaux (H.T.).....	61.383,00 €
• subventions article 8 et fonds propres recalculées (32,43%).....	19.906,00 €
• participation du SISCODIPE au titre de la R2 (61.383,00 € - 19.906,00 €) X 25%....	10.396,00 €
• montant du fonds de concours définitif	31.108,00 €

soit un trop versé par la commune d'un montant de 12.624,00 €.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Environnement, Cadre de Vie et Travaux" ont été consultées respectivement les 2 et 3 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide d'accepter le reversement par le S.I.S.C.O.D.I.P.E. de la somme de 12.624,00 € correspondant au trop versé sur le fonds de concours relatif à la réalisation des travaux d'enfouissement de réseaux basse tension route des Romains ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

37 - Distribution publique d'électricité : conventions de servitude entre la Ville et ENEDIS.

Mme SCHNEIDER, Adjointe : Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, ENEDIS souhaite procéder à la pose de câbles électriques haute tension souterrains :

- sur 75 mètres environ :
 - rue Général Mangin, sur la parcelle Ville cadastrée n°0155 - section 21 et cadastrée n°0132 - section 22 ;
 - avenue Merlin, sur la parcelle Ville cadastrée n°0156 - section 21 ;
- sur 80 mètres environ :
 - sur le lieu-dit "Hinter der Kirch", sur les parcelles Ville cadastrées n°0200, n°0198 et n°0196 - section CV ;
 - rue des Linots, sur les parcelles Ville cadastrées n°0185 et n°0113 - section CH ;
- sur 1 mètre environ :
 - rue de la Malgrange, sur la parcelle Ville cadastrée n°0181 - section n°44 ;
- sur 179 mètres environ :
 - rue du Rhin, sur la parcelle Ville cadastrée n°0201 - section 42 ;
 - rue de la Malgrange, sur parcelle Ville cadastrée n°0162 - section 44.

Il est proposé de conclure avec ENEDIS quatre conventions de servitude relatives à ces ouvrages.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Environnement, Cadre de Vie et Travaux" ont été consultées respectivement les 2 et 3 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve la passation des conventions jointes en annexe au présent rapport ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération et notamment à procéder à la signature des conventions susmentionnées.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN



CONVENTION DE SERVITUDES

CONVENTION CS 06

Commune de : Thionville

Département : MOSELLE

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DB23/039927 C4 IRVE -EASY CHARGES SERVICES MERLIN

Chargé de projet Enedis : BEGOT SEBASTIEN

EXEMPLAIRE
A CONSERVER

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

La Société Enedis,

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Le Directeur Régional ENEDIS M.Hervé LUTHRINGER en Lorraine, 2 boulevard Cattenoz à Villers-Les-Nancy, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom *: COMMUNE DE THIONVILLE représenté(e) par son (sa), ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil en date du

Demeurant à : MAIRIE - RUE GEORGES DITSCH - BP 30352, 57125 THIONVILLE Cedex

Téléphone : 03.82.82.25.25

Né(e) à :

Agissant en qualité Propriétaire des bâtiments et terrains ci-après indiqués

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Préfixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
Thionville		21	0155	GENERAL MANGIN	
Thionville		21	0156	MERLIN	
Thionville		22	0132	GENERAL MANGIN	

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement (*) :

- ☐ exploitée(s) par-lui même.
- ☐ exploitée(s) par M. qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il les exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- ☐ non exploitée(s)

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : veiller à bien rayer les mentions inutiles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits (mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 75 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Encastrer un ou plusieurs coffrets(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature

résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 20 € (vingt euros)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

ARTICLE 4 – Responsabilités

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (adresse de l'unité).

ARTICLE 8 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître SELARL Thomas STEHLIN et Peggy JUND Notaires Associés notaire à 67600 Sélestat, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Date de signature :

Propriétaire (faire précéder de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

Enedis

DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Département :
MOSELLECommune :
THIONVILLE

Section : 73
Feuille : 000 73 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1500

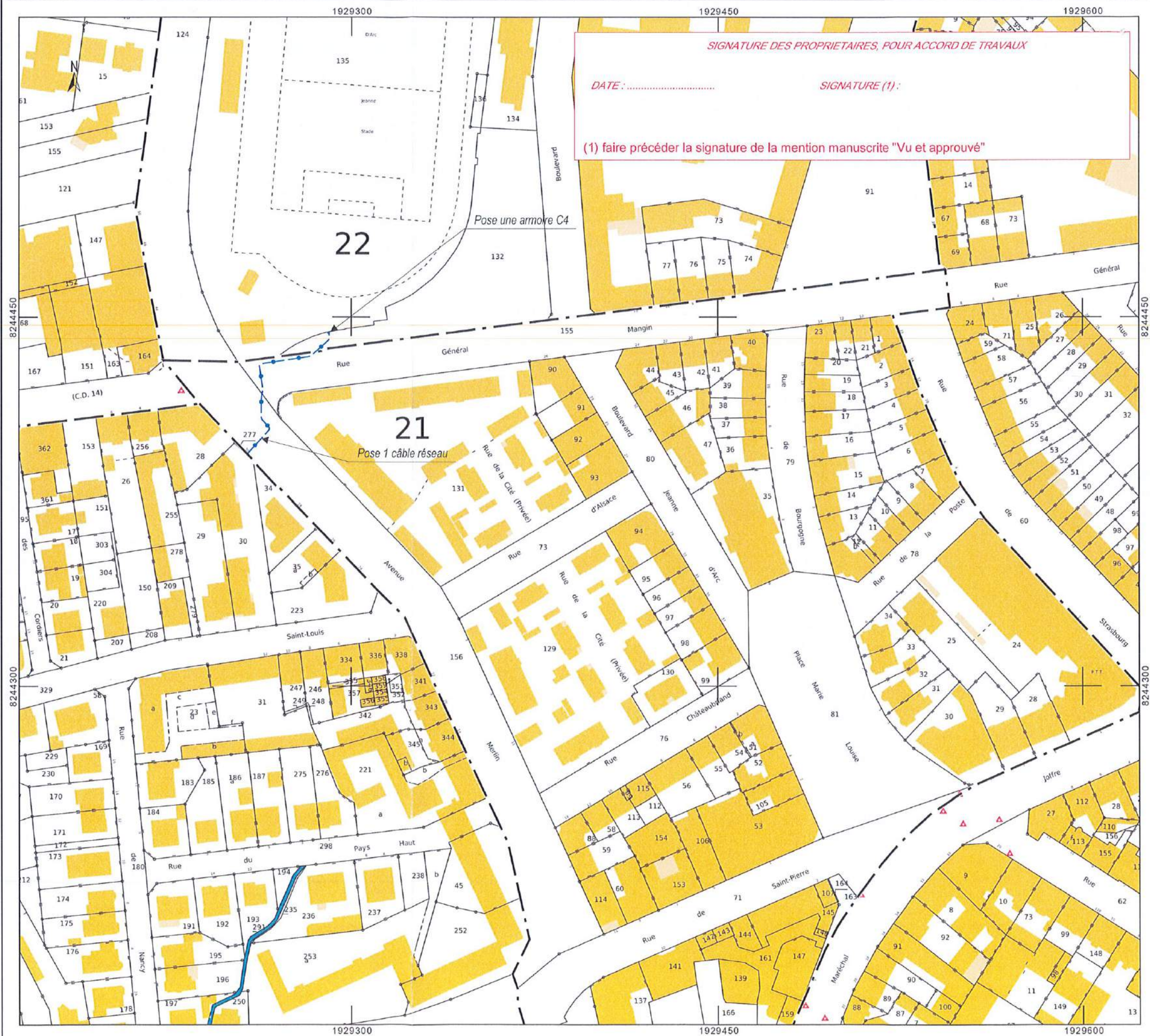
Date d'édition : 19/12/2023
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le
centre des impôts foncier suivant :
Metz
8 rue des Clercs 57035
57035 METZ CEDEX 01
tél. 03 87 55 81 45 -fax
ptgc.moselle@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes
publics





CONVENTION DE SERVITUDES

CONVENTION CS 06

Commune de : Thionville

Département : MOSELLE

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DB23/038504 COLL IMM NEUF - NOVAHOMES

Chargé de projet Enedis : BEGOT SEBASTIEN

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

La Société Enedis,

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Le Directeur Régional ENEDIS M.Hervé LUTHRINGER en Lorraine, 2 boulevard Cattenoz à Villers-Les-Nancy, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom *: COMMUNE DE THIONVILLE représenté(e) par son (sa), ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil en date du

Demeurant à : 0000 RUE GEORGES DITSCH, 57100 THIONVILLE

Téléphone :

Né(e) à :

Agissant en qualité Propriétaire des bâtiments et terrains ci-après indiqués

.....
désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,**Il a été exposé ce qui suit :**

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
Thionville		CV	0200	HINTER DER KIRCHE	
Thionville		CV	0198	HINTER DER KIRCHE	
Thionville		CV	0196	HINTER DER KIRCHE	

Thionville		CV	0185	DES LINOTS	
Thionville		CH	0113	DES LINOTS	

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement (*) :

- ☐ exploitée(s) par-lui même.
- ☐ exploitée(s) par M. qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il les exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- ☐ non exploitée(s)

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : veiller à bien rayer les mentions inutiles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits (mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 80 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Sans coffret

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 20 € (vingt euros)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

ARTICLE 4 – Responsabilités

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (adresse de l'unité).

ARTICLE 8 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître SELARL Thomas STEHLIN et Peggy JUND Notaires Associés notaire à 67600 Sélestat, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

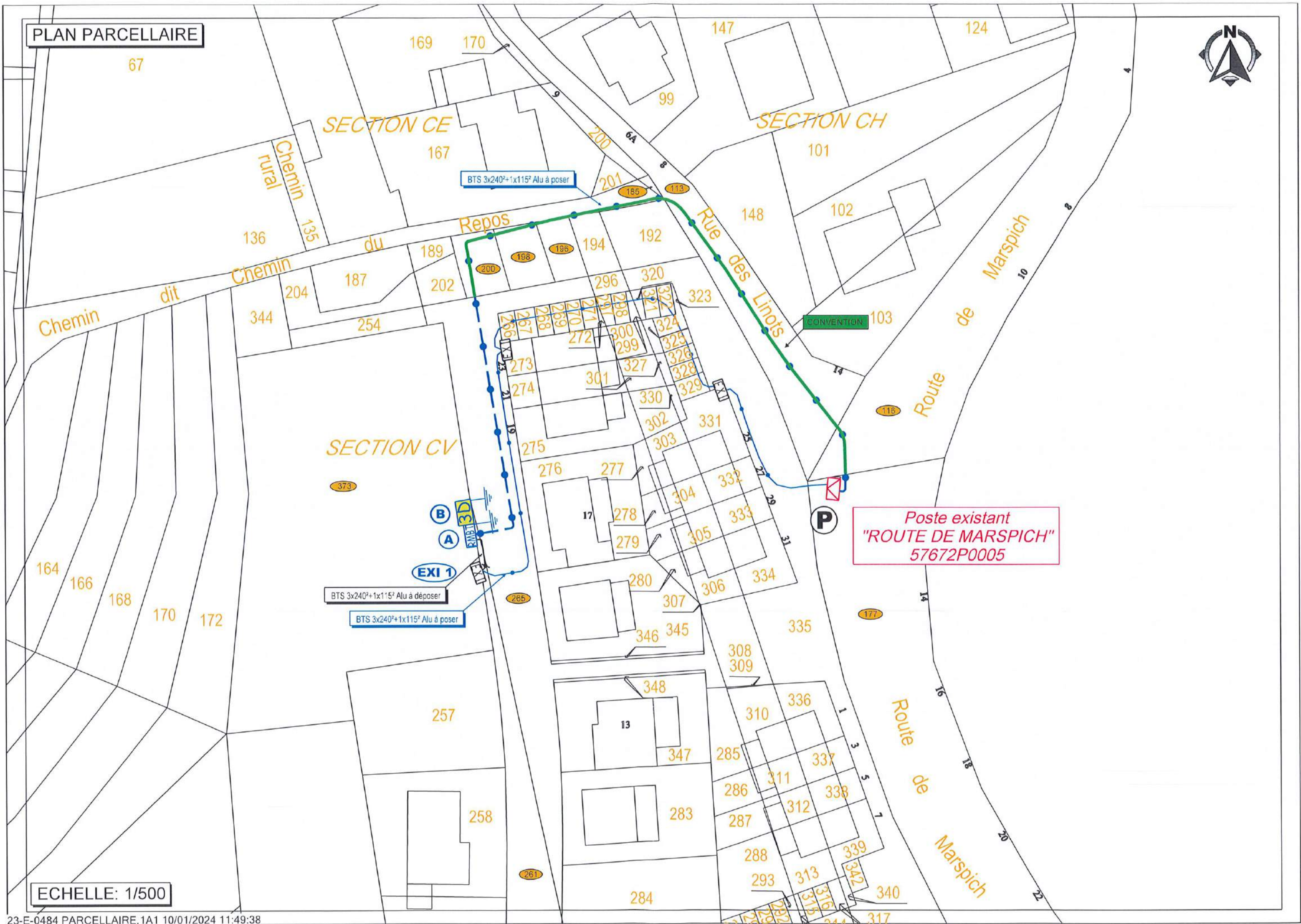
Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Date de signature :

Propriétaire (faire précéder de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

PLAN PARCELLAIRE



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Date d'édition : 10/01/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

8 rue des Clercs 57035
57035 METZ CEDEX 01
tél. 03 87 55 81 45 -fax
ptgc.moselle@dgfip.finances.gouv.fr

cadastre.gouv.fr



Département :
MOSELLE

Commune :
THONVILLE

Section : CH
Feuille : 000 CH 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/4000

Date d'édition : 10/01/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le
centre des impôts foncier suivant :

Meiz
8 rue des Clercs 57035
57035 METZ CEDEX 01
tél. 03 87 55 81 45 -fax
ptgc.moselle@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





CONVENTION DE SERVITUDES

CONVENTION CS 06

Commune de : Thionville

Département : MOSELLE

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DB23/039101 C4 IRVE- EASY CHARGES SERVICES MALGRANGE

Chargé de projet Enedis : BEGOT SEBASTIEN

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

La Société Enedis,

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Le Directeur Régional ENEDIS M.Hervé LUTHRINGER en Lorraine, 2 boulevard Cattenoz à Villers-Les-Nancy, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE DE THIONVILLE** représenté(e) par son (sa), ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil en date duDemeurant à : **MAIRIE - rue Georges ditsch - BP 30352, 57125 THIONVILLE Cedex**Téléphone : **03 82 25 25**

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire indivis** des bâtiments et terrains ci-après indiquésNom *: **LA REGION GRAND EST** représenté(e) par son (sa), ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil en date duDemeurant à : **CONSEIL REGIONAL - 0001 PLACE ADRIEN ZELLER - BP 91006, 67070 STRASBOURG Cedex**Téléphone : **03 88 15 68 67**

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire indivis** des bâtiments et terrains ci-après indiqués.....
désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)

Thionville		44	0181	DE LA MALGRANGE	
------------	--	----	------	-----------------	--

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement (*) :

- ☐ exploitée(s) par lui-même.
- ☐ exploitée(s) par M. qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- ☐ non exploitée(s)

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : veiller à bien rayer les mentions inutiles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits (mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 1 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Encastrer un ou plusieurs coffrets(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 20 € (vingt euros)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

ARTICLE 4 – Responsabilités

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (**noms, prénoms, adresse, etc.**), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**adresse de l'unité**).

ARTICLE 8 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître SELARL Thomas STEHLIN et Peggy JUND Notaires Associés notaire à 67600 Sélestat, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Date de signature :

Propriétaire indivis (faire précéder de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

Département :
MOSELLE

Commune :
THONVILLE

Section : 42
Feuille : 000 42 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 07/02/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

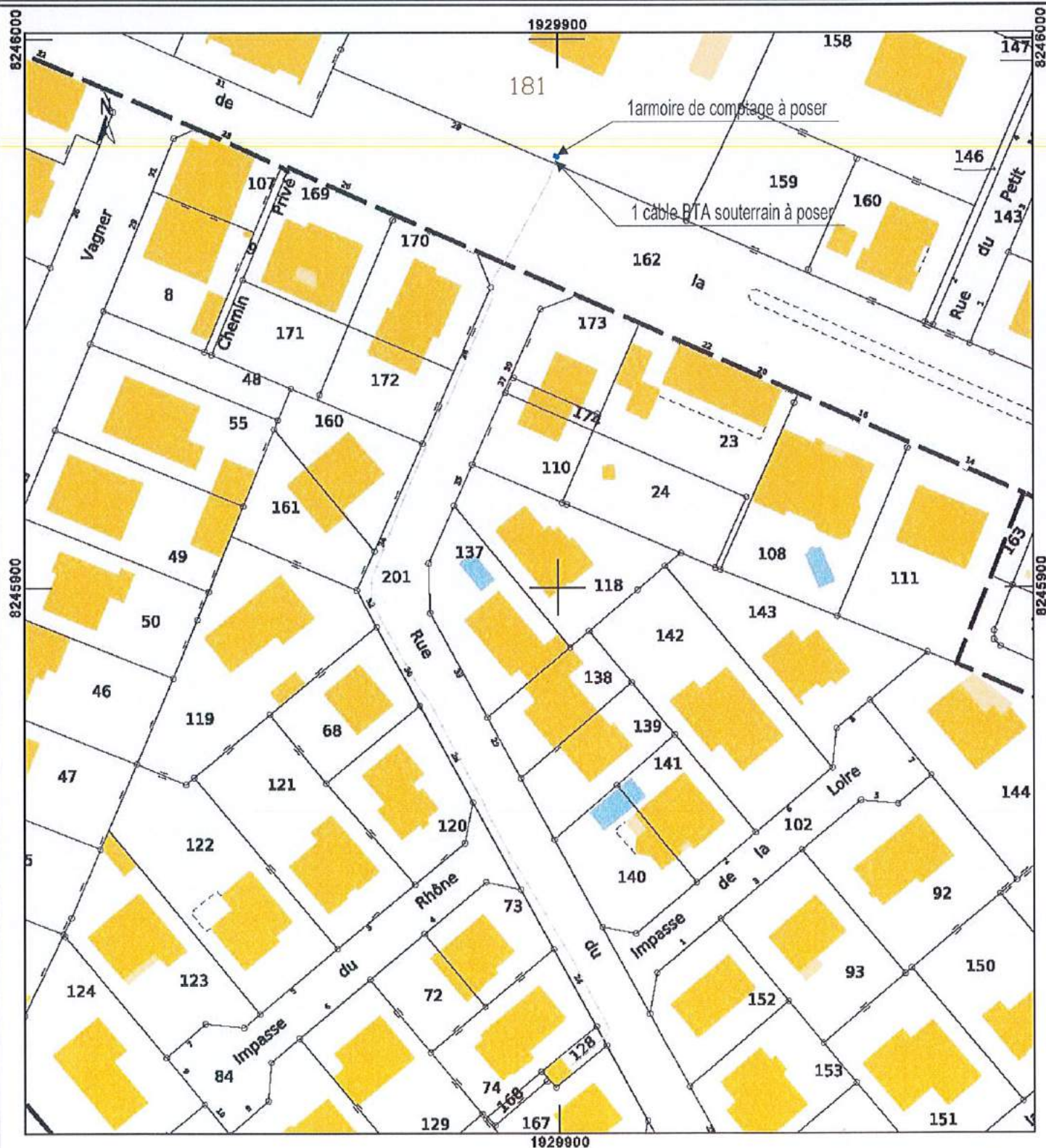
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Metz
8 rue des Clercs 57035
57035 METZ CEDEX 01
tél. 03 87 55 81 45 - fax
ptgc.moselle@dgiip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

DATE
SIGNATURE





CONVENTION DE SERVITUDES

CONVENTION CS 06

Commune de : Thionville

Département : MOSELLE

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DB23/039101 C4 IRVE- EASY CHARGES SERVICES MALGRANGE

Chargé de projet Enedis : BEGOT SEBASTIEN

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

La Société Enedis,

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Le Directeur Régional ENEDIS M.Hervé LUTHRINGER en Lorraine, 2 boulevard Cattenoz à Villers-Les-Nancy, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom *: COMMUNE DE THIONVILLE représenté(e) par son (sa), ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil en date du

Demeurant à : MAIRIE - rue Georges Ditsch, 57125 THIONVILLE cedex

Téléphone : 03 82 82 25 25

Né(e) à :

Agissant en qualité Propriétaire des bâtiments et terrains ci-après indiqués

.....
désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
Thionville		42	0201	DU RHIN	
Thionville		44	0162	DE LA MALGRANGE	

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement (*) :

- ☐ exploitée(s) par lui-même.
- ☐ exploitée(s) par M. qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il les exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- ☐ non exploitée(s)

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : veiller à bien rayer les mentions inutiles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits (mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 179 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Sans coffret

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 20 € (vingt euros)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

ARTICLE 4 – Responsabilités

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (adresse de l'unité).

ARTICLE 8 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître SELARL Thomas STEHLIN et Peggy JUND Notaires Associés notaire à 67600 Sélestat, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

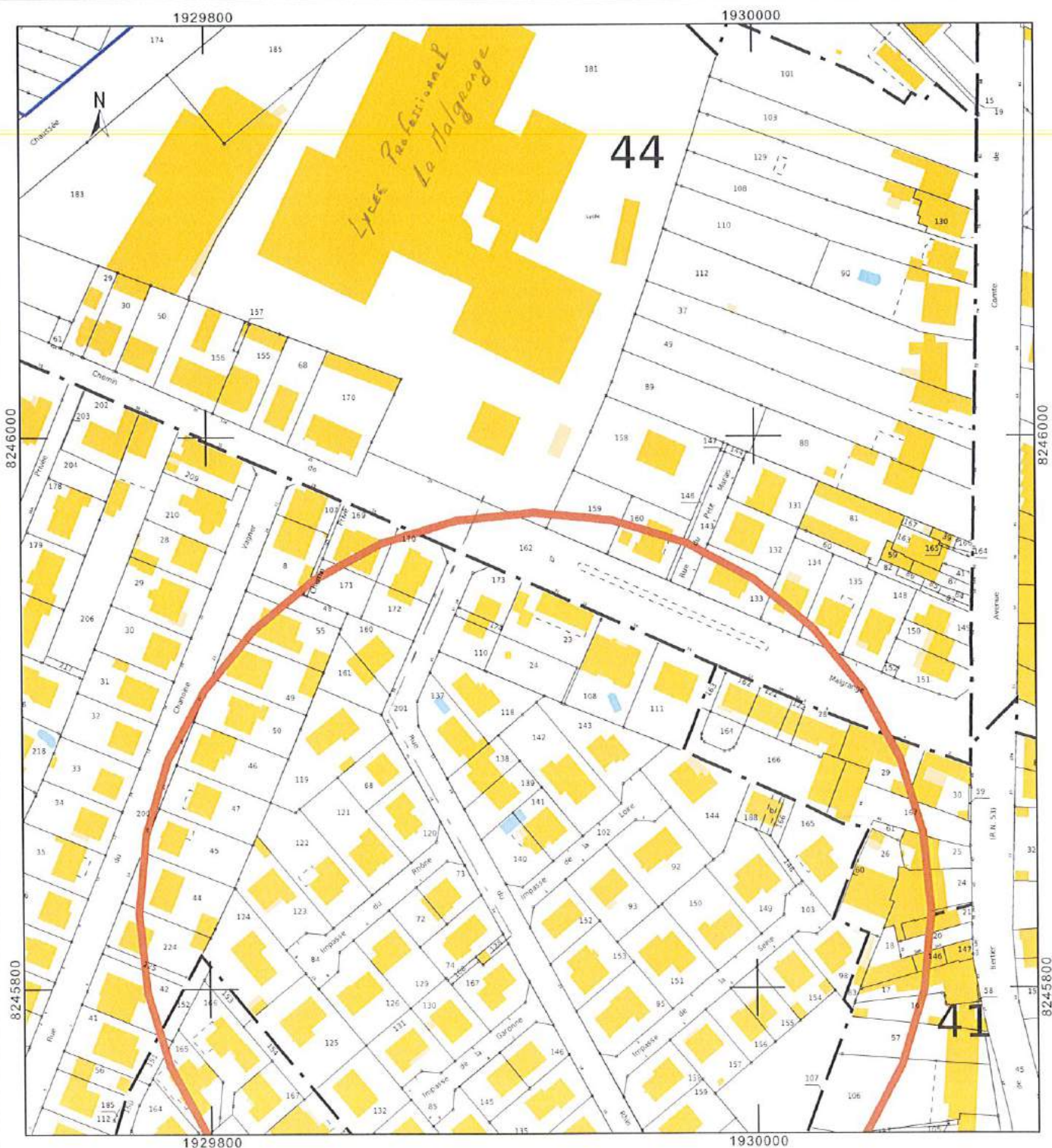
Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

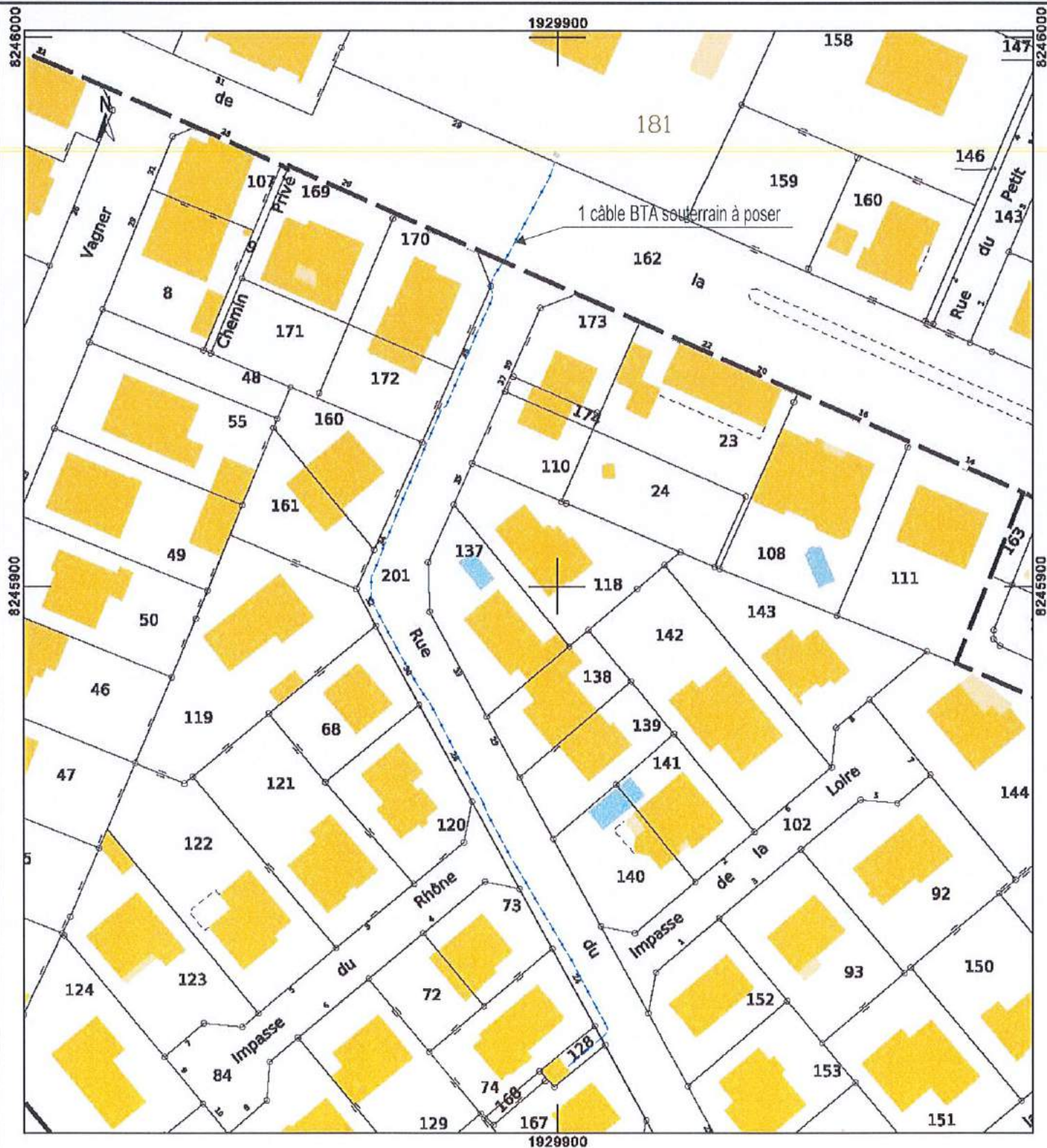
Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Date de signature :

Propriétaire (faire précéder de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

Enedis





Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Thionville séance du 8 avril 2024

Sous la présidence de M. Pierre CUNY, Maire.

Etaient présents : M. HELFGOTT, Mme SCHNEIDER, M. BERTIN, Mme RENAUX, M. LOUIS, M. SCHREIBER, Mme ZANONI, M. GHEZZI, Mme THIL, M. ALIX

Adjoints ;

Mme PEZIN, Mme BERTRAND, Mme STARCK, Mme MICHEL, Mme FATIS, M. GANDECKI, M. HAMELIN-BOYER, M. SICHET, Mme LEREBOULET, M. MALET, M. PELINGU, M. FELICI, M. GRANDJEAN, M. NILLES, M. KROB, M. BIEDER, Mme JEAN, M. HARAU, M. NOLLER, Mme PELLICORI, Mme NIEF-BENHAMOU

Conseillers Municipaux.

Arrivé(es) en cours de séance : Mme JEAN est arrivée à l'examen du point n°5 (18h07)
M. MALET est arrivé à l'examen du point n°8 (18h15)
M. FELICI avait donné procuration à M. GRANDJEAN avant son arrivée au point n°8 (18h15)
Mme MICHEL avait donné procuration à M. ALIX avant son arrivée au point n°8 (18h16)
M. KROB est arrivé à l'examen du point n°19 (19h12)

Départ(s) en cours de séance : Mme PELLICORI a quitté la séance à l'examen du point n°27 (19h21).

Absent(s) : M. TSCHIERSCH, Mme SCHMITT, Mme HEIN, Mme MARCIANO

Excusé(es) : Mme SCHMIT a donné procuration à Mme THIL,
Mme KIS a donné procuration à M. HELFGOTT,
Mme KHERB a donné procuration à M. MALET à partir du point n°8,
Mme BOUCHERON-ICARD a donné procuration à M. LOUIS,
Mme MONNIER a donné procuration à Mme RENAUX,
Mme VAISSE a donné procuration à M. NOLLER,
Mme CZERNIAK a donné procuration à M. HARAU

Secrétaire : M. GRANDJEAN assisté de Mme CASELLATO, Rédacteur Principal.

Assistaient en outre : M. GRALL, Directeur du Cabinet du Maire ; Mme KWIECIEN, Cheffe de Cabinet du Maire ; M. DUFFOURC, Directeur Général des Services ; M. THONY, Directeur Général des Services Techniques ; MM. CAVALIERI et MITZNER, Directeurs Généraux Adjoints des Services ; Mme MANGEOT, Directrice "Vie institutionnelle et Démarche Qualité".

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18h05 .

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

38 - Mise à disposition de locaux au profit d'associations.

Mme THIL, Adjointe : Les locaux situés 10, boucle des Prés-de-Saint-Pierre occupés par le Centre Social et Culturel Jacques-Prévert devant faire l'objet de travaux, il est proposé de reloger une partie des activités administratives de celui-ci dans un logement communal vacant situé 82, rue de Longwy, d'une surface de 81 m² et ce, à compter du 1er avril 2024.

Par ailleurs, du fait des travaux d'urbanisme prévus sur le site de la rive gauche de la Moselle, il conviendra également de reloger le Centre Dramatique National Transfrontalier de Thionville-Grand-Est (NEST) dans l'attente du transfert dans ses futurs locaux.

A cet effet, un local situé 6, rue des Artisans, d'une surface de 637 m² environ pourra accueillir provisoirement le stockage de matériel et de décors de l'association et ce, à compter également du 1er avril 2024.

Les Commissions "Finances, développement économique, commerce et affaires générales" et "Urbanisme" ont été consultées respectivement les 2 et 3 avril 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve la signature des conventions correspondantes, établies aux conditions énoncées ci-dessus ;
- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Thionville, le 9 avril 2024.
Le Maire :

Fait et délibéré en séance.
Suivent les signatures.

Pierre CUNY

Le Secrétaire de séance :

Lucas GRANDJEAN